



RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

NOVEMBRE 2019

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE	03
----------	----

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

<i>Délibérations de l'Assemblée de Martinique</i>	06
Séance du mercredi et jeudi 30 et 31 octobre 2019	07
Séance du lundi et mardi 25 et 26 novembre 2019	20

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS NOVEMBRE – 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATIONS DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

SEANCE DU MERCREDI ET JEUDI 30 ET 31 OCTOBRE 2019

N° 19-414-1 – PORTANT ORGANISATION DE LA CÉRÉMONIE OFFICIELLE ET ATTRIBUTION DE PRIX AUX JEUNES, CONFIÉS À L'AIDE SOCIALE À L'ENFANCE, LAURÉATS AUX EXAMENS DE L'ANNÉE SCOLAIRE 2018-2019 07

N° 19-422-1 – PORTANT AUTORISATION DE LA PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE DÉPLACEMENT, DES FRAIS CONSÉCUTIFS À L'EXERCICE DE MANDATS SPÉCIAUX ET DES FRAIS ET PERTES DE REVENU CONSÉCUTIFS À L'EXERCICE DU DROIT À LA FORMATION, DES CONSEILLERS À L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE, DES CONSEILLERS EXÉCUTIFS DE MARTINIQUE, ET DES MEMBRES DU CONSEIL ÉCONOMIQUE, SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL, DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION DE MARTINIQUE (CECECEM) 09

N° 19-423-1 – PORTANT AUTORISATION DE LA PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE MISSION DES AGENTS DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET DES FRAIS DE DÉPLACEMENT ET DE SÉJOUR DES PERSONNES EXTÉRIEURES À LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE 14

N° 19-456-1 – PORTANT ACQUISITION FONCIÈRE DANS LE CADRE DES TRAVAUX DE CONFORTEMENT DE L'OUVRAGE HYDRAULIQUE SUR LA ROUTE NATIONALE N°1 (RN1) AU PR 12+900 AU QUARTIER AUGRAIN AU ROBERT - RÉGULARISATION FONCIÈRE D'UNE EMPRISE DE 309 M² SUR LA PARCELLE CADASTRÉE SECTION AL N°330 PROPRIÉTÉ DES HÉRITIERS DE 18

SEANCE DU LUNDI ET MARDI 25 ET 26 NOVEMBRE 2019

N° 19-465-1 – PORTANT APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE DES 25 ET 26 SEPTEMBRE 2019 20

N° 19-466-1 – PORTANT CESSION D'ACTIONS SOCIALES DETENUES AU SEIN DE LA SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE (SPL) MARTINIQUE AMÉNAGEMENT ET ÉQUIPEMENT (MAE) AU PROFIT DE 4 COMMUNES DE LA MARTINIQUE 22

N° 19-467-1 – PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ MARTINICAISE D'HLM À HAUTEUR DE 50 % D'UN PRÊT D'UN MONTANT TOTAL DE 2 527 799,20 € DESTINÉ À LA CONSTRUCTION DE 34 LOGEMENTS DE TYPE PLS - QUARTIER VAUDRANCOURT À DUCOS 24

N° 19-468-1 – PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE D'AMÉNAGEMENT DE LA GUADELOUPE (SEMAG) À HAUTEUR DE 50% D'UN PRÊT D'UN MONTANT TOTAL DE 4 226 500,59 € DESTINÉ À L'ACQUISITION EN VEFA DE 28 LOGEMENTS (17 LLS ET 11 PLS), AVENUE ÉMILE MAURICE A SCHOELCHER 58

N° 19-469-1 – PORTANT ADOPTION DE LA DÉCISION MODIFICATIVE N°4 DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE POUR L'EXERCICE 2019 96

N° 19-470-1 – PRENANT ACTE DU DÉBAT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES DE L'EXERCICE 2020 DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE 231

N° 19-471-1 – PORTANT ADMISSION EN NON VALEUR DE TITRES DE RECETTES IRRÉCOUVRABLES AU BUDGET PRINCIPAL 2019 DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE 337

N° 19-472-1 – PORTANT RÉDUCTION D'UN TITRE DE RECETTE EMIS EN 2013 SUR LE BUDGET PRINCIPAL DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AU BENEFICE DE LA SA MARTINIQUE TV CABLE 362

N° 19-473-1 – PORTANT RÉPARTITION DU FONDS DÉPARTEMENTAL DE PÉRÉQUATION DE LA TAXE PROFESSIONNELLE (FDPTP) - RÔLE 2019 364

N° 19-474-1 – PORTANT RÉPARTITION 2019 DU PRODUIT DES AMENDES DE POLICE CONSTATÉES EN 2018 367

N° 19-475-1 – PORTANT COMMUNICATION DE L'AVIS N°2019-0102 DE LA CHAMBRE RÉGIONALE DES COMPTES DE LA MARTINIQUE SUITE À LA REQUÊTE DE LA SOCIÉTÉ ANTILLES REVÊTEMENTS SPORTIFS (ARS) SUR LE BUDGET 2019 DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE 369

N° 19-475-2 – PORTANT COMMUNICATION DE L'AVIS N°2019-0103 DE LA CHAMBRE RÉGIONALE DES COMPTES DE LA MARTINIQUE SUITE À LA REQUÊTE DE LA SOCIÉTÉ SIGNALISATION ÉQUIPEMENTS ROUTIERS REVÊTEMENTS (SERR) SUR LE BUDGET 2019 DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE 371

N° 19-475-3 – PORTANT COMMUNICATION DE L'AVIS N°2019-0104 DE LA CHAMBRE RÉGIONALE DES COMPTES DE LA MARTINIQUE SUITE À LA REQUÊTE DE LA SOCIÉTÉ SIGNALISATION ÉQUIPEMENTS ROUTIERS REVÊTEMENTS (SERR) SUR LE BUDGET 2019 DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE 373

N° 19-476-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA SARL LE JARDIN DE CHÂTEAU GAILLARD - DÉVELOPPEMENT DE LA PRODUCTION AGRICOLE ET AMÉLIORATION DE LA COMPÉTITIVITÉ D'UNE EXPLOITATION MARAÎCHÈRE HYDROPONIQUE PAR L'INTENSIFICATION D'UN SYSTÈME DE PRODUCTION DE QUALITÉ : RENFORCEMENT ET MODERNISATION DES SERRES EXISTANTES, INSTALLATION DE PÉPINIÈRES INNOVANTES RMAR040118DA0970120 375

N° 19-477-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA « SAS DENEL POUR UN PROJET D'INVESTISSEMENTS 2019 - RMAR040219DA0970001 » 378

N° 19-478-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À L'« ASSOCIATION DES EXPLOITANTS DU FRANÇOIS (AEXAF) POUR LA RÉNOVATION DE LA ROUTE D'ACCÈS "HABITATION BELLEVUE" - RMAR040318DA0970013 » 381

N° 19-479-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA « CHAMBRE DÉPARTEMENTALE D'AGRICULTURE DE LA MARTINIQUE POUR LE CONSEIL ET L'ENCADREMENT TECHNIQUE - RMAR020118DA0970007 » 384

N° 19-480-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À L'« UNION DES PRODUCTEURS DE BANANE DE LA MARTINIQUE BANAMART- POUR LE SERVICE DE CONSEILS EN BANANE EXPORT - RMAR020118DA0970008 » 387

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS NOVEMBRE – 2019

N° 19-481-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA « SAS LES SAVEURS DU DOMAINE POUR LA CRÉATION D'UN ATELIER AGRO-TRANSFORMATION DE LA VIANDE LOCALE ET D'UN CIRCUIT DE VENTE DE PROXIMITÉ EN TOURNÉE - RMAR190219GA3330004 » 390

N° 19-482-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA SOCIÉTÉ EMBOUTEILLAGE EAU MINÉRALE DIDIER (SEEMD) POUR LA MODERNISATION DE L'OUTIL INDUSTRIEL ET ACCROISSEMENT DE LA CAPACITÉ DE PRODUCTION - MQ0021198 393

N° 19-483-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE AU « SYNDICAT MARTINICAIS DE TRAITEMENT ET VALORISATION DES DÉCHETS (SMTVD) - ÉQUIPEMENT DE TRAITEMENT DE DÉCHETS « SOUS-PRODUITS ANIMAUX DE CATÉGORIE 2 ET 3 » - MQ0020814 » 396

N° 19-484-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT FSE/CTM À L'ASSOCIATION L'ESPÉRANCE PATRONAGE SAINT-LOUIS - ACI RECYCK BOIS N°MDFSE 201805262 » 399

N° 19-485-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT FSE/CTM À L'ASSOCIATION L'ESPÉRANCE PATRONAGE SAINT-LOUIS - ACI LES JARDINS DE L'ESPÉRANCE N°MDFSE 201804715 402

N° 19-486-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT FSE/CTM À LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE L'ESPACE SUD MARTINIQUE - ANIMATION, COORDINATION ET COMMUNICATION DU PLIE SUD MARTINIQUE - N°MDFSE 201903180 405

N° 19-487-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT FSE/CTM À LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE L'ESPACE SUD MARTINIQUE - PLIE ESPACE SUD 2018-2020 - N° MDFSE 201902337 408

N° 19-488-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA « COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU CENTRE DE LA MARTINIQUE (CACEM) POUR LA MISE EN OEUVRE DU PLIE DE LA CACEM 2018-2020 - N°MDFSE 201902071 » 411

N° 19-490-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À L'« EI RACINE AQUACULTURETRANSFORMATION DES PRODUITS ISSUS D'UNE FERME AQUACOLE - PFEA690018CT0970001 » 414

N° 19-491-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA « SAS DISTILLERIES AGRICOLES DE SAINTE LUCE (DASL) » POUR LA PLANTATION DE CANNE À SUCRE SUR 26,48 HA (RAMENÉS A 25,06 HA) EN 2018 ET TRAVAUX D'AMÉLIORATION FONCIÈRE AAP N°4 CANNE-BANANE - RMAR040118DA0970153 417

N° 19-492-1 – PORTANT DÉSAFFECTATION DU TRONÇON DE LA ROUTE DÉPARTEMENTALE N°6 CADASTRÉ SECTION P N°1522 D'UNE SUPERFICIE DE 3 135M² DU PR 13+575 AU PR 13+840 CESSION À LA VILLE DU FRANÇOIS 420

N° 19-493-1 – PORTANT ANNULATION D'UNE CRÉANCE NÉE D'UN PRÊT ÉTUDIANT AU BÉNÉFICE DE MADAME IMMACULÉE BASSIN ÉPOUSE PROVIDENCE 422

N° 19-494-1 – PORTANT AVIS SUR LE PROJET D'ORDONNANCE PORTANT DISPOSITIONS RELATIVES À L'OUTRE-MER DU CODE DE LA DÉFENSE 424

N° 19-496-1 – PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET RELATIF À LA LUTTE CONTRE LE TABAGISME ET À SON ADAPTATION ET EXTENSION À CERTAINES COLLECTIVITÉS D'OUTRE-MER 426

N° 19-497-1 – PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET RELATIF À LA TRANSMISSION DES INFORMATIONS NÉCESSAIRES AU SUIVI ÉCONOMIQUE DU SECTEUR DES CÉRÉALES, OLÉAGINEUX ET PROTÉAGINEUX 428

N° 19-498-1 – PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET PORTANT DIVERSES MESURES DE DÉCONCENTRATION DES DÉCISIONS INDIVIDUELLES DANS LE DOMAINE DU TRAVAIL 430

N° 19-499-1 – PORTANT PRÉSENTATION DU COMPTE-RENDU DE L'EXERCICE DE LA DÉLÉGATION DONNÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF EN MATIÈRE DE CONTENTIEUX POUR LA PÉRIODE ALLANT DU 10 SEPTEMBRE AU 4 NOVEMBRE 2019 432

N° 19-500-1 – PORTANT PASSATION D'UN AVENANT À LA CONVENTION PLURIANNUELLE 2016-2019 RELATIVE AUX RELATIONS ENTRE LA CAISSE NATIONALE DE SOLIDARITÉ POUR L'AUTONOMIE (CNSA) ET LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE (CTM) 434

N° 19-501-1 – PORTANT APPROBATION DES MODALITÉS DE RÉALISATION DE LA TROISIÈME PHASE DE L'ÉTUDE DE L'ACTION SOCIALE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE 438

N° 19-502-1 – PORTANT ORGANISATION DE LA CONFÉRENCE ANNUELLE DE L'OBSERVATOIRE DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE DE MARTINIQUE POUR L'ANNÉE 2019 440

N° 19-503-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE (CCAS) DE LA VILLE DE TRINITÉ POUR LA RÉALISATION DE SON PROGRAMME D'ACTIONS DANS LE CADRE DE LA SEMAINE BLEUE EN OCTOBRE 2019 442

N° 19-504-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE (CCAS) DE LA VILLE DE BASSE-POINTE POUR LA RÉALISATION DE SON PROGRAMME D'ACTIONS DANS LE CADRE DE LA SEMAINE BLEUE EN OCTOBRE 2019 444

N° 19-505-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION « MA TÉTÉ » POUR LA RÉALISATION DE SON PROGRAMME D'ACTIONS DANS LE CADRE « D'OCTOBRE ROSE 2019 » 446

N° 19-506-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'UNION DES FEMMES DE MARTINIQUE (UFM) POUR LA RÉALISATION DE SON PROGRAMME D'ACTIONS AU TITRE DE L'EXERCICE 2019 448

N° 19-507-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION POUR L'INFORMATION ET LA PRÉVENTION DE LA DRÉPANOCYTOSE (APIPD) POUR L'ORGANISATION DE LA « 5^{ÈME} EDITION DU DRÉPACTION MARTINIQUE » EXERCICE 2019 450

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS NOVEMBRE – 2019

N° 19-508-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION D'AIDES AUX VICTIMES ET DE MÉDIATION PÉNALE (ADAVIM FRANCE VICTIMES 972 MARTINIQUE) POUR LA RÉALISATION DE SON PROGRAMME D'ACTIONS, AU TITRE DE L'EXERCICE 2019

452

N° 19-509-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION AGIR SANS VOIR POUR LA RÉALISATION DE SON PROGRAMME D'ACTIONS AU TITRE DE L'ANNÉE 2019

454

N° 19-510-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC DÉPARTEMENTAL DE SANTÉ MENTALE DE LA MARTINIQUE (EPDSM MARTINIQUE) CENTRE HOSPITALIER MAURICE DESPINOY - (EX- CH COLSON) POUR LA POURSUITE DE LA RÉNOVATION DES PAVILLONS «PINEL-CABANIS»

456

N° 19-511-1 – PORTANT AUTORISATION DE SIGNATURE DE LA CONVENTION CONSTITUTIVE MODIFIÉE DU GROUPEMENT D'INTÉRÊT PUBLIC ENFANCE EN DANGER (GIPED)

458

N° 19-513-1 – PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N°18-568-1 DU 20 DÉCEMBRE 2018 PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION MARTINICAISE DU CLUB DES PLUS BELLES BAIES DU MONDE (AMP2B)

509

N° 19-514-1 – PORTANT FINANCEMENT COMPLÉMENTAIRE ET MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N°15-1462 RELATIVE À LA RÉHABILITATION DE LA STATION D'ÉPURATION DES ANSES D'ARLET

511

N° 19-514-2 – PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N°15-2496-1 RELATIVE À L'EXTENSION DU RÉSEAU DE COLLECTE DES EAUX USÉES DU BOURG DU SAINT-ESPRIT

513

N° 19-515-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À MADININAIR POUR LE FINANCEMENT D'UN PRÉLEVEUR BAS DÉBIT DE PARTICULES

515

N° 19-516-1 – PORTANT MISE EN LIGNE DU PORTAIL DÉDIÉ À LA RANDONNÉE PÉDESTRE EN MARTINIQUE RÉALISÉ PAR LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

517

N° 19-517-1 – PORTANT CRÉATION DU RÉSEAU D'IRRIGATION COLLECTIF DE NOUVELLE CITÉ À RIVIÈRE-SALÉE

519

N° 19-518-1 – PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET LA VILLE DU FRANÇOIS RELATIVE À LA MISE À DISPOSITION D'ÉTALS DE VENTE ET D'UNE POMPE DE REFOULEMENT SIS SUR LE SITE DE PÊCHE DE « CANAL » AU FRANÇOIS

521

N° 19-519-1 – PORTANT ADOPTION DU PLAN DE PRÉVENTION ET DE GESTION DES DÉCHETS DE MARTINIQUE (PPGDM) ET DE SON RAPPORT ENVIRONNEMENTAL

523

N° 19-520-1 – ADHÉSION DE LA LIGUE DE FOOTBALL DE MARTINIQUE (LFM) A LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE DE FOOTBALL ASSOCIATION (FIFA)

1360

N° 19-521-1 – PORTANT APPROBATION DU PLAN DE FINANCEMENT CONCERNANT LA RÉALISATION DES TRAVAUX DE MISE EN CONFORMITÉ DU SYSTÈME DE SÉCURITÉ ET D'INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES À LA CITÉ SCOLAIRE FRANTZ FANON DE TRINITÉ, DANS LE CADRE DE LA MISE AUX NORMES ET LA SÉCURISATION DES ÉQUIPEMENTS PUBLICS

1363

N° 19-522-1 – PORTANT APPROBATION DU PLAN DE FINANCEMENT D'UNE OPÉRATION VISANT À LA MISE AUX NORMES D'ÉQUIPEMENTS PUBLICS APPARTENANT À LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE (CTM)

1365

N° 19-523-1 – PORTANT APPROBATION DU PLAN DE FINANCEMENT DE L'OPÉRATION DE FOURNITURE ET POSE DE SYSTÈMES DE GROUPES DE CLIMATISATION SUR LE BÂTI DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE, DANS LE CADRE DE LA « RÉNOVATION THERMIQUE, TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ET DU DÉVELOPPEMENT DES ÉNERGIES RENOUVELABLES »

1367

N° 19-524-1 – PORTANT APPROBATION DU PLAN DE FINANCEMENT CONCERNANT LA RÉALISATION DE TRAVAUX DE RAVALEMENT D'ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES DANS LE CADRE DE LA RÉNOVATION DES BÂTIMENTS SCOLAIRES

1369

N° 19-525-1 – PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET L'OFFICE DE L'EAU MARTINIQUE (ODE) RELATIVE À L'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DANS LE CADRE DU PROJET « AMÉLIORATION DES PERFORMANCES DES INFRASTRUCTURES PUBLIQUES D'EAU POTABLE »

1371

N° 19-526-1 – PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE AVEC L'ASSOCIATION MARTINICAISE POUR L'ÉDUCATION ET L'INSERTION DES SOURDS (AMEIS)

1382

N° 19-526-2 – PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE AVEC L'ASSOCIATION ACCESSIBILITÉ À L'INFORMATION ET À LA COMMUNICATION (ACCINCOM)

1384

N° 19-527-1 – PORTANT PRÉSENTATION DU COMPTE-RENDU DE L'EXERCICE DE LA DÉLÉGATION DONNÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF EN MATIÈRE DE MARCHÉS PUBLICS ET D'ACCORDS-CADRES POUR LA PÉRIODE ALLANT DU 1ER JANVIER 2019 AU 31 OCTOBRE 2019

1386

N° 19-528-1 – PORTANT APPEL DE FONDS DU GROUPEMENT D'INTÉRÊT PUBLIC MAISON MARTINICAISE DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP (GIP MPMH) POUR LA PARTICIPATION DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AU FINANCEMENT DU FONDS TERRITORIAL DE COMPENSATION (FTC) POUR LES ANNÉES 2018 ET 2019

1388



DÉLIBÉRATIONS

~ ~ ~ ~ ~

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20191030-19-414-1-DE
Date de télétransmission : 12/03/2020
Date de réception préfecture : 12/03/2020

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : **12 MARS 2020**

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-414-1

PORTANT ORGANISATION DE LA CÉRÉMONIE OFFICIELLE ET ATTRIBUTION DE PRIX AUX JEUNES, CONFIÉS À L'AIDE SOCIALE À L'ENFANCE, LAURÉATS AUX EXAMENS DE L'ANNÉE SCOLAIRE 2018 - 2019

L'An deux mille dix-neuf, le trente octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (procuration à Lucien RANGON), Kora BERNABE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Joachim BOUQUETY, Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Jean-Philippe NILOR, Daniel ROBIN (procuration à Félix CATHERINE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE), David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des Affaires sociales, de la Santé et des Solidarités ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission Action sociale, Gérontologie, Personnes en situation de handicap et la commission Logement et Habitat le 25 octobre 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission Santé et Action de prévention, PMI, ASE le 28 octobre 2019 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité, la commission Développement économique et Tourisme le 29 octobre 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Sont adoptées les modalités d'organisation, à l'Agora Frantz Fanon de l'Hôtel de la Collectivité Territoriale de Martinique, de l'édition 2019 de la cérémonie officielle de remise de prix aux jeunes de l'Aide Sociale à l'Enfance, lauréats aux examens de l'année scolaire 2018 - 2019.

ARTICLE 2 : Le nombre total de prix remis aux lauréats est de 138.

Les montants des prix alloués se déclinent comme suit :

- Bons cadeaux d'une valeur de cinquante euros (50 €) pour les lauréats du Diplôme National du Brevet (DNB) et du Certificat de Formation Générale (CFG),
- Bons cadeaux d'une valeur de soixante-dix euros (70 €) pour les lauréats du Certificat d'Aptitude Professionnelle (CAP) et du Brevet d'Etudes Professionnelles (BEP),
- Récompense financière d'une valeur de cent soixante euros (160 €) pour les lauréats du Baccalauréat et de diplômes d'études supérieures,
- Bons cadeaux supplémentaires d'une valeur de quarante euros (40 €) pour tous les lauréats ayant obtenu une mention.

ARTICLE 3 : Le montant total prévisionnel correspondant aux récompenses et à l'organisation de la cérémonie, s'élève à 20 945,69 €.

ARTICLE 4 : Les dépenses correspondantes sont imputées au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 8 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 30 et 31 octobre 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20191030-19-422-1-DE
Date de télétransmission : 14/02/2020
Date de réception préfecture : 14/02/2020

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 14 FEV. 2020

DÉLIBÉRATION N°19-422-1

**PORTANT AUTORISATION DE LA PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE DÉPLACEMENT,
DES FRAIS CONSÉCUTIFS À L'EXERCICE DE MANDATS SPÉCIAUX ET DES FRAIS
ET PERTES DE REVENU CONSÉCUTIFS À L'EXERCICE DU DROIT À LA FORMATION,
DES CONSEILLERS À L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE, DES CONSEILLERS EXÉCUTIFS
DE MARTINIQUE, ET DES MEMBRES DU CONSEIL ÉCONOMIQUE, SOCIAL,
ENVIRONNEMENTAL, DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION DE MARTINIQUE (CESECEM)**

L'An deux mille dix-neuf, le trente octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (procuration à Lucien RANGON), Kora BERNABE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Joachim BOUQUETY, Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Jean-Philippe NILOR, Daniel ROBIN (procuration à Félix CATHERINE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE), David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 83-364 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu le décret n° 2015-1666 du 11 décembre 2015 portant application de la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités de Guyane et de Martinique et modifiant la partie réglementaire (R) du code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n°2019-139 du 26 février 2019 modifiant le décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État ;

Vu l'arrêté du 12 juillet 2018 modifiant l'arrêté du 03 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat;

Vu l'arrêté du 26 février 2019 modifiant l'arrêté du 03 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat;

Vu l'arrêté du 11 octobre 2019 modifiant l'arrêté du 03 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-381-1 du 24 novembre 2016 portant autorisation de la prise en charge des frais de déplacement, des frais consécutifs à l'exercice de mandats spéciaux et des frais et pertes de revenu consécutifs à l'exercice du droit à la formation, des conseillers à l'Assemblée de Martinique, des Conseillers Exécutifs de Martinique, et des membres du Conseil Économique, Social, Environnemental, de la Culture et de l'Éducation (CESECE) ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des Affaires sociales, de la Santé et des Solidarités ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la prise en charge, par le budget de la Collectivité Territoriale de Martinique, des frais liés aux déplacements effectués par les Conseillers à l'Assemblée de Martinique, les Conseillers Exécutifs de Martinique et les membres du Conseil Economique, Social, Environnemental, de la Culture et de l'Education de Martinique (CESECEM), dans les conditions suivantes :

1.1 – Les frais concernent les déplacements sur le territoire de la Martinique, des Conseillers à l'Assemblée de Martinique, des Conseillers Exécutifs de Martinique, qui utilisent leur véhicule personnel ou les transports publics pour prendre part aux réunions de l'Assemblée de Martinique, des commissions sectorielles de l'Assemblée, du Conseil Exécutif, ainsi que des instances dont ils font partie à titre de qualité ou à toute autre réunion sur demande expresse du Président de l'Assemblée de Martinique ou du Président du Conseil Exécutif de Martinique.

1.2 – Les frais concernent également les déplacements sur le territoire de la Martinique, des membres du Conseil Economique, Social, Environnemental, de la Culture et de l'Education de Martinique (CESECEM) utilisant leur véhicule personnel ou les transports publics pour prendre part aux réunions du conseil et de ses sections et commissions.

1.3 – La prise en charge des frais de déplacement visés au 1.1 et au 1.2 du présent article s'effectue sous la forme d'une indemnité forfaitaire fixée à 30,00 €, sur présentation d'un état accompagné des pièces justificatives.

ARTICLE 2 : Est autorisée la prise en charge, par le budget de la Collectivité Territoriale de Martinique, des frais consécutifs à l'exécution de mandats spéciaux tant par les élus, que par les membres du Conseil Economique, Social, Environnemental, de la Culture et de l'Education de Martinique (CESECEM) :

2.1 – Les frais correspondent aux frais de séjour, frais de transport et frais d'aide à la personne.

➤ **Frais de séjour**

Les mises en mission peuvent opter, soit pour un remboursement desdites dépenses qu'ils auront personnellement engagées dans les conditions et modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat, soit pour une prise en charge directe dans le cadre du marché mis en place à cet effet par la Collectivité Territoriale de Martinique.

➤ **Frais de transport**

Les frais de transport sont pris en charge directement par la Collectivité dans les conditions suivantes :

- Missions du Président du Conseil Exécutif de Martinique ou son représentant : 1^{ère} classe ;
- Missions du Président de l'Assemblée de Martinique ou son représentant : 1^{ère} classe ;
- Missions des Conseillers exécutifs de Martinique : classe immédiatement supérieure à la classe économique ;
- Missions des Conseillers à l'Assemblée de Martinique : classe immédiatement supérieure à la classe économique ;
- Missions des membres du CESECEM : classe immédiatement supérieure à la classe économique.

➤ **Frais d'aide à la personne**

Ces frais comprennent les frais de garde d'enfants ou d'assistance aux personnes âgées, handicapées ou à celles qui auront besoin d'une aide personnelle à leur domicile, supportés par les élus et les membres du CESECEM à l'occasion des mandats spéciaux dont ils ont été chargés.

2.2 – La prise en charges de ces frais s'effectue dans les conditions suivantes :

➤ **Frais de séjour**

Dans l'hypothèse du remboursement des frais de mission, et conformément au décret n° 2006-781 du 03 juillet 2006 modifié, les taux de remboursement sont les suivants :

I. Mission en France métropolitaine

Lieu où s'effectue la mission	Repas midi	Repas soir	Hébergement
Paris À compter du 01/01/2020	15,25 € 17,50 €	15,25 € 17,50 €	110 €
Grandes villes de 200 000 + habitants et les communes du Grand Paris À compter du 01/01/2020	15,25 € 17,50 €	15,25 € 17,50 €	90 €
Autres villes À compter du 01/01/2020	15,25 € 17,50 €	15,25 € 17,50 €	70 €

II. Mission en Outre-Mer

Lieu où s'effectue la mission	Repas midi	Repas soir	Hébergement
Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Mayotte, Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Barthélemy, Saint-Martin À compter du 01/01/2020	15,75 € 17,50 €	15,75 € 17,50 €	70 €
Nouvelle Calédonie, Wallis et Futuna, Polynésie Française	21 €	21 €	90 €

Par ailleurs, le taux d'hébergement prévu ci-dessus est fixé dans tous les cas à 120 € pour les élus reconnus en qualité de travailleurs handicapés et en situation de mobilité réduite.

III. Mission à l'étranger

Les montants des indemnités journalières de mission à l'étranger sont fixés par l'arrêté du 18 septembre 2013 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat.

Ces montants varient selon le pays concerné.

Toutefois, lorsque l'intérêt de la Collectivité l'exige et pour tenir compte de situations particulières, le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à déroger aux taux de remboursement indiqués aux I. II. et III. du présent article.

Ces dérogations ne pourront, en aucun cas, conduire à rembourser une somme supérieure à celle effectivement engagée.

Dans l'hypothèse d'une prise en charge directe des frais, dans le cadre du marché mis en place à cet effet par la Collectivité, il n'y a pas lieu de procéder à remboursement. Cette prise en charge directe des frais est également effectuée dans la limite des taux de remboursement prévus aux I. II. et III. de ce même article, sauf dérogation accordée, dans les conditions indiquées à l'alinéa précédent, par le Président du Conseil Exécutif de Martinique.

➤ **Frais de transport**

Dans le cas où le mis en mission aurait acheté lui-même son titre de transport, le remboursement sera effectué sur la base de factures acquittées.

➤ **Frais d'aide à la personne**

Le remboursement des frais d'aide à la personne ne pourra pas excéder, par heure, le montant horaire du salaire minimum de croissance.

ARTICLE 3 : Est autorisée la prise en charge, par le budget de la Collectivité Territoriale de Martinique, des frais et pertes de revenus consécutifs à l'exercice par les élus et les membres du CESECEM, de leur droit à la formation.

3.1 – Définitions :

- ✓ Les frais concernent le séjour, les déplacements et l'enseignement de l'élue ou du membre du CESECEM du fait de l'exercice de son droit à la formation.
- ✓ Les pertes de revenu concernent le manque à gagner de l'intéressé(e) du fait de l'interruption de son activité professionnelle.

3.2 – La prise en charge de ces frais et de ces pertes s'effectue dans les conditions suivantes :

- ✓ Les frais de séjour et de déplacement ouvrent le droit à remboursement, dans les mêmes conditions que les frais cités aux articles 1 et 2 de la présente délibération, selon que la formation se déroule en Martinique ou à l'étranger ; les frais d'enseignement sont pris en charge directement par le budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

- ✓ Les pertes de revenu sont compensées par la Collectivité Territoriale de Martinique dans la limite de dix-huit jours par élu pour la durée du mandat et d'une fois et demi la valeur horaire du salaire minimum de croissance par heure.

ARTICLE 4 : Est autorisée la prise en charge, par le budget de la Collectivité Territoriale de Martinique des frais spécifiques de déplacement, d'accompagnement et d'aide technique qu'auront engagés pour l'exercice de leur mandat, les Conseillers à l'Assemblée de Martinique et les Conseillers Exécutifs de Martinique en situation de handicap.

La prise en charge des frais spécifiques est assurée dans les conditions prévues par l'article R. 7227-28 du décret n° 2015-1666 du 11 décembre 2015, sur présentation d'un état de frais et dans la limite, par mois, du montant de la fraction des indemnités de fonctions représentatives des frais d'emploi telle que définie à l'article 204-0 bis du code général des impôts.

ARTICLE 5 : Certaines dispositions de la présente délibération pourront faire, au besoin, l'objet de modalités d'application, par arrêté délibéré du Président du Conseil Exécutif de Martinique.

ARTICLE 6 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer les ordres de mission et d'une manière générale tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

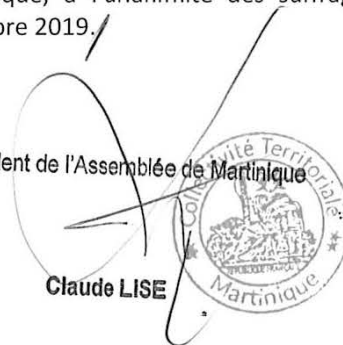
ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 8 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés avec 12 abstentions, en sa séance publique des 30 et 31 octobre 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20191030-19-423-1-DE
Date de télétransmission : 14/02/2020
Date de réception préfecture : 14/02/2020

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 14 FEV. 2020

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-423-1

PORTANT AUTORISATION DE LA PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE MISSION DES AGENTS DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET DES FRAIS DE DÉPLACEMENT ET DE SÉJOUR DES PERSONNES EXTÉRIEURES À LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

L'An deux mille dix-neuf, le trente octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (procuration à Lucien RANGON), Kora BERNABE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Joachim BOUQUETY, Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Jean-Philippe NILOR, Daniel ROBIN (procuration à Félix CATHERINE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE), David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;

Vu la loi n° 2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu le décret n°2019-139 du 26 février 2019 modifiant le décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État ;

Vu l'arrêté du 12 juillet 2018 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 26 février 2019 modifiant l'arrêté du 03 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 11 octobre 2019 modifiant l'arrêté du 03 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-382-1 du 24 novembre 2016 portant autorisation de la prise en charge des frais de mission à l'extérieur de la Martinique des agents de la Collectivité Territoriale de Martinique, et des frais de déplacement et de séjour des personnes extérieures à la Collectivité Territoriale de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des Affaires sociales, de la Santé et des Solidarités ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la prise en charge, par le budget de la Collectivité Territoriale de Martinique, des frais de transport et de séjour des agents de la Collectivité Territoriale de Martinique, à l'occasion des missions effectuées à l'extérieur de la Martinique.

La prise en charge des frais mentionnés s'effectue dans les conditions suivantes pour les frais de séjour.

Dans l'hypothèse du remboursement des frais de mission et conformément au décret n°2019-139 du 26 février 2019 modifié, les taux de remboursement sont les suivants :

I. Mission en France métropolitaine

Lieu où s'effectue la mission	Repas midi	Repas soir	Hébergement
Paris À compter du 01/01/2020	15,25 € 17,50 €	15,25 € 17,50 €	110 €
Grandes villes de 200 000 + habitants et les communes du Grand Paris À compter du 01/01/2020	15,25 € 17,50 €	15,25 € 17,50 €	90 €
Autres villes À compter du 01/01/2020	15,25 € 17,50 €	15,25 € 17,50 €	70 €

II. Mission en Outre-Mer

Lieu où s'effectue la mission	Repas midi	Repas soir	Hébergement
Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Mayotte, Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Barthélemy, Saint-Martin À compter du 01/01/2020	15,75 € 17,50 €	15,75 € 17,50 €	70 €
Nouvelle Calédonie, Wallis et Futuna, Polynésie Française	21 €	21 €	90 €

Par ailleurs, le taux d'hébergement est fixé dans tous les cas à 120 euros pour les agents reconnus en qualité de travailleurs handicapés et en situation de mobilité réduite.

III. Mission à l'étranger

Le montant des indemnités journalières de mission temporaire à l'étranger est fixée par l'arrêté du 12 juillet 2018 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n°2006-781 du 3 juillet 2006, fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État.

Ces montants varient selon les pays concernés.

Toutefois, lorsque l'intérêt de la Collectivité l'exige et pour tenir compte de situations particulières, le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à déroger aux taux de remboursement indiqués aux I. II. et III. du présent article.

Ces dérogations ne pourront, en aucun cas, conduire à rembourser une somme supérieure à celle effectivement engagée.

Dans l'hypothèse d'une prise en charge directe des frais, dans le cadre du marché mis en place à cet effet par la Collectivité, il n'y a pas lieu de procéder à remboursement. Cette prise en charge directe des frais est également effectuée dans la limite des taux de remboursement prévus aux I. II. et III. de ce même article, sauf dérogation accordée, dans les conditions indiquées dans l'alinéa précédent.

ARTICLE 2 : Est autorisée la prise en charge, par le budget de la Collectivité Territoriale de Martinique, des frais de déplacement et de séjour de personnes extérieures à la Collectivité.

Les personnes sollicitées, par la Collectivité Territoriale de Martinique, pour apporter, dans le cadre d'un ordre de mission, leur concours à l'un de ses organes ou à toute autre instance mise en place par elle, peuvent bénéficier d'une prise en charge de leurs frais de déplacement, de transport et de séjour, si la mission se déroule en Martinique ou à l'extérieur.

La prise en charge des frais correspondants pour les personnes concernées s'effectue dans les conditions suivantes :

- Déplacements sur le territoire de la Martinique :
Versement d'une indemnité forfaitaire de 30,00 € sur présentation d'un état.
- Frais de transport :
Prise en charge directe par la Collectivité Territoriale de Martinique.
Toutefois, s'agissant du choix de la classe, celui-ci est laissé à la discrétion du Président du Conseil Exécutif de Martinique.
- Frais de séjour pour les missions se déroulant à l'extérieur de la Martinique :
Prise en charge dans les mêmes conditions prévues à l'article 1 de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Certaines dispositions de la présente délibération peuvent faire, au besoin, l'objet de modalités d'application, par arrêté-délibéré du Président du Conseil Exécutif de Martinique.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer les ordres de mission et d'une manière générale tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 30 et 31 octobre 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20191031-19-456-1-DE
Date de télétransmission : 28/02/2020
Date de réception préfecture : 28/02/2020

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 28 FEV. 2020

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-456-1

PORTANT ACQUISITION FONCIÈRE DANS LE CADRE DES TRAVAUX DE CONFORTEMENT DE L'OUVRAGE HYDRAULIQUE SUR LA ROUTE NATIONALE N°1 (RN1) AU PR 12+900 AU QUARTIER AUGRAIN AU ROBERT - RÉGULARISATION FONCIÈRE D'UNE EMPRISE DE 309 M² SUR LA PARCELLE CADASTRÉE SECTION AL N°330 PROPRIÉTÉ DES HÉRITIERS DE

L'An deux mille dix-neuf, le trente-et-un octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Joachim BOUQUETY, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Johnny HAJJAR), Catherine CONCONNE (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Charles-André MENCE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Daniel ROBIN (procuration à Félix CATHERINE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Jenny DULYS-PETIT), David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-179-1 des 19 et 20 juillet 2016 portant désignation des conseillers territoriaux habilités à représenter la Collectivité Territoriale de Martinique en vue de la signature des actes authentiques en la forme administrative ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et Questions européennes et du Tourisme ;

Vu l'avis de France Domaine en date du 30 avril 2015 ;

Vu l'avis émis par la commission BTP, Équipement, Réseaux numériques le 25 octobre 2019 ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité, la commission Développement économique et Tourisme le 29 octobre 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée, dans le cadre des travaux de confortement d'ouvrage hydraulique sur la RN1 au PR 12+900 au quartier Augrain au Robert, la régularisation par la Collectivité Territoriale de Martinique d'une parcelle de terrain objet d'emprise, cadastrée section AL n°330 d'une superficie de 309 m², propriété des héritiers

ARTICLE 2 : À titre d'indemnisation, les héritiers de recevront la somme de douze mille trois cent soixante euros (12 360 €), pour la cession de la parcelle susvisée à la Collectivité Territoriale de Martinique, selon la répartition définie par le notaire désigné.

ARTICLE 3 : L'indemnité due aux cédants est imputée au chapitre 908 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 30 et 31 octobre 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20191125-19-465-1-DE
Date de télétransmission : 21/01/2020
Date de réception préfecture : 21/01/2020

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE :

21 JAN. 2020

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-465-1

PORTANT APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE DES 25 ET 26 SEPTEMBRE 2019

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-cinq novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à Sandra VALENTIN), Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Charles-André MENCE, Daniel ROBIN (procuration à David ZOBDA), Patricia TELLE (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvé le procès-verbal de la séance de l'Assemblée de Martinique des 26 et 27 septembre 2019, sous réserve de la prise en compte des observations formulées.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 25 et 26 novembre 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20191125-19-466-1-DE
Date de télétransmission : 14/01/2020
Date de réception préfecture : 14/01/2020

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 14 JAN. 2020

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-466-1

PORTANT CESSION D'ACTIONS SOCIALES DETENUES AU SEIN DE LA SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE (SPL) MARTINIQUE AMÉNAGEMENT ET ÉQUIPEMENT (MAE) AU PROFIT DE 4 COMMUNES DE LA MARTINIQUE

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-cinq novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à Sandra VALENTIN), Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Charles-André MENCE, Daniel ROBIN (procuration à David ZOBDA), Patricia TELLE (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-11-13 du 19 janvier 2016 portant désignation de représentants de la Collectivité Territoriale de Martinique au sein de la société publique locale « SPL Martinique Aménagement et Équipement » ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil général et le Conseil régional et définition de mesures d'application ;

Vu les statuts de la SPL Martinique Aménagement et Équipement ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Marinette TORPILLE, conseillère exécutive en charge du Développement économique, de l'Emploi et des Aides aux entreprises ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité et la commission Développement économique et Tourisme le 19 novembre 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission BTP Équipement, Réseaux numériques le 22 novembre 2019 ;

Considérant que les Conseillers à l'Assemblée de Martinique, administrateurs au sein de la SPL MAE, n'ont pas assisté au vote ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvée la cession de 170 actions détenues par la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) au capital social de la Société Publique Locale (SPL) Martinique Aménagement Équipement.

Cette cession est répartie comme suit :

- BELLEFONTAINE : 100 actions
- CARBET : 10 actions
- LORRAIN : 50 actions
- MARIGOT : 10 actions.

ARTICLE 2 : La cession de ces actions se fait à leur valeur nominale soit 100 €, dont 50 % de cette somme est versé au bénéfice de la CTM et les 50% restant dans les caisses sociales de la SPL MAE correspondant à la part non libérée par la CTM desdites actions lors de la constitution de la SPL MAE.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toutes les mesures et signer tous les actes nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 25 et 26 novembre 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20191125-19-467-1-DE
Date de télétransmission : 14/01/2020
Date de réception préfecture : 14/01/2020

Collectivité Territoriale de Martinique

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

AFFICHAGE LE : **14 JAN 2020**

DÉLIBÉRATION N°19-467-1

PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ MARTINICAISE D'HLM À HAUTEUR DE 50 % D'UN PRÊT D'UN MONTANT TOTAL DE 2 527 799,20 € DESTINÉ À LA CONSTRUCTION DE 34 LOGEMENTS DE TYPE PLS - QUARTIER VAUDRANCOURT À DUCOS

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-cinq novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à Sandra VALENTIN), Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Charles-André MENCE, Daniel ROBIN (procuration à David ZOBDA), Patricia TELLE (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu l'article 2298 du code civil ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la demande formulée par la Société Martiniquaise d'HLM ;
Vu le contrat de prêt n°100858 en annexe signé entre la Société Martiniquaise d'HLM et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et Questions européennes et du Tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité le 19 novembre 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 La Collectivité Territoriale de Martinique accorde sa garantie à hauteur de 50% pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de deux millions cinq cent vingt-sept mille sept cent quatre vingt dix neuf euros et vingt centimes (2 527 799,20 €), souscrit par la Société Martiniquaise d'HLM auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 100858, constitué de deux lignes de Prêt et destiné à la construction de 34 logements de type PLS – quartier Vaudrancourt, Ville de Ducos.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

ARTICLE 2 : La garantie intervient aux conditions suivantes :

- La garantie de la Collectivité Territoriale de Martinique est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.
- Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Collectivité Territoriale de Martinique s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

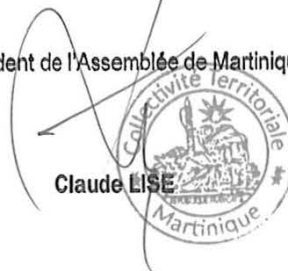
ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 25 et 26 novembre 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique





CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Margareth, GABRIEL-REGIS
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
Cacheté électroniquement le 17/09/2019 15:35:41

Jean-Marc HENRY
DIRECTEUR GENERAL
LA MARTINIQUE HLM SA HABIT LOYER MODERE
Signé électroniquement le 20/09/2019 17 30 :08

CONTRAT DE PRÊT

N° 100858

Entre

LA MARTINIQUE HLM SA HABIT LOYER MODERE - n° 000261965

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

LA MARTINIQUE HLM SA HABIT LOYER MODERE, SIREN n°: 305306375, sis(e) IMMEUBLE
TEMPO VOIE N 13 JAMBETTE BEAUSEJOUR BP 597 97200 FORT DE FRANCE,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **LA MARTINIQUE HLM SA HABIT LOYER MODERE** »
ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28
avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue
de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.8
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.11
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.14
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.15
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.16
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.16
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.17
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.17
ARTICLE 16	GARANTIES	P.20
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.21
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.24
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.25
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.25
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.25
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.25
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération VAUDRANCOURT, Parc social public, Construction de 34 logements situés VAUDRANCOURT 97224 DUCOS.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de deux millions cinq-cent-vingt-sept mille sept-cent-quatre-vingt-dix-neuf euros et vingt centimes (2 527 799,20 euros) constitué de 2 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PLS PLSDD 2018, d'un montant de deux millions deux-cent-quatre-vingt-neuf mille sept-cent-quatre-vingt-dix-neuf euros et vingt centimes (2 289 799,20 euros) ;
- Prêt Booster Taux fixe - Soutien à la production, d'un montant de deux-cent-trente-huit mille euros (238 000,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « **Autorisations** » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notariation ou enregistrement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux OAT** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux OAT publiée sur la page Bloomberg <YCGT0014> (taux « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »). En cas d'absence de publication pour une maturité donnée, les taux seront déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du Taux OAT publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure. Sur Bloomberg, en cas d'indisponibilité, de la page pour la référence de marché susvisée, les Parties pourront convenir d'utiliser les différentes cotations publiées par la Banque de France.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <RSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] ; qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

Le « **Droit Environnemental** » désigne (i) la législation de l'Union Européenne (en ce compris ses principes généraux et usages), (ii) les lois et réglementations nationales, ainsi que (iii) tous traités internationaux applicables.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Échéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Échéance.

La « **Phase de Différé d'Amortissement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période durant laquelle l'Emprunteur ne règle que des échéances en intérêts. Son début coïncide avec le début de la Phase d'Amortissement.

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Locatif Social** » (PLS) est destiné, selon les conditions prévues à l'article R. 331-17 du Code de la construction et de l'habitation, à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs sociaux.

Le « **Prêt Booster** » est destiné à soutenir la production nouvelle de logements sociaux.

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Simple Révisibilité** » (SR) signifie que pour une Ligne du Prêt seul le taux d'intérêt actuariel annuel est révisé en cas de variation de l'Index.

Le « **Taux Fixe** » désigne le taux ni variable, ni révisable appliqué à une Ligne du Prêt.

Le « **Taux OAT** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux de rendement (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) d'une obligation assimilable du Trésor à Taux Fixe (OAT) émise par l'Etat Français. Les Taux OAT utilisés sont ceux composant la courbe publiée sur la page Bloomberg <YCGT0014>. Sur Bloomberg, en cas d'indisponibilité, de la page pour la référence de marché susvisée, les Parties pourront convenir d'utiliser les différentes cotations publiées par la Banque de France.

Le « **Taux de Swap EURIBOR** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATi, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

La « **Valeur de Marché sur Courbe de Taux OAT** » désigne, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux en principal et intérêts restant à courir, des montants concernés.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du Taux Fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux OAT zéro coupon minorée de quinze (15) points de base.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **30/09/2019** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;
- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « **Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt** » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
 - Garantie(s) conforme(s)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt** », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un échéancier de Versements pour chaque Ligne du Prêt est proposé par le Prêteur à l'Emprunteur. Cet échéancier est positionné à la Date Limite de Mobilisation des fonds.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :

toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :

- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLS			
Enveloppe	PLSDD 2018			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5258345			
Montant de la Ligne du Prêt	2 289 799,2 €			
Commission d'instruction	1 370 €			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	1,79 %			
TEG de la Ligne du Prêt	1,79 %			
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans			
Index ¹	Livret A			
Marge fixe sur index	1,04 %			
Taux d'intérêt ²	1,79 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle			
Modalité de révision	SR			
Taux de progressivité des échéances	0 %			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			
Base de calcul des intérêts	30 / 360			

¹ A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 0,75 % (Livret A).

² Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Offre CDC (multi-périodes)				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	Prêt Booster			
Enveloppe	Taux fixe - Soutien à la production			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5258380			
Durée d'amortissement de la Ligne du Prêt	40 ans			
Montant de la Ligne du Prêt	238 000 €			
Commission d'instruction	0 €			
Pénalité de dédit	Indemnité actuarielle sur courbe OAT			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	1,59 %			
TEG de la Ligne du Prêt	1,59 %			
Phase d'amortissement 1				
Durée du différé d'amortissement	240 mois			
Durée	20 ans			
Index	Taux fixe			
Marge fixe sur index	-			
Taux d'intérêt	1,68 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Amortissement prioritaire (échéance déduite)			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe OAT			
Modalité de révision	Sans objet			
Taux de progressivité de l'amortissement	0 %			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			
Base de calcul des intérêts	30 / 360			



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Offre CDC (multi-périodes)				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	Prêt Booster			
Enveloppe	Taux fixe - Soutien à la production			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5258380			
Durée d'amortissement de la Ligne du Prêt	40 ans			
Montant de la Ligne du Prêt	238 000 €			
Commission d'instruction	0 €			
Pénalité de dédit	Indemnité actuarielle sur courbe OAT			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	1,59 %			
TEG de la Ligne du Prêt	1,59 %			
Phase d'amortissement 2				
Durée	20 ans			
Index¹	Livret A			
Marge fixe sur index	0,6 %			
Taux d'intérêt²	1,35 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Amortissement prioritaire (échéance déduite)			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe OAT			
Modalité de révision	SR			
Taux de progressivité de l'amortissement	0 %			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			
Base de calcul des intérêts	30 / 360			

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 0,75 % (Livret A) .

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS DE DÉTERMINATION DU TAUX FIXE

Le Taux Fixe est déterminé par le Prêteur, pour chaque Ligne du Prêt. Sa valeur est définie à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Simple Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) indiqué à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $I' = T + M$

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

Le taux révisé s'applique au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

■ Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t) \text{ "base de calcul" } - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Au titre d'une Ligne du Prêt mono-période

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement déduit (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

Au titre de la première période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement prioritaire (échéance déduite) », les intérêts et l'amortissement sont prioritaires sur l'échéance. L'échéance est donc déduite et son montant correspond à la somme entre le montant de l'amortissement et celui des intérêts.

La séquence d'amortissement est fonction du taux de progressivité de l'amortissement mentionné à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Au titre de la deuxième période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement prioritaire (échéance déduite) », les intérêts et l'amortissement sont prioritaires sur l'échéance. L'échéance est donc déduite et son montant correspond à la somme entre le montant de l'amortissement et celui des intérêts.

La séquence d'amortissement est fonction du taux de progressivité de l'amortissement mentionné à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation donnée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

L'Emprunteur sera redevable, pour une ou plusieurs Lignes du Prêt, d'une commission d'instruction de 0,06% (6 points de base) du montant de la Ligne du Prêt. Cette commission ne pourra excéder vingt mille euros (20 000 euros) et correspond au montant perçu par le Prêteur au titre des frais de dossier.

Selon la typologie du dossier, elle viendra minorer le premier Versement fait par le Prêteur à l'Emprunteur ou fera l'objet d'une mise en recouvrement dans le mois suivant la prise d'effet du Contrat. Elle restera définitivement acquise au Prêteur, même si la Ligne du Prêt n'est que partiellement mobilisée. Son montant est prévu à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Ladite commission d'instruction sera également due par l'Emprunteur si à l'issue de la Phase de Mobilisation aucun Versement n'a été effectué.

L'Emprunteur sera redevable, pour chaque Ligne du Prêt le mentionnant dans l'Article « **Caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt** » d'une Pénalité de Dédit dans le cas où la somme des Versements est inférieure au montant mis à sa disposition.

Cette Pénalité de Dédit est calculée à la Date Limite de Mobilisation et correspond à une indemnité actuarielle sur courbe OAT sur la base du montant en principal non mobilisé par Ligne du Prêt. Cette indemnité sera égale à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché sur Courbe de Taux OAT** » et le montant en principal non mobilisé par Ligne du Prêt.

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;
- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- obtenir tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que celles-ci nécessaires ou requises pour réaliser l'opération sont délivrées et maintenues en vigueur ;
- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;
- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :
 - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
 - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
 - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déferer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;
- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;
- réaliser au moyen des fonds octroyés une opération immobilière conforme aux exigences de l'un des référentiels suivants : PERENE pour la Réunion, ECODOM + pour la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique ou tout autre référentiel reconnu par la Caisse des Dépôts et présentant des niveaux d'exigences équivalents ou supérieurs aux référentiels précités.
- transmettre au Prêteur le formulaire CERFA justifiant de la demande de perception du Crédit d'Impôt d'Outre-Mer (CIDOM) déposée auprès de la Direction Générale des Finances Publiques. Ainsi qu'à rembourser par anticipation les montants au prorata de chaque Ligne du Prêt et au fur et à mesure des perceptions dudit crédit d'impôt. Ces remboursements anticipés obligatoires ne donneront lieu à la facturation d'aucune indemnité ou pénalité conformément et dans la limite des dispositions prévues à l'Article « Remboursements Anticipés et leurs Conditions Financières ».

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE	50,00
Collectivités locales	COMMUNE DE DUCOS	50,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en son lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Au titre d'une Ligne du Prêt mono-période

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

Au titre de la première période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une Indemnité Actuarielle sur courbe OAT dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la Valeur de Marché sur Courbe de Taux OAT et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

Au titre de la deuxième période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une Indemnité Actuarielle sur courbe OAT dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la Valeur de Marché sur Courbe de Taux OAT et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat ;
- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :
 - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
 - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;
- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

En tout état de cause, en cas de remboursement anticipé obligatoire d'une Ligne du Prêt, l'Indemnité Actuarielle sur courbe OAT prévue à l'Article « **Conditions financières des remboursements anticipés volontaires** » sera due quelle que soit la date du remboursement. Elle sera calculée à la date de ce dernier.

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Au titre d'une Ligne du Prêt mono-période

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

Au titre de la première période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Taux Fixe non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux de la Ligne du Prêt majoré de 5 % (500 points de base).

Au titre de la deuxième période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE ANTILLES-GUYANE



LA MARTINIQUE HLM SA HABIT LOYER MODERE
IMMEUBLE TEMPO
VOIE N 13 JAMBETTE BEAUSEJOUR
BP 597
97200 FORT DE FRANCE

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE ANTILLES-GUYANE
1 place F. Mitterrand
CS 10675
Immeuble Les Cascades
97264 Fort-de-France

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U069829, LA MARTINIQUE HLM SA HABIT LOYER MODERE

Objet : Contrat de Prêt n° 100858, Ligne du Prêt n° 5258380

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé BNPAMQMXXX/FR7613088090900086600000349 en vertu du mandat n° ??DPH2013319003431 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE ANTILLES-GUYANE



LA MARTINIQUE HLM SA HABIT LOYER MODERE
IMMEUBLE TEMPO
VOIE N 13 JAMBETTE BEAUSEJOUR
BP 597
97200 FORT DE FRANCE

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE ANTILLES-GUYANE
1 place F. Mitterrand
CS 10675
Immeuble Les Cascades
97264 Fort-de-France

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U069829, LA MARTINIQUE HLM SA HABIT LOYER MODERE

Objet : Contrat de Prêt n° 100858, Ligne du Prêt n° 5258345

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé BNPAMQXXXXX/FR7613088090900086600000349 en vertu du mandat n° ??DPH2013319003431 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE – EGALITE – FRATERNITE



CONVENTION DE GARANTIE D'EMPRUNT

ENTRE

La Collectivité Territoriale de Martinique, représentée par M. Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique, dûment habilité à cet effet par délibération de la Collectivité Territoriale de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015,

ci-après dénommé « La CTM »

ET

La Société Martiniquaise d'HLM représentée par M..... dûment habilité à cet effet par délibération du conseil d'administration de la Société Martiniquaise d'HLM en date du

ci-après dénommée « l'emprunteur », bénéficiaire de la garantie d'emprunt,

Vu la délibération n° du 2019, par laquelle la CTM a décidé de garantir vis-à-vis du prêteur, Caisse des Dépôts et Consignations, 50 % d'un emprunt d'un montant total en capital de 2 527 799,20 €, plus les intérêts, remboursable en 40 années, que l'emprunteur envisage de contracter, au taux qui sera en vigueur au jour de la signature du contrat, pour financer la construction de 34 logements sociaux (PLS) situés au quartier Vaudrancourt, sur le territoire de la ville de Ducos.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIV

ARTICLE 1 - OBJET

La CTM accorde sa garantie à l'emprunteur à hauteur de 50 %, pour le remboursement d'un emprunt qu'il doit souscrire auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour un montant total de DEUX MILLIONS CINQ CENT VINGT SEPT MILLE SEPT CENT QUATRE VINGT DIX NEUF EUROS ET VINGT CENTIMES (2 527 799 ,20 €) destiné à la construction de 34 logements sociaux (PLS) situés au quartier Vaudrancourt , sur le territoire de la ville de Ducos.

Les conditions de taux et de durée de remboursement sont celles qui figurent dans le contrat de prêt et qui sont conformes à la délibération de la CTM n° du 2019 :

Caractéristiques de la ligne du prêt	PLS	BOOSTER
Enveloppe	PLSDD 2018	TAUX FIXE-Soutien à la production
Identifiant de la ligne du prêt	5258345	5258380
Durée d'amortissement de la ligne du prêt		40 ans
Montant de la ligne du prêt	2 289 799,20 €	238 000€
Commission instruction	1 370 €	0 €
Pénalité de dédit		Indemnité actuarielle sur courbe OAT
Durée de la période	Annuelle	Annuelle
Taux de la période	1,79%	1,59%
TEG de la ligne du prêt	1,79%	1,59%
Phase d'amortissement		
Durée du différé d'amortissement		240 mois
Durée	40 ans	20 ans
Index	Livret A	Taux fixe
Marge fixe sur index	1,04%	-
Taux d'intérêt	1,79%	1,68%
Périodicité	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement prioritaire (échéance déduite)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle sur courbe OAT
Modalité de révision	SR	Sans objet
Taux de progressivité des échéances	0%	0%
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30/360	30/360
<u>Phase d'amortissement 2</u>		
Durée		20 ans
Index		Livret A
Marge fixe sur index		0,6 %
Taux d'intérêt		1,35%
Périodicité		Annuelle
Profil d'amortissement		Amortissement prioritaire (échéance déduite)
Condition de remboursement anticipé volontaire		Indemnité actuarielle sur courbe OAT
Modalité de révision		SR
Taux de progressivité des échéances		0%
Mode de calcul des intérêts		Equivalent
Base de calcul des intérêts		30/360

ARTICLE 2 - MISE EN JEU DE LA GARANTIE

Au cas où l'emprunteur se trouverait dans l'impossibilité de s'acquitter de tout ou partie des sommes dues aux échéances convenues, il s'engage à prévenir la CTM au moins deux mois à l'avance et à lui demander de les rembourser en ses lieu et place. Cette mesure d'information doit permettre à la CTM de se substituer immédiatement à l'emprunteur défaillant et d'éviter ainsi l'application d'intérêts moratoires.

L'emprunteur devra fournir à l'appui de cette information, toutes justifications nécessaires.

La CTM règlera le montant des annuités impayées à leur échéance en ses lieu et place, dans la limite de la garantie ci-dessus définie.

ARTICLE 3 - MODIFICATION DES CARACTERISTIQUES DE L'EMPRUNT

La CTM devra être informée par l'emprunteur de tout changement dans les caractéristiques et les modalités de remboursement du prêt (remboursement anticipé total ou partiel, modification de taux ou de durée). La modification des conditions de prêt fera l'objet d'un avenant au contrat de prêt comportant en annexe le nouveau tableau d'amortissement et devra être soumise à l'autorisation expresse de la CTM par voie de délibération de l'Assemblée de Martinique.

ARTICLE 4 - REMBOURSEMENT DES AVANCES

Les paiements qui auront été effectués par la CTM en lieu et place de l'emprunteur, auront le caractère d'avances remboursables.

Les avances remboursables ne produiront pas d'intérêts, en vue de maintenir l'équilibre financier initial de l'opération, de même que le niveau des loyers afférents.

ARTICLE 5 – CONTROLES ET SUIVI

5.1. L'emprunteur devra fournir chaque année à la CTM au plus tard le 15 juillet, les pièces suivantes (cf. articles L.3313-1 et L.2313-1 du CGCT) :

- * les comptes annuels certifiés: les comptes de résultat, les bilans, les annexes de l'exercice écoulé de la société,
- * Le rapport d'activités de la société.

5.2. L'emprunteur devra par ailleurs communiquer à la CTM un état d'avancement semestriel des travaux relatifs aux opérations de construction bénéficiant de la garantie de la CTM, mentionnant la date estimative, actualisée, d'achèvement des travaux.

La livraison définitive des opérations bénéficiant de la garantie de la CTM devra être systématiquement notifiée à la collectivité territoriale.

ARTICLE 6 - TRANSFERT DE PROPRIETE

En cas de changement de statut ou de tout autre évènement ayant entraîné un transfert de gestion de l'emprunteur vers un autre organisme, celui-ci s'engage à fournir à la CTM les éléments mentionnés à l'article 5 de la présente convention, ainsi qu'à honorer tout autre engagement pris par l'emprunteur et relatif aux garanties d'emprunt accordées par la CTM.

ARTICLE 7 - DUREE

La présente convention entrera en vigueur dès la signature du contrat de prêt qui devra comporter, en annexe, le tableau d'amortissement.

La signature du contrat de prêt, interviendra dans un délai maximum de 24 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la délibération de la CTM accordant sa garantie. Faute de respecter ce délai, l'emprunteur devra saisir la CTM d'une nouvelle demande de garantie.

La présente convention s'appliquera jusqu'à apurement complet des sommes dues tant au prêteur qu'à la CTM.

ARTICLE 8 - REGLEMENT DES LITIGES

En cas de difficultés liées à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de régler leur différend à l'amiable. A défaut, le litige sera soumis au tribunal administratif de Fort de France.

La signature de la présente convention précèdera la participation de la CTM aux contrats de prêt en qualité de garant.

Fait en trois exemplaires, à _____, le _____

Pour l'emprunteur,

Pour la CTM,



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20191125-19-468-1-DE
Date de télétransmission : 14/01/2020
Date de réception préfecture : 14/01/2020

Collectivité Territoriale de Martinique

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

AFFICHAGE LE : 14 JAN. 2020

DÉLIBÉRATION N°19-468-1

**PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE
À LA SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE D'AMÉNAGEMENT DE LA GUADELOUPE (SEMAG)
À HAUTEUR DE 50 % D'UN PRÊT D'UN MONTANT TOTAL DE 4 226 500,59 €
DESTINÉ À L'ACQUISITION EN VEFA DE 28 LOGEMENTS (17 LLS ET 11 PLS),
AVENUE ÉMILE MAURICE A SCHOELCHER**

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-cinq novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à Sandra VALENTIN), Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Charles-André MENCE, Daniel ROBIN (procuration à David ZOBDA), Patricia TELLE (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu l'article 2298 du code civil ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la demande formulée par la Société d'Économie Mixte d'Aménagement de la Guadeloupe (SEMAG) ;
Vu le contrat de prêt n°101065 en annexe signé entre la Société d'Économie Mixte d'Aménagement de la Guadeloupe (SEMAG), et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et Questions européennes et du Tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité le 19 novembre 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de Martinique accorde sa garantie à hauteur de 50% pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de quatre millions deux cent vingt-six mille cinq cent euros et cinquante-neuf centimes (4 226 500,59 €), souscrit par la Société d'Économie Mixte d'Aménagement de la Guadeloupe (SEMAG), auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 101065, constitué de six lignes de Prêt et destiné à l'acquisition en VEFA de 28 logements (17 LLS et 11 PLS), avenue Émile Maurice sur le territoire de la Ville de Schoelcher.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

ARTICLE 2 : La garantie intervient aux conditions suivantes :

- La garantie de la Collectivité Territoriale de Martinique est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.
- Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Collectivité Territoriale de Martinique s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 25 et 26 novembre 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique





CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

N° 101065

Entre

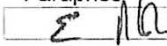
SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE D'AMENAGEMENT DE LA GUADELOUPE - n° 000249691

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PR0090-PR0068 v3.5.1, page 1/30
Contrat de prêt n° 101065 Emprunteur n° 000249691

Caisse des dépôts et consignations
Parc d'activités de la Jaille - BP 2495 - Baie Mahault Bâtiment 4 - 97086 Jarry cedex - Tél : 05 90 21 18 68
antilles-guyane@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Paraphes


1/30



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE D'AMENAGEMENT DE LA GUADELOUPE, SIREN n°:
342763968, sis(e) LOT GRAND CAMP LA ROCADE BP 3082 97139 LES ABYMES,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE D'AMENAGEMENT DE LA GUADELOUPE** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

Paraphes



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.9
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.11
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.15
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.17
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.18
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.19
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.19
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.20
ARTICLE 16	GARANTIES	P.23
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.23
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.27
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.28
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.28
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.28
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.29
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	
L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT		

PR0050-PR0058 V3.5.1 page 3/30
Contrat de prêt n° 101065 Emprunteur n° 000249991

Caisse des dépôts et consignations
Parc d'activités de la Jaille - BP 2495 - Baie Mahault Bâtiment 4 - 97086 Jarry cedex - Tél : 05 90 21 18 68
antilles-guyane@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr

Paraphes



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération Résidence Les Maoris, Parc social public, Acquisition en VEFA de 28 logements situés Rue Emile Maurice 97233 SCHOELCHER.

Dans le cadre de leur accompagnement du secteur du logement social, la Caisse des Dépôts et Action Logement apportent leur soutien à l'investissement de la présente opération, via la mise en place d'un Prêt à taux d'intérêt très avantageux.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de quatre millions deux-cent-vingt-six mille cinq-cents euros et cinquante-neuf centimes (4 226 500,59 euros) constitué de 6 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- CPLS Complémentaire au PLS 2018, d'un montant de neuf-cent-vingt-neuf mille soixante-et-un euros et soixante-dix-neuf centimes (929 061,79 euros) ;
- PLS PLSDD 2018, d'un montant de sept-cent-trente-quatre mille quarante-six euros et soixante-et-un centimes (734 046,61 euros) ;
- PLS foncier PLSDD 2018, d'un montant de trois-cent-quatre-vingt-quatorze mille deux-cent-quarante-six euros et quarante-huit centimes (394 246,48 euros) ;
- PLUS, d'un montant d'un million cinq-cent-dix-sept mille quatre-cent-soixante-et-onze euros et soixante-cinq centimes (1 517 471,65 euros) ;
- PLUS foncier, d'un montant de quatre-cent-soixante-neuf mille six-cent-soixante-quatorze euros et six centimes (469 674,06 euros) ;
- PHB 2.0 tranche 2018, d'un montant de cent-quatre-vingt-deux mille euros (182 000,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
Parc d'activités de la Jaille - BP 2495 - Baie Mahault Bâtiment 4 - 97086 Jarry cedex - Tél : 05 90 21 18 68
antilles-guyane@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

4/30



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « **Autorisations** » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notariation ou enregistrement.

La « **Consolidation de la Ligne du Prêt** » désigne l'opération visant à additionner, au terme de la Phase de Mobilisation, l'ensemble des Versements effectués et le cas échéant, les intérêts capitalisés liés aux Versements. Elle intervient à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] ; qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

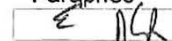
La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

Paraphes



Caisse des dépôts et consignations
Parc d'activités de la Jaille - BP 2495 - Baie Mahault Bâtiment 4 - 97086 Jarry cedex - Tél : 05 90 21 18 68
antilles-guyane@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

5/30



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

Le « **Droit Environnemental** » désigne (i) la législation de l'Union Européenne (en ce compris ses principes généraux et usages), (ii) les lois et réglementations nationales, ainsi que (iii) tous traités internationaux applicables.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « **Durée de la Phase de Préfinancement** » est la durée comprise entre le premier jour du mois suivant la prise d'effet du Contrat et la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Échéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Échéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Échéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

L'« **Index de la Phase de Préfinancement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué sur la phase de mobilisation en vue de déterminer le taux d'intérêt applicable sur cette phase.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

Parc d'activités de la Jaille - BP 2495 - Baie Mahault Bâtiment 4 - 97086 Jarry cedex - Tél : 05 90 21 18 68

antilles-guyane@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

6/30



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant à l'issue de la Phase de Mobilisation, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « **Phase de Différé d'Amortissement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période durant laquelle l'Emprunteur ne règle que des échéances en intérêts. Son début coïncide avec le début de la Phase d'Amortissement.

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant à la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La « **Phase de Préfinancement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période comprise entre le premier jour du mois suivant la Date d'Effet et sa Date Limite de Mobilisation.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Locatif à Usage Social** » (PLUS) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le « **Prêt Locatif Social** » (PLS) est destiné, selon les conditions prévues à l'article R. 331-17 du Code de la construction et de l'habitation, à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs sociaux.

Le « **Complémentaire au Prêt Locatif Social** » (CPLS) est un Prêt permettant de compléter le financement d'un Prêt Locatif Social (PLS) pour finaliser une opération, dans la limite de 49 % du coût total (minoré des fonds propres, subventions et Prêts divers).

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
Parc d'activités de la Jaille - BP 2495 - Baie Mahault Bâtiment 4 - 97086 Jarry cedex - Tél : 05 90 21 18 68
antilles-guyane@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr

7/30



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le « **Prêt Haut de Bilan Bonifié de deuxième génération** » (PHB2.0) est destiné à soutenir l'effort d'investissement des bailleurs dans leurs projets de construction et de rénovation de logements locatifs sociaux. La première tranche de ce Prêt bonifié concerne les projets de construction ayant bénéficié d'un agrément PLUS, PLAI, PLS. Ce Prêt PHB2.0 relève de la catégorie comptable des emprunts et dettes assimilées (compte / classe 16).

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Double Révisibilité** » (DR) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

La « **Simple Révisibilité** » (SR) signifie que pour une Ligne du Prêt seul le taux d'intérêt actuariel annuel est révisé en cas de variation de l'Index.

Le « **Taux Fixe** » désigne le taux ni variable, ni révisable appliqué à une Ligne du Prêt.

Le « **Taux de Swap EURIBOR** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATi, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
Parc d'activités de la Jaille - BP 2495 - Baie Mahault Bâtiment 4 - 97086 Jarry cedex - Tél : 05 90 21 18 68
antilles-guyane@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr

8/30



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **16/12/2019** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :


- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;
- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « **Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt** » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
 - Contrat de prêt(s) signé de l'ensemble des parties
 - Garantie(s) conforme(s)
 - Courrier du notaire conviant les parties à la signature de la VEFA
 - Garantie Financière d'Achèvement

Paraphes



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt** », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un échéancier de Versements pour chaque Ligne du Prêt est proposé par le Prêteur à l'Emprunteur. Cet échéancier est positionné à la Date Limite de Mobilisation des fonds.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :

toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :

- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.



Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
Parc d'activités de la Jailie - BP 2495 - Baie Mahault Bâtiment 4 - 97086 Jarry cedex - Tél : 05 90 21 18 68
antilles-guyane@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

10/30



**BANQUE des
TERRITOIRES**



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	CPLS	PLS	PLS foncier	PLUS
Enveloppe	Complémentaire au PLS 2018	PLSDD 2018	PLSDD 2018	-
Identifiant de la Ligne du Prêt	5292569	5292350	5292349	5292346
Montant de la Ligne du Prêt	929 061,79 €	734 046,61 €	394 246,48 €	1 517 471,65 €
Commission d'instruction	0 €	0 €	0 €	0 €
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	1,81 %	1,81 %	1,81 %	1,35 %
TEG de la Ligne du Prêt	1,81 %	1,81 %	1,81 %	1,35 %
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	24 mois	24 mois	24 mois	24 mois
Index de préfinancement	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index de préfinancement	1,06 %	1,06 %	1,06 %	0,6 %
Taux d'intérêt du préfinancement	1,81 %	1,81 %	1,81 %	1,35 %
Règlement des intérêts de préfinancement	Capitalisation	Capitalisation	Capitalisation	Capitalisation
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	40 ans	50 ans	40 ans
Index ¹	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	1,06 %	1,06 %	1,06 %	0,6 %
Taux d'intérêt ²	1,81 %	1,81 %	1,81 %	1,35 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle
Modalité de révision	DR	DR	DR	DR
Taux de progressivité des échéances	0 %	0 %	0 %	0 %
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

¹ A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 0,75 % (Livret A).

² Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.

Selon les modalités de l'Article « Détermination des taux », un plancher est appliqué à l'index de préfinancement d'une Ligne du Prêt. Aussi, si la valeur de l'index était inférieure au taux plancher d'index de préfinancement, alors elle serait ramenée audit taux plancher.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
Parc d'activités de la Jaille - BP 2495 - Baie Mahault Bâtiment 4 - 97086 Jarry cedex - Tél : 05 90 21 18 68
antilles-guyane@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

11/30



**BANQUE des
TERRITOIRES**



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLUS foncier			
Enveloppe	-			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5292347			
Montant de la Ligne du Prêt	469 674,06 €			
Commission d'instruction	0 €			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	1,35 %			
TEG de la Ligne du Prêt	1,35 %			
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	24 mois			
Index de préfinancement	Livret A			
Marge fixe sur index de préfinancement	0,6 %			
Taux d'intérêt du préfinancement	1,35 %			
Règlement des intérêts de préfinancement	Capitalisation			
Phase d'amortissement				
Durée	50 ans			
Index¹	Livret A			
Marge fixe sur index	0,6 %			
Taux d'intérêt²	1,35 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle			
Modalité de révision	DR			
Taux de progressivité des échéances	0 %			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			
Base de calcul des intérêts	30 / 360			

¹ A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 0,75 % (Livret A).

² Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.

Selon les modalités de l'Article « Détermination des taux », un plancher est appliqué à l'index de préfinancement d'une Ligne du Prêt. Aussi, si la valeur de l'index était inférieure au taux plancher d'index de préfinancement, alors elle serait ramenée audit taux plancher.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
Parc d'activités de la Jailie - BP 2495 - Baie Mahault Bâtiment 4 - 97086 Jarry cedex - Tél : 05 90 21 18 68
antilles-guyane@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr

12/30



**BANQUE des
TERRITOIRES**




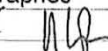
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Offre CDC (multi-périodes)				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PHB			
Enveloppe	2.0 tranche 2018			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5292348			
Durée d'amortissement de la Ligne du Prêt	40 ans			
Montant de la Ligne du Prêt	182 000 €			
Commission d'instruction	100 €			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	0,44 %			
TEG de la Ligne du Prêt	0,44 %			
Phase d'amortissement 1				
Durée du différé d'amortissement	240 mois			
Durée	20 ans			
Index	Taux fixe			
Marge fixe sur index	-			
Taux d'intérêt	0 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Amortissement prioritaire (échéance déduite)			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Sans Indemnité			
Modalité de révision	Sans objet			
Taux de progressivité de l'amortissement	0 %			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			
Base de calcul des intérêts	30 / 360			

PR0350-PR0358 V3.5.1 page 13/30
Contrat de prêt n° 101065 Emprunteur n° 000249591

Caisse des dépôts et consignations
Parc d'activités de la Jaille - BP 2495 - Baie Mahault Bâtiment 4 - 97086 Jarry cedex - Tél : 05 90 21 18 68
antilles-guyane@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Paraphes

13/30



**BANQUE des
TERRITOIRES**



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Offre CDC (multi-périodes)				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PHB			
Enveloppe	2.0 tranche 2018			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5292348			
Durée d'amortissement de la Ligne du Prêt	40 ans			
Montant de la Ligne du Prêt	182 000 €			
Commission d'instruction	100 €			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	0,44 %			
TEG de la Ligne du Prêt	0,44 %			
Phase d'amortissement 2				
Durée	20 ans			
Index ¹	Livret A			
Marge fixe sur Index	0,6 %			
Taux d'intérêt ²	1,35 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Amortissement prioritaire (échéance déduite)			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Sans Indemnité			
Modalité de révision	SR			
Taux de progressivité de l'amortissement	0 %			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			
Base de calcul des intérêts	30 / 360			

¹ A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 0,75 % (Livret A) .

² Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.

PROSP-PROC68 V3.5.1 page 14/30
Contrat de prêt n° 101665 Emprunteur n° 000246691

Caisse des dépôts et consignations
Parc d'activités de la Jailie - BP 2495 - Baie Mahault Bâtiment 4 - 97086 Jarry cedex - Tél : 05 90 21 18 68
antilles-guyane@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr

Paraphes

14/30



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

A l'exception des Lignes du Prêt dont la Phase de Préfinancement est indexée sur Euribor, l'Emprunteur a la faculté, pendant la Phase de Préfinancement et au plus tard deux mois avant la plus proche des deux dates entre la nouvelle date de fin de Phase de Préfinancement et la date initiale, de solliciter l'accord du Prêteur pour l'allongement ou la réduction de la Durée de la Phase de Préfinancement mentionnée ci-dessus.

Si cette nouvelle Durée de la Phase de Préfinancement s'inscrit dans la période de 3 à 24 mois indiquée dans l'acte de garantie, alors cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant.

Par ailleurs, la modification de la Durée de la Phase de Préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS DE DÉTERMINATION DU TAUX FIXE

Le Taux Fixe est déterminé par le Prêteur, pour chaque Ligne du Prêt. Sa valeur est définie à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

PR0090-PRC003 V3.5.1, page 15/30
Contrat de prêt n° 101065 Emprunteur n° 000249891

Caisse des dépôts et consignations
Parc d'activités de la Jaille - BP 2495 - Baie Mahault Bâtiment 4 - 97086 Jarry cedex - Tél : 05 90 21 18 68
antilles-guyane@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr

Paraphes

15/30



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

PHASE DE PRÉFINANCEMENT

Le taux de l'Index retenu sera celui en vigueur deux (2) Jours ouvrés précédant la date de la Révision pour l'Index Euribor et à la date de la Révision pour les autres Index.

Le montant des intérêts de la Phase de Préfinancement est calculé en fonction, d'une part, du montant et des dates de Versements et, d'autre part, des taux d'intérêt successivement en vigueur pendant cette période.

Le taux d'intérêt de la Phase de Préfinancement (IP) indiqué à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à chaque variation de l'Index dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (IP') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $IP' = TP + MP$

où TP désigne le taux de l'Index de préfinancement retenu à la date de Révision et MP la marge fixe sur Index de préfinancement prévue à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

En tout état de cause, la valeur de l'Index appliqué à chaque Ligne du Prêt ne saurait être négative, le cas échéant elle sera ramenée à 0 %.

PHASE D'AMORTISSEMENT

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Simple Révisibilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) indiqué à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $I' = T + M$

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

Le taux révisé s'applique au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

PR009C-PR006A V35.1, page 18/30
Contrat de prêt n° 101065 Emprunteur n° 000246691

Paraphes



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $I' = T + M$

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : $P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1$

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

■ Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t) \text{ "base de calcul" } - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Si la Durée de la Phase de Préfinancement est inférieure à 12 mois, l'Emprunteur paie, dans les conditions définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et à la date d'exigibilité indiquée dans la mise en recouvrement adressée par le Prêteur, le montant des intérêts courus sur les Versements effectués pendant cette phase, arrêtés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le capital de la Ligne du Prêt, dont les caractéristiques financières sont précisées à l'Article précité, est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur pendant la Phase de Préfinancement.

Paraphes



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

En outre, si la Durée de la Phase de Préfinancement est supérieure ou égale à 12 mois, l'Emprunteur a également la faculté d'opter pour le paiement des intérêts courus sur les Versements effectués pendant la Phase de Préfinancement et ce dans les conditions mentionnées ci-dessus. Cependant, il peut choisir la capitalisation desdits intérêts et ainsi consolider la Ligne du Prêt selon les caractéristiques financières précisées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ». Dans ce cas le capital de la Ligne du Prêt est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur et des intérêts courus sur ces Versements durant cette phase.

Si le choix de l'Emprunteur s'est porté sur la capitalisation des intérêts, ce dernier a la possibilité de solliciter du Prêteur la modification de cette modalité de règlement des intérêts de préfinancement afin de les payer en fin de Phase de Préfinancement.

Aussi, l'Emprunteur devra faire part au Prêteur de sa volonté de modifier ladite modalité de paiement, au plus tard deux mois avant la fin de la Date de Début de la Phase d'Amortissement. Dès lors que la nouvelle modalité de paiement de ces intérêts est prévue dans l'acte de garantie, cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant. Par ailleurs, la modification de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de chaque échéance seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Au titre d'une Ligne du Prêt mono-période

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement déduit (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
Parc d'activités de la Jailie - BP 2495 - Baie Mahault Bâtiment 4 - 97086 Jarry cedex - Tél : 05 90 21 18 68
antilles-guyane@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr

18/30



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Au titre de la première période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement prioritaire (échéance déduite) », les intérêts et l'amortissement sont prioritaires sur l'échéance. L'échéance est donc déduite et son montant correspond à la somme entre le montant de l'amortissement et celui des intérêts.

La séquence d'amortissement est fonction du taux de progressivité de l'amortissement mentionné à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Au titre de la deuxième période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement prioritaire (échéance déduite) », les intérêts et l'amortissement sont prioritaires sur l'échéance. L'échéance est donc déduite et son montant correspond à la somme entre le montant de l'amortissement et celui des intérêts.

La séquence d'amortissement est fonction du taux de progressivité de l'amortissement mentionné à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation donnée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

L'Emprunteur sera redevable, pour une ou plusieurs Lignes du Prêt, d'une commission d'instruction de 0,06% (6 points de base) du montant de la Ligne du Prêt correspondant au montant perçu par le Prêteur au titre des frais de dossier.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
Parc d'activités de la Jaille - BP 2495 - Baie Mahault Bâtiment 4 - 97086 Jarry cedex - Tél : 05 90 21 18 68
antilles-guyane@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

19/30



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Selon la typologie du dossier, elle viendra minorer le premier Versement fait par le Prêteur à l'Emprunteur ou fera l'objet d'une mise en recouvrement dans le mois suivant la prise d'effet du Contrat. Elle restera définitivement acquise au Prêteur, même si la Ligne du Prêt n'est que partiellement mobilisée. Son montant est prévu à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Ladite commission d'instruction sera également due par l'Emprunteur si à l'issue de la Phase de Mobilisation aucun Versement n'a été effectué.

L'Emprunteur sera redevable pour chaque Ligne du Prêt, en cas de modification de la Durée de la Phase de Préfinancement définie à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et/ou de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement définie à l'Article « **Calcul et Paiement des intérêts** », d'une commission de réaménagement de cent euros (100 €) par Ligne du Prêt réaménagée.

Ladite commission sera prélevée par le Prêteur après réception de la lettre valant avenant formalisant la ou les modifications et après prise en compte de la ou des nouvelles caractéristiques financières.

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;
- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
Parc d'activités de la Jailie - BP 2495 - Baie Mahault Bâtiment 4 - 97086 Jarry cedex - Tél : 05 90 21 18 68
antilles-guyane@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

20/30



BANQUE des
TERRITOIRES



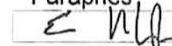
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- obtenir tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que celles-ci nécessaires ou requises pour réaliser l'opération sont délivrées et maintenues en vigueur ;
- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;
- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :
 - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
 - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
 - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

Paraphes



Caisse des dépôts et consignations
Parc d'activités de la Jaille - BP 2495 - Baie Mahault Bâtiment 4 - 97086 Jarry cedex - Tél : 05 90 21 18 68
antilles-guyane@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

21/30



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout événement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;
- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout événement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;
- rembourser la Ligne du Prêt CPLS octroyée par le Prêteur, en complément du financement de l'opération objet du présent Prêt, dans le cas où la Ligne du Prêt PLS ferait l'objet d'un remboursement anticipé, total ou partiel, volontaire ou obligatoire.
- réaliser au moyen des fonds octroyés une opération immobilière conforme aux exigences de l'un des référentiels suivants : PERENE pour la Réunion, ECODOM + pour la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique ou tout autre référentiel reconnu par la Caisse des Dépôts et présentant des niveaux d'exigences équivalents ou supérieurs aux référentiels précités.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
Parc d'activités de la Jaille - BP 2495 - Baie Mahault Bâtiment 4 - 97086 Jarry cedex - Tél : 05 90 21 18 68
antilles-guyane@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

22/30



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- transmettre au Prêteur le formulaire CERFA justifiant de la demande de perception du Crédit d'Impôt d'Outre-Mer (CIDOM) déposée auprès de la Direction Générale des Finances Publiques. Ainsi qu'à rembourser par anticipation les montants au prorata de chaque Ligne du Prêt et au fur et à mesure des perceptions dudit crédit d'impôt. Ces remboursements anticipés obligatoires ne donneront lieu à la facturation d'aucune indemnité ou pénalité conformément et dans la limite des dispositions prévues à l'Article « **Remboursements Anticipés et leurs Conditions Financières** ».
- affecter tout remboursement anticipé volontaire prioritairement à une Ligne du Prêt sur les dispositifs prêts de haut de bilan mobilisés par l'Emprunteur et ce, avant toute affectation à une ou plusieurs autres lignes de prêt de l'encours de l'Emprunteur auprès de la CDC.
Si tout ou partie des fonds d'un de ces dispositifs de prêts de haut de bilan bonifiés n'étaient pas versés à l'Emprunteur au moment du remboursement anticipé volontaire, le Prêteur aura la faculté de réduire à due concurrence le montant des prêts haut de bilan non versés.

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE	50,00
Collectivités locales	COMMUNE DE SCHOELCHER	50,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en son lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
Parc d'activités de la Jaille - BP 2495 - Baie Mahault Bâtiment 4 - 97086 Jarry cedex - Tél : 05 90 21 18 68
antilles-guyane@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr

23/30



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

En Phase de Préfinancement l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, pour chaque Ligne du Prêt, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels dès le premier Versement et pendant toute la Durée de la Phase de Préfinancement. Ces derniers sont pris en compte dès la Date de Début de la Phase d'Amortissement si le Versement effectif des fonds est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette date.

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité forfaitaire, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'Amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
Parc d'activités de la Jaille - BP 2495 - Baie Mahault Bâtiment 4 - 97086 Jarry cedex - Tél : 05 90 21 18 68
antilles-guyane@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr

24/30



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas d'indemnité de remboursement anticipé volontaire, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'Amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Échéance. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Au titre d'une Ligne du Prêt mono-période

Les remboursements anticipés volontaires effectués en cours de Phase de Préfinancement donnent lieu à perception d'une indemnité égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires en cours de Phase d'Amortissement.

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

Au titre de la première période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires ne donneront lieu à la perception, par le Prêteur, d'aucune indemnité sur les montants remboursés par anticipation.

Au titre de la deuxième période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires ne donneront lieu à la perception, par le Prêteur, d'aucune indemnité sur les montants remboursés par anticipation.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat ;
- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :
 - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
 - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
Parc d'activités de la Jaille - BP 2495 - Baie Mahault Bâtiment 4 - 97086 Jarry cedex - Tél : 05 90 21 18 68
antilles-guyane@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

26/30



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Au titre d'une Ligne du Prêt mono-période

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

Au titre de la première période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Taux Fixe non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux de la Ligne du Prêt majoré de 5 % (500 points de base).

PR0090-PR0068 V3.5.1, page 27/30
Contrat de prêt n° 101065 Emprunteur n° 000249691

Caisse des dépôts et consignations
Parc d'activités de la Jaille - BP 2495 - Baie Mahault Bâtiment 4 - 97086 Jarry cedex - Tél : 05 90 21 18 68
antilles-guyane@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Paraphes

27/30



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Au titre de la deuxième période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

PROCCG-PROCCB V3.5.1 page 28/30
Contrat de prêt n° 101065 Emprunteur n° 000249591

Caisse des dépôts et consignations
Parc d'activités de la Jaille - BP 2495 - Baie Mahault Bâtiment 4 - 97086 Jarry cedex - Tél : 05 90 21 18 68
antilles-guyane@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Paraphes

28/30



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le, 25 Septembre 2019

Pour l'Emprunteur,

Civilité : Monsieur

Nom / Prénom : LINZAU Samuel

Qualité : Directeur Du Développement

Dûment habilité(e) aux présentes

Le, 18 Septembre 2019

Pour la Caisse des Dépôts,

Civilité : Mme

Nom / Prénom : GABRIEL-RÉGIS Margareth

Qualité : Directrice Régionale Adjointe


Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :


Directeur du Développement
Samuel LINZAU

BP 289 Bourges - 97103 Les Abymes Cedex
Tél : 0590 93 23 90 - Fax : 0590 93 23 46
Société Anonyme au Capital de 141 000 € - RCS 971 03 00015

Cachet et Signature :


Margareth GABRIEL-REGIS
Directrice régionale adjointe



REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE – EGALITE – FRATERNITE

CONVENTION DE GARANTIE D'EMPRUNT

ENTRE

La Collectivité Territoriale de Martinique, représentée par M. Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique, dûment habilité à cet effet par délibération de la Collectivité Territoriale de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015,

ci-après dénommé « La CTM »

ET

La Société d'Economie Mixte d'Aménagement de la Guadeloupe (SEMAG) représentée par M..... dûment habilité à cet effet par délibération du conseil d'administration de la SEMAG en date du

ci-après dénommée « l'emprunteur », bénéficiaire de la garantie d'emprunt,

Vu la délibération n° du 2019, par laquelle la CTM a décidé de garantir vis-à-vis du prêteur, Caisse des Dépôts et Consignations, 50 % d'un emprunt constitué de 6 lignes de prêt d'un montant total en capital de 4 226 500,59 € plus les intérêts, remboursables en 40 années pour quatre d'entre eux et 50 années pour les deux autres, que l'emprunteur envisage de contracter, au taux qui sera en vigueur au jour de la signature du contrat, pour financer l'acquisition en VEFA de 28 logements sociaux avenue Emile Maurice, sur le territoire de la ville de Schoelcher.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIV

ARTICLE 1 - OBJET

La CTM accorde sa garantie à l'emprunteur à hauteur de 50 %, pour le remboursement d'un emprunt qu'il doit souscrire auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour un montant total de QUATRE MILLIONS DEUX CENT VINGT SIX MILLE CINQ CENT EUROS ET CINQUANTE NEUF CENTIMES (4 226 500,59 €) destiné au financement de l'acquisition en VEFA de 28 logements sociaux (17 LLS et 11 PLS) avenue Emile Maurice, sur le territoire de la ville de Schoëlcher.

Les conditions de taux et de durée de remboursement sont celles qui figureront dans le contrat de prêt et qui seront conformes à la délibération de la CTM n° du 2019 :

Caractéristiques de la ligne du prêt	CPLS	PLS	PLS foncier	PLUS	PLUS foncier	PHB
Enveloppe	Complémentaire au PLS 2018	PLSDD 2018	PLSDD 2018			2.0 tranche 2018
Identifiant de la ligne du prêt	5292569	5292350	5292349	5292346	5292347	5292348
Durée d'amortissement de la Ligne du prêt						40 ans
Montant de la ligne du prêt	929 061,79 €	734 046,61 €	394 246,48 €	1 517 471,65 €	469 674,06 €	182 000,00 €
Commission instruction	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	100 €
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de la période	1,81 %	1,81 %	1,81 %	1,35%	1,35%	0,44%
TEG de la ligne du prêt	1,81 %	1,81 %	1,81 %	1,35%	1,35%	0,44%
<u>Phase de préfinancement</u>						
Durée du préfinancement	24 mois	24 mois	24 mois	24 mois	24 mois	
Index de préfinancement	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A	
Marge fixe sur index de préfinancement	1,06 %	1,06 %	1,06 %	0,6 %	0,6 %	
Taux d'intérêt du préfinancement	1,81 %	1,81 %	1,81 %	1,35%	1,35 %	
Règlement des intérêts de préfinancement	Capitalisation	Capitalisation	Capitalisation	Capitalisation	Capitalisation	
<u>Phase d'amortissement</u>						
Durée du différé d'amortissement						240 mois
Durée	40 ans	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans	20 ans
Index	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A	Taux fixe
Marge fixe sur index	1,06 %	1,06 %	1,06 %	0,6%	0,6%	
Taux d'intérêt	1,81 %	1,81 %	1,81 %	1,35%	1,35%	0%
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement prioritaire (échéance déduite)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Sans indemnité
Modalité de révision	DR	DR	DR	DR	DR	Sans objet
Taux de progressivité des échéances	0%	0%	0%	0%	0%	0%
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30/360	30/360	30/360	30/360	30/360	30/360

Caractéristiques de la ligne du prêt		PHB
Enveloppe		2.0 tranche 2018
Identifiant de la ligne du prêt		5292348
Durée d'amortissement de la Ligne du prêt		40 ans
Montant de la ligne du prêt		182 000,00 €
Commission instruction		
Durée de la période		
Taux de la période		
Phase d'amortissement 2		
Durée		20 ans
Index		Livret A
Marge fixe sur index		0,6%
Taux d'intérêt		1,35%
Périodicité		Annuelle
Profil d'amortissement		Amortissement prioritaire (échéance déduite)
Condition de remboursement anticipé volontaire		Sans indemnité
Modalité de révision		SR
Taux de progressivité des échéances		0%
Mode de calcul des intérêts		Equivalent
Base de calcul des intérêts		30/360

ARTICLE 2 - MISE EN JEU DE LA GARANTIE

Au cas où l'emprunteur se trouverait dans l'impossibilité de s'acquitter de tout ou partie des sommes dues aux échéances convenues, il s'engage à prévenir la CTM au moins deux mois à l'avance et à lui demander de les rembourser en ses lieu et place. Cette mesure d'information doit permettre à la CTM de se substituer immédiatement à l'emprunteur défaillant et d'éviter ainsi l'application d'intérêts moratoires.

L'emprunteur devra fournir à l'appui de cette information, toutes justifications nécessaires.

La CTM règlera le montant des annuités impayées à leur échéance en ses lieu et place, dans la limite de la garantie ci-dessus définie.

ARTICLE 3 - MODIFICATION DES CARACTERISTIQUES DE L'EMPRUNT

La CTM devra être informée par l'emprunteur de tout changement dans les caractéristiques et les modalités de remboursement du prêt (remboursement anticipé total ou partiel, modification de taux ou de durée). La modification des conditions de prêt fera l'objet d'un avenant au contrat de prêt comportant en annexe le nouveau tableau d'amortissement et devra être soumise à l'autorisation expresse de la CTM par voie de délibération de l'Assemblée de Martinique.

ARTICLE 4 - REMBOURSEMENT DES AVANCES

Les paiements qui auront été effectués par la CTM en lieu et place de l'emprunteur, auront le caractère d'avances remboursables. Ces avances devront être remboursées à la CTM prioritairement par la rétrocession à la CTM des loyers perçus par l'emprunteur.

ARTICLE 5 – SURETES

Le bénéficiaire s'engage, pendant toute la durée de remboursement, y compris le cas échéant celle des avances consenties par le garant, à ne pas aliéner ni hypothéquer l'immeuble ou les biens faisant l'objet du prêt sans l'accord préalable du garant. Le bénéficiaire consent, d'autre part, et ce à ses frais, à ce que le garant, sur simple demande, procède, à une inscription hypothécaire ou à l'inscription de toute autre sûreté jugée plus appropriée.

ARTICLE 6 – CONTROLES ET SUIVI

6.1. Conformément à l'article L. 1524-6 du code général des collectivités territoriales, la CTM pourra être représentée par un délégué spécial, auprès de la SEMAG, désigné par l'Assemblée de Martinique.

Le représentant de la CTM pourra exercer, à toute époque, son contrôle sur les opérations de l'emprunteur, qui devra fournir à cet effet tous renseignements et justifications utiles à la connaissance de ses livres et pièces comptables.

L'emprunteur s'engage à faciliter le contrôle et le suivi opéré par le délégué spécial.

6.2. L'emprunteur devra fournir chaque année à la CTM au plus tard le 15 juillet, les pièces suivantes (cf. articles L.3313-1 et L.2313-1 du CGCT) :

- * les comptes annuels certifiés: les comptes de résultat, les bilans, les annexes de l'exercice écoulé de la société mère et du groupe,
- * Le rapport d'activités du groupe et de la société mère.

6.3. L'emprunteur devra par ailleurs communiquer à la CTM un état d'avancement semestriel des travaux relatifs aux opérations de construction bénéficiant de la garantie de la CTM, mentionnant la date estimative, actualisée, d'achèvement des travaux.

La livraison définitive des opérations bénéficiant de la garantie de la CTM devra être systématiquement notifiée à la collectivité territoriale.

ARTICLE 7 - TRANSFERT DE PROPRIETE

En cas de changement de statut ou de tout autre évènement ayant entraîné un transfert de gestion de l'emprunteur vers un autre organisme, celui-ci s'engage à fournir à la CTM les éléments mentionnés à l'article 6 de la présente convention, ainsi qu'à honorer tout autre engagement pris par l'emprunteur et relatif aux garanties d'emprunt accordées par la CTM.

ARTICLE 8 - DUREE

La présente convention s'appliquera jusqu'à apurement complet des sommes dues tant au prêteur qu'à la CTM.

ARTICLE 9 - REGLEMENT DES LITIGES

En cas de difficultés liées à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de régler leur différend à l'amiable. A défaut, le litige sera soumis au tribunal administratif de Fort de France.

La signature de la présente convention précèdera la participation de la CTM aux contrats de prêt en qualité de garant.

ARTICLE 10 – DISPOSITIONS DIVERSES

Tous les droits et frais auxquels la présente convention pourrait donner lieu, sont à la charge de l'emprunteur.

La signature de la présente convention précèdera la participation de la CTM aux contrats de prêt en qualité de garant.

Fait en trois exemplaires, à _____, le _____

Pour l'emprunteur,

Pour la CTM,



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20191125-19-469-1-DE
Date de télétransmission : 05/12/2019
Date de réception préfecture : 05/12/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : - 5 DEC. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-469-1

PORTANT ADOPTION DE LA DÉCISION MODIFICATIVE N°4 DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE POUR L'EXERCICE 2019

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-cinq novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Richard BARTHELERY, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à Sandra VALENTIN), Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Gilbert COUTURIER, Marie-Line LESDEMA, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR, Daniel ROBIN (procuration à David ZOBDA), Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et Questions européennes et du Tourisme ;
Vu l'avis émis par le Conseil Économique, Social, Environnemental de la Culture et de l'Éducation de Martinique (CESECEM) le 22 novembre 2019 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité, la commission Développement économique et Tourisme le 19 novembre 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique, adopte, conformément à l'annexe jointe à la présente délibération, la décision modificative n° 4 de la Collectivité Territoriale de Martinique de l'exercice 2019 :

- en mouvements budgétaires : 3 804 418,00 €
- en mouvements réels : 3 804 418,00 €
- en mouvements d'ordre : 0,00 €.

ARTICLE 2 : Les inscriptions en dépenses et en recettes sont votées et réparties comme suit :

D.M. 1 2019	MOUVEMENTS REELS		MOUVEMENTS D'ORDRE		MOUVEMENTS BUDGÉTAIRES	
	DEPENSES	RECETTES	DEPENSES	RECETTES	DEPENSES	RECETTES
Budget Principal						
Investissement	00,0	00,0			00,0	00,0
Fonctionnement	3 804 418,00	3 804 418,00			3 804 418,00	3 804 418,00
	3 804 418,00	3 804 418,00	0,00	0,00	3 804 418,00	3 804 418,00
Budget L.T.A.						
Investissement						
Fonctionnement						
	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Budget B.G.P.I.S.E.						
Investissement						
Fonctionnement						
	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Budget Général						
Investissement	00,0	00,0			00,0	00,0
Fonctionnement	3 804 418,00	3 804 418,00			3 804 418,00	3 804 418,00
	3 804 418,00	3 804 418,00	0,00	0,00	3 804 418,00	3 804 418,00

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à la majorité des suffrages exprimés avec 26 voix pour, 15 voix contre et 1 abstention, en sa séance publique des 25 et 26 novembre 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Claude LISE



Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20191125-19-469-1-DE
Date de télétransmission : 05/12/2019
Date de réception préfecture : 05/12/2019



2 0 1 9

DÉCISION MODIFICATIVE N°4

BUDGET PRINCIPAL

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20191125-19-469-1-DE
Date de télétransmission : 05/12/2019
Date de réception préfecture : 05/12/2019

Régions : COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE (1)

(2) AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE

Numéro SIRET : 20005550700012

POSTE COMPTABLE : Payeur Territorial de Martinique

M. 57

Décision modificative 4 (3)

Voté par fonction

BUDGET : BUDGET PRINCIPAL CTM (4)

ANNEE 2019

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.

(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.

(4) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières	6
B - Modalités de vote	Sans Objet
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats	7
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses	8
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes	10

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Vote et reports	12
A2 - Vue d'ensemble - Ventilation des opérations réelles et d'ordre	13
B1 - Présentation des AP votées	Sans Objet
B2 - Présentation des AE votées	Sans Objet
C - Récapitulation par groupes fonctionnels	14
D1 - Equilibre financier du budget - Investissement	Sans Objet
D2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement	Sans Objet
E1 - Balance générale - Dépenses	20
E2 - Balance générale - Recettes	22

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble	24
A.900 - Services généraux	28
A.900-5 - Gestion des fonds européens	31
A.901 - Sécurité	32
A.902 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	33
A.903 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	36
A.904 - Santé et action sociale (hors RSA)	39
A.904-4 - RSA	42
A.905 - Aménagement des territoires et habitat	43
A.906 - Action économique	46
A.907 - Environnement	48
A.908 - Transports	51
A.921 - Taxes non affectées	55
A.922 - Dotations et participations	56
A.923 - Dettes et autres opérations financières	57
A.925 - Opérations patrimoniales	58
A.926 - Transferts entre les sections	59
A.95 - Chapitres de prévision sans réalisation	61
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	Sans Objet
B.930 - Services généraux	Sans Objet
B.930-5 - Gestion des fonds européens	Sans Objet
B.931 - Sécurité	Sans Objet

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

B.932 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	Sans Objet
B.933 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	Sans Objet
B.934 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/régularisation de RMI)	Sans Objet
B.934-3 - APA	Sans Objet
B.934-4 - RSA/Régularisation de RMI	Sans Objet
B.935 - Aménagement des territoires et habitat	Sans Objet
B.936 - Action économique	Sans Objet
B.937 - Environnement	Sans Objet
B.938 - Transports	Sans Objet
B.940 - Impositions directes	Sans Objet
B.941 - Autres impôts et taxes	Sans Objet
B.942 - Dotations et participations	Sans Objet
B.943 - Opérations financières	Sans Objet
B.944 - Frais de fonctionnement des groupes d'élus	Sans Objet
B.945 - Provisions et autres opérations mixtes	Sans Objet
B.946 - Transferts entre les sections	Sans Objet
B.947 - Transferts à l'intérieur de la section de fonctionnement	Sans Objet
B.95 - Chapitres de prévision sans réalisation	Sans Objet

IV - Annexes**A - Présentation croisée**

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble	62
A1.01 - Opérations non ventilables	64
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux	65
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens	68
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité	69
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	70
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	73
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA)	76
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA	79
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat	80
A1.906 - Fonction 6 - Action économique	83
A1.907 - Fonction 7 - Environnement	85
A1.908 - Fonction 8 - Transports	88
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	92
A2.01 - Opérations non ventilables	94
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux	95
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens	101
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité	102
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	103
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	106
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	109
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA	113

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI	114
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat	115
A2.936 - Fonction 6 - Action économique	118
A2.937 - Fonction 7 - Environnement	120
A2.938 - Fonction 8 - Transports	123
B - Annexes patrimoniales	
B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	Sans Objet
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux	Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Sans Objet
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet
B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	Sans Objet
B3.1 - Etat des provisions constituées	Sans Objet
B3.2 - Etalement des provisions	Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	Sans Objet
B6 - Prêts	Sans Objet
B7.1 - Etat des emprunts garantis	Sans Objet
B7.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Sans Objet
B8.1 - Subventions versées	Sans Objet
B8.2 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B8.3 - Etat des contrats de PPP	Sans Objet
B8.4 - Etat des autres engagements donnés	Sans Objet
B8.5 - Etat des engagements reçus	Sans Objet
B9 - Etat du personnel	Sans Objet
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	Sans Objet
B11.1 - Liste des organismes de regroupement	Sans Objet
B11.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
C - Annexes budgétaires	
C1.1 - Equilibre budgétaire - Dépenses	127
C1.2 - Equilibre budgétaire - Recettes	128
D - Autres éléments d'information	
D1 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	Sans Objet
D2 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
D3.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	Sans Objet
D3.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	Sans Objet
D4 - Décisions en matière de taux	Sans Objet
D5.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	Sans Objet
D5.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	Sans Objet

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.



Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

les chapitres des groupes 90 et 93 ne comprennent pas les opérations non ventilables de la rubrique 01 ;

les chapitres des groupes 92, 94 et 95 constituent les éléments de la rubrique 01 – opérations non ventilables ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale	0.00

Informations fiscales (N-2)	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	0.00

Informations financières – ratios	Valeurs
1 Dépenses réelles de fonctionnement / population	0.00
2 Recettes réelles de fonctionnement / population	
3 Dépenses d'équipement brut / population	0.0%
4 Encours de dette / population (2)	0.00
5 DGF / population	0.00
6 Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (3)	97.26%
7 Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (3)	100.0%
8 Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	0.0%
9 Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3)	0.0%
10 Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (3)	0.0%

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1)	C1

RESULTAT DE L'EXERCICE N-1					
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté		Résultat ou solde (A) (2)
TOTAL DU BUDGET	1 129 511 059,28	1 179 029 564,61	-15 324 142,82	A1	34 194 362,51
Investissement	229 268 985,77	228 586 233,27	(3) -24 353 723,88	A2	-25 036 476,38
Fonctionnement	900 242 073,51	950 443 331,34	(4) 9 029 581,06	A3	59 230 838,89

RESTES A REALISER N-1					
	Dépenses		Recettes		Solde (B)
TOTAL des RAR	I + II 34 709 829,98	III + IV	0,00	B1	-34 709 829,98
Investissement	I 26 579 644,28	III	0,00	B2	-26 579 644,28
Fonctionnement	II 8 130 185,70	IV	0,00	B3	-8 130 185,70

RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)		
TOTAL	A1 + B1	-515 467,47
Investissement	A2 + B2	-51 616 120,66
Fonctionnement	A3 + B3	51 100 653,19

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / Art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) 26 579 644,28
900	Services généraux	3 588 475,01
900-5	Gestion des fonds européens	14 858 447,17
901	Sécurité	195 238,50
902	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	1 046 996,10
903	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	1 287 501,50
904	Santé et action sociale (hors RSA)	522 019,63
904-4	RSA	0,00
905	Aménagement des territoires et habitat	1 743 694,68
906	Action économique	2 773 957,57
907	Environnement	154 408,47
908	Transports	391 818,65
921	Taxes non affectées	0,00
922	Dotations et participations	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	17 087,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II) 8 130 185,70
930	Services généraux	2 318 456,38
930-5	Gestion des fonds européens	0,00
931	Sécurité	0,00
932	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	115 340,29
933	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	1 257 036,12
934	Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	1 366 114,08
934-3	APA	145 816,41
934-4	RSA / Régularisations de RMI	0,00
935	Aménagement des territoires et habitat	410 003,40
936	Action économique	1 226 883,59
937	Environnement	398 546,75
938	Transports	891 988,68
940	Impositions directes	0,00

Chap. / Art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
941	Autres impôts et taxes	0,00
942	Dotations et participations	0,00
943	Opérations financières	0,00
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / Art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III) 0,00
900	Services généraux	0,00
900-5	Gestion des fonds européens	0,00
901	Sécurité	0,00
902	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	0,00
903	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00
904	Santé et action sociale (hors RSA)	0,00
904-4	RSA	0,00
905	Aménagement des territoires et habitat	0,00
906	Action économique	0,00
907	Environnement	0,00
908	Transports	0,00
921	Taxes non affectées	0,00
922	Dotations et participations	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	0,00
954	Produit des cessions d'immobilisations	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV) 0,00
930	Services généraux	0,00
930-5	Gestion des fonds européens	0,00
931	Sécurité	0,00
932	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	0,00
933	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00
934	Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	0,00
934-3	APA	0,00
934-4	RSA / Régularisations de RMI	0,00
935	Aménagement des territoires et habitat	0,00
936	Action économique	0,00
937	Environnement	0,00
938	Transports	0,00

Chap. / Art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
940	Impositions directes	0,00
941	Autres impôts et taxes	0,00
942	Dotations et participations	0,00
943	Opérations financières	0,00
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET		II	
VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VOTE ET REPORTS		A1	
		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	0,00	0,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (2)	0,00	0,00
		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	3 804 418,00	3 804 418,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (3)	3 804 418,00	3 804 418,00
	TOTAL DU BUDGET (4)	3 804 418,00	3 804 418,00

(1) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VENTILATION DES OPERATIONS REELLES ET D'ORDRE	A2

VENTILATION DES OPÉRATIONS RÉELLES ET D'ORDRE DU BUDGET

	DÉPENSES			RECETTES		
	RÉELLES (1)	ORDRE	TOTAL	REELLES (1)	ORDRE	TOTAL
Crédits d'investissement votés au titre du présent budget	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	3 804 418,00	0,00	3 804 418,00	3 804 418,00	0,00	3 804 418,00
Total budget (hors RAR N-1 et reports)	3 804 418,00	0,00	3 804 418,00	3 804 418,00	0,00	3 804 418,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BUDGET – RECAPITULATION PAR GROUPES FONCTIONNELS	C

SECTION	Budget de l'exercice (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + VOTE)
---------	--------------------------	-----------------------	------------------------	---------------------	---------------------------

AP VOTEES	0,00		0,00	0,00	0,00
Dont dépenses imprévues (950)	0,00		0,00	0,00	0,00
AE VOTEES	0,00		0,00	0,00	0,00
Dont dépenses imprévues (952)	0,00		0,00	0,00	0,00

DEPENSES D'INVESTISSEMENT	325 789 163,14	0,00	0,00	0,00	0,00
90 Opérations ventilées	247 075 360,32	0,00	1 000 000,00	1 000 000,00	1 000 000,00
- en AP/CP (2)	246 991 335,26	0,00	1 000 000,00	1 000 000,00	1 000 000,00
- hors AP/CP (2)	84 025,06	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont opérations pour comptes de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
92 Opérations non ventilées	53 677 326,44	0,00	-1 000 000,00	-1 000 000,00	-1 000 000,00
001 Solde exécution invest. reporté	25 036 476,38		0,00	0,00	0,00
RECETTES D'INVESTISSEMENT	325 789 163,14	0,00	0,00	0,00	0,00
90 Opérations ventilées	85 419 006,66	0,00	0,00	0,00	0,00
- Recettes affectées	85 419 006,66	0,00	0,00	0,00	0,00
- Financement par le tiers de l'opération confiée à la collectivité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
92 Opérations non ventilées (sauf 922-1068)	163 073 838,77	0,00	0,00	0,00	0,00
954 Produit des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
951 Virement de la section de fonctionnement	25 680 197,05		0,00	0,00	0,00
922-1068 Excédents de fonctionnement capitalisés	51 616 120,66		0,00	0,00	0,00
001 Solde exécution invest. reporté	0,00		0,00	0,00	0,00
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	969 864 697,16	0,00	3 804 418,00	3 804 418,00	3 804 418,00
93 Services ventilés	887 219 795,78	0,00	3 920 648,00	3 920 648,00	3 920 648,00
- en AE/CP	155 070 019,80	0,00	-2 769 221,46	-2 769 221,46	-2 769 221,46
- hors AE/CP	732 149 775,98	0,00	6 689 869,46	6 689 869,46	6 689 869,46
94 Services communs non ventilés	56 964 704,33	0,00	-116 230,00	-116 230,00	-116 230,00
953 Virement à la section d'investissement	25 680 197,05		0,00	0,00	0,00
002 Résultat de fonctionnement reporté	0,00		0,00	0,00	0,00
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	969 864 697,16	0,00	3 804 418,00	3 804 418,00	3 804 418,00
93 Services ventilés	283 247 353,17	0,00	1 050 000,00	1 050 000,00	1 050 000,00
94 Services communs non ventilés	679 002 625,76	0,00	2 754 418,00	2 754 418,00	2 754 418,00
002 Résultat de fonctionnement reporté	7 614 718,23		0,00	0,00	0,00

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) Y compris les opérations pour compte de tiers.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BUDGET – RECAPITULATION PAR GROUPES FONCTIONNELS (suite 1)	C

SECTION	DONT Opérations non ventilables (01)	DONT Fonction 0 Services généraux (hors 01 et hors gestion des fonds européens)	DONT Fonction 0-5 Gestion des fonds européens	DONT Fonction 1 Sécurité	DONT Fonction 2 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	DONT Fonction 3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	DONT Fonction 4 Santé et action sociale (hors APA et RSA)
---------	---	--	--	--------------------------------	--	--	---

AP VOTEES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont dépenses imprévues (950)	0,00						
AE VOTEES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont dépenses imprévues (952)	0,00						

DEPENSES D'INVESTISSEMENT	-1 000 000,00	-6 771 126,39	0,00	0,00	4 486 131,96	-970 000,00	-1 063 490,60
90 Opérations ventilées		-6 771 126,39	0,00	0,00	4 486 131,96	-970 000,00	-1 063 490,60
- en AP/CP (2)		-6 771 126,39	0,00	0,00	4 486 131,96	-970 000,00	-1 063 490,60
- hors AP/CP (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont opérations pour comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
92 Opérations non ventilées	-1 000 000,00						
001 Solde exécution invest. reporté	0,00						
RECETTES D'INVESTISSEMENT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
90 Opérations ventilées		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Recettes affectées		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Financement par le tiers de l'opération confiée à la collectivité		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
92 Opérations non ventilées (sauf 922-1068)	0,00						
954 Produit des cessions d'immobilisations	0,00						
951 Virement de la section de fonctionnement	0,00						
922-1068 Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00						
001 Solde exécution invest. reporté	0,00						
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	-116 230,00	4 800 000,00	0,00	0,00	1 410 648,00	-500 000,00	-400 000,00
93 Services ventilés		4 800 000,00	0,00	0,00	1 410 648,00	-500 000,00	-400 000,00
- en AE/CP		0,00	0,00	0,00	-2 709 221,46	0,00	0,00

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

SECTION	DONT Opérations non ventilables (01)	DONT Fonction 0 Services généraux (hors 01 et hors gestion des fonds européens)	DONT Fonction 0-5 Gestion des fonds européens	DONT Fonction 1 Sécurité	DONT Fonction 2 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	DONT Fonction 3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	DONT Fonction 4 Santé et action sociale (hors APA et RSA)
- hors AE/CP		4 800 000,00	0,00	0,00	4 119 869,46	-500 000,00	-400 000,00
94 Services communs non ventilés	-116 230,00						
953 Virement à la section d'investissement	0,00						
002 Résultat de fonctionnement reporté	0,00						
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	2 754 418,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00	0,00	0,00
93 Services ventilés		0,00	0,00	0,00	300 000,00	0,00	0,00
94 Services communs non ventilés	2 754 418,00						
002 Résultat de fonctionnement reporté	0,00						

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) Y compris les opérations pour compte de tiers.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BUDGET – RECAPITULATION PAR GROUPES FONCTIONNELS (suite 2)	C

SECTION	DONT Fonction 4-3 APA	DONT Fonction 4-4 RSA / Régularisations de RMI	DONT Fonction 5 Aménagement des territoires et habitat	DONT Fonction 6 Action économique	DONT Fonction 7 Environnement	DONT Fonction 8 Transports	DONT Fonction 9 Fonction en réserve
---------	-----------------------------	--	---	---	-------------------------------------	----------------------------------	---

AP VOTEES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dont dépenses imprévues (950)							
AE VOTEES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dont dépenses imprévues (952)							

DEPENSES D'INVESTISSEMENT		0,00	0,00	-2 189 000,00	-2 940 000,00	10 447 485,03	
90 Opérations ventilées		0,00	0,00	-2 189 000,00	-2 940 000,00	10 447 485,03	
- en AP/CP (2)		0,00	0,00	-2 189 000,00	-2 940 000,00	10 447 485,03	
- hors AP/CP (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dont opérations pour comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
92 Opérations non ventilées							
001 Solde exécution invest. reporté							
RECETTES D'INVESTISSEMENT		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
90 Opérations ventilées		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
- Recettes affectées		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
- Financement par le tiers de l'opération confiée à la collectivité		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
92 Opérations non ventilées (sauf 922-1068)							
954 Produit des cessions d'immobilisations							
951 Virement de la section de fonctionnement							
922-1068 Excédents de fonctionnement capitalisés							
001 Solde exécution invest. reporté							
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	0,00	0,00	0,00	-500 000,00	690 000,00	-1 580 000,00	
93 Services ventilés (dont APA et RSA)	0,00	0,00	0,00	-500 000,00	690 000,00	-1 580 000,00	
- en AE/CP	0,00	0,00	0,00	0,00	-60 000,00	0,00	

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

SECTION	DONT Fonction 4-3 APA	DONT Fonction 4-4 RSA / Régularisations de RMI	DONT Fonction 5 Aménagement des territoires et habitat	DONT Fonction 6 Action économique	DONT Fonction 7 Environnement	DONT Fonction 8 Transports	DONT Fonction 9 Fonction en réserve
- hors AE/CP	0,00	0,00	0,00	-500 000,00	750 000,00	-1 580 000,00	
94 Services communs non ventilés							
953 Virement à la section d'investissement							
002 Résultat de fonctionnement reporté							
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	0,00	0,00	0,00	0,00	750 000,00	0,00	
93 Services ventilés	0,00	0,00	0,00	0,00	750 000,00	0,00	
94 Services communs non ventilés							
002 Résultat de fonctionnement reporté							

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET						II
BALANCE GENERALE – DEPENSES						E1
	INVESTISSEMENT	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (Vote + RAR N-1)
Dépenses d'investissement – Total		325 789 163,14	0,00	0,00	0,00	0,00
Sous total des opérations réelles et mixtes		297 245 987,99	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 018)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688)	39 484 070,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204 et 018)	9 188 959,14	0,00	-8 500,00	-8 500,00	-8 500,00
204	Subventions d'équipement versées (sauf 018)	122 055 191,73	0,00	-3 454 990,60	-3 454 990,60	-3 454 990,60
21	Immobilisations corporelles (sauf 018)	18 449 884,72	0,00	-4 681 126,39	-4 681 126,39	-4 681 126,39
22	Immobilisations reçues en affectation (sauf 018)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 018)	96 665 710,09	0,00	9 144 616,99	9 144 616,99	9 144 616,99
26	Participations et créances rattachées	289 231,86	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (sauf 018)	11 112 940,45	0,00	-1 000 000,00	-1 000 000,00	-1 000 000,00
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Chapitre d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Sous total des opérations d'ordre		3 506 698,77		0,00	0,00	0,00
040	Opérations ordre transf. entre sections (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	3 506 698,77		0,00	0,00	0,00
001	Solde exécution invest. reporté	25 036 476,38			0,00	0,00

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) Propositions formulées par le président pour l'exercice N.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET						II
BALANCE GENERALE – DEPENSES						E1
	FONCTIONNEMENT	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (Vote + RAR N-1)
Dépenses de fonctionnement – Total		969 864 697,16	0,00	3 804 418,00	3 804 418,00	3 804 418,00
Sous total des opérations réelles et mixtes		906 778 520,11	0,00	3 804 418,00	3 804 418,00	3 804 418,00
011	Charges à caractère général (hors 016 et 017)	67 993 221,05	0,00	497 400,00	497 400,00	497 400,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (hors 016 et 017)	207 659 399,75	0,00	3 700 000,00	3 700 000,00	3 700 000,00
014	Atténuations de produits	1 681 000,00	0,00	453 770,00	453 770,00	453 770,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586, 016 et 017)	336 691 593,01	0,00	-276 752,00	-276 752,00	-276 752,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	14 403 124,33	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques (hors 016 et 017)	682 037,57	0,00	-200 000,00	-200 000,00	-200 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (hors 016 et 017)	370 000,00		-370 000,00	-370 000,00	-370 000,00
016	APA	65 267 169,01	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	212 030 975,39	0,00	0,00	0,00	0,00
Sous total des opérations d'ordre		63 086 177,05		0,00	0,00	0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (3)	37 405 980,00		0,00	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00		0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	25 680 197,05		0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00			0,00	0,00

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) Propositions formulées par le président pour l'exercice N.

(3) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – RECETTES	E2

	INVESTISSEMENT	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (Vote + RAR N-1)
	Recettes d'investissement – Total	325 789 163,14	0,00	0,00	0,00	0,00
	Sous total des opérations réelles et mixtes	207 580 166,66	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	18 683 936,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 018)	137 747 216,36	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688)	50 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204 et 018) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (sauf 018) (3)	59 232,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (sauf 018) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (sauf 018) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 018) (3)	89 782,30	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (sauf 018)	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Sous total des opérations d'ordre	66 592 875,82		0,00	0,00	0,00
040	Opérations ordre transf. entre sections (4)	37 405 980,00		0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	3 506 698,77		0,00	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement	25 680 197,05		0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	51 616 120,66		0,00	0,00	0,00
001	Solde exécution invest. reporté	0,00			0,00	0,00

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) Propositions formulées par le président pour l'exercice N.

(3) Exceptionnellement, les chapitres 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET						II
BALANCE GENERALE – RECETTES						E2
	FONCTIONNEMENT	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (Vote + RAR N-1)
Recettes de fonctionnement – Total		969 864 697,16	0,00	3 804 418,00	3 804 418,00	3 804 418,00
Sous total des opérations réelles et mixtes		962 249 978,93	0,00	3 804 418,00	3 804 418,00	3 804 418,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	23 113 526,01	0,00	750 000,00	750 000,00	750 000,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	257 628 476,50	0,00	2 754 418,00	2 754 418,00	2 754 418,00
731	Fiscalité locale	226 674 015,46	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (sauf 016 et 017)	247 618 676,52	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (sauf 016 et 017)	8 756 845,09	0,00	300 000,00	300 000,00	300 000,00
76	Produits financiers	5 833,80	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (sauf 016 et 017)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (sauf 016 et 017)	0,00		0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges (sauf 016 et 017)	1 177 403,85	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	25 556 835,70	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	171 718 366,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Sous total des opérations d'ordre		0,00		0,00	0,00	0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00		0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	7 614 718,23		0,00	0,00	0,00

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) Propositions formulées par le président pour l'exercice N.

(3) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

III – VOTE DU BUDGET									III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE									A

Chap.	Libellés	Budget de l'exercice (1)	Restes à réaliser N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
90	Opérations ventilées	247 075 360,32	0,00	0,00	1 000 000,00	1 000 000,00	1 000 000,00	0,00	1 000 000,00
900	Services généraux	17 408 925,85	0,00	0,00	-6 771 126,39	-6 771 126,39	-6 771 126,39	0,00	-6 771 126,39
900-5	Gestion des fonds européens	48 134 384,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
901	Sécurité	2 824 819,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
902	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	60 687 905,33	0,00	0,00	4 486 131,96	4 486 131,96	4 486 131,96	0,00	4 486 131,96
903	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	6 429 064,64	0,00	0,00	-970 000,00	-970 000,00	-970 000,00	0,00	-970 000,00
904	Santé et action sociale (hors RSA)	7 861 724,60	0,00	0,00	-1 063 490,60	-1 063 490,60	-1 063 490,60	0,00	-1 063 490,60
904-4	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
905	Aménagement des territoires et habitat	26 819 972,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
906	Action économique	27 660 973,11	0,00	0,00	-2 189 000,00	-2 189 000,00	-2 189 000,00	0,00	-2 189 000,00
907	Environnement	16 851 411,31	0,00	0,00	-2 940 000,00	-2 940 000,00	-2 940 000,00	0,00	-2 940 000,00
908	Transports	32 396 178,79	0,00	0,00	10 447 485,03	10 447 485,03	10 447 485,03	0,00	10 447 485,03
909	Fonction en réserve								
92	Opérations non ventilées	53 677 326,44	0,00		-1 000 000,00	-1 000 000,00		-1 000 000,00	-1 000 000,00
921	Taxes non affectées	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
922	Dotations et participations	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	50 170 627,67	0,00		-1 000 000,00	-1 000 000,00		-1 000 000,00	-1 000 000,00
925	Opérations patrimoniales	3 506 698,77			0,00	0,00		0,00	0,00
926	Transferts entre les sections	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
95	Chapitre de prévision sans réalisation			0,00					
950	Dépenses imprévues			0,00					
TOTAL des groupes fonctionnels		300 752 686,76	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00	-1 000 000,00	0,00

001 SOLDE D'EXECUTION REPORTE (5)									0,00
-----------------------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	------

TOTAL									0,00
-------	--	--	--	--	--	--	--	--	------

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(5) Le solde d'exécution est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

III – VOTE DU BUDGET						III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES						A

Chap.	Libellés	Budget de l'exercice (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3)	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
90	Opérations ventilées	85 419 006,66	0,00	0,00	0,00	0,00
900	Services généraux	558 039,82	0,00	0,00	0,00	0,00
900-5	Gestion des fonds européens	71 559 857,06	0,00	0,00	0,00	0,00
901	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
902	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	11 959 861,42	0,00	0,00	0,00	0,00
903	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	324 075,87	0,00	0,00	0,00	0,00
904	Santé et action sociale (hors RSA)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
904-4	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
905	Aménagement des territoires et habitat	517 012,49	0,00	0,00	0,00	0,00
906	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
907	Environnement	500 160,00	0,00	0,00	0,00	0,00
908	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
909	Fonction en réserve					
92	Opérations non ventilées	163 073 838,77	0,00	0,00	0,00	0,00
921	Taxes non affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
922	Dotations et participations (sauf R922 - 1068)	20 545 039,34	0,00	0,00	0,00	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	101 616 120,66	0,00	0,00	0,00	0,00
925	Opérations patrimoniales	3 506 698,77		0,00	0,00	0,00
926	Transferts entre les sections (4)	37 405 980,00		0,00	0,00	0,00
95	Chapitre de prévision sans réalisation	25 680 197,05	0,00	0,00	0,00	0,00
951	Virement de la section de fonctionnement	25 680 197,05		0,00	0,00	0,00
954	Produit des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL des groupes fonctionnels		274 173 042,48	0,00	0,00	0,00	0,00

001 SOLDE D'EXECUTION REPORTE (5)						0,00
-----------------------------------	--	--	--	--	--	------

1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE (6)						0,00
--	--	--	--	--	--	------

TOTAL						0,00
-------	--	--	--	--	--	------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée des résultats au budget primitif.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Le solde d'exécution est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

(6) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 900

CHAPITRE 900 – Services généraux

AP (1) = 0,00

Libellé	90-02 Administration générale							
	90-020 Admin. générale de la collectivité	90-021 Personnel non ventilé	90-022 Information, communication, publicité	90-023 Fêtes et cérémonies	90-024 Aide aux associations	90-025 Cimetières et pompes funèbres	90-026 Administration générale de l'Etat	90-028 Autres moyens généraux
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Budget de l'exercice (2)	2 229 061,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 179 864,72
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-6 771 126,39
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-6 771 126,39
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-6 771 126,39
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Budget de l'exercice (2)	558 039,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 900

CHAPITRE 900 – Services généraux (suite 1)

Libellé	90-03 Conseils						90-038 Autres instances
	90-031 Assemblée délibérante	90-032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	90-033 Conseil cult., éduc., env.	90-034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		90-035 Conseil de territoire	
				90-0341 Section éco., sociale et environnem.	90-0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 900

CHAPITRE 900 – Services généraux (suite 2)

Libellé	90-04 Coop.décent.,act* interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
	90-041 Action relevant de la subvention globale	90-042 Actions interrégionales	90-043 Actions européennes	90-044 Aide publique au développement	90-048 Autres actions	
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 408 925,85
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-6 771 126,39
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-6 771 126,39
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-6 771 126,39
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	558 039,82
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

III – VOTE DU BUDGET					III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles					A 900-5

CHAPITRE 900-5 – Gestion des fonds européens

AP (1) = 0,00

Libellé	90-051 FSE	90-052 FEDER	90-058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
			90-0580 FEADER	90-0581 FEAMP	
DEPENSES D'EQUIPEMENT					
Budget de l'exercice (2)	0,00	48 117 546,11	0,00	16 837,96	48 134 384,07
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS					
Budget de l'exercice (2)	0,00	71 559 857,06	0,00	0,00	71 559 857,06
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 901

CHAPITRE 901 – Sécurité

AP (1) = 0,00

Libellé	90-10 Services communs	90-11 Police, sécurité, justice	90-12 Incendie et secours	90-13 Hygiène et salubrité publique	90-18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	2 104 574,49	0,00	720 245,45	2 824 819,94
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 902

CHAPITRE 902 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

AP (1) = 0,00

Libellé	90-20 Services communs	90-21 Enseignement du premier degré			90-22 Enseignement du second degré		
		90-211 Ecoles maternelles	90-212 Ecoles primaires	90-213 Classes regroupées	90-221 Collèges	90-222 Lycées publics	90-223 Lycées privés
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Budget de l'exercice (2)	2 384 675,10	0,00	0,00	0,00	13 335 992,23	41 154 149,55	300 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 246 131,96	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 246 131,96	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 246 131,96	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	16 530,00	10 843 331,42	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 902

CHAPITRE 902 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Libellé	90-23 Enseignement supérieur	90-24 Cités scolaires	90-25 Formation professionnelle						90-26 Apprentissage	90-27 Formation sanitaire et sociale
			90-251 Insertion sociale et professionnelle	90-252 Formation professionnalisante personnes	90-253 Formation certifiante des personnes	90-254 Formation des actifs occupés	90-255 Rémunération des stagiaires	90-256 Autres		
DEPENSES D'EQUIPEMENT										
Budget de l'exercice (2)	576 180,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	357 178,45	2 579 729,38	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-1 760 000,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-1 760 000,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-1 760 000,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS										
Budget de l'exercice (2)	1 100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES	A 902
Détail par articles	

CHAPITRE 902 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Libellé	90-28 Autres services périscolaires et annexes					90-29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	90-281 Hébergement et restauration scolaires	90-282 Sport scolaire	90-283 Médecine scolaire	90-284 Classes de découverte	90-288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 687 905,33
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 486 131,96
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 486 131,96
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 486 131,96
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTÉES AUX EQUIPEMENTS							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 959 861,42
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 903

CHAPITRE 903 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

AP (1) = 0,00

Libellé	90-30 Services communs	90-31 Culture							
		90-311 Activités artist.,actions et manif.cult.	90-312 Patrimoine	90-313 Bibliothèques, médiathèques	90-314 Musées	90-315 Services d'archives	90-316 Théâtres et spectacles vivants	90-317 Cinémas et autres salles de spectacles	90-318 Archéologie préventive
DEPENSES D'EQUIPEMENT									
Budget de l'exercice (2)	0,00	2 634 302,17	1 766,77	116 328,46	664 985,26	197 601,12	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Budget de l'exercice (2)	0,00	246 587,99	0,00	0,00	77 487,88	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 903

CHAPITRE 903 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Libellé	90-32 Sports (autres que scolaires)					
	90-321 Salles de sport, gymnases	90-322 Stades	90-323 Piscines	90-324 Centres de formation sportifs	90-325 Autres équipements sportifs ou loisirs	90-326 Manifestations sportives
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Budget de l'exercice (2)	0,00	150 427,74	23 652,12	3 929,73	1 809 419,49	826 651,78
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	-970 000,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	-970 000,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	-970 000,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 903

CHAPITRE 903 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Libellé	90-33 Jeunesse et loisirs			90-34 Vie sociale et citoyenne		90-39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	90-331 Centres de loisirs	90-332 Colonies de vacances	90-338 Autres activités pour les jeunes	90-341 Egalité entre les femmes et les hommes	90-348 Autres		
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 429 064,64
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-970 000,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-970 000,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-970 000,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTÉES AUX EQUIPEMENTS							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	324 075,87
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 904

CHAPITRE 904 – Santé et action sociale (hors RSA)

AP (1) = 0,00

Libellé	90-41 Santé					
	90-410 Services communs	90-411 PMI et planification familiale	90-412 Prévention et éducation pour la santé	90-413 Sécurité alimentaire	90-414 Dispensaires et autres éta sanitaires	90-418 Autres actions
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Budget de l'exercice (2)	2 036 340,05	436 102,13	343 088,00	0,00	0,00	3 820,95
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	76 509,40	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	76 509,40	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	76 509,40	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 904

CHAPITRE 904 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Libellé	90-42 Action sociale							
	90-420 Services communs	90-421 Famille et enfance				90-422 Petite enfance		
		90-4211 Actions en faveur de la maternité	90-4212 Aides à la famille	90-4213 Aides sociales à l'enfance	90-4214 Adolescence	90-4221 Crèches et garderies	90-4222 Multi accueil	90-4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Budget de l'exercice (2)	819 613,83	0,00	333 352,31	0,00	0,00	4 922,79	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	-1 140 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	-1 140 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	-1 140 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 904

CHAPITRE 904 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

Libellé	90-42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
	90-423 Personnes âgées			90-424 Personnes en difficulté	90-425 Personnes handicapées	90-428 Autres interventions sociales	
	90-4231 Forfait autonomie	90-4232 Autres actions de prévention	90-4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	3 541 233,83	29 717,06	0,00	163 260,08	7 861 724,60
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-1 063 490,60
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-1 063 490,60
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-1 063 490,60
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 904-4

CHAPITRE 904-4 – RSA

AP (1) = 0,00

Libellé	90-441 Insertion sociale	90-442 Santé	90-443 Logement	90-444 Insertion professionnelle	90-445 Evaluation des dépenses engagées	90-446 Dépenses de structure	90-447 RSA allocations	90-448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES D'EQUIPEMENT									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 905

CHAPITRE 905 – Aménagement des territoires et habitat

AP (1) = 0,00

Libellé	90-50 Services communs	90-51 Aménagement et services urbains						
		90-510 Services communs	90-511 Espaces verts urbains	90-512 Eclairage public	90-513 Art public	90-514 Electrification	90-515 Opérations d'aménagement	90-518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 905

CHAPITRE 905 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Libellé	90-52 Politique de la ville	90-53 Agglomérations et villes moyennes	90-54 Espace rural et autres espaces de dév.	90-55 Habitat (Logement)				
				90-551 Parc privé de la collectivité	90-552 Aide au secteur locatif	90-553 Aide à l'accession à la propriété	90-554 Aire d'accueil des gens du voyage	90-555 Logement social
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Budget de l'exercice (2)	0,00	8 765 202,64	779 734,17	0,00	1 857 350,00	453 438,58	0,00	4 426 777,12
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTÉES AUX EQUIPEMENTS								
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 905

CHAPITRE 905 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Libellé	90-56 Actions en faveur du littoral	90-57 Techno. de l'information et de la comm.	90-58 Autres actions		90-59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
			90-581 Réserves Foncières	90-588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Budget de l'exercice (2)	0,00	8 219 358,89	0,00	2 318 111,28	0,00	26 819 972,68
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTÉES AUX EQUIPEMENTS						
Budget de l'exercice (2)	0,00	517 012,49	0,00	0,00	0,00	517 012,49
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 906

CHAPITRE 906 – Action économique

AP (1) = 0,00

Libellé	90-60 Services communs	90-61 Interventions économiques transversales	90-62 Structure d'animation et de dév. éco.	90-63 Actions sectorielles			
				90-631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		90-632 Industrie, commerce et artisanat	90-633 Développement touristique
				90-6311 Laboratoire	90-6312 Autres		
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Budget de l'exercice (2)	1 400 000,00	0,00	0,00	0,00	1 994 012,76	9 436 657,27	7 846 864,17
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	211 000,00	-384 000,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	211 000,00	-384 000,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	211 000,00	-384 000,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTÉES AUX EQUIPEMENTS							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 906

CHAPITRE 906 –Action économique (suite)

Libellé	90-64 Rayonnement, attractivité du territoire	90-65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	90-66 Maintenance et dév. des services publics	90-67 Recherche et innovation	90-68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	306 369,85	6 677 069,06	27 660 973,11
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	-2 007 500,00	-8 500,00	-2 189 000,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	-2 007 500,00	-8 500,00	-2 189 000,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	-2 007 500,00	-8 500,00	-2 189 000,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 907

CHAPITRE 907 – Environnement

AP (1) = 0,00

Libellé	90-70 Services communs	90-71 Actions transversales	90-72 Actions déchets et propreté urbaine					
			90-720 Services communs collecte et propreté	90-721 Collecte et traitement des déchets			90-722 Propreté urbaine	
				90-7211 Actions prévention et sensibilisation	90-7212 Collecte des déchets	90-7213 Tri, valorisation, traitement déchets	90-7221 Actions prévention et sensibilisation	90-7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Budget de l'exercice (2)	0,00	1 543 046,87	0,00	0,00	800 000,00	1 220 625,10	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 907

CHAPITRE 907 – Environnement (suite 1)

Libellé	90-73 Actions en matière de gestion des eaux					90-74 Politique de l'air
	90-731 Politique de l'eau	90-732 Eau potable	90-733 Assainissement	90-734 Eaux pluviales	90-735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Budget de l'exercice (2)	3 416 663,94	1 091 714,44	375 000,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	260 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	260 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	260 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Budget de l'exercice (2)	0,00	500 160,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 907

CHAPITRE 907 – Environnement (suite 2)

Libellé	90-75 Politique de l'énergie					90-76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	90-77 Environnement infrastructures transports	90-78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
	90-751 Réseaux de chaleur et de froid	90-752 Energie photovoltaïque	90-753 Energie éolienne	90-754 Energie hydraulique	90-758 Autres actions				
DEPENSES D'EQUIPEMENT									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	8 246 046,16	158 314,80	0,00	0,00	16 851 411,31
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	-3 200 000,00	0,00	0,00	0,00	-2 940 000,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	-3 200 000,00	0,00	0,00	0,00	-2 940 000,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	-3 200 000,00	0,00	0,00	0,00	-2 940 000,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500 160,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES	A 908
Détail par articles	

CHAPITRE 908 – Transports

AP (1) = 0,00

Libellé	90-80 Services communs	90-81 Transports scolaires	90-82 Transports publics de voyageurs						
			90-820 Services communs	90-821 Transport sur route	90-822 Transport ferroviaire	90-823 Transport fluvial	90-824 Transport maritime	90-825 Transport aérien	90-828 Autres transports
DEPENSES D'EQUIPEMENT									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	390 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 189 977,10
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 908

CHAPITRE 908 – Transports (suite 1)

Libellé	90-83 Transports de marchandises						
	90-830 Services communs	90-831 Fret routier	90-832 Fret ferroviaire	90-833 Fret fluvial	90-834 Fret maritime	90-835 Fret aérien	90-838 Autres transports
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 908

CHAPITRE 908 – Transports (suite 2)

Libellé	90-84 Voirie							
	90-841 Voirie nationale	90-842 Voirie régionale	90-843 Voirie départementale	90-844 Voirie métropolitaine	90-845 Voirie communale	90-846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	90-847 Equipements de voirie	90-849 Sécurité routière
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Budget de l'exercice (2)	0,00	10 429 373,06	13 887 354,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	4 706 360,74	5 441 124,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	4 706 360,74	5 441 124,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	4 706 360,74	5 441 124,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 908

CHAPITRE 908 – Transports (suite 3)

Libellé	90-85 Infrastructures					90-86 Liaisons multimodales	90-87 Circulations douces	90-89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	90-851 Gares, autres infrastructures routières	90-852 Gares et autres infrastructures ferrov.	90-853 Haltes, autres infrastructures fluviales	90-854 Ports, autres infrastructures portuaires	90-855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES D'EQUIPEMENT									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	499 473,69	0,00	0,00	0,00	0,00	32 396 178,79
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 447 485,03
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 447 485,03
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 447 485,03
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	A 921

CHAPITRE 921 – Taxes non affectées

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	RAR N-1 (3) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	A 922

CHAPITRE 922 – Dotations et participations

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	RAR N-1 (3) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	DEPENSES (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
103	Plan de relance FCTVA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	72 161 160,00	0,00	0,00	0,00	72 161 160,00
1021	Dotation	150 000,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00
10222	FCTVA	18 533 936,00	0,00	0,00	0,00	18 533 936,00
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	10 000 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000 000,00
133121	Dotation départementale équip. collèges	7 903 688,00	0,00	0,00	0,00	7 903 688,00
133122	Dotation régionale d'équipement scolaire	26 318 744,00	0,00	0,00	0,00	26 318 744,00
1337	Fonds régional développ. emploi outre-mer	6 000 000,00	0,00	0,00	0,00	6 000 000,00
13411	DGE	2 929 475,00	0,00	0,00	0,00	2 929 475,00
13413	Dot. soutien à l'invest. des départements	220 317,00	0,00	0,00	0,00	220 317,00
1345	Amendes radars automatiques et de police	105 000,00	0,00	0,00	0,00	105 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(5) Reversement de dotations (trop perçu).

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES	A 923
Détail par articles	

CHAPITRE 923 – Dettes et autres opérations financières

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	RAR N-1 (3) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	DEPENSES	50 170 627,67	0,00	-1 000 000,00	-1 000 000,00	49 170 627,67
1641	Emprunts en euros	36 944 900,00	0,00	0,00	0,00	36 944 900,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	2 539 170,00	0,00	0,00	0,00	2 539 170,00
275	Dépôts et cautionnements versés	1 000 000,00	0,00	-1 000 000,00	-1 000 000,00	0,00
2761	Créances avances en garanties d'emprunt	4 800 668,67	0,00	0,00	0,00	4 800 668,67
27638	Créance Autres établissements publics	4 885 889,00	0,00	0,00	0,00	4 885 889,00
	RECETTES	101 616 120,66	0,00	0,00	0,00	101 616 120,66
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	51 616 120,66	0,00	0,00	0,00	51 616 120,66
1641	Emprunts en euros	50 000 000,00	0,00	0,00	0,00	50 000 000,00
261	Titres de participation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2745	Avances remboursables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2761	Créances avances en garanties d'emprunt	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27638	Créance Autres établissements publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES	A 925
Détail par articles	

CHAPITRE 925 – Opérations patrimoniales

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
	DEPENSES (3)	3 506 698,77	0,00	0,00
2313	Constructions	3 506 698,77	0,00	0,00
231312	Bâtiments scolaires	0,00	0,00	0,00
231318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00
23151	Réseaux de voirie	0,00	0,00	0,00
231538	Autres réseaux	0,00	0,00	0,00
23158	Autres constructions	0,00	0,00	0,00
231735	Installations générales, agencements	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (3)	3 506 698,77	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	3 506 698,77	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) Les dépenses du chapitre sont égales aux recettes.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	A 926

CHAPITRE 926 – Transferts entre les sections

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
	DEPENSES DE L'EXERCICE (3)	0,00	0,00	0,00
	<i>Reprises sur autofinancement</i>	0,00	0,00	0,00
	<i>Charges transférées</i>	0,00	0,00	0,00
	RECETTES DE L'EXERCICE (4) (5)	37 405 980,00	0,00	0,00
	Amortissement des immobilisations	37 405 980,00	0,00	0,00
28031	Frais d'études	1 496 776,03	0,00	0,00
28033	Frais d'insertion	100 871,61	0,00	0,00
2804111	Subv. Etat : Bien mobilier, matériel	11 703,76	0,00	0,00
2804112	Subv. Etat : Bâtiments, installations	41 042,00	0,00	0,00
2804122	Subv. Régions : Bâtiments, installations	934 866,00	0,00	0,00
28041411	Subv.Cne GFP : Bien mobilier, matériel	116 336,00	0,00	0,00
28041412	Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations	1 018 151,00	0,00	0,00
28041481	Subv.Autres cnes: Bien mobilier, matériel	542 748,96	0,00	0,00
28041482	Subv.Autres cnes: Bâtiments, installations	3 419 525,80	0,00	0,00
28041511	Subv. Grpt : Bien mobilier, matériel	4 117,00	0,00	0,00
28041512	Subv. Grpt : Bâtiments, installations	9 619,00	0,00	0,00
280415321	CCAS : Bien mobilier, matériel	800,00	0,00	0,00
280415331	ADM : Bien mobilier, matériel	20 000,00	0,00	0,00
280415332	ADM : Bâtiments, installations	1 332 175,00	0,00	0,00
280415341	IC : Bien mobilier, matériel	68 348,44	0,00	0,00
280415342	IC : Bâtiments, installations	84 331,00	0,00	0,00
28041581	Autres grpts-Biens mob., mat. et études	1 446 142,00	0,00	0,00
28041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	446 253,00	0,00	0,00
28041782	Subv. Autres : Bâtiments, installations	2 840,00	0,00	0,00
2804181	Autres org pub - Biens mob, mat, études	819 212,11	0,00	0,00
2804182	Autres org pub - Bât. et installations	633 198,00	0,00	0,00
280421	Privé - Biens mob., matériel et études	6 419 647,12	0,00	0,00
280422	Privé - Bâtiments et installations	3 344 671,00	0,00	0,00
280431	Subv.Scol : Bien mobilier, matériel	1 841 609,00	0,00	0,00
280432	Subv.Scol : Bâtiments, installations	659 112,00	0,00	0,00
2804421	Sub nat privé - Biens mob, mat, études	12 200,00	0,00	0,00

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
28051	Concessions et droits similaires	2 035 357,42	0,00	0,00
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	5 710,00	0,00	0,00
28128	Autres aménagements de terrains	4 314,00	0,00	0,00
281311	Bâtiments administratifs	788,00	0,00	0,00
281312	Bâtiments scolaires	1 108 030,00	0,00	0,00
281318	Autres bâtiments publics	384 497,00	0,00	0,00
281351	Bâtiments publics	606 119,00	0,00	0,00
281352	Bâtiments privés	4 962,00	0,00	0,00
28152	Installations de voirie	2 225,00	0,00	0,00
281572	Matériel technique scolaire	2 997,00	0,00	0,00
2815738	Autre matériel et outillage de voirie	180 671,00	0,00	0,00
281578	Autre matériel technique	159 464,00	0,00	0,00
28158	Autres inst., matériel, outil. techniques	2 359,00	0,00	0,00
281735	Installations générales (m. à dispo)	157 611,00	0,00	0,00
2817578	Autre matériel technique (mad)	451,00	0,00	0,00
28181	Installations générales, aménagt divers	13 999,00	0,00	0,00
281828	Autres matériels de transport	2 759 147,50	0,00	0,00
281831	Matériel informatique scolaire	66 265,97	0,00	0,00
281838	Autre matériel informatique	3 263 710,64	0,00	0,00
281841	Matériel de bureau et mobilier scolaire	157 030,00	0,00	0,00
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	1 438 819,54	0,00	0,00
28185	Matériel de téléphonie	81 468,10	0,00	0,00
28186	Cheptel	0,00	0,00	0,00
28188	Autres immo. corporelles	143 688,00	0,00	0,00
	Autres	0,00	0,00	0,00
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) Egales aux recettes du chapitre 946 en fonctionnement.

(4) Egales aux dépenses du chapitre 946 en fonctionnement.

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 95 CHAPITRES DE PREVISIONS SANS REALISATION	A 95

95 – Chapitre de prévision sans réalisation

Chapitre	Libellé	Budget de l'exercice (1)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Vote des AP lors de la séance budgétaire
	DEPENSES				0,00
950	Dépenses imprévues				0,00
	RECETTES	25 680 197,05	0,00	0,00	
951	<i>Virement de la section de fonctionnement</i>	<i>25 680 197,05</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	
954	Produit des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	

(1) Le contenu de la colonne « Budget de l'exercice » est défini dans l'état I-B.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		49 170 627,67	10 637 799,46	48 134 384,07	2 824 819,94	65 174 037,29	5 459 064,64	6 798 234,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	39 484 070,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	1 026 028,65	0,00	13 969,29	246 901,59	307 941,41	191 711,15	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	70 790,00	48 134 384,07	2 104 574,49	8 886 940,77	1 542 014,88	5 504 194,84	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	5 193 242,19	0,00	0,00	1 019 750,61	1 259 949,62	803 354,86	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	4 257 634,79	0,00	706 276,16	54 717 093,92	2 349 158,73	279 025,60	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	9 686 557,67	90 103,83	0,00	0,00	303 350,40	0,00	19 947,55	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		173 777 280,66	558 039,82	71 559 857,06	0,00	11 959 861,42	324 075,87	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	70 300 056,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	53 477 224,00	558 039,82	71 559 857,06	0,00	10 947 567,00	187 355,99	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	50 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	59 232,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	12 294,42	77 487,88	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
	DEPENSES	26 819 972,68	25 471 973,11	13 911 411,31	42 843 663,82		297 245 987,99
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		39 484 070,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	14 734,17	6 726 862,58	27 814,80	624 495,50		9 180 459,14
204	Subventions d'équipement versées	18 399 702,18	17 102 521,86	9 665 100,94	7 189 977,10		118 600 201,13
21	Immobilisations corporelles	0,00	60 264,28	1 536,87	5 430 659,90		13 768 758,33
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours	8 392 555,33	1 293 092,53	4 216 958,70	29 598 531,32		105 810 327,08
26	Participations et créances rattachées	0,00	289 231,86	0,00	0,00		289 231,86
27	Autres immobilisations financières	12 981,00	0,00	0,00	0,00		10 112 940,45
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
	RECETTES	517 012,49	0,00	500 160,00	0,00		259 196 287,32
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		70 300 056,66
13	Subventions d'investissement	517 012,49	0,00	500 160,00	0,00		137 747 216,36
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		50 000 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		59 232,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00		89 782,30
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		1 000 000,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		49 170 627,67
164	Emprunts auprès des ét financiers	39 484 070,00
276	Autres créances immobilisées	9 686 557,67
RECETTES		173 777 280,66
102	Dotations et fonds d'investissement	18 683 936,00
106	Réserves	51 616 120,66
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	10 000 000,00
133	Fonds affectés à l'équipement amort.	40 222 432,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	3 254 792,00
164	Emprunts auprès des ét financiers	50 000 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	90-02 Administration générale							
		90-020 Admin. générale de la collectivité	90-021 Personnel non ventilé	90-022 Information, communication, publicité	90-023 Fêtes et cérémonies	90-024 Aide aux associations	90-025 Cimetières et pompes funèbres	90-026 Administration générale de l'Etat	90-028 Autres moyens généraux
DEPENSES		2 229 061,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 408 738,33
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	72 156,28
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 790,00
205	Licences, procédés, droits similaires	953 872,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 154 104,32
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	834 302,67
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	287 550,23
218	Autres immobilisations corporelles	1 275 188,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	642 096,21
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 118 848,05
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	138 786,74
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	90 103,83
RECETTES		558 039,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	558 039,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-03 Conseils						
		90-031 Assemblée délibérante	90-032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	90-033 Conseil cult., éduc., env.	90-034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		90-035 Conseil de territoire	90-038 Autres instances
					90-0341 Section éco., sociale et environnem.	90-0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat®, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		90-041 Action relevant de la subvention globale	90-042 Actions interrégionales	90-043 Actions européennes	90-044 Aide publique au développement	90-048 Autres actions	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 637 799,46
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	72 156,28
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 790,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	953 872,37
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 154 104,32
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	834 302,67
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	287 550,23
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 917 284,97
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 118 848,05
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	138 786,74
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	90 103,83
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	558 039,82
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	558 039,82

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	90-051 FSE	90-052 FEDER	90-058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				90-0580 FEADER	90-0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	48 117 546,11	0,00	16 837,96	48 134 384,07
204	Subventions d'équipement versées	0,00	48 117 546,11	0,00	16 837,96	48 134 384,07
RECETTES		0,00	71 559 857,06	0,00	0,00	71 559 857,06
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	71 559 857,06	0,00	0,00	71 559 857,06

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.901

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	90-10 Services communs	90-11 Police, sécurité, justice	90-12 Incendie et secours	90-13 Hygiène et salubrité publique	90-18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	2 104 574,49	0,00	720 245,45	2 824 819,94
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	13 969,29	13 969,29
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	2 104 574,49	0,00	0,00	2 104 574,49
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	706 276,16	706 276,16
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	90-20 Services communs	90-21			90-22		
			Enseignement du premier degré			Enseignement du second degré		
			90-211 Ecoles maternelles	90-212 Ecoles primaires	90-213 Classes regroupées	90-221 Collèges	90-222 Lycées publics	90-223 Lycées privés
DEPENSES		2 384 675,10	0,00	0,00	0,00	13 335 992,23	47 400 281,51	300 000,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	233 532,41	13 369,18	0,00
204	Subventions d'équipement versées	2 384 675,10	0,00	0,00	0,00	2 050 530,35	1 510 000,00	300 000,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	1 652 423,55	0,00	0,00
217	Immobilisations reçues mises à dispo.	0,00	0,00	0,00	0,00	82 507,62	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	699 617,69	345 201,75	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	8 617 380,61	45 531 710,58	0,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	16 530,00	10 843 331,42	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	16 530,00	10 831 037,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 294,42	0,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-23 Enseignement supérieur	90-24 Cités scolaires	90-25 Formation professionnelle						90-26 Apprentissage	90-27 Formation sanitaire et sociale
				90-251 Insertion sociale et professionnelle	90-252 Formation professionnalisante personnes	90-253 Formation certifiante des personnes	90-254 Formation des actifs occupés	90-255 Rémunération des stagiaires	90-256 Autres		
DEPENSES		576 180,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-1 402 821,55	2 579 729,38	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	162 374,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 479 360,52	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-1 760 000,00	0,00	0,00
217	Immobilisations reçues mises à dispo.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	110 455,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	357 178,45	100 368,86	0,00
274	Prêts	303 350,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		1 100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
274	Prêts	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-28 Autres services périscolaires et annexes					90-29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		90-281 Hébergement et restauration scolaires	90-282 Sport scolaire	90-283 Médecine scolaire	90-284 Classes de découverte	90-288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	65 174 037,29
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	246 901,59
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 886 940,77
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-107 576,45
217	Immobilisations reçues mises à dispo.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	82 507,62
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 044 819,44
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	54 717 093,92
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	303 350,40
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 959 861,42
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 947 567,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 294,42
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	90-30 Services communs	90-31 Culture							
			90-311 Activités artist.,actions et manif.cult.	90-312 Patrimoine	90-313 Bibliothèques, médiathèques	90-314 Musées	90-315 Services d'archives	90-316 Théâtres et spectacles vivants	90-317 Cinémas et autres salles de spectacles	90-318 Archéologie préventive
DEPENSES		0,00	2 634 302,17	1 766,77	116 328,46	664 985,26	197 601,12	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	5 783,06	0,00	0,00	119 268,63	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	1 062 032,35	1 766,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	5 334,43	130 748,70	37 795,66	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	10 502,69	0,00	39 571,57	6 634,78	45 488,48	0,00	0,00	0,00
215	Installat*, matériel, outillage techniq.	0,00	305 705,59	0,00	0,00	1 030,00	33 380,03	0,00	0,00	0,00
216	Collections et oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	3 460,52	3 076,20	9 620,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	600,00	0,00	26 889,31	46 768,50	11 805,25	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	1 249 678,48	0,00	41 072,63	357 458,45	59 511,70	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	246 587,99	0,00	0,00	77 487,88	0,00	0,00	0,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	187 355,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	59 232,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	77 487,88	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-32					
		Sports (autres que scolaires)					
		90-321 Salles de sport, gymnases	90-322 Stades	90-323 Piscines	90-324 Centres de formation sportifs	90-325 Autres équipements sportifs ou loisirs	90-326 Manifestations sportives
DEPENSES		0,00	150 427,74	23 652,12	3 929,73	839 419,49	826 651,78
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	5 848,15	0,00	3 162,78	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	3 929,73	0,00	474 286,03
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	-399 463,15	321 426,42
216	Collections et oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	762 514,10	30 939,33
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	150 427,74	17 803,97	0,00	473 205,76	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-33 Jeunesse et loisirs			90-34 Vie sociale et citoyenne		90-39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		90-331 Centres de loisirs	90-332 Colonies de vacances	90-338 Autres activités pour les jeunes	90-341 Egalité entre les femmes et les hommes	90-348 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 459 064,64
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	134 062,62
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 542 014,88
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	173 878,79
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	102 197,52
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	262 078,89
216	Collections et oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 156,72
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	879 516,49
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 349 158,73
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	324 075,87
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	187 355,99
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	59 232,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	77 487,88

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-41 Santé					
		90-410 Services communs	90-411 PMI et planification familiale	90-412 Prévention et éducation pour la santé	90-413 Sécurité alimentaire	90-414 Dispensaires et autres éts sanitaires	90-418 Autres actions
DEPENSES		2 036 340,05	436 102,13	419 597,40	0,00	0,00	3 820,95
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	43 553,05	33 158,10	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	2 036 340,05	0,00	136 605,68	0,00	0,00	3 820,95
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	392 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	674,16	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	149,08	249 159,46	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-42 Action sociale						
		90-420 Services communs	90-421 Famille et enfance				90-422 Petite enfance	
			90-4211 Actions en faveur de la maternité	90-4212 Aides à la famille	90-4213 Aides sociales à l'enfance	90-4214 Adolescence	90-4221 Crèches et garderies	90-4228 Autres actions pour la petite enfance
	DEPENSES	819 613,83	0,00	-806 647,69	0,00	0,00	4 922,79	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	454 613,83	0,00	-826 595,24	0,00	0,00	4 922,79	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	115 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	250 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	19 947,55	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		90-423 Personnes âgées			90-424 Personnes en difficulté	90-425 Personnes handicapées	90-428 Autres interventions sociales	
		90-4231 Forfait autonomie	90-4232 Autres actions de prévention	90-4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		0,00	0,00	3 541 233,83	29 717,06	0,00	163 260,08	6 798 234,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	76 711,15
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	3 541 233,83	0,00	0,00	2 979,38	5 504 194,84
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	115 000,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	392 400,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	160 280,70	410 954,86
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	29 717,06	0,00	0,00	279 025,60
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 947,55
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904-4

FONCTION 4-4 – RSA

Article / compte nature (1)	Libellé	90-441 Insertion sociale	90-442 Santé	90-443 Logement	90-444 Insertion professionnelle	90-445 Evaluation des dépenses engagées	90-446 Dépenses de structure	90-447 RSA allocations	90-448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	90-50 Services communs	90-51 Aménagement et services urbains						
			90-510 Services communs	90-511 Espaces verts urbains	90-512 Eclairage public	90-513 Art public	90-514 Electrification	90-515 Opérations d'aménagement	90-518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-52 Politique de la ville	90-53 Agglomérations et villes moyennes	90-54 Espace rural et autres espaces de dév.	90-55 Habitat (Logement)				
					90-551 Parc privé de la collectivité	90-552 Aide au secteur locatif	90-553 Aide à l'accession à la propriété	90-554 Aire d'accueil des gens du voyage	90-555 Logement social
DEPENSES		0,00	8 765 202,64	779 734,17	0,00	1 857 350,00	453 438,58	0,00	4 426 777,12
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	14 734,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	8 765 202,64	0,00	0,00	1 857 350,00	453 438,58	0,00	4 413 796,12
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	765 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 981,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-56 Actions en faveur du littoral	90-57 Techno. de l'information et de la comm.	90-58		90-59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				Autres actions			
				90-581 Réserves Foncières	90-588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		0,00	8 219 358,89	0,00	2 318 111,28	0,00	26 819 972,68
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 734,17
204	Subventions d'équipement versées	0,00	591 803,56	0,00	2 318 111,28	0,00	18 399 702,18
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	7 627 555,33	0,00	0,00	0,00	8 392 555,33
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 981,00
RECETTES		0,00	517 012,49	0,00	0,00	0,00	517 012,49
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	517 012,49	0,00	0,00	0,00	517 012,49

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	90-60 Services communs	90-61 Interventions économiques transversales	90-62 Structure d'animation et de dév. éco.	90-63			
					Actions sectorielles			90-633 Développement touristique
					90-631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		90-632 Industrie, commerce et artisanat	
90-6311 Laboratoire		90-6312 Autres						
DEPENSES		1 400 000,00	0,00	0,00	0,00	2 205 012,76	9 052 657,27	7 846 864,17
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	58 293,52	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	1 400 000,00	0,00	0,00	0,00	702 824,68	9 052 657,27	7 846 864,17
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	11 300,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	11 743,80	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	14 763,35	0,00	0,00
217	Immobilisations reçues mises à dispo.	0,00	0,00	0,00	0,00	1 824,90	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	20 632,23	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	1 093 227,21	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	1 171,21	0,00	0,00
261	Titres de participation	0,00	0,00	0,00	0,00	289 231,86	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-64 Rayonnement, attractivité du territoire	90-65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	90-66 Maintien et dév. des services publics	90-67 Recherche et innovation	90-68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	-1 701 130,15	6 668 569,06	25 471 973,11
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	6 668 569,06	6 726 862,58
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	-1 899 824,26	0,00	17 102 521,86
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 300,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 743,80
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 763,35
217	Immobilisations reçues mises à dispo.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 824,90
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 632,23
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	198 694,11	0,00	1 291 921,32
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 171,21
261	Titres de participation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	289 231,86
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	90-70 Services communs	90-71 Actions transversales	90-72 Actions déchets et propreté urbaine					
				90-720 Services communs collecte et propreté	90-721 Collecte et traitement des déchets			90-722 Propreté urbaine	
					90-7211 Actions prévention et sensibilisation	90-7212 Collecte des déchets	90-7213 Tri, valorisation, traitement déchets	90-7221 Actions prévention et sensibilisation	90-7222 Action propreté urbaine et nettoiemment
DEPENSES		0,00	1 543 046,87	0,00	0,00	800 000,00	1 220 625,10	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	1 526 510,00	0,00	0,00	800 000,00	1 220 625,10	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	1 536,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-73 Actions en matière de gestion des eaux					90-74 Politique de l'air
		90-731 Politique de l'eau	90-732 Eau potable	90-733 Assainissement	90-734 Eaux pluviales	90-735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		3 416 663,94	1 351 714,44	375 000,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	3 416 663,94	200 000,00	375 000,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	1 151 714,44	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	500 160,00	0,00	0,00	0,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	500 160,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-75 Politique de l'énergie					90-76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	90-77 Environnement infrastructures transports	90-78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		90-751 Réseaux de chaleur et de froid	90-752 Energie photovoltaïque	90-753 Energie éolienne	90-754 Energie hydraulique	90-758 Autres actions				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	5 046 046,16	158 314,80	0,00	0,00	13 911 411,31
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 500,00	0,00	0,00	21 500,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	1 990 801,90	135 500,00	0,00	0,00	9 665 100,94
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 314,80	0,00	0,00	6 314,80
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 536,87
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	3 055 244,26	10 000,00	0,00	0,00	4 216 958,70
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500 160,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500 160,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	90-80 Services communs	90-81 Transports scolaires	90-82 Transports publics de voyageurs						
				90-820 Services communs	90-821 Transport sur route	90-822 Transport ferroviaire	90-823 Transport fluvial	90-824 Transport maritime	90-825 Transport aérien	90-828 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	390 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 189 977,10
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 189 977,10
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	390 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat*, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-83						
		Transports de marchandises						
		90-830 Services communs	90-831 Fret routier	90-832 Fret ferroviaire	90-833 Fret fluvial	90-834 Fret maritime	90-835 Fret aérien	90-838 Autres transports
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-84 Voirie							
		90-841 Voirie nationale	90-842 Voirie régionale	90-843 Voirie départementale	90-844 Voirie métropolitaine	90-845 Voirie communale	90-846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	90-847 Equipements de voirie	90-849 Sécurité routière
DEPENSES		0,00	15 135 733,80	19 328 479,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	414 679,43	206 824,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat*, matériel, outillage techniq.	0,00	1 632 146,08	1 521 647,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	1 886 866,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	11 189 308,53	17 600 007,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	12 732,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-85 Infrastructures					90-86 Liaisons multimodales	90-87 Circulations douces	90-89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		90-851 Gares, autres infrastructures routières	90-852 Gares et autres infrastructures ferrov.	90-853 Haltes, autres infrastructures fluviales	90-854 Ports, autres infrastructures portuaires	90-855 Aéroports et autres infrastructures				
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	799 473,69	0,00	0,00	0,00	0,00	42 843 663,82
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	2 991,51	0,00	0,00	0,00	0,00	624 495,50
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 189 977,10
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	390 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 153 793,08
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 886 866,82
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	796 482,18	0,00	0,00	0,00	0,00	29 585 798,38
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 732,94
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		19 442 494,33	207 533 146,74	17 627 597,71	18 038 000,00	83 542 789,07	24 126 996,40	145 392 712,95	65 267 169,01
011	Charges à caractère général	304 600,00	39 002 479,00	279 888,00	21 000,00	5 931 543,40	2 597 681,05	5 127 068,93	131 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	157 874 928,00	3 953 659,00	0,00	1 393 490,00	10 660 656,00	28 641 572,75	0,00
014	Atténuations de produits	2 134 770,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	2 500 000,00	10 298 502,17	13 394 050,71	18 017 000,00	76 217 755,67	10 868 659,35	111 599 271,27	65 131 169,01
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	14 403 124,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	100 000,00	357 237,57	0,00	0,00	0,00	0,00	24 800,00	5 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		681 757 043,76	15 608 133,70	11 755 801,40	0,00	23 605 617,34	158 509,48	12 312 488,91	25 556 835,70
013	Atténuations de charges	0,00	1 177 403,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	2 210 000,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	259 782 894,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	210 535 426,46	0,00	0,00	0,00	12 838 589,00	0,00	3 300 000,00	0,00
74	Dotations et participations	211 432 889,00	7 417 018,00	11 755 801,40	0,00	10 185 904,70	71 980,00	6 042 255,42	24 200 000,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	4 803 711,85	0,00	0,00	581 123,64	78 529,48	2 970 233,49	1 356 835,70
76	Produits financiers	5 833,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisations de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		212 030 975,39	3 210 988,65	17 377 648,47	10 781 747,51	86 210 671,88		910 582 938,11
011	Charges à caractère général	8 923,00	867 399,00	170 500,00	5 323 200,22	8 865 261,45		68 630 544,05
012	Charges de personnel et frais assimilés	2 026 624,00	0,00	124 658,00	50 000,00	8 660 436,00		213 386 023,75
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		2 134 770,00
65	Autres charges de gestion courante	209 945 428,39	2 343 589,65	17 082 490,47	5 408 547,29	68 684 974,43		611 491 438,41
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		14 403 124,33
67	Charges spécifiques	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00		537 037,57
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		171 718 366,00	194 000,00	378 267,03	4 020 000,00	18 989 333,61		966 054 396,93
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		1 177 403,85
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	3 420 000,00	18 225 526,01		23 863 526,01
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	600 000,00	0,00		260 382 894,50
731	Fiscalité locale	165 042 666,00	0,00	0,00	0,00	0,00		391 716 681,46
74	Dotations et participations	6 300 000,00	194 000,00	134 750,00	0,00	384 078,00		278 118 676,52
75	Autres produits de gestion courante	375 700,00	0,00	243 517,03	0,00	379 729,60		10 789 380,79
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		5 833,80
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		19 442 494,33
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	4 600,00
627	Services bancaires et assimilés	300 000,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	2 500 000,00
661	Charges d'intérêts	14 402 124,33
666	Pertes de change créances det. fin	1 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	100 000,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	2 134 770,00
RECETTES		681 757 043,76
731	Fiscalité locale	210 535 426,46
732	Fiscalité reversée	49 191 575,00
734	Fisc. spécif. coll. Corse et Outre-mer	194 205 717,50
735	Fraction de TVA	16 385 602,00
741	D.G.F.	145 690 108,00
744	FCTVA	2 097 930,00
746	Dotation générale de décentralisation	40 510 384,00
747	Participations	8 400 000,00
748	Autres attributions et participations	14 734 467,00
761	Produits de participations	5 833,80

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	93-02 Administration générale							
		93-020 Admin. générale de la collectivité	93-021 Personnel non ventilé	93-022 Information, communication, publicité	93-023 Fêtes et cérémonies	93-024 Aide aux associations	93-025 Cimetières et pompes funèbres	93-026 Administration générale de l'Etat	93-028 Autres moyens généraux
DEPENSES		200 000,00	159 136 305,55	250 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36 596 758,76
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	58 000,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 981 772,14
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	291 094,36
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 598 269,21
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 270 000,00
615	Entretien et réparations	150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 541 200,56
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 270 460,00
617	Etudes et recherches	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	376 345,58
618	Divers	0,00	1 668 511,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	446 555,31
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 940 553,03
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	250 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 724 888,60
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	453 500,00
625	Déplacements et missions	0,00	150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 389 586,54
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 089 242,12
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	722 500,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	153 835 010,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	3 283 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	0,00	80 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
651	Aides à la personne	0,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	19 784,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	53 553,74
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	357 237,57
RECETTES		639 426,00	3 343 562,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 847 553,59

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

Article / compte nature (1)	Libellé	93-02 Administration générale							
		93-020 Admin. générale de la collectivité	93-021 Personnel non ventilé	93-022 Information, communication, publicité	93-023 Fêtes et cérémonies	93-024 Aide aux associations	93-025 Cimetières et pompes funèbres	93-026 Administration générale de l'Etat	93-028 Autres moyens généraux
641	Rémunérations du personnel	0,00	600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	577 403,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	110 000,00
708	Autres produits	0,00	2 100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	639 426,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	627 237,37
758	Produits divers de gestion courante	0,00	66 158,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 110 316,22

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-03 Conseils						
		93-031 Assemblée délibérante	93-032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	93-033 Conseil cult., éduc., env.	93-034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		93-035 Conseil de territoire	93-038 Autres instances
					93-0341 Section éco., sociale et environnem.	93-0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		3 139 216,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 283 274,00
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	120 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	110 000,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	136 918,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	520 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	2 282 298,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 053 274,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

Article / compte nature (1)	Libellé	93-03 Conseils						
		93-031 Assemblée délibérante	93-032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	93-033 Conseil cult., éduc., env.	93-034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		93-035 Conseil de territoire	93-038 Autres instances
					93-0341 Section éco., sociale et environnem.	93-0342 Section culture, éducation et sports		
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		93-041 Action relevant de la subvention globale	93-042 Actions interrégionales	93-043 Actions européennes	93-044 Aide publique au développement	93-048 Autres actions	
DEPENSES		6 777 592,00	100 000,00	0,00	0,00	50 000,00	207 533 146,74
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	58 000,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 981 772,14
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	291 094,36
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 598 269,21
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 270 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 691 200,56
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 270 460,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	441 345,58
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 235 066,86
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	35 000,00	4 175 553,03
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 084 888,60
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	453 500,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 389 586,54
628	Divers	0,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	8 189 242,12
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	136 918,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	722 500,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	153 835 010,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	520 000,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 283 000,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 335 572,43
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 784,00
657	Subventions	6 777 592,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 789 592,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	53 553,74
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	357 237,57

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

Article / compte nature (1)	Libellé	93-04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		93-041 Action relevant de la subvention globale	93-042 Actions interrégionales	93-043 Actions européennes	93-044 Aide publique au développement	93-048 Autres actions	
RECETTES		6 777 592,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 608 133,70
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	600 000,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	577 403,85
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	110 000,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 100 000,00
747	Participations	6 777 592,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 417 018,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	627 237,37
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 176 474,48

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	93-051 FSE	93-052 FEDER	93-058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				93-0580 FEADER	93-0581 FEAMP	
DEPENSES		3 940 468,00	13 687 129,71	0,00	0,00	17 627 597,71
617	Etudes et recherches	0,00	279 888,00	0,00	0,00	279 888,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	274 260,00	0,00	0,00	274 260,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	3 199 179,82	0,00	0,00	3 199 179,82
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	480 219,18	0,00	0,00	480 219,18
657	Subventions	3 940 468,00	9 453 582,71	0,00	0,00	13 394 050,71
RECETTES		1 100 000,00	10 655 801,40	0,00	0,00	11 755 801,40
747	Participations	1 100 000,00	10 655 801,40	0,00	0,00	11 755 801,40

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.931

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	93-10 Services communs	93-11 Police, sécurité, justice	93-12 Incendie et secours	93-13 Hygiène et salubrité publique	93-18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		10 000,00	0,00	18 000 000,00	0,00	28 000,00	18 038 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	11 000,00	11 000,00
618	Divers	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	13 500 000,00	0,00	0,00	13 500 000,00
657	Subventions	0,00	0,00	4 500 000,00	0,00	17 000,00	4 517 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	93-20 Services communs	93-21			93-22		
			Enseignement du premier degré			Enseignement du second degré		
			93-211 Ecoles maternelles	93-212 Ecoles primaires	93-213 Classes regroupées	93-221 Collèges	93-222 Lycées publics	93-223 Lycées privés
DEPENSES		1 243 490,00	0,00	0,00	0,00	9 564 392,27	10 571 067,25	950 000,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00	301 725,15	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	8 417,43	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	1 093 490,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	7 962 746,87	9 560 242,10	900 000,00
656	Participations	150 000,00	0,00	0,00	0,00	650 000,00	0,00	0,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	643 227,97	709 100,00	50 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	675 373,64	180 000,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	400 000,00	180 000,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	275 373,64	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-23 Enseignement supérieur	93-24 Cités scolaires	93-25 Formation professionnelle						93-26 Apprentissage	93-27 Formation sanitaire et sociale
				93-251 Insertion sociale et professionnelle	93-252 Formation professionnalisante personnes	93-253 Formation certifiante des personnes	93-254 Formation des actifs occupés	93-255 Rémunération des stagiaires	93-256 Autres		
DEPENSES		10 945 528,00	0,00	-784 819,28	-1 548 624,35	-80 168,02	7 190 629,04	0,00	29 677 994,33	12 055 082,33	3 599 767,50
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	-150 000,00	0,00	-71 790,18	0,00	0,00	5 485 868,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	49 923,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Aides à la personne	6 093 346,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	362 755,00	0,00	1 495 767,50
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 587 342,36	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	647 765,33	0,00	0,00
657	Subventions	4 552 182,00	0,00	-634 819,28	-1 548 624,35	-8 377,84	7 190 629,04	0,00	23 131 683,00	9 467 739,97	2 104 000,00
RECETTES		305 750,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 444 493,70	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 838 589,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 605 904,70	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	305 750,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-28 Autres services périscolaires et annexes					93-29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		93-281 Hébergement et restauration scolaires	93-282 Sport scolaire	93-283 Médecine scolaire	93-284 Classes de découverte	93-288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	158 450,00	0,00	83 542 789,07
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	7 400,00	0,00	5 271 477,82
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	651 648,15
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 417,43
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 393 490,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 951 868,50
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 010 331,33
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 447 765,33
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	151 050,00	0,00	45 807 790,51
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 605 617,34
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 838 589,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 605 904,70
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	580 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	581 123,64

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	93-30 Services communs	93-31 Culture							
			93-311 Activités artist.,actions et manif.cult.	93-312 Patrimoine	93-313 Bibliothèques, médiathèques	93-314 Musées	93-315 Services d'archives	93-316 Théâtres et spectacles vivants	93-317 Cinémas et autres salles de spectacles	93-318 Archéologie préventive
DEPENSES		10 310 560,00	6 236 195,29	0,00	222 046,04	675 121,18	202 100,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	111 649,16	34 483,20	10 500,00	0,00	0,00	0,00
607	Achats de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	69 933,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	35 000,00	0,00	74 000,00	86 574,86	117 500,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	479 000,00	0,00	29 396,88	265 734,35	63 000,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	1 000,00	13 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	2 000,00	99 398,72	4 500,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	4 000,00	32 997,05	6 500,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	-16 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	10 930 060,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	-603 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Aides à la personne	0,00	419 873,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	0,00	5 302 321,65	0,00	0,00	70 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	39 980,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 980,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-32					
		Sports (autres que scolaires)					
		93-321 Salles de sport, gymnases	93-322 Stades	93-323 Piscines	93-324 Centres de formation sportifs	93-325 Autres équipements sportifs ou loisirs	93-326 Manifestations sportives
DEPENSES		0,00	13 000,00	115 333,12	1 700 000,00	776 176,71	3 496 464,06
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	75 333,12	0,00	39 674,00	0,00
607	Achats de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	13 000,00	40 000,00	0,00	386 406,71	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	120 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	350 096,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	1 700 000,00	0,00	3 376 464,06
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	78 529,48
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	78 529,48

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-33 Jeunesse et loisirs			93-34 Vie sociale et citoyenne		93-39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		93-331 Centres de loisirs	93-332 Colonies de vacances	93-338 Autres activités pour les jeunes	93-341 Egalité entre les femmes et les hommes	93-348 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	380 000,00	0,00	0,00	0,00	24 126 996,40
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	271 639,48
607	Achats de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	69 933,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	752 481,57
618	Divers	0,00	0,00	300 000,00	0,00	0,00	0,00	1 257 131,23
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	105 898,72
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	80 000,00	0,00	0,00	0,00	123 497,05
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-16 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 280 156,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-603 500,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	419 873,64
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 448 785,71
RECETTES		0,00	0,00	40 000,00	0,00	0,00	0,00	158 509,48
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00
747	Participations	0,00	0,00	40 000,00	0,00	0,00	0,00	71 980,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	78 529,48

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-41 Santé					
		93-410 Services communs	93-411 PMI et planification familiale	93-412 Prévention et éducation pour la santé	93-413 Sécurité alimentaire	93-414 Dispensaires et autres éts sanitaires	93-418 Autres actions
DEPENSES		2 000 406,00	2 457 700,00	1 924 312,55	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	94 000,00	230 000,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	40 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	145 000,00	60 000,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	18 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	950 406,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	950 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
652	Frais de séjour, héberg., inhumation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	360 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	0,00	1 800 000,00	1 634 312,55	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		1 212 744,19	161 684,42	223 000,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	223 000,00	0,00	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	0,00	161 684,42	0,00	0,00	0,00	0,00
751	Recouvrements de dépenses d'aide sociale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
753	Recouvrement indus d'insertion et aides	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	1 212 744,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-42							
		Action sociale							
		93-420 Services communs	93-421 Famille et enfance				93-422 Petite enfance		
			93-4211 Actions en faveur de la maternité	93-4212 Aides à la famille	93-4213 Aides sociales à l'enfance	93-4214 Adolescence	93-4221 Crèches et garderies	93-4222 Multi accueil	93-4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		6 021 410,32	40 000,00	61 643 936,93	152 240,00	0,00	530 000,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	18 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	28 217,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	2 000 500,00	40 000,00	454 000,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	837,51	0,00	5 000,00	102 240,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	212 547,81	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	37 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	2 333 000,00	0,00	23 821 634,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	499 532,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	1 290 600,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00
652	Frais de séjour, héberg., inhumation	0,00	0,00	32 990 884,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	3 025 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	937 993,00	0,00	0,00	35 000,00	0,00	500 000,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		3 300 000,00	0,00	102 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	3 300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
751	Recouvrements de dépenses d'aide sociale	0,00	0,00	102 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
753	Recouvrement indus d'insertion et aides	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		93-423 Personnes âgées			93-424 Personnes en difficulté	93-425 Personnes handicapées	93-428 Autres interventions sociales	
		93-4231 Forfait autonomie	93-4232 Autres actions de prévention	93-4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		80 000,00	0,00	30 061 239,81	0,00	34 096 325,50	6 385 141,84	145 392 712,95
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	345 600,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	56 500,00	0,00	0,00	0,00	96 500,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 000,00	245 000,00
618	Divers	0,00	0,00	397 408,70	0,00	58 386,40	345 435,75	829 448,20
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	80 000,00	0,00	800 834,15	0,00	55 200,00	142 240,88	3 587 775,03
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	72 876,97	0,00	0,00	7 000,00	206 654,48
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-481 456,64	-426 456,64
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	212 547,81
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	30 000,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	87 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 105 040,75
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 449 532,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	25 896 099,10	634 227,00	27 850 926,10
652	Frais de séjour, héberg., inhumation	0,00	0,00	27 443 619,99	0,00	7 017 840,00	512 860,00	67 965 204,77
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	1 050 000,00	10 000,00	4 445 000,00
657	Subventions	0,00	0,00	1 280 000,00	0,00	4 000,00	5 146 834,85	11 338 140,40
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	10 000,00	0,00	14 800,00	0,00	24 800,00
RECETTES		0,00	582 300,00	2 035 271,00	0,00	4 695 489,30	0,00	12 312 488,91
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 300 000,00
747	Participations	0,00	582 300,00	1 095 271,00	0,00	3 980 000,00	0,00	5 880 571,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	161 684,42
751	Recouvrements de dépenses d'aide sociale	0,00	0,00	940 000,00	0,00	0,00	0,00	1 042 000,00
753	Recouvrement indus d'insertion et aides	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00	100 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	615 489,30	0,00	1 828 233,49

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-3

FONCTION 4-3 – APA

Article / compte nature (1)	Libellé	93-430 Services communs	93-431 APA à domicile	93-432 APA versée aux bénéf. en établissement	93-433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	52 670 038,31	130 000,00	12 467 130,70	65 267 169,01
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	131 000,00	0,00	0,00	131 000,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	-10 000,00	0,00	0,00	0,00	-10 000,00
641	Rémunérations du personnel	85 000,00	0,00	0,00	0,00	85 000,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	-75 000,00	0,00	0,00	0,00	-75 000,00
651	Aides à la personne	0,00	52 539 038,31	130 000,00	12 462 130,70	65 131 169,01
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	5 000,00	5 000,00
RECETTES		25 506 835,70	50 000,00	0,00	0,00	25 556 835,70
747	Participations	24 200 000,00	0,00	0,00	0,00	24 200 000,00
753	Recouvrement indus d'insertion et aides	0,00	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00
758	Produits divers de gestion courante	1 306 835,70	0,00	0,00	0,00	1 306 835,70

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-4

FONCTION 4-4 – RSA / Régularisations de RMI

Article / compte nature (1)	Libellé	93-441 Insertion sociale	93-442 Santé	93-443 Logement	93-444 Insertion professionnelle	93-445 Evaluation des dépenses engagées	93-446 Dépenses de structure	93-447 RSA allocations	93-448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		10 000,00	0,00	0,00	8 086 834,00	0,00	2 026 624,00	201 907 517,39	0,00	212 030 975,39
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	8 923,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 923,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 026 624,00	0,00	0,00	2 026 624,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	4 783 411,00	0,00	0,00	201 907 517,39	0,00	206 690 928,39
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	3 254 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 254 500,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	10 000,00	0,00	0,00	40 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	25 700,00	0,00	0,00	171 692 666,00	0,00	171 718 366,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	165 042 666,00	0,00	165 042 666,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 300 000,00	0,00	6 300 000,00
753	Recouvrement indus d'insertion et aides	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	350 000,00	0,00	350 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	25 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 700,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	93-50 Services communs	93-51 Aménagement et services urbains						
			93-510 Services communs	93-511 Espaces verts urbains	93-512 Eclairage public	93-513 Art public	93-514 Electrification	93-515 Opérations d'aménagement	93-518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	-1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	261 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	-260 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-52 Politique de la ville	93-53 Agglomérations et villes moyennes	93-54 Espace rural et autres espaces de dév.	93-55 Habitat (Logement)				
					93-551 Parc privé de la collectivité	93-552 Aide au secteur locatif	93-553 Aide à l'accession à la propriété	93-554 Aire d'accueil des gens du voyage	93-555 Logement social
DEPENSES		0,00	546 000,00	27 812,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 868 879,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	457 500,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	27 812,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	382 087,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	437 792,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	204 000,00
657	Subventions	0,00	546 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	387 500,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	194 000,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	194 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-56 Actions en faveur du littoral	93-57 Techno. de l'information et de la comm.	93-58 Autres actions		93-59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				93-581 Réserves Foncières	93-588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		0,00	95 000,00	0,00	673 297,65	0,00	3 210 988,65
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	457 500,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 812,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	382 087,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-1 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	261 000,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-260 000,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	437 792,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	400 000,00	0,00	400 000,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	204 000,00
657	Subventions	0,00	95 000,00	0,00	273 297,65	0,00	1 301 797,65
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	194 000,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	194 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.936

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	93-60 Services communs	93-61 Interventions économiques transversales	93-62 Structure d'animation et de dév. éco.	93-63			
					Actions sectorielles			
					93-631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		93-632 Industrie, commerce et artisanat	93-633 Développement touristique
93-6311 Laboratoire	93-6312 Autres							
DEPENSES		124 658,00	0,00	0,00	0,00	7 276 963,62	2 434 578,50	5 375 000,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	9 000,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	-40 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	746 858,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	-582 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 275 000,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	7 156 463,62	2 434 578,50	100 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	243 517,03	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	243 517,03	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.936

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-64 Rayonnement, attractivité du territoire	93-65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	93-66 Maintien et dév. des services publics	93-67 Recherche et innovation	93-68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	2 166 448,35	0,00	17 377 648,47
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	50 000,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-40 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	746 858,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-582 200,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 275 000,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	2 116 448,35	0,00	11 807 490,47
RECETTES		0,00	0,00	0,00	134 750,00	0,00	378 267,03
747	Participations	0,00	0,00	0,00	134 750,00	0,00	134 750,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	243 517,03

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	93-70 Services communs	93-71 Actions transversales	93-72 Actions déchets et propreté urbaine					
				93-720 Services communs collecte et propreté	93-721 Collecte et traitement des déchets			93-722 Propreté urbaine	
					93-7211 Actions prévention et sensibilisation	93-7212 Collecte des déchets	93-7213 Tri, valorisation, traitement déchets	93-7221 Actions prévention et sensibilisation	93-7222 Action propreté urbaine et nettoiemment
DEPENSES		50 000,00	4 155 736,76	0,00	131 003,73	0,00	133 350,02	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	34 850,20	0,00	0,00	0,00	123 350,02	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	-8 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	238 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	-180 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	44 086,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	0,00	4 076 800,00	0,00	131 003,73	0,00	10 000,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
734	Fisc. spécif. coll. Corse et Outre-mer	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-73 Actions en matière de gestion des eaux					93-74 Politique de l'air
		93-731 Politique de l'eau	93-732 Eau potable	93-733 Assainissement	93-734 Eaux pluviales	93-735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		2 032 445,50	3 150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	5 000,00	3 150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	1 350 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	77 445,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		600 000,00	3 420 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	3 420 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
734	Fisc. spécif. coll. Corse et Outre-mer	600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-75 Politique de l'énergie					93-76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	93-77 Environnement infrastructures transports	93-78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		93-751 Réseaux de chaleur et de froid	93-752 Energie photovoltaïque	93-753 Energie éolienne	93-754 Energie hydraulique	93-758 Autres actions				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	896 542,50	0,00	182 669,00	10 781 747,51
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 155 000,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	188 200,22
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	1 380 000,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-8 000,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	600 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	238 000,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-180 000,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	44 086,56
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	896 542,50	0,00	122 669,00	5 364 460,73
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 020 000,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 420 000,00
734	Fisc. spécif. coll. Corse et Outre-mer	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	600 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	93-80 Services communs	93-81 Transports scolaires	93-82 Transports publics de voyageurs						
				93-820 Services communs	93-821 Transport sur route	93-822 Transport ferroviaire	93-823 Transport fluvial	93-824 Transport maritime	93-825 Transport aérien	93-828 Autres transports
DEPENSES		8 993 036,00	0,00	0,00	2 506 517,92	0,00	0,00	0,00	0,00	66 226 095,93
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	10 000,00	0,00	0,00	6 517,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	292 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	41 121,50
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	2 360 436,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	6 300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 400 000,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	2 500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	63 784 974,43
RECETTES		0,00	14 713 164,71	0,00	378 425,19	0,00	0,00	2 548 492,88	0,00	963 868,42
708	Autres produits	0,00	14 713 164,71	0,00	0,00	0,00	0,00	2 548 492,88	0,00	963 868,42
746	Dotation générale de décentralisation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	378 425,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-83						
		Transports de marchandises						
		93-830 Services communs	93-831 Fret routier	93-832 Fret ferroviaire	93-833 Fret fluvial	93-834 Fret maritime	93-835 Fret aérien	93-838 Autres transports
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
746	Dotation générale de décentralisation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-84 Voirie							
		93-841 Voirie nationale	93-842 Voirie régionale	93-843 Voirie départementale	93-844 Voirie métropolitaine	93-845 Voirie communale	93-846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	93-847 Equipements de voirie	93-849 Sécurité routière
DEPENSES		0,00	3 174 339,49	4 895 795,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	6 276,47	31 247,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	24 464,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	3 089 604,66	4 840 082,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	77 118,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	1 340,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	1 304,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
746	Dotation générale de décentralisation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	1 304,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-85 Infrastructures					93-86 Liaisons multimodales	93-87 Circulations douces	93-89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		93-851 Gares, autres infrastructures routières	93-852 Gares et autres infrastructures ferrov.	93-853 Haltes, autres infrastructures fluviales	93-854 Ports, autres infrastructures portuaires	93-855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	414 887,30	0,00	0,00	0,00	0,00	86 210 671,88
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37 524,43
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 464,85
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	414 887,30	0,00	0,00	0,00	0,00	8 361 092,31
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	333 721,50
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	77 118,36
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 340,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 360 436,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 300 000,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 400 000,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	66 284 974,43
RECETTES		0,00	0,00	0,00	384 078,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 989 333,61
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 225 526,01
746	Dotation générale de décentralisation	0,00	0,00	0,00	384 078,00	0,00	0,00	0,00	0,00	384 078,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	379 729,60

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		I 39 466 983,00	0,00	II 0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		39 466 983,00	0,00	0,00
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	36 927 813,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	2 539 170,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		0,00	0,00	0,00
10...	<i>Reprise de dotations, fonds divers et réserves</i>			
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
103	Plan de relance FCTVA	0,00	0,00	0,00
139	<i>Subv. invest. transférées cpte résultat</i>	0,00	0,00	0,00

	Op. de l'exercice III = I + II	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution D001 (3)	TOTAL IV
Dépenses à couvrir par des ressources propres	39 466 983,00	26 579 644,28	25 036 476,38	91 083 103,66

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		V 82 620 113,05	0,00	VI 0,00
Ressources propres externes de l'année (a)		19 533 936,00	0,00	0,00
10221	TLE	0,00	0,00	0,00
10222	FCTVA	18 533 936,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées			
261	Titres de participation	0,00	0,00	0,00
27...	Autres immobilisations financières			
2744	Prêts d'honneur	1 000 000,00	0,00	0,00
2745	Avances remboursables	0,00	0,00	0,00
2748	Autres prêts	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00
2761	Créances avances en garanties d'emprunt	0,00	0,00	0,00
27638	Créance Autres établissements publics	0,00	0,00	0,00
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		63 086 177,05	0,00	0,00
15...	Provisions pour risques et charges			
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
28...	Amortissement des immobilisations			
28031	Frais d'études	1 496 776,03	0,00	0,00
28033	Frais d'insertion	100 871,61	0,00	0,00
2804111	Subv. Etat : Bien mobilier, matériel	11 703,76	0,00	0,00
2804112	Subv. Etat : Bâtiments, installations	41 042,00	0,00	0,00
2804122	Subv. Régions : Bâtiments, installations	934 866,00	0,00	0,00
28041411	Subv.Cne GFP : Bien mobilier, matériel	116 336,00	0,00	0,00
28041412	Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations	1 018 151,00	0,00	0,00
28041481	Subv.Autres cnes: Bien mobilier, matériel	542 748,96	0,00	0,00
28041482	Subv.Autres cnes: Bâtiments, installations	3 419 525,80	0,00	0,00
28041511	Subv. Grpt : Bien mobilier, matériel	4 117,00	0,00	0,00
28041512	Subv. Grpt : Bâtiments, installations	9 619,00	0,00	0,00
280415321	CCAS : Bien mobilier, matériel	800,00	0,00	0,00
280415331	ADM : Bien mobilier, matériel	20 000,00	0,00	0,00
280415332	ADM : Bâtiments, installations	1 332 175,00	0,00	0,00
280415341	IC : Bien mobilier, matériel	68 348,44	0,00	0,00
280415342	IC : Bâtiments, installations	84 331,00	0,00	0,00
28041581	Autres grpts-Biens mob., mat. et études	1 446 142,00	0,00	0,00
28041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	446 253,00	0,00	0,00
28041782	Subv. Autres : Bâtiments, installations	2 840,00	0,00	0,00
2804181	Autres org pub - Biens mob, mat, études	819 212,11	0,00	0,00
2804182	Autres org pub - Bât. et installations	633 198,00	0,00	0,00
280421	Privé - Biens mob., matériel et études	6 419 647,12	0,00	0,00
280422	Privé - Bâtiments et installations	3 344 671,00	0,00	0,00

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
280431	Subv.Scol : Bien mobilier, matériel	1 841 609,00	0,00	0,00
280432	Subv.Scol : Bâtiments, installations	659 112,00	0,00	0,00
2804421	Sub nat privé - Biens mob, mat, études	12 200,00	0,00	0,00
28051	Concessions et droits similaires	2 035 357,42	0,00	0,00
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	5 710,00	0,00	0,00
28128	Autres aménagements de terrains	4 314,00	0,00	0,00
281311	Bâtiments administratifs	788,00	0,00	0,00
281312	Bâtiments scolaires	1 108 030,00	0,00	0,00
281318	Autres bâtiments publics	384 497,00	0,00	0,00
281351	Bâtiments publics	606 119,00	0,00	0,00
281352	Bâtiments privés	4 962,00	0,00	0,00
28152	Installations de voirie	2 225,00	0,00	0,00
281572	Matériel technique scolaire	2 997,00	0,00	0,00
2815738	Autre matériel et outillage de voirie	180 671,00	0,00	0,00
281578	Autre matériel technique	159 464,00	0,00	0,00
28158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	2 359,00	0,00	0,00
281735	Installations générales (m. à dispo)	157 611,00	0,00	0,00
2817578	Autre matériel technique (mad)	451,00	0,00	0,00
28181	Installations générales, aménagt divers	13 999,00	0,00	0,00
281828	Autres matériels de transport	2 759 147,50	0,00	0,00
281831	Matériel informatique scolaire	66 265,97	0,00	0,00
281838	Autre matériel informatique	3 263 710,64	0,00	0,00
281841	Matériel de bureau et mobilier scolaire	157 030,00	0,00	0,00
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	1 438 819,54	0,00	0,00
28185	Matériel de téléphonie	81 468,10	0,00	0,00
28186	Cheptel	0,00	0,00	0,00
28188	Autres immo. corporelles	143 688,00	0,00	0,00
29...	Dépréciations des immobilisations			
31...	Matières premières (et fournitures) (5)			
33...	En-cours de production de biens (5)			
35...	Stocks de produits (5)			
39...	Dépréciation des stocks et en-cours			
481...	Charges à rép. sur plusieurs exercices			
49...	Dépréciation des comptes de tiers			
59...	Dépréciation des comptes financiers			
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement	25 680 197,05	0,00	0,00

	Opérations de l'exercice VII = V + VI	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (6)	Solde d'exécution R001 (6)	Affectation R1068 (6)	TOTAL VIII
Total ressources propres disponibles	82 620 113,05	0,00	0,00	51 616 120,66	134 236 233,71

	Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	IV 91 083 103,66
Ressources propres disponibles	VIII 134 236 233,71
Solde	IX = VIII - IV (7) 43 153 130,05

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

(6) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(7) Indiquer le signe algébrique.

V - ARRÊTÉ ET SIGNATURES	V
ARRÊTÉ - SIGNATURES / COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - DECISION MODIFICATIVE N°4 / DM4 - EXERCICE 2019	A

Nombre de membres en exercice : 51
 Nombre de membres présents : 36
 Nombre de suffrages exprimés : 42
 VOTES : Pour : 26
 Contre : 15
 Abstentions : 1

Date de convocation : 12 novembre 2019

Présenté par le Président de l'Assemblée de Martinique
 A Fort de France, le 25 novembre 2019

Délibéré par l'Assemblée de Martinique, réunie en session
 A Fort de France, le 25 novembre 2019

M. Lucien ADENET <i>procuration à Mme PINVILLE</i>	M. Richard BARTHELERY	Mme Chistiané BAURAS	M. Claude BELLUNE	Mme Kora BERNABE	M. Belfort BIROTA
Mme Michelle BONNAIRE	M. Joachim BOUQUETY	M. Michel BRANCHI	Mme Francine CARIUS	Mme Marie-Thérèse CASIMIRIUS	M. Félix CATHERINE
Mme Catherine CONCONNE <i>procuration à Mme BERNABE</i>	M. Clément CHARPENTIER-TITY	Mme Manuella CLEM-BERTHOLO	M. Georges CLEON	M. Gilbert COUTURIER	Mme Janny DULYS-PETIT
M. Jean-Claude DUVERGER	Mme Christiane EMMANUEL	M. Johnny HAJJAR	M. Charles JOSEPH-ANGELIQUE	M. Eugène LARCHER	Mme Lucie LERAVER
Mme Marie-Line LESDEMA	Mme Nadia LIMIER	M. Claude LISE	M. Fred LORDINOT	M. Denis LOUIS-REGIS	M. Raphaël MARTINE

M. Charles-André MENCE	M. Yan MONPLAISIR	Mme Michelle MONROSE	Mme Diane MONTROSE	Mme Karine MOUSSEAU	M. Marius NARCISSOT
M. Jean-Philippe NILOR	Mme Stéphanie NORCA	M. Justin PAMPHILE	Mme Josiane PINVILLE	Mme Maryse PLANTIN	M. Lucien RANGON
Mme Nadine RENARD	M. Daniel ROBIN procuration à M. ZOBDA	Mme Sandrine SAINT-AIME	Mme Louise TELLE	Mme Patricia TELLE procuration à R. BELLUNE	Mme Marie-Frantz TINOT
Mme Marie-France TOUL	Mme Sandra VALENTIN	M. David ZOBDA			

Certifié exécutoire par le Président, compte tenu de la transmission en préfecture, le et de la publication le

A

, le 25 NOV. 2019

Le Président du Conseil Exécutif de la
Collectivité Territoriale de Martinique





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20191125-19-470-1-DE
Date de télétransmission : 05/12/2019
Date de réception préfecture : 05/12/2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : - 5 DEC. 2019

DÉLIBÉRATION N°19-470-1

PRENANT ACTE DU DEBAT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES DE L'EXERCICE 2020 DE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-cinq novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à Sandra VALENTIN), Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Charles-André MENCE, Daniel ROBIN (procuration à David ZOBDA), Patricia TELLE (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.72-101-3 ;

Vu la loi n°2018-32 du 22 janvier 2018 de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et Questions européennes et du Tourisme ;

Vu l'avis émis par le Conseil Économique, Social, Environnemental de la Culture et de l'Éducation de Martinique (CESECEM) le 22 novembre 2019 ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission Développement agricole, Agro-transformation et Élevage, la commission Politique de la mer, Métiers de la mer (Pêche, Aquaculture, Nautisme et Ressources marines dans la ZEE) et la commission Affaires européennes et Coopération le 18 novembre 2019 ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission Action sociale, Gérontologie, Personnes en situation de handicap et la commission Logement et Habitat le 18 novembre 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission Culture, Identité et Patrimoine le 18 novembre 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission Santé et Action de prévention, PMI, ASE le 18 novembre 2019 ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité, la commission Développement économique et Tourisme le 19 novembre 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission Politique des Sports le 19 novembre 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, Équipement, Réseaux numériques le 22 novembre 2019 ;
Considérant le discours introductif du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Les Conseillers à l'Assemblée de Martinique prennent acte de la tenue du débat d'orientations budgétaires de l'exercice 2020, proposées par le Président du Conseil Exécutif de Martinique pour la Collectivité Territoriale de Martinique.

Les orientations stratégiques de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) pour 2020 sont résumées comme suit :

- Favoriser le bien-être de la population,
- S'investir dans les filières porteuses,
- Assurer l'attractivité et l'accessibilité du territoire,
- Promouvoir l'image de la Martinique à l'international
- Renforcer la performance publique au service de la population.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 25 et 26 novembre 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20191125-19-470-1-DE
Date de télétransmission : 05/12/2019
Date de réception préfecture : 05/12/2019

RAPPORT

0=0=0=0

ORIENTATIONS

BUDGETAIRES 2020

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20191125-19-470-1-DE
Date de télétransmission : 05/12/2019
Date de réception préfecture : 05/12/2019

Table des matières

Propos liminaire.....	4
1 ^{ERE} PARTIE : LA SITUATION BUDGETAIRE ET FINANCIERE	5
I. LE CONTEXTE GLOBAL.....	6
I-1 Les perspectives économiques mondiales	6
I-2 La situation de l'économie française.....	9
I-3 L'environnement économique local.....	14
I-4 L'évolution de la situation financière des régions et des départements	17
II. LES DISPOSITIONS DE LA LOI DES FINANCES 2020 ET DE LA LOI DE PROGRAMMATION DES FINANCES PUBLIQUES POUR 2018-2022	21
II-1 Le scénario macro-économique sur lequel se fonde la Loi de Finances 2020	21
II-2 L'application de la Loi de Programmation des Finances Publiques 2018-2022	26
III. LE CADRAGE BUDGETAIRE POUR 2020 A LA CTM	28
III-1 La situation financière de la CTM : héritage et handicaps	28
III-2 L'évolution des ressources de la CTM	34
III-3 L'évolution cible des dépenses de fonctionnement.....	37
III-4 L'évolution des dépenses d'investissement.....	37
III-5 Le paradigme budgétaire et financier	37
III-6 Un recours optimisé à l'emprunt bancaire.....	38
2 ^{EME} PARTIE : LES POLITIQUES PUBLIQUES	42
AXE 1 - FAVORISER LE BIEN ETRE DE LA POPULATION	44
I-1 Des initiatives fortes en faveur de la jeunesse.....	44
I-2 Une implication confirmée en matière de solidarité	56
I-3 Des outils pour systématiser l'accès à la culture.....	60
I-4 Démocratiser les pratiques sportives.....	65
AXE 2 : S'INVESTIR DANS LES FILIERES PORTEUSES.....	66
II-1 Des outils transversaux pour accompagner les filières.....	68
II-2 L'accompagnement a la transformation des filières traditionnelles	71
II-3 Le renforcement de la dynamique des filières innovantes	77
AXE 3 : ASSURER L'ATTRACTIVITE ET L'ACCESSIBILITE DU TERRITOIRE.....	82
III-1 L'aménagement numérique équilibre du territoire	82
III-2 L'amélioration de la desserte routière et maritime	85
III-3 L'accompagnement territorial et l'aménagement des pôles économiques et touristiques.....	88

III-4 Modernisation et extension des réseaux d'approvisionnement en eau.....	90
III-4 L'aménagement des espaces portuaires.....	92
III-5 L'extension de l'offre aérienne.....	94
AXE 4 : PROMOUVOIR L'IMAGE DE LA MARTINIQUE A L'INTERNATIONAL.....	95
IV-1 Moderniser l'image de la Martinique : La marque Martinique	95
IV-2 Promouvoir l'image de la Martinique via l'éducation.....	95
IV-3 Utiliser la culture comme un facteur d'ouverture à l'international.....	97
AXE 5 : RENFORCER LA PERFORMANCE PUBLIQUE AU SERVICE DE LA POPULATION	98
V-1 La valorisation des Ressources Humaines en faveur de la performance de la Collectivité	98
V-2 Les Systèmes d'information, outils d'innovation et de modernisation de notre Administration.	99
V-3 Des moyens logistiques et patrimoniaux au service de la performance des directions et services	101
V-4 Amélioration de la restitution des données.....	103
CONCLUSION	104

Propos liminaire

UNE ARDENTE OBLIGATION : CONFORTER LES RESULTATS LIES AU REDRESSEMENT DE NOS FINANCES, POUR GARANTIR LA REALISATION DE POLITIQUES PUBLIQUES VOLONTARISTES DE SOUTIEN A L'ACTIVITE LOCALE

Conformément aux dispositions de l'article L.4312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'Assemblée de Martinique est réunie pour l'examen des orientations budgétaires de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Il s'agit de soumettre au débat des conseillers de l'Assemblée de Martinique, conformément au cadre réglementaire en vigueur, les priorités budgétaires et sectorielles, ainsi que les conditions d'équilibre du budget primitif 2020, au regard des paramètres et des contraintes permettant de le bâtir.

Au vu des échanges, les grandes masses budgétaires et les principaux objectifs à atteindre seront affinés au fil des semaines à venir, en vue de l'adoption du budget primitif 2020 par l'assemblée plénière en décembre prochain.

2020 consacrera la cinquième année de la création de la Collectivité Territoriale de Martinique, érigée au 1^{er} janvier 2016 et fruit de la fusion de la Région et du Département, dont les pratiques et les modes de fonctionnement étaient assez différents.

Les exercices 2016 et 2017 se sont singularisés par l'intégration massive dans nos comptes des situations financières dégradées des deux ex-collectivités et par les premières mesures visant au redressement de la situation.

L'exercice 2018 a été marqué par les premiers signes encourageants du retournement de tendance (épargne nette positive ; maîtrise de l'endettement ; qualité comptable) des choix politiques de l'actuelle majorité en raison des marges de manœuvre qui ont pu ainsi s'organiser.

L'exercice 2019, en cours pour quelques semaines encore est conduit encore dans le même esprit.

Aujourd'hui, les orientations budgétaires pour 2020 confirment notre détermination à poursuivre la restauration des grands équilibres financiers de la collectivité, tout en assumant au mieux nos responsabilités d'acteur public local dans nos différents champs de compétences.

Notre volontarisme se heurte cependant à des faiblesses budgétaires structurelles résultant :

- du solde des engagements antérieurs des ex-collectivités non apurés,
- de l'insuffisance lourde et persistante de la compensation financière de la part de l'Etat en matière de dépenses d'allocations individuelles de solidarité (AIS) qui sont la traduction mécanique des droits définis par la loi, résultant des situations individuelles ,
- des limites de notre fiscalité,

- De transferts de charges toujours et encore non compensés.

Pour autant, notre Collectivité reste déterminée à privilégier les investissements destinés à soutenir l'emploi, l'attractivité du territoire et la performance des acteurs. Elle est également très mobilisée pour faire face aux besoins considérables de financement générés par les politiques publiques qu'elle a initiées ou décidé de supporter à travers les plans, schémas, programmes adoptés au cours de ces quatre dernières années, pour structurer la construction de notre avenir. Il nous faut poursuivre fermement cette stratégie rigoureuse de développement, en nous appuyant sur une maîtrise stricte et durable des dépenses de fonctionnement et un recours opportun à l'emprunt.

En 2020, et pour le reste de la mandature, dans un contexte global de grandes incertitudes financières et de besoins croissants, il s'agira d'œuvrer encore dans le sens de l'optimisation de notre gouvernance budgétaire et financière.

1^{ERE} PARTIE : LA SITUATION BUDGETAIRE ET FINANCIERE

I. LE CONTEXTE GLOBAL

I-1 Les perspectives économiques mondiales

Selon les prévisions présentées par la Banque mondiale dans l'édition du 04 juin 2019 du « Rapport sur les Perspectives économiques mondiales », la croissance économique mondiale devrait être moins soutenue que prévu en 2019, à 2,6 %, avant de remonter légèrement en 2020, à 2,7 %. Dans les marchés émergents et les économies en développement, la croissance devrait se renforcer l'an prochain, plusieurs pays étant sortis de leurs difficultés financières, mais le rythme restera modéré.

La faiblesse des investissements freine l'essor des économies émergentes et en développement, et les risques pesant sur les perspectives sont largement à la baisse. Le relèvement des barrières commerciales, un regain de difficultés financières et un ralentissement plus brutal qu'attendu dans plusieurs grandes économies font partie de ces menaces, selon l'édition de juin 2019 des *Perspectives économiques mondiales*, intitulée « Tensions grandissantes et investissements atones ». Des difficultés structurelles qui dissuadent les investissements assombrissent également ces perspectives.

« Pour réduire la pauvreté et améliorer les niveaux de vie, la croissance économique doit être plus soutenue, déclare David MALPASS, président du Groupe de la Banque mondiale. La dynamique actuelle reste fragile tandis que la hausse des niveaux d'endettement et la faiblesse des investissements dans les économies en développement les empêchent d'exploiter tout leur potentiel. Les gouvernements doivent impérativement engager des réformes structurelles pour améliorer l'environnement des affaires et attirer des investissements. Ils doivent également faire de la gestion transparente de la dette l'une de leurs priorités de sorte que ces nouvelles ressources contribuent effectivement à la croissance et à l'investissement. »

Dans les économies avancées, la croissance devrait marquer le pas en 2019, en particulier dans la zone euro où les exportations et les investissements sont en baisse. Aux États-Unis, le rythme de croissance devrait fléchir à 2,5 % en 2019, puis se replier à 1,7 % en 2020. Dans la zone euro, les perspectives tablent sur un rythme de 1,4 % environ pour la période 2020-21, le ralentissement des échanges et de la demande intérieure pesant sur l'activité malgré la poursuite des mesures de soutien monétaire.

Dans les marchés émergents et les économies en développement, la croissance devrait retomber à 4 % en 2019, son niveau le plus bas depuis quatre ans, avant de se redresser à 4,6 % en 2020 — certains pays connaissant toujours des difficultés financières et une situation politique incertaine. Ces freins devraient se relâcher à la faveur du léger redressement attendu du commerce international, même si l'année 2019 devrait connaître le plus faible niveau de croissance des échanges commerciaux depuis la crise financière d'il y a dix ans.

« Alors que pratiquement toutes les économies sont confrontées à des vents contraires, la situation dans les pays les plus pauvres est encore aggravée par la fragilité, l'isolement géographique et une pauvreté persistante, déclare Ceyla PAZARBASIOGLU, vice-présidente du Groupe de la Banque mondiale pour la Croissance équitable, la finance et les institutions. À moins que ces pays parviennent à se positionner sur une trajectoire de croissance plus rapide, l'objectif visant à ramener l'extrême pauvreté sous la barre des 3 % d'ici 2030 restera inaccessible. »

Les thèmes d'actualité majeurs

- La dette publique s'est sensiblement alourdie dans les économies émergentes et en développement, l'amélioration des ratios d'endettement avant la crise financière ayant été en grande partie annulée. Les économies émergentes et en développement doivent trouver un subtil équilibre entre l'emprunt en appui à la croissance et les risques associés à un endettement excessif.
- La croissance dans les pays à faible revenu — qui devrait rebondir à 6 % en 2020, contre 5,4 % en 2019 — ne suffira pas pour faire reculer sensiblement la pauvreté. Alors qu'entre 2000 et 2018, plusieurs ont accédé au statut de pays à revenu intermédiaire, les autres auront bien du mal à suivre leur exemple. Beaucoup sont plus pauvres que ceux qui ont changé de catégorie de revenu et sont pénalisés par leur fragilité, leur situation géographique et leur forte dépendance vis-à-vis de l'agriculture.
- Une croissance mondiale atone, des marges de manœuvre budgétaire limitées et des contraintes structurelles devraient empêcher les économies émergentes et en développement d'accroître fortement leurs niveaux d'investissement, inférieurs à leurs moyennes historiques. Une reprise durable des investissements est indispensable pour réaliser les principaux objectifs de développement. Les réformes de l'environnement des affaires peuvent stimuler les investissements privés.
- Les économies émergentes et en développement ayant davantage tendance que les économies avancées à subir de fortes dépréciations de leur taux de change, les banques centrales sont plus souvent obligées d'y répondre pour préserver la stabilité des prix. L'incidence des fluctuations du taux de change sur l'inflation est réduite lorsque les banques centrales se fixent des objectifs crédibles, conduisent leur politique dans le cadre d'un régime de flexibilité du taux de change et sont indépendantes des autorités fiscales.

« Dans le contexte actuel de faiblesse des taux d'intérêt et d'atonie de la croissance, les gouvernements pourraient être tentés de s'endetter à nouveau pour financer des projets de soutien à la croissance, rappelle Ayhan KOSE, directeur du Groupe des perspectives de développement à la Banque mondiale. Mais, comme l'ont régulièrement montré les crises financières, les politiques d'endettement ont toujours un coût. »

Perspectives régionales :

Asie de l'Est et Pacifique : Pour la première fois depuis la crise financière asiatique de 1997-98, la croissance de la région Asie de l'Est et Pacifique devrait passer sous la barre des 6 % en 2019, à 5,9 %, contre 6,3 % en 2018. En Chine, la croissance

devrait s'essouffler en 2019, à 6,2 % (contre 6,6 % en 2018), avec le ralentissement des échanges internationaux, la stabilité des prix des matières premières et des conditions financières globalement propices. L'aptitude des autorités à adapter les politiques monétaires et budgétaires aux difficultés extérieures et autres vents contraires entrera également en ligne de compte. Dans le reste de la région, la croissance devrait aussi marquer le pas en 2019, à 5,1 %, avant de connaître un léger rebond à 5,2 % en 2020 et 2021, profitant de la stabilisation du commerce mondial.

Europe et Asie centrale : Avec le redressement attendu de la Turquie, qui a connu un sérieux passage à vide, la croissance de la région devrait se stabiliser à 2,7 % en 2020, après un niveau de 1,6 % en 2019. Abstraction faite de la Turquie, la croissance devrait atteindre 2,6 % en 2020, en légère hausse par rapport à 2019 (2,4 %), grâce à un certain regain de la demande intérieure. En Europe centrale, les effets des incitations fiscales et de l'essor consécutif de la consommation privée vont commencer à s'estomper dans certaines des plus grandes économies de la sous-région, tandis que la croissance devrait redémarrer légèrement, à 2,7 % en Europe de l'Est et retomber à 4 % en Asie centrale. Dans les Balkans occidentaux, la croissance devrait remonter à 3,8 % en 2020.

Amérique latine et Caraïbes : La croissance de la région devrait rester modérée en 2019, à 1,7 %, traduisant les difficultés que rencontrent plusieurs des grandes économies, avant de rebondir à 2,5 % en 2020 à la faveur du redressement des investissements fixes et de la consommation privée. Au Brésil, la reprise cyclique modérée devrait s'accroître, avec une croissance attendue à 2,5 % l'an prochain, contre 1,5 % en 2019. L'Argentine devrait renouer avec une croissance positive en 2020, les effets des pressions des marchés financiers s'estompant tandis qu'au Mexique, la fin des incertitudes politiques devrait contribuer à induire un léger redressement l'an prochain, à 2 %.

Moyen-Orient et Afrique du Nord : La croissance de la région devrait se renforcer à 3,2 % en 2020, grâce en grande partie au redémarrage des pays exportateurs de pétrole. Les prévisions tablent sur une hausse de 2,9 % en 2020 dans ces pays, sous-tendue par les investissements en capital des pays du Conseil de coopération du Golfe et une reprise de l'économie irakienne. Du côté des pays importateurs de pétrole, un redressement est attendu avec la progression des réformes et de bonnes perspectives dans le secteur du tourisme.

Asie du Sud : Les perspectives de la région sont solides, avec un rebond attendu de la croissance à 7 % en 2020 et 7,1 % en 2021. La demande intérieure devrait rester soutenue grâce aux politiques monétaires et budgétaires accommodantes, notamment en Inde. Dans ce pays, la croissance devrait s'accroître à 7,5 % sur l'exercice 2019/20 (qui démarre le 1^{er} avril). Au Pakistan, un nouveau ralentissement est attendu, à 2,7 %, sur l'exercice 2019//20 (qui démarre le 16 juillet).

Afrique subsaharienne : Dans cette région, la croissance devrait s'accroître à 3,3 % en 2020, sous réserve d'une amélioration de la confiance des investisseurs dans certaines des grandes économies, mais également du redémarrage de la production de pétrole dans les grands pays exportateurs et du maintien d'une production agricole et d'investissements publics soutenus dans les économies pauvres en ressources, en appui à une croissance robuste. La hausse attendue du

PIB par habitant dans la région ne suffira pas à faire reculer significativement la pauvreté. En 2020, la croissance en Afrique du Sud devrait redémarrer légèrement, à 1,5 % tandis qu'en Angola et au Nigéria, elle devrait s'établir à respectivement 2,9 et 2,2 %.

I-2 La situation de l'économie française

Selon les « Projections macroéconomiques pour la France » établies par la Banque de France en septembre 2019, la croissance de l'activité en France s'est installée sur un rythme assez stable depuis mi-2018, entre 1,2 % et 1,4 % en glissement annuel sur un an.

La France affiche ainsi une résilience plus marquée que d'autres économies de la zone euro, notamment l'Allemagne où l'activité progresse de seulement 0,4 % sur un an à mi-2019.

Ce rythme se poursuivrait dans les prochains trimestres: sur la base des enquêtes de conjoncture de la Banque de France publiées le 9 septembre, l'estimation de la croissance du PIB pour le troisième trimestre 2019 s'établit à 0,3 % en variation trimestrielle.

En moyenne annuelle, la croissance du PIB s'établirait à 1,3 % en 2019, après 1,7 % en 2018. Ce ralentissement traduirait essentiellement celui des exportations, alors même que la demande intérieure, notamment la consommation des ménages, accélérerait. Le retour à la normale des importations après une année 2018 particulièrement peu dynamique contribuerait également à dégrader la contribution du commerce extérieur net à la croissance.

En 2020, la demande extérieure et donc les exportations resteraient peu dynamiques, mais la demande intérieure gagnerait en vigueur grâce, notamment, à la poursuite de l'accélération des dépenses des ménages dès lors que ceux-ci ajusteraient progressivement leur consommation aux gains importants de pouvoir d'achat depuis fin 2018. En 2021, les perspectives d'activité de nos partenaires s'amélioreraient et les exportations se raffermiraient, favorisant une accélération de l'activité en France.

L'arrondi de la prévision de croissance pour 2019 est inchangé à 1,3 %, mais la prévision est légèrement révisée à la hausse, grâce à un acquis fin T2 2019 légèrement plus élevé qu'attendu. Elle est en revanche légèrement révisée en baisse en 2020 (- 0,1 point). Les exportations sont certes pénalisées par des perspectives d'activité plus dégradées qu'en juin chez nos partenaires, mais plusieurs facteurs amortissent cette évolution : la forte baisse des taux longs pendant l'été soutient les perspectives d'investissement ; le recul du prix du pétrole augmente le pouvoir d'achat des ménages ; la politique budgétaire soutient un peu plus le revenu des ménages en 2020 et 2021.

La prévision intègre désormais les mesures budgétaires annoncées ou confirmées ces dernières semaines (baisse de l'impôt sur le revenu en 2020, réforme de l'indemnisation chômage, prolongation en 2020 du gel de point d'indice dans la fonction publique, à partir de 2021 extension à tous les ménages de la suppression de la taxe d'habitation). Ces mesures, qui se compensent en partie, ont un effet net

supplémentaire positif mais limité sur le pouvoir d'achat des ménages en 2020 et 2021.

Cette projection s'appuie par ailleurs sur les comptes nationaux trimestriels jusqu'au deuxième trimestre 2019, publiés par l'Insee le 29 août. Elle repose sur les hypothèses techniques et d'environnement international de l'exercice de projection de septembre de l'Euro-système, arrêtées le 19 août.

Le pouvoir d'achat par habitant accélérerait notablement en 2019 avec une progression de 2,3 %, son plus fort taux de croissance depuis 2007. Il conserverait en 2020 un rythme de 1,4 %. En 2021, les gains de pouvoir d'achat par habitant retrouveraient un rythme proche de celui du PIB par habitant (1,1 %). Ces évolutions moyennes sur l'ensemble de la population recouvrent bien sûr des situations contrastées selon les catégories de ménages.

Différents facteurs contribueraient à cette progression du pouvoir d'achat du revenu des ménages.

Tout d'abord, le prix du pétrole a beaucoup baissé depuis mi-2018.

Au troisième trimestre 2019, le prix du baril de *Brent* en euros s'établirait à 54 euros, soit une baisse de 11 euros sur un an, nettement plus marquée que ce qui était attendu dans nos prévisions de juin. L'hypothèse pour cette prévision, tirée des prix à terme est celle d'une baisse qui se poursuit, avec une stabilisation autour de 50 euros en 2021.

Ensuite, la succession des soutiens budgétaires a un impact important. Les mesures déjà votées et mises en œuvre affectent en particulier l'année 2019 : baisse de cotisations des salariés, baisse de la taxe d'habitation, hausse de la prime d'activité, défiscalisation des heures supplémentaires, etc. Cette prévision inclut aussi les mesures annoncées récemment pour 2020 et 2021 (baisse de l'impôt sur le revenu en 2020 et réduction additionnelle de la taxe d'habitation à partir de 2021). Elles sont en partie contrebalancées par les économies annoncées sur la réforme de l'indemnisation chômage et la prolongation du gel du point d'indice dans la fonction publique en 2020.

Enfin, la progression du pouvoir d'achat des ménages serait toujours favorisée par la bonne tenue des revenus du marché du travail. Malgré la réduction du rythme de croissance de l'activité depuis début 2018, la croissance de l'emploi a résisté jusqu'à fin 2018 et même fortement surpris à la hausse début 2019. Ce décalage entre l'emploi et l'activité est usuel dans le cycle même si le début d'année 2019 est plus inattendu. La progression de l'emploi serait toutefois plus limitée à l'avenir à mesure que les effets du tassement passé de l'activité se feraient sentir alors que la productivité retrouverait un rythme de hausse plus élevé. En moyenne annuelle, les créations nettes d'emplois seraient encore fortes en 2019, de l'ordre de 271 000. Elles ralentiraient ensuite progressivement à mesure que les gains de productivité se redresseraient, avec 169 000 créations nettes en 2020 et 104 000 en 2021. Dans ce contexte, la baisse du taux de chômage se poursuivrait, pour atteindre 7,9 % fin 2021. Le redressement de la productivité apparente du travail permettrait aux entreprises d'augmenter le rythme de progression des salaires à l'horizon de la projection (2,0 % en 2019, 1,9 % en 2020 et 2,4 % en 2021). Le léger ralentissement du coût du travail en 2020 par rapport à 2019 traduirait seulement le contrecoup de

la prime exceptionnelle versée au début 2019.

Depuis mi-2018, les gains de pouvoir d'achat des ménages ont été importants, avec un rythme de progression sur un an qui a connu un pic à 3,1 % au premier trimestre 2019 et se maintient au deuxième trimestre à 2,1 %. La consommation des ménages a commencé à accélérer avec en outre des révisions des données de comptabilité nationale sur les trimestres récents qui accentuent ce mouvement : elle augmente sur un an de 1,3 % au deuxième trimestre 2019, après un point bas à 0,6 % au troisième trimestre 2018. Une part importante des gains de pouvoir d'achat a toutefois été épargnée : le taux d'épargne des ménages a fortement augmenté à 15,1 % en moyenne au premier semestre 2019, contre 14,2 % en moyenne en 2018.

Avec des gains de pouvoir d'achat soutenus au cours des trimestres à venir, l'accélération de la consommation des ménages devrait se poursuivre. Celle-ci connaîtrait ainsi un pic de croissance en 2020 (1,7 %, après 1,3 % en 2019) et conserverait un rythme soutenu en 2021 (1,5 %), le taux d'épargne des ménages se stabilisant désormais autour du niveau atteint début 2019.

Le diagnostic sur l'investissement des ménages (dépenses de construction et d'entretien des logements) a été fortement modifié par les révisions des comptes nationaux fin mai 2019. Le taux d'investissement des ménages, rapportant leurs dépenses d'investissement à leur revenu, est en effet significativement plus élevé aujourd'hui, à la fois parce que le pic de 2017 est plus marqué et parce que le recul est moins important en 2018 et début 2019. Dans ce contexte, les marges pour une accélération de l'investissement des ménages dans les trimestres à venir apparaissent plus réduites qu'en juin malgré la baisse des taux d'intérêt. Le scénario est ainsi désormais celui d'une poursuite de la progression de l'investissement des ménages sur un rythme plus modéré, proche de 1,0 %, stabilisant leur taux d'investissement en pourcentage du revenu disponible.

Sur la base des données disponibles jusqu'à mi- 2019, l'investissement des entreprises devrait, lui, se maintenir à un rythme assez soutenu en moyenne annuelle en 2019 (3,3 %). Après des surprises positives répétées de 2014 à 2017, il connaît depuis mi-2017 une évolution globalement conforme à ses déterminants, essentiellement l'activité et le coût du capital. Dans ce contexte, le ralentissement global de l'activité devrait conduire à une modération progressive du rythme de croissance de l'investissement (2,7 % en 2020 et 2,3 % en 2021). Celui-ci resterait néanmoins un peu supérieur à celui du PIB en raison notamment de la faiblesse persistante des taux d'intérêt.

En septembre, l'environnement extérieur continue de se dégrader. La demande adressée à la France est ainsi révisée de – 0,6 pp supplémentaire et progresserait de seulement 1,4 % en 2019, au plus bas depuis 2012. La révision provient notamment d'importations plus dégradées au Royaume-Uni et de perspectives à la baisse pour la demande en provenance de la zone euro, en particulier d'Italie. Le rebond de la demande mondiale resterait modeste en 2020 (2,3 %, révisé de – 0,5 pp depuis juin), en raison d'un ralentissement plus durable qu'anticipé dans les économies émergentes et d'un ralentissement plus marqué du commerce international.

Les exportations françaises subiraient donc globalement les effets du ralentissement de la demande adressée. Elles résisteraient toutefois en 2019 avec un taux de croissance (2,4 %) assez nettement supérieur à celui de la demande mondiale. Les performances à l'exportation se redresseraient ainsi en 2019 en moyenne annuelle, en raison notamment des hausses intervenues depuis fin 2018, qui annuleraient en partie les baisses enregistrées en 2016 et 2017. On observe notamment un redressement significatif des livraisons dans le secteur aéronautique.

Avec des performances à l'exportation globalement stables, les exportations progresseraient ensuite en 2020 sur un rythme proche de celui de 2019, puis gagneraient en vigueur en 2021 dans le sillage de la demande mondiale, ce qui contribuerait à ramener la croissance de l'activité sur un rythme un peu plus soutenu.

Pour leur part, les importations évolueraient en lien avec la dynamique de la demande. En particulier, la hausse des importations liée à l'accélération de la consommation des ménages en 2020 expliquerait en partie la contribution nette négative du commerce extérieur cette année-là (– 0,3 pp).

Après avoir atteint un pic à 2,6 % pendant l'été 2018, l'inflation IPCH (indice des prix à la consommation harmonisé) a progressivement diminué ces derniers mois pour s'établir en glissement annuel à 1,3 % en août 2019. Ce recul s'explique notamment par la baisse de l'inflation de l'énergie résultant à la fois de la baisse du prix du pétrole et de l'absence de hausse de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) début 2019, deux facteurs qui avaient poussé les prix de l'énergie fortement à la hausse en 2018. Cette pression baissière est néanmoins en partie contrebalancée par la progression des prix de l'alimentation qui reste très soutenue.

Par ailleurs, l'inflation des prix hors énergie et alimentation a été assez faible début 2019. L'appréciation du taux de change effectif de l'euro jusqu'à mi-2018 s'est diffusée aux prix des produits manufacturés, avec quelques trimestres de décalage. La faiblesse des prix des services début 2019 a été plus inattendue mais ceux-ci se redressent désormais depuis mai.

Au total, l'inflation IPCH hors énergie et Alimentation s'établirait en moyenne annuelle à seulement 0,6 % en 2019, après 0,9 % en 2018 et l'inflation IPCH totale s'établirait à 1,3 % en moyenne sur l'année, après 2,1 % en 2018. Cette dernière se replierait encore quelque peu en 2020, à 1,1 %. C'est en effet en 2020 que les effets de la baisse des prix de l'énergie se feraient pleinement sentir en moyenne annuelle. En outre, les prix de l'alimentation ralentiraient, passé les hausses conjoncturelles récentes. L'inflation IPCH totale regagnerait ensuite en dynamisme, pour atteindre 1,3 % en 2021, essentiellement portée par l'inflation hors énergie et alimentation.

En effet, en 2020 et 2021, l'inflation hors énergie et alimentation se redresserait graduellement à 1,0 % en 2020, puis 1,3 % en 2021. Sur les dernières années, la progression du déflateur de la valeur ajoutée, et donc des facteurs inflationnistes sous-jacents, a été contenue par la faible progression des coûts des facteurs de production, à la fois le coût du travail et le coût du capital. Les entreprises ont ainsi pu amortir par une légère compression de leurs marges la reprise des salaires. Le

dynamisme du marché du travail favoriserait toutefois progressivement le redressement de l'inflation sous-jacente. Par ailleurs, les effets de l'appréciation passée du change se dissiperaient et les prix des produits manufacturés seraient plus fortement soutenus par la progression des prix d'imports.

Il faut noter cependant que l'inflation hors énergie et alimentation présenterait un profil heurté, notamment en 2020, sous l'effet de différentes mesures de politique économique : nouvelle baisse des loyers dans le parc social au mois de janvier (après une première baisse en juin 2018) ; impact de la loi santé sur le reste à charge nul concernant les prothèses optiques, auditives et dentaires. Cette dernière réforme pourrait favoriser une baisse significative des prix des équipements optiques (et auditifs), et donc ceux des produits manufacturés en début d'année. En retour, les prix des assurances complémentaires santé pourraient augmenter, et pousser à la hausse l'indice des services.

Le déficit public, qui a atteint 2,5 % du PIB en 2018, est prévu à 3,0 % en 2019 avec l'effet temporaire de la transformation du CICE en baisse pérenne de cotisations sociales. Hors cet effet temporaire, le déficit serait de 2,1 % du PIB en 2019. En tenant compte des dernières annonces budgétaires gouvernementales (baisse de l'impôt sur le revenu en 2020, suppression progressive de la taxe d'habitation sur les résidences principales pour les ménages qui n'en avaient pas encore bénéficié à partir de 2021, réforme de l'indemnisation chômage), même si elles restent encore à préciser dans les prochaines lois de finances, le déficit public serait un peu supérieur à 2 % du PIB en 2020 avant de diminuer à un niveau légèrement inférieur à 2 % du PIB en 2021.

Une réduction du taux de prélèvements obligatoires d'1 point de PIB entre 2018 et 2021 s'accompagnerait d'une augmentation des dépenses, en volume hors crédits d'impôts, qui s'approcherait de 0,7 % en moyenne de 2019 à 2021 (et de 0,6% hors effet de périmètre dû à l'inclusion de France Compétences dans le champ des administrations publiques). Outre les économies sur la masse salariale publique (gel de point d'indice de la fonction publique) et sur les prestations sociales (réforme de l'assurance chômage), cette évolution intègre la baisse continue de la charge d'intérêt sur l'horizon de projection. Les dépenses primaires (hors charge d'intérêt) en volume s'accroîtraient ainsi de 1,3 % en moyenne de 2019 à 2021, bien plus nettement que les dépenses totales. L'ajustement structurel primaire serait négatif sur l'ensemble de la période de projection et le ratio de dette publique sur PIB continuerait à croître jusqu'en 2020 et ne se stabiliserait qu'à la fin de l'horizon de projection autour de 99 % du PIB.

Cette projection reste sujette à d'importants aléas, du fait notamment d'un contexte international particulièrement incertain. L'activité économique en France est susceptible d'être affectée négativement par un ralentissement plus prononcé chez ses partenaires de la zone euro, en particulier l'Allemagne, fortement impactée par le ralentissement du commerce mondial et les difficultés de son secteur automobile, et l'Italie, où les évolutions de la politique économique sont difficiles à prévoir. L'accroissement des tensions commerciales, entre la Chine et les États-Unis en particulier, est également toujours porteur de risques significatifs.

Surtout, si un scénario de Brexit désordonné survenait, et en particulier si ses conséquences dépassaient rapidement le cadre du Royaume Uni, alors que ce n'est pas notre scénario ici, cela créerait un environnement externe significativement différent, bien plus dégradé, qui pèserait alors sur les perspectives économiques en France.

En revanche sur un plan interne, les perspectives à court terme paraissent bien orientées d'après les enquêtes de conjoncture récentes, et l'investissement des entreprises pourrait surprendre à la hausse, notamment avec la baisse importante des taux longs observée récemment. L'incertitude autour de la vitesse à laquelle les gains de pouvoir d'achat seront consommés reste par ailleurs un aléa significatif dans la prévision, qui peut jouer à la hausse comme à la baisse. Enfin, les mesures budgétaires qui seront prises en loi de finances pour 2020, non connues dans le détail au moment de la finalisation de cet exercice, sont aussi susceptibles d'affecter la trajectoire décrite.

I-3 L'environnement économique local

Selon l'IEDOM dans sa publication d'octobre 2019 sur les « Tendances conjoncturelles » du 2^{ème} trimestre 2019, l'indicateur du climat des affaires (ICA) s'inscrit en hausse (+1,8 point). Il s'établit au-dessus de sa moyenne de longue période à 104,9 points. Selon les chefs d'entreprise interrogés, l'amélioration de la conjoncture semble se généraliser.

La hausse de l'ICA tient principalement à la hausse du solde d'opinion concernant les prévisions d'investissement dans les douze prochains mois. Les répondants font également part de l'amélioration de l'activité ainsi que de la hausse de leurs prix de vente. Pour autant, les soldes de gestion se dégradent. La majorité des entrepreneurs n'anticipent pas de recourir à de nouveaux recrutements.

S'agissant de l'inflation, après la hausse enregistrée au premier trimestre 2019, l'indice des prix à la consommation marque le pas au deuxième trimestre.

Dans le détail, les prix de l'énergie (+8,5 %) et des produits manufacturés (+6,4 %) progressent tandis que les prix de l'alimentation (-2,2 %) et des services (-1,2 %) se replient sur le trimestre.

Mesurée en glissement annuel, l'inflation ralentit à +1,0 % à fin juin contre +1,4 % à fin mars. Elle est dominée par la hausse des prix des produits manufacturés (+6,2 %), de l'énergie (+3,7 %) et dans une moindre mesure des services (+1,1 %).

Sur le marché du travail, à la fin juin, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) s'établit à 40 400 personnes (CVS), en recul de -1,5 % en variation trimestrielle. De même, sur un an, les demandeurs d'emploi sont significativement moins nombreux (-6,0 %).

Toutes les catégories d'âge sont concernées par cette amélioration. Dans le détail, le nombre des demandeurs d'emploi de 25-49 ans (-2,0 %), celui des moins de 25 ans (-1,8 %) et dans une moindre mesure des plus de 50 ans (-0,7 %) sont en recul ce trimestre.

Sur un an, la tendance est encore plus marquée. Le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans diminue de -5,8 % (CVS), tout comme la catégorie de demandeurs âgés de 25 à 49 ans (-9,3 %, CVS). La tendance pour les seniors (50 ans et plus) est moins nette, le nombre de demandeurs d'emploi sur l'année baissant de -0,4 % (CVS). Parallèlement, les offres d'emploi collectées (OEC) augmentent en variation trimestrielle (+13,3 %, CVS), mais restent orientées à la baisse en glissement annuel (-0,2 %, CVS).

Quant à la consommation des ménages, au deuxième trimestre 2019, celle-ci semble encore vigoureuse. Les importations de biens de consommation durables (principalement l'électroménager et les meubles) sont en hausse (+3,8 %, CVS), à l'instar des ventes de véhicules de tourisme neufs (+4,0 %, CVS), soutenues par des encours de crédit à la consommation des ménages en hausse (+1,9 %).

Les chefs d'entreprise interrogés dans le cadre de l'enquête de conjoncture décrivent une activité commerciale orientée favorablement. Pour autant la dynamique des importations de biens de consommation non durables (essentiellement du textile, des produits alimentaires et pharmaceutiques) des deux trimestres précédents retombe (-2,6%, CVS)) limitant la progression du chiffre d'affaires des hypermarchés (+0,3%, CVS).

De leur côté, les indicateurs de vulnérabilité des ménages demeurent bien orientés. Le nombre d'incidents sur chèques (-3,1%) de retraits de cartes bancaires (-5,8%) et le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire (-4,5%) poursuivent leur recul (trimestriel et annuel).

S'agissant de l'investissement, les chefs d'entreprise sont particulièrement optimistes quant à leurs efforts d'investissement, tous secteurs confondus. Le solde d'opinion de leurs prévisions d'investissement est exceptionnellement bien orienté.

La forte hausse des ventes de véhicules utilitaires sur les trois derniers mois (+22,1 % après -26,7 %, CVS), ainsi que la croissance des encours de crédit d'investissement (+2,1 %) et de crédit d'exploitation (+10,2 %) illustrent cet optimisme.

Au deuxième trimestre, le solde des prévisions d'investissement est en hausse dans tous les secteurs. En particulier, il est très important au sein des secteurs du tourisme, des services aux entreprises, de l'industrie agroalimentaire et du BTP.

En termes de vulnérabilité des entreprises, l'amélioration sur le trimestre est moins marquée. Si le nombre de personnes morales en interdiction bancaire (-2,0 %) se replie, les impayés sur effets de commerce présentent une hausse en nombre (+16,0 %) comme en montant (+28,2 %). Sur un an, ces indicateurs restent en amélioration.

Sur les échanges extérieurs hors produits pétroliers, les importations repartent faiblement à la hausse (+0,5 %, CVS) au deuxième trimestre. Dans le détail, la hausse des importations de matériel de transport (+8,7 %, CVS) compense la baisse des importations d'équipements mécaniques et électriques (-2,5 %, CVS) et des autres produits industriels (-2,6 %, CVS).

De leur côté, les exportations hors produits pétroliers poursuivent leur repli sur le trimestre (-3,9 %, CVS). Les exportations des équipements mécaniques et électriques (-43,8 %, CVS), de produits agricoles (-12,6 %, CVS) et des autres produits industriels chutent. La faible hausse des exportations de produits des industries alimentaires (+0,4 %, CVS) ne suffit pas à compenser le déficit commercial.

En revanche, les exportations de produits pétroliers augmentent de +5,7 % (CVS) tandis que les importations reculent (-21,3 %, CVS). Les exportations totales présentent également une hausse sur l'année (+21,2 %, CVS) tandis que le niveau des importations se maintient (-0,1 %, CVS).

Au deuxième trimestre la conjoncture reste bien orientée. Les chefs d'entreprise sont optimistes concernant leurs prévisions d'investissement, ce qui reflète leur confiance sur la demande anticipée. Ils déclarent toutefois une légère dégradation de certains soldes de gestion (trésorerie et délais de paiement) et de leurs perspectives de recrutement.

Le climat d'affaire du secteur touristique demeure très bien orienté. Tous les soldes d'opinion restent au-dessus du seuil d'amélioration. Quelques soldes sont en baisse toutefois par rapport au premier trimestre : les charges d'exploitation, la trésorerie des entreprises, et le solde des effectifs notamment. Les indicateurs du secteur demeurent pour la plupart d'entre eux en progression, comme en témoigne la hausse du nombre de nuitées (+1,8 %, CVS). Seul le trafic passagers est en net reflux au second semestre (-8,6 %, CVS). Mais cette évolution s'explique par le retrait des lignes de la Norwegian à la fin du premier trimestre. En glissement annuel, la desserte de l'aéroport Aimé Césaire est toujours en hausse au second semestre (+13,7 %, CVS).

Dans le secteur des services aux entreprises, l'amélioration du climat s'est confirmée au deuxième trimestre. Le courant d'activité continue son redressement et les chefs d'entreprise déclarent majoritairement une hausse de leurs investissements pour la première fois depuis fin 2017. La trésorerie et les délais de paiement présentent des signes d'amélioration sans pour autant s'inscrire dans une tendance durable. Les chefs d'entreprise déclarent une légère baisse de leur carnet de commandes, et une baisse de leurs effectifs.

Après plusieurs trimestres de relative stabilité, l'activité au sein du secteur commercial semble montrer des signes d'amélioration. Les chefs d'entreprise déclarent entrevoir une hausse de l'activité du secteur au prochain trimestre. Ils déclarent avoir augmenté leurs effectifs, dans le contexte d'une amélioration de leurs charges d'exploitation. Ils estiment toutefois que les délais de paiement et conséquemment leur trésorerie sont en légère dégradation.

Au sein du secteur industriel, l'amélioration de la confiance des entrepreneurs est plus marquée. Ces derniers déclarent majoritairement des prix en hausse, ainsi

qu'une nette amélioration des délais de paiement. Leurs prévisions d'investissement sont toujours favorablement orientées.

Le regain de confiance concernant le niveau d'activité amorcé depuis fin 2018 ne se confirme plus pour les professionnels du secteur primaire.

A l'exception des prix, les principaux soldes d'opinion sont orientés à la baisse. Les exportations de produits agricoles sont en baisse sur le trimestre (-12,6 %, CVS), tirées par la forte chute des expéditions de bananes (-25,5 %, CVS). L'activité agroalimentaire, principalement portée par l'industrie rhumière, connaît sur les trois derniers mois une activité plus mitigée. Bien que la production de rhum soit en baisse (-40,2 %, CVS) les exportations (+11,7 %, CVS) et la consommation locale (+2,7 %, CVS) font état d'un bon trimestre.

Au sein du secteur du BTP, les soldes d'opinions de l'enquête de conjoncture évoluent sous leur moyenne de long terme, suggérant que les entrepreneurs sont plus pessimistes qu'au premier trimestre et déclarent une activité en baisse légère par rapport au début d'année. Les ventes de ciment sont ainsi en baisse (-3,2 %, CVS) sur la période d'avril à juin. Toutefois, ce jugement s'inscrit dans le contexte d'un redressement significatif du secteur depuis le second semestre de l'année 2018, et une forte hausse des soldes d'opinion au premier trimestre. Signe encourageant, le solde d'opinion des prévisions d'investissement est d'ailleurs en forte hausse au second semestre.

I-4 L'évolution de la situation financière des régions et des départements

Source : *Bulletin d'information statistique de la DGCL - « Les finances des collectivités locales en 2019 » - Septembre 2019*

Stabilisation des dépenses de fonctionnement

En 2019, les dépenses de fonctionnement des collectivités locales progresseraient de nouveau très peu (+ 0,4 %), selon les budgets primitifs votés en début d'année, après une année 2018 déjà marquée par une quasi-stagnation (+ 0,3 %).

Elles progresseraient de + 0,5 % pour les départements et de + 0,4 % pour les régions. Les deux années précédentes, les transferts de la compétence transports des départements aux régions avaient brouillé la mesure des évolutions de leurs dépenses

Les frais de personnel représentent plus du tiers des dépenses de fonctionnement.

Après l'accélération de 2017 due à l'augmentation du point d'indice et à la refonte des grilles indiciaires de la fonction publique, leur évolution est revenue en 2018 sur une trajectoire plus habituelle. Ces frais augmenteraient de + 1,1 % en 2019.

La baisse des dépenses liées aux contrats aidés se poursuivrait en 2019, compensée par un recours accru aux autres types de contrats.

Les dépenses d'intervention baisseraient très légèrement en 2019 (- 0,1 %).

Elles représentent actuellement plus de 40 % des dépenses de fonctionnement et regroupent notamment les dépenses sociales des départements, qui seraient en 2019 les seules à ne pas reculer (+ 1,3 %).

Les achats et charges externes, poursuivraient leur progression et accélèreraient en 2019 (+ 2,4 %, après + 1,1 % en 2018).

En lien avec la baisse des taux d'intérêt, les charges financières continueraient de diminuer en 2019, et ceci pour tous les niveaux de collectivités ; elles représenteraient désormais moins de 3 % des dépenses de fonctionnement.

Progression régulière des recettes de fonctionnement

En 2019 selon les budgets primitifs des collectivités, les recettes de fonctionnement augmenteraient de + 2,0 %.

L'enveloppe des concours financiers de l'État est stable, conformément à l'article 16 de la loi de programmation des finances publiques 2018-2022.

Le recul de 2018 était uniquement dû à la suppression de la dotation globale de fonctionnement (DGF) versée aux régions et aux collectivités territoriales uniques (CTU) de Martinique et de Guyane, remplacée par une fraction de TVA.

En intégrant ce transfert de fiscalité aux concours de l'État, ces derniers étaient en fait également stables en 2018.

Selon les budgets primitifs des collectivités, les impôts locaux et les taxes pourraient ralentir en 2019 (+ 3,0 %, après + 5,3 % en 2018). Selon les états fiscaux prévisionnels disponibles à ce stade de l'année, ils pourraient au contraire accélérer :

- Les bases communales de la taxe d'habitation devraient augmenter de + 3,0 %, après + 1,8 % en 2018, et celles des taxes foncières de + 2,5 %, après + 2,2 % en 2018.
- De même, les impôts payés par les entreprises devraient accélérer leur progression, et notamment la CVAE (+ 6,8 % en 2019 d'après les états fiscaux, contre + 0,8 % en 2018, après + 4,3 % l'année précédente).
- Les bases de la CFE devraient en revanche ralentir (+ 0,6 %, après + 3,2 %).

La progression des subventions reçues (+ 1,9 %) reviendrait sur sa trajectoire d'avant 2017, année exceptionnelle marquée par le transfert des compétences de transports des départements vers les régions et par les participations versées en conséquence par les départements (enregistrées en recettes par les régions)

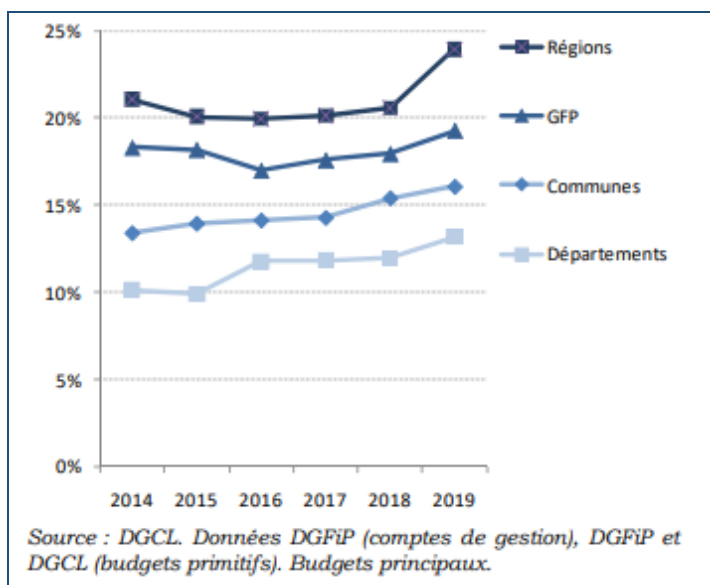
Les recettes provenant des ventes de biens et services, en fait essentiellement les produits des redevances, augmenteraient assez rapidement cette année encore : + 4,7 %, après + 6,6 % en 2018.

Forte augmentation de l'épargne brute

En prenant comme base d'estimation les résultats des budgets primitifs pour 2019, l'épargne brute des collectivités locales pourrait augmenter de + 11,2 %.

Les taux d'épargne brute augmenteraient pour tous les niveaux de collectivités, y compris cette fois-ci pour les départements.

Graphique : Taux d'épargne brute selon le niveau de Collectivité
(épargne brute / recettes de fonctionnement)



Franche accélération des investissements

L'année 2019 devrait marquer une franche accélération des dépenses d'investissement, à moins d'un an des élections communales : + 8,5 %. Tous les niveaux de collectivités sont concernés.

Les recettes d'investissement augmenteraient presque aussi vite : + 8,2 %, surtout portées par les subventions reçues et par les autres dotations que le FCTVA (+ 11,7 %, contre + 5,0 % pour le FCTVA).

Tous les niveaux de collectivités en situation de capacité de financement

Les régions et départements pourraient dégager en 2019 une capacité de financement de 3,1 Md€. Ce serait la cinquième année consécutive de résultat positif, et la première pour laquelle tous les niveaux de collectivités seraient concernés.

La reprise des emprunts n'empêcherait pas la dette de se stabiliser une nouvelle fois

En 2019, le volume des emprunts contractés pourrait augmenter de + 7,1 % et atteindre 14,3 Md€ selon les budgets primitifs.

Cette forte progression surviendrait après trois années de diminution du recours à l'emprunt comme source de financement des investissements.

Comme dans le même temps les remboursements augmenteraient de + 1,3 % et atteindraient 14,2 Md€, le flux net de dette serait quasiment stable (+ 80 M€). Le stock de dette serait ainsi stabilisé pour la deuxième année consécutive, après une augmentation ininterrompue depuis 2003.

Cette stabilisation du stock de dette, jointe à l'amélioration de l'épargne brute, améliorerait la capacité de désendettement des collectivités locales pour la quatrième année consécutive.

II. LES DISPOSITIONS DE LA LOI DES FINANCES 2020 ET DE LA LOI DE PROGRAMMATION DES FINANCES PUBLIQUES POUR 2018-2022

II-1 Le scénario macro-économique sur lequel se fonde la Loi de Finances 2020

Le projet de loi de finances pour 2020 a été construit à partir des anticipations suivantes :

- **Un taux croissance à 1,3%, à un niveau quasi identique à celui prévu en 2019 (1,4%).**

Dans un contexte économique moins porteur, en particulier compte tenu des incertitudes liées au Brexit et aux tensions commerciales entre la Chine et les États - Unis, la croissance française résiste mieux que celle de certains de ses partenaires européens, au ralentissement mondial.

Ce rythme de croissance est porté par une demande intérieure soutenue, notamment grâce aux investissements des entreprises et à une consommation des ménages favorisée par le dynamisme de l'emploi et par les mesures de l'Etat en faveur du pouvoir d'achat.

En 2019, le pouvoir d'achat devrait augmenter fortement pour atteindre son meilleur niveau depuis 2007, à + 2,0 %.

La consommation devrait s'accélérer en 2020, les ménages traduisant progressivement en consommation les gains de pouvoir d'achat consécutifs notamment aux baisses d'impôts et aux mesures de soutien aux plus fragiles décidées par le Gouvernement.

- **Une diminution du déficit public de plus de 20 milliards d'euros**

Cet effort prendra en compte à la fois l'impact des mesures prises dans le contexte d'urgence économique et sociale, et la dégradation du contexte macroéconomique.

Il s'inscrit avec la politique menée par le Gouvernement ces deux dernières années : maîtriser les dépenses pour baisser les impôts et réduire les déficits.

En 2019, le solde public atteindra - 3,1 % du produit intérieur brut (PIB), principalement en raison de la transformation du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) en baisse de charges pérenne, qui est comptabilisée en mesure ponctuelle et temporaire (pour 0,8 point).

En 2020, le solde s'établirait à - 2,2 % du PIB, en diminution de plus de 20 milliards d'euros (20,4 Md€). Il s'agirait du déficit public exprimé en point de PIB le plus faible enregistré par la France pays depuis 2001.

Le déficit structurel devrait se stabiliser à - 2,2 % du PIB en 2020, après s'être amélioré de 0,1 point de PIB en 2019 par rapport à 2018.

- **Une diminution des dépenses publiques**

Après un recul historique de - 0,3 % du PIB en 2018, la croissance en volume de la dépense publique (hors crédits d'impôts et retraite de France Compétences) resterait modérée à + 0,7% en 2019 et en 2020.

Le dynamisme de la dépense publique s'établirait ainsi à un niveau nettement inférieur à la croissance en volume du PIB (1,4 % en 2019, 1,3 % en 2020).

Au total, sur 2018 -2020, la progression en volume de la dépense publique sera limitée à 0,4% du PIB (hors France Compétences), soit un taux plus de deux fois inférieur à la moyenne 2013-2017 et plus de trois fois inférieur à la moyenne 2008-2012.

Le poids de la dépense publique (hors crédits d'impôts) dans le PIB serait ramené à 53,4 % du PIB en 2020 (53,6 % y compris France Compétences), contre 54 % en 2019, 54,4 % en 2018, et 55,0% en 2017, confortant ainsi l'objectif d'une réduction de près de 3 points de ce ratio sur le quinquennat.

Concomitamment, l'endettement devrait décroître en 2020. Après avoir atteint 98,8 % du PIB en 2019 (98,4 % en 2018) sous l'effet de la transformation du CICE en allègements pérennes de charges, le ratio de dette publique diminuerait pour atteindre 98,7 % du PIB en 2020.

- **Une diminution des impôts**

Grâce à cette maîtrise, le budget 2020 amplifie et accélère la baisse des impôts mise en œuvre depuis 2017 pour favoriser le pouvoir d'achat, la croissance et l'emploi : le taux de prélèvements obligatoires s'établirait ainsi à 44,3 % en 2020 contre 44,7 % en 2019, hors transformation du CICE en allègement pérenne de cotisations sociales.

Cela représente une diminution de 30 milliards d'euros depuis 2017 et contribue à l'atteinte d'une baisse du taux de prélèvements obligatoires de plus d'un point (- 1,3 point) sur le quinquennat, supérieure à l'objectif fixé dans la loi de programmation des finances publiques.

En 2020, les prélèvements obligatoires sur les ménages diminueront de 9,3 Md€.

La taxe d'habitation sur les résidences principales sera intégralement supprimée pour 80 % des ménages en 2020. Après avoir bénéficié, en sus des exonérations existantes, d'un allègement de leur cotisation de taxe d'habitation sur leur résidence principale de 30 % en 2018, et 65 % en 2019, 80 % des foyers ne paieront plus aucune taxe d'habitation sur leur résidence principale dès 2020. Pour les 20 % des ménages restants, la suppression de la taxe d'habitation sera progressive jusqu'en 2023, date à laquelle plus aucun foyer ne paiera de taxe d'habitation sur sa résidence principale. En outre, la suppression de la taxe d'habitation s'inscrit dans le cadre d'une réforme globale de la fiscalité locale visant à en simplifier l'architecture

tout en compensant à l'euro près les collectivités territoriales. Elle est proposée dès le présent PLF pour donner aux exécutifs locaux le plus de visibilité possible.

Le PLF pour 2020 finance également la défiscalisation des heures supplémentaires (- 1,1 Md€) votée dans le cadre de la loi portant mesures d'urgence économiques et sociales ainsi que la dernière tranche de dégrèvement de taxe d'habitation pour 80 % des ménages (- 3,7 Md€).

En 2020, les prélèvements obligatoires sur les entreprises diminueront de - 1,0 Md€, hors contrecoup de la transformation du CICE en allègement de cotisations sociales, soit une baisse de 9,4 Md€ depuis 2017.

En effet, le PLF pour 2020 confirme la poursuite de la baisse de l'impôt sur les sociétés (- 2,5 Md €), dont le taux atteindra 25 % pour toutes les entreprises en 2022, et met en œuvre la réforme de la taxe pour frais de chambre de commerce et d'industrie ainsi que des exonérations de taxe foncière et de contribution foncière des entreprises sur délibération des collectivités pour les petits commerces.

Au total, les prélèvements obligatoires diminueraient, hors effet temporaire de la transformation du CICE en allègement de cotisations, de près de 10 Md€ supplémentaires en 2020 par rapport à 2019.

L'État prendra à sa charge l'essentiel de la baisse des prélèvements obligatoires prévue pour 2020, dont la baisse de 5 Md€ de l'impôt sur le revenu, annoncée par le Président de la République, la diminution progressive de l'impôt sur les sociétés (- 2,5 Md€) et la dernière tranche de suppression de la taxe d'habitation pour 80 % des ménages (- 3,7 Md€).

Enfin, les transferts de TVA à la sécurité sociale continueront à augmenter, à hauteur de 6,5 Md€ en 2020, en raison notamment de la compensation intégrale de la montée en charge en année pleine des allègements généraux renforcés.

Par ailleurs, la prévision de recettes inclut deux effets mécaniques sur le budget (effectifs en trésorerie et en comptabilité budgétaire, mais sans impact en comptabilité nationale) : la perception de douze mois d'impôt sur le revenu contre onze mois en 2019 (+ 5,1 Md€) et la disparition progressive du CICE (+ 10,3 Md€, en incluant les retours sur l'IS et l'IR).

De plus le projet de LDF 2020 intègre des modifications de la répartition des compétences entre l'État et les collectivités territoriales

S'agissant des Outre-mer, la recentralisation du revenu de solidarité active (RSA) de La Réunion, après La Guyane et Mayotte en 2019, conduit à majorer les crédits de la mission Solidarité, insertion et égalité des chances » de 607 M€ et donne lieu à une mesure de périmètre entrante à hauteur de ce montant. Il correspond aux recettes de la collectivité permettant de financer cette allocation.

Dans le cadre de ce transfert du département de la Réunion à l'État de la compétence en matière d'attribution du RSA et afin d'assurer la compensation intégrale des charges transférées, il est en outre procédé à une réfaction de la dotation forfaitaire de la dotation globale de fonctionnement et à une minoration du fonds de mobilisation départemental pour l'insertion (FMDI). Sur le champ de l'objectif des dépenses totales de l'État, ces mouvements donnent lieu à une mesure de périmètre sortante de 172 M€ sur les PSR-CT.

Le PLF 2020 prévoit la création d'un prélèvement sur recettes dédié à la Polynésie Française, en lieu et place de l'actuelle dotation globale d'autonomie (DGA) versé à partir du budget général pour un montant de 90,5 M €. Cela donne lieu à une mesure de périmètre sortante équivalente à ce montant sur la mission « Outre-mer » et une mesure de périmètre entrante sur le champ de l'objectif de dépenses totales de l'État (ODETE).

A l'inverse, le PSR Guyane est supprimé et transformé en dotation budgétaire. La mission « Outre-mer » bénéficie ainsi d'une mesure de périmètre entrante à hauteur de 27 M€ et les PSR-CT sont réduits de ce même montant par une mesure de périmètre sortante.

La loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel a créé depuis le 1^{er} janvier 2019, un nouvel opérateur, France compétences, qui a pour mission d'assurer le financement, la régulation, le contrôle et l'évaluation du système de la formation professionnelle et de l'apprentissage. Cette création a été l'occasion d'une modification des circuits de financement préexistants pour les aides à l'apprentissage et à la formation professionnelle. Ainsi, la loi prévoit, à terme, une collecte par le réseau des Unions de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales (Urssaf) de la taxe d'apprentissage et son reversement à France compétences, désormais chargé de sa répartition. Le compte d'affectation spéciale « Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage », qui percevait une quote-part de taxe d'apprentissage et la reversait aux régions pour le financement de l'apprentissage, a donc perdu sa raison d'être et cela donne lieu à une mesure de périmètre sortante de 1,7 Md€ sur le champ de l'objectif de dépenses totales de l'État (ODETE). Opérateur chargé de répartir l'ensemble des fonds mutualisés de la formation et de l'alternance entre les différents financeurs (opérateurs de compétences, Caisse des dépôts et consignations, État, Régions, Commissions paritaires interprofessionnelles régionales et opérateurs du Conseil en évolution professionnelle), il reçoit notamment les recettes de la « contribution unique à la formation professionnelle et à l'alternance » (CUFPA) qui est plafonnée à l'occasion du PLF 2020 à hauteur du rendement potentiel de cette taxe à terme. Ce plafonnement fait l'objet d'une mesure de périmètre entrante sur le champ des taxes affectées de 9,5 Md€.

Enfin, dans la continuité de la mesure de périmètre effectuée en PLF 2019, la création d'une seule aide unique au bénéfice de l'apprentissage, conduit à une re-

budgétisation des transferts aux régions de taxe intérieure de consommation sur les produits énergétique (TICPE) qui étaient dédiés au titre de l'apprentissage. Cette re-budgétisation fait l'objet d'une mesure de périmètre entrante à hauteur de 329 M€ sur la mission « Travail et emploi ».

Tableau à la mission (format maquette 2020)

	Exécution 2017	Exécution 2018	LFI 2019	PLF 2020 constant	Mesures de périmètre et de transfert	PLF courant	Courant 2021	Courant 2022
Crédits budgétaires et taxes affectées								
(y compris la taxe télécoms « TOCE »)	248,1	249,2	256,0	261,3	10,7	272,1	276,5	280,6
Dont relations avec les collectivités territoriales	3,3	3,6	3,4	3,5	-0,0	3,5	3,5	3,6

	LFI 2017	LFI 2018	LFI 2019	PLF 2020
Modification de la répartition des compétences entre l'État et les collectivités territoriales ou compensation par le budget de l'État de la suppression ou de l'allègement d'impôts locaux	Divers mesures de décentralisation en cours de débat parlementaire.	DGD de continuité territoriale Corse remplacée par une affectation de TVA Diverses mesures de décentralisation en cours de débat parlementaire	Recentralisation du RSA en Guyane et à Mayotte. Transfert aux départements de la propriété du domaine public fluvial. Décentralisation des centres de ressources, d'expertise et de performance sportive (CREPS).	Rebudgétisation dans le cadre de la création d'une aide unique à l'apprentissage. Plafonnement des ressources affectées à France compétences et suppression du CAS FNDMA. Recentralisation du RSA à la Réunion.
	1 191,9 M€	955,3 M€	-918,8 M€	345,0 M€

II-2 L'application de la Loi de Programmation des Finances Publiques 2018-2022

La loi n° 2018-32 du 22 janvier 2018 de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 a marqué la volonté du gouvernement de modifier en profondeur sur la période 2018-2022 le rapport entre l'Etat et les collectivités en fixant de nouvelles règles de gouvernance des finances publiques destinées à garantir et sécuriser la réalisation des objectifs suivants :

- Réduction du déficit public,
- Baisse de plus de trois points de PIB des dépenses publiques afin de la faire passer de 54,7 % du PIB en 2017 à 51,1 % en 2022, (à titre de comparaison l'Allemagne affiche des dépenses publiques égales à 44,3 % de son PIB),

- Diminution d'un point du taux de prélèvements obligatoires (de 44,7% du PIB en 2017 à 43,7% en 2022),
- Limitation de la dette publique (de 96,3% en 2016 à 91,4% en 2022).

La définition de cette trajectoire des finances publiques ambitionnait un retour du déficit public sous le barre des 3 % du produit intérieur brut (PIB), consacrant ainsi le respect par la France de ses engagements budgétaires européens au regard du solde des dépenses publiques.

(En point de produits intérieur brut)

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Solde conjoncturel (1)	-0,6	-0,4	-0,1	0,1	0,3	0,6
Mesures ponctuelles et temporaires (2)	-0,1	-0,2	-0,9	0,0	0,0	0,0
Solde structurel (en point de PIB potentiel) (3)	-2,2	-2,1	-1,9	-1,6	-1,2	-0,8
Solde public effectif (1 + 2 + 3)	-2,9	-2,8	-2,9	-1,5	-0,9	-0,3
Dette des administrations publiques	96,7	96,7	97,1	96,1	94,2	91,4

L'effort de résorption de ce déficit concernerait l'ensemble des administrations publiques.

Des objectifs d'évolution des dépenses (art 13 et 29 LPDF) des différents sous-secteurs des administrations ont ainsi été définis.

La loi prévoit un dispositif de « bonus – malus » qui sera mis en œuvre lorsqu'un écart est observé entre la réalisation effective des dépenses et l'objectif de réduction initialement contractualisé ou imposé.

Pour la CTM, qui n'a pas souhaité contractualiser avec l'Etat, le Préfet lui a notifié un niveau maximal annuel d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement de 1,1%.

Par courrier en date du 23 juillet dernier, informe la collectivité qu'au vu compte de gestion définitif pour 2018, les dépenses réelles de fonctionnement se situent en deçà du plafond fixé par l'arrêté préfectoral du 17 septembre 2018, pris en application de l'article 29 de la loi n° 2018-32 du 22 janvier 2018, et qu'en conséquence aucune reprise financière ne sera appliquée.

III. LE CADRAGE BUDGETAIRE POUR 2020 A LA CTM

III-1 La situation financière de la CTM : héritage et handicaps

Dans le rapport intitulé « Les finances publiques locales » publié le 11 octobre 2017, les magistrats de la Cour des Comptes qualifient la situation financière de la CTM, dont les compétences et les ressources résultent de l'addition de celles de la région et du département, de « fragile ».

Ainsi « l'épargne et le fonds de roulement sont insuffisants pour financer les investissements et les charges de personnel sont en augmentation significative ».

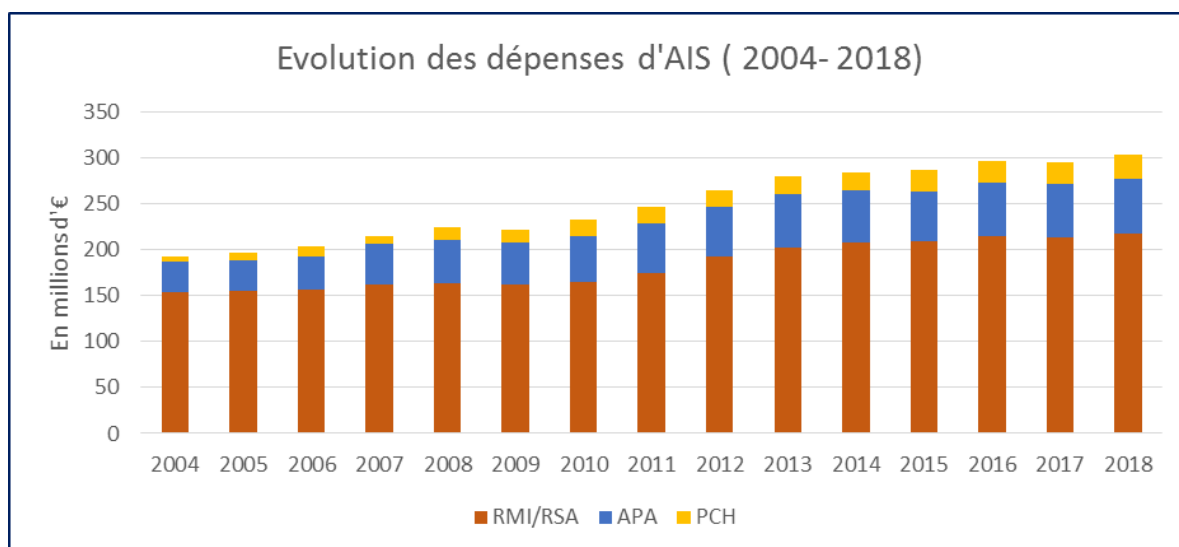
La faiblesse de la compensation des Allocations Individuelles de Solidarité (A.I.S)

Depuis les lois de décentralisation de 2002 et 2004, la mise en œuvre et la gestion des allocations individuelles de solidarité, repose principalement sur les Départements.

L'Etat a toutefois conservé sa compétence générale de fixation des normes : définition des critères d'accès à ces aides et de leurs mécanismes de calcul.

Depuis le transfert et la mise en œuvre par la Martinique de ces AIS, leur volume annuel n'a cessé de croître, passant de 179,3 M€ en 2004 à 303 M€ au compte administratif 2018.

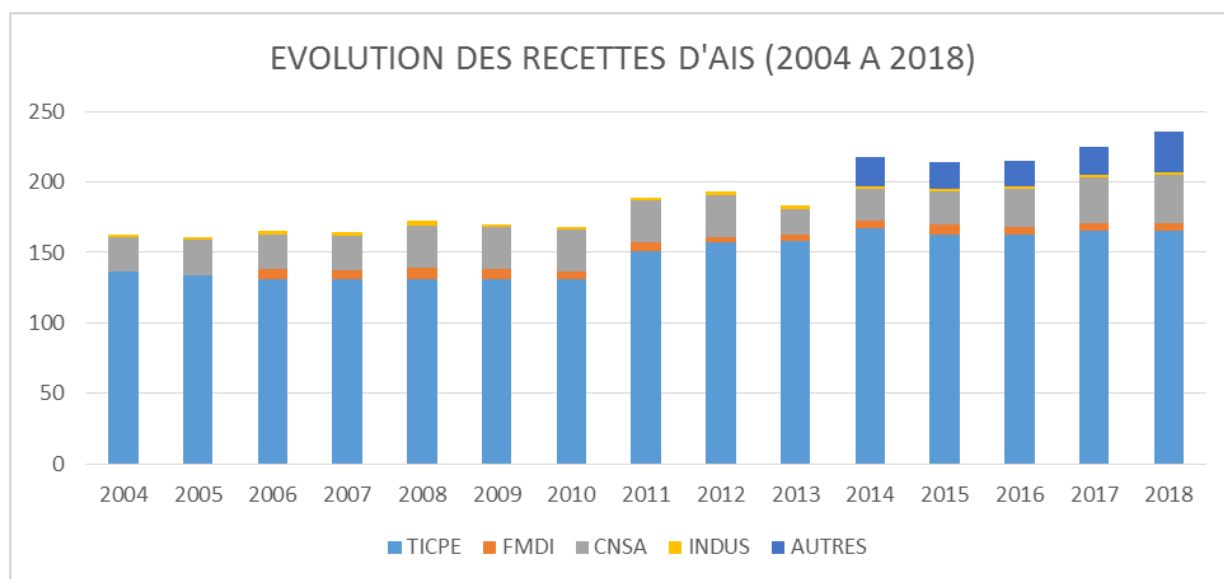
En valeur cumulée sur la période 2004 – 2018, ce sont près de 3.5 milliards d'euros qui ont été versés aux bénéficiaires des AIS.



LES COMPENSATIONS ACCORDEES PAR L'ETAT

Pour permettre de financer ces dépenses, l'Etat a transféré aux départements des ressources, ou a autorisé les départements à en percevoir.

L'évolution de ces montants est présentée ci-dessous :



**Présentation des dépenses et des recettes d'Aides Individuelles de Solidarité
entre 2016 et 2018**

(Montants en millions d'euros)	2016	2017	2018
Allocations RSA	207,60	213,43	217,29
Allocations APA	59,59	58,21	59,78
Allocations PCH	23,20	23,26	26,49
Dépenses AIS	290,39	294,89	303,57
TICPE RMI/RSA	165,16	165,04	165,05
FMDI	6,25	6,37	5,28
Dotations CNSA	22,18	31,89	35,40
Indus RSA/APA/PCH	1,97	1,73	1,72
Autres produits	4,72	7,07	16,33
Recettes affectées au financement des AIS	200,28	212,11	223,79
Reste à charge "budgétaire" des AIS	90,11	82,79	79,78
Dispositif de Compensation Péréquée (DCP)	13,34	12,35	12,35
Reste à charge "budgétaire" des AIS net du DCP	76,77	70,44	67,44

Evolution du montant des dépenses et des recettes d'Aides Individuelles de Solidarité entre 2016 et 2018

Variations annuelles	2016/2017	2017/2018
Allocations RSA	2,8%	1,8%
Allocations APA	-2,3%	2,7%
Allocations PCH	0,2%	13,9%
Dépenses AIS constatées au CA	1,6%	2,9%
TICPE RMI/RSA	-0,1%	0,0%
FMDI	1,9%	-17,2%
Dotations CNSA	43,8%	11,0%
Indus RSA/APA/PCH	-12,6%	-0,1%
Autres produits	49,8%	131,0%
Recettes affectées au financement des AIS	5,9%	5,5%
Reste à charge "budgétaire" des AIS	-8,1%	-3,6%
Dispositif de Compensation Péréquée	-7,4%	-0,02%
Reste à charge "budgétaire" des AIS net du DCP	-8,2%	-4,3%

S'agissant du RMI transféré en 2004 puis du RSA en 2011, l'Etat a compensé ces dépenses par le transfert d'une fraction de la Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers, transformée en Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (TICPE). La compensation a été établie sur le coût historique à la date du transfert.

L'Etat a reconduit depuis 2006 une recette destinée aux actions d'insertion, le Fonds de Mobilisation Départementale pour l'Insertion (FMDI) entrant dans le calcul du taux de couverture des transferts. Ce dispositif en vigueur en 2019, bien que minoré est reconduit pour l'exercice 2020.

L'APA n'a pas été accompagnée d'un droit à compensation mais d'un financement apporté par la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA) et par les départements. La PCH a donné lieu à la mise en place d'un concours financier, également versé par la CNSA aux départements.

La dotation de la CNSA a couvert à fin 2018, 41% de la dépense APA/PCH.

Afin d'améliorer le financement des allocations de solidarité nationale et de diminuer les charges résultant de la revalorisation du RSA, le pacte de confiance et de responsabilité du 16 juillet 2013 repris par la Loi de finances pour 2014 du 29 décembre 2013 a alloué aux départements deux nouvelles recettes à compter de 2014.

Outre l'attribution de ces deux nouvelles recettes, la Loi de finances pour 2014 a introduit des mécanismes de péréquation au sein des nouveaux dispositifs. Elle a ainsi transféré, à compter de 2014, le produit des frais de gestion de la taxe foncière sur les propriétés bâties TFPB aux départements.

La répartition de ce produit prend en compte :

- ✓ D'une part, le reste à charge total de la CTM au titre des trois AIS dans le reste à charge total national
- ✓ D'autre part, un indice synthétique composé du revenu par habitant, de la proportion des bénéficiaires de l'APA dans la population, de la proportion des bénéficiaires du RSA dans la population et de la proportion des bénéficiaires de la PCH dans la population.

Elle a aussi autorisé les départements à relever le taux plafond des droits de mutation à titre onéreux (DMTO) de 3,80 % à 4,50 %. La CTM a décidé d'adopter le taux de 4,5% en fin d'année 2016, à l'instar d'une grande majorité de départements, pour faire face aux besoins croissants.

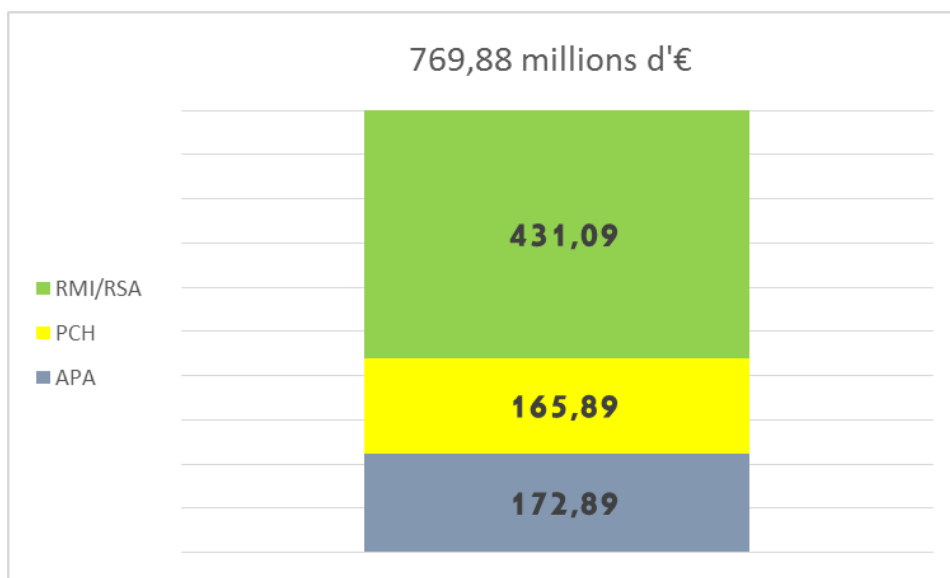
LE RESTE A CHARGE DE LA CTM

Le reste à charge affecte structurellement les équilibres financiers de la collectivité à l'instar de ce que subit une grande proportion de départements.

En 2018, plus de 22% des sommes allouées à la solidarité restent à la charge de la Collectivité (près de 24% en 2017).

A la fin de l'exercice 2018, en cumulé, le reste à charge se montait pour la Collectivité Territoriale de Martinique à près de 770 M€.

RESTE A CHARGE CUMULÉ DE 2004 A 2018



PROJECTIONS POUR LE BUDGET PRIMITIF 2020

Les dotations suivantes versées par l'État, sont explicitement affectées au financement des allocations individuelles de solidarité :

- ✓ La CNSA participerait ainsi au financement de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) et de la Prestation de Compensation du Handicap (PCH) (19M€ en 2018)
- ✓ Une part de la dépense de RSA est couverte par :
 - Le transfert d'une part de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) (165 M€ en 2018)
 - Et par le versement du Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion (FMDI) (7 M€ en 2018).

La charge nette de la CTM estimée pour 2020 serait de plus de 70 M€.

A ce jour, aucune réponse pérenne n'est apportée par le gouvernement aux difficultés financières des départements résultant de l'insuffisance de compensation des AIS, au regard des sommes décaissées par ces collectivités.

Pour autant le Gouvernement a libéré les collectivités de Guyane et de Mayotte, demain de la Réunion, d'une partie du reste à charge, et non la Martinique oubliant au passage la Martinique, pourtant confrontée aux mêmes réalités, créant ainsi une forme de disparité et d'iniquité entre les collectivités uniques d'outre-mer.

Plusieurs interventions ont été effectuées, et renouvelées, auprès du gouvernement pour rétablir l'équité en ces territoires.

S'appuyant sur les « caractéristiques et contraintes particulières » de la Martinique, énoncés par l'article 73 de la Constitution, les Conseillers à l'Assemblée de Martinique, réunis en Assemblée plénière le 14 novembre 2017, ont demandé au Président de la République, de retenir la Martinique comme territoire d'expérimentation de la recentralisation du Revenu de Solidarité Active pour l'année 2018.

Cette demande est donc motivée par l'important niveau de reste à charge cumulé de la CTM et la nécessité, compte tenu des spécificités du territoire, de renforcer le financement des politiques publiques de développement et d'accompagnement social pour les Martiniquais en situation de précarité.

III-2 Des équilibres financiers fragilisés

Une typologie caractérisant les situations financières des collectivités des départements d'outre-mer a été dressée par la cour des comptes après analyse des gestions 2013-2016. Les situations sont ainsi qualifiées graduellement de saine, fragile, dégradée, critique.

Sur les 136 collectivités territoriales que comptent les départements de Guadeloupe, Guyane, Martinique et La Réunion, 45 d'entre elles, soit 33%, ont une situation financière dégradée ou critique.

Pour les collectivités territoriales de Martinique, cette proportion s'élève à 31,6 %.

**Tableau n° 38 : typologie des situations financières
des collectivités d'outre-mer en 2016**

	Situation saine	Situation fragile	Situation dégradée	Situation critique
Guadeloupe				
<i>Communes</i>	13	7	6	6
<i>EPCI</i>	2	2	1	1
<i>Département</i>		1		
<i>Région</i>		1		
<i>Répartition totale</i>	37,5 %	27,5 %	17,5 %	17,5 %
Guyane				
<i>Communes</i>	9	6	3	4
<i>EPCI</i>		3		1
<i>Collectivité unique</i>				1
<i>Répartition totale</i>	33,3 %	33,3 %	11,1 %	22,2 %
Martinique				
<i>Communes</i>	11	12	9	2
<i>EPCI</i>	1	1	1	0
<i>Collectivité unique</i>		1		
<i>Répartition totale</i>	31,6 %	36,8 %	26,3 %	5,3 %
La Réunion				
<i>Communes</i>	8	8	8	0
<i>EPCI</i>	1	2	2	
<i>Département</i>		1		
<i>Région</i>	1			
<i>Répartition totale</i>	32,3 %	35,5 %	32,3 %	0 %
Total	46	45	30	15
<i>Répartition</i>	34 %	33 %	22 %	11 %
<i>dont communes de plus de 10 000 habitants</i>	18	11	14	6

Source : Cour des comptes

L'épargne brute correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement, s'élève à 83,39€ en 2018 à la C.T.M.

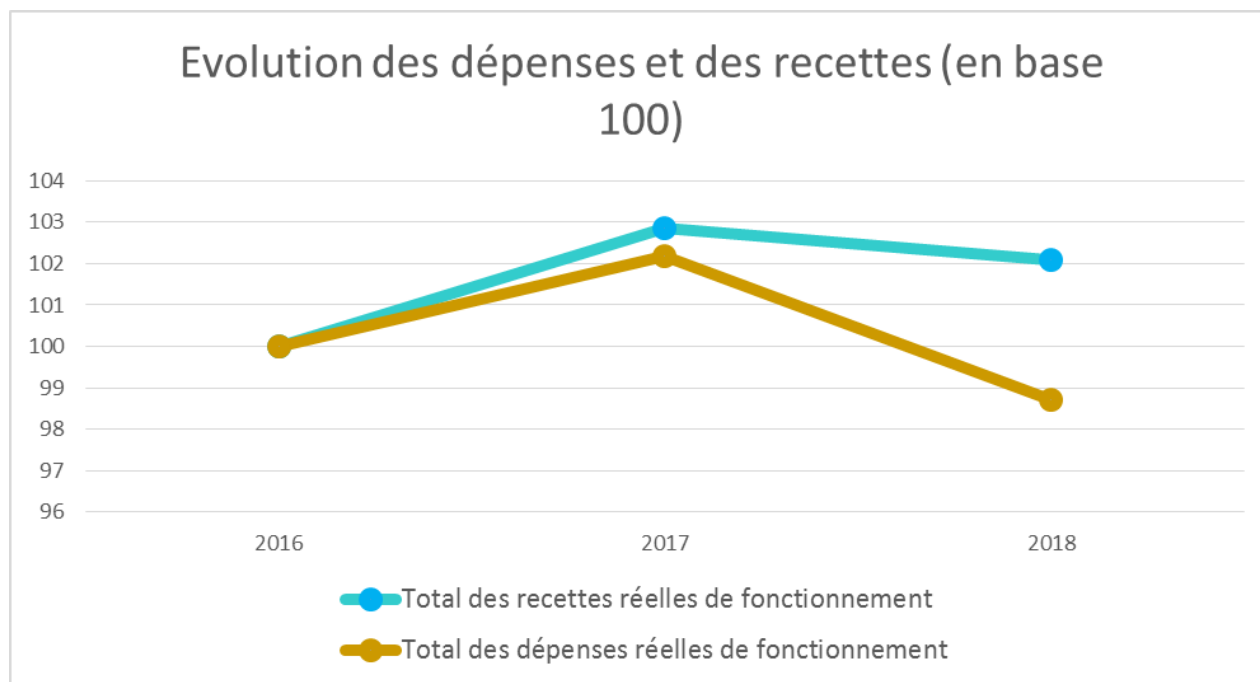
L'épargne nette mesure l'épargne disponible pour l'équipement brut, après financement des remboursements de dette. L'épargne nette de la C.T.M en 2018 s'est améliorée, et s'établit à 46,88M€ permettant ainsi de soutenir l'investissement.

Montants en millions euros	2016	2017	2018
Epargne brute	45,50	52,47	83,39
Taux d'épargne brute	5,0%	5,6%	8,8%
Epargne nette	8,68	19,14	46,88

La Collectivité Territoriale de Martinique est confrontée à un « effet de ciseaux », les dépenses de fonctionnement progressant plus rapidement que les recettes de fonctionnement.

Toutefois, la stratégie financière a conduit à un desserrement de cet « effet ciseaux ». Les recettes réelles de fonctionnement (RRF) bien que peu dynamiques,

ont une évolution plus soutenue que les dépenses réelles de fonctionnement (DRF), en raison de la volonté de la Collectivité de maîtrise de ses dépenses.



III-2 L'évolution des ressources de la CTM

Le projet de Loi de finances pour 2020 est en discussion au niveau du parlement.

S'agissant des concours financiers aux collectivités locales, il ne comporte pas de grandes surprises.

La Dotation globale de fonctionnement est quasiment stable.

Le Fonds de Compensation de la TVA, dont l'automatisation est repoussée d'une année, croît de 350 M€, sous l'effet de la reprise de l'investissement public local de ces deux dernières années.

Quant aux dotations de l'Etat en faveur de l'investissement, elles demeurent aux montants fixés l'an dernier.

Par ailleurs, certaines dispositions particulières ont attiré l'attention des associations d'élus, singulièrement l'Association des Régions de France et l'Association des Départements de France.

Ainsi le transfert sur la base des recommandations de la mission BUR-RICHARD, de la taxe sur le foncier bâti des départements vers le bloc communal, et sa compensation par une quote-part de la TVA nationale. Ce point pose en filigrane la question de l'autonomie financière des collectivités territoriales et de l'impact de la mesure sur le potentiel fiscal et financier qui sert de base aux mécanismes de péréquation.

Autre point d'interrogation, la suppression de la revalorisation forfaitaire des bases d'imposition avec en perspective un manque à gagner au niveau des compensations de transfert ou de suppression de taxes, dans la dynamique du produit fiscal.

De plus, l'analyse du premier bilan des contractualisations Etat-Collectivités territoriales n'aboutit pas à une vision partagée par les différents acteurs. Pour le Gouvernement, le premier bilan est bon puisque que seules 14 collectivités de grande taille sur les 322 entités, sont « susceptibles » de dépasser leur objectif d'évolution des dépenses de fonctionnement. Alors que pour la Cour des Comptes, attribuer à la contractualisation les bons résultats obtenus en 2018 en matière de maîtrise des dépenses, serait prématuré.

S'agissant de l'emprunt, la CTM a modifié ses processus de mobilisation de l'emprunt au travers d'un cadre pluriannuel de contractualisation avec le réseau bancaire, en cohérence avec l'optimisation de la programmation des investissements.

L'amélioration des principaux agrégats financiers (cf. CA 2018 ; épargnes brute et nette ; ratio de désendettement) a affermi la discussion avec les établissements financiers et permis que la quasi-totalité d'entre eux souhaitent contractualiser avec la CTM.

Rappelons qu'au 31/12/2018, la dette de la CTM comprend 47 emprunts contractés auprès de 7 groupes bancaires, l'Agence Française de Développement représentant une part de plus de 67%.

L'en-cours est de 592 032 095 €, à un taux moyen de 2,14% (1,71 % pour la dette propre CTM ; 2,41 % pour la dette issue de l'ex-département ; 2,75% pour la dette issue de l'ex-région) ; une durée de vie moyenne de 7 ans et 10 mois ; 70% étant à taux fixe et 30% à taux variable.

La matrice de risque classe 100% de l'en-cours en « risque faible »

Enfin, La CTM porte une attention très particulière à l'ingénierie financière et fera un recours optimisé, voire maximisé, aux financements européens et à ceux du Contrat de Convergence et de Transformation (CCT).

La prévision, à la date de ce jour, des recettes est présentée dans le tableau ci-après :

	BP 2019	TOTAL PRÉVU Hors reports	OB 2020	EVOLUTION 2020/2019 OB/BP
INVESTISSEMENT	174 546 282 €	206 043 897 €	186 388 109 €	6,78%
INVESTISSEMENT HORS EMPRUNT	124 546 282 €	156 043 897 €	116 388 109 €	-6,55%
Dotations d'investissement - Etat	60 756 368 €	61 126 685 €	53 442 749 €	-12,04%
Subventions européennes d'investissement	52 684 914 €	82 948 934 €	47 587 260 €	-9,68%
Subventions, participations et recouvrements divers	11 105 000 €	11 968 278 €	15 358 100 €	38,30%
Emprunts	50 000 000 €	50 000 000 €	70 000 000 €	40,00%
FONCTIONNEMENT	920 228 871 €	954 418 366 €	910 057 909 €	-1,11%
1- RECETTES FISCALES	653 821 817 €	656 296 625 €	661 806 469 €	1,22%
CompensationTaxe foncière sur les propriétés bâties	74 800 000 €	74 070 771 €	74 070 771 €	-0,97%
Nouvelle fiscalité locale (IFER/CVAE/ FNGIR / DC RTP)	54 982 243 €	55 279 474 €	55 282 247 €	0,55%
Compensation AIS - Transfert frais de gestion TFPB + Fds de solidarité + Fds de soutien interdépartemental	22 603 217 €	23 608 109 €	25 943 386 €	14,78%
Produit fiscalité indirecte (Tabac, droits de mutation, carburant)	140 000 000 €	140 000 000 €	142 000 000 €	1,43%
Fiscalité transférée (TICPE et TSCA)	201 562 887 €	202 262 887 €	202 912 666 €	0,67%
Fraction TVA (Loi Finances 2018 - DGF des régions)	16 385 602 €	16 385 602 €	16 385 602 €	0,00%
Taxe additionnelle à l'octroi de mer	72 000 000 €	72 520 251 €	73 700 000 €	2,36%
Taxe d'apprentissage	27 500 000 €	27 500 000 €	27 000 000 €	-1,82%
Subvention fiscale	9 483 829 €	8 841 351 €	8 840 000 €	-6,79%
Autres recettes fiscales (fonds de péréquation, fiscalité urbanisme ...)	34 504 039 €	35 828 180 €	35 671 797 €	3,38%
2- RECETTES NON FISCALES	259 629 462 €	291 344 149 €	241 473 848 €	-6,99%
Dotation globale de fonctionnement	146 000 000 €	145 690 108 €	145 140 108 €	-0,59%
Autres recettes non fiscales	113 629 462 €	145 654 041 €	96 333 740 €	-15,22%
3- Subvention globale FSE	6 777 592 €	6 777 592 €	6 777 592 €	0,00%
TOTAL DES RECETTES	1 094 775 153 €	1 160 462 263 €	1 096 446 018 €	0,15%

III-3 L'évolution cible des dépenses de fonctionnement

Conformément aux directives de la loi de programmation des finances publiques pour les exercices 2018-2022, l'augmentation des dépenses de fonctionnement de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2020 ne saurait dépasser les 1.1% par rapport à l'exercice 2019.

Cette contrainte budgétaire, venant limiter les possibilités d'accélération des charges d'exploitation, oblige à une poursuite des efforts d'amélioration de la performance initiés sous l'actuelle mandature.

III-4 L'évolution des dépenses d'investissement

Au cours des exercices précédents, la Collectivité Territoriale de Martinique a amélioré et sécurisé sa gestion de la pluri-annualité, par la réorganisation de ses autorisations de programme et d'engagement.

Cette nouvelle gouvernance a ainsi permis, entre 2016 et 2018, d'engager et de réaliser les opérations nécessaires au développement du territoire.

Ainsi, le budget d'investissement 2020 de la Collectivité Territoriale de Martinique répondra à la nécessité de couverture des actions programmées par les crédits de paiement correspondants.

III-5 Le paradigme budgétaire et financier

La pluri-annualité au travers des autorisations de programme et des autorisations d'engagement.

L'ensemble des engagements pluriannuels de l'ex-région et de l'ex-département, comptabilisé dans le cadre d'autorisations de programmes et d'engagements (AP/AE), a été transféré à la Collectivité Territoriale de Martinique au 01 janvier 2016. Selon les indications contenues dans le compte administratif 2015 de l'ex-région Martinique, le poids des engagements pluriannuels avoisinerait 17 milliards d'euros.

Une opération de révision et de sécurisation du volume des AP-AE a été entreprise. La situation présente désormais les caractéristiques suivantes :

- 151 autorisations de programme sont comptabilisées dans le logiciel financier pour un montant total voté de 1 878 859 387,41 €.

Le disponible sur crédits s'élève à ce jour à 875 378 195,85 €. Le reste à financer en crédits de paiement représente un total de 1 402 956 691,40 €.

- 67 autorisations d'engagement sont ainsi comptabilisées dans le logiciel financier pour un montant total voté de 1 186 074 847,48 €.

Le disponible sur crédits s'élève à ce jour à 662 408 683,18 €. Le reste à financer en crédits de paiement représente un total de 805 459 536,63 €.

Il s'agit en effet pour la Collectivité Territoriale de Martinique de faire face à ces engagements pluriannuels, une autorisation de programme/ autorisation d'engagement générant mécaniquement des crédits de paiement, selon le rythme de réalisation des projets.

Au total, le volume des AP/AE engendre in fine un volume comparable de crédits de paiement.

Le lissage de ces AP/AE actives et des échéanciers de paiement a permis une meilleure visibilité de l'équilibre budgétaire et une concordance entre le montant total des autorisations pluriannuelles voté et le montant maximum de crédits de paiement pouvant être inscrit au budget correspondant à la capacité maximale de paiement de la CTM.

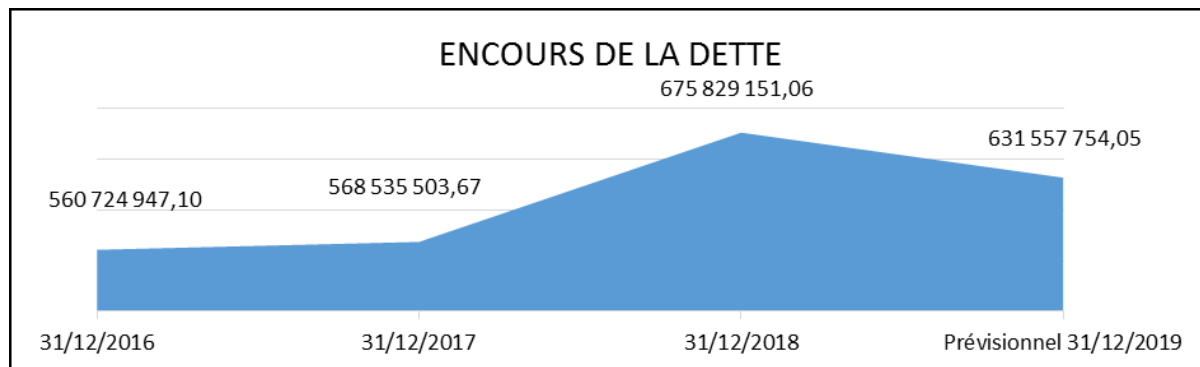
Cependant le stock d'autorisations de programme et d'engagement, non proportionné au regard des capacités de paiement mobilisables par la CTM, restreint aujourd'hui et durablement les marges de manœuvres financières de la CTM.

L'enjeu pour notre institution est d'absorber en conscience ces restes à financer tout en permettant la poursuite des projets de la nouvelle Collectivité Territoriale de Martinique.

III-6 Un recours optimisé à l'emprunt bancaire

La faiblesse de l'autofinancement des collectivités d'outre-mer induit un financement important par l'emprunt bancaire. Il contribue ainsi à financer les investissements à hauteur de 36 % à la Réunion, 45 % en Martinique, 24 % en Guadeloupe et 20 % en Guyane.

Au 1^{er} janvier 2019, l'en-cours de la dette de la Collectivité Territoriale de Martinique s'élevait à 675,83M€.



Le ratio d'endettement de la collectivité (dette / population) s'établit ainsi à 1 774,40 € par habitant.

Le délai (ou capacité) de désendettement correspond au nombre d'années théoriques nécessaire au remboursement de l'encours, dans l'hypothèse où l'intégralité de l'épargne brute serait affectée à son remboursement.

La capacité de désendettement de la CTM en 2018 (encours dette/épargne brute) s'élevait à 8 ans, continuant de décroître depuis le début de la mandature.	2016	2017	2018
Encours de la dette au 31/12	560,73	568,53	675,83
Epargne brute	45,50	52,48	83,39
Délai de désendettement (en nombre d'années)	12,3	10,8	8,1

A titre de comparaison, le graphique suivant présente l'évolution de la capacité moyenne de désendettement de l'ensemble des collectivités territoriales.

CAPACITE DE DESENDETTEMENT EN NOMBRE D'ANNEES



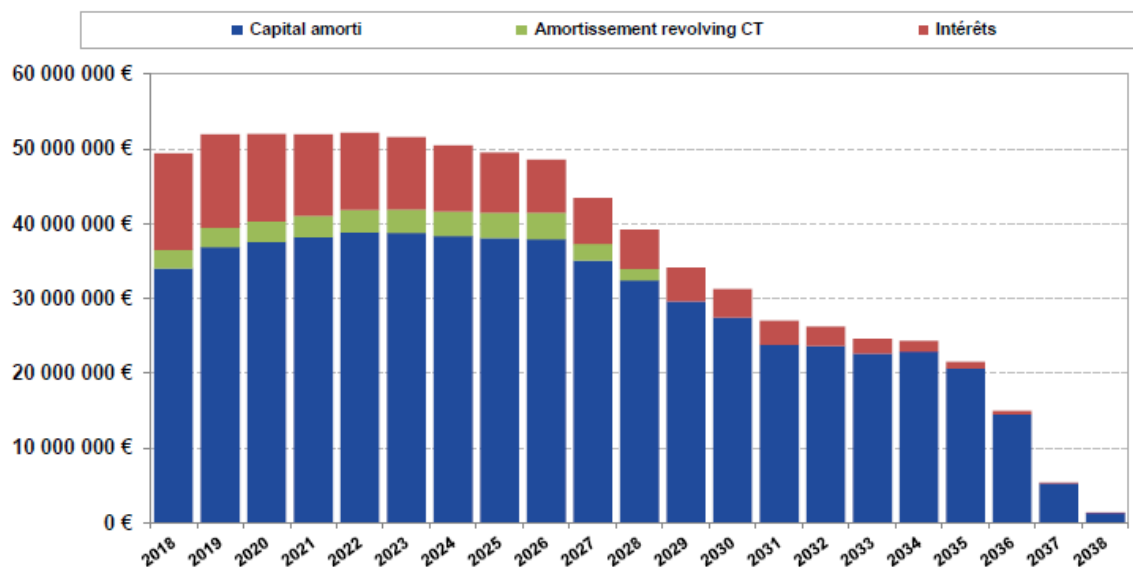
Lecture : la capacité de désendettement (dette / épargne brute) répond à la question : en combien d'années une collectivité peut-elle rembourser sa dette si elle utilise pour cela son épargne brute ? On l'exprime en années : si elle baisse, la situation s'améliore.

Source : DGCL. Données DGFIP (comptes de gestion), DGFIP et DGCL (budgets primitifs). Budgets principaux.

La Collectivité Territoriale de Martinique mène une politique de planification pluriannuelle de son endettement, misant sur une plus grande transparence, la planification des besoins à moyen terme, l'expression clarifiée de la demande et le renouvellement de ses rapports avec les établissements bancaires et financiers.

Dans le même temps, elle poursuit la gestion active et optimisée de sa dette, au travers notamment de la diminution du montant des annuités, stratégie grâce à laquelle la CTM a dû faire face à l'héritage laissé à sa charge.

Le graphique ci-dessous présente le profil de remboursement de la dette. Sans nouveau flux, la Collectivité territoriale de Martinique aura remboursé la moitié de sa dette courant 2026.



Le Budget 2020 de la Collectivité Territoriale de Martinique certes contraint en crédits de paiements, reste soutenable de par la poursuite de l'optimisation de la gestion budgétaire et financière.

2^{EME} PARTIE : LES POLITIQUES PUBLIQUES

Comme évoqué ci-dessus, les dernières publications de l'Institut d'Emission des Départements d'Outre-Mer d'octobre 2019, ¹indiquent une amélioration de la conjoncture économique de la Martinique, en dépit d'une croissance mondiale économique ralentie. Les données publiées révèlent en effet :

- la hausse de l'indicateur du climat des affaires, qui s'établit au-dessus de sa moyenne de longue période
- Une inflation qui se stabilise
- Une amélioration du marché du travail, avec une baisse du nombre de demandeurs d'emploi (-6%)
- Un regain significatif de l'investissement des entreprises. La croissance des encours des crédits d'investissement de +2,1%, est l'un des indicateurs qui témoigne de cette situation.

Ces chiffres ne reflètent pas un simple sursaut conjoncturel, mais marquent une tendance constatée depuis le 1^{er} trimestre 2018. Ils sont en contraste avec l'image véhiculée d'une Martinique atone et vieillissante, laissant peu de perspectives à la jeunesse.

En effet, malgré un héritage financier préoccupant, la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) a mené, depuis 2016, une politique volontariste pour faire face à la situation économique et sociale dégradée et aux enjeux environnementaux de plus en plus menaçants.

Rigueur et créativité ont permis de trouver des marges de manœuvre indispensables, et en rupture avec la politique au « fil de l'eau », de développer une stratégie clairement définie, à travers des documents de planification (Schéma Territorial de Développement, d'Innovation et d'Internationalisation ; Schéma de l'Autonomie des Personnes Âgées et des personnes en situation de Handicap ; Schéma de l'Enfance, de la Jeunesse, et de la Famille, le Pacte Territorial d'Insertion, PTME, PTMD....)

Ces différents schémas, préfigurent le **Plan d'Aménagement et de Développement Durable de la Martinique, le PADDMA**, sur lequel il convient d'avancer résolument.

Dans un contexte financier contraint, ces schémas ont été adossés aux documents de programmation existants (Programme Opérationnel, Contrat de Plan Etat-Région, InterReg), et nouveaux (le Contrat de Convergence et de Transformation/CCT), l'objectif étant de mobiliser les financements pour une prise en compte optimale des enjeux qui s'imposent à la Martinique :

¹ Institut d'Emission des Départements d'Outre-Mer (IEDOM) Tendances conjoncturelles 2^e trimestre 2019

- La libéralisation commerciale qui rabotent les avantages commerciaux acquis et qui nous obligent à produire plus compétitif
- Les nouveaux enjeux environnementaux qui nous obligent à un nouveau rapport avec la Terre, la Mer et l'Environnement, pour en faire des sources durables de création de valeurs ajoutées.
- Le réchauffement climatique et l'amplification des menaces environnementales qui nous obligent à renforcer notre culture du risque et à protéger davantage les populations et les biens.
- Les mutations démographiques majeures qui nous obligent à repenser nos politiques pour répondre à la demande sociale, en tenant à la fois compte du vieillissement de la population, de la marginalisation croissante d'une partie de la jeunesse et du départ des jeunes qualifiés.

C'est sur cette thématique de la **jeunesse** que nous souhaitons, en 2020, accentuer l'effort.

Les actions dédiées spécifiquement à la jeunesse seront initiés et renforcées : des dispositifs novateurs pour les scolaires, pour les étudiants (renouvellement de la carte de formation dans les métiers de la mer ou dans les secteurs sanitaire et scientifique...) ou pour les jeunes éloignés de l'emploi (Territoires Zéro chômeurs de longue durée).

Les stratégies culturelles et sportives, plus particulièrement tournées vers la jeunesse, seront pensées pour être de véritables vecteurs d'épanouissement en Martinique, comme sur la scène internationale.

Mais l'innovation majeure viendra de l'articulation de ces dispositifs avec les politiques de développement économique, les politiques d'aménagement du territoire, les politiques environnementales pour créer de **l'attractivité** et garantir **l'ouverture à l'international** pour nos jeunes et les jeunes venus d'ailleurs.

Les cadres pour la réorganisation compétitive de la production (industrie du futur, labellisation, nouvelles formations...) devraient progressivement favoriser l'émergence sur l'ensemble du territoire de véritables Pôles dans les filières traditionnelles comme dans les filières innovantes. Ces Pôles, articulant davantage acteurs de la formation et acteurs économiques et acteurs de la recherche, sont de nature à offrir des opportunités d'emplois mieux ajustés aux besoins du terrain.

De gros chantiers, en même temps qu'ils dynamisent la commande publique (Internat de la Réussite, Pôle Universitaire de Santé, Lycée Schoelcher/Institut National des Sciences Appliquées, Carbets des Sciences...) confirment la voie de l'excellence choisie pour la jeunesse martiniquaise.

La priorisation donnée à la valorisation de notre patrimoine environnemental favorise l'émergence de nouveaux métiers, dont il faudra assurer la lisibilité pour nos jeunes.

Et la modernisation du Port et de l'Aéroport, les travaux de connexion numérique interne et externe, tout en donnant lieu à de nouvelles sources d'emplois, sont des

garants de l'ouverture à l'international, indispensable pour accompagner la nouvelle génération d'entrepreneurs.

Tenant compte de ces choix stratégiques, il est proposé de retenir pour les Orientations Budgétaires 2020 les cinq grands axes suivants dans une approche à la fois de transversalité et d'intégration :

- **Favoriser le bien-être et l'épanouissement**
- **Investir dans les filières porteuses**
- **Améliorer l'attractivité et l'accessibilité du Territoire**
- **S'ouvrir à l'international**
- **Renforcer la performance publique au service de la population.**

L'ensemble de ces orientations seront mises en œuvre pour favoriser **une meilleure égalité Femmes/Hommes**.

AXE 1 - FAVORISER LE BIEN ETRE DE LA POPULATION

La Martinique doit faire face à un triple défi démographique :

- ✓ Le vieillissement de la population
- ✓ Le départ des jeunes qualifiés
- ✓ la marginalisation croissante d'une partie de la jeunesse

La CTM renforcera donc encore son implication en matière de solidarités en accompagnant les populations fragilisées, et en favorisant l'accès de tous aux activités culturelles et sportives.

Une attention toute particulière sera apportée, en 2020, à la JEUNESSE.

L'axe 1 « Favoriser le bien-être de la population » s'articulera donc autour de 4 leviers :

- ✓ Des initiatives fortes en faveur de la jeunesse
- ✓ Une implication confirmée en matière des solidarités
- ✓ Des outils pour démocratiser l'accès à la culture
- ✓ Des actions pour assurer une meilleure insertion par le sport

I-1 Des initiatives fortes en faveur de la jeunesse

L'orientation majeure de la Collectivité Territoriale de Martinique pour le budget 2020 sera portée vers la **jeunesse** avec des actions déterminantes :

- Des investissements lourds pour la montée en compétences de tous
- Des actions en faveur du public scolaire
- Des mesures attractives et innovantes pour les étudiants
- Des initiatives pour accompagner l'insertion des personnes éloignées de l'emploi
- Des outils et des équipements pour un meilleur épanouissement de tous

I.1.1 Des investissements lourds pour la montée en compétences

Parmi les nombreux chantiers, un certain nombre d'entre eux dédiés à la formation et à la montée en compétence des jeunes, seront lancés ou finalisés en 2020.

Divers travaux de construction ou de modernisation devraient se poursuivre dans les Lycées et les collèges. Citons notamment le **Lycée Schoelcher (80 M€)** et la **Cité Scolaire de Sainte Marie (16,5 M€)**, dont la fin des travaux est prévue pour 2020.

L'internat de la réussite du Lycée Victor Anicet (9,8 M€) est une offre d'hébergement innovante qui offrira aux élèves la possibilité de poursuivre leur scolarité dans un cadre favorable à leur réussite scolaire et à leur épanouissement personnel.

Les élèves pourront ainsi bénéficier :

- D'un engagement de qualité et d'un accompagnement personnalisé renforcé,
- D'une aide aux devoirs ciblée et d'études surveillées,
- D'activités sportives et culturelles organisées en fonction du projet de l'établissement,
- D'un accès facilité aux nouvelles technologies.

Ce projet bénéficie d'une subvention au titre de l'Agence Nationale pour le Renouvellement Urbain/ANRU et du Contrat de Convergence et de Transformation (CCT) 2019-2022.

Le Pôle Universitaire de Santé/PUS (22 M€)

Cette action, déjà engagée au précédent Contrat de Plan Etat- Région-Département (CPERD), connaît un début de réalisation avec la pose de la première pierre en octobre 2019.

Le PUS a pour objectif d'améliorer sensiblement les conditions d'accueil des étudiants, tant en termes de capacité –notoirement insuffisante- que de sécurité des bâtiments, en particulier du point de vue sismique. Il permettra la mutualisation des espaces entre les diverses formations (espace documentaire, aménagements extérieurs...) et avec le Centre hospitalier Universitaire Zobda Quitman.

Il accompagnera également la nouvelle organisation issue de la mise en place de l'Institut de Formation aux Métiers de la Santé (notamment en matière d'évolution des cursus). Enfin, il permet, grâce à des surfaces de recherches supplémentaires de développer des programmes de santé orientés vers les populations caribéennes, très peu développés au niveau national.

Le Carbet des Sciences (4,1M€)

Le développement de la diffusion de la culture technique, industrielle et de l'innovation est primordial pour de bonnes dynamiques orientées vers la performance la modernité, l'anticipation et l'adaptation à nos sociétés.

Avec une maîtrise d'ouvrage désormais assurée par la Collectivité, le Carbet des Sciences dont la mission première est la diffusion de la culture scientifique et technique, devra apporter connaissances et ouvertures aux scolaires et aussi bien qu'au public le plus large.

I.1.2 Des actions en faveur des scolaires

La poursuite de la réorganisation de la restauration scolaire

Cette réorganisation passe par :

- **L'optimisation de la mutualisation territoriale de la restauration avec la** poursuite du partenariat avec les communes; et la poursuite d'une démarche de mutualisation entre les Etablissements Locaux Publics d'enseignement (EPL) ;
- **La création ou la mise à disposition d'espaces dédiés à la restauration des collégiens**
- **La mise en œuvre de la nouvelle tarification unique en collèges**, pour offrir aux familles un tarif garantissant l'accès équitable de tous à ce service ;
- **La mise en place d'un partenariat avec le PARM dans le cadre des Plans de Maîtrise Sanitaire (PMS) pour l'organisation en matière de restauration** : le PARM dans sa mission de conseil et d'accompagnement des structures de restauration collective, a intégré dans son projet d'activité, une programmation systématique d'interventions auprès des établissements scolaires relevant de la CTM.

La mise en œuvre du nouveau règlement relatif aux projets et actions éducatives dans le cadre d'une politique éducative contribuant à la réussite des collégiens et lycéens :

Au-delà de ses missions obligatoires, la collectivité a la volonté d'accompagner les collégiens et lycéens, en leur offrant l'opportunité d'étudier dans les meilleures conditions et favoriser l'acquisition d'un esprit critique afin de devenir des citoyens responsables.

Le nouveau règlement qui sera proposé permettra de traduire la volonté de la collectivité en termes de programme d'actions éducatives et de fixer les contours de son engagement sur les projets éducatifs menés par les établissements scolaires.

I.1.3 Des mesures attractives et innovantes en faveur des étudiants

Il s'agit, d'améliorer l'accompagnement des étudiants à poursuivre leurs études, mais surtout, de leur offrir une bonne lisibilité des nouvelles opportunités en matière de formation et d'emplois qui se dessinent en Martinique.

Une offre enrichie de formations de l'Enseignement Supérieur en MARTINIQUE

L'enseignement supérieur et la recherche constitue un moteur de développement du territoire martiniquais, d'où la nécessité d'adapter constamment l'appareil de formation et la recherche aux besoins d'une économie en constante évolution.

Les démarches et dispositifs à mettre en œuvre doivent viser, dans un contexte de fort chômage des jeunes diplômés de l'enseignement supérieur, à offrir des opportunités d'emploi et d'insertion aux sortants.

Cette adaptation implique nécessairement :

- **Le renouvellement de la carte des formations post bac dans le domaine maritime**

L'enrichissement de la carte des formations de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche pourrait constituer l'un des fers de lance de la CTM en vue de freiner le départ de la jeunesse, offrir des opportunités d'emploi et d'insertion aux jeunes diplômés sortants.

Les formations dans le domaine du nautisme en Martinique seront soutenues, car ce secteur constitue une activité structurante et un outil de rayonnement pour le territoire en raison des nombreux enjeux liés à cette filière et aussi un levier de développement économique, social, touristique, de développement durable (aménagement, gestion de l'espace littoral, environnement).

L'ouverture d'une section BTS NAUTIQUE au lycée NERIS du Marin, devrait permettre à des jeunes martiniquais de se former aux métiers du nautisme et de développer la technicité des techniciens au sein des entreprises.

- **La relance des formations au « Pôle Martinique » de l'Université des Antilles**

La relance de formations (pour l'heure non accréditées) telles que les Masters mention Sciences Sociales, Comptabilité Contrôle Audit, Entreprises et Marchés, Génie des procédés et des bioprocédés, permettrait de développer les compétences des étudiants du pôle Martinique en matière de recherche et d'innovation et la poursuite de leurs études en doctorat.

Le développement de ces formations ou activités recherche et innovation sont de nature à offrir des perspectives de développement du territoire et à favoriser le rayonnement du Pôle Martinique dans la caraïbe et à l'international.

○ **L'ouverture de nouvelles filières dans le secteur sanitaire et scientifique**

Il s'agira de poursuivre les travaux engagés pour l'ouverture de la formation d'infirmière en pratique Avancée en lien avec l'ARS, le CHUM (IFSI), l'UA. La pratique avancée vise un double objectif : améliorer l'accès aux soins ainsi que la qualité des parcours des patients en réduisant la charge de travail des médecins sur des pathologies ciblées.

Il est proposé, par ailleurs, de soutenir l'ouverture d'une formation d'ergothérapeute qui répond à un besoin du territoire confronté aux problématiques de vieillissement de la population.

Les travaux permettant la création de la filière **Institut National des Sciences Appliquées (INSA)**, école d'ingénieur au lycée Schoelcher se poursuivront afin de proposer aux étudiants des connaissances spécifiques générales ciblées sur les besoins de la formation d'ingénieur tout en contribuant au rayonnement de la Martinique et à sa politique de formation et d'enseignement, dans la Caraïbe et la zone Amérique.

○ **La mise en œuvre de la Convention Industrielle de Formation par la Recherche (CIFRE)**

La poursuite de la mise en œuvre de ce dispositif constitue une opportunité pour la Collectivité, de mener à bien sa politique d'aide pour le financement de doctorats en entreprise, en vue de garantir les meilleures conditions possibles de recherche scientifique et d'insertion aux doctorants et d'aider les entreprises martiniquaises à accroître leur compétitivité.

La mise en œuvre des actions de professionnalisation des étudiants, (PEPITE) d'entrepreneuriat, des stages d'immersion

Le dispositif PEPITE « Pôles Etudiants pour l'Innovation, le Transfert et l'Entrepreneuriat (PEPITE) » permet d'offrir aux jeunes un parcours entrepreneurial dans le supérieur, mais aussi d'améliorer la reconnaissance et l'accompagnement des projets de création d'entreprise portés par des étudiants et des jeunes diplômés.

Il s'agira pour la Collectivité de soutenir ces dispositifs qui sont des opportunités à la fois pour le territoire et pour les étudiants en matière d'insertion et de création d'emploi.

Le renforcement du dispositif des cordées de la réussite par de nouveaux partenariats avec les associations, les grandes écoles et l'Académie de Martinique

La collectivité mène, depuis plusieurs années une politique visant à réduire les écarts de réussite des lycéens, engendrés par les inégalités sociales et économiques. Elle s'est engagée avec l'Académie de Martinique et les têtes de cordées labellisées : l'INSA de Lyon, L'ECOLE FERRANDI Paris, le GARAC, L'IEP

BORDEAUX qui visent à contribuer à la démocratisation de l'accès à l'enseignement supérieur en ouvrant ce dernier aux classes moyennes et défavorisées.

Au regard des enjeux d'insertion professionnelle des étudiants, il s'agira de renforcer le dispositif par le développement des partenariats avec d'autres têtes de cordées afin d'offrir aux étudiants martiniquais l'accompagnement le plus adapté à leurs projets professionnels et de leur assurer l'égalité des opportunités de réussite.

L'accompagnement des étudiants dans leur parcours de formation

Amélioration des conditions de vie des étudiants (aides aux études, développement des partenariats avec le Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires/CROUS, le CLLAJ/Comité Local pour le Logement des jeunes pour l'accès aux logements, l'Agence de l'Outre-Mer pour la mobilité/LADOM)

Afin de mieux accompagner les étudiants qui partent en France hexagonale poursuivre leurs études, un partenariat avec le CROUS sera mis en place. Il permettra de réserver un quota de logements aux étudiants sur différents sites et de leur dédier un dispositif d'intégration spécifique.

De plus, le partenariat avec le CCLAJ pour l'accès au logement sera renforcé pour tenter de résoudre les problématiques d'accès au logement des étudiants qui restent sur le territoire.

S'agissant de LADOM, il s'agira d'identifier les possibilités de partenariat et les axes d'intervention respectifs afin d'essayer de sécuriser au mieux les parcours des étudiants bénéficiaires du Passeport pour la Mobilité des Etudes.

De nouvelles modalités d'accès aux prêts par la mise en place d'un dispositif de garantie d'emprunt en leur faveur

La mise en place d'un Fonds de garantie territorial Étudiant en partenariat avec BPI France en faveur des étudiants sera dédiée aux prêts des étudiants martiniquais.

La collectivité territoriale de Martinique viendra en complément de garantie avec BPI France.

Ce dispositif territorial, distinct du dispositif national de BPI France, aura pour vocation d'accompagner un public plus large d'étudiants, sur une durée d'études de 5 ans maximum, et cela suivant 2 axes :

- Soutenir le démarrage et la poursuite des études
- Inciter au retour (Accompagnement pour l'installation professionnelle)

Des outils d'accompagnement des étudiants en terme de logement, de soutien scolaire, de soutien financier, et par la valorisation de leurs parcours

Afin d'inscrire durablement la politique d'aide territoriale dans la stratégie d'amélioration des conditions de vie des étudiants, des actions spécifiques seront

mis en place par la Collectivité : ateliers de soutien scolaire, de rédaction de CV, organisation de concours d'étudiants, élaboration de portraits d'étudiants.

Un soutien à l'accès aux filières d'excellence par la participation de la CTM au « Dispositif 1er Campus », dispositif national élaboré par Sciences Po pour la préparation des élèves boursiers à l'intégration des grandes écoles.

La CTM a participé en 2018 à l'expérimentation du « Dispositif 1^{er} Campus », dispositif national élaboré par Sciences Po pour la préparation des élèves boursiers à l'intégration des grandes écoles. Il a concerné 40 élèves de seconde issus de 4 lycées.

Les retours extrêmement positifs de cette expérimentation, conduisent à renouveler l'engagement de la collectivité pour la poursuite du dispositif auprès de cette première cohorte mais également pour l'élargissement à 4 cohortes d'une trentaine d'élèves bénéficiant de 3 regroupements annuels. La collectivité a participé au financement de cette opération avec le Rectorat et les partenaires privés.

I.1.4 Des initiatives pour mieux accompagner les publics éloignés de l'emploi

La Formation Professionnelle et l'Apprentissage représentent des enjeux importants et se situent au rang des priorités pour accompagner les publics cibles par la qualification, le développement économique et social en favorisant l'accès à l'emploi.

Si dans le domaine de l'apprentissage, les textes récents ont signifié le retrait de cette mission aux régions et donc à la CTM, la loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel n'a pas modifié le cadre d'intervention de la CTM en matière de formation professionnelle.

La Collectivité Territoriale s'est engagée dans le cadre du Pacte d'Investissement dans les Compétences (financé à hauteur de 68 M€ par l'Etat et 98 M€ par la CTM), signé le 26 juin 2019, à accompagner plus particulièrement les publics éloignés de l'emploi. Le PIC permettra, en complément d'autres dispositifs, de financer prioritairement les actions en faveur des demandeurs d'emploi. Le FSE pourra être mobilisé pour toutes ces actions.

Des solutions pour réduire le chômage de longue durée

La Collectivité Territoriale de Martinique a choisi de participer à l'expérimentation « **Territoires Zéro chômeurs de longue durée** ».

L'objectif est d'apporter une solution à la problématique du chômage, en proposant aux chômeurs de longue durée, un emploi en Contrat à Durée Indéterminée (CDI), adapté à leur savoir-faire, sur un temps choisi et en fonction de leur disponibilité.

Le projet repose sur plusieurs principes :

- Activités utiles, ne se substituant pas aux emplois existants, et ne venant pas en concurrence avec les entreprises locales
- Création d'une Entreprise à But d'Emploi (EBE), chargée de recruter les salariés et de développer l'entreprise

- Embauche non sélective, qui permet à l'employeur de proposer des travaux en fonction des capacités et des savoir-faire repérés
- Financement des emplois provenant des activités réalisées, d'un fonds d'expérimentation et de la réorientation des prestations sociales.

Une intervention significative pour l'inclusion sociale et professionnelle des publics les plus fragiles

La qualification des demandeurs d'emploi

La Collectivité Territoriale de Martinique va poursuivre en 2020 ses actions en faveur des demandeurs d'emploi à deux niveaux :

- À travers les aides individuelles : pour offrir au millier de demandeurs qui sollicitent cette aide, chaque année, une vraie opportunité dans la construction des parcours vers la qualification en maintenant le dispositif, et en renforçant son orientation vers les métiers en tension, par la modulation de l'aide apportée.
- A travers les actions collectives : il s'agit d'une offre structurelle de formation qualifiante et certifiante à destination des demandeurs d'emploi. En 2020, première année de plein exercice du PACTE, la CTM s'engage à augmenter de manière significative le nombre de personnes formées en construisant une offre de formation mixant formations préparatoires et formations qualifiantes pour sécuriser les parcours et éviter les ruptures.

Les actions en faveur des publics sous-mains de justice

La CTM a fait le choix de missionner sur cette action l'IMFPA qui a pu ainsi mettre en place 13 actions de formation au sein du centre pénitentiaire représentant une hausse de près de 25% du volume horaire total par rapport au précédent programme et toucher près de 130 détenus.

En 2020, il s'agira de renforcer la formation en direction des publics sous-mains de justice en développant les chantiers d'insertion en partenariat avec le Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation (SPIP) et établir des passerelles pour préparer la sortie en complémentarité avec l'offre déjà existante de l'IMFPA.

La levée des freins à l'accès à la formation

Les demandeurs d'emploi en fonction de leur lieu de résidence et de leur situation familiale sont confrontés parfois à des difficultés d'accès à la formation qui se traduisent par des abandons. Participer au repérage des freins et à leur levée constitue une priorité pour 2020. Outre le maintien de la rémunération et le versement des frais de mobilité pendant toute la durée de la formation, la CTM se propose de renforcer ses outils d'accompagnement par la création de dispositifs spécifiques destinés à faciliter la garde d'enfant pour les parents isolés et le transport. Le PACTE offre à cet égard un cadre d'intervention et des possibilités de financement dédiés.

La levée des freins à l'insertion professionnelle

Les actions arrêtées au titre du Programme d'Insertion (PDI) et du Pacte Territorial d'Insertion (PTI) de la Martinique seront déployées, en mobilisant notamment le Fonds Social Européen. Ces deux plans sont complémentaires et concourent à l'organisation de l'offre et des parcours d'insertion, à l'information et à la mobilisation des dispositifs d'accompagnement existants, ainsi qu'à la coordination des partenaires.

Une offre en faveur des personnes en situation de handicap

La politique de formation des personnes en situation de handicap s'inscrit dans le cadre de la loi handicap du 11 février 2005 qui pose les principes d'accessibilité des personnes en situation de handicap à la vie en société et dans celui de la loi formation du 5 mars 2014, et qui réaffirme le rôle des Régions et donc de la CTM dans l'accès à la formation professionnelle des personnes en situation de handicap.

Dans la continuité des partenariats et des actions engagées, la CTM entend :

- Accompagner les organismes de formation et CFA dans une démarche de progrès pour l'accueil du public en situation de handicap en partenariat avec l'AGEFMA ;
- Proposer une offre de formation qui soit accessible à ce public ;
- Participer à l'animation du réseau des adhérents à la démarche, en y associant l'ensemble des acteurs concourant à la formation des personnes en situation de handicap ;
- Professionnaliser l'ensemble des acteurs et notamment les opérateurs du SPOT pour favoriser l'accès à la formation des demandeurs d'emploi et apprentis en situation de handicap.

La mise en œuvre du plan d'actions de lutte contre l'illettrisme

En 2014, date de la dernière enquête, 13 % des habitants de Martinique, âgés de 16 à 65 ans, ayant été scolarisés dans le système français, étaient en situation d'illettrisme, soit 7 % de plus qu'au niveau national.

Le taux d'illettrisme est plus élevé chez les personnes âgées de 50 ans et plus chez les hommes.

Les chômeurs comptent une forte proportion de personnes en situation préoccupante. En effet, 22 % d'entre eux sont en situation préoccupante face à l'écrit contre 10 % de ceux qui ont un emploi.

Aussi, il est proposé que la CTM retienne comme une priorité la réalisation d'un programme en faveur de ce public et destiné à réaliser des actions de formation

modulaires et individualisées, permettant aux demandeurs d'emploi de développer des savoirs de base et des compétences clés en situation professionnelle et d'accéder à un premier niveau de certification. Cette action vise à toucher au moins 500 bénéficiaires. La possibilité d'utiliser le FSE sera étudiée.

Le développement de la dimension territoriale de l'offre de formation par l'établissement d'un partenariat avec l'antenne de la CTM du nord

Depuis deux ans, la CTM veille à offrir aux demandeurs d'emploi une offre d'égal accès sur l'ensemble du territoire.

En 2020 une attention particulière sera apportée au territoire nord pour répondre aux besoins en faveur des jeunes et des publics en insertion, en termes de formations, d'accompagnement.

Un soutien maintenu à l'alternance

Les changements induits par la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 ont profondément rebattu les cartes en matière d'alternance :

- ✓ L'offre de formation en apprentissage n'est plus régulée par la CTM. Au 31 décembre 2019, la carte des formations ainsi que les conventions quinquennales prennent fin,
- ✓ Les aides aux employeurs d'apprentis sont depuis le 1^{er} janvier 2019 remplacées par une aide unique de l'Etat.

Toutefois, dans ce contexte qui demeure encore incertain quant aux recettes que pourrait désormais percevoir la CTM, il importe de préserver sur le territoire une dynamique en faveur des entreprises qui acceptent de jouer le jeu de l'apprentissage.

Aussi, il est proposé de maintenir les dispositifs existants en matière d'alternance (aide aux employeurs d'apprentis, aides aux contrats de professionnalisation) qui viendraient en complément des aides de l'Etat avec pour objectif affirmé de susciter l'intérêt des entreprises, qui sont un maillon essentiel de cette politique publique

I.1.5 Des outils et des équipements pour tous

La poursuite de la modernisation des équipements mis à la disposition des établissements d'enseignement concernera :

- Le développement du numérique éducatif avec des infrastructures numériques performantes pour :
 - o Poursuivre la mise à niveau du RIME – Réseau d'Interconnexion Martiniquais des Ecoles – dans le cadre du déploiement de la fibre sur le territoire
 - o Déployer le wifi afin de soutenir le développement des usages numériques et du BYOD (Bring Your Own Device) déjà mis en œuvre dans les EPLE à travers l'utilisation des téléphones mobiles, tablettes et ordinateurs portables personnels),
 - o Offrir des services sécurisés (déployer sur 3 ans un environnement sécurisé pour l'ensemble du second degré tout en favorisant l'émergence d'un équipement numérique territorial,
 - o Organiser la protection des données personnelles des élèves et de la communauté éducative et sécuriser les accès informatiques en mettant en place les conditions techniques et les bonnes pratiques
- Et un équipement homogène pour :
 - o Définir avec les partenaires institutionnels un socle d'équipements numériques éducatifs et le déployer de façon homogène pour garantir un taux d'équipement et un développement des usages équitables sur le territoire,
 - o Poursuivre et finaliser la mise en œuvre du Plan Numérique en mettant à disposition des 7 collèges bénéficiaires les équipements mobiles supplémentaires ;
- La mise aux normes des plateaux techniques des établissements et particulièrement les lycées professionnels et les sections d'enseignement général et professionnel adapté (SEGPA) dans les collèges ;
- La poursuite de la mutualisation des équipements sportifs.
Pour l'heure, une mise en œuvre de mutualisation est en cours, en concertation avec le Rectorat pour une utilisation optimale des équipements dans les cités scolaires. S'agissant des autres établissements la réflexion sera poursuivie au long de l'année. Enfin, la mise à disposition des équipements au profit des associations hors temps scolaire se poursuit (Livre Blanc du Sport Martiniquais 2016-2021), la CTM souhaitant renforcer sa politique sportive en faveur de la jeunesse.

L'accompagnement et le soutien des établissements de l'Enseignement Supérieur, les laboratoires de recherche en vue du développement de leurs projets de formation et de recherche et du financement de leurs infrastructures.

La Collectivité entend encourager des projets de recherche et les solutions innovantes traitant de thèmes d'importance stratégique et qui lui permettent de relever les défis auxquels est confrontée la société martiniquaise.

Ce soutien a un double objectif :

- Renforcer les moyens du Pôle universitaire et des autres structures de recherche afin de favoriser leurs visibilitées en matière de recherche, de la qualité de leurs enseignements et de leurs prestations ;
- Continuer à accompagner le développement de la formation, le renforcement de l'employabilité et de l'insertion professionnelle des étudiants, et le financement des équipements structurants.

L'organisation d'un colloque de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche avec notamment l'UA

L'Université des Antilles et singulièrement le Pôle Martinique de l'UA subissent les conséquences de l'autonomisation des universités et l'émergence de nouvelles formes d'organisation.

Dans sa démarche d'excellence, d'attractivité et de visibilité, l'Université est confrontée à de nombreux défis que sont la recherche de nouveaux financements, la soutenabilité financière, la transformation numérique, l'internationalisation.

De son côté, la Collectivité Territoriale n'a eu de cesse d'apporter son soutien pour aider le pôle à relever ces défis.

Dans ce cadre, elle pourrait envisager d'organiser un colloque de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche qui permettra de mieux examiner le paysage de l'Enseignement Supérieur en Martinique.

Ce colloque ambitionne de :

- Partager avec les différents acteurs concernés la vision stratégique de l'ESR en Martinique et des moyens correspondants,
- Donner une visibilité aux actions de l'UA et en particulier du pôle Martinique et des autres établissements de l'Enseignement Supérieur ;
- Favoriser la mise en réseau et les synergies entre les acteurs socio-économiques : entreprises, collectivités, associations, habitants ;
- Soutenir l'ancrage et valoriser l'impact économique local, des établissements de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche et de l'UA sur le territoire.

La création d'un dispositif de suivi des étudiants afin de mesurer le taux de retour des étudiants au pays

La Collectivité de Martinique a mis en place un certain nombre de dispositifs d'aide aux étudiants afin de leur permettre de poursuivre leurs études hors de Martinique. Mais bon nombre d'entre eux ne reviennent pas.

Dans un contexte de diminution de la population en Martinique qui s'explique par son vieillissement et son solde migratoire largement déficitaire, il devient nécessaire de pouvoir mesurer le taux de retour des étudiants et d'évaluer ainsi, l'impact des dispositifs de mobilité des étudiants.

Ce dispositif permettrait d'assurer le suivi et l'étude du phénomène de « fuite des cerveaux », et d'identifier les moyens à mettre en œuvre pour y répondre.

Des actions d'information en direction des élèves et de leurs familles, des apprentis et étudiants, notamment dans les établissements scolaires et universitaires

La loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel impacte la répartition des compétences en matière d'orientation. L'État conserve la mission de "définir, au niveau national, la politique d'orientation", mais il confie aux régions l'organisation des actions d'information sur les métiers et les formations.

Des actions d'information sur les métiers et les formations seront organisées à compter de cette année scolaire 2019-2020, avec les acteurs des secteurs économique, professionnel et associatif mandatés par la collectivité. Elles se feront en coordination avec les psychologues de l'éducation nationale, les enseignants et les conseillers principaux d'éducation et porteront sur :

- La création d'un réseau « d'ambassadeurs entreprise » chargés d'aller à la rencontre des jeunes et leur présenter leur métier, et aussi prêts à les accueillir pour une visite de leur entreprise et découvrir un secteur d'activité, ou pour l'accueil de stagiaires
- L'organisation de tables rondes, rencontres avec divers acteurs pour une présentation du monde économique local
- Le forum des entrepreneurs
- Les échanges sur les bonnes pratiques en entreprise
- L'accompagnement à l'emploi

Elaborer, avec le concours de l'ONISEP, de la documentation de portée régionale sur les enseignements et les professions

Diffuser de l'information et mettre à disposition des établissements de l'enseignement scolaire et supérieur

La loi du 5 septembre 2018 précitée, a transféré aux régions, les missions exercées par les délégations régionales de l'Office national d'information sur les enseignements et les professions (DRONISEP) en matière d'élaboration et de diffusion de la documentation des publications à portée régionale relatives à l'orientation scolaire et professionnelle des élèves et des étudiants (VI Article 18).

I-2 Une implication confirmée en matière de solidarité

Les initiatives engagées depuis le début de la mandature sont multiples, et participent à des niveaux différents mais tous essentiels au mieux-être des populations. Citons notamment :

- Un schéma de l'autonomie dont les actions sont mises en place et continueront de l'être en 2020

- Des dispositifs d'accompagnement des bénéficiaires du RSA et des jeunes majeurs dans le cadre d'une action cofinancée par la CTM et les Fonds européens (11 millions sur le FSE inclusion)
- Un dispositif d'accompagnement renforcé pour les personnes qui ne parviennent pas à trouver un emploi parce qu' socialement fragilisées (accompagnement global avec le pôle emploi)
- Un dispositif d'aide à la réhabilitation du logement
- Des plans d'action dans le cadre de la santé
- ...

La Collectivité Territoriale de Martinique continuera à mobiliser des moyens importants pour accompagner les plus fragilisés des martiniquais, et à construire, en dépit des marges contraintes, des politiques sociales innovantes.

I-2.1 La lutte contre la pauvreté

La récente signature **d'un plan de lutte contre la pauvreté** en Martinique témoigne de la mobilisation pour les plus fragiles.

Ce plan comprend des axes d'intervention partagés avec l'Etat :

- ✓ La fin des sorties sèches de l'aide sociale : il s'agit de permettre aux jeunes de choisir un référent officiel pour être accompagnés dans leur parcours d'insertion sociale et professionnelle
- ✓ La simplification des guichets et des services, à partir d'une généralisation des lieux de proximité destinés au premier accueil social.

Ce plan comprend également des actions en propre par les Collectivités : La CTM a choisi de retenir, au regard des mutations démographiques de la Martinique, de cibler la pauvreté des personnes âgées de plus de 60 ans.

Le Plan de lutte contre la pauvreté sera cofinancé en partenariat avec l'Etat.

I-2.2 Le renforcement de l'accompagnement des personnes âgées et des personnes en situation d-e handicap

En 2020, pour les deux champs que recouvrent les politiques publiques en direction des **personnes âgées et des personnes en situation de handicap**, le schéma de l'autonomie, défini en partenariat, servira de document de référence pour la mise en place des actions. L'accent continuera à être mis sur le rééquilibrage territorial tant du point de vue des structures d'hébergement que de celui des services.

Les actions porteront notamment sur les mesures à mettre en œuvre pour assurer l'amélioration de l'offre, et sur les innovations pour permettre un maintien à domicile.

S'agissant de l'offre, l'accent sera porté sur la **réhabilitation et la remise aux normes du Centre Emma Ventura** ainsi que l'étude en vue de la création du **pôle**

d'excellence gériatrique. L'objectif est d'offrir à la population âgée, un centre permettant en un lieu unique regroupant l'ensemble des services : accueil, information, consultations mémoire, plateau technique mais aussi hébergement EHPAD, hôpital de jour,.)

Le Pôle de gériatrie permettra de structurer une filière efficiente et performante répondant aux besoins de la population âgée (prévention, repérage fragilités, expertise...).

L'étude sera lancée en 2020.

Les innovations cibleront prioritairement deux outils :

- **EPHAD à domicile** : La personne âgée bénéficie à son domicile et selon son état de dépendance, des services dont elle bénéficierait en EHPAD (soins infirmiers, kinésithérapie, hôtellerie, restauration...) ; mais aussi la sécurisation de son domicile à travers des outils tels que la domotique ; et enfin un volet important consacré au maintien et développement des activités favorisant le lien social (activités sportives, participation aux activités des EHPAD ou associations, sorties...)
- **Le baluchonnage** permet de proposer à domicile des aidants professionnels pour le maintien à son domicile de la personne âgée, tout en offrant également des solutions de répit pour les aidants naturels (service d'accueil de nuit...). L'objectif principal est de permettre à l'aidant de bénéficier d'un moment de répit tout en ayant la garantie d'une prise en charge de son parent sur son lieu de vie habituel.

I-2.3 Une meilleure équité en matière d'accès aux services et aux soins

Sur l'équité et l'offre de services, citons notamment le projet de « **Taxi-social** » qui vise à mettre à disposition des personnes les plus isolées et/ou avec des moyens de déplacement limités, un service de transport à coût modéré, leur permettant, notamment de se rendre à une consultation médicale ou à la pharmacie.

Les véhicules dédiés à ce service pourront être commandés grâce à une plate-forme de réservation téléphonique pour un service opérationnel de 7h00 à 17h00 tous les jours de semaine et le samedi matin.

Dans le même ordre d'idée, le **bus dentaire** proposera notamment dans les communes les plus sous-dotés en chirurgiens-dentistes, des soins d'urgence, des opérations de prévention voire de dépistage. Les actions proposées seront principalement destinées aux populations les plus précaires (bénéficiant de la CMU entre autre) et aux personnes âgées.

En ce qui concerne **le logement**, le nouveau dispositif d'aide à l'amélioration devrait, avec l'apport d'une meilleure qualité des dossiers et d'une information de proximité,

accompagner les personnes ciblées (personnes âgées, en situation de handicap ou en difficulté sociale).

S'agissant de l'accompagnement des jeunes mères et leurs enfants notamment sur l'alimentation, la vaccination et la parentalité, **la Protection Maternelle et Infantile (PMI)** continuera en 2020 d'être un outil primordial.

La **protection de l'enfance** restera également au centre des préoccupations. Et en 2020, des études seront lancées avec des universitaires, avec un accent sur l'accompagnement au-delà des 20 ans des jeunes majeurs volontaires pour s'insérer.

Enfin, s'agissant de la **santé**, le projet de Cyclotron constituera l'opération phare. D'un coût total de 11 M€, c'est un équipement médical permettant la production de radionucléides, et dans un laboratoire associé, la préparation de médicaments radio-pharmaceutiques, qui après administration au patient, seront détectés par un autre appareil, le TEP-SCAN ou la TEP IRM, pour le diagnostic de tumeurs cancéreuses ou le diagnostic de maladies neurodégénératives telles que la maladie d'Alzheimer, ou le diagnostic de maladies cardio-vasculaires.

I-2.4 Une meilleure efficacité des services par la digitalisation

Pour améliorer l'efficacité des politiques mis en œuvre dans le cadre des solidarités, des **Systèmes d'information** spécifiques seront mises en œuvre :

- **Le primo accueil pour les publics fragilisés** : l'installation d'une plateforme de primo accueil, un des projets majeurs en faveur du renforcement du lien avec la population ;
- **L'assistance aux publics fragilisés** : la géolocalisation via une montre connectée, à titre expérimental auprès personnes atteintes de troubles spatiotemporels.
- **La gestion électronique des documents (GED)**: le suivi de l'action en faveur des personnes en situation de handicap, par le biais d'une GED mutualisée entre plusieurs acteurs de la Collectivité.
- **Nouveau logiciel de gestion du RSA**: afin de suivre la réinsertion des publics bénéficiaires du RSA ;
- **La gestion informatisée des agréments des assistants familiaux et de l'activité de la Protection Maternelle Infantile** pour le suivi prénatal et post-natal, deux actions phares en faveur du plus jeune public.

I-3 Des outils pour systématiser l'accès à la culture

La culture est un facteur de cohésion sociale, d'intégration sociale et de développement économique dans des filières pourvoyeuses d'emplois. En 2020, de nombreuses initiatives seront mises en œuvre dans ce domaine :

- ✓ En lien avec l'orientation majeure du budget 2020, des orientations phares pour la jeunesse
- ✓ Des équipements structurants pour accompagner la diffusion culturelle
- ✓ Des actions pour favoriser l'accès de la culture à tous et animer le territoire
- ✓ Des événements pour marquer les temps forts
- ✓ Des initiatives pour accompagner des outils de diffusion

I-3.1 Des actions en faveur de la jeunesse

L'attribution des bourses à la formation culturelle et artistique s'inscrit dans le cadre du dispositif d'aide pour les formations culturelles et artistiques. Il s'agit de bourses pluriannuelles destinées à couvrir les frais de formations non dispensées en Martinique.

Afin de valoriser les créations de ces jeunes boursiers, la Collectivité organise tous les deux ans, **la manifestation d'initiative territoriale « Jenerasyon Artistik Matinik »**. Ce festival pluridisciplinaire permet à une vingtaine d'étudiants de s'exprimer dans la discipline correspondant à leur choix de formation.

Les actions en direction des collèges seront reconduites :

Opération « Culture et collèges »

Ce dispositif initié, en 2014-2015, en direction des collèges, a pour but de :

- combattre les inégalités d'accès à la formation artistique induites par l'origine socio- culturelle du jeune public ou l'éloignement géographique de l'offre culturelle ; C
- démocratiser l'offre d'enseignement artistique ; D
- inclure la créativité, le jugement esthétique et la pratique artistique dans une dimension éducative ; I
- inscrire les acquis dans la continuité, en facilitant, en fin de cursus, le choix des matières artistiques optionnelles en lycée. I

« Culture et collèges » se décline au sein de 13 collèges les plus éloignés de l'offre culturelle sous la forme d'ateliers animés par des artistes confirmés dans les disciplines de la danse, de la musique, du théâtre et du conte. Un spectacle en fin d'année scolaire permet d'évaluer les acquis de ce dispositif et de valoriser les élèves.

Action « Un livre, un débat »

Cette action s'inscrit dans la continuité de la politique d'acquisition d'ouvrages et de soutien à la diffusion de l'écrit.

Elle tend à l'organisation, après achat de livres et de leur mise à disposition des Centre de Documentation et d'Information (CDI), d'une rencontre entre les auteurs des publications acquises et les scolaires des établissements destinataires.

4 à 5 rencontres sont organisées au cours de l'année scolaire sur différents sites de la Collectivité : CDST, Pagerie, IMS...

Le soutien des jeunes dans leur parcours éducatif et d'insertion sera renforcé :

« Des collégiens à la CTM : découvre mon métier, partage ma passion »

Destiné à plus 4 000 collégiens, la recherche de stage pour les élèves de 3^{ème} peut s'avérer difficile et le choix se fait, faute de réseau, souvent par défaut, pour un certain nombre d'entre eux.

Il s'agira de déployer une offre de stages au sein de services de la CTM pré-identifiés.

En faveur de l'égalité des chances, cette action facilitera également la découverte de la fonction publique territoriale (notamment ses filières techniques, scientifiques et technologiques, porteuses de métiers d'avenir).

La mise en place de ce dispositif se formalisera par l'élaboration d'une plateforme de banque d'offres de stage en ligne.

Amélioration de l'accès à l'information

Deux actions permettront d'élargir l'émergence d'espaces de participation ainsi que le développement de la citoyenneté chez les jeunes.

- « Dis-moi pourquoi, dis-moi comment ? »

Compte tenu de l'importance des réseaux sociaux, quant à l'information des jeunes, la collectivité les accompagnera dans la perception et le traitement de cette information en mettant en place, de façon bimestrielle, un espace d'information, de sensibilisation et d'échanges, autour de divers thèmes et préoccupations.

Cet espace leur donnera l'occasion de s'exprimer et de débattre avec des professionnels ou personnalités qualifiées, en mesure de répondre à leur questionnement et de leur apporter une information généraliste, actualisée et objective.

- « La parole aux jeunes »

Afin d'enrichir le lien intergénérationnel et le vivre ensemble, la Collectivité envisage d'instituer un moment de médiation et de partage durant lequel les jeunes d'horizons et de profils divers échangeraient avec les adultes sur des thèmes favorisant la connaissance de l'autre et l'acceptation des différences.

Ce moment de médiation et de partage basé sur l'ouverture d'esprit et la tolérance, permettra d'encourager la réflexion et la confrontation, de comprendre les divergences et d'enrichir ainsi le lien intergénérationnel.

Mise en place de projets transversaux

Dans le cadre d'un appel à projet, élaboré en transversalité avec d'autres domaines de compétences de la collectivité, telles que la culture et l'éducation, cette opération permettra l'appropriation par les jeunes de nos contenus culturels et historiques et de promouvoir leur savoir-faire.

Soutien aux projets associatifs

Cette action s'inscrit dans une démarche de travail collaboratif avec les partenaires institutionnels pour l'élaboration d'un projet territorial de développement des politiques en matière de jeunesse et de vie associative

I-3.2 Des équipements structurant pour accompagner la diffusion de l'offre culturelle

Préfiguration du Musée d'Art Contemporain

La création du Musée d'art contemporain a été entérinée par la Collectivité Territoriale de Martinique et ratifiée par l'Assemblée Plénière en date du 16 mai 2019. Ce projet d'envergure se découpe en trois phases distinctes : la préfiguration du musée, la création et la gestion des réserves muséales et l'implantation du musée sur le site de l'ancien palais de justice de Fort-de-France.

La phase liminaire de préfiguration a pour objectif d'installer l'équipe en charge du projet et de développer des actions culturelles et artistiques, en corrélation avec la ligne directrice du futur musée. A terme, ce lieu sera consacré à des résidences artistiques afin de diversifier l'offre du Musée d'Art Contemporain.

Muséographie de Père Pichon

Cette action permettra de mettre en lumière les collections du Musée du père PINCHON. Au-delà des collections physiques, elle constitue une véritable Bibliothèque Vivante accessible à tous publics grâce notamment aux apports du numérique et des équipements interactifs. En effet, ces derniers permettront de valoriser via la dématérialisation des supports l'ensemble des données concernant les espèces végétales et animales de la Martinique, notamment les espèces endémiques.

Rénovation du Centre Culturel de Gradis

Le centre culturel de Gradis a l'ambition de fonctionner sur le modèle des nouvelles médiathèques, originales et fédératrices comme les médiathèques « Tiers-Lieu » qui proposent un lieu de partage, de rencontres et d'initiatives citoyennes, dynamique et moderne, placé sous le signe de la culture, du loisir, et de l'échange des savoirs et savoir-faire. Il fédère l'ensemble des communes de CAPNORD autour du projet culturel intitulé : "Développement des arts et de la culture en milieu rural", dont le contenu s'adresse à des publics divers.

Ce centre culturel constituera un pôle fort d'activités artistiques et culturelles qui permettra de développer de nouveaux usages et de renforcer les partenariats pour lutter notamment contre l'isolement, l'illettrisme et les phénomènes de délinquances.

I-3.3 Des actions pour favoriser l'accès de la culture à tous et animer le territoire

L'action phare sera la Mise en œuvre de l'École Martiniquaise d'Enseignement des Arts (EMEA):

À travers son volet « danse », La CTM souhaite asseoir une véritable politique culturelle d'aménagement du territoire à travers l'enseignement artistique.

La création de l'École Martiniquaise des Arts est un enjeu fort de la mandature et se veut un outil de développement au service du public. L'objectif visé est de favoriser l'accès aux enseignements et pratiques artistiques et de former des jeunes avec une exigence de qualité, dans tout l'éventail des expressions : danse, musique, théâtre. L'EMEA par ses actions devrait ainsi concourir à l'attractivité et au rayonnement du territoire.

Après le volet « musique », dans une deuxième étape la collectivité souhaite apporter son soutien aux écoles et compagnies de danse qui correspondent au deuxième domaine du projet EMEA.

Afin d'assurer géographiquement le principe de territorialisation de l'enseignement artistique, il est proposé à titre de préfiguration une liste d'écoles et compagnies de danse pressenties en fonction de la qualité et des critères de qualité de l'enseignement de la danse.

Accompagnement à la professionnalisation des compagnies

Cette action se traduit par des aides à la création et à la diffusion avec un accompagnement particulier en direction des compagnies de danse et de théâtre exerçant une activité régulière et permanente.

Territorialisation de la diffusion du spectacle vivant

Cette opération vise à décentraliser des spectacles en communes en s'appuyant sur les sites culturels de la CTM et notamment le CDST, le Centre culturel de Fonds Saint Jacques, Gradis, le Parc des Floralies, mais également le Domaine de Tivoli, après réalisation des travaux dans le bâtiment mis à disposition de l'association Terre d'Arts.

L'objectif est d'offrir d'autres espaces scéniques, se rapprocher du public, élargir le public, rentabiliser les créations, créer du lien social, offrir d'autres sources de financement aux artistes (billetterie), valoriser les satellites, permettre aux intermittents du spectacle d'effectuer leur quota d'heures pour bénéficier des avantages liés à leur statut d'intermittent.

Le festival « Biguine Jazz » :

Avec un public évalué à environ 4 500 personnes sur les différents sites, le festival Biguine Jazz a une nouvelle fois pour cette édition 2019 participé à l'irrigation du

territoire en matière d'offre culturelle. Différentes communes ont accueilli ce festival : François, Lamentin, Schœlcher, Saint Pierre, Trois Ilets. La notoriété de ce festival croît d'année en année.

La reconnaissance du soutien de la Collectivité, principal partenaire de ce festival, se traduira à travers son accompagnement dans la programmation artistique, dans une communication plus ciblée en direction des vacanciers, du public étranger dans les hôtels, aéroport... afin d'accroître l'envergure du festival et également dans l'amélioration des conditions d'accueil du public sur les sites mis à disposition.

I-3.4 Des événements pour marquer des temps forts de notre histoire, de notre patrimoine et de notre culture

L'année 2020 marquera le 150ème anniversaire de l'insurrection du Sud.

La Collectivité Territoriale de Martinique se propose de commémorer ce fait historique à travers le projet : « **Sur les traces des insurgés** ». Ce projet consiste à mettre en place un parcours dans le sud de la Martinique, en érigeant, sur les sites où des manifestations significatives se sont déroulées, une œuvre autour du même visuel, marquant les principaux lieux de cette insurrection. 10 sites ont été retenus.

Le Campus Caribéen des Arts est intéressé par l'idée d'intégrer ces réalisations dans son projet pédagogique 2019/2020 permettant aux étudiants de travailler sur un projet concret en lien avec leur formation et leur territoire.

I-3.5 Des outils de diffusion renforcés

La **BNPM** (Banque Numérique des Patrimoines Martiniquais) ouvert en octobre 2010 est un véritable outil de développement et de valorisation du patrimoine historique et culturel dans toute sa diversité. C'est un outil de référence de médiation numérique au service de la population et un outil de rayonnement de la culture martiniquaise dans le monde et d'attractivité du territoire pour les visiteurs. A travers les technologies du web, il offre aux Martiniquais et au monde entier, un accès 24h/24 à un grand nombre de ressources (photographie et cartes postales anciennes, ouvrages unique et précieux, manuscrits). Actuellement sur le portail on compte plus de 5 000 documents représentant 137120 images numériques et 104323 ancêtres relevés dans les registres d'état civil, registre militaires ou disparus dans la catastrophe de 1902.

La bibliothèque Schœlcher

Le développement du numérique a donné une nouvelle jeunesse aux bibliothèques.

Pour la Martinique et plus particulièrement pour la Bibliothèque Schœlcher, la bibliothèque peut à la fois s'ouvrir au monde en exportant et proposant à la planète

ses collections riches et uniques ; et accéder aux savoirs du monde et les redistribuer à ses usagers.

La bibliothèque est le lieu par excellence de lutte contre l'illettrisme et « l'intronise » car elle offre un service de plus en plus adapté à chaque usager avec en plus des fonctionnalités interactives.

Les financements des travaux de modernisation de la Bibliothèque Schoelcher sont acquis dans le CCT.

I-4 Démocratiser les pratiques sportives

En lien avec l'orientation majeure pour **2020**, en faveur de la jeunesse, la CTM poursuivra l'**opération « Sport-Vacances » pour les jeunes de condition sociale modeste**.

La collectivité renforcera par ailleurs sa politique sportive à travers :

- La mise à disposition d'équipements structurants
- Le développement des actions sport-santé
- Le renforcement du volet « insertion par le sport »

I-4.1 La mise à disposition d'équipements structurants

- **Le Golf des Trois-Ilets**, avec la poursuite des travaux de rénovation et d'entretien ainsi que de la modernisation de la gestion.
- **L'Hippodrome**, pour modernisation du site et amélioration de la gestion
- **Le Stade Louis Achille**, par la réalisation de travaux visant à maintenir la qualité d'exploitation des divers plateaux, notamment au service des établissements scolaires, des ligues, des comités et des associations.
- **Le Stade Desclieux** avec des travaux de rénovation des aires de jeux, de sécurisation et de mise en conformité de la structure qui seront réalisés en 2020
- **Un équipement pour les sports mécaniques.** En réponse aux attentes de la discipline et face aux enjeux de sécurité routière, le projet de création d'une piste de sécurité routière est relancé, notamment sur le site de Carrère. Cet équipement dédié à la course automobile et motocycliste est une première réponse pour l'accueil des compétitions pour les départs-arrêts.
- **La Mise à disposition des associations des équipements sportifs scolaires.** Le dispositif vise à permettre aux associations de disposer, par conventionnement, des équipements sportifs intra-muros des collèges et lycées, hors temps scolaire, dans un cadre maîtrisé et sécurisé.
- Reposant sur une cartographie dynamique, cet outil a été réalisé en gestion collaborative et transversale entre les différentes directions

I-4.2 Le développement des actions sport santé

L'activité physique est reconnue et préconisée comme levier d'actions pour préserver la santé et agir sur les pathologies chroniques.

Cette action vise donc à :

- Mettre en œuvre des dispositifs multi partenariaux pour l'amélioration de la santé de la population par l'activité physique. Cet axe fort, est déployé en collaboration avec les autres institutions, notamment l'Institut Martiniquais du Sport, **par le biais de la plateforme sport santé**. Cet outil bénéficie d'un soutien dans le cadre du CCT
- Accompagner les projets associatifs pour l'organisation de manifestations « Sport-Santé » ;
- Favoriser l'information et développer l'offre d'activités physiques et sportives de loisirs ;
- Soutenir le dispositif SAPHYR (amélioration de la santé par l'activité physique) qui vise à redonner aux publics les plus éloignés, confiance en leurs capacités à pratiquer une activité physique régulière.

I-4.3 Le renforcement du volet « Insertion par le sport »

Il s'agit par cette action de :

- Inciter les associations et clubs sportifs à la mise en place d'actions spécifiques pour les publics les plus éloignés des activités sportives, notamment les jeunes issus des quartiers sensibles et des personnes en situation d'handicap
- Accompagner les actions du mouvement sportif visant à la reconnaissance du bénévolat ;
- Mettre en exergue le sportif de haut niveau, comme pilier de la promotion du territoire et du partage des expériences pour la transmission aux jeunes. Le FSE pourra être également mobilisé.

AXE 2 : S'INVESTIR DANS LES FILIERES PORTEUSES

Les différentes filières affichent une amélioration de la situation.

La **filiale tourisme** continue à montrer des signes d'amélioration, avec en 2018 une amélioration record de la fréquentation touristique, toutes catégories confondues (+0,5% par rapport à 2017) se traduisant par une hausse des dépenses globales des touristes de de + 6,3% sur un an. Cette hausse s'explique principalement par une augmentation de la dépense moyenne (43€/touriste en moyenne en 2018 contre 41 euros en 2017). Elle illustre les évolutions positives en terme de diversification et d'amélioration des produits touristiques au niveau aussi bien des hébergement que des activités grâce aux aides accordées par la CTM avec l'appui des fonds européen

(FEDER et FEADER). De nouvelles avancées sont prévues en 2020 sur les bases stratégiques définies par la grande conférence du tourisme de juin 2016 confirmées avec le STDEII et le CCT.

Pour **les services aux entreprises**, l'amélioration du climat se confirme, avec une hausse des investissements pour la première fois depuis 2017.

La filière **numérique** montre toujours un fort potentiel de croissance et d'emplois.

En 2018, **l'artisanat** concerne 10 253 entreprises, soit une hausse de 1,9% sur un an.

Le secteur de l'industrie reste très majoritairement porté par l'industrie agro-alimentaire (rhum, bières et sodas). Les efforts entrepris par la CTM pour amplifier les actions en matière **d'énergie** pour accompagner la transition et l'efficacité énergétique commencent à se concrétiser par la multiplication d'initiatives entrepreneuriales dans ce domaine.

De même, les initiatives de la CTM pour favoriser les projets locaux **d'économie circulaire**, encourager une gestion durable des ressources naturelles locales se traduisent progressivement par une mutation du système de production martiniquais avec l'apparition d'un nouveau type d'industrie moins impactant pour l'environnement et plus économe en ressource.

Il faut noter cependant que le regain de confiance qui caractérise l'ensemble des secteurs reste moins marqué dans les secteurs traditionnels : agriculture, pêche-aquaculture) et Bâtiment Travaux Public (BTP)

Le nombre d'exploitants et d'exploitations **agricoles** continue de diminuer. Selon la Mutualité Sociale Agricole, le nombre de chefs d'exploitations agricoles a reculé de - 1,1% entre 2016 et 2017. En 2018, le recul se confirme avec -1,7%

A noter cependant le développement de l'agriculture biologique avec 48 producteurs certifiés en 2017 contre 44 en 2015.

La **filière aquacole** pourtant identifiée comme une véritable opportunité de diversification d'activités pour les marins pêcheurs et de contribution à l'autonomie alimentaire en produits frais et de qualité, est en déclin notamment suite au phénomène de chlordecone.

Le nombre d'entreprises aquacoles, ainsi que la production, sont en chute libre depuis 2010. Sur une vingtaine de fermes aquacoles actives, il n'en reste plus que 3 en 2019.

Parmi les facteurs techniques identifiés impactant ce secteur figurent l'irrégularité de la production d'alevins, la dépendance vis-à-vis de fournisseurs extérieurs, la faiblesse de capacité financière et de maîtrise de gestion d'entreprise des aquaculteurs, l'absence de suivi technique des fermes...

La production de la **pêche** (estimée par le Système d'Informations Halieutiques de l'IFREMER) s'élève à 783 tonnes en 2017 ce qui correspond à une valeur d'environ 9 M€. En 2009, ce chiffre était de 1420 tonnes, soit une baisse de 55 %.

Plusieurs facteurs ont contribué à la dégradation des conditions d'exercice de la pêche et à l'effondrement de la production : la contamination des zones côtières par la Chlordécone, et l'interdiction de pêche induite sur un tiers du linéaire côtier ; la prolifération d'algues sargasses ; une baisse globale de l'effort de pêche et de la rentabilité des navires côtiers, due à la forte augmentation des coûts de production et principalement des frais de carburant (20 % du chiffre d'affaires des armements) et de la baisse des rendements ; une flottille vieillissante (âge moyen des navires de 20 ans), inadaptée notamment sur la sécurité à la pêche au large et un taux de renouvellement faible avec des entrées en flotte limitées (4 navires/an).

Conséquence de la crise immobilière de 2008-2009 liée à la fois à la crise sociétale et au réaménagement du dispositif de défiscalisation, l'activité de la filière **BTP** a diminué sur les dernières années et n'arrive pas à retrouver son niveau d'avant-crise. Il faut signaler néanmoins que l'indicateur « importations de matériaux de construction » montre une baisse moins marquée sur les dernières années.

Forte de ces différents constats, la CTM continuera à apporter un soutien conséquent aux secteurs traditionnels en crise pour assurer leur mutation, tout en déployant parallèlement des mesures pour conforter l'émergence des nouvelles filières innovantes.

Des outils transversaux pour accompagner l'ensemble de ces filières.

L'objectif est d'accompagner la restructuration en cours du tissu économique martiniquais pour favoriser l'émergence de nouveaux métiers dans les filières traditionnelles et les filières innovantes, et garantir une meilleure **attractivité** pour la nouvelle génération.

II-1 Des outils transversaux pour accompagner les filières

II-1.1 Le lancement effectif des 3 fonds d'ingénierie financière

La validation donnée par l'Assemblée plénière les 21 juin 2018 et 19 juillet 2019 prévoit 3 opérations majeures :

- La création du Fonds JEREMIE dédié aux instruments de capital-investissement et instruments de garantie.
- La création d'un Fonds de Prêt d'Honneur « Création, Développement, Reprise-Transmission, Innovation, Numérique ».
- La création d'un Fonds de Prêt d'Honneur dédié à l'insertion par l'activité économique de personnes éloignées de l'emploi (futurs chefs d'entreprises) souhaitant créer ou reprendre une entreprise.

Ces 3 opérations font appel à des financements FEDER (Axe 3 /sous-mesure 3-2-1 du PO 2014-2020 « Environnement financier des entreprises »).

II-1.2 La transformation numérique des entreprises

Pour une entreprise, le numérique constitue une opportunité de croissance et de création de valeur autour de son offre.

Le Pass Numérique, l'aide à transformation numérique des entreprises issue du dispositif territorial d'aides aux entreprises, permet d'accélérer l'appropriation des outils numériques professionnels par les entreprises traditionnelles martiniquaises. Cette aide est à destination des TPE de moins de 30 salariés qui n'ont pour la plupart, pas entamé leur transformation numérique. En 2019, la version simple du Pass Numérique est déjà opérationnelle permettant l'accompagnement à la transition numérique des projets modestes. En 2020, dans le cadre du parcours complet du Pass Numérique, un appel d'offres sera lancé afin de labéliser le pool de prestataires numériques que la CTM paiera en direct par différents bons de commande.

La Collectivité continuera d'accompagner en 2020 les projets de transformation numérique des entreprises en lien avec les fonds européens FEDER à travers la mesure 3.2 « Améliorer la compétitivité des entreprises martiniquaises par l'augmentation de l'offre de financement adaptée, la structuration et la diversification de la production ». Un dossier FEDER sur l'axe 3.2.3 sera déposé par la DFNTHD dans le cadre du financement du Pass Numérique.

II-1.3 L'accompagnement à l'innovation

L'accompagnement des entreprises à l'innovation s'accroîtra au travers de plusieurs volets :

- Etudes de faisabilité pour favoriser **la mise sur le marché de produits et de services innovants** à forte valeur ajoutée. Ces projets devront viser notamment des retombées économiques et technologiques directes sous forme de nouveaux produits, procédés, services et technologies.
- Les projets **en phase de « développement et industrialisation »** pour encourager la création durable d'activités innovantes, notamment à dominante industrielle, et de créer de l'emploi. Le dispositif s'adresse ainsi aux entreprises ayant un projet de développement de nouveaux produits et services ou un projet innovant d'expérimentation industrielle, contribuant à la réindustrialisation et à la création d'emplois durables. Les projets peuvent également viser une diversification ou une évolution innovante du process industriel, une innovation de procédé ou d'organisation.
- **Aides à la maturation des projets et Aides à l'expérimentation des projets innovants**

La CTM accompagnera ces projets soit par le biais des dispositifs « CTM », soit en partenariat avec la BPI, soit en co-financement avec le FEDER.

Elle mettra par ailleurs en œuvre des dispositifs spécifiques « innovation » :

- ✓ Une Cartographie et un annuaire des acteurs de l'innovation et de la recherche
- ✓ Une Plateforme innovation Martinique
- ✓ Un système d'information et de reporting : tableau de bord ou observatoire territorial
- ✓ Des sessions de formation pour les acteurs au programme horizon Europe
- ✓ Un Projet de stratégie territoriale de culture scientifique, technique et industrielle (CSTT)

II-1.4 L'accompagnement à la structuration des filières

La CTM privilégiera le financement des projets démontrant un apport concret et déterminant à une filière et à sa structuration, en bénéficiant notamment à plusieurs petites et moyennes entreprises (PME) issues de cette filière. Ces projets peuvent notamment prendre la forme de :

- **Création d'unités industrielles partagées** permettant à des entreprises d'une même filière s'inscrivant dans une stratégie globale de mutualiser leurs investissements pour participer activement à la stratégie de la filière ou de bénéficier d'un accès à des moyens ouverts,
- **Mise en commun de compétences techniques** permettant aux entreprises d'une même filière de mutualiser leurs travaux de recherche et développement ainsi que les investissements nécessaires à la conduite des preuves de concept, des tests et de tous autres travaux leur permettant d'améliorer collectivement leur compétitivité,
- **Mise en place d'outils collaboratifs** permettant aux entreprises s'inscrivant dans une stratégie d'intérêt collectif pour une filière ou un sous-secteur d'une filière, de partager des outils à vocation non technologique dans des domaines aussi variés que la logistique, les achats, l'informatique, l'intelligence économique, l'observatoire, les RH, le design, le marketing, l'économie circulaire, l'écologie industrielle, ... avec un plan d'affaires dédié.

Une attention plus particulière sera portée aux filières suivantes :

- La transformation agroenvironnementale : agroalimentaire, cosmétique, biotechnologie, valorisation de la pharmacopée, valorisation des coproduits alimentaires, valorisation énergétique des déchets agricoles, valorisation des ressources environnementales (eau, vent soleil, biodiversité) et valorisation des déchets induits,
- La transformation halieutique, la valorisation des algues, des sargasses, la biotechnologie, le développement énergétique, l'économie de la mer
- Le Tourisme et les services, Industries créatives et culturelles
- Les Techniques de l'Information et de la Communication, édition de services, applications numériques et logicielles
- La gestion des risques
- La construction durable

- L'élaboration de nouveaux modèles économiques intégrant de nouvelles données : transformation digitale, introduction de nouveaux outils de management, de systèmes d'information, application de nouveaux outils de marketing et de commercialisation.

Ces dispositifs pourront être mis en œuvre en cofinancement avec les fonds européens, ou dans le cadre du Programme d'Investissement d'Avenir (PIA) en partenariat, ou dans le cadre du CCT, en fonction de la taille du projet.

II-2 L'accompagnement à la transformation des filières traditionnelles

II-2.1 Des dispositifs pour assurer la mutation des filières pêche et l'aquaculture

Les interventions de la Collectivité Territoriale de Martinique pour une pêche durable et responsable et une aquaculture rationnelle et saine, auront pour objectifs stratégiques :

- La modernisation de la flotte de pêche, l'étude pour la construction de navires plus sûrs,
- La réduction de la facture énergétique,
- La gestion des ressources vers un rendement maximum durable pour chaque stock,
- La prise en compte de la ressource disponible et l'adaptation des techniques de pêches,
- La meilleure valorisation des produits et des perspectives de marché,
- La mise en place d'un éco-label, signe de qualité des produits de la mer,
- L'installation des jeunes pêcheurs,
- L'amélioration de l'offre de formation et la sécurisation d'un revenu minimal.

Ces différents objectifs seront mis en œuvre par les différents outils déjà déployés :

- L'Aide Territoriale à l'Emploi de Matelots
- L'Aide Territoriale à la création et / ou à la reprise d'entreprises de pêche
- La Prime à Installation de jeunes pêcheurs intervient dans le cadre de la poursuite de la mise en place du plan de développement et de structuration de la flotte de pêche.
- L'Action de soutien, de promotion et de valorisation de la filière halieutique et aquacole
- Le financement des Dispositifs de Concentration de Poissons (DCP)
- Les aides pour les programmes d'actions collectives portés par les structures de la pêche et de l'aquaculture (Comité Régional des Pêches Maritimes et des Elevages Marins, Coopérative des aquaculteurs de Martinique, Ifremer, Association de Marin Pêcheurs, autres...).
- L'Aide exceptionnelle à l'accompagnement de l'appareil productif individuel aquacole

Les co-financements requis pour mobiliser le Fonds Européen pour les Affaires Maritimes et la Pêche seront également mobilisés.

En complément, trois initiatives innovantes phares garantiront la nécessaire mutation de ces deux filières atones, qui recèlent cependant un véritable potentiel :

- **Le renouvellement de la flotte de pêche**

Afin d'encourager les acteurs à exploiter le segment de pêche rentable, compétitive et durable en favorisant les projets qui présentent la meilleure efficacité énergétique et la plus grande sélectivité de pêche, la Commission Européenne a modifié les lignes directrices du règlement CE n° 2792/1999 pour l'examen des aides d'Etat dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture.

Ces aides rentreront en vigueur à la fin de l'année 2020.

Dans ce cadre, il est prévu de mettre en place une subvention pour l'acquisition de navires neufs de plus de 7 mètres et moins de 12 mètres pour la création d'une entreprise d'armement à la pêche artisanale et garantissant une gestion durable de la ressource.

Cette mesure sera confortée par le redéploiement d'un programme de pose de DCP légers et de DCP lourds avec transmetteurs GPS (dit géo localisable).

- **Le Programme de développement durable et de promotion de l'aquaculture en Martinique**

La principale innovation constituera, dans ce cadre, en la mise en place d'un pôle aquacole composé d'un centre technique aquacole et d'une pépinière.

Le pôle aquacole aura pour but :

- D'assurer l'approvisionnement en larves et alevins de la filière aquacole ;
- De réaliser des tests à l'échelle de production et des études de faisabilité-technico-économique,
- D'accueillir, au sein d'une pépinière, de jeunes entreprises aquacoles pour démarrer leurs activités grâce à la location d'outils de travail et en bénéficiant d'un accompagnement technico-administratif pour faciliter l'installation,
- D'offrir un suivi et accompagnement technique aux aquaculteurs déjà pleinement en activités leur permettant de mettre à jour ou de renforcer leurs compétences professionnelles,
- De faciliter la transformation et la valorisation des produits, en créant des connexions avec des projets portés par des EPCI du territoire.

- **Les premiers jalons pour la mise en place du Pôle Mer**

La Collectivité a saisi l'opportunité de l'appel à projets « Campus des Métiers et des Qualifications/Territoire d'Innovation Pédagogique », pour mettre en place les premiers jalons du futur Pôle Mer.

Outre la mise en réseau des acteurs de la formation, le projet met en cohérence les projets portés par les acteurs économiques (Grand Port Maritime de la Martinique/GPMLM, la Société Anonyme de Raffinerie aux Antilles/SARA, le Parc Naturel Marin/PNM.) et les acteurs de la recherche (Institut Français pour l'Exploitation de la Mer/FREMER, Université des Antilles)

Cette mise en synergie des différents acteurs a permis d'identifier et de proposer des chaînons alors manquants dans l'offre de formation (BTS maintenance électro-naval, Diplôme Universitaire « métiers de l'environnement », Master valorisation de la biologie marine...).

Le projet présente par ailleurs des atouts incontestables en matière d'innovation et d'attractivité :

- Des **internats** qui devraient être modernisés (Lycée Nérès, EFPMA) pour accueillir les jeunes d'ici et d'ailleurs
- Une **pépinière d'entreprise** (dans le cadre du Centre Technique Aquacole)
- Un **écosystème digital** : le Village des Start Up de l'économie bleue
- Des programmes de **recherche appliquée** : valorisation de la sargasse, protection des écosystèmes marins...
- Un **positionnement géographique de l'équipe, qui garantit l'ouverture à l'international** : sur le site du GPMLM, à proximité du Village des Start Up
- Une **gouvernance souple** : le Comité d'Orientation stratégique

Des financements « Programme d'Investissements d'avenir » viendront compléter les financements CTM et des fonds européens pour mettre en œuvre ce projet.

II-2.2 Des outils de restructuration de la filière agricole

Les cultures traditionnelles (banane et canne) restent fortement assujetties d'une part aux aléas climatiques et d'autre part aux dispositions dérogatoires octroyées par la Commission Européenne.

Ainsi la filière banane a été fortement impactée par la succession d'événements climatiques en 2016 et en 2017. La filière aurait ainsi perdu 90 000 tonnes en 2017, entre 40 et 50 000 tonnes sur l'année 2018, et potentiellement 40 000 tonnes en 2019.

Si la France constitue le principal marché (87,7%), celle-ci n'occupe que 1,9% du marché européen, loin derrière la banane dollar qui en concentre près de $\frac{3}{4}$.

Après 5 années de refus de relèvement, le rhum bénéficie depuis 2018 de l'augmentation du contingentement annuel (120 000 HAP à 144 000 HAP). La part de la Martinique correspond à 44,8% de la totalité du contingentement.

Mais la campagne cannière 2018 a été perturbée par les événements pluvieux successifs en 2016 et 2017, qui ont impacté le rendement de la production. Ainsi le volume de cannes broyées est en baisse en 2018 (-1,1% en 2018) et la teneur en saccharose extractible pour 100 grammes restent faible (9,93 grammes).

La CTM continuera à proposer des outils pour soutenir ces productions traditionnelles.

Elle mettra parallèlement tout en œuvre pour continuer à diversifier et à transformer l'agriculture pour exploiter tout le potentiel.

Les interventions de la Collectivité Territoriale de Martinique, vont s'effectuer de manière prioritaire dans le cadre du Programme de Développement Rural de Martinique (PDRM) 2014-2020 c'est-à-dire du FEADER.

En complément des mesures présentées dans le PDRM et afin de répondre au mieux aux problématiques auxquelles sont confrontés les professionnels de l'agriculture, les dispositifs d'aides CTM seront activement mis en œuvre :

- ✓ Aide aux investissements dans les exploitations agricoles
- ✓ Aide à la Recherche Développement dans le secteur agricole
- ✓ Aide au maintien et à l'amélioration de la qualité génétique du cheptel
- ✓ Aide visant à couvrir les coûts de prévention, d'éradication et de lutte contre les maladies animales et les organismes nuisibles aux végétaux.
- ✓ Aide au démarrage pour les groupements et organisations de producteurs
- ✓ Aide aux actions de promotion des produits agricoles
- ✓ Aide à la transformation et à la commercialisation de produits agricoles
- ✓ Aide aux entreprises en difficulté dans le secteur agricole.

Par ailleurs, la Collectivité Territoriale de Martinique devra poursuivre son soutien à ses satellites (Société Anonyme d'Economie Mixte/SAEM du Galion, Régie des Abattoirs, le Pôle Agro-ressources et de Recherche/PARM).

Elle accompagnera également les organismes professionnels et d'encadrement pour leurs actions en matière d'accompagnement et de conseil aux agriculteurs dans l'objectif d'une meilleure structuration des filières, mais aussi d'une valorisation du secteur agricole (Chambre d'Agriculture, Groupement de Défense Sanitaire de la Martinique/GDSM, Fédération Régionale de Défense contre les Organismes Nuisible/FREDON, Centre Technique de la Canne et du sucre/CTCS, Association de Gestion et de Protection des Animaux/AGPAM

Mais le nouvel enjeu consistera surtout à déployer des outils innovants pour continuer à moderniser les pratiques, et correspondre **aux aspirations des nouvelles générations**.

Transformation du service d'expérimentation en agro écologie (SEA) en Pôle d'Expérimentation territorial

Le SEA est le seul organisme explicitement dédié au développement de pratiques agro écologiques. Les sollicitations en ce sens sont nombreuses et viennent tant des agriculteurs que des organismes de recherche ou de l'enseignement agricole.

Ce site a donc une vocation d'expérimentation et de diffusion de pratiques agro écologiques vers une agriculture propre, saine et durable.

Il est proposé de le transformer en **Pôle Territorial d'expérimentation** pour offrir un service de proximité aux agriculteurs, en assurant une meilleure adéquation entre les travaux d'appui technique et de recherche et les besoins exprimés par le terrain, notamment s'agissant des pratiques agro-écologiques...

La création du Pôle permettra de proposer des actions et des opérations d'expérimentation pratique pour l'amélioration des performances techniques, économiques et environnementales sur l'année 2020.

Redynamisation et aménagement de la banque de terre territoriale.

Cet accompagnement se déclinera selon 3 volets :

- La Révision de la Convention tripartite CTM/Safer/Chambre d'Agriculture
- L'Aménagement du foncier territorial à travers un programme de travaux à effectuer comprenant plusieurs niveaux de priorisation : Finalisation des travaux visant la création du réseau d'irrigation au quartier Nouvelle Cité – Rivière Salée ; Rénovation des traces et autres ouvrages ; Réalisation des travaux d'arpentage (bornage, piquetage) ; Préservation de l'intégrité des parcelles par la construction de clôtures périphériques et de barrière.
- L'Acquisition de nouvelles parcelles à mettre à la disposition des agriculteurs. Cette action a pour objectif d'éviter le démembrement du foncier agricole et le maintien des terres agricoles.

Mise en place d'un schéma directeur de l'irrigation

Il s'agit de mettre en place un outil d'optimisation de la gestion quantitative de l'eau d'irrigation.

L'étude a pour objet de formaliser un schéma directeur de l'irrigation avec des propositions concrètes et chiffrées d'actions à entreprendre pour satisfaire aux besoins d'irrigation en Martinique par ordre de priorité.

Cet outil de planification et d'optimisation de la gestion quantitative de l'eau d'irrigation sera destiné aux différents partenaires concernés par la problématique de l'eau d'irrigation. Il devra garantir une solution durable pour un maintien du potentiel de production agricole sur le territoire tout en limitant les impacts des prélèvements dans le milieu.

Le cahier des charges de l'étude est en cours de finalisation. Ce dispositif pourra être financé par l'ODEADOM.

Mise en place de 4 marchés de proximité

Ces plateformes relais de **collecte et de distribution de proximité** permettront de mutualiser les fonctions logistiques (collecte, stockage, équipements légers de conditionnements). Ces plateformes permettront également d'accompagner **les initiatives de commercialisation en circuits courts pour alimenter les marchés de proximité et les bourgs**.

Ils pourront aussi être configurés pour **la collecte et le stockage des déchets agricoles**.

Organisation du Salon de l'agriculture 2020

La Collectivité a organisé en 2018 son premier Salon de l'Agriculture. L'idée de base était de créer un événement important autour du monde agricole martiniquais, pour et par les agriculteurs et à destination d'un large public.

L'ensemble des acteurs du monde agricole a été représenté et participé activement à cet événement afin d'exposer un instantané fidèle à la réalité du terrain mais aussi de promouvoir le dynamisme et les perspectives d'avenir de ses filières.

La Collectivité a validé l'organisation de cette manifestation tous les deux ans. La deuxième édition de ce salon devrait donc se dérouler en 2020.

Un effort conséquent sera par ailleurs fait pour accompagner les niches innovantes à l'export, et notamment **le cacao et le café**. Des financements sont acquis dans le cadre du CCT pour accompagner les professionnels dans cette dynamique.

Le projet de structuration d'une **filière cacao** d'excellence, porté par l'Association Valcaco consiste en la plantation, la production et la transformation d'un cacao d'excellence reconnu au niveau local, national et international. Les prochaines phases concrètes consistent :

- En un accompagnement des producteurs à la mise en place et à l'entretien de leurs plantations, et au montage administratif de leurs dossiers de financement.
- Créer et mutualiser à l'échelle de la Martinique, un outil de transformation du cacao dans un lieu central pour le territoire
- Travailler à la mise en place d'une démarche de certification officielle.

Le projet **Café Caraïbes** porté par le Parc Naturel de la Martinique, consiste, en s'appuyant sur l'exemple du Costa-Rica et de Cuba, à développer une filière café en Martinique à partir d'une variété ancestrale d'Arabica appelée « Typica ». Cette filière contribuerait au développement durable du territoire à partir de son patrimoine historique. A terme, ce projet sera le fer de lance de projets similaires dans la caraïbe, servira à valoriser les cafés produits aux Antilles et à les commercialiser dans le monde entier.

II-2.3 La mobilisation de nouveaux moyens pour améliorer le BTP

La dynamisation de la filière BTP repose sur l'amélioration de la visibilité de cette filière, notamment en matière d'accès à la commande publique. Elle passe aussi par la mobilisation de nouveaux moyens financiers et humains pour créer une de nouvelles activités, en lien notamment avec la problématique du risque.

Une communication plus offensive permettra de mettre en lumière le programme conséquent des travaux des infrastructures routières, de l'éducation (internat de la réussite, Lycée Schœlcher, Cité scolaire de Ste Marie...) de l'équipement et de la réhabilitation des équipements culturels (Gradis, Pinchon, Préfiguration du Musée d'Art Contemporain...), des équipements sportifs (Stade Louis Achille, Desclieux...) de la modernisation des équipements sportifs, qui contribuera nécessairement à la relance de la commande publique.

La CTM financera par ailleurs, à parité, dans le cadre du Contrat de Convergence et de Transformation, le fonctionnement de la Cellule Economique Régionale de construction (CERC),et également les actions mises en œuvre par cette cellule :

- Un guide para-cyclonique pour garantir la résistance du bâti pour la protection de la population

- La publication des Documents Techniques Unifiés, pour pallier la réglementation inadaptée face au risque cyclonique.

II-3 Le renforcement de la dynamique des filières innovantes

II-3.1 Une orientation certaine vers l'industrie du futur

Pour accompagner la nouvelle dynamique perçue chez les industriels, la CTM continuera à déployer les dispositifs issus de la refonte des aides, à travers notamment :

- ✓ L'aide aux primo-créateurs
- ✓ L'aide à la création et le développement des entreprises
- ✓ L'aide à l'embauche de travailleurs en situation de recherche d'emploi
- ✓ L'aide pour Anticiper et gérer la difficulté de l'entreprise
- ✓ La prise en charge partielle des frais de conseil
- ✓ L'Accompagnement des entreprises à l'international

Elle développera par ailleurs, en partenariat avec la Banque Publique d'Investissement **un dispositif pour l'accompagnement vers l'industrie du futur.**

Ce dispositif consistera à offrir des prestations de conseil notamment sur les leviers suivants :

- Objets connectés et ilots industriels : pour créer un réseau terrain en reliant les systèmes de communication entre plusieurs équipements, dans un cadre sécurisé
- Technologies de production avancées : procédés et des matériaux à la pointe de la technologie et écoresponsables
- Nouvelles approches de l'Homme au travail ; organisation et management innovants
- Usines et lignes/ilôts connectés, pilotés et optimisés pour s'affranchir des organisations linéaires et des fonctionnements en silos qui vont disparaître dans l'industrie du futur
- Relations clients fournisseurs intégrés
- Nouveaux modèles économiques et sociétaux- Stratégie d'alliance

Il devrait concerner une dizaine d'entreprises en 2020, et permettra de détecter les futures entreprises motrices de la Martinique de demain.

II-3.2 Des produits d'excellence dans le tourisme

Dans le cadre de son dispositif d'aides à la filière tourisme, la Collectivité continuera à soutenir l'initiative entrepreneuriale et la structuration financière des entreprises, et notamment :

- La création, l'amélioration, la rénovation, l'extension et la diversification des hôtels, meublés, les hébergements insolites;

- Les actions de dynamique économique et d'animation de lieux présentant une attractivité touristique (sites naturels, rues, bourg) ;
- L'accompagnement aux métiers du tourisme bleu, activités d'hôtellerie, nautiques et de loisirs en mer.
- L'agritourisme, les activités de repos, le sport, la découverte du patrimoine, la découverte des produits de qualité proposées par le tourisme rural séduisent ;
- La valorisation des savoir-faire artisanaux et industriels, traditionnels et innovants : gastronomie, spiritourisme.

Une nouvelle impulsion sera donnée en 2020 afin de mieux répondre à la demande de la clientèle internationale, avec le souci du strict respect des exigences d'un développement durable.

C'est pourquoi, la CTM déploiera **une stratégie de labélisation de la filière touristique**. Elle s'appuiera sur une démarche d'audit de la filière et d'audit-produits, qui permettra d'identifier atouts et potentialités de la filière et les améliorations à apporter aux produits touristiques martiniquais. Il devra en résulter un plan global de requalification intégrant une approche économique, une approche managériale et de formation, la prise en compte des enjeux environnementaux.

L'objectif est la montée en gamme du produit touristique martiniquais et de la Destination Martinique sur l'échiquier international.

Le financement de cet outil se fera, à parité avec l'Etat, dans le cadre du CCT

Parallèlement, la CTM déploiera des outils spécifiques pour le développement des projets touristiques plus conformes aux nouvelles exigences du marché.

Dans cette perspective, elle mobilisera le **dispositif d'accélérateur d'investissement et d'innovation**, piloté par Atout France, en partenariat avec la Banque des Territoires et le Commissariat Général à l'Egalité des Territoires (CGET/ex DATAR).

Dans ce cadre, Atout France mettra à disposition des maitres d'ouvrage identifiés, des capacités d'ingénierie des projets d'investissement et des démarches de développement territorial. L'accompagnement se traduira en journées d'expertise « France Tourisme Ingénierie » (équipes ingénierie d'Atout France ou experts externes intégrés aux équipes d'Atout France).

D'ores et déjà, les projets suivants ont été priorisés :

- **Les grands hommes et les grands sites** pour mettre en valeur les sites habités ou fréquentés par des Grands Hommes.

Trois sites sont à ce stade identifiés : La Pagerie/Dr Rose Rosette, la résidence Les Tourelles/ Félix Eboué, la villa Les Bosquets/Roi Béhanzin

- **La réhabilitation du golf de l'Espérance (Les Trois Ilets) pour remettre à niveau le golf départemental construit en 1976, redynamiser la pratique pour en faire un attrait touristique, favoriser la redynamisation des activités du golf**

international de la Martinique et son complexe pluridisciplinaire (Club de tennis, école de danse, club house, restaurant).

- **L'hippodrome Territorial Maurice Bruyère-Dawson** pour préparer la réhabilitation du site, définir un modèle de développement touristique et évènementiel, et proposer un modèle de gestion.
- **Le centre d'interprétation de la culture amérindienne de Vive au Lorrain**, porté par la Communauté d'Agglomération du Nord. Ce projet touristique vise à valoriser le patrimoine amérindien de l'ère saladoïde ancien (de -300 avant J.-C. à 400 après J.-C.).

Il s'agit de valider le modèle de développement touristique et le modèle de gestion (identifier des opérateurs).

- **La redynamisation de l'ancien site Aqwaland du Carbet**, fermé depuis 2013. Une étude de faisabilité de réhabilitation de l'outil est souhaitée par la collectivité pour redéfinir un modèle d'implantation touristique, identifier des repreneurs, définir un modèle de gestion viable.

Deux autres sites sont également identifiés : **L'habitation Céron au Prêcheur et la modernisation de l'accueil de la plaisance aux Trois Ilets**

II-3.3 Accompagner la montée en puissance de la filière numérique

Un soutien tout spécifique sera apporté à cette filière, très prisée par les nouvelles générations.

Le dispositif territorial d'aides aux entreprises dans le domaine du numérique, voté en Juillet 2018, est rentré dans une phase réellement opérationnelle en 2019. Ce dispositif permet de répondre aux besoins spécifiques des startups et autres entreprises numériques. Une nouvelle version du dispositif sera proposée en 2020, avec la prise en compte notamment de la mobilité des entreprises numériques. Les modalités d'attribution seront également révisées afin de gagner en performance sur des dossiers qualitatifs à travers une sélection sur appel à projets.

La Collectivité de Martinique continuera d'accompagner en 2020 les projets numériques innovants des entreprises, notamment à travers les fonds européens FEDER via la mesure 1.1.3 « Edition de services, applications numériques et logicielles ». Un appel à projets sera lancé sur le premier trimestre 2020.

La 2ème édition du concours « Fanm dijital » piloté par la Collectivité visera à nouveau en 2020 à identifier, primer et accompagner les meilleurs projets de création ou de développement d'entreprises digitales menés par une femme. À travers ce prix, la CTM et les différents partenaires souhaitent continuer à valoriser les startupeuses martiniquaises pour leur donner les meilleures chances de se développer. Ce dispositif peut être co-financé par l'Etat dans le cadre du CCT.

Au-delà de l'accompagnement financier apporté aux entreprises, est envisagé **un projet d'incubateur territorial pour startups hors les murs**. En effet, peu de nouvelles startups émergent et se pérennisent sur le territoire alors que le numérique

attire les jeunes entrepreneurs. Deux programmes d'incubation de 3 mois et 6 mois seraient dispensés au sein des différents espaces coworking du territoire. La Collectivité s'appuyera, dans cette perspective, sur les espaces coworking qui animent déjà actuellement des communautés d'entrepreneurs de l'écosystème numérique.

II-3.4 La création de nouvelles opportunités d'emploi grâce à la protection et à la valorisation du patrimoine environnemental

Le dérèglement climatique s'accélère et ses impacts déjà mesurables sur notre territoire nous obligent à agir pour protéger nos populations, notre environnement et nos principaux secteurs économiques comme l'agriculture, le tourisme, le BTP, l'industrie.

Il s'agit de faire de cette menace une opportunité de développement de nouveaux métiers.

La transition écologique et énergétique constitue un engagement fort de la Collectivité Territoriale de Martinique, traduit notamment dans le PO FEDER – FSE, le STDEII et le Contrat de Convergence et de Transformation (CCT). Ainsi l'année 2020 verra la poursuite de programmes désormais bien engagés et reconnus par les acteurs du territoire dans la concrétisation de leurs projets pour soutenir l'émergence de projets réduisant la dépendance énergétique dans le cadre du **Programme Territorial de Maitrise de l'Energie** (PTME 2016-2020).

Pour accompagner cette dynamique, la CTM a décidé de se doter d'un outil efficace de connaissance et de suivi de ces enjeux afin d'une part de piloter de manière pertinente et performante les politiques publiques et d'autre part, de positionner le territoire vis-à-vis des objectifs.

Cela a conduit à la création en 2019 par La Collectivité de l'**Observatoire Territorial de la Transition Ecologique et Energétique de Martinique (OTTEE)**.

2020 verra son plein exercice.

En matière de **Biodiversité**, dans le prolongement des années passées, la politique de la CTM se déploiera autour de ses compétences : le Parc Naturel de Martinique, les Réserves Naturelles Territoriales, le patrimoine forestier et le réseau de sentiers de promenade et de randonnée. Par ailleurs, l'année 2020 verra aboutir la définition de la Stratégie Territoriale de Biodiversité, se poursuivre les projets de territoire (Forêt d'exception, Unesco et OGS Sainte-Anne) et se concrétiser entre autres, la démarche « Territoires Engagés pour la Nature ».

Sur le volet des **Déchets et de l'Economie circulaire**, la CTM finalise l'élaboration du Plan de prévention et de gestion des déchets de Martinique qui devrait être

adopté par l'Assemblée de Martinique fin 2019. La Collectivité aura la charge dès 2020 de son animation et de son suivi à l'échelle du territoire. Il s'agira également de poursuivre les actions en faveur de la promotion et du développement de l'économie circulaire, au travers de notamment de l'organisation par la CTM, des 1ères Assises de l'Economie Circulaire en Martinique en partenariat avec l'Institut National de l'Economie Circulaire (INEC).

Sur le volet **Eau et Assainissement**, la CTM, en tant que cosignataire du contrat de plan, des contrats de milieux, gestionnaire du programme opérationnel et propriétaire de la station de Vivé, demeure un partenaire incontournable pour la création d'opportunités d'emplois.

La mise en œuvre de la DCE et du programme de mesures du SDAGE implique le déploiement de moyens considérables pour en atteindre les objectifs, notamment en matière d'assainissement.

L'année 2017 a été celle du lancement du Plan eau DOM avec pour objectif la mise en place de contrats de progrès avec les trois EPCI en charge désormais des compétences eau potable et assainissement. Après la CACEM-ODYSSY en 2018, c'est au tour de la CAESM de signer le 15 octobre 2019 son contrat de progrès. Ces contrats définiront la feuille de route des investissements soutenus dans le cadre du Plan mais également au-delà : les contreparties publiques y seront désormais assujetties. En effet il s'agit d'évoluer vers une culture de contrôle de performance, avec pour objectif ambitieux de rétablir les équilibres techniques et financiers des services d'eau potable et d'assainissement.

Par ailleurs, la CTM favorise le recours aux solutions alternatives à l'eau potable dans un objectif de rationalisation des ressources (via son dispositif « Système de Récupération des Eaux de Pluie » SREP). En outre, la Collectivité, propriétaire de la station thermale d'Absalon, entend relancer la recherche en thermalisme. Enfin, la CTM préserve et restaure les milieux aquatiques et humides au travers des contrats de milieux.

En matière de **risques**, la Collectivité continuera d'apporter son soutien en matière d'information et de prévention, en portant notamment sa contribution à l'exercice du Service Départemental Incendie Secours (SDIS)

Par ailleurs, pour mieux faire face aux risques naturels, aux risques sanitaires, technologiques, sociétaux, la Collectivité a pris le pari, à l'instar de l'expérimentation pour l'économie bleue (cf. point 2.2.1), de développer un outil global qui permettra d'accroître la résilience vis-à-vis de ces risques en prenant en compte l'intégralité du risque concerné : développement de la connaissance sur l'aléa et les enjeux, éducation, sensibilisation et formation des acteurs et de la population, innovation, mise en réseau des acteurs, gestion des crises, recherche...

L'objectif est de mettre en réseau et articuler progressivement plusieurs cercles concentriques et thématiques, dans une approche transversale intégrant la diversité des risques.

Il s'agit à terme, dans le cadre d'un **Pôle Risques**, de développer des outils de modélisation pour codifier et capitaliser les méthodes en matière d'identification du risque et de gestion de crise, quel que soit le risque.

AXE 3 : ASSURER L'ATTRACTIVITE ET L'ACCESSIBILITE DU TERRITOIRE

Afin de relever le défi d'une meilleure attractivité et accessibilité du territoire, la Collectivité Territoriale a décidé de décliner sa stratégie sur plusieurs volets :

- L'aménagement numérique équilibré du territoire
- L'amélioration de la desserte routière et maritime
- L'accompagnement territorial et l'aménagement des grands pôles touristiques et économiques
- La modernisation et l'extension des réseaux d'approvisionnement en eau
- L'aménagement des zones portuaires
- L'extension de l'offre aérienne

Il s'agit de développer un environnement propice à l'émergence d'activités économiques et socio-culturelles sur l'ensemble du territoire, et constituer ainsi des espaces **d'attractivité**.

III-1 L'aménagement numérique équilibre du territoire

III-1.1 Infrastructures et réseaux numériques

La Collectivité a engagé, depuis plusieurs années, une politique numérique globale (infrastructures, usages et services), pilotée par une mission consacrée au numérique:

- La délégation de service public (DSP) attribuée à Martinique Numérique (MNU), pour une durée de 20 ans, en 2007 pour l'établissement et l'exploitation du réseau de collecte LIANE qui constitue un premier maillon important pour les déploiements Très Haut Débit à venir
- L'Aide au déploiement d'un nouveau câble sous-marin reliant la Martinique à la Guadeloupe (MCN)
- Le Plan de résorption des zones blanches du territoire (dans le cadre de la DSP confiée à MNU)

- Le Schéma Directeur des Usages et Services dans le domaine des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC)
- Le Raccordement en fibre des lycées et antennes de la Collectivité

Ces actions constituent un actif important pris en compte dans le Schéma Directeur Territorial de l'Aménagement Numérique (SDTAN) dont l'objectif consiste à atteindre une couverture totale du territoire en Très Haut Débit FTTH d'ici 2022.

Parallèlement à cet objectif, la politique de continuité territoriale numérique de Martinique doit permettre une réduction tarifaire des accès internet sur le territoire martiniquais, l'anticipation des besoins d'interconnexion, et l'amélioration de la qualité de service des accès. Tous ces éléments sont des préalables au succès de l'arrivée du Très Haut Débit sur le territoire martiniquais.

La mise en œuvre de cette politique d'aménagement numérique sur le territoire représente un enjeu financier de près de 160 M€ d'investissement à concéder sur 6 ans que la Collectivité Territoriale de Martinique porte sous sa propre maîtrise d'ouvrage en concertation avec ses partenaires. Le financement de cette opération s'étalera en autorisations de programme jusqu'en 2022. Les cofinancements mobilisables connus à ce jour sont les Fonds Européens : 34,5 M€ du FEDER et le Fonds pour la Société Numérique (Etat) : 55 M€ pour l'ensemble du projet très haut débit.

Ces déploiements de réseaux en fibre optique jusqu'à l'abonné représentent un enjeu industriel et financier majeur . Il s'agit d'une infrastructure de desserte structurante caractérisée par :

- Un objectif d'environ 100 000 prises à construire en dehors de Fort-de-France et Schoelcher qui font l'objet d'une initiative privée par l'opérateur Orange et des zones câblées par SFR/Numéricable
- Un investissement public pour la desserte en fibre optique du territoire de près de 160 M€
- Un réseau de près de 4 500 kilomètres à déployer.

Trois actions, lancées entre 2016 et 2017 se poursuivront en **2020**.

- La montée en débit de 26 zones du territoire afin d'améliorer l'Internet par ADSL des zones les plus mal desservies à ce jour et la liaison en fibre optique de près de 100 sites stratégiques (lycées, collèges, zones d'activité, mairies...).
- Le marché est en cours d'exécution pour les 3 lots (gestion des points de raccordement et pose de dalle, travaux de génie civil et pose aérienne de fibre). L'année 2019 a vu les travaux d'installation d'une vingtaine d'armoires de télécommunications pour les 26 zones d'amélioration de la couverture ADSL et le raccordement d'une

vingtaine de sites prioritaires. L'année 2020 verra la poursuite des travaux de couverture et de raccordement.

- Le déploiement du réseau en fibre optique jusqu'à la maison sur l'ensemble du territoire en dehors des zones d'investissement privé. Les travaux sont en cours sur la première plaque de déploiement qui concerne les communes du Lamentin, Sainte-Luce, Case-Pilote, Lorrain/Marigot et les Trois-Ilets.
- L'exploitation et la commercialisation du réseau fibre optique
 - La CTM a confié l'exploitation et la commercialisation du réseau FTTH à un fermier à travers une DSP d'affermage, contrat par lequel le contractant s'engage à gérer un service public, à ses risques et périls, contre une rémunération versée par les usagers.

III-1.2 Refonte de l'offre publique de médiation numérique

Dans le contexte actuel où le numérique bouleverse nos habitudes, nos façons d'agir dans la société, la CTM souhaite fédérer les Communes et acteurs privés autour d'un plan de modernisation des lieux où l'on accompagne la population dans les démarches administratives en ligne et la maîtrise des usages numériques. Aujourd'hui, plus de 30% des martiniquais sont éloignés du numérique et en grande difficulté pour prétendre à leurs droits ou accéder à des services disponibles uniquement sur internet. Les enjeux d'inclusion numérique concernent non seulement les plus fragiles mais désormais l'ensemble de la population. Le vieillissement de la population accentue cette fracture.

Les cyber bases, espaces publics numériques (EPN) mis en œuvre au milieu des années 2000 par les communes martiniquaises et le Conseil Général, peinent aujourd'hui à satisfaire les nouveaux besoins d'accompagnement du public vers une meilleure autonomie numérique et une modernisation de l'offre de médiation numérique est nécessaire.

C'est pourquoi la CTM met en œuvre avec les Communes et acteurs partenaires un plan de modernisation d'une quarantaine de lieux sur l'ensemble du territoire où l'on pourra accompagner les martiniquais vers l'autonomie numérique. Concrètement, il s'agit de :

- ✓ Améliorer la formation des agents qui travaillent dans les EPN, en collaborant avec le CNFPT ;
- ✓ Proposer à la population un bouquet de services CTM dans les EPN partenaires, en s'appuyant sur une équipe mobile de cinq médiateurs numériques. La CTM mettra sur pied cette équipe mobile dès la fin de 2019 ;
- ✓ Accompagner financièrement les Communes et autres acteurs pour moderniser leurs espaces numériques en s'appuyant sur les fonds FEDER.

Le financement de ce projet, éligible à l'axe 2.2 du Programme Opérationnel 2014-2020, s'appuiera sur les fonds FEDER.

La CTM renforcera également l'accompagnement des collectivités sur les projets de villes intelligentes, de service E-administration et d'ouverture de leurs propres données à travers le fonds européens via la mesure 2.2 du FEDER « Augmenter l'offre de services publics numériques »

III-1.3 Le numérique pour le second degré (lycées et collèges), les centres de formation professionnelle et centres de formation par l'apprentissage

Dans le cadre du SDTAN, une priorité a été donnée aux établissements d'enseignement notamment les lycées et collèges. 30 établissements (lycées et collèges) sont raccordés en fibre optique. Ainsi, il est prévu le raccordement d'une quarantaine d'établissements d'ici 2020. Les centres de formation bénéficieront également du déploiement fibre global pour le territoire.

L'objectif de la CTM est de raccorder sur deux ans les 68 EPLE. En 2019, dans le cadre des marchés de travaux et de services de la CTM, une partie des établissements a été raccordée en très haut débit. En 2020, les établissements restants le seront.

III-2 L'amélioration de la desserte routière et maritime

La Collectivité Territoriale de Martinique possède un réseau routier de près de 1 000 km soit 362 km de routes nationales et 630 km de routes départementales.

Les orientations proposées pour l'année 2020 visent :

- Assurer la pérennité et la conservation du patrimoine routier ainsi qu'à le moderniser,
- Garantir la sécurité et la libre circulation des usagers selon un niveau de service en adéquation avec les dotations budgétaires,
- Adapter le réseau pour répondre aux besoins de mobilité de la population et accompagner les grands projets de développement sur le territoire.

III-2.1 La poursuite des grands chantiers

Ainsi, il est proposé sur 2020 de **poursuivre les travaux d'investissement en cours**, dont

- Les travaux de traitement du glissement de la RN9 à pointe des sables à Fort de France
- L'aménagement de la traversée du Lorrain par la RN1,
- La réalisation de soutènement de types parois clouées et la mise en sécurité des falaises, ,
- La protection de la plaine de Rivière-Salée contre les inondations.
- Le curage de la Rivière du Prêcheur

Il est aussi prévu de démarrer les travaux d'aménagement du carrefour giratoire de la ZAE de MAUPEOU sur la RD 07 à Rivière-Salée et de recalibrage du giratoire de sarrault sur la RN1 au Lamentin

Un effort sera porté sur la remise en état des revêtements routiers en enrobés bitumineux et au traitement des dépendances routières (accotements, trottoirs).

En ce qui concerne **les études routières**, il est proposé notamment de poursuivre et /ou finaliser celles liées aux projets :

- De viaduc de Fond Lahaye sur la RN2 à Schoëlcher,
- De restructuration du carrefour Mangot-Vulcain entre la RN1 et la RD 3 au Lamentin,
- De modernisation de la traverse du Marigot sur la RN1,
- De rétablissement et de confortement de la RN8 concorde à Rivière-Pilote,
- De l'aménagement du giratoire Nord du Vauclin sur la RN 6,
- De l'aménagement de la voie de petit macabou au Vauclin,
- De protection contre la houle entre Carbet et Saint-Pierre de la RN2,
- De protection des ouvrages du littoral sur la RD10 entre Saint-Pierre et Prêcheur,
- De création d'une BAU sur les RD7, RN1 et RN5 pour les transports en commun,
- De lancer la consultation pour les travaux de mise en sécurité de la section Maugée/Belém au Lamentin,
- D'aménagement du carrefour morne roches/concorde sur la RN8 à Rivière-Pilote, de sécurisation de la section Chalvet/ Pécoul à Basse-Pointe,
- De réalisation d'une piste de sports mécaniques à Carrère au Lamentin,
- D'aménagement du carrefour de desserte de l'Institut Martiniquais des Sports et de la Caserne du SDIS depuis la RD3 au Lamentin.

Certaines de ces opérations pourront bénéficier de cofinancements de l'Union Européenne et de l'Etat.

Pour 2020, **les opérations de sécurisation** seront poursuivies sur les communes du François (RD16), de Ducos (RD4a), pour assurer la mise en sécurité des usagers de la route.

Il y aura lieu aussi de poursuivre les actions liées à la protection des falaises, à la réalisation des murs de soutènement en amont et en aval, notamment sur le réseau non structurant et de poursuivre les travaux de sécurisation sur la RN5 Pont menant au cimetière de Rivière-Salée, la RD 19 et RD 20 au Morne Vert et Bellefontaine, la RD 28 au Lamentin (Roches Carrées) et au Robert (Duchêne), la RD 1 à Fonds Saint-Denis et la RD 18 (grosse roche) à Rivière-Pilote.

L'aménagement de carrefours comme ceux de la RN 2 Accès au lotissement le CAP à Case-Pilote, la R15 Maugée/Belém au Lamentin, la RN8 morne roches/concorde à Rivière-Pilote, la RD 7 accès au lotissement Taupinière au Diamant et de la RD 7 Giratoire de Maupeou à Rivière-Salée, contribuera à améliorer la sécurité en ces points de croisement dangereux.

Le confortement parasismique de trois ouvrages d'art routiers est aussi proposé (RN5 Pont Trou au Diable- Sainte Luce, RN 9 Pont sur la Rivière-Monsieur- Fort de France, RD 41 Pont du Pavé, RN 1). Cette action pourrait bénéficier d'un cofinancement de l'Etat au titre du Plan Séisme Antilles 2020.

Les études routières subséquentes à ces projets de modernisation du réseau routier seront poursuivies en 2020 (RD 10 et RN 2 protection contre la houle, mise en place

de protection au niveau des falaises, traverses d'agglomérations, mise en sécurité d'itinéraire, etc.).

Les engagements politiques pris en matière **de développement du transport en commun** seront respectés. La CTM, qui assume le rôle de coordonnateur du groupement de commandes entre Martinique Transport et la Collectivité Territoriale de Martinique, poursuivra les études pour la réalisation des infrastructures des extensions du TCSP :

- Vers Schoelcher (notamment Université) depuis la gare des Almadies-Bo-Kanal à Fort de France,
- Vers Trinité (Desmarinières) en passant par le Robert, depuis le pôle d'échange de Mahault,
- Vers Sainte-Luce en passant par Rivière-Salée et depuis le pôle d'échange de Carrère.

III-2.2 Des études pour mieux définir la stratégie routière et maritime

S'agissant **des études prospectives en matière routière**, 2 actions prioritaires seront menées :

- En vue de la programmation des investissements, de l'amélioration de la mobilité et de l'accessibilité sur le territoire, une étude pour l'élaboration du **Schéma Territorial des Infrastructures Routières de Martinique 2017-2037 (STIRM)** a été lancée en 2017.

Il s'agira de proposer un projet visant à définir la politique routière de la CTM pour les 20 prochaines années sur les plans du développement (extension, modernisation, TCSP), en cohérence avec les autres politiques territoriales (SAR, PLU, etc..) et en adéquation avec un Plan Pluriannuel d'Investissement.

Ce schéma sera un outil de programmation prospectif et dynamique, pour assurer une évolution maîtrisée du réseau routier martiniquais, permettre la mobilisation de ressources financières innovantes et programmer les investissements sur le réseau en tenant compte de la demande croissante de la population et du développement socio-économique du territoire.

- Dans la continuité du STIRM, l'étude d'un **Schéma Directeur d'exploitation des routes** de la CTM, sera engagée. A partir notamment de la nouvelle hiérarchisation du réseau, des enjeux économiques, touristiques, environnementaux, l'objectif sera pour la Collectivité, de définir un mode d'exploitation optimal pour son réseau routier, d'en évaluer les moyens et le coût, pour un niveau de service déterminé.

Un règlement de voirie sera par ailleurs mis en place.

S'agissant du **transport maritime**, les études se poursuivront pour l'extension des lignes vers St Pierre et Grand Rivière, et de Fort de France à Anse d'Arlets.

III-3 L'accompagnement territorial et l'aménagement des pôles économiques et touristiques

Dans le domaine de l'aménagement et des politiques territoriales, les actions à engager par la CTM ont pour objectif de dynamiser les territoires de la Martinique pour en faire des espaces à forte attractivité.

Ces actions viseront en particulier à :

- Contribuer au rééquilibrage du territoire en accompagnant les communes et établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) dans leurs projets d'aménagement et d'équipement des territoires
- Agir pour le développement des pôles touristiques et économiques de la Martinique.

A cet effet, la programmation des actions territoriales s'inscrira dans le cadre de financements croisés s'appuyant à la fois sur les dispositifs d'intervention classiques de la CTM, sur les subventions Européennes et sur le nouveau Contrat de Convergence et de Transformation (CCT).

III-3.1 Aménagement du Territoire, aides aux communes et aux EPCI

En matière de politiques territoriales, les dispositifs d'intervention de la CTM pour l'aménagement du territoire vont continuer à être déployés sous plusieurs formes :

- ✓ L'aide de la collectivité territoriale aux communes (ACTC)
- ✓ Le financement des opérations d'aménagement d'intérêt territorial,
- ✓ La convention de territoire signée avec 8 communes du Nord Caraïbe (Bellefontaine, Carbet, Case-Pilote, Fonds St-Denis, Morne-Rouge, Morne-Vert, Prêcheur et Saint-Pierre).

Aussi, les propositions budgétaires seront adossées au programme opérationnel PO FEDER, pour la période 2014–2020, mais également aux différents dispositifs visés ci-dessus.

Elles s'appuient également sur les nouvelles dispositions résultant de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république (NOTRe), notamment en ce qui concerne le renforcement du rôle des régions, dans l'élaboration des schémas prospectifs qui s'imposent aux autres collectivités.

Conformément à cette loi, le Schéma territorial de développement économique, de l'innovation et de l'internationalisation (STDEII) constitue le cadre novateur vers un nouveau modèle de développement économique durable et solidaire.

D'autres schémas sectoriels de planification devront également être pris en compte, notamment le schéma des infrastructures et des transports, et le schéma de développement du sport.

L'ensemble de ces actions devra converger vers le futur Plan d'aménagement et de développement durable de la Martinique, le PADDMA, en cours d'élaboration. Il conviendra en 2020, d'en accélérer la réalisation, compte tenu de la dimension stratégique souhaitée.

III-3.2 Urbanisme, droit du sol, et aménagement foncier

L'année 2020 sera marquée par **la mise en œuvre du transfert de domanialité des 50 pas à la CTM**. Il lui reviendra dans ce cadre de promouvoir une politique globale cohérente en matière de régularisation des occupations foncières.

La Collectivité Territoriale de Martinique a décidé de la création du **Groupe ment d'Intérêt Public Martinique Titrement (GMT)** ayant pour objet la reconstitution de titres de propriété afin de réduire les difficultés liées à l'absence de ces titres et à l'indivision des patrimoines fonciers et immobiliers qui en découle.

Il s'agit de compléter un dispositif législatif et réglementaire existant dont l'efficacité serait insuffisante faute d'une structure spécifique capable d'intervenir directement sur le Titrement patrimonial.

La mise en œuvre d'un tel outil fait appel à de nombreuses compétences, juridiques, techniques et financières, d'où le recours à une AMO permettant d'en accélérer la mise en œuvre en 2020 avec un financement CCT garanti.

L'enjeu est également de **préserver durablement le foncier agricole** sur l'ensemble du territoire de la Martinique. L'objectif est de protéger la SAU et tendre vers son augmentation (le Schéma d'Aménagement Régional (SAR) prévoyait d'atteindre 40 000 hectares de terres agricoles), et de contribuer à l'attractivité du secteur agricole pour les jeunes, pour le bien alimentaire de la population.

Les actions suivantes seront poursuivies :

- Procédures d'aménagement foncier : l'action prioritaire portera sur les terres incultes ou manifestement sous-exploitées permettant progressivement la remise en culture de terres agricoles dans les communes du Prêcheur, Morne-Rouge et Rivière-Salée.
- Procédure du contrôle du morcellement des terres agricoles
- Il s'agit principalement du projet d'accompagnement technique pour l'analyse des projets de divisions de parcelles agricoles.
- L'action peut bénéficier de la mesure 7.1.1 du FEADER à hauteur de 85%
- Zones agricoles protégées (ZAP) et périmètres d'intervention pour la protection et la mise en valeur des espaces agricoles et naturels périurbains (PEAN)
- Plusieurs communes souhaitent lancer les études préalables à la réalisation de Zones Agricoles Protégées, notamment le Saint-Esprit, Sainte-Anne, Sainte-Marie.
- Opérations de désenclavement collectif des exploitations agricoles. Ces opérations ont pour but de faciliter l'accès durablement aux exploitations pour

un meilleur rendement de la production. Elles permettent de pérenniser l'activité agricole.

III-3.3 Aménagement des pôles touristiques et économiques

Le budget 2020 sera sollicité au titre des espaces d'aménagement touristique et des zones d'activité économique.

- Des **Espaces d'Aménagement Touristique (EAT)** ont été définis sur les communes de Diamant, de Sainte-Anne, des Trois-ilets, des Anses d'Arlet et du Vauclin.

Cette action vise à mettre à la disposition des investisseurs potentiels des espaces équipés, aménagés et viabilisés, pour l'accueil d'équipements hôteliers, para hôteliers, de services, de structures d'animation et d'installation de loisirs liées à la mer à des fins de détente, de pratique de sports de pleine nature. L'objectif est d'augmenter l'attractivité touristique des villes concernées avec une offre d'hébergement, de services et d'activités de qualité liées notamment à la mer.

Dans le cadre de la définition des stratégies de structuration de l'offre touristique de ces territoires, la Collectivité Territoriale de Martinique vient en accompagnement des collectivités par des mesures d'assistance à maîtrise d'ouvrage, et d'appui aux études techniques de programmation, de conception et de maîtrise d'œuvre, afin de favoriser le montage et le portage opérationnel des projets, par les communes.

- **Les zones d'activité économiques** sont caractérisées par une forte mixité d'activités (commerce, industrie, artisanat, services) génératrice de conflits d'usage. La plupart d'entre elles, anciennes et dégradées, sont handicapées par une implantation anarchique d'activités en inadéquation avec les besoins ou les ressources du territoire.

Il appartiendra aux EPCI, de réaliser dans un premier temps un diagnostic territorial des ZAE dont ils ont en charge la gestion, afin de prioriser les actions à entreprendre. Sur cette base, il conviendra de déposer au fil de l'eau les dossiers de demande de subvention.

III-4 Modernisation et extension des réseaux d'approvisionnement en eau

III-4.1 La restauration des fonctionnalités écologiques impactées par les infrastructures routières

La Collectivité Territoriale de Martinique, en tant que signataire du **Contrat de rivière du Galion** et gestionnaire du réseau routier territorial situé dans le bassin versant du Galion, s'est engagée dans une démarche de restauration volontaire du bon état du

milieu naturel et des fonctionnalités écologiques impactées par ses infrastructures routières. Dans ce cadre, quatre actions vont être déployées :

- Travaux d'amélioration de la continuité écologique de franchissement de la rivière la Digue par la RN1,
- Travaux d'amélioration de la continuité écologique au niveau du pont de Bassignac (RD2),
- Travaux d'amélioration de la continuité écologique au niveau des gués aval et amont du site Bô la Riviè,
- Travaux d'amélioration du fonctionnement hydraulique du site de Bassignac (RD2)

II-4.2 La sécurisation des infrastructures de production d'eau potable

L'Unité de Production d'Eau Potable de la Capot (UPEP Capot) comprend une prise d'eau en rivière Capot, une usine de traitement d'eau à Vivé, une conduite d'adduction d'un linéaire d'environ 25 km, des ouvrages et équipements connexes (station de pompage, réservoir, surpresseur, ouvrages hydrauliques).

L'UPEP de la Capot est primordiale pour l'alimentation en eau potable de la population, et elle sert de secours dans des circonstances particulières (sécheresse et/ou casses sur les autres unités de l'île). Elle est indispensable à la sécurité de la production d'eau potable du territoire.

Les orientations proposées pour l'année 2020 visent :

- À sécuriser la production et la distribution aux usagers sur les plans quantitatifs et qualitatifs
- À assurer la pérennité et la conservation du patrimoine
- À optimiser les coûts d'exploitation
- À définir l'évolution de la gestion de l'UPEP Capot

Outre les dépenses de fonctionnement, les principales dépenses de maintenance et de modernisation de l'UPEP vont concerner en 2020 :

- La Déviation de la canalisation d'adduction d'eau potable au lieu-dit Séguineau au Lorrain
- La réhabilitation de la salle électrique de pompage
- La réhabilitation et la mise en conformité sismique du dessableur de la Capot
- La Construction de l'Unité de Séchage solaire des boues de Vivé

III- 4.3 Production et distribution d'eau en irrigation

Cette orientation concerne principalement deux sites :

Le Périmètre Irrigué du Sud Est (PISE)

Le système hydraulique du PISE dessert prioritairement la station de traitement de Directoire (propriété Espace Sud) qui alimente en eau potable le Centre et le Sud de l'île (à concurrence de 200 l/s) et le complément permet l'irrigation des terres agricoles du Sud Est, soit directement soit par le biais du Barrage de la Manzo (débit entre 600 et 800 l/s).

L'unité de production du PISE permet de répondre au développement économique de l'activité agricole dans le sud-est de l'île en garantissant la distribution d'eau aux agriculteurs.

Les orientations budgétaires proposées pour l'année 2020 visent à moderniser et à étendre le PISE. Dans ce cadre seront notamment assurés :

- Les travaux de sécurisation,
- La rénovation de l'usine des stations de pompage Manzo et Lézarde,
- L'extension du Pise de Crève-Cœur à Ste Anne.

Des études seront menées en parallèle pour définir les perspectives pour le PISE (extension) et hors PISE (schéma directeur d'irrigation).

Le Réseau d'irrigation collectif à Nouvelle Cité

La Collectivité Territoriale est propriétaire de parcelles agricoles situées sur le territoire de la commune **de Rivière Salée au quartier Nouvelle Cité**. Ces terres sont mises en location auprès d'agriculteurs. Ces exploitations ne disposent pas de ressources en eau suffisantes (présences de quelques mares) pour l'irrigation et la pleine valorisation des surfaces allouées.

La Collectivité a décidé d'investir dans la réalisation d'un système hydraulique visant à permettre le développement de l'agriculture dans ce secteur. Ce système basé sur 3 forages en eau souterraine, permettra de satisfaire des besoins de l'ordre de 135 000 à 190 000 m³ sur une hypothèse de période sèche de 5 à 7 mois par an.

Le projet consiste en la création d'infrastructures de pompage et de distribution de l'eau jusqu'à la parcelle des irrigants.

III-4 L'aménagement des espaces portuaires

III-4.1 Les ports de pêche

Le patrimoine portuaire et maritime de la collectivité est composé de :

- 5 ports de pêche : Case-Pilote (Bourg), Vauclin (Pointe-Faula), François (Anse Bateau), Anses d'Arlet (Petite Anse) et Grand-Rivière (Bourg),
- 2 ports de pêche et de commerce : Marin(Bourg) et Trinité (Cosmy).
- 20 APIT (Aménagement de Pêche d'Intérêt Départemental) : Prêcheur (Charmeuse), Saint-Pierre (Bourg), Schoelcher (Fonds Lahaye), Lamentin (Calebassier), Ducos (Canal), Sainte-Luce (Bourg), Rivière-Pilote (Poirier), Marin (Duprey), Sainte-Anne (Bourg et Cap Chevalier), François (Canal), Trinité (Tartane), Sainte-Marie (Bourg), Marigot (Bourg), Basse-Pointe

(Bourg), Robert (Bourg) Diamant (taupinière), Sainte Luce (3 Rivières), Vauclin (Baie des mulets) et Carbet (Grande Anse).

- 25 appontements destinés prioritairement au transport maritime de personnes

Sites sur lesquels la collectivité devra poursuivre sa politique d'investissement pour offrir aux professionnels toutes les conditions requises pour exercer leur activité et assainir le littoral afin de présenter une meilleure image de ce secteur.

Sur ce point, la demande des professionnels est prioritairement axée sur l'amélioration de la conservation des produits de leur pêche. Cela se traduit pour la collectivité par le remplacement des machines à glace des ports de pêches territoriaux de Marin, Anses d'Arlets, Trinité et l'installation de chambres froides supplémentaires.

Compte tenu de la sensibilité de ces équipements un outil de gestion adapté, type concession, garantissant aux professionnels un service de qualité, continu, sera mis en place pour les machines à glaces et les chambres froides en prenant beaucoup plus en compte le volet maintenance préventive.

La collectivité poursuivra également **ses efforts en termes de grosses réparations des infrastructures et superstructures existantes** en vue de l'amélioration des conditions de travail des professionnels et de la sécurité (abris pêcheurs, étals de vente, halles de ramendage, appontements etc. ...) notamment sur les ports de Petite Anse et Cosmy.

L'accent sera aussi porté sur **la maintenance et la propreté des ports de pêches et APIT** ainsi que le dragage des ports de pêches du Vauclin et de Grand-Rivière.

Certains professionnels ont une activité pluridisciplinaire, comme le **pesca-tourisme**, dont il sera tenu compte.

III-4.2 Le Grand Port Maritime de Martinique

La modernisation du Grand Port Maritime de Martinique cible 6 grandes actions :

- La Modernisation du **terminal à conteneurs** : Le projet d'extension sera adapté pour tenir compte de la présence sur le site d'un écosystème sensible contenant des espèces coralliennes protégées. Les délais supplémentaires imposent de phaser le projet afin de mener en priorité les adaptations aux contraintes opérationnelles notamment par des dispositifs d'amarrage, et l'ajout d'un quatrième portique pour 2020 ;
- Les travaux lourds de remise en état de **l'Hydrobase**, site essentiel à l'approvisionnement en vrac divers ;
- Les infrastructures pour répondre à l'essor que connaît **l'activité croisière**
- L'aménagement du Bassin de Radoub ;
- Le **Schéma territorial des ports de commerce** ;

- La poursuite des études pour le projet de **transition énergétique**.

Pour ces différentes opérations la CTM sera sollicitée en 2020 pour des financements qui pourront faire intervenir, d'une part le FEDER et d'autre part des contributions de l'état dans le cadre du CCT.

III-5 L'extension de l'offre aérienne

III-5.1 Le projet stratégique de développement de la Société Aéroport Aimé Césaire

Le programme d'investissements consiste à maintenir et à améliorer l'accessibilité aérienne de la Martinique en mettant en œuvre les conditions d'un développement durable.

Il s'articule autour de deux programmes indépendants l'un de l'autre.

- Le 1^{er} programme, porte sur la modernisation et l'extension des installations et des infrastructures de l'aéroport (mise en conformité réglementaire en matière de sûreté, mise en conformité réglementaire des infrastructures à la norme européenne EASA (European Aviation Safety Agency).
- Le 2nd programme concerne le maintien du potentiel aéronautique de l'aéroport et porte sur l'aérogare passagers et sur les infrastructures aires et pistes.

La CTM continuera à accompagner le 2nd programme sur 2020

III-5.2 Le projet de l'Aérodrome de Basse Pointe

Ce projet qui vise à désenclaver le Grand Nord de la MARTINIQUE, allie à la fois le développement économique et la diversification des flux touristiques, la sécurité civile du territoire en cas de crise, et par extension, les activités d'affaires.

Ce futur aérodrome n'a pas vocation à accueillir des appareils conséquents pour le trafic international.

Il se positionne en complément de l'aéroport du Lamentin, l'aérodrome constituera un élément fondamental **pour la sûreté et la sécurité**.

Il propose une alternative pour les avions, en cas de catastrophes, sur un site situé en dehors de la zone aéroportuaire du Lamentin, unique piste en Martinique.

Il servirait entre autres, de pistes de décollage et d'atterrissage pour les petits avions et notamment les appareils des écoles de formation et offrirait davantage de créneaux de décollage et d'atterrissage

Les liaisons assurées seraient principalement des liaisons inter-caraïbes.

L'aérodrome constitue également une opportunité de **diversification des activités d'affaires** permettant de repositionner le nord de la Martinique à l'échelle du territoire en développant un tourisme tourné vers les activités et loisirs aéronautiques (aéroclubs, écoles de pilotage, services de location ou vente d'avions et hélicoptères, ...) et aéronautiques, parachutisme, ULM, vol à voile, haute voltige, ...) et en favorisant les échanges avec la Caraïbe.

Il est prévu d'attribuer le marché de MOE premier trimestre 2020 et de démarrer:

- Une Tranche Ferme : pour l'étude sommaire d'opportunité du projet, ainsi que pour les études préliminaires (EP) ;
- Une Tranche Optionnelle N°1 : pour les études d'avant-projet (AVP) et les prestations spécifiques (dossier d'enquête préalable à la DUP, étude d'impact, étude hydraulique et dossier de demande d'autorisation au titre de la Loi sur l'Eau, ainsi que les autres dossiers d'autorisations réglementaires).

AXE 4 : PROMOUVOIR L'IMAGE DE LA MARTINIQUE A L'INTERNATIONAL

Les actions pour promouvoir l'image de la Martinique se baseront sur les orientations stratégiques en matière d'éducation, de culture et de sport. Ces actions présentées aujourd'hui individuellement ont vocation à intégrer et promouvoir la Marque Martinique

IV-1 Moderniser l'image de la Martinique : La marque Martinique

Il s'agit de concevoir et mettre en œuvre une approche globale de « marketing territorial » qui prenne en compte toutes les filières et les marques sectorielles ou territoriales susceptibles d'influencer fortement l'attractivité de la Martinique.

L'objectif est d'enrichir l'image actuelle, en la diversifiant et en faisant connaître les dimensions économique, culturelle gastronomique, technologique...

La **Marque** devrait également dynamiser l'image avec des notions de qualité, de réussite, d'excellence et d'ouverture.

Elle devrait permettre à terme le développement de la notoriété internationale de la Martinique auprès de nouvelles clientèles (touristique, investisseurs, étudiants, artistes...)

IV-2 Promouvoir l'image de la Martinique via l'éducation

IV-2.1 Pérenniser le soutien au Pôle Martinique de l'UA afin de lui permettre d'offrir des nombreux programmes d'échanges internationaux aux étudiants dans le cadre des coopérations avec de nombreuses universités d'Europe, d'Amérique du Nord et du Sud, de la Caraïbe et bien au-delà

La position géographique de l'Université des Antilles est indéniablement un atout majeur d'ouverture.

Ses partenariats noués avec les universités au sein du bassin caribéen et du continent américain, tant en recherche qu'en formation, complètent l'identité du Pôle Martinique comme un site de proximité tournée vers un développement international. La collectivité continuerait à jouer son rôle en matière de soutien au développement de la formation, de renforcement de l'employabilité et de l'insertion professionnelle des étudiants, de financement des équipements structurants.

Les premiers jalons pour constituer **le Pôle Mer et le Pôle Risque** témoignent de cette volonté

IV-2.2 Soutenir les actions des établissements dans le cadre de leurs partenariats internationaux (exemple EGC)

La Collectivité entend poursuivre ses efforts en continuant à soutenir des établissements à l'instar de l'EGC qui proposent aux étudiants des enseignements leur permettant d'être opérationnels en entreprise et des programmes d'échanges avec des universités en Europe, aux Etats Unis et dans la Caraïbe afin d'avoir une approche internationale de l'économie.

95% des étudiants trouvent un emploi dans les 6 mois suivant l'obtention de leur diplôme.

IV-2.3 Mettre en œuvre le projet Echanges Linguistiques et Apprentissage Novateur (ELAN)

Le projet Echanges Linguistiques et Apprentissage Novateur (ELAN) vise à poser les fondements d'un réseau pérenne facilitant la mobilité des jeunes de Martinique, de l'OECS et d'Haïti pour l'éducation, la formation et l'insertion professionnelle. ELAN entend s'appuyer sur la mobilité scolaire, étudiante et professionnelle au sein du bassin caribéen ainsi que sur la maîtrise des langues de la Caraïbe. Il s'agit de renforcer les leviers d'employabilité et d'insertion pour les jeunes, de stimuler l'attractivité et la compétitivité des territoires visés et d'encourager l'émergence d'une identité caribéenne partagée, comme socle d'une intégration régionale réussie et durable.

Le projet ELAN est cofinancé par le programme InterReg Caraïbes au titre du Fonds européen de développement régional et du Fonds européen de développement.

Cinq dispositifs de mobilité ont été définis et leur mise en œuvre est prévue dès 2020 :

- Accompagner l'immersion des étudiants des filières Post-Bac de l'académie de Martinique, ainsi que ceux de l'UA et des autres formations supérieures, dans un pays anglophone relevant de la zone ELAN ;
- Accompagner l'immersion des étudiants de l'OECS titulaires au moins de l'équivalent du BAC ;
- Accompagner la mobilité des étudiants issus des Universités partenaires du projet (UWI-QUISQUEYA & UTEH) ;
- Accompagner des jeunes en construction professionnelle afin d'ouvrir des perspectives dans la Caraïbe à un public jeune en vue d'une meilleure insertion professionnelle.

IV-3 La culture comme facteur d'ouverture à l'international

IV-3.1 Poursuite du dispositif de soutien à la création et à la production cinématographique et audiovisuelle

La convention Etat-CNC-CTM pour la période 2017-2019 arrive à son terme et fera l'objet d'un bilan. Sa reconduction est prévue sur la période 2020-2022.

IV-3.2 Accompagnement du Bureau d'Accueil des Tournages (BAT) Martinique

Le BAT permet :

- **L'Accueil** et accompagnement de productions tournées en Martinique : documentaires, longs métrages, série télévisée...
La saison 1 de la série télévisée « Tropiques criminels » de 8 épisodes de 52 minutes a été tournée, courant 2019, en Martinique sur une période de 4 mois.
50 techniciens, 30 comédiens-intermittents du spectacle- 700 figurants et 25 entreprises, fournisseurs de prestations ont été les bénéficiaires directs de ce tournage. Retombées : sur les emplois, en matière d'expérience pour l'ensemble des postes, de visibilité du territoire – sa diffusion est prévue fin 2019/début 2020 sur France 2 – touristiques.
Le tournage de la 2^{ème} saison est prévu en 2020.
- Participation à des salons afin d'accroître la visibilité de la Martinique en tant que terre d'accueil des tournages

AXE 5 : RENFORCER LA PERFORMANCE PUBLIQUE AU SERVICE DE LA POPULATION

La performance publique de notre collectivité prend notamment en compte la valorisation des Ressources Humaines, l'efficacité des systèmes d'information, la qualité de la politique d'archivage et la restitution des données, l'efficience de l'utilisation des moyens logistiques, ainsi que sur l'optimisation des travaux des instances décisionnelles.

V-1 La valorisation des Ressources Humaines en faveur de la performance de la Collectivité

Au cours de ces 4 années de fonctionnement la collectivité s'est employée à mettre en place les actions structurantes en matière de ressources humaines pour accompagner sa dynamique d'action, ses choix stratégiques et les conditions de vie au travail de son personnel.

V-1.1 Accompagnement de la transition professionnelle

La CTM doit poursuivre pour cette année, les actions qui visent à encourager l'évolution et la transition professionnelle du fait même de la transformation des métiers et des organisations de travail. L'opérationnalité de ses interventions, prenant largement appui sur les compétences dont elle dispose.

Les efforts importants faits pour contenir la masse salariale, restent nécessaires pour cette année charnière, cependant il conviendra de rester attentif à la problématique du vieillissement des effectifs dans des secteurs clés d'intervention (secteur des routes, action sociale, EPLE...) au même titre que les nouveaux besoins dans des secteurs en pleine expansion (numérique).

L'évolution de la masse salariale reste en tout état de cause fortement liée au Glissement Vieillesse Technicité (GVT).

Il convient aussi de prendre en compte l'incidence du nouveau régime indemnitaire pour certaines catégories puisqu'un rattrapage est prévu en 2020 au bénéfice des agents de la filière sociale en cohérence avec le reclassement de certains agents en catégorie A.

L'ensemble des projets Ressources Humaines à mener en 2020, prend en compte l'allongement de la durée des carrières, l'augmentation et de la complexification des besoins en accompagnement des managers, des équipes et l'objectif de meilleures conditions d'exercice des missions du personnel.

V-1.2 Accompagnement individuel et collectif du personnel

Avec notamment la mise en place d'une cellule spécifique et l'organisation de journées cohésion au profit des agents de la CTM.

V-1.3 Amélioration des conditions de vie au travail du personnel.

De nombreux chantiers aboutis au cours du dernier exercice vont se concrétiser en 2020 et devraient contribuer à améliorer encore la qualité de l'environnement professionnel proposé aux agents de la collectivité :

- L'instauration de la carte de restauration qui sera généralisée à tous les agents pour plus d'équité
- La mise en œuvre **des horaires variables** qui permettra à chacun, un meilleur aménagement de son temps de travail.
- Le développement **d'œuvres sociales** à destination du personnel, principal atout du savoir-faire de la collectivité,
- L'avancée des travaux de réaménagement de locaux pour améliorer le bien-être au travail
 - o Livraison des travaux d'aménagement du bâtiment Victor FOUCHE
 - o Démarrage des travaux de désamiantage du bâtiment H4 des locaux de la Pointe de JAHAM
 - o Travaux de réaménagement, de climatisation, de ravalement et de peinture dans les bâtiments administratifs de la Collectivité (CATM, Immeuble Concorde, Hôtel de Cluny, Archives
 - o Réalisation d'un parking au Centre Delgrès.

L'action sociale au profit du personnel est une priorité de la collectivité.

V-2 Les Systèmes d'information, outils d'innovation et de modernisation de notre Administration.

La CTM doit amplifier l'accessibilité numérique de ses services en toute sécurité, pour être en phase avec les attentes de la population dans ce domaine, faire bénéficier ses services des dernières évolutions en matière de dématérialisation, simplifier ses procédures de fonctionnement et améliorer les conditions de travail du personnel.

V-2.1 L'e-administration

Plusieurs projets contribueront à réduire les délais de traitement des dossiers émanant, tant des opérateurs économiques que des particuliers.

A compter du 1^{er} janvier 2020, la réception centralisée des factures au format électronique via CHORUS PRO, plateforme de dépôt des factures interfacée avec l'outil de gestion financière, favorisera la fluidité dans le traitement des factures.

Avec le déploiement progressif **du parapheur électronique** au sein de l'Administration (incluant la version tablette), l'instantanéité des visas et signatures électroniques sera la clé d'une circulation fluidifiée des dossiers.

Pour une administration performante et proche des administrés, **le développement de nouvelles plateformes**, à l'image de la détaxe carburant et de l'octroi de mer disponibles sur le site internet de la collectivité, sera réalisé. Le portail des collections de Musées en est un volet significatif qui s'inscrit dans le cadre de la modernisation des sites culturels retenu dans le contrat de convergence et de transformation.

V-2.2 L'extension du réseau WIFI

Le projet de modernisation et d'extension du réseau sans fil (WIFI) a pour ambition d'améliorer la couverture et l'accès à internet sur l'ensemble des bâtiments constituant les lieux de travail et d'accueil du public.

- **Modernisation des équipements informatiques et téléphoniques pour améliorer les conditions de travail du personnel** avec la mise en place, d'un système de badgeage électronique déployé dans le cadre de l'aménagement du temps de travail

V-2.3 Développement de la visioconférence

En limitant les déplacements par moyens de transports terrestres et en optimisant le temps des déplacements, la visioconférence est un outil qui participe au développement durable. L'installation d'un système performant et moderne sera vecteur d'organisation rapide et à coûts réduits, de réunions avec l'international ou avec toute organisation située sur le territoire ou au niveau international. Disposant de 10 salles virtuelles, l'extension vise à doter la Collectivité d'un équipement de visioconférence moderne.

V-2.4 La Sécurisation et la fiabilisation de l'accès au Système d'information

En application du RGPD (Règlement Général de Protection des Données), la désignation d'un Délégué à la Protection des Données s'accompagnera d'une assistance à la mise en conformité au RGPD dans les Directions de l'Administration Territoriale.

Cette démarche s'accompagne d'une sécurisation des accès physiques aux bâtiments via le contrôle d'accès et d'une extension d'un coffre-fort électronique garantissant la sécurité des mots de passe.

V-3 Des moyens logistiques et patrimoniaux au service de la performance des directions et services

Il s'agit de mettre en œuvre les moyens nécessaires au bon fonctionnement des services de la CTM tout en optimisant la dépense et valorisant le patrimoine de la collectivité :

V-3.1 Un fonctionnement courant des services plus performant

L'objectif est de poursuivre la rationalisation de la gestion des fournitures courantes (mise en place de nouveaux indicateurs et outils de suivi des commandes...), le remplacement des équipements par du matériels plus performants et plus économe, l'examen de la solution d'externalisation de tout ou partie de l'entretien courant des locaux.

V-3.2 Une meilleure maîtrise des coûts pour les besoins de déplacements sur le territoire des agents et des élus.

Cette action vise, par la mise en œuvre d'une gestion transversale, à assurer une meilleure maîtrise des coûts engendrés par la flotte de véhicules nécessaire aux missions des services. Par ailleurs, une intégration progressive des véhicules hybrides ou de véhicules verts (à faible consommation en énergie fossile) est également préconisée avec un dispositif adapté (telles les bornes d'alimentation pour les véhicules électriques). Enfin, il est proposé la mise en place, via un accord cadre, d'un marché pour le déplacement groupé et occasionnel des personnels et élus à l'occasion des événements ou manifestations. Un DCE est en attente de publication.

V-3.1 L'amélioration de la sécurité sur les sites de la CTM

Certains des services de la CTM sont aujourd'hui au cœur de tensions nouvelles qui imposent, outre des travaux indispensables d'aménagement, de repenser la conception de la sécurité et d'améliorer en même temps la prise en charge de l'accueil physique des usagers. Ces prestations induisent une charge financière lourde et croissante, aussi bien sur des sites traditionnellement sensibles, des activités classiques que sur certaines manifestations pilotées par la CTM.

Il convient de parvenir à une meilleure maîtrise des coûts de gardiennage en optimisant les autres mécanismes de contrôle et l'évaluation des divers dispositifs. Les possibilités de gardiennage par télésurveillance sont aussi à développer pour optimiser la sécurisation du patrimoine tout en limitant le coût. Le contrôle global des installations se poursuit avec un accent particulier dans les musées.

V-3.4 Une optimisation des besoins en locaux et foncier

- **Finaliser une stratégie globale immobilière pour l'administration de la collectivité**

Cette action serait structurée par deux préoccupations majeures : adapter la politique foncière de la CTM à ses besoins (volontarisme politique, faciliter la localisation de ses équipements, etc.). Et mettre en place le schéma directeur de son immobilier ou un outil équivalent.

Ainsi, le patrimoine immobilier de la CTM est actuellement composé d'environ 310 sites qui représentent près de 900 000 m² de surface de plancher. Ce patrimoine très hétérogène, plus 40 ans d'âge moyen, dont 50 % sont confrontés à une vulnérabilité sismique n'est pas toujours adapté aux besoins actuels et futurs de la CTM.

De même, près de 71 locaux sont loués, parfois à des coûts élevés et sont dispersées sur le territoire. Il convient d'améliorer l'approche stratégique pour en rationaliser la composition et la localisation et mieux accompagner encore la structuration en cours des services dans l'espace martiniquais.

- **Mettre à jour des données patrimoniales**

- Poursuivre l'inventaire du patrimoine immobilier de la Collectivité, en actualisant notamment la valeur marchande des biens qui déterminera aussi la couverture assurantielle (incidence aussi sur les coûts)
- Poursuivre l'assainissement de la fiscalité : Des dégrèvements peuvent notamment en découler.
- Etablir le Diagnostic de l'état physique des bâtiments en vue de décliner des scénarii de valorisation ou de cession
- Elaborer un atlas des biens immobiliers et fonciers de la CTM

- **Réduire le parc locatif en utilisant les réserves foncières de la Collectivité pour les constructions de bureaux ;**
- **Concevoir le transfert de la gestion du littoral**

V-3.5 Le Développement du potentiel économique et social du patrimoine de la collectivité.

Ce développement se traduirait en particulier par :

- Un appel à manifestation d'intérêt pour les immobiliers d'entreprises (Marouba, Parc Aqua land),
- La gestion modernisée du Golf des Trois Ilets,
- L'exploitation des Floralties qui peut être source de revenus...
- La réhabilitation en liaison avec les divers services concernés de réhabilitation de certains bâtiments remarquables. Il s'agira en particulier de sites valorisés autour de la problématique de « grands Hommes » (Villas les Tourelles, Les Bosquets, Rose Rosette)

Cette démarche pourra être mise en œuvre dans le cadre de la relation contractuelle à initier avec « Atout France » dans le cadre d'un dispositif d'appui à l'ingénierie

V-3.6 Rationalisation des contrats d'assurance CTM

En Fin 2020, le renouvellement des contrats devra avoir été opéré.

Il est nécessaire de renforcer le service spécialisé dans le suivi de ces prestations. Un marché d'AMO est en outre en attente de publication.

Il importe notamment de déterminer :

- Une meilleure prise en compte de la valeur réelle du patrimoine de la CTM
- La réévaluation du périmètre des risques à assurer
- La prise en compte d'un certain renchérissement des assurances suite à la nécessaire réévaluation de la valeur dudit patrimoine

V-4 Amélioration de la restitution des données

V-4.1 L'archivage

La CTM est la collectivité la plus importante du territoire martiniquais. Elle produit un nombre considérable d'informations qu'il est nécessaire de conserver mais aussi de traiter.

L'organisation de l'archivage est donc déterminante.

Cette politique se traduira par des actions de formation et de sensibilisation des agents mais aussi d'équipements.

La mise en réseau des référents archives électronique avec les coordonnateurs dans chaque DGA et chaque direction permettra d'entrer en 2020 dans l'opérationnalité.

V-4.2 Optimisation des travaux des instances décisionnelles

L'objectif est de simplifier et de fluidifier la production des décisions de la Collectivité en respectant les obligations de consultation des Commissions et les délais de transmissions de documents

Les principales actions proposées dans ce domaine pour une mise en œuvre en 2020 :

- Réduction des délais de production et de notification des actes (arrêtés délibérés, délibérations) grâce à la numérisation et à la simplification des procédures.
- Mise en place de la signature électronique des rapports et documents.
- Application totale de la dématérialisation de la convocation et de l'envoi des dossiers des séances plénières de l'Assemblée de Martinique.
- Renforcement et mise à jour du processus de communication publique des actes et documents administratifs.

CONCLUSION

Au cours de ces dernières années, la Collectivité Territoriale de Martinique a mis en œuvre les dispositifs nécessaires à la transition économique, énergétique et écologique pour assurer un développement durable, garant d'un mieux-être de la population.

Ces mesures en faveur de **l'attractivité** et de la **performance** du territoire donneront toute sa place, en 2020, à la **jeunesse martiniquaise**.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20191125-19-471-1-DE
Date de télétransmission : 04/02/2020
Date de réception préfecture : 04/02/2020

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : - 4 FEV. 2020

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-471-1

PORTANT ADMISSION EN NON VALEUR DE TITRES DE RECETTES IRRÉCOUVRABLES AU BUDGET PRINCIPAL 2019 DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-cinq novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à Sandra VALENTIN), Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Charles-André MENCE, Daniel ROBIN (procuration à David ZOBDA), Patricia TELLE (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et Questions européennes et du Tourisme ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité, et la commission Développement économique et Tourisme le 19 novembre 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Sur proposition du Payeur Territorial, 566 titres de recettes irrécouvrables, dont le détail est joint en annexe, font l'objet d'une admission en non-valeur, au Budget principal 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 2 : La charge budgétaire des créances définitivement éteintes est constatée par l'émission d'un mandat de sept cent quatre-vingt-onze mille sept cent six euros dix-sept centimes (791 706,17 €), imputé à la section de fonctionnement du Budget principal 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La charge budgétaire des créances temporairement éteintes est constatée par l'émission d'un mandat de six mille cent treize euros trente-trois centimes (6 113,33 €), imputé à la section de fonctionnement du Budget principal 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 25 et 26 novembre 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





Secrétariat du Président du Conseil
Exécutif de la CTM

Arrivée le : 23 AOÛT 2019

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES
DE MARTINIQUE

CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES DE CLUNY
PAIERIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE
DE LA MARTINIQUE
ROUTE DE CLUNY SCHOELCHER – BP 605
97261 FORT DE FRANCE CEDEX
TÉLÉPHONE : 05 96 59 54 33
MÉL. : t103090@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE

Affaire suivie par : Georges – Alain MORAVIE
Téléphone : 05 96 59 54 04
Courriel : georges-alain.moravie@dgfip.finances.gouv.fr

PAIERIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE
DE LA MARTINIQUE

MONSIEUR LE PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF
COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE
CABINET
HOTEL DE LA CTM
RUE GASTON DEFFERRE - CS 30137
97201 FORT DE FRANCE CEDEX

Fort de France, 19 août 2019

Objet : Proposition d'admission en non valeurs

Pièces jointes : 5 listes



Monsieur le Président du Conseil Exécutif,

J'ai l'honneur de solliciter de votre bienveillance la procédure d'admission en non valeurs des 5 listes suivantes accompagnées des pièces justificatives :

- liste de présentation en non valeurs de 437 pièces pour un montant de 6 113, 33 € fondée sur le montant des restes à recouvrer inférieur au seuil des poursuites de 30 €
- liste de présentation en non valeurs de 22 pièces pour un montant de 150 165, 64 € concernant des fins d'activité : radiation, cession, clôture pour insuffisance d'actifs
- liste de présentation en non valeurs de 44 pièces pour un montant de 226 115, 52 € fondée sur des jugements de clôture pour insuffisance d'actifs
- liste de présentation en non valeurs de 13 pièces pour un montant de 151 988, 08 € fondée sur des jugements de clôture pour insuffisance d'actifs
- liste de présentation en non valeurs de 60 pièces pour un montant de 351 826, 24 € fondée sur des jugements de clôture pour insuffisance d'actifs

La procédure d'admission en non valeurs permet de constater l'irrecouvrabilité des créances concernées.

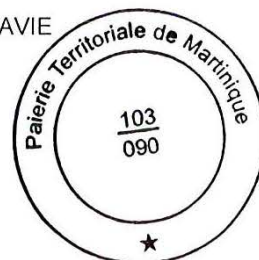
Je vous remercie de soumettre ma demande à l'Assemblée Délibérante et d'émettre un mandat de paiement au compte 6541 créances admises en non valeur pour 6 113,33 € et un autre au compte 6542 créances éteintes pour un montant total de 880 095, 48 €.

Je me tiens à votre disposition pour tout renseignement complémentaire et vous prie d'agréer, Monsieur Le Président du Conseil Exécutif, l'expression de mon profond respect.

Le Payeur Territorial,

Georges – Alain MORAVIE

MINISTÈRE DE L'ACTION
ET DES COMPTES PUBLICS



liste nv n° 319100234-exercice 2019-437 pièces pour 6113,33

EDITION HELIOS
103090 P.COL MARTINIQUE
01300 - Coll Territoriale Martinique

Présentation en non valeurs
Arrêtée à la date du 26/07/2019

Exercice 2019
Numéro de la liste 319100234
437 pièces présentées pour un total de 6 113, 33 €

Nature Juridique	Exercice	Référence de la plmputation	Nom du redevable	Montant restant	Motif de la présentation
société	2015	T-700800000900	7688-943-	25,78	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2015	T-700700001732	7513-423-	3,88	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2017	T-3684	7513-934238-	13,01	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2012	T-700700002100	74788-564-017	7,80	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2011	T-700700006382	7718-564-017	14,80	RAR inférieur seuil poursuite
collectivité	2012	T-700700005258	7352-541-	0,04	RAR inférieur seuil poursuite
collectivité	2013	T-700700000234	7352-541-	0,90	RAR inférieur seuil poursuite
collectivité	2010	T-700700008341	7352-541-	0,30	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2014	T-700700002119	7513-423-	15,10	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2013	T-700700003414	7533-550-016	30,00	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2016	T-4626	7513-93423-	0,07	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2018	T-3958	7513-934238-	0,40	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2018	T-3959	7513-934238-	0,40	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2014	T-700700002617	75342-441-017	20,80	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2010	T-700700004864	7531-541-015	6,23	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2018	T-1224	7513-934238-	4,00	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2016	T-785	7513-93423-	16,24	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2008	T-700700009088	7531-541-015	8,74	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2009	T-700700004912	7531-541-015	20,00	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2010	T-700700004682	7531-541-015	18,14	RAR inférieur seuil poursuite
Association	2012	T-700700002242	74788-564-017	14,35	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2008	T-700700006747	7531-541-015	11,65	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2014	T-700700002146	7513-423-	12,50	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2018	T-1179	7513-934238-	29,03	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2011	T-700700000900	7531-541-015	25,61	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2013	T-700700006317	75342-561-017	3,82	RAR inférieur seuil poursuite

liste nv n° 319100234-exercice 2019-437 pièces pour 6113,33

Inconnue	2010	T-700700003334	7531-541-015	20,00	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2011	T-700700001573	7531-541-015	20,00	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2016	T-5025	7513-93423-	19,35	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2016	T-5022	7513-93423-	19,35	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2010	T-700700002492	7531-541-015	25,00	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2009	T-700700001447	7531-541-015	24,00	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2008	T-700700000072	2744-01-	3,57	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2016	T-2707	2744-923-	10,00	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2012	T-700700001565	2744-01-	0,08	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2011	T-700700001367	7531-541-015	11,00	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2007	T-700700001384	7531-01-015	10,54	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2016	T-5651	75342-93441-	0,49	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2007	T-700700007615	7531-541-015	25,00	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2010	T-700700006797	2744-01-	11,14	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2011	T-700700006611	7718-564-017	11,04	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2013	T-700700001789	2744-01-	0,01	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2008	T-700700003409	7531-541-015	11,00	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2014	T-700700001682	7513-423-	0,20	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2010	T-700700002050	7531-541-015	18,12	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2009	T-700700005233	7531-541-015	2,80	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2008	T-700700000446	7531-541-015	29,52	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2014	T-700700002118	7513-423-	15,10	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2010	T-700700002167	7531-541-015	0,16	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2011	T-700700006401	7718-564-017	29,22	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2010	T-700700007689	7513-53-	7,52	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2008	T-700700004241	7531-541-015	9,09	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2012	T-700700004933	7531-541-015	0,02	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2012	T-700700006193	7533-550-016	0,02	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2012	T-700700004599	7718-564-017	0,15	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2012	T-700700004798	7531-541-015	12,85	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2011	T-700700000809	7531-541-015	6,47	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2010	T-700700004822	7531-541-015	25,15	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2011	T-700700001414	7531-541-015	15,00	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2009	T-700700005197	7531-541-015	13,12	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2017	T-1485	2748-90428-	18,85	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2012	T-700700002015	7511-51-	20,00	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2017	T-2226	7513-934238-	8,12	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2016	T-3951	75342-93441-	0,26	RAR inférieur seuil poursuite
société	2015	T-700800000175	7688-943-	9,99	RAR inférieur seuil poursuite

liste nv n° 319100234-exercice 2019-437 pièces pour 6113,33

société	2013	T-700800000114	768-943-	23,15	RAR inférieur seuil poursuite
société	2012	T-700800000497	768-943-	26,41	RAR inférieur seuil poursuite
société	2015	T-700800000883	7688-943-	6,67	RAR inférieur seuil poursuite
société	2014	T-700800000273	7688-943-	16,59	RAR inférieur seuil poursuite
société	2013	T-700800000890	768-943-	19,88	RAR inférieur seuil poursuite
société	2016	T-10	7688-943-	3,34	RAR inférieur seuil poursuite
société	2014	T-700800000831	7688-943-	13,30	RAR inférieur seuil poursuite
société	2015	T-700800000168	7688-943-	17,39	RAR inférieur seuil poursuite
société	2015	T-700800000896	7688-943-	11,62	RAR inférieur seuil poursuite
société	2016	T-12	7688-943-	5,82	RAR inférieur seuil poursuite
société	2014	T-700800000271	7688-943-	28,89	RAR inférieur seuil poursuite
société	2014	T-700800000833	7688-943-	23,15	RAR inférieur seuil poursuite
société	2016	T-11	7688-943-	4,99	RAR inférieur seuil poursuite
société	2015	T-700800000902	7688-943-	9,97	RAR inférieur seuil poursuite
société	2014	T-700800000830	7688-943-	19,87	RAR inférieur seuil poursuite
société	2014	T-700800000274	7688-943-	24,79	RAR inférieur seuil poursuite
société	2015	T-700800000174	7688-943-	14,93	RAR inférieur seuil poursuite
société	2013	T-700800000891	768-943-	29,70	RAR inférieur seuil poursuite
société	2008	T-700400000117	7061--	1,50	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2008	T-7007000002185	7531-541-015	11,08	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2010	T-7007000003087	7531-541-015	3,01	RAR inférieur seuil poursuite
Collectivité territoriale	2013	T-7007000006582	7476-40-	29,11	RAR inférieur seuil poursuite
Caisse Assurance Maladie	2015	T-7007000004010	7476-410-	17,71	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2014	T-7007000005412	7513-423-	0,40	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2008	T-7007000007201	7531-541-015	23,00	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2014	T-7007000004230	7513-423-	0,15	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2008	T-7007000000993	7531-541-015	7,55	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2019	T-744	7513-934238-	30,00	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2018	T-946	75342-93447-	17,22	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2009	T-7007000002769	7531-541-015	8,32	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2011	T-7007000006563	7718-564-017	27,47	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2010	T-7007000001785	7531-541-015	29,07	RAR inférieur seuil poursuite
société	2014	T-7008000000158	7688-943-	19,58	RAR inférieur seuil poursuite
société	2013	T-7008000000585	768-943-	24,39	RAR inférieur seuil poursuite
société	2013	T-7008000000404	768-943-	26,79	RAR inférieur seuil poursuite
société	2013	T-7008000000757	768-943-	21,99	RAR inférieur seuil poursuite
société	2013	T-7008000000136	768-943-	29,18	RAR inférieur seuil poursuite
Etablissement public nation	2015	T-7008000000060	7588-93221-	10,80	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2011	T-7007000006414	7718-564-017	23,85	RAR inférieur seuil poursuite

liste nv n° 319100234-exercice 2019-437 pièces pour 6113,33

Inconnue	2010	T-700700002195	7531-541-015	12,01	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2010	T-700700003660	7531-541-015	4,93	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2010	T-700700003193	7531-541-015	25,02	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2014	T-700700001042	2748-552-	25,00	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2008	T-700700000263	7531-541-015	10,49	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2005	T-700800000083	5898--	0,06	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2013	T-700700005861	7513-53-	0,74	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2007	T-700700000394	7531-01-015	11,44	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2012	T-999991847	7718-564-017	14,34	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2013	T-700700000362	2744-01-	0,01	RAR inférieur seuil poursuite
société	2014	T-700800001247	7688-943-	9,91	RAR inférieur seuil poursuite
société	2015	T-700800000086	7688-943-	7,45	RAR inférieur seuil poursuite
société	2015	T-700800001236	7688-943-	2,49	RAR inférieur seuil poursuite
société	2014	T-700800001027	7688-943-	12,37	RAR inférieur seuil poursuite
société	2015	T-700800000097	7688-943-	4,97	RAR inférieur seuil poursuite
société	2014	T-700800000444	7688-943-	19,70	RAR inférieur seuil poursuite
société	2014	T-700800000446	7688-943-	2,42	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2013	T-700700003730	2744-01-	8,00	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2007	T-700700007450	2744-01-	3,00	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2009	T-700700000370	7531-541-015	19,20	RAR inférieur seuil poursuite
Etat ou organisme d'Etat	2013	T-700700005140	7372-01-	0,22	RAR inférieur seuil poursuite
Etablissement public nation	2019	T-146	75888-934212-	0,47	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2009	T-700700002346	7513-51-	15,50	RAR inférieur seuil poursuite
société	2015	T-700800000939	7688-943-	27,97	RAR inférieur seuil poursuite
société	2017	T-37	7688-943-	12,15	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2011	T-700700003739	7513-53-	23,15	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2008	T-700700004488	7531-541-015	11,00	RAR inférieur seuil poursuite
société	2016	T-1355	70323-93851-	10,27	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2017	T-1723	2748-90428-	25,00	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2006	T-700800000401	7083-93-	0,05	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2009	T-700700006463	7531-541-015	5,26	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2010	T-700700008039	7513-53-	0,29	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2008	T-700700005372	7531-541-015	3,28	RAR inférieur seuil poursuite
société	2016	T-46	7688-943-	21,24	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2010	T-700700004868	7531-541-015	0,48	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2008	T-700700000682	7531-541-015	9,63	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2014	T-700700002307	7513-423-	20,00	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2013	T-700700005251	7531-541-015	28,01	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2010	T-700700005344	7531-541-015	29,17	RAR inférieur seuil poursuite

liste nv n° 319100234-exercice 2019-437 pièces pour 6113,33

Inconnue	2009	T-700700001865	7513-53-	23,00	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2017	T-3381	7533-93431-	0,46	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2010	T-700700004936	7533-550-016	0,28	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2010	T-700700004846	7531-541-015	9,48	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2016	T-4751	7513-93423-	14,19	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2018	T-1281	7513-934238-	25,00	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2017	T-4375	7513-934238-	25,00	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2010	T-700700002120	7531-541-015	17,43	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2010	T-700700002122	7531-541-015	5,10	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2010	T-700700005848	7513-53-	30,00	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2009	T-700700004204	7513-53-	22,50	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2010	T-700700007791	7513-53-	21,00	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2009	T-700700006108	7513-53-	22,50	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2010	T-700700007794	7513-53-	28,50	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2009	T-700700001941	7513-53-	22,50	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2010	T-700700006950	7531-541-015	18,22	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2017	T-1871	2748-90428-	28,00	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2011	T-700700001406	7531-541-015	20,00	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2011	T-700700001240	7531-541-015	15,00	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2009	T-700700002635	7531-541-015	3,32	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2011	T-700700006436	7718-564-017	28,87	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2012	T-700700002933	7513-53-	18,33	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2012	T-700700002935	7513-53-	18,33	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2011	T-700700006595	7718-564-017	23,15	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2010	T-700700003390	7531-541-015	23,45	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2010	T-700700000847	7513-53-	18,00	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2014	T-700700000595	7513-423-	7,30	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2010	T-700700001442	7531-541-015	0,07	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2014	T-700700005855	7513-423-	10,50	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2018	T-158	75342-93447-	0,05	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2007	T-700700004295	7531-01-015	1,30	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2013	T-700700002394	2744-01-	7,23	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2013	T-700700002402	2744-01-	3,00	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2011	T-700700006447	7718-564-017	5,75	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2010	T-700700000136	7531-541-015	0,13	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2016	T-1583	2744-923-	0,01	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2008	T-700700002210	7531-541-015	5,36	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2014	T-700700000609	7513-423-	30,00	RAR inférieur seuil poursuite
Collectivité territoriale	2013	T-700700006583	7511-53-	25,32	RAR inférieur seuil poursuite

liste nv n° 319100234-exercice 2019-437 pièces pour 6113,33

Particulier	2016	T-3104	7513-93423-	19,95	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2009	T-700700004681	7531-541-015	17,09	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2013	T-700700002744	7533-550-016	0,06	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2010	T-700700003198	7531-541-015	8,33	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2010	T-700700006646	7531-541-015	29,65	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2007	T-700700007813	7531-541-015	11,00	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2008	T-700700004913	7531-541-015	23,50	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2016	T-5023	7513-93423-	19,35	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2008	T-700700003756	7531-541-015	7,00	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2009	T-700700001527	7531-541-015	17,00	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2013	T-700700005798	7513-53-	20,43	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2010	T-700700005064	7531-541-015	20,00	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2009	T-700700000548	7531-541-015	0,47	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2009	T-700700004257	7513-53-	22,50	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2009	T-700700006563	7513-53-	22,50	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2013	T-700700005232	75342-561-017	0,01	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2010	T-700700007119	7531-541-015	23,86	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2010	T-700700002734	7531-541-015	25,92	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2016	T-3054	7513-93423-	0,44	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2012	T-700700005854	7513-53-	23,00	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2015	T-700700000375	7513-423-	10,00	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2011	T-700700001270	7531-541-015	4,62	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2017	T-1645	2748-90428-	21,35	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2009	T-700700000399	7531-541-015	30,00	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2012	T-700700005975	7531-541-015	17,65	RAR inférieur seuil poursuite
société	2018	T-1678	7688-943-	10,42	RAR inférieur seuil poursuite
société	2015	T-700800000084	7688-943-	16,11	RAR inférieur seuil poursuite
société	2014	T-700800000439	7688-943-	18,26	RAR inférieur seuil poursuite
société	2014	T-700800001245	7688-943-	16,47	RAR inférieur seuil poursuite
société	2015	T-700800000096	7688-943-	15,75	RAR inférieur seuil poursuite
société	2015	T-700800000125	7688-943-	15,39	RAR inférieur seuil poursuite
société	2014	T-700800001025	7688-943-	16,83	RAR inférieur seuil poursuite
société	2015	T-700800000136	7688-943-	15,03	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2016	T-1310	2744-923-	20,27	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2010	T-700700002030	7531-541-015	0,07	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2013	T-700700005225	7531-541-015	8,29	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2011	T-700700006460	7718-564-017	0,76	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2011	T-700700006462	7718-564-017	29,72	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2009	T-700700001003	7531-541-015	0,26	RAR inférieur seuil poursuite

liste nv n° 319100234-exercice 2019-437 pièces pour 6113,33

Inconnue	2010	T-700700000130	7531-541-015	12,07	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2009	T-700700000285	7531-541-015	30,00	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2010	T-700700005326	7531-541-015	0,07	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2014	T-700700001568	2744-01-	29,40	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2014	T-700700003758	7513-423-	25,79	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2012	T-700700005522	7513-53-	0,02	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2008	T-700700007071	7531-541-015	10,56	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2010	T-700700003267	7531-541-015	26,81	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2014	T-700700002217	7513-423-	10,67	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2018	T-789	7513-934238-	19,64	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2016	T-5905	75342-93441-	0,03	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2009	T-700700005825	7531-541-015	0,14	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2011	T-700700006473	7718-564-017	13,03	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2016	T-1157	2744-923-	29,00	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2010	T-700700000202	7531-541-015	22,43	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2009	T-700700001498	7531-541-015	2,08	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2013	T-700700004210	7513-53-	22,18	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2011	T-700700001222	7531-541-015	11,00	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2010	T-700700003245	7531-541-015	0,82	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2008	T-700700001405	7513-53-	4,45	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2012	T-700700000528	7718-564-017	29,40	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2015	T-700700004130	7518-4212-	0,32	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2008	T-700700002141	7531-541-015	8,00	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2015	T-700700001902	7513-423-	28,24	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2015	T-700700003114	7513-423-	28,24	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	1995	T-700700000971	5898--	13,39	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2015	T-700700000453	7513-423-	3,00	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2010	T-700700005615	2744-01-	19,00	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2010	T-700700001394	7531-541-015	12,07	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2006	T-700700003955	5898--	27,95	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2011	T-700700006575	7718-564-017	27,47	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2014	T-700700005968	75342-441-017	0,25	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2013	T-700700001523	7531-541-015	0,99	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2008	T-700700002722	7531-541-015	3,39	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2012	T-700700003266	2744-01-	3,00	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2010	T-700700002001	7531-541-015	0,04	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2007	T-700700005692	7531-541-015	28,00	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2010	T-700700006791	2744-01-	0,10	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2013	T-700700005210	75342-561-017	0,57	RAR inférieur seuil poursuite

liste nv n° 319100234-exercice 2019-437 pièces pour 6113,33

Inconnue	2008	T-700700000640	7531-541-015	1,18	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2009	T-700700005199	7531-541-015	15,51	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2010	T-700700007989	7513-53-	27,00	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2010	T-700700006049	7513-53-	21,00	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2011	T-700700002759	7513-53-	27,00	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2017	T-592	2744-9023-	0,01	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2008	T-700700004997	7531-541-015	22,65	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2012	T-700700003184	2744-01-	0,04	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2019	T-1364	7513-934238-	1,61	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2009	T-700700006365	7531-541-015	28,00	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2014	T-700700001533	75343-441-017	0,68	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2010	T-700700002124	7531-541-015	18,00	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2019	T-1347	7513-934238-	21,00	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2011	T-700700006488	7718-564-017	14,46	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2011	T-700700005218	7531-541-015	28,41	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2011	T-700700006490	7718-564-017	29,72	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2009	T-700700000295	7531-541-015	5,52	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2010	T-700700004601	7531-541-015	19,34	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2018	T-2805	75342-93447-	0,02	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2014	T-700700002689	7533-430-016	0,01	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2019	T-588	7513-934238-	20,00	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2010	T-700700003324	7531-541-015	22,00	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2010	T-700700004773	7531-541-015	6,98	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2010	T-700700004771	7531-541-015	7,02	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2018	T-1285	7513-934238-	0,11	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2008	T-700700003738	7531-541-015	4,34	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2010	T-700700006928	7531-541-015	0,45	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2007	T-700700001297	7531-01-015	1,60	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2013	T-700700005827	7513-53-	14,00	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2011	T-700700004017	7513-53-	7,50	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2011	T-700700006491	7718-564-017	27,76	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2018	T-2449	7513-934238-	25,00	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2009	T-700700003782	7531-541-015	0,95	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2017	T-3935	7513-934238-	22,23	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2009	T-700700005801	7531-541-015	11,82	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2009	T-700700005799	7531-541-015	11,65	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2009	T-700700005796	7531-541-015	11,53	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2011	T-700700000967	7531-541-015	11,00	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2010	T-700700002244	7531-541-015	18,00	RAR inférieur seuil poursuite

liste nv n° 319100234-exercice 2019-437 pièces pour 6113,33

Inconnue	2010	T-700700003617	7531-541-015	11,00	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2015	T-700700000139	2748-552-	20,00	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2011	T-700700001549	7531-541-015	21,50	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2016	T-1731	7513-93423-	12,86	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2009	T-700700004203	7513-53-	22,50	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2009	T-700700006107	7513-53-	22,50	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2012	T-700700002931	7513-53-	18,33	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2012	T-700700002932	7513-53-	18,33	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2012	T-700700002930	7513-53-	18,33	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2018	T-1083	7513-934238-	30,00	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2019	T-795	7513-934238-	30,00	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2010	T-700700001431	7531-541-015	5,19	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2013	T-700700001676	7531-541-015	11,51	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2010	T-700700005145	7531-541-015	20,50	RAR inférieur seuil poursuite
Association	2016	T-4394	7511-93423-	0,23	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2013	T-700700005874	7513-53-	20,18	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2008	T-700700006027	7531-541-015	15,29	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2010	T-700700002014	7531-541-015	8,00	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2014	T-700700004215	7513-423-	0,03	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2011	T-700700000972	7531-541-015	8,50	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2010	T-700700008030	7513-53-	2,02	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2013	T-700700004372	7513-53-	12,83	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2012	T-700700005721	7513-53-	12,99	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2014	T-700700003977	7513-423-	12,98	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2012	T-700700004819	7531-541-015	25,02	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2012	T-700700002927	7513-53-	3,27	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2006	T-700700003241	5898--	30,00	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2012	T-700700001115	7513-53-	27,82	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2009	T-700700006769	7513-53-	30,00	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2012	T-700700001119	7513-53-	27,82	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2012	T-700700001116	7513-53-	27,82	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2014	T-700700003994	7513-423-	0,99	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2017	T-1934	2748-90428-	24,00	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2018	T-797	7513-934238-	24,00	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2014	T-700700004003	7513-423-	17,74	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2000	T-700700000258	5898--	0,01	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2010	T-700700006481	7531-541-015	0,33	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2018	T-1925	7513-934238-	30,00	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2017	T-3960	7513-934238-	30,00	RAR inférieur seuil poursuite

liste nv n° 319100234-exercice 2019-437 pièces pour 6113,33

Particulier	2017	T-2465	7513-934238-	30,00	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2016	T-3437	7513-93423-	30,00	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2016	T-4606	7513-93423-	30,00	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2016	T-1783	7513-93423-	30,00	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2018	T-1078	7513-934238-	30,00	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2016	T-846	7513-93423-	30,00	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2019	T-793	7513-934238-	30,00	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2017	T-4333	7513-934238-	0,50	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2017	T-4336	7513-934238-	0,50	RAR inférieur seuil poursuite
Etat ou organisme d'Etat	2016	T-6054	7341-941-	20,00	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2010	T-700700000147	7531-541-015	21,00	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2014	T-700700005372	7513-423-	27,50	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2010	T-700700006367	7531-541-015	0,72	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2000	T-700700001312	5898--	0,04	RAR inférieur seuil poursuite
Etat ou organisme d'Etat	2016	T-5426	74888-9381-	0,04	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2015	T-700700003037	2748-552-	23,50	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2013	T-700700001705	7531-541-015	5,25	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2015	T-700700003224	7513-423-	30,00	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2015	T-700700004005	6419-021-	0,13	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2010	T-700700003082	7531-541-015	9,00	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2010	T-700700002052	7531-541-015	0,07	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2010	T-700700002392	7531-541-015	18,00	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2000	T-700700000228	5898--	12,12	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2012	T-700700003808	7513-53-	30,00	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2017	T-4203	7513-934238-	4,19	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2010	T-700700003227	7531-541-015	11,00	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2018	T-1086	7513-934238-	19,00	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2019	T-798	7513-934238-	19,00	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2016	T-1789	7513-93423-	19,00	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2017	T-3965	7513-934238-	19,00	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2018	T-1974	7513-934238-	19,00	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2015	T-700700003316	7513-423-	25,94	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2016	T-851	7513-93423-	19,00	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2016	T-4611	7513-93423-	19,00	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2017	T-2470	7513-934238-	19,00	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2016	T-3442	7513-93423-	19,00	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2017	T-822	7513-93423-	19,00	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2009	T-700700003273	7531-541-015	2,30	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2009	T-700700006536	7513-53-	28,00	RAR inférieur seuil poursuite

liste nv n° 319100234-exercice 2019-437 pièces pour 6113,33

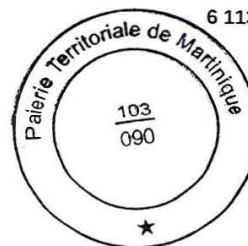
Particulier	2016	T-2349	7513-93423-	1,36	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2008	T-700700004500	7531-541-015	28,00	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2010	T-700700001126	7513-53-	29,50	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2010	T-700700001128	7513-53-	29,50	RAR inférieur seuil poursuite
société	2016	T-76	7688-943-	11,75	RAR inférieur seuil poursuite
société	2017	T-51	7688-943-	9,06	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2009	T-700700005161	7531-541-015	1,18	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2015	T-700700002126	7513-423-	4,28	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2015	T-700700003597	7513-423-	0,10	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2011	T-700700001520	7531-541-015	6,04	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2012	T-700700005894	7531-541-015	1,35	RAR inférieur seuil poursuite
société	2007	T-700800000297	70878-93-	20,51	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2019	T-969	75888-93028-	17,69	RAR inférieur seuil poursuite
société	2018	T-9	70878-93028-	19,85	RAR inférieur seuil poursuite
société	2019	T-881	75888-93028-	6,52	RAR inférieur seuil poursuite
société	2019	T-880	75888-93028-	13,76	RAR inférieur seuil poursuite
Caisse Assurance Maladie	2015	T-700700004011	7476-410-	17,71	RAR inférieur seuil poursuite
société	2012	T-700700003793	7588-0201-	10,68	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2009	T-700700006263	7531-541-015	28,00	RAR inférieur seuil poursuite
société	2015	T-700800000616	7688-943-	15,51	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2015	T-700700000724	7513-423-	0,01	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2007	T-700700003175	7531-01-015	18,00	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2007	T-700700003176	7531-01-015	19,00	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2010	T-700700007287	7531-541-015	30,00	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2011	T-700700000492	7513-53-	0,91	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2012	T-700700004348	7513-53-	0,50	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2013	T-700700003043	7513-53-	16,95	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2011	T-700700000881	7531-541-015	0,20	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2012	T-700700001931	7718-564-017	5,25	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2014	T-700799991577	2744-01-	0,80	RAR inférieur seuil poursuite
société	2017	T-29	2745-923-	0,06	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2012	T-700700001193	7513-53-	0,16	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2017	T-1876	2748-90428-	23,05	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2009	T-700700004254	7513-53-	22,50	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2009	T-700700001997	7513-53-	22,50	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2009	T-700700006562	7513-53-	22,50	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2016	T-4178	75342-93441-	0,02	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2016	T-3305	7513-93423-	17,41	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2017	T-2974	7513-934238-	0,19	RAR inférieur seuil poursuite

liste nv n° 319100234-exercice 2019-437 pièces pour 6113,33

Particulier	2012	T-700700000444	7513-53-	24,46	RAR inférieur seuil poursuite
société	2018	T-4252	7588-93425-	18,37	RAR inférieur seuil poursuite
société	2009	T-7007000005574	7088-928-	6,00	RAR inférieur seuil poursuite
société	2009	T-7007000005572	7088-928-	6,40	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2011	T-7007000005679	7533-550-016	0,10	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2013	T-7007000004568	2744-01-	0,20	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2008	T-7007000004221	7531-541-015	25,00	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2008	T-7007000008657	7531-541-015	9,02	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2010	T-7007000004365	7531-541-015	20,00	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2007	T-7007000005500	7531-541-015	18,70	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2009	T-7007000005768	7531-541-015	0,86	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2014	T-7007000006033	75342-441-017	0,07	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2014	T-7007000004709	75342-441-017	0,03	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2010	T-7007000003453	7531-541-015	22,00	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2012	T-7007000004331	7513-53-	14,29	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2009	T-7007000003598	7531-541-015	29,39	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2010	T-7007000001233	7531-541-015	5,98	RAR inférieur seuil poursuite
Inconnue	2009	T-7007000001059	7531-541-015	12,26	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2019	T-1351	7513-934238-	27,00	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2019	T-1350	7513-934238-	27,00	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2012	T-7007000001954	7718-564-017	17,76	RAR inférieur seuil poursuite

TOTAL

6 113,33



g. moravie

Georges-Alain MORAVIE
Payeur de la Collectivité Territoriale
de Martinique

liste nv n°318900234- exercice 2019-22 pièces présentées pour 150 165,64 €

EDITION HELIOS
103090 P.COL MARTINIQUE
01300 - Coll Territoriale Martinique

Présentation en non valeurs
Arrêté à la date du 26/07/2019

Exercice 2019
Numéro de la liste 318900234
22 pièces présentées pour un total de 150 165, 64 €

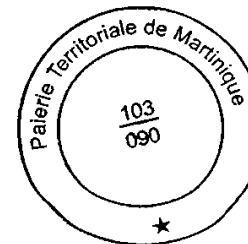
Nature Juridi	Exercice	Référence de la pièce	Imputation	Nom du redevable	Montant restant	Motif de la présentation
Inconnue	2003	T-700800001083	5898--	AAT ALIZES ANTILLES T	113,58	Radiation 21/07/2008
Inconnue	2004	T-700800000852	5898--	AAT ALIZES ANTILLES T	57,08	
Inconnue	2004	T-700800000851	5898--	AAT ALIZES ANTILLES T	5 373,36	
Inconnue	2010	T-700800000109	2042-9095-	BROADWAY KARAOKE CAFE	29 883,83	plan de cession 03/02/2009
société	2011	T-700800000602	768-943-	COMPAGNIE GENERALE D'	394,52	Radiation 15/04/2014
société	2011	T-700800000595	2745-923-	COMPAGNIE GENERALE D'	2 105,26	
société	2011	T-700800000490	768-943-	COMPAGNIE GENERALE D'	394,52	
société	2012	T-700800000282	2745-923-	COMPAGNIE GENERALE D'	2 105,26	
société	2012	T-700800000128	768-943-	COMPAGNIE GENERALE D'	373,76	
société	2012	T-700800000106	2745-923-	COMPAGNIE GENERALE D'	2 105,26	
société	2012	T-700800000292	768-943-	COMPAGNIE GENERALE D'	352,99	
société	2014	T-700800000567	7688-943-	COOP GELMA	1 343,10	Radiation 18/02/2015
société	2014	T-700800000564	2745-923-	COOP GELMA	13 607,34	

liste nv n°318900234- exercice 2019-22 pièces présentées pour 150 165,64 €

société	2013	T-700800000087	2745-923-	COOPGELMA	13 520,30
société	2013	T-700800000092	768-943-	COOPGELMA	1 430,14
Inconnue	2005	T-700700003004	5898--	C.R.T.P SARL .	51 429,97 Radiation 20/03/2008
société	2014	T-700400000032	7083--	SARL AWB	2 100,00 jugement de clôture pour
Association	2014	T-700400000029	7083--	SARL AWB	2 100,00 insuffisance d'actif
Association	2014	T-700400000026	7083--	SARL AWB	2 100,00 Du 31/01/2017
société	2013	T-700400000109	7083--	SARL AWB	15 406,00
société	2012	T-700400000080	758--	SARL AWB	1 769,37
Association	2014	T-700400000034	7083--	SARL AWB	2 100,00

TOTAL

150 165,64



g. moravie

Georges-Alain MORAVIE
Payeur de la Collectivité Territoriale
de Martinique

liste nv n° 319310234 -exercice 2019-13 pièces pour un total de 151 988,08 €

EDITION HELIOS

103090 P.COL MARTINIQUE

01300 - Coll Territoriale Martinique

Présentation en non valeurs

arrêtée à la date du 26/07/2019

Exercice 2019

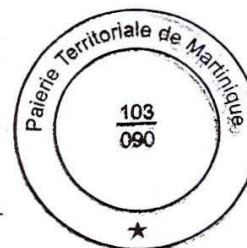
Numéro de la liste 319310234

13 pièces présentées pour un total de 151 988,08 €

Nature Juridique	Exercice	Référence pièce	Imputation bu	Nom du redevable	Montant restant à recouvrer	Motif de la présentation
société	2015	T-700800001209	20421-90633-	HD MADININA RENTAL	36 000,00	Dissolution 10/04/2015
société	2015	T-700800001210	20421-90633-	L'ESSENTIEL B	24 231,52	jugement de clôture pour insuffisance
société	2013	T-700800000824	2745-923-	L'ESSENTIEL B	12 000,00	d'actif du 02/02/2016
société	2013	T-700800000826	20421-9095-	L'ESSENTIEL B	24 231,52	
société	2014	T-700800000899	2745-923-	MARTINIQUE JOUETS JEU	20 572,39	jugement de clôture pour insuffisance
société	2015	T-700800000949	2745-923-	MARTINIQUE JOUETS JEU	10 757,11	d'actif du 03/10/2013
société	2014	T-700800000907	7688-943-	MARTINIQUE JOUETS JEU	1 593,73	
société	2015	T-700800000944	7688-943-	MARTINIQUE JOUETS JEU	218,38	
société	2015	T-700800000943	7688-943-	MARTINIQUE JOUETS JEU	325,95	
société	2015	T-700800000950	2745-923-	MARTINIQUE JOUETS JEU	10 864,68	
société	2014	T-700800001277	2745-923-	MARTINIQUE JOUETS JEU	10 440,75	
société	2014	T-700800001282	7688-943-	MARTINIQUE JOUETS JEU	642,32	
société	2016	T-48	7688-943-	MARTINIQUE JOUETS JEU	109,73	

TOTAL

151 988,08



Page 1

galland
Georges-Alain MORAVIE
Payeur de la Collectivité Territoriale
de Martinique

liste nv n°318700234-exercice 2019-44 pièces pour 226 115,52

EDITION HELIOS

103090 P.COL MARTINIQUE

01300 - Coll Territoriale Martinique

Présentation en non valeurs

Arrêtée à ladate du 26/07/2019

Exercice 2019

Numéro de la liste 318700234

44 pièces présentées pour un total de 226 115, 52 €

Nat Juridique	Exercice	Référence de laImputation	Nom du redevable	Montant restant	Motif de la présentation
société	2014	T-700800001054 2745-923-	DOLCE VIA EGINER AMEL	771,72	jugement de clôture pour
société	2014	T-700800000847 7688-943-	DOLCE VIA EGINER AMEL	98,54	insuffisance d'actif
société	2014	T-700800000845 2745-923-	DOLCE VIA EGINER AMEL	1 531,94	du 02/05/2017
société	2014	T-700800001065 7688-943-	DOLCE VIA EGINER AMEL	43,52	
société	2013	T-700800000752 768-943-	DOLCE VIA/EGINER AMEL	58,77	
société	2015	T-700800000542 2745-923-	DOLCE VIA/EGINER AMEL	775,58	
société	2012	T-700800000795 768-943-	DOLCE VIA/EGINER AMEL	140,00	
société	2013	T-700800000383 768-943-	DOLCE VIA/EGINER AMEL	66,27	
société	2013	T-700800000128 768-943-	DOLCE VIA/EGINER AMEL	70,00	
société	2013	T-700800000118 2745-923-	DOLCE VIA/EGINER AMEL	745,24	
société	2013	T-700800000537 768-943-	DOLCE VIA/EGINER AMEL	62,53	
société	2013	T-700800000374 2745-923-	DOLCE VIA/EGINER AMEL	748,97	
société	2015	T-700800000945 2745-923-	DOLCE VIA/EGINER AMEL	787,27	

liste nv n°318700234-exercice 2019-44 pièces pour 226 115,52

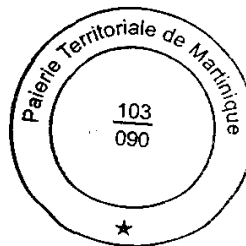
société	2015	T-700800000539	7688-943-	DOLCE VIA/EGINER AMEL	39,66	
société	2015	T-700800000540	7688-943-	DOLCE VIA/EGINER AMEL	35,79	
société	2015	T-700800000541	7688-943-	DOLCE VIA/EGINER AMEL	31,89	
société	2017	T-45	2745-923-	DOLCE VIA/EGINER AMEL	1 618,41	
société	2015	T-700800000544	2745-923-	DOLCE VIA/EGINER AMEL	783,35	
société	2013	T-700800000736	2745-923-	DOLCE VIA/EGINER AMEL	756,47	
société	2015	T-700800000543	2745-923-	DOLCE VIA/EGINER AMEL	779,45	
société	2016	T-33	7688-943-	DOLCE VIA/EGINER AMEL	72,33	
société	2016	T-36	2745-923-	DOLCE VIA/EGINER AMEL	3 188,63	
société	2013	T-700800000526	2745-923-	DOLCE VIA/EGINER AMEL	752,71	
société	2014	T-700800000130	2745-923-	DOLCE VIA/EGINER AMEL	760,26	
société	2014	T-700800000149	7688-943-	DOLCE VIA/EGINER AMEL	54,98	
société	2015	T-700800001078	2745-923-	DOLCE VIA/EGINER AMEL	787,27	
société	2015	T-700800000172	7688-943-	DROUULT ELECTRICITE	107,73	jugement arrêtant plan de
société	2014	T-700800000828	2745-923-	DROUULT ELECTRICITE	10 701,82	cession du 28/01/2014
société	2014	T-700800000267	7688-943-	DROUULT ELECTRICITE	178,96	
société	2014	T-700800000258	2745-923-	DROUULT ELECTRICITE	10 666,27	
société	2013	T-700800000100	2745-923-	DROUULT ELECTRICITE	10 595,52	
société	2014	T-700800000838	7688-943-	DROUULT ELECTRICITE	143,41	
société	2012	T-700800000483	2745-923-	DROUULT ELECTRICITE	10 560,31	
société	2015	T-700800000173	2745-923-	DROUULT ELECTRICITE	10 737,50	
société	2012	T-700800000115	2745-923-	DROUULT ELECTRICITE	10 525,23	

liste nv n°318700234-exercice 2019-44 pièces pour 226 115,52

société	2012	T-700800000492	768-943-	DROUAULT ELECTRICITE	284,92	
société	2013	T-700800000884	768-943-	DROUAULT ELECTRICITE	214,40	
société	2013	T-700800000873	2745-923-	DROUAULT ELECTRICITE	10 630,83	
société	2012	T-700800000136	768-943-	DROUAULT ELECTRICITE	320,00	
société	2013	T-700800000109	768-943-	DROUAULT ELECTRICITE	249,71	
Inconnue	2006	T-700800000115	70878-01-	FIBRES ET MATIERES	1 975,12	jugement CPIA du 18/12/2012
société	2015	T-700800001212	20421-90633-	GUIDO/LE CORSAIRE	60 615,50	jugement CPIA du 02/02/2016
société	2016	T-4219	7588-93041-	INTERLIGNES CARAIBES	50 432,71	clôture liquidation pour CPIA
société	2016	T-4217	7588-9325-	INTERLIGNES CARAIBES	21 614,03	

TOTAL

226 115,52



Signature

Georges-Alain MORAVIE
Payeur de la Collectivité Territoriale
de Martinique

liste nv n°319300234-exercice 2019-60 pièces pour 351 826,24 €

EDITION HELIOS
103090 P.COL MARTINIQUE
01300 - Coll Territoriale Martinique

Présentation en non valeurs
Arrêtée à la date du 26/07/2019

Exercice 2019
Numéro de la liste 319300234
60 pièces présentées pour un total de 351 826,24 €

Nature Juridique	Exercice	Référence	Imputation	Nom du redevable	Montant restant	Motif de la présentation
société	2016	T-2869	20421-90632-	PRODIGEL M BERNARD SK	14 918,67	jugement de clôture pour
société	2016	T-2868	20421-90041-	PRODIGEL M BERNARD SK	53 458,55	insuffisance d'actif 04/05/2017
Inconnue	2004	T-700800000011	5898--	PRODUITS ALIMENTAIRES	29 420,73	radiation du 04/08/2010
Inconnue	2004	T-7008000000582	5898--	PRODUITS ALIMENTAIRES	2 197,38	
Inconnue	2002	T-7008000000030	5898--	PRODUITS ALIMENTAIRES	26 784,15	
Inconnue	2004	T-7008000000578	5898--	PRODUITS ALIMENTAIRES	30 119,48	
société	2014	T-7008000001246	7688-943-	RADICAL COOK	308,03	jugement de clôture pour
société	2014	T-7008000000806	2745-923-	RADICAL COOK	4 555,18	insuffisance d'actif du
société	2016	T-66	7688-943-	RADICAL COOK	2 461,21	05/06/18
société	2016	T-69	2745-923-	RADICAL COOK	19 638,59	
société	2014	T-7008000000093	7688-943-	RADICAL COOK	999,99	
société	2014	T-7008000001020	2745-923-	RADICAL COOK	1 371,22	

liste nv n°319300234-exercice 2019-60 pièces pour 351 826,24 €

société	2014	T-700800000814	7688-943-	RADICAL COOK	969,77
société	2014	T-700800000250	7688-943-	RADICAL COOK	666,66
société	2014	T-700800001026	7688-943-	RADICAL COOK	313,12
société	2015	T-700800000085	7688-943-	RADICAL COOK	302,91
société	2015	T-700800000079	2745-923-	RADICAL COOK	1 538,74
société	2015	T-700800000092	2745-923-	RADICAL COOK	1 543,86
société	2015	T-700800000098	7688-943-	RADICAL COOK	297,79
société	2015	T-700800000840	7688-943-	RADICAL COOK	282,30
société	2015	T-700800000846	7688-943-	RADICAL COOK	250,85
société	2015	T-700800000842	7688-943-	RADICAL COOK	271,88
société	2015	T-700800000845	7688-943-	RADICAL COOK	256,13
société	2015	T-700800000843	7688-943-	RADICAL COOK	266,65
société	2015	T-700800000848	7688-943-	RADICAL COOK	240,22
société	2015	T-700800000841	7688-943-	RADICAL COOK	277,10
société	2015	T-700800000844	7688-943-	RADICAL COOK	261,40
société	2015	T-700800000847	7688-943-	RADICAL COOK	245,54
société	2015	T-700800000121	2745-923-	RADICAL COOK	1 549,01
société	2015	T-700800000127	7688-943-	RADICAL COOK	292,64
société	2015	T-700800000137	7688-943-	RADICAL COOK	287,48

liste nv n°319300234-exercice 2019-60 pièces pour 351 826,24 €

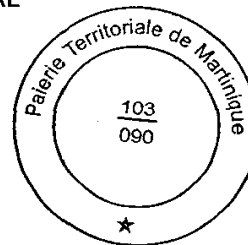
société	2015	T-700800000132	2745-923-	RADICAL COOK	1 554,17	
société	2015	T-700800001103	2745-923-	RADICAL COOK	14 222,78	
société	2018	T-1661	2745-923-	RADICAL COOK	21 271,44	
société	2014	T-700800001241	2745-923-	RADICAL COOK	1 533,62	
société	2014	T-700800000438	7688-943-	RADICAL COOK	333,33	
société	2014	T-700800000430	2745-923-	RADICAL COOK	1 508,32	
société	2017	T-24	2745-923-	RADICAL COOK	20 438,71	
société	2017	T-16	7688-943-	RADICAL COOK	1 661,09	
société	2014	T-700800001073	2745-923-	SABB SOC.D'AMENAGEMEN	2 101,07	clôture pour insuffisance
société	2014	T-700800001081	7688-943-	SABB SOC.D'AMENAGEMEN	338,21	d'actif du 08/05/2018
société	2016	T-70	2745-923-	SABB SOCIETE D AMENAG	8 966,37	radiation
société	2017	T-35	7688-943-	SABB SOCIETE D AMENAG	426,68	
société	2016	T-67	7688-943-	SABB SOCIETE D AMENAG	790,75	
société	2017	T-43	2745-923-	SABB SOCIETE D AMENAG	9 330,44	
société	2014	T-700800000900	2745-923-	SABB SOCIETE D AMENAG	4 139,94	
société	2014	T-700800000910	7688-943-	SABB SOCIETE D AMENAG	738,62	
société	2015	T-700800000879	2745-923-	SABB SOCIETE D AMENAG	2 186,38	
société	2015	T-700800000873	7688-943-	SABB SOCIETE D AMENAG	274,54	
société	2015	T-700800000877	2745-923-	SABB SOCIETE D AMENAG	2 143,30	

liste nv n°319300234-exercice 2019-60 pièces pour 351 826,24 €

société	2015	T-700800000925	2745-923-	SABB SOCIETE D AMENAG	2 164,74	
société	2015	T-700800000874	7688-943-	SABB SOCIETE D AMENAG	252,90	
société	2015	T-700800000872	7688-943-	SABB SOCIETE D AMENAG	295,98	
société	2015	T-700800000381	7688-943-	SABB SOCIETE D AMENAG	317,20	
société	2013	T-700800000595	2745-923-	SOCIETE COOPERATIVE A	39 860,10	radiation du 18/02/2015
société	2013	T-700800000599	768-943-	SOCIETE COOPERATIVE A	3 793,80	
société	2013	T-700800000095	768-943-	SOCIETE COOPERATIVE A	2 087,95	
société	2014	T-700800000565	2745-923-	SOCOPORC	6 393,74	
société	2013	T-700800000088	2745-923-	SOCOPORC	6 352,84	

TOTAL

351 826,24



g. moravie

Georges-Alain MORAVIE
Payeur de la Collectivité Territoriale
de Martinique



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20191125-19-472-1-DE
Date de télétransmission : 14/01/2020
Date de réception préfecture : 14/01/2020

Collectivité Territoriale de Martinique

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

AFFICHAGE LE : 14 JAN. 2020

DÉLIBÉRATION N°19-472-1

PORTANT REDUCTION D'UN TITRE DE RECETTE EMIS EN 2013 SUR LE BUDGET PRINCIPAL DE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE AU BENEFICE DE LA SA MARTINIQUE TV CABLE

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-cinq novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à Sandra VALENTIN), Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Charles-André MENCE, Daniel ROBIN (procuration à David ZOBDA), Patricia TELLE (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le jugement du Tribunal Administratif de Martinique n°1800647 notifié le 11 juillet 2019 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et Questions européennes et du Tourisme ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Suite au jugement du Tribunal Administratif de Martinique n°1800647 susvisé, le titre de recette n°462 émis sur l'exercice 2013, est réduit de deux mille trois cent quatre-vingt-dix-huit euros quatre-vingt-six centimes (2 398,86 €), au bénéfice de la SA Martinique TV Câble.

ARTICLE 2 : La réduction de titre de recette se traduit au budget principal de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) par l'émission d'un mandat de deux mille trois cent quatre-vingt-dix-huit euros quatre-vingt-six centimes (2 398,86 €), en section de fonctionnement, sur le compte 673 « titre annulé sur exercices antérieurs ».

ARTICLE 3 : Conformément au jugement susvisé, la SA Martinique TV Câble, reste redevable de la somme de neuf mille cinq cent soixante-dix-neuf euros quarante-trois centimes (9 579,43 €) au titre des redevances d'occupation pour les exercices 2009, 2010, 2011 et 2012.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 25 et 26 novembre 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20191125-19-473-1-DE
Date de télétransmission : 05/12/2019
Date de réception préfecture : 05/12/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE AFFICHAGE LE : – 5 DEC. 2019

DÉLIBÉRATION N°19-473-1

**PORTANT RÉPARTITION DU FONDS DÉPARTEMENTAL DE
PÉRÉQUATION DE LA TAXE PROFESSIONNELLE (FDPTP) – RÔLE 2019**

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-cinq novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à Sandra VALENTIN), Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Charles-André MENCE, Daniel ROBIN (procuration à David ZOBDA), Patricia TELLE (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code civil, notamment son article 2298 ;

Vu le décret n°86-988 du 17 octobre 1988 relatif au fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le courrier du 31 juillet 2019 du Préfet Martinique notifiant à la Collectivité Territoriale de Martinique le produit du Fonds Départemental de Péréquation de la Taxe Professionnelle à répartir d'un montant de 365 326,00 € ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et Questions européennes et du Tourisme ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Sont éligibles à la répartition du rôle 2019 du Fonds Départemental de Péréquation de la Taxe Professionnelle (FDPTP), les communes défavorisées qui disposent d'une population inférieure à 5 000 habitants et d'un potentiel fiscal par habitant inférieur à la moyenne des potentiels fiscaux des communes de Martinique à laquelle un taux de 30% est appliqué. Ainsi, les communes considérées comme défavorisées sont celles disposant d'un potentiel fiscal par habitant inférieur à quatre cent quatre-vingt quatre euros et soixante-douze centimes (484,72 €).

ARTICLE 2 : Sont éligibles à la répartition du rôle 2019 du Fonds Départemental de Péréquation de la Taxe Professionnelle (FDPTP), les Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) défavorisés qui disposent d'un potentiel fiscal par habitant inférieur à la moyenne des potentiels fiscaux des EPCI de Martinique à laquelle un taux de 30% est appliqué. Ainsi, les EPCI considérés comme défavorisés sont ceux disposant d'un potentiel fiscal par habitant inférieur à deux cent dix-sept euros soixante-dix-huit centimes (217,78 €).

ARTICLE 3 : 50% du fonds sont répartis entre les communes et les EPCI défavorisés au prorata de l'inverse du potentiel fiscal. Le solde est réparti entre les communes et les EPCI défavorisés au prorata de leurs dépenses de fonctionnement par habitant.

ARTICLE 4 : La liste des bénéficiaires du Fonds Départemental de Péréquation de la Taxe Professionnelle (FDPTP), au titre du rôle 2019 est la suivante :

- Ajoupa Bouillon
- Anses d'Arlet
- Basse-Pointe
- Carbet
- Fonds Saint-Denis
- Grand-Rivière
- Macouba
- Marigot
- Morne-vert
- Prêcheur
- Saint-Pierre
- Communauté d'Agglomération du Pays Nord Martinique (CAP NORD)
- Communauté d'Agglomération de l'Espace Sud de la Martinique (CAESM).

ARTICLE 5 : La dotation d'un montant de trois cent soixante-cinq mille trois cent vingt-six euros (365 326,00 €) est répartie comme suit :

COMMUNES	TOTAL RÉPARTITION
AJOUPA-BOUILLON	26 924,87 €
ANSES D'ARLET	23 702,97 €
BASSE-POINTE	27 133,55 €
CARBET	23 606,55 €
FONDS SAINT-DENIS	29 404,58 €
GRAND-RIVIERE	28 915,39 €
MACOUBA	32 347,61 €
MARIGOT	26 131,90 €
MORNE VERT	31 281,14 €
PRECHEUR	30 128,24 €
SAINT-PIERRE	24 943,19 €
CAP NORD	27 046,25 €
CAESM	33 759,75 €
TOTAL	365 326,00 €

ARTICLE 6 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 7 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 8 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique, est chargé, de l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 9 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 10 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 25 et 26 novembre 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20191125-19-474-1-DE
Date de télétransmission : 05/12/2019
Date de réception préfecture : 05/12/2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 5 DEC. 2019

DÉLIBÉRATION N°19-474-1

PORTANT RÉPARTITION 2019 DU PRODUIT DES AMENDES DE POLICE CONSTATÉES EN 2018

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-cinq novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à Sandra VALENTIN), Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Charles-André MENCE, Daniel ROBIN (procuration à David ZOBDA), Patricia TELLE (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et Questions européennes et du Tourisme ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée, conformément au tableau ci-dessous, la répartition de la somme de deux cent dix-huit mille huit cent quatre-vingt-dix-huit euros (218 898,00 €), représentant le produit des amendes de police constatées en 2018, entre les communes suivantes : Ajoupa-Bouillon, Anses d'Arlet, Basse-Pointe, Case-Pilote, Diamant, Lorrain, Morne-Rouge, Trois-Ilets :

RÉPARTITION 2019 DU PRODUIT DES AMENDES DE POLICE CONSTATÉES EN 2018
Montant des travaux éligibles plafonnés à 500 000 €

COMMUNES de moins de 10 000 habitants			NATURE DES PROGRAMMES	Coût H.T (a)	Montant retenu plafonné à 500 000 € (b)	Coeff. de Proportionnalité	RÉPARTITION EN FONCTION DU COUT DES DEPENSES REALISEES (d)
Nbre De communes	COMMUNES ÉLIGIBLES	POPULATION totale 2018 (DGCL)				c = b / total b	d = (produit à répartir) x (c)
1	AJOUPA-BOUILLON	1939	Travaux de voiries Quartier EST et Quartier CROIX-LAURENCE	130 845,47	130 845,47	0,0643	14 073,74
1	ANSES D'ARLET	4347	Modernisation voirie communale	473 262,95	473 262,95	0,2325	50 904,15
1	BASSE-POINTE	3414	Réfection route et trottoir- Aménagement abribus- Panneaux signalétiques- Création de place de stationnement-Réalisation voie d'accès	87 048,16	87 048,16	0,0428	9 362,90
1	CASE PILOTE	4556	Travaux sécurisations Route de CITRONNELLE - Quartier MOULIN A EAU - Ralentisseur Voie publique- Etude accessibilité Bourg/Pointe Batterie	44 521,50	44 521,50	0,0219	4 788,73
1	DIAMANT	6691	Travaux et réparation réseaux de voirie (Rue Justin ROC, La Cherry, La Dizac, et divers quartiers)	87 320,53	87 320,53	0,0429	9 392,19
1	LORRAIN	7133	Travaux /aménagement de diverses voiries- éclairage de voiries destinés à améliorer la sécurité des usagers/Aménagement rue Joseph Pernock	276 846,05	276 846,05	0,1360	29 777,55
1	MORNE ROUGE	5197	Travaux d'aménagement et modernisation de voiries	550 007,32	500 000,00	0,2457	53 779,99
1	TROIS-ILETS	8952	Travaux d'aménagement transport en commun et de voiries - signalisation routière - travaux d'électrification routière	435 280,42	435 280,42	0,2139	46 818,75
8	TOTAUX			2 085 132,40	2 035 125,08	1,00	218 898,00

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 25 et 26 novembre 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20191125-19-475-1-DE
Date de télétransmission : 27/12/2019
Date de réception préfecture : 27/12/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 27 DEC. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-475-1

PORTANT COMMUNICATION DE L'AVIS N°2019-0102 DE LA CHAMBRE RÉGIONALE DES COMPTES DE LA MARTINIQUE SUITE À LA REQUÊTE DE LA SOCIÉTÉ ANTILLES REVÊTEMENTS SPORTIFS (ARS) SUR LE BUDGET 2019 DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-cinq novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à Sandra VALENTIN), Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Charles-André MENCE, Daniel ROBIN (procuration à David ZOBDA), Patricia TELLE (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des juridictions financières ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'avis n°2019-0102 rendu le 24 septembre 2019 par la Chambre régionale des comptes de la Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et Questions européennes et du Tourisme ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE UNIQUE : L'Assemblée de Martinique prend acte de la communication de l'avis n°2019-0102 rendu le 24 septembre 2019 par la Chambre régionale des comptes de la Martinique, suite à la requête introduite par la société Antilles Revêtements Sportifs (ARS), sur le budget 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 25 et 26 novembre 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20191125-19-475-2-DE
Date de télétransmission : 27/12/2019
Date de réception préfecture : 27/12/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 27 DEC. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-475-2

PORTANT COMMUNICATION DE L'AVIS N°2019-0103 DE LA CHAMBRE RÉGIONALE DES COMPTES DE LA MARTINIQUE SUITE À LA REQUÊTE DE LA SOCIÉTÉ SIGNALISATION ÉQUIPEMENTS ROUTIERS REVETEMENTS (SERR) SUR LE BUDGET 2019 DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-cinq novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à Sandra VALENTIN), Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Charles-André MENCE, Daniel ROBIN (procuration à David ZOBDA), Patricia TELLE (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des juridictions financières ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'avis n°2019-0103 rendu le 24 septembre 2019 par la Chambre régionale des comptes de la Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et Questions européennes et du Tourisme ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE UNIQUE : L'Assemblée de Martinique prend acte de la communication de l'avis n°2019-0103 rendu le 24 septembre 2019 par la Chambre régionale des comptes de la Martinique, suite à la requête introduite par la société Signalisation Équipements Routiers Revêtements (SERR), sur le budget 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 25 et 26 novembre 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20191125-19-475-3-DE
Date de télétransmission : 27/12/2019
Date de réception préfecture : 27/12/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 27 DEC. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-475-3

PORTANT COMMUNICATION DE L'AVIS N°2019-0104 DE LA CHAMBRE RÉGIONALE DES COMPTES DE LA MARTINIQUE SUITE À LA REQUÊTE DE LA SOCIÉTÉ SIGNALISATION ÉQUIPEMENTS ROUTIERS REVETEMENTS (SERR) SUR LE BUDGET 2019 DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-cinq novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à Sandra VALENTIN), Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Charles-André MENCE, Daniel ROBIN (procuration à David ZOBDA), Patricia TELLE (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des juridictions financières ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'avis n°2019-0104 rendu le 24 septembre 2019 par la Chambre régionale des comptes de la Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et Questions européennes et du Tourisme ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE UNIQUE : L'Assemblée de Martinique prend acte de la communication de l'avis n°2019-0104 rendu le 24 septembre 2019 par la Chambre régionale des comptes de la Martinique, suite à la requête introduite par la société Signalisation Équipements Routiers Revêtements (SERR), sur le budget 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 25 et 26 novembre 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20191125-19-476-1-DE
Date de télétransmission : 29/01/2020
Date de réception préfecture : 29/01/2020

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : **29 JAN. 2020**

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-476-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA SARL LE JARDIN DE CHÂTEAU GAILLARD - DÉVELOPPEMENT DE LA PRODUCTION AGRICOLE ET AMÉLIORATION DE LA COMPÉTITIVITÉ D'UNE EXPLOITATION MARAÎCHÈRE HYDROPONIQUE PAR L'INTENSIFICATION D'UN SYSTÈME DE PRODUCTION DE QUALITÉ : RENFORCEMENT ET MODERNISATION DES SERRES EXISTANTES, INSTALLATION DE PÉPINIÈRES INNOVANTES - RMAR040118DA0970120

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-cinq novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à Sandra VALENTIN), Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Charles-André MENCE, Daniel ROBIN (procuration à David ZOBDA), Patricia TELLE (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de Développement Rural de la Martinique (PDRM) en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;

Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;

Vu le décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;

Vu l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;

Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;

Vu l'arrêté du 22 mars 2019 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;

Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM-FEADER ;

Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en oeuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;

Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;

Vu la demande d'aide enregistrée le 25 juillet 2018 ;

Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale (ITP) émis le 8 novembre 2019 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et Questions européennes et du Tourisme ;

Vu l'avis émis par la commission Affaires européennes et Coopération le 18 novembre 2019 ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité, la commission Développement économique et Tourisme le 19 novembre 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission Développement agricole, Agro-transformation et Élevage le 20 novembre 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique FEADER d'un montant d'un million cent dix mille trois cent douze euros soixante-douze centimes (1 110 312,72 €), soit 75,00% du coût total éligible de 1 741 667,01 €, est attribuée à la « SARL LE JARDIN DE CHÂTEAU GAILLARD - Développement de la production agricole et amélioration de la compétitivité d'une exploitation maraîchère hydroponique par l'intensification d'un système de production de qualité : renforcement et modernisation des serres existantes, installation de pépinières innovantes - RMAR040118DA0970120 ».

Une aide en cofinancement de la Collectivité Territoriale de Martinique, pour un montant de cent quatre-vingt quinze mille neuf cent trente-sept euros et cinquante-quatre centimes (195 937,54 €), est attribuée à la « SARL LE JARDIN DE CHÂTEAU GAILLARD - Développement de la production agricole et amélioration de la compétitivité d'une exploitation maraîchère hydroponique par l'intensification d'un système de production de qualité : renforcement et modernisation des serres existantes, installation de pépinières innovantes - RMAR040118DA0970120 ».

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme de Développement Rural de la Martinique 2014-2020 FEADER 2014-2020.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 25 et 26 novembre 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20191125-19-477-1-DE
Date de télétransmission : 29/01/2020
Date de réception préfecture : 29/01/2020

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 29 JAN 2020

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-477-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA « SAS DENEL POUR UN PROJET D'INVESTISSEMENTS 2019 - RMAR040219DA0970001 »

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-cinq novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à Sandra VALENTIN), Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Charles-André MENCE, Daniel ROBIN (procuration à David ZOBDA), Patricia TELLE (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de Développement Rural de la Martinique (PDRM) en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;

Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;

Vu le décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;

Vu l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 22 mars 2019 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM-FEADER ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en oeuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 21 décembre 2018 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale (ITP) émis le 8 novembre 2019 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et Questions européennes et du Tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission Affaires européennes et Coopération le 18 novembre 2019 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité, la commission Développement économique et Tourisme le 19 novembre 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission Développement agricole, Agro-transformation et Élevage le 20 novembre 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique FEADER d'un montant de deux cent quatorze mille huit cent quatre-vingt euros (214 880,00 €), soit 52,31% du coût total éligible de 410 800,00 €, est attribuée à la « SAS DENEL – Projet investissements 2019 - RMAR040219DA0970001 ».

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme de Développement Rural de la Martinique 2014-2020 FEADER 2014-2020.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 25 et 26 novembre 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20191125-19-478-1-DE
Date de télétransmission : 29/01/2020
Date de réception préfecture : 29/01/2020

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : **29 JAN. 2020**

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-478-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À L'« ASSOCIATION DES EXPLOITANTS DU FRANCOIS (AEXAF) POUR LA RÉNOVATION DE LA ROUTE D'ACCÈS "HABITATION BELLEVUE" - RMAR040318DA0970013 »

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-cinq novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à Sandra VALENTIN), Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Charles-André MENCE, Daniel ROBIN (procuration à David ZOBDA), Patricia TELLE (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de Développement Rural de la Martinique (PDRM) en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;

Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en œuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;

Vu le décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;

Vu l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;

Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;

Vu l'arrêté du 22 mars 2019 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;

Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM-FEADER ;

Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;

Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;

Vu la demande d'aide enregistrée le 27 juin 2018 ;

Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale (ITP) émis le 8 novembre 2019 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et Questions européennes et du Tourisme ;

Vu l'avis émis par la commission Affaires européennes et Coopération le 18 novembre 2019 ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité, la commission Développement économique et Tourisme le 19 novembre 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission Développement agricole, Agro-transformation et Élevage le 20 novembre 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission BTP, Équipement, Réseaux numériques le 22 novembre 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique FEADER d'un montant d'un million deux cent quarante-sept mille soixante-douze euros quatre-vingt-cinq centimes (1 247 072,85 €), soit 85,00% du coût total éligible de 1 467 144,53 €, est attribuée à l'« ASSOCIATION DES EXPLOITANTS DU FRANCOIS (AEXAF) – Rénovation de la route d'accès "Habitation Bellevue" - RMAR040318DA0970013 ».

Une aide en cofinancement de la Collectivité Territoriale de Martinique, pour un montant de deux cent vingt mille soixante-et-onze euros soixante-huit centimes (220 071,68 €), est attribuée à l'« ASSOCIATION DES EXPLOITANTS DU FRANCOIS (AEXAF) - Rénovation de la route d'accès "Habitation Bellevue" - RMAR040318DA0970013 ».

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme de Développement Rural de la Martinique 2014-2020 FEADER 2014-2020.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 25 et 26 novembre 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20200129-19-479-1-DE
Date de télétransmission : 29/01/2020
Date de réception préfecture : 29/01/2020

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : **29 JAN. 2020**

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-479-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA « CHAMBRE DÉPARTEMENTALE D'AGRICULTURE DE LA MARTINIQUE POUR LE CONSEIL ET L'ENCADREMENT TECHNIQUE - RMAR020118DA0970007 »

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-cinq novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à Sandra VALENTIN), Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Charles-André MENCE, Daniel ROBIN (procuration à David ZOBDA), Patricia TELLE (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de Développement Rural de la Martinique (PDRM) en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;

Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;

Vu le décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;

Vu l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;

Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;

Vu l'arrêté du 22 mars 2019 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;

Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM-FEADER ;

Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en oeuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;

Vu la demande d'aide enregistrée le 30 novembre 2018 ;

Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale (ITP) émis le 8 novembre 2019 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et Questions européennes et du Tourisme ;

Vu l'avis émis par la commission Affaires européennes et Coopération le 18 novembre 2019 ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité, la commission Développement économique et Tourisme le 19 novembre 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission Développement agricole, Agro-transformation et Élevage le 20 novembre 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique FEADER d'un montant de six cent trente mille six cent quatre-vingt-huit euros cinquante-cinq centimes (630 688,55 €), soit 85,00% du coût total éligible de 741 986,58 €, est attribuée à la « CHAMBRE DÉPARTEMENTALE D'AGRICULTURE DE LA MARTINIQUE – Conseil et encadrement Technique - RMAR020118DA0970007 ».

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme de Développement Rural de la Martinique 2014-2020 FEADER 2014-2020.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 25 et 26 novembre 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20191125-19-480-1-DE
Date de télétransmission : 29/01/2020
Date de réception préfecture : 29/01/2020

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : **29 JAN. 2020**

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-480-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À L'« UNION DES PRODUCTEURS DE BANANE DE LA MARTINIQUE BANAMART - POUR LE SERVICE DE CONSEILS EN BANANE EXPORT - RMAR020118DA0970008 »

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-cinq novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à Sandra VALENTIN), Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Charles-André MENCE, Daniel ROBIN (procuration à David ZOBDA), Patricia TELLE (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de Développement Rural de la Martinique (PDRM) en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;

Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;

Vu le décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;

Vu l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;

Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;

Vu l'arrêté du 22 mars 2019 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;

Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM-FEADER ;

Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en oeuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;

Vu la demande d'aide enregistrée le 30 novembre 2018 ;

Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale (ITP) émis le 8 novembre 2019 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et Questions européennes et du Tourisme ;

Vu l'avis émis par la commission Affaires européennes et Coopération le 18 novembre 2019 ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité, la commission Développement économique et Tourisme le 19 novembre 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission Développement agricole, Agro-transformation et Élevage le 20 novembre 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique FEADER d'un montant de cinq cent dix mille euros (510 000,00 €), soit 85,00% du coût total éligible de 600 000,00 €, est attribuée à l'«UNION DES PRODUCTEURS DE BANANE DE LA MARTINIQUE BANAMART – Service de conseils en banane export - RMAR020118DA0970008 ».

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme de Développement Rural de la Martinique 2014-2020 FEADER 2014-2020.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 25 et 26 novembre 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20191225-19-481-1-DE
Date de télétransmission : 29/01/2020
Date de réception préfecture : 29/01/2020

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 29 JAN. 2020

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-481-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA « SAS LES SAVEURS DU DOMAINE POUR LA CRÉATION D'UN ATELIER AGRO-TRANSFORMATION DE LA VIANDE LOCALE ET D'UN CIRCUIT DE VENTE DE PROXIMITÉ EN TOURNÉE - RMAR190219GA3330004 »

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-cinq novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à Sandra VALENTIN), Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Charles-André MENCE, Daniel ROBIN (procuration à David ZOBDA), Patricia TELLE (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de Développement Rural de la Martinique (PDRM) en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;

Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;

Vu le décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;

Vu l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;

Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;

Vu l'arrêté du 22 mars 2019 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;

Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM-FEADER ;

Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en oeuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;

Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;

Vu la demande d'aide enregistrée le 11 avril 2019 ;

Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale (ITP) émis le 8 novembre 2019 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et Questions européennes et du Tourisme ;

Vu l'avis émis par la commission Affaires européennes et Coopération le 18 novembre 2019 ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité, la commission Développement économique et Tourisme le 19 novembre 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission Développement agricole, Agro-transformation et Élevage le 20 novembre 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une contrepartie de la Collectivité Territoriale de Martinique, liée au dispositif LEADER, dans le cadre du Programme de Développement Rural de la Martinique 2014-2020, d'un montant de dix-huit mille neuf cent soixante-dix-huit euros soixante-trois centimes (18 978,63 €), soit 9,75% du coût total éligible de 194 652,63 €, est attribuée à la « SAS LES SAVEURS DU DOMAINE - Création d'un atelier agro-transformation de la viande locale et d'un circuit de vente de proximité en tournée - RMAR190219GA3330004 ».

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 25 et 26 novembre 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20191125-19-482-1-DE
Date de télétransmission : 29/01/2020
Date de réception préfecture : 29/01/2020

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : **29 JAN. 2020**

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-482-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA SOCIÉTÉ EMBOUTEILLAGE EAU MINÉRALE DIDIER (SEEMD) POUR LA MODERNISATION DE L'OUTIL INDUSTRIEL ET ACCROISSEMENT DE LA CAPACITÉ DE PRODUCTION – MQ0021198

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-cinq novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à Sandra VALENTIN), Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Charles-André MENCE, Daniel ROBIN (procuration à David ZOBDA), Patricia TELLE (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n° 1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif Investissement pour la croissance et l'emploi et abrogeant le règlement (CE) n°1080/2006 du 5 juillet 2006 ;
Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;
Vu l'approbation du Programme Opérationnel (PO) FEDER/FSE par la Commission européenne du 18 décembre 2014 ;
Vu l'aide allouée sur la base du régime cadre exempté n°SA 39252, relatif aux aides à finalité régionale pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 du 17 juin 2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014 ;
Vu la décision d'approbation du Programme de Développement Rural de la Martinique (PDRM) en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;

Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 22 mars 2019 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 27 décembre 2018 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale (ITP) émis le 8 novembre 2019 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et Questions européennes et du Tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission Affaires européennes et Coopération le 18 novembre 2019 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité, et la commission Développement économique et Tourisme le 19 novembre 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Une aide publique en cofinancement d'un montant d'un million quarante-neuf mille huit cent soixante-trois euros (1 049 863,00 €), soit 32,52% de l'assiette éligible, est attribuée à la « SOCIETE EMBOUTEILLAGE EAU MINERALE DIDIER (SEEMD) pour la modernisation de l'outil industriel et accroissement de la capacité de production – MQ0021198 ».

Le coût total éligible de l'opération se monte à trois millions deux cent vingt-huit mille cinq cent soixante-quatre euros (3 228 564,00 €).

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme Opérationnel FEDER-FSE 2014-2020 de la Martinique.

ARTICLE 2 : Le montant de la subvention est imputé comme suit :

- la part FEDER, qui s'élève à neuf cent soixante-et-un mille quatre cent treize euros (961 413,00 €), soit 29,78% du coût total éligible, au chapitre 900-5 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention ;
- la part territoriale, qui s'élève à quatre-vingt-huit mille quatre cent cinquante euros (88 450,00 €), soit 2,74% du coût total éligible, au chapitre 906 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention.

La liquidation des crédits est programmée à titre indicatif comme suit : 100% en crédits de paiement 2020.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 25 et 26 novembre 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20191125-19-483-1-DE
Date de télétransmission : 29/01/2020
Date de réception préfecture : 29/01/2020

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 29 JAN. 2020

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-483-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE AU « SYNDICAT MARTINICAIS DE TRAITEMENT ET VALORISATION DES DÉCHETS (SMTVD) – ÉQUIPEMENT DE TRAITEMENT DE DÉCHETS « SOUS-PRODUITS ANIMAUX DE CATÉGORIE 2 ET 3 » – MQ0020814 »

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-cinq novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à Sandra VALENTIN), Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Charles-André MENCE, Daniel ROBIN (procuration à David ZOBDA), Patricia TELLE (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n° 1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif Investissement pour la croissance et l'emploi et abrogeant le règlement (CE) n°1080/2006 du 5 juillet 2006 ;
Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;
Vu l'approbation du Programme Opérationnel (PO) FEDER/FSE par la Commission européenne du 18 décembre 2014 ;
Vu l'aide allouée sur la base du régime cadre exempté n°SA 39252, relatif aux aides à finalité régionale pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 du 17 juin 2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014 ;
Vu la décision d'approbation du Programme de Développement Rural de la Martinique (PDRM) en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;
Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 22 mars 2019 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 2 octobre 2018 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale (ITP) émis le 8 novembre 2019 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et Questions européennes et du Tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission Affaires européennes et Coopération le 18 novembre 2019 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité, la commission Développement économique et Tourisme le 19 novembre 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique FEDER d'un montant de sept cent trente-quatre mille quatre cent quarante euros (734 440,00 €), soit 41,65% de l'assiette éligible, est attribuée au « SYNDICAT MARTINICAIS DE TRAITEMENT ET VALORISATION DES DECHETS (SMTVD) – Équipement de traitement de déchets « sous-produits animaux de catégorie 2 et 3 » – MQ0020814. »

Le coût total éligible de l'opération se monte à un million sept cent soixante-trois mille trois cent soixante-deux euros (1 763 362,00 €).

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme Opérationnel FEDER-FSE 2014-2020 de la Martinique.

ARTICLE 2 : Le montant de l'aide publique FEADER, qui s'élève à sept cent trente-quatre mille quatre cent quarante euros (734 440,00 €), soit 41,65% du coût total éligible, est imputé au chapitre 900-5 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versé selon les modalités établies par convention.

La liquidation des crédits est programmée à titre indicatif comme suit : 100% en crédits de paiement 2020.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 25 et 26 novembre 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20191125-19-484-1-DE
Date de télétransmission : 14/02/2020
Date de réception préfecture : 14/02/2020

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 14 FEV. 2020

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-484-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT FSE/CTM À L'ASSOCIATION L'ESPÉRANCE PATRONAGE SAINT-LOUIS – ACI RECYCK BOIS N° MDFSE 201805262 »

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-cinq novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à Sandra VALENTIN), Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Charles-André MENCE, Daniel ROBIN (procuration à David ZOBDA), Patricia TELLE (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;

Vu le règlement (UE) n°1304/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au fonds social européen et abrogeant le règlement (CE) n°1081/2006 du Conseil ;

Vu l'approbation du Programme Opérationnel (PO) FSE par la Commission Européenne du 17 décembre 2014 ;

Vu le régime d'aide SIEG n° 2012/21/UE du 20 décembre 2011,

Vu le décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;

Vu l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;

Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 22 mars 2019 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la convention de subvention globale signée le 7 mai 2015 et son avenant n°1 signé le 18 décembre 2015 ;
Vu la convention de subvention globale 2018-2020 n°201800009 signée le 20 novembre 2018 ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 21 février 2019 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale (ITP) émis le 8 novembre 2019 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et Questions européennes et du Tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission Affaires européennes et Coopération le 18 novembre 2019 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité, et la commission Développement économique et Tourisme et la commission Insertion, Économie sociale et solidaire le 19 novembre 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Une aide publique en cofinancement d'un montant d'un million six cent quatre-vingt-sept mille soixante-six euros vingt-quatre centimes (1 687 066,24 €), soit 84,85% de l'assiette éligible, est attribuée à l'« ASSOCIATION L'ESPERANCE PATRONAGE SAINT-LOUIS – ACI RECYCK BOIS– N° MDFSE 201805262 ».

Le coût total éligible de l'opération se monte à un million neuf cent quatre-vingt-huit mille trois cent quatre-vingt-onze euros vingt-quatre centimes (1 988 391,24 €).

Cette aide est accordée dans le cadre de la subvention globale FSE Inclusion du PO FSE 2014-2020 de la Martinique.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est organisée comme suit :

- la part FSE, qui s'élève à un million six cent dix-sept mille soixante-six euros vingt-quatre centimes (1 617 066,24 €), soit 81,33 % du coût total prévisionnel éligible, est imputée au chapitre 930 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention ;
- la part territoriale, qui s'élève à soixante-dix mille euros (70 000 €), soit 3,52 % du coût total prévisionnel éligible, est imputée au chapitre 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention.

La liquidation est programmée à titre indicatif comme suit :

- 50 % en crédits de paiement 2019,
- 50 % en crédits de paiement 2020.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 25 et 26 novembre 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20200204-19-485-1-DE
Date de télétransmission : 04/02/2020
Date de réception préfecture : 04/02/2020

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : - 4 FEV. 2020

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-485-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT FSE/CTM À L'ASSOCIATION L'ESPÉRANCE PATRONAGE SAINT-LOUIS – ACI LES JARDINS DE L'ESPÉRANCE N° MDFSE 201804715

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-cinq novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à Sandra VALENTIN), Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Charles-André MENCE, Daniel ROBIN (procuration à David ZOBDA), Patricia TELLE (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;

Vu le règlement (UE) n°1304/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au fonds social européen et abrogeant le règlement (CE) n°1081/2006 du Conseil ;

Vu l'approbation du Programme Opérationnel (PO) FSE par la Commission Européenne du 17 décembre 2014 ;

Vu le régime d'aide SIEG n° 2012/21/UE du 20 décembre 2011 ;

Vu le décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;

Vu l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;

Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 22 mars 2019 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la convention de subvention globale signée le 7 mai 2015 et son avenant n°1 signé le 18 décembre 2015 ;
Vu la convention de subvention globale 2018-2020 n°201800009 signée le 20 novembre 2018 ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 26 décembre 2018 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale (ITP) émis le 8 novembre 2019 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et Questions européennes et du Tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission Affaires européennes et Coopération le 18 novembre 2019 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité, et la commission Développement économique et Tourisme et la commission Insertion, Économie sociale et solidaire le 19 novembre 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique en cofinancement d'un montant d'un million six cent soixante-seize mille cent cinquante-huit euros quarante-quatre centimes (1 676 158,44 €), soit 84,85% de l'assiette éligible, est attribuée à l' « ASSOCIATION L'ESPÉRANCE PATRONAGE SAINT-LOUIS – ACI LES JARDINS DE L'ESPÉRANCE – N° MDFSE 201804715 ».

Le coût total éligible de l'opération se monte à un million neuf cent soixante-quinze mille trois cent quatre-vingt-trois euros quarante-quatre centimes (1 975 383,44 €).

Cette aide est accordée dans le cadre de la subvention globale FSE Inclusion du PO FSE 2014-2020 de la Martinique.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est organisée comme suit :

- la part FSE, qui s'élève à un million six cent six mille cent cinquante-huit euros quarante-quatre centimes (1 606 158,44 €), soit 81,31 % du coût total prévisionnel éligible, est imputée au chapitre 930 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention ;
- la part territoriale, qui s'élève à soixante-dix mille euros (70 000,00 €), soit 3,54 % du coût prévisionnel éligible, est imputée au chapitre 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention.

La liquidation est programmée à titre indicatif comme suit :

- 50 % en crédits de paiement 2019,
- 50 % en crédits de paiement 2020.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 25 et 26 novembre 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20191125-19-486-1-DE
Date de télétransmission : 04/02/2020
Date de réception préfecture : 04/02/2020

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : - 4 FEV. 2020

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-486-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT FSE/CTM À LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE L'ESPACE SUD MARTINIQUE - ANIMATION, COORDINATION ET COMMUNICATION DU PLIE SUD MARTINIQUE – N° MDFSE 201903180

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-cinq novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à Sandra VALENTIN), Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Charles-André MENCE, Daniel ROBIN (procuration à David ZOBDA), Patricia TELLE (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;

Vu le règlement (UE) n°1304/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au fonds social européen et abrogeant le règlement (CE) n°1081/2006 du Conseil ;

Vu l'approbation du Programme Opérationnel (PO) FSE par la Commission Européenne du 17 décembre 2014 ;

Vu le régime d'aide SIEG n° 2012/21/UE du 20 décembre 2011 ;

Vu le décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;

Vu l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;

Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 22 mars 2019 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la convention de subvention globale signée le 7 mai 2015 et son avenant n°1 signé le 18 décembre 2015 ;
Vu la convention de subvention globale 2018-2020 n°201800009 signée le 20 novembre 2018 ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 4 septembre 2019 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale (ITP) émis le 8 novembre 2019 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et Questions européennes et du Tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission Affaires européennes et Coopération le 18 novembre 2019 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité, et la commission Développement économique et Tourisme et la commission Insertion, Économie sociale et solidaire le 19 novembre 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique en cofinancement d'un montant de neuf cent trente-huit mille cent quatorze euros vingt centimes (938 114,20 €), soit 83,59% de l'assiette éligible, est attribuée à la « COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE L'ESPACE SUD MARTINIQUE - Animation, Coordination et Communication du PLIE SUD de Martinique – N° MDFSE 201903180 ».

Le coût total éligible de l'opération se monte à un million cent vingt-deux mille deux cent soixante-et-un euros dix-sept centimes (1 122 261,17 €).

Cette aide est accordée dans le cadre de la subvention globale FSE Inclusion du PO FSE 2014-2020 de la Martinique.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est organisée comme suit :

- la part FEDER, qui s'élève à huit cent quarante-huit mille cent quatorze euros vingt centimes (848 114,20 €), soit 75,57 % du coût total prévisionnel éligible, est imputée au chapitre 930 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention ;
- la part territoriale, qui s'élève à quatre-vingt-dix mille euros à (90 000,00 €), soit 8,02 % du coût total prévisionnel éligible, est imputée au chapitre 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention.

La liquidation est programmée à titre indicatif comme suit :

- 50% en crédits de paiement 2019,
- 50% en crédits de paiement 2020.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 25 et 26 novembre 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20191125-19-487-1-DE
Date de télétransmission : 04/02/2020
Date de réception préfecture : 04/02/2020

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : - 4 FEV. 2020

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-487-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT FSE/CTM À LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE L'ESPACE SUD MARTINIQUE - PLIE ESPACE SUD 2018-2020 – N° MDFSE 201902337

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-cinq novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à Sandra VALENTIN), Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Charles-André MENCE, Daniel ROBIN (procuration à David ZOBDA), Patricia TELLE (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;

Vu le règlement (UE) n°1304/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au fonds social européen et abrogeant le règlement (CE) n°1081/2006 du Conseil ;

Vu l'approbation du Programme Opérationnel (PO) FSE par la Commission Européenne du 17 décembre 2014 ;

Vu le régime d'aide SIEG n° 2012/21/UE du 20 décembre 2011 ;

Vu le décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;

Vu l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;

Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 22 mars 2019 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la convention de subvention globale signée le 7 mai 2015 et son avenant n°1 signé le 18 décembre 2015 ;
Vu la convention de subvention globale 2018-2020 n°201800009 signée le 20 novembre 2018 ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 3 septembre 2019 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale (ITP) émis le 8 novembre 2019 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et Questions européennes et du Tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission Affaires européennes et Coopération le 18 novembre 2019 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité, et la commission Développement économique et Tourisme et la commission Insertion, Économie sociale et solidaire le 19 novembre 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique en cofinancement d'un montant de trois millions trois cent soixante-douze mille quatre cent quarante-huit euros trente-quatre centimes (3 372 448,34 €), soit 83,69% de l'assiette éligible, est attribuée à la « COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE L'ESPACE SUD MARTINIQUE – PLIE ESPACE SUD 2018-2020 – N° MDFSE 201902337 ».

Le coût total éligible de l'opération se monte à quatre millions vingt-neuf mille neuf cent trente-et-un euros douze centimes (4 029 931,12 €).

Cette aide est accordée dans le cadre de la subvention globale FSE Inclusion du PO FSE 2014-2020 de la Martinique.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est organisée comme suit :

- la part FEDER, qui s'élève à trois millions vingt-deux mille quatre cent quarante-huit euros trente-quatre centimes (3 022 448,34 €), soit 75,00 % du coût total prévisionnel éligible, est imputée au chapitre 930 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention ;
- la part territoriale, qui s'élève à trois cent cinquante mille euros (350 000,00 €), soit 8,69 % du coût total prévisionnel éligible, est imputée au chapitre 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention.

La liquidation est programmée à titre indicatif comme suit :

- 50% en crédits de paiement 2019,
- 50% en crédits de paiement 2020.

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre – CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 25 et 26 novembre 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20191125-19-488-1-DE
Date de télétransmission : 04/02/2020
Date de réception préfecture : 04/02/2020

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : - 4 FEV. 2020

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-488-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA « COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU CENTRE DE LA MARTINIQUE (CACEM) POUR LA MISE EN OEUVRE DU PLIE DE LA CACEM 2018-2020 – N°MDFSE 201902071 »

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-cinq novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à Sandra VALENTIN), Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Charles-André MENCE, Daniel ROBIN (procuration à David ZOBDA), Patricia TELLE (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;

Vu le règlement (UE) n°1304/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au fonds social européen et abrogeant le règlement (CE) n°1081/2006 du Conseil ;

Vu l'approbation du Programme Opérationnel (PO) FSE par la Commission Européenne du 17 décembre 2014 ;

Vu le régime d'aide SIEG n° 2012/21/UE du 20 décembre 2011 ;

Vu le décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;

Vu l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;

Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 22 mars 2019 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la convention de subvention globale signée le 7 mai 2015 et son avenant n°1 signé le 18 décembre 2015 ;
Vu la convention de subvention globale 2018-2020 n°201800009 signée le 20 novembre 2018 ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 28 mai 2019 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale (ITP) émis le 8 novembre 2019 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et Questions européennes et du Tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission Affaires européennes et Coopération le 18 novembre 2019 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité, et la commission Développement économique et Tourisme et la commission Insertion, Économie sociale et solidaire le 19 novembre 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique en cofinancement d'un montant de quatre millions cinq cent quatre-vingt-huit mille six cent trente-huit euros treize centimes (4 588 638,13 €), soit 86 % de l'assiette éligible, est attribuée à la « COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU CENTRE DE LA MARTINIQUE (CACEM) POUR LA MISE EN OEUVRE DU PLIE DE LA CACEM 2018-2020 – N°MDFSE 201902071 ».

Le coût total éligible de l'opération se monte à cinq millions trois cent trente-cinq mille six cent vingt-cinq euros soixante centimes (5 335 625,60 €).

Cette aide est accordée dans le cadre de la subvention globale FSE Inclusion du PO FSE 2014-2020 de la Martinique.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est organisée comme suit :

- la part FSE, qui s'élève à quatre millions trois cent vingt-et-un mille huit cent cinquante-six euros treize centimes (4 321 856,13 €), soit 81,00 % du coût total prévisionnel éligible, est imputée au chapitre 930 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention ;
- la part territoriale, qui s'élève à deux cent soixante-six mille sept cent quatre-vingt-deux euros (266 782,00 €), soit 5 % du coût total prévisionnel éligible, est imputée au chapitre 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention.

La liquidation est programmée à titre indicatif comme suit :

- 30% en crédits de paiement 2019,
- 35% en crédits de paiement 2020,
- 35% en crédits de paiement 2021.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 25 et 26 novembre 2019

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20191125-19-490-1-DE
Date de télétransmission : 29/01/2020
Date de réception préfecture : 29/01/2020

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 29 JAN. 2020

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-490-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À L'« EI RACINE AQUACULTURE – TRANSFORMATION DES PRODUITS ISSUS D'UNE FERME AQUACOLE - PFEA690018CT0970001 »

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-cinq novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à Sandra VALENTIN), Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Charles-André MENCE, Daniel ROBIN (procuration à David ZOBDA), Patricia TELLE (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;

Vu le règlement (UE) n°508/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relatif au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant les règlements du Conseil (UE) n°2328/2003, (CE) n°861/2006, (CE) n°1198/2006 et (CE) n°791/2007 et le règlement (UE) n°1255/2011 du Parlement européen et du Conseil, et notamment son article 97 ;

Vu le Programme opérationnel Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche en France (CCI 2014FR14MFOP001) approuvé par la Commission européenne le 3 décembre 2015 (C(2015)8863) ;

Vu le décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;

Vu l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;

Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 22 mars 2019 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-87-1 du 25 avril 2016 demandant l'exercice des fonctions d'organisme intermédiaire par délégation de gestion des mesures qui relèveront de compétences de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM), dans le cadre du Programme Opérationnel national du FEAMP pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PO FEDER FSE, FEAMP et FEADER ;
Vu la convention du 19 octobre 2016 entre l'autorité de gestion du Programme Opérationnel FEAMP pour la période 2014-2020 et la CTM ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 10 janvier 2018 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale (ITP) émis le 8 novembre 2019 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et Questions européennes et du Tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission Politique de la mer, Métiers de la mer (Pêche, Aquaculture, Nautisme et Ressources marines dans la ZEE) le 18 novembre 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission Affaires européennes et Coopération le 18 novembre 2019 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité, la commission Développement économique et Tourisme le 19 novembre 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique en cofinancement d'un montant de quatre-vingt-douze mille cinq cents euros quatre-vingt-quatre centimes (92 500,84 €), soit 80% du coût total éligible de l'opération de 115 626,07 €, est attribuée à l'« El RACINE AQUACULTURE – au titre de la Mesure 69 - Mesure de Transformation des produits de la pêche et de l'aquaculture » – PFEA690018CT0970001 ».

L'aide publique est répartie comme suit :

- une aide FEAMP d'un montant de soixante-neuf mille trois cent soixante-quinze euros soixante-trois centimes (69 375,63 €) soit 60 % du coût total éligible ;
- une aide CTM d'un montant de vingt-trois mille cent vingt-cinq euros vingt-et-un centimes (23 125,21 €) soit 20 % du coût total éligible.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 25 et 26 novembre 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20191125-19-491-1-DE
Date de télétransmission : 29/01/2020
Date de réception préfecture : 29/01/2020

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : **29 JAN. 2020**

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-491-1

**PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA « SAS DISTILLERIES AGRICOLES
DE SAINTE LUCE (DASL) » POUR LA PLANTATION DE CANNE À SUCRE SUR 26,48 HA
(RAMENÉS A 25,06 HA) EN 2018 ET TRAVAUX D'AMÉLIORATION FONCIÈRE
AAP N°4 CANNE-BANANE - RMAR040118DA0970153**

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-cinq novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à Sandra VALENTIN), Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Charles-André MENCE, Daniel ROBIN (procuration à David ZOBDA), Patricia TELLE (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de Développement Rural de la Martinique (PDRM) en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;

Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;

Vu le décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;

Vu l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;

Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;

Vu l'arrêté du 22 mars 2019 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;

Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM-FEADER ;

Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en oeuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;

Vu la demande d'aide enregistrée le 18 septembre 2018 ;

Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale (ITP) émis le 8 novembre 2019 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et Questions européennes et du Tourisme ;

Vu l'avis émis par la commission Affaires européennes et Coopération le 18 novembre 2019 ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité, la commission Développement économique et Tourisme le 19 novembre 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission Développement agricole, Agro-transformation et Élevage le 20 novembre 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique FEADER d'un montant de quatre-vingt-un mille cent cinquante-six euros quatre centimes (81 156,04 €), soit 58,67% du coût total éligible de 138 330,00 €, est attribuée à la «SAS DISTILLERIES AGRICOLES DE SAINTE LUCE (DASL) – Plantation de canne à sucre sur 26,48 ha (ramenés à 25,06 ha) en 2018 et travaux d'amélioration foncière – AAP n°4 canne-banane - RMAR040118DA0970153».

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme de développement rural de la Martinique 2014-2020 FEADER 2014-2020.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 25 et 26 novembre 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20191126-19-492-1-DE
Date de télétransmission : 12/03/2020
Date de réception préfecture : 12/03/2020

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : **12 MARS 2020**

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-492-1

PORTANT DÉSFFECTATION DU TRONÇON DE LA ROUTE DÉPARTEMENTALE N°6 CADASTRÉ SECTION P N°1522 D'UNE SUPERFICIE DE 3 135 M² DU PR 13+575 AU PR 13+840 CESSION À LA VILLE DU FRANÇOIS

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-six novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Félix CATHERINE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Eugène LARCHER (procuration à Joachim BOUQUETY), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Raphaël MARTINE), Charles-André MENCE, Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN (procuration à David ZOBDA), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Patricia TELLE (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code général de la propriété des personnes publiques, notamment son article L 3112-1 relatif au déclassement d'un bien ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la lettre du 27 avril 2015 du maire du François portant demande de transfert du tronçon de la Route Départementale n°6 ;

Vu la délégation de Service Public du port de plaisance et de l'aménagement de la marina de la Ville du François visant à étendre le périmètre et à aménager des blocs de stockages nécessaires aux nouveaux apports, pour la réalisation d'un port à sec ;

Vu l'estimation des Domaines en date du 15 décembre 2017 ;

Vu la lettre du 20 février 2018 portant accord de principe de la Collectivité Territoriale de Martinique, pour le transfert du tronçon de la Route Départementale n°6 à la Ville du François ;

Vu la lettre du 10 septembre 2018 du maire sollicitant la cession à titre gratuit ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et Questions européennes et du Tourisme ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité, et la commission Développement économique et Tourisme le 19 novembre 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, Équipement, Réseaux numériques le 22 novembre 2019 ;
Considérant que le tronçon susvisé de la RD 6 n'a pas d'intérêt pour la Collectivité Territoriale de Martinique car il ne dessert que des équipements communaux ;
Considérant l'intérêt général du projet d'aménagement mentionné par la Ville du François ;
Considérant l'amendement voté majoritairement par les Conseillers à l'Assemblée de Martinique, visant à accepter la cession à «titre gratuit» du tronçon cadastré section P n°1522, au bénéfice de la Ville du François ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est décidée la désaffectation du tronçon de la Route Départementale n°6, comprise entre les PR13+575 et PR13+840, cadastré section P n°1522, d'une superficie de 3 135 m² et sis au lieu-dit « Pointe Bateau » au François.

ARTICLE 2 : Est autorisée la cession par la Collectivité Territoriale de Martinique à la Ville du François du tronçon mentionné à l'article 1.

ARTICLE 3 : Cette cession se fait à «titre gratuit».

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à la majorité des suffrages exprimés, avec 23 voix pour, 3 voix contre et 13 abstentions, en sa séance publique des 25 et 26 novembre 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20191126-19-493-1-DE
Date de télétransmission : 21/01/2020
Date de réception préfecture : 21/01/2020

Collectivité Territoriale de Martinique

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

AFFICHAGE LE : 21 JAN. 2020

DÉLIBÉRATION N°19-493-1

PORTANT ANNULATION D'UNE CRÉANCE NÉE D'UN PRÊT ÉTUDIANT AU BÉNÉFICE DE MADAME

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-six novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Félix CATHERINE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Eugène LARCHER (procuration à Joachim BOUQUETY), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Raphaël MARTINE), Charles-André MENCE, Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN (procuration à David ZOBDA), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Patricia TELLE (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, Conseillère exécutive en charge de l'Enseignement supérieur et la recherche, et des Affaires juridiques ;

Vu l'avis émis par la commission Éducation, Jeunesse, Enseignement supérieur recherche et Innovation le 23 septembre 2019 ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité, la commission Développement économique et Tourisme le 19 novembre 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est accordée à Madame une remise gracieuse de sa dette née d'un prêt étudiant, pour un montant de cinq mille quatre cent quatre-vingt-sept euros (5 487 €).

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 902 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 25 et 26 novembre 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20191126-19-494-1-DE
Date de télétransmission : 04/02/2020
Date de réception préfecture : 04/02/2020

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : - 4 FEV. 2020

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-494-1

PORTANT AVIS SUR LE PROJET D'ORDONNANCE PORTANT DISPOSITIONS RELATIVES À L'OUTRE-MER DU CODE DE LA DÉFENSE

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-six novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Félix CATHERINE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Eugène LARCHER (procuration à Joachim BOUQUETY), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Raphaël MARTINE), Charles-André MENCE, Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN (procuration à David ZOBDA), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Patricia TELLE (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 7252-2 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, Conseillère exécutive en charge de l'Enseignement supérieur et la Recherche, et des Affaires juridiques ;
Vu l'avis émis par la commission Affaires juridiques et Textes le 15 novembre 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique prend acte du projet d'ordonnance portant dispositions relatives à l'outre-mer du code de la défense.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 25 et 26 novembre 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20191126-19-496-1-DE
Date de télétransmission : 04/02/2020
Date de réception préfecture : 04/02/2020

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : - 4 FEV. 2020

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-496-1

PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET RELATIF À LA LUTTE CONTRE LE TABAGISME ET À SON ADAPTATION ET EXTENSION À CERTAINES COLLECTIVITÉS D'OUTRE-MER

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-six novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Félix CATHERINE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Eugène LARCHER (procuration à Joachim BOUQUETY), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Raphaël MARTINE), Charles-André MENCE, Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN (procuration à David ZOBDA), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Patricia TELLE (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 7252-2 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, Conseillère exécutive en charge de l'Enseignement supérieur et la Recherche, et des Affaires juridiques ;
Vu l'avis émis par la commission Affaires juridiques et Textes le 15 novembre 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission Santé et Action de Prévention, PMI – ASE le 18 novembre 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique émet un avis favorable sur le projet de décret relatif à la lutte contre le tabagisme et à son adaptation et extension à certaines collectivités d'Outre-Mer.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 25 et 26 novembre 2019

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20191126-19-497-1-DE
Date de télétransmission : 04/02/2020
Date de réception préfecture : 04/02/2020

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : - 4 FEV. 2020

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-497-1

PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET RELATIF À LA TRANSMISSION DES INFORMATIONS NÉCESSAIRES AU SUIVI ÉCONOMIQUE DU SECTEUR DES CÉRÉALES, OLÉAGINEUX ET PROTÉAGINEUX

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-six novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Félix CATHERINE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Eugène LARCHER (procuration à Joachim BOUQUETY), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Raphaël MARTINE), Charles-André MENCE, Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN (procuration à David ZOBDA), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Patricia TELLE (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 7252-2;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, Conseillère exécutive en charge de l'Enseignement supérieur et la Recherche, et des Affaires juridiques ;
Vu l'avis émis par la commission Affaires juridiques et Textes le 15 novembre 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission Développement agricole, Agro-transformation et Élevage le 20 novembre 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique prend acte du projet de décret relatif à la transmission des informations nécessaires au suivi économique du secteur des céréales, oléagineux et protéagineux.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 25 et 26 novembre 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20191126-19-498-1-DE
Date de télétransmission : 04/02/2020
Date de réception préfecture : 04/02/2020

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : - 4 FEV. 2020

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-498-1

PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET PORTANT DIVERSES MESURES DE DÉCONCENTRATION DES DÉCISIONS INDIVIDUELLES DANS LE DOMAINE DU TRAVAIL

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-six novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Félix CATHERINE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Eugène LARCHER (procuration à Joachim BOUQUETY), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Raphaël MARTINE), Charles-André MENCE, Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN (procuration à David ZOBDA), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Patricia TELLE (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 7252-2 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, Conseillère exécutive en charge de l'Enseignement supérieur et la Recherche, et des Affaires juridiques ;
Vu l'avis émis par la commission Affaires juridiques et Textes le 15 novembre 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique émet un avis favorable sur le projet de décret portant diverses mesures de déconcentration des décisions individuelles dans le domaine du travail.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 25 et 26 novembre 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20191126-16-499-1-DE
Date de télétransmission : 21/01/2020
Date de réception préfecture : 21/01/2020

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 21 JAN. 2020

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-499-1

PORTANT PRÉSENTATION DU COMPTE-RENDU DE L'EXERCICE DE LA DÉLÉGATION DONNÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF EN MATIÈRE DE CONTENTIEUX POUR LA PÉRIODE ALLANT DU 10 SEPTEMBRE AU 4 NOVEMBRE 2019

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-six novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Félix CATHERINE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Eugène LARCHER (procuration à Joachim BOUQUETY), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Raphaël MARTINE), Charles-André MENCE, Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN (procuration à David ZOBDA), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Patricia TELLE (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-2-1 du 5 janvier 2016 donnant délégation générale d'attributions en matières contentieuses – autorisation d'intenter des actions en justice et de défendre aux actions intentées, de déposer plainte et de se constituer partie civile au nom de la collectivité territoriale ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-49-1 du 29 mars 2016 portant remplacement de la délibération n°16-2-1 du 5 janvier 2016 relative aux actions contentieuses de la Collectivité Territoriale de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, Conseillère exécutive en charge de l'Enseignement supérieur et la Recherche, et des Affaires juridiques ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique prend acte de la présentation du compte-rendu de l'exercice de la délégation confiée au Président du Conseil Exécutif de Martinique en matière de contentieux, pour la période allant du 10 septembre au 4 novembre 2019.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 25 et 26 novembre 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20191126-19-500-1-DE
Date de télétransmission : 28/11/2019
Date de réception préfecture : 28/11/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 28 NOV. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-500-1

PORTANT PASSATION D'UN AVENANT À LA CONVENTION PLURIANNUELLE 2016-2019 RELATIVE AUX RELATIONS ENTRE LA CAISSE NATIONALE DE SOLIDARITÉ POUR L'AUTONOMIE (CNSA) ET LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE (CTM)

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-six novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Félix CATHERINE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Eugène LARCHER (procuration à Joachim BOUQUETY), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Raphaël MARTINE), Charles-André MENCE, Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN (procuration à David ZOBDA), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Patricia TELLE (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu l'article L.14-10-1 du code de l'action sociale et des familles relatif aux compétences de la CNSA ;
Vu l'article L.14-10-7-2 du code de l'action sociale et des familles, qui prévoit la signature d'une convention pluriannuelle entre chaque président de Conseil Départemental et la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA) afin de définir leurs engagements réciproques dans le champ de l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;
Vu les articles L.14-10-5 (II et V), L.14-10-6 et L.14-10-10 du code de l'action sociale et des familles, relatifs au concours versé par la CNSA aux départements, au titre de l'allocation personnalisée d'autonomie et de la conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie, et les articles L.14-10-5 (III) et L.14-10-7 du même code, relatifs au concours versé au titre de la prestation de compensation du handicap et du fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées ;
Vu la convention pluriannuelle passée le 30 décembre 2016 relative aux relations entre la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA) et la Collectivité Territoriale de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération n°2019-07-04-05 du 04 juillet 2019 du Conseil de la CNSA approuvant l'avenant-type de prorogation des conventions pluriannuelles conclues entre la CNSA et les conseils départementaux ;
Vu l'avis favorable du GIP-MMPH en date du 30 octobre 2019 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des Affaires sociales, de la Santé et des Solidarités ;
Vu l'avis émis par la commission Action sociale, Gérontologie, Personnes en situation de handicap le 14 novembre 2019 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité, la commission Développement économique et Tourisme le 19 novembre 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvée la passation d'un avenant, conformément au modèle ci-joint, à la convention pluriannuelle 2016-2019 relative aux relations entre la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA) et la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM).

ARTICLE 2 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à signer l'avenant mentionné à l'article 1 et à prendre par arrêté-délibéré, au sein du Conseil Exécutif, toute mesure tendant à préciser les modalités d'application de la présente décision.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 25 et 26 novembre 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE




**AVENANT
A LA CONVENTION PLURIANNUELLE 2016-2019 RELATIVE AUX RELATIONS ENTRE LA
CAISSE NATIONALE DE SOLIDARITE POUR L'AUTONOMIE ET LA COLLECTIVITE
TERRITORIALE DE MARTINIQUE**

Entre d'une part,

la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie représentée par sa Directrice, Madame Virginie Magnant, (ci-dessous dénommée "la CNSA"),

Et d'autre part,

la Collectivité Territoriale de Martinique représentée par le Président du Conseil exécutif, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE (dénommée " la Collectivité Territoriale de Martinique"),

- Vu les articles L. 14-10-1 du code de l'action sociale et des familles relatif aux compétences de la CNSA ;
- Vu l'article L.14-10-7-2 et L.14.10.7.3 du Code de l'action sociale et des familles, qui prévoit la signature d'une convention pluriannuelle entre chaque président de Conseil départemental et la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) afin de définir leurs engagements réciproques dans le champ de l'autonomie des personnes âgées et handicapées ;
- Vu la délibération du 4 juillet 2019 du Conseil de la CNSA, approuvant l'avenant aux éléments communs des conventions signées entre la CNSA et chaque Département pour la période 2016-2019;
- Vu l'avis de la commission exécutive du GIP-MMPH du 30 octobre 2019 ;
- Vu la délibération N°19-500-1 de l'assemblée de Martinique du 26 novembre 2019 portant passation d'un avenant à la convention pluriannuelle 2016-2019 relative aux relations entre la CNSA et la Collectivité Territoriale de Martinique ;
- Vu la convention pluriannuelle 2016-2019 relative aux relations entre la CNSA et la Collectivité de Martinique

Dans le contexte des travaux faisant suite à la concertation Grand âge et autonomie et de la future loi sur l'autonomie qui sera discutée au Parlement en 2020 et des prochaines orientations de la conférence nationale du handicap, il apparaît nécessaire, afin que les conventions pluriannuelles entre la CNSA et les départements prennent en compte ces évolutions, de prévoir une prorogation des conventions existantes qui prennent fin le 31 décembre 2019.

Il est convenu ce qui suit :

Le présent avenant a pour objet de proroger d'une année la convention pluriannuelle 2017-2019 liant la CNSA à la Collectivité Territoriale de Martinique. À cet effet, il modifie son article 6.4.

Article 1 – Durée de la convention

L'article 6.4 de la convention est ainsi rédigé :

« La convention est établie jusqu'au 31 décembre 2020 ».

Fait en trois exemplaires originaux à Paris, le

La Directrice de la CNSA
Virginie MAGNANT

Le Président du Conseil Exécutif de Martinique



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20191126-19-501-1-DE
Date de télétransmission : 27/02/2020
Date de réception préfecture : 27/02/2020

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 27 FEV. 2020

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-501-1

PORTANT APPROBATION DES MODALITÉS DE RÉALISATION DE LA TROISIÈME PHASE DE L'ÉTUDE DE L'ACTION SOCIALE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-six novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Félix CATHERINE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Eugène LARCHER (procuration à Joachim BOUQUETY), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Raphaël MARTINE), Charles-André MENCE, Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN (procuration à David ZOBDA), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Patricia TELLE (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des Affaires sociales, de la Santé et des Solidarités ;
Vu l'avis émis par la commission Action sociale, Gérontologie, Personnes en situation de handicap le 14 novembre 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est adopté le dispositif de réalisation de la troisième phase de l'étude de l'action sociale de la Collectivité Territoriale de Martinique, avec l'élaboration du nouveau cadre de ses interventions et la création d'un observatoire de l'aide sociale.

ARTICLE 2 : Les préconisations et conclusions de l'étude donneront lieu à une présentation et à des échanges avec les élus de L'Assemblée de Martinique, et le cas échéant avec les acteurs oeuvrant dans le secteur social, dans le cadre d'un séminaire qui se tiendra avant l'examen final.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés moins 1 abstention, en sa séance publique des 25 et 26 novembre 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20191126-19-502-1-DE
Date de télétransmission : 14/01/2020
Date de réception préfecture : 14/01/2020

Collectivité Territoriale de Martinique

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE AFFICHAGE LE : 14 JAN 2020

DÉLIBÉRATION N°19-502-1

PORTANT ORGANISATION DE LA CONFÉRENCE ANNUELLE DE L'OBSERVATOIRE DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE DE MARTINIQUE POUR L'ANNÉE 2019

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-six novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Félix CATHERINE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Eugène LARCHER (procuration à Joachim BOUQUETY), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Raphaël MARTINE), Charles-André MENCE, Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN (procuration à David ZOBDA), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Patricia TELLE (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des Affaires sociales, de la Santé et des Solidarités ;
Vu l'avis émis par la commission Santé, Action de prévention, PMI, ASE le 18 novembre 2019 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité, la commission Développement économique et Tourisme le 19 novembre 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvée l'organisation de la conférence annuelle de l'Observatoire de la protection de l'enfance de Martinique, pour l'année 2019.

ARTICLE 2 : Les dépenses afférentes à l'organisation de la conférence sont imputées au chapitre 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 25 et 26 novembre 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20191126-19-503-1-DE
Date de télétransmission : 21/01/2020
Date de réception préfecture : 21/01/2020

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : **21 JAN. 2020**

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-503-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE (CCAS) DE LA VILLE DE TRINITÉ POUR LA RÉALISATION DE SON PROGRAMME D'ACTIONS DANS LE CADRE DE LA SEMAINE BLEUE EN OCTOBRE 2019

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-six novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Félix CATHERINE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Eugène LARCHER (procuration à Joachim BOUQUETY), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Raphaël MARTINE), Charles-André MENCE, Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN (procuration à David ZOBDA), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Patricia TELLE (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des Affaires sociales, de la Santé et des Solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission Action sociale, Gérontologie, Personnes en situation de handicap le 14 novembre 2019 ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité, la commission Développement économique et Tourisme le 19 novembre 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de deux mille huit cent vingt euros (2 820 €) au Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de la Ville de Trinité, pour la réalisation de son programme d'actions dans le cadre de la semaine bleue en Octobre 2019.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

L'aide est versée sur présentation du compte rendu pédagogique et du compte rendu financier des actions menées dans le cadre de la semaine bleue 2019, datés, signés et certifiés conformes par le Maire, Président du CCAS.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 25 et 26 novembre 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20191126-19-504-1-DE
Date de télétransmission : 14/01/2020
Date de réception préfecture : 14/01/2020

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : **14 JAN. 2020**

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-504-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE (CCAS) DE LA VILLE DE BASSE-POINTE POUR LA RÉALISATION DE SON PROGRAMME D'ACTIONS DANS LE CADRE DE LA SEMAINE BLEUE EN OCTOBRE 2019

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-six novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Félix CATHERINE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Eugène LARCHER (procuration à Joachim BOUQUETY), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Raphaël MARTINE), Charles-André MENCE, Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN (procuration à David ZOBDA), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Patricia TELLE (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des Affaires sociales, de la Santé et des Solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission Action sociale, Gérontologie, Personnes en situation de handicap le 14 novembre 2019 ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité, la commission Développement économique et Tourisme le 19 novembre 2019 ;

Considérant que les Conseillers à l'Assemblée de Martinique, élus à la Ville de Basse-Pointe, n'ont pas participé au vote ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de sept mille huit cents euros (7 800 €) au Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de la Ville de Basse-Pointe, pour la réalisation de son programme d'actions dans le cadre de la semaine bleue en Octobre 2019.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

L'aide est versée sur présentation du compte rendu synthétique et du compte rendu financier des actions menées dans le cadre de la semaine bleue 2019, datés, signés et certifiés conformes par la Maire, Présidente du CCAS.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 25 et 26 novembre 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20191126-19-505-1-DE
Date de télétransmission : 14/01/2020
Date de réception préfecture : 14/01/2020

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 14 JAN. 2020

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-505-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION « MA TÉTÉ » POUR LA RÉALISATION DE SON PROGRAMME D' ACTIONS DANS LE CADRE « D'OCTOBRE ROSE 2019 »

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-six novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Félix CATHERINE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Eugène LARCHER (procuration à Joachim BOUQUETY), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Raphaël MARTINE), Charles-André MENCE, Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN (procuration à David ZOBDA), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Patricia TELLE (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des Affaires sociales, de la Santé et des Solidarités ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de huit mille euros (8 000 €) à l'association « Ma Tété », pour la réalisation de son programme d'actions dans le cadre « d'octobre Rose 2019 ».

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique. L'aide est versée comme suit :

- 60 % dès que la présente délibération est rendue exécutoire,
- le solde sur présentation du compte rendu synthétique et du bilan financier des actions menées dans le cadre d'octobre Rose 2019, datés, signés et certifiés conformes par la Présidente de l'association.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 25 et 26 novembre 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20191126-19-506-1-DE
Date de télétransmission : 14/01/2020
Date de réception préfecture : 14/01/2020

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : **14 JAN. 2020**

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-506-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'UNION DES FEMMES DE MARTINIQUE (UFM) POUR LA RÉALISATION DE SON PROGRAMME D'ACTIONS AU TITRE DE L'EXERCICE 2019

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-six novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Félix CATHERINE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Eugène LARCHER (procuration à Joachim BOUQUETY), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Raphaël MARTINE), Charles-André MENCE, Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN (procuration à David ZOBDA), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Patricia TELLE (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des Affaires sociales, de la Santé et des Solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission Action sociale, Gérontologie, Personnes en situation de handicap le 14 novembre 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission Santé et Action de prévention, PMI, ASE le 18 novembre 2019 ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité, la commission Développement économique et Tourisme le 19 novembre 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission Éducation, Jeunesse, Enseignement supérieur, Recherche et Innovation le 19 novembre 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de cent mille euros (100 000 €) à l'Union des Femmes de Martinique (UFM), pour la réalisation de son programme d'actions, au titre de l'exercice 2019.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Les modalités d'attribution et de versement de la subvention mentionnée à l'article 1 sont fixées par convention.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 25 et 26 novembre 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE




RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20191126-19-507-1-DE
Date de télétransmission : 14/01/2020
Date de réception préfecture : 14/01/2020

Collectivité Territoriale de Martinique

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

AFFICHAGE LE : 14 JAN. 2020

DÉLIBÉRATION N°19-507-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION POUR L'INFORMATION ET LA PRÉVENTION DE LA DRÉPANOCYTOSE (APIPD) POUR L'ORGANISATION DE LA « 5^{ÈME} ÉDITION DU DRÉPACTION MARTINIQUE » EXERCICE 2019

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-six novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Félix CATHERINE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Eugène LARCHER (procuration à Joachim BOUQUETY), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Raphaël MARTINE), Charles-André MENCE, Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN (procuration à David ZOBDA), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Patricia TELLE (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des Affaires sociales, de la Santé et des Solidarités ;
Vu l'avis émis par la commission Santé, Action de prévention, PMI, ASE le 18 novembre 2019 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité, la commission Développement économique et Tourisme le 19 novembre 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de trente mille euros (30 000 €) à l'Association pour l'Information et la Prévention de la Drépanocytose (APIPD), pour l'organisation de la « 5^{ème} édition du DRÉPACTION Martinique » - Exercice 2019.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Les modalités d'attribution et de versement de la subvention mentionnée à l'article 1 sont fixées par convention.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 25 et 26 novembre 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20191126-19-508-1-DE
Date de télétransmission : 21/01/2020
Date de réception préfecture : 21/01/2020

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : **21 JAN. 2020**

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-508-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION D'AIDES AUX VICTIMES ET DE MÉDIATION PÉNALE (ADAVIM FRANCE VICTIMES 972 MARTINIQUE) POUR LA RÉALISATION DE SON PROGRAMME D'ACTIONS, AU TITRE DE L'EXERCICE 2019

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-six novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Félix CATHERINE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Eugène LARCHER (procuration à Joachim BOUQUETY), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Raphaël MARTINE), Charles-André MENCE, Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN (procuration à David ZOBDA), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Patricia TELLE (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des Affaires sociales, de la Santé et des Solidarités ;
Vu l'avis émis par la commission Action sociale, Gérontologie, Personnes en situation de handicap le 14 novembre 2019 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité, la commission Développement économique et Tourisme le 19 novembre 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de cinq mille euros (5 000 €) à l'Association d'Aides aux Victimes et de Médiation Pénale (ADAVIM France Victimes 972 Martinique), pour la réalisation de son programme d'actions, au titre de l'exercice 2019.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique. L'aide est versée comme suit :

- 60 % dès que la présente délibération est rendue exécutoire,
- Le solde sur présentation du compte rendu synthétique et du bilan financier des actions menées pour la réalisation du programme d'actions 2019, datés, signés et certifiés conformes par la Présidente de l'association.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 25 et 26 novembre 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20191126-19-509-1-DE
Date de télétransmission : 21/01/2020
Date de réception préfecture : 21/01/2020

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : **21 JAN. 2020**

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-509-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION AGIR SANS VOIR POUR LA RÉALISATION DE SON PROGRAMME D'ACTIONS AU TITRE DE L'ANNÉE 2019

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-six novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Félix CATHERINE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Eugène LARCHER (procuration à Joachim BOUQUETY), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Raphaël MARTINE), Charles-André MENCE, Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN (procuration à David ZOBDA), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Patricia TELLE (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des Affaires sociales, de la Santé et des Solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission Action sociale, Gérontologie, Personnes en situation de handicap le 14 novembre 2019 ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité, la commission Développement économique et Tourisme le 19 novembre 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de quatre-vingt mille euros (80 000 €) à l'association Agir Sans Voir, pour la réalisation de son programme d'actions au titre de l'année 2019.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Les modalités d'attribution et de versement de la subvention mentionnée à l'article 1 sont fixées par convention.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 25 et 26 novembre 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20191126-19-510-1-DE
Date de télétransmission : 21/01/2020
Date de réception préfecture : 21/01/2020

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 21 JAN. 2020

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-510-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC DÉPARTEMENTAL DE SANTÉ MENTALE DE LA MARTINIQUE (EPDSM MARTINIQUE) CENTRE HOSPITALIER MAURICE DESPINOY - (EX – CH COLSON) POUR LA POURSUITE DE LA RÉNOVATION DES PAVILLONS « PINEL-CABANIS »

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-six novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Félix CATHERINE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Eugène LARCHER (procuration à Joachim BOUQUETY), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Raphaël MARTINE), Charles-André MENCE, Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN (procuration à David ZOBDA), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Patricia TELLE (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des Affaires sociales, de la Santé et des Solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission Action sociale, Gérontologie, Personnes en situation de handicap le 14 novembre 2019 ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité, la commission Développement économique et Tourisme le 19 novembre 2019 ;

Considérant que les Conseillers à l'Assemblée de Martinique, administrateurs au sein de l'EPDSM Centre Hospitalier Maurice Despinoy, n'ont pas assisté au vote ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre – CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'investissement d'un montant de cent mille euros (100 000 €) à l'Établissement Public Départemental de Santé Mentale de la Martinique (EPDSM Martinique) - Centre Hospitalier Maurice DESPINOY (Ex – CH Colson), pour la poursuite de la rénovation des pavillons « PINEL – CABANIS » - site de Balata.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 904 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Les modalités d'attribution et de versement de la subvention mentionnée à l'article 1 sont fixées par convention.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 25 et 26 novembre 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20191126-19-511-1-DE
Date de télétransmission : 21/01/2020
Date de réception préfecture : 21/01/2020

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 21 JAN. 2020

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-511-1

PORTANT AUTORISATION DE SIGNATURE DE LA CONVENTION CONSTITUTIVE MODIFIÉE DU GROUPEMENT D'INTÉRÊT PUBLIC ENFANCE EN DANGER (GIPED)

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-six novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Félix CATHERINE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Eugène LARCHER (procuration à Joachim BOUQUETY), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Raphaël MARTINE), Charles-André MENCE, Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN (procuration à David ZOBDA), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Patricia TELLE (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des Affaires sociales, de la Santé et des Solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission Santé, Action de Prévention PMI, ASE le 18 novembre 2019 ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité, la commission Développement économique et Tourisme le 19 novembre 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvée la signature de la convention constitutive modifiée, du Groupement d'Intérêt Public Enfance en Danger (GIPED).



ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 25 et 26 novembre 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique





CONVENTION CONSTITUTIVE du GIP ENFANCE EN DANGER au 22.11.2017



GIP Enfance en Danger



SOMMAIRE

PREAMBULE	P. 3
TITRE I CONSTITUTION DU GROUPEMENT (articles 1 à 8)	P. 3
TITRE II DISPOSITIONS FINANCIERES (articles 9 à 22)	P. 5
TITRE III ORGANISATION DU GROUPEMENT (articles 23 à 36)	P. 9
TITRE IV MISSIONS, ORGANISATION ET ACTIVITE DU SNATED, ET DISPOSITIONS RELATIVES AU RECUEIL ET AU TRAITEMENT DES INFORMATIONS NOMINATIVES CONCERNANT DES MINEURS ET LEURS FAMILLES (articles 37 à 46)	P. 19
TITRE V MISSIONS, ORGANISATION ET ACTIVITE DE L'ONPE (articles 47 à 49)	P. 23
TITRE VI DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET DISPOSITIONS DIVERSES (articles 50 à 53)	P. 26

Page de signature : P.28

Annexes : P. 29

PREAMBULE

Un Groupement d'Intérêt Public est constitué entre l'Etat, les départements, des collectivités à statut particulier et des collectivités d'outre-mer ayant compétence en matière de protection de l'enfance et des personnes morales de droit public et privé. Il est régi par :

- Le chapitre II de la loi n°2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit ;
- Les articles L 226-6 et suivants du CASF ;
- La présente convention.

TITRE I

CONSTITUTION DU GROUPEMENT

Article 1 : Composition

Le Groupement d'Intérêt Public est constitué entre :

1.1 L'Etat, représenté par les Ministères chargés de :

- La Famille et l'Enfance :
 - Le Directeur général de la cohésion sociale, ou son représentant ;
 - Le Directeur de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques, ou son représentant ;
- La Santé :
 - Le Directeur général de la santé, ou son représentant ;
- L'Education Nationale :
 - Le Directeur général de l'enseignement scolaire, ou son représentant ;
- La Jeunesse :
 - Le Directeur de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative, ou son représentant ;
- Les Sports :
 - Le Directeur des sports, ou son représentant ;
- La Justice :
 - Le Directeur des affaires criminelles et des grâces, ou son représentant ;
 - Le Directeur de la protection judiciaire de la jeunesse, ou son représentant ;
- L'Intérieur :
 - Le Directeur général de la sécurité publique, ou son représentant ;
 - Le Directeur général des collectivités locales, ou son représentant ;
 - Le Directeur général de la gendarmerie nationale, ou son représentant ;
- L'Outre Mer :
 - Le Directeur des affaires économiques, sociales et culturelles, ou son représentant.

1.2 Les départements, les collectivités à statut particulier et les collectivités d'outre-mer ayant compétence en matière de protection de l'enfance représentés par leur Président, ou

bien par un représentant désigné par le Président du Conseil départemental ou de la collectivité.

1.3 Les personnes morales de droit public ou privé représentées par leur Président ou par un de ses représentants désigné par le Président :

- L'Association Française d'Information et de Recherche sur l'Enfance Maltraitée (AFIREM), 149 rue de Sèvres 75015 Paris ;
- La Fédération Nationale des ADEPAPE (FNADEPAPE), 47 rue Pasteur 54510 Tomblaine ;
- La Fédération Nationale des Ecoles des Parents et des Educateurs (FNEPE), 180 bis rue de Grenelle 75007 Paris ;
- La Fondation pour l'Enfance, 23 Place Victor Hugo 94 270 Le Kremlin Bicêtre ;
- L'Union Nationale des Associations Familiales (UNAF), 28 place Saint-Georges 75009 Paris ;
- La Fédération des Comités Alexis Danan pour la protection de l'enfance 222 rue Lafayette 75010 Paris ;
- L'Association La Voix de l'Enfant, 35 rue de la Brèche aux Loups 75012 Paris ;
- L'Association Enfance et Partage, 96 rue Orfila 75020 Paris ;
- L'Association L'Enfant Bleu, 397 ter rue de Vaugirard 75015 Paris ;
- La Convention Nationale des Associations de Protection de l'Enfance (CNAPE), 118 rue du Château des Rentiers 75013 Paris.

Article 2 : Dénomination

Le Groupement est dénommé : GIP Enfance en Danger.

Article 3 : Objet

Conformément à l'article L.226-6 du Code de l'Action Sociale et des Familles, le groupement a pour mission de gérer :

- Le Service national d'accueil téléphonique de l'enfance en danger (SNATED) : numéro gratuit, qui permet de répondre, 24h/24 et 7j/7, à des appels concernant des situations d'enfants en danger ou en risque de l'être et, si nécessaire, de transmettre ces informations aux départements pour évaluation, de conseiller et d'orienter les appelants ;
- L'Observatoire national de la protection de l'enfance (ONPE), dont l'objectif est d'améliorer les connaissances en matière de protection de l'enfance (recensement des pratiques de prévention et de dépistage, recueil et analyse des données et des études concernant la protection de l'enfance, etc.) ainsi que la connaissance des phénomènes de mise en danger des mineurs.

Article 4 : Siège

Le siège du Groupement est fixé au 63 bis boulevard Bessières 75017 Paris. Le transfert du siège est soumis au vote du Conseil d'administration.

Article 5 : Durée

Le Groupement prend effet à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté d'approbation de la présente convention.

Il est créé pour une durée de six ans. A cette échéance, la présente convention pourra être expressément reconduite, sur proposition du Conseil d'administration, après décision de l'Assemblée générale et approbation par les autorités de tutelle : les Ministres chargés de la Famille et de l'Enfance et du Budget.

Article 6 : Adhésion

En cours d'exécution de la convention, l'Assemblée générale peut, sur proposition du Conseil d'administration, accepter l'adhésion de personnes morales de droit public ou privé visées à l'article 1.3.

Article 7 : Retrait

En cours d'exécution de la convention, les personnes morales de droit public ou privé, visées à l'article 1.3, peuvent se retirer du Groupement à l'expiration d'un exercice budgétaire, sous réserve qu'elles aient notifié leur intention trois mois avant la fin de l'exercice, et que les modalités de ce retrait, y compris financières, aient reçu l'accord de l'Assemblée générale.

Article 8 : Exclusion

L'exclusion d'une personne morale de droit public ou privé, visée à l'article 1.3, peut être prononcée par l'Assemblée générale, sur proposition du Conseil d'administration, en cas d'inexécution de ses obligations ou pour faute grave. Un représentant du membre concerné est entendu au préalable. Les dispositions financières et autres prévues pour le retrait s'appliquent au membre exclu.

TITRE II

DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 9 : Capital

Le Groupement est constitué sans capital.

Article 10 : Droits et obligations

10.1 Droits statutaires et modalités de vote

Les droits statutaires des membres du Groupement et les modalités de vote relatives aux délibérations de l'Assemblée générale et du Conseil d'administration sont fixés respectivement aux articles 25 et 30 ci-après.

10.2 Rapports des membres du Groupement avec les tiers

Dans les rapports avec les tiers, les membres du Groupement ne sont pas solidaires, sans préjudice du droit de poursuivre le Groupement. Les dettes du Groupement sont réparties entre l'Etat, les Départements ou collectivités, et les personnes morales de droit public ou privé adhérentes, proportionnellement à leur contribution au budget du Groupement.

Article 11 : Contribution de l'Etat

La contribution annuelle de l'Etat est inscrite au budget du Ministre chargé de la Famille et de l'Enfance.

Elle est versée selon des modalités déterminées par la convention pluriannuelle d'objectifs.

Article 12 : Contribution des départements

Au vu du budget approuvé par l'Assemblée générale conformément au 1^{er} alinéa de l'article 19, l'ordonnateur communique aux responsables de chaque département ou collectivité les montants prévisionnels des dépenses et des recettes correspondants.

La contribution annuelle de chaque département ou collectivité, déterminée conformément à l'article L.226-10 du Code de l'Action Sociale et des Familles, est fixée par arrêté conjoint des Ministres chargés de la Famille et de l'Enfance, du Budget, des Collectivités Locales, publié au Journal Officiel.

Une avance représentative de 90% de la contribution de l'année précédente est versée au Groupement avant le 31 mars de chaque année civile, le solde étant versé à la parution de l'arrêté interministériel susvisé.

Article 13 : Contribution des personnes morales de droit public ou privé

Les contributions de personnes morales de droit public ou privé, visées à l'article 1.3, sont fournies :

- 13.1 Sous forme de participation financière ;
- 13.2 Sous forme de mise à disposition de locaux ;
- 13.3 Sous forme de mise à disposition de matériel qui reste la propriété du membre ;
- 13.4 Sous toute autre forme de contribution au fonctionnement du Groupement, notamment la mise à disposition de personnel.

Article 14 : Autres ressources

Peuvent par ailleurs figurer parmi les ressources du groupement :

- Les dotations, subventions, et autres versements des collectivités publiques et de tous les organismes publics ou privés, territoriaux, nationaux et internationaux, y compris de l'Etat et des collectivités territoriales pour des actions particulières ;
- La mise à disposition sans contrepartie financière de personnels, de locaux ou d'équipements ;
- Les subventions, dons, legs et autres ressources de toute nature ;
- Les produits de ses biens propres ou mis à disposition, la rémunération des prestations et les produits de la propriété intellectuelle.

Article 15 : Mise à disposition des personnels

Les personnels mis à la disposition du Groupement par ses membres conservent leur statut d'origine. Leur employeur d'origine garde à sa charge leur rémunération ainsi que leur couverture sociale, et il conserve la responsabilité de leur avancement. Ces personnels sont placés sous l'autorité fonctionnelle du Directeur général du Groupement et sont soumis aux règles d'organisation du Groupement.

Article 16 : Détachement des fonctionnaires

Des agents de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements publics peuvent être détachés auprès du Groupement pour être placés sous l'autorité du Directeur général du Groupement conformément à leur statut et aux règles de la fonction publique.

Article 17 : Personnels du Groupement

Outre les personnels détachés ou mis à disposition du Groupement, celui-ci peut recruter des personnels propres. L'accord du Conseil d'administration est requis pour chaque création de poste budgétaire.

Les conditions de recrutement et d'emploi de ces personnels sont fixées par un cadre d'emploi propre au Groupement arrêté par le Conseil d'administration, et soumis à l'avis du Commissaire du Gouvernement.

Ces agents publics contractuels sont rémunérés sur le budget du Groupement. Leur recrutement est soumis.

Ils peuvent être recrutés par contrat à durée indéterminée (CDI) ou par contrat à durée déterminée (CDD). Dans ce dernier cas le contrat ne peut excéder trois ans, et il ne peut être renouvelé que par disposition expresse, dans une limite de six ans, fractionnée en fonction des besoins du Groupement. Qu'ils relèvent d'un CDI ou d'un CDD, les agents ne peuvent être recrutés pour une durée supérieure à celle du Groupement. Par ailleurs, ils n'acquièrent pas de droit à occuper ultérieurement des emplois au sein des administrations et collectivités membres du Groupement.

Les dispositions statutaires applicables aux agents du Groupement sont celles définies par le décret n°86-83 du 17 janvier 1986 relatif aux dispositions applicables aux agents non titulaires de l'Etat, modifié, à l'exception de ses articles 4 à 8.

Un état des effectifs du Groupement, distinguant les personnels affectés respectivement au SNATED, à l'ONPE et aux services fonctionnels du Groupement, est transmis à leur demande, au Commissaire du Gouvernement et au Directeur général de la cohésion sociale.

L'état des effectifs au 31 décembre de chaque année est annexé au Rapport d'activité du Groupement.

Article 18 : Patrimoine du Groupement

L'ensemble des biens achetés ou développés en commun appartient au Groupement. En cas de dissolution du Groupement, le patrimoine est dévolu conformément aux règles établies à l'article 52 ci-dessous.

Article 19 : Budget

Les règles budgétaires et comptables du GIP enfance en Danger sont régies par les titre I et III du décret 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

Le budget correspond à l'année civile. Les autorisations qu'il prévoit sont annuelles. Il est constitué d'un budget initial et le cas échéant de budgets rectificatifs adoptés en cours d'exercice.

Il comprend :

- Les autorisations budgétaires constituées des autorisations d'emplois, des autorisations d'engagement, des crédits de paiement et des prévisions de recettes de l'exercice ainsi que du solde budgétaire en résultant ;
- Un tableau présentant l'équilibre financier résultant, d'une part, du solde budgétaire mentionné au 1°, d'autre part, des opérations de trésorerie définies à l'article 196 ;
- Un compte de résultat prévisionnel et un état prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés. Ces prévisions sont présentées conformément aux normes établies pour la comptabilité générale, mentionnées à l'article 54.

Le budget initial est préparé par l'ordonnateur et adopté par l'organe délibérant dans un délai permettant qu'il soit exécutoire au 1^{er} janvier de l'exercice auquel il se rapporte.

Les budgets rectificatifs sont préparés, votés et approuvés dans les mêmes conditions que le budget initial.

Article 20

20.1 Gestion

Le Groupement ne donnant lieu ni à la réalisation, ni au partage de bénéfices, l'excédent éventuel des recettes d'un exercice sur les charges correspondantes est reporté sur l'exercice suivant ou mis en réserve.

Au cas où les charges dépassent les recettes de l'exercice, le Conseil d'administration statue sur le report du déficit sur l'exercice suivant et le soumet à l'Assemblée générale pour validation.

Au cas où ce déficit accumulé représenterait plus de la moitié des dépenses d'un exercice, la continuation de l'activité du Groupement devrait être décidée à l'unanimité par l'Assemblée générale.

Il peut être institué dans l'établissement des régies de recettes et des régies d'avances dans les conditions prévues par le décret n°92-681 du 20 juillet 1992 modifié relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics. La création de ces régies d'avances est soumise à l'avis préalable du Commissaire du Gouvernement.

20.2 L'ordonnateur

L'ordonnateur prescrit l'exécution des recettes et des dépenses. Le directeur général du GIP Enfance en Danger a la qualité d'ordonnateur. Il peut déléguer sa signature et se faire suppléer en cas d'absence ou d'empêchement. Il informe l'organe délibérant des délégations qu'il accorde.

Les conventions ayant pour objet de procurer à l'organisme des recettes relèvent de la compétence de l'ordonnateur. Au-delà de la somme de 50.000 € et d'une durée de trois ans, une décision de l'organe délibérant est nécessaire.

L'ordonnateur a seul qualité pour procéder à l'engagement des dépenses. Toutefois, l'autorisation préalable de l'organe délibérant est requise en matière d'acquisitions immobilières, quelque soit le montant, et pour les autres contrats et transactions au-delà de la somme de 50.000 €.

Article 21 : Tenue des comptes

La tenue des comptes du Groupement est assurée selon les règles de la comptabilité publique par un agent comptable désigné par arrêté du Ministre chargé du Budget.

Le Règlement financier du Groupement est arrêté par le Conseil d'administration et soumis à l'approbation du Ministre chargé du Budget et du Ministre chargé de la Famille et de l'Enfance.

Article 22 : Les contrôles

Le Groupement est soumis au contrôle de la Cour des Comptes dans les conditions prévues par les articles L.133-1 et suivants du code des juridictions financières.

TITRE III

ORGANISATION DU GROUPEMENT

Article 23 : Commissaire du Gouvernement

Un Commissaire du Gouvernement est nommé auprès du Groupement par le Ministre chargé de la Famille et de l'Enfance. Il est convoqué à toutes les réunions du Bureau, du Conseil d'administration et de l'Assemblée générale et a un droit de communication de tous les documents de gestion du Groupement.

Il peut demander la réunion du Conseil d'administration lorsque l'intérêt du Groupement l'exige.

Les copies de l'ensemble des décisions et délibérations des organes décisionnels du Groupement lui sont adressées.

Il dispose, dans le délai de 15 jours, d'un droit de veto suspensif sur les décisions ou les délibérations qui mettent en jeu l'existence ou le bon fonctionnement du Groupement, notamment celles prises en violation de dispositions législatives ou réglementaires ou de la présente convention. Dans ce cas, la délibération ou la décision en cause fait l'objet d'un nouvel examen par les organes qualifiés du Groupement dans un délai de 15 jours.

Il approuve les conditions de recrutement et d'emploi des personnels du Groupement, fixées par le Cadre d'emploi mentionné à l'article 17 de la présente convention.

Les modalités d'exercice du contrôle du Commissaire du Gouvernement sont précisées dans un protocole signé avec le Groupement et le Ministère chargé de la Famille et de l'Enfance.

Article 24 : L'Assemblée générale

24.1 Composition

L'Assemblée générale est composée de l'ensemble des membres du Groupement. Elle comporte trois collèges :

- Le collège des représentants de l'Etat visés à l'article 1.1 ;
- Le collège des représentants des départements, des collectivités à statut particulier et des collectivités d'outre-mer ayant compétence en matière de protection de l'enfance visés à l'article 1.2 ;
- Le collège des représentants des personnes morales de droit public ou privé visés à l'article 1.3.

La présidence de l'Assemblée générale est assurée par le Président du Conseil d'administration, ou, à défaut, par un des deux Vice-présidents.

24.2 Convocation

Elle se réunit sur convocation du Président du Conseil d'administration au moins une fois par an. Elle se réunit de droit à la demande du tiers de ses membres sur un ordre du jour déterminé.

L'Assemblée générale est convoquée quinze jours au moins à l'avance, ou huit jours avant en cas de difficultés pour une séance extraordinaire.

La convocation par courriel visant à simplifier les modalités est autorisée dans ce dernier cas. La convocation indique l'ordre du jour et le lieu de réunion.

24.3. Compétences

Sont de la compétence de l'Assemblée générale sur proposition du Conseil d'administration :

- La nomination et la révocation des membres du Conseil d'administration visés à l'article 1.3 de la présente convention ;
- L'adoption du programme annuel d'activité et du Budget initial du Groupement ;
- L'approbation de l'ensemble des documents budgétaires rectificatifs annuels ;
- L'approbation du Compte financier de chaque exercice et du Rapport d'activité annuel ;
- L'approbation de la Convention constitutive du Groupement, et de toutes les modifications y étant apportées, sur présentation du Président du Conseil d'administration ;
- La dissolution du Groupement ainsi que les mesures nécessaires à sa liquidation ;
- La dissolution puis le renouvellement du Conseil d'administration en cas de difficultés graves entravant l'administration du Groupement. Dans ce cas, l'Assemblée générale doit procéder à la désignation du Conseil d'administration dans un délai d'un mois.

Article 25 : Modalités de vote au sein de l'Assemblée générale

25.1. Répartition des voix par collège et par membre

Pour la détermination du résultat des votes, chaque membre dispose d'un nombre de voix égal au nombre total de voix dont dispose le collège auquel il appartient, divisé par le nombre de membres de ce collège.

a) Pour le vote relatif à l'adoption du budget initial, des budgets rectificatifs et du compte financier :

- Le collège des représentants de l'Etat dispose du même nombre de voix que le collège des représentants des départements, des collectivités à statut particulier et des collectivités d'outre-mer ayant compétence en matière de protection de l'enfance;
- Le collège des représentants des départements, des collectivités à statut particulier et des collectivités d'outre-mer ayant compétence en matière de protection de l'enfance dispose d'une voix par département, ou collectivité ;
- b) Pour toute autre question, y compris les questions ayant une incidence budgétaire :
 - Le collège des représentants de l'Etat dispose du même nombre de voix que le collège des représentants des départements, des collectivités à statut particulier et des collectivités d'outre-mer ayant compétence en matière de protection de l'enfance;
 - Le collège des représentants des départements, des collectivités à statut particulier et des collectivités d'outre-mer ayant compétence en matière de protection de l'enfance dispose d'une voix par département, ou collectivité;
 - Le collège des représentants des personnes morales de droit public ou privé dispose de deux voix par membre.

25.2. Délibérations

Les délibérations sont adoptées à :

- La majorité absolue des voix exprimées par les membres des collèges visés à l'article 1.1 et 1.2, lorsqu'elles ont trait à l'adoption du budget initial, des budgets rectificatifs et du compte financier ;
- La majorité simple des voix exprimées par l'ensemble des membres du Groupement présents ou représentés, lorsqu'elles ont trait à toute autre question, y compris les questions ayant une incidence budgétaire.

En cas de partage des voix, la voix du Président, ou en son absence, du Vice-président, président de séance, est prépondérante.

25.3. Quorums

L'Assemblée générale ne délibère valablement que si tous les collèges sont présents ou représentés et si la moitié des membres du Groupement sont présents ou représentés.

Au cas où ces quorums ne sont pas atteints, l'Assemblée générale est convoquée à nouveau dans les quinze jours et peut valablement délibérer si chacun des collèges est représenté sans condition de quorum.

25.4. Procurations

Le vote par procuration est autorisé. Toutefois, un membre ne peut recevoir plus de quatre procurations à la fois. En outre, il ne peut recevoir de procuration que de membres issus du même collège que lui.

Les membres de l'Assemblée générale titulaires d'une ou plusieurs procurations doivent remettre celles-ci au secrétariat de l'Assemblée générale au plus tard à l'ouverture de celle-ci.

Article 26 : Composition du Conseil d'administration

26.1. Membres du Conseil d'administration

Le Groupement est administré par un Conseil d'administration de 30 membres élus ou désignés dans les conditions fixées ci-dessous.

Il comporte trois collèges :

- Le collège des représentants de l'Etat visés à l'article 1.1 ;
- Le collège des représentants des départements, des collectivités à statut particulier et des collectivités d'outre-mer ayant compétence en matière de protection de l'enfance visés à l'article 1.2 ;
- Le collège des représentants des personnes morales de droit public ou privé visés à l'article 1.3.

a) Le collège de l'Etat, visé à l'article 1.1, est représenté par 10 membres :

- Le Directeur général de la cohésion sociale ou son représentant ;
- Le Directeur de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques ou son représentant ;
- Le Directeur général de la santé ou son représentant ;
- Le Directeur général de l'enseignement scolaire, ou son représentant ;
- Le Directeur chargé de la jeunesse ou le Directeur des sports, ou son représentant ;
- Le Directeur des affaires criminelles et des grâces ou son représentant ;
- Le Directeur de la protection judiciaire de la jeunesse ou son représentant ;
- Le Directeur général de la police nationale ou son représentant ;
- le Directeur général des Collectivités Locales ou son représentant ;
- Le Directeur général de la gendarmerie nationale ou son représentant.

b) Le collège des départements, des collectivités à statut particulier et des collectivités d'outre-mer ayant compétence en matière de protection de l'enfance, visé à l'article 1.2, est représenté par quinze présidents de Conseils départementaux ou de collectivités, ou leurs représentants, élus par les membres du second collège réunis à l'Assemblée générale.

c) Le collège des personnes morales de droit public ou privé, visé à l'article 1.3, est représenté par cinq de ses membres élus par les membres du troisième collège réunis à l'Assemblée générale.

26.2. Durée du mandat et modalités d'élection

Les membres du collège visés à l'article 1.2 et les membres du collège visés à l'article 1.3 sont élus pour une durée de six ans renouvelable.

L'élection a lieu au scrutin pluri nominal à deux tours. Lors du premier tour, seuls les membres ayant obtenu la majorité absolue des voix exprimées sont déclarés élus. Lors du second tour, les membres sont déclarés élus à la majorité simple des voix exprimées.

26.3. Indemnités

Le mandat d'administrateur est exercé gratuitement. Toutefois, le Conseil d'administration peut allouer des indemnités de déplacements pour des missions qu'il confie aux administrateurs dans le cadre du budget voté par l'Assemblée générale.

26.4. Représentant du personnel

Un représentant du personnel Cadre (collège III) et un représentant du personnel non Cadre (collège I et II) assistent aux réunions du Conseil d'administration avec voix consultative pour l'ensemble des questions. Ils sont élus par le personnel du Groupement au sein de la Commission consultative paritaire, dans les conditions définies par le Cadre d'emploi.

Article 27 : Compétences du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration prend toutes les décisions qui ne relèvent pas de la compétence de l'Assemblée générale. Il délibère notamment sur les objets suivants :

27.1. Sur proposition du Président

- La nomination et la révocation du Directeur général du Groupement ;
- Le choix de désigner un Directeur de l'Observatoire national de la protection de l'enfance (ONPE) et un Directeur du Service national d'accueil téléphonique de l'enfance en danger (SNATED), ou de donner compétence au Directeur général pour exercer l'une de ces fonctions, conformément aux dispositions prévues à l'article 33 ;
- Le cas échéant, la nomination et la révocation, après avis du Directeur général du Groupement, du Directeur de l'ONPE et du Directeur du SNATED ;
- La Convention constitutive du Groupement ;
- Le Cadre d'emploi prévu à l'article 17 ci-dessus, ainsi que le Règlement intérieur des personnels et ses annexes ;
- Le Règlement intérieur du Groupement ;
- L'acceptation de l'adhésion au Groupement de nouvelles personnes morales de droit public ou privé au titre de l'article 1.3, qu'il soumet ensuite à l'approbation de l'Assemblée générale ;
- L'exclusion du Groupement de personnes morales de droit public ou privé relevant de l'article 1.3 et l'acceptation de leur retrait, qu'il soumet ensuite à l'approbation de l'Assemblée générale ;
- La Convention pluriannuelle d'objectifs ;
- La convocation des Assemblées générales et la fixation de leurs ordres du jour.

27.2. Sur proposition du Directeur général du Groupement

a) La nomination :

- du Directeur administratif et financier ;
- des membres du Comité technique du Service national d'accueil téléphonique pour l'enfance en danger (SNATED) relevant de l'article 42.1.c ;
- des membres du Conseil scientifique de l'Observatoire national de la protection de l'enfance (ONPE), conformément aux dispositions prévues à l'article 48.

b) La détermination des conditions de fonctionnement et d'organisation du Groupement, et de manière plus spécifique :

- l'adoption du Règlement financier et comptable du groupement ;
- l'adoption, après avis du Directeur de l'ONPE, du Règlement intérieur du Conseil scientifique de l'ONPE ;
- l'adoption, après avis du Directeur du SNATED, du Règlement intérieur du Comité technique du SNATED.

c) La programmation de l'activité du Groupement :

- l'approbation du budget initial du groupement et les budgets rectificatifs ;
- l'approbation du programme annuel d'activité ;
- l'approbation du programme annuel de recrutement du Groupement ;
- l'approbation, après avis du Conseil scientifique et du Directeur de l'ONPE, des financements d'études ou de recherches et d'évaluations externes, des aides financières à l'organisation de manifestations.

d) Le bilan de l'activité du Groupement :

- l'approbation du compte financier ;
- l'approbation du Rapport annuel d'activité.

e) L'acceptation des dons legs et subventions au-delà de la somme de 50 000 €, conformément à l'article 20.2 de la présente convention.

27.3. Délégation de pouvoir au Bureau

A titre exceptionnel, le Conseil d'administration peut mandater le Bureau, pour des opérations ponctuelles ou urgentes.

Article 28 : Fonctionnement du Conseil d'administration

28.1. Réunions et convocation

Le Conseil d'administration se réunit au moins deux fois par an et aussi souvent que l'intérêt du Groupement l'exige sur la convocation de son Président.

Le Conseil d'administration peut également être réuni à la demande du tiers de ses membres ou du Directeur général, ou du Commissaire du Gouvernement dans les conditions fixées à l'article 23.

Le Conseil d'administration est convoqué quinze jours au moins à l'avance, ou huit jours avant en cas de difficultés pour une séance extraordinaire.

La convocation indique l'ordre du jour et le lieu de réunion. Les documents afférents à l'ordre du jour sont transmis aux membres du Conseil d'administration au moins quinze jours avant la réunion, ou huit jours avant en cas de difficultés.

Des méthodes et techniques visant à simplifier les modalités de convocation ou de participation sont autorisées :

- réunion sur simple convocation par courriel,
- participation des membres pouvant se réaliser à distance (visioconférence ou conférence téléphonique),
- décision pouvant s'effectuer par utilisation de diverses technologies sécurisées (documents accessibles sur plateforme, vote électronique, etc.).

28.2. Quorums

Le Conseil d'administration délibère valablement si tous les collèges sont présents ou représentés et si la moitié de ses membres sont présents ou représentés.

Au cas où ces quorums ne sont pas atteints, le Président convoque dans un délai de quinze jours les membres du Conseil d'administration. Le Conseil d'administration délibère valablement quel que soit le nombre de personnes présentes ou représentées, dès lors que chacun des collèges est présent ou représenté.

28.3. Procurations

Le vote par procuration est autorisé. Toutefois, un administrateur ne peut recevoir plus de deux procurations à la fois. En outre, il ne peut recevoir de procuration que d'administrateurs issus du même collège que lui.

Article 29 : Remplacement des administrateurs

29.1. Vacance de siège

En cas de vacance de siège de représentants des deuxième et troisième collèges, le collège concerné, au sein de l'Assemblée générale, élit un nouvel administrateur.

Lorsqu'un représentant du deuxième ou troisième collège cesse d'exercer la fonction au titre de laquelle il siège au Conseil d'administration, il est remplacé par son successeur dans ladite fonction.

Dans les deux cas, ces nouveaux administrateurs poursuivent le mandat de leur prédécesseur jusqu'à son terme.

29.2. Création de nouveaux sièges

En cas de création de nouveaux sièges au sein des différents collèges, le mandat des nouveaux administrateurs est exercé à concurrence du délai qui reste à courir pour les mandats de leurs pairs.

Article 30 : Modalités de vote au sein du Conseil d'administration

30.1. Répartition des voix par collège et par membre

Pour la détermination du résultat des votes, les voix sont affectées des valeurs suivantes au sein de chaque collège :

-Pour le vote relatif à l'adoption du budget initial, des budgets rectificatifs, et du compte financier :

- le collège des représentants de l'Etat, visé à l'article 1.1, dispose de 15 voix : chacun des membres du collège Etat dispose à ce titre d'1,5 voix ;
- le collège des départements, des collectivités à statut particulier et des collectivités d'outre-mer ayant compétence en matière de protection de l'enfance, visé à l'article 1.2, dispose de 15 voix : chacun des membres du collège des départements et des collectivités dispose à ce titre d'1 voix.

-Pour toutes les autres questions, y compris les questions ayant une incidence budgétaire :

- le collège des représentants de l'Etat, visé à l'article 1.1, dispose de 15 voix : chacun des membres du collège Etat dispose à ce titre d'1,5 voix ;
- le collège des départements, des collectivités à statut particulier et des collectivités d'outre-mer ayant compétence en matière de protection de l'enfance, visé à l'article 1.2, dispose de 15 voix : chacun des membres du collège des départements et des collectivités dispose à ce titre d'1 voix ;
- le collège des personnes morales de droit public ou privé, visé à l'article 1.3, dispose de 5 voix : chacun des membres du collège des associations dispose à ce titre d'1 voix.

30.2. Délibérations

Les délibérations sont adoptées à :

- la majorité absolue des voix exprimées par les membres des collèges visés à l'article 1.1 et 1.2, lorsqu'elles ont trait à l'adoption du budget initial, des budgets rectificatifs, et du compte financier ;
- la majorité simple des voix exprimées par l'ensemble des membres du Conseil d'administration présents ou représentés, lorsqu'elles ont trait à toute autre question, y compris les questions ayant une incidence budgétaire.

En cas de partage des voix, la voix du Président, ou en son absence, du Vice-président, président de séance, est prépondérante.

Article 31 : Président du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration élit parmi ses membres un Président et deux Vice-présidents pour une durée de six ans renouvelable une fois. Chaque collège est représenté.

Lorsque le Président cesse d'exercer la fonction au titre de laquelle il siège au Conseil d'administration, il peut demeurer en fonction jusqu'à la prochaine Assemblée générale. A l'issue de cette Assemblée générale, un Conseil d'administration extraordinaire est convoqué pour élire un nouveau Président, dont le mandat s'exercera à concurrence du délai qui reste à courir pour les autres membres du Conseil d'administration.

Le Président du Conseil d'administration :

- convoque le Conseil d'administration aussi souvent que l'intérêt du Groupement l'exige et au moins deux fois par an ; avant le 15 Mars pour arrêter les comptes qui seront soumis à l'Assemblée générale, et avant le 30 novembre pour arrêter le projet de budget,
- préside les séances du Conseil d'administration.

En l'absence du Président, le Conseil d'administration est présidé par un des deux Vice-présidents.

Article 32 : Bureau du Conseil

Le Bureau est composé de huit membres désignés ou élus par les membres du Conseil d'administration :

- Le Président du Conseil d'administration ;
- Les deux Vice-présidents ;
- Deux autres représentants du collège de l'Etat désignés parmi les membres du Conseil d'administration relevant de ce collège ;
- Deux autres représentants du collège des départements, des collectivités à statut particulier et des collectivités d'outre-mer ayant compétence en matière de protection de l'enfance élus à la majorité simple parmi les membres du Conseil d'administration relevant de ce collège ;
- Un autre représentant du collège des associations élu à la majorité simple parmi les membres du Conseil d'administration relevant de ce collège.

Les membres du Bureau sont désignés ou élus pour une durée de six ans. Cette durée peut être raccourcie en cas de renouvellement anticipé du Conseil d'administration, conformément aux dispositions prévues à l'article 24.3.

Article 33 : Directeur général du Groupement

Le Directeur général du Groupement est nommé par le Conseil d'administration sur proposition de son Président et après examen des candidatures par le Bureau.

Le Directeur général du Groupement dirige, dans les conditions fixées par le Conseil d'administration, l'ensemble des activités relatives au fonctionnement du Groupement et à sa gestion. Il est l'ordonnateur principal du Groupement.

A ce titre, en liaison avec les Directeurs de services, il :

- participe, à titre consultatif, à l'Assemblée générale, ainsi qu'aux réunions du Conseil d'administration et du Bureau ;
- veille à la réalisation des décisions prises par l'Assemblée générale, le Conseil d'administration et le Bureau ;
- assure la coordination entre les services du Groupement ;
- assure le recrutement et la gestion des personnels dans les conditions prévues par les articles 15 à 17 de la présente convention ;
- assure la communication relative aux activités ;
- assure la gestion administrative, la préparation et le suivi du budget.

Pour l'exercice de ses missions, le Directeur général du Groupement peut :

- déléguer sa signature aux Directeurs de services afin qu'ils mettent en œuvre leurs missions spécifiques ;
- donner au Directeur administratif et financier délégation de signature pour l'exécution des opérations administratives et financières afférentes au fonctionnement du Groupement, pour les missions qui entrent dans sa compétence.

Le Directeur général du Groupement propose au Conseil d'administration la nomination du Directeur administratif et financier.

Par ailleurs, en lien avec les Directeurs de services concernés, il propose :

- La nomination :
 - des membres du Comité technique du SNATED relevant de l'article 42.1.c ;
 - des membres du Conseil scientifique de l'ONPE, conformément aux dispositions prévues à l'article 48.
- La détermination des conditions de fonctionnement et d'organisation du Groupement, et de manière plus spécifique :
 - le Règlement financier et comptable du groupement ;
 - le Règlement intérieur du Conseil scientifique de l'ONPE ;
 - le Règlement intérieur du Comité technique du SNATED.
- La programmation de l'activité du Groupement :
 - le budget initial et les budgets rectificatifs ;
 - le programme annuel d'activité ;
 - le programme annuel de recrutement du Groupement ;
 - la détermination, après avis du Conseil scientifique et du Directeur de l'ONPE, des financements d'études ou de recherches et d'évaluations externes, des aides financières à l'organisation de manifestations, dans la limite des crédits inscrits au budget de l'ONPE.
- Le bilan de l'activité du Groupement :
 - le compte financier ;
 - le Rapport annuel d'activité.
- L'acceptation des dons legs et subventions, au-delà de la somme de 50 000 €, conformément à l'article 20.2 de la présente convention.

Dans les rapports avec les tiers, il engage le GIP Enfance en Danger pour tout acte relevant de sa qualité.

Sur décision du Conseil d'administration, le Directeur général du Groupement peut être amené à cumuler les fonctions de Directeur général du Groupement avec les fonctions de Directeur de l'ONPE ou bien avec les fonctions de Directeur du SNATED.

Article 34 : Directeur du SNATED

Lorsque le choix est fait d'en désigner un, le Directeur du SNATED est nommé par le Conseil d'administration sur proposition de son Président, après examen des candidatures par le Bureau et avis du Directeur général du Groupement.

Le Directeur du SNATED dirige dans les conditions fixées par le Conseil d'administration, l'ensemble des activités du SNATED.

Il veille à la mise en œuvre des décisions prises par l'Assemblée générale, le Conseil d'administration et le Bureau relatives au SNATED.

En collaboration avec le Directeur général du Groupement, le Directeur du SNATED assure :

- Le pilotage et l'encadrement technique et hiérarchique du SNATED ;
- La réalisation des missions et objectifs pluriannuels du SNATED ;
- Le recrutement des personnels du SNATED, en lien avec le Directeur administratif et financier ;
- La communication externe du service et les relations partenariales avec les départements, les acteurs institutionnels et associatifs.

Il élabore l'analyse statistique annuelle des données d'activité du SNATED en lien avec la personne en charge du suivi statistique.

Il suit les dossiers juridiques et éventuels contentieux en lien avec l'activité du SNATED.

Le Directeur du SNATED est associé à la préparation du budget du Groupement et au suivi de celui du SNATED.

Le Directeur du SNATED participe, à titre consultatif, à l'Assemblée générale et aux réunions du Conseil d'administration.

Il peut également participer, à titre consultatif, au Bureau pour les questions relatives au SNATED.

Article 35 : Directeur de l'ONPE

Lorsque le choix est fait d'en désigner un, le Directeur de l'ONPE est nommé par le Conseil d'administration sur proposition de son Président, après examen des candidatures par le Bureau et avis du Directeur général du Groupement.

Le Directeur de l'ONPE dirige sous les conditions fixées par le Conseil d'administration, l'ensemble des activités de l'ONPE.

Il veille à la mise en œuvre des décisions prises par l'Assemblée générale, le Conseil d'administration et le Bureau, relatives à l'ONPE.

En collaboration avec le Directeur général du Groupement, le Directeur de l'ONPE assure :

- Le pilotage scientifique de l'ONPE ;
- La réalisation des missions et objectifs pluriannuels de l'ONPE ;
- Le recrutement des personnels de l'ONPE, en lien avec le Directeur administratif et financier ;
- La communication externe du service.

Il élabore le Rapport annuel au Gouvernement et au Parlement tel que prévu à l'article L.226.6 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

En lien avec le Directeur général, le Directeur de l'ONPE propose pour approbation du Conseil d'administration :

- La nomination des personnes qualifiées, membres du Conseil scientifique, après avis du Bureau ;

- Les recherches retenues par le Conseil scientifique dans le cadre de l'appel d'offre annuel.

Le Directeur de l'ONPE est associé à la préparation du budget du Groupement et au suivi de celui de l'Observatoire.

Dans les rapports avec les tiers, il engage l'ONPE pour tout acte relevant de sa qualité, à l'exclusion des actes de gestion administrative et financière.

Il participe, à titre consultatif, à l'Assemblée générale, et aux réunions du Conseil d'administration.

Il peut également participer, à titre consultatif, au Bureau pour les questions relatives à l'ONPE.

Article 36 : Règlement intérieur du Groupement et Règlement financier et comptable

Le Règlement intérieur du Groupement ainsi que le Règlement financier et comptable du Groupement sont approuvés par le Conseil d'administration, après avis respectif du Président et du Directeur général du Groupement.

TITRE IV

MISSIONS, ORGANISATION ET ACTIVITE DU SNATED, ET DISPOSITIONS RELATIVES AU RECUEIL ET AU TRAITEMENT DES INFORMATIONS NOMINATIVES CONCERNANT DES MINEURS ET LEURS FAMILLES

Article 37 : Ouverture du service

Le Service national d'accueil téléphonique pour l'enfance en danger (SNATED) est accessible sans interruption par le numéro national d'urgence 119.

Article 38 : Missions du SNATED

Conformément à l'article L.226-6 du Code de l'Action Sociale et des Familles, « le service d'accueil téléphonique répond, à tout moment, aux demandes d'information ou de conseil concernant les situations de mineurs en danger ou présumés l'être. Il transmet immédiatement au Président du Conseil départemental ou de la collectivité ayant compétence en matière de protection de l'enfance, selon le dispositif mis en place en application de l'article L.226-3, les informations préoccupantes qu'il recueille et les appréciations qu'il formule à propos de ces mineurs ».

Il oriente vers les services étrangers compétents toute situation de mineur en danger ou en difficulté et qui ne relève pas de la compétence des autorités françaises.

Il participe aux activités du réseau international des lignes téléphoniques pour la protection des enfants.

Article 39 : Transmission des informations recueillies et des appréciations formulées

Le SNATED transmet immédiatement au Président du Conseil départemental ou de la collectivité compétent, selon les modalités fixées dans son département en application de l'article L.226-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, les informations préoccupantes qu'il recueille relatives à une situation de mineur en danger ou en risque de l'être. Cette transmission est adressée à la cellule de recueil, de traitement et d'évaluation des informations préoccupantes (CRIP) au moyen d'un document, dénommé Notice 1, annexé à la présente convention.

Lorsque la gravité de la situation l'impose, le SNATED peut transmettre un signalement d'enfant en danger au Procureur de la République. Dans le respect de l'article L.226-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles, il adresse une copie de ce document au Président du Conseil départemental ou de la collectivité.

En cas de péril grave, actuel ou imminent, pouvant avoir des conséquences directes sur la vie du mineur, le SNATED doit solliciter l'intervention des services de premières urgences avec transmission de la saisine écrite aux services concernés et copie au Président du Conseil départemental, ou de la collectivité ayant compétence en matière de protection de l'enfance.

Le SNATED peut également transmettre au Ministère chargé des affaires étrangères, aux fins de saisine immédiate des autorités locales étrangères, toute situation d'enfant en danger ou présumé l'être et qui ne relève pas de la compétence des autorités françaises.

Article 40 : Communication des mesures prises

Lorsqu'il a été destinataire par le SNATED d'une information relative à une situation, le Président du Conseil départemental, ou de la collectivité ayant compétence en matière de protection de l'enfance, fait connaître au SNATED les suites apportées à l'évaluation qui a été menée par ses services à l'égard du mineur et de sa famille. Cette communication est faite dans un délai de 3 mois au moyen d'un document, dénommé Notice 2, annexé à la présente convention.

Article 41 : Coordination avec les services départementaux

Conformément aux dispositions de l'article L.226-6 du Code de l'Action Sociale et des Familles, « le Président du Conseil départemental ou de la collectivité ayant compétence en matière de protection de l'enfance, informe le groupement des modalités de fonctionnement permanent du dispositif départemental ».

41.1. Délais de transmission des protocoles

Pour assurer cette information, les Présidents de Conseils départementaux, et des collectivités ayant compétence en matière de protection de l'enfance, transmettent au Directeur général du Groupement, dans un délai de trois mois suivant la publication de

l'arrêté portant approbation de la présente convention, les protocoles départementaux élaborés en application de l'article L.226-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

Dans le cas où un nouveau protocole est signé après cette échéance, il revient au Président de Conseil départemental, ou de la collectivité ayant compétence en matière de protection de l'enfance, concerné de le transmettre au Directeur général du Groupement dans un délai de trois mois suivant sa signature.

41.2. Nature des informations à transmettre au SNATED

Lorsque le protocole transmis par chaque département ne contient pas déjà ces informations, une annexe est ajoutée, qui mentionne notamment :

- Les services auxquels le SNATED transmet les situations de mineurs en danger ou en risque de l'être selon les modalités définies à l'article 39 de la présente convention ;
- Les services qui informent le SNATED des mesures prises conformément aux stipulations de l'article 40 de la présente convention ;
- Les services qui assurent la conservation des Notices 1 et 2 définies aux articles 39 et 40 de la présente convention ;
- Les conditions dans lesquelles les modifications apportées par le département à son dispositif de coordination sont signalées au SNATED.

Article 42 : Comité technique du SNATED

42.1. Composition du Comité technique

a/ Membres de droit :

- le Directeur général du Groupement et le Directeur du SNATED ;
- le Directeur général de la cohésion sociale ou de son représentant ;
- le Défenseur des droits ou de son représentant.

b/ Membres élus par le Conseil d'administration :

- un administrateur issu du collège de l'Etat, visé à l'article 1.1, désigné par le Conseil d'administration ;
- deux administrateurs issus du collège des départements, des collectivités à statut particulier et des collectivités d'outre-mer ayant compétence en matière de protection de l'enfance, visé à l'article 1.2, désignés par le Conseil d'administration ;
- deux administrateurs issus du collège des personnes morales de droit public ou privé, visé à l'article 1.3, désignés par le Conseil d'administration.

c/ Membres désignés par le Conseil d'administration, sur proposition du Directeur général du Groupement, après avis du Directeur du SNATED :

- deux représentants du personnel : un coordonnateur et un écoutant ;
- huit experts et personnes qualifiées désignés par le Conseil d'administration après examen des candidatures par le Bureau.

Les membres du Comité technique sont désignés pour une durée de trois ans, renouvelable une fois.

Le Comité technique se réunit au minimum une fois par semestre.

42. 2. Compétences du Comité technique

Le Comité technique compétent pour le SNATED, auprès du Directeur général, est consulté sur :

- Les modalités suivant lesquelles le SNATED exerce les missions fixées au 2^{ème} alinéa de l'article L.226-6 du Code de l'Action Sociale et des Familles, et ses conditions d'activité ;
- Les modalités de liaison entre le SNATED et les dispositifs de coordination organisés dans les départements en application de l'article L.226-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- Les études statistiques réalisées par le SNATED à partir de son activité ;
- Les notices visées aux articles 39 et 40 de la présente convention ;
- Les activités de formations organisées par le SNATED ;
- Les publications du SNATED ;
- L'évaluation de l'activité du SNATED.

Article 43 : Activités de formation et de publication

Le service peut organiser des activités de formation et de publication à l'intention des professionnels concernés par les situations de mineurs en danger ou en risque de danger. Il publie des documents en relation avec ses activités.

Article 44 : Avis de la CNIL

Les Notices 1 et 2 visées aux articles 39 et 40 de la présente convention et les conditions de leur traitement sont fixées après avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés prévu à l'article 6 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée en 2004 et notamment son article 25-1-7.

Article 45 : Le recueil, le traitement, la conservation des données et l'utilisation des notices

Considérant les avis de la CNIL rendus par délibérations n°89-146 du 19 décembre 1989, 90-068 du 12 juin 1990 et 00-063 du 30 novembre 2000 et 2011-274 du 21 septembre 2011 concernant la collecte, le traitement et la conservation des données recueillies par le SNATED, et notamment le traitement des Notices 1 et 2.

45.1 L'établissement, la conservation et le traitement des notices sont assurés par le SNATED conformément, d'une part aux articles 26 deuxième alinéa, 27, 28, 29, 31, 34, 35, 36, 37, 38 et 40 de la loi précitée du 6 janvier 1978 et, d'autre part à l'acte réglementaire concernant la mise en œuvre de l'application informatique relative à la gestion des appels, annexé à la présente Convention constitutive.

45.2 Les données personnelles recueillies dans le cadre du numéro d'urgence 119 ne peuvent être utilisées que par les personnels habilités du SNATED pour les besoins de gestion des appels et pour la réalisation d'études et d'analyses statistiques non nominatives. Les Notices 1 ne peuvent être transmises par le SNATED qu'aux cellules de recueil, de traitement et d'évaluation des informations préoccupantes (CRIP) directement sous l'autorité des Présidents de Conseils départementaux et des collectivités à statut particulier et les collectivités d'outre-mer ayant compétence en matière de protection de l'enfance, aux parquets, en cas de signalement, aux services de police et de gendarmerie, en cas de réquisition ou aux représentations consulaires et/ou organisme officiels de protection de

l'enfance dans les cas de mineurs français domiciliés à l'étranger ou de mineurs étrangers de passage sur le territoire français.

La saisine des services de première urgence est réalisée au moyen d'un document spécifique selon les conditions définies à l'article 39 de la présente convention.

45.3 Le SNATED conserve les informations recueillies en base active sur support informatique, pendant une durée de 3 ans, les données sont ensuite archivées de manière sécurisée pendant 25 ans pour couvrir les délais de prescription définis par les articles 7 et 8 du code de procédure pénale.

45.4 Les notices 1 et 2 ne peuvent être utilisées par les services départementaux, et des collectivités ayant compétence en protection de l'enfance, que pour l'exercice des missions prévues à l'article L.221-1-5° du Code de l'Action Sociale et des Familles.

Article 46 : Accès au dossier

Les informations recueillies dans le cadre du SNATED sont couvertes par le secret professionnel : article L.226-13 du Code pénal, article L.226-9 du Code de l'Action Sociale et des Familles et avis n°20101913-NR de la CADA du 10 mai 2010. Dès lors, dans le respect du secret professionnel, aucun droit d'accès direct ou indirect ne saurait être mis en œuvre, conformément à la délibération de la CNIL n°2011-274 en date du 21 septembre 2011.

TITRE V

MISSIONS, ORGANISATION ET ACTIVITE DE L'ONPE

Article 47 : Missions et fonctions de l'Observatoire national de la protection de l'enfance (ONPE)

Conformément à l'article L.226-6 du Code de l'Action Sociale et des Familles, l'Observatoire national de la protection de l'enfance (ONPE) contribue au recueil et à l'analyse des données et des études concernant la protection de l'enfance, en provenance de l'Etat, des collectivités territoriales, des établissements publics, des fondations et des associations œuvrant en ce domaine. Il contribue à la mise en cohérence des différentes données et informations, à l'amélioration de la connaissance des phénomènes de mise en danger des mineurs et recense les pratiques de prévention ainsi que de dépistage et de prise en charge médico-sociale et judiciaire des mineurs en danger, dont les résultats évalués ont été jugés concluants, afin d'en assurer la promotion auprès de l'Etat, des collectivités territoriales, des établissements publics, des fondations et des associations œuvrant dans ce domaine. Il présente au Gouvernement et au Parlement un Rapport annuel rendu public.

L'ONPE a pour finalité d'améliorer la connaissance relative aux mineurs en danger ou en risque de danger, et aux phénomènes de maltraitance envers les mineurs, d'éclairer les débats et d'aider à la prise de décisions améliorant la situation des enfants, des adolescents

et de leurs familles en développant les pratiques de prévention, de dépistage et de prise en charge.

La poursuite de ces missions amène à distinguer les fonctions suivantes :

- Appui technique aux départements et aux administrations dans leur activité de recueil d'information, de conduite ou de commandite d'études, de recherches et d'évaluation relevant de leurs compétences dans les champs de l'enfance maltraitée et de la protection de l'enfance ;
- Travail en coopération avec les partenaires de l'ONPE produisant des données chiffrées concernant les enfants en danger ou en risque de danger, animation d'un travail de mise en cohérence des concepts, des définitions et des procédures de collectes et de traitements des données. Identification des secteurs non couverts, afin d'aboutir progressivement à une connaissance statistique partagée et fiable du nombre des enfants concernés, des mesures mises en œuvre puis du devenir des enfants et des familles concernées ;
- Conduite, coordonnée avec les institutions concernées, d'études, de recherches et d'évaluations. Mise au point de bilans des connaissances disponibles, identification des besoins de connaissance, lancement, accompagnement, évaluation et diffusion de travaux à réaliser par des organismes prestataires ou par des partenaires de l'ONPE. Organisation de manifestations (congrès, colloques, conférences de consensus etc.) et diffusion de travaux relevant de la protection de l'enfance ;
- Recensement des actions innovantes, ayant fait l'objet d'une évaluation, relatives à la protection des enfants en danger ou en risque de danger, à la prévention et à la lutte contre toutes les maltraitances et à l'amélioration des conditions de vie des enfants ;
- Recensement et référencement, des travaux d'études et de recherches qui requièrent la création d'une banque de données informatisées destinée à favoriser l'accès aux données chiffrées et aux études pour les professionnels, les chercheurs et le public ;
- Fonction d'interface dans le domaine international, participation aux activités du réseau européen des observatoires de l'enfance.

Article 48 : Le Conseil scientifique de l'ONPE

48.1 Composition et mode de désignation

Conformément à l'article 27.2 de la présente convention, les membres du Conseil scientifique de l'ONPE sont nommés par le Conseil d'administration, sur proposition du Directeur général du Groupement, après avis du Directeur de l'ONPE, et examen du Bureau.

Le Conseil scientifique comprend seize membres :

Huit représentants d'organismes commanditaires de recherches dans le domaine de la protection de l'enfance :

- La Direction générale de la cohésion sociale ;
- La Direction générale de la recherche et de l'innovation (DGRI) ;
- L'Institut national des études démographiques (INED) ;
- La Mission de recherche droit et justice ;
- L'Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice (INHESJ) ;
- La Fondation de France ;
- L'Association nationale des directeurs d'action sociale et de santé des conseils généraux (ANDASS) ;
- L'Observatoire national de l'action sociale décentralisée (ODAS).

Ces personnalités sont proposées par leurs institutions de rattachement.

Huit chercheurs français ou étrangers en activité, choisis à titre personnel, connus pour leurs travaux dans les domaines de compétence de l'ONPE.

Le Directeur de l'ONPE, ou son représentant, participe aux réunions du Conseil scientifique et en assure le secrétariat.

48.2 Remplacement des membres du Conseil Scientifique

Les membres choisis à titre personnel exercent leur mandat pendant quatre ans. Le mandat peut être renouvelé une fois, à titre exceptionnel, par le Conseil d'administration du GIP Enfance en Danger, sur proposition du Directeur général, après avis du Directeur de l'ONPE conformément à l'article 27.2 de la Convention constitutive.

48.3 Missions

Le Conseil scientifique est une instance d'expertise, de conseil et de proposition.

Il peut être consulté autant que de besoin par le Directeur de l'ONPE, sur des questions relevant de sa compétence.

Le Conseil scientifique instruit les dossiers de candidatures en réponse à l'appel d'offres annuel, en matière d'études et de recherches.

Le Conseil scientifique examine, évalue et le cas échéant classe les projets d'études, de recherches, ou d'évaluation, les projets d'aide à l'organisation de congrès, colloques, conférences de consensus, etc., susceptibles d'être financés par l'ONPE.

Le Conseil scientifique participe, avec l'équipe de l'ONPE, à l'accompagnement des recherches en cours et évalue les travaux achevés. Dans ce cadre, il peut proposer au Directeur de l'ONPE de recourir ponctuellement à l'avis de chercheurs français ou étrangers non membres du Conseil scientifique.

L'avis du Conseil scientifique est consultatif. La sélection et le financement des projets d'études et de recherches sont décidés par le Conseil d'administration après avis du Conseil Scientifique, communiqué dans les délais prévu à l'article 28.1 de la présente convention.

L'avis du Conseil scientifique est consultatif. La sélection et le financement des projets d'études et de recherches sont décidés par le Conseil d'administration après avis du Conseil Scientifique, communiqué dans les délais prévu à l'article 28.1 de la présente convention.

48.4 Organisation

Le Conseil scientifique se réunit au moins deux fois par an sur convocation du Directeur de l'ONPE, après concertation avec le Président du Conseil scientifique. Les décisions du Conseil scientifique sont prises à la majorité simple des voix exprimées par l'ensemble des membres présents ou représentés. En cas d'égalité, la voix du Président est prépondérante.

L'activité de membre du Conseil scientifique ne donne pas lieu à rétribution. Les frais de missions pourront être remboursés dans les conditions fixées par le Conseil d'administration.

48.5 Le Président du Conseil Scientifique

Le Président du Conseil scientifique est élu, pour un mandat de quatre ans, par l'ensemble des membres du Conseil parmi les huit chercheurs membres du Conseil à titre personnel. Il est assisté d'un Vice-président, désigné dans les mêmes conditions et qui supplée le Président en cas d'empêchement.

Le Président est invité à participer à titre consultatif aux réunions de l'Assemblée générale et du Conseil d'administration pour toute question relative à l'activité scientifique de l'ONPE.

Article 49 : Dispositions relatives à la mise en cohérence des données chiffrées permettant une meilleure connaissance de la population des enfants en protection de l'enfance

L'ONPE recense et analyse les sources existantes concernant les enfants pris en charge au titre de la protection de l'enfance.

La loi du 5 mars 2007 réformant la protection de l'enfance a prévu la transmission des données recueillies dans le cadre de la protection de l'enfance, sous forme anonyme, à l'observatoire départemental de la protection de l'enfance ainsi qu'à l'Observatoire national de la protection de l'enfance. Le décret d'application n°2011-222 du 28 février 2011, pris après avis favorable de la CNIL, abrogé par le décret n°2016-1966 du 28 décembre 2016, organise ce recueil et cette transmission pour disposer de données individuelles, anonymes et longitudinales.

L'ONPE exerce une mission d'appui auprès des départements, notamment en formulant des recommandations auprès des départements concernant le respect des formalités préalables auprès de la CNIL ainsi que leurs obligations de sécurité et de confidentialité dans le recueil des données. Ces préconisations sont réunies dans un guide à destination des départements, approuvé par un Comité de pilotage. Un outil d'aide à la saisie des données, élaboré dans les mêmes conditions, est également transmis aux départements.

TITRE VI

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET DISPOSITIONS DIVERSES

Article 50 : Annexes

La présente convention comporte en annexe :

- Les Notices 1 et 2 prévues aux articles 39 et 40 ci-dessus ;
- L'acte réglementaire concernant la mise en œuvre du traitement automatisé des informations nominatives permettant la gestion des appels reçus par le Service National d'Accueil Téléphonique pour l'Enfance en Danger ;
- L'acte réglementaire concernant la mise en œuvre des sites Internet du GIP (Dispense n°7).

Article 51 : Dissolution et liquidation

51.1. Conditions de dissolution du Groupement

Le Groupement est dissous :

- par abrogation de l'arrêté d'approbation ;

- par décision de l'Assemblée générale prise à la majorité des deux tiers des membres de chacun des trois collèges.

51.2. Modalités de dissolution du Groupement

La dissolution du Groupement entraîne sa liquidation. L'Assemblée générale est compétente pour prononcer la dissolution du groupement ainsi que pour prendre les mesures nécessaires à sa liquidation ; elle fixe les modalités de la liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs.

Article 52 : Condition suspensive

La présente convention, son renouvellement et ses modifications sont conclus sous réserve de leur approbation et de leur publication par les autorités compétentes

Article 53 : Signature de la Convention constitutive

La présente convention est signée par chacun des membres du Groupement dans un délai de six mois suivant la publication de l'arrêté déterminant sa date d'entrée en vigueur.

CONVENTION CONSTITUTIVE **du GIP Enfance en Danger** _____

Approbation lors de l'Assemblée générale du GIPED : 22.11.2017

Arrêté ministériel : 31.07.2018

Parution au journal officiel : 10.08.2018

Nom :

Prénom :



Fonction :

Date :

Signature :

Annexes

SNATED : Notice 1

 Enfance en danger	 Paris, le mardi 11 septembre 2018.
FICHE D'ENTRETIEN n° 5241508	
Transmission d'Informations au Département	
Département : DC - Non-défini N° d'appel : 5241508 Correspondant : Fax : Coordonnateur 119 : Ecouteur :	Date et heure de l'appel : mardi 11 septembre 2018 à 15:24 Durée de l'appel : 00h03m Intervention urgente
Informations enfant(s)	
Enfant (8-11 ans) Féminin	
Jeune enfant (3-6 ans) Masculin	
Informations auteur(s) présumé(s)	
Masculin	
Féminin	
Informations appelant(s)	
Adulte Masculin Voisin	
Objet principal de l'appel	
Situation d'enfant en danger ou en risque de l'être	
Informations recueillies concernant l'enfant	
Comportement du mineur / jeune majeur : Attitudes de crainte - inhibition - repli sur soi Scolarité : Déscolarisation	
<small>GIP Enfance en danger - BP 90302 - 75823 PARIS Cedex 17 Tél : 01 53 06 58 63 - Fax : 01 53 05 68 61 Courriel : centreCoordination@119.gouv.fr - Site web : www.119.gouv.fr</small>	
<small>Appel n° 5241508</small>	<small>1/2</small>


Informations recueillies concernant les parents ou les adultes de référence			
Comportement des parents : Consommation d'alcool			
Informations recueillies concernant l'environnement			
Environnement socio-économique : Conditions matérielles inadaptées			
Enfant(s) concerné(s) par l'appel			
AUTEUR(S) PRESUME(S)			
ENFANT(S)	Enfant 1 : Enfant (6-11 ans)	Père Violences physiques envers l'enfant	Mère Violences psychologiques envers l'enfant
	Enfant 2 : Jeune enfant (3-6 ans)	Beau-père ou Compagnon Violences physiques envers l'enfant	Mère Violences psychologiques envers l'enfant
Compte rendu de l'appel			
Conformément à l'avis de la CADA du 10 mai 2010 confirmé le 21 septembre 2011 par la délibération n°2011-274 de la CNIL, les informations recueillies par le SHATED sont couvertes par le secret professionnel et ne peuvent être communiquées quelle que soit la qualité d'intéressé ou non du demandeur.			
Texte du compte-rendu			
Orientations conseillées			
Lieu d'écoute et de soins : Psychologique			

Appel n° 5241506

GIP Enfance en danger - BP 30302 - 75923 PARIS Cedex 17
Tél. : 01 53 06 68 68 - Fax : 01 53 06 68 61
Courriel : cadreCoordination@ato119.gouv.fr - Site web : www.ato119.gouv.fr

2/2

SNATED : Notice 2

GIP Enfance en Danger																		
RETOUR D'EVALUATION DU DEPARTEMENT - n° 5228833																		
Informations administratives Département : 22 - COTES D'ARMOR N° d'appel : 5228833 Correspondant : Coordonnateur : N° Ecoutant : 41	Date de l'appel : mardi 04 septembre 2018 à 19:39																	
Cette évaluation concerne la famille, l'enfant, l'institution : xxxxxxx																		
Evaluation faite par :																		
<table style="width: 100%;"> <tr> <td style="text-align: center;">Service social</td> <td style="text-align: center;">IPMI</td> <td style="text-align: center;">ASE</td> <td style="text-align: center;">Service social scolaire</td> </tr> <tr> <td colspan="4"> <input type="checkbox"/> Autres services contactés (Ecole, service social scolaire, CMPP, etc.) </td> </tr> <tr> <td colspan="4" style="height: 20px;"></td> </tr> <tr> <td colspan="4"> 1ère rencontre avec la famille : <div style="border: 1px solid black; width: 150px; height: 15px; display: inline-block;"></div> </td> </tr> </table>			Service social	IPMI	ASE	Service social scolaire	<input type="checkbox"/> Autres services contactés (Ecole, service social scolaire, CMPP, etc.)								1ère rencontre avec la famille : <div style="border: 1px solid black; width: 150px; height: 15px; display: inline-block;"></div>			
Service social	IPMI	ASE	Service social scolaire															
<input type="checkbox"/> Autres services contactés (Ecole, service social scolaire, CMPP, etc.)																		
1ère rencontre avec la famille : <div style="border: 1px solid black; width: 150px; height: 15px; display: inline-block;"></div>																		
Transmission communiquée à :																		
<table style="width: 100%;"> <tr> <td><input type="checkbox"/> Autre département</td> <td><input type="checkbox"/> IP Nationale</td> </tr> <tr> <td colspan="2"> <input type="checkbox"/> Services habilités (AEMO, Investigation, etc.) </td> </tr> <tr> <td colspan="2" style="height: 20px;"></td> </tr> <tr> <td><input type="checkbox"/> Parquet</td> <td> <input type="checkbox"/> JE <input type="checkbox"/> JAF <input type="checkbox"/> Inspection académique </td> </tr> <tr> <td colspan="2"> <input type="checkbox"/> Renvoi du parquet vers CG </td> </tr> </table>			<input type="checkbox"/> Autre département	<input type="checkbox"/> IP Nationale	<input type="checkbox"/> Services habilités (AEMO, Investigation, etc.)				<input type="checkbox"/> Parquet	<input type="checkbox"/> JE <input type="checkbox"/> JAF <input type="checkbox"/> Inspection académique	<input type="checkbox"/> Renvoi du parquet vers CG							
<input type="checkbox"/> Autre département	<input type="checkbox"/> IP Nationale																	
<input type="checkbox"/> Services habilités (AEMO, Investigation, etc.)																		
<input type="checkbox"/> Parquet	<input type="checkbox"/> JE <input type="checkbox"/> JAF <input type="checkbox"/> Inspection académique																	
<input type="checkbox"/> Renvoi du parquet vers CG																		
Situation de la famille et des enfants :																		
Inconnue du département	<table style="width: 100%;"> <tr> <td style="vertical-align: top;"> Connus pour : </td> <td> <input type="checkbox"/> Problèmes éducatifs <input type="checkbox"/> Problèmes liés au logement <input type="checkbox"/> Difficultés scolaires (absentéisme ...) <input type="checkbox"/> Difficultés économique et sociales <input type="checkbox"/> Maltraitance <input type="checkbox"/> Violences conjugales <input type="checkbox"/> Autre (à préciser) </td> </tr> <tr> <td colspan="2" style="height: 20px;"></td> </tr> </table>		Connus pour :	<input type="checkbox"/> Problèmes éducatifs <input type="checkbox"/> Problèmes liés au logement <input type="checkbox"/> Difficultés scolaires (absentéisme ...) <input type="checkbox"/> Difficultés économique et sociales <input type="checkbox"/> Maltraitance <input type="checkbox"/> Violences conjugales <input type="checkbox"/> Autre (à préciser)														
Connus pour :	<input type="checkbox"/> Problèmes éducatifs <input type="checkbox"/> Problèmes liés au logement <input type="checkbox"/> Difficultés scolaires (absentéisme ...) <input type="checkbox"/> Difficultés économique et sociales <input type="checkbox"/> Maltraitance <input type="checkbox"/> Violences conjugales <input type="checkbox"/> Autre (à préciser)																	
<div style="border: 1px solid black; padding: 5px; margin: 0 auto; width: 80%;"> GIP Enfance en danger – BP 50302 75823 Paris Cedex 17 Tél : 01 53 08 68 65 – Fax : 01 53 08 68 60 </div>																		

GIP Enfance en Danger



Situation ne donnant pas lieu à mesure :

- ☐ Famille non trouvée/non identifiée ☐ Départ du mineur ☐ Mineur plus exposé au danger
☐ Pas de danger ou de risque de danger

Suivis en place :

Suivi Médico-social	Orientations	Autres
PMI	<input type="checkbox"/> CMP/CMPP	<input type="checkbox"/> Mise à disposition - Vigilance Service Social
<input type="checkbox"/> Secteur	<input type="checkbox"/> Parentalité (REAP, Maisons vertes, ...)	<input type="checkbox"/> Vigilance - Service Social Scolaire
	<input type="checkbox"/> Médiation	<input type="checkbox"/> Suivi préventif
	<input type="checkbox"/> Internat	
	<input type="checkbox"/> Prof. Santé	
	<input type="checkbox"/> Hospitalisation	

Synthèse de l'évaluation :

GIP Enfance en danger - BP 30302 75823 Paris Cedex 17
Tél : 01 53 06 65 65 - Fax : 01 53 06 68 60

GIP Enfance en Danger



Mesure(s) décidée(s) :					
NOMENCLATURE					
Mesures administratives			Mesures judiciaires		
Aide Financière	01	MJIE	20		
TISF	02	Enquête sociale	21		
AESF	03	IOE	22		
AED	04	Enquête OPJ	23		
Contrat de responsabilité parentale	05	AEMO	24		
Accueil provisoire (Etablissement/Ass-fam)	06	MJAGBF (Aide gestion du budget)	25		
Accueil 5 jours	07	Placement OPP	26		
Accueil 72H	08	Placement (Etablissement/Ass-Fam)	27		
Accueil Jeune majeur (18-21 ans)	09	Accueil de jour	28		
Accueil Parent-Enfant (-3ans)	10	TDC (Tiers de confiance)	29		
Accueil de jour	11	Accueil modulable	30		
		Protection Jeune Majeur	31		
		Médiation	32		

Nom	Prénom	Age	Sexe	Mesures antérieures	Mesures Postérieures
xxxxxxx		(2 ans)	Masculin		
Champs à renseigner	si informations	amonées	<input type="radio"/> Masculin		
			<input checked="" type="radio"/> Féminin	<input type="checkbox"/> Mesure en cours	
xxxxxxx		Nourisson	Indéterminé		
Champs à renseigner	si informations	amonées	<input type="radio"/> Masculin		
			<input checked="" type="radio"/> Féminin	<input type="checkbox"/> Mesure en cours	

GIP Enfance en danger - BP 50302 75823 Paris Cedex 17
Tél : 01 83 06 65 65 - Fax : 01 83 06 66 60

**SNATED : Avis de la CADA sur le caractère communicable des
Notices 1 et 2**



**COMMISSION D'ACCÈS
AUX DOCUMENTS ADMINISTRATIFS**

Cada

Le Président

Madame la directrice générale
GIP Enfance en Danger
BP 30302
75823 PARIS CEDEX 17

Paris, le **10 MAI 2010**

Objet : Demande de conseil

Références à rappeler : 20101913-NR

Vos références : Votre lettre arrivée le 14 avril 2010

La commission d'accès aux documents administratifs a examiné dans sa séance du 6 mai 2010 votre demande de conseil relative au caractère communicable des documents, informations (à titre d'exemple, les dates des appels, leur nombre, l'identité des appelants) et du contenu du compte rendu d'entretien transmis par le service national d'accueil téléphonique pour l'enfance en danger (SNATED) aux usagers concernés par les appels téléphoniques.

La commission, qui a par ailleurs pris connaissance des dispositions relatives à la protection des mineurs en danger et au recueil des informations préoccupantes telles que prévues par les articles L. 226-1 à L. 226-13 du code de l'action sociale et des familles, issu de la loi n°2007-293 du 5 mars 2007, estime qu'il résulte des termes mêmes de l'article L. 262-9 du même code que les informations recueillies par le SNATED sont couvertes par le secret professionnel.

S'agissant d'un secret protégé par la loi au sens du 2° du I de l'article 6 de la loi du 17 juillet 1978, la commission estime que la communication de tels documents est exclue, sans qu'une quelconque exception puisse être tirée de la qualité d'intéressé ou non du demandeur.

Pour le Président,
Le Rapporteur général

Alexandre LALLET
Maître des requêtes au Conseil d'Etat

SNATED : Délibération de la CNIL relative à LISA

CNIL	
La Présidente	Madame Marie-Paule MARTIN-BEAUTHAIS DIRECTEUR GIP Enfance en danger SNATED 63B Boulevard Bessières 75017 PARIS
Lettre de Notification FRAR	Paris, le 26/09/2011
REP YPA SVT-SN PHU MRI	
Madame le Directeur,	
<p>J'ai l'honneur de porter à votre connaissance la délibération n° 2011-274 de la Commission nationale de l'informatique et des libertés rendue le 21 septembre 2011 autorisant le Service national d'accueil téléphonique pour l'enfance en danger (SNATED) à mettre en œuvre le logiciel interactif de suivi des appels (LISA) du « 119-Af Enfance en danger ».</p>	
<p>Je vous prie, Madame le Directeur, d'agréer l'expression de mes salutations distinguées.</p>	
Emmanuel de GIVRY Vice-président Délégué	<i>P/ Isabelle LAQUEL-PIERROUX</i> <i>Emmanuel de Givry</i>
P.J. : Délibération n° 2011-274 du 21 septembre 2011	

Délibération n°2011-274 du 21 septembre 2011 autorisant le Service national d'accueil téléphonique pour l'enfance en danger (SNATED) à mettre en œuvre le logiciel interactif de suivi des appels (LISA) du « 119-Allô enfance en danger »

(autorisation n°1518501)

La Commission nationale de l'informatique et des libertés,

Vu la Convention n°108 du Conseil de l'Europe pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel ;

Vu la directive 95/46/CE du Parlement européen et du Conseil du 24 octobre 1995 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement de données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données ;

Vu la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée en 2004 et notamment son article 25-I-7° ;

Vu la loi n°89-487 du 10 juillet 1989 relative à la prévention des mauvais traitements à l'égard des mineurs et à la protection de l'enfance ;

Vu le décret n°2005-1309 du 20 octobre 2005 pris pour l'application de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifié par le décret n°2007-451 du 25 mars 2007 ;

Vu l'AU-028 du 17 mars 2011 portant autorisation de traitements de données à caractère personnel mis en œuvre par les conseils généraux à des fins de gestion des informations préoccupantes relatives à l'enfance en danger ;

Après avoir entendu, M. Philippe GOSSELIN, commissaire en son rapport et Mme Elisabeth ROJIN, commissaire du Gouvernement, en ses observations.

Formule les observations suivantes :

La Commission nationale de l'informatique et des libertés a été saisie par le Service national d'accueil téléphonique pour l'enfance en danger (SNATED) d'un traitement de données dénommé « Logiciel interactif de suivi des appels » (LISA), qui permet le recueil et le traitement des informations préoccupantes (gestion des appels téléphoniques du 119).

Ce traitement relève du régime de l'autorisation prévu à l'article 25-I-7° de la loi du 6 janvier 1978 modifiée, applicable aux traitements de données à caractère personnel comportant des appréciations sur les difficultés sociales des personnes.

Sur les finalités poursuivies par le traitement

Le SNATED est un service du Groupement d'intérêt public enfance en danger (GIPED) créé par la loi du 10 juillet 1989 relative à la prévention des mauvais traitements et à la protection des mineurs.

La finalité du « Logiciel interactif de suivi des appels » (LISA) est de permettre au Service national d'accueil téléphonique pour l'enfance en danger (SNATED) la gestion des appels téléphoniques du 119 (ligne d'écoute fonctionnant 24 heures sur 24 et offrant à toute personne, y compris aux enfants, un moyen direct de faire connaître une situation d'enfant en danger ou en risque de l'être) afin de recueillir et de traiter les informations préoccupantes.

À la fin d'un appel, la fiche d'appel remplie par l'agent du SNATED est qualifiée :

- soit en « aide immédiate »,
- soit en « transmission » : elle est alors transmise à l'un des 3 coordinateurs en charge de la validation et de la transmission de la fiche au département concerné par fax ou par courrier.

Dans les 3 mois qui suivent la transmission des informations saisies dans LISA au département, celui-ci indique les suites apportées après évaluation de la situation du mineur. Ces orientations sont enregistrées dans LISA.

Sur les catégories de données traitées

D'une part, les données traitées par le SNATED correspondent à l'ensemble des informations mises à disposition par l'appelant sur l'enfant en danger concerné (ou les enfants concernés).

Elles correspondent à l'ensemble des données :

1/ relatives à l'appel : département, numéro d'appel, coordinateur 119, écoutant, date et heure de l'appel, compte rendu de l'appel.

2/ relatives à l'enfant : nom, prénoms, adresse, nombre d'enfants au foyer, lieu de vie (par exemple : avec la mère), liens avec les parents (exemple : père de l'enfant inconnu), comportement de l'enfant (liste de faits objectifs), scolarité, éléments contextuels ;

3/ relatives aux auteurs présumés : nom, prénoms, âge, sexe, adresse, téléphone, lien avec l'enfant (exemple : voisin), violence évoquée par l'appelant (exemple : violences physiques, violences psychiques, pas de danger évoqué).

4/ relatives à l'appelant : le cas échéant, identité (l'appelant peut choisir de garder l'anonymat), qualité de l'appelant, nom, prénom, âge, sexe, adresse, téléphone ;

5/ relatives aux parents de l'enfant : environnement socio-économique (exemple : problèmes dans la prise en charge quotidienne de l'enfant, conditions matérielles inadaptées à l'éducation de l'enfant), comportement des parents (exemple : consommation d'alcool, problèmes éducatifs, troubles psychologiques, etc.), éléments contextuels (exemple : ancien auteur de mauvais traitements, ancienne victime de mauvais traitements, divorce, séparation, autre).

Saisies au moyen d'une fiche d'appel, ces données sont transmises au Département (Cellules de recueil, de traitement et d'évaluation des informations préoccupantes : CRIP, police, parquet). Une partie des données traitées dans LISA correspond donc au retour d'évaluation effectuée par le Département. Ces données sont :

1/ relatives à l'appel : département, numéro d'appel, coordinateur 119, écoutant, date et heure de l'appel ;

2/ relatives à l'enfant : nom, prénoms, âge, sexe, mesures antérieures (oui, non, en cours) ;

3/ relatives à l'évaluation de la situation de l'enfant : auteur de l'évaluation (service social, Protection maternelle et infantile, Aide sociale à l'enfance ou service social scolaire, autres services contactés), transmission de l'évaluation (autre département, signalement national, service habilité d'AIMO, d'investigation ou autre, Parquet, Juge des enfants, Juge aux affaires familiales, Inspection académique, renvoi du Parquet vers le Conseil général), situation familiale (problèmes éducatifs, liés au logement, scolaires, économiques/sociales, de maltraitance, de violences conjugales, autres) ;

3/ relative à la mesure mise en œuvre (situation ne donnant pas lieu à mesure, suivi médico-social, orientations conseillées, mesures administratives, mesures judiciaires, autres).

Ainsi, la gestion des appels téléphoniques du 119 (via LISA) précède ou « alimente » pour partie les données traitées par les Cellules de recueil, de traitement et d'évaluation des informations préoccupantes (CRIP) du département, concernant les enfants en danger, dont le traitement est encadré par l'autorisation unique n°028 du 17 mars 2011.

En premier lieu, la Commission relève donc que l'ensemble des données saisies dans LISA doit correspondre à la nomenclature retenue dans la délibération du n°2011-080 du 17 mars 2011 portant autorisation unique de traitements de données à caractère personnel mis en œuvre par les Conseils généraux à des fins de gestion des informations préoccupantes relatives à l'enfance en danger (AU-028).

Ainsi, les catégories de données expressément exclues de la nomenclature de données susceptibles d'être traitées par les Conseils généraux doivent également être exclues du traitement LISA.

C'est pourquoi la Commission prend particulièrement acte que, les catégories « *condition d'éducation défaillante sans maltraitance évidente* » et « *danger résultant du comportement de l'enfant lui-même* » ont été supprimées, à sa demande, de la rubrique « nature du danger ». Elles seront remplacées par des catégories moins subjectives, à savoir : « *Condition d'éducation compromise sans négligence lourde* » et « *Comportement du mineur mettant en danger sa sécurité et sa moralité* ».

Néanmoins, tous les faits objectifs déclarés au SNATED, qui décrivent le comportement de l'enfant tels que, par exemple, l'« absentéisme scolaire », les « cris/hurllements », la « scarification », les « actes de délinquance », les « fugues » ou les « comportements suicidaires » peuvent être saisis, le traitement de ces informations répondant strictement aux missions du SNATED.

En second lieu, la Commission recommande que, lors de l'ouverture de LISA, une mention d'information à l'attention des écoutants encadre strictement la saisie des informations en champ libre dans le traitement.

Ainsi, pour éviter l'enregistrement de commentaires inappropriés, notamment dans le compte-rendu de l'appel, et garantir que les données contenues dans les zones commentaires sont pertinentes, adéquates et non excessives au regard de la finalité du traitement, elle recommande que la mention suivante apparaisse : « *Seules doivent être saisies les informations susceptibles d'être pertinentes au regard du contexte. Elles ne doivent pas comporter d'appréciation subjective, ni faire apparaître, directement ou indirectement, les origines raciales, les opinions politiques, philosophiques ou religieuses, les appartenances syndicales ou les mœurs de la personne concernée* ».

Sur les catégories de destinataires

Outre les agents habilités du SNATED, pourront être destinataires des données traitées les agents habilités :

- des Cellules de recueil, de traitement et d'évaluation des informations préoccupantes (CRIP) du département ;
- des services de police et de gendarmerie, en cas de réquisition ;
- le Parquet, en cas de signalement,
- les représentations consulaires et/ou organismes officiels de protection de l'enfance, dans le cas d'enfants de nationalité étrangère (notamment concernant le traitement de la situation des mineurs français domiciliés à l'étranger ou des mineurs étrangers de passage sur le territoire français).

Ce qui n'appelle pas d'observation.

Sur la durée de conservation

Initialement, le SNATED souhaitait conserver les données traitées dans LISA pendant une durée de 20 ans.

Sur recommandation de la Commission, le SNATED a choisi de conserver les données traitées dans LISA 3 ans en base active.

Elles seront ensuite archivées sur un disque dur indépendant placé dans un coffre pour une durée de 25 ans, afin de couvrir les délais de prescription définis par les textes réglementaires, en particulier les articles 7 et 8 du code de procédure pénale disposant respectivement que « le délai de prescription de l'action publique des crimes et délits commis contre des mineurs ne commence à courir qu'à partir de la majorité de ces derniers » et que « l'action publique se prescrit dans un délai de dix années révolues à compter du dernier acte ».

Sur la sécurité

Concernant la transmission des fiches d'appel remplies par les agents du SNATED en vue d'une évaluation de la situation de l'enfant concerné, la Commission recommande que le SNATED procède à un envoi par courrier postal ou via un réseau sécurisé, à l'exclusion de tout recours au fax.

A cet égard, elle préconise la promotion d'échanges dématérialisés sécurisés au moyen soit d'un chiffrement des données transmises (protocoles SSL ou SFTP) soit du recours à des réseaux sécurisés (VPN ou LS par exemple).

En outre, concernant le développement de l'application déclaré par le SNATED, il convient de procéder à partir de données fictives ou bien anonymes, à l'exclusion de toute donnée réelle.

Par ailleurs, concernant la journalisation des connexions, il est nécessaire que celle-ci renseigne les données accédées.

Enfin, concernant le mot de passe utilisé pour authentifier les agents habilités, la Commission rappelle que celui-ci doit être de 8 caractères, composé de lettres, de chiffres, de majuscules,

de minuscules et d'au moins un caractère spécial. Il doit être renouvelé régulièrement, c'est-à-dire au moins une fois par an.

Sur l'information des personnes concernées et le droit d'accès

Les informations recueillies dans le cadre du SNATED sont couvertes par le secret professionnel (article 1.226-13 du code pénal, article 1.226-9 du code de l'action sociale et des familles et avis rendu par la CADA le 10 mai 2010).

Dès lors, dans le respect du secret professionnel, aucun droit d'accès direct ou ne saurait être mis en œuvre.

La Commission relève que le traitement déclaré correspond à une gestion efficace, légitime et strictement nécessaire des données relatives à la prise en charge des jeunes accueillis.

Dans ces conditions, la Commission autorise le SNATED à mettre en œuvre le traitement de données à caractère personnel présenté.

P/ Le Président

Emmanuel de GIVRY
Vice-président Délégué

Alex TÜRK

B. de Sivry

ONPE : Autorisation unique de la CNIL

22 avril 2011

JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Texte 2^e sur 143

Commission nationale de l'informatique et des libertés

Délibération n° 2011-020 du 17 mars 2011 portant autorisation unique (AU-028) de traitements de données à caractère personnel mis en œuvre par les conseils généraux à des fins de gestion des informations préoccupantes relatives à l'enfance en danger

NOR : CNIAT00002X

La Commission nationale de l'informatique et des libertés,

Vu la Convention n° 108 du Conseil de l'Europe pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel ;

Vu la directive 95/46/CE du Parlement européen et du Conseil du 24 octobre 1995 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement de données à caractère personnel et la libre circulation de ces données ;

Vu le code de l'action sociale et des familles, et notamment ses articles L. 226-1 et suivants ;

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n° 2004-801 du 6 août 2004 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel, et notamment son article 25-I (1^{er}) et II ;

Vu le décret n° 2005-1309 du 20 octobre 2005 pris pour l'application de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifié par le décret n° 2007-451 du 25 mars 2007 ;

Vu le décret n° 2011-222 du 23 février 2011 organisant la transmission d'informations sous forme anonyme aux observatoires départementaux de la protection de l'enfance et à l'Observatoire national de l'enfance en danger ;

Après avoir entendu M. Philippe Gosselin, commissaire, en son rapport et Mme Elisabeth Rolin, commissaire du Gouvernement, en ses observations ;

Constata que les traitements de données à caractère personnel mis en œuvre par les conseils généraux à partir des données recueillies par la cellule de recueil, de traitement et d'évaluation des informations préoccupantes (CRIP), notamment au moyen de la nomenclature définie dans l'annexe 2.8 du décret n° 2011-222 du 23 février 2011 ou de la notice 1 transmise aux conseils généraux par le Service national d'accueil téléphonique de l'enfance en danger (SNATED), comportent des appréciations sur les difficultés sociales des personnes.

Dès lors, de tels systèmes constituant des traitements relevant de l'article 25-I (1^{er}) de la loi du 6 janvier 1978 modifiée et doivent, à ce titre, être autorisés par la CNIL. En outre, dans la mesure où ces traitements sont susceptibles de comporter des données relatives à la santé, ils relèvent également de l'article 25-I (1^{er}) de la loi du 6 janvier 1978 modifiée et doivent, à ce titre également, être autorisés par la CNIL.

En application de l'article 25-II de la loi du 6 janvier 1978 modifiée, la commission peut adopter une décision unique d'autorisation pour des traitements répondant aux mêmes finalités, portant sur des catégories de données et des catégories de destinataires identiques.

Les conseils généraux qui adresseront à la commission, en tant que responsables de chaque traitement, un engagement de conformité à la présente autorisation unique, seront autorisés à mettre en œuvre leur traitement.

Il pourront également inscrire certaines des dispositions visées par cette autorisation dans les protocoles départementaux visés par l'article L. 226-3 du CASF.

Art. 1^{er}. – Finalités du traitement.

Seuls peuvent faire l'objet d'un engagement de conformité par référence à la présente autorisation unique les traitements mis en œuvre par les CRIP des conseils généraux ayant pour objet :

- d'une part, de gérer le recueil, le traitement et l'évaluation des informations préoccupantes relatives à l'enfance en danger sous forme nominative, en application des articles L. 226-1 et suivants du code de l'action sociale et des familles (CASF) ;
- d'autre part, de transmettre annuellement des informations anonymisées vers l'Observatoire national de l'enfance en danger (ONED) et les observatoires départementaux de la protection de l'enfance (ODPE) en application de l'article L. 226-3 et du nouvel article D. 226-3-1 du CASF.

A. – Sous forme nominative (CRIP), les finalités du traitement sont les suivantes :

- le recueil et la gestion des informations préoccupantes, notamment la confirmation et l'actualisation des données traitées ;
- le partage des informations préoccupantes avec les acteurs du secteur en fonction de leurs missions, dans le respect du secret professionnel tel que défini par les articles L. 226-13 et suivants du code pénal et de l'intérêt de l'enfant ;

22 avril 2011

JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Texte 2^e sur 143

- l'établissement de dossiers individuels relatifs aux enfants en danger ou en risque de danger ayant fait l'objet d'une information préoccupante confirmée (définie à l'article D. 226-3-4 CASF) ; c'est-à-dire donnant lieu soit à :
 1. La poursuite de la prestation ou de la mesure en cours ;
 2. La mise en œuvre d'une prestation d'aide sociale à l'enfance, hors aide financière ;
 3. La mise en œuvre d'une mesure judiciaire de protection de l'enfance ;
 4. Un signalement au procureur de la République ou une saisine directe du juge des enfants ;
- la fourniture de l'information la plus précise possible aux agents susceptibles de mettre en œuvre des prestations d'aide sociale à l'enfance, ou des mesures judiciaires ;
- le suivi des procédures et des délais de traitement des situations de mineurs ayant fait l'objet d'une information préoccupante ;
- la transmission annuelle à l'ONED et aux ODPE, sous format anonymisé, des données initialement collectées sous format nominatif au titre du suivi individuel de l'enfant faisant l'objet d'une information préoccupante, dès lors que celle-ci a été confirmée ;
- la suppression des informations n'étant pas confirmées comme préoccupantes ;
- l'archivage des données traitées par la CRIP.

La commission rappelle que ce traitement de données ne doit pas permettre d'établir une présélection de certaines catégories d'enfants ni une interconnexion avec des fichiers différents répondant à des finalités distinctes ou dépendant d'un territoire différent.

B. - Sous format anonymisé (ODPE), les finalités du traitement sont les suivantes :

- le traitement de données intégralement anonymisées, de manière irréversible, et, par conséquent, la seconde anonymisation des données transmises par les CRIP ;
- la fourniture de données agrégées relatives à l'enfance en danger dans le département ;
- l'évaluation de la population des enfants faisant l'objet d'informations préoccupantes confirmées, de la nature de leurs besoins et de la qualité de l'action sociale pour y répondre ;
- la mise en œuvre du schéma départemental prévu à l'article L. 312-5 du CASF en tant qu'il concerne les établissements et services mentionnés aux 1^{er} et 2^e du I de l'article L. 312-1 du CASF ;
- la publication d'études épidémiologiques, de tableaux de bord statistiques ou de rapports annuels relatifs au secteur de l'enfance en danger.

Art. 2. - *Catégories de données à caractère personnel traitées.*

Dans le cadre du traitement des données nominatives, les critères suivants permettent de confirmer la qualification en information préoccupante sont encadrés par l'article D. 226-3-4 CASF.

Afin de garantir la plus grande objectivité des données saisies par les CRIP, celles-ci doivent être saisies sous la forme de questions à champ fermé (tables déroulantes, questions à choix multiples, oui/non).

Les données qui seront saisies sous format nominatif correspondent, pour l'essentiel, aux données inscrites dans l'annexe 2-5 du décret n° 2011-222 du 28 février 2011 : elles correspondent également à d'autres données nécessaires au suivi individuel de l'enfant.

Les données pouvant être traitées au titre de cette autorisation sont les suivantes :

1. Les informations portant sur le mineur faisant l'objet d'une information préoccupante :

Au titre d'un traitement nominatif et d'une transmission sous format anonymisé à l'ONED et aux ODPE :

- le numéro de dossier information préoccupante ;
- le prénom de l'enfant ;
- le mois et l'année de naissance de l'enfant ;
- le sexe de l'enfant ;
- le mode d'accueil des mineurs de moins de six ans ;
- la situation scolaire ou professionnelle du mineur de plus de six ans ;
- la fréquentation de l'établissement scolaire ;
- la prise en charge spécifique suite à une décision de la Commission des droits et de l'autonomie rendue au nom de la Maison départementale des personnes handicapées.

Au titre d'un traitement exclusivement nominatif dans le cadre du suivi de l'enfant :

- le nom de l'enfant ;
- l'état d'avancement du traitement de l'information préoccupante : table d'événements relatifs, date de l'événement à l'origine du dossier ;
- la date de création du dossier (jour).

2. Les types d'informations préoccupantes ou de signalements directs donnant lieu à une mesure de protection de l'enfance :

22 avril 2011

JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Texte 91 sur 145

- Au titre d'un traitement nominatif et d'une transmission sous format anonymisé à l'ONED et aux ODPE :
- la date de réception de l'information préoccupante ;
 - la date du signalement direct auprès du procureur de la République ;
 - la date de la saisine directe du juge des enfants ;
 - la qualité de la personne à l'origine de l'information préoccupante ou du signalement direct ;
 - l'institution ou la qualité de la personne ayant transmis l'information préoccupante à la cellule, ou ayant saisi directement le procureur de la République, ou le juge des enfants ;
 - la suite donnée au signalement, d'une part, du procureur de la République, à savoir : type de suite donnée, date d'avis d'ouverture de la procédure en cas d'ouverture directe d'une procédure auprès du juge des enfants, enquête pénale ou saisine de la juridiction pénale, le cas échéant.
- Au titre d'un traitement exclusivement nominatif dans le cadre du suivi de l'enfant :
- les modalités de recueil et la qualité de la personne à l'origine de l'information préoccupante, le destinataire principal de l'information ;
 - la particulière gravité de la situation de l'enfant, justifiant un signalement au parquet et, le cas échéant, aux forces de police ;
 - le cas échéant, le code du territoire social d'intervention (maison départementale de la solidarité de suivi, espace départemental de solidarité, circonscription de vie sociale, etc.) ;
 - le site de coordination de l'action sociale le cas échéant : nom, prénom, libellé du site et téléphone de la personne référent.
3. Les informations concernant le cadre de vie social et familial du mineur :
- Au titre d'un traitement nominatif et d'une transmission sous format anonymisé à l'ONED et aux ODPE :
- les caractéristiques du ménage au sein de la résidence principale du mineur : composition du ménage, autre hébergement régulier du mineur le cas échéant, nombre total de personnes, nombre total de frères et sœurs, statut d'occupation du logement ;
 - l'exercice de l'autorité parentale : titulaire de l'autorité parentale, décision relative à l'autorité, date de la décision relative à l'autorité parentale, fréquence des contacts de la mère/du père avec le mineur ;
 - la situation sociodémographique des parents ou des adultes qui s'occupent principalement du mineur dans sa résidence principale : lien de l'adulte 1 et de l'adulte 2 avec le mineur, sexe de l'adulte 1 et de l'adulte 2, année de naissance de l'adulte 1 et de l'adulte 2, situation face à l'emploi de l'adulte 1 et de l'adulte 2, catégorie socioprofessionnelle de l'adulte 1 et de l'adulte 2, ressources mensuelles du ménage, nombre des ressources du ménage ;
 - les caractéristiques sociodémographiques du père et/ou de la mère si non-cohabitant avec le mineur : mère/père inconnu, année de naissance de la mère/du père, mois et année du décès si décès de la mère/du père.
4. Les informations relatives au mineur recueillies au titre de l'évaluation de sa situation, ou au titre du signalement d'urgence :
- Au titre d'un traitement nominatif et d'une transmission sous format anonymisé à l'ONED :
- l'évaluation : date de notification de la demande d'évaluation, date de fin de l'évaluation, existence d'une prestation ou mesure de protection de l'enfance en cours ou antérieure pour un membre de la fratrie, suite donnée à l'évaluation, en cas de signalement judiciaire après l'évaluation, motif du signalement judiciaire ;
 - les problématiques familiales observées : ou prises en compte dans le cadre de l'évaluation ou des bilans : conduite addictive (alcool ou drogue) d'un ou des adultes ayant en charge le mineur dans le lieu de résidence principale, déficience intellectuelle ou mentale reconnue par la Maison départementale des personnes handicapées d'un ou des adultes ayant en charge le mineur dans le lieu de sa résidence principale, exposition du mineur à un conflit de couple, exposition du mineur à un climat de violence au sein de la famille, personnes concernées par ces violences : le cas échéant, existence de violences physiques, manque de soutien social et/ou familial isolément.
- Au titre d'un traitement exclusivement nominatif dans le cadre du suivi de l'enfant :
- enregistrement préalable de l'enfant dans le logiciel de l'aide sociale à l'enfance (ASE) : enfant déjà enregistré concerné par une mesure achevée ou une mesure en cours ;
 - accompagnement social ou médico-social en cours d'un ou de plusieurs membres de la famille.
5. Les informations sur la nature du danger ou de risque de danger justifiant une prise en charge en protection de l'enfance :
- Au titre d'un traitement nominatif et d'une transmission sous format anonymisé à l'ONED et aux ODPE :
- la nature du danger ou du risque de danger (santé, sécurité ou moralité en danger ou en risque de danger, conditions d'éducation gravement compromises ou en risque de l'être, conditions de développement physique, intellectuel, affectif ou social gravement compromises ou en risque de l'être) ;

22 avril 2011

JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Texte 21 sur 143

- en cas de maltraitance associée, le type de mauvais traitement : violences sexuelles envers le mineur, violences physiques envers le mineur, négligences lourdes envers le mineur, violences psychologiques envers le mineur, caractéristiques de la ou des personnes à l'origine du mauvais traitement en cas de maltraitance associée (sex, statut de majorité ou minorité, lien avec le mineur).

Au titre d'un traitement exclusivement nominatif dans le cadre du suivi de l'enfant :

- la personne identifiée par l'enfant, ou par un tiers, comme étant impliquée dans des faits relevant d'une information préoccupante (donc confirmée).

b. Les informations sur les décisions, mesures et interventions en protection de l'enfance :

Au titre d'un traitement nominatif et d'une transmission sous format anonyme à l'ONED et aux ODPE :

- date de la décision de protection de l'enfance, existence d'une intervention en protection de l'enfance ou en assistance éducative, existence d'un projet pour l'enfant, signature du projet pour l'enfant par les parents et par le mineur, date de la signature du projet pour l'enfant ;
- si décision administrative, nature de la décision administrative ;
- le type d'intervention mise en œuvre et la date de début et de la fin d'intervention en cas de décision administrative d'aide à domicile ; principal lieu d'accueil du mineur, caractère modulable de l'accueil, existence d'un autre lieu d'accueil régulier du mineur, date de début et de fin d'intervention en cas de décision administrative d'accueil provisoire ;
- si décision judiciaire en assistance éducative, nature de la décision judiciaire en assistance éducative ;
- si décision judiciaire de placement, nature de la décision, la personne ou l'institution à qui le mineur est confié ;
- si décision administrative d'aide à domicile, type d'intervention mis en œuvre dans le cadre d'une décision administrative d'aide à domicile ;
- si décision administrative d'accueil provisoire, principal lieu d'accueil du mineur, caractère modulable de l'accueil, existence d'un autre lieu d'accueil régulier du mineur ;
- si décision judiciaire d'action éducative en milieu ouvert, type d'intervention mis en œuvre ;
- si décision judiciaire de placement, personne ou structure à qui le mineur est confié ; principal lieu de placement du mineur, caractère modulable de l'accueil, existence d'un autre lieu d'accueil régulier du mineur ;
- date de début et de fin d'intervention ;
- renouvellement ou fin de l'intervention en protection de l'enfance ; motif de la fin de l'intervention en protection de l'enfance ; si nouvelle décision de protection de l'enfance, nature de la décision ; si mineur : motif de la mainlevée, situation du mineur après la mainlevée, autre type d'intervention, motif et date du décès si décès du mineur ;
- la fin de l'intervention en protection de l'enfance : dernier diplôme obtenu par le mineur.

Au titre d'un traitement exclusivement nominatif dans le cadre du suivi de l'enfant :

- les mesures administratives consécutives : aide financière, alternative au placement ;
- les informations relatives à l'unité territoriale de traitement de l'information préoccupante.

La commission rappelle que des mentions d'information portant sur les conséquences d'un défaut de réponse doivent obligatoirement figurer sur tout type de formulaire écrit. Ces mentions ne sauraient indiquer que l'attribution d'une prestation d'aide sociale à l'enfance est conditionnée par le caractère exhaustif des réponses.

Art. 3. - Destinataires des données.

Le traitement de données soumises au régime juridique des articles 5 et 9 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée ou « comportant des appréciations sur les difficultés sociales des personnes » justifie que les données ne soient transmises qu'à un nombre de destinataires limités, issus du suivi social.

A. - Dans la limite de leurs attributions respectives et pour l'exercice des finalités précitées, sont seuls autorisés à accéder directement au traitement nominatif des données : le président du conseil général, les agents habilités qui exercent la mission de l'aide sociale à l'enfance au sein du département et les personnels spécialement habilités dans le cadre de leur mission sociale.

B. - Dans la limite de leurs attributions respectives et pour l'exercice des finalités précitées, conformément au décret n° 2010-222, sont seuls autorisés à accéder au traitement anonyme des données :

- les membres nommés de la CRIP et de l'ODPE ;
- le président du conseil général ;
- le représentant de l'Etat dans le département ;
- l'inspecteur d'académie ;
- le directeur territorial de la protection judiciaire de la jeunesse ;
- le président du ou des tribunaux de grande instance du département ;
- le procureur de la République près le ou lesdits tribunaux ;

22 avril 2011

JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Texte 21 sur 143

- tout autre membre signataire des protocoles visés par l'article L. 226-3, deuxième alinéa, du CASF, tels que les partenaires institutionnels, les partenaires de l'autorité judiciaire et les professionnels du secteur de l'action sociale concernés.

Le grand public peut également accéder à ces données anonymisées sous forme agrégée, par le biais du rapport annuel visé par l'article L. 226-6, troisième alinéa, du CASF.

Art. 4. - Sécurité du traitement.

Des mesures de protection physique et logique doivent être prises pour préserver la sécurité du traitement et des informations, empêcher toute utilisation détournée ou frauduleuse des informations, notamment par des tiers non autorisés, et en préserver l'intégrité.

En pratique, en 2010, les logiciels IODAS, PERCEVAL, ANIS, et les logiciels développés par les conseils généraux, en interne, sont utilisés par les CRIP. D'autres logiciels offrent les mêmes fonctionnalités pourront être utilisés.

Dès lors, le traitement des données nominatives (CRIP) et le traitement des données anonymisées (ODPE) au sein d'une même direction du conseil général (direction de l'enfance) doivent être mis en œuvre selon deux jeux d'habilitation dédiés exclusivement :

- d'une part, au traitement nominatif des informations préoccupantes dans le cadre de la CRIP ;
- d'autre part, au traitement anonymisé de ces informations dans le cadre de l'ODPE.

Qu'il s'agisse de stocker des informations ou de les transmettre, un chiffrement des données doit être opéré à tous les niveaux de traitement de l'information.

A. - Les mesures relatives au traitement de données sous forme nominatif (CRIP) :

En termes logiques, il convient :

- que les utilisateurs soient authentifiés avant tout accès à une information, au moyen d'un identifiant et d'un mot de passe individuel régulièrement renouvelé, ou par tout autre moyen d'authentification ;
- que des permissions d'accès au système d'information pour les utilisateurs soient définies en fonction des informations qu'ils ont à connaître ;
- que des codes d'identification et d'autorisation personnalisés permettent de tracer les utilisations et le respect des habilitations ;
- que les activités des utilisateurs, les exceptions et les événements liés à la sécurité soient enregistrés dans des fichiers de logs ;
- que l'accès à ces fichiers de logs soit strictement limité et leur intégrité garantie au moyen de procédés éprouvés.

Un dispositif doit être mis en place, tel qu'un réseau privé virtuel afin de limiter les connexions à distance aux seuls postes de travail des agents des collectivités ou de leurs groupements habilités à accéder au système d'information géographique. Une journalisation des connexions doit être mise en œuvre.

B. - Les mesures relatives au traitement de données sous forme anonymisée (ODPE) :

Pour répondre aux exigences du décret n° 2011-222, les conseils généraux devront utiliser un logiciel de sortie et de transmission spécifique, dont les paramètres de sécurité, et notamment d'anonymisation, seront mis en œuvre en collaboration avec l'ONED, afin qu'ils puissent saisir et transmettre les variables, dans l'attente de l'adaptation de leurs logiciels propres.

Concernant l'anonymisation des données devant être transmises à l'ONED et aux ODPE, un procédé de cryptage informatique irréversible garantissant l'anonymat de l'identité du mineur, de ses responsables légaux, et de toute autre personne ayant eu à connaître de la situation du mineur.

Cet algorithme de hachage (par exemple SHA 1 ou SHA 256) garantit, à l'issue d'une première anonymisation par la CRIP et d'une seconde par l'ONED, une base de données « purement anonyme ».

Aucune statistique correspondant à une sélection de moins de cinq individus ne sera communiquée.

Art. 5. - Durée de conservation des données.

A. - La conservation des données sous forme nominatif (CRIP) :

A compter de la fin de la dernière opération enregistrée ou de la dernière mesure sociale décidée (clôture ou arrêt) les données peuvent être conservées :

- deux ans pour l'ensemble des données saisies, y compris les aides financières ;
- cinq ans pour les informations relatives aux enfants bénéficiant d'actions éducatives en milieu ouvert (AEMO) ;
- dix ans pour les informations relatives aux enfants placés.

B. - La conservation des données en vue de leur anonymisation (ODPE) :

En vue de leur transmission à l'ONED et aux ODPE sous forme anonymisée l'ensemble des données nominatives pourra être conservé quinze mois de plus que les durées de conservation précédemment indiquées (transmission la première semaine du mois de mars de l'année durant laquelle les données ont été recueillies et enregistrées).

22 avril 2011

JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Texte 91 sur 145

Art. 6. - Droit des personnes.

Conformément à l'article L. 226-3-2 du CASF *in fine*, « le père, la mère, toute autre personne exerçant l'autorité parentale, le tuteur, l'enfant en fonction de son âge et de sa minorité sont préalablement informés, selon des modalités adaptées, sauf si cette information est contraire à l'intérêt de l'enfant ».

En conséquence, concernant la mise en œuvre du droit à l'information des parents, des personnes exerçant l'autorité parentale ou de toute personne concernée, la commission rappelle qu'il est de l'intérêt direct de l'enfant de ne pas prévoir une information systématique.

Concrètement, la CRIP décidera de communiquer des informations aux représentants légaux d'un enfant après un délai permettant de prendre l'attache du service social concerné afin de s'assurer que cette communication ne nuise pas à l'enfant.

Dès lors que les personnes concernées sont informées de l'existence d'une information préoccupante les concernant, elles doivent également être informées de l'information de ces données.

De même, les droits d'accès et de rectification inscrits dans les articles 39 et 40 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée en 2004 doivent être mis en œuvre dans le respect de l'intérêt de l'enfant.

Art. 7. - Recours à un prestataire.

La réalisation des statistiques mentionnées à l'article 1^{er} peut être confiée par le responsable du traitement à un tiers prestataire de service. Si, pour ces besoins, un traitement de données à caractère personnel s'avère nécessaire, seules les données pertinentes pour la réalisation de l'étude peuvent être transmises par le responsable du traitement au prestataire, sous forme chiffrée et anonymisée, dans les conditions prévues par une convention signée à cet effet.

La convention signée avec le prestataire devra définir les opérations que celui-ci est autorisé à réaliser à partir des données à caractère personnel qui lui sont transmises ainsi que les engagements qu'il prend pour garantir leur sécurité et leur confidentialité, en particulier l'interdiction d'utiliser les données à d'autres fins que celles indiquées par la convention. Le prestataire de services doit procéder à la destruction ou à la restitution de tous les fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies dès l'achèvement de son contrat.

Art. 8. - Publication.

La présente délibération sera publiée au Journal officiel de la République française.

Fait le 17 mars 2011.

Le président,
A. TIXIER

CNIL : Acte réglementaire concernant la mise en œuvre des sites internet

Dispense n° 7 - Délibération n°2006-138 du 9 mai 2006 décidant de la dispense de déclaration des traitements constitués à des fins d'information ou de communication externe

J.O n° 128 du 3 juin 2006

La Commission nationale de l'informatique et des libertés,

Vu la convention n°108 du Conseil de l'Europe du 28 janvier 1981 pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel ; Vu la directive 95/46/CE du Parlement européen et du Conseil du 24 octobre 1995 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données ; Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée par la loi n° 2004-801 du 6 août 2004 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel, et notamment son article 24, II ; Vu le décret n° 2005-1309 du 20 octobre 2005 pris pour l'application de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n° 2004-801 du 6 août 2004 ; Après avoir entendu Mme Isabelle Falque-Pierrotin, commissaire, en son rapport et Mme Pascale Compagnie, commissaire du Gouvernement, en ses observations ;

Formule les observations suivantes :

Les traitements constitués à des fins d'information ou de communication externe sont des traitements courants ne paraissant pas susceptibles de porter atteinte à la vie privée des personnes dans le cadre de leur utilisation régulière. La Commission estime en conséquence qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article 24.II de la loi du 6 janvier 1978 modifiée et de dispenser ces traitements de toute formalité déclarative préalable.

Décide :

Article 1er

Sont dispensés de déclaration les traitements constitués à des fins d'information ou de communication externe comportant des données sur des personnes physiques qui répondent aux conditions suivantes.

Article 2 : Finalités du traitement

Les traitements doivent avoir pour seules finalités la constitution et l'exploitation d'un fichier d'adresses à des fins d'information ou de communication externe se rapportant au but ou à l'activité poursuivie par la personne physique ou morale qui met en œuvre le traitement, à l'exclusion de toute sollicitation commerciale. Dans le cas où est utilisé un service de communication au public en ligne (site internet), un traitement des données de connexion à des fins purement statistiques peut être effectué.

Article 3 : Données traitées

Les données traitées pour la réalisation des finalités décrites à l'article 2 sont :

- identité : nom, prénoms, adresse et numéro de téléphone (fixe ou mobile), numéro de télécopie, adresse de courrier électronique ;
- vie professionnelle : adresse professionnelle, qualité ou fonction, titres et distinctions ;
- centres d'intérêts, à l'exclusion de ceux qui font apparaître, directement ou indirectement, les origines raciales ou ethniques, les opinions politiques, philosophiques ou religieuses ou l'appartenance syndicale des personnes, ou qui sont relatifs à la santé ou à la vie sexuelle des personnes (article 8 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée) ;
- données de connexion (date, heure, adresse Internet Protocole de l'ordinateur du visiteur, page consultée) à des seules fins statistiques d'estimation de la fréquentation du site.

Les données enregistrées ne peuvent faire l'objet d'autres traitements, ni d'interconnexions ou de mise en relation avec d'autres applications. Les données enregistrées ne peuvent être utilisées à des fins de démarchage politique, électoral ou commercial.

Article 4 : Destinataires des données

Peuvent seules être destinataires des données, les personnes habilitées relevant des services ayant pour mission d'assurer la diffusion des informations visés à l'article 3.

Article 5 : Information des personnes concernées

Les personnes concernées sont informées, au moment de la collecte de leurs données, de l'identité du responsable de traitement, des finalités poursuivies par le traitement, du caractère obligatoire ou facultatif des réponses à apporter, des conséquences éventuelles, à leur égard, d'un défaut de réponse, des destinataires des données, de leur droit d'opposition, d'accès et de rectification ainsi que des modalités d'exercice de leurs droits. A l'occasion de toute opération d'information ou de communication externe, les droit d'accès, de rectification et d'opposition doivent être rappelés aux personnes concernées. Lorsque le responsable du service de communication au public en ligne utilise des procédés de collecte automatisés de données tendant à accéder, par voie de transmission électronique, à des informations stockées dans l'équipement terminal de connexion de l'utilisateur ou à inscrire, par la même voie, des informations dans son équipement terminal de connexion (par exemple : cookies, applets Java, composants active X ou autre code mobile), les utilisateurs sont informés de la finalité de l'utilisation de ces procédés et des moyens dont ils disposent pour s'y opposer.

Article 6 : Durée de conservation et mise à jour des données

Les données visées à l'article 3 sont conservées pour la durée nécessaire à la réalisation des finalités définies à l'article 2 et sont mises à jour annuellement.

Article 7 : Sécurité

Le responsable de traitement est tenu de prendre toutes précautions utiles pour préserver la sécurité des données et, notamment, empêcher qu'elles soient déformées, endommagées, ou que des tiers non autorisés y aient accès. L'accès au traitement se fait au moyen d'un mot de passe individuel régulièrement renouvelé ou par tout autre dispositif au moins équivalent.

Article 8 : Transmissions de données vers des pays tiers à l'Union européenne

Ne peuvent prétendre au bénéfice de l'exonération les traitements automatisés comportant la transmission de données à caractère personnel vers des pays tiers à l'Union européenne, y compris lorsque cette transmission est réalisée à des fins de sous-traitance. Ces traitements font l'objet de formalités déclaratives préalables auprès de la CNIL dans les conditions prévues par la loi du 6 janvier 1978 modifiée.

Article 9 : Effets de la dispense de déclaration

Les traitements répondant aux conditions visées aux articles 2 à 7 peuvent être mis en œuvre sans délai et sans déclaration préalable auprès de la CNIL. La dispense de déclaration n'exonère le responsable de tels traitements d'aucune de ses autres obligations prévues par les textes applicables à la protection des données à caractère personnel.

Article 10

La norme simplifiée n° 15 établie par la délibération n° 80-032 du 21 octobre 1980 est abrogée.

Article 11

La présente délibération sera publiée au Journal officiel de la République française.

Le président Alex Türk

Arrêté d'approbation de la Convention constitutive

10 août 2018

JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Texte 14 sur 121

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DES SOLIDARITÉS ET DE LA SANTÉ

Arrête du 31 juillet 2018 portant approbation de la reconduction de la convention constitutive modifiée du groupement d'intérêt public « Enfance en danger »

NOR : ESSAA1816955A

La ministre des solidarités et de la santé et le ministre de l'action et des comptes publics,

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L. 226-6, L. 226-7, L. 226-10 et L. 226-13 ;

Vu le chapitre II de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit ;

Vu le décret n° 2012-91 du 21 janvier 2012 relatif aux groupements d'intérêt public ;

Vu la délibération de l'assemblée générale du GIP Enfance en danger en date du 22 novembre 2017,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. – La reconduction de la convention constitutive modifiée du groupement d'intérêt public « Enfance en danger » chargé du service national d'accueil téléphonique pour l'enfance en danger et de l'Observatoire national de la protection de l'enfance est approuvée.

Art. 2. – Le directeur général de la cohésion sociale et la directrice générale du budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 31 juillet 2018.

*La ministre des solidarités
et de la santé,*

Pour la ministre et par délégation :

*Le directeur général
de la cohésion sociale,*

J.-P. VIGNANT

*Le ministre de l'action
et des comptes publics,*

Pour le ministre et par délégation :

La directrice du budget,

A. VIEILLE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20191126-19-513-1-DE
Date de télétransmission : 05/12/2019
Date de réception préfecture : 05/12/2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : **5 DEC. 2019**

DÉLIBÉRATION N°19-513-1

**PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N°18-568-1 DU 20 DÉCEMBRE 2018
PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION
MARTINICAISE DU CLUB DES PLUS BELLES BAIES DU MONDE (AMP2B)**

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-six novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Félix CATHERINE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Eugène LARCHER (procuration à Joachim BOUQUETY), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Raphaël MARTINE), Charles-André MENCE, Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN (procuration à David ZOBDA), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Patricia TELLE (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le régime cadre exempté de notification N°SA 39252 du 17 juin 2014 relatif aux aides à finalité régionale (AFR) pour la période 2014-2020 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définitions de mesures d'application ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-568-1 du 20 décembre 2018 portant attribution d'une subvention à l'association martinicaise du club des plus belles baies du monde (AMP2B) ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique, présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller Exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de Mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et Questions européennes et du Tourisme ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'article 2 de la délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-568-1 du 20 décembre 2018 est modifié comme suit :

« La dépense correspondante est imputée au chapitre 936 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique. L'aide est versée selon les modalités précisées par convention. »

ARTICLE 2 : Les autres articles de la délibération n°18-568-1 demeurent inchangés.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 25 et 26 novembre 2019. /

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20191126-19-514-1-DE
Date de télétransmission : 14/02/2020
Date de réception préfecture : 14/02/2020

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE :

14 FEV. 2020

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-514-1

PORTANT FINANCEMENT COMPLÉMENTAIRE ET MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N°15-1462 RELATIVE À LA RÉHABILITATION DE LA STATION D'ÉPURATION DES ANSES D'ARLET

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-six novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Félix CATHERINE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Eugène LARCHER (procuration à Joachim BOUQUETY), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Raphaël MARTINE), Charles-André MENCE, Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN (procuration à David ZOBDA), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Patricia TELLE (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2015-336-0001 du 02 décembre 2015 portant substitution de la Communauté d'Agglomération de l'Espace Sud de la Martinique (CAESM) au Syndicat Intercommunal du Centre et du Sud de la Martinique (SICSM) pour les compétences exercées ;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°15-1462-1 du 22 septembre 2015 portant octroi d'une subvention au SICSM pour la réhabilitation de la station d'épuration des Anses d'Arlet ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller exécutif en charge du Développement durable et Énergie, de l'Économie bleue (Plaisance, Métiers de la mer) et de la Croissance verte (Agriculture...), des Transports et des Sports ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité, et la commission Développement économique et Tourisme le 19 novembre 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission BTP, Équipement, Réseaux numériques le 22 novembre 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Les articles 1 à 4 de la délibération du Conseil Régional de Martinique n°15-1462-1 du 22 septembre 2015 sont ainsi modifiés :

« Article 1 : Une subvention d'un montant d'un million deux cent quatre-vingt-dix mille euros (1 290 000,00 €) est accordée à la Communauté d'Agglomération de l'Espace Sud de la Martinique (CAESM), pour la réhabilitation de la station d'épuration de la commune des Anses d'Arlet.

Article 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 907 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique. La subvention est versée selon les modalités suivantes :

- 50 707,50 €, dès que la délibération n°15-1462-1 a été rendue exécutoire ;
- 507 075,00 €, sur présentation d'un état récapitulatif des dépenses attestant de 70% de réalisation ;
- 366 108,75 €, sur présentation d'un état récapitulatif des dépenses attestant de 80% de réalisation ;
- le solde, soit 366 108,75€, sur présentation de l'état récapitulatif des dépenses certifié par le comptable public attestant de la réalisation complète de l'opération.

Article 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Article 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements et modifications (durée, modalités de versement...) nécessaires à l'exécution de la présente délibération. »

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 25 et 26 novembre 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20191126-19-514-2-DE
Date de télétransmission : 14/02/2020
Date de réception préfecture : 14/02/2020

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE :

14 FEV. 2020

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-514-2

PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N°15-2496-1 RELATIVE À L'EXTENSION DU RÉSEAU DE COLLECTE DES EAUX USÉES DU BOURG DU SAINT-ESPRIT

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-six novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGÉLIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Félix CATHERINE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Eugène LARCHER (procuration à Joachim BOUQUETY), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Raphaël MARTINE), Charles-André MENCE, Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN (procuration à David ZOBDA), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Patricia TELLE (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2015-336-0001 du 02 décembre 2015 portant substitution de la Communauté d'Agglomération de l'Espace Sud de la Martinique (CAESM) au Syndicat Intercommunal du Centre et du Sud de la Martinique (SICSM) pour les compétences exercées ;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°15-2496-1 du 24 novembre 2015 portant octroi d'une subvention au SICSM pour l'extension des réseaux de collecte des eaux usées du Bourg du Saint Esprit ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller exécutif en charge du Développement durable et Énergie, de l'Économie bleue (Plaisance, Métiers de la mer) et de la Croissance verte (Agriculture...), des Transports et des Sports ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité, et la commission Développement économique et Tourisme le 19 novembre 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission BTP, Équipement, Réseaux numériques le 22 novembre 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Les articles 1 à 3 de la délibération du Conseil Régional de Martinique n°15-2496-1 du 24 novembre 2015 sont ainsi modifiés :

« Article 1 : Une subvention d'un montant de sept cent cinquante mille euros (750 000,00 €) est accordée à la Communauté d'Agglomération de l'Espace Sud de la Martinique (CAESM) pour l'extension des réseaux de collecte des eaux usées du Bourg du Saint-Esprit.

Article 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 907 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique. La subvention est versée selon les modalités suivantes :

- 375 000 €, dès que la délibération n°15-2496-1 a été rendue exécutoire ;
- 225 000 €, sur présentation d'un état récapitulatif des dépenses attestant de 80% de réalisation ;
- le solde, soit 150 000 €, sur présentation de l'état récapitulatif des dépenses certifié par le comptable public attestant de la réalisation complète de l'opération.

Article 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération. »

ARTICLE 2 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements et modifications (durée, modalités de versement...) nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 25 et 26 novembre 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

The image shows a handwritten signature of Claude LISE over a circular official seal. The seal features the coat of arms of Martinique and the text 'Collectivité Territoriale de Martinique' around the perimeter.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20191126-19-515-1-DE
Date de télétransmission : 21/01/2020
Date de réception préfecture : 21/01/2020

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : **21 JAN. 2020**

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-515-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À MADININAI POUR LE FINANCEMENT D'UN PRÉLEVEUR BAS DÉBIT DE PARTICULES

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-six novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Félix CATHERINE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Eugène LARCHER (procuration à Joachim BOUQUETY), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Raphaël MARTINE), Charles-André MENCE, Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN (procuration à David ZOBDA), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Patricia TELLE (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-272-11 du 05 octobre 2016 portant mise en œuvre du Programme Territorial de Maîtrise de l'Énergie (PTME) et la Convention n°LOCO 1644E0001 associée ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller exécutif en charge du Développement durable et Énergie, de l'Économie bleue (Plaisance, Métiers de la mer) et de la Croissance verte (Agriculture...), des Transports et des Sports ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité, la commission Développement économique et Tourisme le 19 novembre 2019 ;

Considérant que les Conseillers à l'Assemblée de Martinique, administrateurs au sein de MADININAI, n'ont pas assisté au vote ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Dans le cadre du Programme Territorial de Maîtrise de l'Énergie (PTME), une subvention d'un montant de vingt-deux mille quatre cents euros (22 400 €), est attribuée à MADININAIR, pour le financement d'un préleveur bas débit de particules.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 907 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La somme mentionnée à l'article 1 est versée selon les modalités précisées par la convention établie entre la Collectivité Territoriale de Martinique et MADININAIR.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 25 et 26 novembre 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20200129-19-561-1-DE
Date de télétransmission : 29/01/2020
Date de réception préfecture : 29/01/2020

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : **29 JAN. 2020**

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-516-1

PORTANT MISE EN LIGNE DU PORTAIL DÉDIÉ À LA RANDONNÉE PÉDESTRE EN MARTINIQUE RÉALISÉ PAR LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-six novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Félix CATHERINE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Eugène LARCHER (procuration à Joachim BOUQUETY), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Raphaël MARTINE), Charles-André MENCE, Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN (procuration à David ZOBDA), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Patricia TELLE (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-8-1 du 19 janvier 2016 procédant aux délégations de pouvoir de l'Assemblée au Président du Conseil Exécutif ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-290-1 du 12 juillet 2018 approuvant la réalisation par la Collectivité Territoriale de Martinique d'un portail de la Randonnée Pédestre en Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du Développement durable et Énergie, de l'Économie bleue (Plaisance, Métiers de la mer) et de la Croissance verte (Agriculture...), des Transports et des Sports ;
Vu l'avis émis par la commission Politique des Sports le 19 novembre 2019 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité, la commission Développement économique et Tourisme le 19 novembre 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, Équipement, Réseaux numériques le 22 novembre 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Accord est donné pour la mise en ligne du « Portail de la Randonnée Pédestre en Martinique », réalisé par la Collectivité Territoriale de Martinique et pour la poursuite de l'opération de déploiement du site internet.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique, pour procéder aux mises à jour du portail eu égard à son caractère évolutif, et rechercher les éventuels financements nécessaires pour ce faire.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 25 et 26 novembre 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20191126-19-517-1-DE
Date de télétransmission : 29/01/2020
Date de réception préfecture : 29/01/2020

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 29 JAN. 2020

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-517-1

PORTANT CRÉATION DU RÉSEAU D'IRRIGATION COLLECTIF DE NOUVELLE CITÉ À RIVIÈRE-SALÉE

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-six novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Félix CATHERINE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Eugène LARCHER (procuration à Joachim BOUQUETY), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Raphaël MARTINE), Charles-André MENCE, Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN (procuration à David ZOBDA), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Patricia TELLE (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller exécutif en charge du Développement durable et Énergie, de l'Économie bleue (Plaisance, Métiers de la mer) et de la Croissance verte (Agriculture...), des Transports et des Sports ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité, et la commission Développement économique et Tourisme le 19 novembre 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission Développement Agricole, Agro-transformation et Élevage le 20 novembre 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvée la création d'un réseau d'irrigation collectif de Nouvelle Cité, sur la commune de Rivière-Salée, et son intégration au sein de la rée du Périmètre Irrigué du Sud Est (PISE).

ARTICLE 2 : Est autorisée l'intégration du budget du réseau d'irrigation collectif de Nouvelle Cité au sein du budget annexe du PISE.

ARTICLE 3 : Le tarif de l'eau appliqué au réseau d'irrigation collectif de Nouvelle Cité est identique à celui du PISE, à savoir :

Abonnement €/ha	Prix €/m3
34,74	0,132

Ce tarif pourra être révisé par délibération de l'Assemblée de Martinique, en cas de contrainte ou de coût supplémentaire du service.

ARTICLE 4 : Les recettes de ventes d'eau et les dépenses du réseau d'irrigation collectif de Nouvelle Cité seront équilibrées par le versement d'une subvention d'équilibre, d'un montant de l'ordre de 189 516,00 € HT/an, imputée sur le budget général de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Cette dotation d'équilibre sera ajustée chaque année en fonction des dépenses et recettes réelles.

ARTICLE 5 : Cette dépense est imputée au chapitre 906 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 7 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 8 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 9 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 25 et 26 novembre 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20191126-19-518-1-DE
Date de télétransmission : 21/01/2020
Date de réception préfecture : 21/01/2020

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : **21 JAN. 2020**

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-518-1

PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET LA VILLE DU FRANÇOIS RELATIVE À LA MISE À DISPOSITION D'ÉTALS DE VENTE ET D'UNE POMPE DE REFOULEMENT SIS SUR LE SITE DE PÊCHE DE « CANAL » AU FRANÇOIS

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-six novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Félix CATHERINE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Eugène LARCHER (procuration à Joachim BOUQUETY), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Raphaël MARTINE), Charles-André MENCE, Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN (procuration à David ZOBDA), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Patricia TELLE (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération du Conseil municipal de la Ville du François n°2017.40 du 16 novembre 2017, portant délégations d'attributions du Conseil municipal au Maire, notamment son article 1^{er} paragraphe 5 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du Développement durable et Énergie, de l'Économie bleue (Plaisance, Métiers de la mer) et de la Croissance verte (Agriculture...), des Transports et des Sports ;

Vu l'avis émis par la commission Politique de la mer, Métiers de la mer (Pêche, Aquaculture, Nautisme et Ressources marines dans la ZEE) le 18 novembre 2019 ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité, la commission Développement économique et Tourisme le 19 novembre 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission BTP, Équipement, Réseaux numériques le 22 novembre 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est autorisée la passation d'une convention de mise à disposition entre la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) et la Ville du François, pour la gestion et l'entretien des étals de vente de poissons et d'une pompe de refoulement.

ARTICLE 2 : Cette convention est consentie à titre gratuit. La Ville assure les frais de consommation de fluides (eau, électricité).

La Ville assure, également, la maintenance de la pompe de refoulement, notamment par le biais de la Communauté d'Agglomération de l'Espace Sud Martinique, qui a les compétences en termes d'assainissement.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 25 et 26 novembre 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20191126-19-519-1-DE
Date de télétransmission : 16/12/2019
Date de réception préfecture : 16/12/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 16 DEC. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-519-1

PORTANT ADOPTION DU PLAN DE PRÉVENTION ET DE GESTION DES DÉCHETS DE MARTINIQUE (PPGDM) ET DE SON RAPPORT ENVIRONNEMENTAL

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-six novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Félix CATHERINE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Eugène LARCHER (procuration à Joachim BOUQUETY), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Raphaël MARTINE), Charles-André MENCE, Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN (procuration à David ZOBDA), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Patricia TELLE (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu la directive européenne n°2008-98-CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 dans le domaine des déchets ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu les articles L 541-1, L.541-2-1, L. 541-13 et suivants, et R 541-13 et suivants du code de l'Environnement,

Vu les articles R 123-5 et suivants du code de l'Environnement ;

Vu la délibération de la Région Martinique n°15-1946-1 du 30 octobre 2015 lançant la procédure d'élaboration du Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de Martinique (PPGDM) ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'avis favorable de la Commission Consultative d'Élaboration et de Suivi (CCES) du PPGDM, en date du 19 février 2019,

Vu les avis formulés par les institutions consultées dans le cadre de la consultation administrative prévue à l'article R.541-22 du code de l'Environnement sur le projet de Plan et le projet de rapport environnemental;

Vu l'avis de la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale (MRAE) en date du 02 mai 2019 ;

Vu le rapport et les conclusions motivées de la Commission d'Enquête en date du 04 novembre 2019 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller exécutif en charge du Développement durable et Énergie, de l'Économie bleue (Plaisance, Métiers de la mer) et de la Croissance verte (Agriculture...), des Transports et des Sports ;
Vu l'avis émis par le Conseil Économique, Social, Environnemental de la Culture et de l'Éducation de Martinique (CESECEM) le 22 novembre 2019 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité, la commission Développement économique et Tourisme le 19 novembre 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est adopté le Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de Martinique (PPGDM), ses annexes et son rapport environnemental, ainsi que la synthèse du plan et le résumé non technique de l'évaluation environnementale, joints à la présente délibération.

ARTICLE 2 : Sont approuvées, les orientations et modalités retenues, pour le suivi et l'animation du Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 25 et 26 novembre 2019 //

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LASE



Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20191126-19-519-1-DE
Date de télétransmission : 16/12/2019
Date de réception préfecture : 16/12/2019



Une ambition partagée pour une gestion durable

Novembre 2019

SOMMAIRE

•	LEXIQUE	14
•	PREAMBULE	16
1.	Contexte d'élaboration du Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de la Martinique	16
1.1	Contexte législatif et réglementaire.....	16
1.2	Portée juridique du Plan.....	16
1.3	Procédure de l'élaboration du Plan.....	16
1.3.1	<i>Historique de l'élaboration du Plan.....</i>	<i>16</i>
1.3.2	<i>Etapas de l'élaboration du Plan.....</i>	<i>18</i>
2.	Présentation du périmètre du Plan de la Martinique	22
2.1	Périmètre géographique.....	22
2.2	Périmètre des déchets concernés	22
•	CHAPITRE I - ETAT DES LIEUX DE LA GESTION DES DECHETS	24
1.	Inventaire des déchets par nature, quantité et origine	24
1.1	Déchets ménagers et assimilés (DMA)	24
1.1.1	<i>Les Ordures Ménagères et Assimilées</i>	<i>26</i>
1.1.2	<i>Les collectes séparatives.....</i>	<i>28</i>
1.1.3	<i>La collecte en déchèteries.....</i>	<i>29</i>
1.2	Déchets des collectivités	31
1.3	Déchets de l'eau et de l'assainissement.....	31
1.3.1	<i>Les Boues de Potabilisation</i>	<i>32</i>
1.3.2	<i>Les boues de STEP</i>	<i>32</i>
1.3.3	<i>Les matières de vidanges.....</i>	<i>32</i>
1.3.4	<i>Les autres sous-produits de l'assainissement.....</i>	<i>33</i>
1.4	Déchets d'activités économiques non dangereux et non inertes (DAE)	33
1.4.1	<i>Méthode d'évaluation du gisement</i>	<i>33</i>
1.4.2	<i>Définition des DAE.....</i>	<i>34</i>
1.4.3	<i>Quantité de déchets d'activités économiques, déchets non dangereux.....</i>	<i>34</i>
1.4.4	<i>Les DAE hors BTP, hors agriculture.....</i>	<i>35</i>
1.4.5	<i>Les DND du BTP.....</i>	<i>35</i>
1.4.6	<i>Les DND de l'agriculture.....</i>	<i>35</i>
1.4.7	<i>Focus sur les Sous-Produits Animaux (SPA).....</i>	<i>36</i>
1.5	Déchets inertes issus des chantiers du bâtiment et des travaux publics (BTP)	37
1.5.1	<i>Quantification des déchets inertes</i>	<i>37</i>

1.5.2	<i>Qualification des déchets inertes</i>	<i>38</i>
1.6	Déchets dangereux (DD).....	38
1.6.1	<i>Définition des déchets dangereux</i>	<i>38</i>
1.6.2	<i>Méthodologie d'inventaire des déchets dangereux</i>	<i>39</i>
1.6.3	<i>Quantité, typologie et origine des déchets dangereux produits en Martinique.....</i>	<i>40</i>
1.6.4	<i>Zoom sur les déchets amiantés</i>	<i>42</i>
1.6.5	<i>Zoom sur les déchets dangereux non diffus des gros producteurs</i>	<i>42</i>
1.6.6	<i>Zoom déchets dangereux diffus.....</i>	<i>43</i>
1.7	Déchets du littoral	45
1.7.1	<i>Les sédiments de dragage.....</i>	<i>45</i>
1.7.2	<i>Déchets flottants qui échouent sur les plages.....</i>	<i>48</i>
2.	Descriptif des mesures existantes en faveur de la prévention des déchets	48
2.1	Cadre général de la prévention.....	48
2.2	Mesures existantes en faveur de la prévention des déchets	49
2.2.1	<i>Plan de Réduction des déchets pour la Martinique</i>	<i>49</i>
2.2.2	<i>Les Programmes locaux de prévention (PLP).....</i>	<i>50</i>
2.3	Actions de prévention des déchets ménagers et assimilés mises en place	50
2.3.1	<i>Actions du Plan de Réduction des déchets pour la Martinique.....</i>	<i>50</i>
2.3.2	<i>Actions des Programmes locaux de prévention des déchets.....</i>	<i>52</i>
2.3.3	<i>Les autres actions de prévention des déchets ménagers et assimilés sur la Martinique...</i>	<i>54</i>
2.3.4	<i>Bilan quantitatif de la prévention des déchets des ménages</i>	<i>55</i>
2.4	Actions de prévention des déchets d'activités économiques	56
2.4.1	<i>Actions de prévention des déchets portées par la CMA.....</i>	<i>56</i>
2.4.2	<i>Actions de prévention des déchets portées par la CCI.....</i>	<i>56</i>
2.4.3	<i>Autres actions de préventions des déchets d'activités économiques</i>	<i>57</i>
3.	Descriptif de l'organisation de la collecte et de la gestion des déchets	57
3.1	Organisation de la collecte et de la gestion des déchets ménagers et assimilés	57
3.1.1	<i>Les Ordures Ménagères et Assimilées (OMA).....</i>	<i>57</i>
3.1.2	<i>Les collectes séparatives</i>	<i>60</i>
3.1.3	<i>Les collectes en déchèteries</i>	<i>62</i>
3.2	organisation de la gestion des déchets des collectivités.....	65
3.3	Organisation de la gestion des boues issues du traitement des eaux.....	66
3.3.1	<i>organisation de la gestion des boues de potabilisation</i>	<i>67</i>
3.3.2	<i>Organisation de la gestion des boues de STEP</i>	<i>67</i>
3.3.3	<i>Organisation de la gestion des matières de vidange.....</i>	<i>68</i>
3.3.4	<i>Organisation de la gestion des autres sous-produits de l'assainissement</i>	<i>68</i>
3.4	Organisation de la gestion des déchets d'activités économiques non dangereux non inertes.....	68
3.5	Organisation de la gestion des déchets inertes issus des chantiers du BTP	70
3.6	Organisation des dispositifs de responsabilité élargie du producteur (REP) et assimilés ..	71
3.6.1	<i>Organisation de la filière REP portant sur les déchets d'emballages ménagers.....</i>	<i>71</i>
3.6.2	<i>Organisation de la filière REP portant sur les déchets de piles et accumulateurs</i>	<i>73</i>
3.6.3	<i>Organisation de la filière REP portant sur les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE)</i>	<i>74</i>
3.6.4	<i>Organisation de la filière portant sur les déchets automobiles.....</i>	<i>75</i>

3.6.5	Organisation de la filière REP portant sur les Médicaments Non Utilisés (MNU).....	78
3.6.6	Organisation de la filière REP portant sur les gaz fluorés.....	78
3.6.7	Organisation de la filière REP portant sur les pneumatiques usagés.....	79
3.6.8	Organisation de la Filière REP portant sur les déchets de papier.....	80
3.6.9	Organisation de la filière REP portant sur les textiles d'habillements, linge de maison et chaussures (TLC).....	80
3.6.10	Organisation de la Filière REP portant sur les déchets d'éléments d'ameublements (DEA).....	82
3.6.11	Organisation de la filière REP portant sur les déchets chimiques des ménages	84
3.6.12	Organisation de la filière REP portant sur les déchets d'activité de soin à risques infectieux (DASRI).....	85
3.6.13	Organisation de la filière REP de reprise des bouteilles de gaz.....	86
3.6.14	Organisation de la filière REP des bateaux de plaisance et de sport	87
3.6.15	Organisation de la filière volontaire de l'agrofourniture	87
3.6.16	Organisation de la filière volontaire des mobil-home.....	88
3.6.17	Organisation de la filière des volontaire des cartouches d'impression de bureautique.....	88
3.6.18	Bilan de l'organisation des filières	89
3.7	Organisation de la gestion des déchets dangereux	90
3.7.1	Collecte des déchets dangereux	90
3.7.2	Devenir des déchets dangereux collectés	91
3.8	Organisation de la gestion des déchets en situations exceptionnelles.....	94
3.9	actions en faveur de la mise en œuvre de la tarification incitative.....	96
4.	Recensement des installations et ouvrages existants en 2016	97
4.1	Recensement des installations de collecte : les déchèteries	98
4.2	Recensement des installations de gestion des déchets inertes	98
4.2.1	Installations de recyclage de déchets inertes.....	98
4.2.2	Installations de valorisation par remise en état de déchets inertes.....	99
4.2.3	Installations de stockage de déchets inertes.....	100
4.3	Recensement des installations de gestion des déchets non dangereux non inertes	100
4.3.1	Recensement des Centres de tri des déchets non dangereux.....	100
4.3.2	Installations de reprise, préparation et traitement de certaines catégories de déchets non dangereux.....	101
4.3.3	Installations de préparation et valorisation organique	106
4.3.4	Installations de traitement des déchets non dangereux non inertes résiduels	109
4.4	Recensement des installations de gestion des déchets dangereux	112
5.	Recensement des installations de gestion des déchets ouvertes en 2017	115
5.1	Déchèteries.....	115
5.2	Quais de transfert.....	115
5.3	Plateformes de tri des encombrants et DIB	115
5.4	Installation de traitement des matières de vidanges	115
5.5	Installation de stockage des déchets non dangereux de Petit-Galion.....	116
6.	Recensement des projets d'installation de gestion des déchets	116
6.1	Projets portés par le service public	117
6.1.1	Déchèteries.....	117

6.1.2	<i>Quais de transferts</i>	117
6.1.3	<i>Unité de traitement mécano-biologique de Petit Galion</i>	117
6.1.4	<i>Plateformes de tri des encombrants et des DAE</i>	117
6.1.5	<i>Plateforme de Broyage des déchets verts</i>	118
6.1.6	<i>Unités de traitement de matières de vidanges</i>	118
6.2	Projets portés par des privés	118
6.2.1	<i>Centrale Biomasse</i>	118
6.2.2	<i>Déchèterie professionnelle</i>	118
6.2.3	<i>Unités de traitement de matières de vidanges</i>	118
6.2.4	<i>Autres installations en projet</i>	118
7.	Bilan des données de l'état des lieux	119
7.1	Synthèse de l'inventaire des déchets par nature, quantité et origine	119
7.1.1	<i>Synthèses des quantités de déchets</i>	119
7.1.2	<i>Bilan des flux de déchets</i>	122
7.2	Analyse de l'état d'avancement de la Martinique par rapport aux objectifs réglementaires	124
7.2.1	<i>Objectifs nationaux de prévention</i>	124
7.2.2	<i>Objectifs nationaux de valorisation</i>	126
7.2.3	<i>Objectifs nationaux de traitement des déchets résiduels</i>	127
7.3	Analyse de l'état d'avancement de la Martinique par rapport aux objectifs des précédents plans	128
7.3.1	<i>Objectifs du Plan Départemental de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux</i>	128
7.3.2	<i>Objectifs du Plan Départemental de Gestion des Déchets du bâtiment et des travaux publics</i>	133
7.3.3	<i>Objectifs du Le Plan Régional d'Élimination des Déchets Spéciaux</i>	133
•	CHAPITRE II – PROSPECTIVE : L'EVOLUTION DES QUANTITES DE DECHETS	134
1.	Prospective tendancielle	134
1.1	Définition	134
1.2	Hypothèses retenues pour l'évolution tendancielle	134
1.2.1	<i>Evolution de la population</i>	134
1.2.2	<i>Evolution de l'activité économique</i>	135
1.3	Evolution tendancielle par type de déchet	137
1.3.1	<i>Déchets ménagers et assimilés (DMA):</i>	137
1.3.2	<i>Déchets des collectivités</i>	137
1.3.3	<i>Déchets d'activités économiques</i>	137
1.3.4	<i>Déchets de l'eau et de l'assainissement</i>	137
1.3.5	<i>Déchets Inertes</i>	137
1.3.6	<i>Déchets dangereux</i>	138
1.4	Synthèse des résultats de l'évolution tendancielle	139
2.	Prospective avec prise en compte de la prévention des déchets	139
2.1	Prospective pour les déchets ménagers et assimilés (DMA)	139

2.2	Prospective pour les déchets des collectivités	140
2.3	Prospective pour les déchets d'activités économiques (DAE)	140
2.4	Prospective pour les déchets issus de l'assainissement des eaux	141
2.5	Prospective pour les déchets inertes du BTP.....	141
2.6	Prospective pour les déchets dangereux	142
2.7	Bilan de la prospective avec prise en compte de la prévention.....	143
3.	Synoptique des flux de déchets non dangereux et non inertes	145
•	CHAPITRE III : OBJECTIFS EN MATIERE DE PREVENTION, DE RECYCLAGE ET DE VALORISATION DES DECHETS	147
1.	Objectifs de prévention des déchets	147
1.1	Diminuer de 10 % les déchets ménagers et assimilés en kg/an/habitant en 2025 par rapport à 2010	147
1.2	Réduire la production de Déchets d'activités économiques par unité de valeur produite.....	147
1.3	Développer le réemploi, la préparation à la réutilisation et la lutte contre l'obsolescence programmée.....	148
1.4	Lutter contre le gaspillage alimentaire	148
1.5	Promouvoir l'économie circulaire dans la commande publique	148
1.6	Reduire la part des déchets dangereux dans les ordures ménagères.....	148
1.7	Bilan des objectifs de prévention	149
2.	Objectifs de recyclage et de valorisation des déchets	149
2.1	Atteindre 65% de déchets non dangereux et non inertes orientés vers la valorisation matière ou organique en 2025	149
2.1.1	Réglementation	149
2.1.2	Déclinaison de l'objectif du Plan	150
2.2	Trier à la source les biodéchets ménagers et professionnels.....	153
2.3	Mettre en œuvre l'extension des consignes de tri des emballages ménagers d'ici 2022	153
2.4	Etudier le développement de la tarification incitative et mise en œuvre d'une comptabilité analytique dans les services publics de gestion des déchets.....	153
2.5	Promouvoir la valorisation énergétique des déchets.....	153
2.5.1	Réglementation	153
2.5.2	Objectif du Plan.....	154
2.6	Valoriser les boues issues de l'assainissement organiquement et /ou énergétiquement	154
2.7	Orienter 70 % de déchets de BTP en valorisation matière	154
2.7.1	Réglementation	154
2.7.2	Objectifs du Plan	155
2.8	Optimiser la gestion des déchets dangereux.....	155
2.9	Performances prévisionnelles de valorisations matière et Organique	157
3.	Objectifs de traitement des déchets	159
3.1	Réduire de 30 % la quantité de déchets en stockage en 2030 et de 50 % en 2035 par rapport à 2010.....	159

3.2	Réduire de 25 % la quantité de déchets en incinération sans valorisation énergétique en 2030 et de 50 % en 2035 par rapport à 2010	160
4.	Indicateurs de suivi et méthodes d'évaluation	160
4.1	Suivi du Plan	160
4.2	Animation locale – Comité de suivi du Plan.....	161
4.3	Observatoire territorial des déchets	162
4.3.1	<i>Missions.....</i>	<i>162</i>
4.3.2	<i>Périmètre.....</i>	<i>162</i>
4.4	Données et Indicateurs de suivi du Plan.....	162
•	CHAPITRE IV : PLANIFICATION DE LA PREVENTION DES DECHETS.....	167
1.	Actions prioritaires à retenir pour atteindre les objectifs de prévention des déchets non dangereux et non inertes	168
1.1	Renforcer la communication	168
1.1.1	<i>Travailler à la cohérence des messages sur l'ensemble de la Martinique</i>	<i>168</i>
1.1.2	<i>Communiquer efficacement.....</i>	<i>168</i>
1.2	Favoriser la réparation, la réutilisation, le réemploi, et la lutte contre l'obsolescence programmée.....	169
1.3	Développer la prévention des biodéchets	170
1.4	Optimiser la reprise du 1 pour 1	170
1.5	Travailler avec les acteurs économiques.....	171
1.6	Mettre en œuvre la consigne.....	171
1.7	Développer d'autres actions spécifiques	172
2.	Actions prioritaires à retenir pour atteindre les objectifs de prévention des déchets dangereux.....	173
2.1	Améliorer la connaissance des gisements	173
2.2	Informers les usagers.....	173
2.3	Former les personnes au contact des déchets dangereux.....	174
2.4	réduire la part des quantités de déchets dangereux collectées en mélange	174
3.	Actions prioritaires à retenir pour atteindre les objectifs de prévention des déchets des chantiers du BTP	174
4.	Synthèse des actions de prévention prévues et à prévoir des acteurs concernés et calendrier.....	175
•	CHAPITRE V : PLANIFICATION DE LA GESTION DES DECHETS.....	179
1.	Principes généraux du plan pour la gestion des déchets.....	179
1.1	Hiérarchie des modalités de traitement.....	179
1.2	Favoriser la gestion de proximité des déchets.....	179
1.3	Communication	180
1.4	Pouvoir de police.....	181
1.5	Amélioration de la connaissance des gisements	182

2. Actions prioritaires à retenir pour atteindre l'objectif de valorisation des déchets non dangereux et non inertes 182

2.1	Actions pour la valorisation des déchets ménagers et assimilés	182
2.1.1	<i>Actions prioritaires pour les emballages ménagers et le verre.....</i>	<i>182</i>
2.1.2	<i>Actions pour les déchets occasionnels.....</i>	<i>183</i>
2.1.3	<i>Actions pour les mâchefers</i>	<i>184</i>
2.1.4	<i>Actions pour les TLC,</i>	<i>184</i>
2.1.5	<i>Actions pour les biodéchets.....</i>	<i>184</i>
2.2	Actions pour la valorisation des déchets des activités économiques	185
2.2.1	<i>Améliorer la connaissance des DAE.....</i>	<i>185</i>
2.2.2	<i>Information et communication par la CCI et la CMA.....</i>	<i>185</i>
2.2.3	<i>Optimiser la valorisation des déchets des producteurs non ménagers gérés par le Service Public</i>	<i>185</i>
2.2.4	<i>Améliorer les performances de valorisation des DAE collectés par les opérateurs privés</i>	<i>185</i>

3. Actions prioritaires à retenir pour l'atteinte des objectifs de valorisation des déchets dangereux..... 187

3.1.1	<i>Action générale</i>	<i>187</i>
3.1.2	<i>Actions par type de Flux</i>	<i>187</i>

4. Actions Prioritaires à retenir pour l'atteinte des objectifs de valorisation des déchets de chantiers 190

5. Actions prioritaires à retenir pour la gestion des déchets issus du traitement des eaux 191

5.1	Evolution des quantités à traiter	192
5.2	Préconisations du Plan	192
5.2.1	<i>Améliorer la connaissance des quantités de sous-produits du traitement des eaux.....</i>	<i>192</i>
5.2.2	<i>Actions à retenir pour les boues de stations d'épuration.....</i>	<i>193</i>
5.2.3	<i>Actions à retenir pour les autres sous-produits de l'assainissement des eaux.....</i>	<i>193</i>

6. Actions prioritaires à retenir pour le traitement des déchets 194

6.1	Traitement des déchets non dangereux non inertes résiduels.....	194
6.1.1	<i>Pré-traitement mécano-biologique.....</i>	<i>194</i>
6.1.2	<i>Valorisation énergétique</i>	<i>194</i>
6.1.3	<i>Elimination des déchets par stockage.....</i>	<i>196</i>
6.2	Traitement des déchets dangereux.....	196
6.3	Traitement des déchets inertes	196
6.4	Définition du déchet ultime	196
6.4.1	<i>La définition réglementaire du déchet ultime.....</i>	<i>196</i>
6.4.2	<i>Une nouvelle définition réglementaire du déchet ultime attendue à court terme</i>	<i>197</i>
6.4.3	<i>Une définition locale du déchet ultime délicate à établir</i>	<i>197</i>

7. Actions prioritaires à retenir pour la gestion des déchets du littoral 198

7.1	Sédiments de dragage et curage	198
7.1.1	<i>Quand le sédiment de dragage devient déchet.....</i>	<i>198</i>

7.1.2	<i>Les solutions de valorisation.....</i>	198
7.1.3	<i>Les orientations.....</i>	199
7.2	Les déchets flottants du Littoral.....	200
7.3	Les déchets portuaires.....	200
8.	Actions prioritaires pour la gestion des déchets agricoles.....	200
9.	Installations de gestion et de traitement des déchets qu'il apparaît nécessaire de créer, adapter ou fermer	201
9.1	Installations de gestion des déchets	201
9.1.1	<i>Installations de collecte et de Transfert.....</i>	201
9.1.2	<i>Installations de tri, de préparation et de regroupement en vue d'une valorisation matière ou de valorisation matière.....</i>	202
9.1.3	<i>Installations de regroupement et de préparation en vue d'une valorisation organique ou de valorisation organique.....</i>	205
9.1.4	<i>Installations de valorisation énergétique, de regroupement en vue d'une élimination et d'enfouissement</i>	208
9.2	Les critères d'implantation des installations de gestion des déchets	209
10.	Synthèse des actions prévues et à prévoir pour l'atteinte des objectifs de gestion et de traitement, acteurs concernés et calendrier	211
11.	Bilan par rapport aux objectifs nationaux	218
•	CHAPITRE VI : PLANIFICATION SPECIFIQUE DES BIODECHETS	220
1.	Recensement des mesures de prévention des biodéchets dont les actions de lutte contre le gaspillage alimentaire	221
1.1	Lutte contre le gaspillage alimentaire.....	221
1.1.1	<i>Rappel du cadre réglementaire et des objectifs</i>	221
1.1.2	<i>Actions locales de lutte contre le gaspillage alimentaire</i>	221
1.2	Autres actions de prévention relatives aux biodéchets.....	222
1.2.1	<i>Gestion de proximité des biodéchets.....</i>	222
1.2.2	<i>Action éco-exemplaires.....</i>	222
2.	Synthèse des actions prévues concernant le déploiement du tri à la source des biodéchets par les collectivités territoriales	223
2.1	Objectifs du plan concernant la gestion des biodéchets.....	223
2.2	Actions prévues dans le PPGDM.....	224
2.2.1	<i>Accompagner la prévention et la gestion des biodéchets.....</i>	224
2.2.2	<i>Renforcer la lutte contre le gaspillage alimentaire.....</i>	225
2.2.3	<i>Actions pour la mise en œuvre de la séparation à la source des biodéchets.....</i>	225
2.2.4	<i>Les installations de collecte des déchets verts</i>	227
2.2.5	<i>Capacités de préparation et de traitement des flux de biodéchets.....</i>	227
2.2.1	<i>Spécificités des déchets de sous produits animaux</i>	229
3.	Identification des possibilités de mutualisation des collectes et des traitement des flux des biodéchets des ménages, des entreprises et des déchets organiques des exploitations agricoles	229

3.1	Identification des possibilités de mutualisation des collectes.....	229
3.2	Identification des possibilités de mutualisation des traitements	230
 • CHAPITRE VII : PLANIFICATION SPECIFIQUE DES DECHETS D'EMBALLAGES MENAGERS ET DE PAPIERS GRAPHIQUES..... 231		
1.	Déchets d'emballages légers et de papiers graphiques	231
1.1	Priorité à retenir pour augmenter les quantités de recyclables collectés	232
1.2	Planification de l'implantation des centres de tri	233
1.3	Planification du déploiement des modalités harmonisées de collecte sélective	233
2.	Déchets d'emballages en verre	234
 • CHAPITRE VIII : PLANIFICATION SPECIFIQUE DES DECHETS DE TEXTILES, LINGE DE MAISON ET CHAUSSURES 236		
1.	Rappel de l'état des lieux	236
2.	Prospective à 6 et 12 ans de la gestion des déchets de Textiles	236
3.	Planification spécifique des déchets de textiles, linge de maison et chaussure... 237	
3.1	Collecte des TLC.....	237
3.2	Traitement des TLC	237
 • CHAPITRE IX : PLANIFICATION SPECIFIQUE DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES : DEPLOIEMENT DE LA TARIFICATION INCITATIVE 238		
 • CHAPITRE X : PLANIFICATION SPECIFIQUE DES DECHETS DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS..... 240		
1.	Prévention des déchets du BTP	240
1.1	Cadrage réglementaire.....	241
1.2	Cadre national : le programme national de prévention 2014-2020	241
1.3	Orientations du Plan	242
1.3.1	<i>Sensibiliser et former les acteurs</i>	<i>242</i>
1.3.2	<i>Développer l'exemplarité des structures publiques.....</i>	<i>243</i>
2.	Valorisation des matériaux du BTP	244
2.1	Cadre réglementaire	244
2.2	Engagement des filières.....	244
2.3	Actions du Plan	244
2.3.1	<i>Améliorer la connaissance de la gestion des déchets du BTP et la traçabilité</i>	<i>244</i>
2.3.2	<i>Développer l'exemplarité de la commande publique.....</i>	<i>245</i>
2.3.3	<i>Prendre en compte les enjeux locaux et les déchets générés par les bâtiments en fin de vie dans la RT (Réglementation thermique).....</i>	<i>245</i>
2.3.4	<i>Lancer des appels à projet pour tester les matériaux recyclés,</i>	<i>246</i>
2.3.5	<i>Développer des solutions de traitement des terres.....</i>	<i>246</i>
2.3.6	<i>Lutter contre les pratiques illégales.....</i>	<i>246</i>

3. Installation de gestion des excédents inertes après réemploi, réutilisation et recyclage sur chantier	247
3.1 Remblaiement de carrières.....	248
3.2 Capacités de stockage d'inertes.....	248
4. Déploiement de la reprise des déchets du bâtiment.....	248
4.1 Contexte réglementaire.....	248
4.2 Déploiement en Martinique	249
5. Identification des ressources minérales secondaires mobilisables	251
• CHAPITRE XI : PLANIFICATION SPECIFIQUE DES DECHETS AMIANTES ...	252
1. Collecte et regroupement.....	252
2. Traitement.....	253
• CHAPITRE XII : PLANIFICATION SPECIFIQUE DES VEHICULES HORS D'USAGES.....	254
1. Réglementation	254
2. Rappel de l'état des lieux	255
3. Planification spécifique de la gestion des Véhicules Hors d'Usage.....	256
3.1 La lutte contre les filières illégales	256
3.2 L'amélioration du démantèlement en vue du réemploi	256
3.3 Favoriser et augmenter le réemploi	257
3.4 Réfléchir sur les autres véhicules de transport.....	258
3.5 Planification du traitement des VHU.....	259
3.5.1 Gestion au fil de l'eau des VHU.....	259
3.5.2 Gestion des stocks de VHU.....	259
• CHAPITRE XIII : LIMITES DES CAPACITES ANNUELLES D'ELIMINATION PAR STOCKAGE ET INCINERATION DES DECHETS.....	260
1. Limites de capacités annuelles d'élimination par stockage	260
2. Limites des capacités annuelles d'élimination par incinération.....	261
• CHAPITRE XIV – IDENTIFICATION DES INSTALLATIONS PERMETTANT DE COLLECTER ET DE TRAITER DES DECHETS PRODUITS EN SITUATIONS EXCEPTIONNELLES.....	262
1. Identification des risques de situations exceptionnelles sur la Martinique.....	262
1.1 Risques naturels et technologiques	262
1.1.1 Le risque sismique.....	263
1.1.2 Le risque mouvement de terrain.....	264
1.1.3 Les inondations	265
1.1.4 Le risque de submersion marine - tsunami.....	266

1.1.5	<i>Les cyclones.....</i>	268
1.1.6	<i>Le risque volcanique.....</i>	268
1.1.7	<i>Le risque lié au transport de matières dangereuses</i>	269
1.1.8	<i>Le risque industriel.....</i>	270
1.1.9	<i>Le risque de rupture de barrage.....</i>	270
1.2	Risques sanitaires.....	270
1.2.1	<i>Risques sanitaires liés aux maladies vectorielles</i>	270
1.2.2	<i>Risques sanitaires liés aux sargasses</i>	270
1.2.3	<i>Risques sanitaires liés à l'utilisation des produits phytosanitaires (ou pesticides).....</i>	271
1.2.4	<i>Risques sanitaires liées aux oxydes d'azote</i>	271
1.2.5	<i>Risques sanitaires liés aux particules fines.....</i>	271
2.	Identification des déchets produits en situations exceptionnelles.....	272
2.1	Nature des déchets.....	273
2.2	Evaluation de la quantité de déchets	273
3.	Groupe de travail sur la gestion des déchets générés par une catastrophe cyclonique.....	274
3.1	Axe 1 : mise en place de zones tampons pour l'entreposage des déchets.....	274
3.2	Axe 2 : prévention et communication.....	274
3.3	Axe 3 : gestion opérationnelle des déchets en phase post-catastrophe	275
4.	Priorités du Plan	275
4.1	Volet prévention	276
4.1.1	<i>Création de plan de continuité d'activités (PCA).....</i>	276
4.1.2	<i>Sensibilisation des personnes et coordination préventive des opérateurs.....</i>	276
4.1.3	<i>Bilan du volet prévention</i>	277
4.2	Volet gestion des déchets	277
4.3	Volet « suivi post-situations exceptionnelles »	278
4.4	sargasses.....	278
•	CHAPITRE XV : PLAN D'ACTION EN FAVEUR DE L'ECONOMIE CIRCULAIRE	279
1.	Approche méthodologique	281
2.	Plan d'Action Economie Circulaire.....	281
2.1	Axe A : Piloter la stratégie globale d'économie circulaire en Martinique	281
2.1.1	<i>Objectif 1 : Piloter la stratégie territoriale d'économie circulaire.....</i>	282
2.1.2	<i>Objectif 2 : Adapter les instruments politiques existants et en créer de nouveaux.....</i>	283
2.1.3	<i>Objectif 3 : Agir de manière exemplaire.....</i>	284
2.2	Axe B : Améliorer les connaissances	285
2.2.1	<i>Objectif 1 : Affiner les connaissances et favoriser la diffusion de bonnes pratiques</i>	286
2.2.2	<i>Objectif 2 : Investir des sujets de niche et explorer des potentiels de développement..</i>	287
2.3	Axe C : Mobiliser et motiver les acteurs	289
2.3.1	<i>Objectif 1 : Communiquer sur les initiatives existantes.....</i>	289
2.3.2	<i>Objectif 2 : Sensibiliser les parties prenantes.....</i>	289

2.4	Axe D : Accompagner et soutenir les territoires, leurs acteurs, leurs filières.	290
2.4.1	Objectif 1 : Former les acteurs	290
2.4.2	Objectif 2 : Renforcer la création de valeur ajoutée sur le territoire selon l'approche économie circulaire.....	290
2.4.3	Objectif 3 : Soutenir les initiatives collectives	292
Table des figures		293
• ANNEXES.....		297
1.	Glossaire.....	297
2.	Synthèse des politiques de prévention des déchets en Martinique, ADEME, Novembre 2018.....	297
3.	Modalités de calcul du taux de valorisation des déchets	297
4.	Hypothèses de calcul du taux de recyclage.....	297
5.	Diagnostic prospectif et proposition de feuille de route relatifs au développement de l'économie circulaire en Martinique, ADEME, Septembre 2017	297
6.	Comptes Rendus des ateliers de concertation du PPGDM	297
7.	Fiches actions prévention.....	297
8.	Addendum	297
9.	Conformité à l'article 28 de la directive 2008/98/CE du parlement Européen et du Conseil	297
10.	Evaluation des enjeux économiques	297

LEXIQUE

Volontairement placé en tête de document, cette liste des abréviations permet au lecteur de revenir à loisir sur les abréviations du document. Le glossaire qui présente les définitions de termes est présenté en annexe.

ADEME : Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie
BPHU : Bateaux de Plaisance Hors d'Usage
BTP : Bâtiment et Travaux Public
CACEM : Communauté d'Agglomération Centre Martinique
CAESM : Communauté d'Agglomération de l'Espace Sud Martinique
CAP Nord : Communauté d'Agglomération du Pays Nord Martinique
CCES : Commission Consultative d'Elaboration et de Suivi du Plan
CCI : Chambre de Commerce et d'Industrie
CMA : Chambre des Métiers et de l'Artisanat
CSR : Combustible Solide de Récupération
CTM : Collectivité Territoriale de Martinique
CVO : Centre de Valorisation Organique de Petit Galion
DAE : Déchets d'Activités Economiques
DASRI : Déchets de Soin à Risque Infectieux
DD : Déchets Dangereux
DDS : Déchets Dangereux Spécifiques
DEAL : Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
DEEE : Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques
DIB : Déchets Industriels Banals
DND : Déchets Non Dangereux
DNDNI : Déchets Non Dangereux et Non Inertes
DMA : Déchets Ménagers et Assimilés
GES : Gaz à Effet de Serre
ISDI : Installation de Stockage des Déchets Inertes
ISDND : Installation de Stockage des Déchets Non Dangereux
LTECV : Loi de Transition énergétique pour la Croissance Verte
MNU : Médicament Non Utilisé
OMA : Ordures Ménagères et Assimilées
OMr : Ordures Ménagères résiduelles
PAEC : Plan d'Action en faveur de l'Economie Circulaire
PEC : Paquet économie Circulaire Européen
PLP : Plan Local de Prévention
PPGDM : Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de Martinique

PREAMBULE

REP : Responsabilité Elargie du Producteur
SMTVD : Syndicat Mixte de Traitement de Valorisation des Déchets
SPA : Sous-Produits Animaux
STEP : STation d'EPuration des eaux
TI : Tarification Incitative
TLC : Textiles, Linges de maison et Chaussures
TMB : Traitement Mécano-Biologique
UIOM : Usine d'Incinération des Ordures Ménagères
VHU : Véhicule Hors d'Usage

PREAMBULE

1. CONTEXTE D'ELABORATION DU PLAN DE PREVENTION ET DE GESTION DES DECHETS DE MARTINIQUE

1.1 CONTEXTE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE

La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (loi NOTRe) précise dans son article 8 les nouvelles modalités qui s'appliquent à la planification des déchets. Elle modifie de manière conséquente le Code de l'environnement et ses articles L541-13 et L541-14, transférant aux Régions la compétence relative à la planification des déchets. Dans le cas particulier de la Martinique, la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM), exerçant les compétences d'une région, prend en charge la réalisation du Plan Régional de Prévention et de Gestion des déchets (PRPGD), ci-après nommé Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de Martinique (PPGDM) ou le Plan.

L'article L541-13 précise que le PPGDM élaboré par la CTM comprend :

- Un état des lieux de la prévention et de la gestion des déchets selon leur origine, leur nature, leur composition et les modalités de transport ;
- Une prospective à terme de 6 et 12 ans de l'évolution tendancielle des quantités de déchets à traiter ;
- Des objectifs en matière de prévention, de recyclage et de valorisation des déchets, déclinant les objectifs nationaux de manière adaptée aux particularités territoriales, ainsi que les priorités à retenir pour atteindre ces objectifs ;
- Une planification de la prévention et de la gestion des déchets à terme de 6 et 12 ans, comportant notamment la mention des installations qu'il apparaît nécessaire de créer ou d'adapter afin d'atteindre les objectifs précédents et dans la limite des capacités annuelles d'élimination de déchets non dangereux non inertes fixées par le plan ;
- Un plan régional d'action en faveur de l'économie circulaire.

1.2 PORTEE JURIDIQUE DU PLAN

Les plans régionaux ont pour objectif de coordonner l'ensemble des actions entreprises tant par les pouvoirs publics que par les organismes privés en vue d'assurer la réalisation des objectifs de la politique nationale de prévention et de gestion des déchets et contribuer à la transition vers une économie circulaire.

À cet égard, ils précisent les objectifs de prévention, de recyclage et de valorisation à atteindre ainsi que les actions, les services et les équipements à mettre en œuvre en conséquence. Ces plans doivent également comporter un plan d'action en faveur de l'économie circulaire.

Leur importance est primordiale car les décisions prises dans le domaine des déchets par les personnes morales de droit public et leurs concessionnaires doivent être compatibles avec ces plans (article L541-15 du code de l'environnement).

1.3 PROCEDURE DE L'ELABORATION DU PLAN

1.3.1 HISTORIQUE DE L'ELABORATION DU PLAN

Suite à la publication de la loi NOTRe, puis du décret du 17 juin 2016 relatif aux PRPGD, la CTM a enclenché les travaux d'élaboration du plan. Les travaux d'état des lieux ont commencé en septembre 2017.

L'élaboration du PPGDM s'est déroulée selon le calendrier suivant :

- **Septembre 2017 – mars 2018** : réalisation d'un état des lieux complet sur la prévention et la gestion des déchets au cours de l'année 2016, démarche qui a permis de rencontrer les acteurs concernés par la prévention et la gestion des déchets sur le territoire, que ce soient les acteurs associatifs, les collectivités compétentes en matière de déchets, les opérateurs privés dans le domaine des déchets, les chambres consulaires et les organismes institutionnels,
- **16 au 31 Octobre 2017** : 22 entretiens physiques avec les acteurs locaux.
- **Mars-Juin 2018** : réalisation de l'analyse des atouts, forces, faiblesses et menaces de la prévention et la gestion des déchets, ainsi que de l'analyse prospective de l'évolution tendancielle des déchets. Ces deux approches ont permis de définir les objectifs du Plan,
- **18 au 20 Avril 2018** : 6 ateliers de concertation sur les thématiques des déchets du BTP, des déchets dangereux, de la prévention, de la valorisation matière, de la valorisation organique et des déchets résiduels. Ces ateliers de concertation avaient pour objectifs de :
 - partager l'état des lieux et le diagnostic réalisés,
 - connaître l'avis des acteurs du territoire sur la valorisation matière des déchets,
 - discuter ensemble des problématiques,
 - co-construire des scénarios via la définition d'actions à mettre en œuvre pour respecter les objectifs fixés dans le Plan.

Ces ateliers ont permis à l'ensemble des partenaires concernés par la gestion des déchets de confronter ou conforter leurs points de vue, dans une démarche de concertation constructive.

- **CCES du 6 juillet 2018** : première réunion de la Commission Consultative d'Elaboration et de Suivi pour la mise en place de son fonctionnement, présentation de l'état des lieux et validation à l'unanimité du règlement intérieur, des objectifs proposés pour le PPGDM et des hypothèses d'évolution.
- **Juillet – Novembre 2018** : sélection et analyse des scénarios du Plan,
 - **6 et 7 Novembre 2018** : groupes de travail avec les membres de la CCES pour présentation et discussion autour des scénarios du Plan.
- **CCES du 20 Novembre 2018** : choix à l'unanimité moins une abstention, du scénario retenu dans le Plan.
- **Novembre 2018 – Février 2019** : rédaction du Plan.
- **CCES du 19 Février 2019** : avis favorable sur le projet de Plan et son évaluation environnementale à l'unanimité.
- **Mars - Juin 2019** : consultations réglementaires :

Projet de Plan et rapport environnemental soumis pour avis aux autorités organisatrices en matière de collecte et de traitement des déchets (CACEM, CAESM, CAPNORD et SMTVD), au préfet de région, à la Conférence Territoriale de l'Action Publique (CTAP), au Conseil Régional de Guadeloupe et à la Collectivité Territoriale de Guyane. L'ensemble des avis est favorable.

Avis de la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale (MRAE).
- **21 Juin 2019** : passage du projet Plan et du rapport environnemental en Assemblée plénière de la CTM.
- **24 Juin 2019** : arrêt du projet de Plan et son évaluation environnementale par le Président du Conseil Exécutif de Martinique.
- **02 septembre au 04 octobre 2019** : Enquête publique du projet de Plan révisé et de son évaluation environnementale

- **04 novembre 2019** : Rapport de la commission d'enquête rendant un avis favorable.
- **25 novembre 2019** : Approbation du Plan et de l'évaluation environnementale par l'Assemblée de la CTM.

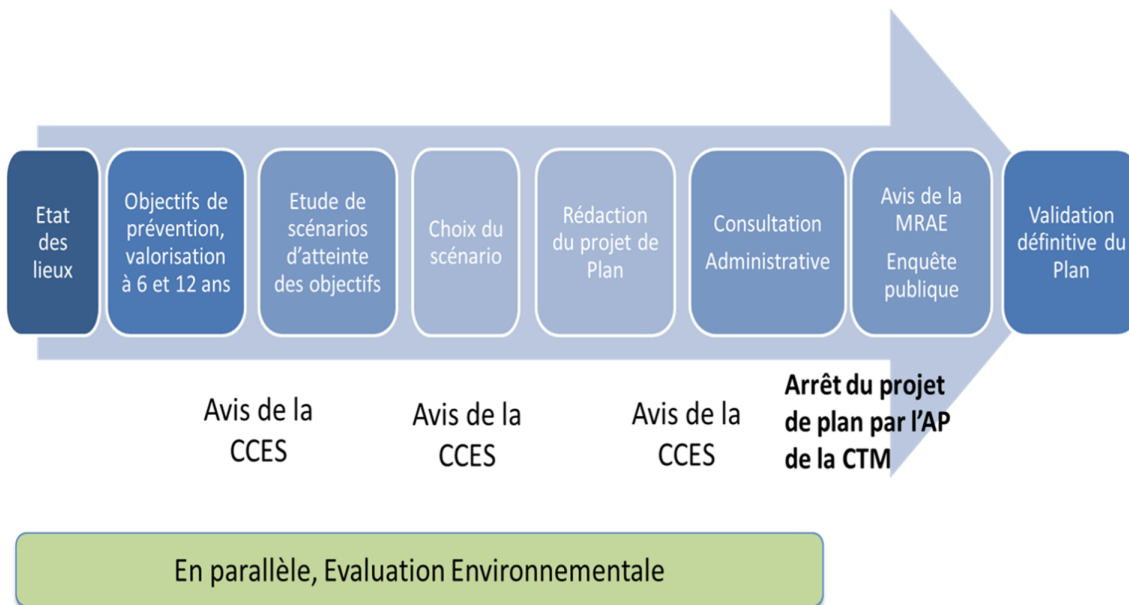


Figure 1 : Elaboration du Plan

1.3.2 ETAPES DE L'ELABORATION DU PLAN

La première étape de l'élaboration du projet de Plan a consisté en la réalisation d'un état des lieux (année de référence 2016), comprenant entre autres l'inventaire des déchets, des installations de traitement et le recensement des actions de prévention.

Cet état des lieux a permis d'effectuer un diagnostic du territoire présenté ci-après sous forme de matrice atouts, forces, faiblesses et menaces (AFOM) :

Atouts	Faiblesses
<p>Organisation de la gestion des déchets structurée et en cohérence avec les besoins du territoire</p> <p>Amélioration de la connaissance des déchets et de leur traitement</p> <p>Une planification et des actions mises en œuvre au niveau de la prévention des déchets</p> <p>Des installations de gestion et de traitement des déchets en place</p> <p>Recyclage local de certains matériaux</p>	<p>Réseau de déchèteries insuffisant pour les ménages et pour les professionnels</p> <p>Peu de collecte des déchets dangereux diffus des ménages et des artisans</p> <p>Faible connaissance des pratiques et des quantités de déchets générées par les chantiers du BTP</p> <p>Insuffisance des moyens déployés sur la prévention des déchets par rapport aux besoins</p> <p>Difficulté pour mettre en œuvre et développer les filières volontaires (REP)</p> <p>Performances de valorisation faibles (matière, organique et énergétique)</p>
Opportunités	Menaces
<p>Article 73 de la constitution donnant de la latitude législative aux décideurs martiniquais</p> <p>La LTECV permet une planification de la prévention et de la gestion des déchets</p> <p>Plusieurs projets d'installations de valorisation</p>	<p>Réglementation européenne et nationale parfois peu adaptée à l'Outre-Mer</p> <p>LTECV limitant les capacités d'incinération sans valorisation énergétique</p> <p>Fréquence des événements exceptionnels accrue</p> <p>Gestion des déchets en situations de crises (risques naturels majeurs, sargasses, ...) plus difficile du fait du contexte insulaire (peu de solutions alternatives en cas d'atteinte des exutoires ou des installations de traitement)</p> <p>Faiblesse de certains gisements impactant le développement et la pérennité économique d'installations locales</p> <p>Quantités de sédiments de dragage potentielles importantes</p> <p>Coûts de la gestion des déchets conséquents du fait de l'insularité</p>

Figure 2 : Synthèse de l'analyse AFOM de la gestion des déchets en Martinique

A partir de ce diagnostic et d'une estimation tendancielle des gisements de déchets, il a été défini des objectifs aux horizons 2025 et 2031 et des priorités en matière de prévention des déchets, de tri à la source, de collectes séparées...

L'évolution de la réglementation européenne avec l'approbation mi 2018 du Paquet Economie Circulaire (PEC) par l'Union Européenne a conduit à étudier deux scénarios afin de définir les capacités du territoire et les moyens à mobiliser pour respecter les objectifs :

- d'une part, de la réglementation concernant les déchets et l'économie circulaire en vigueur à l'approbation du Plan : scénario 1,
- d'autre part, du Paquet Economie Circulaire : scénario 2.

Les tonnages afférents ont été calculés, les équipements et actions nécessaires ont été étudiés pour chaque scénario.

Les scénarios ont été également comparés au scénario tendanciel présenté dans l'étude prospective qui correspond à l'évolution normale des déchets si aucune mesure du Plan n'était mise en œuvre.

Le tableau ci-dessous compare les deux scénarios étudiés. Il a fait l'objet d'une présentation détaillée lors de la CCES du 20 novembre 2018 :











	Scénario 1 – respect LTECV	Scénario 2- respect PEC
Atteinte des objectifs	 Respect de la LTECV et de certains objectifs du PEC	 Rapprochement mais pas d'atteinte des objectifs du Paquet Economie Circulaire Européen
- Taux de valorisation/ recyclage	 Respect LTECV (65 % en 2025 et 71 % en 2031)	 Pas de possibilité d'atteinte dans le contexte local (52 % en 2025 et 54 % en 2031)
- Valorisation énergétique des déchets	 	
- Traitement des déchets résiduels en ISDND	 Respect des limitations des capacités de stockage pour la LTECV et le PEC Pas d'ordures ménagères brutes en ISDND	 Respect des limitations des capacités de stockage pour le PEC Pas d'ordures ménagères brutes en ISDND
Moyens à déployer pour atteindre les objectifs	64 800 000 €	76 300 000 €
Impact environnemental	 Diminution de 190 % des émissions de GES (passage d'émission à économie de GES) et augmentation de 32 % de l'énergie économisée	 Diminution de 200 % des émissions de GES (passage d'émission à économie de GES) et augmentation de 49 % de l'énergie économisée

Figure 3 : Synthèse des scénarios étudiés

La CCES du 20 novembre 2018 a choisi de retenir le scénario 1 qui est très ambitieux pour le territoire et le seul réaliste pour respecter aux échéances du Plan, les objectifs réglementaires en vigueur à son approbation.

En effet, le scénario 2 montre que, même avec mise en place d'une tarification incitative et une collecte des biodéchets sur la totalité de la Martinique, il ne sera pas possible d'atteindre l'objectif de recyclage du Paquet Economie Circulaire Européen (en presumant des modalités de sa transcription en droit français). Pour la Martinique, les taux de recyclages sont amoindris par rapport à ce qui est possible sur le reste du territoire français pour les raisons suivantes :

- de nombreux gisements recyclables dans l'hexagone ne sont pas toujours mobilisables en Martinique (ex Déchets d'éléments d'ameublement, ...) car certains Eco-Organismes disposent de clauses dans leurs agréments leur permettant d'effectuer de la valorisation énergétique au détriment du recyclage. Et le Plan ne peut pas juridiquement fixer des objectifs aux éco-organismes plus contraignants que leurs agréments ;

PREAMBULE

- le verre est actuellement valorisé par intégration dans des couches de voiries. Cette utilisation, approuvée par l'éco-organisme en charge des emballages ménagers, ne constitue pas du recyclage. A la vue du principe de proximité et des enjeux locaux, il semble difficilement envisageable de remettre en cause cette filière de valorisation locale pérenne pour un renvoi du verre vers l'hexagone. La seule possibilité pour considérer que le verre relève de la définition du recyclage est ouverte par le considérant n°12 de la directive 2018/851 du parlement européen et du conseil. Elle consiste en la mise en place d'un contrôle qualitatif et d'une analyse en matière de protection de l'environnement et de la santé. Ces démarches ont été prévues dans le scénario 2, mais elles ne suffisent pas à l'atteinte des objectifs du Paquet Economie Circulaire ;
- les mâchefers ne peuvent être considérés comme étant recyclés que s'ils sont utilisés en sous-couche routière. Cependant, au vu des contraintes du territoire Martiniquais qui présente des risques sismiques, des risques en termes d'inondation et de submersion, et la topographie du réseau routier avec de fortes déclivités, cette utilisation semble complexe. Leur maintien en couche de recouvrement intermédiaire de casier en ISDND semble la seule solution de valorisation, excluant les possibilités de recyclage.

L'ensemble de ces problématiques représente à l'échéance du Plan un enjeu de l'ordre de 30 000 t qui sont valorisées énergétiquement ou en matière mais qui ne peuvent pas être prises en compte dans les taux de recyclage tels que définis par le Paquet Economie Circulaire.

Le Scénario 1 permet le recyclage de 35 000 t de déchets municipaux supplémentaires en 2025 par rapport à 2016 (au sens de la définition du recyclage de l'union européenne), ce qui est déjà très ambitieux (+ 89 %). Il respecte la réglementation en vigueur et l'objectif du PEC de limitation des quantités de déchets municipaux orientés vers le stockage et requiert des investissements conséquents (64,8 millions d'euros environ) pour la Martinique. Il inclut également des études de faisabilité pour le recyclage des mâchefers, du verre et la mise en place de la tarification incitative.

2. PRESENTATION DU PERIMETRE DU PLAN DE LA MARTINIQUE

2.1 PERIMETRE GEOGRAPHIQUE

Le périmètre géographique du Plan couvre la totalité de la Martinique. Il comprend le territoire de 34 communes, 3 collectivités à compétence collective (la Communauté d'Agglomération Centre Martinique – CACEM, la Communauté d'Agglomération de l'Espace Sud de la Martinique – CAESM et la Communauté d'Agglomération du Pays Nord Martinique – CAPNORD) et 1 collectivité à compétence traitement (le Syndicat Martiniquais de Traitement et de Valorisation des Déchets – SMTVD).

L'année de référence du Plan est 2016.

Le Plan a pris comme population de référence, la population municipale issue du Décret n° 2015-1851 du 29 décembre 2015 authentifiant les chiffres des populations de l'hexagone, de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique, de La Réunion, de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin et de Saint-Pierre-et-Miquelon, entrant en vigueur au premier janvier 2016.

Ainsi, le périmètre géographique du Plan regroupe 385 551 habitants, dont :

- CACEM : 161 021 habitants,
- CAESM : 119 653 habitants,
- CAPNORD : 104 877 habitants.

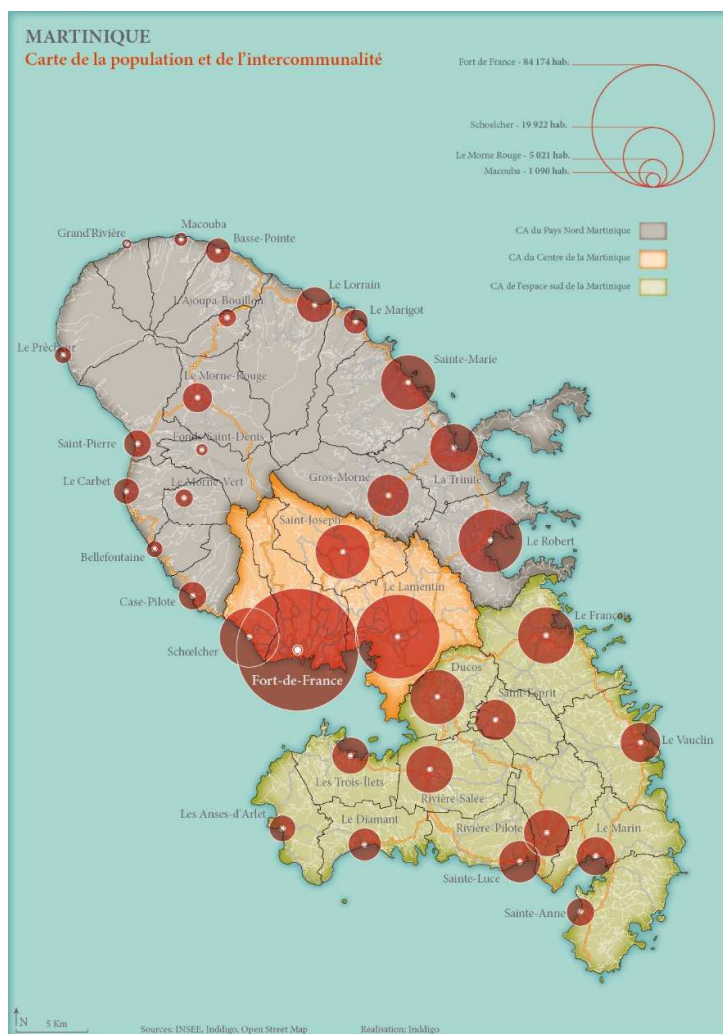


Figure 4 : Cartographie du périmètre géographique du Plan

2.2 PERIMETRE DES DECHETS CONCERNES

En Martinique, il existe actuellement trois outils de planification :

- le Plan de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux (PPGDND), approuvé par le Conseil Général de la Martinique, le 22 septembre 2015,
- le Plan Départemental de Gestion des Déchets du Bâtiment et des Travaux Publics, approuvé par arrêté préfectoral du 29 janvier 2007,
- le Plan Régional d'Élimination des Déchets Industriels Spéciaux (PREDIS) de la Région Martinique, adopté le 1er décembre 1998.

Le PPGDM a la charge de mettre en œuvre une planification des déchets sur la Martinique, regroupant les périmètres des déchets concernés par les trois précédents plans. Ainsi, le champ d'investigation du PPGDM est très vaste et quasiment sans limites.

● CHAPITRE I - ETAT DES LIEUX DE LA GESTION DES DECHETS

L'état des lieux du Plan a été réalisé à partir des données de l'Observatoire des Déchets de Martinique et de celles fournies par les acteurs des sphères publique et privée.

Merci aux différents acteurs qui ont contribué à compléter cet état des lieux puis ont participé aux travaux d'élaboration de ce Plan.

Comme stipulé par l'article R541-16 du Code de l'environnement, l'état des lieux de la prévention et de la gestion des déchets comporte :

- a) Un inventaire des déchets par nature, quantité et origine ;
- b) Un descriptif des mesures existantes à l'échelle régionale en faveur de la prévention des déchets, notamment celles prévues par les programmes locaux de prévention des déchets ménagers et assimilés prévus à l'article L. 541-15-1, en identifiant, le cas échéant, les territoires encore non couverts par de tels programmes ;
- c) Une description de l'organisation de la collecte des déchets, notamment un état des lieux de la mise en place de la tarification incitative et une analyse de ses performances en termes de prévention et de collecte séparée des déchets ;
- d) Un recensement des installations et des ouvrages existants qui gèrent des déchets et des capacités de déchets qu'ils peuvent accepter ;
- e) Un recensement des projets d'installation de gestion de déchets pour lesquels une demande d'autorisation d'exploiter, une demande d'enregistrement ou une déclaration a été déposée en application du titre Ier du présent livre, ainsi que des projets de grands travaux prévus dans d'autres documents de planification.

1. INVENTAIRE DES DECHETS PAR NATURE, QUANTITE ET ORIGINE

1.1 DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES (DMA)

Les déchets ménagers et assimilés (DMA) comprennent :

- Les ordures ménagères : Ordures Ménagères résiduelles (OMr) et les collectes sélectives de verre, d'emballages et de papier et la collecte des biodéchets des ménages ;
- Les autres déchets des ménages collectés par les collectivités, en direct ou via les déchèteries : tout-venant, déchets verts, cartons, ferraille, DEEE...

Les collectes des déchets ménagers comportent une partie de déchets en provenance de producteurs non ménagers (déchets d'activités économiques dits « assimilés »). Il n'est pas possible de les différencier. Les tonnages présentés ci-après concernent, de ce fait, à la fois les déchets ménagers et les déchets d'activités économiques collectés en mélange avec les déchets ménagers.

En 2016, ce sont 201 832 tonnes de déchets ménagers et assimilés non dangereux et non inertes qui ont été collectées en Martinique, ce qui représente une production moyenne de 523 kg/an/hab.

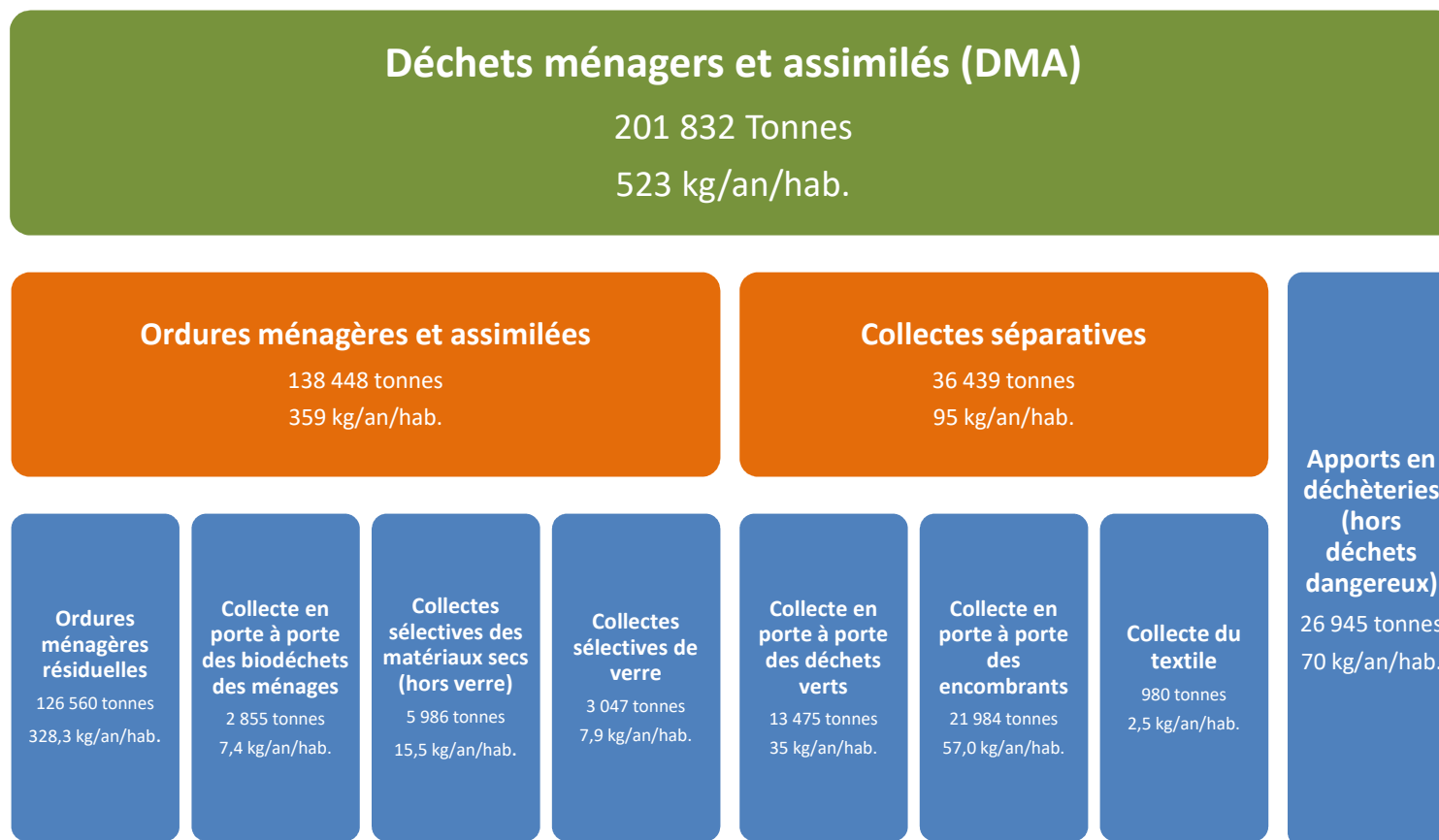


Figure 5 : Production des déchets ménagers non inertes et non dangereux en 2016

Les données sont issues de l'Observatoire des Déchets mis en place par la CTM en partenariat avec l'ADEME. Les ratios moyens nationaux présentés par l'ADEME sont de 573 kg/an/hab. au niveau national et 547 kg/an/hab. en moyenne dans les DOM-COM, la Martinique présente donc un ratio de collecte des DMA inférieur aux moyennes.

1.1.1 LES ORDURES MENAGERES ET ASSIMILEES

1.1.1.1 *Les Ordures ménagères résiduelles*

Les ordures ménagères ont représenté 126 560 tonnes de déchets en 2016, soit 328,3 kg/an/hab. La répartition entre les collectivités est la suivante :

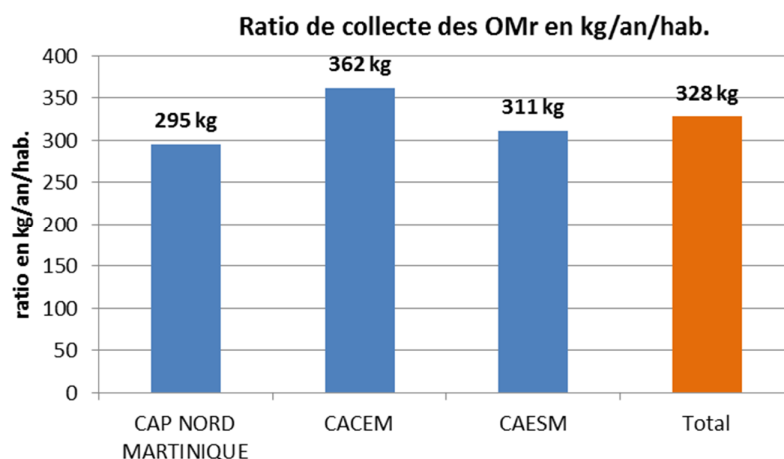


Figure 6 : Ratio de collecte des Ordures Ménagères Résiduelles

La Martinique présente un ratio moyen de 328 kg/an/hab. supérieur à la moyenne française (269 kg/an/hab.) et à la moyenne des collectivités des DOM COM (308 kg/an/hab.).

Il est à noter que la caractérisation des déchets produits sur le territoire (MODECOM 2012) montre que 31 % des OMR collectées dans le cadre de la collecte publique semblent provenir d'activités économiques (assimilés).

1.1.1.2 *La collecte en Porte à Porte des biodéchets des ménages*

La collecte en porte à porte des biodéchets des ménages a permis de collecter 2 855 tonnes en 2016 sur le territoire du Plan, soit 7,4 kg/an/hab.

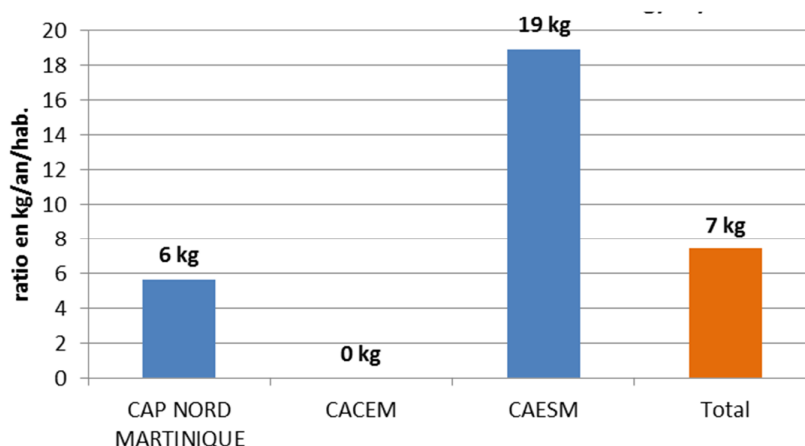


Figure 7 : Ratio de collecte des biodéchets des ménages

Les ratios de collecte faibles présentés par Cap Nord Martinique, s'expliquent par le fait que seules 4 communes sont desservies par la collecte des biodéchets des ménages. Le ratio à habitant desservi est de 10 kg/an/habitant desservi, ce qui est faible par rapport au constat sur toute la France (99 kg/an/hab. pour une collecte des déchets alimentaires et des déchets verts en mélange et 43 kg/an/hab. pour une collecte de déchets alimentaires seuls).

La CACEM n'effectue pas de collecte des biodéchets des ménages. La collecte effectuée par la CACEM concerne uniquement la cuisine centrale de Fort de France.

Les données de comparaison nationale sont communes avec les déchets verts collectés en porte à porte. Elles sont présentées dans le paragraphe présentant le gisement de déchets verts collectés séparément.

1.1.1.3 La collecte sélective des matériaux secs (hors verre)

La collecte sélective des emballages et des papiers (hors verre) représente 5 986 tonnes de collecte en 2016, soit 15,5 kg/an/hab.

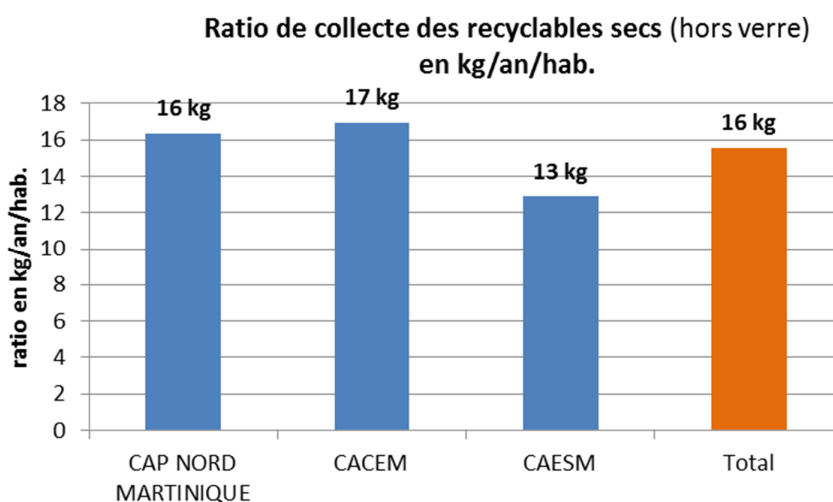


Figure 8 : Ratio de collecte des recyclables secs hors verre

Les performances plus faibles constatées sur la CAESM s'expliquent par le détournement d'une partie des papiers collectés avec les biodéchets. Par ailleurs, en 2016, cet EPCI n'avait pas encore contractualisé avec ECOFOLIO. Son ratio ne tient pas compte non plus des papiers/JRM pouvant être collectés hors biodéchets.

Au niveau français, la collecte des recyclables secs (hors verre) a représenté 47 kg/an/hab. et 20 kg/an/hab. au niveau des DOM-COM, avec 15 kg/an/hab. La Martinique présente donc d'importantes marges de progrès.

1.1.1.4 La collecte sélective du verre

La collecte sélective des emballages en verre auprès des ménages a représenté 3 047 tonnes en 2016, soit 7,9 kg/an/hab.

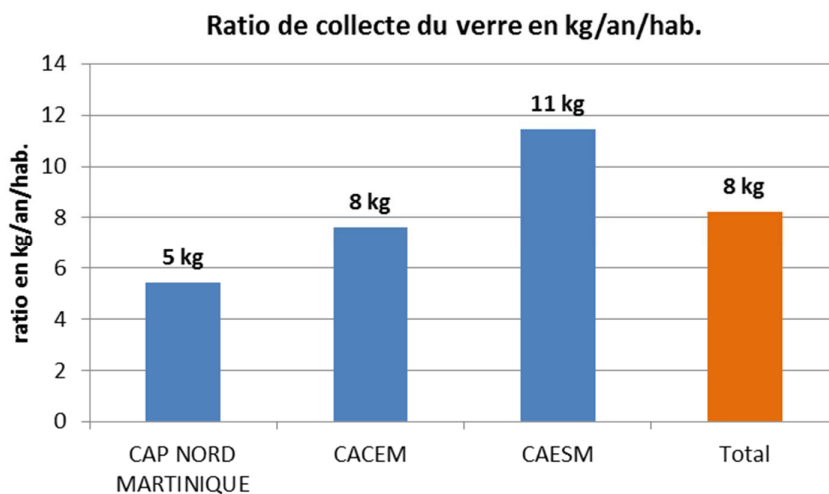


Figure 9 : Ratio de collecte du verre

Il existe de fortes disparités sur les ratios de collecte entre les différents territoires pouvant s'expliquer par les dispositifs de collecte en place et leur proximité avec les usagers (nombre de colonne à verre notamment).

Au niveau national, les quantités de verre collectées, s'élèvent à 29 kg/an/hab. et à 9 kg/an/hab. au niveau des collectivités des DOM-COM. Ainsi, la Martinique a d'importantes potentialités de développement de la collecte du verre.

1.1.2 LES COLLECTES SEPARATIVES

1.1.2.1 La collecte en porte à porte des déchets verts

13 475 tonnes de déchets verts ont été collectés en porte à porte par les trois collectivités à compétence collecte en 2016, soit un ratio de 35 kg/an/hab.

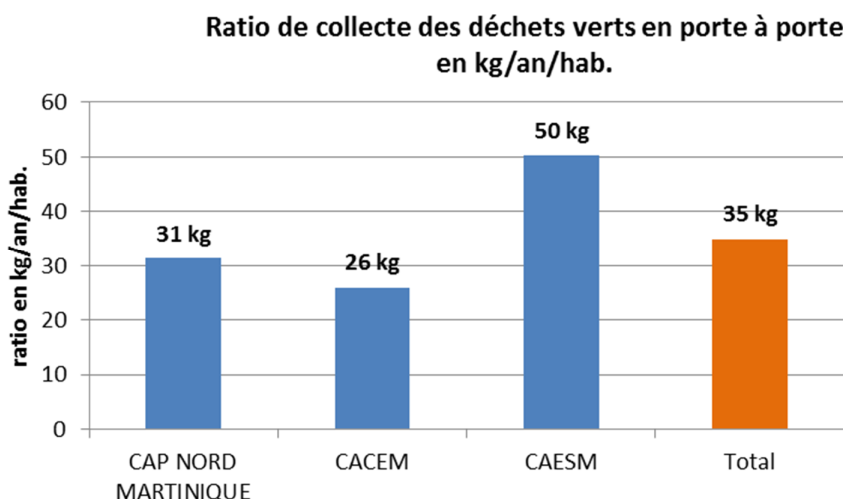


Figure 10 : Ratio de collecte des déchets verts en porte à porte

La collecte des biodéchets (FFOM et Déchets verts en porte à porte) a représenté 89 kg/an/hab. au niveau des DOM-COM. Avec 35 kg/an/hab., la Martinique a des ratios plus faibles que les territoires comparables.

Il est à noter que l'évolution de la réglementation sur le tri à la source des biodéchets des ménages (Loi de Transition Énergétique pour la Croissance Verte), devrait faire augmenter le ratio moyen au niveau français dans les prochaines années.

1.1.2.2 La collecte en porte à porte des déchets encombrants

21 984 tonnes de déchets encombrants des ménages ont été collectées en porte à porte par les trois EPCI à compétence collecte de la Martinique, soit 57 kg/an/hab.

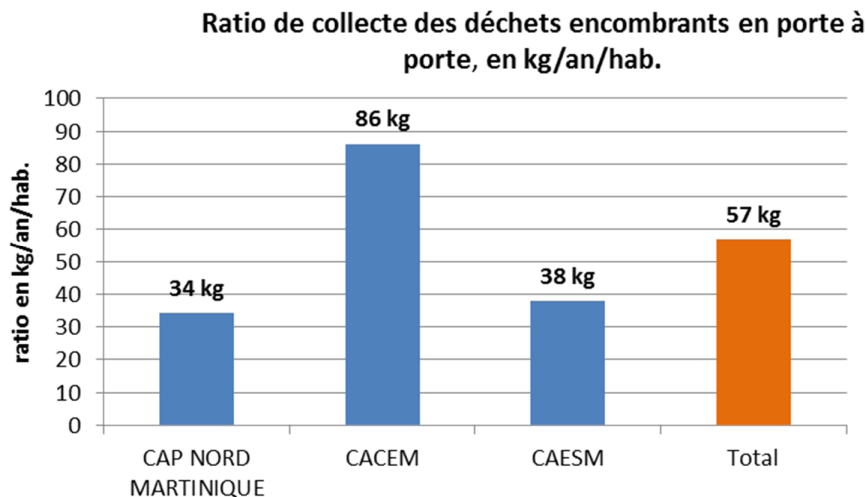


Figure 11 : Ratio de collecte des déchets encombrants en porte à porte

La CACEM, partie la plus urbaine de la Martinique et concentrant la plus grande partie de l'activité économique, représente 63 % des tonnages collectés pour 42 % de la population.

Au niveau français, la collecte des encombrants en porte à porte représente 11 kg/an/hab. et 80 kg/an/hab. au niveau des DOM-COM. Le déploiement en cours du réseau de déchèteries permettra de se rapprocher des données de collecte moyenne française.

1.1.2.3 La collecte des TLC

Les TLC (textiles, linges, chaussures) sont collectés en Martinique par l'Association ACISE Samu Social. En 2016, 980 tonnes ont été collectées par l'ACISE soit 2,5 kg/an/hab. Pour des raisons d'optimisation du fonctionnement des collectes, l'ACISE ne distingue pas le ramassage des points d'apport par territoire de collecte. Il n'est donc pas possible de répartir ce tonnage entre les différentes ECPI de la Martinique.

Au niveau national, la collecte du textile a représenté 3,2 kg/an/hab.

Il est à noter qu'au niveau de la Martinique, le gisement probable est légèrement inférieur à celui du territoire national du fait du climat et du type de TLC récupérés (peu de manteaux, couettes, couvertures).

1.1.3 LA COLLECTE EN DECHETERIES

Les collectes en déchèteries de déchets non dangereux et non inertes ont représenté 26 944 tonnes de déchets en 2016, soit 69,9 kg/an/hab.

5 matériaux non dangereux et non inertes sont collectés sur les déchèteries. Leurs tonnages respectifs sont présentés ci-dessous :

Déchets collectés en 2016 en tonnes	CAP NORD MARTINIQUE	CACEM	CAESM	Total	Ratio
Déchets verts	2 249 t	2 141 t	9 069 t	13 459 t	34,9 kg
Tout venants	2 083 t	3 367 t	4 689 t	10 139 t	26,3 kg
Métaux	998 t	932 t	1 218 t	3 148 t	8,2 kg
Cartons	34 t	40 t	113 t	187 t	0,5 kg
Pneus			12 t	12 t	0,0 kg
Total hors inertes et hors déchets dangereux	5 365 t	6 479 t	15 100 t	26 945 t	69,9 kg

Figure 12 : Tonnages collectés en déchèteries par matériaux

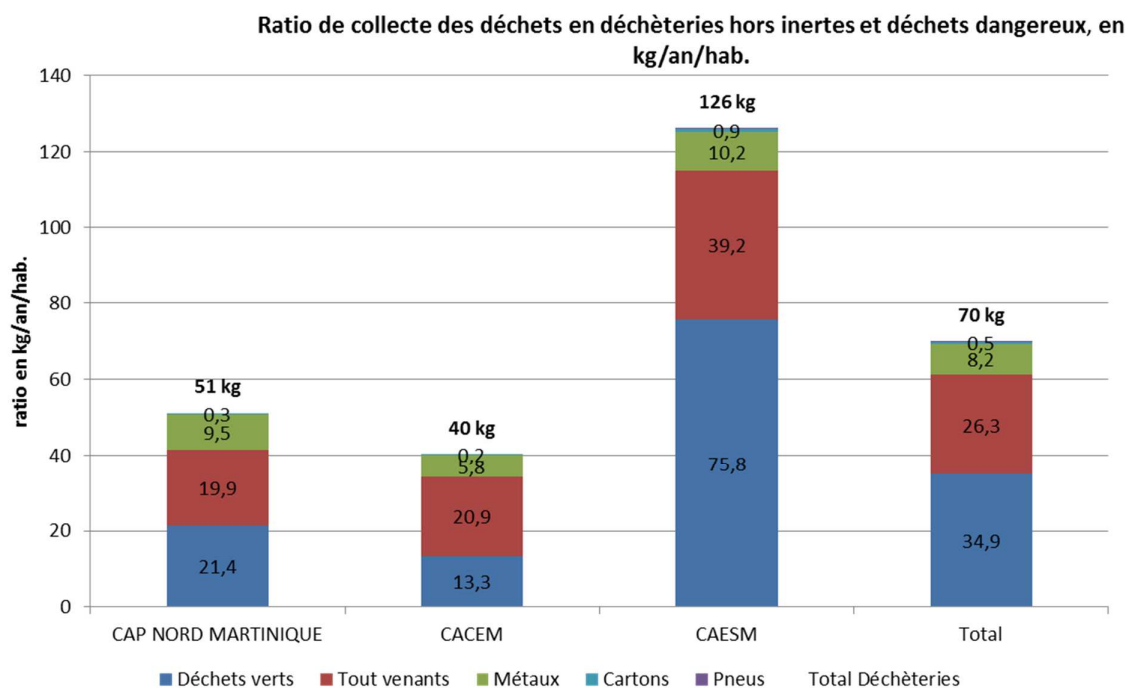


Figure 13 : Ratio de collecte en déchèteries

Au niveau français, la collecte en déchèterie a représenté 198 kg/an/hab. et 41 kg/an/hab. au niveau des DOM-COM. Avec 78,4 kg/an/hab. (données prenant en compte les inertes et déchets dangereux non répertoriés ci-dessus), la Martinique devra poursuivre le déploiement du réseau de déchèteries pour se rapprocher des données de collecte moyenne française.

Des disparités de tonnages ont été constatées dans le recueil des données, en fonction de la source d'information. Les écarts peuvent s'expliquer en partie par des stocks de déchets verts sur les installations de traitement et par des référencements imprécis sur certaines unités de traitement.

1.2 DECHETS DES COLLECTIVITES

Le Commissariat général au Développement Durable a édité en mai 2012 un « lexique à l'usage des acteurs de la gestion des déchets » apportant un certain nombre de précisions. Il définit les déchets des collectivités, correspondant aux :

- déchets des espaces verts publics,
- déchets de voirie et de marchés,
- déchets de l'eau et de l'assainissement (voir point n° 1.3 Déchets de l'eau et de l'assainissement).

Les déchets produits par les collectivités ne sont pas considérés comme assimilés aux déchets ménagers. Cependant, les déchets de voirie, de marchés et des espaces verts publics sont couramment collectés avec les déchets ménagers, soit dans le cadre de la collecte des ordures ménagères, soit par apport en déchèterie.

Les déchets de voiries des collectivités apportés sur les différentes installations de traitement s'élèvent à 4 449 tonnes. Ce tonnage est cependant très incomplet puisque de nombreux déchets des collectivités peuvent être mélangés avec les autres collectes effectuées par les EPCI.

Le détail des données collectées est le suivant :

	Déchets des collectivités
Déchets biodégradables assimilés à la FFOM	71 t
Cartons	16 t
Gravats	37 t
Nettoieement	1 462 t
Déchets vert	2 169 t
Déchets de chantiers	58 t
Equarrissage	2 t
Terre de couvertures ISDND	386 t
Algues	248 t
Total Hors Boues	4 449 t

Figure 14 : Déchets des collectivités hors boues de STEP

1.3 DECHETS DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT

Sont visés dans cette partie, l'ensemble des déchets de potabilisation et d'assainissement (non dangereux), c'est-à-dire :

- les boues issues de la potabilisation de l'eau,
- les boues de stations d'épuration gérées par les collectivités qui ont la compétence assainissement et les entreprises qui produisent des boues non dangereuses (principalement les activités agro-alimentaires),
- les matières de vidange et les boues liquides, produites par les ménages et les micro-stations d'épuration,
- les sous-produits de l'assainissement, à savoir :
 - les sables (issus des stations d'épuration et du curage de réseaux),
 - les graisses,
 - les refus de dégrillage.

1.3.1 LES BOUES DE POTABILISATION

Plus de 70 % de la production d'eau potable est issue de 4 captages situés sur la rivière Capot (UTEP Vivé), la rivière Lézarde et sur deux sites de la Rivière Blanche.

En 2016, l'usine de traitement d'eau potable de Vivé a produit 642,20 tonnes de boues avec une siccité de 27,64 %, qui ont été stockées au centre de Céron.

61 tonnes de boues de l'usine Rivière Blanche ont été quant à elles chaulées puis intégrées au process de compostage de Terra Viva

La conception des autres installations ne leur permet pas de procéder dans les conditions actuelles à l'extraction des boues éventuellement produites. Les modifications techniques nécessaires sont intégrées au fur et à mesure des opérations de réhabilitation.

Le gisement de boues de potabilisation est estimé à **750 tonnes**.

1.3.2 LES BOUES DE STEP

L'étude sur l'évaluation du potentiel de biomasse sur le territoire de la Martinique (étude CIGEDE-GIRUS, 2013), estime la production de boues entre 10 000 et 14 000 tonnes en 2012 de matière brute, soit entre 26 et 36 kg/hab.

L'analyse des données issues du suivi des stations effectué par la Police de l'eau, donne une quantité de boues produite de 1 569,79 tonnes de matières sèches produites sur la Martinique en 2016, pour une production théorique de 2 095,56 tonnes de matière sèche. Ce qui est en concordance avec les ordres de grandeur de l'estimation du potentiel biomasse de 2012.

Lors des enquêtes auprès des installations de traitement des déchets, 8 537 tonnes de matières brutes ont été répertoriées sur deux installations :

- 8 056 tonnes de matières brutes sur la plateforme de compostage de Terraviva à Ducos,
- 481 tonnes de matières brutes ont été traitées sur la partie compostage du CVO au Robert (boues des STEP du Nord Atlantique, boues de siccité inférieure à 12 %).

Ainsi, le tonnage de boues retenu dans le cadre du Plan est **de 8 537 tonnes** de matières brutes et 1 583,57 tonnes de matière sèche (ce qui donnerait une siccité moyenne estimée à 18 %).

L'optimisation de l'exploitation des stations d'épurations en lien avec leurs exutoires devrait permettre d'approcher les tonnages réellement traités de la production théorique.

1.3.3 LES MATIERES DE VIDANGES

Les matières de vidange désignent les produits issus du curage des fosses septiques ou des fosses toutes eaux relevant de l'assainissement individuel. Elles sont composées de matières décantables et flottées, stockées dans l'ouvrage. Celles-ci constituent les « boues » extraites au cours de l'opération de vidange de ces ouvrages, dont la concentration en matières sèches est très variable.

D'après les arrêtés du 6 mai 1996 et du 22 mai 1997, il est conseillé de vidanger ces équipements tous les 4 ans.

A cela, s'ajoutent les boues liquides produites par les micro-stations d'épuration, assimilables à des matières de vidange.

L'étude sur l'évaluation du potentiel biomasse sur le territoire de la Martinique estime un potentiel de production de 73 135 tonnes par an de matières brute de vidange, sur la base de la population concernée par l'assainissement autonome, en prenant une hypothèse d'une vidange régulière tous les 4 ans.

Cette estimation est certainement supérieure à la réalité, étant donné que la fréquence de vidange devrait plutôt être de l'ordre d'une fois tous les 8 ans.

Cependant, en prenant l'estimation de production de l'Institut national de Recherche en Sciences et Technologies pour l'Environnement et l'Agriculture (IRSTEA) de 0,4 m³/foyer et une hypothèse de 97 937 foyers en assainissement non collectif (ANC), on obtient un gisement de 39 000 tonnes par an.

A cela, s'ajoute un gisement d'environ 25 000 m³/an de boues liquides (8 à 10 g/litre) produites par les micro-stations d'épuration qui, pour la plupart d'entre elles, ne sont pas extraites de ces stations (avec une hypothèse de travail d'une collecte de 50 % du gisement théorique de ces boues liquides).

Le gisement total de matières de vidanges collectable est donc évalué à 64 000 m³/an, **soit 64 000 t/an de matière brute.**

En prenant une siccité moyenne de ce type de boues à 1,5 %, les quantités de matières sèches à gérer sont de l'ordre de 1 000 t/an.

Les matières de vidanges collectées sont dirigées majoritairement vers l'Unité de Traitement des Matières de Vidange (UTMV) de la Trompeuse. La société E-compagnie possède également une unité de traitement des matières de vidanges pour ses propres camions.

La quantité totale de matières de vidanges traitée en 2016 s'élève à 9 547 tonnes de matières brutes.

1.3.4 LES AUTRES SOUS-PRODUITS DE L'ASSAINISSEMENT

Les quantités de sous-produits de l'assainissement sont mal connues sur l'ensemble des STEP.

- **Graisses**

Les petites stations d'épuration (capacité inférieure à 5000 EH) ne sont généralement pas équipées de dégraisseurs et ne permettent donc pas la collecte des graisses.

D'après l'étude sur l'évaluation du potentiel biomasse sur le territoire de la Martinique, le tonnage de refus de graisses serait de 2 219 tonnes (estimation par ratio).

Les tonnages collectés en STEP sont acheminés à l'UTMV qui est la seule filière de traitement des graisses.

1 553 tonnes de graisses ont été traitées sur l'installation.

- **Refus de dégrillage**

L'étude biomasse estime la production (par ratio) de refus de dégrillage à 126 tonnes.

Au vu des rapports des EPCI et de la Police de l'eau, les refus de dégrillages sont estimés à **124 tonnes**.

Les tonnages collectés seuls ou en mélange avec les OMR sont traités comme ces dernières.

- **Les sables**

Le fichier de suivi des STEP utilisé par la Police de l'eau recense **425 tonnes** de sable envoyées en stockage sur l'ISDND de Céron.

1.4 DECHETS D'ACTIVITES ECONOMIQUES NON DANGEREUX ET NON INERTES (DAE)

1.4.1 METHODE D'EVALUATION DU GISEMENT

Les déchets des activités économiques (DAE) représentent un gisement mal connu en comparaison à celui des déchets ménagers, qui fait l'objet d'enquêtes régulières et dont on peut tracer la production, les lieux et modes de traitement.

Cela s'explique notamment par la multiplicité des producteurs et la confidentialité des données concernant le traitement de ces déchets spécifiques.

L'observation des DAE à l'échelle du territoire ne fait que débiter.

Dans le cadre de cette étude, les DAE non dangereux et non inertes ont été estimés à partir de ratios établis sur des enquêtes nationales. Ces dernières étaient basées sur des périodes temporelles différentes. Or, des données datant de quelques années peuvent vite devenir obsolètes car les activités économiques ont pu évoluer entretemps et les pratiques en matière de gestion des déchets s'améliorer (meilleure valorisation).

De même, par rapport au Plan DND adopté en 2015, l'évolution des connaissances permet aujourd'hui d'estimer le gisement des déchets sur un plus grand nombre d'entreprises.

Les principales sources pour la quantification et la qualification des DAE non dangereux et non inertes, sont :

- Enquêtes INSEE sur les déchets de l'industrie et du commerce (année 2012, 2008) ;
- Base de données GEREP (années de 2011 à 2014) pour les déchets industriels produits par les « gros producteurs » ;
- Enquêtes de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat (CMA) pour les déchets de l'artisanat.

Afin d'apprécier les ratios obtenus, un recoupement à partir des données avalées (données collectées par les installations) a été réalisé :

- Base de données GEREP « éliminateur » (années de 2011 à 2014) ;
- Enquêtes de l'Observatoire des Déchets de la Martinique ;
- Entretiens avec des acteurs.

1.4.2 DEFINITION DES DAE

Les déchets d'activités économiques (DAE) sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement : « tout déchet, dangereux ou non dangereux, dont le producteur initial n'est pas un ménage ». Les DAE sont d'origines diverses : établissements administratifs, bureaux, entreprises industrielles, secteur du bâtiment et des travaux publics, commerces, entreprises artisanales et agricoles.

Certains déchets d'activités économiques sont collectés et traités avec les déchets ménagers : il s'agit de déchets que la collectivité est en mesure de collecter et de traiter sans sujétions particulières, eu égard aux caractéristiques et aux quantités produites et sans risque pour les personnes et l'environnement. Ils sont produits principalement par des commerces, des services publics, bureaux et des artisans. On parle fréquemment de déchets assimilés aux déchets ménagers.

1.4.3 QUANTITE DE DECHETS D'ACTIVITES ECONOMIQUES, DECHETS NON DANGEREUX

Le gisement de déchets d'activités économiques est estimé pour l'année 2016 selon les ratios évoqués au § 1.4.1. à **environ 169 300 tonnes** (chiffres arrondis) constitués de :

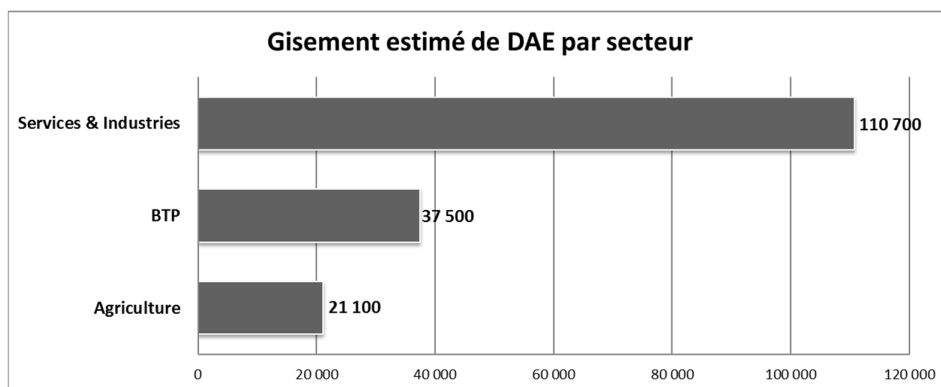


Figure 15 : Gisement des DAE par type de producteur (établi à partir de ratios)

1.4.4 LES DAE HORS BTP, HORS AGRICULTURE

Le gisement de DAE non dangereux et non inertes, en-dehors des secteurs du BTP et de l'agriculture, retenu pour l'année 2016, est de l'ordre de ~ **110 700 tonnes** qui se répartissent de la manière suivante :

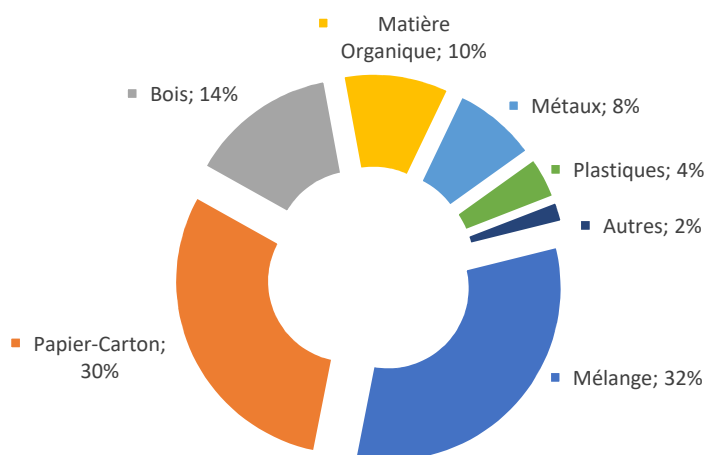


Figure 16 : Composition des DAE hors secteurs BTP et Agriculture

1.4.5 LES DND DU BTP

Le gisement de Déchets Non Dangereux (DND) issus des chantiers du BTP retenu pour 2016 est estimé (cf. annexe 1) à **37 500 tonnes**.

Il n'existe pas d'éléments de méthode nationale permettant de préciser leur nature. La typologie de ces déchets - mélange, métaux, plâtre, bois, plastiques, emballages, vitrage, déchets végétaux - est très variable d'un chantier à l'autre.

Il n'existe pas d'installation de tri spécifique aux déchets du BTP ou de suivi de chantiers permettant d'apporter d'éléments éclairants.

1.4.6 LES DND DE L'AGRICULTURE

1.4.6.1 Quantification et qualification des DND de l'agriculture

Les déchets de l'agriculture ont été déterminés à partir de 3 sources de données : l'APROMAR et l'étude de l'ADEME sur le potentiel énergétique de la bagasse et l'étude sur le traitement des SPA du SMTVD.

Type de déchets	Gisement en t/an	Source donnée					
Emballages	82	Données APROMAR					
Plastiques (films, gaines, mousses)	3679	Données APROMAR					
Déchets de bananes (écarts de tri, hampes)	6 000	Données ADEME, Etude 2004 "Valorisation énergétique de la bagasse en Martinique"					
Sous-Produits Animaux de l'élevage (toutes catégories)	11 379	Etude du traitement des SPA au CVO du Robert, SMTVD, 2016 et données ISDND Céron					
TOTAL	21 140						

Figure 17 : Estimation des autres gisements issus de l'agriculture

Le détail sur les sous-produits animaux est présenté au § suivant 1.4.7.

A noter que lorsque les produits organiques (type feuilles, tiges, ...) sont laissés en place pour l'amendement des sols, ils ne sont pas considérés comme déchets et donc ne sont pas pris en compte dans le Plan.

Dans d'autres démarches telles que le Schéma Régional Biomasse, le gisement potentiel de ces produits pourra être abordé dans l'optique d'une production d'énergie.

1.4.7 FOCUS SUR LES SOUS-PRODUITS ANIMAUX (SPA)

Les SPA proviennent pour :

- 88 % des activités agricoles,
- 1,8 % des activités de l'industrie-agroalimentaire,
- 9,1 % de la restauration,
- 1,3 % de la distribution.

Le gisement global des sous-produits animaux sur la Martinique est de 19 197 tonnes et est présenté dans le tableau suivant :

	Catégorie 1 (en tonnes)	Catégorie 2 (en tonnes)	Catégorie 3 (en tonnes)	Total (en tonnes)
Equarrissage	141 t			141
Production d'œufs, fientes		9 400 t		9 400 t
Production d'œufs, casse			300 t	300 t
Production d'œuf, poule de réforme		34 t	74 t	108 t
Abattoirs et assimilés	70	380 t	980 t	1 430 t
Déchets des IAA - Produits carnés			504 t	504 t
Déchets des IAA - Boulangerie fraîches (œufs et lait)			30 t	30 t
Déchets des IAA - Lait Casse			617 t	617 t
Restauration collective			1 597 t	1 597 t
Autre restauration			4 220 t	4 220 t
Distribution - commerce de gros - produits carnés			180 t	180 t
Distribution - GMS - Produits carnés			670 t	670 t
Total Martinique	211 t	9 814 t	9 172 t	19 197 t

Source : Etude Traitement des SPA au CVO du Robert, SMTVD 2016 et données ISDND
Céron (SMTVD)

Figure 18 : Estimation des gisements de sous-produits animaux produits sur la Martinique

A noter que 45 000 tonnes de déchets de lisiers de porcs estimés dans l'étude biomasse n'ont pas été incluses dans le Plan car principalement gérées sur l'exploitation et ne répondant donc pas à la définition de déchets.

Pour mémoire, les catégories des SPA sont les suivantes (Extrait de l'étude de Girus « Traitement des SPA au CVO du Robert », menée en 2016 par le SMTVD, en partenariat avec l'ADEME et la CTM) :

Le schéma ci-après présente la synthèse des obligations en matière de SPA :

	Principaux déchets concernés	Contraintes de valorisation
SPA de catégorie 1	- Les cadavres d'animaux provenant: o D'animaux suspectés d'être atteints d'une EST (Encéphalite Spongiforme Transmissible), o D'animaux familiers, o D'animaux de zoos ou de cirques.	- Ne peuvent être ni compostés, ni méthanisés (sont obligatoirement incinérés).
	- Les déchets de cuisine et de table provenant de moyens de transport opérant au niveau international.	- Ne peuvent être ni compostés, ni méthanisés (sont obligatoirement incinérés).
SPA de catégorie 2	- Les sous-produits animaux présentant un risque microbiologiques tels que les lisiers, les fumiers, etc., - Les SPA autres que les catégories 1 et 3.	- Ne peuvent être compostés ou méthanisés qu'après avoir subi un traitement de stérilisation sous pression (<i>Traitement thermique à 133°C, pendant une durée de 20min, et sous une pression de 3 bars</i>), - Les lisiers et les fumiers peuvent faire l'objet d'un épandage, dans le respect de contraintes réglementaires précises, si l'autorité sanitaire estime qu'il n'y a pas de risque.
SPA de catégorie 3 «crus»	- Tous les restes de repas ou de préparation de repas, ainsi que les denrées alimentaires retirées de la vente, contenant des morceaux crus de viandes, de poissons, de crustacés ou de fruits de mer.	- Peuvent être compostés ou méthanisés dans une unité bénéficiant d'un agrément sanitaire et après avoir subi un traitement d'hygiénisation (<i>traitement thermique à 70°C pendant une heure, avec une granulométrie inférieure à 12 mm</i>) - Peuvent aussi être utilisés pour l'alimentation animale, sur autorisation par la DAAF pour les seuls refuges, chenils etc (élevage exclus)
SPA de catégorie 3 «cuits»	- Tous les restes de repas ou de préparation de repas, ainsi que les denrées alimentaires retirées de la vente, contenant des morceaux de produits non transformés au sens du règlement (CE) n°852/2004 (morceaux de viandes, de poissons, de crustacés ou de fruits de mer crus).	- Ceux provenant de la restauration doivent être méthanisés dans les mêmes conditions que les SPA cuits (agrément plus hygiénisation), - Ceux provenant du commerce alimentaire peuvent être compostés ou méthanisés dans une installation disposant d'un agrément sanitaire, - Peuvent être utilisés pour l'alimentation animale.

1.5 DECHETS INERTES ISSUS DES CHANTIERS DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS (BTP)

1.5.1 QUANTIFICATION DES DECHETS INERTES

L'estimation du gisement a été réalisée par mise à jour du gisement du précédent plan en fonction de l'évolution de la population. Cette évaluation est décrite en annexe 1. Ainsi, pour 2016, la projection réalisée à l'époque donne un gisement global BTP de 270 000 tonnes par an, dont **228 000 tonnes de déchets inertes** (84 % du gisement) avec la répartition suivante :

- 112 000 tonnes en provenance de l'activité bâtiment (49 %) ;
- 116 000 tonnes en provenance de l'activité travaux publics (51 %).

L'année 2016 est une année d'activité BTP basse.

1.5.2 QUALIFICATION DES DECHETS INERTES

La qualification des déchets inertes dépend essentiellement des chantiers de déconstruction-démolition et des travaux publics.

Aucune enquête régionale auprès des acteurs ne permet de connaître finement la répartition entre type de déchets inertes.

Cette répartition est donc établie sur la base des données nationales (Etude Soes 2010, confirmée par l'étude ADEME précitée sur les états des lieux des plans départementaux) :

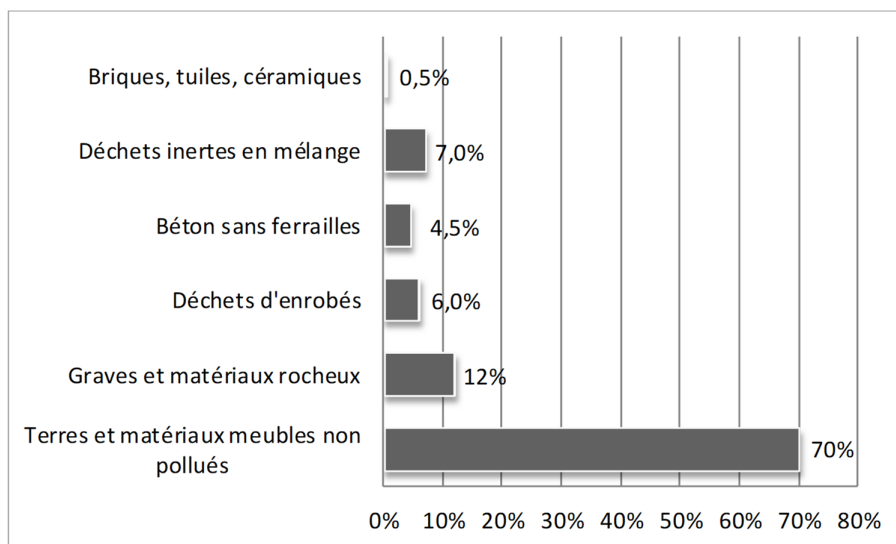


Figure 19 : Répartition par type de déchets inertes

1.6 DECHETS DANGEREUX (DD)

1.6.1 DEFINITION DES DECHETS DANGEREUX

Les déchets dangereux sont des déchets qui contiennent, en quantité variable, des éléments toxiques ou dangereux qui présentent des risques pour la santé humaine et l'environnement.

L'article R. 541-8 du code de l'environnement donne la définition suivante : « tout déchet qui présente une ou plusieurs des propriétés de dangers énumérées à l'annexe III de la directive 2008/98/ CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives. Ils sont signalés par un astérisque dans la liste des déchets mentionnée à l'article R.541-7. ».

Ce gisement est principalement constitué des déchets suivants :

Boues de STEP Industrielles	Bois et sous produits du bois souillés	Chiffons et absorbants souillés	Déchets contenant du mercure
DEEE	Déchets dangereux diffus	Emballages souillés	Fluides frigorifiques
Mâchefers	PCB / PCT	Peintures	Piles accumulateurs
Sols pollués	Sources radioactives	VHU	Fluides de coupe
Déchets phytosanitaires	Huiles usagées	Solvants	Déchets contenant de l'amiante
DASRI	Amalgames dentaires	Médicaments en mélange	Autres

Figure 20 : Les différents déchets dangereux

1.6.2 METHODOLOGIE D'INVENTAIRE DES DECHETS DANGEREUX

L'analyse des données a été réalisée à partir :

- De la base des déclarations annuelles des rejets et des transferts de polluants, dénommée IREP et suivie par les DREAL (Directions Régionales de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement) des différentes régions françaises :
 - données IREP « Installations » (Déclaration des tonnages produits en Martinique reçus sur les installations de traitement sur le territoire national) – 2015 ;
 - données IREP « Producteur » (Déclaration des tonnages produits par des installations soumises à autorisation ou à enregistrement au titre de leur statut ICPE (Installation Classées pour la Protection de l'Environnement), produisant plus de 2 tonnes de déchets dangereux par an) – 2015.

Par conséquent, le travail d'analyse s'est concentré sur le gisement traité (donc capté). Les données disponibles au moment de la rédaction du présent état des lieux sont les données 2015 (dernières données disponibles sur IREP).

- Des données issues du Registre des douanes – 2016.
- Des données de l'Observatoire des Déchets de Martinique.

Afin d'appréhender le gisement des déchets dangereux en Martinique, une distinction entre les flux non diffus et les flux diffus a été réalisée :

- les flux non diffus correspondent aux gros producteurs (installations industrielles soumises à autorisation ou à enregistrement au titre de leur statut ICPE et produisant plus de 2 t/an de DD) : les données sont disponibles dans l'IREP « Producteurs ». Les flux diffus concernent, quant à eux, les déchets dangereux produits dans une moindre quantité et notamment ceux produits par les ménages, les entreprises commerciales et artisanales et le secteur de l'agriculture. Les données sont disponibles :
 - via les données disponibles auprès des éco-organismes,
 - via les données disponibles auprès de l'Observatoire ou de SINOE.

Les déchets dangereux étudiés correspondent aux :

- déchets dangereux diffus et non diffus issus de l'industrie, des services, du commerce et de l'artisanat, des activités déchets maritimes et portuaires ;
- déchets dangereux issus de l'activité agricole ;
- déchets d'activités de soins produits par les établissements de santé, les secteurs libéraux, les patients en auto-traitement et les services vétérinaires ;
- déchets dangereux produits par les centres de recherche, les établissements d'enseignement supérieur et les lycées, les administrations et les collectivités ;
- résidus d'épuration des fumées provenant de l'incinération des ordures ménagères (REFIOM) issus des collectivités ainsi que ceux provenant des industries ;
- déchets relevant des filières à responsabilité élargie du producteur : huiles usagées, piles et accumulateurs, bouteilles de gaz, fluides frigorigènes, déchets dangereux spécifiques, déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE), véhicules hors d'usage (VHU) ;
- produits phytosanitaires non utilisés (PPNU) et emballages vides de produits phytosanitaires (EVPP) ;
- déchets amiantés et terres polluées ;
- déchets dangereux des ménages (DDM).

1.6.3 QUANTITE, TYPOLOGIE ET ORIGINE DES DECHETS DANGEREUX PRODUITS EN MARTINIQUE

1.6.3.1 *Estimation des quantités*

- Déchets traités in situ

Il n'y a pas de gisements de déchets dangereux traités directement sur le site industriel qui les produits (traitement in situ) (source DEAL).

- Déchets traités en Martinique

Les déchets dangereux traités en Martinique sont :

- Les DASRI : **760 tonnes** (source IREP 2015),
- Les VHU : **6 034 tonnes** (source TDA VHU 2015) démantelées dans les centres VHU agréés.

- Déchets traités dans d'autres installations françaises

Avec les précautions énoncées ci-dessus prises en compte, le fichier IREP « Installations » permet d'identifier **8 064 tonnes** de déchets dangereux produits en Martinique traités dans d'autres installations françaises.

Le fichier IREP installations ne permet d'identifier que 59 tonnes de DEEE en 2015.

En 2016, 3 108 tonnes de DEEE et 13 tonnes de lampes usagées sont collectées auprès des ménages ainsi que 1 tonne de DEEE et 22 tonnes de lampes usagées auprès des professionnels, soit **3 144 tonnes** à ajouter. Sur ce tonnage, 2 600 tonnes de DEEE sont démantelées chez AER en Guadeloupe (source AER), les autres tonnages sont envoyés dans l'hexagone.

- Déchets traités hors France

L'IREP 2015 ne porte pas trace d'exportation de déchets dangereux produits en Martinique et exportés vers l'Outre-mer ou l'étranger (par des installations de traitement ou directement par des gros producteurs martiniquais).

Le fichier des douanes 2016 fait état de **1,7 tonnes de déchets dangereux exportés vers l'Espagne** (accumulateurs électriques hors d'usage, hors plomb).

- Bilan des quantités prises en compte dans le Plan

Sur ces bases, **le tonnage total de déchets dangereux produits en Martinique, et pris en compte dans le cadre de ce Plan, est estimé à 18 155 tonnes de déchets dangereux**, dont 9 200 tonnes de déchets dangereux en attente de démantèlement (après démantèlement, une partie seulement de ces déchets sont des déchets dangereux : c'est le cas des VHU et des DEEE).

A titre de comparaison, le gisement national de déchets dangereux est de l'ordre de 6 503 000 tonnes en 2014 (source : SYPREL) soit environ 0,10 t/hab./an de déchets dangereux ; contre 0,047 t/hab./an en Martinique.

1.6.3.2 Origine sectorielle de déchets dangereux produits en Martinique

Selon les informations déclarées dans le fichier IREP « Installations », auquel ont été ajouté les DEEE et VHU, l'origine des déchets dangereux en termes de secteur d'activités est la suivante :

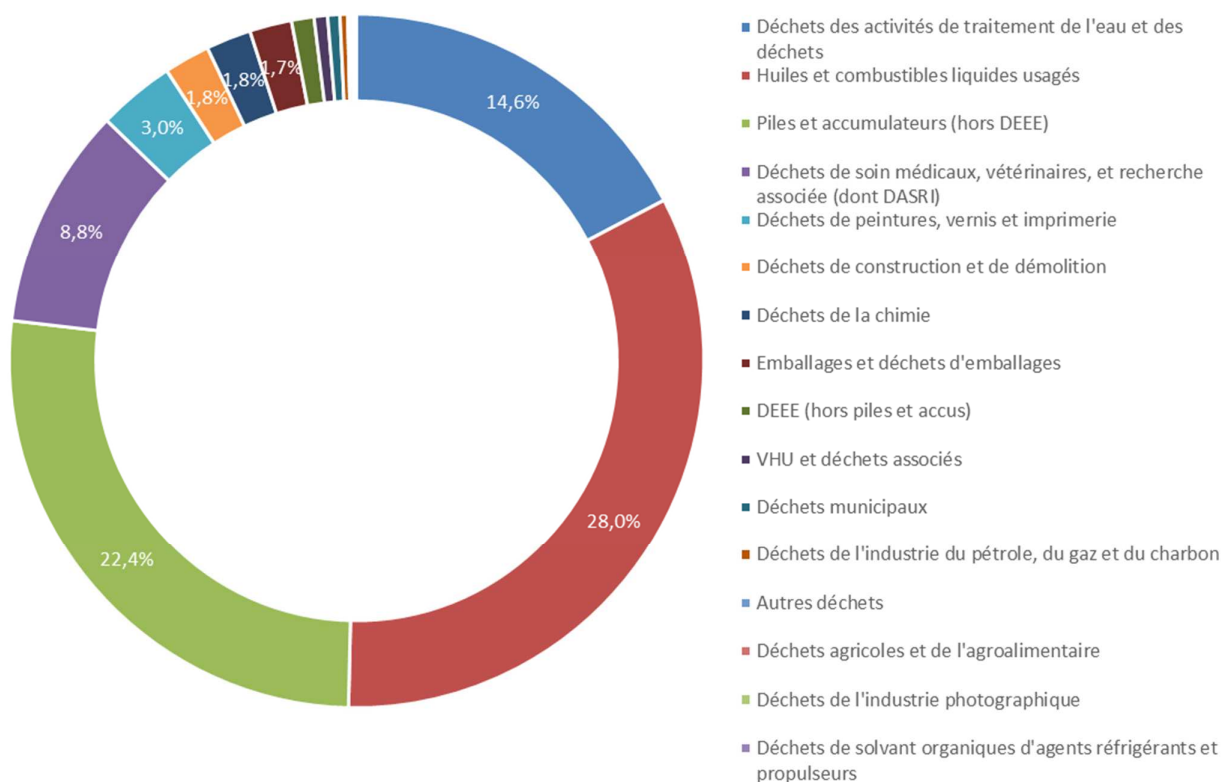


Figure 21 : Origine sectorielle des déchets dangereux

1.6.3.3 Typologies de déchets dangereux produits en Martinique

Les principales catégories des déchets produites en Martinique et arrivant sur des installations de traitement sont :

- les déchets dangereux à démanteler (51 %) :
 - Les VHU (33 %),
 - Les DEEE (18 %),
- les REFIOM et autres résidus d'opérations thermiques (14 %),
- les huiles usagées (12 %),
- les piles et accumulateurs (11 %).

Ces 5 catégories de déchets représentent près de 90 % du gisement de déchets dangereux collectés.

1.6.4 ZOOM SUR LES DECHETS AMIANTES

Une étude menée par la Direction Générale d'Outre Mer en 2017, n'a pas permis de déterminer le gisement de déchets d'amiante présent sur la Martinique.

Le fichier IREP a permis d'identifier 2,2 tonnes de déchets amiantés exportés vers l'hexagone. Les 2 entreprises de Martinique œuvrant dans ce domaine ont fait part oralement de 153 tonnes, chiffre ajouté au dénombrement des déchets dangereux.

1.6.5 ZOOM SUR LES DECHETS DANGEREUX NON DIFFUS DES GROS PRODUCTEURS

La base IREP « Gros producteurs » permet d'appréhender le gisement des déchets dangereux produits par les gros producteurs de déchets dangereux. En effet, certains gros producteurs (ICPE soumises à autorisation ou enregistrement, produisant >2 t/an de déchets dangereux), sont dans l'obligation de déclarer leurs déchets.

En 2015, 15 établissements ont déclaré dans IREP leur production de déchets dangereux pour un total de 8 045 tonnes :

Établissements	Tonnage déclaré 2015
E COMPAGNIE	3 730 t
LA MARTINICAISE DE VALORISATION S.A.	2 740 t
EDF Production Electrique Insulaire SAS - Etablissement de Bellefontaine	827 t
Centrale électrique de pointe des carrières	244 t
SARA RAFFINERIE	170 t
CENTRALE DE BELLEFONTAINE	151 t
ALBIOMA GALION	138 t
SNEMBG	11 t
SAEM LE GALION	11 t
Dépôt Essences Mixte du Lamentin	11 t
IDEX Environnement - Site du Robert	5 t
DISTILLERIE NEISSON	3 t
BRASSERIE LORRAINE	3 t
PROCHIMIE INDUSTRIE S.A.S	2 t
DENEL (ROYAL)	0 t
Total général	8 045 t

Figure 22 : Établissements gros producteurs soumis à déclaration – Source IREP 2015

Parmi ces gros producteurs,

- E-compagnie (collecte de déchets dangereux) est le premier gros producteur : 3 730 tonnes de déchets de préparations chimiques (déclarés en 19 02 04 - déchets pré-mélangés contenant au moins un déchet dangereux). Les déchets d'E-compagnie sont des déchets collectés auprès de petits et moyens producteurs, voire auprès de gros producteurs : ces éventuels doubles comptes n'ont pas été pris en compte à ce jour. Ils pourraient représenter environ 71 t/an (tonnages déclarés en transit/regroupement en Martinique) soit environ 0,9 % des tonnages déclarés.
- En dehors de l'activité de collecte de déchets dangereux, les principaux gros producteurs de déchets dangereux sont issus principalement des secteurs du traitement des déchets (2 745 tonnes ; 2 opérateurs) et de la production d'énergie (1 360 tonnes ; 4 opérateurs).

En 2015, en excluant les activités de collecte de déchets dangereux (E-compagnie), les gros producteurs ont déclaré 4 315 tonnes de déchets dangereux :

Typologie de déchets	Tonnages 2015
REFIOM, REFIDI et autres résidus d'opération thermique	2 737 t
Déchets contenant des hydrocarbures	1 113 t
Huiles usées	389 t
Autres déchets dangereux	29 t
Déchets de préparations chimiques	22 t
Boues, dépôts et résidus chimiques	9 t
Terres et boues de dragage polluées	7 t
Liquides souillés	5 t
Piles et accumulateurs (hors DEEE)	2 t
DEEE (hors piles et accumulateurs)	1 t
Déchets d'activité de soins à risque infectieux	1 t
VHU et déchets associés	0,21 t
Solvants usés	0,01 t
Total général	4 315 t

Figure 23 : Typologie de déchets dangereux des gros producteurs

Nota : il convient de rester prudent avec ces données déclaratives. À ce jour, le fichier fait état de 110 tonnes de déchets dangereux qui feraient l'objet d'un traitement (hors opération de transit-regroupement) en Martinique.

1.6.6 ZOOM DECHETS DANGEREUX DIFFUS

- Déchets dangereux des ménages et assimilés

En 2016, les déchets dangereux des ménages collectés séparément représentent un gisement collecté d'environ 3 200 tonnes (tonnages identifiés à ce jour).

CHAPITRE I : ETAT DES LIEUX

Estimation DD des ménages et assimilés		Collecté	
Collectés séparément		2016	
DEEE des ménages	3 108 t	source Entreprises et Environnement	
Lampes	13,1 t	source Entreprises et Environnement	
Piles et petits accumulateurs	30 t	Hyp 2015 recalculée - source Entreprises et Environnement 2016 17,4t (1 conteneur évacué début 2017)	
Batteries	59,5 t	source SMTVD (déchèteries)	
DASRI des Patients en Auto-traitement	4,8 t	source Entreprises et Environnement	
Huiles usagées	61.28	Source SMTVD (déchèteries)	
Filtres à huiles	1,2 t	source SMTVD	
Emballages souillés	1.2 t	source ADEME	
TOTAL collecté séparément		~3 380 t	

Des caractérisations ont été menées en 2011-12 sur les ordures ménagères, le tout-venant collecté en déchèteries et les encombrants collectés en porte-à-porte. Les résultats sont appliqués aux tonnages respectifs de ces flux collectés en 2016. Pour le tout-venant collecté en déchèterie et les encombrants collectés en porte à porte, l'hypothèse prise est l'hypothèse la plus défavorable du fait de l'arrêt de la collecte des déchets dangereux des ménages sur les déchèteries en 2016.

Collecté en mélange avec d'autres déchets (non conforme)		
en mélange dans les OM (OMR et CS)	932,0 t	% de DD dans les OM (Modecom Martinique) appliqué aux OM 2016
en mélange dans le tout-venant collecté en déchèterie	192,8 t	ratio de DD contenus dans le tout-venant de déchèteries / Modecom Martinique appliqué à la pop
en mélange avec les encombrants collectés en PàP	231,3 t	ratio de DD contenus dans les encombrants collectés en PàP / Modecom Martinique appliqué à la pop
TOTAL collecté en mélange		~1 350 t

Le gisement de déchets dangereux des ménages et assimilés est estimé, à environ 4 700 tonnes, dont environ 72 % sont collectés séparément. Ainsi, 27 % des déchets dangereux des ménages sont collectés en mélange avec les déchets non dangereux.

- Déchets dangereux des entreprises, artisans, commerçants, ...

Actuellement, nous ne disposons pas d'éléments permettant d'évaluer spécifiquement le gisement des déchets dangereux des petits producteurs car ils sont répartis dans les filières de collectes suivantes :

- soit avec les déchets dangereux des ménages (et assimilés) dont une petite partie était collectée en déchèteries en 2015,
- soit en mélange dans la partie assimilée des OMr,
- soit les déchets sont apportés sur la déchèterie professionnelle d'E-compagnie (ouverte à partir d'octobre 2016).

1.7 DECHETS DU LITTORAL

Les déchets du littoral concernant le territoire sont notamment :

- les sédiments de dragage des ports,
- les navires et bateaux de plaisance hors d'usages,
- les déchets flottants qui échouent sur les plages.

Les navires et bateaux de plaisance hors d'usage et les déchets des signaux pyrotechniques font l'objet de filières à Responsabilité Elargie du Producteur et sont décrits au § 3.6.14 et 3.6.11.2.

1.7.1 LES SEDIMENTS DE DRAGAGE

La Martinique possède 16 ports :

- Le Grand Port, port de commerce sous maîtrise d'ouvrage Grand Port maritime de la Martinique,
- 7 ports de pêche (Grand Rivière, Trinité, Le François, Le Vauclin, Le Marin, Anses d'Arlet, Case-Pilote), sous maîtrise d'ouvrage de la CTM,
- 6 ports de plaisance : Le Marin et Le François sous maîtrise d'ouvrage de la SAEPP, Soc. Antillaise d'Exploitation des Ports de Plaisance, l'Etang Z'Abricots sous maîtrise d'ouvrage de la CACEM, Port Cohé (Lamentin), Pointe du Bout sous maîtrise d'ouvrage de la SOMATRAS et le Robert ;
- 1 port militaire.

Auxquels il faut ajouter les 17 aménagements portuaires d'intérêt territorial et les zones de mouillage, sur lesquels il y a une fréquentation de bateaux mais aucun dragage.

Les quantités des sédiments de dragage ont été évaluées pour les ports de pêche et appréciées pour les autres dans une étude menée par le Conseil général de la Martinique en 2012 intitulée « Etude sur la gestion des sédiments dragués des ports départementaux martiniquais ».

Le tableau en page suivante résume les quantités et la qualité des sédiments étudiés : 50 500 m³ sont estimés par an, soit plus de 40 000 tonnes (et 23 000 tonnes en MS). Le dragage du Port de Grand Rivière est mené, en règle générale, tous les ans ; tandis que pour les autres ports, ils font l'objet de dragages ponctuels. Pour Grand Rivière la quantité est en moyenne de 20 000 à 30 000 m³ et peut aller à son maximum à 50 000 m³.

Selon leur qualité, les sédiments peuvent être qualifiés en déchets inertes, en déchets non dangereux non inertes ou en déchets dangereux.

L'étude du Conseil Général de 2012 a mentionné pour chaque cas, les solutions de relargage en mer ou de traitement au sol envisageables. Aujourd'hui, la gestion à terre et la valorisation sont privilégiées au relargage en mer conformément au SDAGE et les solutions au sol n'ont pas encore été trouvées. S'agissant des ports de pêche territoriaux, une première phase d'étude a été lancée en 2017, d'une part pour la caractérisation des sédiments à draguer des ports de pêche du François, du Vauclin et de Grand Rivière, et d'autre part pour la gestion à terre des sédiments du port de pêche du Vauclin.

- Port du François : la campagne de caractérisation s'est achevée en janvier 2018. Les sédiments sont non dangereux (écotoxicité H14) pour le stockage à terre, avec un dépassement de seuil N2 pour le cuivre, peut-être d'origine naturelle. Le résultat en chlorures dépasse les valeurs classiquement utilisées pour les installations de stockages.
- Port de Grand-Rivière : la campagne de caractérisation des sédiments s'est achevée en janvier 2018. Les sédiments sont non dangereux avec aucun dépassement de seuil N1, N2. Ils sont revalorisés par le rechargement de plage du Sinaï (arrêté préfectoral R02-2018-10-12-003).
- Port du Vauclin : la bathymétrie réalisée en 2018 montre un volume à draguer de 33 000 m³, suite au dernier dragage effectué en 2010. Les sédiments sont évalués non dangereux, avec un dépassement de seuil N2 pour le Fluorène. Sont donc soumis à autorisation, les travaux de dragage, prétraitement

CHAPITRE I : ETAT DES LIEUX

et stockage des sédiments du port du Vauclin. Ces travaux sont prévus courant 2019. Le prétraitement se fera par décantation dans des casiers de lagunage pour permettre la séparation des sables et vases. Les sables seraient revalorisés (21 000 m³ environ) et les vases mis en dépôt à l'ISDND du Galion (12 000 m³ environ). Le résultat en chlorures dépasse les valeurs classiquement utilisées pour les installations de stockages.

Pour les autres ports, les quantités sont estimées comme suit :

- Port militaire et Port de commerce : estimation à 86 000 m³ à draguer tous les 10 ans (SAFEGE),
- Port de plaisance du Marin :
 - en 2007, dragage de 1000 m³ dans le chenal de pêche et de 45 000 m³ en zone portuaire et industrielle avec clapage en mer de 39 000 m³, création d'une mangrove avec 6000 m³ en casier de palplanches,
 - en 2016, travaux de carénage du port ayant engendrés 2000 m³ de sédiments, stockés dans le casier,
- Port du François : pas d'estimation,
- Port de l'Etang Z'Abricots : pas encore de besoin défini.

Ainsi, en 2016, les mouvements totaux de sédiments observés ont été de :

- 2000 m³ de sédiments ont été dragués sur le port de plaisance du Marin et stockés en casier pour l'extension de la mangrove ;
- 83 200 m³ de sables extraits du plan d'eau abrité de Grand Rivière qui ont servi à la recharge de la plage de l'Anse Morne Rouge à Grand Rivière. Ces sédiments permettent de compenser les pertes de plage dues à l'érosion, il s'agit de réemploi de matériau et donc de réduction de déchets qui ne sont pas traités sur une installation.

CHAPITRE I : ETAT DES LIEUX

	PORTS MARITIMES						
	GRAND RIVIERE	TRINITE	LE FRANCOIS	LE VAUCLIN	LE MARIN	ANSES D'ARLET	CASE PILOTE
Gisement des sédiments							
Volume de dragage	Entre 20 000 m3 et 30000 m3 par an			< 10 000 m3	Volume faibles : 3 000 m3	Volumes extrêmement faibles : < 500 m3	Volumes moyens : < 10 000 m3
Fréquence de dragage	Dragage d'entretien nécessaires tous les ans	Une seule opération de dragage enregistrée en 2003, en vue du chenal d'accès	Une seule opération de dragage en projet en 2012		Un seul dragage répertorié en 2011	Dragages effectués à la suite de tempêtes	Dragages effectués pour la plupart à la suite de cyclones, excepté celui de 2009/2010
Besoins de dragage		Dragages ponctuels	Dragages ponctuels	Nécessité de dragages d'entretien réguliers (environ 10 000 m3 par 5 ans)	Nécessité de dragages d'entretien réguliers (tous les 5 ans)	Pas de nécessité de dragages d'entretien	Pas de nécessité de dragages d'entretien
Nature des sédiments							
Nature des sédiments	Sables majoritaires (> 80%)	Sables majoritaires (> 65%)	Vases majoritaires (> 80%)	Sables et vases à parts égales	Vases majoritaires (> 65%)	Sables majoritaires (> 90%)	Vases majoritaires (> 60%)
Taux de MS	> 60%	Entre 51% et 65%	30% environ	Très variable (entre 20% et 51%)	26%	76% environ	Entre 42% et 52%
Densité		1,4	1,2	Densité variable (entre 1,1 et 1,5)	1,2	1,7	1,4
Qualité des sédiments sur métaux lourds (2012)							
Métaux	Léger dépassement en Cuivre >N1 en 2011, aucun dépassement en 2009	Inférieur aux seuils sauf une valeur : N1 en Cadmium	Dépassements en Cuivre (>N2 pour les 2 échantillons) et en Cadmium (>N1)	Dépassements en Cuivre (<N1 voire N2 pour les 3 échantillons) et en Cadmium (<N1 pour 2 échantillons)	Dépassements en Cuivre (<N2) et en Cadmium (<N1)	Dépassements en Cuivre (<N1 voire N2 pour les 2 échantillons)	Dépassements en Cuivre (<N1 voire N2 pour les 3 échantillons) et en Cadmium (>N1)
PCB	< N1 (2009)	Non détectés	Non détectés	Non détectés	Non détectés	Non détectés	Non détectés
TBT	N.R	Non détectés	< N1		Proche des seuils N1	Non détectés	< N1
HAP	N.R	Faibles	Proches des seuils de détection	Faibles	Proches des seuils de détection	Non détectés	Proches des seuils de détection
Qualité des sédiments sur le caractère inerte des sédiments (2012)							
ISDI		Non conforme à cause de la fraction soluble, chlorures, sulfates, fluorures	Non conforme à cause de la fraction soluble, chlorures, sulfates, fluorures	Non conforme à cause de la fraction soluble, chlorures, sulfates, arsenic et COT	Non conforme à cause de la fraction soluble, chlorures, sulfates et COT	Non conforme à cause de la fraction soluble et des chlorures	Non conforme à cause des chlorures, sulfates, fluorures et COT
H14		Sans objet	Non écotoxique	Non écotoxique	Ecotoxique à l'étape 3	Sans objet	Sans objet

Figure 24 : Tableau des gisements et caractéristiques des sédiments - Etude du Conseil général de la Martinique, 2012

1.7.2 DECHETS FLOTTANTS QUI ECHOIENT SUR LES PLAGES

L'association Entreprises & Environnement organise chaque année des opérations plages propres sur quelques sites. Ces opérations sont ponctuelles et viennent en sus des ramassages effectués par les services techniques des communes. Les volumes ramassés varient d'une année à l'autre en fonction du nombre de sites, de leur situation géographique, de leur taille et du nombre de participants. La quantité moyenne annuelle collectée dans ce cadre s'élève à 37,2 tonnes.

A noter que ce tonnage n'est pas représentatif de la totalité des déchets échoués sur le littoral martiniquais.

2. DESCRIPTIF DES MESURES EXISTANTES EN FAVEUR DE LA PREVENTION DES DECHETS

2.1 CADRE GENERAL DE LA PREVENTION

La prévention de la production de déchets consiste à réduire la quantité et la nocivité des déchets produits en intervenant à la fois sur leur mode de production et sur la consommation :

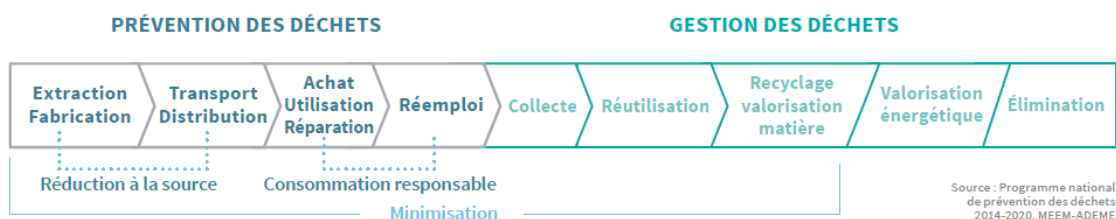


Figure 25 : définition de la prévention des déchets

Depuis plusieurs années, la réglementation concernant la prévention des déchets n'a cessé de se préciser :

- 2004** La France se dote du **plan national d'actions de prévention des déchets 2004-2012**.
- 2006** le plan national d'actions de prévention est complété par le **plan national de soutien au compostage domestique**
- 2009** **La loi dite « Grenelle 1 »** du 3 août 2009 relance une politique axée en priorité sur la prévention des déchets, en promouvant notamment l'écoconception des produits. Cette loi fixe notamment une réduction de la production d'ordures ménagères et assimilées (OMA) de **7 % par habitant en cinq ans** et la généralisation des plans et programmes de prévention auprès des collectivités.
- 2010** **La loi « Grenelle 2 »**, rend obligatoire la mise en œuvre d'un programme local de prévention par les collectivités en charge de la collecte ou du traitement des déchets.
- 2014-2020** **La stratégie nationale de prévention des déchets**, élaborée à partir du bilan du plan d'actions 2004-2012, est traduite par le Programme national de prévention de la production de déchets 2014-2020. Elle fixe notamment comme objectif une diminution de 7 % de l'ensemble des déchets ménagers et assimilés (DMA) par habitant par an à horizon 2020 par rapport à 2010, dans la continuité du précédent plan national (limité aux ordures ménagères).
- 2015** **Loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte** du 17 août 2015 (LTECV) prévoit la réduction de la quantité de DMA/habitant de 10 % et la réduction de déchets d'activité économique « par unité de valeur produite », la suppression de la DLUO en vue de réduire le gaspillage alimentaire, la fin de l'utilisation de matières plastiques (sacs plastiques, gobelets, verres jetables, ...) non compostables et constitués de matières bio-sourcées, une éco-exemplarité renforcée des services de l'État et des collectivités territoriales et leurs groupements et la lutte contre l'obsolescence programmée.

2.2 MESURES EXISTANTES EN FAVEUR DE LA PREVENTION DES DECHETS

Les Plans et Programmes locaux de prévention des déchets sont des dispositifs sur 5 ans qui ont été mis en place par l'ADEME en 2009 et qui arrivent actuellement à leurs termes.

L'objectif visé dans le cadre de ces dispositifs pour les collectivités porteuses de programmes de prévention (PLP) est de réduire de 7 % la production d'OMA (ordures ménagères et assimilées) à la fin du contrat de performance (5 ans).

Pour les plans départementaux de prévention (PDP) portés par les Départements, l'objectif est de couvrir au moins 80% de la population par un programme de prévention.

L'ADEME présente dans son document « Déchets - Chiffres-clés édition 2016 », la répartition géographique de la population couverte par les programmes locaux de prévention en 2015 :

En Martinique, ce taux de couverture est de 100 % avec 4 plans :

- plan de réduction des déchets pour la Martinique porté par le conseil général puis par la CTM,
- 3 programmes locaux de prévention des déchets portés par les collectivités à compétence collecte.

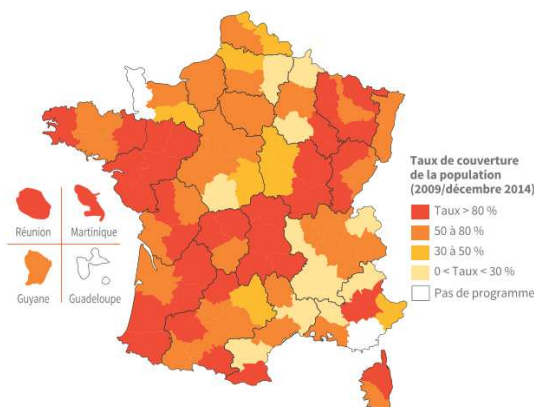


Figure 26 : Prévention de la production de déchets en France, tableau de bord, bilan 2012, actualisation 2016 – Source ADEME

L'article L. 541-15-1 du Code de l'Environnement prévoit que les collectivités territoriales responsables de la collecte ou du traitement des déchets ménagers et assimilés doivent définir, au plus tard le 1er janvier 2012, un programme local de prévention des déchets ménagers et assimilés indiquant les objectifs de réduction des quantités de déchets et les mesures mises en place pour les atteindre.

2.2.1 PLAN DE REDUCTION DES DECHETS POUR LA MARTINIQUE

L'ex Conseil Général a élaboré le plan de réduction des déchets pour la Martinique avec les acteurs locaux, l'enjeu était avant tout de faire émerger des représentations locales, de partager les changements à venir et de fédérer une communauté d'acteurs locaux dans la mise en œuvre de la politique de réduction de la production de déchets.

L'élaboration de ce dernier a fait l'objet d'un accord-cadre de partenariat avec l'Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) (délibération de la commission permanente de l'ex Conseil général de la Martinique du 3 mars 2011).

S'agissant d'un contrat de performance sur 5 années, la collectivité s'est engagée à :

- animer un réseau pour fédérer les collectivités en charge de la prévention et de la gestion des déchets du département, et soutenir leurs actions ;
- communiquer pour susciter l'engagement d'acteurs locaux privés ou publics, pour la réduction de la quantité et de la nocivité des déchets ;
- faire preuve d'exemplarité en développant le programme de prévention des déchets au sein du Département de la Martinique, en cohérence avec l'Agenda 21 Martinique ;
- transmettre un rapport annuel d'état d'avancement des actions menées dans le cadre de ce partenariat.

Le Plan de Réduction des Déchets (PRDM) et son programme d'actions ont été adoptés le 21/05/2015 par l'ex Conseil général et les actions de prévention ont été intégrées au Plan de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux (PPGDND) approuvé par délibération du 22/09/2015.

La loi Notre du 07/08/2015 ayant imposé la fusion des 3 plans déchets (Déchets dangereux, non dangereux et du BTP) en un seul Plan, l'état des lieux réalisé dans le cadre de l'élaboration du Plan unique de Prévention et de gestion des Déchets de Martinique (PPGDM) sur l'année 2016 constitue donc le bilan de la première année de mise en œuvre de ces deux plans (PPGDND et PRDM). Ce bilan est présenté aux paragraphes I.2.3.1 p50 et I.7.3.1 p. 128 du Plan.

2.2.2 LES PROGRAMMES LOCAUX DE PREVENTION (PLP)

Les trois collectivités à compétence collecte du territoire ont développé un Programme Local de Prévention soutenu par l'ADEME :

- Le PLP de la CACEM est en 2016, dans sa quatrième et dernière année ;
- Le PLP de Cap Nord Martinique était en 2016 dans sa quatrième et avant-dernière année de réalisation ;
- Le PLP de la CAESM était en 2016 dans sa deuxième et avant-dernière année de réalisation.

2.3 ACTIONS DE PREVENTION DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES MISES EN PLACE

2.3.1 ACTIONS DU PLAN DE REDUCTION DES DECHETS POUR LA MARTINIQUE

Le rapport final du Plan de Réduction des déchets pour la Martinique de septembre 2016 permet de synthétiser les démarches réalisées par le département et la CTM.

Les actions du PRDM ont été menées sur 4 axes :

CHAPITRE I : ETAT DES LIEUX

CTM	Axe 1 : Garantir la cohérence de l'action territoriale	
	Animation d'un réseau martiniquais pour coordonner les actions des PLP. 21 réunions des différents acteurs sur des thématiques variées ont été menées (SERD, compostage partagé)	Réalisé
	Diffusion de 13 newsletters sur des sujets concernant la réduction des déchets sur la Martinique	Réalisé
	Participation au réseau régional et national de l'ADEME	Réalisé
	Enquête territoriale CACEM CAESM	Non Mis en Œuvre
	Axe 2 : Renforcer les démarches partenariales	
	Mise à disposition d'outils de communication découlant de focus group et d'une stratégie de communication menée en partenariat	Réalisé
	Accompagnement des collectivités engagées dans un PLP (méthodologie, formations...)	Partiel
	Développer un partenariat avec la Grande Distribution	Non Mis en Œuvre
	Encouragement de la promotion du compostage en pied d'immeuble	Réalisé
	Accompagnement des acteurs du tourisme	Partiel
	Axe 3 : Accompagner les changements de comportement	
	Mise en œuvre d'une campagne de communication générale sur la prévention	Réalisé
	Sondage-débat auprès des seniors sur la réduction des déchets	Réalisé
	15 foyers témoins	Partiel
	Magazine audiovisuel quotidien sur la chaîne 1 CTWO	Réalisé
	Label réduction des déchets	Non Mis en Œuvre
	Création d'un site internet « grandcausedechet972 »	Réalisé
	Autocollant Stop Pub	Non Mis en Œuvre
	Création d'un jeu vidéo	Réalisé
	Etude Lombricompostage	Non Mis en Œuvre
	Edition d'un Guide du réemploi	Non Mis en Œuvre
	Edition d'un guide d'astuce pour réduire le gaspillage alimentaire	Non Mis en Œuvre
	Accompagnement à l'obtention d'un label environnemental	Non Mis en Œuvre
	Développement d'un programme d'éducation au compostage	Non Mis en Œuvre
	Atelier Jardinage durable en partenariat avec le service d'expérimentation en agro-écologie.	Réalisé
	Sensibilisation lors des événements sportifs (randonnées eco-citoyennes, Tour cycliste de la Martinique, tour des yoles...)	Partiel
	Sensibilisation à l'utilisation de couches lavables.	Réalisé
	Axe 4 : Mettre en œuvre et valoriser l'exemplarité de l'institution	
	Diminution des quantités de papiers consommées entre 2007 et 2015 : 14 ramettes par agents à 8 ramettes par agent	Réalisé
	Mise en place d'une carte de vœux électronique pour remplacer le papier	Réalisé
	Collecte de pile en partenariat avec Screlec au sein des collèges et services de la CTM	Réalisé
	Suppression progressive des imprimantes individuelles au profit des imprimantes en réseau	Partiel
	Dématérialisation des marchés publics	Partiel
	Fourniture de tablettes numériques aux élus	Réalisé
	Installation de toilettes sèches dans les lieux du département non desservis	Non Mis en Œuvre
	Eco-conditionnalité des aides	Non Mis en Œuvre
	Etude sur deux collèges et deux cités scolaire pour la lutte contre le gaspillage alimentaire	Réalisé

Figure 27 : Etat d'avancement des actions du PRDM

Source : Rapport final du Plan de réduction des déchets pour la Martinique

2.3.2 ACTIONS DES PROGRAMMES LOCAUX DE PREVENTION DES DECHETS

2.3.2.1 Actions du PLP de la CACEM

Les actions envisagées dans le PLP de la CACEM sont organisées en 6 axes et 19 actions. Sur ces 19 actions prévues, une était non réalisée en 2016, 8 partiellement lancées et 10 réalisées.

L'état d'avancement des différentes actions est le suivant :

CACEM	Axe 1 : Sensibilisation des publics à la prévention	
	Action 1 : Elaborer une stratégie de communication autour des actions du PLP	Partiel
	Action 2 : Sensibiliser les habitants sur les bonnes pratiques	Partiel
	Action 3 : Sensibiliser les scolaires	Réalisé
	Axe 2 : Action de prévention des déchets dangereux	
	Action 4 : Sensibiliser les particuliers sur les déchets dangereux	Partiel
	Axe 3 : Actions éco-exemplaires de la collectivité	
	Action 5 : Développer l'éco-exemplarité à la CACEM	Réalisé
	Action 6 : Accompagner les communes adhérentes et les partenaires dans l'éco-exe	Partiel
	Action 7 : Inciter à la baisse de production des végétaux des espaces verts	Partiel
	Axe 4 : Actions emblématiques nationales	
	Action 8 : Poursuivre le développement du compostage individuel	Réalisé
	Action 9 : Développer le compostage collectif	Partiel
	Action 10 : Créer un réseau de relais locaux pour accompagner le développement du	Non Mis en Œuvre
	Action 11 : Accompagner les projets scolaires de développement du compostage	Réalisé
	Action 12 : Réduire la quantité de papiers de publicités	Réalisé
	Axe 5 : Actions d'évitement de la production de déchets	
	Action 13 : Communiquer, faire connaître le réemploi et la réparation	Réalisé
	Action 14 : Conduire au développement des métiers du réemploi et de la réparation	Partiel
	Action 15 : Contribuer au développement du don et de la récupération des textiles	Réalisé
	Action 16 : Développer les couches lavables sur le territoire	Réalisé
	Axe 5 : Actions de prévention des déchets assimilés des entreprises	
	Action 17 : Sensibiliser les entreprises à la prévention	Réalisé
	Action 18 : Contribuer au développement de l'éco-conception	Partiel
	Action 19 : Accompagner les entreprises dans la mise en œuvre de solution de préve	Réalisé

Figure 28 : Etat d'avancement des actions du PLP de la CACEM
Source : rapport annuel année 4 du PLP de la CACEM

L'ensemble de ces actions se poursuit même si le PLP est échu. La collectivité a entamé la réalisation de son Plan local de prévention des déchets ménagers et assimilés (PLPDMA).

2.3.2.2 Actions du PLP de la CAESM

Les actions envisagées dans le PLP de la CAESM sont organisées en 5 axes et 16 actions.

Sur ces 16 actions, 5 n'ont pas encore été lancées, 10 sont à moins de 50 % d'avancement et 1 est à plus de 50% d'avancement.

Le récapitulatif des avancements est présenté ci-après :

CHAPITRE I : ETAT DES LIEUX

CAESM	Axe 1 : Communication	
	Action 1 : Développer et faciliter l'information du public	Non Mis en Œuvre
	Action 2 : Sensibiliser les touristes	Non Mis en Œuvre
	Action 3 : Développer la réalisation d'évènements publics et festifs peu générateurs	Non Mis en Œuvre
	Axe 2 : Eco-exemplarité	
	Action 4 : Instaurer l'exemplarité dans les services de l'Espace Sud	Non Mis en Œuvre
	Action 5 : Développer l'exemplarité des élus	Non Mis en Œuvre
	Action 6 : Accompagner les communes à la réduction des déchets	Non Mis en Œuvre
	Action 7 : Intégrer la prévention dans l'entretien et la gestion des espaces verts	Non Mis en Œuvre
	Axe 3 : Actions emblématiques nationales	
	Action 8 : Réduire les déchets de papier publicitaires par le Stop Pub	Partiel
	Axe 4 : Actions d'évitements	
	Action 9 : Réaliser une Opération « Foyers témoins »	Partiel
	Action 10 : Promouvoir l'éco-consommation	Non Mis en Œuvre
	Action 11 : Promouvoir le réemploi et la réparation des biens et des équipements	Non Mis en Œuvre
	Action 12 : Limiter le gaspillage alimentaire dans les cantines scolaires	Non Mis en Œuvre
	Action 13 : Promouvoir l'utilisation de couches lavables pour la petite enfance	Non Mis en Œuvre
	Axe 5 : Actions de prévention des déchets en entreprises	
	Action 14 : Accompagner les entreprises dans leurs actions de prévention	Non Mis en Œuvre
	Action 15 : Former les professionnels du tourisme à la prévention des déchets	Non Mis en Œuvre
	Action 16 : Réaliser une Opération « Hôtels et restaurants témoins ».	Réalisé

Figure 29 : Etat d'avancement du PLP de la CAESM
Source Rapport de l'année 2 du PLP de la CAESM

2.3.2.3 Actions du PLP de Cap Nord Martinique

Les actions envisagées dans le PLP de Cap Nord Martinique sont organisées en 6 axes et 18 actions.

Sur ces 18 actions, 3 n'ont pas encore été lancées, 8 sont en retard par rapport au prévisionnel et 5 présentent un avancement conforme au prévisionnel.

Le récapitulatif des avancements est présentée ci-après :

Cap Nord	Axe 1 : Sensibilisation des publics à la prévention des déchets	
	Action 1 : Déployer une stratégie de communication pour sensibiliser les habitants aux gestes de prévention.	Non Mis en Œuvre
	Action 2 : Mener une Opération foyer témoin	Non Mis en Œuvre
	Action 3 : Développer des programmes d'éducation à l'environnement	Réalisé
	Action 4 : Sensibilisation des associations de quartier, culturelle... et de leurs adhérents	Partiel
	Axe 2 : Action éco-exemplaires de la collectivité	
	Action 5 : Développer la démarche d'exemplarité de CAP Nord Martinique	Réalisé
	Action 6 : Proposer de nouvelles habitudes de travail des services espaces verts	Réalisé
	Axe 3 : Actions emblématiques nationales	
	Action 7 : Promouvoir le STOP PUB	Non Mis en Œuvre
	Action 8 : Promouvoir le compostage domestique	Réalisé
	Action 9 : Créer un réseau de relais locaux pour accompagner le développement du compostage	Partiel
	Axe 4 : Actions d'évitement de la production de déchets	
	Action 10 : Mener une opération pilote sur les couches lavables dans une crèche	Partiel
	Action 11 : Mettre en place un ou des actions de réduction sur le gaspillage alimentaire	Non défini
	Action 12 : Planter une ressourcerie sur le territoire	Partiel
	Action 13 : Contribuer au développement du don et de la collecte des textiles	Réalisé
	Action 14 : Réaliser une étude pour une Tarification incitative sur le territoire	Partiel
	Axe 5 : Actions de prévention des déchets des entreprises	
	Action 15 : Mener une opération entreprise témoin	Réalisé
	Action 16 : Étudier la faisabilité d'un retour à la consigne sur le territoire	Partiel
	Action 17 : Inciter les entreprises à la prévention via une redevance spéciale incitative	Partiel
	Axe 5 : Actions de prévention qualitative	
	Action 18 : Sensibiliser les particuliers sur les déchets dangereux	Partiel

Figure 30 : Etat d'avancement du PLP de Cap Nord Martinique
Source, rapport annuel PLP, année 4

2.3.3 LES AUTRES ACTIONS DE PREVENTION DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES SUR LA MARTINIQUE

Il existe d'autres actions de prévention des déchets menées par des structures non publiques :

- L'ACISE Samu Social, qui collecte des déchets des particuliers dans l'objectif d'effectuer du réemploi. Les actions de l'ACISE sont de deux types :
 - la Recyclerie de Case Pilote. L'ACISE a géré en 2016 la collecte, le tri et la réparation/réemploi de 107 tonnes de déchets occasionnels des ménages (meubles, électroménager, bibelots divers). Sur ces 107 tonnes collectées en 2016, environ 70 % sont réutilisés. L'ACISE a ouvert au 15 décembre 2016, un hall de 420 m² permettant d'effectuer la vente et le stockage/tri/réparation des déchets récupérés,
 - les boutiques solidaires alimentées par la recyclerie ainsi que par collecte, tri et réemploi du textile. Cette filière, présentée dans la partie 3.6.9 Organisation de la filière REP portant sur les textiles d'habillements, linge de maison et chaussures (TLC), a permis le réemploi de 314 tonnes de textiles, soit 32 % de la collecte totale.
- Le tissu associatif de la Martinique (SEL Martinique, La Case, CCPYPM, Disco soupe, Martinique gastronomie, jardin de Martinique, gratiféria ...) effectue également de l'animation de sujet du compostage, réparation, réemploi, lutte contre le gaspillage alimentaire (en partenariat avec la grande distribution).

- De nombreuses mairies ou associations ont développé ces dernières années des vides greniers qui participent au réemploi des objets.
- L'association ECO MOBIL (Repair Café), ouverte en octobre 2016, au bourg du Lamentin, emploie des jeunes en contrats CUI-CAE et en Contrat de Volontaire du Service civique. Elle fait partie des 14 lauréats martiniquais de l'appel à projets sur l'Économie Sociale et Solidaire 2016 du Ministère OM. Elle œuvre dans la lutte contre le gaspillage et l'obsolescence programmée en travaillant sur la réparation et le réemploi (ateliers couture, atelier informatique, valorisation de vélos usagés...).
- Le Foyer de l'espérance est également en train de se structurer en vue de réemploi après réparation de certains déchets (meubles, vieux objets notamment).

2.3.4 BILAN QUANTITATIF DE LA PREVENTION DES DECHETS DES MENAGES

2.3.4.1 *Ordures ménagères et assimilées (OMA)*

Le tonnage d'ordures ménagères et assimilées (OMr + Verre + Emballages et papiers + FFOM) collecté en 2016, sur la Martinique, est de 359 kg/hab/an contre 379 kg/hab/an en 2010 (base 397 730 habitants, population légale en vigueur au premier janvier 2010), soit une diminution de 5 % entre 2010 et 2016.

Il est à noter que la production d'OMA en France est passée de 374 kg/hab/an en 2009 à 339 kg/hab/an en 2015, soit une diminution de 9 %

Sur les DROM-COM, la production d'OMA est passée de 373 kg/hab/an en 2009 à 318 kg/hab/an en 2015, soit une diminution de 15 %.

La loi n°2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'Environnement, définissait un objectif national de réduction de la production d'ordures ménagères et assimilés de 7 % par habitant à échéance 2014).

Les chiffres précédents montrent que le ratio d'OMA a diminué sur la Martinique, mais que l'objectif n'a pas été atteint entre 2010 et 2015.

2.3.4.2 *Total de l'ensemble des déchets ménagers et assimilés*

Au global, 523 kg/hab/an de déchets ménagers et assimilés ont été collectés en 2016 sur Martinique, contre 531 kg/hab/an en 2010, soit une diminution de 1,5 %.

Il est à noter que la production d'OMA en France est passée de 535 kg/hab/an en 2009 à 515 kg/hab/an en 2015, soit une diminution de 4 %.

Sur les DROM-COM, la production d'OMA est passée de 537 kg/hab/an en 2009 à 476 kg/hab/an en 2015, soit une diminution de 30 %.

La loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte définit un objectif national de réduction des déchets ménagers et assimilés exprimés en kg/hab/an de 10 % entre 2010 et 2020.

Afin de contribuer à cet objectif, il est nécessaire de renforcer les actions de prévention des ordures ménagères mais aussi de développer de nouvelles mesures portant sur les autres déchets ménagers.

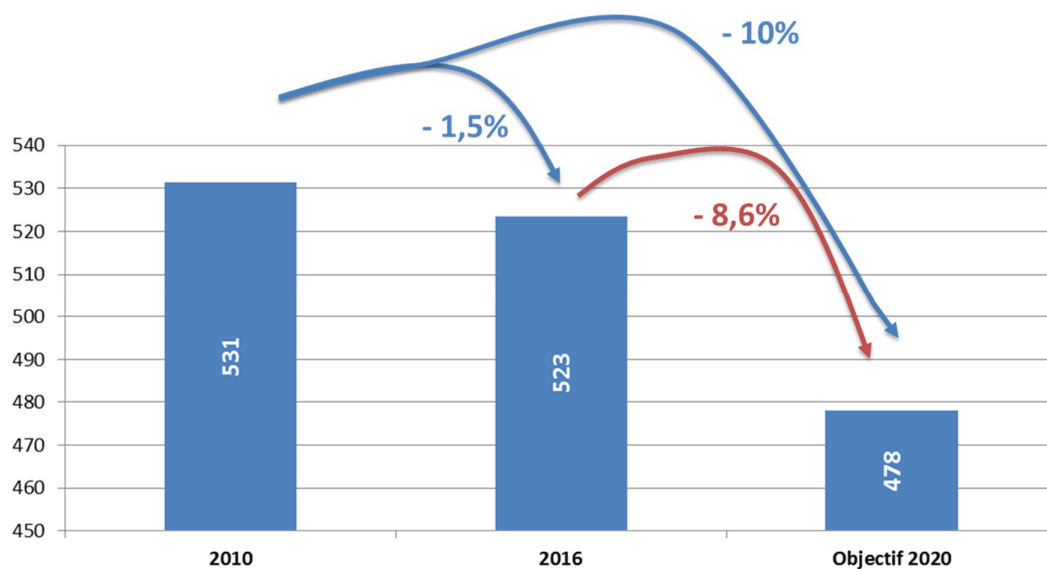


Figure 31 : Bilan et objectifs réglementaires de prévention des DMA, en kg/an/hab.

2.4 ACTIONS DE PREVENTION DES DECHETS D'ACTIVITES ECONOMIQUES

En complément des opérations entreprises témoins menées par les EPCI, certaines structures ont porté des actions de prévention des déchets auprès des professionnels de la Martinique.

2.4.1 ACTIONS DE PREVENTION DES DECHETS PORTEES PAR LA CMA

La Chambre des Métiers et de l'Artisanat (CMA) travaille avec les entreprises volontaires sur les actions suivantes :

- lors des stages à l'installation, la thématique des déchets est abordée, notamment sur les déchets dangereux et leur filière d'élimination (E-compagnie et CITRADEL) ;
- la CMA a conventionné avec l'ADEME pour l'utilisation de la méthodologie du pré-diagnostic déchets des entreprises. Le chargé de développement durable de la CMA accompagne les entreprises qui souhaitent avoir des actions sur la gestion de leurs déchets. Environ 15 entreprises ont été volontaires pour travailler sur la thématique. La CMA estime que 10 % des actions préconisées ont réellement été mises en place par les entreprises auditées.

2.4.2 ACTIONS DE PREVENTION DES DECHETS PORTEES PAR LA CCI

La Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) a mené de nombreux diagnostics pour accompagner les entreprises. Elle a travaillé notamment sur la sensibilisation d'une bonne gestion des déchets dangereux. La CCI a également édité un Guide déchets à destination des entreprises en 2014, qui présente des actions de prévention des déchets.

La CCI travaille actuellement sur deux sujets en lien avec la réduction de la production de déchets :

- le projet de bourse aux déchets avec Entreprises et Environnement, la CTM et l'ADEME ;
- l'accompagnement d'entreprises pour l'écoconception de leurs produits.

Il est à noter que l'ADEME a publié en Novembre 2018, une synthèse des politiques de prévention des déchets en Martinique, qui est annexée au présent Plan (cf. Annexe 2).

2.4.3 AUTRES ACTIONS DE PREVENTIONS DES DECHETS D'ACTIVITES ECONOMIQUES

Des campagnes de communication ont été menées par l'APROMAR dans le cadre du programme ECOPHYTO, avec la diffusion de dépliants et d'affiches sur les bonnes pratiques de pré-collecte auprès des agriculteurs par le biais des techniciens, conseillers, distributeurs et organismes professionnels.

3. DESCRIPTIF DE L'ORGANISATION DE LA COLLECTE ET DE LA GESTION DES DECHETS

3.1 ORGANISATION DE LA COLLECTE ET DE LA GESTION DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES

3.1.1 LES ORDURES MENAGERES ET ASSIMILEES (OMA)

3.1.1.1 *Les Ordures ménagères résiduelles*

Les Ordures Ménagères résiduelles sont prises en charge par les collectivités à compétence collecte. L'ensemble des collectes sont effectuées par des entreprises dans le cadre de marchés publics de prestations de service.

	CAP Nord Martinique	CACEM	CAESM
Tonnages	30 989 t	58 305 t	37 266 t
Mode de collecte	PaP	PaP	PaP
Présentation des déchets	Bacs roulants	Bacs roulants	Bacs roulants
Fréquence	C1- C2-C3-C6	C2-C3-C4- -C6- C13	C2 – C1
Prestation / Régie	Prestation	Prestation	Prestation

Figure 32 : Modalités de collectes des OMr

Les collectes de CAPNORD sont en C1 pour les particuliers disposant de bacs individuels, en C2 ou C3 pour les particuliers en immeubles et utilisant des bacs collectifs et en C6 sur quelques voies dans les bourgs du Robert, Trinité et St Pierre.

En 2016, 22 365,11 tonnes d'OMr de CAP Nord Martinique ont transité par le quai de transfert situé à Lestrade à proximité du CVO puis ont été transportées vers l'UIOM de Fort de France.

Les OMr collectées sur la côte Caraïbe de CAP Nord vont directement à l'UIOM.

Sur le territoire de la CACEM, la collecte en C13 concerne uniquement l'hypercentre de Fort de France.

Une fois collectés, les déchets sont acheminés vers les trois équipements qui ont géré les déchets en 2016 :

- l'UTVD de Morne Dillon à Fort de France,
- l'ISDND de Céron à Sainte-Luce,
- la plateforme de mise en balles des déchets sur le Parc Technologique et Environnemental de la Trompeuse à Fort de France. Cette plateforme a été mise en place pour permettre un stockage temporaire des OMr dans le cadre du plan d'urgence mis en œuvre en attendant l'ouverture de l'ISDND de Petit Galion. Les tonnages ainsi mis en balles ont été majoritairement incinérés sur 2017. Le reste des balles a été disposé en fond de casier à l'ISDND de Petit Galion de manière à protéger les parois et les membranes d'étanchéité du casier.

L'organisation de la gestion des OMr sur la Martinique est schématisée sur la figure suivante :

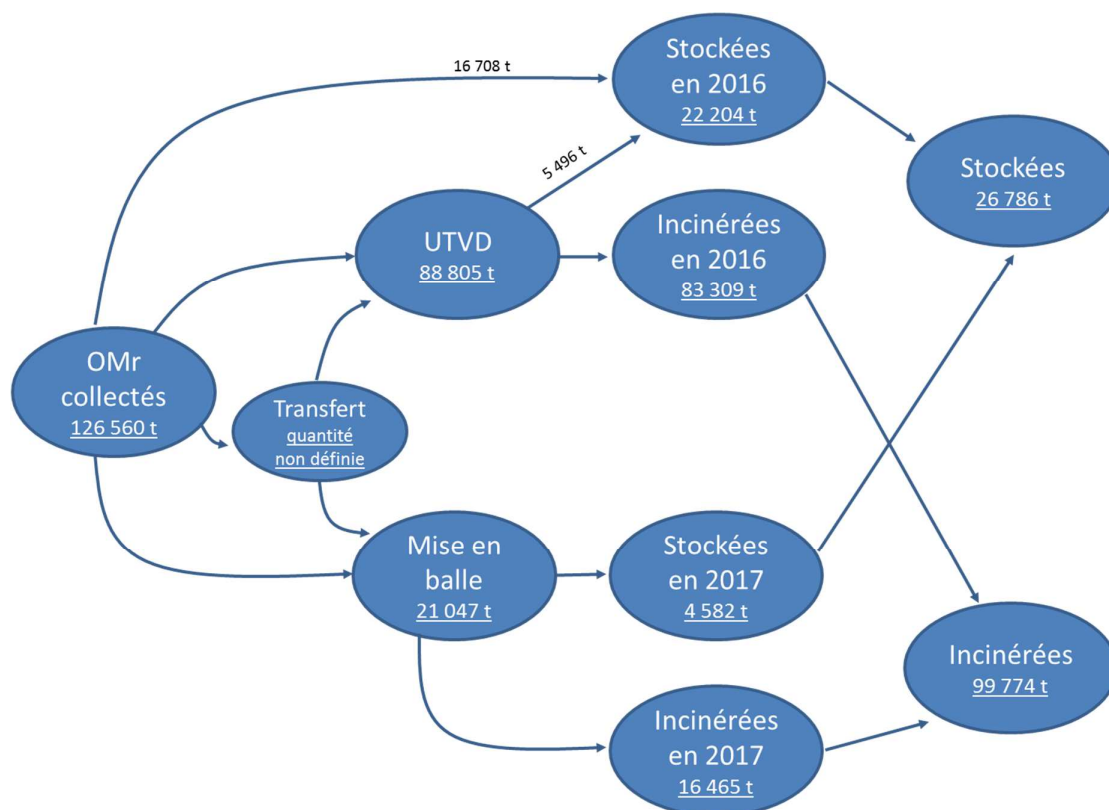


Figure 33 : Organisation de la gestion des OMr en 2016

Ainsi, sur les 126 560 tonnes de d'ordures ménagères produites en 2016, 21 % ont été enfouies et 79 % ont été incinérées.

3.1.1.2 Les biodéchets des ménages

La collecte des biodéchets de cuisine en porte à porte est opérationnelle sur la totalité du territoire de la CAESM et sur 4 communes du centre atlantique de Cap Nord Martinique : Sainte Marie, Le Robert, Trinité et Gros Morne.

Ces collectes ont permis de récupérer 2 855 tonnes de déchets qui ont été traitées en méthanisation au CVO du Robert.

La totalité des tonnages collectés sur la CAESM transitent par le quai de transfert de Trianon au François avant traitement au CVO du Robert.

La CACEM effectue une collecte des biodéchets de restauration collective présentée dans la partie déchets des collectivités ci-après.

3.1.1.3 Les collectes sélectives des matériaux secs

Les matériaux secs englobent les déchets d'emballages plastiques, métalliques, cartons, journaux, revues magazines. Le verre n'est pas intégré dans ce flux.

Sur le territoire du Plan, ces déchets sont collectés selon les modalités suivantes :

	CAP Nord Martinique	CACEM	CAESM
Flux collecté	Emballages et papiers en mélange	Emballages et papiers en mélange	Emballages seuls
Tonnages	1 716 t	2 730 t	1 541 t
Mode de collecte	PaP (85%) et AV	PaP (85%) et AV	PaP (80%) et AV
Présentation des déchets	Bacs roulants Colonnes d'apport volontaire (262 colonnes)	Bacs roulants Colonnes d'apport volontaire (284 colonnes)	Bacs roulants Colonnes d'apport volontaire (188 colonnes)
Fréquence	C1	C0,5	C0,5
Prestation / Régie	Prestation sur PAP Régie sur PAV	Prestation	Prestation

Figure 34 : Modalités de collectes des matériaux secs hors verre

Il est à noter que la CAESM oriente les déchets de papiers de ses usagers vers le bac de collecte des biodéchets des ménages.

Une fois collectés, les déchets sont amenés, sans transfert, vers le centre de tri de Martinique Recyclage à Ducos où ils sont triés. L'organisation du tri est présentée ci-après :

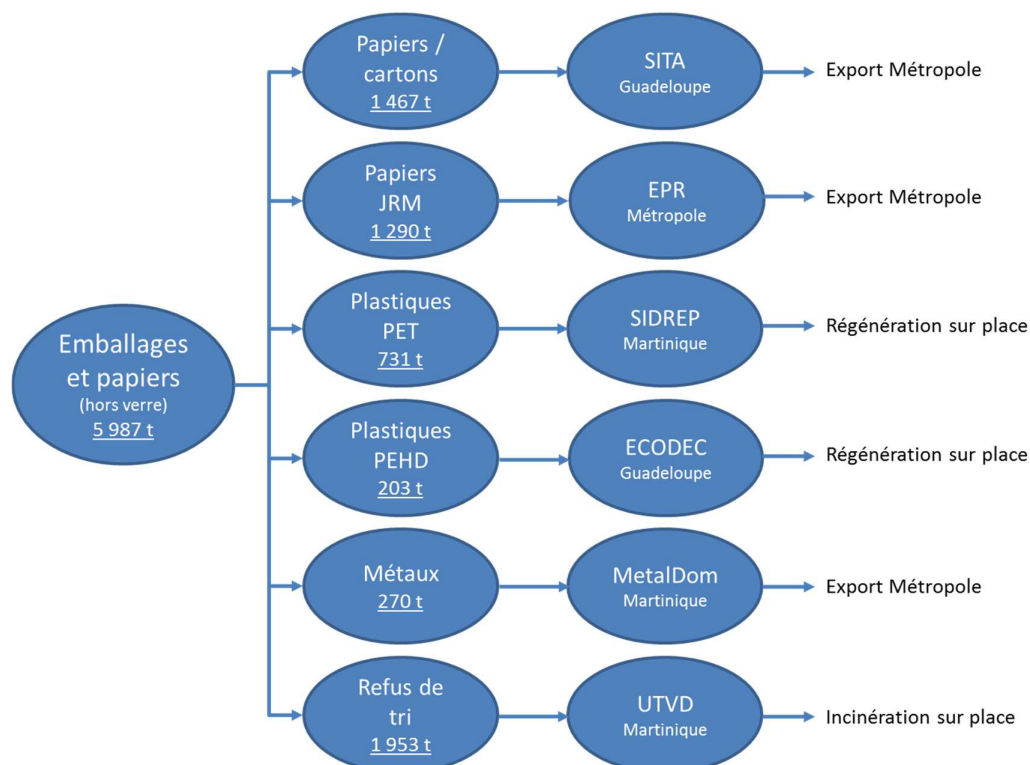


Figure 35 : Organisation de la gestion des recyclables secs hors verre en 2016

Ainsi, sur les déchets d'emballages et de papiers hors verre :

- 50 % sont envoyés en France hexagonale,
- 3 % sont recyclés en Guadeloupe,
- 13 % sont recyclés en Martinique,
- 34 % sont des refus incinérés en Martinique.

3.1.1.4 Les collectes sélectives de verre

Le verre est collecté en points d'apport volontaire sur le territoire du Plan.

	CAP Nord Martinique	CACEM	CAESM
Tonnages	571 t	1 153 t	1 323 t
Mode de collecte	AV	AV	AV
Présentation des déchets	Colonnes d'apport volontaire (138 colonnes)	Colonnes d'apport volontaire (433 colonnes)	Colonnes d'apport volontaire (280 colonnes)
Ratio PAV/hab	1 colonne pour 760 habitants	1 colonne pour 372 habitants	1 colonne pour 427 habitants
Prestation / Régie	Régie	Prestation	Régie

Figure 36 : Modalités de collecte des emballages en Verre en 2016

En 2016, 3 359 tonnes de verres ont été collectées par les collectivités, dont 312 auprès des professionnels sur la CACEM. Ainsi, ce sont 3 047 tonnes de verre en provenance des ménages qui ont été gérées.

Les tonnages collectés sont apportés (sans transfert) à la plateforme de broyage du verre située sur le Parc Technologique et Environnemental de la Trompeuse à Fort de France et sont broyés pour une utilisation finale essentiellement en sous couche routière et béton de verre.

3.1.2 LES COLLECTES SEPARATIVES

3.1.2.1 Les collectes en porte à porte des déchets verts

Les trois collectivités à compétence collecte de la Martinique ont mis en place des collectes de déchets verts des particuliers.

	CAP Nord Martinique	CACEM	CAESM
Tonnages	3 282 t	4 182 t	6 011 t
Mode de collecte	PaP	PaP	PaP
Fréquence de collecte	C0,5	Non Définie	C0,5 – C1
Présentation des déchets	Vrac	Vrac	Vrac
Prestation / Régie	Prestation	Prestation	Prestation

Figure 37 : Modalités de collecte des déchets verts en PaP

Les déchets verts collectés par le service public sont ensuite apportés directement sur différents exutoires :

- CVO du robert : 11 292 t
- Plateforme de broyage de Céron : 2 685 t
- ISDND de Céron : 464 t.

Il reste globalement des tonnages collectés qui ne sont pas clairement identifiés au niveau des exutoires pour les déchets verts en porte à porte et en déchèteries. Cela peut s'expliquer en partie par un stock de déchets verts en attente de broyage sur la plateforme de Céron très important (estimé à environ 3 000 tonnes) qui a été majoritairement traité à Holdex sur les années suivantes, et par un départ sur les plateformes de compostage privées avec un référencement peu précis.

3.1.2.2 Les collectes en porte à porte des encombrants

Les trois collectivités à compétence collecte de la Martinique ont mis en place des collectes de déchets encombrants des particuliers en porte à porte.

	CAP Nord Martinique	CACEM	CAESM
Tonnages	3 581 t	13 868 t	4 534 t
Mode de collecte	PaP	PaP	PaP
Fréquence de collecte	C0,5	C0,5 – C1	C0,5 – C1
Présentation des déchets	Vrac	Vrac	Vrac
Prestation / Régie	Prestation	Prestation	Prestation

Figure 38 : Modalités de collecte des déchets encombrants en PaP

En 2016, les déchets collectés lors de ces collectes spécifiques sont apportés directement à l'ISDND de Céron. Depuis juillet 2017, les encombrants sont acheminés au centre de tri et de broyage du PTE de la Trompeuse. Ils y sont traités et le broyat est envoyé soit à l'ISDND du Petit Galion, soit à UTVD en fonction de leur pouvoir calorifique

3.1.2.3 Les collectes des textiles, linges de maison et chaussures (TLC)

Le détail des modalités de collecte des déchets de TLC sont présentés dans le paragraphe n° 3.6.9 « Organisation de la filière REP portant sur les textiles, linges de maison et chaussures »

Les 69 points de collectes mis en place par l'ACISE ont permis de collecter 980 tonnes de déchets.

Une fois apportés au centre de tri textile, les déchets sont triés.

L'organisation du tri est détaillée ci-après :

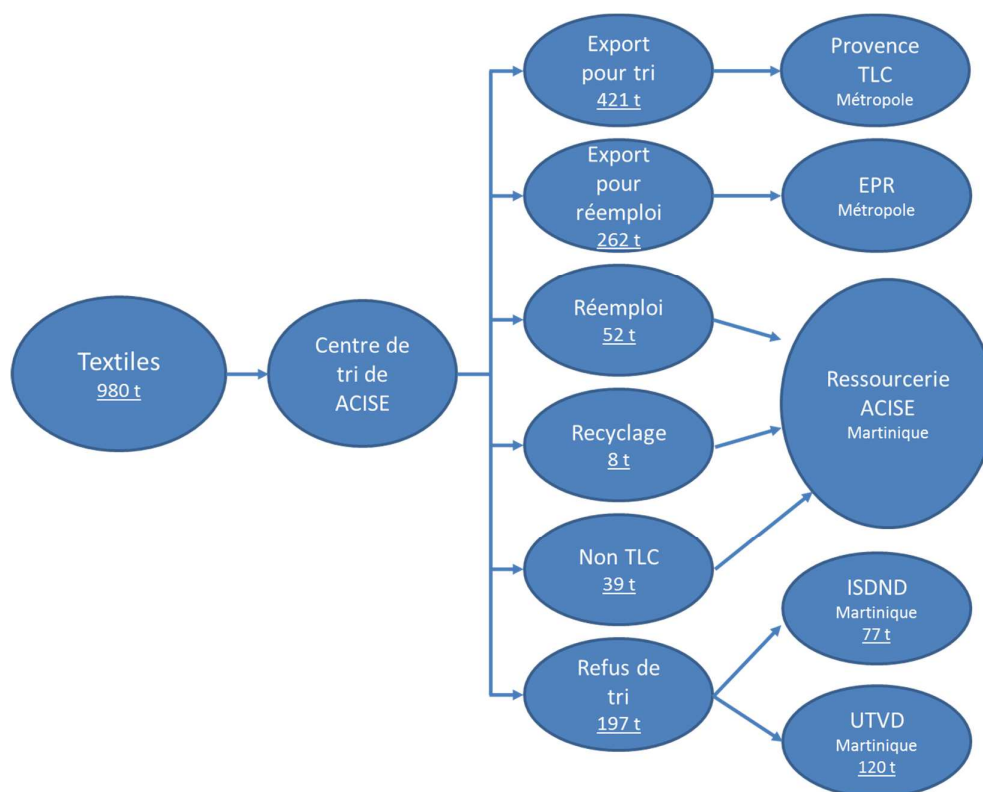


Figure 39 : Organisation de la gestion des TLC en 2016

3.1.3 LES COLLECTES EN DECHETERIES

La compétence de gestion des déchèteries (haut de quai et bas de quai) a été transférée par les Communautés d'Agglomération martiniquaises au SMTVD (syndicat à compétence unique de traitement et valorisation des déchets) lors de sa création.

Sur le territoire Martiniquais, 11 déchèteries sont présentes :



Figure 40 : Positionnement des déchèteries sur le territoire Martiniquais

La déchèterie située sur la commune de Basse-Pointe, s'apparente à un point de collecte (pas de quais). Avec 11 déchèteries ou assimilées, le taux de desserte des martiniquais en déchèteries est d'une déchèterie pour 35 000 habitants, ce qui est faible par rapport à la moyenne nationale d'une déchèterie pour 14 000 habitants.

La répartition par territoire est la suivante :

- 1 déchèterie pour 80 500 habitants sur la CACEM,
- 1 déchèterie pour 19 900 habitants sur la CAESM,
- 1 déchèterie pour 35 000 habitants sur Cap Nord Martinique.

	Déchèterie du Marin	Déchèterie du Saint-Esprit	Déchèterie du Céron	Déchèterie des Anses d'arlets	Déchèterie du François	Déchèterie du Vaudin	Déchèterie de Lestrade	Point de collecte du Poteau	Déchèterie de Fond Canonville	Déchèterie de Chateauboeuf	Déchèterie de Cas Navire
Commune	Le marin	Saint esprit	Sainte Luce	Anses d'arlets	Le François	Le Vaudin	Le Robert	Basse-Pointe	Saint Pierre	Fort de France	Schoelcher
Localisation	Zone Artimer	Guédon	Céron	Route de la plaine par mapou	La Pointe Courchet	Château Paille	Route de la pointe Jean- Claude	Carrefour du poteau	Sainte Philomène	Chateauboeuf	Case-navire
Maître d'ouvrage	SMTVD	SMTVD	SMTVD	SMTVD	SMTVD	SMTVD	SMTVD	SMTVD	SMTVD	SMTVD	SMTVD
Exploitation	Régie	Régie	Régie	Régie	Régie	Régie	Régie	Régie	Régie	Régie	Régie
Horaires d'ouvertures	Lundi au vendredi 6h-17h samedi 7h-13h	Lundi au vendredi 6h-17h samedi 7h-13h	Lundi au dimanche 6h-17h45	Lundi au vendredi 6h-17h samedi 7h-13h	Lundi au vendredi 6h-17h samedi 7h-13h	Lundi au vendredi 6h-17h samedi 7h-13h	Lundi au Vendredi 7h-18h Samedi 7h-17h Dimanche 7h-12h	Lundi-Jeudi 7h-14h30 Mardi- Mercredi- Vendredi 7h-14h	Lundi au samedi 7h30-16h30 sauf jeudi 7h30-15h Dimanche 7h30-12h	Lundi au samedi 7h-18h sauf jeudi 7h-15h Dimanche 7h-12h	Lundi au samedi 8h-18h sauf jeudi 7h-15h Dimanche 7h-12h
Déchets acceptés	Déchets verts	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x
	Déchets de bois			x	x	x					x
	Métaux	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x
	Pneus			x			x				
	Textile			x	x	x				x	x
	Cartons	x		x	x	x	x			x	x
	Encombrants	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x
	Emballages/papiers	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x
	Huiles végétales										
	Gravats									x	x
	Huiles de vidanges	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x
	DEEE			x	x	x	x	x	x	x	x
	Batteries	x	x	x	x	x	x	x	x		
	Piles	x		x	x	x	x	x	x	x	x
	Peintures			x	x	x					
	Solvants			x	x	x					
	Lampes/tubes					x	x	x	x	x	x
	Médicaments										
	DASRI			x	x	x	x			x	x
	Déchets amiantés										

Figure 41 : Modalités de collectes en déchèteries

Les exutoires des différents matériaux sont les suivants :

Déchets verts	CVO, plateforme de broyage à Céron,
Déchets de bois	ISDND
Métaux	MetalDom
Pneus	MetalDom
Textile	ACISE
Cartons	Martinique Recyclage / plateforme de mise en balles des cartons et des plastiques du PTE Trompeuse dès son ouverture en juillet 2016
Encombrants	ISDND Céron
Emballages/papiers	Martinique Recyclage
Gravats	ISDI
Huiles de vidanges	E-Compagnie
DEEE	CITRADEL
Batteries	E-Compagnie
Piles	E-Compagnie
Peintures	E-Compagnie
Solvants	E-Compagnie
Lampes/tubes	Martinique Recyclage
DASRI	Incinérateur de Morne Dillon à Fort de France pour les DASRI non complexes (associant des éléments électroniques et des éléments piquants)

Figure 42 : Exutoires des déchets collectés en déchèteries

3.2 ORGANISATION DE LA GESTION DES DECHETS DES COLLECTIVITES

Les déchets générés par les collectivités sont majoritairement collectés en mélange avec les déchets ménagers.

Certains flux, sont amenés directement par les collectivités sur les exutoires :

Installation de traitement	Flux de déchets des collectivités	Tonnages
ISDND Céron	Gravats	37 t
	Balayage	498 t
	Equarrissage	2 t
	Déchets verts	42 t
	Déchets de curage	149 t
	Déchets de nettoyage	964 t
	Déchets de chantier	58 t
	Terre de couverture	386 t
CVO	Déchets verts	1 746 t
	Biodéchets des restaurants scolaires	71 t
	Algues	158 t
Holdex	Déchets verts	71 t
TerraViva	Algues	90 t
PTE de Céron	Déchets verts	310 t
PTE Trompeuse	Cartons	16 t

3.3 ORGANISATION DE LA GESTION DES BOUES ISSUES DU TRAITEMENT DES EAUX

Depuis le 1er janvier 2017, les communautés d'agglomération ont récupéré la compétence eau et assainissement sur l'ensemble de leur territoire entraînant la dissolution des anciens syndicats.

L'exploitation et l'entretien des ouvrages (stations de traitement des eaux usées, postes de refoulement, canalisations...), sont, soit délégués à des prestataires privés (SME et SMDS) pour CAPNORD et la CAESM, soit assurés par la régie communautaire (Odyssi) pour la CACEM.

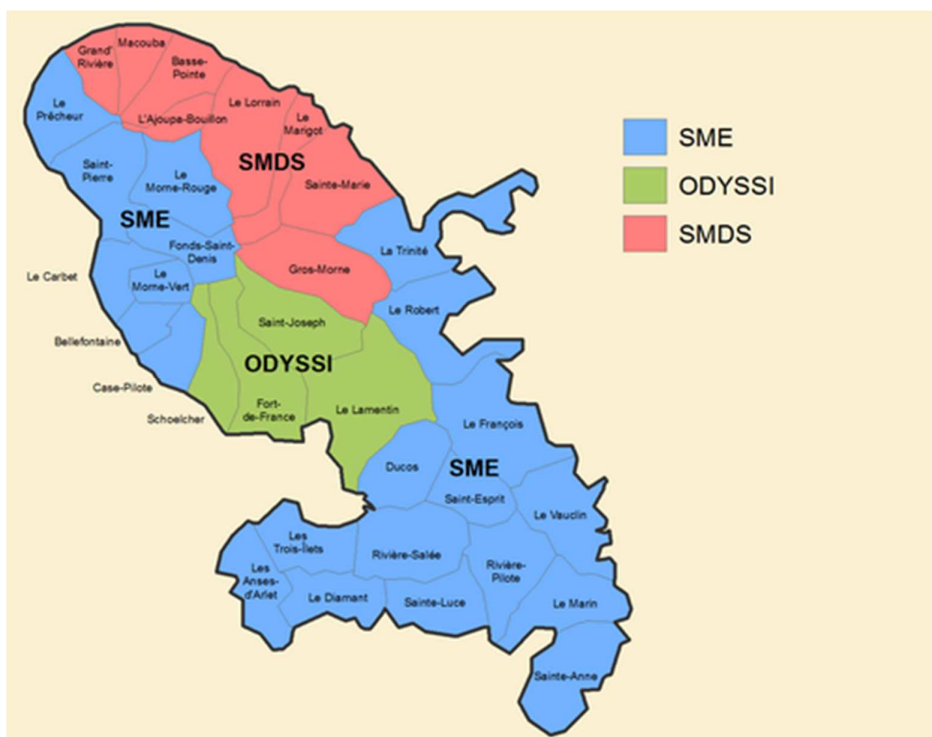


Figure 43 : Collectivités organisatrices du service public d'assainissement au 1er janvier 2017
Source Observatoire de l'eau Martinique

3.3.1 ORGANISATION DE LA GESTION DES BOUES DE POTABILISATION

Il y a sur la Martinique, 36 captages et 27 usines de production d'eau potables. Plus de 70 % de la production d'eau potable est issue de 4 captages : sur la rivière Capot, la rivière Lézarde et sur deux sites de la Rivière Blanche.

En 2016, les boues de potabilisation sont analysées et suivies avant d'être enfouies sur l'ISDND de Céron. Les boues de Rivière Blanches sont chaulées et compostées.

3.3.2 ORGANISATION DE LA GESTION DES BOUES DE STEP

La Police de l'eau référence 202 installations de traitement des eaux, dont 95 privées et 107 publiques. Les boues produites en 2016 par ces stations de traitement des eaux usées sont uniquement orientées vers le compostage :

- 8 056 tonnes de matières brutes ont été réceptionnées sur la plateforme de compostage de Terraviva à Ducos. Cette installation arrive à saturation et a le projet d'augmenter sa capacité.
- 481 tonnes de matières brutes ont été traitées sur la partie compostage du CVO au Robert.

Les composts obtenus sont épandus sur des zones agricoles.

A noter l'existence d'une serre solaire sur la station du Marin pour le séchage des boues avant envoi à Terraviva.

3.3.3 ORGANISATION DE LA GESTION DES MATIERES DE VIDANGES

En Martinique, la majorité de la population relève de l'assainissement non collectif. Seuls 40 % des abonnés du service public d'eau potable sont reliés au réseau d'assainissement collectif.

Ainsi, les 60 % des habitants disposant d'un assainissement autonome font appel à des entreprises de curage pour la gestion de leurs matières de vidanges.

Il existe 20 sociétés agréées pour la vidange des fosses septiques en Martinique en date du dernier recensement disponible (12 novembre 2015). Cet agrément et le contrôle effectué par les services de l'Etat assurent que le vidangeur traite les déchets de manière réglementaire. L'harmonisation des pratiques de professionnels est un enjeu fort sur l'ensemble du territoire.

Deux installations traitent les matières de vidanges :

- l'unité de traitement des matières de vidanges, située sur le PTE de la Trompeuse. Les boues issues de cette installation sont ensuite réintroduites dans le process de la station d'épuration de Dillon 2,
- l'unité de traitement des matières de vidange de la société E-compagnie réservée à leur propre flotte de camions hydrocureurs. Les boues issues de cette unité ont été en majorité enfouies à l'ISDND de Céron, 15 % ont été valorisées organiquement au CVO.

Depuis fin 2017, une unité de traitement des matières de vidanges a été ouverte au Marigot, permettant d'améliorer le maillage du territoire. Les boues issues de ce traitement sont orientées vers le CVO.

3.3.4 ORGANISATION DE LA GESTION DES AUTRES SOUS-PRODUITS DE L'ASSAINISSEMENT

L'UTMV d'ODYSSI et certaines stations du territoire (Dillon2, Marin et Gaigneron) sont équipées pour traiter les graisses.

Les sables et refus de dégrillages sont quant à eux considérés comme des déchets ultimes et éliminés en centre de stockage.

3.4 ORGANISATION DE LA GESTION DES DECHETS D'ACTIVITES ECONOMIQUES NON DANGEREUX NON INERTES

Les déchets d'activités économiques non dangereux non inertes (DAE) peuvent être collectés :

- par les collectivités :
 - en mélange avec les déchets ménagers,
 - dans le cadre de collectes spécifiques : cartons des commerçants, verre des bars/restaurants, biodéchets des restaurants, ...,
- par des opérateurs privés,
- par traitement sur site.

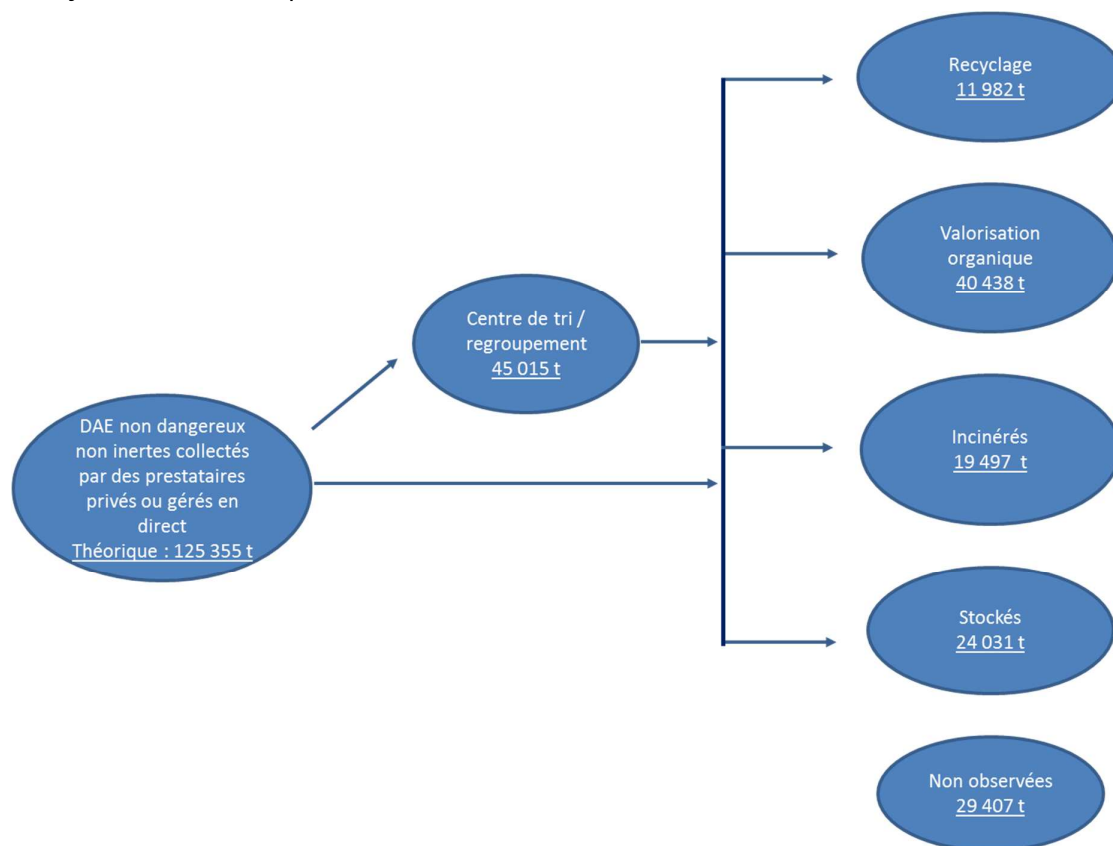
Il n'est pas possible d'identifier les DAE collectés en mélange avec les ordures ménagères. Le MODECOM mené en 2012 en Martinique permet d'estimer que 31 % des ordures ménagères résiduelles et au minimum 60 % des déchets collectés en déchèteries correspondent aux DAE collectés en mélange avec les déchets ménagers. L'application de ces pourcentages donne une estimation d'environ 43 945 tonnes.

A noter qu'en 2012, les déchèteries du Sud et de Saint Pierre étaient ouvertes aux petites entreprises avec un volume maximal. Depuis 2014, l'accès n'est plus autorisé aux professionnels, sauf à Céron qui possède les équipements permettant l'identification et la pesée.

Toutefois, certains artisans ou travailleurs indépendants continuent à utiliser les déchèteries en passant pour des particuliers.

La CACEM a mis en place des collectes spécifiques pour les professionnels en vue principalement de la valorisation matière de ces déchets, notamment des collectes de cartons des commerçants (470 tonnes), des verres des bars/restaurants (312 tonnes). La CAESM collecte quant à elle, les biodéchets des restaurants (71 tonnes).

La traçabilité des déchets permet de mettre en évidence ces flux :



Les DAE collectés par les collectivités sont gérés en mélange avec les ordures ménagères et les collectes sélectives pour la plupart. Ils sont donc observés via les chiffres présentés dans les chapitres respectifs mais non clairement identifiés.

Ainsi, le devenir de 95 948 tonnes a pu être retracé selon les données collectées par l'observation.

A noter que la profession du BTP fait part de la difficulté rencontrée aujourd'hui (2018) par l'absence de filières pour les déchets de plâtre (pas d'algéole de stockage sur l'ISDND de la Martinique), de bois, canalisations plastiques, laine de roche et autres DND n'ayant pas de filières de valorisation locales. Aucune installation de tri des déchets non dangereux du BTP, adaptée à ce type de déchets, n'a été recensée. Enfin, le tri à la source sur chantier est mal connu.

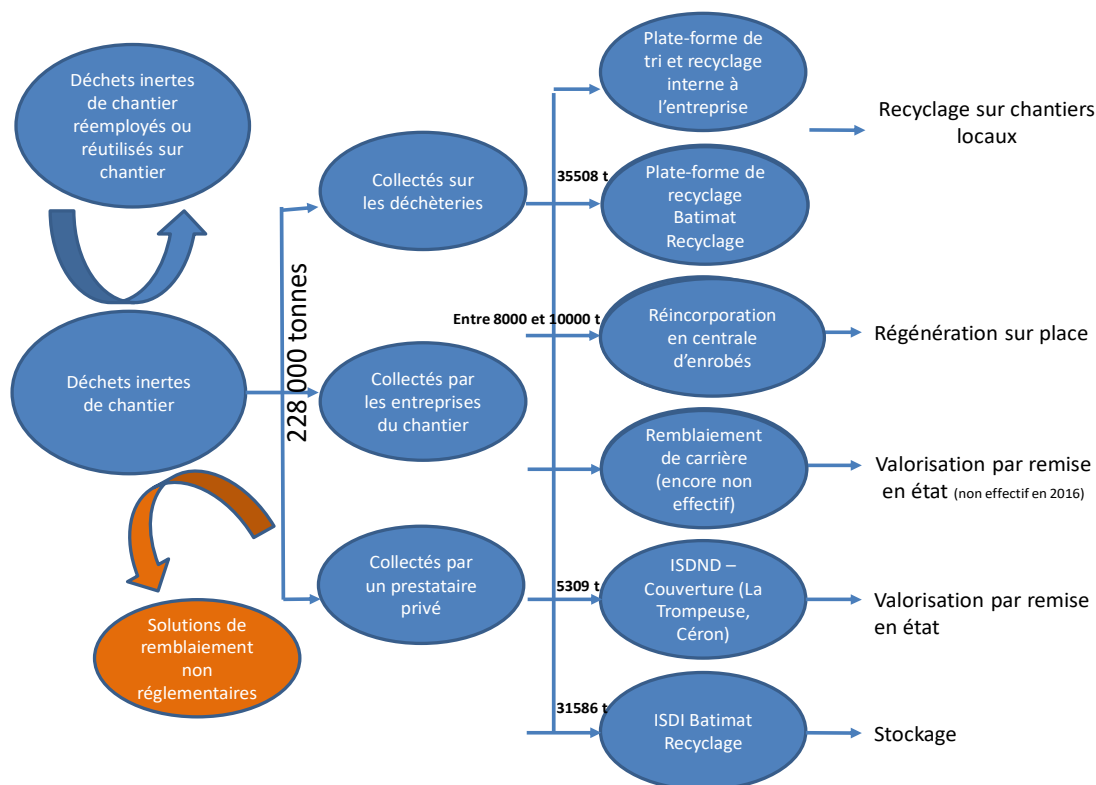
La gestion des DND issus de chantier du BTP est donc complexe à l'heure actuelle et nécessite de travailler sur les filières de tri et de valorisation.

3.5 ORGANISATION DE LA GESTION DES DECHETS INERTES ISSUS DES CHANTIERS DU BTP

Les matériaux inertes sont dès que cela est possible réemployés sur le même chantier ou réutilisés sur un chantier à proximité avec traitement ou sans traitement sur place.

Les déchets lorsqu'ils ne sont pas réemployés – réutilisés sur place à la place de matériaux naturels d'extraction de carrières, sont :

- Valorisés par :
 - des plates-formes de stockage temporaire où ils peuvent être concassés pour ensuite être valorisés en sous-couches routières ;
 - recyclage sur plateforme de Batimat Recyclage au Lamentin pour ensuite être utilisés en sous-couches routières ;
 - réincorporés pour les fraisats d'enrobés dans les deux centrales (taux inférieur à 10 %) ;
- ou utilisés en couverture d'ISDND en cours de réaménagement final ;
- stockés à l'ISDI de Batimat Recyclage au Lamentin.



La part observée via les installations autorisées sont :

- 35 508 tonnes recyclées sur, soit 16 % du gisement d'inertes estimé ;
- entre 8 000 et 10 000 de tonnes recyclées en centrales d'enrobés, soit 4 % du gisement d'inertes estimé, ce qui permet la régénération d'une ressource précieuse et coûteuse. Le chiffre de 9 000 tonnes a été retenu pour la synthèse des données ;

- 31 586 tonnes stockées en ISDI, soit 14 % du gisement d'inertes estimé ;
- 5 309 tonnes en couverture d'ISDND, soit 2 % du gisement d'inertes estimé.

Les parts de réemploi sur le même chantier, de réutilisation sur d'autres chantiers ou de remblaiement de sites non autorisés ne sont pas connues.

Ainsi, les filières observées représentent 36 % du gisement estimé.

La consultation des acteurs doit se poursuivre pour permettre d'estimer les différentes filières employées à la Martinique et non se reposer sur des données nationales qui ne correspondraient pas.

A partir de ces flux identifiés, il sera possible de calculer le taux de valorisation atteint (selon le mode de calcul défini par la réglementation).

3.6 ORGANISATION DES DISPOSITIFS DE RESPONSABILITE ELARGIE DU PRODUCTEUR (REP) ET ASSIMILES

Il existe à ce jour 14 filières de responsabilité élargie du producteur réglementaires sur le territoire français et 3 filières volontaires :

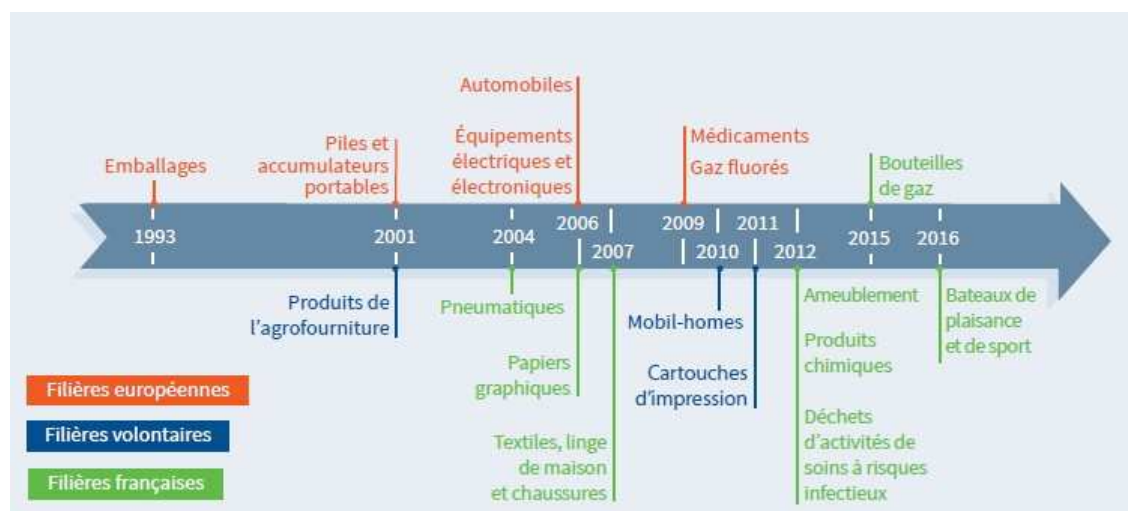


Figure 44 : Les différentes filières REP - Source Site internet ADEME mis à jour le 16/06/2017

Les différents éco-organismes se sont regroupés pour mettre en place une plateforme d'échange entre eux au niveau des Antilles et de la Guyane. Le premier travail de cette plateforme a été de réaliser une fiche de synthèse des actions de chacun des éco-organismes sur les territoires concernés.

3.6.1 ORGANISATION DE LA FILIERE REP PORTANT SUR LES DECHETS D'EMBALLAGES MENAGERS

La filière de collecte séparée et de traitement des déchets d'emballages ménagers est la première à avoir mis en œuvre le principe de la responsabilité élargie du producteur (REP) depuis 1992.

Sur la Martinique, la filière emballages s'est développée à partir de l'année 2000 sur la CACEM, 2001 sur Cap Nord et 2004 sur la CAESM.

Les déchets concernés portent sur les emballages ménagers en carton, en métal, en verre et en plastique.

La loi n°2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement a fixé un objectif national de recyclage de 75 % des déchets d'emballages.

Eco-Emballages, Adelphe et Léko sont les trois éco-organismes agréés pour la filière des déchets d'emballages ménagers sur la période 2018-2022. La société Léko a cessé son activité au mois d'octobre 2017 et n'exercera pas son agrément. La société Eco-Emballages et sa filiale Adelphe sont donc les deux seuls organismes sur les emballages ménagers. A noter qu'ils ont fusionné avec Eco-Folio pour donner naissance à la société CITEO. Une éco contribution est donc en place sur les emballages mis sur le marché en Martinique.

Les déchets d'emballages se répartissent de deux manières, les emballages en verre et les emballages légers (cartonnettes, plastiques, métaux)

- **Les déchets d'emballages en verre**

Le verre est collecté intégralement en points d'apport volontaire sur le territoire.

Citeo a accompagné, en 2016, la CACEM et la CAESM dans le cadre de son plan de relance verre sur la densification du maillage de bornes à verre et la communication.

Les tonnages d'emballages en verre collectés auprès des ménages sont les suivants :

	CACEM	CAESM	Cap Nord	Total Martinique
Quantité collectée en tonnes	1 153 t	1 323 t	571 t	3 047t
Ratio en kg/an/hab	7,2 kg/an/hab	11,1 kg/an/hab	5,4 kg/an/hab	7,9 kg/an/hab

Figure 45 : Performances de collecte des déchets d'emballages en verre

La performance nationale de collecte du verre est de 29 kg/an/hab et de 9 kg/an/habitant dans les DOM en moyenne.

A ces chiffres collectés auprès des particuliers, viennent s'ajouter 185 tonnes de déchets d'emballages en verre apportées par les professionnels et 312 tonnes collectées auprès des professionnels par la CACEM. Soit un total de 3 544 tonnes.

Les emballages en verre sont acheminés sur le site du Parc Technologique Environnementale de la Trompeuse à Fort de France où ils sont broyés afin d'obtenir un granulats très fin. Ce granulats est ensuite utilisé dans le domaine des travaux publics.

- **Les déchets d'emballages légers**

Les déchets d'emballages légers sont collectés en porte à porte et en apport volontaire sur les trois collectivités. Ils sont collectés en mélange avec les papiers de la filière REP des papiers graphiques.

Les collectes en porte à porte sont effectuées une fois par semaine sur Cap Nord et une fois tous les quinze jours sur la CACEM et la CAESM.

	CACEM	CAESM	Cap Nord	Total Martinique
Quantité d'emballages légers et de papiers collectés en tonnes	2 730 t	1 541 t	1 716 t	5987 t
Ratio en kg/an/hab	17,0 kg/an/hab	12,9 kg/an/hab	16,4 kg/an/hab	15,5 kg/an/hab

Figure 46 : Performances de collecte des déchets d'emballages et de papiers en mélange

Les tonnages collectés sont acheminés au centre de tri de Ducos géré par Martinique Recyclage. A l'issue de l'étape de tri des emballages et des papiers, les quantités de déchets recyclés sont les suivantes :

Déchets sortants CDT	Tonnages	Exutoires
Cartonnettes	1 467 t	SITA Guadeloupe
Plastiques PEHD	203 t	ECODEC, Guadeloupe
Plastiques PET	731 t	SIDREP Martinique
Emballages métalliques ferreux	218 t	METALDOM, Martinique
Emballages métalliques non ferreux	52 t	METALDOM, Martinique
Total REP Emballages	2 671 t	

Figure 47 : Tonnages valorisés en sortie de centre de tri des emballages et papiers ménagers

A noter que les métaux allant à MétalDom sont ensuite envoyés dans l'hexagone pour y être recyclés. Les quantités de refus séparés sur le centre de tri de Ducos sont de 1 953 tonnes, soit un ratio moyen de 5,1 kg/an/hab.

3.6.2 ORGANISATION DE LA FILIERE REP PORTANT SUR LES DECHETS DE PILES ET ACCUMULATEURS

La directive 2006/66/CE du 6 septembre 2006 qui prévoit l'application du principe de la REP à tous les types de piles et accumulateurs (portables, automobiles et industriels) a été transposée par le décret n°2009-1139 du 22 septembre 2009 relatif à la mise sur le marché des PA et à l'élimination des déchets de PA.

Les principaux objectifs réglementaires sont :

- des objectifs nationaux de taux de collecte pour les PA portables de 45 %, avec comme référence la moyenne des mises sur le marché des trois dernières années (dont l'année en cours) ;
- des objectifs de rendement de recyclage : au minimum 75 % pour les accumulateurs au cadmium, 65 % pour les accumulateurs au plomb et 50 % pour les autres PA.

Corepile et Screlec sont les 2 éco-organismes agréés sur la période de 2016 à 2021 pour assurer la collecte et le traitement des PA. Seul le second est présent en Martinique depuis 2010. Une éco participation est donc en place sur la Martinique.

665 points de collecte des piles et accumulateurs sont présents sur le territoire martiniquais. Il peut s'agir des collectivités, des distributeurs, des établissements scolaires, des entreprises.

Ces points de collecte ont généré 17,4 tonnes de piles en 2016 (0,05 kg) pour des quantités mises sur le marché en 2015 évalué à 19 tonnes.

Au niveau national, les collectes de piles et accumulateurs sont de 0,36 kg/an/hab et de 0,06 au niveau des DOM.

La collecte des points est effectuée par E-compagnie qui effectue un regroupement sur son site où il conditionne les déchets en futs contenant de la vermiculite avant de l'expédier vers l'hexagone.

3.6.3 ORGANISATION DE LA FILIERE REP PORTANT SUR LES DECHETS D'EQUIPEMENTS ELECTRIQUES ET ELECTRONIQUES (DEEE)

• DEEE Ménagers

4 éco-organismes sont agréés pour assurer la collecte et le traitement des DEEE ménagers :

- Recylum pour les lampes,
- PV Cycle pour les panneaux photovoltaïques,
- Ecologic et Eco-Systèmes pour les autres catégories.

OCADE3E est l'organisme coordonnateur qui assure le versement du soutien à la collecte séparée des DEEE supportée par les collectivités locales.

La directive DEEE du 4 juillet 2012, transposée en droit français le 19 août 2014, prévoit qu'à l'horizon 2019 le taux de collecte soit porté à 65 % de la quantité d'EEE mis sur le marché au cours des 3 dernières années.

En France, le cahier des charges des éco-organismes agréés pour la gestion des DEEE ménagers précise des objectifs intermédiaires : 40 % en 2015, 45 % en 2016, 52 % en 2017 et 59 % en 2018. Ces objectifs ne s'appliquent pas au flux des panneaux photovoltaïques.

Il est à noter que les Eco-Organismes Eco-système et Recylum vont prochainement fusionner.

• DEEE Professionnels

Les entreprises qui mettent des DEEE professionnels sur le marché assurent la responsabilité de la gestion des produits usagés soit dans le cadre d'un système individuel de traitement, soit en adhérant à un des 4 éco-organismes suivants :

- Recylum pour les catégories : 5-matériel d'éclairage ; 8-dispositifs médicaux ; 9-instruments de surveillance et de contrôle ;
- Ecologic pour les catégories : 1-gros appareils ménagers ; 2-petits appareils ménagers ; 3- équipements informatiques et de télécommunications ; 4-matériels grand public ;
- Eco-systèmes pour les catégories : 1-gros appareils ménagers ; 2-petits appareils ménagers ; 10-distributeurs automatiques.

3.6.3.1 *Filière des DEEE ménagers*

En Martinique, la filière DEEE ménagers s'est mise en place à partir de 2008. Deux éco-organismes sont présents en alternance : Eco-système et Ecologic.

En Martinique, on compte 72 points de collecte de DEEE ménagers ; il peut s'agir de points situés dans les déchèteries, chez les distributeurs et dans les collectivités. Il est à noter que la CACEM dispose d'une collecte de DEEE en Porte à Porte (faible fréquence).

3 108 tonnes de DEEE ménagers ont été collectés en 2016, soit 8,06kg/an/hab, ce qui est proche de la moyenne nationale de 8,7 kg.

Les DEEE Ménagers sont expédiés par le prestataire de collecte et de regroupement (groupe SEEN) en Guadeloupe, où le groupe Antilles Environnement Recyclage (AER) effectue soit un envoi direct dans l'hexagone, soit le démantèlement, la dépollution, le broyage et éventuellement le recyclage ou l'export vers l'Hexagone.

La principale problématique à laquelle est confrontée la filière des DEEE des ménages est que la reprise 1 pour 1 est peu effectuée en Martinique par méconnaissance du dispositif et faible implication des distributeurs.

La rotation entre les deux éco-organismes effectuée annuellement rend également difficile le suivi et la collecte car les deux entités ont des procédures différentes.

3.6.3.2 Filières des tubes et lampes ménagers

L'éco-organisme en charge de cette filière sur la Martinique est Recyclum.

Il existe 65 points de collecte et 31 points de dépose sur le territoire du Plan. Ils sont situés dans les déchèteries, les grandes surfaces, les hôpitaux, certains grossistes, des superettes.... Le prestataire qui effectue la collecte et le regroupement des déchets de tubes et lampes ménagers est Martinique Recyclage.

Les déchets sont ensuite orientés vers la France hexagonale.

Cette collecte a permis de récupérer 13,139 tonnes en 2016.

Il est envisagé de réaliser un broyage de ces déchets avant l'expédition pour limiter les coûts de transports. Cependant, la filière est en attente des autorisations nécessaires pour effectuer cette prestation.

3.6.3.3 Filière des DEEE professionnels

Les DEEE des professionnels sont collectés directement chez le professionnel si les enlèvements dépassent 500 kg. Dans le cas contraire, les professionnels sont incités à apporter leur DEEE directement au prestataire : la société CITRADEL à Ducos.

Les tonnages collectés pour cette filière s'élèvent à 1 tonne en 2016.

Les déchets suivent la même filière que les DEEE des ménages : expédition à AER en Guadeloupe avant traitement et envoi en France Hexagonale pour le recyclage.

Cette filière pâtit d'une méconnaissance de son existence par les professionnels et d'un mélange entre la filière ménages et la filière professionnelle.

3.6.3.4 Filière des tubes et lampes professionnels

Les lampes professionnelles sont collectées dans les déchèteries, chez les distributeurs et les professionnels. L'éco-organisme en charge de cette collecte est Recylum, qui s'appuie sur son prestataire local Martinique Recyclage pour la collecte, le regroupement et l'expédition des déchets collectés vers l'hexagone.

Cette collecte a permis de récupérer 22,32 tonnes en 2016 dans les 72 points de collecte mis à disposition des professionnels.

3.6.3.5 Filière des panneaux photovoltaïques

La société PVCycle est en place en Martinique depuis la fin de l'année 2016. Elle s'appuie sur 3 points de collecte situés chez des producteurs ou des distributeurs de panneaux, le prestataire EVEA s'occupant ensuite des collectes du regroupement.

Il n'y a pas eu de collecte en 2016, cependant, les collectes de 2017 sont estimées à 6,3 tonnes. Ainsi la filière poursuit son développement.

Les déchets collectés seront acheminés dans l'hexagone, dans les Bouches du Rhône où une unité de traitement des panneaux photovoltaïque est en cours de mise en place.

3.6.4 ORGANISATION DE LA FILIERE PORTANT SUR LES DECHETS AUTOMOBILES

3.6.4.1 Filière des véhicules hors d'usages (VHU)

Il n'y a pas d'éco-organismes dans cette filière, cependant, la réglementation définit les obligations de chacun des acteurs. Il est notamment spécifié que les détenteurs de VHU doivent les déposer dans les centres agréés.

La directive 2000/53/CE donne la définition d'un VHU. Il s'agit des véhicules à destination du transport de personne de 8 places maximum et les véhicules de transport de marchandise d'un poids maximum de 3,5 tonnes. Cette même directive fixe des objectifs de valorisation des VHU au niveau européen. Au plus tard le 1er janvier 2015, les centres VHU et broyeurs doivent atteindre :

- un taux de réutilisation et de recyclage minimum de 85 % de la masse moyenne des véhicules,
- un taux de réutilisation et de valorisation minimum de 95 % de la masse moyenne des véhicules.

L'arrêté du 2 mai 2012 fixe des taux de valorisation minimums des matériaux issus des VHU, en dehors des métaux, des batteries et des fluides issus des opérations de dépollution :

- les centres VHU doivent atteindre pour ces matières un taux de réutilisation et de recyclage de 3,5 % de la masse moyenne des véhicules et un taux de réutilisation et de valorisation de 5 %,
- les broyeurs doivent atteindre pour ces matières un taux de réutilisation et de recyclage de 3,5 % et un taux de réutilisation et de valorisation de 6 % de la masse moyenne des véhicules.

Plusieurs textes réglementaires récents favorisent le réemploi et la réparation ainsi que la réutilisation de pièces détachées :

- La loi n° 2014-344 du 17 mars 2014 relative à la consommation (dite loi Consommation) aborde les volets d'information sur la disponibilité et de mise à disposition des pièces détachées en vue de consolider les filières de réparation et de réemploi. Le fabricant a l'obligation :
 - d'informer de la date jusqu'à laquelle les pièces détachées nécessaires à la réparation de ses produits seront disponibles ;
 - de fournir sous un délai de deux mois les pièces détachées nécessaires à la réparation des produits.
- La loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte devrait favoriser le marché de la pièce de réutilisation, notamment au travers de la modification de l'article L121-117 du Code de la consommation qui dispose que : « Tout professionnel qui commercialise des prestations d'entretien ou de réparation de véhicules automobiles permet aux consommateurs d'opter pour l'utilisation, pour certaines catégories de pièces de rechange, de pièces issues de l'économie circulaire à la place de pièces neuves ».

Par ailleurs, la principale problématique dans les zones ultramarines concerne les VHU abandonnés. Le rapport de Serge Letchimy concernant l'optimisation et le traitement des VHU, a estimé entre 30 000 et 80 000 VHU le stock en Martinique. Plus de 9 millions d'euros d'aides publiques ont été versées pour le développement de la filière.

A la suite de ce rapport, le décret n° 2017-675 du 28 avril 2017 relatif à la gestion des véhicules hors d'usage est paru. Il demande : « A chaque producteur de mettre en œuvre, en collaboration avec les collectivités d'outre-mer où le code de l'environnement s'applique et les associations mentionnées à l'article R. 543-159-1, un plan d'actions, pour chacune des collectivités territoriales concernées, qui a pour objet de résorber et de prévenir un nombre trop élevé de véhicules mentionnés aux articles L. 541-21-3 et L. 541-21-4. ». Le plan d'actions a été élaboré durant l'année 2017 et a fait l'objet d'une phase expérimentale en Martinique avec l'enlèvement de 1536 VHU sur l'ensemble du territoire. 22 constructeurs (représentant 99,32 % des parts de marché) ont signé un accord cadre le 24 octobre 2018 qui va permettre de déployer en 2019 le plan d'actions sur l'ensemble des DROM-COM où le code de l'environnement s'applique.

En Martinique, l'association TDA VHU, créée en 2003 regroupe les importateurs de véhicules. Cette association était inactive jusqu'à sa réactivation en 2017 faisant suite aux évolutions réglementaires. Il n'y a pas d'éco-participation sur les véhicules importés sur la Martinique.

Il existe en 2016, 5 centres VHU agréés en Martinique :

- Casse Auto Nouvelle Formule (Lamentin),
- Béral Auto (Lamentin),
- Métal Dom (Fort-de France),
- Métal Caraïb (Diamant),
- Central Casse Auto (Lamentin).

Ces centres ont permis de collecter 7 667 VHU sur l'année 2014 et 5 887 VHU en 2015. Les données plus récentes ou des données de tonnages, ne sont pas disponibles. A raison d'un poids moyen de 1,025 t par véhicule, le tonnage géré en 2014 est de 7 860 tonnes et en 2015 de 6 034 tonnes (15,7 kg/an/hab). Les moyennes nationales sont de 18,1 kg/an/hab et de 11,7 dans les DOM.

La durée de vie approximative des véhicules varie de 8 ans à 15 ans donc l'estimation du gisement de VHU actuel a été basée sur les chiffres d'importation de 2008 qui sont de 12 500 véhicules. A raison de 1,025 tonnes par véhicules, le gisement estimé est de 12 800 tonnes. En 2016, 15 000 véhicules neufs ont été importés sur le territoire. Le gisement de VHU pourra être estimé à terme à 15 375 tonnes de déchets.

Hormis les abandons sauvages de VHU, la Martinique présente un important marché de pièces détachées en provenance du démantèlement sauvage de VHU qui s'explique notamment par les coûts élevés de ces pièces détachées neuves ou d'occasion distribuées par les constructeurs.

Les autres véhicules ne rentrant pas dans la définition réglementaire des VHU (moyens de transport hors d'usage ou MTHU) sont soumis à l'obligation de traitement des déchets dangereux des professionnels. Ils peuvent être traités dans les mêmes installations que les VHU.

3.6.4.2 Filières des lubrifiants

Les huiles usagées concernent toutes les huiles minérales ou synthétiques, lubrifiantes ou industrielles, qui sont devenues impropres à l'usage auquel elles étaient destinées, telles que les huiles de moteurs à combustion et des systèmes de transmission, les huiles lubrifiantes, les huiles pour turbines et celles pour systèmes hydrauliques.

Les principes de la filière de gestion des lubrifiants usagés en France s'approchent des principes de la filière REP dans la mesure où les lubrifiants sont collectés séparément et que les metteurs sur le marché sont soumis à une taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) perçue par l'Etat. L'ADEME reçoit une dotation budgétaire de l'Etat permettant de financer leur collecte et leur traitement. En revanche, il n'y a pas de responsabilité directe du producteur dans la gestion de la filière.

En Martinique, les huiles usagées sont collectées dans les garages, concessionnaires, transporteurs routiers, maritimes et aériens et dans les bornes de collecte pour les particuliers. Ces points de collecte sont au nombre de 400 environ. E-compagnie est le seul ramasseur agréé pour ces huiles. Le taux de collecte est faible, il a été estimé à 45 % par l'ADEME qui finance la filière, soit 1 001,92 tonnes collectées en 2016 pour environ 2 300 tonnes produites (estimation ADEME). Ce taux de collecte est faible par rapport à ce qui est constaté au niveau français où ils dépassent les 90 %.

Ces huiles sont expédiées dans l'hexagone par l'intermédiaire d'E-compagnie. Ce dispositif est financé par l'ADEME.

Un appel à projet pour améliorer la collecte de ces déchets a été lancé par l'ADEME en Mars 2016.

3.6.4.3 Filière des batteries automobiles

Il n'existe pas de filière nationale spécialisée dans les batteries. En Martinique, l'association TDA Batteries fédère les importateurs de batteries. Créée en 1997, cette filière est réellement active depuis 2003. A l'époque, le traitement de batteries n'était pas rentable et nécessitait une compensation des distributeurs locaux. Ainsi les batteries mises sur le marché en Martinique font l'objet d'une écocontribution volontaire.

TDA batterie dispose de 73 points de collecte dans les déchèteries, les garages automobiles, les centres nautiques et les distributeurs. La collecte est effectuée par E-Compagnie grâce à des bacs sécurisés. 438 tonnes (1,1 kg/an/hab) de batteries ont ainsi été récupérées pour une évaluation de mises sur le marché à 1 716 tonnes, soit un taux de collecte de 26%. La valorisation des batteries collectées est effectuée dans l'hexagone sur le site de Recylex.

Au niveau national, les quantités collectées sont de 2,6 kg/an/hab en moyenne et de 0,8 kg dans les DOM.

La faiblesse du taux de captage vient essentiellement des actes de vandalisme et de la filière parallèle existante sur ces déchets du fait de la, désormais, forte valeur marchande des métaux contenus dans les batteries.

3.6.5 ORGANISATION DE LA FILIERE REP PORTANT SUR LES MEDICAMENTS NON UTILISES (MNU)

La directive 2004/27/CE du 31 mars 2004 précise que « les Etats membres veillent à la mise en place de systèmes de collecte appropriés pour les médicaments inutilisés ou périmés. Le décret n°2009-718 du 17 juin 2009 précise les modalités de collecte et de traitement des MNU.

Le financement de la collecte et du traitement en incinérateur est assuré par les laboratoires pharmaceutiques, via Cyclamed chargé d'organiser le dispositif de gestion de ces déchets. Ainsi les médicaments mis sur le marché en Martinique font l'objet d'une éco-contribution.

En Martinique, 144 pharmacies sont points de collecte. Les grossistes répartiteurs Ubipharm et Sopharma s'occupent de la collecte des MNU lors des livraisons de médicaments. En 2016, cette collecte a permis de récupérer 39,24 tonnes (0,1 kg/an/hab) qui ont été incinérées à l'UTVD de la Trompeuse.

Au niveau national, les quantités collectées sont de 0,18 kg/an/hab en moyenne et de 0,07 kg dans les DOM.

3.6.6 ORGANISATION DE LA FILIERE REP PORTANT SUR LES GAZ FLUORES

Les fluides frigorigènes fluorés sont des substances utilisées dans les systèmes de refroidissement (réfrigération et climatisation) en raison de leurs propriétés thermodynamiques. Ils concernent les chlorofluorocarbures CFC, les hydrochlorofluorocarbures HCFC et les hydrofluorocarbures HFC.

Les articles R. 543-75 à R. 543-123 (Livre V, Titre IV, Chapitre III, Section 6) du Code de l'environnement réglementent les conditions de mise sur le marché, d'utilisation, de récupération et de destruction des CFC, HCFC et HFC2 lorsqu'ils sont utilisés ou destinés à être utilisés en tant que fluides frigorigènes dans des équipements frigorifiques ou climatiques.

Le gisement national est évalué en 2015 à 13 100 tonnes pour 0,02 kg/an/hab. recyclés.

Deux types de traitement des fluides frigorigènes usagés sont à distinguer :

- La régénération ou le retraitement, est la remise en conformité avec les spécifications d'origine d'une substance réglementée récupérée, au moyen d'opérations telles que filtrage, séchage, distillation et traitement chimique, afin de restituer à la substance des caractéristiques opérationnelles déterminées.
- La destruction par une installation de traitement.

Sur un total des fluides ayant été déclarés traités en 2015 au niveau national :

- 46 % ont été détruits ;
- 54 % ont été régénérés.

En Martinique, il n'y a pas d'éco-organisme en place et pas d'éco-participation sur les produits. Les entreprises du secteur sensibilisées mettent gratuitement à disposition des professionnels des bouteilles de récupération. Les déchets sont ensuite, soit régénérés sur place, soit exportés vers la France hexagonale pour élimination.

Les quantités de gaz fluorés régénérées ou exportées ne sont pas connues sur l'année 2016.

3.6.7 ORGANISATION DE LA FILIERE REP PORTANT SUR LES PNEUMATIQUES USAGES

La filière des pneus usagés est régie par l'article L. 541-10-8 du code de l'Environnement¹ et par le décret n° 2002-1563 du 24 décembre 2002, tel qu'il a été codifié aux articles R. 543-137 à R. 543-152 du code de l'Environnement. La mise en œuvre opérationnelle de la filière REP date du 1^{er} mars 2004. Le décret du 18 août 2015 relatif à la gestion des déchets de pneumatiques, rénove le dispositif réglementaire encadrant la filière de responsabilité élargie du producteur (REP) pour les pneumatiques. Ce décret est entré en vigueur le 1^{er} octobre 2015. Le décret n°2002-1563 du 24 décembre 2002 fixait le cadre réglementaire selon lequel sont organisés, en France, la collecte et le traitement des pneumatiques usagés.

Six organismes collectifs coexistent au sein de la filière PU, dont deux ont une activité couvrant la France hexagonale. Ils regroupent 516 producteurs en 2015 (représentant 48 % des producteurs inscrits) : il s'agit d'Aliapur et de France Recyclage Pneumatiques.

Ils couvrent 79 % des quantités déclarées mises sur le marché en 2015.

En 2015, au niveau national, 484 931 tonnes de pneus ont été mises sur le marché. 436 221 tonnes de pneumatiques usagés toutes catégories confondues incluant le tonnage dans les centres VHU ont été collectées en 2015. Le taux de collecte global est de 95 % en 2015 en considérant également la collecte dans les centres agréés VHU (véhicules hors d'usage). Au niveau national, la valorisation énergétique est la filière de traitement des pneumatiques usagés prépondérante.

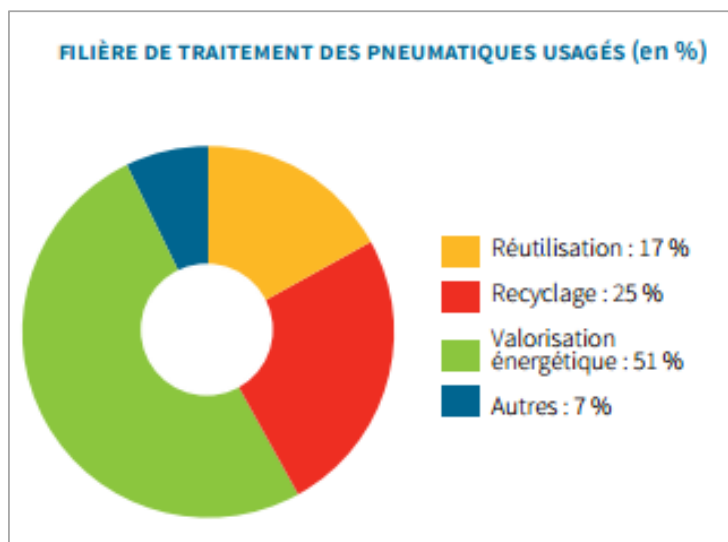


Figure 48 : La part des filières de traitement des pneus usagés en 2015

En Martinique, l'association TDA PUNR regroupe 32 adhérents, importateurs de pneus. Elle a été créée en 2003. La filière locale est une filière volontaire, les éco-organismes nationaux n'étant pas présents. Les pneus importés sur la Martinique font l'objet d'une éco-contribution.

Les pneus sont collectés à l'entreprise MétalDom ; les adhérents à la filière et les distributeurs apportent les pneus usagés. Les pneus sont ensuite broyés et exportés dans l'Hexagone pour faire l'objet d'une valorisation énergétique.

Cette filière a permis de collecter 3 662 tonnes en 2016.

Au niveau national, les quantités collectées sont de 6,65 kg/an/hab en moyenne et de 5,44 kg dans les DOM.

3.6.8 ORGANISATION DE LA FILIERE REP PORTANT SUR LES DECHETS DE PAPIER

Depuis le 1er juillet 2008, tous les imprimés papiers sont soumis à contribution, qu'ils soient gratuits ou non, sollicités ou non. Toutefois les imprimés papiers, délivrés dans le cadre d'une mission de service public et découlant d'une loi ou d'un règlement ainsi que les livres et les publications de presse, tels que la loi les définit, sont exclus du dispositif. Les donneurs d'ordre doivent contribuer à la collecte, à la valorisation et à l'élimination des imprimés qu'ils font émettre, soit en versant à Ecofolio, organisme agréé en 2015 par les pouvoirs publics, une contribution financière qui est reversée aux collectivités territoriales sous forme de soutiens, soit en mettant à disposition des collectivités qui le souhaitent des espaces de communication sur la bonne gestion des déchets.

L'article L.541-10-1 du code de l'environnement prévoit également qu'à compter du 1er janvier 2010, dans des conditions fixées par décret, les papiers à usage graphique destinés à être imprimés – papiers à copier conditionnés en rames et ramettes, enveloppes et pochettes postales – sont soumis à contribution.

L'agrément 2013-2016 d'Eco-Folio prévoit le recyclage de 60 % des papiers concernés en 2018. Par ailleurs, leur valorisation contribue aux objectifs nationaux de recyclage inscrits dans la LTECV.

Par arrêté du 23 décembre 2016, l'Eco-organisme Eco-folio est ré-agréé pour la gestion des déchets de papiers graphiques. Le nouvel agrément portant sur la période (2017-2022) fixe de nouvelles dispositions afin d'atteindre les objectifs nationaux de valorisation des déchets.

Ainsi, dès 2017, les principaux objectifs de l'éco-organisme sont les suivants :

- contribuer à l'objectif de réduction de 10 % des déchets ménagers et assimilés produits par habitant entre 2010 et 2020 ;
- contribuer activement à l'atteinte, en 2022, de l'objectif national de 65 % de recyclage de l'ensemble des déchets de papiers gérés par le service public de prévention et de gestion des déchets mis sur le marché en France.

En 2015, au niveau national, 21,7 kg/hab. de papiers graphiques sont recyclés, soit un taux de recyclage de l'ordre de 55 % (source ADEME). Il s'agit du « taux de recyclage filière », soit le rapport entre les tonnages de papiers recyclés et la totalité des papiers collectés (collecte séparée + OMR) par les collectivités.

Au niveau de la Martinique, les déchets de papiers sont collectés en mélange avec les emballages par les collectivités, puis apportés au centre de tri de Ducos de l'entreprise Martinique Recyclage où ils sont triés et conditionnés pour l'export vers la France hexagonale.

L'éco-organisme en charge de cette filière est la société Eco-Folio qui est agréée. Cette société a fusionné courant 2017 avec Eco-Emballages pour donner naissance à l'entreprise CITEO.

Les collectes de papiers ont permis de recycler 1 197 tonnes de déchets en 2016 sur le territoire du Plan.

3.6.9 ORGANISATION DE LA FILIERE REP PORTANT SUR LES TEXTILES D'HABILLEMENTS, LINGE DE MAISON ET CHAUSSURES (TLC)

L'article L.541-10-3 du Code de l'Environnement prévoit que les metteurs sur le marché de produits textiles d'habillement, chaussures ou linge de maison neufs, destinés aux ménages sont tenus de contribuer ou pourvoir au recyclage et au traitement des déchets issus de leurs produits, soit en mettant en place un système individuel de recyclage et de traitement de ces déchets, soit en contribuant financièrement à un organisme agréé auquel ils adhèrent.

Ces organismes agréés reversent des soutiens financiers à des opérateurs de tri des déchets textiles d'habillement, chaussures ou linges de maison pour la prise en charge d'une partie des coûts des opérations de recyclage et de traitement de ces déchets que ces opérateurs de tri assurent pour le compte des metteurs sur le marché adhérent.

Le dispositif doit également favoriser l'insertion des personnes rencontrant des difficultés au regard de l'emploi. Ainsi, les TLC mis sur le marché en Martinique doivent payer une éco-contribution.

La société Eco TLC a été ré-agrée par arrêté du 3 avril 2014 confirmant son rôle de coordination et d'animation de la filière de collecte et de valorisation des Textiles, Linge de maison et Chaussures (TLC) en fin de vie, pour une période de 6 années (2014-2019). L'agrément d'Eco-TLC portant sur la période (2014-2019) fixe de nouvelles dispositions afin d'atteindre les objectifs nationaux de valorisation des déchets. Ainsi, dès 2017, les principaux objectifs de l'éco-organisme sont les suivants :

- objectif de collecte : 50 % des quantités mises en marché d'ici 2019, soit 4,6 kg par habitant,
- objectif de valorisation matière : 95 % et un maximum de 2 % éliminés.

En 2016, environ 600 000 tonnes de TLC étaient mises sur le marché au niveau national, soit 9,4 kg/hab/an. 210 000 tonnes de TLC ont été collectées dont 184 392 tonnes triées et valorisées dans un centre de tri conventionné par Eco-TLC (3,2 kg/an/hab) dont :

- 59 % de réemploi/réutilisation,
- 32 % en recyclage,
- 8 % de valorisation énergétique en CSR,
- 1 % en valorisation énergétique en UIOM,
- 0,3 % en incinération sans valorisation.

Au niveau national, Eco-TLC atteint un taux collecte de 35 % et un taux de valorisation matière de 91 %, proche de l'objectif de 95 %.

69 points d'apport volontaire sont répertoriés par Eco-TLC en Martinique en 2016, ce qui correspond à un point pour plus de 5 588 habitants contre 1 pour 1 569 habitants en moyenne au niveau national.

Sur le terrain, ce sont 76 points de collectes qui ont été identifiés ; il s'agit de conteneurs sur la voie publique, d'associations ou de boutiques de ventes.

Ils ont commencé à être mis en place en 2014 par l'association ACISE Samu Social. Elle s'occupe de la collecte des points, de la valorisation locale et du premier tri et export ou élimination des textiles.



Figure 49 : Positionnement des points de collecte des textiles
Source Rapport annuel 2016 ACISE

Cette structure a déclaré avoir collecté 980 tonnes de textiles, dont 20 % ont été éliminés (8 % en enfouissement, 12 % en incinération) 10 % recyclés ou réutilisés en local et 70 % exportés en vue du réemploi dont 43 % exportés en vue du tri à Provence TLC à Vitrolles.

Les quantités de textiles mises sur le marché sont évaluées à environ 4 456 tonnes en 2016, ainsi, le taux de collecte sur la Martinique est de 22 %.

Au niveau national, les quantités collectées sont de 3,2 kg/an/hab. en moyenne et de 0,2 kg dans les DOM.

3.6.10 ORGANISATION DE LA FILIERE REP PORTANT SUR LES DECHETS D'ELEMENTS D'AMEUBLEMENTS (DEA)

La filière des déchets d'ameublement concerne les meubles de salon, de chambre, de jardin, de salle de bain, de bureau dont les ménages, les professionnels et les collectivités souhaitent se débarrasser.

Le décret n° 2012-22 du 6 janvier 2012 lance cette filière (articles R 543-240 à R 543-256 du code de l'environnement). Ce décret fixe les conditions de collecte, d'enlèvement et de traitement de ces déchets ainsi que l'organisation qui devra être mise en place pour parvenir à l'objectif de réutilisation et de recyclage qu'il a défini pour la fin de l'année 2015, soit un taux de réutilisation et de recyclage de 45 % pour les déchets d'éléments d'ameublements ménagers et de 75 % pour les déchets d'éléments d'ameublements professionnels.

Trois structures collectives ont été agréées pour la gestion des déchets d'éléments d'ameublement (DEA) :

- La société VALDELIA (VALorisation des DEchets LIés à l'Ameublement) diligentée pour le compte des metteurs sur le marché d'éléments d'ameublement professionnels, le 31 décembre 2012 pour une période de 6 ans entre 2013 et 2018. Ses objectifs de gestion des DEA sont les suivants :
 - un objectif de réutilisation et de recyclage de 75 % pour fin 2015,
 - un objectif de collecte de 100 % des mises sur le marché de l'année N-1 ;
- La société Eco-mobilier pour le compte des metteurs sur le marché d'éléments d'ameublements ménagers et des metteurs sur le marché de literie, le 1er janvier 2013, sur une période de 6 ans, entre 2012 et 2017. Ses objectifs de gestion des DEA sont de passer entre 2012 et 2017 :
 - de 55 % à 20 % de stockage,
 - de 22 % à 35 % d'incinération,
 - de 23 % à 45 % de recyclage, pour fin 2015,mais aussi d'augmenter de 50 % les tonnages réutilisés par rapport à la situation actuelle ;
- Ecologic est agréé pour la gestion des déchets d'ameublement professionnels de la catégorie 6 (meubles de cuisine) en décembre 2015 par arrêté du 15 décembre 2015.

A partir du 1er Janvier 2018, date du renouvellement des agréments, le périmètre des DEA ménagers sera étendu aux couettes et oreillers. De plus, le décret n° 2017-1607 du 27 novembre 2017 portant diverses dispositions d'adaptation et de simplification dans le domaine de la gestion des déchets a aboli la distinction entre les filières ménagers et professionnels pour les déchets d'ameublement.

Les déchets d'ameublement mis sur le marché en Martinique font l'objet d'une éco-contribution.

Le gisement annuel mis sur le marché est évalué à 2,3 millions de tonnes de mobiliers ménagers et professionnels en 2015, soit 36,2 kg/hab/an. Les quantités de déchets estimées sont légèrement supérieures à la mise sur le marché en 2015, 2,45 millions de tonnes, soit 38,2 kg/hab (source ADEME).

Eco-Mobilier a accompagné la gestion de 874 227 t de DEA ménagers au niveau national, soit 13,7 kg/hab., avec un taux de valorisation de 70 % (47 % de recyclage et 22 % de valorisation énergétique).

En France, en 2015, 625 000 tonnes de déchets d'éléments d'ameublement (ménagers et professionnels) ont été collectés séparément, ce qui représente 9,4 kg/hab, dont 96 % auprès des ménages et 4 % auprès des professionnels.

A fin 2016, il respecte son objectif de couverture du territoire, 680 contrats engagés, 58 millions d'habitants couverts par la REP soit 88 % de la population française.

3.6.10.1 Filière des DEA ménagers en Martinique

En Martinique, la filière des déchets d'éléments d'ameublements est portée par Eco-mobilier qui a signé un contrat territorial de collecte du mobilier avec le SMTVD en septembre 2017. Ce contrat prévoit un développement opérationnel sur 8 déchèteries d'ici fin 2017.

Les prestataires retenus par Eco-mobilier sont Alizée Environnement et Evea pour la collecte, l'ACISE et le Foyer de l'Espérance pour le réemploi et le SMTVD pour le traitement.

A terme, l'ensemble du parc de déchèteries devrait être équipé pour la collecte des DEA.

Au niveau national, les quantités collectées sont de 9 kg/an/hab en moyenne. Il n'y a pas de données sur les DOM.

3.6.10.2 *Filière des DEA professionnels*

Valdélia est présente en Martinique depuis 2015. Les professionnels qui ont du mobilier à évacuer sont invités à faire une demande d'enlèvement sur le site internet de Valdélia. La société EVEA effectue ensuite la collecte et l'entreprise MétalDom prend en charge le pré-traitement des déchets qui sont ensuite envoyés à l'ACISE pour la partie réutilisable ou à l'export dans l'hexagone pour les métaux recyclables. Les résiduels non valorisables sont incinérés ou enfouis.

Valdélia a collecté 17 tonnes en 2016 ; pour une quantité de mobiliers mise sur le marché estimée à 71 tonnes, soit 24 % de taux de collecte. Le taux de collecte est donc de 0,04 kg/an/hab en 2016. Cette valeur est à comparer aux données moyennes communiquées par l'ADEME sur l'année 2014 :

- moyenne DOM-COM : 0,4 kg/an/hab,
- moyenne nationale : 0,5 kg/an/hab.

3.6.11 ORGANISATION DE LA FILIERE REP PORTANT SUR LES DECHETS CHIMIQUES DES MENAGES

Les déchets diffus spécifiques (DDS) sont des déchets issus de produits chimiques pouvant présenter un risque significatif pour la santé et l'environnement en raison de leurs caractéristiques physico-chimiques.

L'éco-organisme EcoDDS a pour mission de contribuer et de pourvoir au développement, au fonctionnement efficace et à la pérennisation de la filière DDS, en respectant la hiérarchie des modes de traitement des déchets, en favorisant la prévention de la production des déchets au travers de la promotion de l'écoconception, du développement de la collecte séparée de ces déchets et leur traitement dans des conditions respectueuses de la santé et de l'environnement.

L'agrément d'EcoDDS porte sur les déchets suivants d'origine ménagère :

- produits à base d'hydrocarbures ;
- produits d'adhésion, d'étanchéité et de réparation ;
- produits de traitement et de revêtement des matériaux et produits de préparation de surface ;
- produits d'entretien spéciaux ou de protection ;
- produits chimiques usuels ;
- solvants et diluants ;
- produits biocides et phytopharmaceutiques ménagers ;
- engrais ménagers.

L'éco-organisme ECODDS a été agréé en avril 2013, par l'Arrêté du 9 avril 2013 portant agrément de la société Eco-DDS en tant qu'organisme ayant pour objet de pourvoir à la gestion de déchets ménagers issus de produits chimiques pouvant présenter un risque significatif pour la santé et l'environnement en application de l'article R. 543-234 du code de l'environnement.

La société Eco-DDS a été réagréée en décembre 2017 pour une durée d'un an.

Ainsi, les DDS ont fait l'objet d'une éco-participation lors de leur mise sur le marché.

Le gisement de DDS des ménages est estimé à 43 000 tonnes par an, dont environ 14 000 tonnes d'emballages souillés ou non.

La collecte des DDS ménagers s'effectue via les collectivités qui ont mis en place une collecte séparée, principalement en déchèterie. EcoDDS assure également des opérations de collecte ponctuelle des déchets chimiques des ménages chez les distributeurs partenaires.

Les objectifs fixés dans le cahier des charges d'EcoDDS sont les suivants :

- taux de collecte : 0.5 kg/hab/an en 2015 et croissance annuelle de ce taux de collecte ;
- taux de couverture : 50 000 000 habitants à fin 2016.

En 2015, 30 400 tonnes ont été collectées au niveau national, soit 0,5 kg/hab/an. Les déchets chimiques sont traités dans des installations spécifiques de déchets dangereux (Voir chapitre déchets dangereux). L'objectif de collecte de 0,5 kg/hab/an est atteint au niveau national. L'enjeu sera donc de poursuivre cette évolution.

L'arrêté du 22 décembre 2015 porte agrément de l'association Aper Pyro en tant qu'éco-organisme pour le cas des produits pyrotechniques (feux à main, fumigène, fusées parachutes).

Pour les produits pyrotechniques, le magasin d'accastillage reprend les produits périmés équivalents, dans le cadre du "un pour un" pour l'achat d'un produit neuf.

3.6.11.1 La filière des déchets diffus spécifiques (DDS) des ménages en Martinique

Le SMTVD est signataire du contrat Eco-DDS depuis le premier novembre 2015. Cependant, il n'y a pas eu de collecte des déchets dangereux spécifiques des ménages en 2016 sur la Martinique.

Le démarrage effectif de la collecte est subordonné à la mise en place d'armoires de collecte aux normes (en cours d'achèvement par le SMTVD) et à la passation de contrat de gestion pour les déchets dangereux hors filière Eco-DDS (transports et valorisation dans l'hexagone notamment). Il devrait se faire dans le courant de l'année 2018.

Au niveau national, les quantités collectées sont de 0,46 kg/an/hab en moyenne (y compris déchets pyrotechniques).

3.6.11.2 La Filière des produits pyrotechniques en Martinique

L'arrêté du 22 décembre 2015 porte agrément de l'association Aper Pyro en tant qu'éco-organisme pour le cas des produits pyrotechniques (feux à main, fumigène, fusées parachutes).

Pour les produits pyrotechniques, le magasin d'accastillage reprend les produits périmés équivalents, dans le cadre du "un pour un" pour l'achat d'un produit neuf.

Aper Pyro n'est pas encore présent en Martinique. L'éco-organisme se met en ordre de marche via le recrutement d'un prestataire pour évaluer les procédures de collecte existantes et les gisements à traiter. L'implantation de cette filière est envisagée pour 2019.

3.6.11.3 Filière des extincteurs en Martinique

Recylum est en cours de déploiement au niveau national pour les petits appareils extincteurs (dont la charge nominale est inférieure à 2 kg ou 2 L).

3.6.12 ORGANISATION DE LA FILIERE REP PORTANT SUR LES DECHETS D'ACTIVITES DE SOINS A RISQUES INFECTIEUX (DASRI)

L'association DASTRI a été agréée, par arrêté du 27 décembre 2016 publié au JORF le 30 décembre 2016, pour assurer, dans le respect du cahier des charges figurant en annexe de l'arrêté du 5 septembre 2016 l'enlèvement et le traitement des déchets d'activités de soins à risques infectieux perforants produits par les patients en auto-traitement, ou par les utilisateurs des autotests de diagnostic et ce pour le compte de ses adhérents. L'éco-organisme DASTRI a été ré-agréé par arrêté pour une période de 6 ans de 2017 à 2022. Ainsi, une écocontribution existe sur les piquants et tranchants mis sur le marché en Martinique.

Les objectifs fixés dans le cahier des charges (en annexe de l'arrêté du 5 septembre 2016) sont les suivants :

- le taux de collecte des déchets est d'au moins 80 % au terme du deuxième agrément,
- le taux de collecte des déchets au terme du 1er agrément était de 60 %.

La filière s'est mise en place progressivement et est opérationnelle sur l'ensemble du territoire depuis 2014. L'année 2015 a connu un fort développement de la filière.

La filière des Déchets d'activités de soins à risques infectieux des patients en auto-traitement piquants coupants tranchants (DASRI PAT PCT) représente un gisement de 1 135 tonnes produit annuellement (avec le poids des contenants) (Source Rapport d'activité DASTRI).

En 2015, au niveau national, l'éco-organisme DASTRI a collecté plus de 772 tonnes (une augmentation de près de 80 % par rapport à 2014). Le taux de collecte national atteint 68 % du gisement estimé en 2015 dépassant les objectifs fixés par l'État de collecter 60 % du gisement de DASRI PAT PCT avant la fin de l'agrément.

Au niveau national, les quantités collectées sont de 0,01 kg/an/hab. en moyenne et de 0,003 kg dans les DOM.

En Martinique, la collecte des DASRI a permis de collecter 4,8 tonnes de DASRI de patients en auto-traitement. Avec une quantité mise sur le marché estimée à 11,4 t, le taux de collecte est de 42 %, ce qui est inférieur aux moyennes nationales mais comparable aux autres territoires ultramarins.

Le nombre de points de collecte est de 133 sur le territoire de la Martinique. Il s'agit essentiellement des pharmacies. E-compagnie effectue ensuite la collecte de ces déchets et les apportent à l'UTVD de Morne Dillon à Fort de France.

Il est à noter que l'ARS avait mis en place une filière locale. DASTRI a pris le relais en 2013. Le passage de témoins a été complexe car la sensibilisation des patients était faite directement par les CCAS des communes participantes et ce lien direct avec le patient a été perdu lors du passage à DASTRI.

3.6.13 ORGANISATION DE LA FILIERE REP DE REPRISE DES BOUTEILLES DE GAZ

La filière de responsabilité élargie des producteurs (REP) des bouteilles de gaz destinées aux ménages a été mise en œuvre par un décret paru le 30 décembre 2012 au Journal officiel, afin de pallier à l'accroissement du nombre de bouteilles de gaz abandonnées en déchèteries, qui démontrait, selon le ministère de l'Ecologie, "une défaillance des consignes en place et un réseau de points de reprise insuffisant".

Cette filière couvre les bouteilles rechargeables de gaz liquéfiés, comprimés et dissous destinées aux ménages. Il s'agit principalement des bouteilles de gaz utilisées pour la cuisson des aliments ou pour le chauffage, des bouteilles d'oxygène médical destinées aux patients soignés à domicile ainsi que des bouteilles d'acétylène pour les activités de bricolage des ménages.

Les professionnels qui mettent sur le marché ces bouteilles doivent mettre en place un système de consigne ou un système de reprise équivalent. Ils doivent en informer les utilisateurs, en particulier en ce qui concerne la localisation des points de reprise. Dans les faits, la plupart des bouteilles de gaz sont consignées et dans le cas contraire, un système de reprise gratuite de la bouteille vide et de rachat d'une bouteille pleine à moindre coût pour inciter les utilisateurs à rapporter leurs bouteilles vides est en place. Les collectivités qui récupèrent des bouteilles de gaz en déchèterie les retournent à leur fournisseur.

En Martinique, deux sociétés font de la mise sur le marché de bouteilles de gaz : Antilles Gaz et Rubis Antilles-Guyane. Les bouteilles sont déposées par les usagers aux points de vente et sont collectées par les centres remplisseurs, conditionnées et expédiées vers l'hexagone.

3.6.14 ORGANISATION DE LA FILIERE REP DES BATEAUX DE PLAISANCE ET DE SPORT

L'article L.541-10-10 du code de l'environnement prévoit la mise en place d'une filière REP sur les navires de plaisance et de sport hors d'usage (BPHU) devenus déchets de bateaux de plaisance et de sport (DBPS).

Le décret n° 2016-1840 du 23 décembre 2016 relatif au recyclage et au traitement des déchets issus des bateaux et navires de plaisance ou de sport met en place ce dispositif REP.

La filière entre en vigueur le 1er janvier 2018.

L'Association pour la Plaisance Eco - Responsable (APER), créée en 2009 a pour objectif d'organiser et d'animer la mise en place de la filière française de déconstruction et de recyclage des BPHU et par extension, des autres filières de déchets liés à l'ensemble des activités du nautisme.

Les premières analyses de cette filière semblent montrer que les caractéristiques des BHU sont relativement proches des VHU.

Au niveau national, la Fédération des Industries Nautiques estime le gisement de BPHU à 20 000 tonnes d'ici 2025, dont environ 1 000 tonnes de déchets dangereux.

Selon le rapport Letchimy « Accélérer la transition vers l'économie circulaire des départements, régions et collectivités d'Outre-mer » datant de 2015, il existerait en Martinique 4 000 BPHU en attente de traitement, abondé de 200 nouvelles épaves chaque année.

3.6.15 ORGANISATION DE LA FILIERE VOLONTAIRE DE L'AGROFOURNITURE

L'organisme ADIVALOR (Agriculteurs, Distributeurs, Industriels pour la VALORisation des déchets agricoles), est chargé de la collecte et de la gestion des produits de l'agrofourniture. Créé en 2001 à l'initiative de l'Union des Industries de la Protection des Plantes (UIPP), il rassemble différents actionnaires du secteur de l'agriculture.

ADIVALOR a signé un troisième accord-cadre avec le Ministère en charge de l'environnement le 6 Juillet 2016, pour la période 2016-2020. Le périmètre de la filière s'est élargi en 2012 aux sacs de semences certifiées, en 2013 aux ficelles et filets balles rondes et en 2015 aux filets para- grêle.

La filière collecte 3 grandes catégories :

- les emballages vides (ayant contenu des produits phytopharmaceutiques, des engrais, des semences ou des produits d'hygiène),
- les plastiques usagés (films, ficelles, filets),
- les déchets dangereux (PPNU, déchets d'effluents phytopharmaceutiques),
- les équipements de protection individuelle usagés.

En 2015 en France, la filière ADIVALOR a collecté 71 000 tonnes, soit 1,1 kg/hab et un taux de collecte moyen de 61 % par rapport à la quantité totale estimée d'emballages et plastiques agricoles à collecter (source rapport d'activité ADIVALOR 2015).

Les DOM étant exclus du périmètre de leur cahier des charges du contrat en cours, ADIVALOR n'a pas d'obligation de mettre en place une filière en Martinique.

Cependant, depuis 2009, ADIVALOR apporte un appui technique et financier aux porteurs de projets locaux, en soutenant notamment les collectes ponctuelles d'emballages vides et de PPNU réalisées depuis plusieurs années par l'APROMAR (association des professionnels de l'approvisionnement d'intrants de l'agriculture martiniquaise) qui porte actuellement la mise en place d'une filière pérenne de collecte des déchets issus de l'agrofourniture, démarrage effectif au cours de l'année 2018.

L'étude de préfiguration d'une filière pérenne des déchets issus de l'agrofourniture réalisée par l'APROMAR a mis en évidence que certaines entreprises contribuaient pour les produits mis sur le marché en Martinique sans qu'ADIVALOR ne mette en place de filière locale. La modification des contributions est à l'étude afin de permettre la création d'un éco-organisme local fonctionnel et

financièrement viable sur le long terme et la mise en place d'une filière pérenne volontaire pour la gestion durable des déchets d'intrants agricoles.

3.6.16 ORGANISATION DE LA FILIERE VOLONTAIRE DES MOBIL-HOME

Eco Mobil-Home a été créé en Février 2011, grâce à l'adhésion des 6 principaux metteurs sur le marché français, et grâce au concours de la Fédération Nationale de l'Hôtellerie de Plein-Air (FNHPA), d'UNIVDL (Union des Industries du Véhicule de Loisirs), de la DICA (qui regroupe les distributeurs du marché français) et de la Fédération Française du Camping Caravaning (FFCC).

Chaque année, on estime qu'entre 15 000 et 20 000 nouveaux modèles sont commercialisés et installés en France. Or, la durée d'usage d'un mobil-home est de plus ou moins 20 ans.

Doté d'un parc de 250 000 mobil-homes, le marché français découvre la notion de « fin de vie » et entre dans une ère de renouvellement de plus en plus important. Eco Mobil-Home trouve sa place dans cette évolution.

En Martinique, il n'existe pas de filière à l'heure actuelle pour l'élimination des mobil-homes vu leur nombre limité. En effet, les conditions cycloniques ne permettent pas l'implantation de ce type d'équipement.

3.6.17 ORGANISATION DE LA FILIERE VOLONTAIRE DES CARTOUCHES D'IMPRESSION DE BUREAUTIQUE

En 2011, les grandes marques d'imprimantes, de copieurs et de multifonctions lancent une initiative commune, baptisée « CartTouch » : elle vise à améliorer la gestion de la fin de vie des cartouches d'impression usagées. Cette démarche a donné lieu à la signature d'un accord-cadre avec le Ministère du développement durable pour la période 2012-2015, prolongée jusqu'en 2018 par avenant. Les DROM-Com sont inclus dans le champ d'application géographique de cet accord.

Cet accord-cadre fixait des objectifs ambitieux à l'horizon 2015 :

- l'augmentation de 5 % par an des taux de collecte séparée des cartouches usagées. Un effort particulier sera demandé pour les cartouches des ménages pour lesquelles une augmentation de 10 % de la collecte est visée ;
- l'atteinte fin 2015 d'un taux de réutilisation et de recyclage des cartouches collectées séparément de 70 % (contre 50 % aujourd'hui) et de 95 % en y ajoutant les autres formes de valorisation (énergétique notamment).

Les données locales ne sont pas disponibles.

Au niveau national, 70,6 millions de cartouches (8 400 tonnes) ont été mises sur le marché en 2015 par les fabricants signataires de l'accord-cadre (soit 94 % du total mis sur le marché).

Les collectes organisées par les fabricants (sans éco-contribution) ont permis de collecter 5 300 t, soit 24 % des tonnages mis sur le marché. Elles sont réalisées :

- directement dans les entreprises, avec des bacs de collecte adaptés pour 58 % des tonnages ;
- par voie postale (particuliers, petites entreprises...) pour 38 % des tonnages ;
- en points d'apport volontaire dans les commerces ou autres pour 4 % des tonnages collectés.

83 % des tonnages collectés sont recyclés (recyclage ou réutilisation), pour un objectif fixé à 70 %.

Au niveau national, les objectifs de recyclage sont atteints. L'enjeu sera donc de poursuivre cette évolution, notamment en améliorant le taux de collecte avec un enjeu fort auprès des ménages.

En Martinique, deux centres de regroupement accueillent des cartouches d'encre CITRADEL et Martinique Recyclage. Il n'y a pas de chiffrage des quantités collectées.

A partir de 2018, les cartouches d'encre seront incluses dans le périmètre de la réglementation concernant les DEEE.

3.6.18 BILAN DE L'ORGANISATION DES FILIERES

Au total, les filières REP de la Martinique ont permis de gérer 23 326 tonnes de déchets réparties de la manière suivante :

Filières REP	Quantité de déchets orientés vers les filières REP en 2016	Evaluation quantité mise sur le marché martiniquais	Eco-contribution en place sur les produits en vente en Martinique	Type de filière	Eco-Organisme en place	Organisme d'adhésion volontaire local	Facilitateur local	Remarques
Emballages	5 987 t	NC	Oui	REP Réglementaire	Eco-Emballages (CITEO)		/	
Papiers		NC	Oui	REP Réglementaire	Eco-Folio (CITEO)		/	
Piles et accus	17 t	19 t	Oui	REP Réglementaire	SCRELEC		Entreprise et environnement	
DEEE Ménager	3 108 t	1 090 t	Oui	REP Réglementaire	ECOSYSTEME/ECOL OGIC		Entreprise et environnement	
Extincteurs	0 t	NC	Oui	REP Réglementaire	Recylum		Entreprise et environnement	
Panneaux photovoltaïques	0 t	NC	Oui	REP Réglementaire	PV Cycle		Entreprise et environnement	En cours de mise en place au niveau national
Tubes et lampes ménager	13 t	NC	Oui	REP Réglementaire	RECYLUM		Entreprise et environnement	
Tubes et lampes pro	22 t	NC	Oui	REP Réglementaire	RECYLUM		Entreprise et environnement	
DEEE Pro	1 t	NC	Oui	REP Réglementaire	ECOSYSTEME/ECOL OGIC		Entreprise et environnement	
VHU	6 034 t	NC	Non	filière volontaire locale		TDA VHU	/	Evolution récente de la réglementation, filière en cours d'organisation
Lubrifiants	1 002 t	2 300 t	Non	Pas de filière REP mais encadrement par la TGAP via l'ADEME	/	/	/	
Batteries automobiles	438 t	1 716 t	oui	Pas de filière REP mais organisation volontaire en Martinique		TDA Batterie	Entreprise et environnement	
MNU	39 t	NC	Oui	REP Réglementaire	Cyclamed		/	
Gaz fluorés	ND	NC	non	REP Réglementaire		GAZ DOM		En cours de mise en place au niveau national
Pneus usagers	3 662 t	NC	oui	REP Réglementaire		TDA PUNR	Entreprise et environnement	
TLC	980 t	4 456 t	Oui	REP Réglementaire	ECO-TLC			
DEA ménagers	0 t	NC	Oui	REP Réglementaire	ECO-MOBILIER		Entreprise et environnement	
DEA pro	17 t	71 t	Oui	REP Réglementaire	VALDELIA		/	
DDS Ménagers	0 t	NC	Oui	REP Réglementaire	Eco-DDS		/	
Déchets pyrotechniques	0 t	NC	Oui	REP Réglementaire	Aper Pyro		/	En cours de mise en place au niveau national
DASRI PAT	5 t	11 t	Oui	REP Réglementaire	DASTRI		Entreprise et environnement	
Bouteilles de gaz	ND	NC	Non	REP Réglementaire	/	/	/	Organisation par chacun des metteur en marché
BHU	0 t	NC	En cours	REP Réglementaire	/	/	/	En cours de mise en place au niveau national
Agrofourniture	0 t	NC	Oui	REP Volontaire		APROMAR	/	En cours de mise en place au niveau national
Mobil Home	0 t	NC	En cours	REP Volontaire	/	/	/	En cours de mise en place au niveau national
Cartouches d'encre	ND	NC	Non	REP Volontaire	/	/	/	REP réglementaire à partir de 2018, intégration aux DEEE
Total	21 326 t							

ND : Non Défini NC : Non Connus

Figure 50 : Répartition des tonnages inclus dans les filières REP

3.7 ORGANISATION DE LA GESTION DES DECHETS DANGEREUX

3.7.1 COLLECTE DES DECHETS DANGEREUX

Le transport, le négoce et le courtage de déchets dangereux sont des activités réglementées.

32 collecteurs sont déclarés pour la collecte des déchets dangereux en Martinique (au 9 septembre 2016- source Préfecture – Liste disponible sur Internet) et 16 entreprises sont déclarées pour le négoce-courtage de déchets (au 12 août 2016 – source Préfecture – liste disponible sur Internet).

Entreprise	Commune	N° récépissé Collecte	N° récépissé Négoce ou courtage
3T SARL	Morne-Vert	15-060	
Alizé Environnement	Le Lamentin	15-005	14-014
ASEM	Le Vauclin	16-006	16-005
Breleur Logistique Transport	Ducos	15-039	
CLEAN Garden SARL	Fort de France	14-016	13-040
CNI BIO	Fort de France	15-057	15-055
CORIN Jean-Claude	Le François	15-046	
DP Environnement	Le Vauclin	14-033	14-034
E-Compagnie	Le Lamentin	11-972-004	14-023
EMERIANE Multi-services	Saint-Joseph		13-045
ENVIRONNEMENT CARAIBES	Le Robert		15-014
Espace Verts Nettoyage Divers	Fort de France	16-015	16-016
EVEA	Le Lamentin	14-031	
Figuères Services	Le Lamentin	15-054	
GM Transport	Fort de France	15-036	
Les Transporteurs Martiniquais	Rivière Salée	16-018	
LOCMANU	Fort de France	15-040	
MARDE SAS	Le Marigot	14-022	
MARDE Girard	Le Marigot	14-021	
Martinique Recyclage	Le Lamentin	01-972-001	
MORINGA	Fort de France	14-003	13-048
POMPIERE SA	Fort de France	16-002	
SANTE CONFORT SERVICE	Fort de France	14-006	14-019
SAPAR	Le Lamentin	16-001	15-032
SOCATRANS	Fort de France	13-039	
SOCATRO	Fort de France	14-015	

SNTBM	Le Lamentin	15-011 et 15-033	
STC	Saint-Joseph	15-030	
TDM	Fort de France	15-061	
Transport RENCLOT	Saint Joseph	15-021	
Transport RENCLOT	Rivière Pilote	15-042	
Transport ROME JP	Rivière-Pilote		15-043
TRI-ETHIK	Le Carbet	13-044	13-044
UDTP	Case-Pilote	15-058	
VEOLIA PROPRETE CARAIBES	Fort de France		13-029
VERNON	Le Vauclin	14-025 et 15-059	14-025

Figure 51 : Entreprises agréées pour la gestion des déchets dangereux

3.7.2 DEVENIR DES DECHETS DANGEREUX COLLECTES

• Lieux de traitement

Hors VHU non démantelés, l'analyse du fichier IREP Éliminateurs permet d'identifier les lieux de traitement des déchets dangereux produits en Martinique. **39% des déchets dangereux sont traités sur le territoire régional.**

Région de traitement	Tonnages	%
Martinique (DASRI et VHU)	6 794 t	39%
Pays de la Loire	2 651 t	15%
Guadeloupe (DEEE)	2 600 t	15%
Normandie	2 500 t	14%
Nord-Pas-de-Calais-Picardie	2 291 t	13%
Centre	317 t	2%
Ile-de-France	158 t	1%
Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes	64 t	0,4%
Auvergne-Rhône-Alpes	42 t	0,2%
Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées	21 t	0,1%
Bretagne	20 t	0,1%
Etranger	2 t	0,0%

Figure 52 : Lieux de traitement des déchets dangereux de la Martinique – source IREP 2015

Les chiffres présentés ci-dessous proviennent du fichier IREP éliminateur alors que les données retenues pour l'estimation des quantités produites proviennent de l'IREP producteur. Ainsi, la différence de tonnage entre le traitement et la production peut provenir d'effet de stocks ou de déclarations non conformes.

Le fichier IREP Eliminateurs permet d'identifier 83 tonnes qui font l'objet d'un tri transit regroupement dans l'Hexagone. Ces tonnages n'ont pas été soustraits (hypothèse : après l'opération de tri-transit regroupement, ils ne sont plus forcément identifiés comme produits initialement en Martinique).

● Filières de traitement

Les principales techniques de traitement des déchets dangereux sont les suivantes :

● Régénération

Ce procédé physique ou chimique qui redonne à un déchet, son état et ses qualités initiales, permet de l'utiliser en remplacement d'une matière première vierge et concerne principalement les huiles et solvants usagés.

● Traitement physico-chimique

Le traitement physico-chimique permet, par exemple, de régénérer certaines matières premières telles que les huiles et de récupérer des métaux dans des solutions aqueuses.

Il existe de nombreux procédés de traitement physico-chimique permettant de réduire le caractère dangereux d'un déchet, les quantités, voire de permettre la régénération de certains produits :

- la déshydratation mécanique (par pressage, centrifugation...) permet de réduire la teneur en eau de boues destinées à l'incinération ou à la mise en centre de stockage ;
- la neutralisation consiste à ajuster le pH d'une solution acide ou basique ;
- le cassage d'émulsion permet de séparer la phase aqueuse de la phase huileuse ;
- la régénération des résines échangeuses d'ions s'effectue par passage d'un acide ou d'une base entraînant les polluants dans l'éluate formé ;
- l'inertage des DASRI est également un traitement physico-chimique (déchetage/broyage puis désinfection par micro-ondes).

● Traitement thermique

Ce type de traitement concerne généralement les déchets de nature organique (solvants, peintures...). Le traitement est réalisé en usine d'incinération dédiée. Les déchets produits par ces installations sont des déchets dangereux (mâchefers et des résidus d'épuration des fumées) mis ensuite en centre de stockage.

Dans certains cas, ce procédé permet de décontaminer des pollutions organiques sur les déchets d'origine minérale afin de les recycler (exemple sels de Brome, d'Iode etc...).

● Valorisation énergétique en cimenterie

La température élevée de cuisson du mélange de matières premières minérales nécessaire à la fabrication du ciment (1 450°C) permet l'incinération de déchets dangereux combustibles à haut pouvoir calorifique. Dans la plupart des cas, ces déchets se substituent aux combustibles fossiles.

● Traitement biologique

Ce traitement utilise les propriétés des organismes vivants et notamment les micro-organismes (bactéries...) ou les végétaux (algues...) pour réaliser l'opération de dépollution des déchets contenant des polluants organiques.

L'organisme transforme le composé polluant et permet de le rendre moins toxique, de l'extraire ou de l'immobiliser.

Ces traitements sont particulièrement appliqués aux terres polluées et certains effluents contenant des éléments biodégradables.

● Stockage en installation de stockage des déchets dangereux (ISDD)

Le stockage en ISDD est un mode de confinement qui permet d'accueillir certains déchets dangereux sous couvert de conditions d'exploitation rigoureuses.

Selon le fichier IREP « Installations » (8 824 tonnes identifiées), 85 % des déchets dangereux sont orientés vers des filières de valorisation (identifiées par un code R) et 15 % des déchets dangereux sont orientés vers des filières d'élimination (identifiées par un code D).

Filières de traitement en 2015 - source IREP Eliminateurs

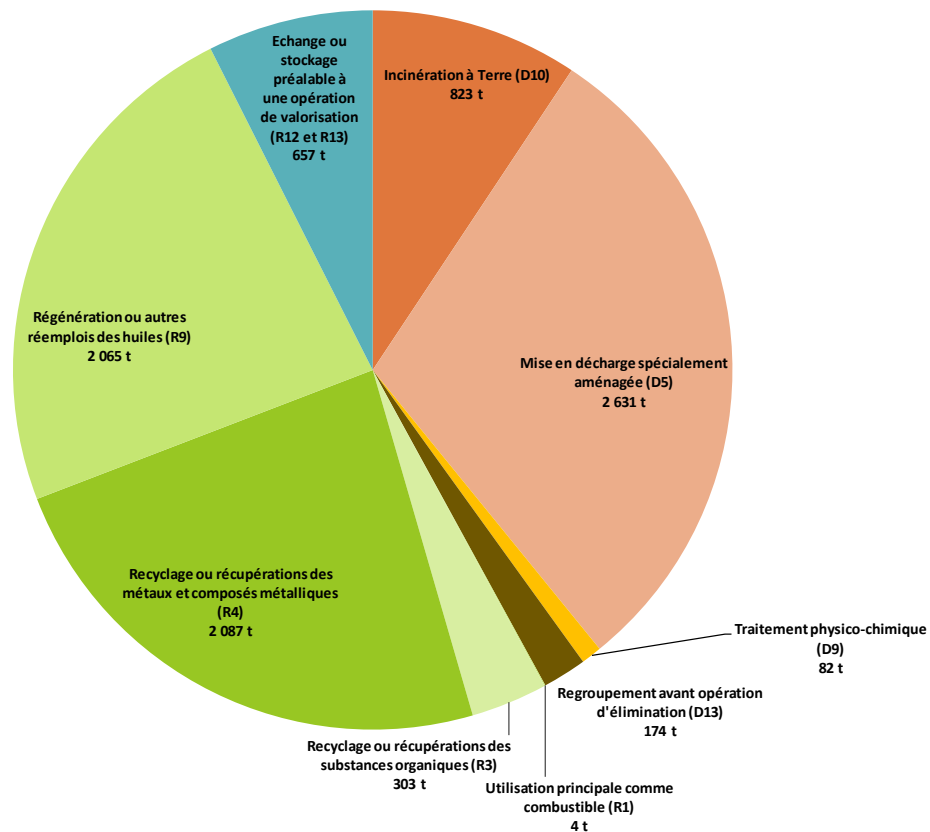


Figure 53 : Les filières de traitement des déchets dangereux

En plus de ces données, les VHU sont orientés vers de la valorisation matière tout comme les DEEE.

3.8 ORGANISATION DE LA GESTION DES DECHETS EN SITUATIONS EXCEPTIONNELLES

Toutes les communes de Martinique sont soumises aux risques naturels suivants :

- éruption volcanique,
- séisme,
- inondation,
- mouvement de terrain,
- cyclone/ouragan,
- submersion marine (tsunami, houle, érosion côtière).

D'après le Dossier Départemental des Risques Majeurs, entre 1950 et 2012, la Martinique a vu passer dans son environnement immédiat 13 cyclones nommés.

A cela, on peut ajouter les cyclones Matthew et Maria sur les années 2016 et 2017, soit un cyclone tous les 4-5 ans. D'autres cyclones, avec une trajectoire plus éloignée, ont aussi créé des conditions dangereuses par des pluies périphériques ou la houle cyclonique parcourant de longues distances.

Toutefois, ne figurent pas dans ce chiffre un certain nombre de phénomènes qui se sont passés sur l'île ou à proximité immédiate et ne sont restés qu'au stade de dépression tropicale, c'est-à-dire sans vent supérieur à 63 km/h en valeur soutenue.

Les types de déchets issus des situations exceptionnelles sont variés, et la quantité de déchets générée dépend du type de catastrophe et de son intensité.

Ce document liste les enjeux pouvant générer des déchets lors d'une inondation :

ENJEUX POUVANT GENERER DES DECHETS		
Catégorie d'enjeux	Sous catégorie	Exemple de composante susceptible de générer des déchets post-inondation
Voirie	Routes et éléments de mobilier urbain	Digues, panneaux publicitaires, panneaux de signalisation, parcmètres, abris bus / tram, revêtements
	Espaces verts	Végétation, clôture, bancs
	Réseau électrique	Pylônes, transformateurs, feux tricolores, lignes électriques, éclairage public
	Réseaux eau, assainissement	Canalisations, bouche d'égout, regards en béton, ...
	Réseaux RFF et tram	Rail (snct / gestionnaires locaux), ligne électrique, pylônes
Population	Réseaux énergie & communication	Conduites, cabine téléphonique, câblage, relais, ...
	Mobilier	Meubles, chaises, tables, canapés, matelas, matériel électronique, TV, Hi Fi, ... électroménagers
	Immobilier (infrastructure)	Cloisons, revêtement sol, toiture, portes, fenêtres, gouttière, jardin
	Divers	Véhicules, denrées alimentaires, animaux, vêtements, linge de maison, cuve à fioul, contenants de produits chimiques, produits divers (entretiens...)
Cours d'eau / mer et majeur	Lit mineur	Végétation (ripisylve...), matériaux minéraux naturels transportés par le cours d'eau
Entreprises / Etablissements publics / services	Mobilier	Meubles, chaises, tables, matériel électronique et électrique
	Immobilier (infrastructure)	Cloisons, revêtement sol, toiture, portes, fenêtres, gouttières, ...
	Outil de production	Appareils / machines diverses
	Produits divers (fabrication, utilisation...) et stocks	Produits divers et stocks issus des activités suivantes : installation d'extraction de minéraux et autres, industries agricoles et alimentaires, industries du textile et habillement, industries du bois et fabrication articles bois, industries du papier, carton, édition et imprimerie, industries de la chimie et du raffinage, industrie du caoutchouc et plastiques, industries des minéraux non métalliques, industrie métallurgique et travail des métaux, fabrication de machines, industries de fabrication d'équipements électriques et électroniques, fabrication de matériels de transport, activités de commerce de gros et de détail, activité de soin, médecine, pharmacie, activités de loisir, campings, etc.

Figure 54 : Les enjeux pouvant générer des déchets

Source : Rapport sur la gestion des déchets post-inondation – CEPRI, 2012

Toutefois, concernant les catastrophes naturelles, parmi les déchets pris en compte dans le cadre du Plan, les principaux sont :

- les déchets verts,
- les encombrants,
- les terres et gravats,
- les denrées périssables.

La problématique majeure de la Martinique est l'absence d'exutoires pour un certain nombre de déchets générés en cas de crise comme :

- les terres (séparées des gravats et autres éléments de déconstruction) et autres déchets du BTP (exutoire limité, le département n'étant pas en capacité d'absorber une grande capacité),
- les cadavres d'animaux,
- les déchets dangereux.

Ainsi, un plan d'action a été défini en avril 2013 afin de proposer des solutions pour ces déchets, qui repose sur 3 axes décrits dans l'ancien PDPGDND :

- Axe 1 : mise en place de zones tampons pour l'entreposage des déchets ;
- Axe 2 : prévention et communication ;
- Axe 3 : gestion opérationnelle des déchets en phase post-catastrophe.

Les événements cycloniques impactent l'organisation courante de la collecte et du traitement : augmentation des rotations, mise en place de zones de stockages temporaires dans les communes par les EPCI avec une résorption du stock sur deux à plusieurs mois selon l'intensité des phénomènes.

Le dernier ouragan majeur passé directement sur l'île est DEAN en 2007. Il a généré environ 7 000 tonnes de déchets verts et 5 200 tonnes d'encombrants arrivés sur le site de la Trompeuse à l'époque, soit une augmentation de 25 % de déchets en plus par rapport à la moyenne annuelle.

Sur les deux dernières années, les phénomènes Matthew et Maria passés aux abords de la Martinique ont eu un impact plus faible sur le territoire. En effet, ils ont engendré une augmentation de déchets verts d'environ 5% sur l'année.

On peut également citer un autre type de déchets particuliers qui a tendance à revenir régulièrement et dû également à des phénomènes climatiques : l'échouage d'algues Sargasses.

Des expérimentations sont menées quant à la prévention de l'échouage de ces algues (piégeage, détournement en mer, ...)

Le gisement d'algues collectées en 2016 est identifiable sur les installations soit 248 tonnes qui ont été dirigées vers la valorisation matière (compostage) sur les installations du CVO, de Terraviva et de Holdex.

Le transfert et le traitement vers les plates-formes de compostage ont eu lieu dans le cadre de phase de test pour définir l'intérêt d'une valorisation organique via le compostage de ces algues (test non achevé).

Les brigades vertes de Cap Nord et de l'Espace Sud font état de volumes collectés en place de 90 956 m³, soit 80 000 tonnes (en matière fraîche avant dessèchement des algues). La grande majorité de ces tonnages ont séché sur place en arrière plage ou sur des terrains adjacents.

Ces situations exceptionnelles semblent tendre à devenir récurrentes.

3.9 ACTIONS EN FAVEUR DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA TARIFICATION INCITATIVE

Actuellement, les trois collectivités à compétence collecte sont financés à l'aide de la TEOM :

- CACEM : TEOM + Redevance Spéciale (uniquement pour les administrations),
- CAESM : TEOM + budget général,
- CAP Nord Martinique : TEOM + budget général.

A ce jour aucune réflexion pour la mise en place d'une tarification incitative n'est en cours sur la Martinique.

4. RECENSEMENT DES INSTALLATIONS ET OUVRAGES EXISTANTS EN 2016

Les installations et ouvrages existants sur 2016 en matière de gestion des déchets sur la Martinique sont référencés sur la carte suivante :



Figure 55 : Principales installations de traitement des déchets sur la Martinique en 2016

4.1 RECENSEMENT DES INSTALLATIONS DE COLLECTE : LES DECHETERIES

Le nombre et le fonctionnement des déchèteries a été abordé dans la partie 3.1.3 *Les collectes en déchèteries*.

4.2 RECENSEMENT DES INSTALLATIONS DE GESTION DES DECHETS INERTES

A noter que certains déchets inertes issus de chantiers des particuliers ou d'artisans sont également collectés dans les déchèteries publiques décrites plus haut. Même si l'entrée leur est interdite, lorsqu'il n'y a pas d'autres solutions de gestion telles que des déchèteries privées, on remarque au niveau national que les entreprises artisanales passent encore en déchèteries publiques.

4.2.1 INSTALLATIONS DE RECYCLAGE DE DECHETS INERTES

Plusieurs entreprises de travaux publics possèdent leurs concasseurs propres afin de pouvoir valoriser en sous-couches routières les matériaux issus de leurs propres chantiers.

Une installation de recyclage est ouverte à l'ensemble des entreprises : il s'agit de Batimat Recyclage située au Lamentin.

Plateforme de recyclage de matériaux inertes		
Identité	Maître d'ouvrage	Batimat Recyclage
	Exploitant	Batimat Recyclage
	Date d'ouverture	2015
	Date d'enregistrement pour exploiter	12 Mars 2015
	Capacité autorisée	21 000 m ² de stockage temporaire / Puissance installée 264,5 kW
	Description de l'installation	Stockage temporaire des matériaux Tri des matériaux inertes Broyage / Concassage pour élaboration de matériaux recyclés / vente de matériaux recyclés
Nature et tonnages entrants	Nature des déchets entrants	Matériaux inertes de types graves, béton, enrobés
	Tonnage total 2016 reçu	35 508 t
	Refus de tri :	
	Métaux	NC
	ISDI Batimat Recyclage	NC

Figure 56 : Caractéristique de la plateforme de recyclage des inertes

A cela s'ajoutent **deux centrales d'enrobés qui réincorporent du fraisât d'enrobés dans leur cycle de production**. Il s'agit des centrales de **Caraïb Moter (Le Robert)** et **Colas (Fort-de-France)**. Le tonnage réincorporé est situé entre 8 000 et 10 000 tonnes.

4.2.2 INSTALLATIONS DE VALORISATION PAR REMISE EN ETAT DE DECHETS INERTES

Une carrière est autorisée au remblaiement avec des matériaux inertes de l'extérieur dans le cadre de sa remise en état. Il s'agit de la carrière Centrale des Carrières de Long Pré au Lamentin. Cette carrière est en cours d'exploitation. Il est nécessaire de créer un vide de fouille suffisant pour permettre ensuite le remblaiement.

Carrière autorisée au remblaiement		
Identité	Maître d'ouvrage	CDC
	Exploitant	CDC Carrière de Long Pré
	Localisation	Long Pré, Lamentin
	Date d'ouverture	
	Date d'autorisation d'exploiter	26/12/2012
	Capacité totale autorisée	910 000 m ³ dont 800 000 m ³ d'apport extérieur (1,04 Mt avec des déchets inertes ayant une densité de 1300 kg/m ³)
	Capacité annuelle maximale autorisée	aucune
	Durée de l'autorisation	25 ans (15 ans d'exploitation et 10 ans de remise en état)
	Description de l'installation	Remblaiement du vide de fouille avec des inertes
Nature et tonnages entrants	Nature des déchets entrants	Déchets inertes
	Tonnage total 2016 reçu	0 t
	Remarque	Il y a une possibilité de réception avant la fin des 15 ans d'exploitation car la remise en état est phasée avec l'exploitation. La première phase d'exploitation doit s'achever prochainement ce qui implique le début des travaux de remise en état.

Figure 57 : Caractéristiques des carrières autorisées en remblaiement

On peut noter que les inertes issus de chantiers du BTP servent également à réaliser les couches de recouvrement des **installations de stockage de déchets non dangereux non inertes** (graves et terres) en cours de réhabilitation.

Il s'agit d'une opération considérée comme de la valorisation. Les tonnages utilisés en 2016 ont été de **5 310 tonnes**.

4.2.3 INSTALLATIONS DE STOCKAGE DE DECHETS INERTES

Une seule installation de stockage de déchets inertes est autorisée sur le territoire de la Martinique. Il s'agit de l'installation de Batimat Recyclage au Lamentin.

Installation de stockage de déchets inertes (ISDI)		
Identité	Maître d'ouvrage	Batimat Recyclage
	Exploitant	Batimat Recyclage
	Localisation	Carrière Morne Doré, Lamentin
	Date d'ouverture	2009
	Date d'autorisation d'exploiter	10 Mars 2009
	Capacité totale autorisée	231 000 m ³ (300 000 t avec des déchets inertes ayant une densité de 1300 kg/m ³)
	Capacité annuelle maximale autorisée	20 000 m ³ (26 000 t/an avec des déchets inertes ayant une densité de 1300 kg/m ³)
	Durée de l'autorisation	15 ans
	Description de l'installation	Stockage définitif des inertes
Nature et tonnages entrants	Nature des déchets entrants	Déchets inertes
	Tonnage total 2016 reçu	31 586 t

Figure 58 : Caractéristiques de l'ISDI de Batimat Recyclage

4.3 RECENSEMENT DES INSTALLATIONS DE GESTION DES DECHETS NON DANGEREUX NON INERTES

4.3.1 RECENSEMENT DES CENTRES DE TRI DES DECHETS NON DANGEREUX

En 2016, il existait sur le territoire martiniquais un centre de tri des déchets : le Centre de tri de Martinique Recyclage. Cette installation traite des déchets ménagers et des déchets d'activités économiques (emballages, papiers, cartons...).

		Tri ménagers	tri DAE
Identité	Maître d'ouvrage	Martinique Recyclage	
	Exploitant	Martinique Recyclage	
	Date d'ouverture	1 Mai 2000	
	Date de dernière autorisation d'exploiter	22 Septembre 2002	
	Capacité	12 000 t/an 2 t/h	
Tonnages entrants	Nature des déchets non dangereux entrants	Déchets d'emballages et de papiers en mélange	Déchets industriels banals
	Tonnage entrant	5 821 t	3 351 t
	Tonnage résiduel	1 953 t	519 t
	Tonnage valorisé	3 868 t	2 831 t
	Dont Papiers / cartons	1 467 t	
	Dont Papiers JRM	1 197 t	
	Dont Plastiques	934 t	
Autres	Description du site	Alimentation de la chaîne de tri par un convoyeur, vers le séparateur balistique qui sépare les creux des plats, puis tri à la main	Pré-tri au grappin puis affinage sur la chaîne de tri décrite pour la partie ménagers)
	Emplois	52 ETP	
	Projets	Rénovation du site	
	Certification	NC	
Autres	Remarques particulières	Le centre de tri n'est pas en capacité d'accepter le tri en extension des consignes	

NC : non connu

Figure 59 : Caractéristiques du centre de tri de Ducos

4.3.2 INSTALLATIONS DE REPRISE, PREPARATION ET TRAITEMENT DE CERTAINES CATEGORIES DE DECHETS NON DANGEREUX

4.3.2.1 Quais de transfert

En 2016, deux unités de transfert des déchets étaient en activité sur le territoire de la Martinique :

- le quai de transfert de Lestrade au Robert, dans lequel transitent les Ordures Ménagères Résiduelles de la côte Nord Atlantique vers les exutoires de l'UIOM de Morne Dillon à Fort-de-France ou l'ISDND de Céron à Sainte Luce. Cette installation est gérée par le SMTVD ;
- le quai de transfert de Trianon au François dans lequel transitent les collectes de biodéchets des ménages de la CAESM vers le CVO au Robert.

4.3.2.2 Plateforme de mise en balle des OMr

La plateforme de mise en balle des déchets a été mise en œuvre dans le cadre du Plan d'urgence 2015 qui visait à compenser la pénurie d'exutoires entre la fermeture de la Trompeuse au 31 décembre 2014 et l'ouverture de la nouvelle ISDND de Petit Galion (2017)

Cette plateforme est située dans le Parc Technologique Environnemental de la Trompeuse.

Plateforme de mise en balles - Fort de France		
Identité	Maître d'ouvrage	SMTVD
	Exploitant	SMTVD
	Date d'ouverture	2016
	Date de dernière autorisation d'exploiter	3 novembre 2016
	Capacité autorisée	40 000t durant 2 ans jusqu'en juillet 2017
	Description de l'installation	Aire temporaire de mise en balles et de stockage des OMr de 5 000 m ²
Nature et tonnages entrants	Nature des déchets entrants	OMr
	Tonnage total 2016 reçu	21 047 t
	Tonnage déstocké 2017	21 047 t
	ISDND Petit Galion	4 582 t
	UIOM la trompeuse	16 465 t

Figure 60 : Caractéristiques de la plateforme de mise en balle des OMr

4.3.2.3 Plateforme de broyage du verre

Située sur le Parc Technologique Environnemental de la Trompeuse, la plateforme de broyage du verre est la propriété de Martinique Recyclage. Elle a permis de broyer 3 544 tonnes de verre, valorisées en sable pour utilisation en sous-couche routière et fabrication de béton. Avant broyage, les erreurs de tri constituées essentiellement de bouteilles en plastiques sont écartées du process de broyage, renvoyées au centre de tri pour valorisation.

Plateforme de broyage du Verre PTE de la Trompeuse, Fort-de-France		
Identité	Maître d'ouvrage	Martinique Recyclage
	Exploitant	Martinique Recyclage
	Date d'ouverture	nov-13
	Date de dernière autorisation d'exploiter	-
	Capacité autorisée	-
	Description de l'installation	Broyeur de 15kW Un opérateur cariste à temps partiel
Nature et tonnages entrants	Nature des déchets	Verre
	Tonnage total reçu	3 544 t

Figure 61: Caractéristiques de la plateforme de broyage du verre

4.3.2.4 Plateforme de mise en balle des cartons et des plastiques

La plateforme de mise en balle des cartons est située sur le Parc Technologique et Environnemental de la Trompeuse à Fort de France.

Elle a permis la mise en balle de 256,56 tonnes de cartons en 2016. Les cartons ainsi triés ont été expédiés vers l'Hexagone.

Cette installation a également vu transité 471 tonnes de DEEE en provenance de la collecte des DEEE des particuliers en porte à porte sur Fort de France

**Plateforme de mise en balles des
cartons et des plastiques**
PTE de la Trompeuse, Fort-de-France

Identité	Maître d'ouvrage	SMTVD
	Exploitant	Martinique Recyclage
	Date d'ouverture	2016
	Date de dernière autorisation d'exploiter	7-juin-16
	Capacité autorisée	1 725 m3
	Description de l'installation	Plateforme de 2000m ² équipée d'une presse à balle pour la mise en balles des cartons et des plastiques et d'une aire de parking pour un conteneur en vue de l'empotage des balles
Nature et tonnages entrants	Nature des déchets entrants	Cartons de collectivités et de professionnels
	Tonnage total 2016 reçu	257 t
Autres	Remarques	Autorisée dans le cadre du futur centre de tri des encombrants de la Trompeuse

Figure 62 : Caractéristiques de la plateforme de compactage des cartons

4.3.2.5 Unités de tri, transit, regroupement de déchets privées

- MetalDom

MétalDom est une entreprise effectuant le regroupement, le tri et l'export des métaux, pneus et VHU.

Située à la pointe des Grives à Fort de France, l'installation est privée. Elle dispose d'un arrêté d'autorisation d'exploiter depuis le 07/11/1997.

Elle a permis de traiter 16 802 tonnes de déchets en 2016.

<div style="background-color: #92d050; padding: 5px; text-align: center;"> METALDOM Fort-de-France </div>		
Identité	Maître d'ouvrage	MetalDom
	Exploitant	MetalDom
	Date d'ouverture	-
	Date autorisation d'exploiter	7 Novembre 1997
Nature et tonnages entrants	Nature des déchets entrants	Métaux, pneus, VHU, Plastiques
	Tonnage total 2016 reçu	16 802 t

Figure 63 : Caractéristiques de l'installation de MétalDom

Les déchets traités par cette installation sont orientés vers l'export pour valorisation dans l'Hexagone.

- **Espace Service Martinique (ESM)**

L'entreprise Espace Service Martinique, est située à DUCOS. Elle effectue essentiellement du courtage de déchets de cartons, papiers et plastiques qui sont exportés dans l'hexagone. Les quantités de déchets en transit ne nécessitent pas d'autorisation préfectorale.

- **Centre de Tri des Déchets Métalliques de la Martinique**

L'entreprise centre de tri des métaux de la Martinique, est basée à la ZI de Champigny à Ducos. Elle effectue du tri et du transit de métaux. Son arrêté d'autorisation est en cours de régularisation auprès des services de la DEAL.

- **Socapal**

Situé sur la commune du Lamentin, SOCAPAL effectue la collecte, la réparation de palette. Les palettes non réutilisables sont broyées et envoyées pour valorisation organique à TerraViva notamment.

4.3.2.6 Unité de valorisation du PET

L'activité de SIDREP (Société Industrielle de Recyclage et de Production) repose sur le recyclage de bouteilles en plastique usagées, lesquelles après un process spécifique de traitement (lavage, désinfection, extrusion...) deviendront des billes de P.E.T (polyéthylène téréphtalate), qui serviront à produire à nouveau des préformes (puis bouteilles) en P.E.T.

La SIDREP, installée à la Pointe des Grives à Fort-de-France, a permis le recyclage de 731 tonnes de PET en provenance de Martinique Recyclage.

4.3.2.7 Unités de traitement des matières de vidange

Concernant le traitement des matières de vidanges, deux unités existaient en 2016 :

- **Unité de traitement des matières de vidanges du PTE de la Trompeuse**

L'unité de traitement des matières de vidanges du Parc Technologique et Environnemental de la Trompeuse a ouvert en novembre 2013 et permet d'évacuer les matières de vidange de manière réglementaire. Son maître d'ouvrage est la régie des eaux et assainissement de la CACEM, Odyssi. Elle a une autorisation pour traiter 10 000 t/an et est dimensionnée pour gérer 15 000 m³/an de matières de vidange. Elle pourra être portée à 30 000 m³/an (non possible à l'heure actuelle pour des problèmes d'accès).

En 2016, cette installation a traité 10 728 t de matières de vidange et de graisses.

Les sous-produits de cette installation sont envoyés dans la STEP de Dillon 2 (les boues issues de cette STEP comprennent donc le résiduel du traitement des matières de vidanges)

**Unité de Traitement des Matières
de vidanges Dillon 2**
Fort-de-France

Identité	Maître d'ouvrage	CACEM
	Exploitant	ODYSSI
	Date d'ouverture	oct-13
	Date de dernière autorisation d'exploiter	Déclaration
	Capacité technique	10 000 t de MB
Nature et tonnages entrants	Nature des déchets	Matières de vidanges, Graisses alimentaires
	Tonnage total reçu	10 728 t de MB

Figure 64 : Caractéristiques de l'UTMV de Dillon2

• **Unité de traitement des matières de vidanges d'E-Compagnie**

E-compagnie dispose d'une unité de traitement des matières de vidanges qui est effectuée par bacs de décantations sur son site. Cette micro-station est réservée à l'heure actuelle uniquement au traitement des matières en provenance de leurs propres collectes.

**Unité de Traitement des Matières
de vidanges E-compagnie**
Le Lamentin

Identité	Maitre d'ouvrage	E-COMPAGNIE
	Exploitant	E-COMPAGNIE
	Date d'ouverture	08/06/2016
	Date de dernière autorisation d'exploiter	08/06/2016
	Capacité technique	Entre 12 et 600 kg de DBO5/jour en charge brute journalière de pollution organique
Nature et tonnages entrants	Nature des déchets	Matières de vidange et effluents organiques
	Tonnage total reçu	1057 t en 2017 usage interne uniquement

4.3.3 INSTALLATIONS DE PREPARATION ET VALORISATION ORGANIQUE

4.3.3.1 Plateforme de broyage

La plateforme de broyage des déchets verts de Céron, située sur la commune de Sainte Luce, à proximité immédiate de l'ISDND est gérée par le SMTVD. Elle a permis le broyage de 6 400 tonnes de déchets verts.

Céron Sainte Luce		
Identité	Maître d'ouvrage	SMTVD
	Exploitant	SMTVD
	Date de dernière autorisation d'exploiter	En cours
	Capacité autorisée	
	Capacité technique	8 000 t
Tonnages entrants	Nature des déchets	Déchets Verts des ménages, des collectivités et des privés
	Tonnage total entrant	6 400 t
	Apports CVO	
	Déchets organiques des collectivités	310 t
	Déchets verts de ménages	3 301 t
	Déchets d'activités économiques	2 789 t
Autres	Fonctionnement	Plateforme de broyage
	Remarques	Stock de déchets estimé à environ 3 000t

Figure 65 : Caractéristiques de la plateforme de broyage des déchets verts de Céron

Les déchets verts broyés générés par cette unité ont été envoyés au CVO autant que ce dernier pouvait en récupérer. Ils ont également été envoyés à la plateforme de compostage de Holdex pour moins de 1 000 tonnes. Une partie a également été mise à disposition d'Idex pour être commercialisé comme Bois Réal Fragmenté.

4.3.3.2 Centre de Valorisation Organique

Le centre de valorisation organique situé au Robert, est constitué de deux entités : une ligne de compostage et une ligne de méthanisation. Les caractéristiques de l'installation sont présentées ci-après :

CVO Le Robert			
Compostage		Méthanisation	
Identité	Maître d'ouvrage	SMTVD	
	Exploitant	IDEX Environnement	
	Date d'ouverture	1 juin 2006	1 janvier 2006
	Date de dernière autorisation d'exploiter	novembre 2013	
	Capacité autorisée	45 000 t/an	
	Capacité technique	24 200 t/an	
	Description de l'installation	Déconditionneur Compostage avec aération forcée et retournement d'andains sous bâtiment	Deux digesteurs Kompogas® de 750 m³ unitaire
Nature et tonnages entrants	Nature des déchets entrants	Déchets verts, boues de STEP Algues	Biodéchets des ménages, SPA et DIB
	Tonnage total 2016 reçu	29 985 t	
	Déchets verts des ménages	17 642 t	
	Déchets verts des collectivités	1 746 t	
	Déchets verts professionnels	4 830 t	
	FFOM		2 854 t
	Biodéchets des professionnels		854 t
	Algues	158 t	
	SPA	1 094 t	1 094 t
	Huiles alimentaires		326 t
	Boues	481 t	
Tonnages sortants	Total sortant	18 888 t	
	Refus envoyé en ISDND	45 t	
	Refus envoyé en UIOM	3 158 t	
	Refus valorisé	12 t	
	Compost NFU44-051	5 655 t	
	Compost NFU44-095	792 t	
	BRF	9 226 t	
Valorisation	Biogaz Produit		621 697 Nm³
	Biogaz valorisé		81 738 Nm³
	Puissance électrique du Cogénérateur		527 kWe
	Energie électrique vendue		231 MWh
Autres	Emplois	17 ETP	
	Projets		
	Certification		
	Remarques particulières	Agrément pour les SPA de catégorie 3	

Figure 66 : Caractéristiques du CVO

Le process du CVO ne prévoit pas de pesée intermédiaire sur le site. Les déchets sont pesés en entrée. Les fractions FFOM et bio-DIC sont passées en totalité dans la filière méthanisation. Le digestat de méthanisation ainsi que le reste des déchets sont compostés.

Par ailleurs, une partie ligneuse des déchets verts réceptionnés à l'usine qui ne peut être valorisée ni en compostage, ni méthanisation, est commercialisée sous forme de BRF.

L'unité de cogénération a été réceptionnée en Septembre 2016, ce qui explique la faible quantité de biogaz valorisée au CVO.

Selon le bilan annuel énergétique annuel 2015 de l'Observatoire martiniquais de l'énergie et des gaz à effets de serre, la puissance électrique raccordée au réseau du CVO représente 0,16% de la puissance totale pour la production d'électricité sur la Martinique.

4.3.3.3 Plateformes de compostage

Outre le CVO précédemment décrit, le Plan a recensé sur le territoire 3 plateformes de compostage privées ouvertes aux déchets verts externes à l'entreprise Holdex, Terraviva et l'habitation Chalvet. L'habitation Chalvet reçoit les déchets agricoles des exploitations situées à proximité.

Les caractéristiques des installations sont présentées dans le tableau suivant :

Compostage hors CVO				
		Holdex Le François	Terraviva Ducos	Habitation Chalvet Basse Pointe
Identité	Maître d'ouvrage	HOLDEX	SME	Habitation Chalvet
	Exploitant	HOLDEX	SME	Habitation Chalvet
	Date d'ouverture	2008	mai 2013	2002
	Date de dernière autorisation d'exploiter	Déclaration d'antériorité 28/02/2011 Autorisation en cours	Déclaration du 05 mai 2011 Autorisation en cours (délivré en 2018)	
	Capacité autorisée	<30 t/j	7 300 t/an	
	Capacité technique		10 000 t/an	
Nature et quantités de déchets	Nature des déchets	Déchets Verts, lisier, déchets d'activités économiques organiques	Boues de STEP, déchets verts, bagasse, broyat de palette, algues	Bagasse, hampes de bananes, bananes réformées
	Tonnage total entrant	22 005 t	12 240 t	ND
Autres	Fonctionnement	Compostage à l'air libre avec retournement d'andains	Compostage par aération forcée sous bâtiment	
	Projets	Travaux sur les rejets	Agrandissement limitée actuellement par un problème d'accessibilité	
	Remarques			Le Plan 2015 estime que cette installation a traité environ 7 000 t de déchets

Figure 67 : Caractéristiques des installations de compostage hors CVO de la Martinique

Les tonnages gérés par l'habitation Chalvet ne sont pas connus. Le précédent plan de prévention et de gestion des déchets non dangereux les avait estimés à 6 000 tonnes d'écarts de tri et de hampe de bananes plus 1 200 tonnes de bagasse (données 2012).

4.3.4 INSTALLATIONS DE TRAITEMENT DES DECHETS NON DANGEREUX NON INERTES RESIDUELS

4.3.4.1 *Installation de stockage des déchets non dangereux*

Il existait en 2016, une unique unité de stockage des déchets en Martinique, le centre de stockage des déchets de l'Anse Céron à Sainte-Luce. Les caractéristiques de cette installation sont répertoriées ci-dessous :

ISDND Céron à Saint Luce		
Identité	Maître d'ouvrage	SMTVD
	Exploitant	Régie
	Date de dernière autorisation d'exploiter	27-déc.-12
	Date d'ouverture	1-avr.-84
	Date de fermeture prévisionnelle	31-déc.-17
	Capacité autorisée	70 000 t/an
	Capacité technique	110 000 t/an
Nature et tonnages entrants	Tonnage total enfoui 2016	80 490 t
	OMr	16 880 t
	Tout venant	30 936 t
	Déchets verts et bois	563 t
	DAE	21 585 t
	Déchets animaux	1 712 t
	Déchets de nettoyage et de curage	2 658 t
	Boues potabilisation, boues diverses	847 t
	Gravats	1 725 t
	Terre de couverture	3 585 t
Autres	Valorisation du biogaz	Non
	Certification	Aucune
	Remarques particulières	Le site devait fermer ses portes au 31 décembre 2014, mais est restée en service après optimisation pour pallier à la pénurie d'exutoires jusqu'à l'ouverture de l'ISDND Petit Galion

Figure 68 : Caractéristiques de l'ISDND de Céron à Sainte Luce

Il est à noter que les capacités de stockage de l'ISDND de Céron ont été apportées à 100 000 tonnes suite à l'étude pour l'optimisation du profil d'aménagement du massif et à la réalisation d'un casier supplémentaire, suite à la pénurie d'exutoire en 2016.

4.3.4.2 *Installations d'incinération des déchets non dangereux*

Il existe une unité d'incinération des Ordures ménagères sur la Martinique, dénommée UTVD (Unité de Valorisation des Déchets).

Les caractéristiques de l'unité de Morne Dillon à Fort-de-France sont récapitulées dans le tableau suivant :

Fort de France - La Trompeuse		
Identité	Maître d'ouvrage	SMTVD
	Exploitant	Martiniquaise de Valorisation
	Date d'ouverture	nov-02
	Date de dernière autorisation d'exploiter	1-déc.-99
	Capacité autorisée	112 000 t/an
	Capacité technique	Entre 100 000 et 105 000 t/an
	Description de l'installation	2 fours horizontaux de capacité réelle de 7 t/h Traitement des fumées semi-humide et humide Cogénération électricité, pas de valorisation vapeur
Nature et tonnages entrants	Nature des déchets entrants	OMr, Refus de tri, DAE, DASRI banalisés
	Tonnage total 2016 reçu	107 797 t
	OMr CACEM	38 571 t
	OMr Cap Nord	30 536 t
	OMr CAESM	19 698 t
	Refus de compostage	774 t
	Refus de tri	1 777 t
	DAE	15 450 t
	Textile	216 t
	DASRI	777 t
	Tonnage déstocké	5 496 t
	OMr CACEM	2 862 t
	OMr Cap Nord	2 087 t
	OMr CAESM	547 t
	Tonnage total incinéré	102 301 t
Sous produits	Tonnage de mâchefers	23 651 t
	Exutoire	Couverture ISDND la Trompeuse
	Tonnage de REFIOM	2 838 t
	Exutoire	ISDD Maine-et-Loire
	Tonnage de ferrailles	97 t
	Exutoire	MetalDom Martinique
Valorisation	Energie électrique produite	37 813 MWh
	Performance énergétique	0,5909 (y compris autoconsommation et FCC de 1,25)
Autres	Emplois	34 ETP
	Projets	Travaux de modernisation et d'amélioration de la valorisation énergétique programmés Réflexion pour la construction d'une troisième ligne d'incinération qui permettrait de réduire la quantité de déchets enfouis et augmenter encore les performances énergétiques de l'UTVD
	Certification	- NF EN ISO 14001 qui valide le système de management environnemental de l'exploitant positionnant l'environnement au cœur de la culture d'entreprise - OHSAS 18001, référentiel international pour les systèmes de gestion de la santé et de la sécurité au travail.
	Remarques particulières	Fin du contrat d'exploitation en 06/2017 Nouveau contrat passé sous forme de DSP

NC : non connu

Figure 69 : Récapitulatif des données de l'UIOM de Morne Dillon

Selon le bilan annuel énergétique 2015 de l'Observatoire martiniquais de l'énergie et des gaz à effets de serre, la puissance électrique raccordée au réseau de l'UIOM représente 0,81 % de la puissance totale pour la production d'électricité sur la Martinique.

4.4 RECENSEMENT DES INSTALLATIONS DE GESTION DES DECHETS DANGEREUX

	ICPE	Rubrique	Commune	Régime ICPE de la rubrique
2710 - Collecte de déchets apportés par le producteur initial 1. Collecte de déchets dangereux : La quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 7 t b) Supérieure ou égale à 1 t et inférieure à 7 t	SCIC	2710-1b	Fort de France	DC
	SMTVD	2710-1b	Le François	DC
	BANAMART	2710-1b	Le Marigot	DC
2711 - Installations de transit, regroupement ou tri de déchets d'équipements électriques et électroniques. Le volume susceptible d'être entreposé étant : 1. Supérieur ou égal à 1000 m ³ 2. Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³	MARTINIQUE RECYCLAGE	2711-2	Ducos	DC
	METALDOM SA	2711-2	Fort-de France	DC
2712 - Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage 1- Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant : supérieure ou égale à 30 000 m ²	METALDOM SA	2712-1b 2712-2	Fort-de France	E A
	METALCARAIB SA	2712-1b	Le Diamant	E
	BERAL AUTO	2712-1b	Le Lamentin	E

	ICPE	Rubrique	Commune	Régime ICPE de la rubrique
supérieure ou égale à 100 m ² et inférieure à 30 000 m ² 2- Dans le cas d'autres moyens de transports hors d'usage, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 50 m ²	CENTRAL CASS'AUTO	2712-1b	Le Lamentin	E
	CASSE AUTO NOUVELLE FORMULE	2712-1b	Le Lamentin	E
2718- Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719 et 2793. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant : Supérieure ou égale à 1 t Inférieure à 1 t	MARTINIQUE BATIMENT ENVIRONNEMENT	2718-1	Le Carbet	A
	METALCARAIB SA	2718-2	Le Diamant	DC
	CASSE AUTO NOUVELLE FORMULE	2718-2	Le Lamentin	DC
	E.COMPAGNIE	2718-1	Le Lamentin	A
	BANAMART	2718-1	Le Marigot	A
2770- Installations de traitement thermique de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances ou mélanges dangereux mentionnés à l'article R. 511-10, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2793. Déchets destinés à être traités contenant des substances ou mélanges dangereux mentionnés à l'article R. 511-10 Déchets destinés à être traités ne contenant pas de substances ou mélanges dangereux mentionnés à l'article R. 511-10	LA MARTINICAISE DE VALORISATION S.A.	2770-2 (traitement de DASRI)	Fort de France	A

	ICPE	Rubrique	Commune	Régime ICPE de la rubrique
2790- Installations de traitement de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances ou mélanges dangereux mentionnés à l'article R. 511-10, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2770 et 2793.	E.COMPAGNIE	2790-2	Le Lamentin	A
Déchets destinés à être traités contenant des substances ou mélanges dangereux mentionnés à l'article R. 511-10 Déchets destinés à être traités ne contenant pas de substances ou mélanges dangereux mentionnés à l'article R. 511-10	BANAMART	2790-1 en cours de régularisation	Le Marigot	A

Figure 70 : Recensement des installations de gestion des déchets dangereux

La liste des installations est issue de la base des installations classées consultable alimentée par les DREAL et consultable sur : <http://www.installationsclassées.developpement-durable.gouv.fr/rechercheICForm.php>

On peut noter que les installations de MBE et de E-Compagnie sont autorisées à regrouper les déchets d'amiante.

Enfin, on notera que la seconde entreprise de désamiantage présente sur le territoire, l'entreprise TSA-Sogedex expédie directement les déchets dans l'Hexagone lorsque les conteneurs de chantier sont pleins.

5. RECENSEMENT DES INSTALLATIONS DE GESTION DES DECHETS OUVERTES EN 2017

5.1 DECHETERIES

Deux déchèteries ont été construites en 2016 et réceptionnées en 2017 :

- Déchèterie de Morne Rouge,
- Déchèterie de Saint Joseph. Cette structure de collecte est prévue pour être mixte avec les particuliers et les professionnels acceptés (présence d'un pont à bascule pour suivre les tonnages des professionnels).

Leurs ouvertures sont prévues pour 2018.

5.2 QUAIS DE TRANSFERT

En 2017, est entré en activité un quai de transfert des OMR intégré au centre de tri des encombrants sur le PTE de la Trompeuse, utilisé en cas d'arrêt technique ou de saturation de l'UIOM

5.3 PLATEFORMES DE TRI DES ENCOMBRANTS ET DIB

En 2017, ont été mis en service :

- **le Centre de tri des Encombrants/DIB de la Trompeuse**

Autorisé le 7 juin 2016, ce centre de tri des encombrants/DIB de la Trompeuse est mis en service depuis début 2017. Ce centre permet, via un tri au grappin, de séparer pour l'heure 3 types de matériaux : les DEEE, le métal et les matelas. Les résiduels sont broyés en vue d'incinération ou stockage.

La capacité de l'installation est de 24 000 t/an.

Cette installation est également autorisée d'un quai pour le transfert des OMR en cas d'arrêt lié à une défaillance ou une saturation de l'UIOM.

- **la Plateforme de tri des encombrants de Céron**

La plateforme de tri des encombrants de Céron est située à proximité immédiate de l'ISDND. Elle est dimensionnée pour le traitement de 15 à 25 000 t/an de déchets encombrants. La mise en service en 2017 de l'installation permet de séparer les déchets valorisables au grappin, et de n'enfouir que le résiduel.

5.4 INSTALLATION DE TRAITEMENT DES MATIERES DE VIDANGES

A fin 2017, une unité de traitement des matières de vidanges portée par la société SEA-SOMANET dimensionnée pour 18 000 m³/an a été ouverte sur la commune du Marigot.

5.5 INSTALLATION DE STOCKAGE DES DECHETS NON DANGEREUX DE PETIT-GALION

Sur l'année de référence du Plan il n'était pas en service. Cette installation a été mise en service le 06 juillet 2017.

Petit Galion – Le Robert

Identité	Maître d'ouvrage	SMTVD
	Exploitant	Régie
	Date de dernière autorisation d'exploiter	26 janvier 2016
	Date d'ouverture	06 juillet 2017
	Date de fermeture prévisionnelle	Environ 25 ans
	Capacité autorisée	100 000 t/an 150 000 t/an en cas de crise
	Capacité technique	100 000 t/an
Autres	Valorisation du biogaz	Non
	Certification	Aucune
	Remarques particulières	Le site ne devrait fonctionner qu'avec 20 à 30 000 t/an d'OMr (refus de TMB), le reste étant des encombrants et DAE, ainsi, les quantités de biogaz devraient être faibles Les balles d'OMr de la plateforme de la Trompeuse ont été utilisée en fond de casier pour protéger la géo-membrane

Figure 71 : Caractéristiques de l'ISDND de Petit Galion

6. RECENSEMENT DES PROJETS D'INSTALLATION DE GESTION DES DECHETS

L'article R541-16 du code de l'environnement demande d'indiquer « Un recensement des projets d'installation de gestion de déchets pour lesquels une demande d'autorisation d'exploiter, une demande d'enregistrement ou une déclaration a été déposée. »

A la date du 14 janvier 2019, les dossiers en cours d'instruction auprès de la DEAL sont les suivants :

- Nouvelle installation :
 - Installation de transit, regroupement, tri et traitement de déchets dangereux (bouillies fongiques) par évapoconcentration (87,5t) de Banamart à Sainte Marie
- Modifications d'arrêtés d'autorisation :
 - E-Compagnie- Lamentin : modernisation et réorganisation du site, implantation d'une installation de traitement par déshydratation de boues d'assainissement non dangereuses, d'un broyeur et de presses
 - METALDOM- Fort-de-France : regroupement des activités sur un seul site
 - IDEX ENVIRONNEMENT- Le Robert : mise à jour du classement et réalisation d'une nouvelle plateforme de stockage de matières végétales

- SMTVD -Le Robert : modification PTMB - augmentation de la capacité de traitement des OMr de 20 à 25 000 t/an (97 t/j), modification du process du PTMB, modification de la capacité de traitement des encombrants du centre de tri à 77 t/j
- MARTINIQUAISE DE VALORISATION - Fort-de-France : projet de Modernisation (modification ligne de traitement des mâchefers, amélioration de matériels existants, création de nouveaux locaux)

Aucun dossier de demande d'enregistrement, ni de déclaration relative à la gestion des déchets n'est en cours d'instruction.

Pour aller plus loin que la réglementation et pour bien identifier les potentialités du territoire, le Plan indique également les ouvrages et grands travaux en projet, n'ayant pas forcément fait l'objet d'une demande auprès de la DEAL ou dont l'autorisation a été obtenue sans que le projet ne soit encore exploité.

6.1 PROJETS PORTES PAR LE SERVICE PUBLIC

6.1.1 DECHETERIES

Une déchèterie est en projet au Lamentin. Le terrain a été acheté par la CACEM et doit être mis à disposition du SMTVD pour la construction.

Une autre déchèterie est en projet au Saint-Esprit en remplacement de la déchèterie existante.

6.1.2 QUAIS DE TRANSFERTS

Deux quais de transfert était en projet à fin 2017 :

- le site de Fond Cannonville à Saint Pierre accueille un quai de transfert initialement prévu pour les OMr et reconverti pour les emballages légers. Sa mise en œuvre effective est subordonnée à la réalisation d'études complémentaires (remise en état complète de l'installation inopérante depuis de nombreuses années) ;
- un quai de transfert sur le site de l'ISDND de Céron en projet.

6.1.3 UNITE DE TRAITEMENT MECANO-BIOLOGIQUE DE PETIT GALION

Le SMTVD a pour projet la réalisation d'une unité de traitement mécano-biologique sur ordures ménagères. Le projet est situé à proximité immédiate de l'ISDND de Petit Galion au Robert. Le TMB est dimensionné pour 20 000 t/an de déchets entrants. L'arrêté d'autorisation a été publié le 26 janvier 2016.

L'objectif du SMTVD est de générer 8 500 tonnes de biodéchets qui seront valorisés sur le CVO pour optimiser la filière de méthanisation. 500 t/an de métaux seront également valorisés.

L'investissement prévisionnel pour cette installation est de 14,7 millions d'euros.

L'objectif de performance pour l'installation est de 75 %.

La réception des travaux est prévue fin 2019.

6.1.4 PLATEFORMES DE TRI DES ENCOMBRANTS ET DES DAE

En complément des deux plateformes de tri des encombrants déjà réalisées, il est prévu :

- Une Plateforme de tri dans le Complexe Environnemental du Petit-Galion

La plateforme de tri des encombrants du Petit Galion est prévue pour permettre le tri de 14 à 20 000 t/an de déchets encombrants et professionnels. Le tri sera effectué au grappin afin de permettre la valorisation des métaux, du bois, des DEEE, des cartons et des plastiques (prévisionnel de 5 500 t/an).

Les déchets à fort PCI seront broyés pour permettre une incinération à l'UTVD à Fort de France (estimatif à 5 500 t/an), les déchets résiduels seront quant à eux broyés et enfouis.

- La mise en place d'une unité de broyage sur la plateforme de Céron pour faciliter le transport et réduire les volumes enfouis.

6.1.5 PLATEFORME DE BROUAGE DES DECHETS VERTS

Une plateforme de broyage des déchets verts sera aménagée dans le Parc Technologique Environnemental de la Trompeuse. Elle doit permettre de traiter environ 8 000 t/an de déchets verts – max 10 000 t/an.

Les déchets verts broyés seront acheminés au CVO.

6.1.6 UNITES DE TRAITEMENT DE MATIERES DE VIDANGES

Deux stations d'épuration pourraient traiter des matières de vidanges : la STEP du Marin, autorisée pour l'accueil mais non opérationnelle et celle de STEP de Pontaléry au Robert en construction.

6.2 PROJETS PORTES PAR DES PRIVES

6.2.1 CENTRALE BIOMASSE

Dès 2014, se précisait le projet Galion 2 de mise en œuvre d'une centrale biomasse afin d'alimenter la sucrerie du Galion à Trinité.

Ce projet est porté par la « Compagnie de Cogénération du Galion », filiale à 80 % de la société Albioma. Deux objectifs sont poursuivis dans ce projet :

- alimenter en électricité le réseau électrique de la Martinique,
- améliorer le rendement énergétique de la sucrerie.

Précisément, il s'agit ici de fournir de la vapeur pour alimenter le procédé industriel de la sucrerie du Galion, en utilisant la biomasse importée en grande partie mais également locale, pour faire fonctionner la chaudière.

En l'état et à l'amorce du projet, les objectifs déclarés sont de brûler 30 000 t de biomasse locale (bagasse, déchets verts, résidus d'élague, palette, sorgho énergie, bois de haies agricoles...), soit 10 % du besoin en matière première.

Les compléments proviennent de pellets importés à hauteur de 270 000 t/an.

L'installation dispose d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter datant de 2013.

Un contrat d'obligation d'achat d'électricité a été signé avec EDF, en juillet 2011, après validation de la Commission de régulation de l'énergie (CRE). Ce contrat a été révisé par délibération de la CRE, le 2 octobre 2014, portant avis sur le projet d'avenant entre EDF et la Compagnie de Cogénération du Galion pour une installation de production d'électricité en Martinique, pour une durée de 30 ans.

6.2.2 DECHETERIE PROFESSIONNELLE

Une déchèterie professionnelle est en cours de réflexion au niveau du Lamentin. La CCI possède un terrain qui sera destiné à la construction d'un équipement à destination des professionnels qui ne sont pas acceptés en déchèteries à l'heure actuelle.

6.2.3 UNITES DE TRAITEMENT DE MATIERES DE VIDANGES

Deux unités de traitement des matières de vidanges sont en projet sur le territoire Martiniquais, pour une capacité de l'ordre de 36 000 m³/an.

6.2.4 AUTRES INSTALLATIONS EN PROJET

Des installations de traitement des déchets sont également au stade de l'étude par des sociétés privées sur la Martinique :

- installation de traitement des déchets pour Combustibles Solides de Récupération,

- installation de traitement des déchets par Pyro-Gazéification,
- installation de transit, regroupement, tri et traitement de déchets dangereux (bouillies fongiques) par évapoconcentration par Bananamart.

7. BILAN DES DONNEES DE L'ETAT DES LIEUX

7.1 SYNTHESE DE L'INVENTAIRE DES DECHETS PAR NATURE, QUANTITE ET ORIGINE

7.1.1 SYNTHESES DES QUANTITES DE DECHETS

7.1.1.1 Le gisement de déchets estimé en 2016

En 2016, on estime à 589 300 le tonnage de déchets généré en Martinique.

La répartition par origine est présentée ci-dessous.

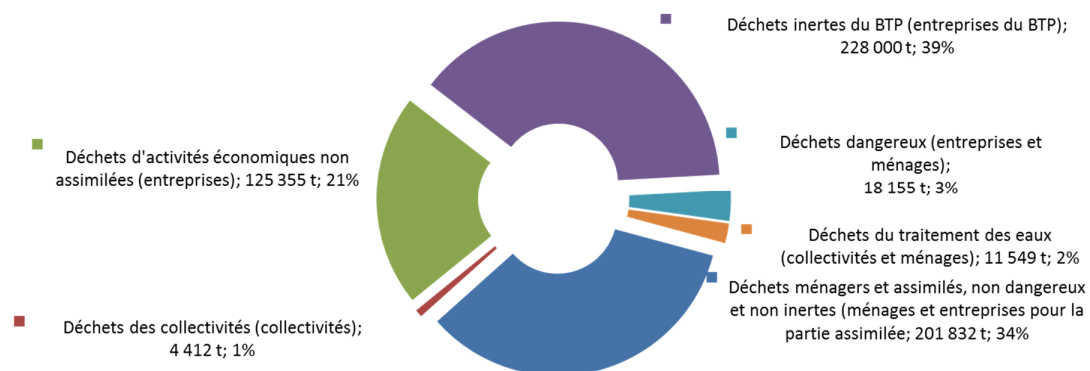


Figure 72 : Répartition du gisement estimé de déchets par type

7.1.1.2 Les quantités de déchets identifiés en 2016

Les quantités de déchets identifiées sur les installations de traitement en 2016 sont de 413 300 tonnes réparties de la manière suivante :

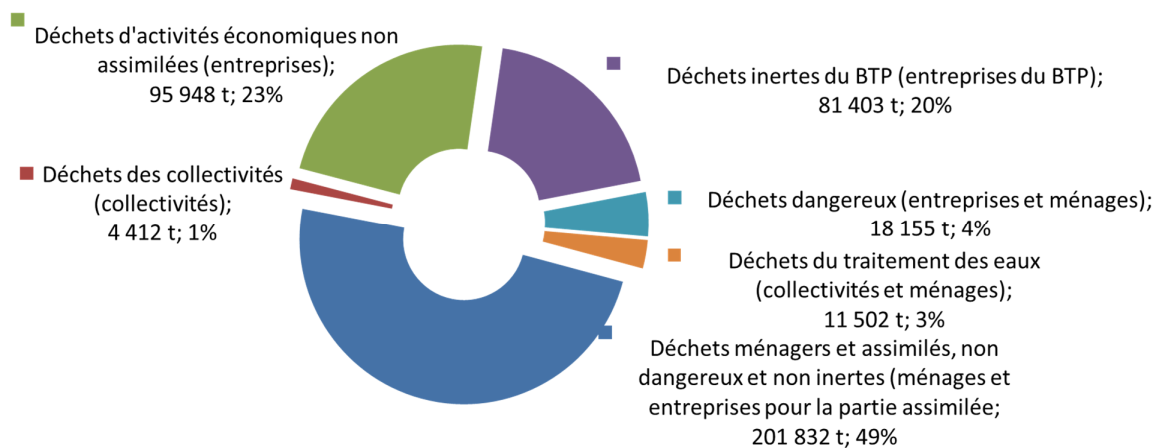


Figure 73 : Répartition du gisement constaté de déchets par type

7.1.1.3 Orientation des déchets après collecte

Les types d'orientations des déchets après leurs collectes sur la Martinique sont les suivantes :

Type de déchet	nature de déchets	Gisement estimé	Gisement estimé non observé en 2017	Tonnage dont les modalités de traitement sont connues	déchets orientés vers le recyclage matière	déchets orientés vers le recyclage organique	déchets orientés vers l'incinération	déchets orientés vers le stockage
Déchets ménagers et assimilés (DMA) non inertes et non dangereux	ordures ménagères résiduelles			126 560 t			99 774 t	26 786 t
	biodéchets des ménages			2 855 t		2 855 t		
	matériaux secs hors verre			5 986 t	5 986 t			
	verre			3 047 t	3 047 t			
	Sous total Ordures Ménagères et assimilées	138 448 t	0 t	138 448 t	9 033 t	2 855 t	99 774 t	26 786 t
	déchets verts des ménages pâp			13 475 t		13 011 t		464 t
	encombrants pâp			21 984 t				21 984 t
	TLC			980 t	980 t			
	déchets verts de déchèteries			13 459 t		13 459 t		
	tout venant de déchèteries			10 139 t				10 139 t
	métaux de déchèteries			3 148 t	3 148 t			
	cartons de déchèteries			187 t	187 t			
	pneus de déchèteries			12 t	12 t			
	Sous total hors Ordures Ménagères et assimilées	63 384 t	0 t	63 384 t	4 327 t	26 470 t		32 587 t
	Total Déchets Ménagers et Assimilés hors inertes et déchets dangereux	201 832 t	0 t	201 832 t	13 360 t	29 325 t	99 774 t	59 373 t
Déchets des Collectivités non inertes et non dangereux	déchets bio assimilés FFOM			71 t		71 t		
	cartons			16 t	16 t			
	nettoiment			1 462 t				1 462 t
	déchets verts			2 169 t		1 692 t		477 t
	déchets de chantiers			58 t				58 t
	équarissage			2 t				2 t
	terres			386 t				386 t
	algues traitées sur les installations (tests)			248 t		248 t		
	Total collectivités	4 412 t	0 t	4 412 t	16 t	2 011 t	0 t	2 385 t
Déchets des activités économiques non inertes et non dangereux	déchets d'activités économiques non collectés en mélange dans les DMA	125 355 t	29 407 t	95 948 t	11 982 t	40 438 t	19 497 t	24 031 t
	Total déchets des activités économiques non inertes et non dangereux	125 355 t	29 407 t	95 948 t	11 982 t	40 438 t	19 497 t	24 031 t
Total Déchets non dangereux non Inerte non Issu de l'assainissement		331 600 t	29 400 t	302 200 t	25 400 t	71 800 t	119 300 t	85 800 t
Déchets de l'assainissement des eaux	boues de potabilisation	750 t	47 t	703 t		61 t		642 t
	boues de steps + traitement matières de vidange	76 000 t dont 64 000 t de MV	67 303 t dont 54 453 t de MV	8 697 t		8 561 t		136 t
	sables (steps et curages réseaux)			425 t				425 t
	graisses	2 219 t	666 t	1 553 t		1 553 t		
	refus de dégrillage	126 t	2 t	124 t				124 t
	Total sous produits de l'assainissement	79 095 t	68 018 t	11 502 t	0 t	10 175 t	0 t	1 327 t
Déchets inertes	déchets inertes des entreprises du BTP	228 000 t	147 000 t	81 403 t	44 508 t*			36 895 t
	Total Déchets Inertes	228 000 t	147 000 t	81 403 t	44 508 t			36 895 t
Déchets dangereux	déchets dangereux déclarés dans IREP			8 062 t	6 853 t		1 209 t	
	DEEE			3 109 t	3 109 t			
	VHU			6 034 t	6 034 t			
	tubes et lampes			36 t	36 t			
	DASRI			760 t			760 t	
	Déchets amiantés			153 t				153 t
	exportation internationale			2 t				
	Total Déchets dangereux	18 155 t	0 t	18 155 t	16 031 t		2 122 t	
Total Déchets Martinique		656 900 t	244 400 t	413 300 t	167 900 t		245 500 t	

* : Prise en compte de 9000 t de fraisat d'enrobé

Figure 74 : Synthèse des déchets recensés et estimés en 2016

7.1.2 BILAN DES FLUX DE DECHETS

7.1.2.1 Déchets non dangereux et non inertes

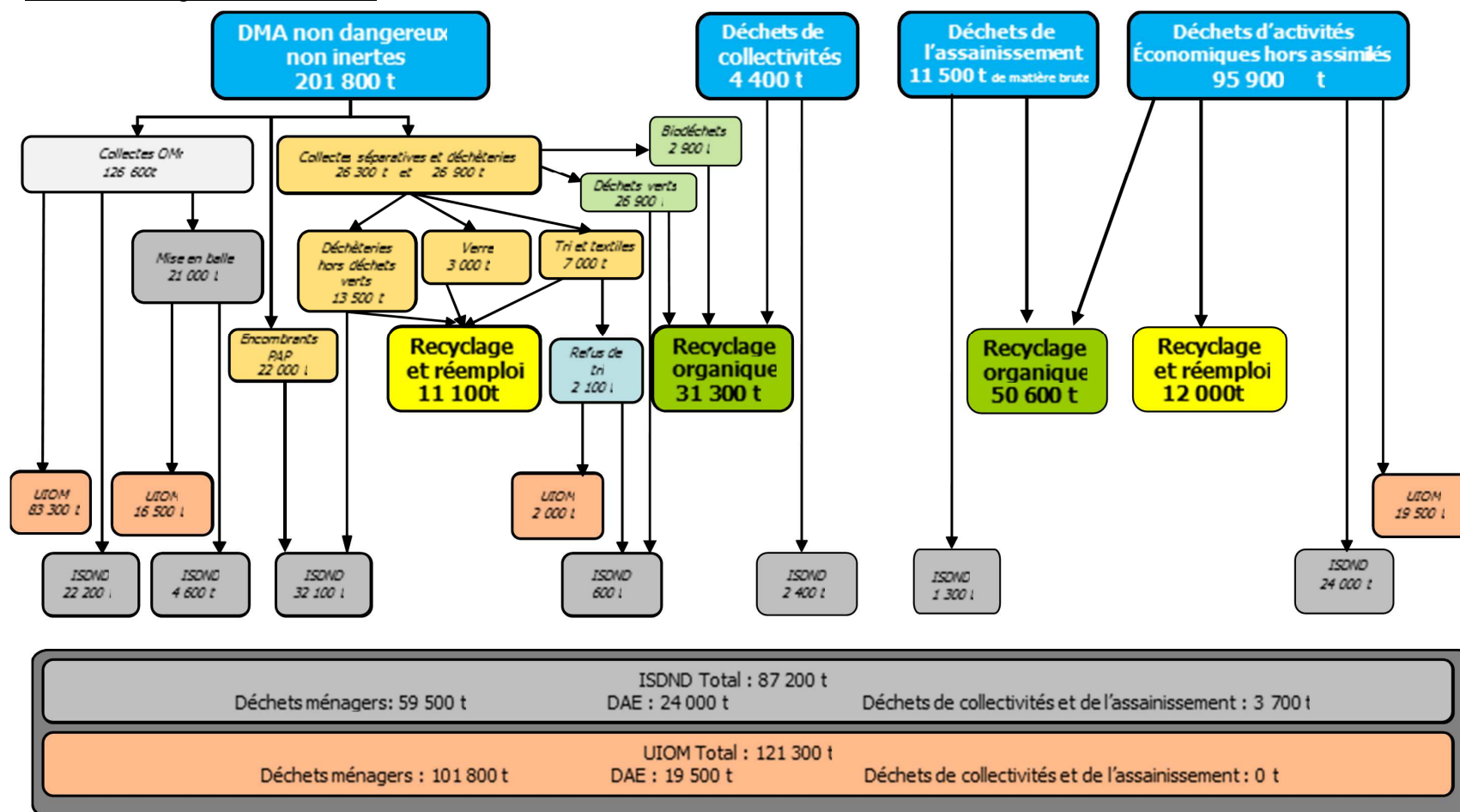


Figure 75 : Flux des déchets non dangereux et non inertes répertoriés dans les installations en 2016

7.1.2.2 Déchets inertes

Sur les 228 000 tonnes de gisement de déchets inertes estimées, 81 400 ont été répertoriées sur les installations de traitement.

7.1.2.3 Déchets dangereux

Les déchets dangereux ont été estimés à 18 000 t en 2016. Ils sont en grande majorité exportés sauf les 777 tonnes de DASRI qui ont été incinérés en Martinique.

7.1.2.4 Bilan des imports – exports

● Exports de déchets

Sur les 413 300 tonnes de déchets recensées en 2016 sur la Martinique, on estime que 9,5 % sont exportés pour être traités dans l'hexagone, soit 39 300 tonnes :

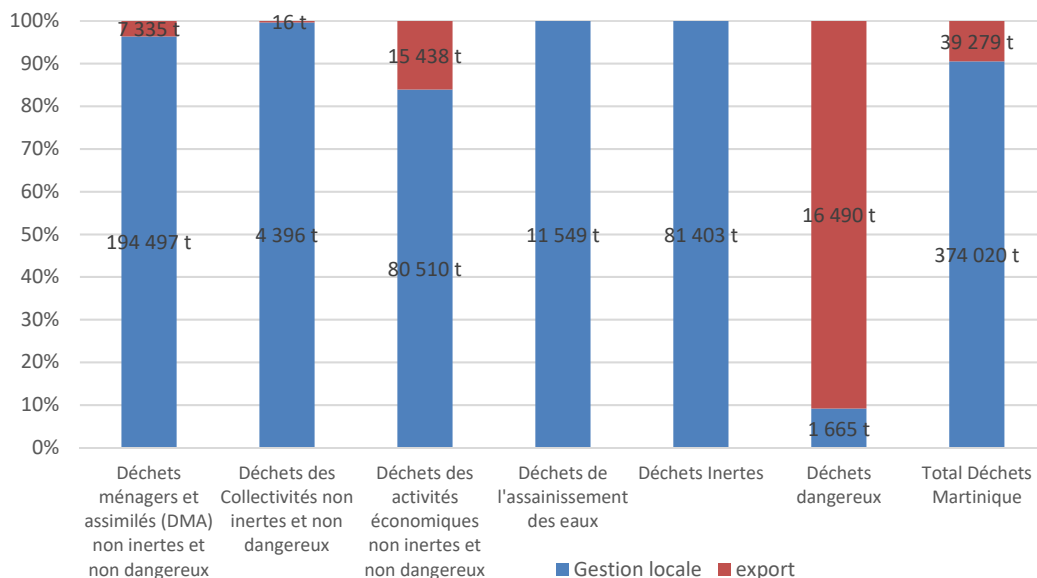


Figure 76 : déchets exportés hors de Martinique

L'étude effectuée par le CEREMA en 2016 sur les données 2015 a identifié 34 871 tonnes de déchets exportées de la Martinique.

Sur ces tonnages, la répartition des destinations étaient les suivantes :

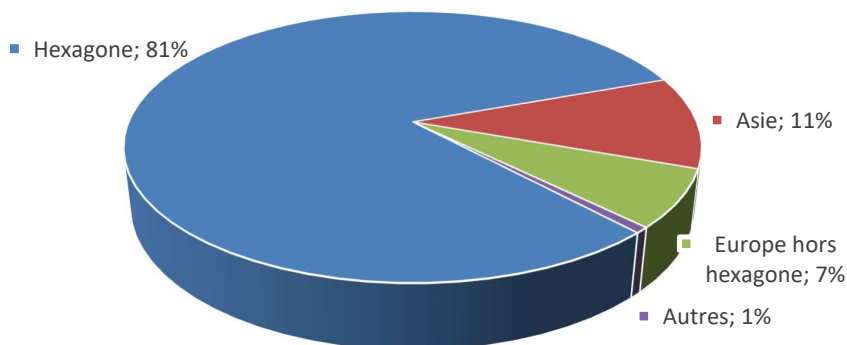


Figure 77 : Destination des déchets exportés - source : étude CEREMA données 2015

● Imports de déchets

En 2016, deux installations ont été identifiées comme traitant des déchets en provenance d'autres territoires :

- SIDREP : recyclage des bouteilles PET en provenance de la Guadeloupe et de Guyane,
- UIOM de Morne Dillon : incinération des Médicaments Non Utilisés en provenance de la Guadeloupe.

L'étude effectuée par le CEREMA en 2016 sur les données 2015 a identifié 1 683 tonnes de déchets importées, mais seule la provenance de 0,1 % des déchets identifiés par l'étude et qui sont importés par la Martinique est connue.

7.2 ANALYSE DE L'ETAT D'AVANCEMENT DE LA MARTINIQUE PAR RAPPORT AUX OBJECTIFS REGLEMENTAIRES

7.2.1 OBJECTIFS NATIONAUX DE PREVENTION

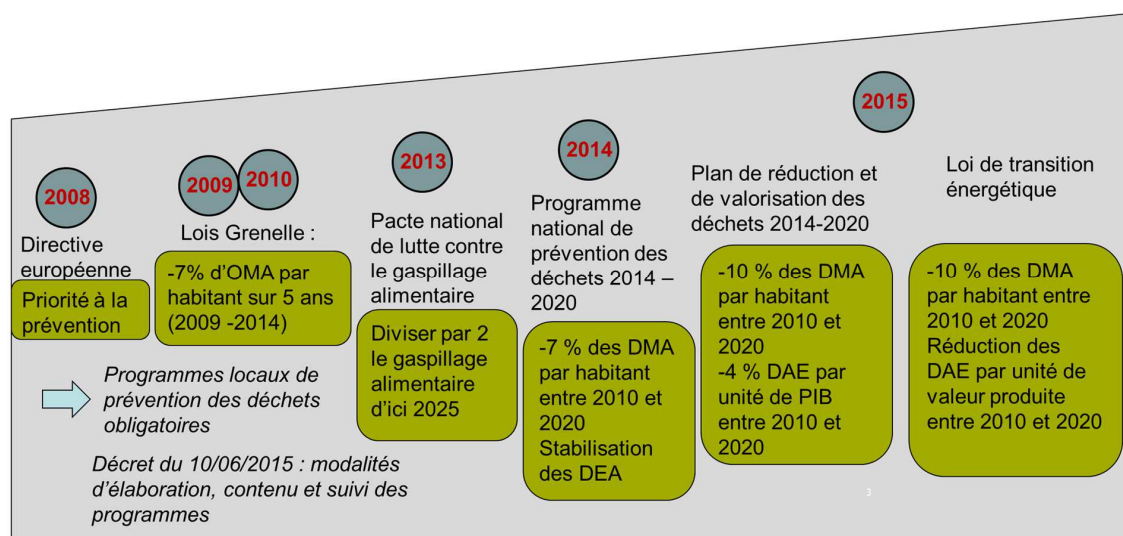


Figure 78 : Evolution des objectifs chiffrés de prévention

Objectifs nationaux	Bilan en Martinique
-7 % d'OMA entre 2009 et 2014.	-5,2 % d'OMA entre 2010 et 2016.
-10 % de DMA entre 2010 et 2020.	-1,5 % de DMA entre 2010 et 2016. Les actions de prévention menées par les collectivités ont principalement porté sur les ordures ménagères et peu sur les autres déchets ménagers principalement collectés en déchèterie, dont le niveau de collecte a fortement augmenté (+6 % entre 2010 et 2016).
Diminution des DAE par unité de valeur produite entre 2010 et 2020.	Gisement de DAE mal connu : estimé à près de 222 000 tonnes en 2016. Il n'y a pas d'estimation de quantités de déchets d'activités économiques en 2010.

Programmes locaux de prévention des déchets ménagers et assimilés obligatoires.	<p>100 % de la population de Martinique est ou a été couverte par un plan ou un programme local de prévention des déchets suivant le dispositif ADEME.</p> <p>Même si les collectivités poursuivent des actions de prévention, elles ne les ont pas encore structurées au sein d'un programme pluriannuel tel que prévu par l'article L.541-15-1 du Code de l'Environnement.</p>
Développement du réemploi et de la préparation à la réutilisation, notamment des DEEE, des textiles et des déchets d'éléments d'ameublement.	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Recyclerie de l'ACISE Samu Social, qui collecte des déchets textiles et des meubles, électroménager, bibelots divers, dans l'objectif d'effectuer de la revente et du réemploi. ▶ L'association Entreprise&Environnement, qui rassemble près de 80 entreprises qui mènent en son sein des actions en faveur de l'environnement et du patrimoine martiniquais : campagne de communication, gestion de filières REP des déchets dangereux. ▶ Le tissu associatif de la Martinique (SEL Martinique, La Case, CCPYPM, Disco soupe, Martinique gastronomie, Jardins de Martinique ...) effectue également de l'animation de sujet de la réparation, et du réemploi. ▶ Le Foyer de l'espérance est également en train de se structurer en vue de réemploi de certains déchets (meubles notamment). ▶ L'association ECO MOBIL (Repair Café), ouverte en octobre 2016, œuvre dans la lutte contre le gaspillage et l'obsolescence programmée en travaillant sur la réparation et le réemploi (ateliers couture, atelier informatique, valorisation de vélos usagés ; ...). ▶ Organisation de grafitérias et vides-greniers. ▶ 3 108 tonnes de DEEE collectés dans la cadre de la REP. <p>Signature de la convention entre le SMTVD et Eco-Mobilier pour un déploiement des collectes en 2018</p>
Développement de la tarification incitative : 15 millions d'habitants en 2020 et 25 millions d'habitants en 2025 au niveau national.	<p>La tarification incitative n' a pas été envisagée à l'heure actuelle par les collectivités à fiscalité propre.</p>

7.2.2 OBJECTIFS NATIONAUX DE VALORISATION

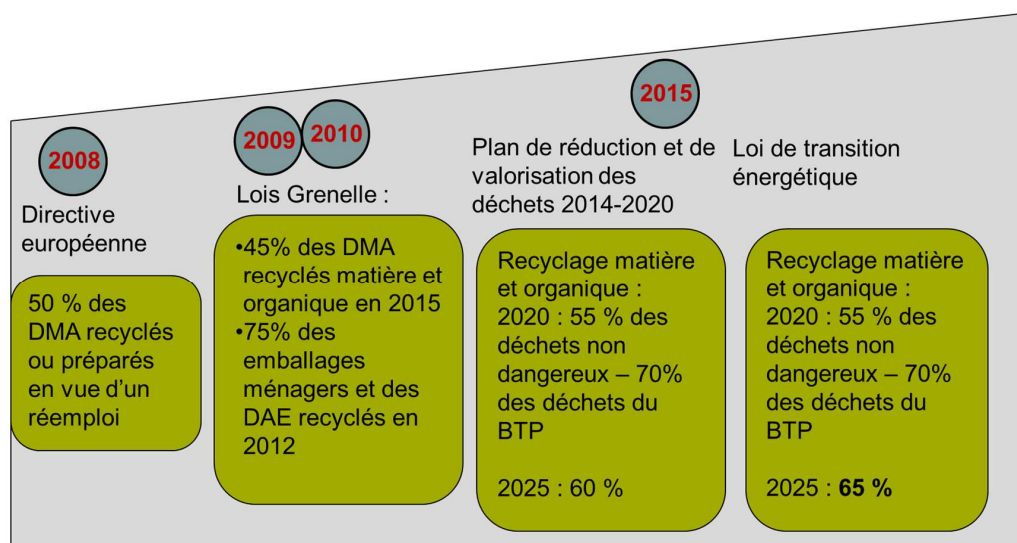


Figure 79 : évolution des objectifs chiffrés de valorisation matière

Objectifs nationaux	Bilan en Martinique
Valorisation sous forme matière 55 % des déchets non dangereux non inertes en 2020 et 65 % en 2025.	41 % des DMA non dangereux non inertes sont collectés en vue d'une valorisation matière ou organique. La méthode de calcul du taux de valorisation est détaillée en annexe 3. A noter qu'une définition précise du mode de calcul de cet objectif réglementaire est en attente auprès du ministère.
Développement du tri à la source des déchets organiques jusqu'à sa généralisation avant 2025.	Collecte de 3 709 tonnes de déchets organiques des ménages, des collectivités et des professionnels. 48% de la population du Plan couverte par une collecte de biodéchets des ménages. Distribution de composteurs dans le cadre des plans de prévention des déchets.
Extension des consignes de tri à l'ensemble des emballages plastiques avant 2022.	Le centre de tri actuel n'est pas en capacité d'étendre les consignes de tri des emballages ménagers aux films et pots et barquettes plastiques. En effet, il a été conçu pour gérer un flux ne contenant que des bouteilles en plastique et ajouter des nouveaux matériaux nécessite des investissements conséquents.
Valorisation matière de 70 % des déchets du secteur du BTP.	L'observation actuelle des déchets du BTP est partielle et ne permet pas d'évaluer précisément la quantité de déchets produits et donc le taux de valorisation réel. 35 % du gisement calculé a pu être observé : <ul style="list-style-type: none"> ► 35 500 tonnes d'inertes recyclées sur l'installation de Batimat recyclage, ► environ 9 000 tonnes de fraisats d'enrobés valorisées en centrales d'enrobés, ► 5 309 tonnes d'inertes valorisées en couverture d'installation de stockage de DND.

7.2.3 OBJECTIFS NATIONAUX DE TRAITEMENT DES DECHETS RESIDUELS

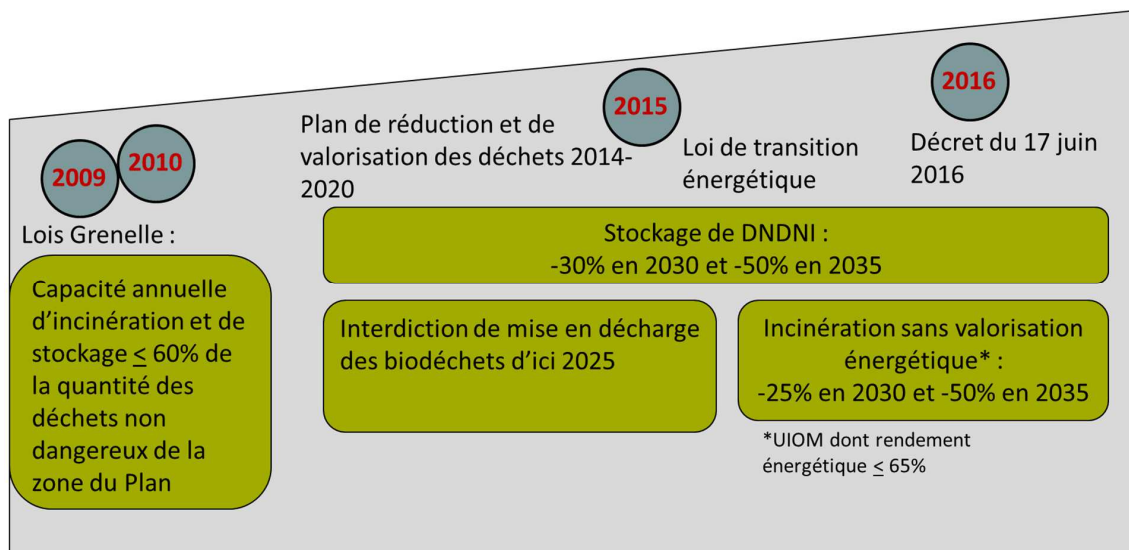


Figure 80 : évolution des objectifs chiffrés de traitement des déchets résiduels

Objectifs nationaux	Bilan en Martinique
<p>Réduction des capacités annuelle d'élimination par stockage des déchets non dangereux non inertes de 30% en 2030 et 50 % en 2035 par rapport à la quantité de déchets non dangereux non inertes admis en stockage en 2010.</p> <p>Ces limites s'appliquent aux projets de création de toutes nouvelles installations, aux projets d'extension de capacité des installations existantes ou aux projets de modification substantielle de la nature des déchets admis.</p>	<p>En 2010, 177 039 tonnes ont été admises en stockage sur les 3 installations de l'île. 80 490 tonnes ont été enfouies en 2016, et l'installation de Petit-Galion ouverte en 2017 en remplacement de Céron dispose d'une capacité autorisée de 100 000 t/an.</p> <p>En cas de modification des installations ou de nouvelles installations :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▶ Limite maximum 2030 : 123 927 t -> objectif atteint ▶ Limite maximum 2035 : 88 520 t -> Réduction de capacité de 12 000 t/an à anticiper.
<p>Réduction des capacités annuelle d'élimination par incinération sans valorisation énergétique des déchets non dangereux non inertes de 25 % en 2030 et 50 % en 2035 par rapport à la quantité de déchets non dangereux non inertes admis en incinération sans valorisation énergétique en 2010.</p> <p>Ces limites s'appliquent aux projets de création de toutes nouvelles installations, aux projets d'extension de capacité des installations existantes ou aux projets de modification substantielle de la nature des déchets admis.</p>	<p>En 2010, 103 224 tonnes ont été admises en incinération sans valorisation énergétique sur l'UIOM de Morne Dillon. 102 300 tonnes ont été incinérées en 2016.</p> <p>En cas de modification des installations ou de nouvelles installations :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▶ Limite maximum de capacité 2030 : 72 200 t ▶ Limite maximum de capacité 2035 : 51 600 t ▶ Possibilité de passer en valorisation énergétique sur l'UIOM pour ne pas être soumis à cette réduction de capacité.

7.3 ANALYSE DE L'ETAT D'AVANCEMENT DE LA MARTINIQUE PAR RAPPORT AUX OBJECTIFS DES PRECEDENTS PLANS

7.3.1 OBJECTIFS DU PLAN DEPARTEMENTAL DE PREVENTION ET DE GESTION DES DECHETS NON DANGEREUX

7.3.1.1 Objectif 1 : Réduction de la production individuelle d'OMA de 10% entre 2012 et 2027

L'état d'avancement de l'objectif de réduction des OMA du PPGDND est le suivant :

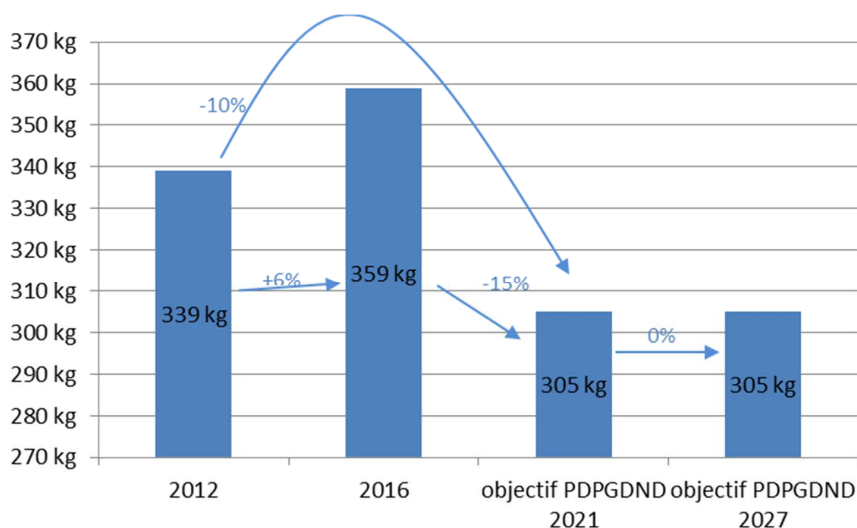


Figure 81 : Etat d'avancement de l'objectif de réduction des OMA du PDPGDND

Au lieu de la réduction attendue des quantités produites par usagers, une augmentation des OMA de 6 % a été constatée entre 2012 et 2016. Il est nécessaire d'optimiser la prévention des déchets pour inverser la tendance et prévoir une augmentation des moyens pour mettre en œuvre les actions prévues dans les Plans.

7.3.1.2 Objectif 2 : Réduire la fraction organique contenue dans les OMA

- **Volet A : dévier 8 000 t de déchets alimentaires vers le compostage domestique**

Il est très difficile de quantifier les quantités de déchets effectivement prises en charge par le compostage domestique. Cependant, les déchets détournés vers le compostage domestique proviennent majoritairement des OMA.

Vu l'augmentation de ces dernières, un travail conséquent d'observation devra être réalisé pour évaluer les quantités. La CACEM a à ce titre réalisé une étude estimant à 11kg/an/hab. les quantités détournées par le compostage domestique.

- **Volet B : Trier à la source les biodéchets des ménages et des gros producteurs**

L'objectif du PDPGDND était de collecter 12 300 t/an de biodéchets d'ici 2021 et 12 500 t/an en 2027, soit 30 kg/an/hab.

L'état d'avancement de cet objectif est le suivant :

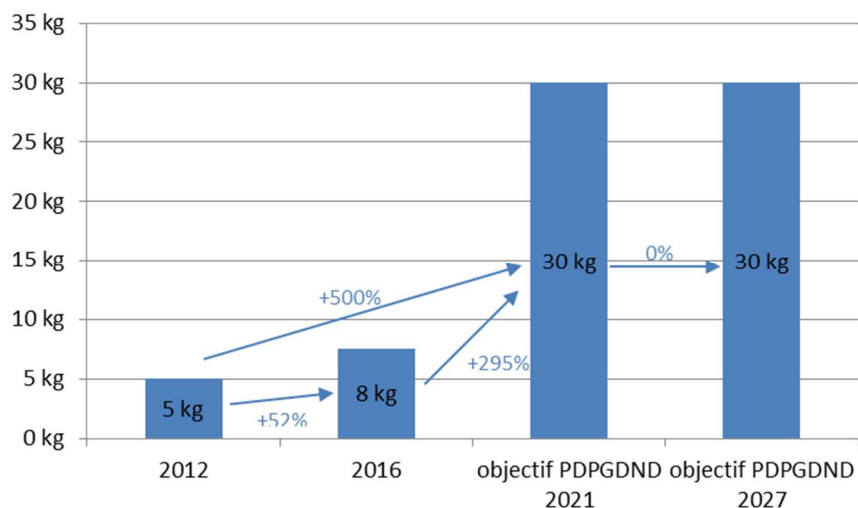


Figure 82 : Etat d'avancement de l'objectif de collecte des biodéchets du PDPGDND

Entre 2012 et 2016, la collecte des biodéchets a progressé de 52 %. Les actions initiées pour récupérer les déchets notamment des gros producteurs devront être poursuivies.

7.3.1.3 Objectif 3 : Améliorer les performances de valorisation des recyclables secs

Le PPGDND avait fixé comme objectif, l'atteinte des performances suivantes :

	2021	2027
Verre	20 kg/an/hab	20 kg/an/hab
Emballages et JRM	30 kg/an/hab	30 kg/an/hab
Textiles	3 kg/an/hab	3 kg/an/hab

Figure 83 : Objectifs de valorisation des recyclables secs du PDPGDND

L'état d'avancement des objectifs est le suivant :

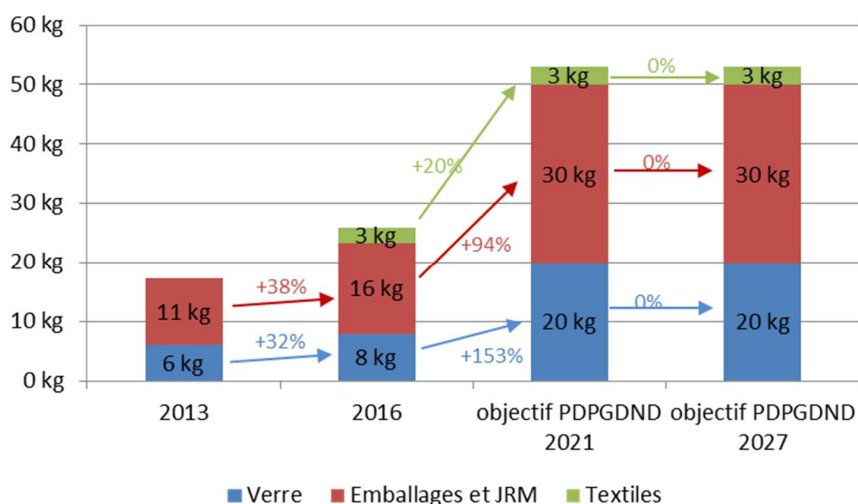


Figure 84 : Etat d'avancement de l'objectif de valorisation des recyclables secs du PDPGDND

Les performances de valorisation des emballages et du papier ont fortement augmenté entre 2013 et 2016, et doivent être doublées pour atteindre les objectifs fixés. Les dotations en contenants à verre sont encore faibles en 2016. Cette collecte devrait être améliorée grâce aux actions menées par les collectivités en partenariat avec CITEO. L'objectif de collecte et de valorisation des textiles est proche d'être atteint avec la mise en place par l'association ACISE d'un nombre important de points d'apports volontaires et de la collecte.

7.3.1.4 Objectif 4 : Maîtriser le flux de déchets occasionnels ménagers et assimilés

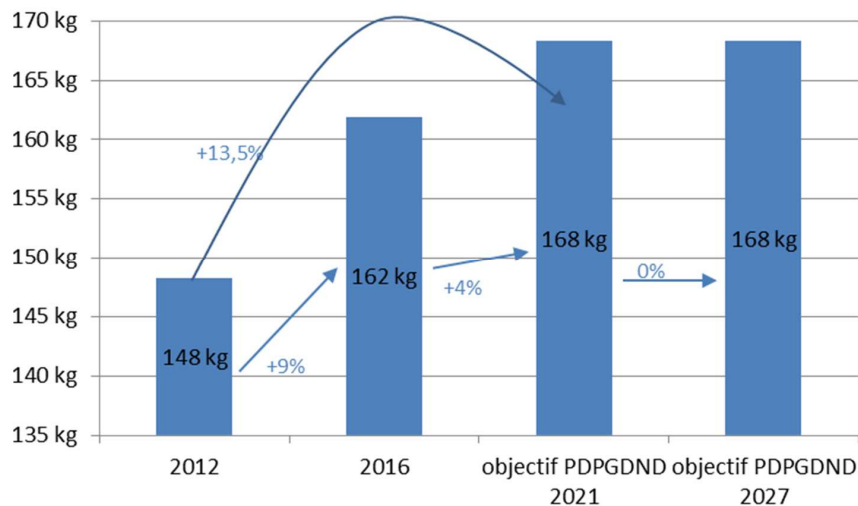


Figure 85 : Etat d'avancement de l'objectif 4 du PDPGDND

Le PPGDND prévoyait 3 Recycleries sur le territoire avec récupération des déchets réutilisables ou recyclables sur les déchèteries. A fin 2016, une seule était effective sur le territoire, sans partenariat avec la collectivité pour la récupération des déchets en déchèteries.

La mise en place des deux autres recycleries prévues devrait permettre d'augmenter ces performances.

7.3.1.5 Objectif 5 : Augmenter la valorisation des déchets occasionnels

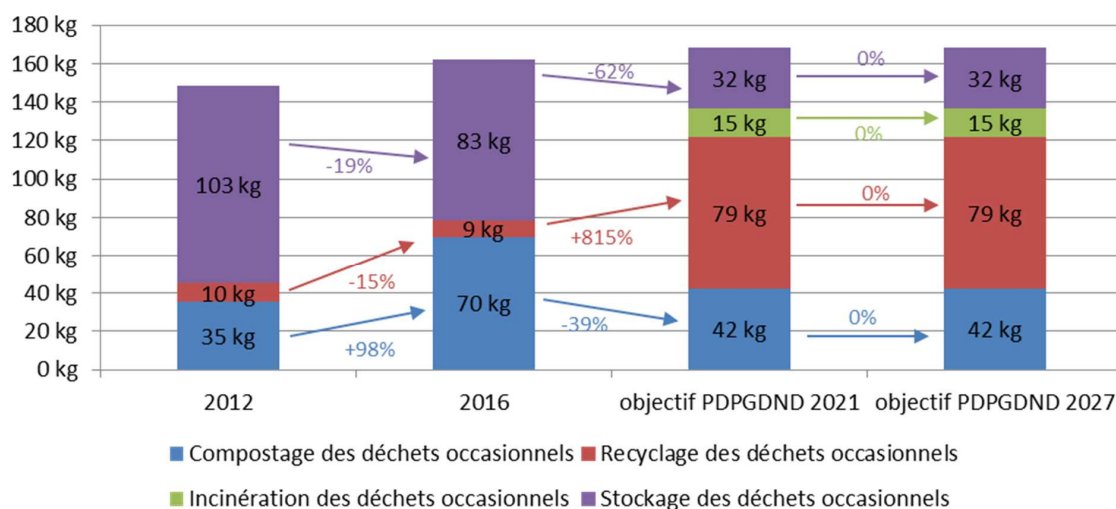


Figure 86 : Synthèse des objectifs et l'état d'avancement de la valorisation des déchets occasionnels

L'objectif du PPGDND était d'augmenter la valorisation matière (compostage et recyclage) des déchets occasionnels (DO) avec le maillage du territoire martiniquais de 22 déchèteries publiques et 3 déchèteries professionnelles. A fin 2016, 11 déchèteries publiques étaient opérationnelles et 2 étaient en cours d'ouvertures (prévues en 2018).

3 centres de pré-tri des encombrants et DAE, et une plateforme de regroupement, voire tri-conditionnement des déchets d'ameublement étaient également prévus. A fin 2016, seule la plateforme de tri au grappin des encombrants et DAE de la Trompeuse était opérationnelle, ce qui explique le faible recyclage des déchets occasionnels.

Toutefois, le stockage de ces déchets a été réduit de 19 % et l'objectif de compostage des DO a été atteint et largement dépassé en 2016.

7.3.1.6 Objectif 6 : Réduire les flux et augmenter la valorisation des déchets des collectivités (services municipaux)

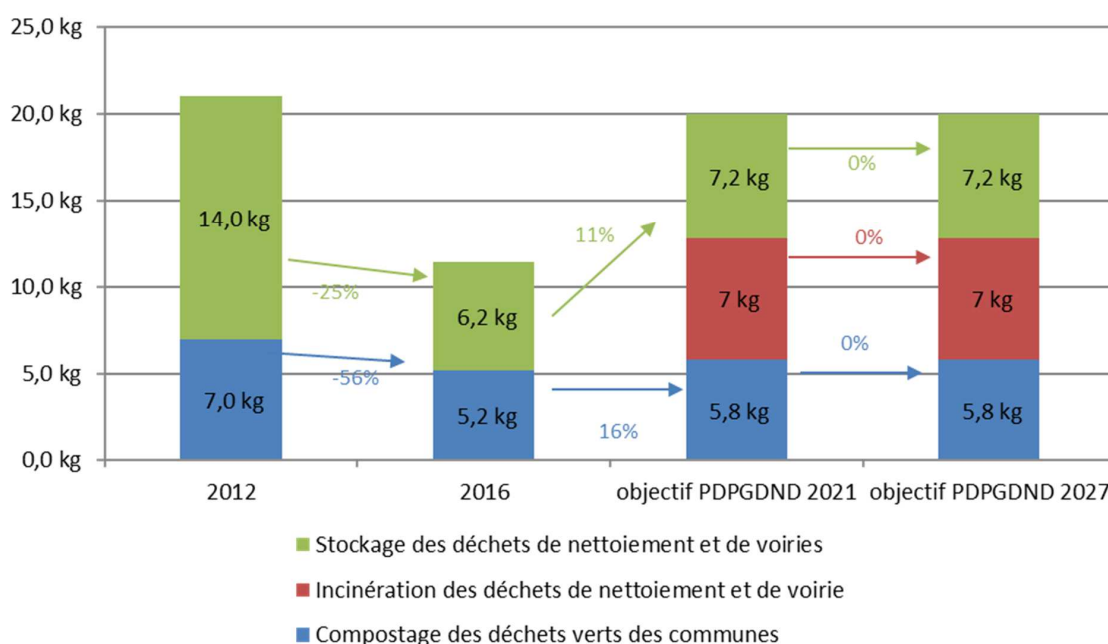


Figure 87 : Synthèse des objectifs et l'état d'avancement de la valorisation des déchets des collectivités

Les quantités précises des déchets produits par les collectivités ne sont pas bien connues car principalement collectés en mélange avec les OMR.

L'incinération des déchets de nettoyage et de voirie n'a pas été mise en œuvre cependant il est à noter que les objectifs de réduction des flux en 2027 ont été atteints en 2016.

7.3.1.7 Objectif 7 : Maîtriser les flux de déchets d'activités économiques (DAE) collectés par les opérateurs privés

Le PPGDND prévoyait l'augmentation de 6 % des déchets collectés par les opérateurs privés, soit de 54 000 t/an à 59 400 t/an à l'échéance du Plan.

Cet objectif a été dépassé en 2016 avec 95 948 tonnes de DAE répertoriées sur les installations, notamment grâce à l'amélioration de la connaissance du gisement.

Le Plan précédent prévoyait un centre de tri et de démantèlement des déchets d'activités économiques qui a été mis en place à Ducos.

7.3.1.8 Objectif 8 : Augmenter le recyclage matière et organique des DAE et respecter la hiérarchie des modes de traitement

L'amélioration de la connaissance du gisement DAE a permis d'affiner la part de valorisation et d'élimination dans les objectifs du PDPGDND. Comme le montre le tableau suivant, les objectifs de 2027 ont été atteints en 2016.

	2012	2016	Objectif PDPGDND 2021	Objectif PDPGDND 2027
Part de DAE valorisés matière et organique	20 %	61 %	38 %	38 %
Part de DAE incinérés	24 %	15 %	32 %	30 %
Part de DAE stockés	56 %	24 %	30 %	32 %

Figure 88 : Synthèse des objectifs et l'état d'avancement de la valorisation des DAE du PDPGDND

Les 3 déchèteries professionnelles prévues par la PPGDND n'étaient pas encore en service en 2016.

7.3.1.9 Objectif 9 : Valorisation des boues par compostage

Le PPGDND préconisait un retour au sol des boues via compostage respectant la norme NFU44-095, l'augmentation de la siccité et la possibilité d'incinération des boues ayant fait l'objet d'un séchage poussé.

A ce jour, les boues compostées respectent la norme, il n'y a pas d'incinération de boues et seule la STEP du Marin comporte une serre solaire permettant de sécher ses boues.

7.3.1.10 Les installations prévues pour la réalisation de ces objectifs

L'état de réalisation en 2016 des 21 installations prévues dans le PDPGDND est récapitulé ci-après :

8 réalisées	4 en cours
2 Unités de broyage du verre et de compactage des cartons sur la Trompeuse 1 Centre de tri et de transfert de la Trompeuse 1 Usine de recyclage des bouteilles plastiques 1 Installation de broyage des déchets verts de Céron 2 unités de traitement des matières de vidanges 1 ISDND de Petit Galion	2 centres de tri des encombrants et DAE (Petit Galion, Céron) 1 unité de traitement des matières de vidanges Pré-traitement Mécano Biologique de Petit Galion
10 restantes	
1 centre de regroupement des déchets d'éléments d'ameublement 1 centre de tri et de démantèlement des Déchets d'activité économique 1 Unité de conditionnement-transformation du bois collecté en déchèterie 1 Unité de transformation des pneus usagés 1 ligne de compostage de 8 500 t en aval du TMB de Petit Galion 2 plateformes de compostage de déchets verts et Extension Holdex et TerraViva 1 Équipement de valorisation énergétique 2 stations de transfert et Extension des stations de transfert du Robert et du François	

Figure 89 : L'état de réalisation en 2016 des installations prévues dans le PDPGDND

7.3.2 OBJECTIFS DU PLAN DEPARTEMENTAL DE GESTION DES DECHETS DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS

Le Plan Départemental de Gestion des Déchets du Bâtiment et des Travaux Publics, a été approuvé par arrêté préfectoral du 29 janvier 2007, avec comme principaux objectifs :

Objectif du Plan BTP	Etat d'avancement en 2016
Séparation à la source des déchets de chantier (Métaux, incinérables, inertes, non incinérables, bois, DIS, fermentescibles)	Séparation effectuée par les professionnels mais sans détail du nombre de flux effectué.
Accueil des déchets ultimes sur les centres de stockages à prix dissuasif pour favoriser le tri	Prix élevé de l'accueil des professionnels sur l'UIOM et l'ISDND de Petit Galion.
Création d'un unique centre de tri et de recyclage par concassage des inertes	Batimat recyclage au Lamentin en service depuis 2015.
Création d'une unité de stockage des déchets inertes (ISDI ou remblaiement de carrière)	ISDI en service au Lamentin depuis 2009 gérée par Batimat recyclage.

Figure 90 : Objectifs et état d'avancement du Plan BTP

7.3.3 OBJECTIFS DU LE PLAN REGIONAL D'ÉLIMINATION DES DECHETS SPECIAUX

Le PREDIS a été rédigé en 2007, il a été adopté en 2008. Les objectifs fixés dans ce plan ne correspondent plus aux normes et aux attentes actuelles en matière de gestion des déchets dangereux.

Filières à Développer indiquées dans le PREDIS de 2008	Etat d'avancement en 2016
Filière 1 : Valorisation locale par voie énergétique des huiles usagées	Les huiles usagées sont envoyées dans l'Hexagone. Pas de valorisation locale
Filière 2 : Stabilisation et stockage en décharge locale de classe 1 pour les REFIOM, les déchets organiques pâteux, et les déchets minéraux pâteux.	Pas d'unité de stockage des déchets dangereux ni de centre de stabilisation en Martinique
Filière 3 : Regroupement et expédition dans l'hexagone (batteries, hydrocarbures souillés, peintures, solvants, DIS minéraux, DMS et DTQD, gaz réfrigérants)	L'ensemble des déchets dangereux, hors DASRI sont expédiés dans l'hexagone. Les DASRI sont incinérés à l'UIOM de Morne Dillon
Installations à créer : <ul style="list-style-type: none"> Centre de transit polyvalent des DIS Centre de transit pour les batteries Centre de récupération des gaz réfrigérants 	E-compagnie fait office de centre de transit pour les déchets dangereux. Il existe une unité de régénération de certains types de gaz réfrigérants en Martinique, les autres gaz sont expédiés dans l'hexagone.

Figure 91 : Objectifs et état d'avancement du PREDIS

● CHAPITRE II – PROSPECTIVE : L'EVOLUTION DES QUANTITES DE DECHETS

L'inventaire prospectif des quantités de déchets à gérer est établi aux horizons 6 et 12 ans. Il porte sur les années 2025 et 2031. Il est confronté à la situation initiale (2016). D'autres échéances réglementaires sont également mentionnées : sur la prévention en 2020, sur la valorisation matière en 2025, sur l'élimination des déchets en 2020 et 2025, ...

L'évolution quantitative prospective des déchets non dangereux prend en compte plusieurs facteurs :

- la variation des quantités produites par producteur,
- la variation de population,
- l'évolution prévisionnelle de l'activité économique.

Deux approches sont réalisées :

- la prospective tendancielle, sans prise en compte de l'incidence de ces actions de prévention,
- la prospective avec prise en compte de l'incidence des actions de réduction à la source des déchets mises en œuvre.

1. PROSPECTIVE TENDANCIELLE

1.1 DEFINITION

La prospective tendancielle permet d'identifier l'évolution quantitative probable des déchets collectés et traités en Martinique à horizon 6 et 12 ans si aucune nouvelle mesure n'était mise en œuvre pour réduire et maîtriser les tonnages des déchets produits mais aussi pour les valoriser.

La prospective tendancielle correspond donc à un scénario de « laisser en l'état ». Il s'agit donc de projeter la situation initiale de 2016 aux horizons 2025 et 2031.

Cette prospective est établie à partir des hypothèses détaillées ci-après.

1.2 HYPOTHESES RETENUES POUR L'EVOLUTION TENDANCIELLE

1.2.1 EVOLUTION DE LA POPULATION

L'INSEE a mis à jour les prospectives d'évolution de la population en 2017. Ces prospectives sont basées sur un modèle mathématique appelé OMPHALE qui donne trois scénarios :

- le scénario « population jeune » combine les hypothèses hautes de fécondité et de migrations avec l'étranger et l'hexagone à l'hypothèse basse d'espérance de vie. La population serait mécaniquement plus jeune.

CHAPITRE II : EVOLUTION DES QUANTITES DE DECHETS

- Le scénario central reproduit les différentes tendances observées sur le passé récent : solde migratoire national avec l'étranger et l'hexagone, fécondité stable et évolution de la mortalité parallèle à la tendance nationale.
- Le scénario « population âgée » combine les hypothèses basses de fécondité et de migrations avec l'étranger et l'hexagone à l'hypothèse haute d'espérance de vie. L'accroissement de population serait moins marqué que dans le scénario central et conformément aux hypothèses, le vieillissement serait accentué.

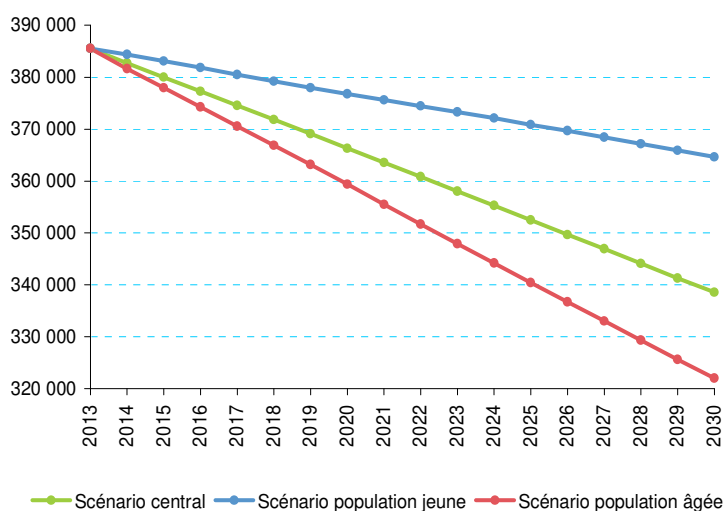


Figure 92 : Evolution de la population martiniquaise selon les scénarios du modèle OMPHALE de l'INSEE

Le scénario central qui projette la tendance actuelle à horizon 2030 a été retenu pour l'estimation de la population à prendre en compte aux échéances 2025 et 2031 du Plan.

Ces données ainsi que l'évolution annuelle sont précisées dans le tableau suivant :

	2016	2025	2031	Différentiel 2016-2031
Population prise en compte	385 551 habitants	360 790 habitants	344 119 habitants	- 41 432 habitants
Evolution moyenne annuelle		-0,73%	-0,79%	-0,76%

Figure 93 : Evolution de la population martiniquaise retenue dans le Plan

➔ **Ainsi sur la Martinique, la population diminuerait de 41 400 habitants, soit -11 % entre 2016 et 2031.**

1.2.2 EVOLUTION DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE

Deux indicateurs principaux ont été pris en compte pour estimer l'évolution de l'activité économique en Martinique :

- le PIB,
- la Valeur Ajoutée du secteur de la construction.

Ces deux indicateurs ont été retenus car ils sont les plus représentatifs de l'évolution de l'activité économique et donc de la production de déchets des professionnels.

CHAPITRE II : EVOLUTION DES QUANTITES DE DECHETS

La note d'interprétation du décret relatif au plan régional de prévention et de gestion des déchets du ministère de l'environnement indique que le taux de croissance moyen du PIB peut être retenu comme base pour l'inventaire prospectif des déchets d'activités économiques (DAE).

Les valeurs de références sont données sur les graphiques suivants :

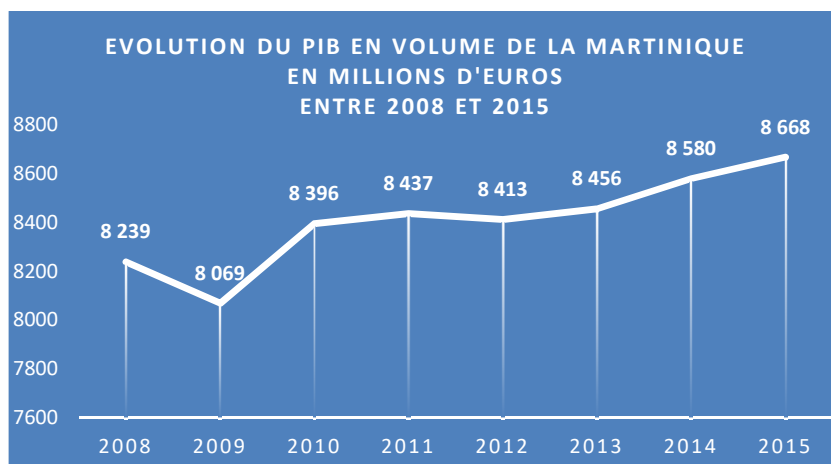


Figure 94: Evolution du PIB en Martinique entre 2008 et 2015

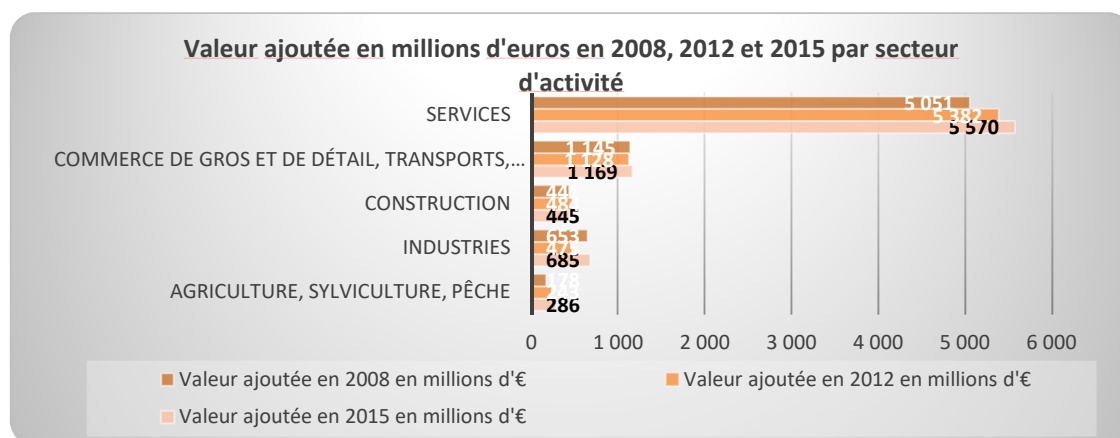


Figure 95 : Evolution de la valeur ajoutée sur la Martinique entre 2008 et 2015

Sur la base de ces données, nous avons extrapolé les évolutions de PIB et de la valeur ajoutée de la construction aux échéances du Plan :

Constat INSEE entre 2008 et 2015	Constat INSEE Evolution PIB/an entre 2008 et 2015	Evolutions tendanciennes annuelles	
		Entre 2016 et 2025	Entre 2025 et 2031
Evolution PIB/an	0,64 %	0,64 %	0,64 %
Evolution de la valeur ajoutée de la construction/an	0,11 %	0,11 %	0,11 %

Figure 96 : Evolution annuelle du PIB et de la valeur ajoutée retenue dans le Plan à horizon 2025 et 2031

CHAPITRE II : EVOLUTION DES QUANTITES DE DECHETS

➔ Ainsi l'évolution du PIB et de la valeur ajoutée de la construction restera positive sur la durée du Plan

1.3 EVOLUTION TENDANCIELLE PAR TYPE DE DECHET

1.3.1 DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES (DMA):

Le gisement de DMA correspond à la somme des ordures ménagères et assimilées (OMA), des déchets collectés séparément et des déchets non dangereux des déchèteries.

En prenant comme hypothèse une stabilisation de la production individuelle de DMA à 523 kg/hab, qui est la production 2016, avec la diminution estimée de la population, le tonnage global de DMA diminue mécaniquement.

La prospective tendancielle retient ainsi un tonnage de 188 952 tonnes de DMA en 2025 et de 180 171 tonnes en 2031.

1.3.2 DECHETS DES COLLECTIVITES

Ces déchets sont en majorité collectés en mélange avec les OMr et les quantités identifiées en 2016 sont relativement faibles.

Il sera nécessaire d'améliorer la connaissance de ces déchets. En l'état, il a été retenu un maintien des tonnages actuels aux échéances du Plan. Ainsi, les tonnages tendanciels de 2025 et 2031 sont de 4 412 tonnes.

1.3.3 DECHETS D'ACTIVITES ECONOMIQUES

L'état des lieux a mis en exergue une légère différence entre les gisements estimés et les tonnages observés et une difficulté à connaître le gisement réel.

Dans ce contexte, il est proposé de retenir le gisement estimé (125 355 tonnes estimé sur la base de ratios), plutôt que le constaté sur les installations (95 948 tonnes).

L'évolution tendancielle des déchets d'activités économiques retenue est donc basée sur l'évolution du PIB de la Martinique présenté ci-avant. Ainsi, les quantités estimées en l'absence d'actions spécifiques du Plan sont de 132 000 tonnes en 2025 et 137 000 tonnes en 2031.

1.3.4 DECHETS DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT

Pour les déchets issus du traitement des eaux, la production de boues est en général proportionnelle à la population et donc devrait diminuer avec celle-ci. Or, il a été constaté une amélioration de l'exploitation des stations de traitement d'eau et d'épuration ces dernières années, ce qui se traduit par une meilleure connaissance du gisement et une augmentation des quantités de boues extraites.

Ainsi, la baisse de la population pourrait être compensée par l'optimisation de l'exploitation des stations de traitement.

Pour l'évolution tendancielle, il est proposé de retenir une augmentation de 1 % des tonnages de sous-produits de l'assainissement correspondant à une meilleure gestion des STEP et une augmentation des raccordements au réseau. Les sous-produits de l'assainissement évoluent tendanciellement vers 12 981 tonnes en 2025 et 13 987 tonnes en 2031.

Les travaux engagés par les exploitants sur les unités de potabilisation devraient entraîner une augmentation de 700 t des boues produites soit un gisement estimé à 1 450 t.

1.3.5 DECHETS INERTES

L'état des lieux montre une importante différence entre les gisements estimés et les tonnages observés et une difficulté à connaître le gisement réel voire à tracer les inertes réellement produits. Ainsi, il a été choisi de retenir le gisement estimé de 228 000 tonnes comme référence de l'analyse prospective et non le constaté sur les installations de traitement (81 400 tonnes).

CHAPITRE II : EVOLUTION DES QUANTITES DE DECHETS

L'estimation de l'évolution tendancielle des déchets inertes repose sur l'évolution estimée de la valeur ajoutée du secteur de la construction soit 230 000 tonnes en 2025 et 232 000 tonnes en 2031. En effet, il n'a pas été porté à notre connaissance de données de PIB du secteur du BTP.

1.3.6 DECHETS DANGEREUX

- Déchets d'équipement électriques et électroniques (DEEE), Lampes et Déchets d'activités de soins à risque infectieux (DASRI)

Ces types de déchets évoluent principalement au prorata de la population. Ainsi, les tonnages de DEEE et de DASRI ont été estimés sur cette base à 2 944 tonnes en 2025 et 2 807 tonnes en 2031 en évolution tendanciel.

Concernant les DASRI, la pyramide des âges de la Martinique montre que la population est vieillissante. Ainsi pour estimer l'évolution tendancielle, il a été retenu de prendre en compte une évolution de +2,63 % par an qui correspond à l'évolution de la population de plus de 60 ans entre 2011 et les données tendancielles de l'INSEE à horizon 2032.

Ces tonnages devront tenir compte des quantités de DASRI qui devraient être importées et incinérées en Martinique à partir de 2018. En effet, les DASRI produits sur le territoire de la Guadeloupe et de la collectivité de Saint-Martin font l'objet d'une collecte et d'une banalisation, avant enfouissement, à l'exception de certains DASRI coupants qui endommagent les banaliseurs. Ils sont donc collectés séparément et transférés sur le territoire de la Martinique pour être incinérés.

- Autres déchets dangereux

Les autres déchets dangereux étant majoritairement des déchets de professionnels, l'évolution tendancielle de ces déchets a été basée sur l'évolution estimée du PIB. Les tonnages ont ainsi été évalués à 8 543 tonnes en 2025 et 8 876 tonnes en 2031.

- Véhicules Hors d'Usages (VHU)

Concernant les VHU, il a été constaté une augmentation de 20 % des importations entre 2008 et 2016, et qu'environ 48 % du gisement estimé a été traité. De plus, il a été observé en 2017 une collecte de 1500 VHU issus de la résorption des stocks, ce qui a été pris en compte pour l'évolution tendancielle. L'évolution tendancielle prenant comme hypothèses le maintien de la courbe des importations et du taux de traitement, estime le gisement de VHU à 8 702 tonnes en 2025 et 9 041 tonnes en 2031.

Toutefois, compte tenu du déploiement pérenne du plan d'actions des constructeurs en outre-mer mis en œuvre depuis avril 2018, le stock historique actuel de 20 000 VHU devrait être résorbé en moins de 5 ans, soit à l'horizon 2025. Les projections de traitement jusqu'à 2025 devront intégrer ce surplus d'environ 4 000 VHU par an.

CHAPITRE II : EVOLUTION DES QUANTITES DE DECHETS

1.4 SYNTHÈSE DES RESULTATS DE L'ÉVOLUTION TENDANCIELLE

Nature de déchets	Tonnage 2016	Tonnage 2025	Tonnage 2031
Total Déchets Ménagers et Assimilés hors inertes et déchets dangereux	201 832 t	188 952 t	180 171
Total collectivités	4 412 t	4 412 t	4 412 t
Total Déchets des activités économiques non inertes et non dangereux	125 355 t	132 000 t	137 000 t
Total Déchets non dangereux non inertes non issus de l'assainissement	331 599 t	325 364 t	321 583 t
Total Sous-produits de l'assainissement	11 549 t	12 981 t	13 987 t
Total Déchets Inertes	228 000 t	230 000 t	232 000 t
Total Déchets dangereux	18 155 t	20 901 t	21 840 t
Total déchets Martinique	589 303 t	589 246 t	589 410 t

Figure 97 : Synthèse de l'évolution tendancielle des déchets

La mise en œuvre pérenne du plan d'actions des constructeurs automobiles à partir de 2019 doit permettre de résorber le stock historique de VHU, entraînant une augmentation globale de 3,67 % d'ici 2025 de la quantité de déchets traités par rapport à 2016.

- ➔ **La baisse de la population couplée à l'augmentation du PIB et de la valeur ajoutée entraîne une stabilité globale des déchets sur la Martinique en tendanciel : + 107 tonnes, soit 0 % par rapport à l'actuel.**

Cette stabilité globale cache des fortes disparités : une baisse de 11 % des déchets ménagers et assimilés, alors que les tonnages des déchets d'activités économiques augmentent de 9 %.

2. PROSPECTIVE AVEC PRISE EN COMPTE DE LA PREVENTION DES DECHETS

2.1 PROSPECTIVE POUR LES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES (DMA)

La CCES a retenu un objectif de diminution du ratio de production des déchets de 10 % en 2025 par rapport à 2010.

CHAPITRE II : EVOLUTION DES QUANTITES DE DECHETS

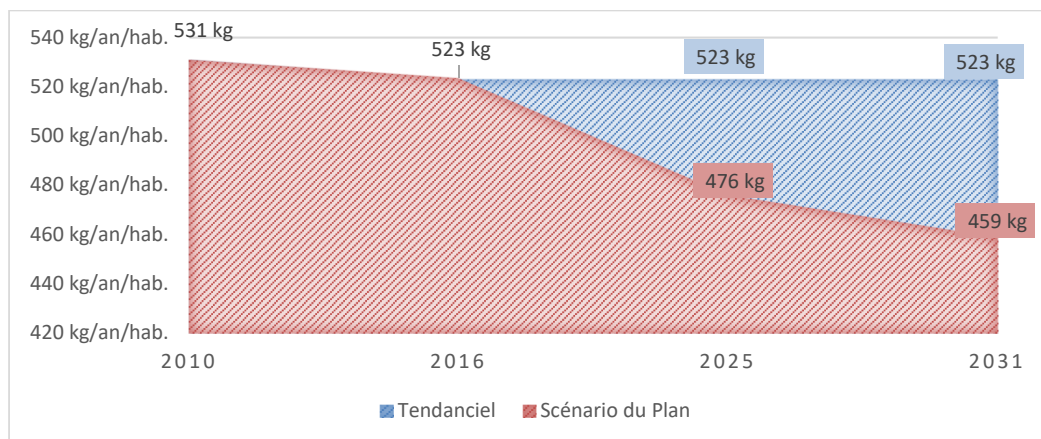


Figure 98 : Evolution de la production des déchets ménagers et assimilés avec prise en compte de la prévention

La quantité de déchets ménagers et assimilés à gérer serait de :

- 172 000 t en 2025, soit environ 30 000 t de moins qu'en 2016, et 17 000 t de moins que dans le scénario tendanciel,
 - 158 000 t en 2031, soit environ 43 900 t de moins qu'en 2016 et 22 000 t de moins que dans le scénario tendanciel.
- ➔ **Le Plan prévoit en 2031 une baisse de 12% du ratio de déchets ménagers et assimilés par rapport à 2016.**

2.2 PROSPECTIVE POUR LES DECHETS DES COLLECTIVITES

Le scénario tendanciel prenait en compte une stabilisation des déchets des collectivités à 4 412 tonnes. Le Plan prévoit une réduction de ces déchets de 30 % en 2025 par rapport au scénario tendanciel et de 31 % en 2031.

➔ **31% en moins de déchets des collectivités entre 2016 et 2031.**

2.3 PROSPECTIVE POUR LES DECHETS D'ACTIVITES ECONOMIQUES (DAE)

Le Scénario tendanciel tablait sur une évolution du PIB de +0,64 %/an.

Le Plan prend en compte une limitation de cette évolution pour aller vers une stabilisation des quantités à gérer.

Ainsi, le Plan respecte la réglementation avec une diminution de 3 % dès 2025 par rapport au scénario tendanciel, soit :

- 128 000 t de DAE en 2025, soit environ 4 000 t de moins que dans le scénario tendanciel,
- 130 000 t de DAE en 2031, soit environ 7 000 t de moins que dans le scénario tendanciel.

CHAPITRE II : EVOLUTION DES QUANTITES DE DECHETS

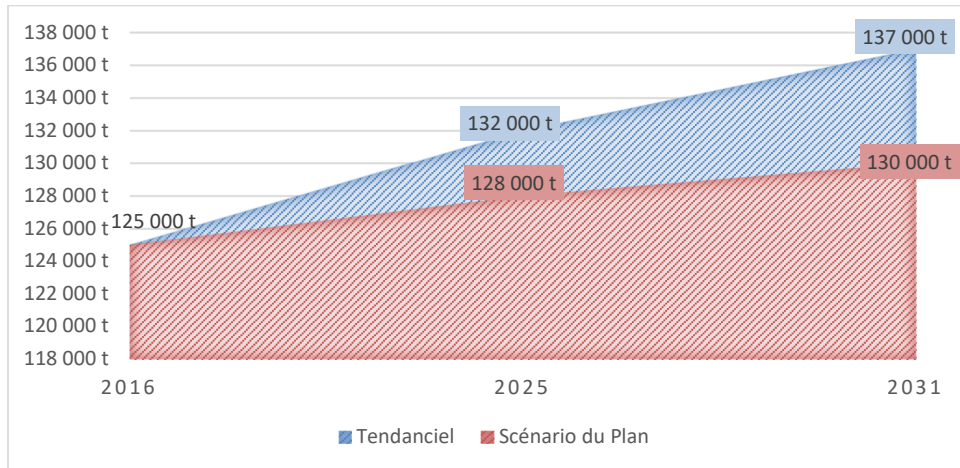


Figure 99 : Evolution des quantités de déchets des activités économiques à gérer avec prise en compte de la prévention des déchets

➔ **Augmentation des déchets des activités économiques estimées de 4 % entre 2016 et 2031.**

2.4 PROSPECTIVE POUR LES DECHETS ISSUS DE L'ASSAINISSEMENT DES EAUX

Le Plan prend en compte une amélioration des conditions de captage des déchets issus du traitement des eaux, qui produirait :

- 17 300 t en 2025, soit 4 300 t de plus que dans le scénario tendanciel,
- 18 600 t en 2031, soit 4 600 t de plus que dans le scénario tendanciel.

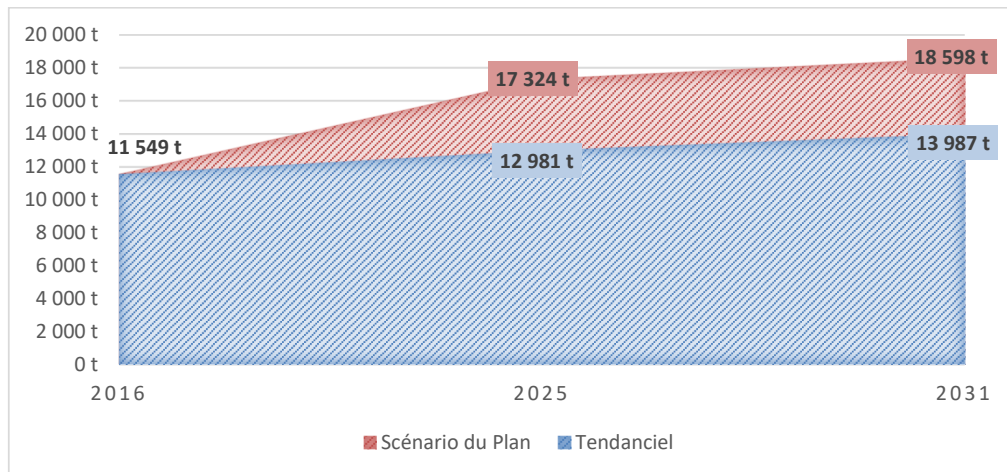


Figure 100 : Evolution de la quantité de déchets issus du traitement des eaux

➔ **Une augmentation des déchets issus de l'assainissement des eaux de 60 % en 2031 par rapport à 2016.**

2.5 PROSPECTIVE POUR LES DECHETS INERTES DU BTP

Le scénario tendanciel prend en compte une augmentation de 0,11 %/an.

CHAPITRE II : EVOLUTION DES QUANTITES DE DECHETS

La prévention des déchets retenue par la CCES pour le Plan fait état d'une stabilisation de leur progression pour rester à une valeur de 228 000 t en 2025 et 2031, soit respectivement -2 300 tonnes et - 3 800 tonnes par rapport au scénario tendanciel.

➔ **Stabilisation de l'estimation des déchets inertes du BTP à 228 000 t/an.**

2.6 PROSPECTIVE POUR LES DECHETS DANGEREUX

La prévention pour les déchets dangereux prend en compte, outre la réduction, une amélioration de leur collecte séparée diminuant d'autant leur impact sur l'environnement.

Le Plan permet d'améliorer les quantités de déchets dangereux collectés avec :

- une augmentation de 52 % par rapport au tendanciel en 2025 et de 59 % en 2031,
- une augmentation de 78 % des quantités collectées entre 2016 et 2025 et de 9 % entre 2025 et 2031.

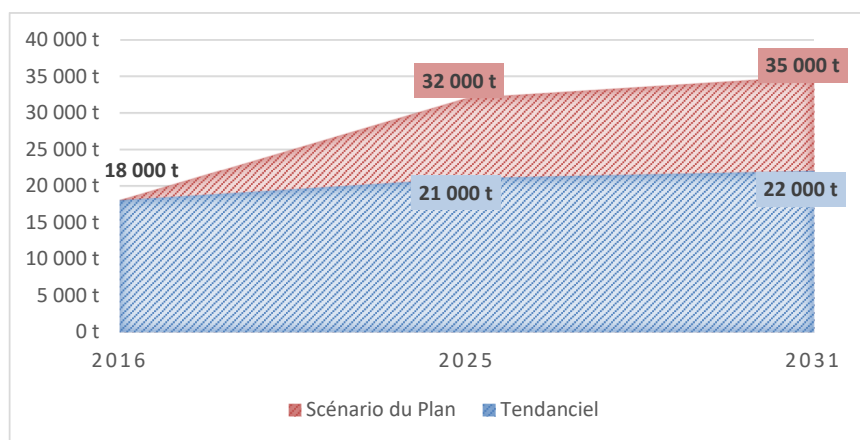


Figure 101 : Evolution des quantités de déchets dangereux à gérer avec prise en compte de la prévention des déchets

➔ **Forte augmentation des déchets dangereux collectés prévus dans le Plan de 94% en 2031 par rapport à 2016.**

CHAPITRE II : EVOLUTION DES QUANTITES DE DECHETS

2.7 BILAN DE LA PROSPECTIVE AVEC PRISE EN COMPTE DE LA PREVENTION

	2016	Scénario tendanciel		Scénario du Plan		Evolution entre le scénario tendanciel et le scénario du Plan	
		2025	2031	2025	2031	2025	2031
Déchets ménagers et assimilés	201 832 t	188 952 t	180 171 t	171 773 t	157 930 t	-17 179 t	-22 241 t
Déchets des collectivités	4 412 t	4 412 t	4 412 t	3 092 t	3 030 t	-1 320 t	-1 382 t
Déchets des activités économiques	125 355 t	132 000 t	137 000 t	127 975 t	129 693 t	-4 025 t	-7 307 t
Déchets inertes	228 000 t	230 000 t	232 000 t	228 000 t	228 000 t	-2 000 t	-4 000 t
Déchets dangereux	18 155 t	20 901 t	21 840 t	31 781 t	35 292 t	10 879 t	13 452 t
Déchets issus de l'assainissement des eaux	11 549 t	12 981 t	13 987 t	17 324 t	18 598 t	4 343 t	4 610 t
Total	589 303 t	589 246 t	589 409 t	579 945 t	572 543 t	-9 302 t	-16 867 t

Figure 102 : Bilan de l'évolution prospective avec prise en compte de la prévention des déchets

- ➔ **Les actions de prévention du scénario du Plan induisent une diminution des quantités de déchets par rapport au scénario tendanciel de -2 % en 2025, et de -3 % en 2031.**

CHAPITRE II : EVOLUTION DES QUANTITES DE DECHETS

Type de déchet	nature de déchets	Quantité totale de déchets à gérer en 2025	Quantité totale de déchets à gérer en 2031
Déchets ménagers et assimilés (DMA) non inertes et non dangereux	ordures ménagères résiduelles	89 107 t	77 701 t
	biodéchets des ménages	6 696 t	8 022 t
	matériaux secs hors verre	12 641 t	13 302 t
	verre	7 884 t	9 021 t
	médicaments non utilisés	87 t	104 t
	Sous total ordures ménagères et assimilées	116 415 t	108 150 t
	déchets verts des ménages pàp	9 788 t	9 374 t
	encombrants pàp	4 590 t	2 682 t
	TLC	1 660 t	1 704 t
	déchets verts de déchèteries	19 563 t	18 735 t
	tout venant de déchèteries	9 180 t	5 363 t
	métaux de déchèteries	6 989 t	6 666 t
	cartons de déchèteries	1 587 t	1 721 t
	déchets d'ameublement	2 000 t	3 536 t
	Sous total hors ordures ménagères et assimilées	55 358 t	49 780 t
	Total Déchets Ménagers et Assimilés hors inertes et déchets dangereux	171 773 t	157 930 t
Déchets des Collectivités non inertes et non dangereux	déchets bio assimilés FFOM	810 t	1 018 t
	cartons	16 t	16 t
	nettoisement	488 t	218 t
	déchets verts	1 779 t	1 779 t
	Total collectivités	3 092 t	3 030 t
Déchets des activités économiques non inertes et non dangereux	déchets d'activités économiques non collectés en mélange dans les DMA	127 975 t	129 693 t
	Total déchets des activités économiques non inertes et non dangereux	127 975 t	129 693 t
Total Déchets non dangereux non inertes non issus de l'assainissement		302 840 t	290 653 t
Déchets de l'assainissement des eaux	boues de potabilisation	1 170 t	1 450 t
	boues de steps + traitement matières de vidanges	13 124 t	13 932 t
		dont 64 000 m3 de MV	dont 64 000 m3 de MV
	sables (steps et curages réseaux)	465 t	493 t
	graisses	2 427 t	2 576 t
	refus de dégrillage	138 t	146 t
	Total sous produits de l'assainissement	17 324 t	18 598 t
Déchets Inertes	déchets inertes des entreprises du BTP	228 000 t	228 000 t
	Total Déchets Inertes	228 000 t	228 000 t
Déchets dangereux	autres déchets dangereux	8 184 t	9 585 t
	DEEE	10 636 t	10 981 t
	VHU	11 314 t	12 823 t
	tubes et lampes	86 t	100 t
	DASRI	1 399 t	1 635 t
	Déchets amiantés	162 t	168 t
	Total Déchets dangereux	31 781 t	35 292 t
Total Déchets Martinique		579 945 t	572 543 t

Figure 103 : Détail des quantités totales de déchets à gérer à horizon 2025 et 2031

3. SYNOPTIQUE DES FLUX DE DECHETS NON DANGEREUX ET NON INERTES

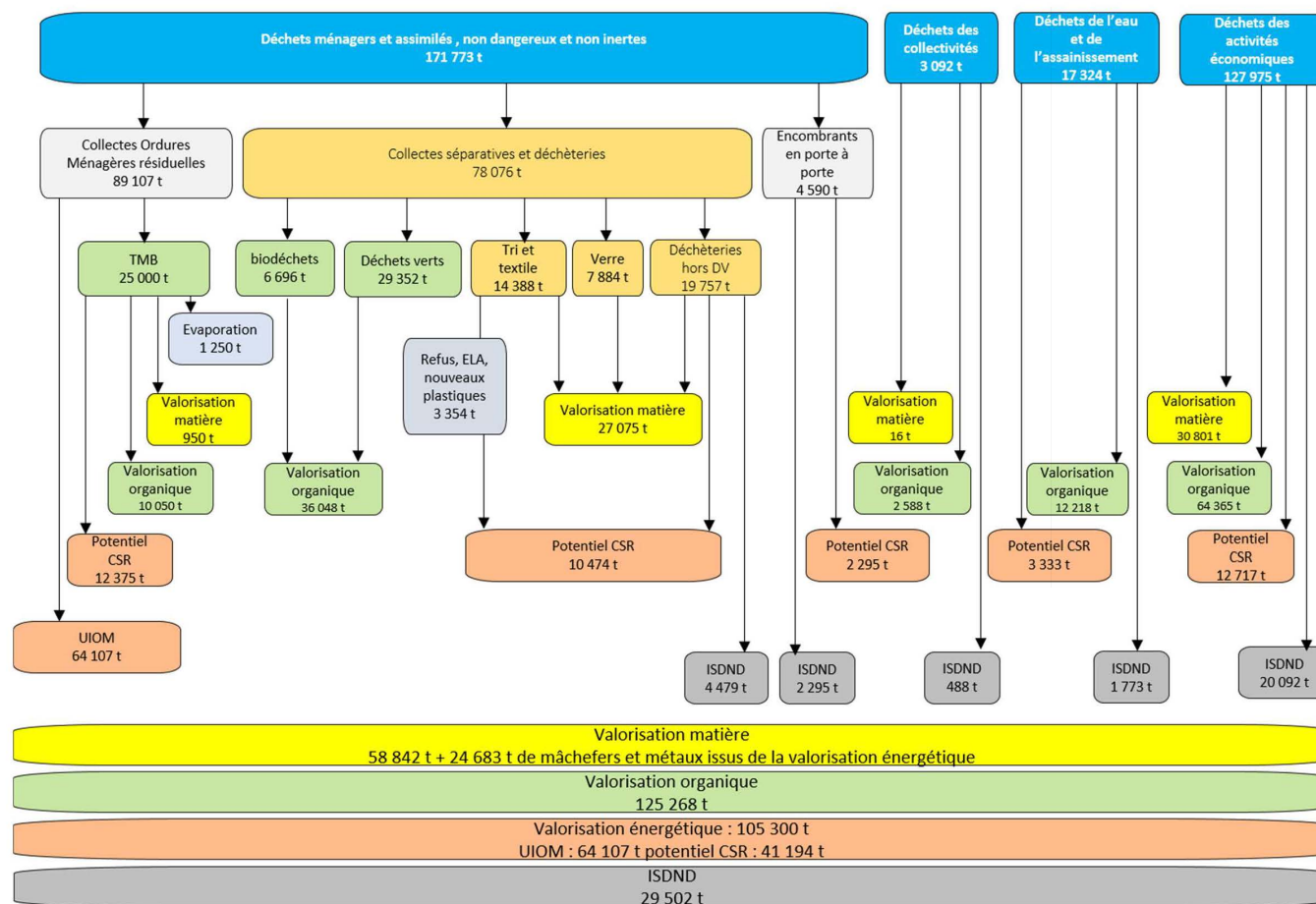


Figure 104 : Synoptique des flux de déchets non dangereux et non inertes en 2025

CHAPITRE II : EVOLUTION DES QUANTITES DE DECHETS

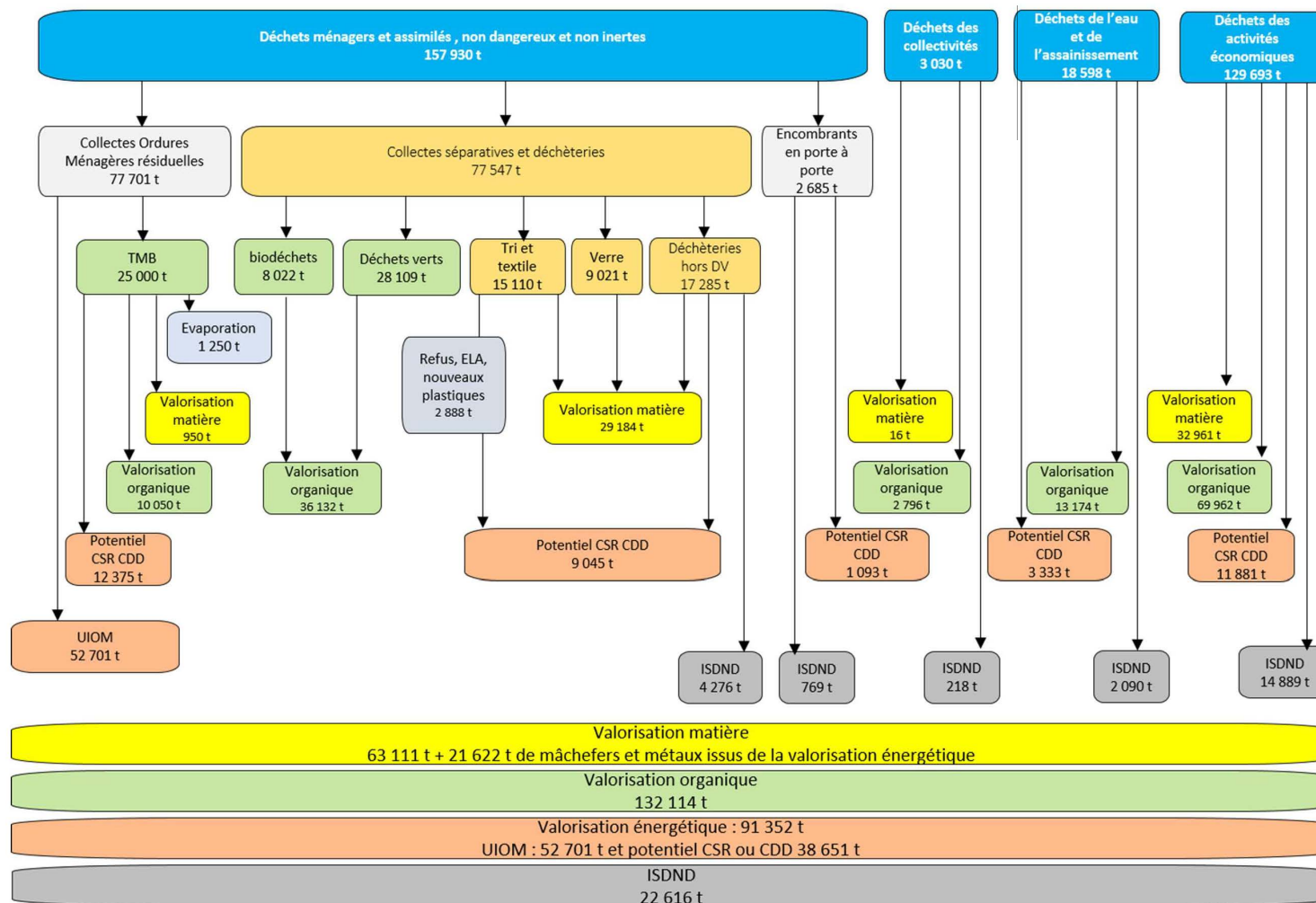


Figure 105 : Synoptique des flux de déchets non dangereux et non inertes en 2031

CHAPITRE III : OBJECTIFS EN MATIERE DE PREVENTION, DE RECYCLAGE ET DE VALORISATION DES DECHETS

Conformément à l'article L. 541-13.-I. du code de l'environnement, le PPGDM décline les objectifs nationaux en matière de prévention, de recyclage et de valorisation des déchets, de manière adaptée aux particularités territoriales.

1. OBJECTIFS DE PREVENTION DES DECHETS

La prévention est le premier échelon dans la hiérarchie des modes de traitement imposée par la directive européenne de novembre 2008 et repris dans la réglementation nationale (article L541-1 du code de l'environnement).

Les objectifs de prévention retenus pour la Martinique sont les suivants :

1.1 DIMINUER DE 10 % LES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES EN KG/AN/HABITANT EN 2025 PAR RAPPORT A 2010

L'article L541-1 du code de l'environnement donne la priorité à la prévention des déchets en réduisant de 10% la quantité des DMA (hors déchets inertes, DEEE et Déchets dangereux diffus) en kg/habitant, produite en 2020 par rapport à 2010.

Cependant, 2020 sera l'année 1 du Plan et l'ensemble des actions retenues par le Plan pour réduire la production de déchets n'auront pas toutes été mises en œuvre. Les précédents efforts de prévention ont permis, une diminution de 1,5 % des DMA, soit 8 kg/hab., entre 2010 et 2016.

Aussi, le PPGDM décline l'objectif national en prévoyant son atteinte en 2025, ce qui, à l'échelle du territoire martiniquais s'avère déjà être un objectif ambitieux.

La production de déchets ménagers et assimilés (DMA) était de 531 kg par habitant en 2010 pour la Martinique. Pour atteindre -10% des déchets de 2010, il faut une réduction minimale de 53,1 kg.

➔ **Le Plan prévoit 476 kg/hab. de DMA en 2025 soit une réduction de 55 kg/an/hab. de déchets ménagers et assimilés par rapport à 2010.**

1.2 REDUIRE LA PRODUCTION DE DECHETS D'ACTIVITES ECONOMIQUES PAR UNITE DE VALEUR PRODUITE

L'article L 541-1 du code de l'environnement fixe comme objectif la diminution des quantités de déchets des activités économiques par unité de valeur produite.

➔ **Le Plan prévoit de réduire les quantités de déchets d'activités économiques par rapport au scénario tendanciel, de 3 % en 2025 et de 5 % en 2031, soit respectivement 4 000 t de moins en 2025 et 7 000 t en 2031.**

CHAPITRE III : OBJECTIFS DU PLAN

1.3 DEVELOPPER LE REEMPLOI, LA PREPARATION A LA REUTILISATION ET LA LUTTE CONTRE L'OBSOLESCENCE PROGRAMMEE

Il s'agit de favoriser l'émergence d'initiatives en faveur du réemploi et de la réutilisation ainsi que la mise en place de ressourceries et de recycleries.

Les déchets inertes devront également prendre en compte cet objectif avec des plateformes de broyage et concassage afin de pouvoir réutiliser ces déchets sur d'autres chantiers.

L'obsolescence programmée se définit par l'ensemble des techniques par lesquelles un metteur sur le marché vise à réduire délibérément la durée de vie d'un produit pour en augmenter le taux de remplacement. Le Plan retient comme objectif de lutter contre cette pratique.

➔ **Le Plan retient cette orientation nationale comme objectif local et décline des actions en ce sens** (voir chapitre IV)

1.4 LUTTER CONTRE LE GASPILLAGE ALIMENTAIRE

La lutte contre le gaspillage alimentaire est une priorité nationale, coordonnée sous les angles de la prévention des déchets et de l'alimentation durable. Le Pacte national de lutte contre le gaspillage alimentaire signé en 2013 et renouvelé en 2017, entre l'État et les représentants des acteurs de l'ensemble de la chaîne alimentaire, fixe pour objectif de diviser par deux le gaspillage alimentaire en France d'ici 2025.

Cet objectif du PPGDM cible principalement les changements de comportement de la population, les circuits de grande distribution et la restauration collective sous maîtrise d'ouvrage publique/privée.

1.5 PROMOUVOIR L'ECONOMIE CIRCULAIRE DANS LA COMMANDE PUBLIQUE

La Loi de Transition Énergétique pour la Croissance Verte demande une meilleure exemplarité de la commande publique, avec notamment la mise en place de critères favorisant les matériaux réemployés. Le Plan préconise l'implication forte de la commande publique pour promouvoir l'économie circulaire sur le territoire.

1.6 REDUIRE LA PART DES DECHETS DANGEREUX DANS LES ORDURES MENAGERES

La réglementation en vigueur ne fixe pas d'objectifs quantitatifs de prévention pour les déchets dangereux. La hiérarchie des modes de traitement est cependant à respecter : prévention, puis valorisation matière, puis valorisation énergétique, puis stockage.

L'amélioration du taux de captage des déchets dangereux produits par toutes les catégories de producteurs est un objectif global poursuivi par le plan. Si la collecte des déchets dangereux produits par les Installations Classées Pour l'Environnement (ICPE) est relativement bien réalisée, celle des déchets beaucoup plus diffus des ménages, des artisans et petites entreprises doit être fortement améliorée.

Le Plan recommande le développement de la séparation des déchets dangereux des ordures ménagères et retient une augmentation globale de 94% des quantités de déchets dangereux collectés.

Cet objectif correspond à un effort de prévention pour diminuer la dangerosité des déchets résiduels traités en incinération, stockage ou traitement mécano-biologique.

1.7 BILAN DES OBJECTIFS DE PREVENTION

Les performances prévisionnelles des objectifs de la prévention du Plan sont synthétisées ci-dessous :

	2016	2031
Déchets ménagers et assimilés	201 832 t 523 kg/an/hab.	-10% par hab. en 2025 par rapport à 2010 - 12 % par hab. sur 2016-2031 (soit -64 kg/hab./an ou -44 000 t/an de réduction)
Déchets d'activités économiques	125 355 t	Réduction de 5 % des quantités produites par rapport au scénario tendanciel, soit -7 000 t
Déchets dangereux	18 155 t	Doublement de la collecte des déchets dangereux (+94 % de quantités collectées entre 2016 et 2031, soit +17 100 t)
Déchets inertes	228 000 t	Stabilisation de la progression, soit une réduction des quantités produites par rapport au scénario tendanciel de 1,6% (- 4 000 t)

Figure 106 : Performances prévisionnelles de la prévention dans le PPGDM

2. OBJECTIFS DE RECYCLAGE ET DE VALORISATION DES DECHETS

2.1 ATTEINDRE 65% DE DECHETS NON DANGEREUX ET NON INERTES ORIENTES VERS LA VALORISATION MATIERE OU ORGANIQUE EN 2025

2.1.1 REGLEMENTATION

L'article L541-1 du code de l'environnement fixe comme objectif national de diriger 65 % des déchets non dangereux non inertes quel que soit son producteur, ménage ou activité économique vers des filières de valorisation matière à l'horizon 2025, et précise que le service public doit décliner localement cet objectif.

Lors de la démarche d'élaboration du Plan, l'Union Européenne a publié au journal officiel du 14 Juin 2018, 4 directives qui impactent les priorités et objectifs à prendre en compte dans la planification de la prévention et la gestion des déchets des états membres :

- 1) DIRECTIVE (UE) 2018/849 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL, du 30 mai 2018, modifiant la directive 2000/53/CE relative aux véhicules hors d'usage, la directive 2006/66/CE relative aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs, et la directive 2012/19/UE relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques,
- 2) DIRECTIVE (UE) 2018/850 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL, du 30 mai 2018 modifiant la directive 1999/31/CE concernant la mise en décharge des déchets,
- 3) DIRECTIVE (UE) 2018/852 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL, du 30 mai 2018, modifiant la directive 94/62/CE relative aux emballages et aux déchets d'emballages,

CHAPITRE III : OBJECTIFS DU PLAN

4) DIRECTIVE (UE) 2018/851 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL, du 30 mai 2018, modifiant la directive 2008/98/CE relative aux déchets.

Cette dernière stipule notamment que les États membres doivent prendre les mesures nécessaires pour parvenir aux objectifs de préparation en vue du réemploi et de recyclage des déchets municipaux de 55% en 2025, 60% en 2030 et 35% en 2035.

Elle définit également les modalités de calcul de ces pourcentages (comptabilisation des déchets effectivement recyclés) qui diffèrent de ceux de la réglementation actuelle (comptabilisation des déchets orientés vers la valorisation matière).

Dans le contexte local, au vu des difficultés et des enjeux relevés dans l'état des lieux, ces nouvelles règles de calcul obèrent de l'atteinte de ces objectifs aux échéances. Par exemple, à partir de 2027, les déchets biodégradables issus de TMB ne devront plus être comptabilisés en valorisation.

Ces directives doivent être transcrites en droit français (loi et décrets d'application) avant le 5 Juillet 2020.

L'adoption définitive du Plan de la Martinique étant prévue dans le courant du second semestre 2019, il devra se conformer à la réglementation nationale applicable à cette date.

En préjugant des modalités effectives de transposition de ces directives, le Plan tend néanmoins vers les orientations futures de la réglementation européenne, et propose une première approche de ces objectifs au regard des capacités techniques et économiques du territoire en la matière. Les modalités de cette approche sont présentées dans l'annexe 4 « Hypothèses de calcul du taux de recyclage ».

2.1.2 DECLINAISON DE L'OBJECTIF DU PLAN

Le Plan retient donc comme objectif l'atteinte dès 2025 **de 65 % des déchets non dangereux et non inertes orientés vers la valorisation matière**. Ce qui induit une augmentation de 77 800 t de déchets orientés vers la valorisation matière ou organique par rapport à 2016 (soit + 59 % des tonnages) comme présenté sur la figure suivante :

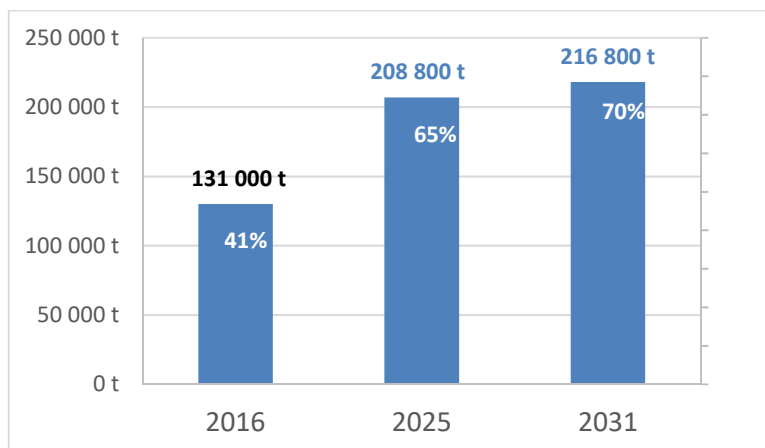


Figure 107 : Objectifs de valorisation des déchets non dangereux et non inertes du Plan

Cet objectif de 65 % de valorisation des déchets non dangereux non inertes se décline comme suit par type de déchets :

CHAPITRE III : OBJECTIFS DU PLAN

Déchets	Objectifs de valorisation des déchets non dangereux non inertes			Remarques
	2016	2025	2031	
Déchets Ménagers et Assimilés	42 700 t 21 %	74 100 t 43 %	76 300 t 48 %	Augmentation de 74 % des quantités de déchets ménagers et assimilés orientés vers la valorisation matière ou organique à horizon 2025 par rapport à 2016 et de +79 % entre 2016 et 2031
Déchets des collectivités	2 027 t 46 %	2 604 t 59 %	2 812 t 64 %	
Déchets des Activités Economiques	52 400 t 55 %	95 200 t 74 %	102 900 t 79 %	Augmentation de 82% des quantités de déchets des activités économiques hors assimilées orientés vers la valorisation matière ou organique à horizon 2025 par rapport à 2016 et de +96 % entre 2016 et 2031 Amélioration de la connaissance des gisements de déchets des activités économiques
Mâchefers et métaux d'incinération	23 748 t 100 %	24 683 t 100 %	21 622 t 100 %	Maintien de la valorisation pour les sous-produits de la combustion des déchets
Déchets issus du traitement des eaux	10 144 t 88 %	12 218 t 71 %	13 174 t 71 %	Amélioration du suivi des quantités. Diminution du taux de valorisation matière dû à la valorisation énergétique d'une partie des boues de step.

Figure 108 : Déclinaison des objectifs de valorisation des déchets non dangereux et non inertes

Par ailleurs, en tenant compte des modes de calculs du Paquet Economie Circulaire, les objectifs du Plan se traduisent sur le recyclage des déchets municipaux de la manière suivante :

	2016	2025	2031
Tonnage de déchets municipaux recyclés	40 000 t	75 000 t	67 000 t
Pourcentage des déchets municipaux recyclés	19 %	39 %	37 %

Figure 109 : Déclinaison des objectifs du Plan en présupposant des modalités de transcription du PEC

Le Plan permet une augmentation de 89 % des quantités recyclées en 2025 par rapport à 2016 et de 67 % en 2031 par rapport à 2016.

La baisse entre 2025 et 2031 provient de l'impossibilité réglementaire de prendre en compte dans le calcul du recyclage après 2027, les déchets issus du TMB.

- ➔ **Le Plan respecte les orientations de la réglementation en vigueur avec 65% de déchets non dangereux et non inertes orientés vers la valorisation matière et organique en 2025.**

CHAPITRE III : OBJECTIFS DU PLAN

○ Bilan de l'objectif de valorisation des déchets non dangereux et non inertes

		2016		2025		2031	
		Tonnage orienté vers valorisation matière ou organique	Taux de valorisation des déchets non dangereux et non inertes	Tonnage orienté vers valorisation matière ou organique	Taux de valorisation des déchets non dangereux et non inertes	Tonnage orienté vers valorisation matière ou organique	Taux de valorisation des déchets non dangereux et non inertes
Déchets ménagers et assimilés	OMr (y compris mâchefers)	23 700	8%	35 700	12%	32 600	11%
	Biodéchets	2 900	1%	6 700	2%	8 000	3%
	Recyclables secs hors verre	6 000	2%	9 300	3%	10 400	3%
	Verre	3 000	1%	7 900	3%	9 000	3%
	Déchets verts et encombrants en porte à porte	13 000	4%	9 800	3%	9 400	3%
	Déchets en déchèteries + TLC	17 800	6%	29 500	10%	28 500	9%
Déchets des collectivités		2 000	1%	2 600	1%	2 800	1%
Déchets des activités économiques		52 400	17%	95 200	30%	102 900	33%
Sous-produits de l'assainissement		10 100	3%	12 200	4%	13 200	4%
Tonnage de déchets non dangereux et non inertes valorisés		131 000	42%	208 800	65%	216 800	70%
Tonnage total de déchets non dangereux et non inertes		313 800	100%	320 200	100%	309 300	100%

Figure 110 : Synthèse des objectifs chiffrés de valorisation matière ou organique des déchets

2.2 TRIER A LA SOURCE LES BIODECHETS MENAGERS ET PROFESSIONNELS

L'article L541-1 du code de l'environnement demande que le service public de gestion des déchets développe le tri à la source des déchets organiques, jusqu'à sa généralisation pour tous les producteurs de déchets avant 2025, pour que chaque citoyen ait à sa disposition une solution lui permettant de ne pas jeter ses biodéchets dans les ordures ménagères résiduelles et de les valoriser. La séparation des biodéchets peut prendre plusieurs formes : collecte séparée, compostage à domicile, compostage collectif, ...

Les articles L541-21-1 et R543-226 du code de l'environnement imposent aux acteurs économiques d'assurer le tri et la valorisation dans des filières adaptées des biodéchets qu'ils produisent ou détiennent.

➔ **Le Plan décline localement cette obligation nationale en se fixant comme objectif une généralisation du tri à la source dans le respect de la réglementation en vigueur**

2.3 METTRE EN ŒUVRE L'EXTENSION DES CONSIGNES DE TRI DES EMBALLAGES MENAGERS D'ICI 2022

L'article L541-1 du code de l'environnement impose que l'extension des consignes de tri des emballages plastiques (tri de tous les emballages au lieu des seuls bouteilles et flacons en plastiques actuellement) soit élargie à l'ensemble de la population d'ici 2022.

➔ **Le PPGDM reprend cette obligation nationale comme objectif du Plan**

2.4 ETUDIER LE DEVELOPPEMENT DE LA TARIFICATION INCITATIVE ET MISE EN ŒUVRE D'UNE COMPTABILITE ANALYTIQUE DANS LES SERVICES PUBLICS DE GESTION DES DECHETS

L'article L541-1 du code de l'environnement demande que « les collectivités territoriales progressent vers la généralisation de la tarification incitative, avec pour objectifs que 15 millions d'habitants soient couverts en 2020 et 25 millions d'habitants en 2025 ». En 2016, 4,6 millions d'habitants étaient concernés.

➔ **Cet objectif national est repris dans le Plan avec pour objectif d'étudier les freins et les opportunités de développement de la tarification incitative en Martinique afin de poser les bases de sa mise en œuvre.**

Le Plan recommande ainsi le lancement d'une étude précisant les bases fiscales et la faisabilité de la mise en place de la tarification incitative en Martinique. Le Plan prévoit la mise en œuvre d'une comptabilité analytique par les collectivités assurant la compétence collecte.

2.5 PROMOUVOIR LA VALORISATION ENERGETIQUE DES DECHETS

2.5.1 REGLEMENTATION

Le décret 2016-811 du 17 juin 2016 relatif au plan régional de prévention et de gestion des déchets impose de diviser par (au moins) deux les capacités des UIOM sans valorisation énergétique, par rapport aux tonnages incinérés en 2010. L'unité d'incinération des ordures ménagères de Fort de France doit faire l'objet en 2019 de lourds travaux d'optimisation et de modernisation qui permettront d'en faire une unité de valorisation énergétique à l'horizon 2025.

CHAPITRE III : OBJECTIFS DU PLAN

L'article L.541-1 du code de l'environnement prévoit la **valorisation énergétique des déchets qui ne peuvent être recyclés** en l'état des techniques disponibles et qui résultent d'une collecte séparée ou d'une opération de tri réalisée dans une installation prévue à cet effet ». Le Plan recommande la valorisation énergétique de ces déchets en cohérence avec la Programmation Pluriannuelle de l'Energie de la Martinique qui fixe un objectif d'indépendance énergétique d'ici 2030.

Le développement d'unités de valorisation énergétique à partir d'énergie renouvelable issue des déchets peut ainsi contribuer à l'atteinte de l'objectif légal d'autonomie énergétique de l'île en 2030, en lui apportant une énergie de base à la différence des énergies intermittentes complémentaires (essentiellement le photovoltaïque).

2.5.2 OBJECTIF DU PLAN

Le Plan prévoit un arrêt de l'incinération sans valorisation énergétique d'ici 2025.

Les quantités prévisionnelles de déchets pouvant être orientés vers la valorisation énergétique (en UIOM et autres installations de combustion de déchets) sont présentées sur le tableau ci-dessous :

	2016	2025	2031
	Incineration	Valorisation énergétique	Valorisation énergétique
OMr	99 774 t	76 482 t	65 076 t
Autres DMA	0 t	12 769 t	11 062 t
Déchets des collectivités	0 t	0 t	0 t
Déchets des activités économiques	19 497 t	12 717 t	11 881 t
Déchets de l'assainissement	0 t	3 333 t	3 333 t
Total DNDNI	119 271 t	105 300 t	91 352 t

Figure 111 : Objectifs de valorisation énergétique sur la Martinique

Les objectifs de tonnages résiduels du Plan dépendent de l'efficacité des actions de prévention et de valorisation matière et organique des déchets. Ainsi, la conformité au Plan d'une installation de valorisation énergétique des déchets sera réévaluée lors du dépôt de la demande d'autorisation en préfecture en fonction des dernières données connues de gisement de déchets potentiels et des hypothèses d'évolution de ces gisements actualisées.

➔ **Le Plan prévoit un arrêt de l'incinération sans valorisation énergétique d'ici 2025.**

2.6 VALORISER LES BOUES ISSUES DE L'ASSAINISSEMENT ORGANIQUEMENT ET /OU ENERGETIQUEMENT

Actuellement, les boues de la Martinique sont orientées vers le compostage. Le Plan prévoit le maintien du compostage dans le respect de la norme NFU 44095 et la possibilité d'une valorisation énergétique de 3 000 t de boues après déshydratation.

2.7 ORIENTER 70 % DE DECHETS DE BTP EN VALORISATION MATIERE

2.7.1 REGLEMENTATION

Les objectifs de recyclage et valorisation des déchets inertes s'appuient sur les directives et lois ci-après :

- La directive-cadre 2008/98/CE du 19 novembre 2008 relative aux déchets constitue le texte de référence de la politique de gestion des déchets au sein de l'Union Européenne (article 11),

CHAPITRE III : OBJECTIFS DU PLAN

- La Loi de Transition Énergétique pour la Croissance Verte (LTECV) du 17 août 2015 retient de nouveaux objectifs dans le strict respect de la hiérarchie des modes de traitement. Elle promeut l'économie circulaire et l'économie de la ressource et pointe les déchets de chantiers comme une priorité. Elle retient l'objectif de valorisation sous forme matière de 70 % des déchets du secteur du BTP en 2020 (article 70),
- Les objectifs s'appuient également sur les engagements de la croissance verte, mis en place par le ministère de la transition écologique et solidaire. Plusieurs engagements ont été pris par l'état et les organismes privés concernant le secteur de la construction.

2.7.2 OBJECTIFS DU PLAN

Actuellement, la Martinique valorise 17% de l'estimation des quantités à gérer. Le territoire mise sur l'amélioration de la connaissance des quantités et des flux, la montée en puissance des actions de sensibilisation et de formation des professionnels, l'intégration systématique dans les marchés publics des clauses spécifiques pour le réemploi et la valorisation, le développement du remblaiement de carrières, ainsi que sur les contrôles pour atteindre l'objectif national de 70% de valorisation matière des déchets du BTP.

Les résultats de ces changements de comportements et de pratiques requis ne pourront pas être visibles à l'échéance nationale de 2020, qui sera l'année 1 du plan.

Aussi, il paraît plus réaliste de décliner cet objectif très ambitieux pour la Martinique à l'horizon 2025.

Les objectifs du Plan sont donc déjà très ambitieux sur la valorisation matière des déchets du BTP et se déclinent comme suit :

	2016	2025	2031
Déchets du BTP non inertes	37 500 t	37 500 t	37 500 t
Valorisés matière	ND	7 062 t	11 845 t
Déchets du BTP inertes	228 000 t	228 000 t	228 000 t
Valorisés matière	44 508 t	180 871 t	176 088 t
Déchets du BTP valorisés matière	17 %	71 %	71 %

Figure 112 : Objectifs de valorisation des déchets du BTP

➔ **Le Plan fixe à 71 % les quantités de déchets du BTP orientés vers la valorisation soit une augmentation de 322 % par rapport à 2016.**

2.8 OPTIMISER LA GESTION DES DECHETS DANGEREUX

La réglementation en vigueur ne fixe pas d'objectifs quantitatifs de valorisation pour les déchets dangereux. La hiérarchie des modes de traitement est cependant à respecter : prévention, puis valorisation matière, puis valorisation énergétique, puis stockage.

L'amélioration du taux de captage des déchets dangereux produits par toutes les catégories de producteurs est un objectif global poursuivi par le plan. Si la collecte des déchets dangereux produits par les Installations Classées Pour l'Environnement (ICPE) est relativement bien réalisée, celle des déchets beaucoup plus diffus des ménages, des artisans et petites entreprises doit être fortement améliorée.

Le Plan recommande l'optimisation de la gestion des déchets dangereux et retient une augmentation globale de 94% des quantités de déchets dangereux collectés.

CHAPITRE III : OBJECTIFS DU PLAN

- ➡ **Le tri des déchets dangereux des professionnels et des particuliers devra être amélioré. Ainsi, la collecte des déchets dangereux diffus des ménages en cours de mise en place sur les déchèteries de la Martinique, devra être généralisée.**

2.9 PERFORMANCES PREVISIONNELLES DE VALORISATIONS MATIERE ET ORGANIQUE

		2016	Plan 2025	Plan 2031
Déchets ménagers et assimilés	Ordures ménagères résiduelles	126 560 t 328 kg/an/hab.	Mise en place du TMB de Petit-Galion + 11 000 t en valorisation (31 kg/an/hab.)	Maintien des performances de valorisation du TMB de Petit Galion
	Biodéchets	2 855 t 7,4 kg/an/hab.	Optimisation des collectes sur le périmètre actuel Multiplication par 1,4 des quantités collectées : +3 800 t (11 kg/an/hab.)	Optimisation des collectes sur le périmètre actuel Multiplication par 1,8 des quantités collectées : +5 200 t par rapport à 2016 (15 kg/an/hab.)
	Recyclables secs hors verre	5 986 t 15,5 kg/an/hab.	Extension des consignes de tri à tous les emballages en plastiques en 2022 Augmentation des quantités collectées de 100 % soit + 6 700 t par rapport à 2016 (19 kg/an/hab.) Limitation des taux de refus à 13,1% Orientation des nouveaux emballages collectés vers la valorisation énergétique	Extension des consignes de tri à tous les emballages en plastiques Augmentation des quantités collectées de 120 % soit + 7 300 t par rapport à 2016 (21 kg/an/hab.) Limitation des taux de refus à 13,1% Orientation des nouveaux emballages collectés vers la valorisation énergétique
	Verre	3 047 t 7,9 kg/an/hab.	Optimisation des collectes et mise en place de consignation en vue du réemploi sur une partie des emballages en verre produits localement Doublement des quantités collectées hors consignation, soit + 4 800 t/an par rapport à 2016 (13 kg/an/hab.)	Optimisation des collectes et mise en place de consignation en vue du réemploi sur une partie des emballages en verre produits localement Doublement des quantités collectées hors consignation, soit + 6 000 t/an par rapport à 2016 (17 kg/an/hab.)
	Collecte en déchèteries et textiles	27 925 t (72 kg/an/hab.) dont 17 786 t en valorisation (46 kg/an/hab.)	Détournement des collectes séparatives, ouverture de 10 nouvelles déchèteries Augmentation des quantités collectées de 47% et des quantités valorisées de 65% soit + 11 600 t/an (32 kg/an/hab.)	Augmentation des quantités collectées de 35% et des quantités valorisées de 60% soit + 10 700 t/an (31 kg/an/hab.)
	Collectes séparatives hors déchèteries de Déchets verts et d'encombrants	35 459 t 92 kg/an/hab	Limitation des collectes séparatives pour un report vers les déchèteries	Limitation des collectes séparatives pour un report vers les déchèteries - 23 400 tonnes collectées par rapport à 2016

CHAPITRE III : OBJECTIFS DU PLAN

			- 21 100 tonnes collectées par rapport à 2016 (59 kg/an/hab.)	(68 kg/an/hab.)
Déchets d'activités économiques	95 958 t identifiées dont 42 420 t en valorisation	+52 700 t de déchets supplémentaires valorisés par rapport à 2016	+60 500 t de déchets supplémentaires valorisés par rapport à 2016	
Sous-produits de l'assainissement	11 549 t, dont 10 114 t en valorisation	+21% de déchets valorisés par rapport à 2016, soit 2 100 tonnes	+30% de déchets valorisés par rapport à 2016, soit 3 100 tonnes	
Déchets des collectivités	4 412 t dont 2 027 t en valorisation	+600 tonnes par an valorisées par rapport à 2016, soit une augmentation de 28%	+800 tonnes par an valorisées par rapport à 2016, soit une augmentation de 39%	
Déchets inertes	81 403 t identifiées, dont 44 508 t en valorisation	Triplement des déchets valorisés via concassage ou remblaiement de carrière +136 400 t par rapport à 2016	Triplement des déchets valorisés via concassage ou remblaiement de carrière +131 500 t par rapport à 2016	

3. OBJECTIFS DE TRAITEMENT DES DECHETS

Les articles R541-17 et R541-18 du code de l'Environnement demandent au Plan de fixer une limite aux capacités annuelles d'élimination par stockage ou incinération des déchets non dangereux non inertes dans les conditions suivantes :

- en 2030, la capacité annuelle d'élimination par stockage des déchets non dangereux non inertes ne doit pas être supérieure à 70 % de la quantité des déchets non dangereux non inertes admis en installation de stockage en 2010, et de 50% en 2035 ;
- En 2030, la capacité annuelle d'élimination par incinération des déchets non dangereux non inertes sans valorisation énergétique ne doit pas être supérieure à 75 % de la quantité des déchets non dangereux non inertes admis en installation d'élimination par incinération des déchets non dangereux non inertes sans valorisation énergétique en 2010, et 50% en 2035.

Par ailleurs, la petitesse du territoire et la faible disponibilité du foncier rendent difficile l'implantation d'installation de stockage des déchets sur la Martinique.

Aussi, il est primordial de limiter les déchets allant en enfouissement pour augmenter la durée de vie de l'ISDND de Petit Galion. Le Plan prévoit d'atteindre 133 100 tonnes en 2025 et 110 800 tonnes en 2031 de déchets non dangereux et non inertes résiduels (hors déchets de l'eau et l'assainissement) soit 46 % de moins qu'en 2016.

3.1 REDUIRE DE 30 % LA QUANTITE DE DECHETS EN STOCKAGE EN 2030 ET DE 50 % EN 2035 PAR RAPPORT A 2010

Le Plan tend vers cette limitation à horizon 2031. Il est également à noter que le Paquet Economie Circulaire, en attente de publication au Journal officiel de l'union européenne demande une limitation des déchets municipaux stockés à 10 % des déchets municipaux produits à horizon 2035. Le Plan tend également vers cet objectif.

L'augmentation de la prévention, de la valorisation matière et organique, ainsi que la priorisation de la valorisation énergétique réduit les quantités de déchets mis en ISDND :

- -65 % entre 2025 et 2016,
- -74 % entre 2031 et 2016.

	2016	2025	2031
OMr	26 786 t	1 625 t	1 625 t
Autres DMA	32 587 t	6 775 t	3 852 t
Déchets des collectivités	2 385 t	488 t	218 t
Déchets des activités économiques	24 031 t	20 092 t	14 889 t
Déchets de l'assainissement	1 435 t	1 773 t	2 090 t
Total DNDNI	87 224 t	30 752 t	22 674 t

Figure 113 : Objectifs de quantités de déchets non dangereux et non inertes mis en stockage

- ➔ Avec 177 039 tonnes de déchets mis en ISDND en 2010, contre 22 674 tonnes en objectif 2031, le Plan respecte les objectifs de limitation des quantités de déchets non dangereux et non inertes enfouis (-30 % en 2030 par rapport à 2010) de la réglementation en vigueur.

La traduction des objectifs du Plan sur les déchets municipaux montre également de fortes baisses des quantités mises en ISDND par rapport à 2016, respectivement de -86 % et -91 % en 2025 et 2031.

CHAPITRE III : OBJECTIFS DU PLAN

	2016	2025	2031
OMr	26 786 t	1 625 t	1 625 t
Autres DMA	32 587 t	6 775 t	3 852 t
Déchets des collectivités	2 385 t	488 t	218 t
Total de déchets municipaux mis en décharge	61 758 t 30 %	8 888 t 7 %	5 695 t 5 %

Figure 114 : Objectifs de quantités de déchets municipaux mis en ISDND

3.2 REDUIRE DE 25 % LA QUANTITE DE DECHETS EN INCINERATION SANS VALORISATION ENERGETIQUE EN 2030 ET DE 50 % EN 2035 PAR RAPPORT A 2010

Vu ces contraintes réglementaires, il est impératif que l'UIOM de Fort de France puisse être reclassé en valorisation énergétique (définition européenne), cette orientation du Plan permettra de ne plus faire d'incinération sans valorisation énergétique sur la Martinique.

- ➔ **Le Plan retient donc comme objectif de ne plus effectuer d'incinération sans valorisation à l'horizon 2025 et de procéder aux travaux de modernisation de l'UIOM permettant d'atteindre cet objectif.**

4. INDICATEURS DE SUIVI ET METHODES D'EVALUATION

Le suivi du Plan consiste principalement à faire un lien permanent entre les objectifs du Plan et la réalité, au travers d'indicateurs techniques, économiques et environnementaux.

4.1 SUIVI DU PLAN

L'article R. 541-24 du code de l'environnement prévoit que « l'autorité compétente présente à la Commission Consultative d'Elaboration et de Suivi (CCES), au moins une fois par an, un rapport relatif à la mise en œuvre du Plan. ». Ce rapport doit contenir à minima, le recensement des installations de gestion des déchets autorisées, enregistrées ou ayant un récépissé de déclaration depuis l'approbation du plan et le suivi des indicateurs définis par le plan.

Un rapport sera donc présenté chaque année en CCES qui permettra de:

- Vérifier l'atteinte des objectifs du Plan sur la durée, notamment en ce qui concerne :
 - les objectifs chiffrés,
 - la compatibilité des filières mises en place avec les orientations du Plan ;
- Suivre l'évolution de la gestion des déchets dans le temps ;
- Comparer les résultats obtenus avec les moyennes nationales ou régionales ;
- Communiquer auprès de la population de Martinique sur la gestion des déchets.

Ce suivi annuel est complémentaire à l'évaluation à réaliser tous les 6 ans (R.541-26 du Code de l'Environnement) dans le cadre de la révision du Plan.

4.2 ANIMATION LOCALE – COMITE DE SUIVI DU PLAN

Un Comité de suivi du Plan sera mis en place et comprendra au moins un représentant de chaque collège de la CCES. Il aura comme principales missions :

- d'identifier les écarts entre les objectifs du Plan et la réalité et d'impulser les actions correctives,
- de suivre et connaître :
 - la mise en place et les retours d'expériences des actions de réduction à la source de collecte séparée et de tarification incitative (opérations pilote et développement),
 - l'état d'avancement du maillage des installations de collecte et de traitement des déchets,
 - les technologies nouvelles,
 - les actions prévues en partenariat avec les Chambres Consulaires, les artisans et commerçants
 - en amont, sur le volet écoconception et réduction de la production de déchets au sein des entreprises,
 - en aval : collectes séparées des cartons et papiers des artisans, commerçants et administrations, gestion séparée des déchets organiques des établissements de restauration collective, des entreprises ou administrations avec la mise en place d'un dispositif de suivi des performances,
- de renforcer la concertation avec les usagers, les associations de protection de l'environnement et les associations de consommateurs et la grande distribution,
- d'encourager l'exemplarité dans les administrations et collectivités,
- d'encourager les acteurs privés à de meilleures pratiques de prévention et de gestion des déchets,
- informer, sensibiliser et former.

Des contrats d'objectifs pourront être passés entre la CTM et les structures intéressées afin d'ajuster les objectifs du Plan aux performances réelles. Le contrat d'objectif territorial doit permettre de fixer avec le signataire les modalités de contribution à l'atteinte des objectifs fixés dans le Plan.

Ces contrats pourraient être différenciés en fonction :

- du territoire et de ses spécificités (territoire rural, urbain, littoral ...),
- de la densité de la population (taux d'habitat collectif ...),
- de points singuliers (gros producteurs de déchets organiques en zones touristiques, établissements hospitaliers ou pénitentiaires, quartiers spécifiques, ...),
- du mode de financement du service.

Des rencontres territoriales sur des thématiques particulières et des séminaires pourront également être organisés.

Des groupes de travail thématiques seront mis en place, autant que de besoin avec les personnes qualifiées, ainsi que des comités de pilotages pour les études nécessaires.

La CTM et le comité de suivi s'appuieront sur l'Observatoire Territorial des Déchets de Martinique.

4.3 OBSERVATOIRE TERRITORIAL DES DECHETS

4.3.1 MISSIONS

L'Observatoire des Déchets de Martinique, fruit du partenariat entre la CTM et l'ADEME portera la mission d'observation dans le cadre du suivi du Plan. Il sera ainsi chargé :

- d'établir des données consolidées au niveau local, afin de guider les politiques publiques martiniquaises et les démarches territoriales (identification des besoins, mesure des impacts, prospective...) et plus globalement, mobiliser les différents publics en objectivant les enjeux de la transition énergétique et écologique grâce à la mise à disposition de données,
 - d'assurer un suivi annuel des indicateurs du Plan de manière à permettre à la CTM d'établir son rapport annuel de suivi et d'assurer la coordination nécessaire à l'atteinte des objectifs fixés par le Plan,
 - d'améliorer le niveau de connaissance des gisements, des tonnages produits ou encore de leur filière de gestion. C'est notamment le cas pour les déchets du BTP, les déchets dangereux diffus et plus globalement pour ceux produits par les activités économiques,
 - de suivre et cartographier l'évolution des installations de gestion des déchets autorisées,
 - de faire remonter au national des données terrain consolidables entre elles, qui permettent d'améliorer la connaissance des enjeux et de guider les politiques publiques sur le territoire français.
- ➔ **L'Observatoire des Déchets de Martinique sera le fournisseur des données pour de suivi du Plan.**

4.3.2 PERIMETRE

L'observation devra prendre en compte l'ensemble des déchets concernés par la planification soit, les Déchets Ménagers et Assimilés (DMA), les Déchets d'Activités Economiques (DAE), les Déchets du Bâtiment et des Travaux Publics (BTP) et les Déchets Dangereux (DD). Il est important de noter que l'historique de l'observation de ces différentes catégories n'est pas au même niveau d'aboutissement et que la structuration de l'observation des DAE et des déchets du BTP va nécessiter des travaux plus importants.

4.4 DONNEES ET INDICATEURS DE SUIVI DU PLAN

Les indicateurs visent à rendre compte du niveau d'atteinte des objectifs en matière de prévention, de recyclage et de valorisation des déchets, notamment ceux déclinant les objectifs nationaux définis à l'article L. 541-1 du Code de l'Environnement.

Les indicateurs de suivi du Plan, présentés ci-après, ont été définis sur les bases suivantes :

- ils correspondent à des données fiables, mesurables,
- ils sont construits à partir des données facilement accessibles,
- ils permettent de mesurer l'atteinte des objectifs définis dans le Plan et de suivre les orientations du Plan,
- ils sont actualisables.

Ils se répartissent en fonction des grandes catégories suivantes :

CHAPITRE III : OBJECTIFS DU PLAN

- indicateurs de territoire (population, chiffre d'affaire du BTP, PIB) pour suivre le scénario tendanciel),
- indicateurs relatifs aux mesures de prévention, aux mesures de tri à la source, de collecte séparée, notamment des biodéchets, et de valorisation des déchets non dangereux, conformément à l'article R541-14 du Code de l'Environnement,
- indicateurs déchets (quantité et qualité) : DMA (avec tableau par catégorie en tonnes et kg/hab/an), DNDNI, DI et DD (dont DEEE et VHU) en tonnes,
- données de traitement,
- indicateurs d'autosuffisance : tonnage export/import,
- indicateurs du Plan d'Actions Economie Circulaire.

Remarques préliminaires :

- en rouge sont précisés les objectifs réglementaires de la loi TECV,
- les indicateurs suivis d'un astérisque seront utilisés également pour le suivi de l'évaluation environnementale,
- les évolutions s'entendent entre l'année N considérée et l'année N-1.

CHAPITRE III : OBJECTIFS DU PLAN

INDICATEURS DE SUIVI DU PPGDM

DONNEES D'ENTREE	Population INSEE municipale	Hab
	PIB	M€
	Chiffre d'affaire du BTP	M€
	Coût de la gestion des déchets pour les collectivités publiques défini en suivant la méthode Compta-Coût de l'ADEME	€/t aidée
PREVENTION	Tonnages d'OMA collectés	t
	Evolution des tonnages d'OMA par rapport à 2016	%
	Tonnage d'OMr collectés	t
	Evolution des tonnages de DMA par rapport à 2016 et entre 2010 et 2020	%
	Nombre d'EPCI engagés dans une initiative volontaire en matière d'économie circulaire (CODEC, labels...)	
	Nombre d'actions sur le gaspillage alimentaire	
	Tonnage de verre en consigne	t
	Nombre d'EPCI ayant étudié la TI	
	% de la population couverte par la TI	%
	Nombre de déchetteries ayant une convention avec une structure de réemploi ou une zone réemploi	
	Nombre d'habitant par ressourcerie	Hab.
COMMUNICATION	Nombre de réunion de comité d'harmonisation de la communication	
	Nombre de personnes touchées par les actions de communication	
DMA	Tonnage d'OMR collecté	t
	Evolution du tonnage d'OMR collecté par rapport à 2016	%
	Tonnage de Recyclables Secs collecté (y compris les refus de tri)	t
	Nombre de collectivités avec séparation à la source des biodéchets	
	Evolution du tonnage de Recyclables Secs collectés par rapport à 2016	%
	Tonnage de verre collecté	t
	Tonnage de refus de tri	t
	Evolution du ratio de refus de tri par rapport à 2016	%
	Taux de valorisation matière et organique DMA	%
	Quantités de DAE non dangereux non inertes identifiés à l'entrée des installations ou à l'export	t/an
	Taux de valorisation matière et organique des DAE	%
	Taux de valorisation énergétique des DAE	%
	Nouvelles capacités de valorisation matière et énergie créée dans l'année	t/an

CHAPITRE III : OBJECTIFS DU PLAN

BTP	Taux de valorisation matière des déchets du BTP	%
	Quantités totales de déchets inertes du BTP identifiées en entrée des installations	t
	Suivi des installations (capacité, quantités entrantes, quantités sortantes) par type d'installation (valorisation / élimination)	t/an
	Nombre de marchés publics avec des clauses environnementales	
	Nombre de chantiers verts	
DECHETS DU LITTORAL	Quantités de déchets flottants répertoriés	t
	Volume de sédiments de dragage généré	M³
MATIERE ORGANIQUE	Tonnage de biodéchets des ménages (FFOM) collecté sélectivement	t
	Evolution du tonnage de biodéchets collectés sélectivement et valorisés par rapport à 2016	t
	Quantité de biodéchets collectés par habitant desservi	Kg/hab.
	Evolution de la part des biodéchets des ménages collectés sélectivement / tonnage d'OMA depuis 2016	%
	Pourcentage de la population desservie par un tri à la source des biodéchets	%
	Population ayant accès à une solution de compostage de proximité	%
	Tonnage de déchets verts	t
DECHETS DANGEREUX	Quantités de déchets dangereux produits par les gros producteurs ayant des obligations déclaratives dans GEREPE	t/an
	Quantités de DD collectés et destination	t/an
	Nombre d'installations de collecte des déchets amiantés	
	Nombre d'installations de traitement agréées de VHU	
FLUX ET TRAITEMENT	Nombre de déchèteries	
	Nombre de centres de tri de collecte sélective en extension et population concernée	
	Nombre de centres de tri de textile, linge et chaussures	
	Quantités de DNDNI admises en ISDND*	t/an
	Évolution par rapport à 2010 des quantités admises en ISDND	%
	Quantité de DNDNI incinérée sans valorisation énergétique*	t/an
	Évolution par rapport à 2010 des quantités incinérées	%
	Quantité de déchets encombrants et de DAE sur les plateformes de tri	t
	Capacité théorique à l'incinération	t/an
	Capacité réelle l'incinération	t/an
	Suivi des installations (capacité, quantités entrantes, quantités sortantes, taux de valorisation matière, production d'électricité et production d'énergie thermique) par type d'installation	t/an - % - GWh/an
	Quantités de DNDNI et de DD importées dans des installations de Martinique	t/an
	Quantités de DNDNI et de DD exportées pour traitement hors territoire	

CHAPITRE III : OBJECTIFS DU PLAN

ENVIRONNEMENT	Taux de valorisation énergétique sur l'ensemble des déchets	%
	Taux de valorisation matière sur l'ensemble des déchets	%
	Emissions de GES évitées liées au recyclage matière et organique*	
	Consommation énergétique évitées liées au recyclage*	
PRAEC	Réunion annuelle de suivi	fait/pas fait

CHAPITRE IV : PLANIFICATION DE LA PREVENTION DES DECHETS

La Loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la Transition Energétique pour la Croissance Verte (LTECV) a renforcé la priorité donnée à la prévention de la production de déchets dans les actions à mener pour favoriser la transition vers une économie circulaire et non plus « linéaire ».

Ainsi, la prévention de la production des déchets ne permet pas seulement d'éviter les impacts environnementaux liés au traitement des déchets. Elle permet également, dans de nombreux cas, d'éviter les impacts environnementaux des étapes amont du cycle de vie des produits, qui sont autant si ce n'est plus importants que ceux liés à la gestion des déchets : extraction des ressources naturelles, production des biens et services, distribution, utilisation. Cela fait de la prévention un levier essentiel pour réduire les pressions que font peser sur les ressources nos modes de production et de consommation.

La réduction maximale à la source est toujours la meilleure solution même si elle ne permettra sans doute jamais d'éviter tout déchet. Il faut donc privilégier, avec des moyens financiers et humains à la clé, les actions qui permettent d'éviter, et de retarder l'abandon d'un produit et de limiter sa nocivité.

Le Programme National de Prévention des Déchets (PNPD) 2014-2020 définit les orientations stratégiques de la politique publique de prévention des déchets et les actions de production et de consommation durables à mettre en œuvre pour y parvenir. Il cible toutes les catégories de déchets (DMA, DAE, déchets du BTP, DD) et tous les acteurs économiques (ménages, entreprises et administrations) et prévoit 54 actions concrètes réparties en 13 axes stratégiques couvrant l'ensemble des thématiques associées à la prévention des déchets :

- Mobilisation des filières à responsabilité élargie du producteur (REP) ;
- Allongement de la durée de vie et lutte contre l'obsolescence programmée ;
- Prévention des déchets des entreprises ;
- Prévention des déchets dans le BTP ;
- Réemploi, réparation et réutilisation (« 3R ») ;
- Prévention des déchets verts et gestion de proximité des biodéchets ;
- Lutte contre le gaspillage alimentaire ;
- Actions sectorielles en faveur d'une consommation responsable ;
- Outils économiques ;
- Sensibilisation ;
- Déploiement dans les territoires ;
- Exemplarité dans les administrations publiques ;
- Réduction des déchets marins.

La planification de la prévention des déchets en Martinique a été construite en intégrant :

- Les orientations nationales : Programme National de Prévention des Déchets 2014-2020 et les objectifs nationaux de prévention ;
- Le bilan des actions de prévention au niveau local ;
- Les objectifs de prévention exposés au chapitre III ;
- Les contributions des acteurs locaux (contributions écrites ou formulées lors des ateliers de travail thématiques, échanges).

CHAPITRE IV : PLANIFICATION DE LA PREVENTION DES DECHETS

En plus de ces documents réglementaires et de planification, le gouvernement a publié le 6 février 2018, la Feuille de Route Economie Circulaire (FREC) qui fixe les objectifs de l'état en matière d'économie circulaire. Par rapport à la réduction des déchets, deux objectifs sont à retenir :

- réduire de 50% les quantités de déchets non dangereux mis en décharge en 2025 par rapport à 2010,
- réduire la consommation de ressources liées à la consommation française de 30% par rapport au PIB d'ici 2030 par rapport à 2010.

Le Plan a été construit dans le respect de cette feuille de route qui devrait être traduite réglementairement par une loi dans les années à venir.

1. ACTIONS PRIORITAIRES A RETENIR POUR ATTEINDRE LES OBJECTIFS DE PREVENTION DES DECHETS NON DANGEREUX ET NON INERTES

1.1 RENFORCER LA COMMUNICATION

1.1.1 TRAVAILLER A LA COHERENCES DES MESSAGES SUR L'ENSEMBLE DE LA MARTINIQUE

La communication autour de la prévention est actuellement principalement portée par 4 structures : les 3 EPCI à compétence collecte et la CTM. Or, la Martinique est un territoire restreint sur lequel les habitants se déplacent beaucoup. Il est donc nécessaire d'avoir une cohérence dans les messages et dans les temps de communication à l'échelle de l'ensemble du territoire.

Ainsi, le Plan prévoit la mise en place d'une instance, pour la mise en cohérence des messages et des campagnes de communication auprès des martiniquais.

1.1.2 COMMUNIQUER EFFICACEMENT

L'évolution du comportement vers une consommation durable, évitant le gaspillage et envisageant le déchet produit comme une ressource, dans un monde où elles sont limitées nécessite une action forte de communication et de formation des différents acteurs.

La feuille de route économie circulaire met en avant l'intérêt de ces actions pour mobiliser les acteurs et définit des mesures phares telles que :

- Renouveler un effort de communication pour mobiliser les citoyens et les entreprises ;
- Sensibiliser et éduquer afin :
 - d'informer l'ensemble des publics-cibles (ménages, entreprises, acteurs publics dont les établissements scolaires) sur l'impact de leurs pratiques (achats, utilisation, ...) ;
 - de valoriser et diffuser les gestes et démarches de prévention efficaces.

Les collectivités locales ont un rôle important à jouer :

- En développant des stratégies et outils de communication pour toucher efficacement les différents usagers ;
- En accompagnant les changements de comportement à travers l'animation d'opérations témoins, de manifestations, de réseaux d'acteurs... ;
- En capitalisant les idées et les bonnes pratiques et en les diffusant ;

CHAPITRE IV : PLANIFICATION DE LA PREVENTION DES DECHETS

- En étant exemplaires dans leur fonctionnement.

Les associations environnementales et de consommateurs sont des relais importants de mobilisation.

La Semaine Européenne de la Réduction des Déchets (SERD) auxquelles les collectivités, les entreprises, les commerces, les établissements scolaires et les associations sont invitées à participer, assure une visibilité des manifestations et actions menées en faveur de la prévention par leur concentration sur une semaine commune, participant ainsi à la sensibilisation et la mobilisation de tous.

- ➔ **Le Plan recommande un développement des actions de sensibilisation à l'échelle de la Martinique en adaptant les messages de communications aux cibles (touristes, habitants, services des collectivités, élus...).**

1.2 FAVORISER LA REPARATION, LA REUTILISATION, LE REEMPLOI, ET LA LUTTE CONTRE L'OBSOLESCENCE PROGRAMMEE

En allongeant la durée d'usage et de vie des produits et en réduisant la consommation des ressources et la production de déchets, le réemploi et la réparation s'inscrivent pleinement dans l'économie circulaire.

Cet axe fort de la politique de prévention et de gestion des déchets nécessite une mobilisation de tous les acteurs à différentes échelles (pouvoirs publics, acteurs économiques, éco-organismes, associations de consommateurs et environnementales).

À travers ce Plan, il s'agit de promouvoir l'activité économique locale liée aux déchets et notamment l'économie sociale et solidaire qui joue un rôle important dans le développement des actions de réemploi et de réparation.

Plusieurs axes ont été identifiés :

- **Faire connaître les acteurs et opérateurs du réemploi, de la réparation et de la réutilisation**

Le territoire comprend en 2019 1 recyclerie, 11 boutiques du réemploi, 1 repair café et 2 ateliers meubles. Le Plan prévoit de s'appuyer sur ces acteurs locaux pour développer la communication, et la montée en puissance des actions autour du réemploi.

- **Communiquer autour du réemploi et de la réutilisation**

Il s'agit de communiquer autour de l'usage et de la valeur des objets pour encourager à ne pas les jeter : la plupart des déchets pouvant être réparés, réutilisés, réemployés ou recyclés. Un annuaire du réemploi pourra être mis en place, tout comme la valorisation des artisans de la réparation ou d'autres initiatives locales (chèques réparations, développement de label...).

- **Réflexion autour de la place du réemploi et de la réutilisation dans les déchèteries**

Les déchèteries prévues dans le Plan devront prévoir l'intégration d'un local sécurisé pour les objets destinés au don à la réparation ou au réemploi, en lien avec les structures locales du réemploi.

- **Coordonner la création de ressourceries/recycleries et accompagner les initiatives locales d'upcycling**

Les recycleries/ressourceries et autres initiatives locales d'upcycling (repair cafés...) se multiplient sur le territoire mais les flux détournés sont peu importants. Pour assurer la viabilité économique de ces structures et garantir une zone de chalandise suffisante, il apparaît nécessaire de coordonner les projets, mutualiser les moyens (matériels, humains), d'échanger les bonnes pratiques et de favoriser ces structures dans la commande publique. Le PPGDND prévoyait de développer 3 recycleries sur le territoire. Le Plan reprend cet objectif et souhaite promouvoir les initiatives locales d'upcycling.

CHAPITRE IV : PLANIFICATION DE LA PREVENTION DES DECHETS

L'innovation sur ce sujet devra également être promu notamment dans la commande publique.

- **Développer des formations pour les filières de la réutilisation, du réemploi, tri et du recyclage des déchets**

Le développement de ces filières de réemploi permet la création d'emplois locaux, parfois accessibles à des publics en insertion. Le Plan recommande d'accompagner cette création d'emploi par le développement d'une offre de formation adaptée aux besoins en compétences.

- **Lutter contre l'obsolescence programmée**

Le Plan rappelle que l'obsolescence programmée est punie par le code de la consommation dans son article L213-4-1 d'une peine de deux ans d'emprisonnement et de 300 000 € d'amende.

Le Plan préconise que des actions soient menées pour sensibiliser les consommateurs à l'obsolescence des biens et favoriser l'achat des produits « durables ».

Les produits importés tropicalisés devront l'être effectivement. Cette tropicalisation doit être adaptée aux problématiques réelles du territoire afin d'optimiser les durées de vie, (protection spécifique contre l'air salin, les sargasses, l'hygrométrie, les nuisibles, ...). Cette thématique récurrente aux territoires ultramarins est à relayer au niveau national

➔ **Le Plan souhaite favoriser le recours à la réutilisation, la réparation et le réemploi.**

1.3 DEVELOPPER LA PREVENTION DES BIODECHETS

Les différentes actions de prévention concernant les biodéchets (lutte contre le gaspillage alimentaire, compostage de proximité, prévention des déchets verts, ...) sont détaillées dans le chapitre VI « Planification spécifique des biodéchets ».

Une synthèse des actions est présentée ci-dessous :

Action	Objectif
Accompagner la prévention des biodéchets de communication	Augmenter le nombre de personnes sensibilisée à la prévention des biodéchets
Renforcer la lutte contre le gaspillage alimentaire	Limiter la quantité de biodéchets produit
Accompagner la gestion de proximité et le traitement in-situ des biodéchets	Développer le recours au compostage et au traitement in-situ par les habitants et les entreprises

1.4 OPTIMISER LA REPRISE DU 1 POUR 1

La reprise " un pour un " consiste pour le distributeur à récupérer gratuitement l'appareil usagé d'un consommateur quand ce dernier achète un équipement de même catégorie. La reprise par le distributeur est la solution à privilégier, car elle incite les entreprises à assumer leurs responsabilités et à concevoir des appareils durables, moins polluants et aisément recyclables.

Le Plan invite les filières REP concernées à rappeler l'obligation de la reprise 1 pour 1, voire la reprise « 1 pour 0 » par les distributeurs de biens manufacturés, comme prévu par l'article R543-80 pour les DEEE. Cette disposition est obligatoire pour certaines filières (DEEE, pneus uniquement chez les garagistes), l'information sur cette reprise " 1 pour 1 " pourrait être relayée également en déchèteries par le biais de panneaux, par les agents de déchèterie et par le biais des associations de consommateurs.

CHAPITRE IV : PLANIFICATION DE LA PREVENTION DES DECHETS

1.5 TRAVAILLER AVEC LES ACTEURS ECONOMIQUES

Les acteurs économiques peuvent participer à la réduction des déchets en mettant en œuvre de nombreuses actions,

- pour réduire les quantités de déchets que les produits mis sur le marché vont générer,
- pour réduire les déchets générés par les entreprises elles-mêmes

Pour réduire les quantités de déchets générés, le Plan recommande d'accompagner les acteurs économiques vers la réduction des déchets en mettant en œuvre des actions d'écoconception (notamment incités par les éco-contributions à verser aux éco-organismes), des systèmes d'écologies industrielles territoriales, de consignations d'emballages, d'emballages navettes ou de sensibilisations à la prévention des déchets.

Le Plan prévoit également l'accompagnement des restaurateurs à l'interdiction de la vaisselle jetable au premier janvier 2020 conformément à l'article L541-10-5 du code de l'environnement.

1.6 METTRE EN ŒUVRE LA CONSIGNE

La consigne pour réemploi est définie comme un système de collecte des emballages en vue d'un réemploi ou d'une réutilisation pour laquelle l'utilisateur perçoit lors de la remise du contenant réutilisable, la somme supplémentaire qu'il a payée au moment de l'achat du contenu de l'emballage.

Elle est promue à l'article 2.5.3.6 du programme national prévention des déchets 2014-2020, et le cahier des charges de la filière emballages ménagers prévoit dans ses articles :

- III.6 des exemptions de contribution pour les emballages réutilisés ou réemployés ;
- IV.3.d. mesures d'accompagnement pour expérimenter ou déployer des dispositifs de consigne pour réemploi d'emballages.

De plus la directive UE 2018/852 du 30 mai 2018 précise dans son 5^{ème} article que le recours à des systèmes de consigne relève des mesures permettant l'augmentation des systèmes de réemploi des emballages. La transposition en droit français de cette directive pourrait accélérer le retour à la consigne.

Enfin, l'objectif 17 de la Feuille de Route de l'Economie Circulaire prévoit de « *Mener des expérimentations de consigne dans les territoires ultramarins qui le souhaitent* ». Ce document doit servir de base à une loi à paraître prochainement.

A la vue de la réglementation à venir sur cette pratique et le caractère insulaire de la Martinique rendant particulièrement cohérent le recours à cette méthode de collecte, le Plan préconise le développement de la consignation des emballages en verre pour réemploi sur une partie des bouteilles mises sur le marché par des industriels locaux.

Pour cela le Plan recommande de :

- réaliser une étude de faisabilité locale pour développer ou améliorer la pratique de la consigne pour réemploi, réutilisation et recyclage ;
- faciliter les développements de partenariats entre magasins et producteurs ;
- inciter à la mutualisation pour l'installation de laveuses afin d'atteindre les seuils économiques de rentabilité ;
- disposer d'un parc de contenants réutilisables suffisant ;
- adapter la communication à la consigne
- valoriser par des actions de communication, les entreprises se lançant dans la démarche.

CHAPITRE IV : PLANIFICATION DE LA PREVENTION DES DECHETS

➔ **Le Plan préconise le développement de la consignation des emballages en verre pour réemploi sur une partie les bouteilles mises sur le marché par des industriels locaux.**

1.7 DEVELOPPER D'AUTRES ACTIONS SPECIFIQUES

Le Plan préconise l'expérimentation d'actions à enjeux forts, parfois considérées comme anecdotiques ou nécessitant un effort comportemental, inscrites pour la plupart dans les plans locaux de prévention :

- Des actions à forts enjeux économique et sanitaire comme la promotion des couches et protections lavables à la place du jetable (dans les établissements de petite enfance dans un premier temps), en partenariat avec le secteur médical. La dernière campagne de caractérisation d'ordures ménagères en Martinique (2012) indique qu'elles sont composées à près de 8 % de textiles sanitaires (couches, lingettes, mouchoirs papier ...).
- Des actions sur les déchets issus des activités événementielles source de plaisir/loisir et d'économies comme :
 - la promotion de la consigne, auprès des organisateurs d'événements sportifs (exemple du Tour des Yoles), culturels, braderies... : gobelets réutilisables de type Ecocup,
 - la promotion du vrac, des recharges, des produits réutilisables (notamment pour les pique-niques) par une communication appropriée auprès du grand public et des stands dédiés (en concertation avec la grande distribution),
 - la promotion du mouvement international DIY (do it yourself), en plein développement, avec des actions de type :
 - customisation d'objets récupérés, de vêtements usagés, ...,
 - fabrication de couches lavables (cf. ci-dessus),
 - fabrication de produits lessiviels, de cosmétiques, ...
 - l'encouragement à l'adoption de poules pour les familles ayant un jardin. Cette action doit être mise en place en étroite collaboration avec le programme Jafa (Jardins Familiaux) piloté par l'ARS dans le cadre du Plan chlordécone. En effet, la molécule de chlordécone s'accumule dans les œufs des poules élevées sur un sol contaminé. Aussi, une analyse de sol préalable est indispensable. La population sera également sensibilisée aux éventuelles nuisances que pourraient générer ces animaux.
 - Le renforcement de la communication et de la sensibilisation à l'écoconception, notamment avec le développement d'une charte de l'éco-consommation.
- En partenariat avec la CCIM, le Plan préconise des partenariats entre les collectivités et la grande distribution pour inciter les consommateurs à « acheter mieux » : identification des produits à faible emballage, achats en plus grand contenant, vente de denrées alimentaires sèches « en vrac » en sac papier, opérations « caddie comparatif », stand en entrée de magasin, ...
- 33 % de la population martiniquaise est logée en habitat collectif. Le Plan incite les collectivités à accompagner les associations de quartier pour mettre en place des actions ciblées pour ces habitats :
 - la sensibilisation des bailleurs à la problématique de la réduction et de la gestion des déchets,
 - la mise en place d'une communication dédiée avec une identification personnalisée à l'échelle du quartier par exemple,
 - le partage d'équipements dans les immeubles (troc, don, prêt, location...).
- Le Plan invite les collectivités à s'approprier et relayer les pratiques éco-exemplaires, notamment :
 - l'application dans toutes les collectivités et administrations des prescriptions du Plan "administration exemplaire",
 - le don à des associations pour le mobilier des établissements publics (collèges,...),

CHAPITRE IV : PLANIFICATION DE LA PREVENTION DES DECHETS

- les impressions systématiques recto-verso et l'utilisation de papier brouillon,
- l'utilisation de produits d'entretien labellisés et de vaisselle réutilisable,
- les critères environnementaux pour le choix des traiteurs,
- la formation des agents territoriaux pour la dématérialisation.

➔ **Le Plan cible certaines actions spécifiques mais laisse ouvert le recours à d'autres initiatives locales en valeur de la prévention des déchets.**

2. ACTIONS PRIORITAIRES A RETENIR POUR ATTEINDRE LES OBJECTIFS DE PREVENTION DES DECHETS DANGEREUX

La directive 2008/98/CE définit la prévention des déchets comme : « *les mesures prises avant qu'une substance, une matière ou un produit ne devienne un déchet et réduisant :*

- a) la quantité de déchets, y compris par l'intermédiaire du réemploi ou de la prolongation de la durée de vie des produits;*
- b) les effets nocifs des déchets produits sur l'environnement et la santé humaine; ou*
- c) la teneur en substances nocives des matières et produits »*

Le développement de la collecte des déchets dangereux permettant de mieux les isoler et ainsi de réduire les effets nocifs des déchets sur l'environnement, s'inscrit pleinement dans les objectifs de prévention des déchets en Martinique.

Les priorités pour la prévention des déchets dangereux sont les suivants :

2.1 AMELIORER LA CONNAISSANCE DES GISEMENTS

Les gisements des déchets dangereux produits sont mal connus. Le Plan préconise que l'Observatoire des déchets améliore la connaissance des gisements.

Par ailleurs, il n'y a pas, à ce jour, de collecte des déchets dangereux des ménages dans les déchèteries. La mise en place de cette filière REP devrait permettre d'améliorer la connaissance de ces déchets.

2.2 INFORMER LES USAGERS

La prévention des déchets dangereux passe également par la connaissance de la notion de déchets dangereux par les usagers et les possibilités de traitement.

Il apparaît primordial d'optimiser et multiplier les actions de communications sur la collecte des déchets dangereux, notamment sur les points suivants :

- les caractéristiques d'un déchet dangereux et des impacts potentiels sur l'environnement (par exemple les risques pour le versement d'un déchet dangereux liquide dans l'évier),
- l'obligation de non mélange avec les ordures ménagères conformément à l'article L541-7-2 du code de l'environnement,
- les modalités de reprises des filières REP en place (piles, accumulateurs, lampes, DEEE) : reprise par les fournisseurs, développement du réseau de points d'accueil des piles (mairies, écoles, commerces, ...),

Cette information devra être adaptée à tous les usagers (ménages, petites entreprises, agriculteurs, agents du service public, ...).

CHAPITRE IV : PLANIFICATION DE LA PREVENTION DES DECHETS

2.3 FORMER LES PERSONNES AU CONTACT DES DECHETS DANGEREUX

Il est nécessaire que la formation aux modalités de transport et de manutention des déchets dangereux des personnes régulièrement au contact ce type de déchets soit régulière et adaptée (agents de déchèteries, personnel des entreprises privées...).

2.4 REDUIRE LA PART DES QUANTITES DE DECHETS DANGEREUX COLLECTEES EN MELANGE

Les déchets dangereux représentent en Martinique 2,8 kg/hab/an dans les ordures ménagères résiduelles et 3,9 kg/hab/an dans les déchets ménagers et assimilés (MODECOM 2011), soit environ 1 500 tonnes en 2016. Il est donc important de détourner ces déchets en améliorant leur captage.

Cela concerne les déchets dangereux diffus, ou dispersés, comportant les DDDM (Déchets Dangereux Diffus des Ménages), les DDDAE (Déchets Dangereux Diffus des Activités Economiques) produits par les entreprises et les établissements publics (enseignement scolaire et supérieur en particulier).

Il s'agit de déchets qui ne peuvent être pris en compte par la collecte usuelle des déchets des activités, sans créer de risques pour les personnes ou pour l'environnement. Ces déchets peuvent être explosifs, corrosifs, nocifs, toxiques, irritants, comburants, facilement inflammables ou d'une façon générale dommageables pour l'environnement (exemple : les insecticides, produits phytosanitaires, piles, huiles de moteur usagées, acides, ...).

La réduction de la part des déchets dangereux en mélange passe par la communication sur la dangerosité des produits, la limitation de la consommation de ces produits et la systématisation de leur tri.

Cela concerne également les DASRI (Déchets d'Activités de Soins à Risques Infectieux) produits par les particuliers en auto-traitement (insuffisance rénale, hémophilie, sclérose en plaques, traitement par hormones de croissance, VHC et VIH, diabète...) et ceux produits en petite quantité par certains petits laboratoires et professionnels de santé libéraux.

La dernière campagne nationale de caractérisation des déchets ménagers (2009) indique que la teneur des déchets toxiques en mélange avec les ordures ménagères résiduelles a fortement diminué de par l'action des différentes REP (DDS, D3E, piles et accumulateurs, ...).

Néanmoins, une partie des DEEE est collectée en mélange dans les collectes d'encombrants en porte à porte.

- ➔ **Le Plan recommande l'amélioration de la collecte des déchets dangereux pour limiter les impacts des déchets dangereux sur l'environnement.**

3. ACTIONS PRIORITAIRES A RETENIR POUR ATTEINDRE LES OBJECTIFS DE PREVENTION DES DECHETS DES CHANTIERS DU BTP

Deux actions prioritaires ont été retenues pour la prévention des déchets des chantiers du BTP :

- sensibiliser et former les acteurs du BTP pour améliorer leur prise en compte,
- développer l'exemplarité des structures publiques sur les déchets du BTP afin d'augmenter les quantités de matériaux réemployés sur les chantiers sous maîtrise d'ouvrage publique.

Ces actions sont détaillées au chapitre X – planification spécifique des déchets du BTP.

4. SYNTHÈSE DES ACTIONS DE PREVENTION PREVUES ET A PREVOIR DES ACTEURS CONCERNES ET CALENDRIER

Action			Objectifs	Les acteurs concernés	Calendrier
1	Renforcer la communication	Travailler à la cohérence des messages sur le territoire du Plan	Harmoniser la communication sur la prévention pour que les habitants soient soumis aux mêmes messages quelques soit leur localisation	EPCI, ADEME, CTM, Associations, Chambres consulaires	sur toute la durée du Plan
2		Communiquer efficacement	Optimiser l'efficacité de la communication autour de la prévention	EPCI, ADEME, CTM, Associations, Chambres consulaires	sur toute la durée du Plan
3	Favoriser le réemploi et la réparation	Faire connaître les acteurs et opérateurs du réemploi et de la réparation	Améliorer la connaissance des habitants pour faciliter le recours à la réparation et au réemploi	CCI, CMA, CTM, EPCI, associations, ADEME	sur toute la durée du Plan
4		Communiquer autour du réemploi	Améliorer la connaissance des habitants pour faciliter le recours à la réparation et au réemploi	Associations, collectivités, CCI, CMA, ADEME	sur toute la durée du Plan
5		Réflexion autour de la place du réemploi dans les déchèteries	Permettre une optimisation du réemploi en multipliant les points de dépôts potentiels	SMTVD, Associations, ADEME	sur toute la durée du Plan
6		Coordonner la création de ressourceries/recycleries et accompagner les initiatives locales d'upcycling	Eviter la multiplication des structures pour permettre leur pérennité	CTM, ADEME, DEAL, EPCI,	sur toute la durée du Plan
7		Développer des formations pour les filières du réemploi, tri et du recyclage des déchets	Développer les compétences locales pour bénéficier d'une main d'œuvre compétente	CTM, ADEME, CCI CMA, CFPPA	sur toute la durée du Plan
8		Lutter contre l'obsolescence programmée	Informers les consommateurs, Sensibiliser à l'achat durable, favoriser le réemploi	DGCCRF, associations, collectivités, chambres consulaires, ADEME	sur toute la durée du Plan

CHAPITRE IV : PLANIFICATION DE LA PREVENTION DES DECHETS

9	Développer la prévention des biodéchets	Accompagner la prévention des biodéchets de communication	Augmenter le nombre de personnes sensibilisée à la prévention des biodéchets	Collectivités, ADEME, CCI, CMA	sur toute la durée du Plan
10		Lutter contre le gaspillage alimentaire	Limiter la quantité de biodéchets produit	Collectivités, CCI, CMA, associations de restaurateurs	sur toute la durée du Plan
11		Accompagner les usagers en proposant régulièrement des formations sur le jardinage, le paillage, le compostage ; des animations adaptées à différents publics	Développer le recours au compostage et au traitement in-situ par les habitants et les entreprises	Collectivités, ADEME	sur toute la durée du Plan
12		Mettre en place un suivi des pratiques de gestion de proximité des biodéchets	Justifier le déploiement effectif du tri à la source des biodéchets par le compostage	Collectivités	sur toute la durée du Plan
13		Développer le broyage et le paillage de certains biodéchets	Limiter la production de déchets verts	CTM, Communes, Collectivités, professionnels, CCI, CMA, Associations	sur toute la durée du Plan
14		Travailler particulièrement sur la desserte en compostage de proximité des habitats collectifs	Toucher un public difficilement mobilisable	Collectivités	sur toute la durée du Plan
15		Mettre en œuvre des actions de prévention des déchets concernant le jardinage 0 déchet	Limiter la production de déchets verts	ADEME, CTM, CCI, CMA, entreprises volontaires, collectivités,	sur toute la durée du Plan
16		Avoir des administrations publiques exemplaires, équipées de sites de compostage sur leurs établissements (écoles notamment) avec des agents sensibilisés et formés	Développer l'éco-exemplarité	Etablissements publics	sur toute la durée du Plan
17	Mettre en œuvre la consigne	Réaliser une étude de faisabilité locale pour développer ou améliorer la pratique de la consigne pour réemploi, réutilisation et le recyclage ;	Identifier les freins et les leviers pour la mise en œuvre d'une consignation de certains emballages	ADEME, CTM, CCI, CMA, entreprises volontaires, collectivités, filières REP	Dès que possible
18		Faciliter les développements de partenariats entre magasins et producteurs ;	Permettre le développement d'un système de consigne sur la Martinique	CCI, CMA, CTM, associations, ADEME, filières REP	sur toute la durée du Plan

CHAPITRE IV : PLANIFICATION DE LA PREVENTION DES DECHETS

19		Inciter à la mutualisation pour l'installation de laveuses	Atteindre les seuils économiques de rentabilité pour permettre le lavage et donc le déploiement de la consigne en Martinique	CCI, CMA, ADEME, filières REP	sur toute la durée du Plan
20		Adapter la communication à la consigne	Développer l'utilisation de la consigne par les consommateurs	Collectivités, ADEME, filières REP	sur toute la durée du Plan
21		Valoriser par des actions de communication, les entreprises se lançant dans la démarche	Développer le recours à la consignation par les entreprises	CCI, CMA, ADEME, filières REP	sur toute la durée du Plan
22	Autres actions spécifiques	Promotion des couches lavables	Limiter le recours à des produits jetables et donc les quantités de déchets à gérer	Collectivités, ADEME	sur toute la durée du Plan
23		Promotion de la vaisselle consignée	Limiter le recours à des produits jetables et donc les quantités de déchets à gérer	Collectivités, ADEME, CCI, CMA	sur toute la durée du Plan
24		Promotion du vrac, des recharges, des produits réutilisables	Limiter le recours à des produits jetables et donc les quantités de déchets à gérer	Collectivités, ADEME	sur toute la durée du Plan
25		Promotion du mouvement international DIY	Limiter les actes d'achats générateurs de déchets	Collectivités, ADEME	sur toute la durée du Plan
26		Encourager à l'adoption de poules	Limiter la production de biodéchets	Collectivités, ADEME	sur toute la durée du Plan
27		Inciter des consommateurs à « acheter mieux »	Limiter les actes d'achats générateurs de déchets	Collectivités, ADEME	sur toute la durée du Plan
28		Travailler sur la prévention en habitat collectif	Toucher un public difficilement mobilisable	Collectivités, ADEME	sur toute la durée du Plan

CHAPITRE IV : PLANIFICATION DE LA PREVENTION DES DECHETS

29		Optimiser la reprise du 1 pour 1	Eviter le mélange de déchets dangereux avec les déchets résiduels	Collectivités, ADEME, filières REP	sur toute la durée du Plan
30		Développer l'exemplarité des structures publiques	Montrer l'exemple	Collectivités, structures publiques	sur toute la durée du Plan
31	Développer la prévention des déchets dangereux	Améliorer la connaissance des gisements de déchets dangereux	Mieux connaître pour mieux gérer et anticiper	Observatoire des déchets de la Martinique	sur toute la durée du Plan
32		Former et informer les usagers sur les déchets dangereux	Faire connaître les déchets dangereux pour que les personnes y étant confrontés puissent mieux gérer ce type de déchets	ODE, CCI, CMA, Chambre d'agriculture, APROMAR, filières REP, Collectivités, ADEME, SYRTA	sur toute la durée du Plan
33		Augmenter les quantités de déchets dangereux détournées	Limiter la nocivité des déchets incinérés ou stockés	ODE, CCI, CMA, Chambre d'agriculture, APROMAR, filières REP, Collectivités, ADEME	sur toute la durée du Plan
34	Développer la prévention des déchets du BTP	Sensibiliser et former les acteurs du BTP	Faire connaître les déchets pour que les personnes y étant confrontés puissent mieux gérer	CCI, CMA, SEBTPAM, CAPEB, COBATY	sur toute la durée du Plan
35		Développer l'exemplarité des structures publiques sur les déchets du BTP	Augmenter les quantités de matériaux réemployés sur les chantiers sous maîtrise d'ouvrage publique	Structures publiques	sur toute la durée du Plan

● CHAPITRE V : PLANIFICATION DE LA GESTION DES DECHETS

1. PRINCIPES GENERAUX DU PLAN POUR LA GESTION DES DECHETS

1.1 HIERARCHIE DES MODALITES DE TRAITEMENT

La directive européenne du 19 novembre 2008 relative aux déchets, traduite en droit français dans l'article L541-1 du code de l'environnement, établit une hiérarchie des modes de traitement :

- 1) prévention,
- 2) préparation pour la réutilisation,
- 3) recyclage,
- 4) autres modes de valorisation, notamment énergétique,
- 5) et, en dernier recours, élimination.

Cette hiérarchie des modes de traitement s'applique à toute personne physique ou morale devant gérer des déchets.

➔ **Le Plan a été construit dans le respect de la hiérarchie des modalités de traitement définies dans la réglementation.**

1.2 FAVORISER LA GESTION DE PROXIMITE DES DECHETS

L'article 16 de la Directive européenne 2008/98/CE intègre le principe de gestion de proximité des déchets ainsi que l'article L541-1 du code de l'environnement qui stipule que le transport des déchets doit être organisé et limité en distance et en volume selon un principe de proximité.

Etant donné le caractère insulaire de la Martinique, ainsi que son éloignement des centres de traitement européen, la problématique du transport a été prégnante dans la construction du Plan.

Le PPGDM de la Martinique retient le principe de proximité promulgué par la réglementation européenne et nationale comme fondement. Ainsi les priorités pour le traitement des déchets produits sur le périmètre du Plan sont les suivantes :

- 1) Le respect de la hiérarchie des modes de traitement.
- 2) La gestion des déchets sur la Martinique en fonction des possibilités technico-économiques et du respect de la réglementation en vigueur. Le plan prévoit donc que les déchets produits sur le territoire martiniquais soient prioritairement valorisés ou traités en Martinique lorsque les filières locales existent.
- 3) La gestion des déchets sur les Antilles ou la Guyane en fonction des possibilités technico-économiques et du respect de la réglementation en vigueur. Ainsi, certains flux pourront être valorisés dans des DOM voisins ou dans d'autres territoires en l'absence de solutions de valorisation ou de stockage sur la Martinique.
- 4) Tous autres lieux de valorisation ou de traitement.

● Concernant l'import des déchets en Martinique

CHAPITRE V : PLANIFICATION DE LA GESTION DES DECHETS

Pour les déchets non dangereux non inertes, le Plan prévoit :

- De prioriser l'acceptation des déchets produits en Martinique sur les installations du territoire du Plan ;
- D'autoriser l'import de déchets en provenance des territoires voisins pour des filières de valorisation uniquement.

Pour les déchets dangereux, le Plan prévoit le maintien de la possibilité d'import à destination de la valorisation énergétique en Martinique pour les déchets orientables vers la combustion, dans la limite des capacités restantes dans les installations après gestion des déchets en provenance du territoire. Pour les déchets inertes, le Plan ne permet pas l'import de ces déchets.

Pour permettre le respect de ces priorités, le Plan préconise

- le lancement d'une réflexion sur les transferts transfrontaliers des déchets,
 - de travailler sur les conditions d'aide aux transports pour favoriser le transport inter-îles et la coopération à l'échelle des Antilles.
- ➔ **Le Plan favorise le recours aux installations martiniquaises de gestion des déchets et prône la mutualisation des flux via une coopération locale lorsque cela est possible.**

1.3 COMMUNICATION

De la concertation menée avec les acteurs du territoire, il est ressorti la nécessité de renforcer la communication et l'amélioration de la connaissance de tous sur la gestion des déchets pour permettre une prise de conscience et un changement de comportements vis-à-vis des déchets.

Compte tenu des différentes situations, chaque acteur se doit de cibler ses actions de communication et de sensibilisation pour valoriser au mieux les moyens (humains et financiers) engagés, tout en gardant une cohérence à l'échelle de la Martinique.

Le Plan retient comme principes de base :

- la mise en cohérence des communications autour de la thématique des déchets grâce à la mise en place d'une instance de pilotage concertée regroupant tous les acteurs publics,
- des actions de communication inscrites dans la durée par différents canaux (oral, écrit...) sur l'importance d'une bonne gestion des déchets par les usagers et sur les dispositifs mis à sa disposition par la collectivité,
- des dispositifs de communication adaptés au contexte local, après identification des freins actuels et des leviers permettant de communiquer efficacement,
- des actions de communication de proximité efficaces et ciblées sur les zones à enjeux (habitat collectif par exemple),
- l'éco-communication : communiquer en réduisant les impacts sur l'environnement, par une diffusion privilégiant les documents numériques (Internet...),
- l'éducation à l'environnement dès le plus jeune âge.

L'efficacité des outils de communication et de sensibilisation est intimement liée à une définition la plus précise possible des objectifs. L'évaluation des actions passées permet de mieux voir, les freins et les leviers pour adapter la communication et rendre plus efficace les actions.

Il importera donc de choisir des moyens de sensibilisation selon les objectifs visés :

CHAPITRE V : PLANIFICATION DE LA GESTION DES DECHETS

- Adaptés à tous les usagers, comme par exemple, la promotion de la réutilisation (recycleries), où chacun s'interroge sur sa participation au changement de ses habitudes,
- Ciblés sur des groupes, dont certains ont déjà été identifiés :
 - sensibilisation auprès de chaque collégien via le numérique,
 - projets d'actions très précises, comme la suppression des sacs sur les marchés
- Axés sur la responsabilisation des usagers.

De plus, au-delà des obligations réglementaires et en fonction des besoins, une concertation avec les riverains et les associations est encouragée par le Plan, sur chacune des installations de traitement (publiques et privées) du territoire, dans un souci de bonne information des populations concernées.

- Permettant de renforcer la communication et l'information avec comme axes forts :
 - l'implication de l'ensemble des acteurs sur la nécessité de renforcer la réduction et le recyclage des déchets,
 - l'information et sensibilisation aux effets sur la santé et sur l'environnement des techniques de gestion des déchets,
 - l'action pédagogique en milieu scolaire,
 - l'appui sur l'Education Nationale et sur les réseaux d'associations de protection de l'environnement et de consommateurs.

➔ **Le Plan recommande un développement des actions de sensibilisation à l'échelle de la Martinique en adaptant les messages de communications aux cibles (touristes, habitants, services des collectivités, élus...).**

1.4 POUVOIR DE POLICE

Lors des ateliers de concertation du Plan, il est ressorti comme point transversal la nécessité de développer les contrôles et les sanctions et communiquer sur cela pour créer un mouvement vers de meilleurs comportements

Le Plan rappelle qu'en vertu de l'article L5211-9-2 du Code général des collectivités territoriales, *« lorsqu'un groupement de collectivités est compétent en matière de collecte des déchets ménagers, les maires des communes membres de celui-ci ou membres d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre membre du groupement de collectivités transfèrent au président de ce groupement les attributions lui permettant de réglementer cette activité. »*. Néanmoins, les maires peuvent d'opposer à un tel transfert dans les six mois suivant l'élection du président de la collectivité.

Ainsi, **les maires ou les présidents de collectivités à compétence collecte ont la capacité de faire respecter les consignes de collecte des déchets et sanctionner les pratiques illégales constatées** en matière de dépôt sauvage notamment, dans les limites définies par l'article L541-3 du code de l'environnement.

Il existe toutefois une distinction claire entre, d'une part, les dispositions du code général des collectivités territoriales (CGCT) relatives aux modalités de la collecte des déchets et, d'autre part, des dispositions de l'article L. 541-3 du Code de l'environnement qui instituent une police spéciale en matière de dépôt sauvage.

Un dépôt sauvage de déchets est constitué des déchets abandonnés, déposés ou traités contrairement aux prescriptions de la loi et des règlements pris pour son application (art. L. 541-3 du Code de l'environnement).

Il résulte de la doctrine gouvernementale confortée par la jurisprudence qu'en l'état actuel des textes, le pouvoir de police spéciale que le maire tient de l'article L.541-3 du code de l'environnement En matière de lutte contre les dépôts irréguliers de déchets, en vue de faire assurer le respect des dispositions du code de l'environnement et des réglementations pris pour leur application, est distinct du pouvoir de

CHAPITRE V : PLANIFICATION DE LA GESTION DES DECHETS

police spéciale défini à l'article L.2224-16 du CGCT permettant au maire de réglementer les modalités de collecte des déchets ménagers.

Il faut en conclure que les dispositions de l'article L. 541-3 du Code de l'environnement en matière de lutte contre les dépôts irréguliers de déchets est distinct des attributions de police spéciale permettant au maire de réglementer les modalités de collecte des déchets ménagers.

Dès lors, le transfert au président d'un groupement de collectivités territoriales du pouvoir de police en matière de collecte des déchets, n'inclut pas le pouvoir de police spéciale défini à l'article L. 541-3 du Code de l'environnement qui demeure en tout état de cause exercé par le maire de la commune.

Des réflexions sont en cours au niveau national dans le cadre de la feuille de route pour l'économie circulaire pour définir les différentes actions permettant d'améliorer la répression des abandons de déchets et des dépôts illégaux de déchets.

- ➔ **Le Plan rappelle le pouvoir des maires en matière de Police, de prévention et de sanctions des pratiques illégales.**

1.5 AMELIORATION DE LA CONNAISSANCE DES GISEMENTS

L'état des lieux a mis en évidence le manque de connaissance de certains gisements de déchets (déchets du BTP, Déchets d'activités économiques, déchets de l'assainissement notamment). Le Plan prévoit la montée en puissance de l'Observatoire des Déchets de Martinique pour améliorer la connaissance de la prévention et de la gestion de tous les déchets. Cette instance, pourra monter des partenariats avec les acteurs pour la fourniture de données dans l'optique de connaître pour mieux gérer les déchets produits en Martinique et ainsi limiter leurs impacts.

- ➔ **L'Observatoire des Déchets de Martinique sera l'outil de l'amélioration de la connaissance des gisements de déchets sur le territoire du Plan.**

2. ACTIONS PRIORITAIRES A RETENIR POUR ATTEINDRE L'OBJECTIF DE VALORISATION DES DECHETS NON DANGEREUX ET NON INERTES

2.1 ACTIONS POUR LA VALORISATION DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES

2.1.1 ACTIONS PRIORITAIRES POUR LES EMBALLAGES MENAGERS ET LE VERRE

Pour répondre aux obligations réglementaires et aux objectifs, le Plan incite chaque collectivité à :

- étendre les consignes de tri à l'ensemble des emballages en plastiques afin de simplifier le geste de l'utilisateur,
- étudier la mise en place de la tarification incitative : l'impact de la tarification incitative sur les performances de collecte séparée des recyclables secs (verre compris) est de l'ordre de + 20 à 30 % de matériaux collectés,
- généraliser les collectes de papiers de bureaux (entreprises, organismes publics et établissements d'enseignement),
- généraliser la collecte des cartons des commerces,
- agir spécifiquement en habitat collectif :
 - renforcer la communication : enseignement de la « culture » du tri, coordination renforcée entre ambassadeurs du tri et collecteurs...), information des nouveaux arrivants,

CHAPITRE V : PLANIFICATION DE LA GESTION DES DECHETS

- établir des partenariats entre les collectivités compétentes et les bailleurs sociaux : formation et implication des gardiens d'immeubles et des personnels de nettoyage,
- améliorer les dispositifs techniques de collecte afin d'améliorer le geste de tri des habitants (ex : diagnostic des dispositifs techniques dans les immeubles afin d'identifier ceux qui sont inadéquats ou en mauvais état et qui freinent la qualité du geste de tri),
- renforcer la communication de proximité :
 - suivi régulier et enquêtes diagnostics pour définir un plan d'actions, notamment auprès des « nouveaux arrivants », pour qu'ils puissent trier rapidement et facilement leurs déchets,
 - meilleure coordination entre ambassadeurs de tri, contrôleurs et collecteurs,
 - intégrer les besoins du service de collecte des déchets dans les documents d'urbanisme (PLU, POS,...) et projets d'aménagement, et sensibiliser à l'intérêt de recueillir l'avis du service "déchets" avant la délivrance des permis de construire,
- mettre en place des collectes séparées pour chaque événement (sportif, culturel, braderie, ...), avec une éco-conditionnalité des aides financières pour toutes les manifestations,
- s'approprier et relayer auprès de chaque commune et de chaque établissement public les pratiques éco-exemplaires en matière de tri à la source, et mettre en place les équipements nécessaires au tri dans les établissements publics (poubelle séparée pour les emballages, le papier...),
- développer des méthodes de collectes innovantes pour le recyclage (consigne pour recyclage, gratification du geste de tri...) afin d'augmenter rapidement les quantités de déchets collectés,
- harmoniser les consignes de tri,
- densifier les points de collecte du verre pour un meilleur maillage du territoire,
- étudier la possibilité de normalisation du broyat de verre.

Le détail de ces actions est présenté au chapitre VII Planification spécifique des déchets d'emballages et de papiers.

➔ **Conformément à la réglementation, le Plan incite les collectivités à passer en extension des consignes de tri des emballages en plastiques, à harmoniser les consignes de tri et à mettre en œuvre des actions pour améliorer les performances de collecte (densification des points de collecte, développer des méthodes de collecte innovantes...).**

2.1.2 ACTIONS POUR LES DECHETS OCCASIONNELS

2.1.2.1 *Orienter les encombrants et tout venant de déchèteries vers la valorisation*

Le Plan recommande le traitement des encombrants collectés en porte à porte et le tout venant de déchèterie, dans les centres de tri des encombrants existants ou en cours de réalisation, en vue de leur valorisation.

Il est à noter que le déploiement de la filière REP Déchets d'éléments d'ameublement permettra une meilleure valorisation de ce type de déchet, notamment pour les métaux. Les éco-organismes en charge de la filière prévoient d'orienter préférentiellement les autres produits de cette filière vers la valorisation énergétique.

2.1.2.2 *Augmenter le nombre de déchèteries*

Le développement du réseau à 22 déchèteries publiques, soit 1 déchèterie pour 15 600 habitants en 2031 (la moyenne nationale est 1 déchèterie pour 14 000 habitants), devrait permettre d'augmenter les quantités de DO valorisés.

En complément, le Plan prévoit la création de 3 déchèteries professionnelles.

CHAPITRE V : PLANIFICATION DE LA GESTION DES DECHETS

Certaines déchèteries du SMTVD pourront accueillir des déchets produits par des professionnels dans la mesure où ces déchets peuvent être assimilés aux déchets ménagers et dans la mesure où les volumes apportés sont compatibles avec les capacités des installations.

Une attention sera apportée pour favoriser l'implantation de toute nouvelle installation promue par le Plan en dehors des espaces présentant des enjeux particuliers en termes de biodiversité, de patrimoine et de paysage.

L'accueil en déchèterie devra en permanence être soigné pour inciter à la fréquentation des usagers. Ainsi le SMTVD veillera sur l'ensemble des sites à :

- soigner la communication à l'attention des usagers, grâce à une signalétique adaptée tant interne qu'externe,
- veiller à la formation continue des agents d'accueil,
- rechercher des solutions d'extension des capacités d'accueil pour les sites saturés.

➔ **Les déchets occasionnels seront principalement collectés sur les déchèteries afin de permettre une meilleure séparation dès la collecte. Les déchets n'ayant pas pu être collectés de manière séparée passeront sur les installations de tri du SMTVD afin d'optimiser leur valorisation.**

2.1.3 ACTIONS POUR LES MACHEFERS

Les mâchefers d'incinération peuvent être recyclés après une phase de maturation et de préparation dans une Installation de Maturation et d'Elaboration (IME) sur laquelle ils sont transformés en graves de mâchefer. Ces graves viennent en remplacement de matériaux extraits de carrière

La seule possibilité pour considérer les mâchefers comme étant recyclés est de les utiliser en sous-couche routière. Cependant, étant donné les contraintes du territoire Martiniquais qui présente des risques sismiques, des risques en termes d'inondation et de submersion, et la géographie du réseau routier avec de fortes déclivités, cette utilisation semble complexe. Leur maintien en couche de recouvrement intermédiaire de casier en ISDND semble la seule solution de valorisation, excluant les possibilités de recyclage.

Le Plan prévoit donc la poursuite de la valorisation des mâchefers d'incinération en recouvrement intermédiaire des casiers en ISDND après contrôles de qualités.

➔ **Dans l'optique de favoriser les possibilités de valorisation, le Plan recommande la réalisation d'une étude plus approfondie de la faisabilité de l'utilisation des mâchefers en sous-couche routière en Martinique.**

2.1.4 ACTIONS POUR LES TLC,

Dans le cadre du déploiement et de l'optimisation de la gestion des déchets textiles, le Plan prévoit :

- la densification des points de collecte,
- la création d'un centre de tri des textiles en capacité de trier à minima les tonnages collectés actuellement sur la Martinique en considérant des perspectives de croissance raisonnables. (cf. chapitre VIII) afin de respecter le principe de proximité et dans l'optique du développement de filières locales.

2.1.5 ACTIONS POUR LES BIODECHETS

Le Plan recommande :

- la réalisation d'une étude sur les modalités de collecte et les coûts sur tout le territoire,

CHAPITRE V : PLANIFICATION DE LA GESTION DES DECHETS

- une optimisation des performances de collecte sur les zones desservies par une collecte de biodéchets,
- La généralisation du tri à la source des biodéchets des gros producteurs.

Le Plan laisse la possibilité aux autres collectivités de développer ce type de collecte sur les zones non desservies où la mise en place d'une collecte s'avérerait pertinente.

Les priorités du Plan sur le déploiement du tri à la source des biodéchets sont présentées dans le chapitre VI Planification spécifique des biodéchets.

2.2 ACTIONS POUR LA VALORISATION DES DECHETS DES DECHETS DES ACTIVITES ECONOMIQUES

2.2.1 AMELIORER LA CONNAISSANCE DES DAE

Le Plan a répertorié dans l'état des lieux 96 000 tonnes de déchets d'activités économique sur les installations de traitement. Cependant, des estimations menées par ratio ont montré que la quantité réelle de déchets des activités économique produite en Martinique serait plus proche de 125 000 tonnes.

Par conséquent, le Plan recommande que l'Observatoire des Déchets se dote d'outils et de moyens adaptés pour mesurer avec plus de précision l'évolution des flux de DAE (personnel, enquêtes régulières, partenariat avec l'ADEME, la CCI, la CMA), afin d'affiner la connaissance des flux et des gisements.

2.2.2 INFORMATION ET COMMUNICATION PAR LA CCI ET LA CMA

Le Plan recommande l'information et la communication des entreprises par les chambres consulaires, sur leurs responsabilités et obligations en matière de tri, le développement de partenariats entre chambres consulaires, organisations professionnelles et collectivités pour :

- généraliser la collecte du verre auprès de tous les professionnels, et notamment des restaurateurs, les collectes de papiers de bureau, les collectes de cartons auprès des commerces de proximité et la collecte des biodéchets auprès des gros producteurs,
- sensibiliser et former les Très Petites Entreprises et les commerces de proximité.

2.2.3 OPTIMISER LA VALORISATION DES DECHETS DES PRODUCTEURS NON MENAGERS GERES PAR LE SERVICE PUBLIC

Les priorités retenues sont sur l'exemplarité des administrations :

- généralisation du tri des papiers, cartons et autres déchets d'emballages assimilés aux déchets ménagers, et du tri des biodéchets de la restauration collective ou d'espaces verts, pour les gros producteurs,
- application dans toutes les collectivités et administrations des prescriptions du Plan national « administration exemplaire ».

Le Plan demande aux collectivités de préciser leurs définitions des « assimilés » et les règles d'acceptation des déchets des activités économiques dans le service public dans leur règlement de collecte.

2.2.4 AMELIORER LES PERFORMANCES DE VALORISATION DES DAE COLLECTES PAR LES OPERATEURS PRIVES

Les priorités retenues sont principalement des mesures d'accompagnement pour améliorer les performances de valorisation des DAE.

CHAPITRE V : PLANIFICATION DE LA GESTION DES DECHETS

○ Respect de la réglementation.

En tant que producteurs de déchets, les entreprises sont soumises à des réglementations qui doivent contribuer à augmenter le tri à la source des déchets en vue de leur valorisation.

● **Décret 5 flux**

Dans le prolongement de la loi sur la transition énergétique, et en complément de l'obligation sur le tri et la valorisation des emballages professionnels (Art. R 543-66 à 72 du code de l'Environnement), le décret n°2016-288 du 10 mars 2016 (dit décret 5 flux) oblige depuis le 1er juillet 2016 au tri à la source et à la valorisation de 5 flux de déchets (Art. D 543-280 à 543-287 du code de l'Environnement).

- Dispositions communes aux déchets de papier, de métal, de plastique, de verre et de bois

Depuis le 1er juillet 2016, les entreprises doivent réaliser le tri à la source et la valorisation de 5 flux de déchets : papier, métal, plastiques, verre, bois.

Tous les producteurs et détenteurs de déchets sont concernés, qu'ils soient collectés par un prestataire privé ou par le service public des déchets s'ils génèrent plus de 1 100 litres/semaine de déchets (tous déchets confondus), seuls ou à plusieurs sur une même implantation (par exemple, un immeuble tertiaire ou une galerie commerciale).

Ces déchets recyclables sont entreposés et collectés soit séparément les uns des autres, soit tout ou en partie en mélange entre eux, mais pas en mélange avec d'autres déchets non concernés par le décret. Le prestataire en charge de la collecte doit remettre au producteur des déchets une attestation annuelle de collecte et valorisation.

- Dispositions spécifiques aux déchets de papiers de bureau

Depuis le 1^{er} juillet 2016, pour **les implantations des administrations publiques de l'Etat regroupant plus de 20 employés de bureau**, et le 1^{er} janvier 2018 pour celles des **autres producteurs de plus de 20 salariés** (seuil décroissant entre 100 et 20 salariés entre le 1er juillet 2016 et le 1^{er} janvier 2018), le tri des déchets de papiers de bureau doit être mis en place. Dans le cas où plusieurs producteurs ou détenteurs de déchets de papiers de bureau sont installés sur une même implantation et sont desservis par le même prestataire, le nombre de personnes s'entend comme le total des personnes regroupées sur cette implantation au titre des différents producteurs et détenteurs de déchets.

L'étude nationale de préfiguration d'une obligation de recyclage des papiers de bureau menée par l'ADEME en 2014 a permis de cerner les enjeux en termes de tonnages et de cibles : sur un gisement national estimé de 846 milliers de tonnes, il reste 413 milliers de tonnes à collecter et recycler. La moitié du gisement se situe au sein de l'administration publique et des services.

Plus de la moitié du gisement (55 %) se trouve dans les structures de moins de 10 salariés et plus de 41 % dans celles de moins de 5.

● **Tri à la source des biodéchets**

L'article R541-226 du code de l'environnement dispose que les producteurs ou détenteurs d'une quantité importante de déchets composés majoritairement de biodéchets autres que les déchets d'huiles alimentaires sont tenus d'en assurer le tri à la source en vue de leur valorisation organique. Les producteurs ou détenteurs d'une quantité importante de déchets d'huiles alimentaires sont également tenus d'en assurer le tri à la source en vue de leur valorisation.

Cette obligation ciblant les « gros producteurs » de biodéchets, c'est-à-dire ceux qui produisaient plus de 10 t/an à compter du 1^{er} janvier 2016, est étendue par la loi de transition énergétique, qui prévoit une généralisation du tri à la source des biodéchets pour tous les producteurs de déchets avant 2025 (cf. chapitre VI).

Le plan intègre dans ses orientations et sa prospective les objectifs nationaux d'amélioration du niveau de valorisation matière des déchets d'activités économiques présentés ci-dessus.

Le Plan recommande l'application de la réglementation aux producteurs non ménagers martiniquais. Pour cela, il prévoit des actions de communication sur la réglementation en vigueur qui devront être mises en place par la CCI, la CMA et la DEAL.

CHAPITRE V : PLANIFICATION DE LA GESTION DES DECHETS

Actuellement les huiles alimentaires sont collectées chez les commerçants et exportées pour recyclage. Cette collecte devra être poursuivie du code de l'environnement et pourra être étendue aux huiles des particuliers. Le traitement de ces déchets devra être conforme au principe de proximité.

○ Création de 3 déchèteries professionnelles

Le développement de déchèteries dédiées aux entreprises est subordonné à l'initiative de maîtres d'ouvrage privés. Il dépendra également de la clarification et de l'harmonisation des conditions d'accès des professionnels sur les équipements publics, pour éviter toute distorsion de concurrence et assurer la viabilité (donc a fortiori la mise en œuvre) des projets privés.

Le Plan recommande fortement de mettre en place un réseau de déchèteries professionnelles, notamment pour les déchets du BTP, là où les conditions économiques le permettent : **le Plan prévoit la création de 3 déchèteries dédiées aux professionnels**. Ces déchèteries pourraient être mixtes : déchets non dangereux et déchets dangereux. La répartition géographique de ces installations pourra être d'une sur la zone nord, une sur la zone Sud et une sur la zone centre. Elle pourrait être modifiée en cas de justification par une étude de gisement.

○ Lutte contre les pratiques illégales de démantèlements

Le cuivre est un catalyseur de la réaction de formation des dioxines qui se réalise en présence de chlore. Or la gaine autour des câbles électriques est en PVC qui contient beaucoup de chlore. Ainsi le brûlage sauvage des câbles afin de récupérer le cuivre génère de la dioxine, 12 mg ITEQ par tonne de câble (source PNUE), soit pour seulement une tonne de câble, presque autant que la production annuelle de l'UIOM.

En conséquence, Le Plan souligne l'importance de la lutte contre cette pratique illégale, qui doit passer par l'amélioration de la connaissance des pratiques, le renforcement des contrôles et la concertation entre les acteurs de l'export du cuivre et des autres produits issus d'un démantèlement en vue d'aboutir à une charte des repreneurs les engageant à s'assurer de la traçabilité des produits cuivrés achetés.

- ➔ **Le Plan prévoit la création de 3 déchèteries professionnelles et la mise en application du décret 5 flux pour augmenter les quantités de déchets d'activités économiques orientées vers la valorisation**

3. ACTIONS PRIORITAIRES A RETENIR POUR L'ATTEINTE DES OBJECTIFS DE VALORISATION DES DECHETS DANGEREUX

3.1.1 ACTION GENERALE

Les gisements de déchets dangereux disponibles sur la Martinique, ne permettent pas de développer des filières locales pérennes de traitement. Ainsi, pour favoriser l'économie de la gestion des déchets et les initiatives locales, le Plan recommande d'étudier les possibilités de massification des gisements avec les territoires voisins, sur le modèle de la filière DEEE.

3.1.2 ACTIONS PAR TYPE DE FLUX

Les flux de déchets dangereux sont fortement concernés par des REP. Les recommandations du Plan prévues dans ce paragraphe ont été développées en concertation avec les éco-organismes en charge de ces filières.

CHAPITRE V : PLANIFICATION DE LA GESTION DES DECHETS

Les actions à engager pour atteindre les objectifs de valorisation des déchets dangereux sont déclinées par flux :

○ DDS

Le Plan recommande de :

- mettre en place la filière de responsabilité élargie du producteur Eco-DDS,
- généraliser l'accueil des DDD à toutes les déchèteries,
- mettre en place de collectes ponctuelles par les distributeurs,
- former les agents de déchèteries à la prise en charge de ces déchets.

○ DASRI

Afin d'augmenter les performances de collecte des DASRI PAT, le Plan recommande :

- la poursuite et l'intensification de la communication par l'Eco-organisme en charge de la collecte (vers les professionnels de la santé et le grand public notamment axer sur les patients en auto-traitement),
- la diffusion d'information par les CCAS.

○ Gaz Fluorés

Le Plan recommande :

- la poursuite et renforcement de l'information des professionnels et de la population des dispositions réglementaires, les obligations des professionnels et les impacts de ces gaz sur l'environnement,
- la structuration de la filière de récupération.

○ DEEE

Avec une progression de 17% des tonnages collectés entre 2016 et 2017, la filière DEEE a déjà mis en place un certain nombre d'actions. Le gisement de déchets en Martinique est cependant plus important que dans l'hexagone, et les actions qui ont permis cette progression doivent être maintenues pour augmenter le taux de captage.

Le Plan préconise notamment :

- la poursuite de la communication autour de la reprise gratuite en 1 pour 1,
- le renforcement des partenariats avec les collectivités,
- la récupération des DEEE dans les installations de tri du SMTVD.

D'autres actions peuvent être mises en œuvre, notamment la diversification des sources de DEEE, avec des partenariats avec d'autres acteurs (récupérateurs de métaux notamment).

○ Déchets pyrotechniques

Les déchets pyrotechniques (fusées de détresses...) font l'objet d'une REP en cours de mise en place. Le Plan recommande l'accompagnement de la mise en œuvre de cette réglementation.

Le Plan recommande également de communiquer sur la thématique en associant filière REP, ports, capitaineries et collectivités locales.

CHAPITRE V : PLANIFICATION DE LA GESTION DES DECHETS

Les opérations de déstockage ne rentrent pas dans le cadre de l'agrément d'APER PYRO (reprise 1 pour 1) mais pourront être mises en œuvre avec des partenaires finançant des coûts de traitement et de collecte.

○ Déchets amiantés

Les déchets amiantés font l'objet d'un paragraphe spécifique (chapitre XI). Il prévoit :

- la mise en place d'un laboratoire accrédité d'analyse,
- la création de deux installations de transit d'amiante,
- le renforcement de la formation des acteurs du bâtiment aux problématiques de l'amiante,
- l'aide au développement de solutions de désamiantages innovantes et adaptées au climat tropical.

○ Véhicules hors d'usages

La gestion des véhicules hors d'usage est présentée dans un chapitre spécifique (voir chapitre XII).

Les actions principales prévues pour ce déchet dangereux sont les suivantes :

- poursuivre la mise en place de la filière,
- résorber le stock résiduel,
- renforcer la sensibilisation et les contrôles,
- réaliser une étude de structuration de la filière Véhicules Hors d'Usage en Martinique qui permettra à partir d'un état des lieux et un diagnostic de la filière, d'identifier les leviers pour développer la récupération de pièces de réutilisation par les centres VHU afin de structurer une économie circulaire officielle de la réparation automobile à moindre coût.

○ BPHU

Le Plan recommande :

- le déploiement de la filière des bateaux hors d'usages sur le territoire,
- la mise en place d'actions de communication,
- le renforcement des contrôles,
- la réalisation d'études sur la déconstruction des bateaux hors d'usages,
- l'analyse des synergies possibles avec la filière VHU (voir chapitre XII).

○ Piles et accumulateurs

Le Plan préconise :

- la poursuite de la sensibilisation notamment des établissements scolaires,
- la mise en place de partenariats avec les collectivités locales pour mener des actions de prévention,
- l'animation d'opérations événementielles (SEDD, SERD, Evènement majeur local),
- la réduction de la part de batteries circulant dans les filières parallèles : réflexion et intégration de l'ensemble des recycleurs locaux,
- l'évaluation des méthodes visant à optimiser les volumes collectés.

CHAPITRE V : PLANIFICATION DE LA GESTION DES DECHETS

● Panneaux Photovoltaïques

Le Plan prévoit :

- la poursuite de la sensibilisation et de l'information des producteurs et distributeurs sur leur obligation légale de reprise,
- le développement du nombre de PAV pour faciliter la collecte auprès des détenteurs de petit volume,
- la contractualisation le cas échéant avec un partenaire local pour garantir une reprise 1 pour 0,
- la définition de la filière de gestion possible (pré-traitement en local, valorisation énergétique...) en fonction de la montée en puissance des volumes collectés.

● Déchets dangereux des professionnels

Le Plan rappelle aux professionnels que tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément à la réglementation. Il est responsable jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers (article L541-2 du code de l'environnement).

Le Plan rappelle également que le mélange des déchets dangereux avec les Ordures Ménagères assimilée ou tout autre flux de déchets non dangereux est strictement interdit, comme spécifié dans l'article L541-7-2 du code de l'environnement : « *« Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont interdits ».*

Le Plan recommande donc aux producteurs de déchets de :

- veiller à isoler les déchets dangereux,
- choisir des filières conformes à la réglementation,
- s'assurer de la bonne fin de leur élimination ou valorisation.

➔ **Pour les déchets dangereux, le Plan recommande une meilleure connaissance des gisements, la poursuite et le renforcement des actions en place, ainsi que la mise en œuvre effective des filières de responsabilités élargies du producteur, et leur développement. Le Plan rappelle également que les professionnels doivent isoler leurs déchets dangereux et s'assurer de leur traitement dans le respect de la réglementation.**

4. ACTIONS PRIORITAIRES A RETENIR POUR L'ATTEINTE DES OBJECTIFS DE VALORISATION DES DECHETS DE CHANTIERS

Les actions retenues pour atteindre les objectifs de valorisation des déchets des chantiers du BTP sont présentées au chapitre X –Planification spécifique des déchets du BTP. Elles sont récapitulées dans le tableau suivant :

CHAPITRE V : PLANIFICATION DE LA GESTION DES DECHETS

Actions	Objectifs
Améliorer la connaissance et la traçabilité des déchets du BTP	Connaître pour mieux gérer
Sensibiliser les responsables de la commande publique	Améliorer l'éco-exemplarité
Travailler sur les cahiers des charges pour permettre l'utilisation de matériaux recyclés	Développer la demande ou augmenter la quantité de matériaux valorisés
Suivi d'actions pilotes et de chantiers exemplaires	Prouver qu'il est possible de gérer correctement les déchets de chantier et communiquer sur les entreprises exemplaires
Prendre en compte les enjeux locaux et la gestion des déchets dans la réglementation thermique martiniquaise	Limiter les imports de déchets potentiellement coûteux ou problématique en fin de vie
Lancer des appels à projet pour tester des matériaux recyclés	Tester les possibilités d'utilisation de matériaux recyclés
Développer des solutions de traitement des terres	Limiter les pratiques néfastes pour l'environnement
Informar les acteurs des dispositions réglementaires en cas de pratiques illégales	Connaître pour mieux gérer
Mettre en place une démarche partenariale pour lutter plus efficacement contre les pratiques illégales et capitaliser les retours d'expériences	Limiter les pratiques néfastes pour l'environnement
Réflexion concertée sur le territoire pour développer une offre privée de déchèteries dédiées aux professionnels en lien avec l'obligation des distributeurs	Développer la possibilité d'accueil des déchets de chantier chez les distributeurs
Harmoniser les conditions d'accès sur les déchèteries	Favoriser l'utilisation des déchèteries et l'égalité des acteurs sur le territoire
Accueil des artisans dans les déchèteries publiques dans le cas où il n'y a pas de solution privée ; et en l'absence de solution publique ou privée que les distributeurs puissent mettre en place une solution sur leur propre site	Éviter les dépôts sauvages

5. ACTIONS PRIORITAIRES A RETENIR POUR LA GESTION DES DECHETS ISSUS DU TRAITEMENT DES EAUX

L'objectif retenu pour les sous-produits de l'assainissement est la valorisation organique (compostage dans le respect de la norme NFU 44095) et/ou énergétique.

CHAPITRE V : PLANIFICATION DE LA GESTION DES DECHETS

5.1 EVOLUTION DES QUANTITES A TRAITER

Les politiques mises en place par les collectivités compétentes en matière d'eau et d'assainissement et les organismes dédiés devraient induire une augmentation des raccordements aux réseaux et une amélioration :

- de l'exploitation des stations,
- de la collecte des graisses et autres sous-produits de l'assainissement,
- de la collecte des boues de l'assainissement non collectif.

D'où une augmentation des quantités des déchets issus du traitement des eaux détaillées ci-dessous :

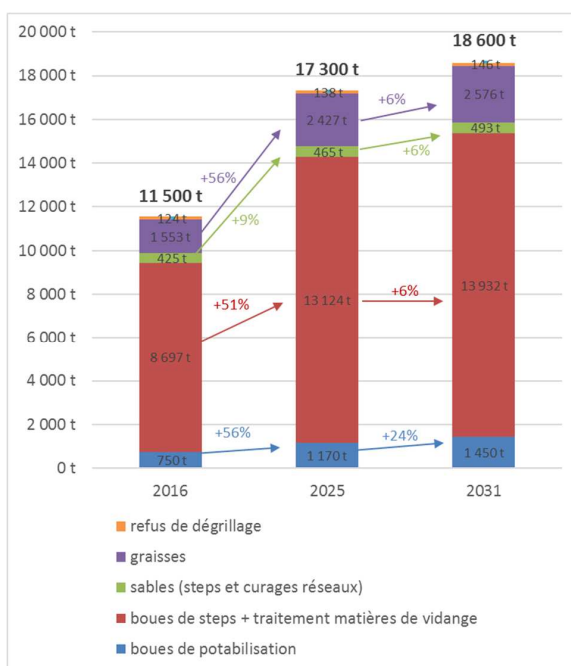


Figure 115 : Evolution des quantités de déchets issus du traitement des eaux

5.2 PRECONISATIONS DU PLAN

5.2.1 AMELIORER LA CONNAISSANCE DES QUANTITES DE SOUS-PRODUITS DU TRAITEMENT DES EAUX

Les priorités communes à l'ensemble des déchets d'assainissement (boues de station d'épuration, matières de vidange, refus de dégrillage, sables et graisses de stations d'épuration) portent sur l'amélioration de leur connaissance et le suivi de leur gestion.

Le Plan préconise :

- la mise en place d'un groupe de travail eau et assainissement regroupant les collectivités compétentes, les gestionnaires de stations, l'ODE, la CTM, la DEAL et l'ADEME,
- un recueil centralisé des données de la gestion des déchets de l'assainissement en synergie avec l'Observatoire des déchets de la Martinique, l'Observatoire de l'Eau de Martinique et les syndicats compétents en matière d'assainissement, d'un permettant :
 - de mieux connaître la production et le devenir des refus de dégrillage, sables et graisses et définir des orientations pour leur gestion ;

CHAPITRE V : PLANIFICATION DE LA GESTION DES DECHETS

- de mieux connaître la production et le devenir des boues de stations d'épuration collectives et privées (micro-stations) ;
- d'avoir une vision globale de la gestion des déchets d'assainissement quelle que soit leur origine (industrielle ou collectivités).

5.2.2 ACTIONS A RETENIR POUR LES BOUES DE STATIONS D'EPURATION

Le Plan préconise :

- la limitation du transport des boues par :
 - l'augmentation si possible de la teneur en matière sèche des boues,
 - l'intégration de nouvelles techniques,
 - augmenter la capacité des bennes de transport de boues (ex : bennes 20 m³),
- le compostage de boues de stations d'épuration répondant à la norme NFU 44 095. Par ailleurs, dans l'éventualité où la réglementation évoluerait et que le compost n'y serait plus conforme, notamment en cas de contamination des boues de station d'épuration et du compost par des micropolluants (résidus pharmaceutiques et stupéfiants), le plan préconise d'évaluer la compatibilité de leur épandage avec les productions envisagées et laisse ouvert la possibilité d'élaborer des techniques d'abattement physico-chimiques tertiaires au sein des stations d'épuration et/ou de développer des traitements complémentaires des boues lors de leur valorisation en compost en vue de l'élimination de ces micropolluants toxiques,
- la valorisation énergétique d'environ 3 000 t de boues de stations d'épuration publiques (sortie STEP) après déshydratation poussée.

5.2.3 ACTIONS A RETENIR POUR LES AUTRES SOUS-PRODUITS DE L'ASSAINISSEMENT DES EAUX

Le Plan prévoit d'améliorer le traitement des déchets issus de l'assainissement non collectif avec pour objectif de traiter 50% du gisement estimé dans les installations de traitement en 2031 et 30% en 2025, contre 15% actuellement, en :

- informant les usagers sur leurs obligations et les modalités d'entretien,
- incitant fortement les usagers (via le SPANC) à faire réaliser les vidanges par les entreprises agréées,
- informant les professionnels de leurs obligations,
- multipliant les contrôles des vidangeurs (Maires, police de l'eau, ARS),
- renforçant la traçabilité des matières de vidanges afin de s'assurer qu'elles soient bien orientées vers les centres de traitement (contrôles des bordereaux de suivi, mise en cohérence des activités et des déclarations),
- améliorant le suivi des dispositifs d'assainissement non collectif par les SPANC.

Le Plan recommande :

- de valoriser organiquement les graisses,
- d'harmoniser les modalités de collecte des refus de dégrillage sur l'ensemble du territoire,
- de recourir au stockage en ISDND ou en valorisation énergétique pour les refus de dégrillage. Le Plan recommande aux collectivités compétentes en matière d'assainissement un compactage plus important des refus de dégrillage pour augmenter la teneur en matière sèche,
- de recourir au stockage en ISDND pour les sables de STEP et de réseaux, compte-tenu de leur nature physique, après une déshydratation,
- de maintenir l'élimination pour les boues issues de la potabilisation.

CHAPITRE V : PLANIFICATION DE LA GESTION DES DECHETS

- ➔ **Pour les déchets de l'assainissement des eaux, le Plan recommande la limitation du transport de boues, le compostage des boues, l'orientation vers la combustion d'une fraction des boues déshydratées, le maintien de l'élimination des boues de potabilisation ainsi que l'amélioration du captage des matières de vidanges.**

6. ACTIONS PRIORITAIRES A RETENIR POUR LE TRAITEMENT DES DECHETS

6.1 TRAITEMENT DES DECHETS NON DANGEREUX NON INERTES RESIDUELS

6.1.1 PRE-TRAITEMENT MECANO-BIOLOGIQUE

Le pré-traitement mécano-biologique (TMB) vise à recycler ou optimiser le traitement des ordures ménagères résiduelles. Il consiste en l'imbrication d'opérations mécaniques (dilacérations et tris) et d'étapes biologiques (compostage, méthanisation).

Les déchets non traitables ou les déchets refusés par le TMB sont valorisés énergétiquement ou enfouis.

En Martinique, le SMTVD est en cours de construction d'un TMB sur le site de Petit-Galion qui permettra de transformer à terme 25 000 t/an de déchets d'ordures ménagères brutes en déchets valorisables sous forme de matière (acier essentiellement), composts valorisés organiquement, déchets résiduels.

Il est à noter que le Paquet Economie Circulaire Européen stipule que le PTMB sur OMR brute sans collecte séparative de la fraction fermentescible ne pourra plus être considéré comme de la valorisation à l'horizon 2027.

Ces déchets résiduels ayant un fort pouvoir calorifique, leur valorisation énergétique est préconisée dans des équipements existants ou à venir (unité de combustion de CSR, four haut PCI...). En l'absence de capacités d'accueil, ces déchets seront orientés en installation de stockage.

Aux vues des évolutions réglementaires qui pourraient être induites, notamment par la transposition du Paquet Economie Circulaire, le TMB pourrait être transformé en unité de préparation de CSR sous réserve des résultats de l'étude de faisabilité en cours par le SMTVD.

Le tri qui sera réalisé par le TMB n'est pas un tri à la source et n'est pas équivalent au tri à la source réalisé pour des biodéchets. En conséquence, et tel qu'il est indiqué dans l'article D543-226-1 du code de l'environnement : « Il est interdit de mélanger des biodéchets triés par leur producteur ou détenteur avec d'autres déchets n'ayant pas fait l'objet d'un même tri ».

- ➔ **Le Plan recommande l'orientation des déchets à fort PCI vers une valorisation énergétique et garde ouvert la possibilité de conversion du TMB en unité de préparation de CSR.**

6.1.2 VALORISATION ENERGETIQUE

L'article L.541-1-I-9 du code de l'environnement demande d'assurer la valorisation énergétique des déchets qui ne peuvent être recyclés en l'état des techniques disponibles et qui résultent d'une collecte séparée ou d'une opération de tri réalisée dans une installation prévue à cet effet.

De plus, la loi pour la transition énergétique et la croissance verte prévoit que les zones non interconnectées comme la Martinique doivent être énergétiquement autonomes en 2030. Or, le territoire est fortement dépendant sur le plan énergétique aux énergies fossiles représentant 94 % des ressources

CHAPITRE V : PLANIFICATION DE LA GESTION DES DECHETS

consommées en 2016, dont 40,6 % sont utilisés pour la production d'électricité et 47,2 % pour le transport.

La production d'électricité à partir de déchets représente donc un enjeu important du PPGDM et de la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) dont la révision doit être lancée prochainement pour planifier les modes de production et de consommation d'énergie à l'horizon 2028, dans un objectif d'indépendance énergétique au pétrole.

○ Valorisation des Combustibles solides de récupération (CSR) ou autres combustibles dérivés de déchets (CDD)

L'utilisation des CSR se fait principalement en cimenterie ou dans des chaudières dédiées (rubrique ICPE 2971). Ces dernières sont soumises aux dispositions de l'arrêté du 23 mai 2016 relatif aux installations de production de chaleur et/ou d'électricité à partir de déchets non dangereux préparés sous forme de combustibles solides de récupération dans des installations prévues à cet effet associés ou non à un autre combustible et relevant de la rubrique 2971 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

En cas de nouveau four de combustion, le Plan recommande le recours à ces unités CSR mais ouvre également vers la valorisation énergétique de déchets à haut PCI qui sont qualifiés de Combustibles Dérivés de Déchets (CDD).

Concernant la production et la valorisation énergétique des CSR ou des CDD, le plan recommande la valorisation en proximité de gisements locaux permettant une restitution d'énergie au niveau du territoire et participant ainsi à l'objectif d'autonomie énergétique du territoire, sous réserve de :

- la non perturbation des filières de recyclage ;
- l'adaptation des installations de valorisation énergétique du CSR à la combustion de biomasse ou, à d'autres combustibles afin de ne pas être dépendantes d'une alimentation en déchets ;
- l'articulation avec les unités de valorisation énergétiques existantes ;
- la qualité du CSR produit et les démarches de certification des installations de préparation du CSR.

Le Plan laisse ouvert la possibilité de mise en place d'une ou deux unités de préparation, de création d'une ou deux installations de valorisation des CSR ou CDD.

○ Amélioration de la performance énergétique de l'UIOM

L'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 définit le critère de performance énergétique qui doit être, à compter du 1er janvier 2016, supérieur à 0,60 ou 0,65 suivant l'année de l'autorisation d'exploiter, pour que l'installation puisse être classée comme installation de valorisation. En 2016, l'UIOM de Fort de France présentait une performance énergétique de 59,09 % qui va être portée à 71 % après les travaux d'optimisation programmés en 2019 et 2020 par le SMTVD.

L'article R. 541-17 du code de l'environnement indique que le Plan doit déterminer une limite aux capacités annuelles d'élimination par « incinération sans valorisation énergétique des déchets non dangereux non inertes telle que :

- en 2020, la capacité annuelle d'élimination par incinération des déchets non dangereux non inertes sans valorisation énergétique ne soit pas supérieure à 75 % de la quantité des déchets non dangereux non inertes admis en installation d'incinération sans valorisation énergétique en 2010 ;
- en 2025, la capacité annuelle d'élimination par incinération des déchets non dangereux non inertes sans valorisation énergétique ne soit pas supérieure à 50 % de la quantité des déchets non dangereux non inertes admis en installation d'incinération sans valorisation énergétique en 2010 ;

CHAPITRE V : PLANIFICATION DE LA GESTION DES DECHETS

Cette limite s'applique, à compter de la date d'entrée en vigueur du plan, aux projets de création de toute nouvelle installation, aux projets d'extension de capacité d'une installation existante ou aux projets de modification substantielle de la nature des déchets admis sur ces installations.

A la vue de ces orientations et des objectifs d'amélioration de l'indépendance énergétique de la Martinique, le Plan préconise le passage en valorisation énergétique de l'UIOM de Fort de France ainsi que prévu par le SMTVD.

Par ailleurs, les Assises de l'outre-mer ont fait remonter la nécessité d'une adaptation du facteur de correction climatique utilisé dans la formule de calcul actuelle de la performance énergétique pour prendre en compte le climat tropical.

En effet, le mode de calcul actuel de la performance énergétique ne reflète pas la réalité des DOM.

- ➔ **Le Plan demande la conversion de l'incinérateur de Morne Dillon en unité de valorisation énergétique au sens réglementaire et laisse ouvert à la création d'unités de combustion de déchets à forte capacité de valorisation énergétique.**

6.1.3 ELIMINATION DES DECHETS PAR STOCKAGE

Afin d'augmenter au maximum la durée de vie de l'ISDND de Petit-Galion qui est autorisée pour 100 000 t/an avec une durée de vie prévisionnelle jusqu'en 2042, il est préconisé de favoriser la valorisation énergétique pour limiter l'enfouissement.

- ➔ **Le Plan retient le principe de favoriser au maximum la valorisation énergétique des déchets résiduels afin de maximiser la durée de vie de l'ISDND de Petit Galion.**

6.2 TRAITEMENT DES DECHETS DANGEREUX

Les quantités de déchets dangereux générés en Martinique sont faibles et l'atteinte d'une rentabilité économique pour le traitement des déchets dangereux est complexe sur le territoire.

Aussi, le Plan recommande le traitement des déchets dangereux conformément à la réglementation, tout en respectant au mieux le principe de proximité (dans les limites de faisabilité technico-économique).

Le Plan prévoit la possibilité d'import à destination de la valorisation énergétique en Martinique pour les déchets orientables vers la combustion, dans la limite des capacités restantes dans les installations après gestion des déchets en provenance du territoire.

6.3 TRAITEMENT DES DECHETS INERTES

Les orientations pour le traitement des déchets inertes des chantiers du BTP sont détaillées au chapitre X Planification spécifique des déchets du BTP.

En synthèse, le Plan prévoit la possibilité de créer des installations de stockage des déchets inertes dans le cas où les capacités de remblaiements de carrière ne seraient pas suffisantes pour gérer la totalité des flux de déchets inertes.

6.4 DEFINITION DU DECHET ULTIME

6.4.1 LA DEFINITION REGLEMENTAIRE DU DECHET ULTIME

L'article L541-2-1 du code de l'environnement dispose, au point II, que :

« Les producteurs ou les détenteurs de déchets ne peuvent éliminer ou faire éliminer dans des installations de stockage de déchets que des déchets ultimes. »

CHAPITRE V : PLANIFICATION DE LA GESTION DES DECHETS

Est ultime au sens du présent article, un déchet qui n'est plus susceptible d'être réutilisé ou valorisé dans les conditions techniques et économiques du moment, notamment par extraction de la part valorisable ou par réduction de son caractère polluant ou dangereux ». Néanmoins, les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux ménages.

La circulaire du 28/04/98 relative à la mise en œuvre et l'évolution des plans départementaux d'élimination des déchets ménagers et assimilés, indique que « *la définition précise du déchet ultime sera fonction des conditions locales* » ... « *Le déchet ultime est donc propre à chaque périmètre d'élimination et découle directement du contenu et des objectifs du plan d'élimination proposé pour chaque périmètre.* »

Il appartient donc à chaque Plan de définir (ou non) la nature des déchets ultimes à l'intérieur de son périmètre de compétence.

6.4.2 UNE NOUVELLE DEFINITION REGLEMENTAIRE DU DECHET ULTIME ATTENDUE A COURT TERME

Une nouvelle définition est attendue prochainement, au travers de la mesure n° 36 de la feuille de route pour une économie 100 % circulaire :

« Adapter la réglementation relative aux déchets pour favoriser l'économie circulaire :

Établir dès 2018 une liste évolutive de déchets ne pouvant plus être admis en installations de stockage ou en incinération car devant faire l'objet d'une valorisation voire d'un traitement d'un rang supérieur dans la hiérarchie des modes de traitement des déchets (réemploi/réutilisation) ; (...) ».

6.4.3 UNE DEFINITION LOCALE DU DECHET ULTIME DELICATE A ETABLIR

On dispose de la définition dans le dernier PPGDND de la Martinique qui reste à ce jour pertinente. Le Plan a adapté cette définition à la marge et adopte cette définition rappelée ci-après, jusqu'à l'entrée en vigueur éventuelle d'une nouvelle définition réglementaire :

Les déchets ultimes sont des déchets issus de tri ou de traitement biologique et qui ne sont plus susceptibles d'être réutilisés ou valorisés dans les conditions techniques et environnementales et économiques connues du moment.

La notion de déchet ultime est évolutive dans le temps pour s'adapter aux nouvelles possibilités de valorisation. La définition des déchets ultimes en Martinique est elle-même issue des objectifs de prévention et de valorisation fixés dans le Plan.

Sont considérés comme déchets ultimes non dangereux, pour la Martinique :

- les ordures ménagères résiduelles (OMr), uniquement en cas de panne ou d'arrêt technique des usines de prétraitement ou de traitement (incinération ou prétraitement mécano-biologique) ;
- les encombrants non valorisables, si toutes les dispositions ont été prises pour favoriser le réemploi et la valorisation ;
- les refus des centres de tri, de prétraitement et de traitement biologique des déchets (compostage, méthanisation...), qui ne peuvent pas faire l'objet d'une valorisation énergétique dans des conditions économiques acceptables ;
- les DAE résiduels ayant fait l'objet d'un tri préalable permettant d'en extraire la part valorisable matière et organique, en entreprise, en centre de tri ou en déchèterie ;
- les lots de boues non compostables, mais répondant aux conditions réglementaires d'accueil en installation de stockage (possédant une siccité supérieure ou égale à 30 %) ;
- les boues de potabilisation non dangereuses, les graisses, sables et refus de dégrillage de station d'épuration, en l'absence de filière locale de traitement ;
- les résidus non valorisables de voirie ;
- les gravats et inertes non réutilisables ou non recyclables ;

CHAPITRE V : PLANIFICATION DE LA GESTION DES DECHETS

- les mâchefers d'incinération non valorisables;
- le plâtre non valorisable ;
- les laines d'isolation ou de verre.

Il apparaît donc que la réglementation (et ses évolutions probables) et la jurisprudence associée, sont suffisamment explicites pour permettre aux maîtres d'ouvrage et à l'Etat, de juger du caractère effectivement ultime des déchets entrants sur les installations.

En période transitoire dans l'attente de ces précisions réglementaires, il semble important de tenir compte des spécificités territoriales pour cette définition. Il est préconisé que les projets des acteurs et des territoires intègrent des éléments permettant de préciser ce qui doit être considéré comme ultime pour contribuer aux objectifs du plan.

7. ACTIONS PRIORITAIRES A RETENIR POUR LA GESTION DES DECHETS DU LITTORAL

7.1 SEDIMENTS DE DRAGAGE ET CURAGE

7.1.1 QUAND LE SEDIMENT DE DRAGAGE DEVIENT DECHET

De manière globale, les sédiments de dragage qui ne sont pas sortis de l'eau ne rentrent pas dans le statut déchet. Aussi, des quantités importantes de sédiments non dangereux non toxiques sont à ce jour gérées en immersion partout sur le territoire national.

Le sédiment de dragage devient donc déchet à partir du moment où il est sorti de l'eau.

Ces sédiments sont composés majoritairement de fines (particules inférieures à 63µm) possédant des propriétés physico-chimiques défavorables à leur valorisation.

Une partie de ce volume est porteur de pollution de nature organique (HAP, PCB, TBT...) ou inorganiques (métaux lourds) qui peut conduire à les qualifier réglementairement de déchets non dangereux ou dangereux. Mais la plupart du temps, le simple fait de porter des chlorures provenant du milieu salé conduit à un classement en déchets dangereux.

7.1.2 LES SOLUTIONS DE VALORISATION

Pour ces sédiments devenus déchets, il est nécessaire de réduire la fraction destinée aux installations de stockage au vu d'une part des volumes importants concernés et d'autre part des coûts induits.

La recherche de solutions de valorisation est privilégiée. Ces solutions très diversifiées aujourd'hui, soit en phases d'expérimentation, soit déployées de façon confidentielle, ont été inventoriées dans le schéma régional des dragages de la région Occitanie et reprises dans le tableau ci-après.

Type de valorisation	Etat de la filière et potentialité
Valorisation agronomique (sédiments de curage de cours d'eau)	Historiquement pratiquée sur les bords des cours d'eau, cette pratique aujourd'hui encadrée peut permettre de gérer des sédiments non salés de canaux en reconstitution de sol ou épandage. Des expérimentations sont également conduites en Charente-Maritime par la Chambre d'agriculture sur des sédiments saumâtres égouttés.
Valorisation en technique routière	Des expérimentations ont été conduites, notamment dans le nord de la France sur des sous-couches routières en produit de complément de produits normés.

CHAPITRE V : PLANIFICATION DE LA GESTION DES DECHETS

	Cette solution peut plus facilement être mise en œuvre sur des axes de transports mode doux (type piste cyclable) et dans un milieu naturellement saumâtre.
Valorisation en aménagements paysagers	Solution qui permet des valorisations de volumes restreints de sédiments sur les berges, en espaces verts pour des merlons antibruit ou paysagers après une étape de prétraitement Cette solution présente un potentiel important.
Valorisation en matériaux d'étanchéité	Peu utilisé à ce jour, la valorisation après pré-traitement de sédiments de dragage en matériaux d'étanchéité sur les décharges notamment apparaît comme une alternative intéressante au regard des propriétés physiques des fines extraites. Des tests ont été conduits sur le bassin d'Arcachon.
Valorisation en matériaux de réhabilitation de site industriel	Au même titre que pour la solution précédente, des projets d'expérimentation pourraient être conduits.
Valorisation en matériaux de construction in situ	Des essais de formulation ont déjà été opérés dans le cadre du projet Ecodredge de port Camargue avec construction d'objet de mobilier urbain en béton. De nouveaux projets doivent être conduits dans le cadre du projet d'innovation Littoral + qui doit expérimenter la réutilisation de sédiments de dragages dans les projets du littoral et avec une analyse du cycle de vie.

7.1.3 LES ORIENTATIONS

Le Plan retient les orientations suivantes en termes de :

- **Planification**
 - Lancement d'une réflexion conjointe à la problématique des terres polluées, conformément à l'action III-B-8 du SDAGE de la Martinique, qui pourrait aboutir à l'élaboration d'un Schéma territorial des sédiments, dont les prescriptions seraient à terme annexées au PPGDM,
 - Mise en place d'une veille sur les besoins en dragage et la qualité des matériaux.
- **Prévention**
 - Réflexion sur l'adaptation des ouvrages dans le but de minimiser les volumes et les récurrences des dragages,
 - Prise en compte au niveau des collectivités maîtres d'ouvrage du traitement des rejets pluviaux sur les bassins versants en amont des ports.
- **Valorisation**
 - Développement de solutions de traitement in situ si possible,
 - Création d'un ou plusieurs projets de plateforme de prétraitement,
 - Accompagnement des innovations en termes de valorisation.
- **Communication**
 - Animation du réseau des exploitants portuaires sur le sujet, mise en commun des expériences et recherche d'opportunités de mutualisation,

CHAPITRE V : PLANIFICATION DE LA GESTION DES DECHETS

- Conduite d'actions de communication auprès des maîtres d'œuvre et maître d'ouvrage sur la valorisation des sédiments de dragage en travaux publics.

7.2 LES DECHETS FLOTTANTS DU LITTORAL

Concernant les déchets flottants qui échouent sur les plages martiniquaises, le Plan recommande :

- La quantification des déchets collectés par les services techniques des communes,
- Le maintien d'actions ponctuelles telles que les opérations « plages propres ».

Ces deux actions permettront d'une part d'évaluer les quantités échouées et d'autre part de poursuivre la sensibilisation sur l'impact des pollutions générées par l'homme.

7.3 LES DECHETS PORTUAIRES

Avec 350 km de côte, une pêche très majoritairement individuelle, la Martinique possède un contexte particulier. Les activités portuaires sont génératrices de nombreux types de déchets (emballages, peinture, huiles de moteurs, emballages souillés, filtre, batteries, signaux de détresses...). Ces déchets sont des déchets d'activités économiques et à ce titre doivent respecter la réglementation en vigueur (séparation des déchets dangereux notamment). Le Plan rappelle donc aux gestionnaires de ports qu'ils ont l'obligation de respecter la réglementation relative aux déchets.

Le Plan prévoit également de :

- généraliser les bornes d'apport volontaires (emballages, verre, batteries, ..) sur les équipements portuaires et zones de carénage,
- structurer et améliorer les collectes pour les huiles et les déchets souillés (bidons vides, filtres, chiffons, ..),
- améliorer la récupération des peintures antifouling sur les zones de carénage et préciser les conditions d'acceptation des sites portuaires,
- déploiement d'une sensibilisation et communication spécifique à destination des professionnels et des usagers,
- mise en place de collectes ponctuelles sur les sites, notamment lors de grandes manifestations nautiques.

8. ACTIONS PRIORITAIRES POUR LA GESTION DES DECHETS AGRICOLES

Les déchets non dangereux et dangereux issus des activités agricoles représentent 21 140 tonnes des déchets en 2016. Afin d'optimiser leur collecte et traitement, le Plan préconise :

- la poursuite et le renforcement des actions de communication à destination des agriculteurs pour une meilleure connaissance de leurs obligations et des possibilités de collecte dont ils disposent par type de déchet,
- la gestion in-situ des déchets organiques de l'agriculture, afin d'éviter les transports de déchets, dans le respect de la réglementation et des orientations du Plan Chlordécone,
- la pérennisation des collectes régulières des déchets issus de l'agrofourniture (emballages vides de produits phytosanitaires et fertilisants, produits phytosanitaires non utilisés, équipements de protection individuelle souillés, plastiques agricoles, gaines de banane, films de paillage, films plastiques de serres, ficelles, gaines d'irrigation),

CHAPITRE V : PLANIFICATION DE LA GESTION DES DECHETS

- l'accompagnement de la montée en puissance de la filière volontaire de responsabilité élargie du producteur en cours de construction.

9. INSTALLATIONS DE GESTION ET DE TRAITEMENT DES DECHETS QU'IL APPARAÎT NECESSAIRE DE CREER, ADAPTER OU FERMER

L'ensemble des installations existantes en Martinique est nécessaire à l'atteinte des objectifs de prévention et de valorisation des déchets. Ainsi le Plan ne recommande pas de fermeture d'installations.

9.1 INSTALLATIONS DE GESTION DES DECHETS

9.1.1 INSTALLATIONS DE COLLECTE ET DE TRANSFERT

Le territoire de la Martinique compte à ce jour 13 déchèteries publiques, 3 quais de transfert (Robert, François, Fort de France – la Trompeuse) et 1 recyclerie (Case-pilote).

Afin d'atteindre les objectifs retenus par le PPGDM et de poursuivre le maillage de l'île, la mise en place des installations suivantes est indispensable.

Le Plan prévoit donc la création de :

- 9 déchèteries publiques,
- 3 déchèteries professionnelles,
- 2 quais de transferts (dans le Sud et dans le Nord),
- 2 recycleries.

CHAPITRE V : PLANIFICATION DE LA GESTION DES DECHETS

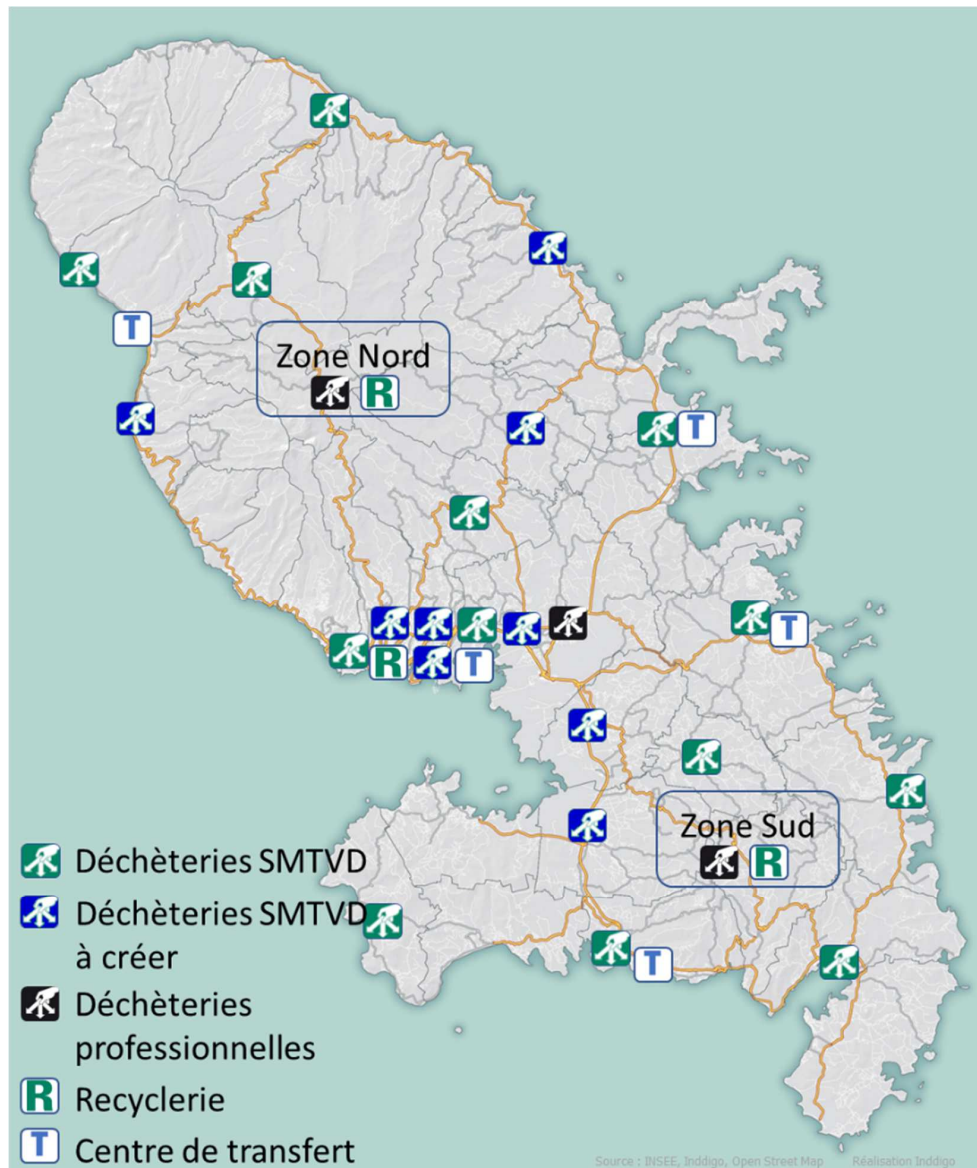


Figure 116 : Synthèse cartographique des installations de collecte et de transfert prévues dans le Plan

9.1.2 INSTALLATIONS DE TRI, DE PREPARATION ET DE REGROUPEMENT EN VUE D'UNE VALORISATION MATIERE OU DE VALORISATION MATIERE

9.1.2.1 Déchets non dangereux et non inertes

Les installations existantes à ce jour en Martinique sont les suivantes :

- 1 centre de tri des emballages ménagers de Ducos : 12 000 t/an,
- 1 plateforme de tri au grappin des encombrants et déchets d'entreprise du Parc Technologique Environnemental (PTE) de la Trompeuse : 24 000 t/an,
- 1 centre de tri + broyage d'encombrants et déchets d'entreprises sur le site du Parc Environnemental de Céron : 15 000 à 25 000 t/an,
- 1 plateforme de broyage du verre,

CHAPITRE V : PLANIFICATION DE LA GESTION DES DECHETS

- 1 centre de recyclage du PET,
- 6 Centres de préparation et de regroupement :
 - plateforme de mise en balle des cartons et des plastiques de la trompeuse, Métal Dom, ESM, CTDM, SOCAPAL, Martinique Recyclage.

Afin de gérer les 62 000 t de déchets non dangereux et non inertes orientés vers la valorisation matière en 2031, le Plan recommande la réalisation des installations ci-dessous :

- 1 centre de tri + broyage d'encombrants et déchets d'entreprises sur le site du Complexe du Petit Galion : 14 000 à 20 000 t/an,
 - 1 centre de tri des textiles, linges et chaussures (gisement estimé de 1 700 t à trier à l'échéance du Plan, hors imports),
 - 1 unité de tri en capacité de trier les nouvelles résines plastiques appelées dans les poubelles de recyclage d'ici 2022 (projet de modification du centre de tri de Ducos ou autre) : gisement total estimé à 13 000 t/an de gisement à traiter à l'échéance du Plan,
 - 1 centre de maturation des mâchefers à créer en fonction des besoins suite à l'étude de faisabilité.
- ➔ **Avec ces projets, la Martinique devrait disposer de capacités de gestion des déchets valorisables suffisantes. Le Plan laisse néanmoins ouvert la possibilité de création de centres de tri ou de regroupement complémentaires aux installations identifiées ci-dessus, pour répondre aux besoins en capacités ou à la nécessité de massifier le gisement à traiter.**

9.1.2.2 Déchets dangereux

Actuellement, la Martinique dispose de :

- 5 centres de démantèlement des VHU,
- 2 installations de récupération et de préparation des déchets dangereux des professionnels,
- 1 installation de transit des batteries au Lamentin.

Les quantités de déchets dangereux générés en Martinique sont faibles et l'atteinte d'une rentabilité économique pour le traitement des déchets dangereux est complexe sur le territoire.

Aussi, le Plan recommande le traitement des déchets dangereux conformément à la réglementation, tout en respectant au mieux le principe de proximité (dans les limites de faisabilité technico-économique), sans prévoir ou limiter les initiatives locales de création d'installations de traitement ou de gestion des déchets dangereux.

9.1.2.3 Déchets inertes

Les installations existantes pour la valorisation des déchets inertes sont les suivantes :

- 1 unité de recyclage des inertes existante,
- 1 carrière autorisée en remblaiement existante mais à mettre en exploitation,

Le Plan prévoit que les déchets inertes du BTP pourront également faire l'objet d'un tri sur une ou plusieurs installations non existantes à l'heure actuelle, en vue de leur réemploi ou réutilisation.

Le Plan préconise que les capacités de remblayage des carrières puissent être exploitées au maximum dans le cadre du statut carrières dans le respect du Code de l'Environnement et du schéma régional à venir des matériaux et carrières.

CHAPITRE V : PLANIFICATION DE LA GESTION DES DECHETS

9.1.2.4 Bilan cartographique

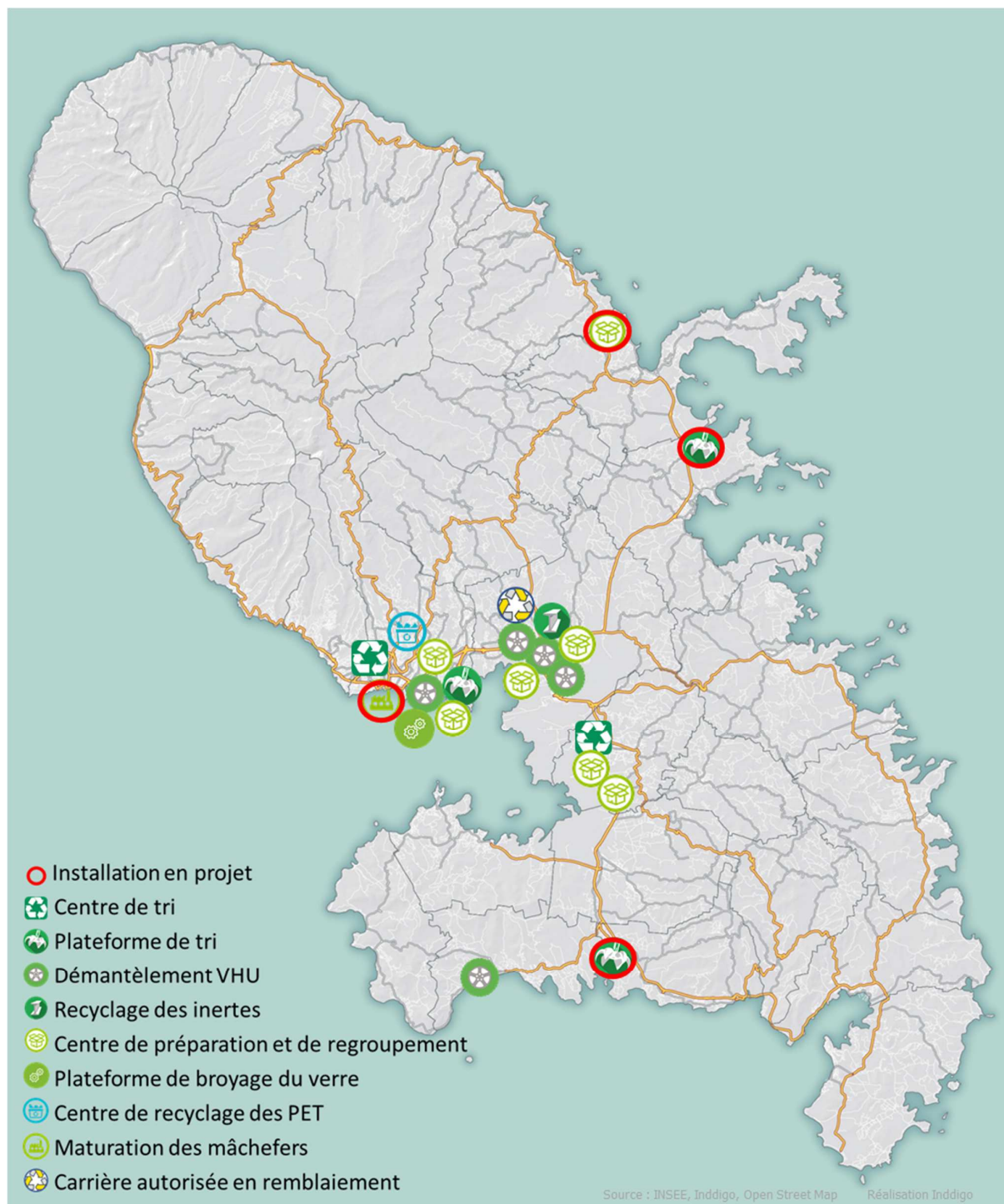


Figure 117 : Synthèse cartographique des installations de tri, de préparation et de regroupement en vue d'une valorisation matière et de valorisation matière

CHAPITRE V : PLANIFICATION DE LA GESTION DES DECHETS

9.1.3 INSTALLATIONS DE REGROUPEMENT ET DE PREPARATION EN VUE D'UNE VALORISATION ORGANIQUE OU DE VALORISATION ORGANIQUE

9.1.3.1 Déchets organiques hors assainissement des eaux et SPA

Actuellement, la Martinique dispose de :

- CVO du Robert : 17 000 à 20 000 t/an de déchets verts + 3 200 t/an de boues + 4 000 t/an de DIC-bio + 16 000 t/an de FFOM, soit au total 40 000 à 45 000 t/an de déchets organiques,
- plateforme Holdex : environ 12 800 t de déchets verts,
- usine Terraviva à Ducos : 10 000 à 15 000 t/an de boues, mais pouvant accueillir des biodéchets comme structurant,
- plateforme de compostage de l'habitation Chalvet traitant les déchets propres à ses exploitations,
- installation de broyage des déchets verts de Céron : 8 000 t/an.

Afin de gérer les 62 000 t de déchets valorisés organiquement en 2031, le Plan recommande la réalisation des installations ci-dessous :

- installation de traitement mécano-biologique de Petit Galion d'une capacité à terme de 25 000 t/an, (voir chapitre V, point 6.1),
 - extension des capacités des plateformes de compostage de Holdex et de TerraViva,
 - création de 2 plateformes de compostage prévues dans le PPGDND de 2015, d'une capacité d'environ 5 000 t/an de déchets verts pour chaque unité, si possible contigües à des installations de transfert ou de traitement existantes ou en projet, afin d'optimiser les coûts. L'une pourrait desservir la zone Sud de l'île, l'autre la zone Nord-Caraïbes. Le Plan laisse ouvert la possibilité d'un co-compostage de boues sur une de ces deux plateformes, subordonnée à l'augmentation du tonnage de boues à traiter,
 - extension/ complément unité de broyage du Parc Environnemental de Céron avec une Unité de préparation de biomasse – énergie au Parc environnemental de Céron – capacité 10 000 t à 15 000 t/an,
 - plateforme de broyage des déchets verts au PTE de la Trompeuse : (8 000 t max 10 000 t/an),
 - plateforme de broyage des déchets verts à Saint-Pierre (environ 5 000 t/an),
 - plateforme de bois au Parc Environnemental de Céron (8 000 t /an).
- ➔ **L'ensemble de ces installations en activités et en projet devrait être suffisant pour la gestion des déchets organiques projetées dans le Plan (119 000 t en 2031). Le Plan laisse toutefois ouvert la possibilité de création d'installations complémentaires aux installations identifiées supra, pour répondre aux besoins en capacités de compostage, de méthanisation ou d'autre technique de valorisation des biodéchets qui n'auraient pas été évaluées ou auraient été sous-évaluées par le Plan.**

9.1.3.2 Sous-produits animaux

Le Plan recommande la réalisation d'une unité de stérilisation sous pression des sous-produits animaux de type 2 et 3 sur le CVO de Petit Galion qui permettra la gestion du gisement de ces déchets.

CHAPITRE V : PLANIFICATION DE LA GESTION DES DECHETS

9.1.3.3 Installations de traitement des déchets d'assainissements

A ce jour, les équipements assurant le traitement des boues de step et des matières de vidanges sont les suivants :

- l'usine Terraviva à Ducos : dimensionnée pour traiter 10 000 t/an de boues, mélangées avec des palettes broyées et de la bagasse,
- l'unité de traitement des matières de vidange de la Trompeuse (UTMV), d'une capacité de traitement de 15 000 t de matières de vidange et graisses,
- l'unité de traitement des matières de vidange d'E Compagnie au Lamentin réservée à l'heure actuelle uniquement au traitement de leurs propres collectes,
- l'unité de traitement des matières de vidange d'Aissainia sur la commune du Marigot pouvant accepter jusqu'à 18 000 m³/an,
- la serre solaire de séchage des boues de la STEP du Marin.

Afin de traiter les 64 000 m³ de matières de vidanges (gisement estimé) collectables et les 14 000t de boues issues des steps et du traitement des matières de vidanges, le Plan prévoit :

- l'acceptation des matières de vidanges sur 3 stations d'épuration (STEP),
- la création de deux à trois unités de traitement des matières de vidanges réparties afin de mailler le territoire, pour une capacité de l'ordre de 36 000 m³/an,
- Une unité spécifique pour la déshydratation des boues si besoin.

CHAPITRE V : PLANIFICATION DE LA GESTION DES DECHETS

9.1.3.4 Bilan cartographique

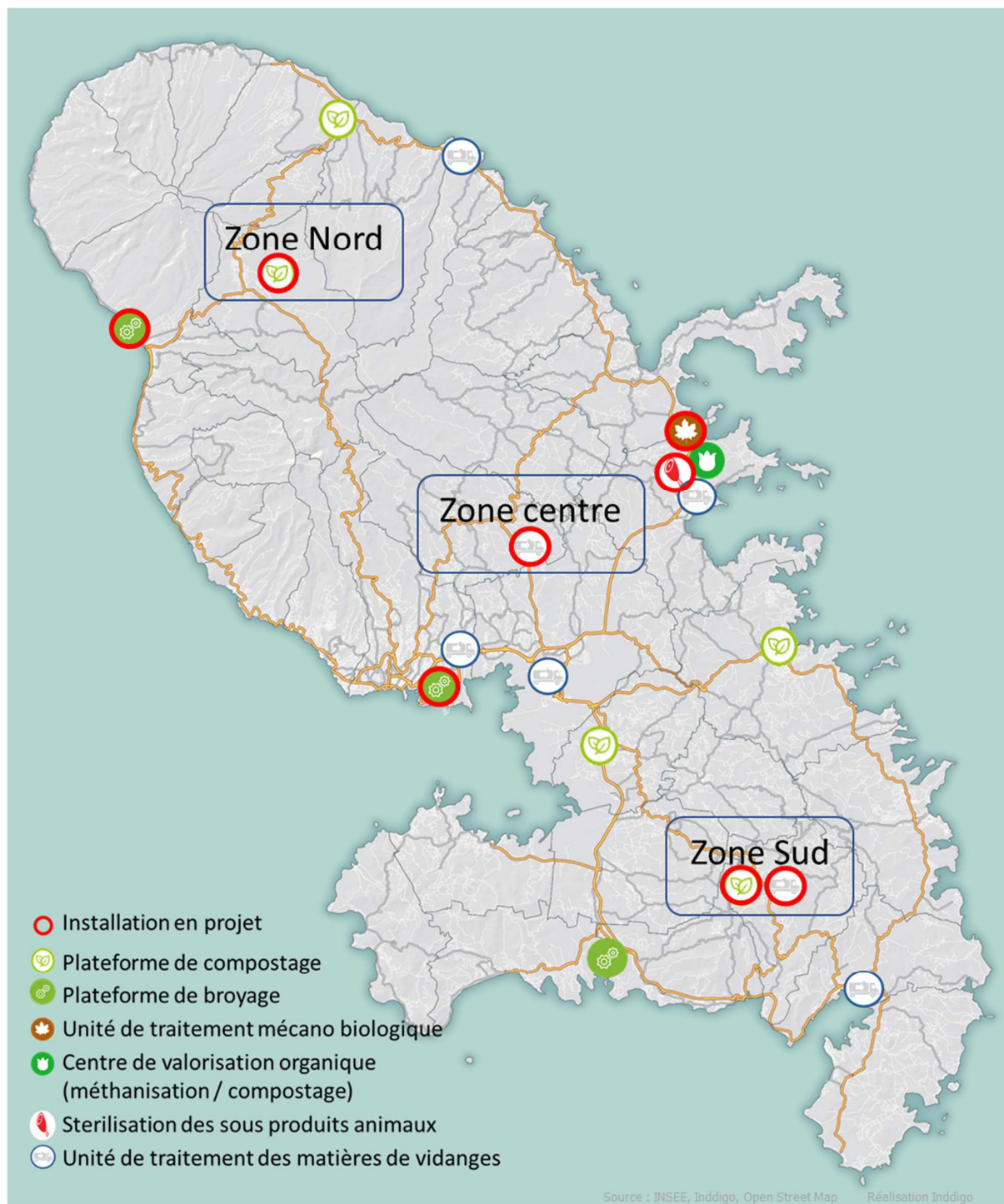


Figure 118 : Synthèse cartographique des installations de regroupement et de préparation en vue d'une valorisation organique et de valorisation organique

CHAPITRE V : PLANIFICATION DE LA GESTION DES DECHETS

9.1.4 INSTALLATIONS DE VALORISATION ENERGETIQUE, DE REGROUPEMENT EN VUE D'UNE ELIMINATION ET D'ENFOUISSEMENT

9.1.4.1 Installations de valorisation énergétique

Conformément à la réglementation, la valorisation énergétique doit être priorisée sur le territoire au détriment de l'incinération et du stockage, notamment au travers :

- des travaux sur l'UIOM de Fort de France pour augmenter le rendement énergétique et ainsi pouvoir le qualifier de valorisation énergétique au sens de la réglementation en vigueur,
- de la mise en œuvre d'une ou deux installations de préparation et d'une ou deux unités de valorisation énergétique des combustibles solides de récupération (CSR) ou des Combustibles dérivés de déchets (CDD) après la réflexion présentée au paragraphe 7.3.1.

Ces installations seront en mesure de traiter les déchets résiduels pouvant aller en valorisation énergétique.

Dans l'optique de favoriser les possibilités de valorisation des mâchefers issus de la combustion, le Plan laisse la possibilité de créer sur la Martinique une installation de maturation des mâchefers sur la base de l'étude de faisabilité prévue au point 2.1.3 du présent chapitre.

9.1.4.2 Installations de stockage de déchets non dangereux et non inertes

Le Plan respecte tant les objectifs nationaux qu'europeens comme indiqué dans le chapitre XIII, car l'ISDND de Petit-Galion est autorisée pour 100 000 t/an avec une durée de vie prévisionnelle jusqu'en 2042.

Il n'est pas prévu à l'heure actuelle de création d'autres unités de stockage des déchets non dangereux non inertes, ni de modification substantielle de la nature des déchets admis à l'ISDND de Petit Galion.

Toutefois, le Plan laisse ouverte la possibilité d'un stockage dédié au plâtre en l'absence de solutions de valorisation locale, dans la limite des capacités autorisées définies au chapitre XIII.

9.1.4.3 Installations de stockage des déchets inertes

Actuellement la Martinique dispose d'une ISDI au Lamentin.

Pour répondre aux éventuels besoins de nouvelles capacités de stockage d'inertes sur le territoire, en complément des capacités de remblayage des carrières, aux besoins en capacités de stockage évaluées à environ 50 000 t/an et à la nécessité d'anticiper l'échéance de la fin de l'autorisation de l'ISDI de Morne Doré, le Plan laisse la possibilité de création d'une ou plusieurs installations de stockage de déchets inertes.

9.1.4.4 Installations de gestion des déchets amiantés

On recense en Martinique deux sociétés en capacité de gérer des déchets amiantés :

- MBE qui effectue du regroupement sur sa plateforme,
- TSA SOGEDEX qui envoie directement les déchets amiantés vers une installation de traitement depuis le chantier et qui ne dispose pas d'installation de regroupement.

Ces deux entreprises ont déclaré avoir géré 153 tonnes en 2016.

Le plan prévoit la création de deux installations de transit supplémentaires visant à mailler le territoire.

CHAPITRE V : PLANIFICATION DE LA GESTION DES DECHETS

9.1.4.5 *Bilan cartographique*

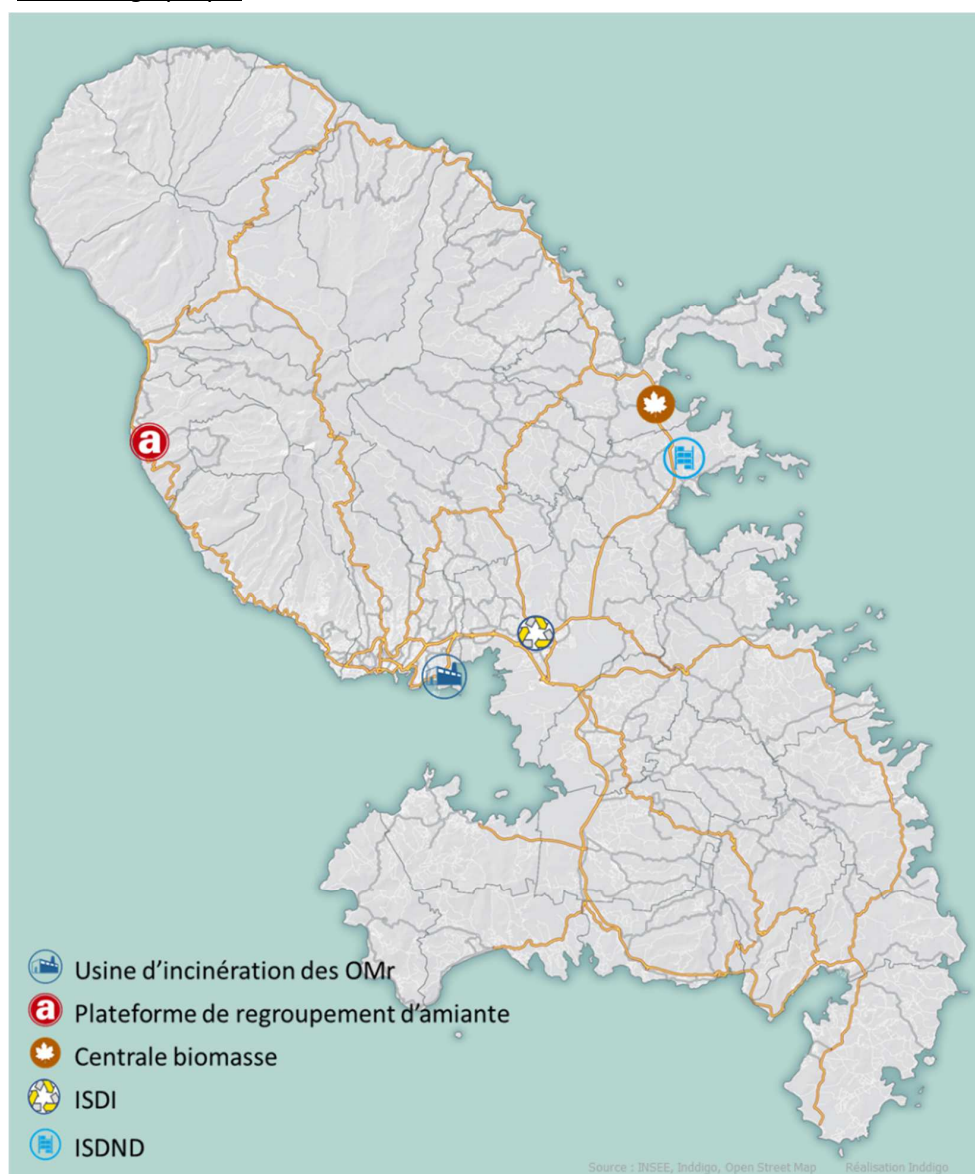


Figure 119 : Synthèse cartographique des installations de valorisation énergétique, de regroupement et préparation en vue d'une valorisation énergétique ou d'élimination

9.2 LES CRITERES D'IMPLANTATION DES INSTALLATIONS DE GESTION DES DECHETS

Le choix d'implantation des sites devra répondre à certain nombre de critères parmi lesquels :

- les critères réglementaires (distances minimales par rapport aux habitations, zones rouges des PPR : inondations et mouvements de terrain),
- la préservation de l'environnement, notamment au regard de la biodiversité et de l'eau,
- la non mise en danger de la santé humaine, et de l'environnement, notamment sans créer de risque pour l'eau, l'air, le sol, la faune ou la flore, sans provoquer de nuisances sonores ou olfactives et sans porter atteinte aux paysages et aux sites présentant un intérêt particulier,

CHAPITRE V : PLANIFICATION DE LA GESTION DES DECHETS

- la topographie et la morphologie du site,
- une desserte routière par un réseau structurant, ou des voies d'accès permettant de rester à l'écart des zones habitées (détournement),
- la cohérence du maillage du territoire en installation avec les bassins de production de déchets,
- l'intégration dans le tissu urbain : possibilité d'aller au-delà des obligations réglementaires pour certaines installations, notamment de traitement biologique (odeurs), même si toutes les dispositions ont été prises pour les atténuer,
- les disponibilités foncières compatibles avec les documents d'urbanisme et les coûts d'acquisition, mais aussi la préservation des terres à haut potentiel agricole.

Chaque site existant/en projet fait ou fera l'objet d'une autorisation préfectorale, à l'issue d'une étude d'impact dans laquelle les aspects environnementaux sont pris en compte.

CHAPITRE V : PLANIFICATION DE LA GESTION DES DECHETS

10. SYNTHESE DES ACTIONS PREVUES ET A PREVOIR POUR L'ATTEINTE DES OBJECTIFS DE GESTION ET DE TRAITEMENT, ACTEURS CONCERNES ET CALENDRIER

Action		Objectifs	Les acteurs concernés	Calendrier
1	Communication	Mise en place d'une instance de pilotage concertée	Acteurs publics	Dès que possible
2		Augmenter l'efficacité de la communication	Acteurs publics	Dès que possible
3	Emballages et papiers	Mettre en œuvre l'extension des consignes de tri des emballages en plastiques	Collectivités, filière REP	Avant 2022
4		Généraliser les collectes de papiers de bureau	Professionnels, collectivités	Dès que possible
5		Généraliser la collecte des cartons	Collectivités, ADEME	Dès que possible
6		Agir sur l'habitat collectif	Collectivités, ADEME Filière REP	Dès que possible
7		Renforcer la communication de proximité	Collectivités, ADEME Filière REP	Dès que possible
8		Mettre en place des collectes sur les événements	Collectivités, associations	Dès que possible
9		Mettre en œuvre le tri dans les établissements publics	Établissements publics	Dès que possible
10		Développer les modes de collectes innovants	Collectivité, filières REP	Dès que possible
11		Harmonisation des consignes de tri	Collectivités, filière REP	Avant 2022
12		Densifier les points d'apports volontaires de verre	Collectivité, filières REP	Avant 2022
13		Etudier la possibilité de normalisation du broyat de verre	SMTVD, filières REP	dès que possible
14	Déchets occasionnels	Augmenter le nombre de déchèteries du SMTVD à 22	SMTVD	Avant 2025
15		Soigner la communication sur les déchèteries	SMTVD	Avant 2025
16		Veiller à la formation des gardiens	SMTVD, Filières REP	Avant 2025
17		Rechercher des solutions d'extension des sites saturés	SMTVD	Avant 2025

CHAPITRE V : PLANIFICATION DE LA GESTION DES DECHETS

18		Orienter les tous venant de déchèteries et les encombrants collectés en porte à porte vers la valorisation	Optimiser la valorisation par orientation des flux résiduels vers 3 plateformes de tri	SMTVD, CAESM, CACEM, CAP Nord	Avant 2025
19	Mâchefer	Réalisation d'une étude de faisabilité de valorisation des mâchefers	Tester la possibilité de valorisation des mâchefers autre que le recouvrement intermédiaire de casier d'ISDND	SMTVD	2020
20		Possibilité d'installation de maturation des mâchefers	En fonction des résultats de l'étude, le Plan laisse ouvert à la réalisation d'une IME	SMTVD	Avant 2025
21	TLC	Densifier les points d'apports volontaires de textiles	Augmenter les quantités collectées	Association, collectivités	Dès que possible
22		Possibilité de centre de tri des textiles	Augmenter les possibilités de valorisation locales des TLC	ACISE, Filière REP TLC	Avant 2025
23	Biodéchets	Réaliser une étude sur les modalités de collecte et les coûts sur tout le territoire	Connaitre les capacités du territoire et les moyens nécessaires pour la collecte des biodéchets	Collectivités à compétence collecte, ADEME, CTM	Avant 2025
24		Renforcement de la collecte des biodéchets	Augmenter les performances de collecte des biodéchets en porte à porte sur les secteurs actuellement desservis	Collectivités, ADEME	Avant 2025
25	Tarification incitative	Lancement d'une réflexion et d'étude de faisabilités sur le passage en tarification incitative	Etudier la faisabilité locale pour concourir aux objectifs nationaux	Collectivités, ADEME	2020
26		Amélioration de la connaissance des gisements	Mieux connaitre pour mieux anticiper la gestion	Observatoire des déchets de la Martinique	Dès que possible
27		Exemplarité des administrations dont la collecte est effectuée par le service public	Permettre la collecte sélective des papiers, cartons et autres valorisables au sein des administrations	Administrations	Dès que possible
28		Informers les petites entreprises dont la collecte est effectuée dans le service public	Augmenter les quantités de déchets assimilés orientées vers la valorisation	CCI, CMA, CTM, Collectivités, Fédérations d'entreprises	Dès que possible
29	DAE	Généraliser les collectes de verre, papiers, cartons et biodéchets assimilés	Augmenter les quantités de déchets orientées vers la valorisation	Entreprises, collectivités	Dès que possible
30		Faire respecter le décret 5 flux et l'obligation de séparation à la source des biodéchets	Augmenter les quantités de déchets orientées vers la valorisation	CCI, CMA, CTM, Collectivités, Fédérations d'entreprises	Dès que possible
31		Généraliser les collectes de verre, papiers, cartons et biodéchets assimilés	Augmenter les quantités de déchets orientées vers la valorisation	Entreprises, collectivités	Dès que possible
32		Création de 3 déchèteries professionnelles	Augmenter les quantités de déchets orientées vers la valorisation	CCI, CMA, CTM, Collectivités, Fédérations d'entreprises	Dès que possible
33	Déchets dangereux	Mise en œuvre de la filière DDS	Déploiement de la filière avec accueil des déchets dangereux dans les déchèteries	SMTVD, Filière REP	avant l'ouverture du TMB
34		Généraliser l'accueil des DD à toutes les déchèteries	augmenter les quantités de déchets dangereux collectés	SMTVD, Filière REP	avant l'ouverture du TMB
35		Mise en place de collectes ponctuelles	limiter les quantités de déchets dangereux en mélange avec les déchets résiduels	distributeurs	dès que possible

CHAPITRE V : PLANIFICATION DE LA GESTION DES DECHETS

36		Former les agents de déchèteries	limiter les quantités de déchets dangereux en mélange avec les déchets résiduels	SMTVD	avant l'ouverture du TMB
37		Poursuite et intensification de la communication sur les DASRI des patients en auto-traitement	Limiter les quantités de déchets dangereux en mélange avec les déchets résiduels	Filière REP, CCAS, SMTVD, professionnels de la santé	Dès que possible
38		Structuration de la filière et poursuite de la communication sur les gaz fluorés	Développement de la filière REP Gaz Fluorés	Professionnels, collectivités	Dès que possible
39		Poursuite de la communication, renforcement du partenariat, élargissement des partenaires de collecte de la filière REP	Développement des quantités de DEEE collectées	Professionnels, collectivités, SMTVD Filière REP	Dès que possible
40		Mise en œuvre de la REP Déchets pyrotechnies	Déploiement effectif de la filière	Professionnels, collectivités, SMTVD Filière REP	Dès que possible
41		Poursuite des actions de sensibilisation, et optimisation des volumes des piles et accumulateurs collectés	Optimisation de la filière	Professionnels, collectivités, SMTVD Filière REP	Dès que possible
42		Déploiement de la filière de gestion des panneaux photovoltaïques (sensibilisation, augmentation des points de dépôts, reprise 1 pour 0...)	Optimisation du développement de la filière	Professionnels, collectivités, SMTVD Filière REP	Dès que possible
43		Etudier les possibilités de massification des gisements avec les régions voisines	Étudier les potentialités de traitement local ou de massification avant export	CTM, SMTVD, DEAL	Avant 2031
44		Accompagner le déploiement de la filière des bateaux hors d'usages, notamment par la mise en œuvre d'études sur la déconstruction des bateaux hors d'usages	Analyser les synergies possibles avec la filière VHU	CTM, ADEME, CCI	Avant la mise en œuvre de la filière
45		Gestion des déchets dangereux des professionnels respectueuse de la réglementation	Reconnaitre, isoler et traiter les déchets dangereux dans des filières conformes	Professionnels, CCI, CMA, ADEME	Dès que possible
46	Déchets issus des chantiers du BTP	Améliorer la connaissance et la traçabilité des déchets du BTP	Connaître pour mieux gérer	Professionnels, observatoire des déchets	Avant 2025
47		Sensibiliser les responsables de la commande publique	Améliorer l'éco-exemplarité	Maître d'ouvrage publics	Dès que possible
48		Travailler sur les cahiers des charges pour permettre l'utilisation de matériaux recyclés	Développer la demande ou augmenter la quantité de matériaux valorisés	Maître d'ouvrage publics	Dès que possible

CHAPITRE V : PLANIFICATION DE LA GESTION DES DECHETS

49		Suivi d'actions pilotes et de chantiers exemplaires	Prouver qu'il est possible de gérer correctement les déchets de chantier et communiquer sur les entreprises exemplaires	CTM	Dès que possible
50		Prendre en compte les enjeux locaux et la gestion des déchets dans la réglementation thermique martiniquaise	Limiter les imports de déchets potentiellement coûteux ou problématique en fin de vie	CTM	Au prochain renouvellement de la RTM
51		Lancer des appels à projet pour tester des matériaux recyclés	Teste les possibilités d'utilisation de matériaux recyclés	Maître d'ouvrage publics	Dès que possible
52		Développer des solutions de traitement des terres	Limiter les pratiques néfastes pour l'environnement	Professionnels, DEAL, CCI,	Dès que possible
53		Informers les acteurs des dispositions réglementaires en cas de pratiques illégales	Connaitre pour mieux gérer	Professionnels, DEAL, CCI,	Dès que possible
54		Mettre en place une démarche partenariale pour lutter plus efficacement contre les pratiques illégales et capitaliser les retours d'expérience	Limiter les pratiques néfastes pour l'environnement	Services de l'Etat, l'association des maires, la CTM, les organisations professionnelles et les associations de protection de l'environnement	Avant 2025
55		Réflexion concertée sur le territoire pour développer une offre privée de déchèteries dédiées aux professionnels en lien avec l'obligation des distributeurs	Développer la possibilité d'accueil des déchets de chantier chez les distributeurs	Distributeurs, SMTVD, DEAL, CCI	Avant 2025
56		Harmoniser les conditions d'accès sur les déchèteries	Favoriser l'utilisation des déchèteries et l'égalité des acteurs sur le territoire	SMTVD	Avant 2025
57		Accueil des artisans dans les déchèteries publiques dans le cas où il n'y a pas de solution privée ; et en l'absence de solution publique ou privée que les distributeurs puissent mettre en place une solution sur leur propre site	Éviter les dépôts sauvages	Distributeurs, SMTVD, DEAL, CCI, professionnels	Avant 2025
58	Déchets issus du traitement des eaux	Amélioration de la connaissance des gisements avec groupe de travail eau et assainissement	Mieux connaître la production et le devenir des refus de dégrillage, sables et graisses et définir des orientations pour leur gestion ; mieux connaître la production et le devenir des boues de stations d'épuration collectives et privées (micro-stations) ; avoir une vision globale de la gestion des déchets d'assainissement quelle que soit leur origine (industrielle ou collectivités).	Observatoire des déchets de la Martinique	avant 2025
59		Limiter le transport des boues en augmentant leur siccité	Limiter l'impact sur l'environnement	Syndicats de gestion des eaux, professionnels	Avant 2025
60		Respect de la norme NFU 44-095 pour les composts de boues	Favoriser un retour au sol des boues dans le respect de l'environnement	SMTVD	Dès maintenant

CHAPITRE V : PLANIFICATION DE LA GESTION DES DECHETS

61		Permettre l'incinération des boues ayant subi une forte déshydratation	Augmenter la valorisation énergétique des déchets	SMTVD, acteur privés	Dès maintenant
62		Informers les usagers sur les obligations de l'ANC	Traiter 50% du gisement estimé dans les installations de traitement en 2031 et 30% en 2025, contre 15% actuellement	SPANC	Dès maintenant
63		Informers les vidangeurs de leurs obligations	Faire respecter la réglementation	DEAL, CCI, CMA	Dès maintenant
64		Multiplier les contrôles	Faire respecter la réglementation	Police de l'eau	Dès que possible
65		Améliorer le suivi de l'ANC par les SPANC	Faire respecter la réglementation	SPANC, Observatoire des déchets	Dès maintenant
66		Harmoniser les modalités de collecte des refus de dégrillage et les orienter vers l'ISDND ou la valorisation énergétique	Harmoniser les conditions de traitement	Syndicats de gestion des eaux, professionnels	Avant 2031
67		Maintenir l'élimination pour les boues de potabilisation et les sables (après déshydratation)	Harmoniser les conditions de traitement	Syndicats de gestion des eaux, professionnels	Dès maintenant
68	Déchets amiantés	Possibilité de mise en place d'un laboratoire accrédité pour la mesure de fibres d'amiante	Accélérer les procédures de mesures	CTM, CCI, professionnels de l'amiante	Pas d'échéance
69		Création de deux installations de transit des déchets amiantés supplémentaires	Mailler le territoire	DEAL, CCI, professionnels de l'amiante	Pas d'échéance
70		Renforcement de la formation des acteurs du bâtiment aux problématiques de l'amiante	Connaître pour mieux gérer	CCI, professionnels de l'amiante	Dès maintenant
71		Aider au développement de solutions de désamiantages innovantes et adaptées au climat tropical	Développer le désamiantage	CTM, ADEME, DEAL, CCI, professionnels	Pas d'échéance
72	Déchets du littoral	Quantification des déchets collectés par les services techniques des communes	Connaître pour mieux gérer	Observatoire des déchets, services techniques communaux ou intercommunautaires	Avant 2025
73		Actions ponctuelles "plages propres"	Sensibiliser par l'actions des usagers à l'impact des déchets sur les paysages	Associations, collectivités	Chaque année
74		Planifier la gestion des déchets portuaires via une veille sur les besoins en dragage	Connaître pour mieux gérer	Observatoire des déchets de la Martinique, Gestionnaires des ports	Dès que possible
75		Lancer une réflexion sur la gestion des sédiments de dragage	Planifier pour optimiser la gestion des sédiments dragages	CTM, Gestionnaires des ports	Dès que possible
76		Réflexion sur l'adaptation des ouvrages dans le but de minimiser les volumes et les récurrences des dragages,	Prévenir la création de sédiments et limiter les quantités de déchets à gérer	CTM, Gestionnaires des ports	Avant 2025

CHAPITRE V : PLANIFICATION DE LA GESTION DES DECHETS

77		Prise en compte au niveau des collectivités maitres d'ouvrage du traitement des rejets pluviaux sur les bassins versants en amont des ports	Prévenir la création de sédiments et limiter les quantités de déchets à gérer	CTM, Gestionnaires des ports, syndicats de rivière	Dès maintenant
78		Développement de solutions de traitement in situ si possible,	Prévenir la création de sédiments et limiter les quantités de déchets à gérer	Maître d'ouvrage, ADEME, DEAL	Pas d'échéance
79		Création d'une ou plusieurs d'un projet de plateforme de prétraitement,	Gérer les sédiments conformément à la réglementation	Professionnels, maître d'ouvrages, ADEME, DEAL	Dès que nécessaire
80		Accompagnement des innovations en termes de valorisation,	Gérer les sédiments conformément à la réglementation	Professionnels, CTM, maître d'ouvrages, ADEME, DEAL	Dès maintenant
81		Animation du réseau des exploitants portuaires sur le sujet, mise en commun des expériences et recherche d'opportunités de mutualisation,	Connaitre pour optimiser la gestion des sédiments	CTM, Gestionnaires des ports	Dès que possible
82		Conduite d'actions de communication auprès des maîtres d'œuvre et maître d'ouvrage sur la valorisation des sédiments de dragage en travaux publics,	Connaitre pour mieux gérer	CTM, ADEME Gestionnaires des ports	Dès que possible
83		Améliorer la collecte des déchets sur les ports (PAV, collecte des huiles, et DD, récupération de peintures antifouling, communication spécifique, collecte ponctuelle lors des évènements)	Améliorer la collecte des déchets portuaires	CTM, ADEME Gestionnaires des ports	Dès que possible
84	Déchets agricoles	Actions de communication à destination des agriculteurs	Connaitre pour mieux gérer	Chambre d'agriculture, APROMAR	Dès maintenant
85		Gestion in-situ des déchets organiques de l'agriculture	Limiter la création de déchets	Chambre d'agriculture	Dès maintenant
86		Accompagnement de la montée en puissance de la filière REP volontaire en cours de construction.	Améliorer la gestion des déchets agricoles	CTM, ADEME, DEAL, Chambre d'agriculture	En cours
87	VHU	Réaliser une étude de structuration de la filière Véhicules Hors d'Usage en Martinique	Établir un état des lieux et un diagnostic de la filière pour identifier les leviers permettant de développer la récupération de pièces de réutilisation par les centres VHU afin de structurer une économie circulaire officielle de la réparation automobile à moindre coût.	TDA VHU, ADEME, CCI	Avant 2025
88		Réfléchir sur les autres moyens de transports hors d'usage	Optimiser les installations existantes	ADEME, CCI	Avant 2025

CHAPITRE V : PLANIFICATION DE LA GESTION DES DECHETS

89	Traitement des déchets	Orienter les refus du TMB vers la valorisation énergétique	Utiliser le fort pouvoir calorifique de ces déchets pour favoriser la production d'énergie	SMTVD	Avant 2025
90		Réflexion sur la conversion du TMB en unité de préparation CSR	Anticiper les évolutions de réglementation	SMTVD	Avant 2025
91		Améliorer la performance énergétique de l'UIOM de Morne Dillon	Permettre une valorisation énergétique au sens réglementaire	SMTVD	Avant 2025
92		Possibilité de mise en place d'une ou deux unités de préparation, de création d'une ou deux installations de valorisation des CSR ou CDD	Permettre une amélioration de la valorisation énergétique	Entreprises privées ou SMTVD	Pas d'échéance
93		Limiter les déchets orientés vers l'ISDND	Augmenter la durée de vie de l'ISDND	SMTVD, Collectivités, professionnels	Dès maintenant
94		Traiter les déchets dangereux en respectant le principe de proximité	Limiter les impacts sur les transports	SMTVD, Professionnels, DEAL	Dès maintenant
95		Favoriser le remblaiement de carrières	Permettre la valorisation des déchets inertes	CTM, DEAL, Professionnels	Dès l'adoption du schéma régional des carrières
96		Travailler sur possibilités de mutualisations de flux et les conditions d'aide aux transports à l'échelle des Antilles	Favoriser le transport inter-îles et la coopération	CTM, ADEME, DEAL, SMTVD, filières REP	Dès maintenant

11. BILAN PAR RAPPORT AUX OBJECTIFS NATIONAUX

Objectifs réglementaires	Objectifs du PPGDM
-10 % de DMA entre 2010 et 2020.	-10 % de DMA entre 2010 et 2025.
Diminution des DAE par unité de valeur produite entre 2010 et 2020.	Diminution de 3% de la quantité de déchets d'activités économiques prévues dans le Plan par rapport au scénario tendanciel.
Programmes locaux de prévention des déchets ménagers et assimilés obligatoires.	100 % de la population de Martinique couverte par un plan ou un programme local de prévention des déchets conformément à la réglementation en vigueur.
Développement du réemploi et de la préparation à la réutilisation, notamment des DEEE, des textiles et des déchets d'éléments d'ameublement.	<ul style="list-style-type: none"> Faire connaître les acteurs et opérateurs du réemploi et de la réparation, Communiquer autour du réemploi, Réflexion autour de la place du réemploi dans les déchèteries, Coordonner la création de ressourceries/recycleries et favoriser les initiatives locales d'Upcycling, Développer des formations pour les filières du réemploi, tri et du recyclage des déchets.
Développement de la tarification incitative : 15 millions d'habitants en 2020 et 25 millions d'habitants en 2025 au niveau national.	Mise en œuvre d'études de faisabilité de tarification incitative dans les EPCI à compétence collecte.
Valorisation sous forme matière 55 % des déchets non dangereux non inertes en 2020 et 65 % en 2025.	Le Plan prévoit une orientation vers la valorisation matière et organique de 65% des déchets non dangereux et non inertes en 2025 et 70% en 2031.
Développement du tri à la source des déchets organiques jusqu'à sa généralisation avant 2025.	<p>Le Plan prévoit le renforcement des collectes de biodéchets sur les secteurs actuellement desservis avec possibilité d'extension du secteur desservi (augmentation de la communication, renforcement technique, desserte des professionnels...) et une augmentation de la politique de compostage in-situ sur les zones non desservies (augmentation de la communication, des moyens mis en œuvre et du suivi des résultats).</p> <p>Ainsi, l'objectif quantitatif d'augmentation de la quantité de biodéchets sur la Martinique à horizon 2031 est de +42 %.</p>
Extension des consignes de tri à l'ensemble des emballages plastiques avant 2022.	Le Plan prévoit la mise en œuvre de l'extension des consignes de tri à l'ensemble des emballages d'ici 2022.
Valorisation matière de 70 % des déchets du secteur du BTP.	Le Plan prévoit une augmentation des quantités de déchets inertes du BTP de 322%. L'atteinte de cet objectif passera par la valorisation d'inertes en remblaiement de carrières.
Réduction des capacités annuelle d'élimination par stockage des déchets non dangereux non inertes de 30% en 2030 et 50 % en 2035 par rapport à la quantité de déchets non dangereux non inertes admis en stockage en 2010.	Avec 215 016 tonnes de déchets mis en ISDND en 2010, contre 22 674 tonnes en objectif 2031, le Plan respecte les objectifs de limitation des quantités de déchets non dangereux et non inertes enfouis (-30 % en 2030 par rapport à 2010) de la réglementation en vigueur.

CHAPITRE V : PLANIFICATION DE LA GESTION DES DECHETS

Ces limites s'appliquent aux projets de création de toutes nouvelles installations, aux projets d'extension de capacité des installations existantes ou aux projets de modification substantielle de la nature des déchets admis.	
Réduction des capacités annuelle d'élimination par incinération sans valorisation énergétique des déchets non dangereux non inertes de 25 % en 2030 et 50 % en 2035 par rapport à la quantité de déchets non dangereux non inertes admis en incinération sans valorisation énergétique en 2010. Ces limites s'appliquent aux projets de création de toutes nouvelles installations, aux projets d'extension de capacité des installations existantes ou aux projets de modification substantielle de la nature des déchets admis.	Le Plan retient comme objectif de ne plus effectuer d'incinération sans valorisation à l'horizon 2025 et de procéder aux travaux de modernisation de l'UIOM permettant d'atteindre cet objectif.

● CHAPITRE VI : PLANIFICATION SPECIFIQUE DES BIODECHETS

L'article R.541-8 du code de l'environnement définit un biodéchet comme : « *tout déchet non dangereux biodégradable de jardin ou de parc, tout déchet non dangereux alimentaire ou de cuisine, issu notamment des ménages, des restaurants, des traiteurs ou des magasins de vente au détail, ainsi que tout déchet comparable provenant des établissements de production ou de transformation de denrées alimentaires* ».

Pour faciliter la communication, notamment auprès des habitants, les termes « déchets verts » et « déchets alimentaires » sont couramment utilisés.

L'article L541-1-1 du code de l'environnement définit comme déchet « *toute substance ou tout objet, ou plus généralement tout bien meuble, dont le détenteur se défait ou dont il a l'intention ou l'obligation de se défaire* ». Le déchet est ainsi défini, avant tout, par la volonté d'abandon. En ce sens le coproduit ou sous-produit, produits secondaires qui apparaissent lors de la transformation du produit initial, notamment dans le cas des industries agro-alimentaires ne sont, le plus souvent, pas des « déchets » : ils n'ont pas vocation à être abandonnés par leurs producteurs. De la même manière, des branchages broyés en vue d'être utilisés par leur producteur en paillage ne sont pas des déchets.

Le producteur de déchets en est responsable jusqu'à leur élimination ou valorisation finale.

Conformément à l'article L.541-21-1 du code de l'environnement, depuis le 1er janvier 2012, toutes les activités qui produisent ou détiennent une quantité importante de biodéchets ont l'obligation de trier ces biodéchets et de les faire valoriser dans des filières adaptées. Les entreprises d'espaces verts, la grande distribution, les industries agroalimentaires, les cantines et restaurants, les marchés sont concernés. Les seuils ont progressivement été abaissés et depuis le 1er janvier 2016, ce sont les professionnels produisant plus de 10 tonnes par an de biodéchets qui sont concernés.

La loi du 17 août 2015 sur la transition énergétique pour la croissance verte (LTECV) fixe entre autres un taux de valorisation matière des déchets non dangereux à 65 % et une réduction de la mise en décharge de 50 % à l'échéance 2025. Dans ce but, l'article 70 de cette loi précise que le service public de gestion des déchets « progresse dans le développement du tri à la source des déchets organiques, jusqu'à sa généralisation pour tous les producteurs de déchets (entreprises et particuliers) d'ici à 2025, pour que chaque citoyen ait à sa disposition une solution lui permettant de ne pas jeter ses biodéchets dans les ordures ménagères résiduelles, afin que ceux-ci ne soient plus éliminés mais valorisés ».

Conformément au 1^o de cet article, les actions de prévention et de lutte contre le gaspillage alimentaire doivent être définies en priorité pour réduire les quantités de biodéchets produits. C'est ensuite la hiérarchie des modes de traitement qui s'applique : préparation en vue de la réutilisation, puis recyclage (notamment valorisation organique), puis toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique et enfin l'élimination.

Par ailleurs, le Paquet Economie Circulaire a modifié l'article 22 de la directive 2008/98/CE en stipulant : « *les états membres veillent à ce qu'au plus tard le 31 décembre 2023, les biodéchets soient, soit triés et recyclés à la source, soit collectés séparément et non mélangés avec d'autres types de déchets* ». La transcription de cet objectif en droit française sera donc plus contraignante en terme de délais que la LTECV.

Il est à noter que les déchets de l'assainissement n'entrent pas, d'un point de vue réglementaire, dans le champ de ce chapitre spécifique, alors que ce flux est en interaction avec les biodéchets quant à leur traitement. Ces interactions sont à l'origine de synergies, pour rendre possible ou optimiser des filières. Elles peuvent être aussi à l'origine de compétition pour leur retour aux sols des matières organiques.

1. RECENSEMENT DES MESURES DE PREVENTION DES BIODECHETS DONT LES ACTIONS DE LUTTE CONTRE LE GASPILLAGE ALIMENTAIRE

1.1 LUTTE CONTRE LE GASPILLAGE ALIMENTAIRE

1.1.1 RAPPEL DU CADRE REGLEMENTAIRE ET DES OBJECTIFS

Le gaspillage alimentaire est défini comme toute nourriture destinée à la consommation humaine qui, à une étape de la chaîne alimentaire, est perdue, jetée, dégradée. Tous les acteurs sont concernés, de l'agriculteur au consommateur final et donc responsables de ces pertes et gaspillages.

Pour la phase de consommation, cela représente près de 29 kg par personne et par an de pertes et gaspillages au foyer (dont 7 kg de déchets alimentaires non consommés encore emballés), auxquels s'ajoutent les pertes et gaspillages générés en restauration collective ou commerciale.

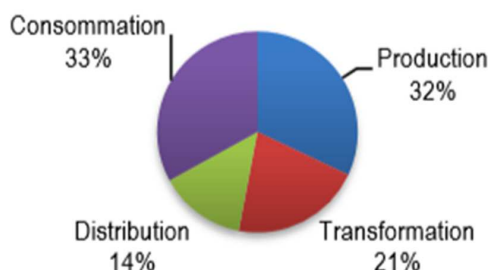


Figure 120 : Répartition en poids des pertes et gaspillages aux différents stades de la chaîne (ADEME 2016)

La lutte contre le gaspillage alimentaire est une priorité nationale, coordonnée sous les angles de la prévention des déchets et de l'alimentation durable.

Par ailleurs, un Pacte national de lutte contre le gaspillage alimentaire a été signé en 2013 entre l'État et les représentants des acteurs de l'ensemble de la chaîne alimentaire. **Il fixe pour objectif de diviser par deux le gaspillage alimentaire en France d'ici 2025.** En avril 2017, un nouveau pacte a été lancé, pour la période 2017-2020.

Le cadre réglementaire a été renforcé par **la loi relative à la lutte contre le gaspillage alimentaire, promulguée le 11 février 2016**, qui complète les dispositions de la LTECV.

Par ailleurs, l'article L.541-15-3 du code de l'environnement précise que l'État et ses établissements publics ainsi que les collectivités territoriales devraient mettre en place, avant le 1^{er} septembre 2016, une démarche de lutte contre le gaspillage alimentaire au sein des services de restauration collective dont ils assurent la gestion.

La feuille de route nationale Economie Circulaire souhaite intensifier la lutte contre le gaspillage alimentaire en lien avec la politique de l'alimentation issue des Etats généraux de l'alimentation au second semestre 2017.

1.1.2 ACTIONS LOCALES DE LUTTE CONTRE LE GASPILLAGE ALIMENTAIRE

Les actions locales contre le gaspillage alimentaire sur la Martinique ont été recensées par l'ADEME dans la synthèse des politiques de prévention en Martinique (cf. annexe 2) :

- 14 restaurants scolaires ayant fait l'objet d'une sensibilisation (2 %) (CACEM et CAESM),
- 14 établissements ayant fait l'objet d'opérations test :

CHAPITRE VI : PLANIFICATION SPECIFIQUE BIODECHETS

- La CTM a lancé en 2016 une étude pour mieux comprendre les raisons de gaspillage alimentaire dans les restaurants scolaires du secondaire (collèges et lycées) : 2 collèges et 2 cités scolaires,
- Cap Nord a été lauréat du programme national pour l'alimentation sur son projet de réduction du gaspillage alimentaire. Les objectifs : sensibiliser, accompagner les acteurs et mettre en place des actions de prévention.
 - 10 restaurants scolaires témoins (6 caisses des écoles, 4 collèges et lycées),
 - 40 agents mobilisés,
 - -38 % production de déchets alimentaires en période d'effort,
 - -14 % réduction des coûts liés au gaspillage alimentaire.

1.2 AUTRES ACTIONS DE PREVENTION RELATIVES AUX BIODECHETS

La synthèse des politiques de prévention en Martinique publiée par l'ADEME en Novembre 2018 présente les actions de prévention menées sur la thématique des biodéchets. Les actions référencées sont réparties en 2 thématiques :

- Gestion de proximité des biodéchets,
- Actions éco-exemplaires.

1.2.1 GESTION DE PROXIMITE DES BIODECHETS

La CAESM dispose d'une collecte des biodéchets en porte à porte et a donc effectué davantage de communication sur cette collecte que sur le compostage de proximité.

Au global, 6 095 composteurs ont été distribués sur le territoire de la Martinique, ce qui correspond à un taux d'équipement des foyers pavillonnaire de 8,5 %. On dénombre également 30 écoles (soit 10 %) qui pratiquent le compostage sur la Martinique.

Des opérations de sensibilisation de la population, de foyers témoins, de sensibilisation des scolaires et des touristes ont pu également aborder la prévention des biodéchets.

Sur le territoire de Cap Nord plusieurs actions ont été menées sur la thématique :

- mise en place de 2 relais locaux,
- formation de 4 guides composteurs.

Sur le territoire de la CACEM les actions menées ont été les suivantes :

- suivi des foyers qui ont pris un composteur. 61 % des foyers ont fait l'objet d'un suivi téléphonique. Il a ainsi été estimé que 11 kg/an/hab ont été détourné des OMR,
- mise en place de compostage en pied d'immeuble dans 3 résidences, ce qui a mobilisé 32 foyers,
- l'ADEME a accompagné la Clinique St Paul dans la mise à disposition de poules à 147 salariés (65 %) de l'établissement.

1.2.2 ACTION ECO-EXEMPLAIRES

La sensibilisation au jardinage naturel a permis de toucher 4 services de la CACEM, de faire 3 formations sur la thématique sur Cap Nord.

Au final, 2 services de la CACEM et de Cap Nord ont signé une charte d'entretien des espaces verts publics. Ces chartes ont permis aux services signataire de mettre en œuvre une pratique raisonnée et une meilleure gestion des déchets.

CHAPITRE VI : PLANIFICATION SPECIFIQUE BIODECHETS

A la suite de ces sensibilisation, 25 % des communes de la CAESM se sont engagées dans le jardinage au naturel et des associations (CCPYPM, Bel Jaden, les cols verts) se sont saisies de la problématique et ont développé des activités de jardinage au naturel pour les particuliers.

2. SYNTHÈSE DES ACTIONS PRÉVUES CONCERNANT LE DÉPLOIEMENT DU TRI À LA SOURCE DES BIODECHETS PAR LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

2.1 OBJECTIFS DU PLAN CONCERNANT LA GESTION DES BIODECHETS

Le Plan a pris comme objectif principal la lutte contre le gaspillage alimentaire et le déploiement du tri à la source des biodéchets (voir chapitre III).

La mise en œuvre de ces objectifs passe par le renforcement des collectes de biodéchets sur les secteurs actuellement desservis avec possibilité d'extension du secteur desservi (augmentation de la communication, renforcement technique, desserte des professionnels...) **et une augmentation de la politique de compostage in-situ sur les zones non desservies** (augmentation de la communication, des moyens mis en œuvre et du suivi des résultats).

Ainsi, l'objectif quantitatif d'augmentation de la quantité de biodéchets sur la Martinique à horizon 2031 est de +42 % réparti selon les flux suivants :

- multiplication par 2,6 des quantités de fraction fermentescible des ordures ménagères et assimilés,
- augmentation de 4,4 % des quantités de déchets verts des ménages,
- limitation des quantités de déchets verts produits par les collectivités (-18 %),
- augmentation de 49 % des quantités de déchets organiques des professionnels du fait du respect de la réglementation sur les déchets des gros producteurs.

CHAPITRE VI : PLANIFICATION SPECIFIQUE BIODECHETS

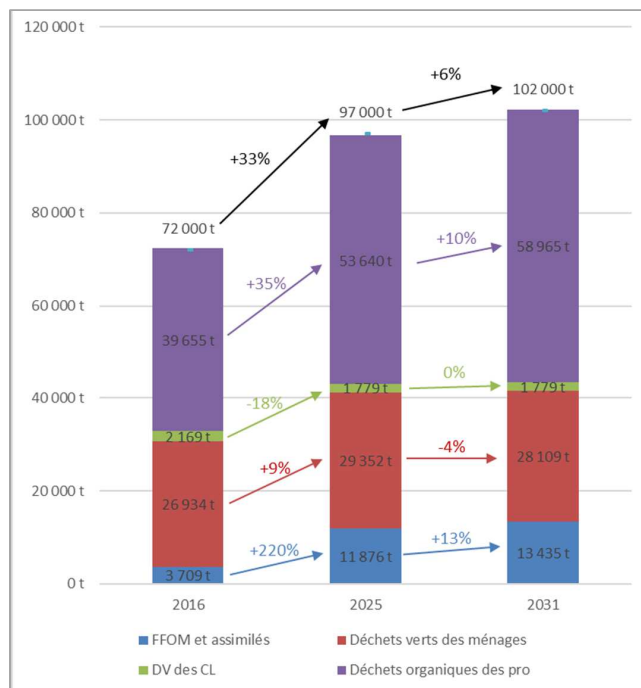


Figure 121 : Objectifs du Plan en matière de biodéchets collectés

2.2 ACTIONS PREVUES DANS LE PPGDM

2.2.1 ACCOMPAGNER LA PREVENTION ET LA GESTION DES BIODECHETS

Les collectivités ont un rôle primordial d'accompagnement des ménages et entreprises afin d'éviter les nuisances : conseil, suivi, animation et formation (chargé de mission déchets, maître composteur, guide composteur, référent de site). Au-delà de la distribution de matériel de compostage, il s'agit de transmettre les bonnes pratiques aux usagers. Elles doivent assurer le suivi et la pérennité de la prévention et de la gestion des biodéchets, au même titre que l'évaluation de son efficacité.

Lors des ateliers de concertations, les participants ont mis en avant le manque de communication à l'échelle de la Martinique sur la prévention et la gestion des biodéchets. Il a été proposé et retenu de travailler particulièrement sur les thématiques suivantes :

● Harmoniser les messages à l'échelle de la Martinique sur les biodéchets

● Renforcer la sensibilisation

Une enquête sur la prévention des déchets par les seniors, menée par la CTM, a mis en évidence que 30 % des sondés sont intéressés par le développement d'actions relatives au compostage et à la lutte contre le gaspillage alimentaire. Cependant, seulement 8,5 % de l'habitat pavillonnaire de la Martinique est équipé d'un composteur.

Il est donc nécessaire pour faire connaître les actions possibles pour limiter l'impact des biodéchets de renforcer la sensibilisation notamment à destinations :

- des professionnels de la restauration (restaurants de taille intermédiaires notamment),
- des particuliers,
- des habitants des résidences collectives,

CHAPITRE VI : PLANIFICATION SPECIFIQUE BIODECHETS

- des scolaires.

2.2.2 RENFORCER LA LUTTE CONTRE LE GASPILLAGE ALIMENTAIRE

Dans la continuité des actions menées, le Plan recommande en parallèle des orientations réglementaires présentées au point 1.1.1 Rappel du cadre réglementaire et des objectifs du présent chapitre :

- d'accompagner les magasins alimentaires de plus de 400 m² pour le respect de leur obligation de proposer une convention de don à des associations pour la reprise de leurs invendus alimentaires encore consommables,
- de mettre en œuvre dans les politiques locales, des actions de sensibilisation et de formation de tous les acteurs, de mobilisation des acteurs au niveau local, d'une communication régulière auprès des citoyens, en particulier dans le cadre des programmes locaux de prévention des déchets. Cela pourra prendre la forme d'une mise en œuvre de campagnes de communication digitales pour donner les clefs aux usagers,
- d'informer et d'éduquer à la lutte contre le gaspillage alimentaire dans les écoles,
- d'intégrer la lutte contre le gaspillage alimentaire dans le reporting social et environnemental des entreprises,
- d'imposer aux opérateurs de la restauration collective la réalisation d'un diagnostic préalable à la démarche de lutte contre le gaspillage alimentaire,
- d'inciter les opérateurs du secteur agroalimentaire à respecter l'obligation de rendre public leurs engagements en faveur de la lutte contre le gaspillage alimentaire,
- de développer des modules éducatifs relatifs à l'alimentation durable et à la lutte contre le gaspillage alimentaire, en partenariat avec l'Éducation Nationale, afin de renforcer la sensibilisation dès le plus jeune âge,
- de travailler sur la lutte contre le gaspillage alimentaire dans la restauration collective (doggy-bag, amélioration dans la restauration scolaire...), et notamment dans :
 - les restaurants des écoles-collèges et lycées et dans les hôpitaux pour l'exemplarité des services publics,
 - la restauration professionnelle,
- réfléchir à la mise en œuvre de la tarification incitative et de la redevance spéciale pour inciter financièrement au tri à la source des biodéchets par les ménages et les structures professionnelles.

2.2.3 ACTIONS POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA SEPARATION A LA SOURCE DES BIODECHETS

Les collectivités disposent d'une palette d'outils pour la mise en œuvre du tri à la source des biodéchets :

- **gestion de proximité** avec traitement in situ (compostage domestique, partagé en pied d'immeuble, à l'échelle d'un quartier ou d'un établissement public ou privé) ;
- **collectes séparées** avec traitement centralisé (compostage, méthanisation).

2.2.3.1 Accompagner la gestion de proximité et le traitement in situ des biodéchets

La jurisprudence récente sur la qualification de tri à la source des biodéchets par une collectivité stipule que la mise à disposition seule de composteurs n'est pas en soi une solution de tri à la source des biodéchets. Il faut que la solution de tri à la source soit réellement déployée et effectivement utilisée avec un niveau de performance suffisant, ce qui implique une démarche initiale des ménages, et donc une volonté forte de leur part... »

Pour maintenir et augmenter toutes les formes de gestion de proximité des biodéchets, le Plan recommande :

CHAPITRE VI : PLANIFICATION SPECIFIQUE BIODECHETS

- de poursuivre la mise à dispositions des composteurs aux particuliers ;
- d'étoffer et pérenniser le réseau des guides composteurs permettant aux collectivités d'avoir un relai local (à l'échelle d'un quartier par exemple) pour consulter les usagers sur leurs pratiques et besoins, répondre à leurs questions, les sensibiliser, les accompagner dans l'amélioration de leurs pratiques ;
- de compléter la distribution de composteurs individuels par un dispositif d'accompagnement pour l'appropriation de la pratique par les usagers, en proposant régulièrement des formations sur le jardinage, le paillage, le compostage, des animations adaptées à différents publics (enfants/adultes, avec ou sans jardin...) et couplées à la thématique « alimentation durable » avec une sensibilisation autour des actions de lutte contre le gaspillage alimentaire ;
- de travailler particulièrement sur la desserte en compostage de proximité des habitats collectifs en augmentant les moyens et l'efficacité des politiques de développement du compostage collectif (de quartier ou d'immeuble) ;
- de mettre en place un suivi des pratiques de gestion de proximité (population desservie par ces actions, population pratiquante, évolution du ratio OMr et de la part de biodéchets dans les OMr) afin de pérenniser les démarches (avec des actions régulières de communication) et évaluer son efficacité ;
- l'exemplarité des administrations publiques par la mise en place de pratiques de broyage et de paillage de certains biodéchets, par les services des espaces verts des collectivités, et de sites de compostage sur leurs établissements (écoles notamment) avec des agents sensibilisés et formés ;
- le développement de compostage en entreprises ;
- d'inciter financièrement au tri à la source des biodéchets par les ménages et les structures professionnelles au travers de la tarification incitative et la redevance spéciale ;
- de mettre en œuvre des actions de prévention des déchets concernant le jardinage 0 déchet et notamment des essences de végétaux à planter en aménagement paysager pour limiter la production de déchets verts issus de tailles d'arbres ou de haies.

2.2.3.2 Optimiser les collectes en place et possibilité de déploiement de collecte mutualisées sur certains secteurs

Avec 10 kg/an/habitant desservi, la collecte des biodéchets des particuliers sur la Martinique est très en dessous des performances moyennes de collecte des biodéchets en France (99 kg/an/hab. pour une collecte des déchets alimentaires et des déchets verts en mélange et 43 kg/an/hab. pour une collecte de déchets alimentaires seul).

Il est donc nécessaire d'optimiser les collectes en place.

Ainsi, le Plan recommande :

- l'optimisation des performances de collecte sur les zones desservies par une collecte de bio déchets pour les professionnels ou les ménages,
- l'augmentation de la communication, des contrôles sur la qualité de la collecte avec éventuellement des sanctions pour les usagers qui n'effectuent pas un tri correct des biodéchets,
- la réalisation d'une étude sur les modalités de collecte et les coûts sur tout le territoire.

Le Plan laisse la possibilité aux autres collectivités de développer ce type de collecte sur les zones non desservies où la mise en place d'une collecte s'avérerait pertinente.

2.2.3.3 Bilan de l'objectif de séparation à la source des biodéchets

L'objectif du Plan de trier à la source les biodéchets passe ainsi par :

CHAPITRE VI : PLANIFICATION SPECIFIQUE BIODECHETS

- **le renforcement des actions de gestion de proximité des biodéchets (compostage, paillage...) et de leur suivi dans les zones non desservies par une collecte de biodéchets,**
- **l'optimisation des performances de séparation sur les zones desservies, en laissant le choix aux collectivités d'étendre les territoires collectés à des zones où la mise en place d'un ramassage s'avèrerait pertinent.**

La **complémentarité des organisations** (gestion de proximité/gestion centralisée) doit être recherchée pour les différents territoires, au travers d'une analyse locale tenant compte des spécificités de chacun des contextes territoriaux, avec pour objectif d'atteindre la performance attendue à un coût maîtrisé. La gestion de proximité est à favoriser dès lors que les usagers disposent d'une solution pour valoriser leurs biodéchets in situ (zone de compostage, animaux, ...), inscrivent ces pratiques dans leur quotidien et s'engagent à utiliser le compost produit.

C'est le cas notamment en milieu rural, pavillonnaire mais également en milieu urbain avec espaces verts. Les zones où la mise en place d'une gestion de proximité des biodéchets n'est pas appropriée pourraient alors être desservies par une collecte séparée.

Il est important de noter que les biodéchets ont une valeur agronomique et énergétique, ce qui peut parfois générer une concurrence dans le choix des modes de valorisation. Le Plan met l'accent sur le respect du principe de hiérarchie des modes de traitement en privilégiant avant tout la réduction des biodéchets produits par des actions de prévention notamment ; la valorisation organique qui implique un retour au sol de qualité et en proximité et enfin une valorisation énergétique.

2.2.4 LES INSTALLATIONS DE COLLECTE DES DECHETS VERTS

Outre la collecte des biodéchets et particulièrement des déchets verts en porte à porte sur les territoires déjà desservis et sa possibilité d'extension à d'autres territoires pertinents, le Plan prévoit :

- l'augmentation du nombre de déchèteries à 22, conformément à ce qui était prévu dans le PPGDND. Certaines déchèteries pourront accueillir des déchets issus des professionnels dans la mesure où les déchets et les volumes apportés par ces derniers sont assimilables à des déchets ménagers,
- la création de 3 déchèteries professionnelles conformément à ce qui était prévu dans le PPGDND.

Ces installations pourront permettre de collecter les déchets verts. Le Plan prévoit en outre que l'ouverture de ces déchèteries entraînera une diminution des quantités de déchets verts collectés actuellement en porte à porte (13 475 t en 2016 pour 9 374 t en objectif 2031).

2.2.5 CAPACITES DE PREPARATION ET DE TRAITEMENT DES FLUX DE BIODECHETS

Les quantités de déchets organiques : déchets de cuisine des ménages et des gros producteurs (restauration scolaire, des établissements de soins, de la restauration commerciale...), déchets des industries agro-alimentaires et déchets verts des ménages, des entreprises et des services municipaux, déchets d'élagage ; à traiter par compostage ou méthanisation sont détaillées dans le tableau ci-dessous :

CHAPITRE VI : PLANIFICATION SPECIFIQUE BIODECHETS

	2016	Plan 2031
Biodéchets collectés séparément	2 855 t	8 022 t
Fraction fermentescible issues du TMB	0 t	10 050 t
Déchets verts du porte à porte et des déchèteries	26 470 t	28 109 t
Déchets fermentescibles des activités économiques	40 438 t	69 962 t
Déchets des collectivités	2 011	2 796 t
Total à gérer	71 774 t	118 939 t

Les projets identifiés et en cours de réalisation sont listés ci-dessous :

• **Installations en activité**

- CVO du Robert : 17 000 à 20 000 t/an de déchets verts + 3 200 t/an de boues + 4 000 t/an de DIC-bio + 16 000 t/an de FFOM, soit au total 40 000 à 45 000 t/an de déchets organiques,
- plateforme Holdex : environ 12 800 t de déchets verts,
- usine Terraviva à Ducos : 10 000 à 15 000 t/an de boues, mais pouvant accueillir des biodéchets comme structurant,
- plateforme de compostage de l'habitation Chalvet : environ 7 000 t/an,
- installation de broyage des déchets verts de Céron : 8 000 t/an.

• **Installations en projet**

- installation de traitement mécano-biologique de Petit Galion d'une capacité à terme de 25 000 t/an, (voir chapitre V, point 6.1),
- extension des capacités des plateformes de compostage de Holdex et de TerraViva,
- la création de 2 plateformes de compostage prévues dans le PPGDND de 2015, d'une capacité d'environ 5 000 t/an de déchets verts pour chaque unité, si possible contiguës à des installations de transfert ou de traitement existantes ou en projet, afin d'optimiser les coûts. L'une pourrait desservir la zone Sud de l'île, l'autre la zone Nord-Caraïbes. Le Plan laisse ouvert la possibilité d'un co-compostage de boues sur une de ces deux plateformes, subordonnée à l'augmentation du tonnage de boues à traiter,
- extension/ complément unité de broyage du Parc Environnemental de Céron avec une Unité de préparation de biomasse – énergie au Parc environnemental de Céron – capacité 10 000 t à 15 000 t/an,
- plateforme de broyage des déchets verts au PTE de la Trompeuse : (8 000 t max 10 000 t/an),
- plateforme de broyage des déchets verts à Saint-Pierre (environ 5 000 t/an),
- plateforme de bois au Parc Environnemental de Céron (8 000 t /an).

L'ensemble de ces installations en activités et en projet devrait être suffisant pour la gestion des déchets organiques projetées dans le Plan (119 000 t en 2031). Le Plan laisse toutefois ouvert la possibilité de création d'installations complémentaires aux installations identifiées supra, pour répondre aux besoins en capacités de compostage, de méthanisation ou d'autre technique de valorisation des biodéchets qui n'auraient pas été évaluées ou auraient été sous-évaluées par le Plan.

CHAPITRE VI : PLANIFICATION SPECIFIQUE BIODECHETS

2.2.1 SPECIFICITES DES DECHETS DE SOUS-PRODUITS ANIMAUX

L'installation de stérilisation sous pression des déchets de sous-produits animaux en cours de mise en place au CVO permettra de traiter les sous-produits animaux de classe 2 et 3.

Les sous-produits animaux de catégorie 1 seront quant à eux éliminés en installations dédiées en respectant le principe de proximité.

3. IDENTIFICATION DES POSSIBILITES DE MUTUALISATION DES COLLECTES ET DES TRAITEMENT DES FLUX DES BIODECHETS DES MENAGES, DES ENTREPRISES ET DES DECHETS ORGANIQUES DES EXPLOITATIONS AGRICOLES

3.1 IDENTIFICATION DES POSSIBILITES DE MUTUALISATION DES COLLECTES

Actuellement sur le territoire du Plan, les 3 collectivités à compétence collecte effectuent des collectes spécifiques biodéchets :

- CAESM : collecte des ménages et des professionnels assimilés sur la totalité de son territoire,
- CACEM : collecte occasionnelle des biodéchets de gros producteurs non ménagers (restauration scolaire) et collecte des déchets verts des ménages,
- Cap Nord : collecte des biodéchets des ménages et des professionnels sur 4 communes (Le Robert, Trinité, Sainte-Marie et Gros-Morne), et la collecte des biodéchets des "restaurants scolaires" sur l'ensemble du territoire (sauf Morne Vert, Fond St Denis, Prêcheur, Macouba, Grand Rivière), ainsi que la collecte des déchets verts des ménages sur tout le territoire.

Le Plan prévoit la possibilité de mutualiser les collectes entre déchets ménagers et non ménagers, pour les optimiser, avec mise en place d'une redevance spéciale couvrant le coût réel du service (étant entendu que les collectivités ne sont pas responsables de ces déchets). En effet, la collectivité dont le champ de compétence porte sur les ménages, n'a pas obligation de collecter les biodéchets des professionnels. Elle peut prendre en charge les déchets non ménagers (cantines, restaurants...) sous réserve que cette prise en charge s'effectue sans sujétion techniques particulière (Art L. 22224-14 du code général des collectivités territoriales - CGCT).

Le plan recommande d'avoir une **réflexion au niveau local** sur la mutualisation des flux (déchets verts, déchets alimentaires, déchets agricoles...) et la mise en cohérence des circuits de collecte (ménages, professionnels).

Le plan recommande aux entreprises dont la collecte des déchets ne relève pas du service public de rechercher la mutualisation de leurs collectes, par exemple via un **groupement de commandes à l'initiative d'un club d'entreprises sur une zone d'activité**, de manière à réduire le coût de la collecte de ce flux et massifier le gisement vers un site de valorisation. Des solutions innovantes sont à développer pour limiter les transports et les coûts.

CHAPITRE VI : PLANIFICATION SPECIFIQUE BIODECHETS

3.2 IDENTIFICATION DES POSSIBILITES DE MUTUALISATION DES TRAITEMENTS

Actuellement, quelle que soit leur provenance, les collectes spécifiques des biodéchets sont orientés vers le Centre de Valorisation Organique des déchets du SMTVD pour être méthanisés.

Etant donné la capacité disponible de l'installation sur la partie méthanisation, le Plan prévoit le maintien de l'orientation des collectes séparées de biodéchets vers cette installation.

Les plateformes de compostage de Holdex, TerraViva et du CVO effectuent également du traitement des biodéchets en mélangeant les origines des produits traités. Le Plan prévoit le maintien de cette pratique.

● CHAPITRE VII : PLANIFICATION SPECIFIQUE DES DECHETS D'EMBALLAGES MENAGERS ET DE PAPIERS GRAPHIQUES

Conformément à l'article D541-16-2, le Plan doit comprendre une planification spécifique des déchets d'emballages ménagers et de papiers graphiques relevant des filières à responsabilité élargie des producteurs, intégrant notamment :

- une planification de l'implantation des centres de tri nécessaires dans le cadre de l'extension progressive des consignes de tri à l'ensemble des emballages plastiques (prévue par l'article L. 541 1),
- une planification du déploiement de modalités harmonisées de collecte séparée des déchets d'emballages ménagers et de papiers graphiques, à l'aide de schémas types harmonisés d'organisation de la séparation des flux de déchets, de consignes de tri correspondantes et de couleurs des contenants associés (prévus à l'article 80 de la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte).

1. DECHETS D'EMBALLAGES LEGERS ET DE PAPIERS GRAPHIQUES

L'agrément de CITEO pour la période 2017-2022 n'impose ni la nécessité de conclure un contrat pour les cinq matériaux, ni l'engagement systématique des collectivités de réaliser l'extension des consignes de tri. Les collectivités Martiniquaises n'ont donc pas l'obligation pour toucher les soutiens CITEO de s'engager vers l'extension des consignes de tri.

Cependant, l'article L541-1 du code de l'environnement demande d'étendre progressivement les consignes de tri à l'ensemble des emballages plastique sur l'ensemble du territoire avant 2022, en vue, en priorité, de leur recyclage, en tenant compte des prérequis issus de l'expérimentation de l'extension des consignes de tri plastique initiée en 2011, sans donner d'exception pour l'Outre-Mer.

En conséquence, le Plan prévoit, afin d'augmenter les quantités de déchets recyclés et de simplifier le geste de tri, d'étendre les consignes de tri des emballages à tous les emballages en plastique dans le respect de la LTECV d'ici 2022.

Le Plan recommande une analyse économique et environnementale afin de définir la solution de valorisation de ces déchets la plus avantageuse pour le territoire.

Ainsi, les objectifs de tonnage sont les suivants :

	2016	Scénario du Plan	
		2025	2031
Total recyclage matière	3 900 t	9 300 t	10 400 t
Total valorisation énergétique (refus et nouveaux plastiques)	0 t	3 400 t	2 900 t

Figure 122 : Objectifs de tonnages pour les emballages en verre

CHAPITRE VII : PLANIFICATION SPECIFIQUE EMBALLAGES MENAGERS ET PAPIERS

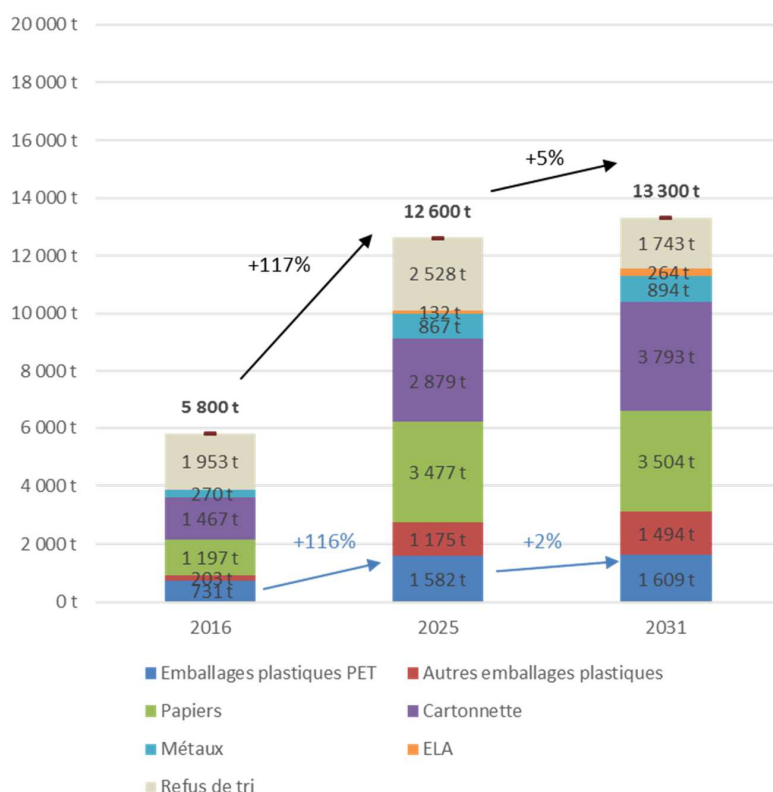


Figure 123 : évolution prévue des tonnages d'emballages légers et de papier graphiques

1.1 PRIORITE A RETENIR POUR AUGMENTER LES QUANTITES DE RECYCLABLES COLLECTES

Pour répondre aux obligations réglementaires et aux objectifs, le Plan incite chaque collectivité à :

- étendre les consignes de tri à l'ensemble des emballages en plastiques afin de simplifier le geste de l'utilisateur,
- étudier la mise en place de la tarification incitative : l'impact de la tarification incitative sur les performances de collecte séparée des recyclables secs (verre compris) est de l'ordre de + 20 à 30 % de matériaux collectés, (voir chapitre IX),
- généraliser les collectes de papiers de bureaux (entreprises, organismes publics et établissements d'enseignement),
- généraliser la collecte des cartons des commerces,
- agir spécifiquement en habitat collectif :
 - renforcer la communication : enseignement de la « culture » du tri, coordination renforcée entre ambassadeurs du tri et collecteurs...), information des nouveaux arrivants,
 - établir des partenariats entre les collectivités compétentes et les bailleurs sociaux : formation et implication des gardiens d'immeubles et des personnels de nettoyage,
 - améliorer les dispositifs techniques de collecte afin d'améliorer le geste de tri des habitants (ex : diagnostic des dispositifs techniques dans les immeubles afin d'identifier ceux qui sont inadéquats ou en mauvais état et qui freinent la qualité du geste de tri),

CHAPITRE VII : PLANIFICATION SPECIFIQUE EMBALLAGES MENAGERS ET PAPIERS

- renforcer la communication de proximité :
 - suivi régulier et enquêtes diagnostics pour définir un plan d'actions, notamment auprès des « nouveaux arrivants », pour qu'ils puissent trier rapidement et facilement leurs déchets,
 - meilleure coordination entre ambassadeurs de tri, contrôleurs et collecteurs,
 - intégrer les besoins du service de collecte des déchets dans les documents d'urbanisme (PLU, POS,...) et projets d'aménagement, et sensibiliser à l'intérêt de recueillir l'avis du service "déchets" avant la délivrance des permis de construire,
- mettre en place des collectes séparées pour chaque événement (sportif, culturel, braderie, ...), avec une éco-conditionnalité des aides financières pour toutes les manifestations,
- relayer auprès de chaque commune et de chaque établissement public les pratiques éco-exemplaires en matière de tri à la source, et mettre en place les équipements nécessaires au tri dans les établissements publics (poubelle séparée pour les emballages, le papier...).

L'atteinte des objectifs quantitatifs devra également passer par une réflexion importante sur l'optimisation des moyens de collecte afin que tous les habitants de la Martinique aient les moyens de trier les emballages et le papier dans les conditions optimales à coût maîtrisé (augmentation des fréquences sur la collecte des déchets recyclables et réduction concomitante de fréquence sur les déchets non recyclables par exemple). Il pourra notamment être nécessaire de travailler sur la densification des points d'apports volontaires et sur les zonages desservis en porte à porte pour éviter un double service (desserte en porte à porte et en apport volontaire) coûteux pour la collectivité, et déroutant pour l'utilisateur.

De même, à la vue des difficultés rencontrées par les filières locales de recyclage, le Plan recommande le développement de méthode de collectes innovantes pour le recyclage (consigne pour recyclage, gratification du geste de tri...) afin d'augmenter rapidement les quantités de déchets collectés.

Les collectivités devront donc déployer les moyens nécessaires pour atteindre les objectifs fixés, ce qui requiert à la fois des moyens humains pour la communication et la sensibilisation et un accompagnement pour améliorer les performances des collectes séparées là où elles sont les moins bonnes.

Ces actions conduites par les collectivités seront menées en partenariat avec les chambres consulaires, CITEO, l'ADEME, les représentants des commerçants, les organisateurs de manifestations sportives et culturelles...

1.2 PLANIFICATION DE L'IMPLANTATION DES CENTRES DE TRI

Le Plan prévoit la mise en œuvre d'une unité de tri en capacité de trier les nouvelles résines plastiques appelées dans les poubelles de recyclage d'ici 2022 (projet de modification du centre de tri de Ducos ou autre).

Le positionnement de cette installation se fera dans le respect des critères d'implantation définies au chapitre V, paragraphe 9.2.

1.3 PLANIFICATION DU DEPLOIEMENT DES MODALITES HARMONISEES DE COLLECTE SELECTIVE

Le Plan recommande une harmonisation des consignes de tri à l'échelle de la Martinique dans le respect des préconisations nationales afin de favoriser la communication à l'ensemble des habitants.

Une synthèse des recommandations prévues par la loi de transition énergétique pour l'harmonisation de l'organisation de la séparation des flux de déchets d'emballages et de papiers graphiques, les consignes de tri correspondantes et les couleurs des contenants associés, a été publiée par l'ADEME en 2016.

Le Plan reprend les recommandations de l'ADEME, à savoir :

CHAPITRE VII : PLANIFICATION SPECIFIQUE EMBALLAGES MENAGERS ET PAPIERS

- pour les collectivités souhaitant faire évoluer leur schéma de collecte, la mise en place d'un schéma multi matériaux ou fibreux/non fibreux sera privilégiée,
- pour les collectivités ayant actuellement un schéma de collecte séparée autre que multi matériaux, ou emballages/papiers ou papiers-cartons/plastiques-métaux, une évolution du schéma est à prévoir en particulier au moment de l'extension des consignes de tri, en s'appuyant sur le renouvellement des parcs de contenants, voire des marchés de collecte, et au plus tard d'ici 2025, pour les déchets d'emballages en verre une collecte à part,
- pour les papiers, la mise à jour des consignes de tri,
- pour les schémas papiers / emballages ou papier-carton / plastiques-métaux : couleur de bac bleue pour le flux contenant les papiers et jaune pour le flux contenant les plastiques,
- pour le schéma multi matériaux : couleur jaune des bacs de collecte,
- pour le verre : couleur verte pour les colonnes de collecte.

2. DECHETS D'EMBALLAGES EN VERRE

Une forte augmentation des quantités de verre collectées est prévue par le Plan :

- en vue du réemploi, via la consignation d'une partie du gisement,
- en valorisation en sous-couche routière ou autre procédé de recyclage.

	2016	Scénario du Plan	
		2025	2031
Verre global à gérer	3 000 t	9 100 t	10 100 t
Verre en consigne en vue du réemploi		1 200 t	1 100 t
Verre en valorisation	3 000 t	7 900 t	9 000 t

Figure 124 : Objectifs de tonnages pour les emballages en verre

Un effort conséquent devra être porté par les collectivités sur la collecte sélective du verre par une communication adaptée et un renforcement du maillage en colonnes d'apport volontaire.

L'implantation des points de collecte doit être réalisée en fonction d'un certain nombre de critères pour permettre leur utilisation et leur proximité à l'usager notamment :

- la proximité immédiate des lieux d'usages, des services publics (poste, mairie, déchetteries...), parkings de grandes surfaces...,
- la visibilité des lieux notamment en proximité de voies de passage,
- leur accessibilité pour un dépôt en sécurité par accès piéton ou voiture,
- la possibilité de vidage sans danger de circulation,
- la prise en compte du voisinage pour éviter les nuisances liées principalement au bruit lors des dépôts.

CHAPITRE VII : PLANIFICATION SPECIFIQUE EMBALLAGES MENAGERS ET PAPIERS

En parallèle, le contexte insulaire martiniquais le rend très favorable au développement de la consigne en vue du réemploi sur les emballages locaux. Le Plan fixe comme objectif la mise en consignation de 10% du gisement de verre, et recommande aux acteurs impliqués dans la valorisation du verre de mener les démarches permettant une normalisation du broyat.

CHAPITRE VIII : PLANIFICATION SPECIFIQUE DES DECHETS DE TEXTILES, LINGE DE MAISON ET CHAUSSURES

1. RAPPEL DE L'ETAT DES LIEUX

69 points de collecte sont répertoriés par Eco-TLC en Martinique en 2016, ce qui correspond à un point pour plus de 5 588 habitants contre 1 pour 1 569 habitants en moyenne au niveau national.

Sur le terrain, ce sont 76 points de collectes qui ont été identifiés, il s'agit de conteneurs sur la voie publique, d'associations ou de boutiques de ventes. Ils ont commencé à être mis en place en 2014 par l'association ACISE Samu Social. Elle s'occupe de la collecte des points, de la valorisation locale et du premier tri et export ou élimination des textiles. Les conteneurs de collecte ont été mis en place à partir de l'année 2015.

Cette structure a déclaré avoir collecté 980 tonnes de textiles (2,5 kg/an/hab), dont 20 % ont été éliminés (8 % en enfouissement, 12 % en incinération), 10 % recyclés ou réutilisés en local et 70 % exportés en vue du réemploi dont 43 % exportés en vue du tri à Provence TLC à Vitrolles.

Les quantités de textiles mises sur le marché sont évaluées à environ 4 456 tonnes en 2016, ainsi le taux de collecte sur la Martinique est de 22 %.

Au niveau national, les quantités collectés sont de 3,2kg/an/hab en moyenne et de 0,2 kg dans les DOM.

2. PROSPECTIVE A 6 ET 12 ANS DE LA GESTION DES DECHETS DE TEXTILES

Les objectifs d'ECO-TLC pour 2019 au niveau national sont les suivants :

- Atteindre 50 % des TLC mis en marché détournés des ordures ménagères résiduelles, soit 4,6 kg/hab/an de TLC collecté ;
- Atteindre au moins 95 % des tonnages triés en valorisation matière (réutilisation et recyclage principalement) et un maximum de 2 % de déchets éliminés.

Sur la base de ces données nationales et sur les quantifications locales qui estimaient en 2011 à 6,6 kg/an/hab de textiles dans la collecte des ordures ménagères, il a été estimé que le plan pouvait prévoir une augmentation de 73 % des quantités de textiles collectées.

CHAPITRE VIII : PLANIFICATION SPECIFIQUE TEXTILES, LINGE DE MAISON ET CHAUSSURES

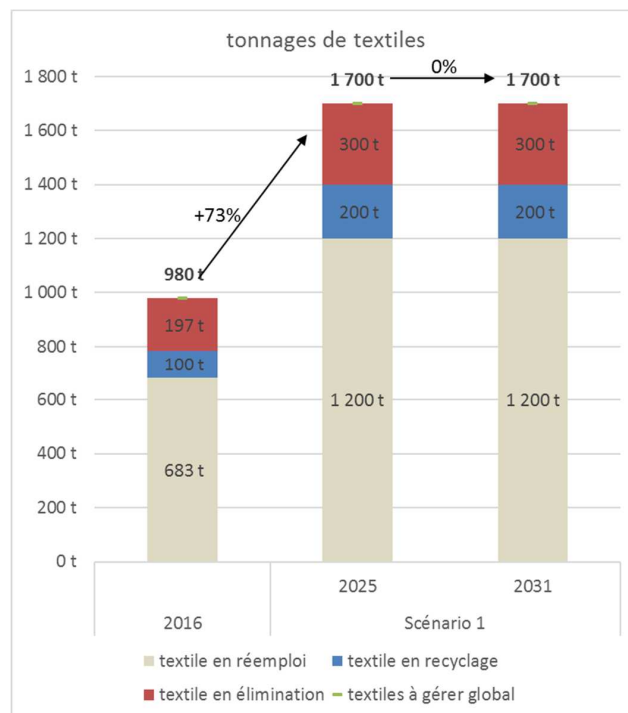


Figure 125 : Evolution des quantités de déchets de TLC prévue au Plan

Ainsi, le Plan prend comme objectif une collecte représentant 4,6 kg/an/hab en 2025 et 4,95 kg/an/hab en 2031.

3. PLANIFICATION SPECIFIQUE DES DECHETS DE TEXTILES, LINGE DE MAISON ET CHAUSSURE

3.1 COLLECTE DES TLC

Avec 1 point de collecte pour 5 588 habitants, le niveau de desserte des habitants en point de collecte sur la Martinique est insuffisant. Le Plan prévoit une augmentation du nombre de points de collecte pour améliorer les performances de collecte. Cette augmentation de la desserte pourra passer par un partenariat entre les collectivités à compétence collecte et les associations performantes sur le sujet.

3.2 TRAITEMENT DES TLC

Actuellement, 43 % des déchets de TLC collectés sur la Martinique sont exportés pour un tri dans l'Hexagone. Afin de respecter le principe de proximité et dans l'optique du développement de filières locales, le Plan prévoit la création d'un centre de tri des textiles en capacité de trier à minima les tonnages collectés actuellement sur la Martinique en considérant des perspectives de croissance raisonnables. Cette création se fera en lien avec Eco-TLC. Son dimensionnement prendra éventuellement en compte les possibilités de mutualisation des flux avec des territoires voisins. Cette création se fera en lien avec Eco-TLC.

● CHAPITRE IX : PLANIFICATION SPECIFIQUE DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES : DEPLOIEMENT DE LA TARIFICATION INCITATIVE

Pour les collectivités territoriales, il existe trois modes de financement du service public de gestion des déchets : le recours au budget général, la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) et la redevance d'enlèvement des ordures ménagères (REOM).

L'instauration d'une tarification incitative (par une redevance ou une taxe) permet l'application du principe pollueur-payeur aux usagers du service. Elle intègre le niveau de production de déchets pour facturer l'usager, alors incité financièrement à des comportements vertueux (diminution des quantités de déchets produits, augmentation du tri, consommation responsable).

La REOM incitative prend la forme d'une REOM avec une part fixe et une part variable fonction de l'utilisation du service. La TEOM incitative est encadrée par la loi de finances pour 2012 (article 97) qui ajoute notamment un article 1522 bis au Code général des impôts. Les principales dispositions associées sont :

- les communes et leurs établissements publics de coopération intercommunale peuvent instituer une part incitative de la taxe, assise sur la quantité et éventuellement la nature des déchets produits, exprimée en volume, en poids ou en nombre d'enlèvements. La part incitative s'ajoute à une part fixe déterminée selon les modalités de la TEOM « classique » ;
- le tarif de la part incitative est fixé chaque année par délibération, de manière à ce que son produit soit compris entre 10 et 45 % du produit total de la taxe ;
- les communes et les établissements publics de coopération intercommunale au profit desquels est perçue une part incitative de la taxe font connaître aux services fiscaux, avant le 15 avril de l'année d'imposition, le montant en valeur absolue de cette part incitative par local au cours de l'année précédente.

L'article 70 de la LTECV prévoit que « *les collectivités territoriales progressent vers la généralisation d'une tarification incitative en matière de déchets, avec pour objectif que 15 millions d'habitants soient couverts par cette dernière en 2020 et 25 millions d'habitants en 2025* ».

Cela représente presque 22 % de la population française estimée pour 2020 et 37 % en 2025 sur la base de l'évolution de la population française estimée par l'INSEE.

La feuille de route économie circulaire renforce l'objectif de déploiement de la tarification incitative énoncé par la LTECV.

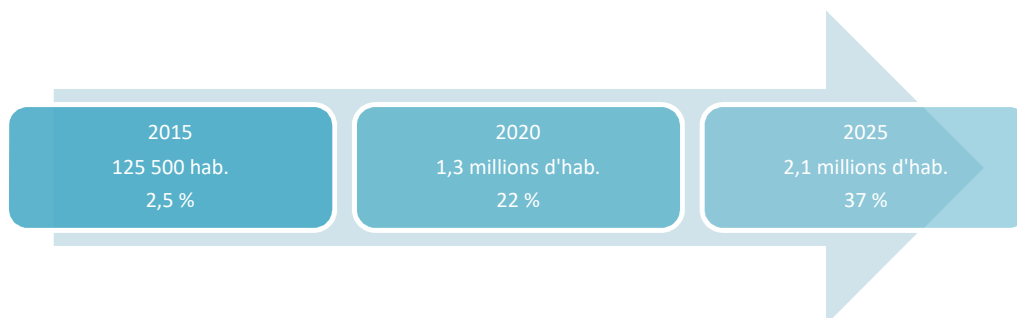


Figure 126 : Objectif national d'évolution de la couverture de la population par la Tarification Incitative

CHAPITRE IX : PLANIFICATION SPECIFIQUE TARIFICATION INCITATIVE

Le Plan souhaite créer les conditions favorables pour développer la tarification incitative. Pour cela, il propose :

- d'étudier la possibilité de la mise en œuvre de la tarification incitative dans le contexte spécifique des collectivités martiniquaises,
- d'accompagner le changement des comportements des usagers (à associer en amont) par une communication efficace en intégrant les associations locales.

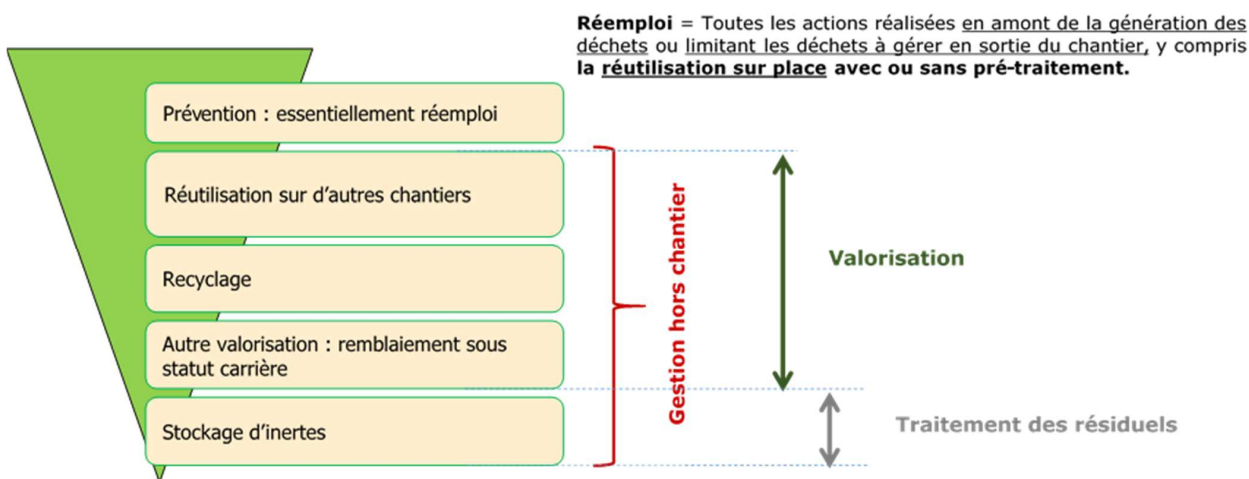
Par ailleurs, le Plan recommande le déploiement de la redevance spéciale en l'absence de tarification incitative. Elle a pour finalité de responsabiliser les professionnels quant à la production et à la gestion de leurs déchets, c'est-à-dire de les inciter à en réduire les quantités et la nocivité, et à bien les trier à la source en vue de leur collecte séparée et de leur valorisation. Par ailleurs, elle évite de faire payer la gestion des déchets non-ménagers par les ménages.

● CHAPITRE X : PLANIFICATION SPECIFIQUE DES DECHETS DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS

Ce chapitre répond à l'obligation réglementaire (article D. 541-16-1 du code de l'environnement) de réaliser une planification des déchets du BTP.

1. PREVENTION DES DECHETS DU BTP

Le cadre réglementaire de la hiérarchie des modes de traitement décliné pour les déchets inertes du BTP est le suivant :



Le ministère du développement durable traduit cette définition de la prévention au niveau des déchets de chantiers du bâtiment et des travaux publics de la manière suivante :

- sur un chantier, les matériaux n'ayant pas trouvé d'usage d'ici la fin du chantier sont des déchets (exemples : chute de plaques de plâtres, reste de peinture, reste de graves...) ;
- hors du chantier, les matériaux qui sortent du site et qui doivent passer par un procédé de valorisation pour être réutilisés sont des déchets (agrégats d'enrobé, blocs de béton démolition, ferrailles...)
- à contrario, les matériaux qui sortent du site pour être réemployés sans passage par un procédé de valorisation (mêmes usages que ceux pour lesquels ils ont été conçus) ne sont pas considérés comme des déchets (reste de pierres d'ornement, câble électrique, sable...) ;
- les terres excavées qui sortent du chantier prennent systématiquement le statut de déchet.

CHAPITRE X : PLANIFICATION SPECIFIQUE DECHETS DU BTP

Ainsi, la prévention couvre l'ensemble des techniques :

- permettant d'éviter la production de matériaux hors du chantier ;
- assurant le réemploi des matériaux sortant de chantier sans passage par un procédé de valorisation : les terres excavées considérées comme des déchets quand elles sortent de chantier ne sont pas concernées ;
- de réduction de la nocivité des déchets produits ou qui seront produits lors de la fin de vie de l'ouvrage réalisé.

1.1 CADRAGE REGLEMENTAIRE

La loi de transition énergétique pour la croissance verte (LTECV) (art. 70) prévoit la réduction des quantités de déchets d'activité économiques par unité de valeur produite, notamment du secteur du BTP, en 2020 par rapport à 2010.

Cet objectif de prévention est repris et détaillé par exemple dans les obligations qui incombent à l'État et les collectivités territoriales pour la construction et l'entretien routier : la LTECV (article 79) stipule que « *Tout appel d'offres que l'État ou les collectivités territoriales publient pour la construction ou l'entretien routier intègre une exigence de priorité à l'utilisation des matériaux **issus du réemploi**, de la réutilisation ou du recyclage de déchets. L'État et les collectivités territoriales **justifient chaque année**, et pour l'État à une échelle régionale :*

1° À partir de 2017 :

a) qu'au moins 50 % en masse de l'ensemble des matériaux utilisés pendant l'année dans leurs chantiers de construction routiers sont issus du réemploi, de la réutilisation ou du recyclage de déchets ;

b) et que, pour les matériaux utilisés pendant l'année dans les chantiers de construction et d'entretien routiers parmi ces matériaux, au moins 10 % en masse des matériaux utilisés dans les couches de surface et au moins 20 % en masse des matériaux utilisés dans les couches d'assise sont issus du réemploi, de la réutilisation ou du recyclage de déchets ;

2° À partir de 2020 :

a) qu'au moins 60 % en masse de l'ensemble des matériaux utilisés pendant l'année dans leurs chantiers de construction routiers sont issus du réemploi, de la réutilisation ou du recyclage de déchets ;

b) et que, pour les matériaux utilisés pendant l'année dans les chantiers de construction et d'entretien routiers parmi ces matériaux, au moins 20 % en masse des matériaux utilisés dans les couches de surface et au moins 30 % en masse des matériaux utilisés dans les couches d'assise sont issus du réemploi, de la réutilisation ou du recyclage de déchets. »

1.2 CADRE NATIONAL : LE PROGRAMME NATIONAL DE PREVENTION 2014-2020

Le Plan national de prévention des déchets 2014-2020 présente un **objectif national de stabilisation des déchets du BTP à horizon 2020**. Il indique que « *la déclinaison de cet objectif par secteur pourra notamment s'attacher à la réduction des déchets dangereux du BTP (prévention qualitative) en particulier par la conception et l'utilisation de matériaux conduisant à des déchets moins dangereux lors de leur fin de vie, et par un meilleur tri à la source lors des opérations de déconstruction et réhabilitation (notamment des terres excavées) ».*

CHAPITRE X : PLANIFICATION SPECIFIQUE DECHETS DU BTP

Cet objectif a été traduit, au niveau du Plan national de prévention des déchets 2014-2020, par la mise en place d'actions spécifiques, déclinées par type d'opérations :

- Construction de bâtiments ou d'ouvrages de travaux publics ;
- Déconstruction / démolition de bâtiments ou d'ouvrages de travaux publics ;
- Réhabilitation de bâtiments ou d'ouvrages de travaux publics.

Dans tous les cas, la prévention des déchets et les actions correspondantes devront être intégrées dans la réflexion le plus en amont possible. De fait, l'implication et la sensibilisation des maîtres d'ouvrages à cette problématique est un axe essentiel de la politique de prévention des déchets dans le BTP.

Ainsi, le Plan national de prévention des déchets 2014-2020 présente 4 axes d'actions :

- Mettre en place une action de sensibilisation spécifique, à destination des maîtres d'ouvrages, qui jouent un rôle clé dans l'impulsion ou non d'actions de prévention dans le domaine du BTP ;
- Mettre en place une charte d'engagement volontaire des secteurs d'activité pour encourager à la prévention des déchets permettant de mobiliser différents leviers d'actions :
 - la formation et la communication à destination des entreprises et de leur personnel ;
 - la mise en œuvre d'opérations exemplaires ;
 - la réalisation et la mise à disposition d'outils et de guides pratiques pour les entreprises en les personnalisant par rapport au secteur d'activité du BTP ;
 - la diffusion et la généralisation des bonnes pratiques identifiées, soutien aux entreprises volontaires qui souhaitent réaliser des opérations de prévention des déchets ;
- Identifier et utiliser les leviers d'actions pour développer le réemploi des matériaux du secteur du BTP ;
- Faire le bilan de la réglementation relative aux diagnostics de démolition et la faire évoluer le cas échéant.

1.3 ORIENTATIONS DU PLAN

Dans le contexte Martiniquais, la prévention des déchets du BTP a été évoquée lors des ateliers de concertation, il en est ressorti 4 axes prioritaires :

- Sensibiliser et former les maîtres d'ouvrage, les maîtres d'œuvre et les entreprises,
 - créer un guide régional des matériaux recyclés (caractéristiques basées sur des tests labo, utilisations possibles),
 - communiquer sur les retours d'expériences,
- Favoriser les matériaux réemployés et les matériaux locaux dans la commande publique.

1.3.1 SENSIBILISER ET FORMER LES ACTEURS

Pour que le modèle de l'économie circulaire soit mis en place, l'ensemble des acteurs de l'acte de construire doit être impliqué : fabricants, maîtrise d'ouvrage, maîtrise d'œuvre, entreprises, gestionnaires de déchets.

Des actions d'information et de sensibilisation des différents acteurs du chantier doivent être mises en place afin de réduire la quantité et la nocivité des déchets produits dans le cadre des chantiers, et notamment :

CHAPITRE X : PLANIFICATION SPECIFIQUE DECHETS DU BTP

- **Auprès de la maîtrise d'ouvrage publique** (notamment dans le cadre de « l'éco-exemplarité » de la commande publique) **et privée et de la maîtrise d'œuvre :**
 - sur le choix de systèmes constructifs faiblement producteurs de déchets ou induisant une production de déchets facilement triables et valorisables,
 - sur le choix de matériaux recyclés, recyclables ou valorisables,
 - sur la déconstruction et la rénovation des bâtiments,
 - **afin qu'elle explicite systématiquement le coût de la gestion des déchets dans les marchés associés à d'éventuels objectifs de valorisation,**
 - afin qu'elle s'assure de la réalisation et de la qualité des diagnostics déchets avant démolition pour favoriser la réutilisation, le réemploi, le tri et la valorisation.
- La sensibilisation des maîtres d'ouvrage permettra ainsi de :
 - mieux prendre en compte de la problématique déchets tout au long du chantier, dès la phase amont de conception de l'ouvrage y compris dans la commande publique,
 - encourager l'évolution des habitudes, la diffusion de bonnes pratiques, dans un cadre réaliste,
 - Dans la commande publique : exiger d'avoir un pourcentage de matériaux recyclés.
- **Auprès des entreprises et de leurs personnels** (encadrants et compagnons) sur la prévention et gestion des déchets du BTP (actions de réemploi, d'optimisation de l'utilisation des matières premières et des ressources, de tri et de bonnes pratiques sur chantier, etc.),
- **Auprès des fabricants** afin de favoriser l'écoconception de matériaux et produits de construction en vue d'une dépose facilitant la valorisation des matières.

Le Plan rappelle l'importance de la formation initiale et continue des professionnels afin d'adapter les pratiques sur les déchets aux orientations du Plan.

Cette communication auprès des acteurs pourra également prendre la forme de retours d'expériences sur les pratiques locales. Ainsi, **le Plan recommande le développement, via un ou plusieurs appels à projets de chantiers exemplaires qui serviront de support à la communication des bonnes pratiques de prévention des déchets sur les chantiers.**

L'objectif de cette priorité est d'améliorer la connaissance des opérations de prévention et de tri des déchets de chantiers en vue de leur valorisation afin de faciliter l'adoption des bonnes pratiques, en proposant des solutions concrètes et accessibles. Ce retour d'expériences permettra d'alimenter les actions de sensibilisation et d'information.

L'ADEME réalise cette capitalisation au niveau national (voir site internet www.optigede.ademe.fr).

Réalisation d'un guide des matériaux recyclés (caractéristiques basées sur des tests labo, utilisations possibles), en lien avec la refonte de la réglementation thermique martiniquaise.

1.3.2 DEVELOPPER L'EXEMPLARITE DES STRUCTURES PUBLIQUES

L'article 79 de la LTECV impose des taux minimums de réemploi et réutilisation de matériaux dans les travaux routiers. Le Plan demande que l'ensemble des marchés publics de travaux de la Martinique intègrent des clauses spécifiques permettant l'utilisation de matériaux issus du recyclage et le tri des déchets au niveau des chantiers.

2. VALORISATION DES MATERIAUX DU BTP

2.1 CADRE REGLEMENTAIRE

La loi de transition énergétique pour la croissance verte, prévoit de (l'article L. 541-1 du code de l'environnement) : « valoriser sous forme de matière 70 % des déchets du secteur du bâtiment et des travaux publics en 2020 ».

Un objectif de valorisation (recyclage et réutilisation), incombant à l'État et aux collectivités territoriales pour la construction et l'entretien routier, est repris et détaillé dans l'article 79 de la LTECV (voir paragraphe précédent).

2.2 ENGAGEMENT DES FILIERES

Un engagement pour la croissance verte relatif au recyclage des déchets inertes du BTP a été signé en avril 2016 entre le Ministère de l'environnement et l'UNICEM (union nationale des industries de carrière et matériaux de construction), l'UNPG (union nationale des producteurs de granulats), le SNBPE (syndicat national du béton prêt à l'emploi) en vue de la mise en œuvre des objectifs suivants :

- Valoriser sous forme matière 70 % des déchets du secteur du BTP d'ici 2020 ;
- Augmenter de 50 % la quantité de granulats et matériaux recyclés à l'horizon 2020 par rapport à 2014 ;
- Développer la valorisation de la fraction non recyclable des déchets inertes en réaménagement de carrières.

2.3 ACTIONS DU PLAN

2.3.1 AMELIORER LA CONNAISSANCE DE LA GESTION DES DECHETS DU BTP ET LA TRAÇABILITE

Il est indispensable de disposer de données fiables sur la quantification du gisement, la nature des déchets suivant leur origine. Ainsi, les chiffres annoncés (environ 228 000 t de déchets inertes et 37 500 t de déchets non inertes et non dangereux) doivent être confirmés, afin de disposer d'un préalable à toute stratégie de gestion de ces déchets.

Ce premier axe d'amélioration des connaissances se décline suivant 2 priorités :

- **Mettre en œuvre une traçabilité des déchets notamment sur les chantiers des maîtres d'ouvrages publics**, en rendant systématique l'utilisation de bordereaux de suivi des déchets et la réalisation en fin de chantier d'un bilan déchets afin de capitaliser les principales données (quantité, coût, exutoire) de la gestion des déchets et les bonnes pratiques sur chantier.

Cette approche assurera un retour d'expérience aux maîtres d'ouvrage, leur permettant de mieux appréhender la gestion des déchets dans les phases amont sur les chantiers à venir.

- **Mettre en place un suivi des installations accueillant des déchets du BTP**

Le Plan fait l'objet d'un suivi, réalisé dans le cadre d'un observatoire. Ce dernier sera notamment chargé :

- d'identifier les nouvelles installations et les projets ;
- d'enquêter sur les installations de collecte, de transit, de tri, de regroupement et de traitement des déchets issus des chantiers du BTP ;
- de récupérer les données de suivi de la DEAL et des carrières concernant :
 - les installations de stockage des déchets inertes,

CHAPITRE X : PLANIFICATION SPECIFIQUE DECHETS DU BTP

- les carrières autorisées au remblayage avec des déchets inertes notamment la provenance, les quantités, les caractéristiques des déchets inertes accueillis pour remblayage.

Le Plan recommande également de réaliser un état des lieux des matériaux dont la gestion de la fin de vie peut être problématique sur la Martinique.

2.3.2 DEVELOPPER L'EXEMPLARITE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

L'augmentation de la demande en matériaux recyclés est avant tout conditionnée à un changement des pratiques de la maîtrise d'ouvrage et de la maîtrise d'œuvre. Cette évolution passe par :

- la sensibilisation et l'information notamment sur les bonnes pratiques, la formation des agents responsables,
- un travail sur les cahiers des charges qui devront promouvoir l'utilisation des matériaux recyclés. Dans le cadre des consultations notamment par les maîtres d'ouvrage publics, il est nécessaire que la solution de base tienne compte des objectifs de la LTECV. Le choix de critères adaptés, autres que basés uniquement sur le prix, est important. De plus, les consultations doivent permettre aux entreprises de proposer des variantes innovantes ou des expérimentations pour répondre à l'objectif de prévention et de gestion des déchets du BTP.

Le code de la commande publique permet au pouvoir adjudicateur de prendre en compte des exigences environnementales lors de l'achat public dans le respect des principes généraux de la commande publique, à plusieurs étapes de la passation et du déroulement du marché. Les spécifications techniques permettent de définir dans les documents de la consultation des exigences en matière environnementale. La possibilité de présenter des variantes est un autre moyen d'intégrer la protection de l'environnement.

Le Plan préconise que les acheteurs publics fassent peser le critère environnemental par rapport à l'ensemble des autres critères de choix de l'offre. Pour cela, le Plan recommande que les acheteurs prévoient dans l'avis d'appel public à la concurrence ou dans le règlement de la consultation des conditions d'exécution environnementales visant à valoriser les déchets par la mise en œuvre au niveau des chantiers d'un tri par flux : plastiques, verre, métaux, bois, déchets inertes pouvant être recyclés ou valorisés, déchets dangereux, plâtre et déchets non dangereux non inertes,

- le suivi d'actions pilotes, et de chantiers exemplaires (chantiers verts).

Ces actions pilotes pourront notamment permettre :

- la promotion de l'utilisation du SOGED (schéma d'organisation de la gestion et de l'élimination des déchets de chantier), du diagnostic déchet avant démolition, d'une démarche environnementale type Chantier Propre® en phase préparation de chantier, de la démarche « chantier zéro déchets » de BAZED,
- l'utilisation contrôlée par le maître d'ouvrage de bordereaux de suivi et d'élimination des déchets de chantier pour améliorer la traçabilité (mise à disposition par la FFB d'un bordereau de suivi type de déchets inertes et non dangereux créé avec des maîtres d'ouvrages),
- la promotion de l'utilisation des outils de traçabilité et de prévention (ex. : logiciel Ivestigo et Bourse des déchets Imatério du SNED).

2.3.3 PRENDRE EN COMPTE LES ENJEUX LOCAUX ET LES DECHETS GENERES PAR LES BATIMENTS EN FIN DE VIE DANS LA RT (REGLEMENTATION THERMIQUE)

Considérant, entre autres que la réglementation thermique en vigueur en Martinique, dénommée « RTAA DOM » était insuffisante pour l'atteinte des objectifs du SRCAE, la CTM a pris la délibération n° 13-1218-1 du 28 juin 2013 relevant du domaine du règlement relative à la réglementation thermique de la Martinique (RTM neuf) et aux caractéristiques thermiques de l'enveloppe des bâtiments nouveaux et des parties nouvelles de bâtiments.

Les participants aux ateliers de concertations dans la phase d'élaboration du Plan ont relevé que cette réglementation ne prenait pas suffisamment en compte la fin de vie des bâtiments. Ainsi, le Plan

CHAPITRE X : PLANIFICATION SPECIFIQUE DECHETS DU BTP

recommande, lors de la révision de la RTM, de prendre en compte la prévention et la gestion des déchets générés par les chantiers.

2.3.4 LANCER DES APPELS A PROJET POUR TESTER LES MATERIAUX RECYCLES,

Les appels à projets sur les chantiers exemplaires, tant sur la prévention que sur la gestion des déchets évoqués dans les paragraphes précédents pourront également prendre en compte des actions innovantes sur l'utilisation de matériaux recyclés, en mode test (valorisation du plâtre par exemple).

2.3.5 DEVELOPPER DES SOLUTIONS DE TRAITEMENT DES TERRES

Le Plan recommande la mise en œuvre d'expérimentation de traitement in-situ et de plateformes de traitement pour les terres potentiellement polluées en fonction de la faisabilité technico-économique.

2.3.6 LUTTER CONTRE LES PRATIQUES ILLEGALES

Les dépôts sauvages (acte d'incivisme d'un ou plusieurs particuliers ou entreprises qui déposent des déchets hors des circuits de collecte ou des installations de gestion des déchets autorisées à cet effet) ou des décharges illégales (installation professionnelle dont l'autorisation ICPE fait défaut) déguisées en aménagements urbains ou agricoles sont des pratiques existantes, non recensées.

Lors des groupes de travail sur les déchets du BTP, a été notamment mise en évidence la problématique de la gestion non conforme des déblais issus des terrassements de bâtiments (déblais diffus) du fait des coûts de terrassement très faibles, qui n'intègrent souvent pas le transport et le traitement des déblais, engendrant des dépôts ou exhaussements sauvages.

Ces pratiques génèrent des incidences négatives en termes d'urbanisme (mauvaise intégration paysagère), de valeur agronomique des sols d'exploitations agricoles (qualité des matériaux utilisés non satisfaisante), de dommages environnementaux (si les déchets utilisés ne sont pas strictement inertes, des pollutions sont possibles) et de problèmes de voisinage. Ils représentent également une perte de matière valorisable.

La loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte donne des outils pour limiter et contrôler les dépôts sauvages (article L.541-32). Ainsi, il revient à l'exploitant de démontrer l'utilité de l'aménagement pour prouver qu'il est bien en train de réaliser une opération de valorisation.

L'article L.541-31-1 précise en outre que : « *Toute personne recevant sur un terrain lui appartenant des déchets à des fins de réalisation de travaux d'aménagement, de réhabilitation ou de construction ne peut recevoir de contrepartie financière pour l'utilisation de ces déchets. Ces dispositions ne s'appliquent ni aux utilisations des déchets dans des ouvrages supportant un trafic routier, ni aux carrières en activité.* »

L'ensemble des acteurs (entreprises, gestionnaires de déchets, maîtrise d'œuvre, maîtrise d'ouvrage) doit s'impliquer pour lutter contre les sites illégaux.

En parallèle les entreprises doivent avoir connaissance des modalités de gestion réglementaire des déchets et des sanctions encourues en cas de non-respect de ces exigences.

Le **rôle du maire est primordial** au niveau de :

- son rôle d'examen de la déclaration préalable ou de délivrance du permis d'aménager :
 - il doit s'assurer de la pertinence des opérations et de la qualité des matériaux (épaisseur, types de matériaux par rapport à l'usage défini, ...) ;
 - il peut exercer son droit de visite pour contrôler la conformité des aménagements réalisés (art. L.461-1 du Code de l'Urbanisme) ;
 - il peut contester la conformité si nécessaire (art L.462-2, art. L.480-1 et art. R.462-6 du Code de l'Urbanisme) ;
- son pouvoir de police en matière de déchets : l'article L.541-3 du Code de l'environnement permet à l'autorité titulaire du pouvoir de police, à savoir le maire, d'aviser, de mettre en demeure puis de sanctionner le détenteur ou producteur responsable de l'abandon, du dépôt ou de la gestion illégale des déchets. Le maire a l'obligation d'ordonner la suppression des décharges sauvages (y compris

CHAPITRE X : PLANIFICATION SPECIFIQUE DECHETS DU BTP

sur des propriétés privées) quand elles présentent des dangers ou inconvénients pour la sécurité ou la salubrité publique, sous peine de commettre une faute lourde (cf. Conseil d'Etat, 13 octobre 2017, n°397031). Le Préfet du département détient un pouvoir de substitution en cas d'inertie du maire dans l'exercice de ses pouvoirs de police.

Le Plan retient les actions suivantes :

- **Rappeler les responsabilités de chacun dans la lutte contre les sites illégaux et les pratiques non conformes, que ce soit l'ensemble des acteurs de la construction, les propriétaires de terrains (notamment les agriculteurs), l'autorité administrative (notamment les maires).**

Il s'agira d'informer les différentes parties prenantes sur :

- les dispositions réglementaires concernant l'utilisation de déchets inertes dans le cadre des travaux d'aménagement mais aussi sur les pratiques non conformes et leurs conséquences pour l'environnement afin d'éviter l'utilisation abusive de permis d'aménager et de déclarations préalables pour éliminer localement des déchets inertes ;
 - le cadre réglementaire de la gestion des déchets de chantier, les responsabilités de chacun et les peines encourues en cas de non-respect ;
 - les solutions locales de collecte et de gestion des déchets ;
 - les bonnes pratiques notamment en concernant la gestion des déblais-remblais et les possibilités de stockage temporaire.
- **Mettre en place une démarche partenariale entre les services de l'Etat, l'association des maires, la CTM, les organisations professionnelles et les associations de protection de l'environnement** impliquées sur ce sujet pour lutter plus efficacement contre les pratiques illégales et capitaliser les retours d'expérience.

Pour favoriser l'utilisation des granulats, le Plan recommande aux acteurs impliqués dans la valorisation des déchets inertes de définir clairement les caractéristiques géotechniques des granulats produits et d'assurer un suivi qualité de leurs productions.

3. INSTALLATION DE GESTION DES EXCEDENTS INERTES APRES REEMPLOI, REUTILISATION ET RECYCLAGE SUR CHANTIER

Les déchets inertes n'ayant pas été réemployés, réutilisés ou recyclés sur chantiers peuvent :

- soit être envoyés vers des carrières pour concourir à la remise en état des sites sous le statut ICPE « carrières », conformément à leur arrêté d'autorisation : il s'agit alors de valorisation ;
- soit être envoyés vers des installations de stockage de déchets inertes (ISDI) : il s'agit alors d'élimination.

Quand la carrière est sortie du régime carrière (cessation d'activité par procédure d'abandon auprès de la DREAL), si son propriétaire envisage un remblayage plus important du site (capacités de remblayage existantes), ce remblayage est alors considéré comme du stockage (et non comme de la remise en état de carrière) et relève du régime d'enregistrement sous la rubrique 2760-3 (ISDI) de la nomenclature des installations classées.

CHAPITRE X : PLANIFICATION SPECIFIQUE DECHETS DU BTP

Conformément à la hiérarchie des modes de traitement, le Plan recommande de privilégier la valorisation à l'élimination et donc le remblaiement de carrières à l'élimination en ISDI pour les excédents qui ne peuvent pas être recyclés dans les chantiers.

3.1 REMBLAIEMENT DE CARRIERES

Les besoins des carrières et les orientations de remise en état ne dépendent pas du Plan mais du schéma départemental des carrières, en application des dispositions de l'article L. 515-3 du code de l'environnement.

La CTM prendra en compte, dans le cadre du suivi du Plan, le suivi régulier du remblayage, en cohérence avec le schéma régional des carrières et en partenariat avec la DEAL et l'Observatoire des Déchets.

Le Plan préconise que les capacités de remblayage des carrières puissent être exploitées au maximum dans le cadre du statut carrières dans le respect du Code de l'Environnement et du schéma régional à venir des matériaux et carrières.

Les gravats peuvent également être valorisés en couverture d'ISDND si des besoins sont identifiés sur l'ISDND de Petit Galion.

3.2 CAPACITES DE STOCKAGE D'INERTES

La définition des besoins en extension de l'ISDI existante ou création de nouvelles ISDI est en partie dépendante des capacités de remblayage des carrières sur les territoires qui en disposent. Cette donnée et sa prospective seront fournies par le futur schéma régional des carrières.

Pour répondre aux éventuels besoins de nouvelles capacités de stockage d'inertes sur le territoire, en complément des capacités de remblayage des carrières, le Plan laisse la possibilité de création d'une ou plusieurs installations de stockage de déchets inertes, pour répondre aux besoins en capacités de stockage évaluées à environ 50 000 t/an, et à la nécessité d'anticiper l'échéance de la fin de l'autorisation de Batimat recyclage.

En ce qui concerne les secteurs géographiques qui paraissent le mieux adaptés à cet effet, le Plan recommande de rechercher avant tout des sites orphelins ou anciens sites de carrières dont la remise en état est insuffisante et dont le développement de la biodiversité depuis la cessation d'activité ne s'oppose pas à une nouvelle exploitation.

4. DEPLOIEMENT DE LA REPRISE DES DECHETS DU BATIMENT

4.1 CONTEXTE REGLEMENTAIRE

La Loi de transition énergétique pour la Croissance verte instaure dans l'article L. 541-10-9. du Code de l'environnement « A compter du 1er janvier 2017, **tout distributeur de matériaux, produits et équipements** de construction à destination des professionnels s'organise, en lien avec les pouvoirs publics et les collectivités compétentes, pour reprendre, sur ses sites de distribution ou à proximité de ceux-ci, les déchets issus des mêmes types de matériaux, produits et équipements de construction à destination des professionnels, qu'il vend. »

CHAPITRE X : PLANIFICATION SPECIFIQUE DECHETS DU BTP

Le décret du 10 mars 2016 précise cette obligation. Le périmètre des distributeurs concernés par le décret est décrit comme ceux classés **sous les rubriques 4613, 4673, 4674 ou 4690** de la nomenclature statistique des activités économiques NACE Rev 2.¹

L'obligation concerne les distributeurs :

- à destination des professionnels qui exploitent une unité de distribution,
- dont la surface² est supérieure ou égale à **400 mètres carrés**,
- et dont **le chiffre d'affaires annuel est supérieur ou égal à 1 million d'euros**.

Les matériaux, produits et équipements de construction à destination des professionnels sont à minima les éléments listés dans l'annexe IV du règlement n°305/2011 du 9 mars 2011 établissant des conditions harmonisées de commercialisation pour les produits de construction. Cette liste n'est pas exhaustive, elle est donnée à titre indicatif. Des matériaux, produits et équipements concernés par l'obligation de reprise peuvent donc ne pas être présents sur cette liste.

Les matériaux de construction précités à prendre en charge dans le cadre de l'obligation peuvent être constitués de déchets inertes, dangereux ou non dangereux.

Le distributeur peut réaliser la reprise :

- sur l'unité de distribution,
- ou dans un rayon maximal de dix kilomètres. Dans le cas où la reprise s'effectue hors de l'unité de distribution, il est indiqué que le distributeur doit présenter un affichage visible sur l'unité de distribution et sur son site internet quand celui-ci existe pour informer les producteurs ou les détenteurs de déchets de l'adresse où se situe le lieu de reprise de déchets.

4.2 DEPLOIEMENT EN MARTINIQUE

Les installations potentiellement concernées en Martinique par le déploiement de l'article L541-10-9 du code de l'environnement sont répertoriées sur la carte ci-après :

¹ « 1° « Distributeur de matériaux, produits et équipements de construction à destination des professionnels » : tout exploitant de commerce de matériaux, produits et équipements de construction qui est classé sous les rubriques 4613,4673,4674 ou 4690 de l'annexe I du règlement (CE) n° 1893/2006 du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006 établissant la nomenclature statistique des activités économiques NACE Rév. 2 et modifiant le règlement (CEE) n° 3037/90 du Conseil ainsi que certains règlements (CE) relatifs à des domaines statistiques spécifiques ;

² Surface de l'unité de distribution : somme des surfaces au sol des espaces couverts ou non couverts affectés à la circulation de la clientèle pour effectuer ses achats, des espaces affectés à l'exposition des marchandises proposées à la vente et à leur paiement et des espaces affectés à la circulation du personnel pour présenter les marchandises à la vente. Ne sont pas compris les réserves, les cours, les entrepôts, ainsi que toutes les zones inaccessibles au public et les parkings.

CHAPITRE X : PLANIFICATION SPECIFIQUE DECHETS DU BTP

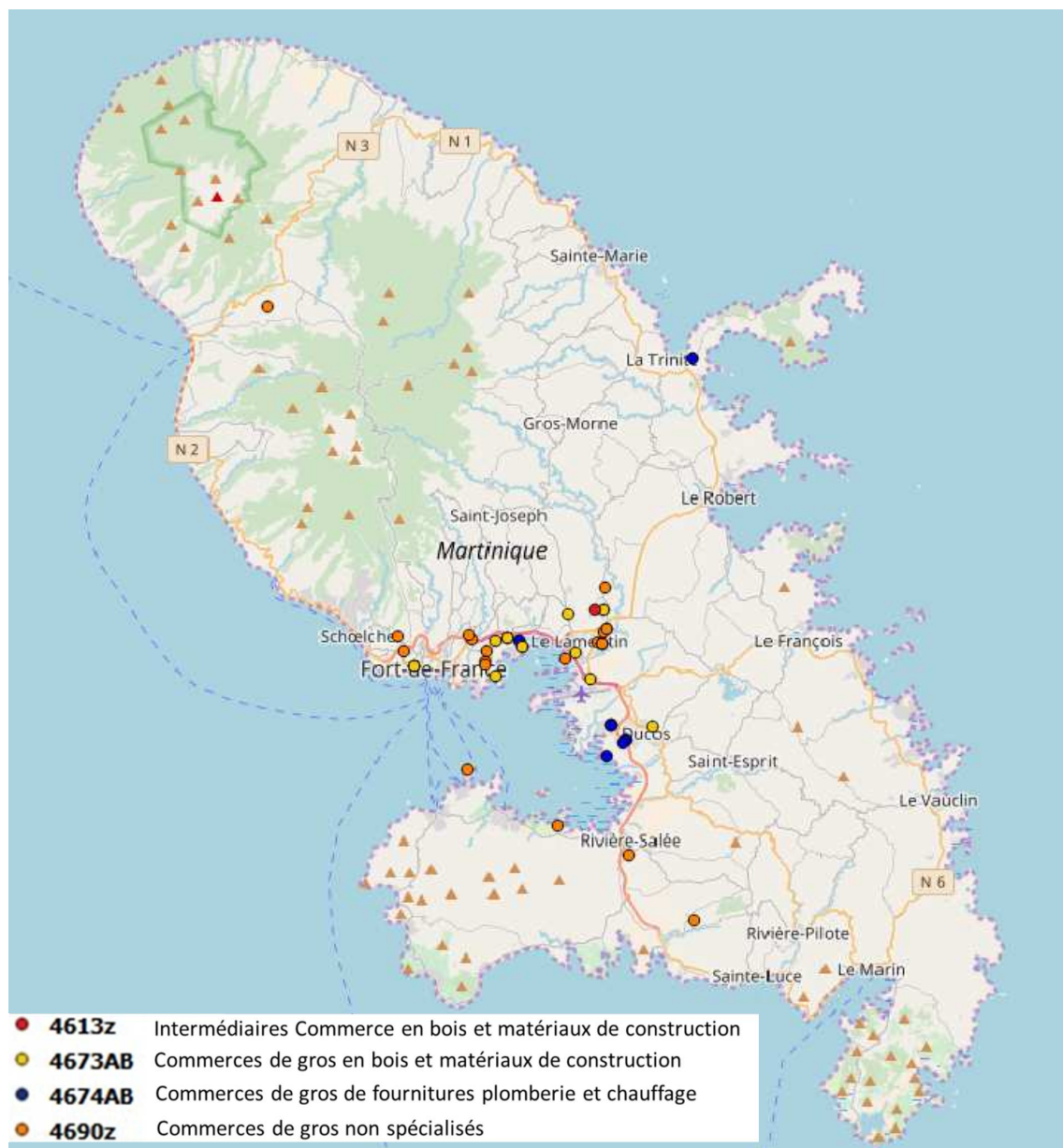


Figure 127 : Etablissements martiniquais potentiellement concernés par l'article L541-10-9 du code de l'environnement

Sur les 33 acteurs potentiellement concernés par la réglementation, seulement 10 sont situés hors de la zone Schoeler-Fort de France-le Lamentin-Ducos.

Dans ces conditions, le Plan préconise que les entreprises du bâtiment et artisans du bâtiment, en particulier celles produisant de petites quantités de déchets, disposent d'une solution pérenne de collecte de leurs déchets.

CHAPITRE X : PLANIFICATION SPECIFIQUE DECHETS DU BTP

C'est pourquoi, le Plan recommande :

- les distributeurs mettent en place une solution de reprise, en respectant l'article L. 541-10-9 du Code de l'environnement. Cette mise en œuvre pourra éventuellement se faire au travers du déploiement d'une REP (hypothèse actuellement en cours de discussion au niveau national). En cas d'absence de REP nationale, le Plan recommande la mise en œuvre d'une organisation locale volontaire mutualisant les moyens de collecte et de gestion des déchets issus du BTP à l'échelle de la Martinique à l'instar des filières mises en place localement pour les batteries, les pneus et les déchets agricoles. La réflexion devra être menée dans une finalité de gratuité permettant de capter l'ensemble des flux des professionnels, de réduire les impacts sur l'environnement (limiter les dépôts sauvages) et pérenniser la filière ;
- une réflexion concertée sur le territoire pour développer une offre privée de déchèteries dédiées aux professionnelles en lien avec l'obligation des distributeurs permettant la reprise des déchets visés à l'article L. 541-10-9. Les déchèteries du SMTVD qui accueillent des déchets issus des professionnels seront intégrées dans l'offre de service dans la limite de leur capacité de traitement ;
- d'harmoniser les conditions d'accès sur les déchèteries prévues dans le Plan en mettant en place par exemple une charte d'accueil des artisans au niveau du territoire commune entre les déchèteries professionnelles et les déchèteries du SMTVD accueillant des professionnels ;
- de suivre les recommandations ADEME et FFB en termes d'accessibilité, de conditions de dépose et tri, des aspects économiques et de traçabilité des déchets tout en poursuivant l'objectif de 70 % de valorisation matière des déchets reçus sur les installations.

Le Plan prévoit un suivi des actions relatives au déploiement de la reprise gratuite des déchets par les distributeurs de matériaux du BTP, et du déploiement des déchèteries publiques (dont celles accueillant des professionnels) et privées. Une démarche commune entre les professionnels et le SMTVD devra être mise en œuvre.

5. IDENTIFICATION DES RESSOURCES MINERALES SECONDAIRES MOBILISABLES

L'état des lieux du Plan a estimé à 228 000 tonnes la quantité de déchets inertes générée sur la Martinique. Cependant, seules 81 403 tonnes ont été répertoriées sur les installations de traitements, dont 44 508 tonnes valorisées.

Outre la meilleure connaissance des quantités et des flux de déchets de chantiers sur la Martinique, la CCES a retenu comme objectif, la valorisation de 180 900 tonnes de déchets inertes en 2025 et 176 100 tonnes en 2031.

● CHAPITRE XI : PLANIFICATION SPECIFIQUE DES DECHETS AMIANTES

Ce chapitre répond à l'obligation réglementaire (article D. 541-16-2 du code de l'environnement) de réaliser une planification spécifique de la collecte et du traitement des déchets amiantés.

Depuis l'arrêté du 12/03/2012 relatif au stockage des déchets d'amiante, une distinction est faite entre :

- amiante lié à des matériaux inertes (cloisons, plaques ondulées pour couverture ou bardage, canalisation en fibrociment, tuyau... sous réserve que ceux-ci aient conservé leur intégrité) ;
- déchets de terres amiantifères ;
- autres déchets d'amiante (incorporés à des matériaux non inertes ou qui se désagrègent : flocage, calorifugeage ainsi que les déchets issus du nettoyage de chantiers de désamiantage tels que les poussières collectées par aspiration, filtres de système de ventilation, chiffons, équipement de sécurité...).

Tous les déchets d'amiante sont des déchets dangereux même lorsqu'ils sont liés à des matériaux inertes. Ceux-ci ne peuvent être recyclés (il est interdit de réutiliser tout matériau contenant de l'amiante qui aurait été retiré et ce, quel qu'en soit l'usage) et doivent suivre une filière d'élimination adaptée (exutoires possibles : stockage, vitrification).

Par ailleurs, la qualification finale du déchet amianté et donc sa filière d'élimination dépend de son intégrité (un matériau d'amiante lié peut devenir un déchet d'amiante libre si son état est modifié par sciage, perçage, casse...).

Il est à noter que la DGOM a travaillé sur le sujet de l'amiante et a publié un rapport en octobre 2017 intitulé : « Mission d'étude et propositions d'actions pour l'émergence d'une filière amiante Outre-Mer. » Cette étude émet des propositions d'actions qui sont déclinées dans le présent PPGD.

1. COLLECTE ET REGROUPEMENT

On recense en Martinique deux sociétés en capacité de gérer des déchets amiantés.

- MBE qui effectue du regroupement sur sa plateforme,
- TSA SOGEDEX qui envoie directement les déchets amiantés vers une installation de traitement depuis le chantier et qui ne dispose pas d'installation de regroupement.

Ces deux entreprises ont déclaré avoir géré 153 tonnes en 2016.

Seul le transporteur maritime MARFRET prend en charge les containers destinés au transport des déchets contenant de l'amiante.

Le plan prévoit :

- la possibilité de mise en place d'un laboratoire accrédité pour la mesure de fibres d'amiante afin d'accélérer les procédures de mesures,
- la création de deux installations de transit supplémentaires visant à mailler le territoire,
- le renforcement de la formation des acteurs du bâtiment aux problématiques de l'amiante,
- l'aide au développement de solutions de désamiantages innovantes et adaptées au climat tropical.

CHAPITRE XI : PLANIFICATION SPECIFIQUE DES DECHETS AMIANTES

2. TRAITEMENT

L'élimination des déchets amiantés ne peut être réalisée que dans des installations autorisées au titre de la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement. Du fait des dernières évolutions réglementaires (arrêté du 15/02/2016), les possibilités d'élimination en installations de stockage (ISD) sont les suivantes :

- les déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante sont admis dans une installation de stockage de déchets non dangereux dans des casiers mono-déchets dédiés, sous réserve qu'ils ne contiennent pas de substance dangereuse autre que l'amiante. Ces déchets sont générés par une activité de construction, rénovation ou déconstruction d'un bâtiment ou par une activité de construction, rénovation ou déconstruction de travaux de génie civil, tels que les déchets d'amiante-lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité (ex : amiante-ciment), terres amiantifères, agrégats d'enrobés contenant de l'amiante,
- tous les autres déchets d'amiante (ex : déchets de flochage, équipements de désamiantage contaminés ou déchets d'amiante-lié à des matériaux inertes ayant perdu leur intégrité) sont éliminés en installation de stockage de déchets dangereux (ISDD) ou sont vitrifiés.

Il n'existe pas d'alvéole spécifique sur l'ISDND de la Martinique et ses modalités d'exploitations font qu'il est difficilement envisageable d'en créer une.

Le Plan prévoit :

- l'élimination sur une alvéole spécifique en respectant au mieux le principe de proximité sous réserve de viabilité économique, notamment sur les coûts de transports pour les déchets d'amiante-lié,
- l'export vers l'hexagone de l'amiante libre.

CHAPITRE XII : PLANIFICATION SPECIFIQUE DES VEHICULES HORS D'USAGES

Ce chapitre répond à l'obligation réglementaire (article D. 541-16-2 du code de l'environnement) de réaliser une planification spécifique des Véhicules Hors d'Usage. La 1ère partie correspond à l'état des lieux.

1. REGLEMENTATION

La directive 2000/53/CE donne la définition d'un VHU. Il s'agit des véhicules à destination du transport de personne de 8 places maximum et les véhicules de transport de marchandise d'un poids maximum de 3,5 tonnes. Cette même directive fixe des objectifs de valorisation des VHU au niveau européen. Au plus tard le 1er janvier 2015, les centres VHU et broyeurs doivent atteindre :

- un taux de réutilisation et de recyclage minimum de 85 % de la masse moyenne des véhicules,
- un taux de réutilisation et de valorisation minimum de 95 % de la masse moyenne des véhicules.

L'arrêté du 2 mai 2012 fixe des taux de valorisation minimums des matériaux issus des VHU, en dehors des métaux, des batteries et des fluides issus des opérations de dépollution :

- les centres VHU doivent atteindre pour ces matières un taux de réutilisation et de recyclage de 3,5 % de la masse moyenne des véhicules et un taux de réutilisation et de valorisation de 5 %,
- les broyeurs doivent atteindre pour ces matières un taux de réutilisation et de recyclage de 3,5 % et un taux de réutilisation et de valorisation de 6 % de la masse moyenne des véhicules.

Plusieurs textes réglementaires récents favorisent le réemploi et la réparation ainsi que la réutilisation de pièces détachées :

- la loi n° 2014-344 du 17 mars 2014 relative à la consommation (dite loi Consommation) aborde les volets d'information sur la disponibilité et de mise à disposition des pièces détachées en vue de consolider les filières de réparation et de réemploi. Le fabricant a l'obligation :
 - d'informer de la date jusqu'à laquelle les pièces détachées nécessaires à la réparation de ses produits seront disponibles,
 - de fournir sous un délai de deux mois les pièces détachées nécessaires à la réparation des produits,
- La loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte devrait favoriser le marché de la pièce de réutilisation notamment au travers de la modification de l'article L121-117 du Code de la consommation qui dispose que :« Tout professionnel qui commercialise des prestations d'entretien ou de réparation de véhicules automobiles permet aux consommateurs d'opter pour l'utilisation, pour certaines catégories de pièces de rechange, de pièces issues de l'économie circulaire à la place de pièces neuves ».

CHAPITRE XII : PLANIFICATION SPECIFIQUE VHU

Par ailleurs, la principale problématique dans les zones ultramarines concerne les VHU abandonnés. Le rapport de Serge Letchimy concernant l'optimisation et le traitement des VHU, a estimé entre 30 000 et 80 000 VHU le stock en Martinique. Plus de 9 millions d'euros d'aides publiques ont été versées pour le développement de la filière.

A la suite de ce rapport, le décret n° 2017-675 du 28 avril 2017 relatif à la gestion des véhicules hors d'usage est paru. Il demande : « A chaque producteur de mettre en œuvre, en collaboration avec les collectivités d'outre-mer où le code de l'environnement s'applique et les associations mentionnées à l'article R. 543-159-1, un plan d'actions, pour chacune des collectivités territoriales concernées, qui a pour objet de résorber et de prévenir un nombre trop élevé de véhicules mentionnés aux articles L. 541-21-3 et L. 541-21-4. » Les plans d'action sont en cours d'élaboration à l'heure de la rédaction de ce plan.

En Martinique, l'association TDA VHU, créée en 2003 regroupe les importateurs de véhicules. Cette association était inactive jusqu'à sa réactivation en 2017 faisant suite aux évolutions réglementaires.

2. RAPPEL DE L'ETAT DES LIEUX

Il existe en 2016 5 centres VHU sont agréés en Martinique :

- Casse Auto Nouvelle Formule (Lamentin),
- Béral Auto (Lamentin),
- Métal Dom (Fort-de France),
- Métal Caraïb (Diamant),
- Central Casse Auto (Lamentin).

Ces centres ont permis de collecter 7 667 VHU sur l'année 2014 et 5 887 VHU en 2015. Les données plus récentes ou des données de tonnages, ne sont pas disponibles. A raison d'un poids moyen de 1,025 tonnes par véhicule, le tonnage géré en 2014 est de 7 860 tonnes et en 2015 de 6 034 tonnes (15,7 kg/an/hab). Les moyennes nationales sont de 18,1 kg/an/hab et de 11,7 dans les DOM.

La durée de vie approximative des véhicules varie de 8 ans à 15 ans, donc l'estimation du gisement de VHU actuel a été basé sur les chiffres d'importation de 2008 qui sont de 12 500 véhicules. A raison de 1,025 tonnes par véhicules, le gisement estimé est de 12 800 tonnes. En 2016, 15 000 véhicules neufs ont été importés sur le territoire. Le gisement de VHU pourra être estimé à terme à 15 375 tonnes de déchets.

Hormis les abandons sauvages de VHU, la Martinique présente un important marché de pièces détachées en provenance du démantèlement sauvage de VHU qui s'explique notamment par les coûts élevés de ces pièces détachées.

Les autres véhicules ne rentrant pas dans la définition réglementaire des VHU (moyens de transport hors d'usage ou MTHU) sont soumis à l'obligation de traitement des déchets dangereux des professionnels. Ils peuvent être traités dans les mêmes installations que les VHU.

3. PLANIFICATION SPECIFIQUE DE LA GESTION DES VEHICULES HORS D'USAGE

3.1 LA LUTTE CONTRE LES FILIERES ILLEGALES

Les VHU sont des déchets dangereux tant qu'ils n'ont pas subi l'étape de dépollution. Leur gestion revêt des enjeux environnementaux, économiques et sociaux importants.

Si la lutte contre les pratiques illégales dans le secteur des déchets est un enjeu environnemental (non-respect des normes de rejets et des méthodes de dépollution) et économique (concurrence déloyale et frein à l'atteinte des objectifs européens sur le recyclage), c'est aussi un enjeu majeur au regard des risques accidentels liés à des procédures d'exploitation non rigoureuses, une formation des employés insuffisante, un dimensionnement inadapté des moyens de lutte incendie...

La maîtrise de ces risques fait, en effet, souvent défaut chez les exploitants de sites contrevenants.

Ainsi, au niveau national :

- en 2012, 43 % du gisement estimé de VHU a été capté par la filière illégale (source : Conseil National des Professions de l'Automobile, 2014),
- les sites illégaux peuvent être mêlés à des trafics (export de VHU non dépollués ; revente de DEEE non démantelés, de pièces détachées ; travail dissimulé...).

L'identification et la régularisation de ces sites sont donc cruciales.

Afin de lutter contre les pratiques illégales de traitement de VHU qui portent préjudice à l'environnement et qui représentent une concurrence déloyale pour les exploitants respectant la réglementation, l'État a fait de la recherche de ces sites une priorité, action nationale qui mobilise les services de l'inspection des installations classées, ceux de la police nationale et de la gendarmerie.

En Martinique, l'abandon de VHU est une pratique relativement courante. Il est rappelé aux entités publiques qu'elles disposent d'un pouvoir de répression pour abandon de déchets sur la voie Publique (Cf. paragraphe 1 du chapitre V)

A l'heure actuelle, TDA VHU en charge de la filière pour les constructeurs et importateurs prévoit :

- le renforcement des contrôles,
- la formation des équipes municipales : Procédure réglementaire, identification des véhicules,
- la sensibilisation grand public : Education des jeunes à la gestion des déchets, campagnes d'information grand public sur la filière de recyclage en Martinique.

3.2 L'AMELIORATIO DU DEMANTELEMENT EN VUE DU REEMPLOI

L'état de lieux national montre que tous les Centres VHU ne pratiquent pas un démantèlement en vue du réemploi de pièces. En 2015, à l'échelle nationale, 32 % des sites ne le font pas.

Les données accessibles de l'observatoire ne permettent pas une vision locale.

Au-delà de l'amélioration de la connaissance des pratiques, il convient de rappeler aux acteurs de la filière la hiérarchie des modes de traitement des déchets, de les sensibiliser quant à son respect, quant aux dispositions législatives et réglementaires permettant et favorisant le réemploi de pièces automobiles.

A l'heure actuelle, TDA VHU en charge de la filière pour les constructeurs et importateurs prévoit :

- l'accompagnement des Centres VHU pour améliorer les techniques de déconstruction automobile,
- le compactage des VHU pour exportation en Europe afin d'être broyés en cas d'absence de solutions locales,

CHAPITRE XII : PLANIFICATION SPECIFIQUE VHU

- l'exportation des métaux broyés et l'enfouissement ou Valorisation énergétique des résidus de broyage automobile en cas de présence de solutions locales.

3.3 FAVORISER ET AUGMENTER LE REEMPLOI

Le 17 août 2015, le code de la consommation s'est doté d'un nouvel article (article L.121-117) afin de promouvoir les pièces issues de l'économie circulaire (pièces de réutilisation et pièces d'échange standard) et de proposer ainsi une alternative à la pièce neuve. Cet article fait suite à la loi de Transition Energétique pour la Croissante Verte.

Le décret d'application est paru le 30 mai 2016 et est entré en vigueur le 1er janvier 2017.

Ainsi, « tout professionnel qui commercialise des prestations d'entretien ou de réparation de véhicules automobile permet au consommateur d'opter pour l'utilisation, pour certaines catégories de pièces de rechange, de pièces issues de l'économie circulaire à la place de pièces neuves » (article L. 121-117 du code de la consommation).

Le garagiste doit dorénavant :

- **Informé le client** sur la possibilité d'opter pour des pièces issues de l'économie circulaire via l'installation dans un lieu visible d'une affiche expliquant le recours à ces pièces,
- **Etre transparent sur les caractéristiques des pièces** issues de l'économie circulaire utilisées (nombre de pièces utilisées, provenance, famille, etc....).

Cette loi concerne tous les véhicules particuliers et camionnettes sauf ceux encore sous garantie, soit un gisement possible de 30 millions de voitures en France et le décret cite précisément les pièces concernées (pièces de carrosserie amovibles, garnissage intérieur et sellerie, vitrages non collés, etc.).

Afin de réussir pleinement la transition, il faudra cependant répondre à plusieurs défis :

- structuration d'une filière pour les pièces issues de l'économie circulaire et en particulier les pièces de réutilisation produites par les centres VHU afin que les garagistes puissent se les procurer facilement ;
- capacité de réponse à la demande de pièces : face à 30 millions de véhicules potentiellement consommateurs de pièces, seul un million de VHU est démonté par an ;
- potentielle baisse de la marge faite par les garagistes lors du changement de pièce ;
- assurance de la qualité de la pièce issue de l'économie circulaire et de sa traçabilité ;
- conservation d'un délai d'immobilisation du véhicule le plus réduit possible.

Cette mise en marche de l'économie circulaire doit être vue comme une formidable opportunité pour les différents acteurs et marque un tournant dans la promotion de l'économie circulaire et dans les mentalités :

- augmentation des réparations possibles pour les voitures qui ont un certain âge car le prix des pièces sera potentiellement plus faible ;
- alternative à la pièce neuve et non pas totale substitution au vu du gisement possible ;
- réduction de l'empreinte environnementale par l'économie de ressources non renouvelables, de l'énergie et de matières premières ;
- réponse à une demande de plus en plus forte de la société civile.

CHAPITRE XII : PLANIFICATION SPECIFIQUE VHU

Le Plan recommande de réaliser une étude de structuration de la filière Véhicules Hors d'Usage en Martinique afin d'établir un état des lieux et un diagnostic de la filière pour identifier les leviers permettant de développer la récupération de pièces de réutilisation par les centres VHU afin de structurer une économie circulaire officielle de la réparation automobile à moindre coût.

3.4 REFLECHIR SUR LES AUTRES VEHICULES DE TRANSPORT

La réglementation considère les VHU, comprenant les voitures de moins de 8 places, les camionnettes et camions dont le PTAC est inférieur à 3.5 tonnes, les cyclomoteurs à 3 roues.

En dehors des VHU, il existe d'autres Matériels de Transport Hors d'Usage (MTHU) :

- les camions dont le PTAC est supérieur ou égal à 3,5 tonnes,
- les engins de chantiers,
- les engins agricoles,
- les navires de transport maritime ou fluvial, les aéronefs (avions et hélicoptères),
- les bus et minibus de plus de 8 places, les cars,
- les deux-roues motorisés, camping-cars, caravanes,
- les rames de trains, tramway et de métro.

Dans une étude de la Fin de Vie des moyens de Transport en France, en 2006, l'ADEME évalue à 50 % la part des VHU dans les MTHU, à l'échelle nationale.

A noter que la Feuille de Route Economie Circulaire prévoit l'intégration des deux-roues motorisés et des voiturettes sans permis dans la filière VHU.

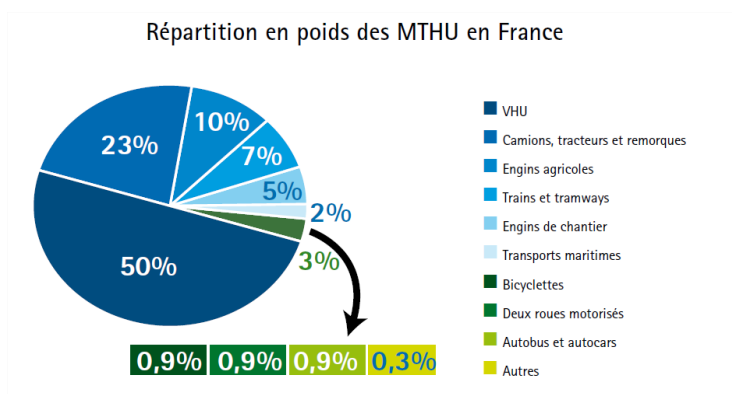


Figure 128 : La part des différents types de MTHU – source Etude de la Fin de Vie des moyens de Transport en France (Hors VHU), ADEME 2006

Les MTHU (et les VHU) sont traités dans des installations relevant de la rubrique ICPE 2712.

La DEAL en recense 5, relevant du régime de l'enregistrement ou de l'autorisation, à l'échelle de la Martinique, qui sont ceux agréés pour les VHU.

Le Plan rappelle que les MTHU avant traitement dans les filières agréées sont considérés comme des déchets dangereux. Les entreprises possédant ce type de déchet doivent les traiter selon la réglementation en vigueur.

Les centres VHU agréés peuvent permettre de traiter ces flux de déchets.

3.5 PLANIFICATION DU TRAITEMENT DES VHU

3.5.1 GESTION AU FIL DE L'EAU DES VHU

Le Plan recommande que l'ensemble des VHU gérés au fil de l'eau soit traités dans des installations agréées.

Les 5 installations agréées pour le démantèlement ont des capacités de l'ordre de 21 000 VHU/an, ce qui est suffisant pour gérer le flux annuel de VHU. Cependant, le Plan laisse ouvert à la mise en place de nouvelles installations agréées en fonction des conclusions de l'étude de structuration de la filière VHU en Martinique.

3.5.2 GESTION DES STOCKS DE VHU

Le nombre de VHU abandonnés en Martinique a été récemment précisé. Il est estimé à 20 000 unités.

La mise en place de TDA VHU en charge la mise en application du décret du 30/04/2017 pour le compte des metteurs en Marchés, permettra de traiter environ 1 500 VHU en 2018 et de résorber le stock historique d'ici 2020.

Le Plan rappelle l'importance de la résorption du stock historique, notamment pour des raisons environnementales mais également sanitaires (gîtes à moustiques potentiellement vecteurs de dengue, zika et de chikungunya).

● CHAPITRE XIII : LIMITES DES CAPACITES ANNUELLES D'ELIMINATION PAR STOCKAGE ET INCINERATION DES DECHETS

L'article R541-17 du code de l'environnement demande au Plan de déterminer « *une limite aux capacités annuelles d'élimination par stockage des déchets non dangereux non inertes* » et « *une limite aux capacités annuelles d'élimination par incinération des déchets non dangereux non inertes* ». Le même article précise que « *cette limite s'applique aux projets de création de toute nouvelle installation, aux projets d'extension de capacité d'une installation existante ou aux projets de modification substantielle de la nature des déchets admis dans une telle installation* »

Le même article, complété par l'article R541-18, cadre ces limites pour la Martinique de la manière suivante :

- **Stockage**
 - en 2030, la capacité annuelle d'élimination par stockage des déchets non dangereux non inertes ne soit pas supérieure à 70 % de la quantité des déchets non dangereux non inertes admis en installation de stockage en 2010,
 - en 2035, la capacité annuelle d'élimination par stockage des déchets non dangereux non inertes ne soit pas supérieure à 50 % de la quantité des déchets non dangereux non inertes admis en installation de stockage en 2010.
- **Incinération**
 - en 2030, la capacité annuelle d'élimination par incinération des déchets non dangereux non inertes sans valorisation énergétique ne soit pas supérieure à 75 % de la quantité des déchets non dangereux non inertes admis en installation d'élimination par incinération des déchets non dangereux non inertes sans valorisation énergétique en 2010,
 - en 2035, la capacité annuelle d'élimination par incinération des déchets non dangereux non inertes sans valorisation énergétique ne soit pas supérieure à 50 % de la quantité des déchets non dangereux non inertes admis en installation d'élimination par incinération des déchets non dangereux non inertes sans valorisation énergétique en 2010.

1. LIMITES DE CAPACITES ANNUELLES D'ELIMINATION PAR STOCKAGE

L'ISDND de Petit-Galion est autorisée pour 100 000 t/an avec une durée de vie prévisionnelle jusqu'en 2042. Il n'est pas prévu à l'heure actuelle de création d'autres unités de stockages des déchets non dangereux non inertes, ni de modification substantielle de la nature des déchets admis.

CHAPITRE XIII : LIMITES DE CAPACITES DE STOCKAGE ET D'INCINERATION

En cas de modification de l'arrêté d'autorisation de l'ISDND de Petit-Galion ou de création d'une autre ISDND, la capacité maximale autorisée de stockage sera limitée à 123 900t en 2030 et 88 500t en 2035 conformément à la réglementation au vu des tonnages en enfouis en 2010.

Tonnage enfouis en ISDND en 2010	Tonnage maximum autorisé en ISDND en 2030 : 70% de 2010	Tonnage maximum autorisé en ISDND en 2035 : 50% de 2010
177 039 t	123 900 t	88 500 t

Figure 129 : Limitation de la capacité annuelle d'élimination par stockage des déchets non dangereux et non inertes

2. LIMITES DES CAPACITES ANNUELLES D'ELIMINATION PAR INCINERATION

L'application des articles R541-17 et R-541-18 sur la Martinique, entraîne une limitation la capacité annuelle d'élimination par incinération à :

Tonnage incinéré en 2010	Tonnage maximum autorisé en UIOM en 2030	Tonnage maximum autorisé en UIOM en 2035
103 224 t	72 200 t	51 600 t

Figure 130 : Limitation de la capacité annuelle d'élimination par incinération des déchets non dangereux et non inertes

Cependant, le Plan a retenu comme objectif de favoriser la valorisation énergétique. Il prévoit donc un passage de l'UIOM en valorisation énergétique d'ici 2025.

➔ **Le Plan prévoit l'arrêt de l'élimination des déchets par incinération au profit de la valorisation énergétique dès 2025.**

● CHAPITRE XIV – IDENTIFICATION DES INSTALLATIONS PERMETTANT DE COLLECTER ET DE TRAITER DES DECHETS PRODUITS EN SITUATIONS EXCEPTIONNELLES

L'article. R.541-16 du code de l'environnement indique que « *le plan précise l'identification des installations permettant de collecter et de traiter les déchets produits en situation exceptionnelle, notamment en cas de pandémie ou de catastrophe naturelle, en distinguant ceux dont la production trouve sa cause dans le caractère exceptionnel de la situation et ceux dont la collecte et le traitement peuvent se voir affectés par cette situation. Les précisions concernant l'organisation de la collecte sont coordonnées avec les dispositions relatives à la sécurité civile prises notamment par les communes et leurs groupements.* »

D'un point de vue opérationnel, la gestion des déchets issus de catastrophes est portée par les collectivités, EPCI et communes adhérentes ayant la compétence déchets.

Un déchet post-catastrophe naturelle (DPC), est un déchet produit à la suite de l'apparition soudaine d'un événement naturel sur le territoire. Il correspond aux matériaux, objets et dépôts, qui, à la suite d'une catastrophe naturelle, sont impropres à la consommation, inutilisables en l'état, susceptibles d'avoir un impact sur l'environnement, la santé humaine, la salubrité publique ou de porter atteinte à la biodiversité.

En fonction de la nature du déchet et de la présence ou non d'un des critères de dangerosité précisés à l'annexe I de l'article R.541-8 du code de l'environnement, un déchet post-catastrophe pourra être classé comme dangereux ou non dangereux.

Il est rappelé que la gestion des situations de crise relève de la compétence de l'Etat, et que les décisions à prendre relèvent de l'autorité du Préfet et non des collectivités qui exercent la compétence « déchets » (en cohérence avec la circulaire du Ministère en charge de l'Ecologie du 20 février 2012 relative à la gestion des impacts environnementaux et sanitaires d'événements d'origine technologique en situation post-accidentelle).

1. IDENTIFICATION DES RISQUES DE SITUATIONS EXCEPTIONNELLES SUR LA MARTINIQUE

Les données présentées ci-après proviennent du rapport de l'état initial de l'environnement de l'évaluation environnementale du Plan.

1.1 RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES

Les données présentées ci-après proviennent essentiellement de la base nationale GASPARD sur les risques majeurs, ainsi que des informations disponibles dans le Dossier Départemental sur les Risques Majeurs (DDRM), élaboré par la Préfecture de la Martinique.

CHAPITRE XIV : GESTION DES DECHETS PRODUITS EN SITUATIONS EXCEPTIONNELLES

La Martinique est particulièrement concernée par les risques de séismes, mouvements de terrain, inondations, cyclonique, volcanique et le transport de matières dangereuses : ces 6 types de risques concernent en effet l'ensemble des communes de l'île.

De plus, la configuration urbaine de la Martinique, ainsi que sa densité de population, font que certains de ces risques peuvent facilement avoir des conséquences majeures.

Type de risque	Communes		Population	
	Nombre	%	Nombre	%
Eruption volcanique	34	100%	385 551	100%
Inondation	34	100%	385 551	100%
Mouvement de terrain	34	100%	385 551	100%
Phénomènes météorologiques - Cyclone/ouragan (vent)	34	100%	385 551	100%
Séisme	34	100%	385 551	100%
Transport de marchandises dangereuses	34	100%	385 551	100%
Submersion marine	28	82%	341 466	89%
Risque industriel	5	15%	147 297	38%
Rupture de barrage	4	12%	63 124	16%

Figure 131 : Tableau synthétique d'exposition des communes de la Martinique aux risques naturels et technologiques en 2016 (SOeS, données GASPAREL)

L'ensemble du territoire Martiniquais est doté depuis fin 2004 d'un Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN). Ce plan multirisque permet de prendre en compte les risques dans l'aménagement, de maîtriser l'urbanisation du territoire en évitant d'augmenter les enjeux dans les zones à haut risques et en diminuant la vulnérabilité de l'existant. Il établit notamment un zonage réglementaire s'imposant à toute construction.

1.1.1 LE RISQUE SISMIQUE

Un séisme, ou tremblement de terre, se traduit en surface par des vibrations du sol transmises aux bâtiments. Il provient de la fracturation des roches en profondeur. Celle-ci est due à l'accumulation d'une grande énergie qui se libère, créant des failles, au moment où le seuil de rupture mécanique des roches est atteint. Les dégâts observés sont fonction de l'amplitude, de la durée et de la fréquence des vibrations.

Le risque sismique constitue le risque naturel le plus important en Martinique, l'île étant intégralement classée en zone de niveau 5 (sismicité forte). Les Antilles françaises (Martinique, Guadeloupe et Saint Martin) constituent les territoires de France où l'aléa sismique est le plus fort.

CHAPITRE XIV : GESTION DES DECHETS PRODUITS EN SITUATIONS EXCEPTIONNELLES

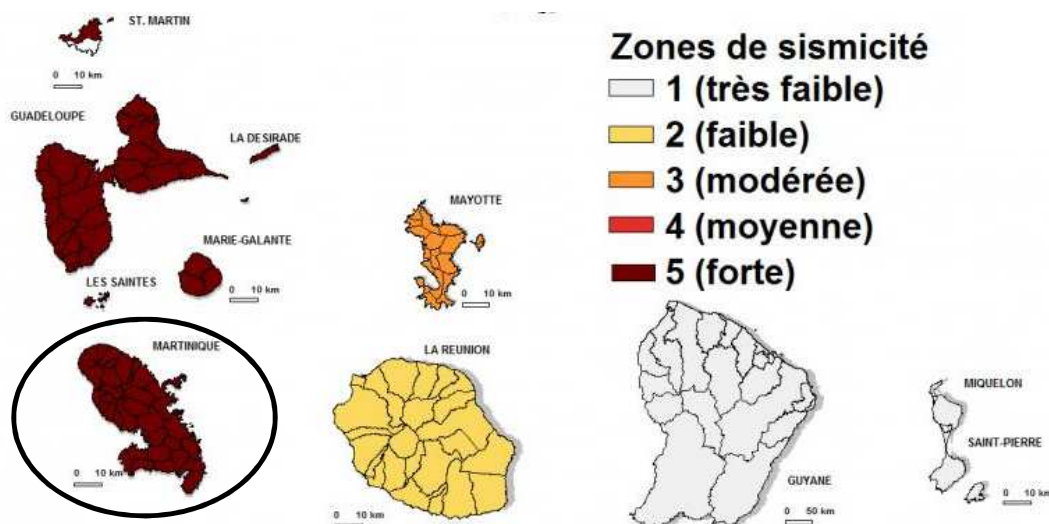


Figure 132 : Zonage sismique des territoires d'outre-mer (Ministère de l'environnement, 2011)

Un plan séisme Antilles³ a été mis en place en 2007 par l'Etat. La première phase du plan (2007-2013) avait pour objectif la réduction de la vulnérabilité du bâti public au risque sismique. Si les objectifs fixés en matière de dépenses de travaux ont été atteints, le nombre de bâtiments publics à remettre à niveau était encore important à la fin de la période (notamment pour les écoles). Globalement **le taux de construction aux normes parasismiques reste faible sur l'île**, en particulier pour le logement individuel.

La phase transitoire du plan (2014-2015) a permis de poursuivre les actions de réduction de la vulnérabilité du bâti public précédemment engagées, ainsi que les opérations de sensibilisation de la population.

La deuxième phase du plan (2015-2020) s'articule autour de 4 axes d'actions, dont la mise en œuvre sera partagée entre l'ensemble des acteurs concernés (Etat, collectivités territoriales, professionnels de la construction, entreprises, associations, organismes scientifiques) :

- Axe 1 : Réduire la vulnérabilité du bâti
- Axe 2 : Accompagner les acteurs de l'aménagement et de la construction chargés de réduire la vulnérabilité
- Axe 3 : Sensibiliser aux risques sismiques et tsunامي et préparer à la gestion de crise
- Axe 4 : Améliorer la connaissance de l'aléa, de la vulnérabilité et du risque

1.1.2 LE RISQUE MOUVEMENT DE TERRAIN

Un mouvement de terrain est un déplacement plus ou moins brutal du sol et/ou du sous-sol. Il est fonction de la nature et de la disposition des couches géologiques. Il est dû à des processus lents de dissolution ou d'érosion, principalement consécutifs de l'action de l'eau et du gel. Certains mouvements de terrain peuvent être favorisés, amplifiés ou même créés par l'action de l'homme (mines, carrières, extraction de matériaux, terrassement).

³ Ministère de l'environnement et Ministère des outre-mer, 2016, *Plan séisme Antilles Horizon 2020*

CHAPITRE XIV : GESTION DES DECHETS PRODUITS EN SITUATIONS EXCEPTIONNELLES

En Martinique, les principaux types d'aléas observés et dont l'apparition peut entraîner des effets dommageables graves, sont :

- les glissements de terrain (phénomène le plus fréquent et le plus problématique sur l'île),
- les coulées de boues (souvent associées aux glissements de terrain),
- les chutes de blocs et les éboulements (qui restent rares mais dont les dégâts sont souvent importants),
- les laves torrentielles (phénomène intermédiaire entre les mouvements de terrain et les inondations),
- la liquéfaction des sols (phénomène généralement associé à des épisodes sismiques).

Ils se produisent suite à des épisodes pluvieux exceptionnels que ce soit avant ou généralement pendant ou juste après la période cyclonique, ou en lien avec l'existence d'une faille à proximité du terrain.

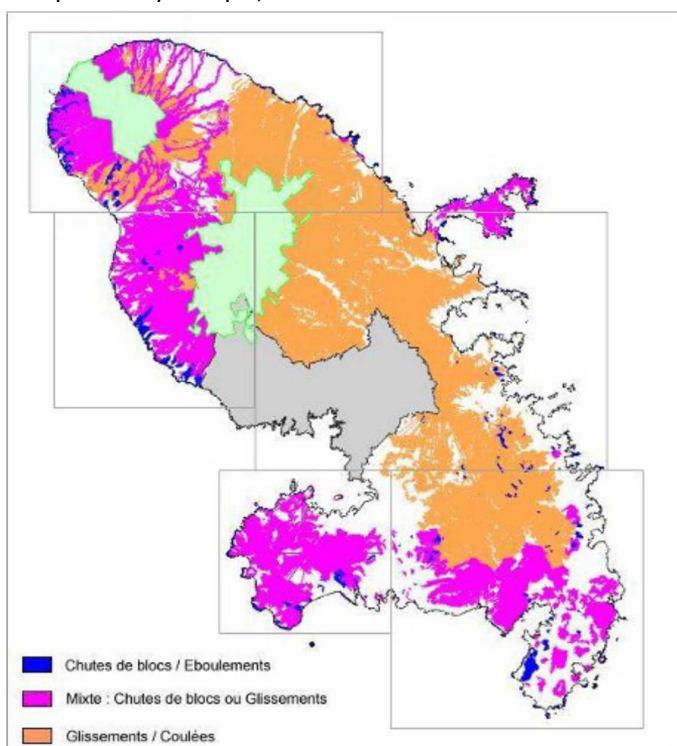


Figure 133 : Cartographie des aléas liés aux mouvements de terrain en Martinique (DDRM Martinique – données BRGM)

Toutes les communes disposent d'un Plan de prévention des risques mouvement de terrain approuvé, mais ceux-ci ont majoritairement plus de 10 ans.

1.1.3 LES INONDATIONS

Une crue correspond à l'augmentation du débit d'un cours d'eau dépassant plusieurs fois le débit moyen. Une inondation correspond au débordement des eaux hors du lit mineur à la suite d'une crue. Les eaux occupent alors le lit majeur du cours d'eau.

D'après le DDRM de la Martinique, différents types d'inondations sont susceptibles d'affecter l'île, avec par ordre croissant de gravité :

- les inondations dites « pluviales »,
- le débordement des principaux cours d'eau,

CHAPITRE XIV : GESTION DES DECHETS PRODUITS EN SITUATIONS EXCEPTIONNELLES

- les crues torrentielles,
- les laves torrentielles et les ruptures d'embâcles.

Ces inondations sont liées à une pluviométrie abondante, pouvant être d'origine cyclonique ou non. Les dégâts provoqués sont multiples : arrachage de la végétation et érosion, glissements de terrain, routes coupées, submersions des habitations, dégradation de la qualité de l'eau et des milieux marins...

De plus, ce risque est aggravé par le facteur anthropique : de nombreuses zones urbanisées sont implantées dans les lits majeurs des cours d'eau et des zones inondables.

En application de la Directive n° 2007/60/CE, dite "Directive Inondation" (DI) du 23 octobre 2007, la DEAL a réalisé en 2012 une évaluation primaire des risques d'inondation, permettant de définir des territoires à risque inondation (TRI), au sein desquels une stratégie locale de gestion du risque d'inondation doit être élaborée.

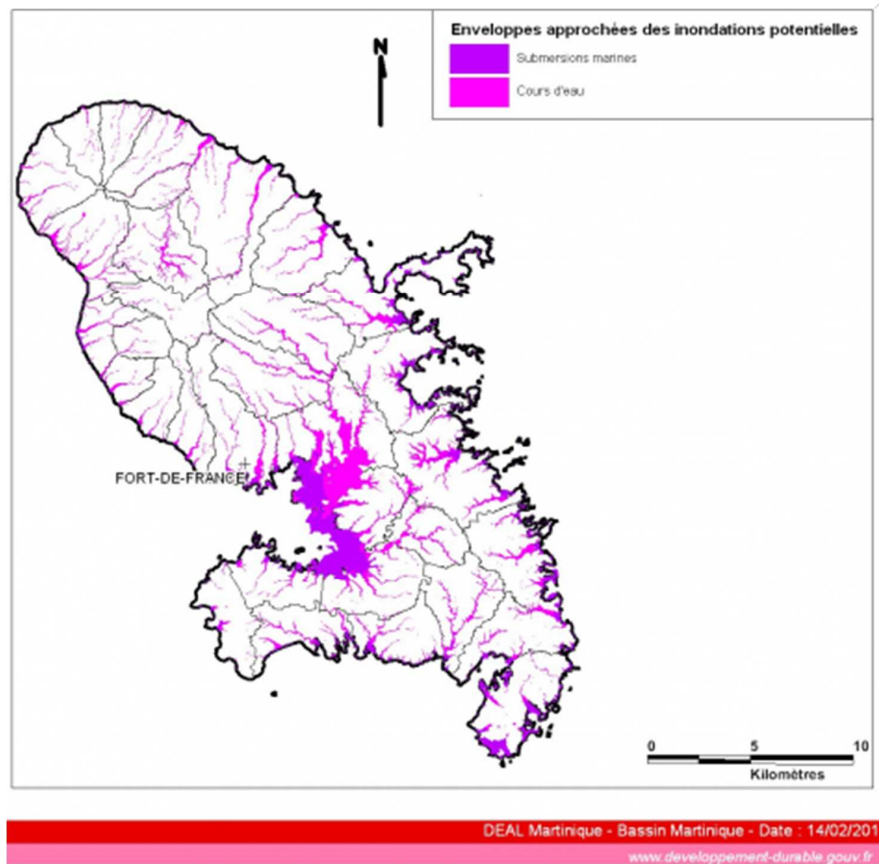


Figure 134 : Cartographie des zones inondables de la Martinique dans le cadre de l'évaluation préliminaire des risques d'inondation (DEAL, 2012)

Par ailleurs, la Directive Inondation impose l'élaboration d'un Plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) dans chaque district hydrographique. En Martinique, **le PGRI pour la période 2016-2021 a été approuvé par l'Arrêté Préfectoral n°201511-0058 du 30 novembre 2015.**

1.1.4 LE RISQUE DE SUBMERSION MARINE - TSUNAMI

La submersion marine désigne une inondation temporaire de la zone côtière par la mer dans des conditions météorologiques extrêmes, pouvant cumuler dépression atmosphérique, vent violent, forte houle, associés aux phénomènes marégraphiques provoquant une surélévation du niveau moyen de la mer, aggravés lorsque ces phénomènes se conjuguent à l'occasion d'une tempête.

CHAPITRE XIV : GESTION DES DECHETS PRODUITS EN SITUATIONS EXCEPTIONNELLES

Si l'on exclut les cas très particuliers de tsunamis qui seraient générés par une explosion d'origine humaine ou par l'impact d'une météorite, on peut dire que les tsunamis ont toujours une origine géologique. Ils sont provoqués par la pénétration ou la disparition (en ce qui concerne les séismes, on évoque plutôt le soulèvement ou/et affaissement) dans les fonds marins d'une quantité importante de matériel géologique, entraînant le déplacement d'une grande masse d'eau.

La connaissance des sources de tsunami pour la Martinique repose sur les connaissances historiques des tsunamis passés et sur l'interprétation du contexte tectonique régional. Des recherches pour remonter au-delà des périodes historiques sont en cours par les équipes locales (BRGM, UA, OVSM-IPGP) ou internationales. Les catalogues actuels sont en construction depuis le tsunami de 2004 en Indonésie et s'affinent chaque année.

Du fait du contexte régional, les tsunamis peuvent être générés soit dans la Caraïbe, soit dans l'Atlantique, et être de type :

- local, très rapide, frappant en quelques minutes ;
- régional, frappant en quelques dizaines de minutes ;
- trans-océanique, d'origine lointaine, frappant le littoral au bout de plusieurs heures.

L'ensembles des communes côtières sont concernées par ces risques de submersion marine et de tsunami.

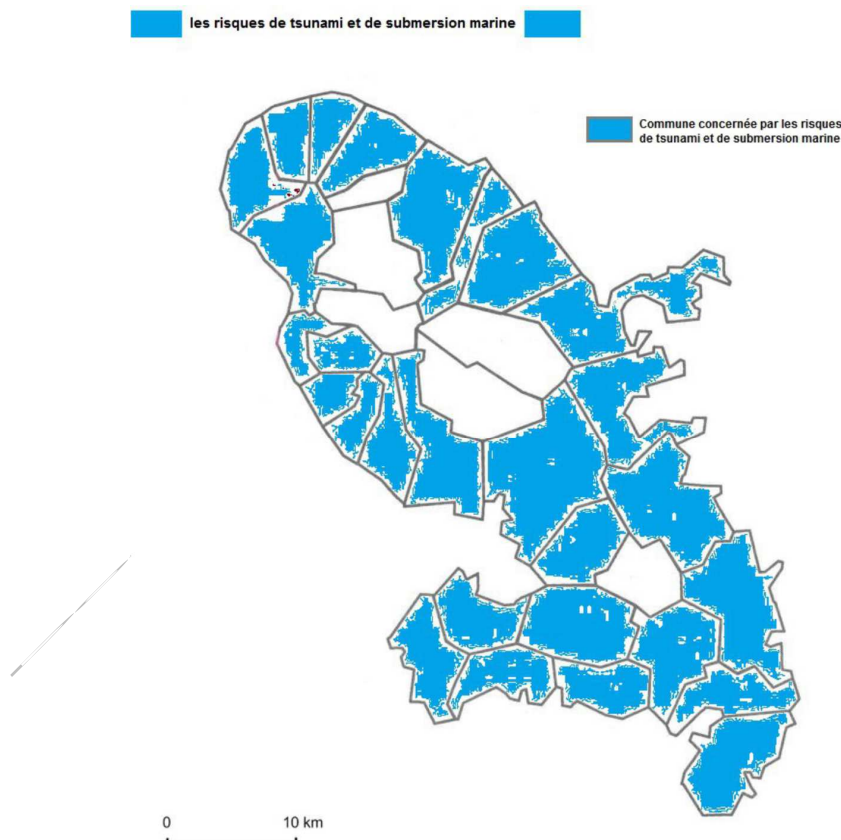


Figure 135 : les communes concernées par les risques de tsunami et de submersion marine (Source : SIDPC 972 - octobre 2013, dans DDRM)

CHAPITRE XIV : GESTION DES DECHETS PRODUITS EN SITUATIONS EXCEPTIONNELLES

1.1.5 LES CYCLONES

Durant la période de juin à novembre, la Martinique est confrontée à des phénomènes cycloniques. Ces perturbations météorologiques de grande ampleur génèrent de fortes pluies et vents violents.

Les ouragans dits majeurs ou intenses (de catégorie 3 à 5 sur l'échelle de Saffir-Simpson) sont les plus redoutés par leurs effets dus aux vents violents, aux pluies intenses et cumulées, à la marée de tempête et à l'état de la mer.

Un ouragan de catégorie 4, comme HUGO (1989) ou LUIS (1995), s'accompagne de vents soutenus de 220 à 240 km/h. Il provoque des dégâts irréparables, détruit les réseaux électriques, les habitations précaires, hache la végétation, certaines rafales pouvant dépasser 280 ou 300 km/h.

Toutes les communes de l'île sont susceptibles d'être affectées par les effets dévastateurs des vents et des pluies sur le bâti, les infrastructures, les cultures et l'environnement. La proximité de reliefs et de zones pentues peut accentuer le risque par rapport aux fortes pluies et peut aussi contribuer à renforcer le vent dont la variabilité spatiale est parfois très importante.

Pour les communes littorales s'ajoute les risques de houle cyclonique et de marée de tempête qui peuvent créer des surcotes engendrant des submersions marines.

Pour la Martinique, le dernier cyclone le plus intense ayant frappé l'île est le cyclone DEAN du 17 août 2007 (pourtant classé catégorie 2) : l'œil du cyclone a frôlé les côtes sud de l'île et le mur de l'œil (qui concentrent les vents violents) les a atteints avec des rafales dépassant les 200 km/h, occasionnant des dégâts matériels considérables.

A la mi-septembre 2017, le cyclone MARIA (classé en catégorie 5) a très sévèrement touché les Antilles mais il n'a pas atteint directement la Martinique (l'œil du cyclone étant passé à 50 km au large des côtes nord de l'île). Il n'a occasionné que des dégâts matériels d'ampleur modérée (coupures d'électricité...)

Selon les statistiques, on dénombre un phénomène cyclonique (tempête tropicale ou ouragan mineur) tous les 3,6 ans, et un ouragan majeur tous les 11,5 ans⁴.

1.1.6 LE RISQUE VOLCANIQUE

Un volcan est un relief dans une zone fragile de la croûte terrestre où s'établit une relation entre la surface du globe et les profondeurs permettant à des matériaux et des gaz à haute température de jaillir en surface.

Ce risque est d'autant plus important en Martinique que **la « Montagne Pelée » est un volcan toujours actif**. Il fait l'objet d'une surveillance constante par l'Observatoire Volcanologique de la Montagne Pelée (Morne des Cadets Fonds Saint-Denis). Les dernières crises éruptives meurtrières sont cependant très anciennes : 1902-1905 (dont près de 30 000 victimes suite aux éruptions de mai et août 1902) et 1929-1932 (1 victime en 1933 suite à un phénomène de lahar⁵).

Toutes les communes de l'île sont susceptibles d'être touchées par les effets d'une éruption volcanique ; c'est toutefois à proximité directe de la Montagne Pelée que l'aléa est le plus fort.

⁴ ODE Martinique

⁵ Phénomène de lave torrentielle liée à un massif volcanique.

CHAPITRE XIV : GESTION DES DECHETS PRODUITS EN SITUATIONS EXCEPTIONNELLES

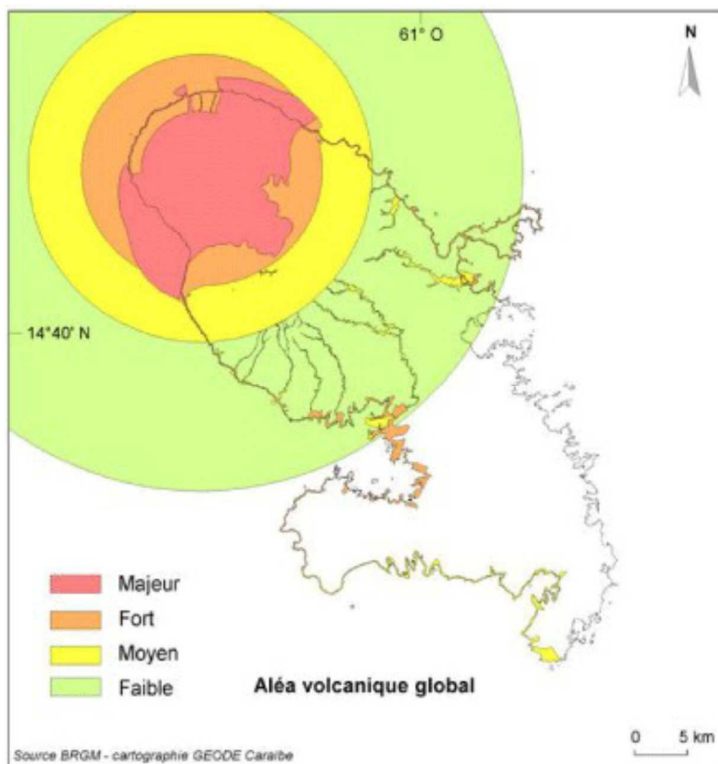


Figure 136 : Cartographie de l'aléa volcanique en Martinique (DDRM Martinique – données BRGM)

1.1.7 LE RISQUE LIÉ AU TRANSPORT DE MATIÈRES DANGEREUSES

L'accident de transport de matières dangereuses concerne tous les produits dangereux et tous les modes de transport. Il exclut les accidents qui surviennent sur le site de chargement (remplissage, vidange, lavage, etc....) et qui relèvent du risque industriel.

Ce risque est dû au développement des infrastructures de transport, l'augmentation de la vitesse, de la capacité de transport et du trafic. Aux conséquences habituelles des accidents de transport peuvent venir se surajouter les effets du produit transporté. Ainsi, l'accident de transport de matières dangereuses peut combiner un effet primaire immédiatement ressenti (incendie, explosion, déversement) et des effets secondaires (propagation aérienne de vapeurs toxiques, pollutions des eaux ou des sols).

Toutes les communes de l'île sont exposées aux risques liés au transport de matières dangereuses, mais celui-ci est évidemment plus important dans les zones urbanisées à forte densité de population (plaine du Lamentin et baie de Fort-de-France notamment). En Martinique, le transport de matières dangereuses concerne essentiellement **les hydrocarbures et le gaz**, qui s'effectue :

- Par voie routière (pour le gaz GPL : volume de transit annuel sur l'île estimé à environ 15 000 tonnes),
- Par canalisation (réseau de canalisations partant de la raffinerie SARA et alimentant l'île, notamment vers les sites stratégiques comme les 2 centrales thermiques, l'aéroport...),
- Par voie maritime, notamment sur la côte ouest (rotation de navires caboteurs depuis la raffinerie SARA vers les centrales thermiques de Bellefontaine et de la Pointe des Carrières).

CHAPITRE XIV : GESTION DES DECHETS PRODUITS EN SITUATIONS EXCEPTIONNELLES

1.1.8 LE RISQUE INDUSTRIEL

Le risque industriel est un événement accidentel se produisant sur un site industriel, entraînant des conséquences immédiates graves pour le personnel, les populations, les biens, ou l'environnement.

En Martinique, le risque industriel ne concerne que 5 communes, les principaux secteurs industriels générant des risques étant le stockage de produits pétroliers, la pyrotechnie et le stockage et l'utilisation d'ammoniac.

La Martinique compte sur son territoire **82 Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE)**, dont **7 sont classées SEVESO**, considérées à haut risque, avec :

- 3 établissements classés en seuil haut (au sens de la directive européenne « Seveso II ») : Antilles Gaz au Lamentin, La Raffinerie SARA au Lamentin et le GIE Croix Rivail à Rivière Salée,
- 4 établissements classés en seuil bas : centrale EDF à Bellefontaine, Prochimie Industrie SAS au Lamentin, et les distilleries La Mauny à Rivière Pilote et Saint James à Sainte Marie.

Ces établissements sont concentrés pour l'essentiel dans le centre de l'île (plaine du Lamentin) et sur le littoral (zones portuaires et aéroportuaires), qui constituent également les secteurs les plus densément peuplés.

La Martinique dispose de 2 Plans de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) :

- PPRT de la zone de Californie, sur les communes du Lamentin et de Fort de France, pour les établissements de la raffinerie SARA et d'Antilles Gaz,
- PPRT pour le dépôt d'explosifs GIE Croix Rivail sur la commune de Rivière Salée.

1.1.9 LE RISQUE DE RUPTURE DE BARRAGE

Deux barrages existent en Martinique : la retenue de la Manzo à Ducos (bassin versant de la Manche) et la retenue collinaire du Mont-Vert au Robert. Ces ouvrages n'entrent pas dans la catégorie des grands barrages, compte tenu de leur taille et du volume d'eau retenu. Cependant, compte tenu du risque existant, des études sur l'impact de l'onde en cas de rupture accidentelle ont été réalisées.

En Martinique le risque de rupture de barrage concerne 4 communes (Ducos, Rivière Salée, le Robert et Trinité).

1.2 RISQUES SANITAIRES

1.2.1 RISQUES SANITAIRES LIES AUX MALADIES VECTORIELLES

Les zones tropicales présentent des maladies et infections due à des virus, parasites, bactéries transmis par les moustiques ou les rongeurs, tels la dengue, le chikungunya, le zika, le paludisme et la leptospirose. En effet, le paludisme est dû à un parasite, la leptospirose est une zoonose bactérienne transmise à l'homme par le rat.

La gestion non réglementaire des déchets accentue ces risques sanitaires : en effet, les dépôts sauvages de déchets (encombrants, et VHU en particulier) et les décharges brutes favorisent la prolifération de nuisibles (rats, ...) et la formation des gîtes à moustiques (accumulation d'eau stagnante).

1.2.2 RISQUES SANITAIRES LIES AUX SARGASSES

Les sargasses sont des algues brunes qui s'échouent en masse sur les plages des îles des Caraïbes depuis 2011. Lors de leur décomposition, ces algues émettent des gaz et particulièrement de l'hydrogène sulfuré

CHAPITRE XIV : GESTION DES DECHETS PRODUITS EN SITUATIONS EXCEPTIONNELLES

et de l'ammoniac, qui sont des gaz toxiques. De plus, les algues sargasses ont une forte capacité à piéger et accumuler les métaux lourds, notamment l'arsenic et le cadmium, qui peuvent présenter un risque pour la santé humaine et l'environnement.

En juin 2018, Nicolas Hulot avait annoncé un plan de dix millions d'euros sur deux ans pour aider les Antilles à lutter contre les sargasses et fait la promesse d'un ramassage de ces algues en moins de 48 heures.

1.2.3 RISQUES SANITAIRES LIES A L'UTILISATION DES PRODUITS PHYTOSANITAIRES (OU PESTICIDES)

Les produits phytosanitaires représentent un risque sanitaire notamment pour les personnes très exposées comme les agriculteurs. Dans le cadre d'une exposition répétée, des études mettent en évidence des liens entre les pesticides et certaines maladies telles que les cancers, troubles de la reproduction, pathologies neurologiques, troubles de l'immunité, troubles ophtalmologiques, pathologies cardiovasculaires, pathologies respiratoires et troubles cutanés. Les effets de l'ingestion par les eaux de consommation ou à travers les aliments sont encore peu connus.

Comme évoqué précédemment, la problématique de la pollution aux pesticides se pose avec une acuité particulière en Martinique, en lien avec la **persistance de la chlordécone dans l'environnement** (dans les eaux et les sols). Cette pollution est à l'origine de **mesures de restriction préventive visant à protéger la santé de la population**, comme l'interdiction de la pêche en eau douce depuis 2009 (pour toutes les espèces et pour l'ensemble du territoire de l'île), et l'interdiction de la pêche en mer dans 6 secteurs côtiers depuis 2012.

Ces interdictions font suite à plusieurs études menées en 2008 et 2009 par l'ODE et la DEAL sur la contamination des milieux aquatiques de l'île à la chlordécone : elles mettent en évidence une large contamination des eaux mais aussi des chaînes alimentaires, la molécule étant détectée dans 95% des échantillons de crustacés et poissons prélevés, avec une concentration supérieure aux normes de consommation humaine pour 60% d'entre eux⁶.

En termes de risques pour la santé, les études épidémiologiques menées en Guadeloupe ont montré des effets sur le déroulement de la grossesse et le développement des jeunes enfants, et un lien entre l'exposition à la chlordécone et un risque accru de développement du cancer de la prostate.⁷

1.2.4 RISQUES SANITAIRES LIES AUX OXYDES D'AZOTE

Les oxydes d'azote (NOx) sont émis dans l'air lors des phénomènes de combustion. Les sources principales sont les véhicules et les installations de combustion. L'installation de pots catalytiques a permis une nette réduction des émissions des véhicules, mais l'augmentation du trafic et du nombre de véhicules rend cette diminution insuffisante.

Ces gaz peuvent provoquer des affections de l'appareil respiratoire et augmenter la sensibilité aux infections microbiennes.

1.2.5 RISQUES SANITAIRES LIES AUX PARTICULES FINES

Les connaissances actuelles, issues des études épidémiologiques, biologiques et toxicologiques disponibles, permettent d'affirmer que l'exposition à la pollution atmosphérique a des effets sur la santé, même s'ils restent difficiles à appréhender précisément. De récentes études montrent que l'exposition

⁶ ODE, 2009, *Détermination de la contamination des milieux aquatiques par le chlordécone et les organochlorés*

⁷ ARS

CHAPITRE XIV : GESTION DES DECHETS PRODUITS EN SITUATIONS EXCEPTIONNELLES

aux très fines particules réduit de 5 à 7 mois l'espérance de vie des résidents de plus de 30 ans des grandes agglomérations françaises.

2. IDENTIFICATION DES DECHETS PRODUITS EN SITUATIONS EXCEPTIONNELLES

Les déchets en situation exceptionnelle ont deux grandes caractéristiques :

- ils peuvent être de tous types : encombrants, déchets de déconstruction, déchets verts, déchets dangereux, DASRI, DEEE, boues, ... qui sont parfois mélangés,
- ils sont produits en grand nombre et en peu de temps ce qui génère des difficultés de gestion (qui sont d'autant plus grands lorsque les engins de collecte et les installations de traitement ont été touchés).



CHAPITRE XIV : GESTION DES DECHETS PRODUITS EN SITUATIONS EXCEPTIONNELLES

2.1 NATURE DES DECHETS

La nature des déchets produits dépend de l'origine de la production :

	Déchets dangereux	Déchets non dangereux	Inertes
Habitats urbains denses	Déchets d'équipements électriques et électroniques, produits ménagers, pots de peinture, solvants, bois traités en profondeur par imprégnation et fonction du biocide utilisé, matériaux de construction contenant de l'amiante	Mobilier (bois, métaux), vêtements, bois bruts ou faiblement adjuvantés, matériaux isolants, plâtre, plastiques, végétaux, médicaments	Terres et cailloux non pollués, briques, béton, tuiles, ardoises, céramiques, verre
Champs agricoles	Produits phytosanitaires	Bois bruts ou faiblement adjuvantés, végétaux, boues, films plastiques, fils électriques	Terres et cailloux non pollués
Forêts		Végétaux	Terres et cailloux non pollués
Parcs et jardins	Bois traités en profondeur par imprégnation et fonction du biocide utilisé	Bois bruts ou faiblement adjuvantés, végétaux, boues, matières plastiques, métaux ferreux et non ferreux	Terres et cailloux non pollués
Zones industrielles	Produits chimiques, hydrocarbures, matériaux de construction contenant de l'amiante, terres et cailloux contenant des substances dangereuses, bois traités en profondeur par imprégnation et fonction du biocide utilisé, déchets d'équipements électriques et électroniques	Mobilier (bois, métaux), matières plastiques, plâtre, matériaux isolants, tôles, végétaux, déchets alimentaires, déchets d'équipements électriques et électroniques	Terres et cailloux non pollués, briques, béton, tuiles, céramiques, verre
Zones commerciales	Déchets d'équipements électriques et électroniques, solvants, matériaux de construction contenant de l'amiante, terres et cailloux contenant des substances dangereuses, bois traités en profondeur par imprégnation et fonction du biocide utilisé	Mobilier (bois, métaux), matières plastiques, plâtre, matériaux isolants, tôles, végétaux, déchets alimentaires, déchets d'équipements électriques et électroniques	Terres et cailloux non pollués, briques, béton, tuiles, céramiques, verre
Infrastructures (de transport, d'énergie, de communication)	Terres et cailloux contenant des substances dangereuses, enrobés et mélanges bitumineux contenant du goudron (HAP), transformateurs (PCB), matériaux de construction contenant de l'amiante (anciennes canalisations), véhicules	Végétaux, câbles métalliques, matières plastiques, poteaux et panneaux métalliques, bois bruts ou faiblement adjuvantés (poteaux, glissières de protection), boues s'accumulant dans les fossés et bassins	Terres et cailloux non pollués, mélanges bitumineux (enrobés), poteaux béton

Figure 137 : Liste non exhaustive des déchets en fonction de la nature de la zone de production - Source Guide CEREMA

Cette qualification des déchets permet de connaître les typologies de déchets générés en fonction de la catastrophe et ainsi de prévoir l'organisation des zones de stockage temporaire.

Les sargasses peuvent également être générés lors d'échouages exceptionnels.

2.2 EVALUATION DE LA QUANTITE DE DECHETS

L'estimation de la quantité de déchets post-catastrophe, permet aux collectivités de connaître les typologies de déchets générés en fonction de la catastrophe, et ainsi, de prévoir les possibilités de tri en fonction des obligations réglementaires et/ou des exutoires existants sur le territoire.

Le guide « Prévention et gestion des déchets issus de catastrophes naturelles : de l'anticipation à la gestion » réalisé par le Cerema en juin 2014 fournit différentes formules et ratios pour évaluer la quantité de déchets en situation exceptionnelle.

3. GROUPE DE TRAVAIL SUR LA GESTION DES DECHETS GENERES PAR UNE CATASTROPHE CYCLONIQUE

Dans ce cadre un plan d'action a été défini en avril 2013, porté par le service Risques Energies Climat de la DEAL, afin de proposer des solutions pour ces déchets. Il repose sur 3 axes décrits dans les paragraphes qui suivent.

3.1 AXE 1 : MISE EN PLACE DE ZONES TAMPONS POUR L'ENTREPOSAGE DES DECHETS

Dans le cadre du groupe de travail, les communes ont proposé des zones tampons sur leur territoire satisfaisant aux critères suivants en termes d'aménagement :

- éloignement des habitations de plus de 50 mètres,
- hors des zones inondables,
- voirie d'accès adaptée aux véhicules de collecte (éviter les chemins en terre, prévoir une largeur de 6 m),
- proximité du réseau routier principal,
- clôture et portail.

Le stockage temporaire sur différents sites sera prévu en veillant à limiter de nouveaux risques (notamment risque incendie, involontaire ou non), et en respectant les prescriptions générales du décret du 30 juillet 2012 pour des installations de stockage temporaire de déchets en situation de crise (rubrique 2719). Ils doivent donc de ce fait faire l'objet d'un dossier de déclaration.

La recherche de sites classés dans la rubrique n°2719 sur la base ICPE du Ministère de la Transition écologique et solidaire fait ressortir 1 installation sur la Martinique : Installation de Bâtimat Recyclage.

De plus, des conventions de mise à disposition des zones tampons doivent être établies. Les zones tampons retenues appartiennent soit aux communes ou collectivités, soit au Domaine Public Maritime (DPM). L'exploitation de ces zones peut être déléguée aux communes, avec une implication du syndicat unique de traitement des ordures ménagères qui assurera la collecte et le transfert de ces déchets.

Une convention prise entre les communes et les collectivités (ou l'État si présence sur le DPM) permettra d'encadrer les rôles de chacun et surtout validera le choix de la zone tampon. Ces conventions doivent être signées en début de saison cyclonique et reconduites si nécessaire à chaque saison cyclonique.

La liste des zones tampons doit être actualisée au début de chaque saison cyclonique.

3.2 AXE 2 : PREVENTION ET COMMUNICATION

Compte-tenu des capacités limitées de traitement et de stockage en Martinique, il convient de préparer au plus tôt la population afin que la quantité de déchets générés soit la plus faible possible. Ainsi, des campagnes de communication doivent être faites pour influencer les pratiques des populations.

CHAPITRE XIV : GESTION DES DECHETS PRODUITS EN SITUATIONS EXCEPTIONNELLES

Les campagnes de communication devraient être organisées comme suit :

- 1) en début de saison cyclonique : campagne d'information sur la préparation des espaces verts et des bas-côtés, sur le déstockage des déchets verts, sur le déstockage des encombrants chez les particuliers,
- 2) lors de l'alerte cyclonique : rappel de la campagne d'information de pré-saison,
- 3) après l'événement : campagne d'information sur les points de collectes spécifiques et sur la nécessité de trier les déchets.

3.3 AXE 3 : GESTION OPERATIONNELLE DES DECHETS EN PHASE POST-CATASTROPHE

Pour permettre une gestion efficace de la collecte des déchets post-catastrophe, il conviendra d'activer une cellule de crise « déchets ». Cette cellule sera composée de :

- la Préfecture,
- la DEAL,
- l'ARS,
- les collectivités compétentes en matière de collecte et traitement des déchets,
- le syndicat unique de traitement des ordures ménagères,
- la CTM.

La mise en place de cette cellule s'appuiera sur l'organisation des cellules de crise de la Préfecture. Cette cellule permettra la concertation entre les différents acteurs concernés dans les territoires.

4. PRIORITES DU PLAN

En s'appuyant sur les données existantes nationales (Groupe d'Expertise et d'Intervention Déchets post-catastrophe, Centre Européen de Prévention des Risques d'Inondation, ...) et du groupe de travail, le Plan fixe comme priorités :

- l'intégration d'un volet « déchets » dans les plans ORSEC, en attirant l'attention sur le mélange de déchets dangereux et de déchets non dangereux en situations exceptionnelles,
- la prise en compte de la gestion des déchets dans les travaux de la cellule de crise ou la cellule de gestion post-accidentelle de la préfecture, en y associant éventuellement les collectivités ayant la compétence « déchets »,
- l'élaboration d'un guide local de gestion des déchets en situations exceptionnelles par zone, en fonction des risques concernés. Ils devront être établis en cohérence, afin d'envisager une extension de la catastrophe au-delà de leur territoire : coordination de la communication, mutualisation de moyens... La réalisation de ces guides nécessitera l'intervention de professionnels du déchet et de professionnels de la gestion de crise, avec une mutualisation de moyens pour leur réalisation.

Enfin, le Plan préconise les trois stades d'organisation, présentés ci-après, prévention, gestion et suivi post-situations exceptionnelles.

CHAPITRE XIV : GESTION DES DECHETS PRODUITS EN SITUATIONS EXCEPTIONNELLES

4.1 VOLET PREVENTION

4.1.1 CREATION DE PLAN DE CONTINUITE D'ACTIVITES (PCA)

Les conséquences d'une situation de crise peuvent être limitées si les entreprises et les administrations mettent en place un **plan de continuité de l'activité (PCA)**, qui permettra la continuité ou la reprise rapide du service de collecte et de traitement des déchets, en mode dégradé le cas échéant.

La pandémie grippale de 2009/2010 a fait émerger l'élaboration de ces plans de continuité d'activité. La FNADE notamment a travaillé avec le ministère en charge de l'environnement, le ministère de la santé, de l'intérieur, du travail et la Délégation Interministérielle de lutte contre la grippe aviaire et a proposé un PCA type.

Les PCA sont établis en fonction de plusieurs hypothèses de dégradation des conditions d'exécution du service. Différents seuils critiques sont en effet à prendre en compte en mode dégradé : niveaux d'absentéisme, niveaux d'indisponibilité des moyens techniques, de collecte ou de traitement, surplus de déchets à gérer, nature des déchets concernés, ...

Le maintien de la salubrité publique et le retour rapide à un service normal doivent passer par la mobilisation des moyens humains et techniques mais aussi par des alternatives parmi lesquelles :

- la hiérarchisation des flux prioritaires à collecter (ordures ménagères) et des centres de production à collecter (habitat collectif dense, hyper centres), permettant de prévoir :
 - la réduction des fréquences de collectes en porte à porte, ou au contraire, des rotations supplémentaires,
 - le report des collectes sélectives (emballages recyclables, verre) pouvant aller jusqu'à la suppression des collectes en porte à porte au profit du sur-stockage chez le producteur et/ou de collectes en apport volontaire,
 - la suppression des collectes d'encombrants en porte à porte ou inversement, des collectes supplémentaires,
- des amplitudes horaires des déchèteries plus larges (en cas d'excès de déchets) ou inversement, fermetures des déchèteries (en cas de nécessité de déploiement des effectifs humains),
- la mise à disposition de bennes ou de points d'apport volontaire dans les communes. Des collectes en apport volontaire sont privilégiées si les dispositifs de collecte en porte à porte ne peuvent plus être assurés. A ce titre, les communes et leurs opérateurs pourront pré-identifier des points de regroupement,
- par ailleurs, le déploiement d'effectifs du service ou d'autres services doit être étudié et intégré au PCA, après avoir hiérarchisé les activités de la structure et identifié celles qui sont prioritaires.

Enfin, la remise en service des axes de circulation et leur sécurisation est nécessaire avant la reprise des services de collecte des déchets.

4.1.2 SENSIBILISATION DES PERSONNES ET COORDINATION PREVENTIVE DES OPERATEURS

L'élaboration de documents type PCA doit être concertée, en particulier avec les agents de collectes, les opérateurs des centres de tri et traitement des déchets, ainsi que des représentants hygiène et sécurité des structures. Cette concertation permettra de prévenir les situations conflictuelles, de mesurer le risque (cas des pandémies), d'adapter les équipements de protections individuelles, de former les personnels, de procéder aux vérifications et mises à jour médicales en termes de vaccination.

Les documents type PCA doivent être régulièrement mis à jour, testés, et communiqués auprès des agents et des salariés, qui doivent être formés préventivement.

Les usagers doivent également être informés préventivement des modifications du service de collecte (déchèteries incluses), cette sensibilisation pouvant permettre une prise de conscience des usagers et le développement d'une culture d'adaptation aux situations exceptionnelles du service de collecte et traitement des déchets.

CHAPITRE XIV : GESTION DES DECHETS PRODUITS EN SITUATIONS EXCEPTIONNELLES

Parallèlement, la prévention de l'impact sur les ouvrages d'assainissement et leur remise en état « rapide » doivent être organisées par les gestionnaires de réseaux.

Si les moyens techniques sont disponibles, une communication en temps réel entre usagers et service public peut être envisagée.

4.1.3 BILAN DU VOLET PREVENTION

Il inclura :

- l'élaboration de plans de continuité d'activités intégrant les modalités de prévention et d'organisation de la collecte et du traitement, en particulier par les collectivités compétentes en matière de collecte et traitement des déchets, et leurs opérateurs, ainsi que pour les installations de traitement de déchets,
- l'intégration dans les arrêtés d'exploiter des nouvelles installations de traitement, d'un cadrage de l'acceptation des déchets de situations exceptionnelles, facilitant la réquisition des sites et le dépassement possible de leur capacité annuelle autorisée,
- l'information du public par les services de l'Etat,
- la mise en place de zones tampons pour l'entreposage des déchets,
- l'organisation d'une réunion de travail annuelle avec les différents intervenants afin de prévoir une coordination des actions de chacun. En effet, la prévention passe par la préparation de la gestion du risque en concertation. Ces actions seront coordonnées par les services de l'état.

4.2 VOLET GESTION DES DECHETS

Dans le cadre de la gestion de la crise, le Préfet assurera la coordination de la collecte, du transfert et du traitement des déchets.

Cette coordination prendra en compte ou organisera :

- la mobilisation des opérateurs publics et privés, pour la mise à disposition de contenants en quantité suffisante,
- l'information des sinistrés, pour les aider à envisager leur retour et à l'anticiper, par exemple sur la question de la gestion des déchets produits par les tempêtes. A noter que la communication de crise et post événementielle pourra nécessiter la mobilisation des ambassadeurs du tri,
- l'organisation de la collecte et du stockage, pour éviter le brûlage, notamment des ordures ménagères, encombrants et déchets verts,
- l'organisation du tri permettant de dissocier a minima : inertes, VHU, déchets non dangereux et déchets dangereux,
- La réactivité et l'implication spécifique des filières en Responsabilité Elargie des Producteurs, pour sortir du territoire, en situations exceptionnelles, les déchets dont elles ont la charge ; les modalités de mise en œuvre sont à inscrire dans les contrats entre les collectivités et les éco-organismes,
- la garantie de l'accessibilité aux sites de regroupement ou de traitement.

L'ensemble des installations prévues dans le Plan aura la capacité de prendre des déchets en cas de crise dans la mesure où leurs natures et leurs quantités correspondent à ce qui est admissible techniquement dans l'installation. La forte réduction des quantités à mettre en ISDND devrait également permettre de dégager une marge de sécurité en cas de situations exceptionnelles.

CHAPITRE XIV : GESTION DES DECHETS PRODUITS EN SITUATIONS EXCEPTIONNELLES

4.3 VOLET « SUIVI POST-SITUATIONS EXCEPTIONNELLES »

Il comprendra principalement l'organisation de la résorption (rapide) des stockages temporaires, pour éviter les dépôts sauvages de déchets hors catastrophes par les services de l'état ou les collectivités responsables.

Il conviendra également que le SMTVD améliore ses connaissances sur la vulnérabilité des installations de gestion des déchets et notamment d'intégrer l'analyse de l'aléa inondation lorsque cette analyse sera disponible.

4.4 SARGASSES

La gestion des sargasses fait l'objet d'un plan d'actions spécifiques en cours d'élaboration de concert par l'Etat et les collectivités territoriales qui portera les dispositions liées à la collecte et au traitement des sargasses. Cette planification sera prise en compte dans le PADDMA en cours d'élaboration par la CTM, dont le PPGDM fera partie.

● CHAPITRE XV : PLAN D'ACTION EN FAVEUR DE L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE

L'économie circulaire est un concept économique susceptible d'apporter des réponses très concrètes aux questions posées par les limites de l'économie contemporaine, construite sur un modèle linéaire, « extraire, transformer, produire, utiliser jeter », cette dernière a montré ses limites sur de nombreux plans : impacts environnementaux liés à l'utilisation massive de ressources fossiles, explosion des quantités de déchets à traiter, raréfaction des ressources primaires, etc.

L'économie circulaire propose de réorienter le fonctionnement du système économique vers la durabilité. Après la limitation des consommations de ressources par des choix de conception et d'approvisionnement, un des moyens clé consiste à boucler les flux de matière et d'énergie, afin de limiter les ponctions et les rejets et de créer de la valeur localement grâce à ces flux.

Pour cela, l'économie circulaire peut mobiliser plusieurs types d'outils développés au cours de ces vingt dernières années : recyclage, réparation, réemploi, écologie industrielle et territoriale, écoconception des produits et services, économie de la fonctionnalité, etc.

La loi de Transition Énergétique pour la Croissance Verte (LTECV) d'août 2015 permet de franchir une étape importante : la loi consacre son titre IV à la lutte contre les gaspillages et la promotion de l'économie circulaire.

Depuis les années 90, voire bien avant, plusieurs outils et approches ont été développés à différents niveaux (conception du produit, modèle économique, optimisation autour des sites de production, à l'échelle d'un territoire...).

L'intégration récente de ces approches a abouti aux 7 piliers complémentaires de l'économie circulaire :



Figure 138 : Les 7 piliers de l'économie circulaire, Ademe

CHAPITRE XV : PLAN D'ACTION EN FAVEUR DE L'ECONOMIE CIRCULAIRE

Les 7 piliers de l'économie circulaire, classés en 3 domaines d'actions, sont les suivants :

- La production et l'offre de biens et de services des acteurs économiques
 - **Extraction / Exploitation et achats durables : l'approvisionnement durable** constitue un mode d'exploitation/extraction des ressources naturelles limité et efficace, en réduisant les rebuts d'exploitation et l'impact sur l'environnement. Il concerne notamment l'exploitation des matières énergétiques et minérales (mines et carrières) ou l'exploitation agricole et forestière tant pour les matières/énergies renouvelables que non renouvelables. Les acteurs économiques publics et privés doivent s'appuyer sur des achats durables dans leurs approvisionnements.
 - **Écoconception** : vise, dès la conception d'un procédé, d'un bien ou d'un service, à prendre en compte l'ensemble du cycle de vie (production, utilisation, fin de vie) en minimisant les impacts environnementaux dont la consommation de ressources naturelles.
 - **Écologie industrielle et territoriale** : dénommée aussi symbiose industrielle, l'EIT constitue un mode d'organisation inter-acteurs économiques d'un même territoire. Elle vise à échanger ou mutualiser des ressources ou des besoins (matières, énergie, etc.) pour les économiser ou en améliorer l'utilisation.
 - **Économie de la fonctionnalité** : fournit des solutions intégrant des biens et des services, centrées sur l'usage et la performance plutôt que sur la possession, sans transfert de droit de propriété.
- La consommation au travers de la demande et du comportement du consommateur (économique ou citoyen)
 - **Consommation responsable** : conduit le consommateur, après s'être interrogé sur la pertinence/ nécessité d'acheter, à effectuer son choix en prenant en compte les impacts environnementaux à toutes les étapes du cycle de vie du produit (biens ou service).
 - **Allongement de la durée d'usage** : encourage le consommateur à avoir recours à la réparation, au don ou à l'achat/vente d'occasion dans le cadre du réemploi ou de la réutilisation.
- La gestion des déchets après récupération et transformation pour les réintroduire dans un cycle de production, et ainsi fermer la boucle
 - **Recyclage** : transforme les déchets en matières réutilisables.

L'économie circulaire intervient donc sur l'ensemble du cycle de vie de la matière, avec pour objectif d'augmenter l'efficacité de l'utilisation des ressources et de leurs modalités de circulation. Elle impacte ainsi directement la compétitivité des entreprises, leurs modèles d'affaires, la création d'emploi et la vulnérabilité du système économique territorial, face aux fluctuations des marchés de matières premières.

La loi NOTRe a prévu que le PPGD comporte un « Plan d'Action en faveur de l'Economie Circulaire » (PAEC) afin de positionner l'économie circulaire un objectif principal des politiques publiques. Ainsi, le PAEC suit les objectifs du PPGDM en matière de prévention, de recyclage et de valorisation des déchets.

En plus de ces documents réglementaires et de planification, le gouvernement a publié le 6 février 2018, la Feuille de Route Economie Circulaire (FREC) qui fixe les objectifs de l'état en matière d'économie circulaire. Par rapport à la réduction des déchets, deux objectifs sont à retenir :

- réduire la consommation de ressources liée à la consommation française : réduire de 30 % la consommation de ressources par rapport au PIB d'ici à 2030 par rapport à 2010,
- réduire de 50 % les quantités de déchets non dangereux mis en décharge en 2025 par rapport à 2010,
- Tendre vers 100 % de plastiques recyclés en 2025,

CHAPITRE XV : PLAN D'ACTION EN FAVEUR DE L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE

- Réduire les émissions de gaz à effet de serre : économiser l'émission de 8 millions de tonnes de CO2 supplémentaires chaque année grâce au recyclage du plastique,
- Créer jusqu'à 300 000 emplois supplémentaires, y compris dans des métiers nouveaux.

Le PAEC a été construit dans le respect de cette feuille de route qui devrait être traduite réglementairement par une loi dans les années à venir.

1. APPROCHE METHODOLOGIQUE

L'ADEME, la CTM et la Préfecture de la Martinique portent une démarche commune de déploiement de l'économie circulaire. Sur la base d'un état des lieux, d'une analyse prospective des secteurs selon leurs chaînes de valeur et des dispositifs de soutiens, une feuille de route a été élaborée. Cette feuille de route, en annexe, a servi de base pour la structure du futur Plan d'Action en faveur de l'Economie Circulaire (PAEC) et elle a pour objectif de structurer la Stratégie Economie Circulaire de la Martinique en cours d'élaboration.

En complément de cette feuille de route, les ateliers de concertation menés dans le cadre de l'élaboration du PPGDM permis, d'aborder des thèmes en liens avec l'économie circulaire :

Le PAEC pourra par la suite s'enrichir d'une approche commune avec les autres politiques territoriales. Cette réflexion pourra être étendue à l'ensemble des parties prenantes autour des enjeux de l'économie circulaire et permettrait une mise en cohérence des initiatives, des interventions existantes sur le territoire et des acteurs. Cette étape nécessite une gouvernance adaptée, un travail collaboratif sur des enjeux et donc des objectifs partagés. Cet enjeu prioritaire est repris dans le plan d'action du PAEC dans l'objectif 1.

2. PLAN D'ACTION ECONOMIE CIRCULAIRE

L'étude de diagnostic prospectif et proposition de feuille de route relatifs au développement de l'économie circulaire en Martinique, identifie 4 axes thématiques

- Axe A : Piloter la stratégie globale d'économie circulaire en Martinique,
- Axe B : Compléter les connaissances,
- Axe C : Mobiliser et motiver les acteurs,
- Axe D : Accompagner et soutenir les territoires, leurs acteurs, leurs filières.

2.1 AXE A : PILOTER LA STRATEGIE GLOBALE D'ECONOMIE CIRCULAIRE EN MARTINIQUE

L'objectif de la stratégie d'économie circulaire est très ambitieux : il s'agit de transformer le modèle économique à l'échelle de la Martinique. La CTM, seule, ne dispose pas aujourd'hui de tous les moyens ni de toutes les compétences pour transformer l'économie territoriale. La définition et le pilotage de la stratégie d'économie circulaire doit donc associer d'autres acteurs locaux, la CTM ayant une fonction première de gouvernance et d'animation territoriale.

CHAPITRE XV : PLAN D'ACTION EN FAVEUR DE L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE

2.1.1 OBJECTIF 1 : PILOTER LA STRATEGIE TERRITORIALE D'ÉCONOMIE CIRCULAIRE

○ Créer un comité de pilotage pérenne

L'objectif est de créer un comité de pilotage (ou comité partenarial) qui soit établi de manière pérenne. Il aura pour but de rassembler les responsables et acteurs clés de l'économie circulaire en incluant au moins la direction du développement durable et du développement économique de la CTM, des élus référents, le chargé de mission économie circulaire, l'ADEME, la préfecture, les services de l'Etat (DEAL, DIECCTE, Douanes, ...) et les EPCI. Son rôle est de porter politiquement la démarche d'élaboration et de mise en œuvre de la stratégie d'économie circulaire, tout en jouant un rôle de validation. L'appropriation du sujet par la CTM est donc primordiale.

Ce comité de pilotage aura vocation à se réunir entre 2 et 4 fois par an.

○ Mettre en place des indicateurs de suivi permettant d'observer l'évolution de l'économie circulaire sur le territoire

Le PAEC prévoit un suivi de 10 indicateurs :

- La consommation intérieure de matières par habitant,
- La productivité matière,
- Le nombre de projets d'écologie industrielle et territoriale,
- Fréquence de covoiturage,
- Nombre d'actions liées à la lutte contre le gaspillage alimentaire,
- Dépenses des ménages consacrées à l'entretien et la réparation des produits,
- Evolution des tonnages de déchets mis en décharge/mis en incinération,
- Emplois de l'économie circulaire,
- Emissions de GES évitées liées au recyclage matière et organique,
- Consommation énergétique évitée liée au recyclage.

Cette action pourra s'appuyer sur l'Observatoire des Déchets de Martinique créé pour le suivi du Plan Déchets. Certains indicateurs sont communs entre les deux démarches :

- gaspillage alimentaire,
- évolution des tonnages de déchets mis en décharges ou en incinération,
- émissions de GES évitées liées au recyclage matière et organique,
- consommation énergétique évitée liée au recyclage.

○ Organiser un événement annuel sur l'économie circulaire

Cet évènement annuel doit permettre de mobiliser de manière élargie l'ensemble des acteurs liés à l'économie circulaire, le grand public ou toute personne liée à l'économie circulaire (des plus novices aux plus experts), dans une dynamique de partage de connaissances, d'expériences et d'échanges de bonnes pratiques et de réflexions communes.

La tenue de cet événement sera aussi une bonne opportunité pour mettre en avant les initiatives exemplaires en les récompensant via une remise de trophées qui fera suite à un concours préalablement lancé chaque année.

Il est recommandé de tenir cet évènement dans un lieu qui fait sens au regard de la thématique abordée : ressourceries, locaux d'une association, etc...

CHAPITRE XV : PLAN D'ACTION EN FAVEUR DE L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE

○ Créer un centre de ressource régional sur l'économie circulaire

L'objectif de cette action est d'offrir à tous les acteurs du territoire (entreprises, associations, citoyens, ...) un lieu accessible gratuitement permettant de s'informer sur le sujet de l'économie circulaire.

Un poste d'animateur, financé par l'ADEME fera vivre ce centre en organisant par exemple des conférences, ateliers, petits déjeuners, débats sur des thématiques en lien avec l'économie circulaire. Ce centre servira aussi de plateforme (possiblement dématérialisée) pour recenser les différents projets et dispositifs de soutiens existants et permettra ainsi le partage et la diffusion des connaissances.

Il apparaît judicieux de déployer ce centre au sein d'un organe déjà existant et dont les compétences permettent son déploiement (ex : la CCI).

2.1.2 OBJECTIF 2 : ADAPTER LES INSTRUMENTS POLITIQUES EXISTANTS ET EN CREER DE NOUVEAUX

Au niveau de l'économie circulaire, insuffler des modifications sur le territoire nécessite sa prise en compte dans les documents réglementaires de planification.

A ce titre, le présent PPGDM est un document clé pour permettre la mise en œuvre d'une économie circulaire sur la Martinique.

○ Intégrer l'économie circulaire dans les documents de planification et les démarches locales

En conformité avec cette action le PPGDM intègre l'Economie circulaire au travers des objectifs de prévention et valorisation qui ont été retenus

Au-delà de la seule thématique déchets, les autres documents de planification, et notamment le PADDMA en cours d'élaboration devront intégrer l'économie circulaire comme une priorité.

○ Etudier de nouvelles possibilités d'import/export de déchets

Une étude des opportunités réglementaires permettant l'import et l'export de déchets vers des pays de l'UE ou non (dans la zone caribéenne) en vue de leur valorisation devra être réalisée. Il s'agit de tendre vers une exploitation plus efficace et une amélioration des rendements des équipements déjà existants. Un travail de recensement des études déjà menées et un état des lieux des différentes filières seront un préalable nécessaire. Il serait pertinent de mutualiser cette étude avec d'autres DROM – COM (Guyane et Guadeloupe notamment) afin d'y apporter une dimension régionale et pousser la réflexion à un niveau plus global jusqu'à celui des outre-mer.

Le PPGDM priorise la gestion de proximité des déchets dans les limites de faisabilité technico-économique.

○ Agir sur la fiscalité

Un groupe de travail devra être mis en place avec pour mission de développer une fiscalité incitative pour favoriser les importations en phase avec les enjeux de l'économie circulaire.

Cette action vient en complément de celle retenue par PPGDM visant à développer la mise en œuvre de la tarification incitative via, dans un premier temps, des études de faisabilité.

○ Favoriser la rénovation des bâtiments publics et privés.

Inciter à la rénovation et la réutilisation des bâtiments publics plutôt que la construction de nouveaux bâtiments (en intégrant la conformité au risques sismiques à la réflexion) en :

- intégrant des clauses de rénovation dans la commande publique (pour les bâtiments publics),
- intégrant la rénovation au programme d'Aménagement et de Développement Durable,
- mettant en place des crédits d'impôts (pour les bâtiments/constructions privées).

CHAPITRE XV : PLAN D'ACTION EN FAVEUR DE L'ECONOMIE CIRCULAIRE

Pour les bâtiments privés, travailler à l'assouplissement des règles liées à l'indivision permettrait de lever certains blocages de partage, d'héritage et d'indivision sur des bâtiments laissés à l'abandon.

○ Proposer de nouveaux dispositifs de soutien

De nouveaux dispositifs de soutien sont à proposer quant :

- à l'accompagnement au développement de filières de valorisation de la biomasse locale,
- à l'écoconception de produits en Martinique,
- au développement de l'écologie industrielle, notamment pour mener des études de diagnostics et de potentiel de développement.

2.1.3 OBJECTIF 3 : AGIR DE MANIERE EXEMPLAIRE

○ Conditionner les aides à des critères liés à l'économie circulaire

Le PAEC préconise la définition de critères, de seuils minimaux à respecter voire de garanties à apporter, qui pourraient être intégrés aux dossiers de demandes d'aides et de subventions publiques, afin de systématiser l'éco-conditionnalité des aides.

○ Introduire l'économie circulaire dans les appels d'offre publics

Il s'agit de définir des critères pertinents pour favoriser dans les appels d'offres publics le réemploi, la réutilisation des matériaux de construction et l'utilisation de matières premières de recyclage, l'utilisation de matériaux éco-conçus ou encore, dans un autre registre, l'utilisation d'aliments issus de l'agriculture biologique ou raisonnée, ou l'utilisation de broyat de verre en sous couche routière.

L'ensemble doit être construit entre les directions achats, juridique et environnement afin de saisir les tenants et aboutissants d'ordre technique, mais aussi juridique. La CTM peut lancer une expérimentation à ce sujet.

Cette action est cohérente avec l'objectif du PPGDM de promouvoir l'économie circulaire dans la commande publique, notamment dans les chantiers.

○ Renforcer l'équipement du service public en voiture électrique

A ce jour il existe une flotte de véhicules électriques dans le service public qui mériterait d'être davantage développée.

En parallèle du développement de la voiture électrique en Martinique, il est nécessaire de développer le réseau de recharge solaire sur le territoire (avec, par exemple, la mise en place de panneaux solaires sur les toits des parkings ou les toitures de bâtiment à proximité des parkings).

○ Faire naître des éco quartiers

Des territoires pertinents pour la création d'Eco-quartiers doivent être identifiés. Ces aménagements urbains respectant les principes du développement durable doivent aussi s'adapter aux caractéristiques du territoire. Pour promouvoir ce type d'aménagement, l'Etat a lancé dès 2008, la démarche Eco quartiers qui s'est concrétisée en décembre 2012 par la création du label national Eco quartiers. Cette démarche concerne tous les types de projets neufs ou de renouvellement urbain, rénovation de quartiers sensibles, opérations dans de grandes agglomérations ou dans des contextes périurbains et ruraux, en France métropolitaine comme à l'Outre-mer. Il est donc pertinent de s'appuyer sur cette démarche et ce label pour développer un ou plusieurs Eco-quartiers en Martinique comme c'est le cas actuellement pour l'Eco-quartier Bon Air situé à Fort-de-France qui sera livré dans sa totalité en 2022.

○ Harmoniser les systèmes de tri et de collecte des ordures ménagères

CHAPITRE XV : PLAN D'ACTION EN FAVEUR DE L'ECONOMIE CIRCULAIRE

L'harmonisation des couleurs des bacs et des consignes de tri sur l'ensemble du territoire de la Martinique et avec l'Hexagone est une condition primordiale à la bonne compréhension et assimilation de la consigne de tri par les habitants. Ceci entraînera une simplification des pratiques et encouragera les citoyens à trier davantage et réduirait les erreurs de tri et donc aussi les coûts associés en centre de tri. Cela pourra se faire au fur et à mesure du renouvellement des marchés de gestion des déchets au sein des EPCI.

A ce titre, le PPGDM prévoit une harmonisation des consignes de tri sur les collectivités à compétence collecte de la Martinique lors de l'extension des consignes de tri des emballages ménagers.

○ Développer l'offre de tri dans les espaces et bâtiments recevant du public

Des bornes de tri devront être mises en place dans les espaces publics et les espaces privés (distributeurs, ...) très fréquentés par la population afin de renforcer la sensibilisation au geste de tri et son ancrage dans le quotidien des habitants, à la maison et hors foyer.

Le PPGDM recommande également une densification des points de collecte d'apport volontaire.

○ Systématiser le tri à la source dans les services publics

Le tri des papiers/cartons et emballages à la source devra être systématisé dans l'ensemble des administrations et institutions publiques (et ce même lorsque le nombre d'employés n'entraîne pas une application de la réglementation relative au décret 5 flux) et notamment au travers de partenariats avec des entreprises locales (entreprises adaptées, d'insertion, ...). Ceci impactera aussi de manière positive les taux de recyclage de ces matières. Pour cela, il sera pertinent de se baser sur la démarche globale d'éco-exemplarité structurée dans le cadre des plans ministériels « administration exemplaire » (PAE) ou équivalent. On y retrouve notamment les obligations de la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte qui s'imposent aux administrations en matière de prévention et de gestion des déchets.

○ Lutter contre le gaspillage alimentaire

• Prévention en milieu scolaire

Les actions de lutte contre le gaspillage alimentaire doivent être poursuivies voire renforcées dans les établissements scolaires de l'île. La mise en place, lorsque cela est possible d'un plan de valorisation des biodéchets in situ (compost par exemple) est idéale en vue d'aller jusqu'au bout de la démarche pédagogique (par exemple en s'associant avec un jardin partagé),

• Prévention auprès des gros producteurs (IAA, restauration collective)

Au-delà de la réglementation imposant l'obligation de tri à la source des biodéchets par les gros producteurs (article L541-21-1 du code de l'environnement), le PAEC et le PPDGM prévoient d'intégrer ces gros producteurs de biodéchets dans les campagnes de sensibilisation afin de les impliquer sur le sujet.

2.2 AXE B : AMELIORER LES CONNAISSANCES

Les enjeux de ce second axe du PAEC sont les suivants :

- mieux connaître son territoire et ses spécificités que ce soit en termes de ressources et de besoins pour tendre vers une plus grande autonomie et une gestion pérenne des ressources et des matières premières territoriales,
- s'appuyer sur les expertises en lien avec les filières, ressources, matériaux locaux et les aider à se développer.

CHAPITRE XV : PLAN D'ACTION EN FAVEUR DE L'ECONOMIE CIRCULAIRE

2.2.1 OBJECTIF 1 : AFFINER LES CONNAISSANCES ET FAVORISER LA DIFFUSION DE BONNES PRATIQUES

○ Favoriser le réemploi dans le secteur du BTP

Il s'agit de mettre en place les conditions nécessaires au réemploi dans le bâtiment et les travaux publics.

Les ateliers de concertation du PPGDM ont mis en exergue le besoin d'améliorer la connaissance sur les gisements et les pratiques du secteur du BTP ainsi que d'augmenter la formation et l'information des professionnels.

Aussi, le PAEC et le PPGDM prévoient de :

- sensibiliser et former les maîtres d'ouvrage, les maîtres d'œuvre et les entreprises,
- favoriser les matériaux réemployés et les matériaux locaux dans la commande publique,
- créer un guide régional des matériaux recyclés (identification des caractéristiques basées sur des tests labo, utilisations possibles),
- communiquer sur les retours d'expériences,
- mettre en place dans les marchés publics des critères favorisant l'utilisation des déchets des chantiers du BTP en remblaiement et la gestion responsable de ces déchets, avec contrôles des prestataires,
- déployer la reprise des matériaux de la construction par les distributeurs,
- la prise en compte dans la RT (Réglementation thermique) des enjeux locaux et les déchets générés par les bâtiments en fin de vie,
- les possibilités d'innovations dans la commande publique (autorisation de variantes libres proposées par les entreprises dans les marchés publics),
- le lancement d'appels à projet pour tester les matériaux recyclés,
- le développement des chantiers verts et de lots spécifiques déchets (chantiers exemplaires).

En parallèle, l'Observatoire des Déchets devra améliorer la connaissance des flux et des quantités de déchets issus des chantiers du BTP.

○ Mener une étude sur l'écoconception dans le secteur du BTP

Le PAEC prévoit une étude sur l'écoconception des matériaux de construction en considérant les spécificités climatiques, géologiques et topographiques caractéristiques de la zone tropicale et prévoyant des analyses de cycle de vie précises sur les différents matériaux locaux, biosourcés ou importés permettant de faire des choix notamment en termes d'impacts environnementaux des matériaux.

○ Etudier la mise en place de nouvelles filières de valorisation des déchets

Une évaluation devra être menée sur le potentiel de valorisation matière et énergétique de certains déchets n'ayant pas de filière de traitement actuellement, que ce soit sur le territoire ou en coopération avec d'autres territoires comme la Guadeloupe ou la Guyane (voire le reste de la Caraïbe, où il y faudra néanmoins intégrer les contraintes liées à la réglementation sur le transport de déchets).

Le PPGDM et le PAEC prévoient un renforcement de la valorisation énergétique des déchets.

Des coopérations inter-DOM sur certains flux de déchets (DEEE, MNU, plastiques) sont déjà en place et doivent servir de base à d'autres coopérations.

CHAPITRE XV : PLAN D'ACTION EN FAVEUR DE L'ECONOMIE CIRCULAIRE

○ Réaliser un état des lieux sur la reprise et la prise en charge des déchets

Un état des lieux est à réaliser sur la reprise (DEEE, déchets issus du BTP...) et la prise en charge (deux flux ont des déchets (VHU, emballages en grande surface, ...) en pointant les problématiques rencontrées sur ces différentes filières pour faire émerger ensuite des solutions.

Un premier diagnostic réalisé dans le cadre du PPGDM a permis d'effectuer un état de lieux de la gestion des déchets qui a identifié les problématiques du territoire.

Les travaux menés au travers de la Plateforme REP Caraïbes et les concertations en cours avec les professionnels devraient permettre d'affiner cet état des lieux et d'apporter un certain nombre de solutions.

○ Favoriser l'installation de panneaux solaires photovoltaïques et/ou chauffe-eau solaires

Lors de la révision de la Réglementation Thermique de Martinique, une étude de faisabilité serait à lancer sur la mise en place d'une obligation d'installations de panneaux solaires photovoltaïques lors de la rénovation de bâtiments ou de la construction de nouveaux bâtiments.

○ Développer les modes non routiers pour le transport intérieur de marchandises

Le PAEC prévoit d'étudier la faisabilité (ainsi que la pertinence économique et environnementale) du transport de marchandises (notamment lié à la production en provenance des carrières) par la mer pour désengorger le réseau routier, tout particulièrement sur la liaison Fort de France - Trois îlets notamment mais aussi Fort-de-France vers St Pierre, Fort de France vers Marin, autres, ...

○ Cartographier le foncier disponible

Dans un contexte de disponibilité foncière très limitée, une cartographie du foncier disponible sur le territoire (friches agricoles, friches industrielles, ...) sera réalisée afin de mettre en lumière les lots et les superficies associées qui pourraient faire l'objet d'une restauration ou d'une revalorisation.

Cette cartographie intégrera une dimension environnementale permettant de mettre en avant la préservation des espèces animales et végétales, du sol, des forêts, des eaux marines, terrestres et souterraines, des mangroves, étangs, marais et autres zones humides de la Martinique. Cette cartographie permettra d'identifier dans les zones rurales les possibilités de développer l'agriculture locale ou la création d'éco-villages.

○ Mieux appréhender les besoins potentiels en matériaux biosourcés

Le PAEC prévoit d'approfondir les connaissances sur le potentiel local en matériaux biosourcés (bois, paille, lin, etc.) et de le mettre en parallèle avec les besoins locaux en :

- étudiant les besoins en matériaux biosourcés selon les filières,
- étudiant la possibilité de développer une filière d'utilisation du bois issus des chantiers du bâtiment à des fins de valorisation matière ou énergétique,
- étudiant le potentiel de développement de la construction / rénovation avec des matériaux biosourcés.

2.2.2 OBJECTIF 2 : INVESTIR DES SUJETS DE NICHE ET EXPLORER DES POTENTIELS DE DEVELOPPEMENT

○ Développer l'économie de la fonctionnalité

Il s'agit :

- D'imaginer des aides publiques orientées vers l'usage,
- De mettre en place un club sur l'économie de la fonctionnalité,

CHAPITRE XV : PLAN D'ACTION EN FAVEUR DE L'ECONOMIE CIRCULAIRE

- D'intégrer l'économie de fonctionnalité dans la commande publique,
- De créer des événements de type « hackathon ». Ce type d'événement doit permettre non seulement de créer une émulation autour de l'économie de fonctionnalité mais il vise aussi à regrouper des personnes d'horizons divers en vue de rassembler les connaissances et compétences permettant de faire naître des nouvelles idées de business model. Créer des partenariats entre les organismes de recherches, d'accompagnement et les étudiants permettra l'approfondissement des projets qui auront vu le jour lors des brainstormings réalisés pendant ces événements.

○ Développer l'économie industrielle et territoriale

La mise en œuvre de cette action passe par :

- L'identification de zones propices à la mise en place de l'écologie industrielle et/ou faire émerger des zones d'activités en déclin en y intégrant comme principe de base l'EIT territoriale (via un AAP par exemple),
- La coordination des actions à lancer avec tous les acteurs intéressés et l'animation durable d'une démarche d'EIT sur le territoire,
- La création d'une base de données territoriale des flux et mettre à disposition des acteurs économiques et des collectivités un outil de quantification et de géolocalisation des flux de ressources,
- L'identification de nouveaux modèles de financement pour développer les démarches d'EIT, et mobiliser les parties prenantes (livrets citoyens fléchés, financement participatif sur des sujets impliquant les riverains, du tiers financement).

○ Mettre en place une alimentation animale durable basée sur la valorisation des coproduits agricoles

Le PAEC prévoit de favoriser la valorisation des coproduits d'origine agricole ou agro-industrielle via la filière alimentation animale et notamment auprès des élevages bovins. Par exemple, les écarts de triage qui concernent les fruits et légumes non compatibles avec les cahiers des charges des circuits de commercialisation en alimentation humaine et qui ne peuvent pas faire l'objet d'un processus de transformation leur permettant d'être valorisés sous une autre forme (compote, restauration collective, ...) doivent être destinés à l'alimentation animale. Cette filière de valorisation des coproduits est une filière noble qui permet d'éviter de nombreux impacts environnementaux si toutefois les distances parcourues entre les zones sources de coproduits et les fermes d'élevage restent raisonnables. Ce qui, vu la taille du territoire, reste cohérent en Martinique.

○ Structurer la filière de démantèlement de Bateaux de Plaisance Hors d'Usage (BPHU)

La filière REP des BPHU doit démarrer très prochainement. Néanmoins, il est important d'anticiper la structuration et le déploiement de la filière sur le terrain en :

- identifiant les quelques acteurs potentiels de la collecte et (le cas échéant) du traitement des BPHU,
- étudiant les mutualisations possibles avec les îles voisines (Guadeloupe notamment),
- organisant les premiers points de collecte, notamment avec les acteurs portuaires et les bases nautiques. En effet, l'enjeu est bien de regrouper les BPHU (notamment de petite taille) dans des points de collecte stratégiquement placés, pour réduire les coûts de transport (qui représentent la majorité des coûts de la fin de vie),
- incitant les centres de traitement VHU agréés à obtenir l'agrément des BPHU.

La CTM et l'ADEME ont choisi de lancer une étude à ce sujet fin 2018.

CHAPITRE XV : PLAN D'ACTION EN FAVEUR DE L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE

2.3 AXE C : MOBILISER ET MOTIVER LES ACTEURS

Les enjeux du troisième axe du PAEC sont les suivants :

- Faciliter et permettre les échanges d'informations, de matières, d'énergies et de services entre les acteurs économiques locaux ;
- Fédérer les acteurs autour d'une vision commune et partagée et favoriser les synergies entre actions citoyennes et collectives, les initiatives des collectivités et les projets d'entreprises ;
- Susciter de l'engouement et une dynamique collective sur le sujet de l'économie circulaire.

2.3.1 OBJECTIF 1 : COMMUNIQUER SUR LES INITIATIVES EXISTANTES

○ Communiquer sur les projets exemplaires existants

Communiquer sur les projets existants en vue à la fois de sensibiliser, informer et inspirer à travers des supports de communication adaptés.

Cette action est cohérente avec la priorisation de la communication telle que retenue par le PPDM.

○ Créer un « annuaire » du réemploi et de la réparation

Constituer un annuaire des structures œuvrant dans le secteur du réemploi et de la réparation le plus exhaustif possible en se basant sur les travaux existants et en cours.

2.3.2 OBJECTIF 2 : SENSIBILISER LES PARTIES PRENANTES

○ Promouvoir l'économie circulaire auprès du grand public

Cette promotion peut se faire au travers de différents canaux et supports :

- un événement annuel mettant une thématique à l'honneur chaque année,
- un kit de communication sur l'économie circulaire, spots Tv, etc...

○ Sensibiliser les étudiants et les scolaires

Un programme de sensibilisation et d'information sera développé à destination des scolaires et étudiants sur les enjeux de l'économie circulaire en l'intégrant aux programmes scolaires existants en coopération avec les équipes éducatives et de manière uniforme sur l'ensemble du territoire. Ce programme pourra être formalisé par la vulgarisation du concept d'économie circulaire au sein des matières les plus propices (sciences de la vie et de la terre, géographie, éducation civique) mais aussi via des interventions de professionnels sur le sujet, l'animation d'événements de communication ponctuels au sein des établissements (sur le même modèle que ce qui existe aujourd'hui avec les ambassadeurs du tri) ou des visites de site emblématique (centre de tri, ressourceries, plateforme de compostage,...), qui permettront de découvrir le devenir d'un déchet afin de mieux les sensibiliser au tri. Ce programme pourra intégrer des activités ludiques avec le développement d'un outil type la mallette de l'économie circulaire comprenant des jeux pédagogiques.

○ Accompagner les entreprises et particulièrement les structures du BTP

Le PAEC prévoit d'aider les entreprises à mieux comprendre et intégrer les principes de l'économie circulaire dans leurs stratégies et à former leurs collaborateurs.

Pour les entreprises du secteur du BTP, étendre la charte « Chantier vert » au territoire martiniquais. La charte chantier vert, dédiée aux professionnels du BTP, intègre une gestion des nuisances environnementales que le chantier engendre par ses différentes activités : bruit, salissures, circulations, stationnements, gestion des déchets, limitation des pollutions.

CHAPITRE XV : PLAN D'ACTION EN FAVEUR DE L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE

La commande publique est un levier important pour susciter l'offre avec l'intégration de des critères sur le recyclage de débris de chantier ou l'utilisation des débris de verre pour la construction des routes.

2.4 AXE D : ACCOMPAGNER ET SOUTENIR LES TERRITOIRES, LEURS ACTEURS, LEURS FILIERES.

Les enjeux de ce dernier axe du PAEC sont les suivants :

- Renforcer l'engagement des filières économiques de la Martinique dans des démarches d'économie circulaire ;
- Favoriser les acteurs à engager des démarches d'économie circulaire en offrant des conditions préférentielles.

2.4.1 OBJECTIF 1 : FORMER LES ACTEURS

○ Réaliser une « boîte à outils » pour les agriculteurs et d'autres professionnels

La PAEC prévoit de réaliser et mettre à disposition des agriculteurs une boîte à outils réunissant un ensemble de fiches techniques et de témoignages sur des problématiques telles que l'économie d'intrants ou la réduction et la valorisation des déchets. Il s'agit d'accompagner les agriculteurs vers une modification de leurs pratiques agricoles pour aller vers des pratiques plus économes et respectueuses de l'environnement. Des boîtes à outils sont également à prévoir pour d'autres secteurs d'activités.

○ Soutenir les acteurs du réemploi et de la réparation

Le PAEC prévoit d'apporter aux acteurs du réemploi et de la réparation des outils pour monter en compétences et les accompagner dans la mise en place de filières qui soient adaptées aux problématiques et aux besoins de la Martinique.

○ Mettre en place une formation à l'écoconstruction

Il s'agit de mettre en avant la prise en compte de l'impact environnemental de la construction (qu'il s'agisse de construction nouvelle, restauration, rénovation ou réhabilitation d'un bâtiment) à chaque étape de la construction mais aussi dans son utilisation future (consommation d'énergie, rejet des divers flux : eau, déchets...). Le but est par exemple, de tendre vers la neutralité ou positivité énergétique des bâtiments, via la réduction de la consommation d'énergie (améliorer la climatisation, la ventilation) ou l'utilisation de l'énergie renouvelable disponible sur le territoire (solaire notamment).

Cette action est reprise dans les objectifs de formation des acteurs des chantiers des BTP dans le chapitre X du PPGDM.

2.4.2 OBJECTIF 2 : RENFORCER LA CREATION DE VALEUR AJOUTEE SUR LE TERRITOIRE SELON L'APPROCHE ECONOMIE CIRCULAIRE

○ Optimiser les services de collecte et de traitement de l'ensemble des filières REP

La mutualisation des actions des éco-organismes en matière de collecte et de traitement doit être encouragée.

La création de plateforme inter-acteurs permettant le partage d'expérience, l'échange d'information, la veille innovation et technique, la capitalisation semble pertinente et a été mise en place.

○ Créer les labels pour l'économie circulaire

CHAPITRE XV : PLAN D'ACTION EN FAVEUR DE L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE

En complément des labels environnementaux existants (NF Environnement en France, l'écolabel européen...), des labels locaux pourraient être créés afin d'orienter les consommateurs vers les « bons produits » (ex : label « écoconception locale » ou encore des labels sur les produits de seconde main garantissant leurs qualités sont à développer).

○ Optimiser la logistique de transport

Le PAEC souhaite développer le co-transport et réduire voire supprimer les retours à vide des camions. Identifier les potentialités de logistique inverse sur les flux de marchandises les plus importants (que ce soit au sein d'un même transporteur ou parmi des flottes de véhicules appartenant à différentes entreprises).

○ Réduire la consommation d'emballages dans la distribution

De nouveaux modes de conditionnement ou de vente sont à favoriser par exemple, en :

- développant la vente en vrac,
- accepter les contenants en substitution des emballages,
- utiliser des emballages biodégradables,
- expérimentant des dispositifs de consigne en commençant par celui du verre d'emballage.

A ce titre, le PPDGM prévoit de développer la consignation du verre d'emballage sur une partie des emballages en verre mis sur le marché par des industriels locaux.

○ Promouvoir des changements comportementaux en phase avec l'économie circulaire

Le PAEC prévoit de s'appuyer sur le développement du THD (Très Haut Débit) en faveur duquel la CTM s'est engagée et qui permettra, dès lors qu'il sera pleinement opérationnel, une connectivité accrue des infrastructures et des équipements publics et privés et favorisera alors des modifications de comportements en phase avec l'économie circulaire :

- développement du télétravail grâce à une meilleure connectivité (utilisation d'outils de téléconférences, de plateformes de réunion en ligne, ...). Ceci permettra de décongestionner le trafic en diminuant le nombre de trajets domicile-travail ainsi que les impacts environnementaux associés,
- développement d'une consommation collaborative plus performante grâce à une meilleure couverture numérique et l'accès à des applications collaboratives et/ou communautaires (covoiturage, don d'objets, échange de service, prêt d'appartements, information en temps réel sur le trafic routier, ...),
- expérimenter des nouveaux biens d'équipements et de consommations innovants, plus vertueux sur le plan environnemental (la démographie et le niveau de vie de la Martinique constitue un échantillon intéressant pour des multinationales souhaitant tester de nouveaux produits).

○ Améliorer le réseau de transport et favoriser les modes de transport doux

Le PAEC prévoit de

- fluidifier les connections sur les différents réseaux de transport (notamment pour les transports en commun),
- créer des parkings en périphérie des centres urbains reliés aux centres par des systèmes de navette pour désengorger les centres-villes et réduire l'autosolisme,

CHAPITRE XV : PLAN D'ACTION EN FAVEUR DE L'ECONOMIE CIRCULAIRE

- créer des voies dédiées aux modes de transport doux (création de pistes cyclables et de trottoirs).

○ Sensibiliser la distribution a des nouvelles pratiques

Le PAEC souhaite inciter les distributeurs à revoir les cahiers des charges afin d'éviter le triage avant-vente excluant les produits "hors calibres" ou "moches" des rayons.

○ Développer les collectes permettant le respect de la hiérarchie des modes de traitement

Il s'agit de sensibiliser et former le personnel en charge des collectes d'encombrants aux collectes dites « préservantes » (qui permettent d'exploiter et d'augmenter le potentiel de réemploi et réutilisation des biens collectés) notamment en partenariat avec les acteurs de l'ESS.

La mise en place de zones de dépôts de déchets réutilisables en déchetterie ou d'autres biais permettant de collecter ce qui est valorisable est aussi une solution à envisager.

2.4.3 OBJECTIF 3 : SOUTENIR LES INITIATIVES COLLECTIVES

○ Capter les gisements de déchets diffus du territoire

Le PAEC prévoit de développer des projets collaboratifs permettant de capter les gisements de déchets diffus du territoire comme, par exemple :

- les systèmes d'échanges/troc réalisés dans le cadre des bourses aux déchets entre professionnels et particuliers,
- la promotion/création de plateformes en ligne,
- l'organisation d'événements en partenariat avec les collectivités.

○ Favoriser la création de réseaux d'acteurs et leur animation

Le PAEC souhaite décloisonner les mondes industriels, de l'entreprise, associatif et académique en favorisant leur rencontre (autour d'événements par exemple) et en les incitant à travailler sur des sujets communs. Offrir une aide au financement d'une association, d'une coopérative ou de développement d'une tête de réseau permettra de les accompagner dans la création d'un réseau et son animation.

○ Favoriser la mutualisation de service entre les entreprises

Les entreprises sont incitées à se regrouper en vue de mutualiser des services tels que la restauration, les services de ménage, l'achat de fourniture ce qui permet une optimisation économique mais aussi environnementale.

○ Inciter au covoiturage et à l'autopartage pour les trajets domicile-travail

Le changement de comportements doit être encouragé:

- en rendant gratuit certains parkings pour ces usagers,
- en appuyant à la création d'outils de mise en relation (applications),
- en soutenant des initiatives de la sorte dans les plans de déplacements des entreprises et entre les entreprises du même bassin d'activités,
- en favorisant système du type Autolib'.

TABLE DES FIGURES

Figure 1 : Elaboration du Plan	18
Figure 2 : Synthèse de l'analyse AFOM de la gestion des déchets en Martinique.....	19
Figure 3 : Synthèse des scénarios étudiés.....	20
Figure 4 : Cartographie du périmètre géographique du Plan.....	22
Figure 5 : Production des déchets ménagers non inertes et non dangereux en 2016	25
Figure 6 : Ratio de collecte des Ordures Ménagères Résiduelles	26
Figure 7 : Ratio de collecte des biodéchets des ménages	26
Figure 8 : Ratio de collecte des recyclables secs hors verre.....	27
Figure 9 : Ratio de collecte du verre	28
Figure 10 : Ratio de collecte des déchets verts en porte à porte.....	28
Figure 11 : Ratio de collecte des déchets encombrants en porte à porte	29
Figure 12 : Tonnages collectés en déchèteries par matériaux.....	30
Figure 13 : Ratio de collecte en déchèteries	30
Figure 14 : Déchets des collectivités hors boues de STEP.....	31
Figure 15 : Gisement des DAE par type de producteur (établi à partir de ratios).....	34
Figure 16 : Composition des DAE hors secteurs BTP et Agriculture	35
Figure 17 : Estimation des autres gisements issus de l'agriculture	35
Figure 18 : Estimation des gisements de sous-produits animaux produits sur la Martinique.....	36
Figure 19 : Répartition par type de déchets inertes	38
Figure 20 : Les différents déchets dangereux.....	39
Figure 21 : Origine sectorielle des déchets dangereux	41
Figure 22 : Établissements gros producteurs soumis à déclaration – Source IREP 2015	42
Figure 23 : Typologie de déchets dangereux des gros producteurs.....	43
Figure 24 : Tableau des gisements et caractéristiques des sédiments - Etude du Conseil général de la Martinique, 2012	47
Figure 25 : définition de la prévention des déchets.....	48
Figure 26 : Prévention de la production de déchets en France, tableau de bord, bilan 2012, actualisation 2016 – Source ADEME	49
Figure 27 : Etat d'avancement des actions du PRDM Source : Rapport final du Plan de réduction des déchets pour la Martinique.....	51
Figure 28 : Etat d'avancement des actions du PLP de la CACEM Source : rapport annuel année 4 du PLP de la CACEM.....	52
Figure 29 : Etat d'avancement du PLP de la CAESM Source Rapport de l'année 2 du PLP de la CAESM	53
Figure 30 : Etat d'avancement du PLP de Cap Nord Martinique Source, rapport annuel PLP, année 4.....	54
Figure 31 : Bilan et objectifs réglementaires de prévention des DMA, en kg/an/hab.	56
Figure 32 : Modalités de collectes des OMr	57
Figure 33 : Organisation de la gestion des OMr en 2016	58
Figure 34 : Modalités de collectes des matériaux secs hors verre.....	59
Figure 35 : Organisation de la gestion des recyclables secs hors verre en 2016.....	59
Figure 36 : Modalités de collecte des emballages en Verre en 2016	60

Figure 37 : Modalités de collecte des déchets verts en PaP	60
Figure 38 : Modalités de collecte des déchets encombrants en PaP.....	61
Figure 39 : Organisation de la gestion des TLC en 2016.....	62
Figure 40 : Positionnement des déchèteries sur le territoire Martiniquais.....	63
Figure 41 : Modalités de collectes en déchèteries	64
Figure 42 : Exutoires des déchets collectés en déchèteries.....	65
Figure 43 : Collectivités organisatrices du service public d'assainissement au 1er janvier 2017 Source Observatoire de l'eau Martinique	67
Figure 44 : Les différentes filières REP - Source Site internet ADEME mis à jour le 16/06/2017	71
Figure 45 : Performances de collecte des déchets d'emballages en verre	72
Figure 46 : Performances de collecte des déchets d'emballages et de papiers en mélange	72
Figure 47 : Tonnages valorisés en sortie de centre de tri des emballages et papiers ménagers.....	73
Figure 48 : La part des filières de traitement des pneus usagés en 2015.....	79
Figure 49 : Positionnement des points de collecte des textiles Source Rapport annuel 2016 ACISE...	82
Figure 50 : Répartition des tonnages inclus dans les filières REP	89
Figure 51 : Entreprises agréées pour la gestion des déchets dangereux.....	91
Figure 52 : Lieux de traitement des déchets dangereux de la Martinique – source IREP 2015.....	91
Figure 53 : Les filières de traitement des déchets dangereux	93
Figure 54 : Les enjeux pouvant générer des déchets Source : Rapport sur la gestion des déchets post-inondation – CEPRI, 2012	95
Figure 55 : Principales installations de traitement des déchets sur la Martinique en 2016.....	97
Figure 56 : Caractéristique de la plateforme de recyclage des inertes	98
Figure 57 : Caractéristiques des carrières autorisées en remblaiement.....	99
Figure 58 : Caractéristiques de l'ISDI de Batimat Recyclage	100
Figure 59 : Caractéristiques du centre de tri de Ducos	101
Figure 60 : Caractéristiques de la plateforme de mise en balle des OMr	102
Figure 61: Caractéristiques de la plateforme de broyage du verre	102
Figure 62 : Caractéristiques de la plateforme de compactage des cartons	103
Figure 63 : Caractéristiques de l'installation de MétalDom	104
Figure 64 : Caractéristiques de l'UTMV de Dillon2.....	105
Figure 65 : Caractéristiques de la plateforme de broyage des déchets verts de Céron.....	106
Figure 66 : Caractéristiques du CVO	107
Figure 67 : Caractéristiques des installations de compostage hors CVO de la Martinique	108
Figure 68 : Caractéristiques de l'ISDND de Céron à Sainte Luce	109
Figure 69 : Récapitulatif des données de l'UIOM de Morne Dillon	110
Figure 70 : Recensement des installations de gestion des déchets dangereux	114
Figure 71 : Caractéristiques de l'ISDND de Petit Galion	116
Figure 72 : Répartition du gisement estimé de déchets par type.....	119
Figure 73 : Répartition du gisement constaté de déchets par type.....	120
Figure 74 : Synthèse des déchets recensés et estimés en 2016	121
Figure 75 : Flux des déchets non dangereux et non inertes répertoriés dans les installations en 2016	122
Figure 76 : déchets exportés hors de Martinique	123
Figure 77 : Destination des déchets exportés - source : étude CEREMA données 2015	123
Figure 78 : Evolution des objectifs chiffrés de prévention.....	124

Figure 79 : évolution des objectifs chiffrés de valorisation matière.....	126
Figure 80 : évolution des objectifs chiffrés de traitement des déchets résiduels.....	127
Figure 81 : Etat d'avancement de l'objectif de réduction des OMA du PDPGDND	128
Figure 82 : Etat d'avancement de l'objectif de collecte des biodéchets du PDPGDND	129
Figure 83 : Objectifs de valorisation des recyclables secs du PDPGDND	129
Figure 84 : Etat d'avancement de l'objectif de valorisation des recyclables secs du PDPGDND.....	129
Figure 85 : Etat d'avancement de l'objectif 4 du PDPGDND	130
Figure 86 : Synthèse des objectifs et l'état d'avancement de la valorisation des déchets occasionnels	130
Figure 87 : Synthèse des objectifs et l'état d'avancement de la valorisation des déchets des collectivités	131
Figure 88 : Synthèse des objectifs et l'état d'avancement de la valorisation des DAE du PDPGDND	132
Figure 89 : L'état de réalisation en 2016 des installations prévues dans le PDPGDND	132
Figure 90 : Objectifs et état d'avancement du Plan BTP	133
Figure 91 : Objectifs et état d'avancement du PREDIS.....	133
Figure 92 : Evolution de la population martiniquaise selon les scénarios du modèle OMPHALE de l'INSEE	135
Figure 93 : Evolution de la population martiniquaise retenue dans le Plan.....	135
Figure 94: Evolution du PIB en Martinique entre 2008 et 2015	136
Figure 95 : Evolution de la valeur ajoutée sur la Martinique entre 2008 et 2015	136
Figure 96 : Evolution annuelle du PIB et de la valeur ajoutée retenue dans le Plan à horizon 2025 et 2031.....	136
Figure 97 : Synthèse de l'évolution tendancielle des déchets.....	139
Figure 98 : Evolution de la production des déchets ménagers et assimilés avec prise en compte de la prévention	140
Figure 99 : Evolution des quantités de déchets des activités économiques à gérer avec prise en compte de la prévention des déchets.....	141
Figure 100 : Evolution de la quantité de déchets issus du traitement des eaux.....	141
Figure 101 : Evolution des quantités de déchets dangereux à gérer avec prise en compte de la prévention des déchets	142
Figure 102 : Bilan de l'évolution prospective avec prise en compte de la prévention des déchets.....	143
Figure 103 : Détail des quantités totales de déchets à gérer à horizon 2025 et 2031	144
Figure 104 : Synoptique des flux de déchets non dangereux et non inertes en 2025.....	145
Figure 105 : Synoptique des flux de déchets non dangereux et non inertes en 2031.....	146
Figure 106 : Performances prévisionnelles de la prévention dans le PPGDM	149
Figure 107 : Objectifs de valorisation des déchets non dangereux et non inertes du Plan.....	150
Figure 108 : Déclinaison des objectifs de valorisation des déchets non dangereux et non inertes	151
Figure 109 : Déclinaison des objectifs du Plan en présumant des modalités de transcription du PEC	151
Figure 110 : Synthèse des objectifs chiffrés de valorisation matière ou organique des déchets.....	152
Figure 111 : Objectifs de valorisation énergétique sur la Martinique	154
Figure 112 : Objectifs de valorisation des déchets du BTP.....	155
Figure 113 : Objectifs de quantités de déchets non dangereux et non inertes mis en stockage.....	159
Figure 114 : Objectifs de quantités de déchets municipaux mis en ISDND	160
Figure 115 : Evolution des quantités de déchets issus du traitement des eaux	192

Figure 116 : Synthèse cartographique des installations de collecte et de transfert prévues dans le Plan	202
Figure 117 : Synthèse cartographique des installations de tri, de préparation et de regroupement en vue d'une valorisation matière et de valorisation matière	204
Figure 118 : Synthèse cartographique des installations de regroupement et de préparation en vue d'une valorisation organique et de valorisation organique	207
Figure 119 : Synthèse cartographique des installations de valorisation énergétique, de regroupement et préparation en vue d'une valorisation énergétique ou d'élimination	209
Figure 120 : Répartition en poids des pertes et gaspillage aux différents stades de la chaîne (ADEME 2016)	221
Figure 121 : Objectifs du Plan en matière de biodéchets collectés	224
Figure 122 : Objectifs de tonnages pour les emballages en verre	231
Figure 123 : évolution prévue des tonnages d'emballages légers et de papier graphiques	232
Figure 124 : Objectifs de tonnages pour les emballages en verre	234
Figure 125 : Evolution des quantités de déchets de TLC prévue au Plan	237
Figure 126 : Objectif national d'évolution de la couverture de la population par la Tarification Incitative	238
Figure 127 : Etablissements martiniquais potentiellement concernés par l'article L541-10-9 du code de l'environnement	250
Figure 128 : La part des différents types de MTHU – source Etude de la Fin de Vie des moyens de Transport en France (Hors VHU), ADEME 2006	258
Figure 129 : Limitation de la capacité annuelle d'élimination par stockage des déchets non dangereux et non inertes	261
Figure 130 : Limitation de la capacité annuelle d'élimination par incinération des déchets non dangereux et non inertes	261
Figure 131 : Tableau synthétique d'exposition des communes de la Martinique aux risques naturels et technologiques en 2016 (SOeS, données GASPAR)	263
Figure 132 : Zonage sismique des territoires d'outre-mer (Ministère de l'environnement, 2011)	264
Figure 133 : Cartographie des aléas liés aux mouvements de terrain en Martinique (DDRM Martinique – données BRGM)	265
Figure 134 : Cartographie des zones inondables de la Martinique dans le cadre de l'évaluation préliminaire des risques d'inondation (DEAL, 2012)	266
Figure 135 : les communes concernées par les risques de tsunami et de submersion marine (Source : SIDPC 972 - octobre 2013, dans DDRM)	267
Figure 136 : Cartographie de l'aléa volcanique en Martinique (DDRM Martinique – données BRGM)	269
Figure 137 : Liste non exhaustive des déchets en fonction de la nature de la zone de production - Source Guide CEREMA	273
Figure 138 : Les 7 piliers de l'économie circulaire, Ademe	279

ANNEXES

- 1. GLOSSAIRE**
- 2. SYNTHÈSE DES POLITIQUES DE PREVENTION DES DECHETS EN MARTINIQUE, ADEME, NOVEMBRE 2018.**
- 3. MODALITES DE CALCUL DU TAUX DE VALORISATION DES DECHETS**
- 4. HYPOTHESES DE CALCUL DU TAUX DE RECYCLAGE**
- 5. DIAGNOSTIC PROSPECTIF ET PROPOSITION DE FEUILLE DE ROUTE RELATIFS AU DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE CIRCULAIRE EN MARTINIQUE, ADEME, SEPTEMBRE 2017**
- 6. COMPTES RENDUS DES ATELIERS DE CONCERTATION DU PPGDM**
- 7. FICHES ACTIONS PREVENTION**
- 8. ADDENDUM**
- 9. CONFORMITE A L'ARTICLE 28 DE LA DIRECTIVE 2008/98/CE DU PARLEMENT EUROPEEN ET DU CONSEIL**
- 10. EVALUATION DES ENJEUX ECONOMIQUES**



Collectivité
Territoriale
de **Martinique**

Novembre 2019



SOMMAIRE

1. CONTEXTE D'ELABORATION DU PLAN DE PREVENTION ET DE GESTION DES DECHETS DE MARTINIQUE.....	4
1.1 contexte juridique	4
1.2 Un Plan unique à l'échelle Martiniquaise	4
1.3 PROCEDURE D'ELABORATION DU PPGDM	4
1.3.1 Procédure	4
1.3.2 Modalités d'élaboration du Plan	5
1.3.3 la démarche de concertation	5
1.3.4 Historique de l'élaboration du Plan.....	6
2. LA PORTEE DU PLAN	7
2.1 L'opposabilité du Plan	7
2.2 Le périmètre géographique du Plan	7
2.3 les Déchets concernés par le Plan	8
3. LE CONTENU DU PLAN ET SES PRINCIPALES MESURES.....	9
3.1 La synthèse de l'inventaire des déchets.....	9
3.2 L'analyse prospective à 12 ans.....	10
3.3 Les principes généraux du Plan.....	11
3.4 Les objectifs du Plan	12
3.5 La justification des principales mesures du Plan	12
3.5.1 Sur la prévention des déchets	12
3.5.2 Sur la valorisation des déchets	13
3.5.3 Sur le traitement des déchets résiduels.....	13
3.6 Les principales mesures du Plan concernant les déchets non dangereux non inertes (DNDNI).....	14
3.6.1 Mesures pour la prévention des dndni.....	14
3.6.2 Mesures pour la valorisation des dndni	15
3.7 Les principales mesures du Plan concernant les déchets dangereux	16
3.7.1 Mesures pour la prévention des déchets dangereux.....	16
3.7.2 Mesures pour la valorisation des déchets dangereux.....	16
3.8 Les principales mesures du Plan concernant les déchets du BTP	17

3.8.1	Mesures pour la prévention des déchets du BTP	17
3.8.2	Mesures pour la valorisation des déchets du BTP.....	17
3.9	Les autres mesures du Plan concernant les déchets issus du traitement des eaux et du littoral	18
3.10	Les planifications spécifiques.....	18
3.11	Les principales mesures du Plan concernant la valorisation énergétique	19
3.12	Les principales mesures du Plan concernant la gestion des déchets résiduels	19
3.13	Les installations de gestion et de traitement des déchets qu'il apparaît nécessaire de créer, adapter ou fermer	20
3.13.1	INSTALLATIONS DE COLLECTE ET DE TRANSFERT.....	20
3.13.2	INSTALLATIONS DE TRI, PREPARATION ET REGROUPEMENT EN VUE D'UNE VALORISATION MATIERE, ET DE VALORISATION MATIERE.....	20
3.13.3	INSTALLATIONS DE REGROUPEMENT ET DE PREPARATION EN VUE D'UNE VALORISATION ORGANIQUE OU DE VALORISATION ORGANIQUE	21
3.13.4	INSTALLATIONS DE VALORISATION ENERGETIQUE, DE REGROUPEMENT EN VUE D'UNE ELIMINATION ET D'ENFOUISSEMENT	22
3.14	La gestion des déchets en situations exceptionnelles	23
3.15	Le plan d'action en faveur de l'économie circulaire (paec).....	24
4.	L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE	25
5.	UN PLAN, ET APRES ?	25
ANNEXE I :	COMPOSITION DE LA CCES.....	26
ANNEXE II :	SYNTHESE DES ATELIERS DE CONCERTATION	28
ANNEXE III :	SYNTHESE DES ACTIONS DE PREVENTION PREVUES ET A PREVOIR, ACTEURS CONCERNES ET CALENDRIER	32
ANNEXE IV :	SYNTHESE DES ACTIONS PREVUES ET A PREVOIR POUR L'ATTEINTE DES OBJECTIFS DE GESTION ET DE TRAITEMENT, ACTEURS CONCERNES ET CALENDRIER	35

1. CONTEXTE D'ELABORATION DU PLAN DE PREVENTION ET DE GESTION DES DECHETS DE MARTINIQUE

1.1 CONTEXTE JURIDIQUE

La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (loi NOTRe) transfère aux Régions la compétence de planification des déchets.

Conformément au cadre juridique en vigueur, la Collectivité Territoriale de la Martinique (CTM), reprenant les compétences de l'ex Région, a lancé l'élaboration du Plan Régional de Prévention et de Gestion des déchets (PRPGD), ci-après nommé « Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de Martinique », « PPGDM » ou « le Plan ».

1.2 UN PLAN UNIQUE A L'ECHELLE MARTINICAISE

Le Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de Martinique vient en remplacement des trois plans existants :

- Plan de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux (PPGDND),
- Plan Départemental de Gestion des Déchets du Bâtiment et des Travaux Publics (PDPGDBTP),
- Et le Plan Régional d'Élimination des Déchets Industriels Spéciaux (PREDIS), qui restent en vigueur jusqu'à l'adoption définitive du Plan.

Il a pour objectif de coordonner à l'échelle du territoire les actions entreprises par l'ensemble des parties prenantes concernées par la prévention et la gestion des déchets.

Il précise les objectifs de prévention, de recyclage et de valorisation à atteindre pour la Martinique ainsi que les actions, les services et les équipements à mettre en œuvre en conséquence.

Ce Plan comporte également un plan d'action en faveur de l'économie circulaire.

Le PPGDM sera intégré au Plan d'Aménagement et de Développement Durable de Martinique (PADDMA) qui constituera le cadre de référence, pour les politiques de développement et d'aménagement du territoire, en prenant en compte les enjeux et objectifs déterminants à l'échelle de la Martinique.

1.3 PROCEDURE D'ELABORATION DU PPGDM

1.3.1 PROCEDURE

La procédure d'élaboration du PPGDM comporte trois grandes phases :

- L'élaboration du projet de Plan en partenariat avec les acteurs, qui s'achève par l'avis de la Commission Consultative d'Élaboration et de Suivi (CCES) du Plan,
- Les consultations réglementaires des collectivités du territoire à compétence de collecte et traitement des déchets, de la Conférence Territoriale de l'Action Publique, de la Préfecture, des Régions limitrophes et de la Mission Régionale de l'Autorité environnementale (MRAE)
- Et l'enquête publique, lancée après arrêt du projet de plan par la CTM.

1.3.2 MODALITES D'ELABORATION DU PLAN

La CTM a choisi de co-construire ce Plan avec les acteurs de la gestion des déchets en Martinique dans le cadre d'une démarche de large concertation en s'appuyant notamment sur deux instances :

- le comité de pilotage technique regroupant les autorités organisatrices de la collecte et du traitement (EPCI collecte et traitement), les chambres consulaires (Chambre de Commerce et d'Industrie, Chambre d'Agriculture, Chambre des Métiers et de l'Artisanat), l'ADEME et les services de la Préfecture (DEAL, DAAF),
- la Commission Consultative d'Elaboration et de Suivi du Plan (CCES).

La CCES, sous présidence de la CTM, est composée des représentants de l'ensemble des acteurs concernés : collectivités locales, EPCI de collecte et de traitement, État, organisations professionnelles, établissements consulaires, éco-organismes, associations de protection de l'environnement et des consommateurs (liste des membres en annexe I).

Elle a pour missions d'accompagner la CTM dans l'élaboration et le suivi de la mise en œuvre du plan et d'émettre un avis sur le plan et tout projet de sa compétence.

1.3.3 LA DEMARCHE DE CONCERTATION

La concertation a été menée au travers des:

- 8 réunions du comité de pilotage tout au long de la procédure et qui a validé chaque étape.
- 6 ateliers de concertation thématiques (traitement des déchets résiduels, valorisation matière des déchets non dangereux et non inertes, prévention des déchets, gestion des déchets dangereux, valorisation organique déchets non dangereux et non inertes, gestion des déchets inertes) qui ont regroupés plus d'une 100° de participants.

Ces ateliers avaient pour objectifs de partager l'état des lieux et le diagnostic réalisés, discuter des problématiques et co-construire des scénarios via la définition d'actions à mettre en œuvre pour respecter les objectifs fixés dans le Plan. Ils ont permis à l'ensemble des partenaires concernés par la gestion des déchets de confronter ou conforter leurs points de vue, dans une démarche de concertation constructive. La synthèse des ateliers de concertation organisés est présenté en annexe II.

- 6 réunions des groupes de travail composés des membres de la CCES afin d'échanger sur les différents documents et propositions avant validation en CCES,
- 3 réunions de la CCES du Plan : présentation et validation de chaque étape clé,
- Des nombreux échanges et réunions avec les acteurs concernés par la prévention et la gestion des déchets sur le territoire :
 - Lors de la réalisation de l'état des lieux du PPGDM (associations, collectivités compétentes en matière de déchets, opérateurs des sphères publiques et privées dans le domaine des déchets, chambres consulaires et organismes institutionnels),
 - Dans le cadre des Assises de l'Outre-mer : ateliers de travail sur la thématique des déchets effectués entre novembre 2018 et février 2018, dont les conclusions répertoriées dans le Livre Bleu ont apporté de la matière à la réflexion du Plan,
 - Dans le cadre de la plateforme REP Outre-Mer (4 comités de pilotage tenus depuis 2018)
 - Lors de manifestations diverses où les étapes d'élaboration et les objectifs et mesures du Plan ont été présentées et discutées :
 - Forum QHSE (Qualité Hygiène Sécurité environnement) de la CCI (novembre 2017)
 - Colloque sur les déchets et l'économie circulaire en Outre-mer (décembre 2018)
 - Rencontres ADEME biodéchets Outre-mer (février 2019).

Le grand public a également été tenu régulièrement informé de la procédure d'élaboration du Plan, par les médias, réseaux sociaux et par la mise en ligne sur le site de la CTM d'éléments d'avancement à chaque étape de l'élaboration du PPGDM: <http://www.collectivitedemartinique.mq/gestion-des-dechets-suivez-les-etapes-de-lelaboration-du-plan-ppgd/>

Une adresse mail dédiée plandechetsmartinique@collectivitedemartinique.mq a été créée au démarrage de la procédure pour permettre au public de faire remonter suggestions, propositions et questions.

1.3.4 HISTORIQUE DE L'ELABORATION DU PLAN

Suite à la publication de la loi NOTRe le 07 août 2015, puis du décret du 17 juin 2016 relatif aux PRPGD, la CTM a enclenché les travaux d'élaboration du plan. L'élaboration du PPGDM s'est déroulée comme suit :

- **Septembre 2017 – mars 2018** : état des lieux de la prévention et la gestion des déchets en 2016 (année de référence du Plan).
- **Mars - Juin 2018** : analyse des atouts, forces, faiblesses et menaces de la prévention et la gestion des déchets, et analyse prospective de l'évolution tendancielle des déchets. Ces deux approches ont permis de définir les objectifs du Plan.
- **18 au 20 Avril 2018** : 6 ateliers thématiques de concertation.
- **CCES du 6 juillet 2018** : réunion d'installation de la Commission Consultative d'Elaboration et de Suivi, présentation de l'état des lieux et validation à l'unanimité du règlement intérieur, des objectifs proposés pour le PPGDM et des hypothèses d'évolution.
- **Juillet – Novembre 2018** : étude des scénarios du Plan.
 - **6 et 7 Novembre 2018** : groupes de travail avec les membres de la CCES.
- **CCES du 20 Novembre 2018** : choix à l'unanimité moins une abstention, du scénario retenu pour le Plan.
- **Novembre 2018 – Février 2019** : rédaction du projet de Plan.
 - **11 et 14 février 2019** : groupes de travail avec les membres de la CCES.
- **CCES du 19 Février 2019** : avis favorable sur le projet de Plan et son évaluation environnementale à l'unanimité.
- **Mars - Juin 2019** : consultations réglementaires :
Projet de Plan et rapport environnemental soumis pour avis aux autorités organisatrices en matière de collecte et de traitement des déchets (CACEM, CAESM, CAPNORD et SMTVD), au préfet de région, à la Conférence Territoriale de l'Action Publique (CTAP), au Conseil Régional de Guadeloupe et à la Collectivité Territoriale de Guyane. L'ensemble des avis est favorable.
Avis de la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale (MRAE).
- **21 Juin 2019** : passage du projet Plan et du rapport environnemental en Assemblée plénière de la CTM.
- **24 Juin 2019** : arrêt du projet de Plan et son évaluation environnementale par le Président du Conseil Exécutif de Martinique.
- **02 septembre au 04 octobre 2019** : Enquête publique du projet de Plan révisé et de son évaluation environnementale
- **04 novembre 2019** : Rapport de la commission d'enquête rendant un avis favorable.
- **25 novembre 2019** : Approbation du Plan et de l'évaluation environnementale par l'Assemblée de la CTM.

2. LA PORTEE DU PLAN

2.1 L'OPPOSABILITE DU PLAN

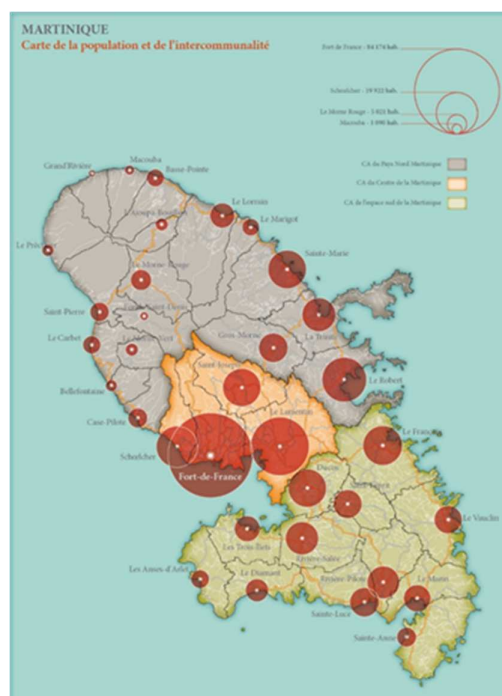
Ce Plan est opposable aux tiers : les décisions prises dans le domaine des déchets par les personnes morales de droit public et leurs concessionnaires doivent être compatibles avec ces plans (article L541-15 du code de l'environnement). L'obligation de compatibilité implique que les décisions prises doivent garantir la cohérence et ne pas aller à l'encontre de principes fondamentaux du Plan.

2.2 LE PERIMETRE GEOGRAPHIQUE DU PLAN

Le périmètre géographique du Plan couvre la totalité de la Martinique. Il comprend le territoire de 34 communes, 3 collectivités à compétence collective (la Communauté d'Agglomération Centre Martinique – CACEM, la Communauté d'Agglomération de l'Espace Sud de la Martinique - CAESM et la Communauté d'Agglomération du Pays Nord Martinique – CAPNORD) et 1 collectivité à compétence traitement (le Syndicat Martiniquais de Traitement et de Valorisation des Déchets - SMTVD).

Le périmètre géographique du Plan regroupe en 2016 (année de référence du Plan) 385 551 habitants, répartis comme suit :

- CACEM : 161 021 habitants,
- CAESM : 119 653 habitants,
- CAPNORD : 104 877 habitants.



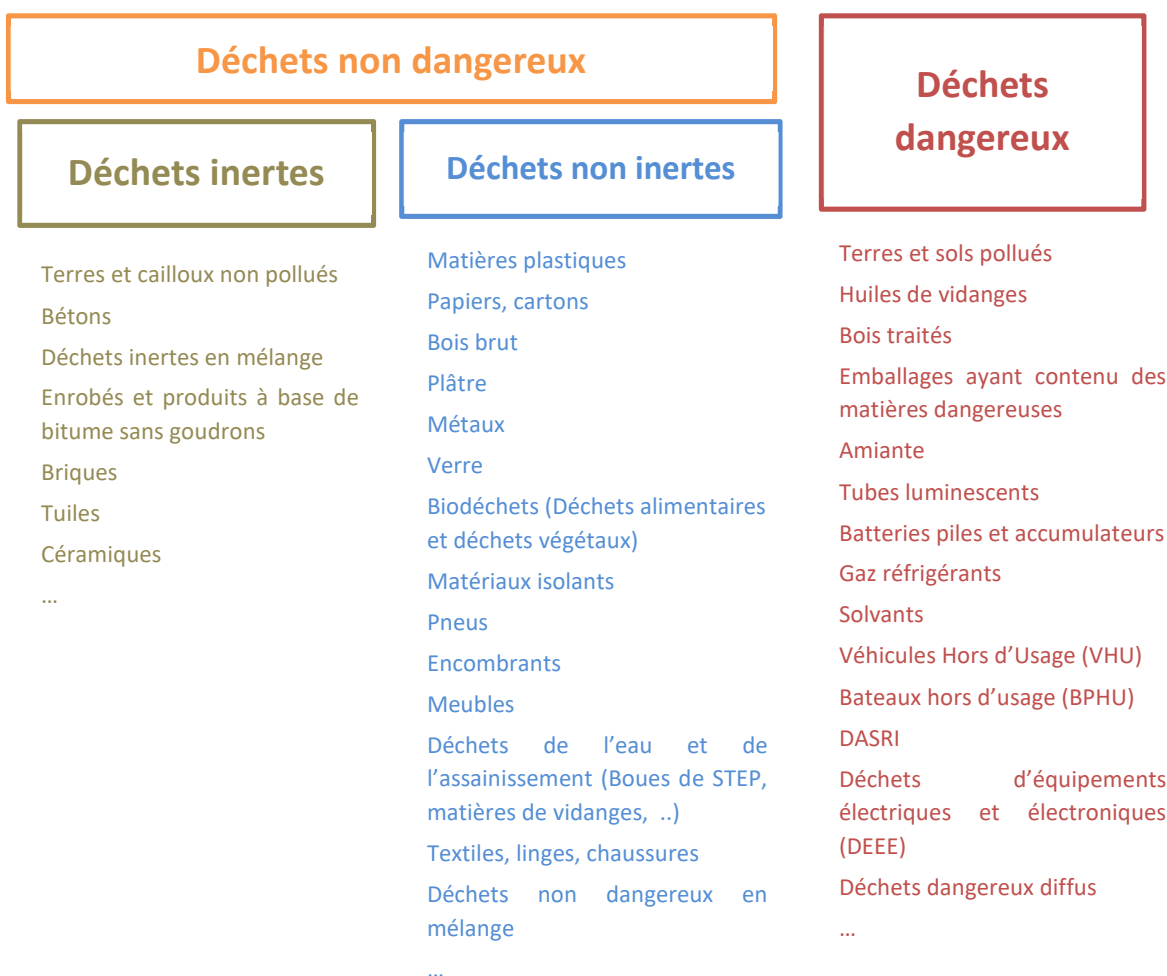
L'évolution annuelle de la population prise en compte, basée sur les données prospectives INSEE, sont précisées dans le tableau suivant :

	2016	2025	2031	Différentiel 2016-2031
Population prise en compte	385 551 habitants	360 790 habitants	344 119 habitants	- 41 432 habitants
Evolution moyenne annuelle		-0,73%	-0,79%	-0,76%

2.3 LES DECHETS CONCERNES PAR LE PLAN

Conformément à l'article R541-15 du Code de l'Environnement, le PPGDM concerne l'ensemble des déchets dangereux, non dangereux et inertes :

- Produits sur le territoire par les ménages, les activités économiques, les administrations ;
- Gérés, collectés ou traités dans une installation de collecte ou de traitement de déchets, utilisés dans une installation de production en substitution de matière première, dans une installation de production d'énergie, dans une carrière ou dans la construction d'ouvrages de travaux publics en substitution de matière première ;
- Importés pour être gérés en Martinique ou exportés pour être gérés à l'extérieur.



Le PPGDM ne concerne pas les déchets stratégiques (nucléaires ou militaires) qui font l'objet de politiques de gestion particulières.

3. LE CONTENU DU PLAN ET SES PRINCIPALES MESURES

Conformément aux articles L541-13, D541-16-1, D541-16-2 et R541-16 du code de l'environnement, le PPGDM présente :

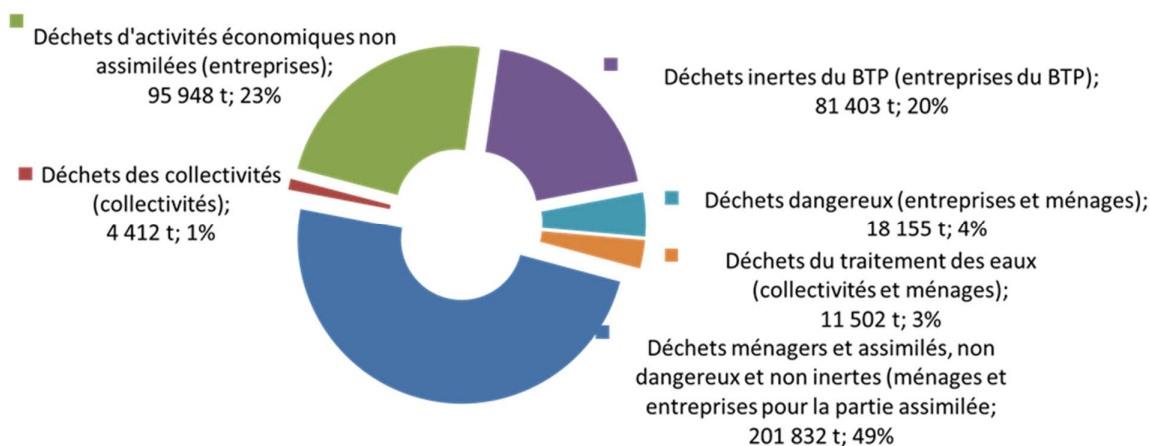
- Un état des lieux de la prévention et de la gestion des déchets incluant notamment l'inventaire des déchets par nature, quantité et origine;
- Une prospective à 6 et 12 ans, soit aux horizons 2025 et 2031, de l'évolution tendancielle des quantités de déchets à traiter ;
- Des objectifs en matière de prévention, de recyclage et de valorisation des déchets, déclinant les objectifs nationaux de manière adaptée aux particularités territoriales, ainsi que les priorités à retenir pour atteindre ces objectifs ;
- Une planification de la prévention et de la gestion des déchets à terme de 6 et 12 ans (2025 et 2031), mentionnant les installations qu'il apparaît nécessaire de créer ou d'adapter afin d'atteindre les objectifs retenus et dans la limite des capacités annuelles d'élimination de déchets non dangereux non inertes fixées par le Plan ;
- Une planification spécifique pour certains déchets (Biodéchets, déchets d'emballages ménagers et de papiers graphiques, déchets de Textiles, Linges de maison et Chaussures, déchets des chantiers du Bâtiment et des Travaux Publics, déchets amiantés et Véhicules Hors d'Usages) ;
- Une synthèse des actions prévues concernant le déploiement de la tarification incitative pour les déchets ménagers et assimilés ;
- Une organisation de la gestion des déchets en situations exceptionnelles ;
- Un plan d'action en faveur de l'économie circulaire telle que définie à l'article L. 110-1-1.

Ce plan d'action en faveur de l'économie circulaire (PAEC) est élaboré parallèlement au PPGDM et suit ses objectifs. Le croisement entre la démarche d'élaboration du PPGDM, axé sur la prévention et la valorisation des déchets, et du PAEC, axé sur la gestion des ressources par les différents secteurs économiques, permet d'identifier les points de convergence entre ces deux démarches et les actions communes, symbolisées par le logo :



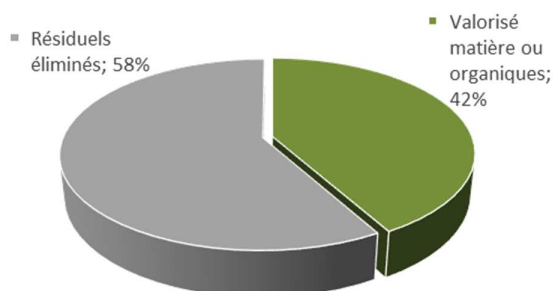
3.1 LA SYNTHÈSE DE L'INVENTAIRE DES DECHETS

En 2016, 413 300 tonnes de déchets ont été identifiées sur les installations de l'île réparties comme suit :



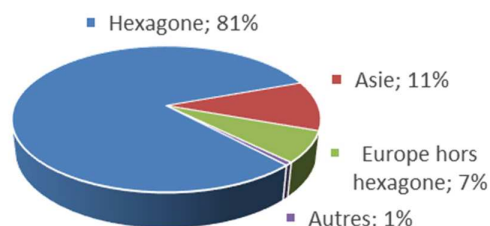
Toutefois, en l'absence de données précises sur les gisements réels des déchets générés par les activités économiques non assimilées et des déchets inertes du BTP, les tonnages de ces deux catégories ont été

estimés sur la base de ratios, respectivement à 125 355 t et 228 000 t, soit un gisement potentiel global de déchets générés en Martinique de 589 300 tonnes.



42% des tonnages de déchets non dangereux et non inertes ont été valorisés matière ou organique en 2016

34 900 tonnes de déchets ont été exportés de la Martinique en 2016, ce qui représente 6% des déchets.



3.2 L'ANALYSE PROSPECTIVE A 12 ANS

Une étude de l'évolution des quantités de déchets a été réalisée comprenant :

- Le scénario tendanciel, qui correspond à un scénario de « laisser en l'état » c'est-à-dire à la projection de la situation initiale de 2016 en 2031, en l'absence de nouvelles mesures mises en œuvre pour réduire et maîtriser les tonnages des déchets produits,
- Le scénario du Plan, prenant en compte les actions de réduction des déchets prévues et permettant une diminution des quantités de déchets produites de 16 900t en 2031.

	2016	Scénario tendanciel 2031	Scénario du Plan 2031	Evolution
Déchets ménagers et assimilés	201 800 t	180 200 t	157 900 t	-22 200 t
Déchets des collectivités	4 400 t	4 400 t	3 000 t	-1 400 t
Déchets des activités économiques	125 400 t	137 000 t	129 700 t	-7 300 t
Déchets inertes	228 000 t	232 000 t	228 000 t	-4 000 t
Déchets dangereux	18 200 t	21 800 t	35 300 t	13 500 t
Déchets issus de l'assainissement des eaux	11 500 t	14 000 t	18 600 t	4 600 t
Total	589 300 t	589 400 t	572 500 t	-16 900 t

3.3 LES PRINCIPES GENERAUX DU PLAN

Le PPGDM retient comme fondements les principes réglementaires de la hiérarchie des modes de traitement et de proximité.

○ **Respect de la hiérarchie des modes de traitement et du principe de proximité**

Les priorités pour le traitement des déchets produits sur le périmètre du Plan sont les suivantes :

- 1) Le respect de la hiérarchie des modes de traitement.
 - Prévention, préparation pour la réutilisation, recyclage, autres modes de valorisation y compris énergétique, et en dernier recours, élimination (stockage).
- 2) La valorisation et le traitement des déchets en fonction des possibilités technico-économiques et du respect de la réglementation en vigueur:
 - En Martinique en priorité lorsque que les filières locales existent,
 - Dans des DOM voisins ou dans d'autres territoires en l'absence de solutions de valorisation ou de stockage sur la Martinique,
 - Tous autres lieux de valorisation ou de traitement.

Concernant l'import des déchets en Martinique, le Plan prévoit :

- Pour les déchets non dangereux non inertes, de donner la priorité aux déchets produits en Martinique sur les installations du territoire du Plan et d'autoriser l'import de déchets en provenance des territoires voisins pour des filières de valorisation uniquement.
- Pour les déchets dangereux, de maintenir la possibilité d'import à destination de la valorisation énergétique en Martinique, dans la limite des capacités restantes dans les installations après gestion des déchets de Martinique.

Pour ce faire, le Plan préconise de travailler sur possibilités de mutualisations de flux et les conditions d'aide aux transports à l'échelle des Antilles

○ **Autres priorités du Plan**

L'état des lieux et la concertation menée avec les acteurs du territoire ont mis en évidence la nécessité :

- 1) De **renforcer la communication** pour une meilleure prise de conscience et un vrai changement de comportements vis-à-vis des déchets. Cette communication doit être adaptée et cohérente avec une harmonisation des actions de communication et de sensibilisation de tous les acteurs ;
- 2) D'augmenter les contrôles et sanctions. Dans ce cadre, **l'application du pouvoir de police** des maires est un levier fondamental ;
- 3) **D'améliorer la connaissance des gisements** via la montée en puissance de l'observation des déchets portée par la CTM au travers de l'Observatoire Territorial de la Transition Ecologique et Energétique.

3.4 LES OBJECTIFS DU PLAN

Le projet de plan retient les objectifs réglementaires en vigueur fixés par la loi de transition énergétique, en tenant compte des particularités de la Martinique.

OBJECTIFS	
PREVENTION	Diminuer de 10% les déchets ménagers assimilés d'ici 2025 par rapport à 2010
	Réduire la production de déchets d'activités économiques par unité de valeur produite
	Réduire la part des déchets dangereux dans les ordures ménagères
	Limiter l'évolution des déchets des chantiers du BTP
VALORISATION	Atteindre 65% de déchets non dangereux et non inertes orientés vers la valorisation matière ou organique en 2025
	Optimiser la collecte des déchets dangereux
	Orienter 70% des déchets des chantiers du BTP vers la valorisation matière
	Promouvoir la valorisation énergétique des déchets
GESTION DES DECHETS RESIDUELS	Réduire la quantité de déchets orientés vers le stockage de 30% en 2030 et de 50% en 2035 par rapport à 2010
	Réduire de 25% la quantité de déchets en incinération sans valorisation énergétique en 2030 et de 50% en 2035 par rapport à 2010

Pour la Martinique, en situation insulaire et éloignée de l'hexagone, l'atteinte de ces objectifs est un challenge très ambitieux, qui demandera des efforts importants, à la fois sur le plan financier, mais aussi sur le plan humain quant aux moyens à déployer.

3.5 LA JUSTIFICATION DES PRINCIPALES MESURES DU PLAN

3.5.1 SUR LA PREVENTION DES DECHETS

La Martinique a fait un important effort sur la prévention des déchets dans la dernière décennie, avec 100% des collectivités qui ont réalisé un plan local de prévention des déchets et un Plan de réduction des déchets porté par l'ex Conseil général. Les politiques menées ont permis de réduire de 1,5% la quantité de déchets ménagers et assimilés (DMA) produite en 2016 par rapport à 2010.

La réglementation en vigueur demande de réduire de 10% la quantité (en kg/habitant) de Déchets ménagers et assimilés (hors déchets inertes, DEEE et déchets dangereux diffus) produite en 2020 par rapport à 2010.

2020 sera la première année du Plan et l'ensemble des actions retenues pour réduire la production de déchets n'auront pas toutes été mises en œuvre. Aussi, le PPGDM décline l'objectif national en prévoyant son atteinte en 2025, ce qui, à l'échelle du territoire martiniquais s'avère déjà être un objectif ambitieux.

Les actions de sensibilisation et de prévention des déchets ont été renforcées dans le Plan pour une réduction effective de l'ensemble de déchets sur la Martinique.

3.5.2 SUR LA VALORISATION DES DECHETS

○ Valorisation matière

La Martinique accuse aujourd'hui un retard en terme de valorisation matière du, entre autres, à la mise en place récente des collectes séparées, aux capacités d'accueil insuffisantes en déchèteries que ce soit pour le public ou le privé, et au déploiement lent des filières REP sur le territoire.

En 2016, 41% des DMA non dangereux non inertes ont été collectés en vue d'une valorisation matière.

Ainsi, pour permettre d'améliorer ces faibles performances, le Plan met l'accent sur le déploiement, par l'ensemble des acteurs, d'actions sur le tri et la valorisation matière, le maillage du territoire en installations (déchetteries, centres de tri, ...) et le développement des filières.

○ Valorisation organique

Les quantités de déchets organiques générés sur la Martinique sont importantes, notamment du fait des conditions tropicales de l'île. La collecte des biodéchets et le compostage des déchets verts ont fortement progressés entre 2012 et 2016.

Ces efforts doivent être poursuivis au travers des actions spécifiques sur les biodéchets et les déchets organiques développées par le Plan pour traiter l'ensemble du gisement.

○ Valorisation énergétique

La loi de transition énergétique pour la croissance verte impose aux Outre-mer d'atteindre l'autonomie énergétique en 2030, avec un palier à 50 % en 2020. Le développement d'unités de valorisation énergétique à partir d'énergie renouvelable issue des déchets peut contribuer à l'atteinte de cet objectif, en apportant une énergie de base à la différence des énergies intermittentes complémentaires (essentiellement le photovoltaïque).

Le décret 2016-811 du 17 juin 2016 relatif au plan régional de prévention et de gestion des déchets impose de diviser par (au moins) deux les capacités des Usines d'Incinération des Ordures Ménagères (UIOM) sans valorisation énergétique, par rapport aux tonnages incinérés en 2010.

Les performances énergétiques actuelles de l'unité d'incinération des ordures ménagères de Fort de France ne lui permet pas d'être qualifiée d'installation de valorisation énergétique. Ainsi, elle doit faire l'objet de lourds travaux d'optimisation et de modernisation qui permettront d'en faire une unité de valorisation énergétique à l'horizon 2025.

Cet UIOM, plus les 2 installations de valorisation de combustibles issus de déchets prévues dans le Plan permettront de contribuer à une meilleure valorisation énergétique des déchets et de participer à l'atteinte de l'autonomie énergétique de la Martinique en 2030.

3.5.3 SUR LE TRAITEMENT DES DECHETS RESIDUELS

L'ouverture récente de l'installation de stockage des déchets non dangereux (ISDND) de Petit Galion a permis à la Martinique de sortir d'une situation d'urgence qui a entraîné un fonctionnement du traitement des déchets en mode dégradé durant les années 2016 et 2017.

Afin de ne pas revivre cette situation, le Plan recommande d'optimiser au maximum la durée de vie de l'ISDND de Petit Galion en priorisant la réduction et la valorisation des déchets afin de limiter les quantités à stocker.

3.6 LES PRINCIPALES MESURES DU PLAN CONCERNANT LES DECHETS NON DANGEREUX NON INERTES (DNDNI)

3.6.1 MESURES POUR LA PREVENTION DES DNDNI

○ Déchets ménagers et assimilés (DMA) :

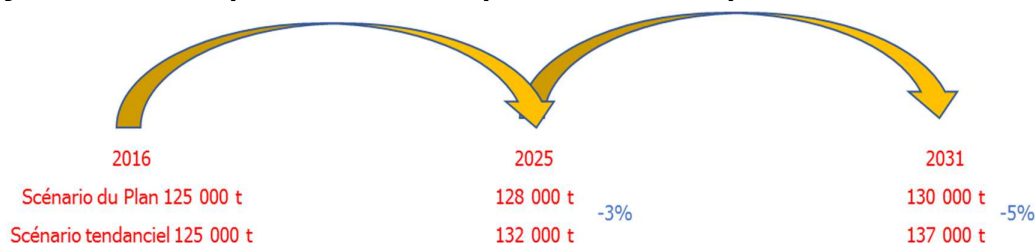
Objectif : Diminuer de 10% la quantité de DMA non dangereux non inertes en 2025 par rapport à 2010, soit - 47 kg/an/hab. en 2025 par rapport à 2016 (30 000t en moins)

Principales actions prévues dans le Plan:

- Cohérence de la communication sur la prévention des déchets en harmonisant les consignes pour une même information sur tout le territoire
- EC • Améliorer la connaissance du réemploi et des acteurs du réemploi pour développer faciliter le recours à la réparation
- EC • Coordonner la création de ressourceries/recycleries
- Développer l'éco-exemplarité au sein des administrations publiques
- EC • Développer la consigne pour le réemploi et/ou le recyclage et les pratiques éco responsables (utilisation de couches et protection lavables, promotion du vrac, des recharges, utilisation de poules...)
- Optimiser la reprise du « 1 pour 1 » (récupération gratuite par le distributeur)
- Lutter contre le gaspillage alimentaire
- Accompagner les usagers dans le développement du jardinage zéro déchets et du compostage de proximité, y compris en habitats collectifs

○ Déchets d'activités économiques (DAE) :

Objectif : Réduire la production des DAE par unité de valeur produite

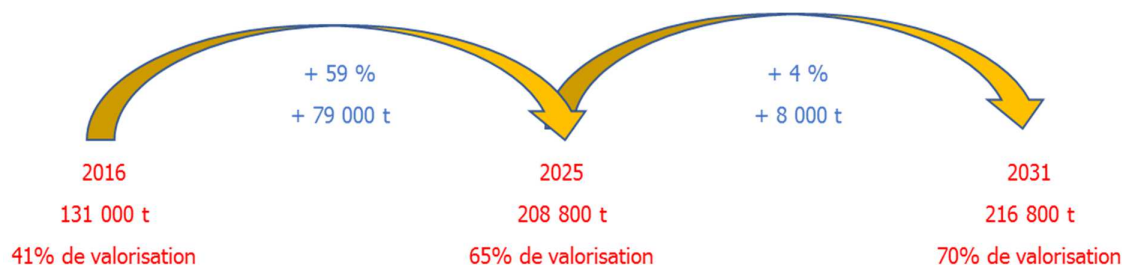


Principales actions prévues dans le Plan:

- EC • Accompagner les acteurs économiques (formations sur le réemploi, éco-conception,
- Développer la consignation d'emballages (partenariats magasins/ producteurs, ...)

3.6.2 MESURES POUR LA VALORISATION DES DNDNI

Objectif : Atteindre 65% de déchets non dangereux et non inertes orientés vers la valorisation matière ou organique en 2025 (soit + 59 % des tonnages déchets orientés vers la valorisation matière ou organique par rapport à 2016 (+ 77 800 t))



Principales actions prévues dans le Plan :

- Augmenter l'efficacité de la communication en travaillant dans la durée avec une communication répétitive et en ciblant les personnes, en adaptant les supports de communication et en renforçant la communication de proximité
- EC • Mettre en œuvre l'extension des consignes de tri à tous les emballages en adaptant ou en créant un centre de tri capable de gérer les nouvelles résines collectées
- EC • Améliorer la collecte du verre, du textile, des cartons des professionnels et des papiers de bureau en densifiant les points d'apport volontaires verre et textiles, et en développant les collectes
- Augmenter le nombre de déchèteries à 22 sur le territoire, optimiser les sites existants et créer 3 déchèteries professionnelles
- Rechercher les possibilités de valorisation des mâchefers
- Etudier la mise en place de la tarification incitative
- Améliorer la connaissance des gisements de déchets d'activités économiques avec le développement de l'observatoire des déchets existant
- Développer l'exemplarité des structures publiques vis-à-vis du tri et du recyclage
- EC • Faire respecter la réglementation en vigueur et notamment le décret 5 flux qui oblige les professionnels à séparer les déchets valorisables
- Optimiser les performances de collecte des biodéchets sur les zones desservies

3.7 LES PRINCIPALES MESURES DU PLAN CONCERNANT LES DECHETS DANGEREUX

3.7.1 MESURES POUR LA PREVENTION DES DECHETS DANGEREUX

Objectif : Réduire la part des déchets dangereux dans les ordures ménagères

Principales actions prévues dans le Plan:

- Améliorer la connaissance des gisements pour mieux gérer et anticiper les flux de déchets à venir
- Former et informer les usagers sur les déchets dangereux

3.7.2 MESURES POUR LA VALORISATION DES DECHETS DANGEREUX

Objectif : Optimiser la gestion des déchets dangereux

L'amélioration du taux de captage des déchets dangereux produits par toutes les catégories de producteurs est un objectif global poursuivi par le Plan. Si la collecte des déchets dangereux produits par les Installations Classées Pour l'Environnement (ICPE) est relativement bien réalisée, celle des déchets beaucoup plus diffus des ménages, des artisans et petites entreprises doit être fortement améliorée.

Principales actions prévues dans le Plan:

- Généraliser l'accueil des déchets dangereux sur les déchèteries et former les agents d'accueil à la gestion des déchets dangereux
- Poursuivre la communication sur les DASRI (déchets d'activités de soin à risques infectieux)
- Poursuivre et intensifier les actions des filières REP opérationnelles (piles, panneaux photovoltaïques,...)
- Développer de nouvelles filières REP (bateaux de plaisance hors d'usage, Gaz fluorés, déchets pyrotechniques, déchets agricoles ...)
- Renforcer la filière de gestion des déchets amiantés et structurer la filière VHU

EC

EC

3.8 LES PRINCIPALES MESURES DU PLAN CONCERNANT LES DECHETS DU BTP

3.8.1 MESURES POUR LA PREVENTION DES DECHETS DU BTP

Objectif : Limiter la production des déchets du BTP

Principales actions prévues dans le Plan:



- Sensibiliser et former les acteurs du BTP afin de mieux connaître les déchets et les gérer sur les chantiers
- Développer l'exemplarité des structures publiques afin d'augmenter les quantités de matériaux réemployés sur les chantiers sous maîtrise d'ouvrage publique

3.8.2 MESURES POUR LA VALORISATION DES DECHETS DU BTP

Objectif : Orienter 70% des déchets issus des chantiers du BTP vers la valorisation matière

Le territoire mise sur l'amélioration de la connaissance des quantités et des flux, la montée en puissance des actions de sensibilisation et de formation des professionnels, l'intégration dans les marchés publics des clauses spécifiques pour le réemploi et la valorisation, le développement du remblaiement de carrières, ainsi que sur les contrôles pour atteindre l'objectif national de 70% de valorisation matière des déchets du BTP.



Principales actions prévues dans le Plan :

- Améliorer la connaissance et la traçabilité des déchets du BTP
- Travailler sur les cahiers des charges pour permettre l'utilisation de matériaux recyclés
- Suivi d'actions pilotes et de chantiers exemplaires
- Prendre en compte les enjeux locaux et la gestion des déchets dans la réglementation thermique martiniquaise
- Lancer des appels à projet pour tester des matériaux recyclés
- Mettre en place une démarche partenariale pour lutter plus efficacement contre les pratiques illégales et capitaliser les retours d'expérience
- Déployer la reprise par les distributeurs
- Mener une réflexion concertée sur le territoire pour développer une offre privée de déchèteries dédiées aux professionnels en lien avec l'obligation de reprise des distributeurs
- Harmoniser les conditions d'accès sur les déchèteries

3.9 LES AUTRES MESURES DU PLAN CONCERNANT LES DECHETS ISSUS DU TRAITEMENT DES EAUX ET DU LITTORAL

○ **Déchets issus du traitement des eaux**

- Améliorer la connaissance des gisements
- Maintenir l'élimination des boues produites lors de la potabilisation des eaux
- Boues de stations d'épurations (STEP)
 - Limiter le transport des boues en augmentant la siccité
 - Poursuivre le compostage des boues dans le respect de la norme NFU44-095
 - Possibilité de valorisation énergétique pour une fraction du gisement après déshydratation
- Assainissement non collectif
 - Améliorer le traitement en augmentant les quantités collectées à 50% du gisement estimé en 2031
- Autres sous-produits
 - Valoriser organiquement les graisses
 - Harmoniser les modalités de collecte des refus de dégrillage
 - Stocker en ISDND ou valoriser énergétiquement les refus de dégrillage.
 - Stocker en ISDND les sables de STEP et de réseaux

○ **Déchets du Littoral**

- Améliorer la quantification des déchets du littoral
- Lancer une réflexion sur les sédiments de dragage, en favorisant les solutions de traitement in-situ si possible, accompagnant les solutions innovantes et communiquant auprès des maîtres d'ouvrages
- Créer une ou plusieurs plateformes de traitement des sédiments
- Améliorer la collecte de déchets des ports

3.10 LES PLANIFICATIONS SPECIFIQUES

Certains flux (Biodéchets, Déchets d'emballages ménagers et de papiers graphiques, Déchets de Textiles, Linges de maison et chaussures, Déchets des chantiers du bâtiment et des travaux publics, Déchets amiantés et Véhicules hors d'usages) doivent faire l'objet d'une planification spécifique.

Les principales mesures prévues dans le PPGDM pour ces planifications spécifiques sont synthétisées dans les tableaux en annexes III et IV.

3.11 LES PRINCIPALES MESURES DU PLAN CONCERNANT LA VALORISATION ENERGETIQUE

Objectif : Promouvoir la valorisation énergétique des déchets

Dans le respect de l'article L.541-1 du code de l'environnement, le Plan recommande la valorisation énergétique des déchets qui ne peuvent être recyclés en l'état des techniques disponibles et qui résultent d'une collecte séparée ou d'une opération de tri réalisée dans une installation prévue à cet effet.

Cette valorisation énergétique est en cohérence avec la Programmation Pluriannuelle de l'Energie de la Martinique qui fixe un objectif d'indépendance énergétique d'ici 2030.

Principales actions prévues dans le Plan:

- Orienter les refus du traitement mécano-biologique (TMB) en cours de réalisation vers la valorisation énergétique
- Etudier la possibilité de conversion du TMB vers une unité de préparation de Combustibles Solides de Récupération (CSR)
- Améliorer la performance énergétique de l'incinérateur de Fort de France en réalisant des travaux sur l'installation

3.12 LES PRINCIPALES MESURES DU PLAN CONCERNANT LA GESTION DES DECHETS RESIDUELS

Objectif : Réduire la quantité de déchets orientés vers le stockage de 30% en 2030 et de 50% en 2035 par rapport à 2010

La capacité maximale autorisée de stockage sera limitée en 2030 à 70% des tonnages enfouis en 2010 soit 124 000 t, et en 2035 à 50% soit 89 000 t.

La mise en œuvre effective de l'ensemble des actions de prévention, de réduction des déchets, de tri, de valorisation matière, organique et énergétique devraient permettre de limiter les déchets orientés vers le stockage à 23 000 t en 2031 et donc d'augmenter la durée de vie de l'ISDND de Petit Galion.

Objectif : Réduire de 25% la quantités de déchet en incinération en 2030 et de 50% en 2035 par rapport à 2010

Vu ces contraintes réglementaires, le Plan retient donc comme objectif de ne plus effectuer d'incinération sans valorisation à l'horizon 2025 et de procéder aux travaux de modernisation de l'UIOM permettant d'atteindre cet objectif.

L'ensemble des actions de prévention, de valorisation, de gestion et de traitement, prévues et à prévoir, les acteurs concernés et le calendrier, sont récapitulés dans les tableaux en annexes III et IV.

3.13 LES INSTALLATIONS DE GESTION ET DE TRAITEMENT DES DECHETS QU'IL APPARAÎT NECESSAIRE DE CREER, ADAPTER OU FERMER

L'ensemble des installations existantes en Martinique est nécessaire à l'atteinte des objectifs de prévention et de valorisation des déchets. Ainsi le Plan ne recommande pas de fermeture d'installations.

En sus de l'existant, il prévoit la création des équipements suivants permettant de poursuivre le maillage du territoire et d'atteindre les objectifs retenus.

3.13.1 INSTALLATIONS DE COLLECTE ET DE TRANSFERT

Le territoire de la Martinique compte à ce jour 13 déchèteries publiques, 3 quais de transfert (Robert, François, Fort de France – la Trompeuse) et 1 recyclerie (Case-pilote).

Le Plan prévoit la création de 9 déchèteries publiques, 3 déchèteries professionnelles, 2 quais de transferts (dans le Sud et dans le Nord) et 2 recycleries.

3.13.2 INSTALLATIONS DE TRI, PREPARATION ET REGROUPEMENT EN VUE D'UNE VALORISATION MATIERE, ET DE VALORISATION MATIERE

3.13.2.1 *Déchets non dangereux et non inertes*

Les installations existantes en Martinique sont les suivantes :

- 1 centre de tri des emballages ménagers (Ducos),
- 2 installations de tri des encombrants et déchets d'entreprise (la Trompeuse et Céron),
- 1 plateforme de broyage du verre,
- 1 usine de recyclage du PET,
- 6 Centres de préparation et de regroupement : plateforme de mise en balle des cartons et des plastiques de la trompeuse, Métal Dom, ESM, CTDM, SOCAPAL, Martinique Recyclage

Afin de gérer les déchets non dangereux et non inertes orientés vers la valorisation matière en 2031, le Plan recommande la réalisation des installations ci-dessous :

- 1 centre de tri + broyage d'encombrants et déchets d'entreprises sur le site du Complexe du Petit Galion
- 1 centre de tri des textiles, linges et chaussures
- 1 unité de tri en capacité de trier les nouvelles résines plastiques appelées dans les poubelles de recyclage d'ici 2022
- 1 centre de maturation des mâchefers à créer en fonction des besoins suite à l'étude de faisabilité.
- ➔ Avec ces équipements, la Martinique devrait disposer de capacités de gestion des déchets valorisables suffisantes.

Le Plan laisse néanmoins ouvert la possibilité de création de centres de tri ou de regroupement complémentaires aux installations identifiées ci-dessus, pour répondre aux besoins en capacités ou à la nécessité de massifier le gisement à traiter.

3.13.2.2 Déchets dangereux

Actuellement, la Martinique dispose de 5 centres de démantèlement des VHU, 2 installations de récupération et de préparation des déchets dangereux des professionnels et 1 installation de transit des batteries.

Les quantités de déchets dangereux générés en Martinique sont faibles et l'atteinte d'une rentabilité économique pour le traitement des déchets dangereux est complexe sur le territoire.

Aussi, le Plan recommande le traitement des déchets dangereux conformément à la réglementation, tout en respectant au mieux le principe de proximité (dans les limites de faisabilité technico-économique), sans prévoir ou limiter les initiatives locales de création d'installations de traitement ou de gestion des déchets dangereux.

3.13.2.3 Déchets inertes

Pour la valorisation des déchets inertes, il existe 1 unité de recyclage des inertes et 1 carrière autorisée en remblaiement.

Le Plan prévoit que les déchets inertes du BTP pourront également faire l'objet d'un tri sur une ou plusieurs installations non existantes à l'heure actuelle, en vue de leur réemploi ou réutilisation.

Le Plan préconise que les capacités de remblayage des carrières puissent être exploitées au maximum.

3.13.3 INSTALLATIONS DE REGROUPEMENT ET DE PREPARATION EN VUE D'UNE VALORISATION ORGANIQUE OU DE VALORISATION ORGANIQUE

3.13.3.1 Déchets organiques hors assainissement des eaux et SPA

Actuellement, la Martinique dispose d'1 installation de broyage des déchets verts (à Céron) et de 4 équipements pour le compostage (le CVO, la plateforme Holdex, l'usine Terraviva et la plateforme de de l'habitation Chalvet traitant les déchets propres à ses exploitations)

Pour valoriser les quantités de déchets prévues en 2031, le Plan recommande la réalisation des installations ci-dessous :

- 1 installation de traitement mécano-biologique de Petit Galion,
- L'extension des capacités des plateformes de compostage de Holdex et de TerraViva,
- La création de 2 plateformes de compostage permettant de mailler le territoire (zone Sud et zone Nord-Caraïbes),
- L'extension/ complément unité de broyage du Parc Environnemental de Céron avec une Unité de préparation de biomasse – énergie au Parc environnemental de Céron,
- 2 plateformes de broyage des déchets verts (la Trompeuse et Saint-Pierre),
- 1 plateforme de bois au Parc Environnemental de Céron (8 000 t /an).

➔ L'ensemble de ces installations en activités et en projet devrait être suffisant pour la gestion des déchets organiques projetées dans le Plan (119 000 t en 2031).

Le Plan laisse toutefois ouvert la possibilité de création d'installations complémentaires pour répondre aux besoins en capacités de compostage, de méthanisation ou d'autre technique de valorisation des biodéchets qui n'auraient pas été évaluées ou auraient été sous-évaluées par le Plan.

3.13.3.2 Sous-produits animaux

Le Plan recommande la réalisation d'une unité de stérilisation sous pression des sous-produits animaux de type 2 et 3 sur le CVO de Petit Galion qui permettra la gestion du gisement de ces déchets.

3.13.3.3 Installations de traitement des déchets d'assainissements

A ce jour, pour le traitement des boues de stations d'épuration (STEP) et des matières de vidanges, la Martinique dispose de 3 unités de traitement des matières de vidange (UTMV de la Trompeuse, Aissainia au Marigot et celle d'E Compagnie au Lamentin réservée à l'heure actuelle uniquement au traitement de leurs propres collectes), 1 usine Terraviva à Ducos (pour le traitement des boues mélangées avec des palettes broyées et de la bagasse) et 1 serre solaire de séchage des boues de la STEP du Marin.

En plus de ces installations, le Plan prévoit :

- L'acceptation des matières de vidanges sur 3 stations d'épuration (STEP),
- La création de deux à trois unités de traitement des matières de vidanges réparties afin de mailler le territoire,
- Une unité spécifique pour la déshydratation des boues si besoin.

3.13.4 INSTALLATIONS DE VALORISATION ENERGETIQUE, DE REGROUPEMENT EN VUE D'UNE ELIMINATION ET D'ENFOUISSEMENT

3.13.4.1 Installations de valorisation énergétique

Conformément à la réglementation, la valorisation énergétique doit être priorisée sur le territoire au détriment de l'incinération et du stockage, notamment au travers :

- De l'UIOM de Fort de France (après travaux pour augmenter le rendement énergétique),
- de la mise en œuvre d'1 ou 2 installations de préparation et d'1 ou 2 unités de valorisation énergétique des combustibles solides de récupération (CSR) ou des Combustibles dérivés de déchets (CDD).

3.13.4.2 Installations de stockage de déchets non dangereux et non inertes

L'ISDND de Petit-Galion est autorisée pour 100 000 t/an avec une durée de vie prévisionnelle jusqu'en 2042.

Il n'est pas prévu à l'heure actuelle de création d'autres unités de stockage des déchets non dangereux non inertes, ni de modification substantielle de la nature des déchets admis à l'ISDND de Petit Galion.

Toutefois, le Plan laisse ouverte la possibilité d'un stockage dédié au plâtre en l'absence de solutions de valorisation locale, dans la limite des capacités autorisées définies par la loi (88 000 t/an en enfouissement au maximum en 2035).

3.13.4.3 Installations de stockage des déchets inertes

Pour répondre aux éventuels besoins de nouvelles capacités de stockage d'inertes sur le territoire, en complément des capacités de remblayage des carrières, aux besoins en capacités de stockage évaluées à environ 50 000 t/an, le Plan laisse la possibilité de création d'une ou plusieurs installations de stockage de déchets inertes.

3.13.4.4 Installations de gestion des déchets amiantés

La gestion actuelle des déchets amiantés se fait soit en export directement depuis le chantier, soit en passant par une plateforme de regroupement. Le Plan prévoit la création de deux installations de transit supplémentaires visant à mailler le territoire.

3.14 LA GESTION DES DECHETS EN SITUATIONS EXCEPTIONNELLES

Par sa position géographique et son climat la Martinique est particulièrement soumise à des événements pouvant entraîner des situations de crises pour la gestion des déchets (cyclones, risque sismique, épidémie...)

Pour la gestion des déchets en situations exceptionnelles, le Plan prévoit les actions suivantes :

- Actions de prévention
 - Intégration dans les plans ORSEC d'un volet « déchets » et dans les arrêtés d'exploiter des nouvelles installations de traitement, d'un cadrage de l'acceptation des déchets de situations exceptionnelles, pour la réquisition des sites et le dépassement possible de leur capacité annuelle autorisée,
 - Prise en compte de la gestion des déchets dans les travaux de la cellule de crise ou la cellule de gestion post-accidentelle de la préfecture, en y associant éventuellement les collectivités ayant la compétence « déchets »,
 - Élaboration d'un guide local de gestion des déchets en situations exceptionnelles et de plans de continuité,
 - Information du public par les services de l'Etat.
- Gestion opérationnelle en post crise
 - Mise en place de zones tampons pour l'entreposage des déchets,
 - Mobilisation des opérateurs publics et privés,
 - Information des sinistrés et organisation de la collecte et du stockage, pour éviter le brûlage,
 - Organisation du tri permettant de dissocier à minima : inertes, VHU, déchets non dangereux et déchets dangereux,
 - Réactivité et implication spécifique des filières en Responsabilité Elargie des Producteurs, pour sortir du territoire, en situations exceptionnelles, les déchets dont elles ont la charge,
 - Garantie de l'accessibilité aux sites de regroupement ou de traitement.

3.15 LE PLAN D'ACTION EN FAVEUR DE L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE (PAEC)

L'économie circulaire vise à changer de paradigme par rapport à l'économie dite linéaire, en limitant le gaspillage des ressources et l'impact environnemental, et en augmentant l'efficacité à tous les stades de l'économie des produits.



Le Plan d'action en faveur de l'économie circulaire (PAEC) suit les objectifs de prévention, de recyclage et de valorisation du PPGDM.

Le PAEC s'articule autour des 4 axes thématiques identifiés par la feuille de route relative au développement de l'économie circulaire élaborée par la Préfecture, l'ADEME et la CTM, à savoir :

- La mise en œuvre d'une stratégie globale d'économie circulaire locale (mise en place d'une instance de pilotage, adaptation des outils réglementaires, dispositifs de soutien spécifiques, exemplarités des institutions, ...),
- L'amélioration des connaissances (réalisation d'études d'écoconception et d'études de faisabilité pour les filières de valorisation, ...),
- La communication et la sensibilisation (échanges d'information, fédérer une vision commune des acteurs, susciter une dynamique collective sur l'EC, ..),
- L'accompagnement et le soutien des acteurs et des filières.

Ces axes ont été déclinés en une cinquantaine d'actions à développer sur la Martinique.

4. L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE

La stratégie de gestion des déchets de la Martinique élaborée dans le Plan, a fait l'objet d'une évaluation environnementale conformément au code de l'environnement.

L'évaluation environnementale réalisée montre que la mise en œuvre du Plan permettrait :

- Une réduction significative des incidences environnementales par rapport au scénario tendanciel (état initial sans les mesures du Plan),
- Une diminution des émissions des Gaz à effet de serre avec une hausse de plus de 100% des évitements d'émissions,
- Une amélioration du bilan énergétique (augmentation de 33% des évitements de consommation d'énergie).

Ces gains environnementaux sont principalement dus aux objectifs ambitieux en matière de recyclage et à l'orientation des résiduels vers des filières moins impactantes.

Les mesures de prévention pourront éviter la collecte, le transport et le traitement de 31 000 tonnes de déchets ménagers, de déchets des collectivités et de déchets des activités économiques, dans un souci de réduction de l'impact environnemental.

5. UN PLAN, ET APRES ?

La CTM, par sa compétence de planification, doit d'assurer la mise en œuvre, le suivi et l'animation de ce Plan. Le Plan préconise que le suivi soit assuré par trois structures complémentaires :

○ L'observation des déchets en Martinique

L'Observatoire des Déchets de la Martinique, porté par la CTM en partenariat avec l'ADEME a évolué en Observatoire Territorial de la Transition Ecologique et énergétique (délibération de la CTM du 16/05/2019). Il portera la mission d'observation dans le cadre du suivi du Plan. Il sera ainsi chargé d'améliorer la connaissance des gisements de déchets, de la collecte des données, et du suivi des indicateurs du Plan.

○ Le Comité de suivi du Plan

Un Comité de suivi du Plan sera mis en place et comprendra au moins un représentant de chaque collège de la CCES. Il aura comme principales missions d'identifier les écarts entre les objectifs du Plan et la réalité du terrain et de travailler sur les actions correctives, de mettre en œuvre les moyens nécessaires, de renforcer la concertation avec l'ensemble des acteurs, d'encourager l'exemplarité des administrations...

Des contrats d'objectifs pourront être passés entre la CTM et les structures intéressées afin d'ajuster les objectifs du Plan aux performances réelles

Des rencontres territoriales sur des thématiques particulières et des séminaires pourront également être organisés.

Des groupes de travail thématiques seront mis en place, autant que de besoin avec les personnes qualifiées, ainsi que des comités de pilotages pour les études nécessaires.

○ La Commission consultative d'élaboration et de suivi du Plan

Comme stipulé par l'article R. 541-24 du code de l'environnement, un rapport annuel relatif à la mise en œuvre du Plan sera présenté à la Commission Consultative d'Elaboration et de Suivi (CCES), sur la base des travaux de l'Observatoire et du comité de suivi du Plan.

ANNEXE I : COMPOSITION DE LA CCES

LISTE DES STRUCTURES MEMBRES

COLLECTIVITES TERRITORIALES	Collectivité Territoriale de Martinique
	Association des Maires de la Martinique
GROUPEMENTS COMPETENTS EN MATIERE DE COLLECTE ET DE TRAITEMENT DE DECHETS	Communauté d'Agglomération du Centre de la Martinique
	Communauté d'Agglomération du Pays Nord Martinique
	Communauté d'Agglomération du Sud de la Martinique
	Syndicat Martiniquais du Traitement et de Valorisation des Déchets
ETAT	Préfecture (DEAL/ DAAF/DIECCTE)
	Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie
	Agence Régionale de Santé (ARS)
	Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM)
ORGANISMES PUBLICS CONCERNES	Office de l'Eau de Martinique
	Conseil Economique, Social et Environnemental de la Culture et de l'Education de la Martinique (CESECEM)
	Agence d'Urbanisme et d'Aménagement de la Martinique (ADUAM)
	Chambre Régionale de Commerce et d'Industrie de la Martinique
	Chambre Régionale des Métiers et de l'Artisanat de la Martinique
	Chambre Régionale de l'Agriculture
	Electricité de France (EDF)
ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES ET ASSOCIATIONS DU SECTEUR CONCERNEES	COBATY
	Confédérations de Petites et Moyennes Entreprises (CGPME)
	Association Martiniquaise pour la Promotion de l'Industrie (AMPI)
	Association Martiniquaise des Professionnelles de l'Hydro curage et de la vidange (AMPH)
	Traitement des Déchets de l'Automobile- Véhicule Hors d'Usage
	Fédération Nationale des Activités de la Dépollution et de l'Environnement (FNADE)
	Syndicat National des Entrepreneurs de la Filière Déchet (SNEFiD)

ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES ET ASSOCIATIONS DU SECTEUR CONCERNEES	Fédération des zones d'Activités Economiques (ZAE)
	Mouvement des Entreprises de France-MEDEF
	Fédération des Très Petites Entreprises
	Syndicat Martiniquais des Producteurs de Granulats
	APROMAR
	Syndicat de la Grande Distribution et des Grossistes Alimentaires
	Syndicat du Retrait et du Traitement de l'Amiante et des Autres Pollutions (SYRTA)
	Syndicat des Entrepreneurs en BTP et Annexes de la Martinique (SEBTPAM)
	CAPEB Martinique
	Chambre Nationale Artisanat Travaux Publics Paysagistes & Activités Annexes de la Martinique
	Syndicat des Pharmaciens
	Voie Syndicale Martiniquaise du BTP (VSM BTP-F.F.B)
	ACISE SAMU SOCIAL (acteur TLC)
	ECO-MOBIL
	L'Espérance - Patronage Saint-Louis (Foyer de l'Espérance)
ECO-ORGANISMES	Association 5Vie
	Entreprises & Environnement (représentant local de: SCRELEC, RECYLUM, ECOSYSTEMES, DASTRI, PV CYCLE, ECOMOBILIER, TDA Pneu, TDA Batterie)
ASSOCIATIONS AGREEES DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DE CONSOMMATEURS	CITEO (eco emballages + eco folio)
	Association Pour la Sauvegarde du Patrimoine Martiniquais (ASSAUPAMAR)
	Pour une Martinique Autrement (PUMA)
	"Pour une écologie urbaine"
	Association Départementale des Consommateurs Martiniquais (ADCM)
	Association Force Ouvrière Consommateurs - AFOC

ANNEXE II : SYNTHÈSE DES ATELIERS DE CONCERTATION



PLAN DE PREVENTION ET DE GESTION DES DECHETS DE MARTINIQUE

SYNTHÈSE DES ATELIERS DE CONCERTATIONS

18, 19 & 20 avril 2018

CONTEXTE

Dans le cadre de l'élaboration du Plan de Prévention et de Gestion des Déchets (PPGD) de Martinique menée par la CTM, et suite à la réalisation de l'état des lieux, six ateliers se sont tenus du 18 au 20 avril 2018 sur les thématiques suivantes :

- Le traitement des déchets résiduels
- La valorisation matière des déchets non dangereux et non inertes
- La prévention des déchets
- La gestion des déchets dangereux
- La valorisation organique déchets non dangereux et non inertes
- La gestion des déchets inertes.

118 acteurs, professionnels, associations, institutionnels, collectivités publiques y ont participé (liste en annexe).

OBJECTIFS

Ces ateliers avaient pour objectifs de :

- Partager un diagnostic commun, apporter des éventuels compléments identifiés par les parties prenantes
- Discuter des objectifs d'évolution de la prévention et de la gestion des déchets aux horizons du PPGD
- Décliner des propositions qui préfigurent les scénarii du Plan,
- Rapporter les opportunités et freins identifiés par les parties prenantes (techniques, organisationnels, comportementaux).
- Prendre en compte les projets déjà engagés, les expériences remarquables, les éclairages d'experts et étudier la duplication possible.

METHODOLOGIE

Une méthode World Café a été retenue afin de favoriser la discussion entre acteurs permettant, en intelligence collective, de faire émerger d'un groupe des propositions partagées par tous.

Pour chaque atelier, 3 à 4 tables (selon les problématiques) ont été formées avec un thème par table et des participants qui changent de table au bout de 30 min.

Pour cadrer les échanges et cibler les débats, pour chaque thème, des questions étaient posées aux participants.

Ainsi chacun a pu débattre et échanger sur les mêmes questions.

Sur chaque table, un animateur référent, qui en fin d'atelier, a restitué les échanges en plénière.

RESTITUTION

Points transversaux relevés sur les ateliers :

- Nécessité de développer la cohérence et l'harmonisation des pratiques de prévention et de collecte à l'échelle de la Martinique et non des collectivités à compétence collective
- La communication et l'amélioration de la connaissance des citoyens et des travailleurs sur la gestion des déchets peut permettre une prise de conscience et d'améliorer les comportements vis-à-vis des déchets
- La commande publique et l'exemplarité des administrations est un levier pour le développement de filières ou d'installations de valorisation (imposer l'utilisation de matières recyclées ou de mâchefers, suivi des bordereaux de suivi de déchets sur les chantiers...)
- Développer les possibilités de donner de la valeur aux déchets par des systèmes incitatifs (tarification incitative à la place de la TEOM, consignation de certains déchets, Reverse Vending Machines qui donnent des bons de réduction dans les commerces en fonction des déchets rapportés)
- Développer les contrôles et les sanctions et communiquer sur cela pour créer un mouvement vers de meilleurs comportements
- La disponibilité du foncier est également problématique sur la Martinique pour le développement de nouvelles infrastructures.
- La gestion et le coût des transports est problématique car cela freine les possibilités de mutualisation de gisement entre les îles caribéennes. Travailler sur l'octroi de mer pour améliorer les possibilités d'échanges peut être un plus.

Points spécifiques sur les ateliers :

- Atelier 1 : Traitement des déchets résiduels

Les participants à la concertation ont exprimé leur souhait de voir le Plan donner une priorisation à la valorisation énergétique, via l'incinérateurs (en rejetant la possibilité d'une troisième ligne de four) mais également via des projets en cours. Ils ont également évoqué la nécessité d'adapter la fiscalité sur le transport des déchets afin de favoriser le transport inter-île et donc de pouvoir massifier les gisements de déchets dans l'objectif de faire émerger des installations de valorisation pérennes.

Au-delà de la valorisation énergétique, les participants ont souhaité voir augmenter la durée de vie de l'ISDND de petit galion en favorisant la prévention et la valorisation. Pour ce faire, des solutions ont été évoquées telles que la tarification incitative, la consignation de certains déchets, ou la communication.

- Atelier 2 : La valorisation matière des non dangereux non inertes

Les questions posées portaient sur les conditions d'une augmentation de la valorisation matière. La communication autour de l'intérêt des gestes de tri, la mise en cohérences des pratiques de collecte et l'harmonisation des dispositifs ont été mis en exergue pour augmenter la valorisation énergétique de l'île. Au-delà de ces points, le maillage du territoire en installations ou points de collecte semble insuffisant et doit être densifié pour améliorer les performances. Le contrôle et la sanction pour les usagers ne respectant pas les consignes de tri, ainsi que les professionnels ne respectant pas la loi ont été relevés comme étant des leviers d'amélioration de la valorisation matière.

Les participants ont également dit que de donner une valeur aux déchets via une tarification incitative, un système de consignment des déchets ou de gratification du geste de tri peut être un bon levier pour améliorer les performances.

- Atelier 3 : La prévention des déchets

Il a été relevé lors de cet atelier l'importance de la communication, et du maintien des actions liées à la réduction des déchets à la source, avec un engagement à long terme et dans une stratégie globale cohérente à l'ensemble de la Martinique

Le positionnement de l'économie sociale et solidaire dans la chaîne de valeur est important, notamment en créant des partenariats avec les entités publiques pour le développement du réemploi (collecte sur les déchèteries par exemple)

La tarification incitative et la redevance spéciale ont également été identifiées comme un levier de réduction des déchets., tout comme l'exemplarité des entités publiques.

- Atelier 4 : La gestion des déchets dangereux

Une problématique de mauvaise connaissance des déchets dangereux par les citoyens et professionnel a été mis en avant, avec une nécessité de communiquer sur la thématique, et notamment les impacts du mauvais tri.

Des pratiques illégales sur certains déchets (VHU) sont évoquées ce qui nécessite un renforcement des contrôles et des sanctions.

Le transport des déchets dangereux est problématique du fait de son coût. Des aides pourraient être mises en œuvre pour améliorer la gestion de ces déchets, et permettre leur mutualisation avec les régions voisines.

Il semble nécessaire de travailler sur un pré-traitement / décontamination des déchets dangereux plutôt que sur leur élimination.

- Atelier 5 : La valorisation organique des déchets non dangereux non inertes

Il n'y a pas eu de priorisation entre la compostage in-situ et la collecte des déchets organiques concernant l'obligation de tri à la source des biodéchets. Cependant la fréquence de collecte des biodéchets actuelle a été jugée insuffisante par les participants. Un manque de communication sur la thématique de la valorisation organique a été mis en avant.

Les participants ont relevé que l'exemplarité des entités publiques devait permettre d'impulser une dynamique positive autour de la valorisation des déchets organiques (cantines scolaires, restaurants administratifs...)

Sur les déchets de l'assainissement, le contrôle des systèmes non collectif a été relevé comme une démarche à mettre en œuvre pour améliorer leur gestion, tout comme le maintien des contrôles sur les collecteurs (bordereau de suivi des déchets). La qualité du compost en sortie de station de compostage des boues doit être une priorité.

Concernant les graisses et huiles alimentaires, une cohérence peut être trouvée avec la méthanisation au CVO.

- Atelier 6 : La gestion des déchets du BTP

La force de la commande publique a été mise en avant pour faire bouger les pratiques en matière de réemploi et recyclage des matériaux. En effet intégrer des critères imposants l'emploi de matériaux recyclés ou mâchefers dans les marchés publics sera bénéfique pour l'émergence d'installations.

Le foncier a été identifié comme un problème, tout comme la mauvaise connaissance des acteurs sur les problématiques des déchets. Ce dernier point pourrait faire l'objet d'une communication ou de formations pour sensibiliser les acteurs du domaine.

Les diaporamas présentés ainsi que l'ensemble des échanges et propositions qui ont émergés lors de ces ateliers sont joints à cette synthèse.

Ces éléments permettront d'alimenter les réflexions afin de définir les orientations et proposer les actions les plus pertinentes et cohérentes pour la Martinique qui seront retenues dans le PPGDG.

ANNEXE III : SYNTHÈSE DES ACTIONS DE PREVENTION PREVUES ET A PREVOIR, ACTEURS CONCERNES ET CALENDRIER

Action			Objectifs	Acteurs concernés	Calendrier
1	Communication	Travailler à la cohérence des messages sur le territoire du Plan	Harmoniser la communication sur la prévention pour une même information sur tout le territoire	EPCI, ADEME, CTM, Associations, Chambres consulaires	sur toute la durée du Plan
2		Communiquer efficacement	Optimiser l'efficacité de la communication autour de la prévention		sur toute la durée du Plan
3	Réemploi et réparation	Faire connaître les acteurs et opérateurs du réemploi et de la réparation	Améliorer la connaissance des habitants pour faciliter le recours à la réparation et au réemploi	CCI, CMA, CTM, EPCI, associations, ADEME	sur toute la durée du Plan
4		Communiquer autour du réemploi		Associations, collectivités, CCI, CMA, ADEME	sur toute la durée du Plan
5		Réflexion autour de la place du réemploi dans les déchèteries	Permettre une optimisation du réemploi en multipliant les points de dépôts potentiels	SMTVD, Associations, ADEME	sur toute la durée du Plan
6		Coordonner la création de ressourceries/recycleries et accompagner les initiatives locales d'upcycling	Eviter la multiplication des structures pour permettre leur pérennité	CTM, ADEME, DEAL, EPCI,	sur toute la durée du Plan
7		Développer des formations pour les filières du réemploi, tri et du recyclage des déchets	Développer les compétences locales pour bénéficier d'une main d'œuvre compétente	CTM, ADEME, CCI CMA, CFPPA	sur toute la durée du Plan
8		Lutter contre l'obsolescence programmée	Informers les consommateurs, Sensibiliser à l'achat durable, favoriser le réemploi	DGCCRF, associations, collectivités, chambres consulaires, ADEME	sur toute la durée du Plan
9	Biodéchets	Renforcer la communication sur les biodéchets	Augmenter le nombre de personnes sensibilisées à la prévention des biodéchets	Collectivités, ADEME, CCI, CMA	sur toute la durée du Plan
10		Lutter contre le gaspillage alimentaire	Limiter la quantité de biodéchets produits	Collectivités, CCI, CMA, associations de restaurateurs	sur toute la durée du Plan
11		Accompagner les usagers en proposant régulièrement des formations sur le jardinage, le paillage, le compostage et des animations adaptées à différents publics	Développer le recours au compostage et au traitement in-situ par les habitants et les entreprises	Collectivités, ADEME	sur toute la durée du Plan

12	Biodéchets	Mettre en place un suivi des pratiques de gestion de proximité des biodéchets	Justifier le déploiement effectif du tri à la source des biodéchets par le compostage	Collectivités	sur toute la durée du Plan
13		Développer le broyage et le paillage de certains biodéchets	Limiter la production de déchets verts	CTM, Communes, Collectivités, professionnels, CCI, CMA, Associations	sur toute la durée du Plan
14		Travailler particulièrement sur la desserte en compostage de proximité des habitats collectifs	Toucher un public difficilement mobilisable	Collectivités	sur toute la durée du Plan
15		Mettre en œuvre des actions de prévention des déchets concernant le jardinage 0 déchet	Limiter la production de déchets verts	ADEME, CTM, CCI, CMA, entreprises volontaires, collectivités,	sur toute la durée du Plan
16		Avoir des administrations publiques exemplaires, équipées de sites de compostage sur leurs établissements (écoles notamment) avec des agents sensibilisés et formés	Développer l'éco-exemplarité	Etablissements publics	sur toute la durée du Plan
17	Mettre en œuvre la consigne	Réaliser une étude de faisabilité locale pour développer ou améliorer la pratique de la consigne pour réemploi, réutilisation et le recyclage	Identifier les freins et les leviers pour la mise en œuvre d'une consignation de certains emballages	ADEME, CTM, CCI, CMA, entreprises volontaires, collectivités, filières REP	Dès que possible
18		Faciliter les développements de partenariats entre magasins et producteurs	Permettre le développement d'un système de consigne sur la Martinique	CCI, CMA, CTM, associations, ADEME, filières REP	sur toute la durée du Plan
19		Inciter à la mutualisation pour l'installation de laveuses	Atteindre les seuils économiques de rentabilité pour permettre le lavage et donc le déploiement de la consigne en Martinique	CCI, CMA, ADEME, filières REP	sur toute la durée du Plan
20		Adapter la communication à la consigne	Développer l'utilisation de la consigne par les consommateurs	Collectivités, ADEME, filières REP	sur toute la durée du Plan
21		Valoriser par des actions de communication, les entreprises se lançant dans la démarche	Développer le recours à la consignation par les entreprises	CCI, CMA, ADEME, filières REP	sur toute la durée du Plan
22	Autres actions spécifiques	Promotion des couches lavables	Limiter le recours à des produits jetables et donc les quantités de déchets à gérer	Collectivités, ADEME	sur toute la durée du Plan
23		Promotion de la vaisselle consignée		Collectivités, ADEME, CCI, CMA	sur toute la durée du Plan
24		Promotion du vrac, des recharges, des produits réutilisables		Collectivités, ADEME	sur toute la durée du Plan

25	Autres actions spécifiques	Promotion du mouvement international DIY	Limiter les actes d'achats générateurs de déchets	Collectivités, ADEME	sur toute la durée du Plan
26		Encourager à l'adoption de poules	Limiter la production de biodéchets	Collectivités, ADEME	sur toute la durée du Plan
27		Inciter des consommateurs à « acheter mieux »	Limiter les actes d'achats générateurs de déchets	Collectivités, ADEME	sur toute la durée du Plan
28		Travailler sur la prévention en habitat collectif	Toucher un public difficilement mobilisable	Collectivités, ADEME	sur toute la durée du Plan
29		Optimiser la reprise du 1 pour 1	Eviter le mélange de déchets dangereux avec les déchets résiduels	Collectivités, ADEME, filières REP	sur toute la durée du Plan
30		Développer l'exemplarité des structures publiques	Montrer l'exemple	Collectivités, structures publiques	sur toute la durée du Plan
31	Déchets dangereux	Améliorer la connaissance des gisements de déchets dangereux	Mieux connaître pour mieux gérer et anticiper	Observatoire des déchets de la Martinique	sur toute la durée du Plan
32		Former et informer les usagers sur les déchets dangereux	Faire connaître les déchets dangereux pour que les personnes y étant confrontés puissent mieux gérer ce type de déchets	ODE, CCI, CMA, Chambre d'agriculture, APROMAR, filières REP, Collectivités, ADEME, SYRTA	sur toute la durée du Plan
33		Augmenter les quantités de déchets dangereux détournées	Limiter la nocivité des déchets incinérés ou stockés	ODE, CCI, CMA, Chambre d'agriculture, APROMAR, filières REP, Collectivités, ADEME	sur toute la durée du Plan
34	Déchets du BTP	Sensibiliser et former les acteurs du BTP	Faire connaître les déchets pour que les personnes y étant confrontés puissent mieux les gérer	CCI, CMA, SEBTPAM, CAPEB, COBATY	sur toute la durée du Plan
35		Développer l'exemplarité des structures publiques sur les déchets du BTP	Augmenter les quantités de matériaux réemployés sur les chantiers sous maîtrise d'ouvrage publique	Structures publiques	sur toute la durée du Plan

ANNEXE IV : SYNTHÈSE DES ACTIONS PREVUES ET A PREVOIR POUR L'ATTEINTE DES OBJECTIFS DE GESTION ET DE TRAITEMENT, ACTEURS CONCERNES ET CALENDRIER

	Action	Objectifs	Acteurs concernés	Calendrier
Communication	Mise en place d'une instance de pilotage concertée	Mise en cohérence des communications autour de la thématique des déchets	Acteurs publics	Dès que possible
	Augmenter l'efficacité de la communication	Travailler dans la durée, en ciblant la communication et en adaptant les supports de communication	Acteurs publics	Dès que possible
Emballages et papiers	Mettre en œuvre l'extension des consignes de tri des emballages en plastiques	Faciliter la compréhension des consignes de tri et augmenter les tonnages collectés	Collectivités, filière REP	Avant 2022
	Généraliser les collectes de papiers de bureau	Augmenter le geste de tri y compris en milieu professionnel	Professionnels, collectivités	Dès que possible
	Généraliser la collecte des cartons	Augmenter les quantités de déchets valorisés	Collectivités, ADEME	
	Agir sur l'habitat collectif	Toucher une population peu sensibilisée	Collectivités, ADEME Filière REP	
	Renforcer la communication de proximité	Améliorer la communication engageante et efficace	Collectivités, ADEME Filière REP	
	Mettre en place des collectes sur les événements	Habituer les habitants au geste de tri dans toutes les situations	Collectivités, associations	
	Mettre en œuvre le tri dans les établissements publics	Augmenter le geste de tri y compris en milieu professionnel et développer l'Eco-exemplarité	Établissements publics	
	Développer les modes de collectes innovants	Tester des changements d'approche pour la collecte des déchets recyclables	Collectivité, filières REP	
	Harmonisation des consignes de tri	Limiter les coûts de communication et uniformiser la communication pour permettre une meilleure compréhension des consignes de tri	Collectivités, filière REP	Avant 2022
	Densifier les points d'apports volontaires de verre	Faciliter le geste pour augmenter les quantités collectées	Collectivité, filières REP	Avant 2022
	Etudier la possibilité de normalisation du broyat de verre	Permettre la prise en compte du verre broyée comme un recyclage	SMTVD, filières REP	Dès que possible
Déchets occasionnels	Augmenter le nombre de déchèteries du SMTVD à 22	Permettre une meilleure séparation des déchets en amenant l'usager sur un site de valorisation Limiter les coûts de collecte	SMTVD	Avant 2025
	Soigner la communication sur les déchèteries	Améliorer les conditions de tri pour augmenter les quantités valorisées	SMTVD	

	Veiller à la formation des gardiens	Former les gardiens pour travailler en sécurité et avoir un meilleur tri	SMTVD, Filières REP	
	Rechercher des solutions d'extension des sites saturés	Augmenter les capacités d'accueil des usagers et donc la valorisation	SMTVD	
	Orienter les tous venant de déchèteries et les encombrants collectés en porte à porte vers la valorisation	Optimiser la valorisation par orientation des flux résiduels vers 3 plateformes de tri	SMTVD, CAESM, CACEM, CAP Nord	
Mâchefers	Réalisation d'une étude de faisabilité de valorisation des mâchefers	Tester la possibilité de valorisation des mâchefers autre que le recouvrement intermédiaire de casier d'ISDND	SMTVD	2020
	Possibilité d'installation de maturation des mâchefers	En fonction des résultats de l'étude, le Plan laisse ouvert à la réalisation d'une IME	SMTVD	Avant 2025
TLC	Densifier les points d'apports volontaires de textiles	Augmenter les quantités collectées	Association, collectivités	Dès que possible
	Possibilité de centre de tri des textiles	Augmenter les possibilités de valorisation locale des TLC	ACISE, Filière REP TLC	Avant 2025
Biodéchets	Réaliser une étude sur les modalités de collecte et les coûts sur tout le territoire	Connaitre les capacités du territoire et les moyens nécessaires pour la collecte des biodéchets	Collectivités à compétence collecte, ADEME, CTM	Avant 2025
	Renforcement de la collecte des biodéchets	Augmenter les performances de collecte des biodéchets en porte à porte sur les secteurs actuellement desservis	Collectivités, ADEME	
Tarification incitative	Lancement d'une réflexion et d'étude de faisabilités sur le passage en tarification incitative	Etudier la faisabilité locale pour concourir aux objectifs nationaux	Collectivités, ADEME	2020
DAE	Amélioration de la connaissance des gisements	Mieux connaître pour mieux anticiper la gestion	Observatoire des déchets de Martinique	Dès que possible
	Exemplarité des administrations dont la collecte est effectuée par le service public	Permettre la collecte sélective des papiers, cartons et autres valorisables au sein des administrations	Administrations	
	Informers les petites entreprises dont la collecte est effectuée dans le service public	Augmenter les quantités de déchets assimilés orientées vers la valorisation	CCI, CMA, CTM, Collectivités, Fédérations d'entreprises	
	Généraliser les collectes de verre, papiers, cartons et biodéchets assimilés		Entreprises, collectivités	
	Faire respecter le décret 5 flux et l'obligation de séparation à la source des biodéchets		CCI, CMA, CTM, Collectivités, Fédérations d'entreprises	
	Création de 3 déchèteries professionnelles		CCI, CMA, CTM, Collectivités, Fédérations d'entreprises	
Déchets dangereux	Mise en œuvre de la filière DDS	Déploiement de la filière avec accueil des déchets dangereux dans les déchèteries	SMTVD, Filière REP	avant l'ouverture du TMB
	Généraliser l'accueil des DD à toutes les déchèteries	Augmenter les quantités de déchets dangereux collectés	SMTVD, Filière REP	
	Mise en place de collectes ponctuelles	Limiter les quantités de déchets dangereux en	distributeurs	dès que possible

	Former les agents de déchèteries	mélange avec les déchets résiduels	SMTVD	avant l'ouverture du TMB
	Poursuite et intensification de la communication sur les DASRI des patients en auto-traitement		Filière REP, CCAS, SMTVD, professionnels de la santé	Dès que possible
	Structuration de la filière et poursuite de la communication sur les gaz fluorés	Développement de la filière REP Gaz Fluorés	Professionnels, collectivités	
Déchets dangereux	Poursuite de la communication, renforcement du partenariat, élargissement des partenaires de collecte de la filière REP	Développement des quantités de DEEE collectées	Professionnels, collectivités, SMTVD Filière REP	Dès que possible
	Mise en œuvre de la REP Déchets pyrotechniques	Déploiement effectif de la filière		
	Poursuite des actions de sensibilisation et optimisation des volumes de piles et accumulateurs collectés	Optimisation de la filière		
	Déploiement de la filière de gestion des panneaux photovoltaïques (sensibilisation, augmentation des points de dépôts, reprise 1 pour 0...)	Optimisation du développement de la filière		
	Etudier les possibilités de massification des gisements avec les régions voisines	Étudier les potentialités de traitement local ou de massification avant export	CTM, SMTVD, DEAL	Avant 2031
	Accompagner le déploiement de la filière des bateaux hors d'usages, notamment par la mise en œuvre d'études sur la déconstruction des bateaux hors d'usages	Analyser les synergies possibles avec la filière VHU	CTM, ADEME, CCI	Avant la mise en œuvre de la filière
	Gestion des déchets dangereux des professionnels respectueuse de la réglementation	Reconnaitre, isoler et traiter les déchets dangereux dans des filières conformes	Professionnels, CCI, CMA, ADEME	Dès que possible
Déchets issus des chantiers du BTP	Améliorer la connaissance et la traçabilité des déchets du BTP	Connaître pour mieux gérer	Professionnels, Observatoire des déchets	Avant 2025
	Sensibiliser les responsables de la commande publique	Améliorer l'éco-exemplarité	Maîtres d'ouvrages publics	Dès que possible
	Travailler sur les cahiers des charges pour permettre l'utilisation de matériaux recyclés	Développer la demande ou augmenter la quantité de matériaux valorisés		Dès que possible
	Suivi d'actions pilotes et de chantiers exemplaires	Prouver qu'il est possible de gérer correctement les déchets de chantier et communiquer sur les entreprises exemplaires	CTM	Dès que possible
	Prendre en compte les enjeux locaux et la gestion des déchets dans la réglementation thermique martiniquaise	Limiter les imports de déchets potentiellement coûteux ou problématique en fin de vie	CTM	Au prochain renouvellement de la RTM
	Lancer des appels à projet pour tester des matériaux recyclés	Tester les possibilités d'utilisation de matériaux recyclés	Maîtres d'ouvrages publics	Dès que possible
	Développer des solutions de traitement des terres	Limiter les pratiques néfastes pour l'environnement	Professionnels, DEAL, CCI,	Dès que possible
	Informers les acteurs des dispositions réglementaires en cas de pratiques illégales	Connaître pour mieux gérer	Professionnels, DEAL, CCI,	Dès que possible

	Mettre en place une démarche partenariale pour lutter plus efficacement contre les pratiques illégales et capitaliser les retours d'expérience	Limitier les pratiques néfastes pour l'environnement	Services de l'Etat, Association des maires, CTM, organisations professionnelles, associations de protection de l'environnement	Avant 2025
	Réflexion concertée sur le territoire pour développer une offre privée de déchèteries dédiées aux professionnels en lien avec l'obligation des distributeurs	Développer la possibilité d'accueil des déchets de chantier chez les distributeurs	Distributeurs, SMTVD, DEAL, CCI	Avant 2025
	Harmoniser les conditions d'accès sur les déchèteries	Favoriser l'utilisation des déchèteries et l'égalité des acteurs sur le territoire	SMTVD	Avant 2025
	Accueil des artisans dans les déchèteries publiques dans le cas où il n'y a pas de solution privée ; et en l'absence de solution publique ou privée, mise en place par les distributeurs d'une solution sur leur propre site	Éviter les dépôts sauvages	Distributeurs, SMTVD, DEAL, CCI, professionnels	Avant 2025
Déchets issus du traitement des eaux	Améliorer la connaissance des gisements avec le groupe de travail eau et assainissement	Mieux connaître la production et le devenir : - des refus de dégrillage, sables et graisses et définir des orientations pour leur gestion ; - des boues de stations d'épuration collectives et privées (micro-stations) Avoir une vision globale de la gestion des déchets d'assainissement quelle que soit leur origine (industrielle ou collectivités).	Observatoire des déchets de la Martinique	avant 2025
	Limitier le transport des boues en augmentant leur siccité	Limitier l'impact sur l'environnement	Syndicats de gestion des eaux, professionnels	Avant 2025
	Respecter la norme NFU 44-095 pour les composts de boues	Favoriser un retour au sol des boues dans le respect de l'environnement	SMTVD	Dès maintenant
	Permettre l'incinération des boues ayant subi une forte déshydratation	Augmenter la valorisation énergétique des déchets	SMTVD, acteur privés	Dès maintenant
	Informier les usagers sur les obligations de l'ANC	Traiter 50% du gisement estimé dans les installations de traitement en 2031 et 30% en 2025, contre 15% actuellement	SPANC	Dès maintenant
	Informier les vidangeurs de leurs obligations	Faire respecter la réglementation	DEAL, CCI, CMA	Dès maintenant
	Multiplier les contrôles		Police de l'eau	Dès que possible
	Améliorer le suivi de l'ANC par les SPANC		SPANC, Observatoire des déchets	Dès maintenant
	Harmoniser les modalités de collecte des refus de dégrillage et les orienter vers l'ISDND ou la valorisation énergétique	Harmoniser les conditions de traitement	Syndicats de gestion des eaux, professionnels	Avant 2031
	Maintenir l'élimination pour les boues de potabilisation et les sables (après déshydratation)			Dès maintenant

Déchets amiantés	Possibilité de mise en place d'un laboratoire accrédité pour la mesure de fibres d'amiante	Accélérer les procédures de mesures	CTM, CCI, professionnels de l'amiante	Pas d'échéance
	Créer deux installations de transit des déchets amiantés supplémentaires	Mailler le territoire	DEAL, CCI, professionnels de l'amiante	Pas d'échéance
	Renforcer la formation des acteurs du bâtiment aux problématiques de l'amiante	Connaître pour mieux gérer	CCI, professionnels de l'amiante	Dès maintenant
	Aider au développement de solutions de désamiantages innovantes et adaptées au climat tropical	Développer le désamiantage	CTM, ADEME, DEAL, CCI, professionnels	Pas d'échéance
Déchets du littoral	Quantifier les déchets collectés par les services techniques des communes	Connaître pour mieux gérer	Observatoire des déchets, services techniques communaux ou intercommunaux	Avant 2025
	Actions ponctuelles "plages propres"	Sensibiliser par l'actions des usagers à l'impact des déchets sur les paysages	Associations, collectivités	Chaque année
	Planifier la gestion des déchets portuaires via une veille sur les besoins en dragage	Connaître pour mieux gérer	Observatoire des déchets de Martinique, Gestionnaires des ports	Dès que possible
	Lancer une réflexion sur la gestion des sédiments de dragage	Planifier pour optimiser la gestion des sédiments de dragages	CTM, Gestionnaires des ports	Dès que possible
	Réflexion sur l'adaptation des ouvrages dans le but de minimiser les volumes et les récurrences des dragages,	Prévenir la création de sédiments et limiter les quantités de déchets à gérer	CTM, Gestionnaires des ports	Avant 2025
	Prendre en compte le traitement des rejets pluviaux sur les bassins versants en amont des ports au niveau des collectivités maitres d'ouvrage		CTM, Gestionnaires des ports, syndicats de rivière	Dès maintenant
	Développer des solutions de traitement in situ si possible		Maître d'ouvrage, ADEME, DEAL	Pas d'échéance
	Créer une ou plusieurs plateformes de prétraitement	Gérer les sédiments conformément à la réglementation	Professionnels, maîtres d'ouvrages, ADEME, DEAL	Dès que nécessaire
	Accompagner les innovations en termes de valorisation		Professionnels, CTM, maîtres d'ouvrages, ADEME, DEAL	Dès maintenant
	Animer le réseau des exploitants portuaires sur le sujet, mise en commun des expériences et recherche d'opportunités de mutualisation	Connaître pour optimiser la gestion des sédiments	CTM, Gestionnaires des ports	Dès que possible
	Conduire des actions de communication auprès des maîtres d'œuvre et maîtres d'ouvrage sur la valorisation des sédiments de dragage en travaux publics	Connaître pour mieux gérer	CTM, ADEME Gestionnaires des ports	Dès que possible
	Améliorer la collecte des déchets sur les ports (PAV, collecte des huiles, et DD, récupération de peintures antifouling, communication spécifique, collecte ponctuelle lors des événements	Améliorer la collecte des déchets portuaires	CTM, ADEME Gestionnaires des ports	Dès que possible

Déchets agricoles	Actions de communication à destination des agriculteurs	Connaitre pour mieux gérer	Chambre d'agriculture, APROMAR	Dès maintenant
	Gérer in-situ des déchets organiques de l'agriculture	Limiter la création de déchets	Chambre d'agriculture	Dès maintenant
	Accompagner la montée en puissance de la filière REP volontaire en cours de construction	Améliorer la gestion des déchets agricoles	CTM, ADEME, DEAL, Chambre d'agriculture	En cours
VHU	Réaliser une étude de structuration de la filière Véhicules Hors d'Usage en Martinique	Établir un état des lieux et un diagnostic de la filière pour identifier les leviers permettant de développer la récupération de pièces de réutilisation par les centres VHU afin de structurer une économie circulaire officielle de la réparation automobile à moindre coût.	TDA VHU, ADEME, CCI	Avant 2025
	Réfléchir sur les autres moyens de transports hors d'usage	Optimiser les installations existantes	ADEME, CCI	Avant 2025
Traitement des déchets	Orienter les refus du TMB vers la valorisation énergétique	Utiliser le fort pouvoir calorifique de ces déchets pour favoriser la production d'énergie	SMTVD	Avant 2025
	Réflexion sur la conversion du TMB en unité de préparation CSR	Anticiper les évolutions de réglementation	SMTVD	Avant 2025
	Améliorer la performance énergétique de l'UIOM de Morne Dillon	Permettre une valorisation énergétique au sens réglementaire	SMTVD	Avant 2025
	Possibilité de mise en place d'une ou deux unités de préparation, de création d'une ou deux installations de valorisation des CSR ou CDD	Permettre une amélioration de la valorisation énergétique	Entreprises privées ou SMTVD	Pas d'échéance
	Limiter les déchets orientés vers l'ISDND	Augmenter la durée de vie de l'ISDND	SMTVD, Collectivités, professionnels	Dès maintenant
	Traiter les déchets dangereux en respectant le principe de proximité	Limiter les impacts sur les transports	SMTVD, Professionnels, DEAL	Dès maintenant
	Favoriser le remblaiement de carrières	Permettre la valorisation des déchets inertes	CTM, DEAL, Professionnels	Dès l'adoption du schéma régional des carrières
	Travailler sur possibilités de mutualisations de flux et les conditions d'aide aux transports à l'échelle des Antilles	Favoriser le transport inter-îles et la coopération	CTM, ADEME, DEAL, SMTVD, filières REP	Dès maintenant



RAPPORT ENVIRONNEMENTAL

Novembre 2019



SOMMAIRE

•	LEXIQUE.....	8
•	PREAMBULE	10
1.	CADRE JURIDIQUE DE L’EVALUATION ENVIRONNEMENTALE DES PLANS DE PREVENTION ET DE GESTION DES DECHETS.....	10
2.	PROCEDURE D’EVALUATION ENVIRONNEMENTALE.....	11
2.1	Description	11
2.2	Élaboration d’un rapport environnemental	11
3.	DEROULE DU RAPPORT	11
4.	L’AUTORITE ENVIRONNEMENTALE.....	12
•	CHAPITRE I – PRESENTATION DE L’ETUDE.....	13
1.	CONTEXTE.....	13
1.1	Définition du périmètre de l’évaluation environnementale	13
1.1.1	Périmètre administratif.....	13
1.1.2	Définition des années de référence	13
1.1.3	Définition des déchets concernés	13
1.2	Les objectifs du Plan	15
1.2.1	Les objectifs de prévention.....	15
1.2.2	Les objectifs de gestion.....	15
1.2.3	Les objectifs de traitement	16
1.2.4	Les autres objectifs.....	16
2.	OBJECTIFS DE REFERENCE.....	18
2.1	Articulation avec les autres Plans de prévention et de gestion des déchets	18
2.1.1	Le Programme national de prévention des déchets	18
2.1.2	Le Plan national de réduction et de valorisation des déchets (contribution à la stratégie nationale d’économie circulaire)	18
2.1.3	Le Plan Régional d’Elimination des Déchets Spéciaux (PREDIS).....	19
2.1.4	Le Plan Départemental de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux (PDPGDND)	19
2.1.5	Le Plan départemental de gestion des déchets du BTP (PDPGDBTP).....	19
2.2	L’air.....	20
2.2.1	Le Schéma Régional climat Air Energie (SRCAE).....	20
2.2.2	Le Plan de Protection de l’Atmosphère (PPA).....	21
2.3	L’eau	22
2.3.1	Le Schéma Directeur d’Aménagement et de Gestion de l’Eau (SDAGE)	22
2.3.2	Les Schémas d’Aménagement et de Gestion de l’Eau (SAGE).....	22

2.3.3	<i>Les contrats de milieu</i>	22
2.4	Le climat et l'énergie	23
2.4.1	<i>La Stratégie Nationale Bas Carbone (SNBC)</i>	23
2.4.2	<i>La Programmation Pluriannuelle de l'Energie (PPE)</i>	23
2.4.3	<i>Le Schéma Régional climat air énergie (SRCAE)</i>	24
2.4.4	<i>Le Plan Climat Régional</i>	24
2.4.5	<i>Les Plans Climat Energie Territoriaux (PCET)</i>	24
2.5	Les matières premières.....	25
2.5.1	<i>La Stratégie Nationale pour la gestion durable des granulats terrestres et marins et des matériaux et substances de carrières</i>	25
2.5.2	<i>Le Schéma Régional des Carrières (SRC)</i>	25
2.5.3	<i>La Stratégie Nationale pour la Mobilisation de la Biomasse (SNMB)</i>	26
2.5.4	<i>Le Schéma Régional Biomasse (SRB)</i>	26
2.6	Les risques sanitaires	26
2.6.1	<i>Le Plan National Sante Environnement (PNSE)</i>	26
2.6.2	<i>le Plan Régional Santé Environnement (PRSE)</i>	27
2.6.3	<i>Le Plan Chlordécone</i>	27
2.7	Aménagement et développement du territoire	28
2.7.1	<i>Le Contrat de Plan Etat-Région (CPER)</i>	28
2.7.2	<i>Le Schéma d'Aménagement Régional (SAR)</i>	28
2.7.3	<i>Le Plan d'Aménagement et de Développement Durable de la Martinique (PADDMA)</i>	29
2.7.4	<i>Les Schémas de Cohérence Territoriale (SCoT)</i>	29
2.7.5	<i>Les Plans Locaux d'Urbanisme (PLU)</i>	30
2.7.6	<i>Les Programmes Locaux d'Habitat (PLH)</i>	30
2.7.7	<i>L'Agenda 21 Martinique</i>	30
2.7.8	<i>Les Agendas 21 locaux</i>	31
2.8	Environnement et espaces naturels	31
2.8.1	<i>Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE)</i>	31

• CHAPITRE II - ANALYSE DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT 32

1. DIMENSIONS ENVIRONNEMENTALES DE REFERENCE32

1.1	Pollution et qualité des milieux.....	32
1.1.1	<i>Gaz à effet de serre (GES)</i>	32
1.1.2	<i>Air</i>	32
1.1.3	<i>Eaux</i>	33
1.1.4	<i>Sols et sous-sols</i>	33
1.2	Ressources naturelles	33
1.2.1	<i>Ressources en matières premières</i>	33
1.2.2	<i>Ressources énergétiques</i>	33
1.2.3	<i>Ressources naturelles locales</i>	33
1.3	Milieux naturels, sites et paysages.....	33
1.3.1	<i>Biodiversité et milieux naturels</i>	33
1.3.2	<i>Paysages</i>	34
1.3.3	<i>Patrimoine culturel</i>	34
1.4	Risques	34
1.4.1	<i>Risques sanitaires</i>	34

1.4.2	Risques naturels et technologiques.....	34
1.5	Nuisances	35
2.	CARACTERISTIQUES DU TERRITOIRE CONCERNE	36
2.1	Présentation générale de la collectivité territoriale.....	36
2.1.1	Découpage administratif.....	36
2.1.2	Géographie	36
2.1.3	Démographie	36
2.1.4	Occupation des sols	37
2.2	Etat initial de l'environnement du territoire	39
2.2.1	Pollution et qualité des milieux.....	39
2.2.2	Ressources naturelles	51
2.2.3	Milieux naturels, sites et paysages.....	59
2.2.4	Risques.....	68
2.2.5	Nuisances	77
2.3	Récapitulatif des richesses et faiblesses du territoire	79
•	CHAPITRE III - EFFETS NOTABLES DE LA PREVENTION ET DE LA GESTION ACTUELLES DES DECHETS SUR L'ENVIRONNEMENT	85
1.	DONNEES DE REFERENCE ET METHODOLOGIE	85
2.	CARACTERISTIQUES ET EFFETS SUR L'ENVIRONNEMENT DE CHAQUE ETAPE DE LA GESTION INITIALE DES DECHETS.....	87
2.1	Prévention de la production des déchets.....	87
2.1.1	Etat des lieux de la prévention.....	87
2.1.2	Effets de la prévention sur l'environnement.....	89
2.2	Collecte et transport.....	89
2.2.1	Les déchets non dangereux non inertes.....	89
2.2.2	Les déchets issus du traitement des eaux	91
2.2.3	Les déchets inertes.....	92
2.2.4	Les déchets dangereux	92
2.3	Traitement.....	92
2.3.1	Les déchets non dangereux non inertes.....	93
2.3.2	Les déchets issus du traitement des eaux	95
2.3.3	Les déchets inertes.....	95
2.3.4	Les déchets dangereux	95
2.4	Valorisation.....	96
2.4.1	Les déchets non dangereux	97
2.4.2	Les déchets issus du traitement des eaux	98
2.4.3	Les déchets inertes.....	99
2.4.4	Les déchets dangereux	99
2.5	Décharges non réglementaires et dépôts sauvages	100
2.5.1	Définition des sites concernés.....	100
2.5.2	Effets sur l'environnement.....	100
2.5.3	Enjeux sanitaires	101
2.6	Bilan.....	102

2.7	Les principaux risques et enjeux sanitaires	106
2.7.1	<i>Les principaux enjeux sanitaires.....</i>	<i>106</i>
2.7.2	<i>Les risques sanitaires liés au compostage des déchets</i>	<i>108</i>
2.7.3	<i>Les risques sanitaires liés au stockage des déchets inertes</i>	<i>109</i>
2.7.4	<i>Les risques sanitaires liés au stockage des déchets non dangereux non inertes</i>	<i>109</i>
2.7.5	<i>Les risques sanitaires liés à l'incinération des déchets</i>	<i>110</i>
2.7.6	<i>Les risques sanitaires spécifiques liés aux déchets dangereux</i>	<i>113</i>
2.7.7	<i>les risques sanitaires liés aux pratiques non autorisées.....</i>	<i>114</i>
2.8	Les risques naturels et technologiques	114
2.9	Les nuisances	115
2.10	La dégradation des milieux naturels, sites et paysages	115
3.	SYNTHESE DES EFFETS DE LA GESTION DES DECHETS SUR L'ENVIRONNEMENT.....	116
4.	DIAGNOSTIC INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT	123
5.	INDICATEURS DE COMPARAISON DES SCENARIOS	125
•	CHAPITRE IV : ÉVOLUTION PROBABLE DE L'ENVIRONNEMENT DANS LE CAS OU LE PLAN NE SERAIT PAS MIS EN ŒUVRE	127
1.	PRESENTATION GENERALE DU SCENARIO TENDANCIEL	127
2.	ANALYSE DU SCENARIO TENDANCIEL.....	128
2.1	Les déchets non dangereux	128
2.2	Les déchets issus du traitement des eaux	128
2.3	Les déchets inertes	129
2.4	Les déchets dangereux	130
•	CHAPITRE V : COMPARAISON DES SCENARIOS.....	131
1.	DESCRIPTION DES SCENARIOS ENVISAGES	131
1.1	Objectifs de prévention.....	131
1.2	Objectifs de valorisation	131
1.3	Objectifs de gestion des résiduels	132
1.4	Focus sur les déchets issus du traitement des eaux	132
2.	COMPARAISON ENVIRONNEMENTALE DES SCENARIOS.....	133
2.1	Les déchets non dangereux non inertes.....	133
2.1.1	<i>Point sur le bilan énergétique</i>	<i>135</i>
2.1.2	<i>Point sur le bilan GES.....</i>	<i>136</i>
2.1.3	<i>Point sur les émissions de dioxines.....</i>	<i>136</i>
2.2	Les déchets issus du traitement des eaux	137
2.3	Les déchets inertes	138
2.4	Les déchets dangereux	138

3. CHOIX DU SCENARIO.....	140
• CHAPITRE VI : EFFETS NOTABLES PROBABLES DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN.....	142
1. EFFETS NOTABLES PROBABLES DE LA REDUCTION DE LA PRODUCTION DE DECHETS.....	142
2. EFFETS NOTABLES PROBABLES DE LA COLLECTE ET DES TRANSPORTS	144
2.1 Les déchets non dangereux non inertes.....	144
2.2 Les déchets issus du traitement des eaux	144
2.3 Les déchets inertes	145
2.4 Les déchets dangereux	145
3. EFFETS NOTABLES DES VALORISATIONS MATIERE ET ENERGETIQUE	145
3.1 Le recyclage	145
3.1.1 Les déchets non dangereux non inertes.....	145
3.1.2 Les déchets inertes.....	146
3.1.3 Les déchets non dangereux	146
3.2 La valorisation agronomique	146
3.3 La valorisation énergétique	146
4. EFFETS NOTABLES DU TRAITEMENT DES DECHETS.....	146
4.1 Les traitements biologiques	146
4.2 L'incinération	147
4.3 Le stockage	147
5. SYNTHESE GLOBALE DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX.....	147
5.1.1 Point sur le bilan énergétique (déchets non dangereux non inertes).....	154
5.1.2 Point sur le bilan GES.....	155
5.1.3 Point sur les émissions de dioxines.....	155
• CHAPITRE VII : MESURES REDUCTRICES OU COMPENSATOIRES RETENUES	157
1. LES MESURES D'ÉVITEMENT DES INCIDENCES NEGATIVES.....	157
2. LES MESURES REDUISANT L'IMPACT DES INCIDENCES.....	158
2.1 Les mesures visant la collecte et le transport des déchets.....	158
2.1.1 Risques sanitaires.....	158
2.1.2 Bruit et nuisances.....	159
2.2 Les mesures visant la valorisation et le traitement des déchets	159
2.2.1 Pollution des milieux et risques sanitaires	159
2.2.2 Ressources naturelles et énergétiques	159
2.2.3 Risques et nuisances.....	159
2.3 Les mesures concernant spécifiquement les installations de gestion des déchets.....	160

2.3.1	Mesures concernant les installations à créer.....	160
2.3.2	Mesures concernant l'exploitation des installations existantes et à venir.....	160
2.3.3	Mesures visant à limiter les décharges, les dépôts illégaux de déchets et les pratiques illégales.....	161
•	CHAPITRE VIII : SUIVI ENVIRONNEMENTAL DU PLAN.....	162
1.	PROPOSITION D'INDICATEURS DE SUIVI ENVIRONNEMENTAL	162
2.	PROPOSITION D'UN PROTOCOLE DE SUIVI.....	164
•	CHAPITRE IX – DESCRIPTION DE LA MANIERE DONT L'EVALUATION A ETE MENEES	165
1.	METHODOLOGIE UTILISEE.....	165
2.	LIMITES DE L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE	167

LEXIQUE

Volontairement placé en tête de document, ce lexique permet au lecteur de revenir à loisir sur les définitions de termes nouveaux.

<p>Bilan énergétique : le bilan énergétique (Be) de la gestion des déchets est calculé de la façon suivante :</p> <p><i>Be = somme des énergies consommées (en ktonne équivalent Pétrole) – somme des énergies évitées</i></p> <p>Les énergies consommées sont essentiellement des carburants pour la collecte et le transport.</p> <p>Les énergies évitées le sont par la valorisation matière et la valorisation énergétique.</p>
CITEPA : Centre Interprofessionnel Technique d'Etudes de la Pollution Atmosphérique
CTM : Collectivité Territoriale de Martinique
CSR : Combustible Solide de Récupération
DIREN : Direction Régionale de l'environnement
DEAL : Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
DCE : Directive Cadre sur l'Eau
<p>Gaz à Effet de Serre (GES) : la convention de Kyoto a retenu 6 gaz à effet de serre direct (CO₂, CH₄, N₂O, HFC, PFC et SF₆) ; l'impact des déchets en termes d'émission de GES est exprimé en tonne d'équivalent CO₂ (téq CO₂), à partir de l'évaluation sommaire des émissions de CO₂ et de CH₄, et des émissions évitées par le recyclage et la valorisation énergétique.</p>
<p>ITEQ : International Toxic Equivalent Quantity, utilisé pour mesurer les quantités de dioxines et furanes.</p>
IFEN : Institut Français de l'Environnement
ONF : Office National des Forêts
PPR : Plan de Prévention des Risques
PPA : Plan de Protection de l'Atmosphère
PRQA : Plan Régional pour la Qualité de l'Air
PRSE : Plan Régional Santé Environnement
SAR : Schéma d'Aménagement Régional
SDAGE : Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux
SAU : Surface Agricole Utile
<p>Valorisation énergétique : récupération de la chaleur émise lors de l'incinération, lors d'un autre traitement thermique ou lors d'une stabilisation biologique (stockage ou méthanisation), et valorisation de celle-ci pour des applications directes ou pour produire de l'électricité. L'énergie produite est exprimée en MWh utilisés en autoconsommation, vendus sous forme de chaleur et/ou d'électricité et dissipés ou en tep, tonne équivalent pétrole.</p> <p><i>Tonnage valorisé sous forme d'énergie = tonnage incinéré</i></p>
<p>Valorisation matière : opération visant à introduire aux fins de leur fonction initiale ou à d'autres fins les matériaux provenant de déchets dans un cycle de production en remplacement total ou partiel d'une matière première vierge.</p> <p><i>Tonnage valorisé = tonnage entrant en centre de tri – refus non valorisés sous forme de matière</i></p>
<p>Valorisation organique : opération visant à transformer la fraction fermentescible des déchets en compost. La valorisation organique est définie sur la base des tonnages de matières organiques entrants en centre de traitement biologique (et non sur les tonnages de compost).</p> <p><i>Tonnage valorisé = tonnage entrant – refus de compostage</i></p>

ZICO : Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux
--

ZNIEFF : Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique

PREAMBULE

La Collectivité Territoriale de Martinique élabore le **Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de Martinique (PPGD)**, appelé dans le document qui suit « **Plan** ».

La directive européenne n°2001/42/CE du 27 juin 2001, relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, pose le principe que tous les plans et programmes susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement doivent faire l'objet d'une évaluation environnementale préalablement à leur adoption.

1. CADRE JURIDIQUE DE L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE DES PLANS DE PREVENTION ET DE GESTION DES DECHETS

Au niveau législatif, la transposition de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 a été assurée par une ordonnance n°2004-489 du 3 juin 2004 qui a modifié le code de l'environnement (création des articles L. 122-4 à L. 122-11 et modification de l'article L. 414-4 relatif aux sites Natura 2000) ainsi que le Code de l'urbanisme et le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Deux décrets ont été pris en application de cette ordonnance :

- le décret n°2005-613 du 27 mai 2005, codifié aux articles R. 122-17 à R. 122-24, R. 414-19 et R. 414-21 du code de l'environnement ;
- le décret n°2005-608 du 27 mai 2005, codifié à la fois dans le code de l'urbanisme et dans le Code Général des Collectivités Territoriales, vise certains documents d'urbanisme. Il fait l'objet d'une circulaire d'application. Les principes énoncés à l'annexe III de cette circulaire et relatifs aux avis donnés par le préfet sont applicables aux plans de prévention et de gestion des déchets.

La circulaire de la Ministre de l'Ecologie et du Développement Durable, en date du 12 avril 2006, précise les dispositions des deux précédents décrets. Par ailleurs, le décret n° 2012-616 du 2 mai 2012 modifie, entre autres, les articles R 122-17 à R 122-24 du code de l'environnement.

Il faut également noter la circulaire d'application du 25 juillet 2006 des décrets n°2005-1472 du 29 novembre 2005 et n°2005-1717 du 28 décembre 2005 modifiant les décrets n°96-1008 et 96-1009 du 18 novembre 1996 relatifs, entre autres, aux plans d'élimination des déchets ménagers.

En l'absence de zone Natura 2000 en Martinique, l'évaluation environnementale n'intègre pas d'évaluation des incidences Natura 2000 liées au Plan, introduite par le décret n° 2010-365 du 9 avril 2010.

Enfin, l'ordonnance n°2016-1058 du 3 août 2016 et le décret n°2016-1110 du 11 août 2016 ont précisé et mis à jour un certain nombre de dispositions relatives à l'évaluation environnementale, notamment le périmètre des projets, plans et programmes soumis à ce type de procédure ainsi que les modalités de consultation associées.

2. PROCEDURE D'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE

2.1 DESCRIPTION

L'évaluation environnementale ne constitue pas une procédure autonome, elle s'intègre pleinement à l'élaboration ou à la révision d'un plan de prévention et de gestion des déchets.

Les grandes étapes de la démarche sont les mêmes que celles qui prévalent pour l'élaboration ou la révision du Plan.

L'évaluation environnementale comprend ainsi :

- la réalisation d'un rapport environnemental par l'organisme responsable du plan. Ce rapport a pour objet d'identifier, de décrire et d'évaluer les incidences probables de la mise en œuvre du plan sur l'environnement ;
- la réalisation de consultations avant l'adoption du plan. Elles sont de plusieurs ordres :
 - au début de l'élaboration du rapport environnemental, l'organisme responsable du plan consulte, autant que de besoin, l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement sur le degré de précision des informations que contiendra le rapport environnemental ;
 - l'autorité environnementale est ensuite systématiquement consultée pour donner son avis sur le rapport environnemental et le projet de plan ;
 - la procédure de consultation suit celle du plan (avis de la CCES, du préfet de région, ...) ;
 - sitôt après l'adoption du plan, une information du public sur la décision prise et sur la manière dont il a été tenu compte du rapport environnemental et des consultations.

2.2 ÉLABORATION D'UN RAPPORT ENVIRONNEMENTAL

L'évaluation environnementale comporte l'établissement d'un rapport qui identifie, décrit et évalue les effets que peut avoir la mise en œuvre d'un plan de prévention et de gestion des déchets sur l'environnement.

Il ressort notamment de l'article L.122-6 du Code de l'environnement que le rapport environnemental est un document distinct du plan qu'il évalue.

Par ailleurs, le contenu du rapport environnemental est détaillé dans l'article R. 122-20 du Code de l'environnement, qui précise notamment que ce rapport comprend un résumé non technique (conformément au paragraphe I .6°).

Ce rapport est en outre réalisé conformément aux préconisations du Guide de l'évaluation environnementale des Plans Déchets (document co-élaboré par le Ministère en charge de l'Environnement et l'ADEME, publié en août 2006).

3. DEROULE DU RAPPORT

Après avoir présenté l'étude (chapitre I) et rappelé les objectifs de référence (paragraphe 2 du chapitre I) par un bref descriptif des documents de planification ayant trait ou pouvant influencer sur la gestion des

déchets, la sensibilité du territoire est évaluée selon 5 dimensions environnementales de référence (présentées au paragraphe 1 du chapitre II).

Ces dimensions environnementales permettent d'apprécier la diversité de l'environnement du territoire. Conformément aux préconisations du guide de l'évaluation environnementale des Plans déchets, cette sensibilité du territoire est synthétisée dans un tableau (paragraphe 2.3 du chapitre II)

La filière déchets est ensuite étudiée au paragraphe 2 du chapitre III, étape par étape, afin d'apprécier, pour chaque dimension de référence, les impacts de la gestion des déchets sur le territoire.

La sensibilité du territoire et l'impact des déchets sont ensuite croisés, comme indiqué dans la figure suivante, afin d'obtenir des enjeux, plus ou moins forts, pour les 5 dimensions environnementales de référence.

Les enjeux sont hiérarchisés selon les impacts (faible, modéré, fort). Les enjeux à impact modéré à fort et fort permettront de définir des indicateurs environnementaux de comparaison des différents scénarii (paragraphe 5 du chapitre III), afin de choisir ensuite le scénario le plus approprié (chapitre V).

Enfin, le scénario retenu est approfondi (chapitre VI), des mesures d'évitement ou de compensation sont présentées (chapitre VII) et une méthodologie de suivi environnemental est proposée (chapitre VIII).

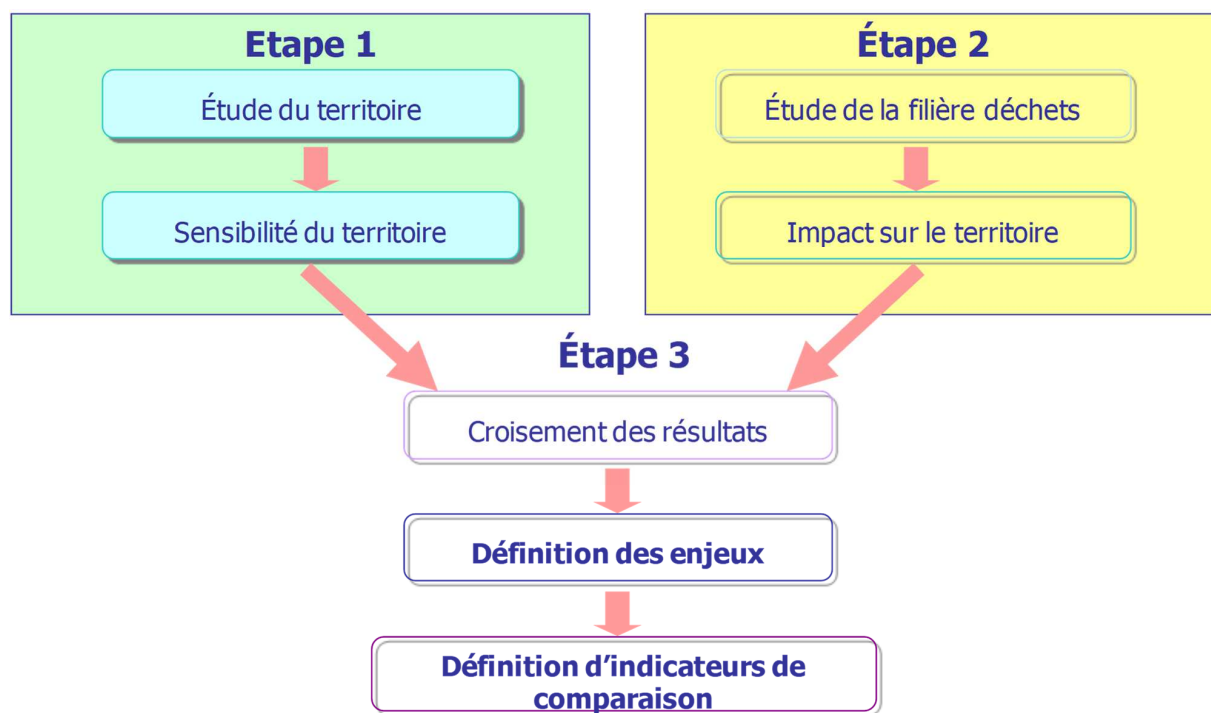


Figure 1 : Schéma de croisement de la sensibilité du territoire et des impacts de la gestion des déchets, afin de déterminer des indicateurs de comparaison

4. L'AUTORITE ENVIRONNEMENTALE

Selon l'article R 122-17 du Code de l'environnement, l'autorité environnementale du Plan est portée par la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) du Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable (CGEDD).

CHAPITRE I – PRESENTATION DE L'ETUDE

1. CONTEXTE

1.1 DEFINITION DU PERIMETRE DE L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

1.1.1 PERIMETRE ADMINISTRATIF

Le périmètre de la présente évaluation environnementale correspond à celui pris en compte dans le Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de Martinique (PPGDM).

Il correspond au périmètre administratif de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM).

Il comprend donc **34 communes** et **385 551 habitants** (population municipale INSEE en vigueur au 1^{er} janvier 2016). Toutes les communes de l'île de la Martinique sont couvertes par le Plan.

1.1.2 DEFINITION DES ANNEES DE REFERENCE

Les années de référence de l'étude de la gestion des déchets sont celles définies dans le Plan. Ainsi :

- la gestion actuelle est étudiée sur l'année 2016,
- les prospectives à 6 ans et 12 ans sont fixées à 2025 et 2031, l'adoption du Plan étant prévue pour 2019.

Les années de référence des informations relatives à l'état initial de l'environnement peuvent cependant varier en fonction des documents qui ont été réalisés sur le sujet. Lorsque plusieurs sources d'informations relatives à la même donnée, au même paramètre ont été recensées, il a été conservé la plus récente.

1.1.3 DEFINITION DES DECHETS CONCERNES

Conformément à l'article R. 541-15 du Code de l'environnement, qui précise le périmètre d'exercice des Plans Régionaux de Prévention et de Gestion des Déchets, les déchets considérés par le Plan et son évaluation environnementale concernent **tous les types de déchets produits sur le territoire de l'île de la Martinique, quels que soient leur nature et leur producteur** (à l'exception des déchets dont la gestion relève de l'Etat : déchets nucléaires)

Ainsi, le Plan concerne les déchets non dangereux non inertes, les déchets inertes et les déchets dangereux listés dans l'encadré rouge du tableau suivant :

Périmètre du Plan	Déchets ménagers et assimilés (DMA)	Déchets d'activités économiques (DAE)
Déchets dangereux	Déchets dangereux en déchèterie provenant des ménages Déchets dangereux en filières de responsabilité élargie des producteurs :	Déchets dangereux en déchèterie provenant des activités économiques Déchets des activités de soins à risque infectieux

CHAPITRE I – PRESENTATION DE L'ETUDE

	Déchets d'équipements électriques et électroniques, piles, batteries, déchets dangereux diffus, déchets des activités de soins à risque infectieux des patients en autotraitement (DASRIPAT) Amiante lié	Déchets dangereux en filières de Responsabilité élargie des producteurs : D3E dits « déchets ménagers », Piles et batteries D3E professionnels Amiante lié
Déchets non dangereux	Ordures ménagères résiduelles Collectes sélectives (emballages et biodéchets) Déchets verts Encombrants Autres flux collectés en déchèteries (hors inertes) Déchets non dangereux en filières de responsabilité élargie des producteurs (pneus, papiers imprimés, mobilier, textiles...) Boues et produits de curage de stations d'épuration du service public Matières de vidange de l'assainissement autonome	Déchets des activités économiques assimilés aux déchets ménagers Déchets verts des collectivités Déchets de nettoyage et de voirie Déchets de foire et marchés Autres déchets des activités économiques Déchets non dangereux non inertes du bâtiment et travaux publics Déchets non dangereux agricoles Déchets non dangereux en filières de responsabilité élargie du producteur (pneus, papiers imprimés...) Sous-produits non dangereux de traitement (refus de tri, mâchefers...) Boues de station d'épuration industrielles, agricoles et déchets des industries agro-alimentaires.
Déchets inertes	Gravats et terres inertes en déchèterie provenant des ménages	Gravats et terres inertes collectés en déchèterie provenant des professionnels Déchets inertes du BTP

Tableau 1 : Déchets pris en compte dans le Plan

Ce tableau induit quelques commentaires :

- Le champ d'action du Plan correspond à l'addition de ceux des 3 anciens documents de planification de la gestion des déchets établis à l'échelle départementale ou régionale, à savoir :
 - Les déchets dangereux, qui sont du ressort des anciens Plans Régionaux d'Élimination des Déchets Dangereux (PREDD),
 - Les déchets non dangereux non inertes, pris en compte dans les anciens Plans Départementaux de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux (PDPGDND),
 - Les déchets inertes, qui relèvent des anciens plans Départementaux de Prévention et de Gestion des Déchets du BTP (PDPGD BTP).
- Les déchets non dangereux issus du traitement des déchets sur le territoire du Plan concernent notamment les refus de tri, les ferrailles extraites des déchets dans les unités de traitement, les mâchefers d'incinération et le compost non normalisé issu de la valorisation organique des déchets non dangereux (en effet, seul le compost normalisé est considéré comme un produit et ne fait pas l'objet d'un plan d'épandage).
- Les déchets d'activités économiques non dangereux sont d'origines diverses : établissements administratifs, bureaux, entreprises industrielles, secteur du bâtiment et des travaux publics, commerces, entreprises artisanales et agricoles.

- Certains déchets d'activités économiques sont collectés et traités avec les déchets ménagers : il s'agit de déchets que la collectivité est en mesure de collecter et de traiter sans sujétions particulières, eu égard aux caractéristiques et aux quantités produites et sans risque pour les personnes et l'environnement. Ils sont produits principalement par des commerces, des services publics, bureaux et des artisans. On parle fréquemment de déchets assimilés aux déchets ménagers.

Il est à noter que pour les Déchets d'Activités Economiques (DAE), les déchets inertes, les déchets dangereux et les déchets issus du traitement des eaux, le guide méthodologique du MEDD et de l'ADEME sur l'évaluation environnementale des Plans d'élimination des déchets publié en 2006 ne définit aucune méthode d'appréciation des impacts environnementaux.

Néanmoins, à partir des outils et des données disponibles, nous avons pris l'initiative d'évaluer les enjeux des impacts environnementaux pour ces catégories de déchets produits sur la zone du Plan.

Par ailleurs, les déchets produits sur le territoire du Plan et dont le traitement final est réalisé en métropole ou en Guadeloupe ont été considérés afin de tenir compte de leurs impacts (positif et négatif).

1.2 LES OBJECTIFS DU PLAN

1.2.1 LES OBJECTIFS DE PREVENTION

- Diminuer de 10 % les déchets ménagers et assimilés en kg/an/habitant (en 2020 par rapport à 2010). L'atteinte de cet objectif est subordonnée à l'efficacité des actions de réduction des déchets à la source qui seront définies dans les scénarios. Les indicateurs d'évaluation de ces mesures devront être suffisamment pertinents pour quantifier les impacts.
- Réduire la production de Déchets d'activités économiques par unité de valeur produite (en 2020). Le Plan devra prévoir des objectifs de réduction des quantités de déchets produits par les professionnels.
- Développer le réemploi et la préparation à la réutilisation. Il s'agit de favoriser la mise en place de ressourceries et de recycleries. Les déchets inertes devront également prendre en compte cet objectif avec des plateformes de broyages et concassage afin de pouvoir réutiliser les déchets de chantiers sur d'autres chantiers.
- Lutter contre le gaspillage alimentaire. Cet objectif cible principalement les changements de comportement de la population, les circuits de grande distribution et la restauration collective sous maîtrise d'ouvrage publique/privée.
- Promouvoir l'économie circulaire dans la commande publique. La Loi de transition énergétique pour la croissance verte demande une meilleure exemplarité de la commande publique, avec par exemple des mises en place de critères favorisant les matériaux réemployés.

1.2.2 LES OBJECTIFS DE GESTION

- Atteindre 55% de déchets non dangereux et non inertes orientés vers la valorisation matière ou organique en 2020 et 65% en 2025. Actuellement 37% des déchets non dangereux et non inertes sont orientés vers la valorisation matière ou organique en Martinique. Ainsi, l'atteinte de cet objectif devra permettre la valorisation matière ou organique de 88 000 tonnes supplémentaires soit un gain de 78% par rapport à l'actuel d'ici 2025. Le plan prévoit une stabilisation des déchets envoyés en valorisation matière ou organique entre 2025 et 2031, notamment du fait de la baisse de la population prévue.

- Orienter 70% de déchets de BTP en valorisation matière (en 2020). La Loi de transition énergétique pour la croissance verte fixe à 70% l'augmentation des déchets issus des chantiers du BTP dirigés vers la valorisation matière. Ainsi, il sera prévu la mise en place d'installations permettant de faire de la matière première secondaire. L'atteinte de cet objectif passera également par une meilleure connaissance des quantités et des flux de déchets de cette activité. La commande publique, notamment sur les routes et bâtiments, sera également un levier puissant pour atteindre cet objectif
- Trier à la source les biodéchets ménagers et professionnels. Le tri à la source doit être généralisé à l'ensemble de la population. La séparation des biodéchets peut prendre plusieurs formes : collecte, compostage à domicile, compostage collectifs, ...
- Mettre en œuvre l'extension des consignes de tri des emballages ménagers d'ici 2022. La Loi de transition énergétique pour la croissance verte impose que l'extension des consignes de tri des emballages plastiques (tous les emballages devront être triés au lieu des seuls bouteilles et flacons en plastiques actuellement) soit élargie à l'ensemble de la population d'ici 2022. Le plan indiquera les moyens nécessaires pour permettre de passer en extension.
- Développer la tarification incitative et mise en œuvre d'une comptabilité analytique dans les services publics de gestion des déchets. Dans le cadre de l'élaboration du Plan, les collectivités pourront mener la réflexion quant à la possibilité de développer la tarification incitative sur leur territoire. Les collectivités assurant la compétence collecte ou traitement devront mettre en œuvre une comptabilité analytique.

1.2.3 LES OBJECTIFS DE TRAITEMENT

- Limiter l'élimination des déchets non dangereux et non inertes sans valorisation. La petitesse du territoire et la faible disponibilité du foncier rendent difficile la mise en œuvre d'installation de stockage des déchets sur la Martinique. Aussi, il est primordial de limiter les déchets allant en enfouissement pour augmenter la durée de vie de l'ISDND de Petit Galion.
- Réduire de 30% le stockage en 2030 et de 50% en 2035 par rapport à 2010. Le Plan tendra vers cette limitation à horizon 2031. Il est également à noter que le Paquet Economie Circulaire, en attente de publication au Journal officiel de l'union européenne demande une limitation des déchets municipaux stockés à 10% des déchets municipaux produits à horizon 2035. Le Plan devra tendre vers cet objectif.
- Réduire de 25% l'incinération sans valorisation énergétique en 2030 et de 50% en 2035 par rapport à 2010. Vu ces contraintes réglementaire, il est impératif que l'UIOM de Fort de France puisse être reclassé en valorisation énergétique (définition européenne), ce qui permettra de ne plus faire d'incinération sans valorisation énergétique sur la Martinique.

1.2.4 LES AUTRES OBJECTIFS

- Permettre une gestion optimale des déchets dangereux. Le tri des déchets dangereux des professionnels et des particuliers devra être amélioré ainsi que leur collecte séparative. Ainsi, la collecte des déchets dangereux diffus des ménages en cours de mise en place sur les déchèteries de la Martinique, devra être généralisée.
- Favoriser la gestion de proximité des déchets. Dans le cas où des filières locales existent, le Plan prévoira une application du principe de proximité dans la gestion des déchets.
- Promouvoir la valorisation énergétique des déchets. Le Plan laissera la possibilité aux acteurs de mettre en œuvre des outils de traitement des déchets avec valorisation énergétique.

CHAPITRE I – PRESENTATION DE L'ETUDE

- Valoriser les boues issues de l'assainissement organiquement et /ou énergétiquement. Actuellement, les boues de la Martinique sont orientées vers le compostage. Le Plan prévoira le maintien du compostage dans le respect de la norme NFU 44095 et la possibilité d'une valorisation énergétique.

2. OBJECTIFS DE REFERENCE

Le rôle du Plan est de s'assurer de l'articulation entre la politique de gestion des déchets et les autres documents ou plans concernant le territoire. Conformément à l'article R. 122-20 du Code de l'environnement, l'évaluation environnementale analyse les interactions avec les plans et programmes visés à l'article R. 122-17 du Code de l'environnement et R. 121-14 du code de l'urbanisme. L'évaluation s'attache à étudier les plans et documents les plus pertinents au regard des interactions potentielles avec le Plan, et intègre d'autres plans susceptibles d'être concernés.

Il convient également d'identifier les objectifs de référence, c'est-à-dire les politiques nationales, régionales et locales qui contribuent à améliorer l'état de l'environnement.

Nous dressons donc ici la liste (non exhaustive) de quelques-uns des documents de planification qui font l'objet d'une évaluation environnementale et/ou qui fixent des objectifs qui ont des répercussions sur la qualité de l'environnement. Les enjeux et les objectifs rappelés sont ceux qui sont directement en lien avec la gestion des déchets, ou qui sont susceptibles de concerner la gestion des déchets.

2.1 ARTICULATION AVEC LES AUTRES PLANS DE PREVENTION ET DE GESTION DES DECHETS

2.1.1 LE PROGRAMME NATIONAL DE PREVENTION DES DECHETS

Le Programme national de prévention des déchets 2014-2020 a été approuvé par arrêté ministériel le 18 août 2014.

Prévu par la directive-cadre 2008/98/CE, il fait le bilan du plan national de prévention précédent (2004-2012) et fixe les orientations et les objectifs nationaux pour 2014-2020.

Le Programme national de prévention s'articule autour de 3 grands objectifs, à savoir :

- une diminution de 7 % de l'ensemble des déchets ménagers et assimilés (DMA) par habitant par an à horizon 2020 par rapport à 2010, dans la continuité du précédent plan national (limité aux ordures ménagères) ;
- une stabilisation au minimum de la production de déchets des activités économiques (DAE) d'ici à 2020 ;
- une stabilisation au minimum de la production de déchets du BTP d'ici à 2020, avec un objectif de réduction plus précis à définir.

Ces objectifs sont par la suite déclinés en 55 actions nationales, regroupées selon 13 axes d'interventions.

L'articulation du Plan avec le Programme national de prévention des déchets est forte, le contenu du Plan en matière de prévention devant traduire à l'échelon du territoire les orientations du Programme national de prévention.

2.1.2 LE PLAN NATIONAL DE REDUCTION ET DE VALORISATION DES DECHETS (CONTRIBUTION A LA STRATEGIE NATIONALE D'ECONOMIE CIRCULAIRE)

Le Plan national de prévention et de valorisation des déchets 2014-2020 a été présenté au Conseil national des déchets par le Ministère de l'environnement le 7 novembre 2014.

Ce document stratégique permet de transcrire le volet « économie circulaire » de la Loi relative à la Transition Énergétique pour la Croissance Verte (LTECV). Il fixe les grands objectifs nationaux suivants :

- **A l'horizon 2020 (par rapport à 2010) :**

- Réduire de 10% la production de déchets ménagers et assimilés (DMA) par habitant et par an,
- Réduire de 4% des déchets d'activités économiques (hors BTP) par unité de PIB.

- **A l'horizon 2025 (par rapport à 2010) :**

- Réduire de 50% la quantité de déchets ultimes mis en décharge,
- Réduire de 50% la quantité de déchets incinérés sans valorisation énergétique,
- Atteindre 60% de recyclage pour les déchets non dangereux non inertes.

L'articulation du Plan avec le Plan national de réduction et de valorisation des déchets est forte, le contenu du Plan devant retranscrire à l'échelon territorial les orientations du Plan national, notamment en matière d'économie circulaire avec l'élaboration d'un **Plan Territorial d'Action en faveur de l'Economie Circulaire (PTAEC)**.

2.1.3 LE PLAN REGIONAL D'ELIMINATION DES DECHETS SPECIAUX (PREDIS)

Le Plan Régional d'Elimination des Déchets Spéciaux de la Martinique (PREDIS), devenu depuis Plan de Prévention et de Gestion des Déchets Dangereux (PPGDD), a été approuvé en décembre 1998 ; il n'a pas été révisé depuis et n'a pas fait l'objet d'une évaluation environnementale.

Le Plan et le PPGDD sont complémentaires, le Plan englobant le PPGDD dans son champ d'action.

En effet, le PPGDD prend en compte l'ensemble des déchets dangereux produit en Martinique, tandis que le Plan prend en compte les déchets couverts par le PPGDD ainsi que tous les autres types de déchets produits sur le territoire, quels que soient leur nature (dangereux, non dangereux, inertes...) et leur producteur (ménages, activités économiques, administrations...). Le Plan définit également les besoins en installation de gestion pour l'ensemble des déchets qu'il couvre.

Le PPGDD reste en vigueur jusqu'à l'approbation du Plan, qui le remplacera alors.

2.1.4 LE PLAN DEPARTEMENTAL DE PREVENTION ET DE GESTION DES DECHETS NON DANGEREUX (PDPGDND)

Le Plan Départemental de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux de la Martinique (PDPGDND) a été approuvé le 22 octobre 2015. Il a fait l'objet d'une évaluation environnementale.

Le Plan et le PDPGDND sont complémentaires, le Plan englobant le PDPGDND dans son champ d'action.

En effet, le PDPGDND prend en compte l'ensemble des déchets non dangereux non inertes produit en Martinique, tandis que le Plan prend en compte les déchets couverts par le PDPGDND ainsi que tous les autres types de déchets produits sur le territoire, quels que soient leur nature (dangereux, non dangereux, inertes...) et leur producteur (ménages, activités économiques, administrations...). Le Plan définit également les besoins en installations de gestion pour l'ensemble des déchets qu'il couvre.

Le PDPGDND reste en vigueur jusqu'à l'approbation du Plan, qui le remplacera alors.

2.1.5 LE PLAN DEPARTEMENTAL DE GESTION DES DECHETS DU BTP (PDGDBTP)

Le Plan Départemental de Gestion des Déchets du BTP de la Martinique (PDGDBTP) a été approuvé en octobre 2006 ; il n'a pas été révisé depuis et n'a pas fait l'objet d'une évaluation environnementale.

Le Plan et le PDGDBTP sont complémentaires, le Plan englobant le PDGDBTP dans son champ d'action.

En effet, le PDGDBTP prend en compte l'ensemble des déchets produits par les activités du BTP en Martinique (déchets non dangereux inertes, non dangereux non inertes, dangereux), tandis que le Plan prend en compte les déchets couverts par le PDGDBTP ainsi que tous les autres types de déchets produits sur le territoire, quels que soient leur nature (dangereux, non dangereux, inertes...) et leur producteur (ménages, activités économiques, administrations...). Le Plan définit également les besoins en installations de gestion pour l'ensemble des déchets qu'il couvre.

Le PDGDBTP reste en vigueur jusqu'à l'approbation du Plan, qui le remplacera alors.

2.2 L'AIR

2.2.1 LE SCHEMA REGIONAL CLIMAT AIR ENERGIE (SRCAE)

La loi Grenelle II confie la responsabilité de l'élaboration du SRCAE à l'Etat et au Conseil Régional. L'objectif de ce schéma est de définir les orientations et les objectifs régionaux aux horizons 2020 et 2050 en matière d'amélioration de l'autonomie énergétique, de lutte contre la pollution atmosphérique, d'adaptation au changement climatique et d'efficacité énergétique.

Le SRCAE de la Martinique a été approuvé par arrêté préfectoral du 18 juin 2013. Les orientations dites prioritaires du document, sont les suivantes :

- Renforcer, consolider le conseil et le management énergétique par le biais d'un référent coordonnateur des retours d'expériences des entreprises de petites et moyennes tailles et développer des compétences en matière de traduction opérationnelle des diagnostics
- Renforcer les synergies entre les thématiques écologie industrielle, qualité de l'air, traitement et valorisation (énergétique) des déchets dans les programmes d'aménagement.

Les orientations générales ayant trait à la gestion des déchets sont :

- Axe transport : -17% de la demande énergétique et du niveau d'émissions de gaz à effet de serre, le secteur des transports représentant 60% du bilan énergétique de la Martinique
 - Orienter la politique d'aménagement du territoire pour réduire à la source les besoins de déplacement
- Axe agriculture : Développer les énergies renouvelables dans les exploitations et améliorer de 10% l'efficacité énergétique des engins agricoles
 - Soutenir et consolider l'expérimentation de techniques de valorisations énergétique en synergie avec le traitement des déchets (exemple : micro-méthaniseur)
- Axe énergies renouvelables : Couvrir au moins 60% des besoins électriques de l'île à horizon 2020
 - Confirmer et structurer la filière biomasse
 - Renforcer les synergies avec les filières déchets, consolider les filières de valorisation énergétique des déchets

L'objectif concernant l'air est d'améliorer la qualité de l'air afin de garantir le respect des normes définies pour la protection de la santé.

Le SRCAE et le PRPGD sont donc cohérents, le PRPGD contribue à l'atteinte des objectifs du SRCAE.

2.2.2 LE PLAN DE PROTECTION DE L'ATMOSPHERE (PPA)

Introduit par la loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie (LAURE) en 1996, le plan de protection de l'atmosphère est obligatoire dans les agglomérations de plus de 250 000 habitants et dans les secteurs où les valeurs limites sont dépassées. Arrêté par le préfet, le PPA peut renforcer les mesures techniques de prévention de la pollution prévues au plan national ou régional (orientations définies par le plan régional de la qualité de l'air ou le SRCAE) : il peut notamment s'agir de la restriction ou de la suspension des activités polluantes, et de la limitation de la circulation des véhicules. Toutefois, ces plans ont une vocation curative et non préventive.

Le PPA de la Martinique a été arrêté par la préfecture le 21 août 2014. Il a pour objectif de réduire les émissions de polluants atmosphériques et de maintenir ou de ramener les concentrations de polluants à des niveaux inférieurs aux normes, avec des mesures visant le transport et le résidentiel.

En effet, 2 polluants posent problème sur l'île : les poussières fines et le dioxyde d'azote, et sont principalement liés aux transports et aux épisodes de brume de sable du Sahara.

Les actions prévues, en lien avec les déchets, sont les suivantes :

Sur le volet transport :

- Développement des transports actifs et mobilités douces
 - Action 9 : Introduire dans le cahier des charges des transporteurs une formation obligatoire à l'écoconduite (permis vert)
- Améliorer les performances environnementales des flottes des véhicules
 - Action 18 : Renforcer les contrôles des émissions polluantes des véhicules

Sur les comportements individuels :

- **Sur le brûlage :**
 - Action 20 : **Rappeler l'interdiction de brûlage des déchets verts** aux communes et aux services de police et de gendarmerie
 - Action 21 : Coupler l'information sur la collecte des déchets verts et leur filière à la **communication sur l'interdiction du brûlage à l'air libre et aux risques sanitaires** liés à cette pratique
 - Action 22 : Inciter les maires à sanctionner en cas de non-respect de la réglementation
 - Action 23 : **Développer des solutions alternatives au brûlage** dans le cadre des Programme locaux de prévention des déchets

Sur le volet industries :

- Diminuer l'impact de l'activité des carrières et du transport des matériaux
 - Action 25 : Renforcer les contrôles de bâchage des camions
 - Action 26 : Sensibiliser les chauffeurs routiers sur l'impact sanitaire des poussières
- Améliorer les connaissances sur les émissions de l'industrie
 - Action 28 : Améliorer les connaissances autour des installations les plus émettrices (notamment l'usine d'incinération)

Le PPA et le Plan sont donc en cohérence. Les actions du Plan en vue du déploiement de déchèteries permettront de diminuer le brûlage de déchets verts.

2.3 L'EAU

2.3.1 LE SCHEMA DIRECTEUR D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DE L'EAU (SDAGE)

Le SDAGE a deux vocations :

- constituer le plan de gestion de l'eau dans le bassin, au titre de la loi de transposition de la Directive-Cadre européenne sur l'Eau (DCE). À ce titre, il intègre dans son champ de compétence tous les domaines visés par la DCE et comprendra en particulier deux parties importantes :
 - la fixation de l'objectif environnemental (« bon état » ou « bon potentiel ») à atteindre pour chacune des masses d'eau du bassin, et de l'échéance fixée pour cet objectif (2015 ou au-delà),
 - un programme de mesures 2010-2015.
- être le document de référence pour la gestion de l'eau dans le bassin : le SDAGE oriente la prise de certaines décisions administratives (obligations de prise en compte ou de compatibilité) par la formulation d'orientations et de dispositions jugées nécessaires par le Comité de Bassin.

Le SDAGE 2016-2021 de la Martinique a été approuvé par arrêté préfectoral le 30 novembre 2015 et a fait l'objet d'une évaluation environnementale.

Les objectifs principalement en lien avec les déchets concernent l'orientation fondamentale n°2 « reconquérir la qualité de l'eau et des milieux aquatiques ». Il s'agit notamment de réduire de manière significative la pollution diffuse de l'eau par les substances dangereuses. Dans ce cadre, les dispositions directement liées aux mesures de gestion des déchets sont les suivantes :

- Disposition II-B-3 : mettre en place des filières de traitement, de récupération et de valorisation des déchets (notamment pour les boues, vidanges, effluents d'élevage),
- Disposition II-B-4 : résorber les sites de dépôts sauvages.

L'articulation entre le SDAGE et le Plan porte donc sur la lutte contre la pollution de l'eau. En effet, une mauvaise gestion des déchets peut avoir un impact négatif important sur la qualité des eaux et empêcher l'atteinte des objectifs de qualité fixés par le SDAGE.

2.3.2 LES SCHEMAS D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DE L'EAU (SAGE)

Les SAGE permettent de retranscrire les objectifs du SDAGE à l'échelle d'une unité hydrographique cohérente (bassin versant, aquifère, ...) et de définir des moyens d'actions locaux.

Il n'y a pas de SAGE sur le territoire du Plan.

2.3.3 LES CONTRATS DE MILIEU

Un contrat de milieu (généralement contrat de rivière, mais également de lac, de baie ou de nappe) est un accord technique et financier entre partenaires concernés pour une gestion globale, concertée et durable à l'échelle d'une unité hydrographique cohérente. C'est un programme d'actions volontaire et concerté sur 5 ans avec engagement financier contractuel (désignation des maîtres d'ouvrage, du mode de financement, des échéances des travaux, etc.).

Il y a actuellement 2 contrats de milieu en Martinique :

- contrat de la baie de de Fort de France, porté par la CACEM, en cours d'exécution depuis 2010 et prolongé jusqu'en mai 2017. Un 2^{ème} contrat est en cours d'émergence,

- contrat de rivière du bassin versant du Galion, porté par Cap Nord, en cours d'exécution depuis 2016,

Un 3ème contrat est en projet : le contrat littoral au sud de l'île, porté par la CAESM.

2.4 LE CLIMAT ET L'ENERGIE

2.4.1 LA STRATEGIE NATIONALE BAS CARBONE (SNBC)

La SNBC a été publiée au Journal Officiel par le Ministère de l'environnement le 19 novembre 2015.

Découlant de la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte (LTECV), elle fixe une feuille de route pour la France en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) pour les prochaines décennies. L'objectif est notamment de diviser par 4 les émissions de GES à l'horizon 2050 par rapport au niveau de 1990 (soit une réduction de 75%), mais aussi d'honorer l'engagement pris par la France auprès de l'Union Européenne à savoir une réduction de 40% de ses émissions d'ici à 2030. Elle doit également permettre de respecter les 3 « budgets carbone » établis pour la France sur les périodes 2015-2018, 2019-2023 et 2024-2028 (plafonds d'émissions de GES).

A cet effet, la SNBC est déclinée en recommandations transversales et sectorielles, **dont l'une est dédiée à la gestion des déchets : l'objectif global est de réduire les émissions de GES du secteur de 33% à l'horizon du 3ème budget carbone (2030), et d'au moins 80% d'ici 2050.** Pour y parvenir, 5 leviers d'actions sont identifiés (par ordre de priorité) :

- Prévenir la production de déchets (éco-conception, allongement de la durée de vie, réparation, réemploi, limitation du gaspillage alimentaire...),
- Augmenter le recyclage des déchets n'ayant pu être évités (valorisation matière et organique),
- Valoriser énergétiquement les déchets n'ayant pu être évités et valorisés par recyclage,
- Réduire les émissions diffuses de méthane des décharges et des stations d'épuration,
- Supprimer à terme l'incinération sans valorisation énergétique.

L'articulation entre la SNBC et le plan repose donc sur cette recommandation sectorielle relative au domaine de la gestion des déchets.

2.4.2 LA PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DE L'ENERGIE (PPE)

La PPE de la Martinique a été approuvée par décret le 4 octobre 2018. Elle a fait l'objet d'une évaluation environnementale.

Avec cette PPE, la Martinique se place résolument sur la voie de l'autonomie énergétique en 2030, avec les objectifs suivants à horizon 2023 :

- En matière de sécurité d'approvisionnement énergétique : le taux de pénétration des énergies fatales à caractère aléatoire pour garantir la sûreté du système électrique est fixé à 35 % en 2018, avec un objectif de porter ce seuil à 45 % en 2023.
- En termes d'amélioration de l'efficacité énergétique et la baisse de la consommation : les objectifs de réduction de la consommation d'énergie sont fixés à -30 GWh en 2018 et -118 GWh en 2023.
- En ce qui concerne le soutien des énergies renouvelables : la part des énergies renouvelables dans le mix électrique est fixée à hauteur de 56 % en 2023.
- En matière de mobilité décarbonée :

- la réalisation d'un schéma de déploiement du véhicule électrique dès 2018, en parallèle d'expérimentations de bornes de recharge ayant recours aux énergies renouvelables.
- l'objectif de déploiement des dispositifs de charge pour les véhicules électriques et hybrides rechargeables est fixé à 241 bornes de recharge alimentées à partir d'électricité renouvelable en 2023.

Enfin, la PPE prévoit également la réalisation d'études portant sur les transports, la maîtrise de l'énergie, le réseau électrique, l'offre d'électricité et l'approvisionnement en électricité. Ces études permettront de prendre des décisions, mais également de préparer la révision de la PPE qui sera réalisée dès 2018 pour couvrir la période 2024-2028.

L'articulation de la PPE avec le Plan porte principalement sur le développement des énergies renouvelables et de récupération à partir de déchets (chaleur, électricité, gaz...) : incinération avec valorisation énergétique, méthanisation et production de biogaz, production de combustibles de substitution (CSR).

2.4.3 LE SCHEMA REGIONAL CLIMAT AIR ENERGIE (SRCAE)

Comme rappelé au paragraphe 2.2, le SRCAE a été adopté par arrêté préfectoral le 18 juin 2013.

Les objectifs concernant le climat sont les suivants :

- renforcer la prise en compte du changement climatique dans les politiques d'aménagement de la Martinique

Les objectifs concernant l'énergie sont les suivants :

- l'autonomie énergétique d'ici 2030 avec le développement des énergies renouvelables
- -17% de la demande énergétique et du niveau d'émissions de gaz à effet de serre liés au transport (hors aérien) à l'horizon 2020
- réduire la demande énergétique de 5% dans les bâtiments résidentiels et maîtriser l'augmentation à hauteur de 1.5% par an à l'horizon 2020
- améliorer l'efficacité énergétique de 20% d'ici 2020 en réalisation au moins 40% du potentiel des équipements électriques du secteur industrie d'ici 2020
- développer les énergies renouvelables dans les exploitations agricoles et améliorer de 10% l'efficacité énergétique des engins agricoles à l'horizon 2020
- couvrir au moins 60% des besoins électriques de l'île avec des énergies renouvelables d'ici 2020

Le Plan est en accord avec ces objectifs, en contribuant à la diminution des émissions des gaz à effet de serre.

2.4.4 LE PLAN CLIMAT REGIONAL

Il n'y a pas de plan Climat Régional en Martinique.

2.4.5 LES PLANS CLIMAT ENERGIE TERRITORIAUX (PCET)

En Martinique, 3 PCET sont actuellement recensés par l'observatoire des PCET de l'ADEME ; ils sont tous mis en œuvre. Les structures porteuses sont :

- La Communauté d'Agglomération du Centre de la Martinique (PCET lancé en 2008),
- La Communauté d'Agglomération de l'Espace Sud de la Martinique (PCET lancé en 2011),
- La ville de Fort-de-France (PCET lancé en 2011).

2.5 LES MATIERES PREMIERES

2.5.1 LA STRATEGIE NATIONALE POUR LA GESTION DURABLE DES GRANULATS TERRESTRES ET MARINS ET DES MATERIAUX ET SUBSTANCES DE CARRIERES

Elaborée en 2012, cette stratégie nationale a pour ambition de fournir un cadre permettant la sécurité d'approvisionnement et l'accès effectif aux gisements de granulats tout en répondant à l'ensemble des enjeux d'aménagement du territoire, dans une logique de développement durable, de gestion économe d'une ressource non renouvelable, et de prise en compte permanente des politiques publiques environnementales, économiques et sociales en concertation avec les autres acteurs du territoire afin de favoriser l'acceptabilité des projets de qualité.

Cette stratégie se décline en 4 axes (non hiérarchisés) :

- **Répondre aux besoins et optimiser la gestion des ressources de façon économe et rationnelle** : renforcer l'adéquation entre usage et qualité des matériaux et entre besoins et réserves autorisées, tout en favorisant les approvisionnements de proximité ;
- **Inscrire les activités extractives dans le développement durable** : concilier les enjeux environnementaux, sociaux et économiques liés à l'extraction de matériaux et à la chaîne logistique associée en concertation avec l'ensemble des autres acteurs des territoires, y compris les acteurs du milieu marin ;
- **Développer le recyclage et l'emploi de matériaux recyclés** : faire évoluer la part de matériaux recyclés actuellement évaluée à environ 6 % à au moins 10% de la production nationale dans les 10-15 prochaines années ;
- **Encadrer le développement de l'utilisation des granulats marins** dans la définition et la mise en œuvre d'une politique maritime intégrée.

Cette stratégie est donc cohérente avec les objectifs du Plan, qui porte notamment une vision d'économie des ressources en matières premières et vise à développer le recyclage des déchets inertes.

2.5.2 LE SCHEMA REGIONAL DES CARRIERES (SRC)

Le SRC définit les conditions générales d'implantation des carrières et les orientations relatives à la logistique nécessaire à la gestion durable des granulats, des matériaux et des substances de carrières dans la région. Il fixe les objectifs à atteindre en matière de limitation et de suivi des impacts et les orientations de remise en état et de réaménagement des sites.

Au vu du changement récent de la réglementation relative à la planification des activités d'extraction (loi n°2014-366 du 24 mars 2014 dite « loi ALUR »), le SRC de la Martinique devra être adopté à l'horizon 2025. Il devra faire l'objet d'une évaluation environnementale. Il remplacera l'actuel Schéma Départemental des Carrières, approuvé par arrêté préfectoral en 2006.

Le SRC devra s'articuler avec le Plan, notamment en matière de développement du recyclage des granulats et de l'utilisation de ressources minérales secondaires, dans une optique d'économie circulaire.

2.5.3 LA STRATEGIE NATIONALE POUR LA MOBILISATION DE LA BIOMASSE (SNMB)

Cette stratégie nationale, qui découle de la LCETV adoptée en 2015, est encadrée par l'article L. 211-8 du code de l'énergie : elle vise à développer la production de biomasse et à augmenter sa mobilisation (notamment pour l'approvisionnement des installations de production d'énergie), tout en veillant à un bon équilibre entre les différents usages de la biomasse et à l'atténuation du changement climatique.

Elle a été adoptée par un arrêté du 26 février 2018. Elle constitue un socle de propositions et d'orientations pour les futurs Schémas Régionaux Biomasse, qui sont élaborés en parallèle de cette stratégie.

2.5.4 LE SCHEMA REGIONAL BIOMASSE (SRB)

Introduit par la LTECV et encadré par le décret n°2016-1134 du 19 août 2016, le SRB a pour objectif de « fixer des orientations et planifier des actions régionales concernant les filières de production et de valorisation de la biomasse susceptible d'avoir un usage énergétique ». Il porte sur l'ensemble des gisements de biomasse à usage énergétique (forestiers, agricoles et agro-alimentaires, déchets de bois), et doit veiller à ce que cet usage n'entre pas en concurrence avec d'autres types d'utilisation des ressources en biomasse (matériaux de construction, alimentation...).

Le SRB de la Martinique est actuellement en cours d'élaboration, porté conjointement par les services de l'Etat et la CTM.

L'articulation du SRB avec le plan est forte, car le contenu et les orientations du SRB devront être en cohérence avec ceux du plan, mais aussi avec les objectifs du Programme National de Prévention des Déchets.

2.6 LES RISQUES SANITAIRES

2.6.1 LE PLAN NATIONAL SANTE ENVIRONNEMENT (PNSE)

Le PNSE est l'outil central de la politique française de lutte contre les pathologies dues à l'environnement. Il a vocation à répondre aux préoccupations des Français sur les conséquences sanitaires à court et moyen terme de l'exposition à certaines pollutions de leur environnement. Le PNSE est élaboré conjointement par le Ministère de l'Environnement et le Ministère de la Santé.

Après 10 ans d'actions destinées à la prévention des risques pour la santé liés à l'environnement (PNSE 1 - 2004-2008 et PNSE 2 - 2010-2014), le PNSE 3 a été adopté pour la période 2015-2019, en intégrant des changements méthodologiques importants (association des acteurs locaux dès le démarrage du processus d'élaboration, prise en compte du lien santé-biodiversité et de l'adaptation au changement climatique). Il s'articule autour de 4 grandes catégories d'enjeux, déclinés en actions :

- enjeux de santé prioritaires (notamment la réduction des cancers liés à l'exposition aux matériaux amiantés),
- connaissance des expositions et de leurs effets (notamment pour les nanomatériaux : étudier le devenir des nanomatériaux, dans une approche du cycle de vie incluant le vieillissement et la phase « déchet » et acquérir des connaissances quant aux déchets industriels issus de la fabrication de nanomatériaux et aux déchets contenant des nanomatériaux),
- recherche en santé-environnement,
- actions territoriales, information, communication et formation.

2.6.2 LE PLAN REGIONAL SANTE ENVIRONNEMENT (PRSE)

le Plan Régional Santé Environnement (PRSE) 3 a été adopté en décembre 2018. Il vise à limiter les risques sur la santé humaine liés à des facteurs environnementaux et couvre la période allant de son approbation jusqu'à 2021.

Ce Plan se décline en 3 axes et 24 actions prioritaires :

- axe 1 : agir pour une meilleure qualité des milieux extérieurs,
- axe 2 : agir pour améliorer le cadre de vie,
- axe 3 : former et sensibiliser à la santé environnement.

4 actions sont en lien avec la gestion des déchets :

- accompagner les entreprises et les donneurs d'ordre dans la gestion du risque amiante,
- réaliser une campagne d'information et de recommandations du public (lutter contre les idées reçues) sur la santé et l'environnement : eau, air extérieur et intérieur, alimentation, pesticides, gestion des déchets, économie circulaire, énergie et modes de déplacements, ...
- former et sensibiliser les élèves à la santé et l'environnement : eau, air extérieur et intérieur, alimentation (ateliers culinaires), gestion des déchets, économie circulaire, énergie et modes de déplacements, ...
- réaliser des journées « portes ouvertes » des installations de tri, transit, recyclage, valorisation et traitement des déchets.

Il est à noter que les domaines de la santé environnement déjà pris en compte dans d'autres plans et programmes (plan écophyto III, plan Chlordécone, plan santé au travail, Stratégie Santé Outre-mer Martinique 2016-2023, ...) ne sont volontairement pas abordés dans le PRSE 3.

Ce Plan fait suite au PRSE 2, qui constituait le socle des politiques publiques conduites localement en matière de prévention des risques pour la santé liés à l'environnement sur la période 2011-2014. Et qui faisait lui-même suite à une première version (PRSE 1, approuvé en 2005 pour la période 2004-2008).

Le PRSE et le PRPGD sont en cohérence.

2.6.3 LE PLAN CHLORDECONE

La Martinique et la Guadeloupe sont concernés par une pollution d'ampleur à la chlordécone, un insecticide organochloré couramment employé dans les cultures de banane jusqu'à son interdiction en 1993. La forte rémanence de cette molécule dans l'environnement (eaux, sols, denrées alimentaires...) et les conséquences sanitaires associées ont conduit à une mobilisation des pouvoirs publics pour gérer les conséquences de cette pollution, améliorer son suivi et sensibiliser les habitants : un plan chlordécone a ainsi été mis en place et reconduit (plan I 2008-2010, plan II 2011-2013).

Le plan chlordécone III, qui couvre la période 2014-2020, vise à passer d'une logique de gestion de court terme des effets collatéraux de la pollution à une logique de long terme de développement durable des territoires, intégrant la problématique de la chlordécone (approche transversale).

2.7 AMENAGEMENT ET DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE

2.7.1 LE CONTRAT DE PLAN ETAT-REGION (CPER)

Le CPER 2015-2020 est un document par lequel l'État et une région s'engagent sur la programmation et le financement pluriannuels de grands projets de développement économique ou d'aménagement du territoire structurants à l'échelle régionale, tels que la création d'infrastructures ou le soutien à des filières d'avenir. Les CPER 2015-2020 comportent généralement un volet relatif au développement de l'économie circulaire, et peuvent faire état d'orientations sur les infrastructures de gestion des déchets (création d'installation de traitement...).

Le Contrat de Plan Etat-Région-Département 2015-2020 de la Martinique (CPERD) traite la question de la gestion des déchets à travers son volet thématique « infrastructures publiques et vulnérabilité » (action 1.2 : gestion et valorisation des déchets) : il s'agit notamment :

- d'assurer la mise à niveau globale du service public de gestion des déchets de l'île, et notamment la sécurisation des exutoires de traitement/valorisation,
- d'accompagner le changement de comportement de la population et le passage à l'économie circulaire (soutien financier aux filières de prévention et de valorisation locale, animation de démarches d'écologie industrielle et territoriale...),
- d'apporter des solutions de gestion durables à des problématiques locales récurrentes, telles que la prise en charge des algues sargasses (soutien financier à la mise en œuvre de filières de valorisation des algues échouées).

Le Plan et le CPERD sont en cohérence car les orientations portées par le CPER sur la gestion des déchets rejoignent les réflexions stratégiques menées dans le cadre de l'élaboration du Plan. Il est cependant à souligner que **les CPER des outre-mer ont été arrêtés au 31 décembre 2018 et seront remplacés par des contrats de convergence et de transformation** issus de la loi n° 2017-256 du 28 février 2017 de programmation relative à l'égalité réelle outre-mer (EROM), dont l'article 9 prévoit que les plans de convergence, documents stratégiques d'une durée de 10 à 20 ans, sont « déclinés en contrats de convergence », d'une durée maximale de 6 ans. Pour cette première génération, les contrats couvriront la période 2019-2022 et s'inspireront de grande partie du Livre Bleu pour les outre-mer issu des Assises.

Le contrat est en cours d'élaboration avec la CTM.

La gestion des déchets est concernée par 2 volets :

- un rattrapage structurel en matière de gestion des déchets,
- une transition vers une économie circulaire martiniquaise.

Le contrat traitera également de la problématique des sargasses.

Le Plan et le contrat de convergence et de transformation sont donc en cohérence car les orientations portées par le contrat sur la gestion des déchets rejoignent les réflexions stratégiques menées dans le cadre de l'élaboration du Plan.

2.7.2 LE SCHEMA D'AMENAGEMENT REGIONAL (SAR)

Ce document de référence fixe les grandes orientations de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire de la Martinique, en déterminant les espaces à protéger, à mettre en valeur et à réserver en vue du développement urbain et économique de l'île.

Le SAR détermine la destination générale des différentes parties du territoire : l'implantation des grands équipements d'infrastructure et de communication routière, la localisation préférentielle des extensions

urbaines, des activités industrielles, portuaires, artisanales, agricoles, forestières ou touristiques. Il définit également les orientations portant sur la partie littorale et maritime, la vocation générale de ces espaces et les projets d'aménagement et d'équipement liés à la mer.

Le SAR de la Martinique a fait l'objet d'un bilan-évaluation et d'une analyse environnementale réalisés en 2008 qui ont conduit à la délibération de l'assemblée plénière du Conseil Régional n° 08-1561-1 maintenant les perspectives de développement, les orientations fondamentales et le parti d'aménagement du document approuvé en 1998 moyennant quelques ajustements, notamment sur :

- la prise en compte des nouveaux zonages de protection de l'environnement
- les questions liées à la mise en place d'une agriculture raisonnée et au problème de la pollution des terres agricoles au chlordécone ;
- le périmètre du Schéma de Mise en Valeur de la Mer étendu à la Zone Economique Exclusive.

2.7.3 LE PLAN D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE DE LA MARTINIQUE (PADDMA)

Suite à sa création en 2015, la CTM porte un projet de Plan d'Aménagement et de Développement Durable de la Martinique (PADDMA) : ce nouveau document de planification aura pour vocation de compiler et d'afficher dans un unique document les orientations stratégiques de la CTM pour l'avenir de l'île. A ce titre le PADDMA intégrera l'ensemble des schémas et plans sectoriels dont la CTM a la charge, avec spécifiquement sur le volet environnement :

- le Schéma Climat Air Energie (SRCAE),
- le Schéma de cohérence écologique (SRCE),
- la Stratégie de l'Economie circulaire,
- le Plan Territorial de Prévention et de Gestion des Déchets.

L'articulation entre le PADDMA et le Plan est forte : en effet le Plan constitue le pendant « déchets » du PADDMA, et lui sera complètement intégré une fois les deux documents élaborés et validés.

2.7.4 LES SCHEMAS DE COHERENCE TERRITORIALE (SCoT)

Le SCoT est un document cadre de planification du développement d'un territoire. Il s'agit d'un document d'urbanisme à valeur juridique qui fixe les orientations générales des espaces et définit leur organisation spatiale.

Créés par la loi SRU (Solidarité Renouvellement Urbain) du 13 décembre 2000, les SCoT permettent aux communes d'un même bassin de vie de mettre en cohérence des politiques jusqu'ici sectorielles comme l'habitat, les déplacements, l'environnement, les équipements commerciaux..., et par conséquent à rendre les politiques d'urbanisme plus claires et plus démocratiques. L'élaboration d'un SCoT permet en outre aux communes de réaliser en commun des études qui seront nécessaires à l'élaboration de leur PLU (Plan Local d'Urbanisme).

D'après l'Agence d'Urbanisme et d'Aménagement de Martinique (ADUAM), on comptait 3 SCoT sur le périmètre du Plan en mars 2016¹ :

- le SCoT de la Communauté d'Agglomération du Pays Nord Martinique (Cap Nord), approuvé en 2013 et en cours de révision,
- le SCoT de la Communauté d'Agglomération Centre Martinique (CACEM), arrêté en 2016,
- le SCoT de la Communauté d'Agglomération de l'Espace Sud Martinique (CAESM), arrêté en 2016.

L'articulation de ces Schémas avec le Plan porte sur les zones d'implantation des unités de traitement des déchets. Les SCoT doivent être compatibles avec les orientations du Plan.

Les SCoT font l'objet d'une évaluation environnementale.

2.7.5 LES PLANS LOCAUX D'URBANISME (PLU)

Les PLU fixent les conditions d'occupation des sols d'une commune. D'après l'ADUAM², la majorité des PLU de Martinique étaient approuvés et en cours d'évaluation en 2016.

L'articulation des PLU avec le Plan porte sur les zones d'implantation des unités de traitement des déchets.

2.7.6 LES PROGRAMMES LOCAUX D'HABITAT (PLH)

Le PLH est le document essentiel d'observation, de définition de la programmation des investissements et des actions en matière de politique du logement à l'échelle du territoire pour une durée d'au moins 6 ans.

Depuis 2004, ce sont exclusivement les EPCI qui élaborent et suivent les PLH. Avec ce document, les EPCI deviennent plus largement les autorités organisatrices des politiques de l'habitat.

La CACEM, Cap Nord et Espace Sud ont réalisé leur PLH.

2.7.7 L'AGENDA 21 MARTINIQUE

La démarche Agenda 21 vise à intégrer aux projets locaux toutes les composantes du développement durable : équilibre entre le court et le long terme, conciliation des exigences économiques, sociales et environnementales, prise en compte des enjeux locaux et globaux (efficacité énergétique, effet de serre...), développement écologiquement et socialement responsable.

L'Agenda 21 initié par le Conseil Général de la Martinique (devenu depuis la CTM) s'articule selon 5 axes stratégiques :

- renforcer le lien social et l'identité culturelle,
- renforcer la cohérence territoriale et les équilibres environnementaux,
- renforcer l'ancrage du territoire dans son espace régional et international,

¹ ADUAM, mars 2016, *Etat d'avancement des POS et PLU en Martinique*

² Ibid.

- accompagner la modernité économique,
- renforcer la capacité d'adaptation au changement en réduisant les vulnérabilités (axe transversal).

Cet agenda réalisé en 2007 proposait des objectifs et orientation à horizon 2007-2013. Il a été évalué en 2013-2014 par le Cabinet Bioviva Environnement. Les enjeux identifiés pour la première génération ont été confirmés et le cadre du programme d'action prolongé à l'horizon 2020.

2.7.8 LES AGENDAS 21 LOCAUX

La ville de Sainte-Anne s'est engagée depuis les années 2000 dans cette démarche sous l'impulsion de son maire. Celui-ci a été distingué en mars 2012 « Agenda 21 local » à l'issue de la sixième session de reconnaissance nationale lancée par le Ministère de l'environnement.

Quatre communes (Anses d'Arlet, Le Lorrain, Saint-Esprit, Saint-Joseph) ont décidé de se lancer en 2010 et 2011 puis 2012 et 2013 dans une démarche de développement durable à l'échelle de leur territoire en élaborant leur Agenda 21.

La ville du Lamentin a élaboré une stratégie environnementale (SELA) pour préserver son environnement.

2.8 ENVIRONNEMENT ET ESPACES NATURELS

2.8.1 LE SCHEMA REGIONAL DE COHERENCE ECOLOGIQUE (SRCE)

Le SRCE constitue l'outil régional de la mise en œuvre de la Trame Verte et Bleue à l'échelle régionale. Cette politique a pour ambition de concilier la préservation de la nature et le développement des activités humaines, en améliorant le fonctionnement écologique des territoires. Elle identifie les continuités écologiques (réservoirs de biodiversité et corridors écologiques) à préserver ou remettre en bon état, qu'elles soient terrestres (trame verte) ou aquatiques et humides (trame bleue), pour :

- favoriser le déplacement des espèces et réduire la fragmentation des habitats,
- préserver les services rendus par la biodiversité,
- préparer l'adaptation au changement climatique.

Pour les territoires d'outre-mer, le SRCE est intégré dans le SAR. L'élaboration du SRCE de la Martinique a démarré en 2014, dans le cadre de la révision du SAR lancée en 2012. Ce schéma est élaboré conjointement par l'Etat (DEAL) et la CTM, en concertation avec de nombreux acteurs locaux (associations naturalistes, collectivités, etc).

L'articulation du SRCE avec le Plan porte sur les espaces réservés à des activités de gestion des déchets.

Le SRCE doit faire l'objet d'une évaluation environnementale.

● CHAPITRE II - ANALYSE DE L'ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

1. DIMENSIONS ENVIRONNEMENTALES DE REFERENCE

L'objectif de cette partie est d'identifier les dimensions environnementales qui vont être concernées par la gestion des déchets non dangereux, de manière positive ou négative. Les différentes étapes de prévention, de collecte, de transport et de traitement vont influencer sur l'environnement de diverses manières selon les performances techniques et les moyens mis en œuvre. La portée des effets environnementaux peut être locale ou globale.

Conformément au guide de l'évaluation environnementale relatif aux Plans d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés élaboré par le Ministère en charge de l'environnement, et l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME) en 2006, l'évaluation est abordée selon 5 dimensions (présentées ci-dessous).

1.1 POLLUTION ET QUALITE DES MILIEUX

1.1.1 GAZ A EFFET DE SERRE (GES)

Les gaz à effet de serre (le méthane CH₄, le dioxyde de carbone CO₂, le protoxyde d'azote N₂O, les chlorofluorocarbones CFC) sont émis lors de la collecte, du transport et du traitement des déchets (déchets spécifiques pour l'émission des CFC).

En contrepartie, des émissions peuvent être évitées grâce à l'amélioration des conditions d'exploitation des installations de traitement (notamment par l'amélioration du niveau de captage et la valorisation énergétique du biogaz dans les installations de stockage), la valorisation (matière et organique), la prévention de la production de déchets ou la limitation du transport des déchets.

1.1.2 AIR

Les différentes étapes de la gestion des déchets peuvent apporter des contributions positives (limitation des rejets par la réduction des émissions polluantes sur les incinérateurs par rapport au brûlage sauvage par exemple) ou négatives (transports générant des gaz à effet de serre par exemple) à la qualité de l'air. Les principaux polluants liés à la gestion des déchets sont les suivants :

- les particules solides ;
- les gaz précurseurs d'acidification (les oxydes d'azotes NO_x, le dioxyde de soufre SO₂, l'acide chlorhydrique HCl, ...) ;
- les composés organiques volatils (COV) et autres participants à la pollution photochimique ;
- les éléments traces métalliques ;
- les bio-aérosols ;
- les polluants organiques persistants (POP), dont font partie les dioxines et les polychlorobiphényles (PCB).

1.1.3 EAUX

La gestion des déchets peut entraîner une pollution des eaux par :

- pollution directe issue de centre de traitement ou d'épandage de déchets ;
- pollution après transfert : via les sols après épandage de déchets (déchets organiques, boues...) ou par retombées de polluants émis dans l'air.

La prévention et la valorisation, au contraire, contribuent généralement à éviter la pollution de l'eau.

1.1.4 SOLS ET SOUS-SOLS

La gestion des déchets peut impacter la qualité des sols par :

- la dégradation des sols liée à de mauvaises pratiques (utilisation de déchets non autorisés en remblais ou en technique routière par exemple) ;
- l'amélioration ou la dégradation de la qualité des sols liée au retour au sol de déchets organiques.

1.2 RESSOURCES NATURELLES

1.2.1 RESSOURCES EN MATIERES PREMIERES

Les impacts concernent essentiellement l'économie de ressources en matières premières permise par la prévention et la valorisation. Le type de matières premières économisées va dépendre du type de matériaux évités ou recyclés et de la nature des substitutions que permettra le recyclage.

1.2.2 RESSOURCES ENERGETIQUES

Les principaux impacts sont la consommation de carburants et d'électricité lors de la collecte, du transport et du traitement des déchets et l'économie des ressources en énergie grâce au recyclage et à la valorisation énergétique dans les opérations de traitement.

1.2.3 RESSOURCES NATURELLES LOCALES

Les ressources locales concernées sont : l'espace (occupation à long terme de terrain), les sols agricoles qui sont à considérer comme une ressource non renouvelable, les matériaux de carrières ou les granulats et autres ressources spécifiques au territoire.

1.3 MILIEUX NATURELS, SITES ET PAYSAGES

1.3.1 BIODIVERSITE ET MILIEUX NATURELS

La gestion des déchets peut avoir un impact sur la biodiversité par la création d'équipements consommateurs d'espace (installation de stockage en particulier) ou par l'épandage de déchets dans les milieux sensibles et les espaces d'intérêt biologique (parcs, massifs forestiers, zones humides, zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF), réserves naturelles...).

1.3.2 PAYSAGES

Le paysage est susceptible d'être dégradé par différents acteurs de la filière de traitement des déchets. Les bâtiments industriels (centre de tri, usine d'incinération, unité de traitement mécano-biologique, quai de transfert, ...), les installations de stockage ou encore les dépôts sauvages sont les acteurs principaux de cet impact.

La qualité de la construction des bâtiments industriels (bâtiment Haute Qualité Environnementale, choix des matériaux, intégration paysagère, ...), ainsi que la lutte contre les dépôts sauvages permettent de limiter l'impact sur le paysage.

1.3.3 PATRIMOINE CULTUREL

Les effets sur le patrimoine sont essentiellement liés à la réalisation d'équipements dont l'aspect architectural ou la vocation peuvent être considérés comme difficilement compatible avec le patrimoine local.

Les dépôts sauvages et décharges non réglementaires peuvent également avoir un impact sur le patrimoine culturel.

1.4 RISQUES

1.4.1 RISQUES SANITAIRES

Les travailleurs de la collecte et du traitement des déchets, ainsi que les populations riveraines d'installations sont susceptibles d'être exposés à diverses substances dangereuses pouvant induire des risques sanitaires, si les prescriptions réglementaires ne sont pas respectées.

Les installations de traitement des déchets peuvent être à l'origine :

- de la prolifération d'animaux (rongeurs, oiseaux, insectes) au niveau des centres de transfert, de stockage, de tri, des plates-formes de compostage... ;
- d'émissions atmosphériques (CO₂, CO, NO_x, COV, particules...) par les véhicules de collecte et de transport et les engins utilisés au sein même de ces installations ;
- des pollutions des eaux et/ou du sol par des effluents non contrôlés (lixiviats, ...).

1.4.2 RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES

L'existence de dépôts sauvages est un facteur aggravant de risques d'incendie. En effet, la diversité des déchets présents sur un site peut permettre à un feu de se déclencher plus facilement, ou de se répandre plus rapidement. Les inondations peuvent également augmenter les risques de dispersion dans l'eau de polluants liés aux déchets.

L'évaluation environnementale du Plan s'attachera à étudier globalement les risques naturels et technologiques du territoire pouvant être aggravés par la présence de déchets (notamment les dépôts sauvages) ; cependant, l'impact induit par les dépôts sauvages sur les risques naturels ne pourra être caractérisé en raison de l'absence de données précises sur ce phénomène.

Par ailleurs, il est à noter que le Plan doit comporter une analyse relative à la gestion des déchets dits « de crise », qui apparaissent à la suite d'événements naturels ou technologiques de grande ampleur (inondations, accidents industriels...).

1.5 NUISANCES

Les nuisances liées à la gestion des déchets sont principalement :

- le bruit (opérations de collecte, points d'apport volontaire, déchèteries, usines de traitement des déchets),
- les odeurs (principalement liées aux unités de traitement biologique et aux installations de stockage),
- le trafic routier (transport des déchets majoritairement réalisé par la route),
- les nuisances visuelles (dépôts sauvages, envois de déchets, ...).

Elles concernent les populations riveraines d'installations et les travailleurs de la collecte et du traitement des déchets.

2. CARACTERISTIQUES DU TERRITOIRE CONCERNE

Il est rappelé que l'évaluation environnementale adopte une approche globale, elle ne met donc pas l'accent sur chaque bassin de vie.

2.1 PRESENTATION GENERALE DE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE

2.1.1 DECOUPAGE ADMINISTRATIF

La Collectivité Territoriale de Martinique (CTM), créée le 1^{er} janvier 2016, se substitue aux deux échelons territoriaux qui existaient jusqu'alors et cumule leurs compétences : le Conseil général de Martinique (département) et le Conseil régional de Martinique (région).

La CTM regroupe 34 communes, réparties dans 3 EPCI à fiscalité propre :

- La Communauté d'Agglomération du Pays Nord Martinique (Cap Nord) : 18 communes,
- La Communauté d'Agglomération du Centre de la Martinique (CACEM) : 4 communes,
- La Communauté d'Agglomération de l'Espace Sud de la Martinique (CAESM) : 12 communes.

2.1.2 GEOGRAPHIE

Ile volcanique tropicale de l'arc antillais, la Martinique est située à égale distance de l'équateur et du tropique du Cancer, entre la mer des Caraïbes et l'Océan Atlantique. Collectivité territoriale d'outre-mer situé à 7000 km de la métropole et du continent européen, la Martinique fait partie de l'archipel des petites Antilles, entre l'île de la Dominique au Nord et celle de Sainte-Lucie au Sud.

Le climat tropical humide lui confère des écosystèmes spécifiques des régions tropicales du globe. Le caractère insulaire en fait une île-bassin, où toutes les pollutions ont pour réceptacle ultime la mer.

La Martinique mesure 80 km dans sa plus grande longueur, et 39 km dans sa plus grande largeur (15 km dans son resserrement central). Cette île volcanique est dominée par son dernier volcan en activité, la Montagne Pelée (1 397 m) et est fortement vallonnée, avec près de 60 mornes dont les dénivelés les plus importants se situent dans le nord de l'île.

2.1.3 DEMOGRAPHIE

D'après les données de l'INSEE, la Martinique abrite 385 551 habitants en 2016 (population municipale en vigueur au 1^{er} janvier 2016), pour 165 876 ménages (donnée 2014).

La densité de population de l'île (340,3 habitants/km² en 2014) est nettement supérieure à celle de la France métropolitaine (environ 118 habitants/km²), ce qui fait de la Martinique la 3^{ème} région la plus densément peuplée de France après l'Ile-de-France et Mayotte. Cette densité moyenne cache cependant de fortes disparités de répartition : en effet environ 80% de la population n'occupent que 20% de la superficie de l'île. Dans la partie centrale (plaine du Lamentin), qui concentre les populations et les activités économiques, la densité de population peut ainsi s'élever localement à 900 habitants/km², alors qu'elle est très faible dans les zones au relief plus marqué (nord et sud de l'île).

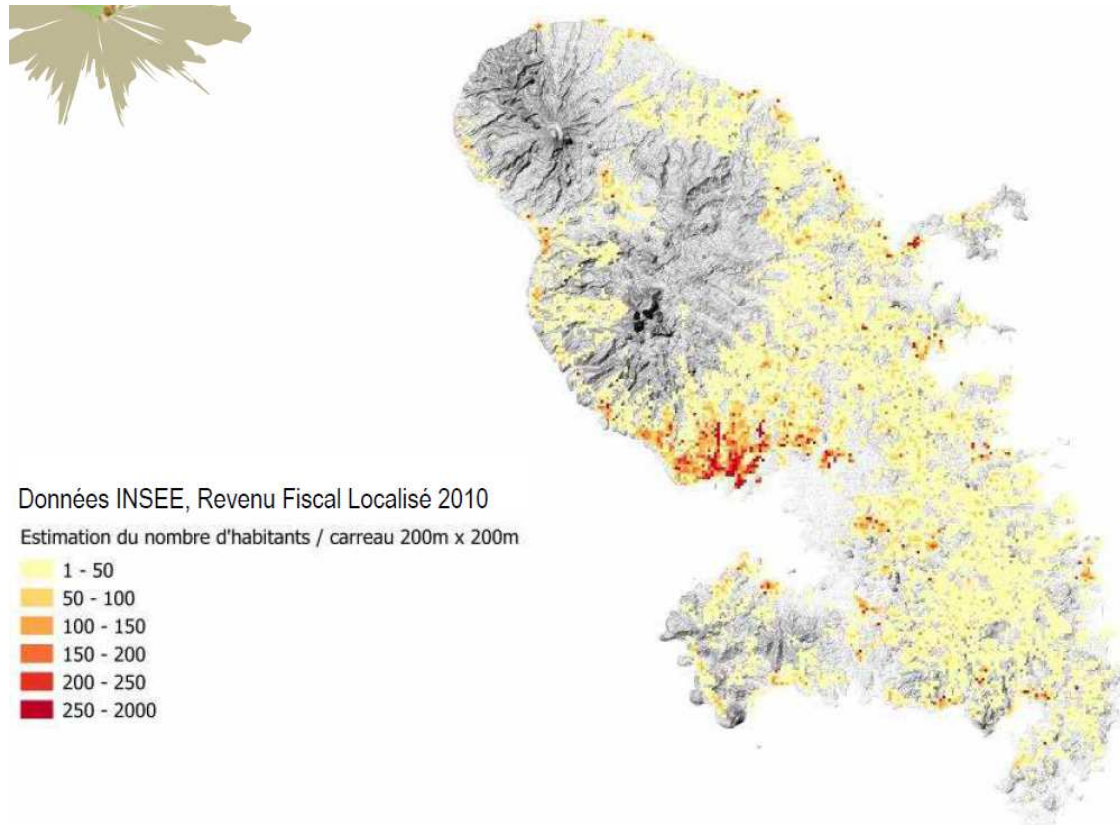


Figure 2 : Densité de population de la Martinique (DEAL, 2016, chiffres clés de l'environnement de la Martinique 2016 - données INSEE 2010)

Par ailleurs, toujours d'après l'INSEE, le profil démographique de l'île se caractérise par une tendance à la diminution de la population depuis plusieurs années (-0,6% entre 2009 et 2014), notamment liée à un solde migratoire négatif (le solde naturel étant quant à lui positif).

2.1.4 OCCUPATION DES SOLS

L'île connaît un développement urbain accéléré, dans un contexte de faible disponibilité des espaces urbanisables, en lien notamment avec la topographie accidentée du territoire (seulement 10% de plaines). La conjugaison de ces différents facteurs exerce une pression significative sur la ressource « sol ».

Le territoire est essentiellement occupé par des forêts et des milieux semi-naturels, à près de 46 %, nettement plus que la moyenne métropolitaine (34 %). Les surfaces agricoles (41%) sont moins étendues qu'en métropole (60%). **La part des terres artificialisées (13%) est significative car beaucoup plus élevée qu'en métropole (6%), en lien avec les fortes densités de population observées sur l'île.** La partie centrale de l'île (plaine du Lamentin), et de manière plus générale la bande littorale concentrent ces espaces artificialisés.

CHAPITRE II - ANALYSE DE L'ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

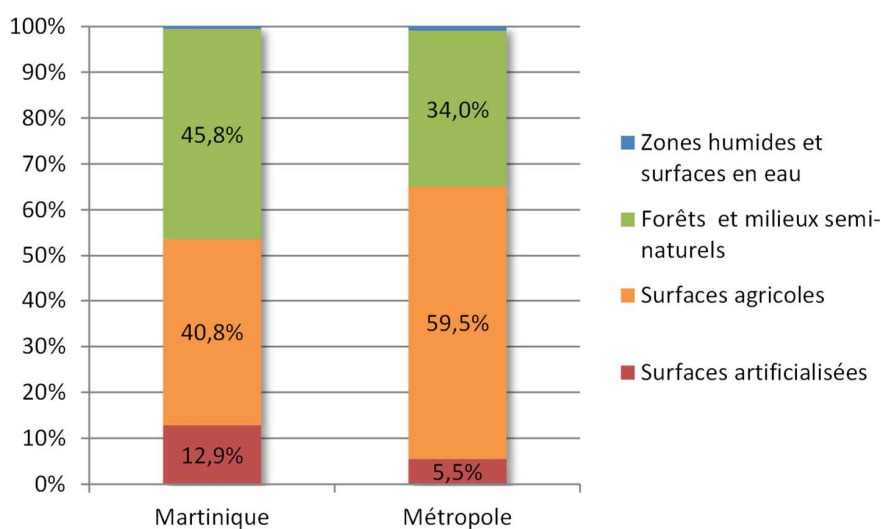


Figure 3 : Comparaison de l'occupation du sol en Martinique et en métropole en 2012 (SOeS - données Corine Land Cover 2012)

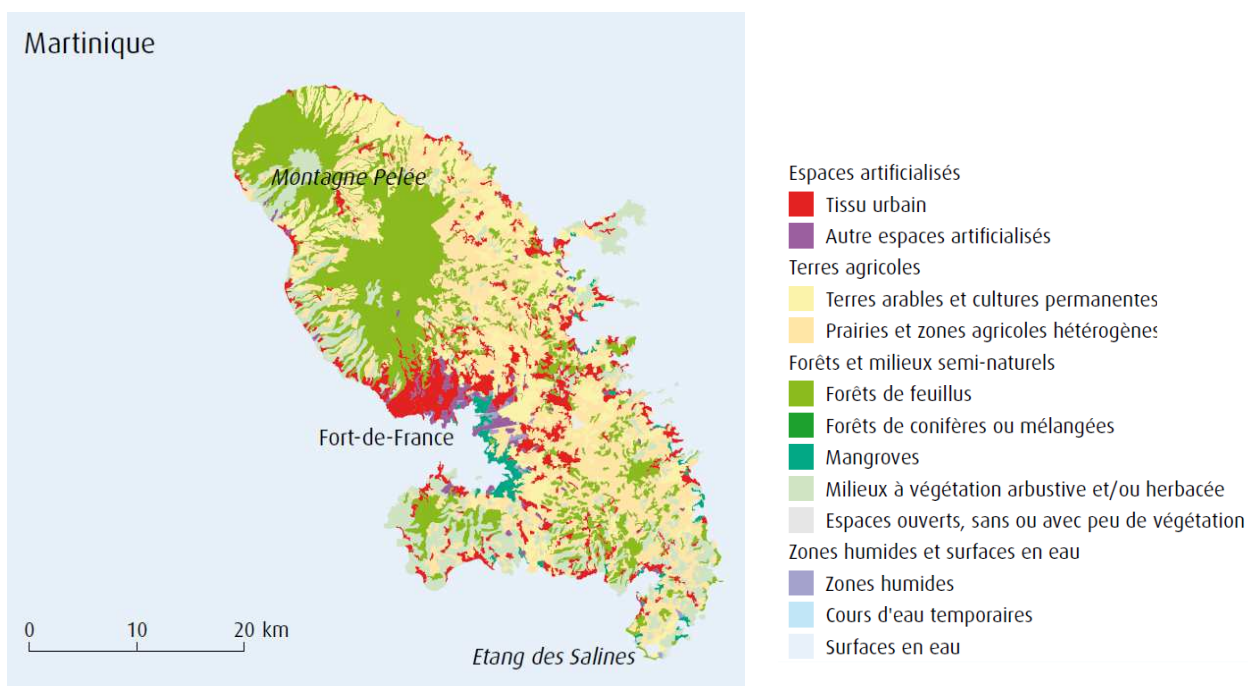


Figure 4 : Occupation du sol en Martinique (Commissariat général au développement durable, 2011, Le point sur l'occupation des sols dans les DOM - données Corine Land Cover 2006)

A l'instar de la situation observée à l'échelle nationale, la Martinique connaît un phénomène d'artificialisation des sols, en constante progression (+7,8% entre 2010 et 2014). Cette artificialisation est réalisée au détriment des surfaces naturelles et agricoles. Après plusieurs années de diminution continue, les espaces naturels enregistrent toutefois une légère hausse (+3,7%) de leur superficie sur la période 2010-2014, tandis que les espaces agricoles régressent nettement (-10,1%).

CHAPITRE II - ANALYSE DE L'ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

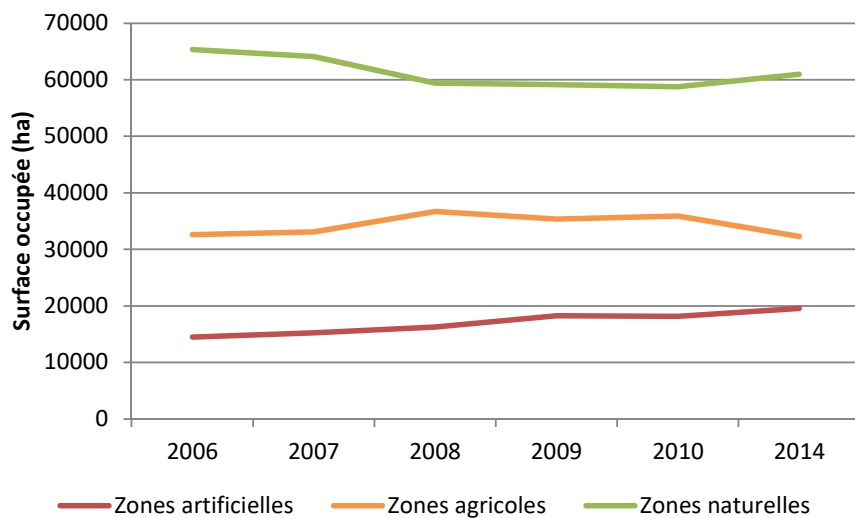


Figure 5 : Evolution de l'occupation du sol en Martinique entre 2006 et 2014 (DEAL, 2016, chiffres clés de l'environnement 2016 - données Teruti-Lucas)

La Martinique est un territoire touristique : d'après l'INSEE, l'île a enregistré en 2016 une fréquentation touristique de 878 860 visiteurs (en hausse de 9,3% par rapport à 2015), soit plus de 2 fois la population résidente de l'île, et on a compté 1,194 millions de nuitées dans l'hôtellerie. En 2013, d'après l'IEDOM (Institut d'Emission des Départements d'Outre-Mer) le tourisme représentait 7,2% de l'emploi salarié de l'île et constituait l'activité principale de près de 10% des entreprises du territoire. (Source : INSEE d'après les données du Comité Martiniquais du Tourisme, IEDOM)

2.2 ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT DU TERRITOIRE

2.2.1 POLLUTION ET QUALITE DES MILIEUX

2.2.1.1 Substances relatives à l'accroissement de l'effet de serre

Les gaz à effet de serre (GES) regroupent des composés qui, en absorbant une partie du rayonnement émis à la surface de la terre, contribuent à retenir une partie de la chaleur dans l'atmosphère.

Le protocole de Kyoto mentionne six gaz à effet de serre dus à l'activité humaine : le gaz carbonique (CO₂), le méthane (CH₄), l'oxyde nitreux (N₂O), les hydrofluorocarbones ou HFC, les hydrocarbures perfluorés ou PFC et l'hexafluorure de soufre ou SF₆.

Plutôt que de mesurer les émissions de chacun des gaz, il est préférable d'utiliser une unité commune : l'équivalent CO₂ ou l'équivalent carbone. Ce dernier est aussi appelé potentiel de réchauffement global (PRG). Sa valeur est de 1 pour le dioxyde de carbone qui sert de référence. Le PRG d'un gaz est le facteur par lequel il faut multiplier sa masse pour obtenir une masse de CO₂ qui produirait un impact équivalent sur l'effet de serre.

CHAPITRE II - ANALYSE DE L'ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

Pouvoirs de réchauffement global (PRG) des gaz à effet de serre (GES) pris en compte par le protocole de Kyoto		Durée de vie (an)
Dioxyde de carbone (CO ₂)	1	50-200
Méthane (CH ₄)	25	12 (+ ou -3ans)
Oxyde nitreux (N ₂ O)	298	120 ans
Hydrocarbures perfluorés (PFC)	7 400 à 12 200	Supérieur à 50 000 ans
Hydrofluorocarbones (HFC)	120 à 14 800	De 1 à 50 pour les HFC32, 125, 134a, 143a et 152a
Hexafluorure de soufre	22 800	3 200

Tableau n°2 : Pouvoirs de réchauffement global des gaz à effet de serre (CITEPA - révision septembre 2015)

Si le PRG est un facteur multiplicateur, le CITEPA « mesure » le PRG en tonne équivalent CO₂ (téq CO₂) par habitant ou en millions de tonnes équivalent CO₂ à l'échelle d'un territoire.

● Emissions de la Martinique

Les émissions de gaz à effet de serre (GES) de la Martinique, exprimées en PRG, sont évaluées par le CITEPA à **2 655 kteqCO₂ en 2015**³.

Si l'augmentation des émissions est bien marquée sur l'ensemble de la période 1990-2015 (+42%), on observe toutefois qu'**elles tendent à diminuer progressivement depuis le pic atteint en 2010** (-8% entre 2010 et 2015).

PRG

EMISSIONS DANS L'AIR EN MARTINIQUE (kt CO₂e)

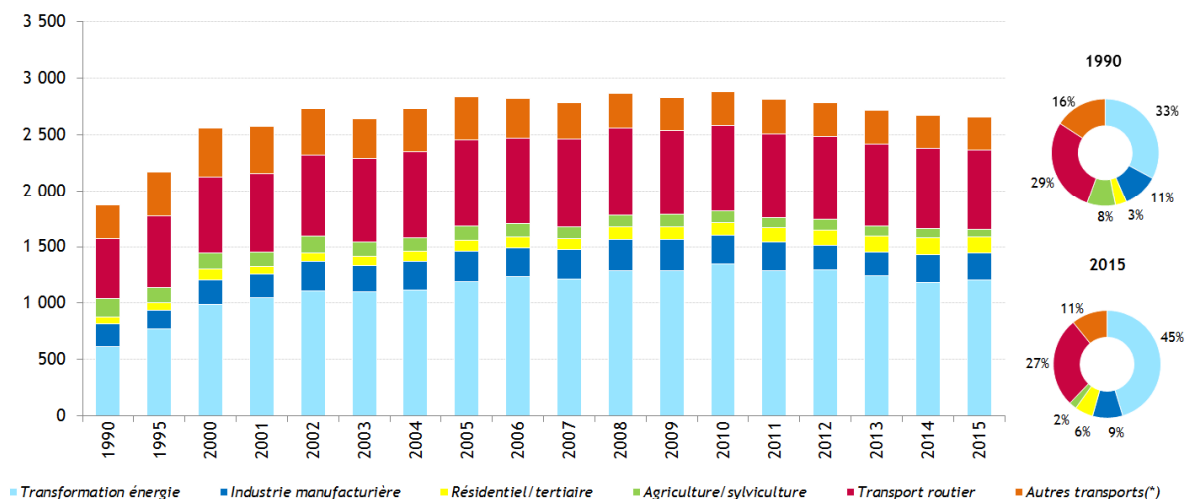


Figure 6 : Emissions de GES entre 1990 et 2015 et répartition des émissions de GES par secteur pour la Martinique, exprimées en PRG (CITEPA, septembre 2017, format outre-mer)

³ CITEPA, septembre 2017, format outre-mer

Les émissions de GES de la Martinique sont en grande majorité d'origine énergétique : en effet les secteurs de la production d'énergie (45%), puis du transport routier (29%) totalisent à eux seuls près des trois quarts des émissions de l'île. Les activités industrielles sont responsables de 9% des émissions, tandis que la part du secteur résidentiel/tertiaire et de l'agriculture reste réduite (respectivement 6% et 2% des émissions).

Ce profil d'émissions martiniquais se rapproche de la répartition par secteurs observée sur l'ensemble des territoires d'outre-mer (la part de la transformation d'énergie restant cependant plus élevée en Martinique, et la part de l'industrie beaucoup plus faible). Par ailleurs, il contraste nettement avec le profil d'émissions de la métropole, où la contribution de la production d'énergie aux émissions de GES est beaucoup plus réduite qu'en outre-mer, en raison du recours massif à l'énergie nucléaire (source d'énergie inexistante en outre-mer).

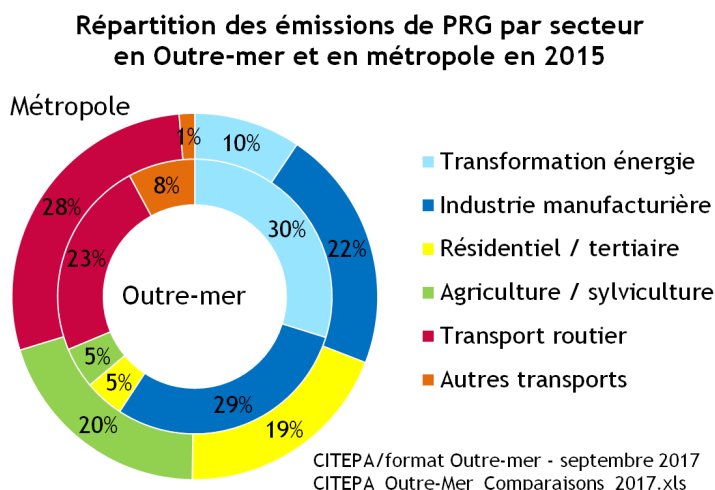


Figure 7 : Répartition des émissions de GES par secteur en outre-mer et en métropole en 2015, exprimées en PRG (CITEPA, septembre 2017, format outre-mer)

En lien avec cette prédominance des émissions d'origine énergétique, le CO₂ est le principal GES généré en Martinique avec près de 89% des émissions de GES en 2013⁴, suivi du N₂O et CH₄.

D'après le tableau de bord des consommations d'énergie et des émissions de GES de l'ADEME Martinique, en 2008 les émissions de GES de la Martinique s'élevaient à **6,3 teqCO₂ par habitant**. **Ce niveau d'émissions est nettement plus important que ceux d'autres territoires d'outre-mer** tels la Réunion ou la Guadeloupe, notamment du fait de la faible part des énergies renouvelables dans la production d'électricité martiniquaise et des consommations importantes de carburants.

⁴ CITEPA, juillet 2013, format outre-mer

CHAPITRE II - ANALYSE DE L'ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

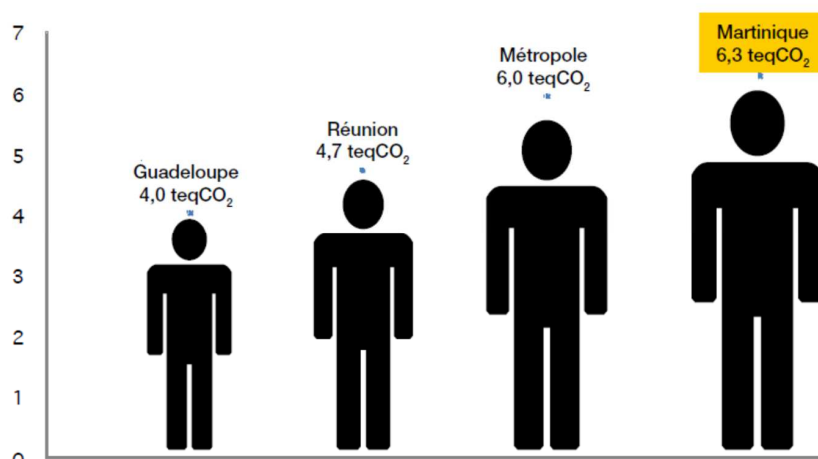


Figure 8 : Comparaison de l'émission de teqCO_2 par habitant en 2008 (ADEME Martinique, Tableau de bord de l'énergie et du climat, 2009)

2.2.1.2 Air

On appelle pollution atmosphérique toute modification de l'atmosphère due à l'introduction de substances dangereuses pour la santé de l'homme, l'environnement ou le patrimoine.

Les principaux polluants atmosphériques sont surveillés par l'association régionale martiniquaise de surveillance de la qualité de l'air, **Madininair**, qui mesure les différents polluants via un réseau de 11 stations fixes réparties sur l'ensemble du territoire de l'île et implantées dans différents types de milieux (urbain, péri-urbain, rural, proximité routière ou industrielle...).

● Contexte géographique de la Martinique

La topographie fortement vallonnée de la Martinique crée une cuvette, défavorable à la dispersion des polluants lorsque les vents proviennent du secteur sud. Cependant, la Martinique est une île qui, de ce fait, ne subit aucune influence des pollutions transfrontalières urbaines, issues de territoires proches.

Les alizés, constants tout au long de l'année, sont à l'origine d'une quantité élevée de poussières fines dans l'air de la Martinique, originaires des régions sahariennes. Ces « brumes de sable » qui atteignent la Martinique par les vents constituent un phénomène naturel mais sont problématiques pour la qualité de l'air : les niveaux de concentrations en particules fines atteints sont élevés et l'incidence sur la santé est incontestable. De plus, ces épisodes de pics semblent devenir plus nombreux avec le temps, et de plus grande intensité.

● Bilan des indices de la qualité de l'air

L'indice de synthèse de la qualité de l'air, ou indice ATMO, caractérise quotidiennement, de façon globale, la pollution atmosphérique de fond dans les zones urbanisées. Il est mesuré sur une échelle de 1 (très bon) à 10 (très mauvais).

Madininair mesure l'indice ATMO sur l'agglomération Fort-de-France/Lamentin/Schoelcher. En 2016, la qualité de l'air de l'agglomération est globalement bonne : les indices 1 à 4 sont rencontrés 67% du temps de l'année. Les indices mauvais à très mauvais (indices rouges 8 à 10) ont été enregistrés 25 jours. L'indice 10 a été atteint 2 fois, les 6 et 30 septembre, à cause des particules en suspension. Les situations les plus dégradées (indices 8 à 10) sont souvent liées à des épisodes de brume de sable.

CHAPITRE II - ANALYSE DE L'ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

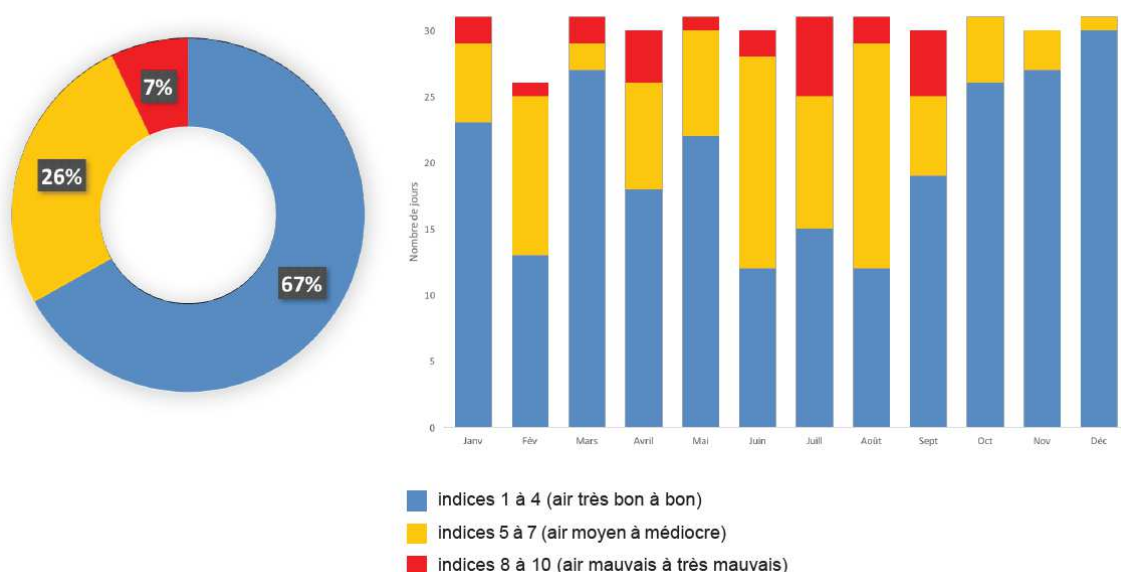


Figure 9 : Bilan des indices ATMO sur l'agglomération Fort-de-France/Lamentin/Schœlcher en 2016 (Madininair, rapport annuel 2016)

● Bilan territorial d'émissions de polluants atmosphériques

Les données suivantes sont issues du rapport annuel 2016 de Madininair, qui tient lieu de bilan annuel de la qualité de l'air du territoire.

Les deux polluants atmosphériques les plus problématiques sur le territoire martiniquais sont le **dioxyde d'azote (NO₂)** et les **particules fines de diamètre inférieur à 10µm (PM₁₀)**. Le NO₂ est un polluant émis principalement par la circulation automobile, et les particules fines proviennent de deux sources majeures : la circulation automobile et les brumes de sable sahariennes.

L'émission de polluants atmosphériques sur l'île est principalement associée **au secteur de l'énergie et au transport routier** :

- Le secteur de la production d'énergie représente, en 2016 : 62% des émissions d'oxydes d'azote (NO_x), 32% des émissions de particules fines (PM₁₀), 34% des émissions de particules très fines (PM_{2,5}), 93% des émissions de dioxyde de soufre (SO₂), 56% des émissions de benzène (C₆H₆) et 80% des émissions de métaux lourds (plomb, arsenic, cadmium, nickel). Les deux centrales thermiques de l'île font partie des plus gros émetteurs européens, notamment pour les métaux lourds et les hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP). Cependant, ces industries sont implantées stratégiquement sur le territoire, sur la côte Caraïbe : avec des vents principalement d'est, cette orientation permet d'évacuer la majorité des rejets vers la mer.
- Concernant les émissions de polluants liées au transport routier, elles sont dues à un trafic automobile en constante augmentation et un parc de véhicules vieillissants ou mal réglés. Les principaux polluants rejetés sont le dioxyde de soufre, les oxydes d'azote, le monoxyde de carbone, les hydrocarbures et les particules fines.

D'après les données du réseau de surveillance de Madininair, on observe sur la période 2010-2015 une nouvelle **tendance à l'augmentation des concentrations moyennes et maximales pour le dioxyde d'azote et les particules fines (PM₁₀)**, après une phase d'amélioration (2013-2015). Pour ces deux polluants, cela se traduit en particulier par une **recrudescence du nombre de dépassements des valeurs réglementaires** déclenchant une réaction des pouvoirs publics (seuils d'information et d'alerte).

CHAPITRE II - ANALYSE DE L'ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

La situation semble en revanche s'améliorer pour le dioxyde de soufre : après un pic en 2012, les concentrations maximales sont en baisse et aucun dépassement de seuil réglementaire n'est à déplorer depuis.

Par ailleurs les émissions d'ozone ne posent pour l'instant pas de problématique particulière sur l'île.

Polluant	Paramètres	2010	2011	2012	2013	2014	2015
NO ₂	Moyenne annuelle de concentration sur les stations urbaines de la ZUR (µg/m ³)	12,9	13,9	15	13	15	13
	Concentrations maximales horaires (µg/m ³)	274	317,2	299,8	279	188	297
	Nombre de jours avec au moins un dépassement du seuil d'information (200 µg/m ³)	2	4	1	12	0	4
	Nombre de jours avec au moins un dépassement du seuil d'alerte (400 µg/m ³)	0	0	0	0	0	0
PM ₁₀	Moyenne annuelle de concentration sur les stations urbaines de la ZUR (µg/m ³)	30,4	34,5	33	28	28	34
	Nombre de jours avec au moins un dépassement du seuil d'information (50 µg/m ³)	77	79	84	49	45	95
	Nombre de jours avec au moins un dépassement du seuil d'alerte (80 µg/m ³)	24	13	22	4	7	16
PM _{2,5}	Moyenne annuelle de concentration sur les stations urbaines de la ZUR (µg/m ³)	19,1	14	16	10	10	14
	Dépassement de la valeur cible de 20µg/m ³ en moyenne annuelle	NON	NON	NON	NON	NON	NON
SO ₂	Concentrations maximales horaires (µg/m ³)	224	600	120	103	100	90
	Nombre de jours avec au moins un dépassement du seuil d'information (300 µg/m ³)	0	2	0	0	0	0
O ₃	Moyenne annuelle de concentration sur les stations urbaines de la ZUR (µg/m ³)	26,6	21,6	25,7	33	33	31
	Nombre de jours avec au moins un dépassement du seuil d'information (180 µg/m ³)	0	0	0	0	0	0

Figure 10 : Concentrations en polluants atmosphériques et dépassements des valeurs réglementaires (DEAL, 2016, chiffres clés de l'environnement de la Martinique 2016 – données Madininair)

Les autres polluants suivis par Madininair sont émis à des niveaux compatibles avec la protection de la santé. Toutefois, si les seuils limites ne sont pas franchis depuis plusieurs années, on notera une **problématique récurrente sur les émissions de benzène**, qui tendent à augmenter et justifient le dépassement depuis plusieurs années des objectifs de qualité fixés pour ce polluant (il s'agit de seuils non contraignants, correspondant à des niveaux de concentrations de polluants à atteindre à long terme).

Polluant	Paramètres	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Benzène	Dépassement de la valeur limite annuelle pour la protection de la santé (5µg/m ³)	NON	NON	NON	NON	NON	NON
Plomb	Dépassement de la valeur limite annuelle pour la protection de la santé (500ng/m ³)	NON	NON	NON	NON	NON	NON
Arsenic	Dépassement de la valeur cible annuelle (6ng/m ³)	NON	NON	NON	NON	NON	NON
Cadmium	Dépassement de la valeur cible annuelle (5ng/m ³)	NON	NON	NON	NON	NON	NON
Nickel	Dépassement de la valeur cible annuelle (20ng/m ³)	NON	NON	NON	NON	NON	NON
HAP	Dépassement de la valeur cible annuelle (1ng/m ³)	NON	NON	NON	NON	NON	NON

Figure 11 : Dépassement des valeurs limites et valeurs cibles pour les polluants atmosphériques (DEAL, 2016, chiffres clés de l'environnement de la Martinique 2016 – données Madininair)

2.2.1.4 Eaux

Qualité des eaux

Présentation du réseau hydrographique

Le réseau hydrographique de la Martinique est marqué par un nombre important de cours d'eau et bassins versants indépendants. Le plus important d'entre eux est celui de la Lézarde (116 km²), mais la majorité des bassins versants sont de taille modeste (généralement moins 15 km²). Cette configuration explique que la majeure partie de la ressource (90 %) soit concentrée sur seulement 6 à 7 bassins versants.

On peut distinguer 2 grands ensembles hydrographiques :

- Le nord de l'île, avec notamment les rivières issues de la Montagne Pelée, qui sont caractérisées par un cours relativement rectiligne, du fait des fortes pentes et de la structure circulaire du dôme de la montagne. Les bassins versants allongés, les pentes (4 % et plus) et les dénivélés importants (600 m et plus) génèrent un écoulement torrentiel.
- Le sud de l'île, avec des vallées qui s'élargissent au sein de bassins versants moins allongés. Les reliefs et les pentes sont globalement deux fois moins marqués qu'au nord, entraînant hors période de crues des écoulements (débits, vitesses) plus faibles.



Figure 12 : Réseau hydrographique de la Martinique (Observatoire de l'Eau Martinique, 2015)

Ainsi la Martinique concentre, en un espace très réduit, une très grande diversité de biotopes aquatiques terrestres. Cependant l'activité humaine, et notamment la forte densité de population et les activités agricoles, sont à l'origine des pollutions diverses, ainsi que de la dégradation des peuplements faunistiques et floristiques du milieu aquatique et des berges. Concernant la qualité de l'eau, les principaux facteurs de dégradation sont :

- les importants rejets diffus d'origine agricole et principalement les pesticides utilisés pour la culture de la banane, notamment la **chlordécone**. Ce pesticide a été appliqué pendant les années 70 à 90 dans les bananeraies pour lutter contre le charançon. Son usage a été interdit en 1993 mais sa très grande persistance dans l'environnement fait qu'il est encore le pesticide le plus fréquemment détecté dans les milieux aquatiques plus de 20 ans après son interdiction ;
- les rejets directs dans la nature comme les pollutions organiques d'origine domestique, car l'assainissement non collectif ne répond pas souvent aux normes qui s'imposent actuellement ;
- les rejets ponctuels des productions artisanales et des industries ;
- les dépôts sauvages d'ordures et de véhicules hors d'usage à proximité des rivières ou dans les ravines ;
- les prélèvements intensifs d'eau durant la période sèche.

- **Qualité des eaux superficielles**

Le réseau d'observation de la qualité chimique et biologique des cours d'eau, supervisé par l'Office de l'Eau Martinique (ODE), est composé de 28 stations mesurant les paramètres physico-chimiques généraux (teneur en oxygène, matières organiques, nutriments, matières en suspension), mais aussi les concentrations en pesticides, en micropolluants divers ainsi que des indicateurs biologiques (peuplements en invertébrés et microorganismes).

La Directive cadre sur l'eau 2000/60/CE (dite DCE) fixe des objectifs de préservation et de restauration de l'état des eaux superficielles et des eaux souterraines. L'objectif initial était d'atteindre en 2015 un bon état général, évalué à partir de composantes écologiques, chimique et quantitatives. Cependant des reports d'échéance de l'objectif au-delà de 2015 ont d'ores et déjà été actés : en Martinique, la contamination de certains milieux par la chlordécone a nécessité l'attribution pour certaines masses d'eau douce (cours d'eau et eau souterraine) d'un objectif « moins strict » en raison de sa forte rémanence⁵.

D'après la DEAL et l'ODE, **l'état des masses d'eau superficielles est globalement insatisfaisant** : le dernier bilan réalisé en 2014 fait apparaître que seulement 25% des masses d'eau sont en bon ou très bon état écologique (cette part monte toutefois à 45% sans prendre en compte la pollution à la chlordécone). Les résultats sont plus positifs pour l'état chimique, avec 80% des masses d'eau en bon état.⁶

⁵ SDAGE Martinique

⁶ DEAL, 2016, Chiffres clés de l'environnement de Martinique 2016 (données ODE)

CHAPITRE II - ANALYSE DE L'ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

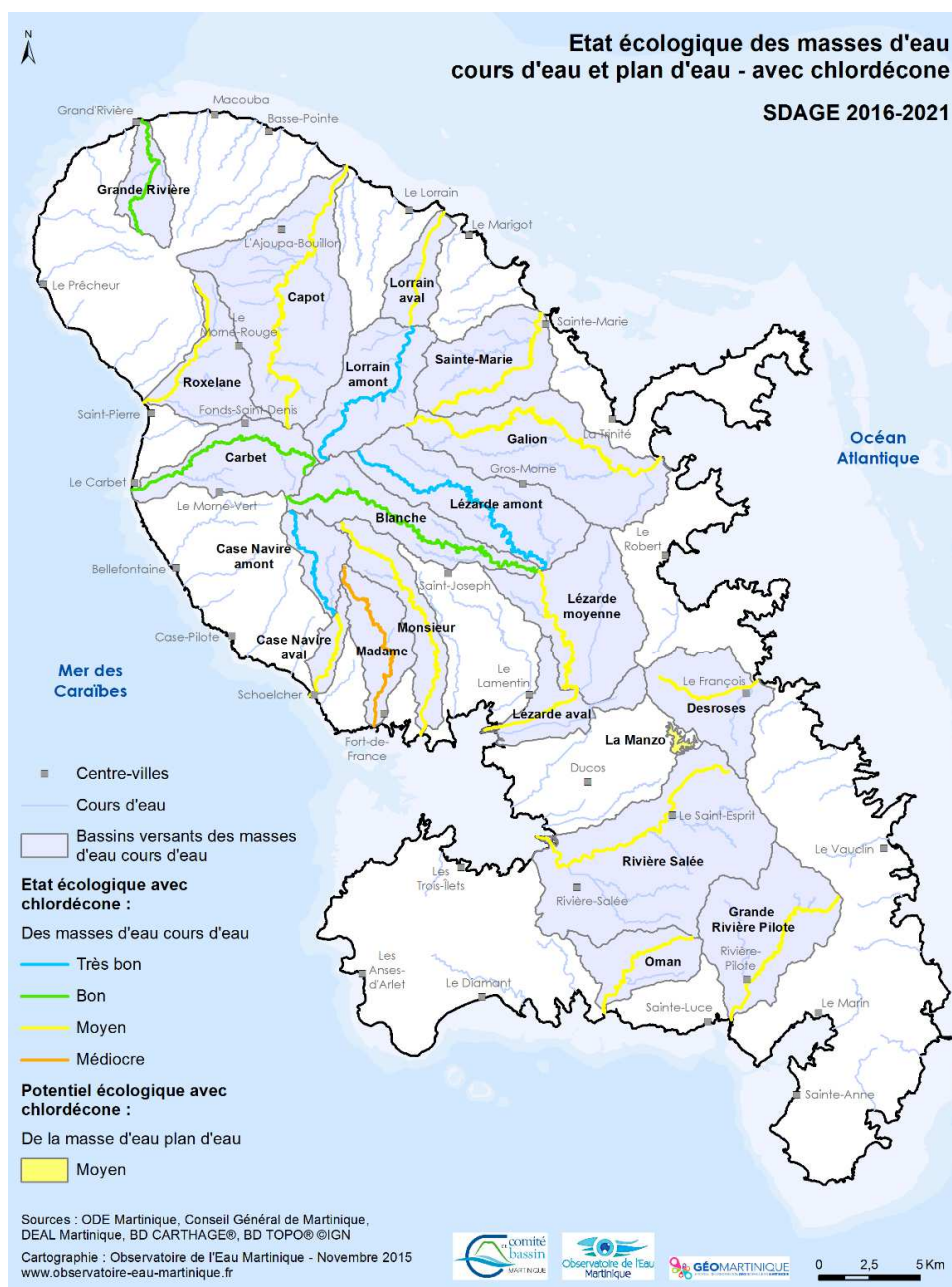


Figure 13 : Etat écologique des masses d'eau superficielles (avec chlorthaloxone) pris en compte dans le SDAGE 2016-2021 (ODE Martinique, 2015)

• **Zoom sur les pesticides**

La contamination s'explique par des transferts diffus à grande échelle se produisant après épandage depuis les zones d'application vers les cours d'eau.

L'ODE a réalisé en 2013 un état des lieux de la contamination des milieux aquatiques martiniquais par les pesticides⁷. Le suivi réalisé a permis de mettre en évidence la présence de 80 substances actives différentes dans les cours d'eau de l'île entre 2008 et 2012. Parmi ces substances, les pesticides les plus

⁷ ODE, décembre 2013, *Les produits phytosanitaires dans les cours d'eau de Martinique (2008-2012)*.

fréquemment détectés sont des organochlorés, aujourd'hui interdits, issus d'usages anciens. Mais ils sont toujours présents dans l'environnement car très rémanents, avec des concentrations pouvant être importantes (HCH et chlordécone notamment).

Parallèlement, on retrouve aussi, et c'est la grande majorité, des molécules d'usage actuel. Les principaux usages en question sont les traitements herbicides (78% des substances vendues), ainsi que des produits fongicides (15% des ventes) et insecticides.

En conclusion, les principales sources d'altération de la qualité des cours d'eau **sont les pesticides**. Les résultats obtenus pour le paramètre pesticides sont d'autant plus préoccupants que la fréquence de mesure est faible, ce qui peut laisser craindre une sous-estimation de l'altération.

• **Qualité des eaux souterraines**

En raison de son origine volcanique récente, la Martinique présente une géologie complexe liée à l'hétérogénéité de ses formations, peu favorables a priori à la présence de grande réserves en eaux souterraines, et dont la connaissance reste à approfondir. Ainsi les 6 aquifères (identifiées dans le cadre de la DCE) sont généralement de taille modeste, tantôt isolés, tantôt connectés entre eux.

- Concernant les nitrates, les concentrations mesurées sont inférieures au seuil de potabilité sur l'intégralité des stations du réseau.
- Une fraction des pesticides appliqués sur les cultures et sur les sols est entraînée par l'eau de pluie, s'infiltre dans le sol, et peut se retrouver dans les eaux souterraines.

L'état des masses d'eau souterraines est mitigé : en 2014, 50% présentaient un bon état au regard des objectifs de la DCE.⁸ Les masses en mauvais état se situent dans le centre et le nord de l'île, principalement sur la côte atlantique. Ces résultats montrent que c'est surtout vis-à-vis des produits phytosanitaires que les eaux souterraines sont vulnérables.

• **Qualité des eaux littorales**

Les milieux marins littoraux de la Martinique sont fortement dégradés ou menacés, tout particulièrement dans les baies. L'eau est polluée par l'apport d'effluents, et l'abondance des macro-déchets. Les paysages sous-marins sont quant à eux fortement dégradés par envasement, prolifération des algues et régression de l'abondance de la faune et de la flore.

L'hypersédimentation constatée dans les baies est liée aux activités agricoles, industrielles et urbaines. L'envasement touche l'ensemble des baies. Les récifs extérieurs subissent également des ensablements importants liés aux activités humaines (agriculture, urbanisation, carrières, déforestation).

Les mangroves, en particulier celle de la Baie de Fort-de-France, constituent un réceptacle de polluants multiples que l'on retrouve dissous ou adsorbés dans les sédiments. La chaîne alimentaire y est souvent contaminée au plomb et au zinc, aux hydrocarbures, aux organochlorés et aux produits phytosanitaires. Les teneurs dépassent souvent les seuils de toxicité pour la consommation humaine.

Par ailleurs, un nombre important de stations d'épuration présente des rejets non conformes aux normes et pollue le milieu.

On constate également une prolifération d'algues vertes sur certaines plages de la Martinique, ainsi que la prolifération des sargasses (algues brunes) au détriment des coraux, visible sur des zones réparties tout autour du littoral martiniquais.

⁸ DEAL, 2016, *Chiffres clés de l'environnement de Martinique 2016 (données ODE)*

En 2014, l'état des masses d'eau littorales reste préoccupant : seulement 1 masse d'eau sur les 14 identifiées dans le cadre de la DCE (soit 7%) est en bon état écologique.⁹

- **Qualité des eaux de baignade**

La qualité des eaux de baignade est suivie par les Agences Régionales de la Santé (ARS). Ces agences effectuent sous l'autorité du Ministère de la Santé principalement des analyses sur les germes indicateurs d'une contamination fécale (*Escherichia Coli* et entérocoques). Plusieurs contrôles sont réalisés durant la saison estivale dans les zones de baignade déclarées annuellement par les maires.

Toutes les pollutions évoquées précédemment ne restent pas sans effet sur la qualité des eaux de baignade. Toutefois, les résultats du bilan dernier annuel de la qualité des eaux de baignade sont plutôt encourageants pour la Martinique. Ainsi, en 2017¹⁰ :

- La totalité des points d'eau douce analysés (3) présentent une qualité excellente (1 point) ou bonne (2 points) ;
- La grande majorité des points d'eau de mer analysés (59) sont de qualité excellente ou bonne (respectivement 46 et 11 points) ; seuls 2 points présentent un niveau suffisant et aucun point n'est classé en qualité insuffisante.

La qualité globale des eaux de baignade de l'île est donc bonne voire très bonne dans son ensemble.

2.2.1.5 Sols et sous-sols

- **Inventaire des anciens sites industriels**

Les anciens sites industriels (ainsi que les activités de services) susceptibles de générer une pollution du sol et sous-sol sont répertoriés par les services de l'Etat via la base de données nationale BASIAS.

En Martinique, on recense **721 anciens sites industriels ou tertiaires en 2017**, dont la plupart sont liés à la filière canne à sucre (habitations, sucreries, distilleries...) et au stockage d'hydrocarbures (stations-services...). **Environ 80 sites sont liés à des activités de gestion des déchets** (il s'agit essentiellement de décharges sauvages)¹¹.

- **Inventaire des sites et sols pollués**

Un site pollué est un site qui, du fait d'anciens dépôts de déchets ou d'infiltration de substances polluantes, présente une pollution susceptible de provoquer une nuisance ou un risque pour les personnes ou l'environnement.

Les sites et sols pollués (ou potentiellement pollués) appelant une action des pouvoirs publics à titre préventif ou curatif, sont répertoriés par les services de l'Etat via la base de données nationale BASOL.

⁹ DEAL, 2016, *Chiffres clés de l'environnement de Martinique 2016* (données ODE)

¹⁰ ARS, 2017, *Qualité des eaux de baignade: bilan 2017*

¹¹ BASIAS, 2017 : <http://www.georisques.gouv.fr/dossiers/basias/donnees/resultats?dept=972#/>

CHAPITRE II - ANALYSE DE L'ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

En Martinique, on compte **46 sites et sols pollués en 2017**, soit 0,7% des sites recensés à l'échelle nationale. Ils se répartissent de la manière suivante¹² :

- 15 sites mis en sécurité et/ou devant faire l'objet d'un diagnostic ;
- 12 sites en cours d'évaluation ;
- 5 sites en cours de travaux ;
- 9 sites traités avec surveillance et/ou restriction d'usage ;
- 5 sites traités libres de toute restriction.

Les principales sources de pollution des sols de l'île sont les suivantes : les sites industriels (en activité ou non), les rejets issus des décharges, les boues des stations d'épuration et les pollutions d'origine agricole. On retrouve notamment la problématique de la **pollution par la chlordécone**, pesticide interdit depuis 1993, mais toujours présent dans les sols et l'eau du fait de sa rémanence élevée.

D'après la DAAF, la majorité des sols agricoles martiniquais n'est pas considéré comme contaminée à l'heure actuelle (10 000 hectares apparaissent contaminés sur les 25 000 de surface agricole utile que compte l'île). Les zones à risque se retrouvent principalement dans le nord et le centre Atlantique, ainsi que dans les grandes plaines de culture (Lamentin...). Toutefois la chlordécone a aussi pu être utilisée, mais de façon moins importante, dans d'autres zones de la Martinique.

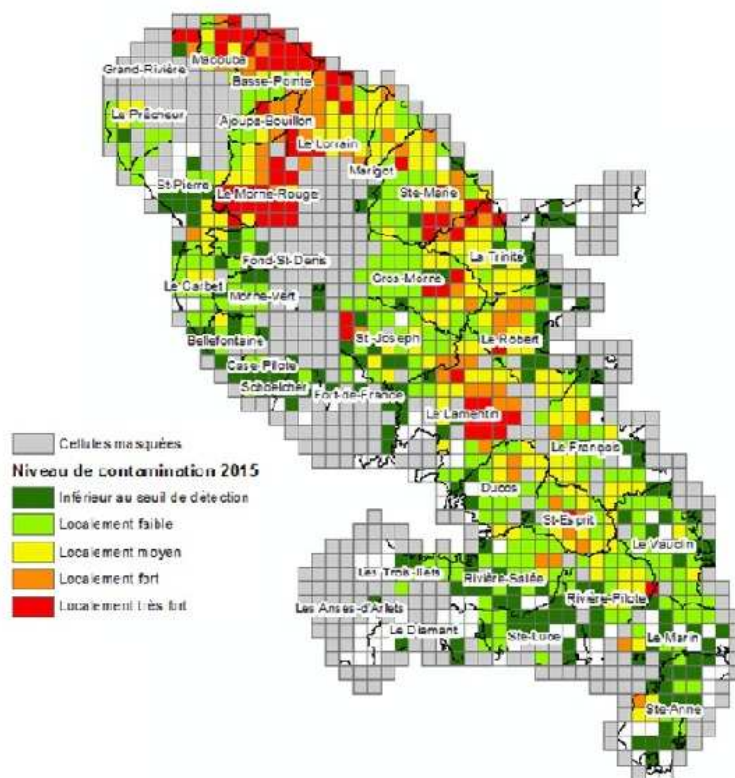


Figure 14 : Teneur en chlordécone des sols de la Martinique en 2015 (DAAF, 2015)

¹² BASOL, 2017 : <http://basol.developpement-durable.gouv.fr/recherche.php>

2.2.2 RESSOURCES NATURELLES

2.2.2.1 Matières premières

La Martinique appartient à l'arc volcanique des Petites Antilles, et est donc composée quasi exclusivement de terrains d'origine volcanique et volcano-sédimentaire. Les principaux matériaux constituant les sous-sols de l'île sont :

- les roches pulvérulentes,
- les roches massives,
- les argiles.

Il peut en résulter des inconvénients en termes de stabilité de versants (glissements de terrain), de fort ruissellement et d'érosion.

Par ailleurs, l'absence de ressources locales en énergies fossiles (gisements de charbon, pétrole...) implique une très forte dépendance de l'île aux importations d'hydrocarbures.

La DEAL¹³ dénombre **12 carrières autorisées en activité sur l'île en 2015** :

- 6 pour des roches massives,
- 6 pour des roches autres que massives ou alluvionnaires.

Cela représente **1,429 millions de tonnes de matériaux extraits en 2014**.

Le futur Schéma Régional des Carrières (SRC) de la Martinique doit être adopté à l'horizon 2025 en remplacement du schéma départemental actuel. Il permettra d'établir un diagnostic précis des ressources minérales à l'échelle de l'île, d'appréhender les besoins en matériaux et d'identifier les grands enjeux du territoire en termes d'utilisation des gisements et de préservation de l'environnement en lien avec les activités extractives.

Avec l'évolution des règles d'urbanisme, l'implantation de nouveaux sites est de plus en plus contrainte par :

- les espaces naturels protégés,
- les règles d'éloignement des sites de production des sites de consommation,
- la mauvaise perception de l'activité auprès du public et du voisinage, malgré des progrès constants dans la limitation des nuisances et dans le réaménagement paysager.

Cela implique d'autres nuisances économiques et environnementales importantes liées au transport qui entraînent une augmentation de la consommation d'énergie, du trafic, de l'entretien des routes, du prix des matériaux, ... Ces aspects demandent donc de toujours rechercher le meilleur équilibre entre toutes ces contraintes.

Dans le domaine de la réalisation d'ouvrages publics ou privés, il est possible dans certains cas d'avoir recours à des matériaux non traditionnels tels que des sous-produits industriels et des matériaux issus du recyclage. Les carrières offrent la possibilité de valoriser les déchets inertes dans le cadre de la remise en état du site après exploitation.

¹³ DEAL, 2016, *Chiffres clés de l'environnement de Martinique 2016*

Par ailleurs, la Martinique ne compte aucune mine sur son territoire.

2.2.2.2 Ressources énergétiques

● Consommation énergétique

D'après l'Observatoire martiniquais de l'énergie et des gaz à effet de serre (OMEGA), la consommation énergétique finale de l'île s'élève à **536 400 tep en 2015**, soit 1,4 tep par habitant.

Cette énergie est consommée principalement par le secteur des transports (via le recours aux carburants fossiles). Les activités résidentielles et tertiaires, qui sont les principales consommatrices d'électricité et de chaleur, représentent près de 28% des consommations de l'île.

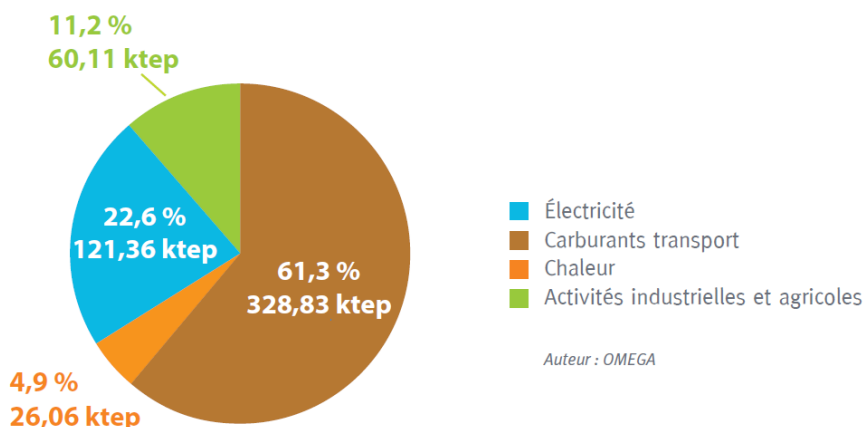


Figure 15 : Répartition de la consommation d'énergie finale par usage en 2015 (OMEGA, 2016, Bilan énergétique de la Martinique 2015)

La consommation énergétique de l'île repart à la hausse ces dernières années, après avoir connu une période de baisse entre 2011 et 2014. Cette augmentation est directement corrélée à l'évolution des consommations d'énergie fossile (carburant et gaz principalement), bien que la consommation d'électricité et de chaleur d'origine renouvelable soit en progression continue depuis 10 ans.

CHAPITRE II - ANALYSE DE L'ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

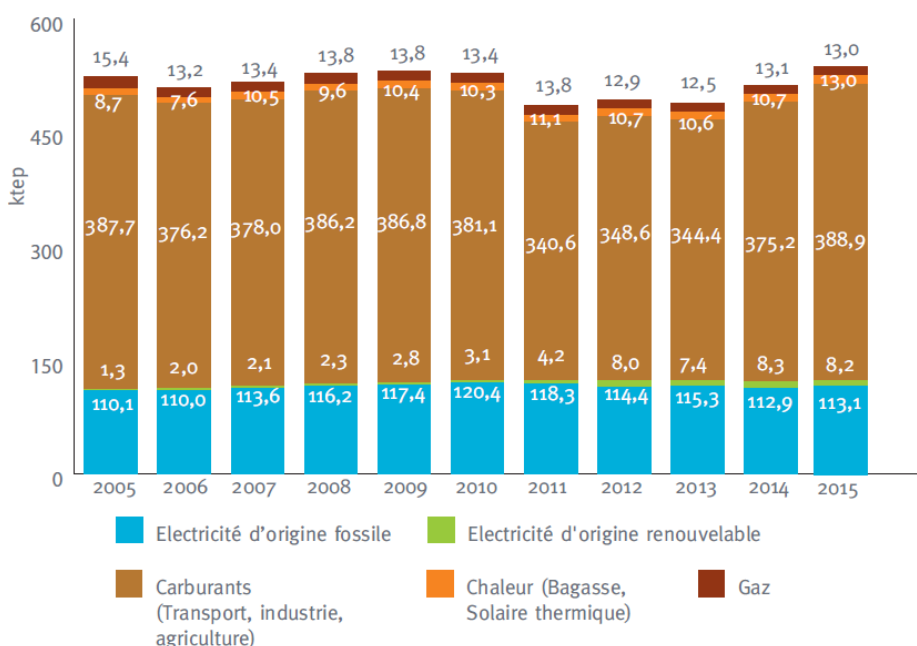


Figure 16 : Evolution de la consommation d'énergie finale en Martinique entre 2005 et 2015 (OMEGA, 2016, Bilan énergétique de la Martinique 2015)

• Taux de dépendance énergétique

Le taux de dépendance énergétique indique la part d'énergie qu'un territoire doit importer. Il est obtenu en divisant les importations nettes d'énergie par la consommation totale d'énergie brute.

En 2015, l'OMEGA estime que **le taux de dépendance énergétique de la Martinique est de 92,8%**. Ce taux reste élevé et a toujours été supérieur à 90% depuis 2005, bien qu'il affiche une légère tendance à la baisse depuis 2012.

La Martinique constitue à l'heure actuelle le territoire d'outre-mer le plus dépendant sur le plan énergétique. Cette situation doit toutefois être rapprochée du potentiel de production énergétique des territoires, qui peut être sensiblement différent suivant le contexte de chaque île (présence de ressource pour l'hydroélectricité, la géothermie, la biomasse...).

Comparatif DOM du taux de dépendance énergétique

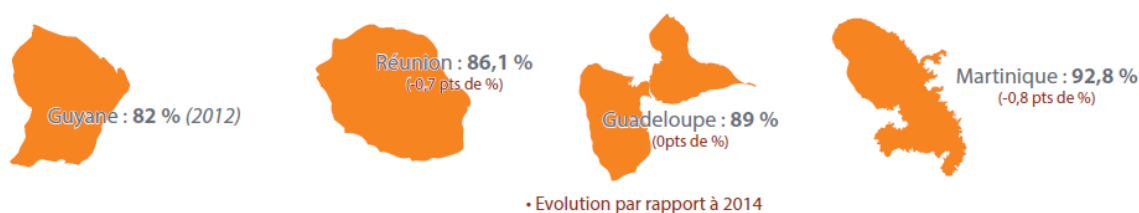


Figure 17 : Comparaison du taux de dépendance énergétique dans les territoires d'outre-mer en 2015 (OMEGA, 2016, Bilan énergétique de la Martinique 2015)

• Production d'électricité

D'après l'OMEGA, la production d'électricité de l'île est de 1 570 GWh en 2015.

Cette électricité provient en quasi-totalité (93%) de sources fossiles, principalement des moteurs diesel. La part de l'électricité d'origine renouvelable reste mineure (7%) mais progresse d'année en année ; elle provient à 74% du photovoltaïque (5,2% de la production électrique totale), puis de l'incinération des déchets à hauteur de 24% (1,7% de l'électricité totale).

CHAPITRE II - ANALYSE DE L'ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

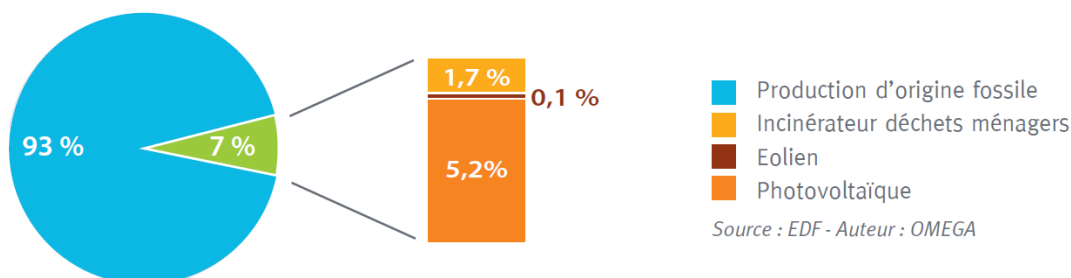


Figure 18 : Répartition de la production électrique de la Martinique en GWh par type d'énergie en 2015 (OMEGA, 2016, Bilan énergétique de la Martinique 2015)

Par ailleurs, la Martinique est le territoire d'outre-mer présentant actuellement la plus faible part d'électricité d'origine renouvelable dans sa production. Là encore, chaque territoire dispose de conditions naturelles spécifiques qui expliquent en partie les écarts observés (cours d'eau exploitables pour l'hydroélectricité en Guyane et à la Réunion, site géothermique important à la Guadeloupe).

La Martinique fait cependant l'objet de plusieurs projets d'ampleur pour la production d'énergie renouvelable à partir des ressources de l'île (centrales éoliennes avec stockage, énergie marine...).

Comparatif DOM du taux de pénétration des EnR dans la production électrique



Figure 19 : Comparaison du taux de pénétration des énergies renouvelables dans la production d'électricité dans les territoires d'outre-mer en 2015 (OMEGA, 2016, Bilan énergétique de la Martinique 2015)

● Production d'énergie renouvelable

En 2015, la production d'énergie renouvelable en Martinique s'élève à **45 120 tep, soit 7,2% de la production énergétique totale de l'île**, comme l'indique le schéma de synthèse ci-après.

L'incinération des déchets ménagers, avec l'usine de la CACEM, constitue la première filière de production d'énergie renouvelable en 2015, avec 20 700 tep (45,9%).

La combustion de la bagasse (résidu ligneux de la canne à sucre), brûlée en chaudière pour un usage thermique et mécanique, représente 25,5% de la production d'énergie renouvelable.

La part des autres filières est beaucoup plus faible mais elles sont en développement : on notera la présence du solaire avec les filières photovoltaïque et thermique (12 700 tep au total en 2015), ainsi que l'émergence de nouvelles filières (éolien, biogaz).

CHAPITRE II - ANALYSE DE L'ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

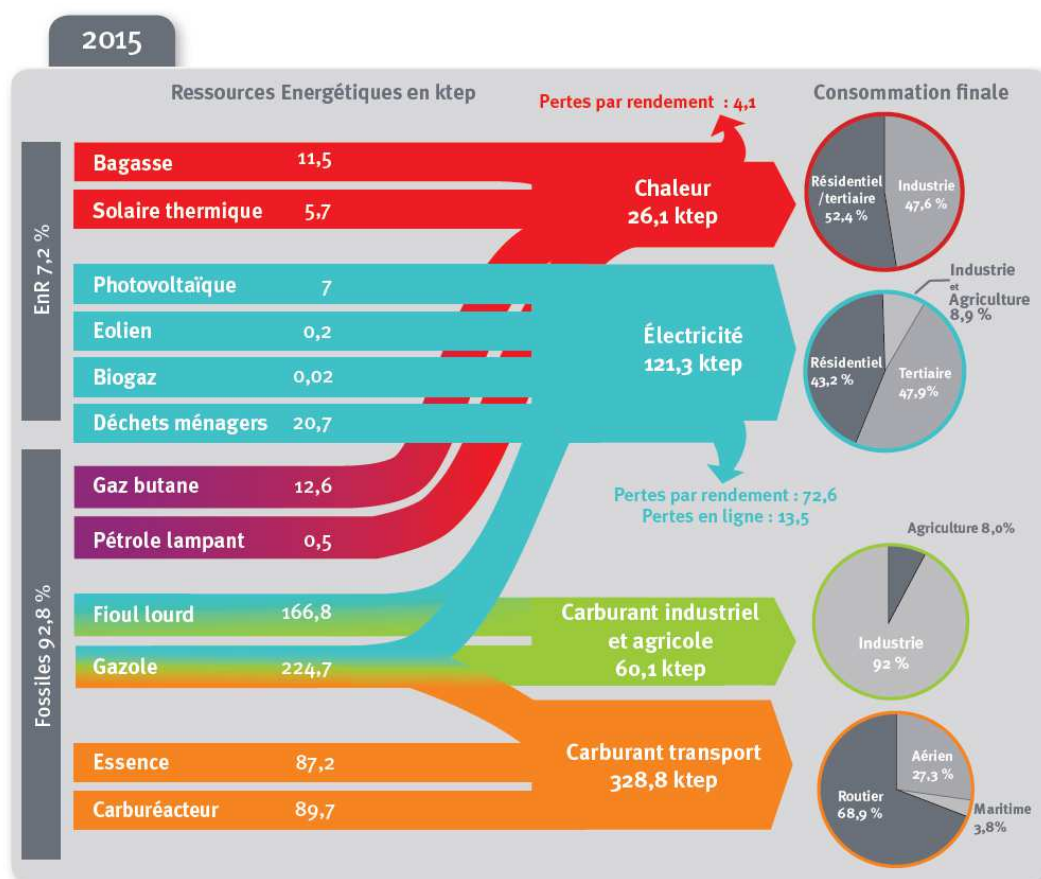


Figure 20 : Schéma énergétique de la Martinique en 2015 (OMEGA, 2016, Bilan énergétique de la Martinique 2015)

2.2.2.3 Ressources naturelles locales

• Ressources en eaux

• Bilan des prélèvements

D'après la DEAL¹⁴, **environ 57,2 millions de m³ ont été prélevés en Martinique en 2014**, dont 41,7 millions de m³ pour l'usage domestique (premier secteur consommateur avec 73% des prélèvements), 14,3 millions de m³ pour l'irrigation et 1 millions de m³ pour l'industrie.

Le niveau de prélèvement est variable suivant les années, la fluctuation des besoins étant essentiellement liée aux consommations du secteur agricole pour l'irrigation.

¹⁴ DEAL, 2016, Chiffres clés de l'environnement de Martinique 2016

CHAPITRE II - ANALYSE DE L'ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

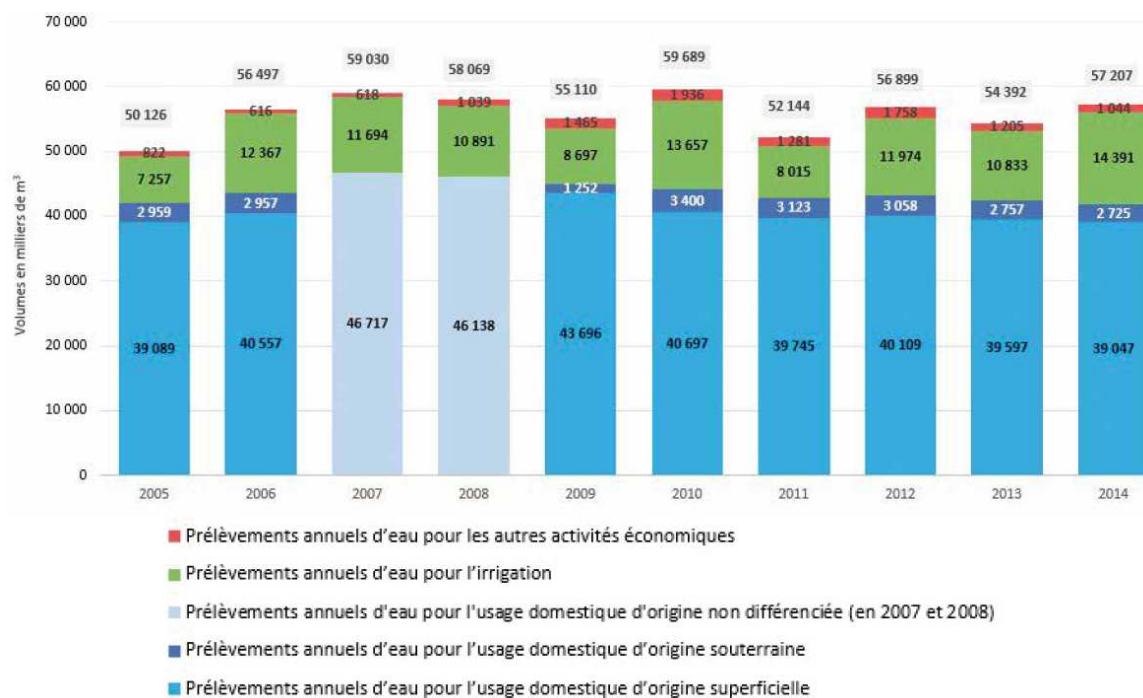


Figure 21 : Evolution des prélèvements d'eau en Martinique par usage et par origine (DEAL, 2016, chiffres clés de l'environnement de la Martinique 2016 – données ODE)

L'eau potable distribuée sur l'île est à plus de 90% d'origine superficielle, captée à partir de 20 prises d'eau en rivière (les rivières Capot, Lézarde et Blanche constituant les principales ressources). Les eaux souterraines sont peu exploitées : 4 forages et 12 sources fournissent seulement 7% du volume produit par l'ensemble des captages.

En théorie le bilan ressource-besoin est positif ; cependant **cette ressource en eau n'est pas répartie de manière égale, ni dans le temps, ni dans l'espace**. Ainsi le sud de l'île apparaît comme une zone particulièrement vulnérable : la ressource disponible y est très limitée, les principaux cours d'eau étant localisés dans le nord. Par ailleurs des déficits importants peuvent apparaître durant la saison sèche, aggravés par le faible recours aux réserves souterraines ; ces déficits saisonniers pénalisent fortement le sud, dépendant du nord pour son alimentation via de longues canalisations traversant l'île.

D'après la DEAL¹⁵, le nombre de jours d'application de mesures de restriction liées à la sécheresse est en augmentation sur les 3 dernières années (43 jours en 2013, 113 en 2014 et 145 en 2015).

• Eau potable

Concernant les unités de distribution en eau potable de plus de 10 000 habitants permanents, d'après les données de l'ARS, en 2015 :

- 11 unités de distribution sont strictement conformes aux normes, tous paramètres confondus (contre 12 en 2014), soit 95% des habitants desservis,
- 1 unité de distribution a connu un dépassement accidentel des normes, tous paramètres confondus (contre 10 en 2014),
- aucune unité ne connaît de dépassement fréquent des normes (contre 1 en 2014).

¹⁵ Ibid

• Eaux usées et assainissement¹⁶

Comme on l'a vu précédemment, la ressource eau est soumise à de nombreux risques de pollutions et notamment aux pollutions domestiques et agricoles. La principale source de pollution domestique est liée aux dysfonctionnements et faible rendement des systèmes épuratoires. On estime que les eaux usées domestiques sont responsables de 60 à 70% de la contamination des eaux douces en matières organiques.

Le système d'assainissement collectif est peu développé à la Martinique : l'ODE estime que seule la moitié de la population martiniquaise est raccordable au réseau, et 40% est effectivement raccordée à l'heure actuelle.

L'assainissement collectif martiniquais présente par ailleurs un fonctionnement assez mauvais : d'après le SDAGE 2016-2021 son amélioration représente un enjeu majeur pour la protection de l'environnement et de la santé publique de l'île. Ainsi, en 2008 :

- toutes les stations de moins de 5000 équivalent habitant (EH) sont en défaut de conformité pour les équipements ;
- 55% des stations émettent des rejets dans la nature qui ne sont pas conforme aux normes ;
- 24 stations de plus de 2000 EH présentent une menace pour l'environnement ; ce chiffre est descendu à 13 stations non conformes en 2014, témoignant des efforts de mise aux normes entrepris ces dernières années¹⁷.

L'impact des rejets de ces stations sur le milieu aquatique est d'autant plus préjudiciable que les rivières constituent les milieux récepteurs pour les 2/3 des stations.

La situation de l'assainissement autonome (qui concerne environ 60% de la population) n'est pas meilleure. De par leur grand nombre, leur dispersion et faute de contrôle, les systèmes d'assainissement autonome sont souvent défectueux. Leur entretien insuffisant, ou parfois le rejet direct des eaux usées dans le milieu naturel sans aucun traitement est fort préjudiciable aux milieux aquatiques.

Ces rejets liés à l'assainissement sont principalement générateurs de flux de matière organique et oxydable, de matières azotées et phosphorées, et de matières en suspension.

• Ressources forestières

D'après les données de l'Office National des Forêts (ONF)¹⁸, la forêt martiniquaise couvre environ 48 000 hectares en 2015, soit près de 44% de la superficie totale de l'île.

L'île abrite notamment une formation forestière palustre caractéristique des zones tropicales, appelée mangrove (forêt de palétuviers) : celle-ci couvre environ 1 850 hectares.

Environ 2/3 des surfaces boisées sont privées, la forêt publique représentant 13 900 hectares. L'utilisation du bois comme source d'énergie est peu répandue ; en revanche, la bagasse issue de la filière sucrière est utilisée comme source d'énergie renouvelable (chaudière biomasse).

Du fait des caractéristiques physiques générales de l'île, la forêt martiniquaise joue un rôle primordial pour la protection et la pérennité de la ressource en eau, la conservation des sols, le maintien d'un équilibre écologique et la diminution des risques d'inondation.

¹⁶Données ODE et SDAGE Martinique 2016-2021

¹⁷ DEAL, 2015, *Rapport de contrôle de l'assainissement année 2014*

¹⁸ DEAL, 2016, *Chiffres clés de l'environnement de Martinique 2016*

La mangrove, en tant que milieu d'interface entre écosystèmes terrestres et marins, constitue un important réservoir de biodiversité, protège le littoral de l'érosion et des tempêtes et contribue à l'épuration des eaux.

Les forêts martiniquaises subissant des pressions anthropiques de plus en plus fortes, leur maintien et reconstitution constitue donc un enjeu environnemental majeur pour la Martinique.

● Ressources agricoles

Selon les données AGRESTE¹⁹, en 2015 l'île comptait 3 307 exploitations agricoles professionnelles pour une superficie agricole utilisée (SAU) d'environ 23 500 ha, soit 30 % du territoire.

Les productions principales sont les cultures fruitières (notamment la banane et l'ananas), tournées vers l'exportation, avec 24% de la SAU, la canne à sucre (17% de la SAU), les légumes (12%). L'élevage est majoritairement pratiqué dans le cadre d'exploitations familiales en polyculture-élevage ; le cheptel est dominé par les bovins, puis les porcins et les ovins.

L'agriculture martiniquaise emploie 12 % de la population active et assure 6% du produit brut régional.

L'agriculture biologique est encore peu développée sur l'île : en 2013 seulement 37 exploitations certifiées sont recensées (soit 1% du total), pour 205 ha de SAU, et concernent essentiellement des productions maraichères²⁰.

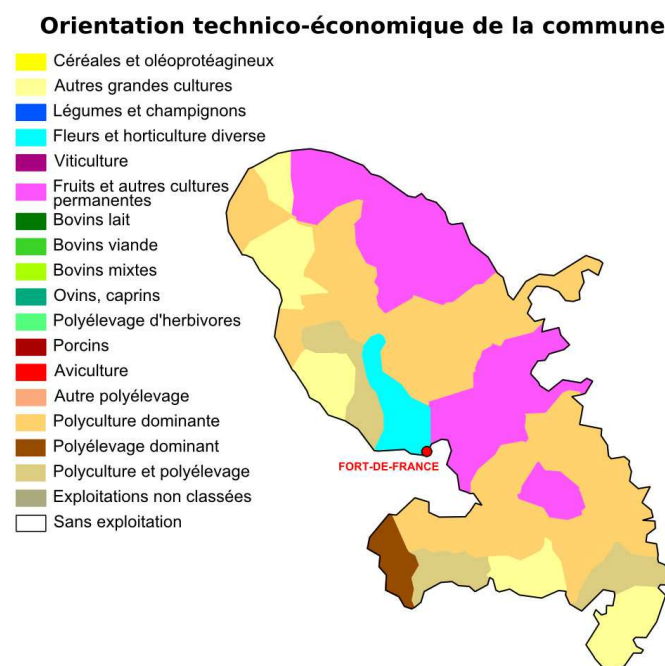


Figure 22 : Orientation technico-économique des exploitations agricoles par commune en Martinique (AGRESTE – données recensement agricole 2010)

● Ressources halieutiques

¹⁹ AGRESTE, 2016, *Memento de la statistique agricole 2016 Martinique*

²⁰ AGRESTE, 2014, *L'agriculture biologique en Martinique à la recherche d'un modèle économique efficient*

En 2016, la Martinique compte 8 ports de pêche et 16 aménagements pour la pêche d'intérêt départemental (APID).

L'île dispose d'importantes ressources halieutiques et d'une large variété d'espèces. Cependant, la production de produits de la mer reste limitée en raison de nombreuses contraintes qui déstabilisent les structures de petite pêche (qui restent majoritaires sur l'île) :

- le renforcement de la législation européenne (quotas, normes sanitaires),
- l'interdiction totale de la pêche depuis 2012 dans certains secteurs côtiers, en lien avec la contamination des eaux à la chlordécone.

L'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER) estime la production de la Martinique à environ 1 000 t en 2015²¹.

2.2.3 MILIEUX NATURELS, SITES ET PAYSAGES

2.2.3.1 Biodiversité et milieux naturels

Les milieux naturels de Martinique se caractérisent par leur importante diversité dans un cadre insulaire tropical à espace limité. Les écosystèmes terrestres possèdent une exceptionnelle richesse d'espèces et un taux d'endémisme élevé : l'île se situe dans l'un des 34 « points chauds » mondiaux de la biodiversité, c'est-à-dire une zone dans laquelle plus de 1 500 espèces dites endémiques²² ont été recensées. Certaines sont particulièrement menacées.

La carte ci-après permet de situer sur le territoire de l'île l'ensemble des espaces naturels faisant l'objet d'une politique d'inventaire (ZNIEFF) et/ou protégés par voie réglementaire (statut de protection « fort »). Ces espaces sont détaillés dans la suite du document.

²¹ IEDOM, 2017, *Rapport annuel 2016 IEDOM Martinique*

²² Les espèces endémiques sont des espèces présentes uniquement dans une aire géographique limitée (notamment les îles).

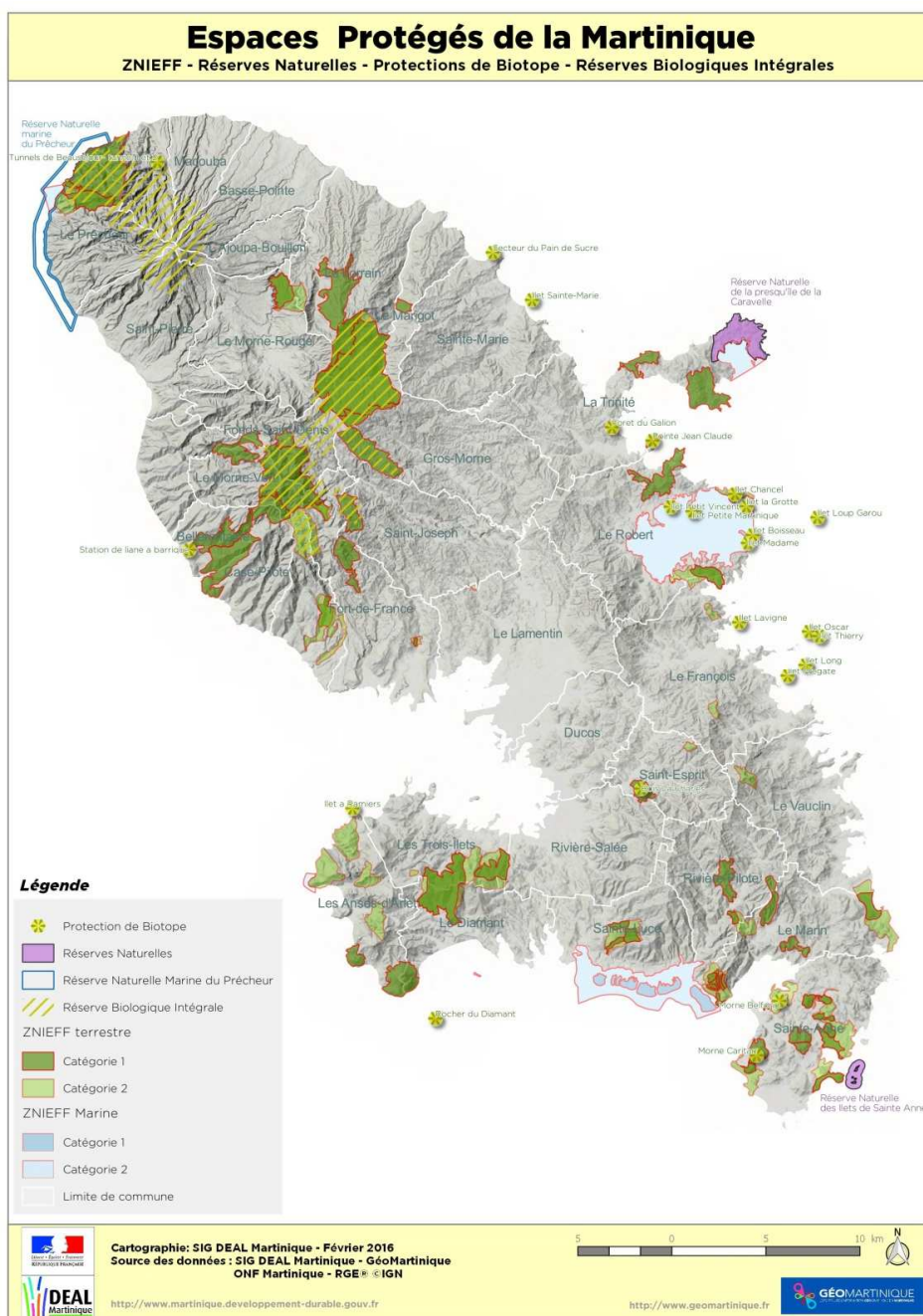


Figure 23 : Espaces naturels inventoriés et/ou protégés par voie réglementaire en Martinique en 2016 (DEAL - GéoMartinique – données DEAL et ONF)

● Zones d'inventaire du patrimoine naturel

● Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF)

Ce sont des zones connues pour leur valeur écologique des milieux naturels par référence à des habitats, espèces animales et végétales particuliers. Elles font l'objet d'un inventaire scientifique national lancé en 1982. Les ZNIEFF sont un outil de connaissance, elles ne sont pas opposables aux autorisations d'occupation des sols, mais l'absence de prise en compte d'une ZNIEFF lors d'une opération d'aménagement est souvent juridiquement considérée comme une erreur manifeste d'appréciation.

Il existe 2 types de ZNIEFF :

- type I : secteurs de grand intérêt biologique ou écologique ;
- type II : grands ensembles naturels riches et peu modifiés offrant des potentialités biologiques importantes.

A noter qu'un même espace peut être inventorié à la fois comme ZNIEFF de type I et de type II.

En 2015 la Martinique compte des ZNIEFF terrestres, dont 8 956 ha de type I et 6 409 ha de type II (11 906 ha au global, sans double compte). On recense également 332 ha de **ZNIEFF marines** de type I et 3 822 de ZNIEFF marines de type II (3 831 ha au global, sans double compte)²³.

• **Espaces naturels protégés par voie contractuelle**

• **Convention Ramsar**

Il s'agit d'une convention internationale relative à la conservation des zones humides, signée le 2 février 1971 et ratifiée par la France le 1^{er} octobre 1986. Elle engage les pays signataires à protéger les zones humides d'intérêt international (sur le plan écologique, botanique, zoologique, hydrologique, etc), avec un objectif d'utilisation rationnelle de ces espaces et de leurs ressources.

Au 1^{er} janvier 2013, la France possède 42 sites d'importance internationale, d'une superficie de plus de 3,5 millions d'hectares, aussi bien sur le territoire métropolitain qu'outre-mer. La très grande majorité des sites Ramsar français ont été créés sur des aires déjà protégées en totalité ou en partie par d'autres statuts (Parc naturel régional, réserve de chasse, sites du Conservatoire du littoral, sites Natura 2000, etc.) ou disposant d'une gestion intégrée.

La Martinique compte un site désigné au titre de la convention Ramsar en 2015 : l'étang des Salines (au sud de l'île), couvrant 207 ha.

Par ailleurs, l'inventaire des zones humides de la Martinique réalisé par la DEAL et le Parc Naturel Régional de Martinique recense 2 875 ha de zones humides sur l'île en 2015, soit 2,59% du territoire²⁴.

• **Réseau Natura 2000**

Il correspond à l'ensemble des sites remarquables européens désignés par chaque membre de l'Union Européenne en application des directives de 1979 sur l'avifaune (directive Oiseaux) et de 1992 sur la conservation des habitats naturels et de la flore sauvage (directive Habitats).

La Martinique ne compte aucune zone désignée au titre du réseau Natura 2000 sur son territoire terrestre et marin. En effet, les directives Oiseaux et Habitats ne s'appliquent pas aux territoires ultra-marins.

• **Parcs naturels régionaux**

D'après la Fédération des Parcs Naturels Régionaux de France, « *Peut être classé "Parc Naturel Régional" (PNR) un territoire à dominante rurale dont les paysages, les milieux naturels et le patrimoine culturel sont de grande qualité, mais dont l'équilibre est fragile. Un PNR s'organise autour d'un projet*

²³ DEAL, 2016, *Chiffres clés de l'environnement de Martinique 2016*.

²⁴ DEAL, 2016, *Chiffres clés de l'environnement de Martinique 2016*

concerté de développement durable, fondé sur la protection et la valorisation de son patrimoine naturel et culturel ». La gestion d'un PNR s'effectue de manière concertée entre l'Etat et les collectivités locales (régions, intercommunalités, etc) ainsi que d'autres acteurs du territoire (associations, fédérations professionnelles, etc).

On compte actuellement 51 PNR en France, dont un en Martinique : le Parc Naturel Régional de la Martinique. Créé en 1976, il concerne 32 des 34 communes du département et s'étend sur 62 725 ha, soit près des 2/3 du territoire de l'île²⁵. Il est à noter que le 1^{er} axe de la charte du PNR de la Martinique est de « Préserver et valoriser ensemble la nature en Martinique », ce qui va dans le sens du Plan.

- **Parcs naturels marins**

Le parc naturel marin (PNM) est un nouvel outil de gestion du milieu marin, créé par la loi du 14 avril 2006. Adapté à de grandes étendues marines, il a pour objectif de contribuer à la protection et à la connaissance du patrimoine marin, ainsi que de promouvoir le développement durable des activités liées à la mer (pêche, tourisme, etc.). Il constitue l'un des 15 types d'aires marines protégées aujourd'hui reconnus par le code de l'environnement. Sa gestion est co-assurée par l'Agence des aires marines protégées (dépendant de l'Etat) et les acteurs locaux.

Depuis mai 2017, la Martinique accueille l'un des 9 PNM présents en France à l'heure actuelle : le PNM de la Martinique, qui s'étend depuis la côte jusqu'à la limite extérieure de sa zone économique exclusive et couvre une superficie de 48 900 km² (c'est le second plus grand en superficie après le PNM de Mayotte, dans l'océan Indien)²⁶.

- **Espaces naturels protégés par voie réglementaire**

- **Arrêtés de protection de biotopes**

L'arrêté préfectoral de protection de biotope (APPB) définit les mesures visant à favoriser la conservation de milieux naturels nécessaires à l'alimentation, à la reproduction, au repos ou à la survie des espèces protégées (animales et végétales).

En 2015, la Martinique est dotée de 23 APPB sur son territoire, représentant une superficie terrestre de 427 ha²⁷.

- **Réserves naturelles**

Les réserves naturelles (RN) ont pour objectif de protéger les milieux naturels exceptionnels, rares et/ou menacés en France. Dans cette optique, le classement d'un espace en réserve naturelle interdit ou soumet à un régime particulier un certain nombre d'activités susceptibles de porter atteinte aux milieux à protéger.

On distingue 2 types de réserves naturelles :

²⁵ Fédération des Parcs Naturels Régionaux de France

²⁶ Agence des aires marines protégées

²⁷ DEAL, 2016, *Chiffres clés de l'environnement de Martinique 2016*

- Les réserves naturelles nationales (RNN), classées par décision du Ministre de l'Écologie et du Développement Durable,
- Les réserves naturelles régionales (RNR), qui remplacent depuis la loi « démocratie de proximité » de 2002 les réserves naturelles volontaires, classées par décision en Conseil Régional.

La Martinique compte 2 RNN sur son territoire :

- la presqu'île de la Caravelle sur 388 hectares. Elle possède une diversité remarquable de paysages littoraux atlantiques, malheureusement fortement dégradés par une urbanisation et une fréquentation insuffisamment maîtrisée,
- les îlets de Saint Anne, sur 5,8 hectares. Constituée de 4 îlets de calcaires coralliens à l'extrême sud de la Martinique, la réserve naturelle des îlets de Sainte-Anne est l'un des plus importants sites de nidification des Antilles.

Concernant les RNR :

- **Une RNR a été créée en 2014** : la réserve marine du Prêcheur - Albert Falco. Située dans le nord-ouest de la Martinique, elle englobe deux sites d'exception, les îlets La Perle et la Citadelle, ainsi que 12 km de littoral le long de la commune du Prêcheur, aux pieds de la Montagne Pelée.
- **Un projet de RNR est en cours** (Baie de Génipa)²⁸.

- **Réserves biologiques**

Les réserves biologiques (RB) concernent des espaces forestiers et associés comportant des milieux ou des espèces remarquables, rares ou vulnérables relevant du régime forestier et gérés à ce titre par l'ONF.

En Martinique l'Office National des Forêts met en place un réseau de réserves biologiques domaniales et forestières. Ce programme a débuté en 2007, avec la création de la réserve biologique domaniale intégrale de la Montagne Pelée couvrant 2 302 hectares. L'autre secteur concerné sera celui des Pitons du Carbet.

En 2015, la Martinique compte 3 RB sur son territoire (toutes 3 de statut « intégral »), représentant une superficie de 6 885 ha :

- RB de la Montagne Pelée (2 285 ha),
- RB du Prêcheur – Grand'Rivière (758 ha),
- RB des Pitons du Carbet (3 842 ha)²⁹.

- **Parcs nationaux**

Les Parcs nationaux (PN) constituent l'un des premiers outils de protection des espaces naturels créés en France. Institué par la loi du 22 juillet 1960, le dispositif de PN a été modernisé en 2006.

La Martinique ne compte actuellement aucun PN sur son territoire.

²⁸ Réseau des Réserves Naturelles de France

²⁹ ONF Martinique

- **Forêts de protection**

Ce statut a été créé initialement pour le maintien des sols en montagne et la défense contre les risques naturels. Il interdit non seulement tout défrichement conduisant à la disparition de la forêt, mais aussi toute modification des boisements contraire à l'objectif du classement.

La Martinique ne compte actuellement aucune forêt de protection sur son territoire.

- **Espaces naturels gérés par des structures conservatoires**

En Martinique, il n'existe pas à ce jour de Conservatoire d'Espaces Naturels (CEN) pour les sites terrestres, en revanche le conservatoire du Littoral et des Rivages Lacustres (CLRL) est présent. L'action de ces structures est fondée sur la maîtrise foncière et d'usage. Elle s'appuie sur une approche concertée, au plus près des enjeux environnementaux, sociaux et économiques des territoires.

En parallèle de ces structures conservatoires spécialisées, la CTM a la possibilité de réaliser des acquisitions dans le cadre de la politique des Espaces Naturels Sensibles (ENS), afin de soustraire certains sites au patrimoine naturel remarquable à l'urbanisation. Ces acquisitions sont financées par une partie du produit de la taxe d'aménagement (TA) : celle-ci est appliquée dans le cadre de toute opération de construction/reconstruction ou d'aménagement soumise à un régime d'autorisation. Cette taxe remplace depuis 2012 l'ancienne taxe départementale sur les espaces naturels sensibles (TDENS).

La politique des ENS est assez peu développée sur l'île : elle concerne essentiellement les îlets naturels (dont la plupart bénéficient d'un APPB) et c'est le seul cas d'existence d'une zone de préemption départementale au titre des ENS.

- **Action du Conservatoire du Littoral**

Le Conservatoire du Littoral a acquis à ce jour une trentaine de sites en Martinique, localisés majoritairement dans la baie de Fort-de-France (zone de mangrove) et sur les rivages et îlets du sud de l'île³⁰. Cela représente 3 294 ha au total³¹.

- **Des écosystèmes naturels particulièrement menacés**

Si les forêts humides du nord et du centre sont relativement préservées, les forêts sèches du sud de l'île ont pratiquement disparu et ne se rencontrent plus que sur quelques sites que la topographie rend inaccessibles. Les forêts mésophiles, qui abritent ¼ des espèces ligneuses de l'île et la moitié de l'avifaune, sont également très menacées tant au centre qu'au sud de l'île. Par ailleurs, 120 des 396 espèces d'arbres de la Martinique sont devenues rares ou très rares.

2.2.3.2 Paysages

La Martinique offre toute la palette des paysages caractéristiques des îles volcaniques en climat tropical, paysages plus ou moins façonnés par les activités humaines passées ou actuelles. L'identité paysagère de la Martinique se fonde sur le **contraste entre le nord de l'île**, volcanique, humide, forestier et agricole **et le sud** maritime, sec, au relief ancien faiblement accidenté, marqué par les paysages de savanes.

³⁰ Conservatoire du Littoral et des Rivages Lacustres

³¹ DEAL, 2016, *Chiffres clés de l'environnement de Martinique 2016*

Un **Atlas des paysages de la Martinique** a été réalisé sous la conduite du PNR de la Martinique : il dresse un état des lieux des paysages de l'île et propose des orientations visant à les préserver dans le cadre des projets d'aménagement du territoire. Au-delà du découpage nord/sud précédemment évoqué, ce document identifie **6 grands ensembles paysagers** aux caractéristiques particulières (type de relief, activités humaines, formes d'habitat...), présentées dans la carte ci-après :

- La montagne Pelée : à l'extrême nord de l'île, le dernier volcan de la Martinique dessine un cône raide qui plonge directement dans la mer, dont certaines pentes moins raides peuvent être cultivées.
- Les pitons du Carbet : issus d'anciens volcans érodés, les pitons présentent un massif plus complexe sillonné de vallées profondes et mis en culture sur les pentes les plus favorables.
- La baie du Fort-de-France : la baie forme une grande plaine agricole en cours d'urbanisation, drainée par la Lézarde et Rivière Salée. Elle est bordée des reliefs des pitons du Carbet au nord et de la presqu'île du sud-ouest, où progresse une urbanisation diffuse. La mangrove marque le littoral.
- La presqu'île du Diamant - massif du sud-ouest : dominé par le Morne Larcher, ce massif présente des pentes boisées abruptes surplombant la mer.
- Les mornes du sud : ils offrent une mosaïque de paysages vallonnés marqués par l'agriculture et des villages accrochés en crête
- La presqu'île de Sainte-Anne : située au sud, moins élevée, plus sèche, plus sauvage et moins urbanisée, elle est aussi la plus fréquentée par les touristes grâce à la qualité de ses plages et sites naturels.



CARTE DES GRANDS ENSEMBLES PAYSAGERS

Figure 24 : Carte de synthèse des grands ensembles paysagers de la Martinique (PNR de la Martinique, données IGN BD Topo)

2.2.3.3 Patrimoine culturel

● Sites classés et inscrits

La législation des sites classés et inscrits a pour but d'assurer la préservation des monuments naturels et des sites dont le caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque relève de l'intérêt général. Issue de la loi du 2 mai 1930, la protection des sites est à présent organisée par le titre IV chapitre 1er du code de l'environnement.

Il existe deux niveaux de protection : le classement et l'inscription.

- **Le classement** est généralement réservé aux sites les plus remarquables à dominante naturelle dont le caractère, notamment paysager, doit être rigoureusement préservé. Les travaux y sont soumis selon leur importance à autorisation préalable du Préfet ou du Ministre de l'Ecologie, du Développement Durable, des Transports et du Logement. Dans ce dernier cas, l'avis de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites (CDNPS)

est obligatoire. Les sites sont classés après enquête administrative par arrêté ministériel ou par décret en Conseil d'Etat.

- **L'inscription** est proposée pour des sites moins sensibles ou plus humanisés qui, sans qu'il soit nécessaire de recourir au classement, présentent suffisamment d'intérêt pour être surveillés. Les travaux y sont soumis à déclaration auprès de l'Architecte des Bâtiments de France. Celui-ci dispose d'un simple avis consultatif sauf pour les permis de démolir pour lesquels son avis est nécessaire. Les sites sont inscrits par arrêté ministériel après avis des communes concernées.

Selon la Direction des affaires culturelles (DAC), **en 2016 la Martinique compte 4 sites classés (couvrant 9 632 ha) et 10 sites inscrits (sur 3 301 ha)**³².

• *Les monuments historiques*

Les monuments historiques classés ou inscrits sont indissociables de l'espace qui les entoure. La loi impose donc un droit de regard sur toute intervention envisagée à l'intérieur d'un périmètre de protection de 500 m de rayon autour des monuments historiques.

En 2016, toujours d'après la DAC, la Martinique comptait 23 monuments historiques classés (dont 6 parcs et jardins) et 81 monuments historiques inscrits (dont 10 parcs et jardins)³³.

• *Sites Patrimoniaux Remarquables (SPR)*

Les sites patrimoniaux remarquables sont « les villes, villages ou quartiers dont la conservation, la restauration, la réhabilitation ou la mise en valeur présente, au point de vue historique, architectural, archéologique, artistique ou paysager, un intérêt public. » Les espaces ruraux et les paysages qui forment avec ces villes, villages ou quartiers un ensemble cohérent ou qui sont susceptibles de contribuer à leur conservation ou à leur mise en valeur peuvent être classés au même titre.

Les SPR ont été créés pour clarifier la protection en faveur du patrimoine urbain et paysager. Ces enjeux sont retranscrits dans un plan de gestion du territoire qui peut prendre 2 formes : soit un plan de sauvegarde et de mise en valeur (document d'urbanisme), soit un plan de valorisation de l'architecture et du patrimoine (servitude d'utilité publique)

Les sites patrimoniaux remarquables se substituent aux anciens dispositifs de protection :

- secteurs sauvegardés,
- zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP),
- aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP).

En 2016, d'après la DAC, la Martinique ne compte aucune AVAP, ni ZPPAUP³⁴.

³² DEAL, 2017, *Chiffres clés de l'environnement de Martinique 2017*

³³ Ibid

³⁴ Ibid

2.2.4 RISQUES

2.2.4.1 Risques naturels et technologiques

Les données présentées ci-après proviennent essentiellement de la base nationale GASPARD sur les risques majeurs, ainsi que des informations disponibles dans le Dossier Départemental sur les Risques Majeurs (DDRM), élaboré par la préfecture de la Martinique.

La Martinique est particulièrement concernée par les risques de séismes, mouvements de terrain, inondations, cyclonique, volcanique et le transport de matières dangereuses : ces 6 types de risques concernent en effet l'ensemble des communes de l'île.

De plus, la configuration urbaine de la Martinique, ainsi que sa densité de population, font que certains de ces risques peuvent facilement avoir des conséquences majeures.

Type de risque	Communes		Population	
	Nombre	%	Nombre	%
Eruption volcanique	34	100%	385 551	100%
Inondation	34	100%	385 551	100%
Mouvement de terrain	34	100%	385 551	100%
Phénomènes météorologiques - Cyclone/ouragan (vent)	34	100%	385 551	100%
Séisme	34	100%	385 551	100%
Transport de marchandises dangereuses	34	100%	385 551	100%
Submersion marine	28	82%	341 466	89%
Risque industriel	5	15%	147 297	38%
Rupture de barrage	4	12%	63 124	16%

Figure 25 : Tableau synthétique d'exposition des communes de la Martinique aux risques naturels et technologiques en 2016 (SOeS, données GASPARD)

L'ensemble du territoire Martiniquais est doté depuis fin 2004 d'un Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN). Ce plan multi-risque permet de prendre en compte les risques dans l'aménagement, de maîtriser l'urbanisation du territoire en évitant d'augmenter les enjeux dans les zones à haut risques et en diminuant la vulnérabilité de l'existant. Il établit notamment un zonage réglementaire s'imposant à toute construction.

● Le risque sismique

Un séisme, ou tremblement de terre, se traduit en surface par des vibrations du sol transmises aux bâtiments. Il provient de la fracturation des roches en profondeur. Celle-ci est due à l'accumulation d'une grande énergie qui se libère, créant des failles, au moment où le seuil de rupture mécanique des roches est atteint. Les dégâts observés sont fonction de l'amplitude, de la durée et de la fréquence des vibrations.

Le risque sismique constitue le risque naturel le plus important en Martinique, l'île étant intégralement classée en zone de niveau 5 (sismicité forte). Les Antilles françaises (Martinique, Guadeloupe et Saint Martin) constituent les territoires de France où l'aléa sismique est le plus fort.

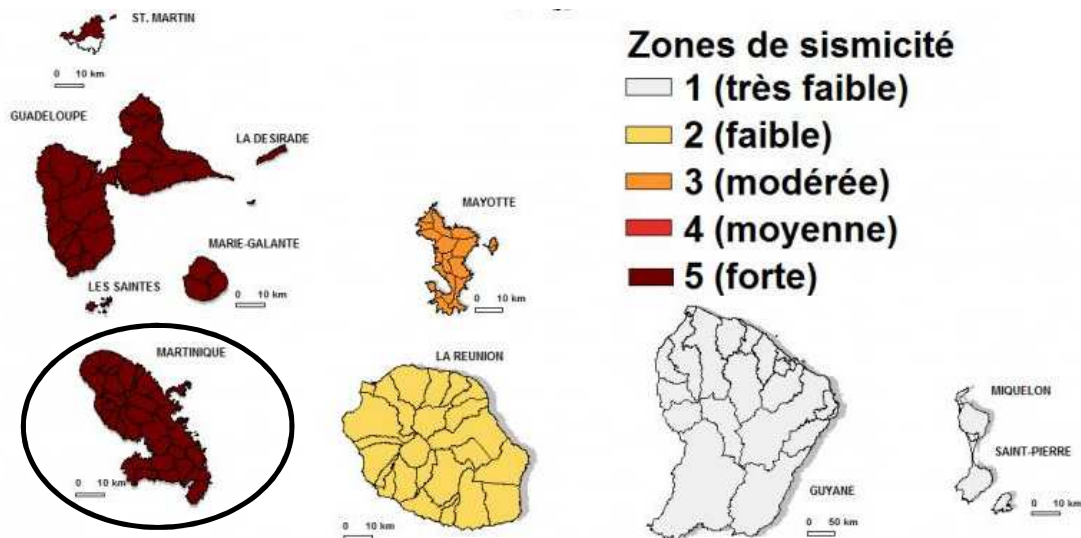


Figure 26 : Zonage sismique des territoires d'outre-mer (Ministère de l'environnement, 2011)

Un plan séisme Antilles³⁵ a été mis en place en 2007 par l'Etat. La première phase du plan (2007-2013) avait pour objectif la réduction de la vulnérabilité du bâti public au risque sismique. Si les objectifs fixés en matière de dépenses de travaux ont été atteints, le nombre de bâtiments publics à remettre à niveau était encore important à la fin de la période (notamment pour les écoles). Globalement **le taux de construction aux normes parasismiques reste faible sur l'île**, en particulier pour le logement individuel.

La phase transitoire du plan (2014-2015) a permis de poursuivre les actions de réduction de la vulnérabilité du bâti public précédemment engagées, ainsi que les opérations de sensibilisation de la population.

La deuxième phase du plan (2015-2020) s'articule autour de 4 axes d'actions, dont la mise en œuvre sera partagée entre l'ensemble des acteurs concernés (Etat, collectivités territoriales, professionnels de la construction, entreprises, associations, organismes scientifiques) :

- Axe 1 : Réduire la vulnérabilité du bâti
- Axe 2 : Accompagner les acteurs de l'aménagement et de la construction chargés de réduire la vulnérabilité
- Axe 3 : Sensibiliser aux risques sismiques et tsunami et préparer à la gestion de crise
- Axe 4 : Améliorer la connaissance de l'aléa, de la vulnérabilité et du risque

❶ Le risque mouvement de terrain

Un mouvement de terrain est un déplacement plus ou moins brutal du sol et/ou du sous-sol. Il est fonction de la nature et de la disposition des couches géologiques. Il est dû à des processus lents de dissolution ou d'érosion, principalement consécutifs de l'action de l'eau et du gel. Certains mouvements de terrain peuvent être favorisés, amplifiés ou même créés par l'action de l'homme (mines, carrières, extraction de matériaux, terrassement).

³⁵ Ministère de l'environnement et Ministère des outre-mer, 2016, *Plan séisme Antilles Horizon 2020*

En Martinique, les principaux types d'aléas observés et dont l'apparition peut entraîner des effets dommageables graves, sont :

- les glissements de terrain (phénomène le plus fréquent et le plus problématique sur l'île),
- les coulées de boues (souvent associées aux glissements de terrain),
- les chutes de blocs et les éboulements (qui restent rares mais dont les dégâts sont souvent importants),
- les laves torrentielles (phénomène intermédiaire entre les mouvements de terrain et les inondations),
- la liquéfaction des sols (phénomène généralement associé à des épisodes sismiques).

Ils se produisent suite à des épisodes pluvieux exceptionnels que ce soit avant ou généralement pendant ou juste après la période cyclonique, ou en lien avec l'existence d'une faille à proximité du terrain.

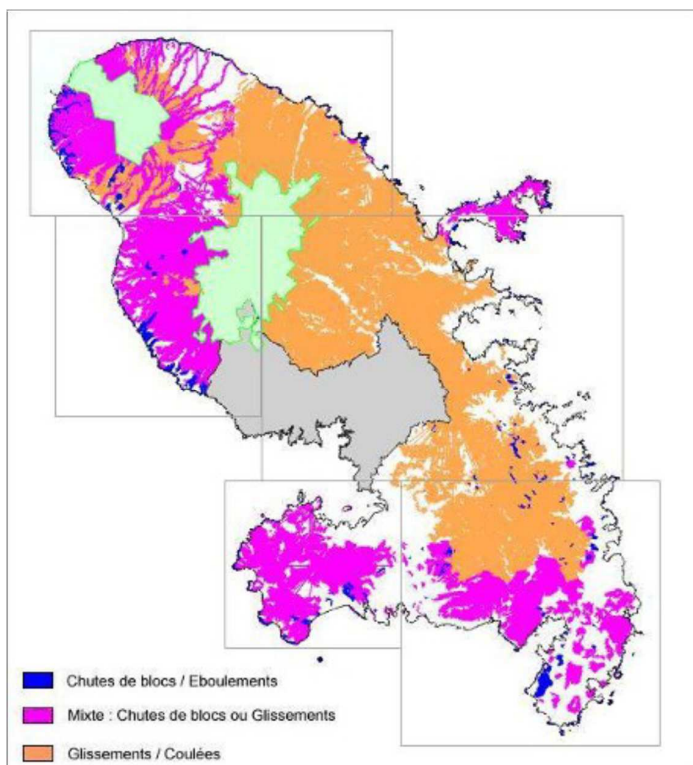


Figure 27 : Cartographie des aléas liés aux mouvements de terrain en Martinique (DDRM Martinique – données BRGM)

Toutes les communes disposent d'un Plan de prévention des risques mouvement de terrain approuvé, mais ceux-ci ont majoritairement plus de 10 ans.

● Les inondations

Une crue correspond à l'augmentation du débit d'un cours d'eau dépassant plusieurs fois le débit moyen. Une inondation correspond au débordement des eaux hors du lit mineur à la suite d'une crue. Les eaux occupent alors le lit majeur du cours d'eau.

D'après le DDRM de la Martinique, différents types d'inondations sont susceptibles d'affecter l'île, avec par ordre croissant de gravité :

- les inondations dites « pluviales »,

- le débordement des principaux cours d'eau,
- les crues torrentielles,
- les laves torrentielles et les ruptures d'embâcles.

Ces inondations sont liées à une pluviométrie abondante, pouvant être d'origine cyclonique ou non. Les dégâts provoqués sont multiples : arrachage de la végétation et érosion, glissements de terrain, routes coupées, submersions des habitations, dégradation de la qualité de l'eau et des milieux marins...

De plus, ce risque est aggravé par le facteur anthropique : de nombreuses zones urbanisées sont implantées dans les lits majeurs des cours d'eau et des zones inondables.

En application de la Directive n° 2007/60/CE, dite "Directive Inondation" (DI) du 23 octobre 2007, la DEAL a réalisé en 2012 une évaluation primaire des risques d'inondation, permettant de définir des territoires à risque inondation (TRI), au sein desquels une stratégie locale de gestion du risque d'inondation doit être élaborée.

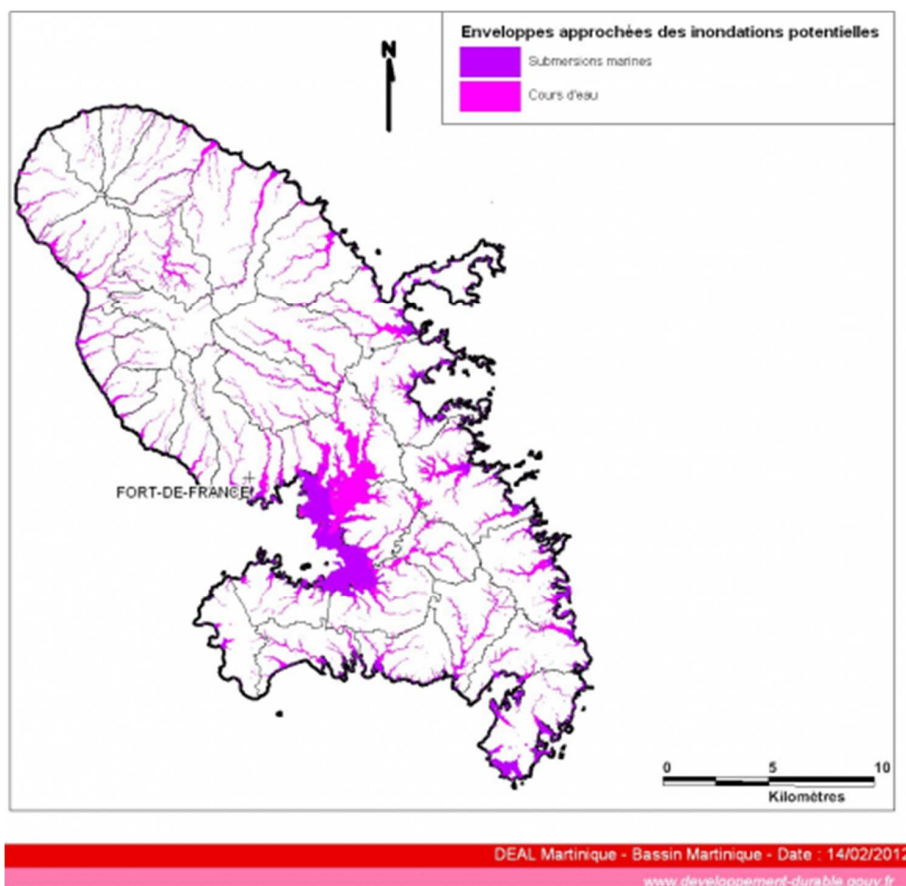


Figure 28 : Cartographie des zones inondables de la Martinique dans le cadre de l'évaluation préliminaire des risques d'inondation (DEAL, 2012)

Par ailleurs, la Directive Inondation impose l'élaboration d'un Plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) dans chaque district hydrographique. En Martinique, **le PGRI pour la période 2016-2021 a été approuvé par l'Arrêté Préfectoral n°201511-0058 du 30 novembre 2015.**

• **Le risque de submersion marine - tsunami**

La submersion marine désigne une inondation temporaire de la zone côtière par la mer dans des conditions météorologiques extrêmes, pouvant cumuler dépression atmosphérique, vent violent, forte

houle, associés aux phénomènes marégraphiques provoquant une surélévation du niveau moyen de la mer, aggravés lorsque ces phénomènes se conjuguent à l'occasion d'une tempête.

Si l'on exclut les cas très particuliers de tsunamis qui seraient générés par une explosion d'origine humaine ou par l'impact d'une météorite, on peut dire que les tsunamis ont toujours une origine géologique. Ils sont provoqués par la pénétration ou la disparition (en ce qui concerne les séismes, on évoque plutôt le soulèvement ou/et affaissement) dans les fonds marins d'une quantité importante de matériel géologique, entraînant le déplacement d'une grande masse d'eau.

La connaissance des sources de tsunami pour la Martinique repose sur les connaissances historiques des tsunamis passés et sur l'interprétation du contexte tectonique régional. Des recherches pour remonter au-delà des périodes historiques sont en cours par les équipes locales (BRGM, UA, OVSM-IPGP) ou internationales. Les catalogues actuels sont en construction depuis le tsunami de 2004 en Indonésie et s'affinent chaque année.

Du fait du contexte régional, les tsunamis peuvent être générés soit dans la Caraïbe, soit dans l'Atlantique, et être de type :

- local, très rapide, frappant en quelques minutes ;
- régional, frappant en quelques dizaines de minutes ;
- trans-océanique, d'origine lointaine, frappant le littoral au bout de plusieurs heures.

L'ensemble des communes côtières sont concernées par ces risques de submersion marine et de tsunami.

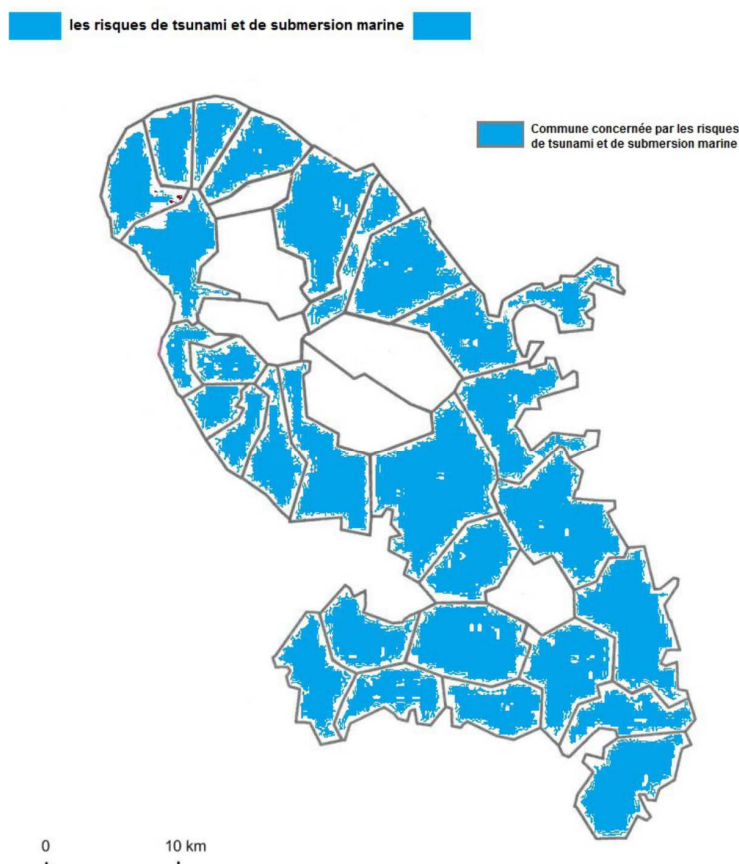


Figure 29 : les communes concernées par les risques de tsunami et de submersion marine (Source : SIDPC 972 - octobre 2013, dans DDRM)

● *Les cyclones*

Durant la période de juin à novembre, la Martinique est confrontée à des phénomènes cycloniques. Ces perturbations météorologiques de grande ampleur génèrent de fortes pluies et vents violents.

Les ouragans dits majeurs ou intenses (de catégorie 3 à 5 sur l'échelle de Saffir-Simpson) sont les plus redoutés par leurs effets dus aux vents violents, aux pluies intenses et cumulées, à la marée de tempête et à l'état de la mer.

Un ouragan de catégorie 4, comme HUGO (1989) ou LUIS (1995), s'accompagne de vents soutenus de 220 à 240 km/h. Il provoque des dégâts irréparables, détruit les réseaux électriques, les habitations précaires, hache la végétation, certaines rafales pouvant dépasser 280 ou 300 km/h.

Toutes les communes de l'île sont susceptibles d'être affectées par les effets dévastateurs des vents et des pluies sur le bâti, les infrastructures, les cultures et l'environnement. La proximité de reliefs et de zones pentues peut accentuer le risque par rapport aux fortes pluies et peut aussi contribuer à renforcer le vent dont la variabilité spatiale est parfois très importante.

Pour les communes littorales s'ajoute les risques de houle cyclonique et de marée de tempête qui peuvent créer des surcotes engendrant des submersions marines.

Pour la Martinique, le dernier cyclone le plus intense ayant frappé l'île est le cyclone DEAN du 17 août 2007 (pourtant classé catégorie 2) : l'œil du cyclone a frôlé les côtes sud de l'île et le mur de l'œil (qui concentrent les vents violents) les a atteints avec des rafales dépassant les 200 km/h, occasionnant des dégâts matériels considérables.

A la mi-septembre 2017, le cyclone MARIA (classé en catégorie 5) a très sévèrement touché les Antilles mais il n'a pas atteint directement la Martinique (l'œil du cyclone étant passé à 50 km au large des côtes nord de l'île). Il n'a occasionné que des dégâts matériels d'ampleur modérée (coupures d'électricité...)

Selon les statistiques, on dénombre un phénomène cyclonique (tempête tropicale ou ouragan mineur) tous les 3,6 ans, et un ouragan majeur tous les 11,5 ans³⁶.

● *Le risque volcanique*

Un volcan est un relief dans une zone fragile de la croûte terrestre où s'établit une relation entre la surface du globe et les profondeurs permettant à des matériaux et des gaz à haute température de jaillir en surface.

Ce risque est d'autant plus important en Martinique que **la « Montagne Pelée » est un volcan toujours actif**. Il fait l'objet d'une surveillance constante par l'Observatoire Volcanologique de la Montagne Pelée (Morne des Cadets Fonds Saint-Denis). Les dernières crises éruptives meurtrières sont cependant très anciennes : 1902-1905 (dont près de 30 000 victimes suite aux éruptions de mai et août 1902) et 1929-1932 (1 victime en 1933 suite à un phénomène de lahar³⁷).

Toutes les communes de l'île sont susceptibles d'être touchées par les effets d'une éruption volcanique ; c'est toutefois à proximité directe de la Montagne Pelée que l'aléa est le plus fort.

³⁶ ODE Martinique

³⁷ Phénomène de lave torrentielle liée à un massif volcanique.

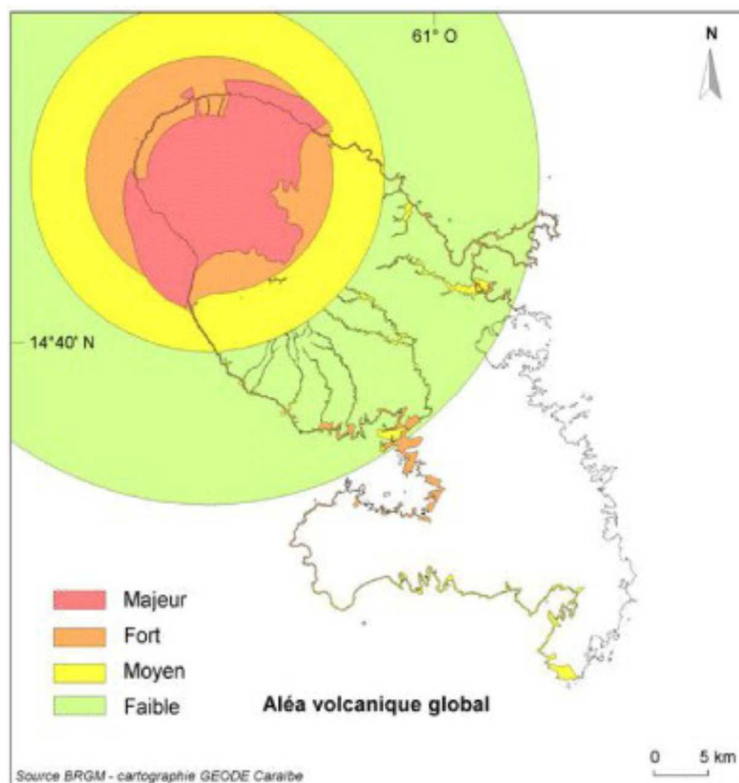


Figure 30 : Cartographie de l'aléa volcanique en Martinique (DDRM Martinique – données BRGM)

● Le risque lié au transport de matières dangereuses

L'accident de transport de matières dangereuses concerne tous les produits dangereux et tous les modes de transport. Il exclut les accidents qui surviennent sur le site de chargement (remplissage, vidange, lavage, etc....) et qui relèvent du risque industriel.

Ce risque est dû au développement des infrastructures de transport, l'augmentation de la vitesse, de la capacité de transport et du trafic. Aux conséquences habituelles des accidents de transport peuvent venir se surajouter les effets du produit transporté. Ainsi, l'accident de transport de matières dangereuses peut combiner un effet primaire immédiatement ressenti (incendie, explosion, déversement) et des effets secondaires (propagation aérienne de vapeurs toxiques, pollutions des eaux ou des sols).

Toutes les communes de l'île sont exposées aux risques liés au transport de matières dangereuses, mais celui-ci est évidemment plus important dans les zones urbanisées à forte densité de population (plaine du Lamentin et baie de Fort-de-France notamment). En Martinique, le transport de matières dangereuses concerne essentiellement **les hydrocarbures et le gaz**, qui s'effectue :

- Par voie routière (pour le gaz GPL : volume de transit annuel sur l'île estimé à environ 15 000 tonnes),
- Par canalisation (réseau de canalisations partant de la raffinerie SARA et alimentant l'île, notamment vers les sites stratégiques comme les 2 centrales thermiques, l'aéroport...),
- Par voie maritime, notamment sur la côte ouest (rotation de navires caboteurs depuis la raffinerie SARA vers les centrales thermiques de Bellefontaine et de la Pointe des Carrières).

● *Le risque industriel*

Le risque industriel est un événement accidentel se produisant sur un site industriel, entraînant des conséquences immédiates graves pour le personnel, les populations, les biens, ou l'environnement.

En Martinique, le risque industriel ne concerne que 5 communes, les principaux secteurs industriels générant des risques étant le stockage de produits pétroliers, la pyrotechnie et le stockage et l'utilisation d'ammoniac.

La Martinique compte sur son territoire **82 Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE)**, dont **7 sont classées SEVESO**, considérées à haut risque, avec :

- 3 établissements classés en seuil haut (au sens de la directive européenne « Seveso II ») : Antilles Gaz au Lamentin, La Raffinerie SARA au Lamentin et le GIE Croix Rivail à Rivière Salée,
- 4 établissements classés en seuil bas : centrale EDF à Bellefontaine, Prochimie Industrie SAS au Lamentin, et les distilleries La Mauny à Rivière Pilote et Saint James à Sainte Marie.

Ces établissements sont concentrés pour l'essentiel dans le centre de l'île (plaine du Lamentin) et sur le littoral (zones portuaires et aéroportuaires), qui constituent également les secteurs les plus densément peuplés.

La Martinique dispose de 2 Plans de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) :

- PPRT de la zone de Californie, sur les communes du Lamentin et de Fort de France, pour les établissements de la raffinerie SARA et d'Antilles Gaz
- PPRT pour le dépôt d'explosifs GIE Croix Rivail sur la commune de Rivière Salée.

● *Le risque de rupture de barrage*

Deux barrages existent en Martinique : la retenue de la Manzo à Ducos (bassin versant de la Manche) et la retenue collinaire du Mont-Vert au Robert. Ces ouvrages n'entrent pas dans la catégorie des grands barrages, compte tenu de leur taille et du volume d'eau retenu. Cependant, compte tenu du risque existant, des études sur l'impact de l'onde en cas de rupture accidentelle ont été réalisées.

En Martinique le risque de rupture de barrage concerne 4 communes (Ducos, Rivière Salée, le Robert et Trinité).

2.2.4.2 Risques sanitaires

● *Risques sanitaires liés aux maladies vectorielles*

Les zones tropicales présentent des maladies et infections due à des virus, parasites, bactéries transmis par les moustiques ou les rongeurs, tels la dengue, le chikungunya, le zika, le paludisme et la leptospirose. En effet, le paludisme est dû à un parasite, la leptospirose est une zoonose bactérienne transmise à l'homme par le rat.

La gestion non réglementaire des déchets accentue ces risques sanitaires : en effet, les dépôts sauvages de déchets (encombrants, et VHU en particulier) et les décharges brutes favorisent la prolifération de nuisibles (rats, ...) et la formation des gîtes à moustiques (accumulation d'eau stagnante).

● *Risques sanitaires liés aux sargasses*

Les sargasses sont des algues brunes qui s'échouent en masse sur les plages des îles des Caraïbes depuis 2011. Lors de leur décomposition, ces algues émettent des gaz et particulièrement de

l'hydrogène sulfuré et de l'ammoniac, qui sont des gaz toxiques. De plus, les algues sargasses ont une forte capacité à piéger et accumuler les métaux lourds, notamment l'arsenic et le cadmium, qui peuvent présenter un risque pour la santé humaine et l'environnement.

En juin 2018, Nicolas Hulot avait annoncé un plan de dix millions d'euros sur deux ans pour aider les Antilles à lutter contre les sargasses et fait la promesse d'un ramassage de ces algues en moins de 48 heures.

● **Risques sanitaires liés à l'utilisation des produits phytosanitaires (ou pesticides)**

Les produits phytosanitaires représentent un risque sanitaire notamment pour les personnes très exposées comme les agriculteurs. Dans le cadre d'une exposition répétée, des études mettent en évidence des liens entre les pesticides et certaines maladies telles que les cancers, troubles de la reproduction, pathologies neurologiques, troubles de l'immunité, troubles ophtalmologiques, pathologies cardiovasculaires, pathologies respiratoires et troubles cutanés. Les effets de l'ingestion par les eaux de consommation ou à travers les aliments sont encore peu connus.

Comme évoqué précédemment, la problématique de la pollution aux pesticides se pose avec une acuité particulière en Martinique, en lien avec la **persistance de la chlordécone dans l'environnement** (dans les eaux et les sols). Cette pollution est à l'origine de **mesures de restriction préventive visant à protéger la santé de la population**, comme l'interdiction de la pêche en eau douce depuis 2009 (pour toutes les espèces et pour l'ensemble du territoire de l'île), et l'interdiction de la pêche en mer dans 6 secteurs côtiers depuis 2012.

Ces interdictions font suite à plusieurs études menées en 2008 et 2009 par l'ODE et la DEAL sur la contamination des milieux aquatiques de l'île à la chlordécone : elle met en évidence une large contamination des eaux mais aussi des chaînes alimentaires, la molécule étant détectée dans 95% des échantillons de crustacés et poissons prélevés, avec une concentration supérieure aux normes de consommation humaine pour 60% d'entre eux³⁸.

En termes de risques pour la santé, les études épidémiologiques menées en Guadeloupe ont montré des effets sur le déroulement de la grossesse et le développement des jeunes enfants, et un lien entre l'exposition à la chlordécone et un risque accru de développement du cancer de la prostate.³⁹

● **Risques sanitaires liées aux oxydes d'azote**

Les oxydes d'azote (NOx) sont émis dans l'air lors des phénomènes de combustion. Les sources principales sont les véhicules et les installations de combustion. L'installation de pots catalytiques a permis une nette réduction des émissions des véhicules, mais l'augmentation du trafic et du nombre de véhicules rend cette diminution insuffisante.

Ces gaz peuvent provoquer des affections de l'appareil respiratoire et augmenter la sensibilité aux infections microbiennes.

³⁸ ODE, 2009, *Détermination de la contamination des milieux aquatiques par le chlordécone et les organochlorés*

³⁹ ARS

● *Risques sanitaires liés aux particules fines*

Les connaissances actuelles, issues des études épidémiologiques, biologiques et toxicologiques disponibles, permettent d'affirmer que l'exposition à la pollution atmosphérique a des effets sur la santé, même s'ils restent difficiles à appréhender précisément. De récentes études montrent que l'exposition aux très fines particules réduit de 5 à 7 mois l'espérance de vie des résidents de plus de 30 ans des grandes agglomérations françaises.

2.2.5 NUISANCES

2.2.5.1 Bruit

Le bruit reste aujourd'hui une des premières nuisances pour les habitants des zones urbaines. Celui des transports, souvent considéré comme une fatalité, est fortement ressenti.

Le traitement de la thématique « bruit » fait intervenir différents acteurs suivant le type d'infrastructure de transport concerné, chaque gestionnaire étant responsable du respect des dispositions réglementaires en matière de bruit à proximité de l'infrastructure dont il a la charge (collectivités territoriales, Etat, SNCF, sociétés concessionnaires pour les autoroutes, etc.).

La politique « bruit » actuelle résulte de dispositions prises à l'échelle nationale et européenne. Elle s'articule autour d'une double logique associant la prévention des nuisances sonores et le rattrapage des situations critiques déjà existantes, avec notamment :

- **Le classement sonore des voies de transport terrestre**, institué par la loi n°92-1444 du 31 décembre 1992 dite « loi bruit ». Ce classement permet de catégoriser les infrastructures de transport suivant 5 niveaux sonores (le niveau 1 étant le plus bruyant), et de définir en conséquence des secteurs affectés par le bruit, à l'intérieur desquels des critères d'isolation acoustique devront être respectés pour les constructions futures,
- **L'élaboration de cartes de bruit stratégiques (CBS) et de plans de prévention du bruit dans l'environnement (PPBE)**, issus de la directive européenne n°200/49/CE du 25 juin 2002, avec 2 échéances temporelles pour le démarrage suivant l'importance des infrastructures de transport et des agglomérations visées (1^{ère} échéance en 2007/2008 et 2^{ème} échéance en 2012/2013). Les CBS et PPBE doivent être établis par les autorités compétentes au sein des agglomérations à partir de 100 000 habitants.

Le suivi de la mise en œuvre de cette politique « bruit » est du ressort des services de l'Etat en région et dans les départements (DEAL, DDT, préfecture...).

En Martinique, l'état d'avancement des politiques de lutte contre le bruit est le suivant en 2016⁴⁰ :

- **Le classement sonore des voies de transport départementales a été réalisé** par l'ancien Conseil général (aujourd'hui la CTM),
- Concernant les CBS et PPBE, seule l'agglomération de Fort-de-France (CACEM) est concernée pour la 2^{ème} échéance (2012/2013). **La CBS et le PPBE de la CACEM ont été approuvés en juillet 2013.**

⁴⁰ CEREMA, 2016, Etat d'avancement des CBS et PPBE au 21 janvier 2016 : <http://www.territoires-ville.cerema.fr/cartographie-de-l-etat-d-avancement-des-cbs-et-a187.html>

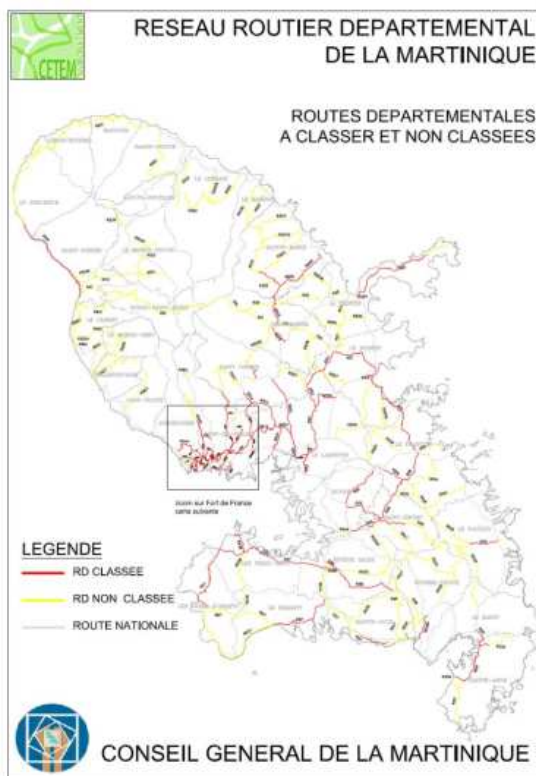


Figure 31 : Cartographie des routes départementales classées et non classées en Martinique (Conseil général de la Martinique)

2.2.5.2 Trafic routier

Le recours important au déplacement en véhicule individuel provoque de multiples impacts sur l'environnement et le cadre de vie : pollution de l'air, nuisances (bruit, odeurs), dégradation des conditions de vie par allongement des déplacements, dégradation de la sécurité routière.

En Martinique, l'usage de la voiture individuelle est très répandu : elle constitue de loin le premier mode de déplacement et concerne plus de 80% des déplacements domicile travail en 2012 d'après l'INSEE⁴¹. Le trafic est particulièrement dense dans les zones qui concentrent les activités et les populations (plaine du Lamentin, certaines sections du littoral).

2.2.5.3 Odeurs

Les sources de nuisances olfactives sont principalement d'origine industrielle, agricole et plus particulièrement d'élevage. Les systèmes d'épuration des eaux usées peuvent également être une source de nuisances olfactives.

Ce problème environnemental est parfois diffus et difficile à maîtriser. Par ailleurs, compte tenu du seuil de perception très faible pour certaines molécules, les solutions peuvent être techniquement complexes et malaisées à mettre en œuvre pour des PME-PMI.

Bien que les odeurs, à l'exception de celles liées au trafic routier, ne présentent généralement pas de risques sanitaires directs (concentrations inférieures aux doses toxiques), elles semblent pouvoir

⁴¹ DEAL, 2016, *Chiffres clés de l'environnement de Martinique 2016*

CHAPITRE II - ANALYSE DE L'ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

déclencher divers symptômes en agissant sur certains mécanismes physiologiques et contribuent ainsi à une mauvaise perception de la qualité de vie.

Les odeurs sont dans la majorité des cas, une nuisance locale.

Il n'existe pas de liste exhaustive des points de nuisances olfactives à l'échelle de la Martinique.

2.2.5.4 Nuisances visuelles

Les nuisances visuelles sont notamment dues aux installations et zones industrielles, et plus spécifiquement pour la gestion des déchets aux dépôts sauvages ainsi qu'aux envols de déchets aux abords des lieux de regroupement (points d'apport volontaire, déchèteries, centre de transfert...) et des installations de traitement (centre de tri, installation de stockage...).

Ces nuisances ont un caractère local.

Il n'existe pas de liste officielle de nuisances visuelles pour la Martinique.

2.3 RECAPITULATIF DES RICHESSES ET FAIBLESSES DU TERRITOIRE

Le tableau ci-après présente une synthèse des forces et faiblesses du territoire, de la localisation territoriale des enjeux. Cette synthèse est présentée selon les 5 dimensions de l'environnement et leurs sous-domaines.

La dernière colonne de cette synthèse qualifie la sensibilité du territoire selon les différentes dimensions de l'environnement, en forte ou faible (+ ou -). Il n'existe pas de méthodologie pour évaluer cette sensibilité, elle s'apprécie par rapport à des référentiels nationaux (comment se positionne le département vis-à-vis de moyennes nationales), et/ou par rapport à l'importance des forces et faiblesses, et/ou par le nombre d'objectifs de référence.

CHAPITRE II - ANALYSE DE L'ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

Dimensions de l'environnement	Sous-domaine	Etat de l'environnement		Localisation des enjeux	Politique d'amélioration	Proposition de sensibilité
		Les richesses	Les faiblesses			
Pollutions et qualité des milieux	GES	Légère tendance à la baisse des émissions depuis 2010.	Emissions supérieures à la moyenne de l'outre-mer et de la métropole.	Global/Local	Kyoto, facteur 4, SRCAE, PCT	forte
	Air	Un réseau de surveillance permettant un suivi des émissions. Qualité de l'air globalement satisfaisante (indice ATMO).	Pollution aux oxydes d'azote et aux poussières (liée au trafic automobile et aux brumes de sable), avec dépassements récurrents des seuils réglementaires. 1 PPA en place sur le territoire.	Local	SCRAE, PPA	forte
	Eau	Très grande diversité de milieux aquatiques terrestres.	Etat des masses d'eau insatisfaisant : pollutions agricoles (pesticides dont chlordécone) et domestiques (faible rendement des systèmes épuratoires). Envasement des baies lié aux activités humaines. Pression anthropique forte sur la mangrove et les milieux marins.	Local	SDAGE, contrat de milieu	forte
	Sol et sous-sols		Pollution des sols par la chlordécone. 46 sites pollués ou potentiellement pollués.	Global/local		forte

CHAPITRE II - ANALYSE DE L'ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

Ressources naturelles	Matières premières	Grande diversité géologique.	Pression sur les ressources naturelles (carrières).	local	SDC/SRC	modérée
	Ressources locales : eau, sol et espace	Bonne qualité de l'eau potable. Forêt martiniquaise jouant un rôle écologique clé (biodiversité, prévention des risques naturels...).	Vulnérabilité de la ressource en eau lors de la saison sèche. Forêts subissant des pressions anthropiques fortes. Niveau d'artificialisation des sols élevé et en progression continue.	Local	Périmètres de protection, SDAGE, contrats de milieux	forte
	Energie	Des atouts pour développer les énergies renouvelables (bagasse, photovoltaïque, éolien, déchets...).	Recours massif aux énergies fossiles et faible part de la production d'origine renouvelable. Très fort taux de dépendance énergétique. Consommation en hausse, liée principalement aux transports.	Global/Local	SRCAE, PCT	forte
Milieus naturels, sites et paysages	Biodiversité et milieux naturels	Ecosystèmes exceptionnellement riches (zone tropicale, endémisme). Des mesures de connaissance et de protection des milieux : près de 16 000 ha de ZNIEFF, 1 site Ramsar, 1 PNR, 1 PNM, 3 RN, 3 RBI, 23 APPB.	Milieus fragiles, fortes pressions (tourisme, pollutions...). Dégradation des habitats naturels due à l'urbanisation croissante.	Local	SRCE, politique ENS, ZNIEFF, ...	forte

CHAPITRE II - ANALYSE DE L'ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

	Paysages	Diversité de paysages caractéristiques des îles volcaniques	Risque de banalisation par artificialisation	Local	Atlas des Paysages	faible
	Patrimoine culturel	4 sites classés et 10 inscrits, 23 monuments classés et 81 inscrits.		Local		faible
Risques	Risques naturels et technologiques	Intégralité du territoire couvert par un PPRN. Faible risque industriel.	Territoire fortement exposé aux risques de : séismes, mouvements de terrains, inondations, cyclones, volcanisme. Vulnérabilité aggravée par l'urbanisation.	Global/Local	PPR, PPRT	forte

CHAPITRE II - ANALYSE DE L'ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

	Risques sanitaires		Risques liés à l'usage des pesticides (restriction de la pêche) et à la pollution atmosphérique (problèmes respiratoires). Risques sanitaires liés à la décomposition des sargasses	Global/Local	PRQA et PRSE 2	forte
Nuisances	Bruit	Classement sonore des voies réalisé par la CTM. CBS et PPE approuvés pour l'agglomération de Fort-de-France.	Nuisances liées aux grands axes routiers.	Local	CBS, PPBE	modérée
	Trafic		Nuisances près des grands axes de transport. Forte utilisation de la voiture individuelle, concentration du trafic sur les grands axes.	Local	PLU, PDU, SCOT, SRIT	forte
	Visuelles et olfactives		Risques locaux liés aux zones industrielles, aux élevages et aux épandages agricoles.	Local		faible

***CHAPITRE III – EFFETS NOTABLES DE LA PREVENTION ET DE LA GESTION ACTUELLES DES DECHETS
SUR L'ENVIRONNEMENT***

On constate que le territoire présente une forte sensibilité au niveau :

- de la pollution par les GES,
- de la pollution de l'air,
- de la pollution de l'eau,
- de la pollution des sols,
- de l'énergie,
- des ressources naturelles locales,
- des milieux naturels,
- des risques naturels et technologiques,
- des risques sanitaires,
- du trafic.

*CHAPITRE III – EFFETS NOTABLES DE LA PREVENTION ET DE LA GESTION ACTUELLES DES DECHETS
SUR L'ENVIRONNEMENT*

● CHAPITRE III - EFFETS NOTABLES DE LA PREVENTION ET DE LA GESTION ACTUELLES DES DECHETS SUR L'ENVIRONNEMENT

1. DONNEES DE REFERENCE ET METHODOLOGIE

L'organisation de la prévention et de la gestion des déchets est décrite dans le rapport du Plan. Les informations utilisées ci-après en sont issues.

La mesure des impacts de la gestion des déchets sur l'environnement a été réalisée à partir de ratios fournis par l'ADEME et le ministère en charge de l'environnement et de ratios définis par Inddigo sur la base d'études scientifiques et de retours d'expérience.

Nous avons retenu comme indicateurs majeurs les impacts en matière d'énergie consommée ou évitée et en matière de contributions aux émissions de gaz à effet de serre (GES), en cohérence avec le guide méthodologique de l'ADEME et du ministère en charge de l'environnement. **Les émissions de dioxines**, lorsqu'elles ont pu être calculées, sont également indiquées, au titre de la pollution de l'air et des enjeux sanitaires. Il faut cependant garder à l'esprit que les dioxines sont loin d'être les seuls polluants émis par la gestion des déchets et que l'enjeu « risques sanitaires » est vaste et complexe. Cet enjeu est d'ailleurs développé par la suite, au paragraphe 2.7.1 de ce chapitre.

Les catégories de déchets prises en compte dans l'évaluation environnementale sont l'ensemble des catégories de déchets produits en Martinique :

- Les déchets inertes,
- Les déchets non dangereux non inertes (appelés par la suite DND),
- Les déchets dangereux (appelés par la suite DD).

De par l'hétérogénéité des connaissances sur la gestion de chaque catégorie de déchets, l'évaluation des impacts environnementaux est réalisée de manière plus ou moins fine. **Seuls les déchets non dangereux non inertes font l'objet d'une évaluation quantitative.**

La quantité, la répartition par flux et la destination finale des déchets inertes et des déchets dangereux ne sont pas connues de manière assez précise pour pouvoir permettre une évaluation quantitative. Notamment, les types de traitement, ainsi que les installations précises de traitement (les performances énergétiques varient fortement d'un site à l'autre) ne sont pas connues. Ces deux catégories de déchets feront donc l'objet d'une évaluation qualitative.

Par ailleurs, les déchets produits sur le territoire du Plan et dont le traitement est réalisé dans l'hexagone ou en Guadeloupe ont été considérés afin de tenir compte de leur impact (positif et négatif).

CHAPITRE III – EFFETS NOTABLES DE LA PREVENTION ET DE LA GESTION ACTUELLES DES DECHETS SUR L'ENVIRONNEMENT

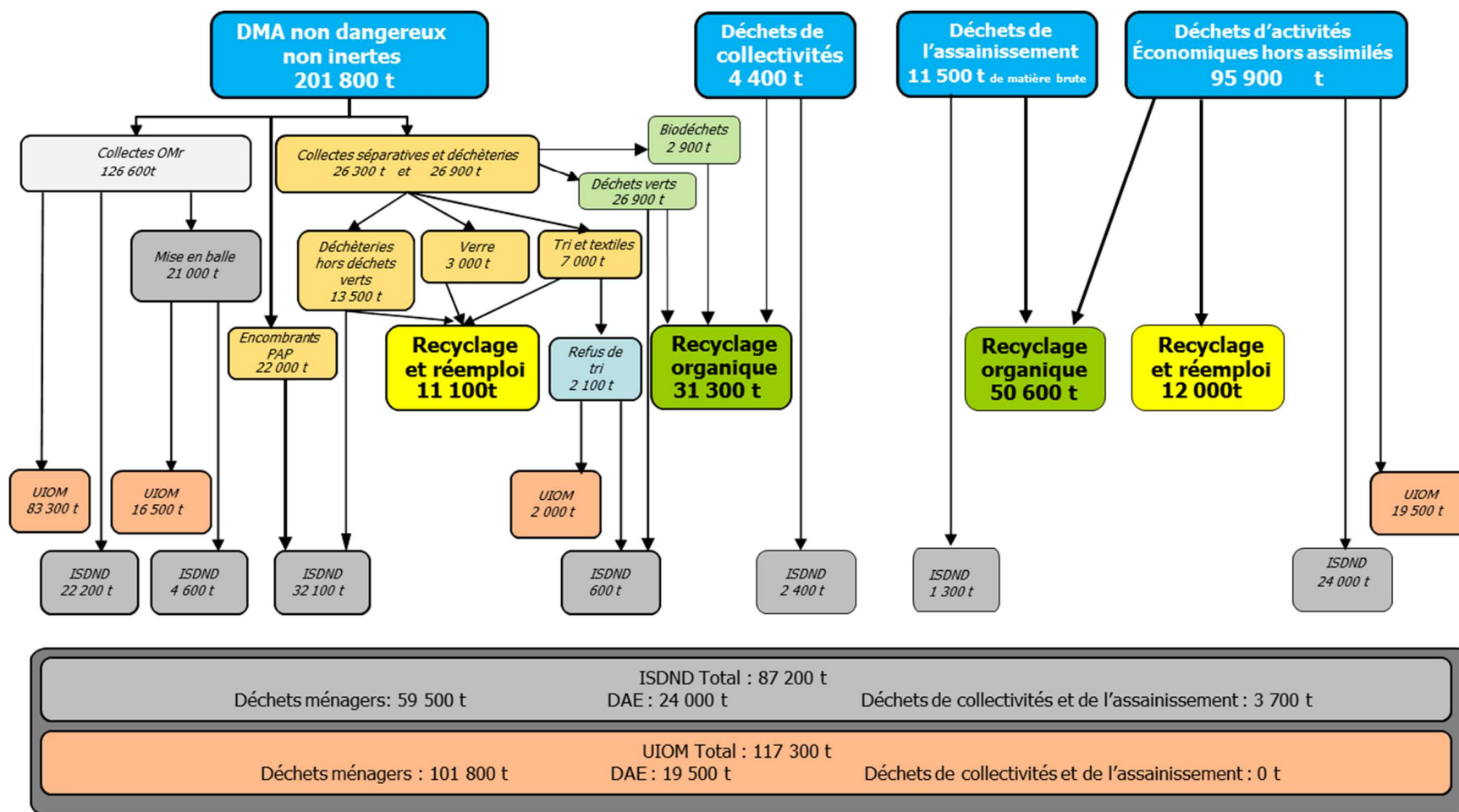


Figure 32 : Flux des déchets non dangereux et non inertes répertoriés dans les installations en 2016

**CHAPITRE III – EFFETS NOTABLES DE LA PREVENTION ET DE LA GESTION ACTUELLES DES DECHETS
SUR L'ENVIRONNEMENT**

2. CARACTERISTIQUES ET EFFETS SUR L'ENVIRONNEMENT DE CHAQUE ETAPE DE LA GESTION INITIALE DES DECHETS

2.1 PREVENTION DE LA PRODUCTION DES DECHETS

La prévention de la production des déchets est l'ensemble des mesures et actions, situées avant qu'une substance, une matière ou un produit ne devienne un déchet, et qui visent à réduire les quantités de déchets produits et leur nocivité.

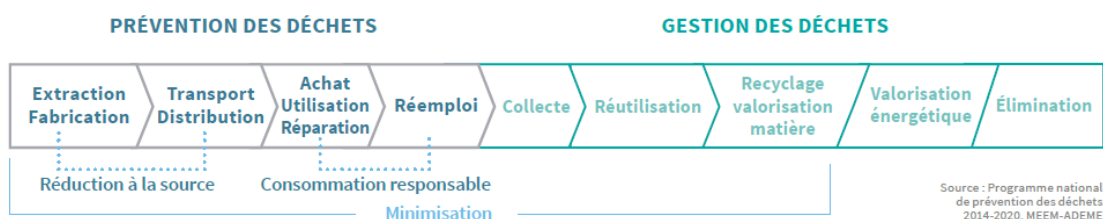


Tableau 3 : Cadre de la prévention – Source Programme national de prévention 2014-2020

2.1.1 ETAT DES LIEUX DE LA PREVENTION

● Déchets ménagers et assimilés

100% de la population martiniquaise est couverte par un programme de prévention avec 4 plans :

- Plan de réduction des déchets pour la Martinique porté par le Conseil général, puis par la CTM,
- 3 programmes locaux de prévention des déchets portés par les collectivités à compétence collecte.

Il existe d'autres actions de prévention des déchets, menées par des structures non publiques :

- L'ACISE Samu Social, qui collecte des déchets des particuliers dans l'objectif d'effectuer du réemploi. Les actions de l'ACISE sont de deux types :
 - La Recyclerie de Case Pilote. L'ACISE a géré en 2016 la collecte, le tri et la réparation/réemploi de 107 tonnes de déchets occasionnels des ménages (meubles, électroménager, bibelots divers). Sur ces 107 tonnes collectées en 2016, environ 70% sont réutilisés. L'ACISE a ouvert au 15 décembre 2016, un hall de 420 m² permettant d'effectuer la vente et le stockage/tri/réparation des déchets récupérés.
 - Les boutiques solidaires alimentées par la recyclerie ainsi que par collecte, tri et réemploi du textile. Cette filière a permis le réemploi de 314 tonnes de textiles, soit 32% de la collecte totale.
- Le tissu associatif de la Martinique (SEL Martinique, La Case, CCPYPM, Disco soupe, Martinique gastronomie, jardin de Martinique, gratiféria ...) effectue également de l'animation au sujet du compostage, réparation, réemploi, lutte contre le gaspillage alimentaire (en partenariat avec la grande distribution).
- De nombreuses mairies ou association ont développé ces dernières années des vides greniers qui participent au réemploi des objets.

CHAPITRE III – EFFETS NOTABLES DE LA PREVENTION ET DE LA GESTION ACTUELLES DES DECHETS SUR L'ENVIRONNEMENT

- L'association ECO MOBIL (Repair Café), ouverte en octobre 2016, au bourg du Lamentin, emploie des jeunes en contrats CUI-CAE et en Contrat de Volontaire du Service civique. Elle fait partie des 14 lauréats martiniquais de l'appel à projets sur l'Économie Sociale et Solidaire 2016 du Ministère en charge de l'Outre-Mer. Elle œuvre dans la lutte contre le gaspillage et l'obsolescence programmée en travaillant sur la réparation et le réemploi (ateliers couture, atelier informatique, valorisation de vélos usagers...),
- Le Foyer de l'espérance est également en train de se structurer en vue de réemploi après réparation de certains déchets (meubles, vieux objets notamment).

● Déchets des activités économiques (DAE)

En complément des opérations « entreprise témoins » menées par les EPCI, certaines structures ont porté des actions de prévention des déchets auprès des professionnels de la Martinique :

- La Chambre des Métiers et de l'Artisanat (CMA) travaille avec les entreprises volontaires sur les actions suivantes :
 - lors des stages à l'installation, la thématique des déchets est abordée, notamment sur les déchets dangereux et leur filière d'élimination (E-compagnie et CITRADEL) ;
 - la CMA a conventionné avec l'ADEME pour l'utilisation de la méthodologie du pré-diagnostic déchets des entreprises. Le chargé de développement durable de la CMA accompagne les entreprises qui souhaitent avoir des actions sur la gestion de leurs déchets. Environ 15 entreprises ont été volontaires pour travailler sur la thématique. La CMA estime que 10% des actions préconisées ont réellement été mises en place par les entreprises auditées.
- La Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) a mené de nombreux diagnostics pour accompagner les entreprises. Elle a travaillé notamment sur la sensibilisation d'une bonne gestion des déchets dangereux. La CCI a également édité un Guide déchets à destination des entreprises en 2014, qui présente des actions de prévention des déchets. La CCI travaille actuellement sur deux sujets en lien avec la réduction de la production de déchets :
 - le projet de bourse aux déchets avec l'association Entreprises & Environnement, la CTM et l'ADEME ;
 - l'accompagnement d'entreprises pour l'éco-conception de leurs produits.

● Déchets inertes

La prévention des déchets du BTP concerne toutes les actions permettant d'éviter ou limiter les flux déchets à gérer en sortie du chantier. Elle prend donc source à travers trois catégories de pratiques :

- la planification optimale du projet, en amont, qui permet d'éviter la production des déchets à la source (éco-conception, choix des opérations, mode opératoire, etc.),
- la consommation responsable des matériaux et objets entrants pour limiter la production des déchets et réduire la nocivité des matériaux utilisés et des déchets produits,
- la réutilisation et le réemploi des matériaux résiduels sur chantier pour passer d'une logique « déchet » à une logique « produit ». Cette pratique est considérée comme une action de détournement plutôt que d'évitement.

La part de déchets inertes réemployés sur chantier n'a pas pu être déterminée.

CHAPITRE III – EFFETS NOTABLES DE LA PREVENTION ET DE LA GESTION ACTUELLES DES DECHETS SUR L'ENVIRONNEMENT

2.1.2 EFFETS DE LA PREVENTION SUR L'ENVIRONNEMENT

La prévention des déchets est le moteur de la réduction de la consommation en matière première. Elle permet également de limiter les impacts liés à la gestion des déchets et à la production de certains déchets (sacs de caisse, impact sur le paysage). L'ensemble des déchets non produits ne seront ni collectés, ni traités ; ce qui réduit les impacts globaux sur l'environnement.

Le tonnage d'ordures ménagères et assimilées (OMr + Verre + Emballages et papiers + FFOM) collecté en 2016, sur la Martinique, est de 359 kg/hab./an contre 379 kg/hab.an en 2010 (base 397 730 habitants, population légale en vigueur au premier janvier 2010), soit une diminution de 5% entre 2010 et 2016.

Au global, 523 kg/hab./an de déchets ménagers et assimilés ont été collectés en 2016 sur Martinique, contre 531 kg/hab./an en 2010, soit une diminution de 1,5%.

2.2 COLLECTE ET TRANSPORT

La collecte et le transport des déchets vont influencer sur différents facteurs environnementaux :

- la qualité de l'air et les émissions de gaz à effet de serre,
- les nuisances (bruits, trafic, odeurs...),
- la consommation de carburant,
- la sécurité des travailleurs et des riverains.

Ces différents impacts peuvent être réduits par la proximité des lieux de traitement et de valorisation, par une réduction des transports (réseau de quais de transfert) et par l'optimisation des collectes : compactage des déchets en déchèterie, broyage décentralisé des déchets végétaux...

Les émissions de GES et les consommations énergétiques ont été évaluées à partir :

- des données fournies par les collectivités (destination et tonnage des différents flux),
- des facteurs d'émissions communiqués par l'ADEME dans "Guide de l'évaluation environnementale des plans d'élimination des déchets",
- de données propres à INDDIGO.

Les émissions de dioxines ont été évaluées à partir des facteurs d'émissions communiqués par le Programme des Nations Unies sur l'Environnement (PNUE) dans « l'outil spécialisé (Toolkit) pour l'identification et la quantification des rejets de dioxines et de furannes ».

2.2.1 LES DECHETS NON DANGEREUX NON INERTES

Le bilan de la collecte et du transport prend en compte des distances parcourues lors de la collecte, du transfert et du transport des déchets ménagers et assimilés, et des déchets des activités hors assimilés, y compris les apports en déchèteries.

L'intitulé « transport » recouvre d'une part les trajets des déchets depuis les quais de transfert ou les déchèteries vers les installations de traitement, et d'autres part les trajets des sous-produits de traitement (refus de compostage, refus de tri, refus de TMB, REFIOM, mâchefers...).

Le transport maritime des déchets vers la Guadeloupe et l'hexagone est pris en compte (quand il est connu).

**CHAPITRE III – EFFETS NOTABLES DE LA PREVENTION ET DE LA GESTION ACTUELLES DES DECHETS
SUR L'ENVIRONNEMENT**

2.2.1.1 Collecte

Les collectes d'ordures ménagères résiduelles et de FFOM sont effectuées au porte-à-porte pour la totalité des tonnages.

L'apport volontaire concerne la totalité du flux de verre des particuliers. Le verre des professionnels est collecté au porte-à-porte.

Environ 15% des tonnages de recyclables hors verres sont collectés par apport volontaire et 85% au porte-à-porte. Des encombrants et déchets verts sont collectés au porte-à-porte.

Les particuliers ont accès aux 11 déchèteries publiques.

Une part des flux précédents est constituée de DAE (déchets des activités économiques) assimilés aux OM.

Par ailleurs, les données collectées dans le cadre de la réalisation du Plan ont permis **d'identifier avec des précisions suffisantes pour la bonne réalisation de l'évaluation environnementale 96 000 tonnes de DAE**. En effet, l'évaluation environnementale ne peut porter que sur les déchets dont les différents types de flux et les modes de traitement sont connus. La production de DAE serait plus importante, sans que la destination précise ne soit connue (valorisation ou mauvaises pratiques). L'impact de la collecte de ces déchets a été réalisé en retenant l'hypothèse qu'en moyenne une tonne de DAE parcourt 20 km.

Les tonnages totaux collectés en 2016 sont les suivants :

Flux de déchets	Tonnages
Ordures ménagères résiduelles	127 kt
CS	9 kt
FFOM	3 kt
Autres collectes séparatives (encombrants, textiles et DV)	36 kt
Déchèteries, hors inertes, DEEE et déchets dangereux	27 kt
DAE non compris dans les flux précédents	96 kt
Déchets de collectivités	4 kt
Déchets non dangereux hors inertes, DEEE et déchets dangereux	302 kt

2.2.1.2 Transport

A notre connaissance, 17 % des ordures ménagères résiduelles et la totalité de la FFOM transitent par un quai de transfert.

En 2016, le territoire du Plan compte 2 quais de transfert de déchets.

Ces centres permettent une rupture de charge dans le transport des déchets vers les installations d'élimination, car ils permettent leur regroupement : le transport est ainsi optimisé : 1 seul camion remplace plusieurs bennes. Cela a pour conséquence de réduire l'impact du transport des déchets (en termes de gaz à effet de serre émis et de carburant -donc d'énergie- consommé, mais aussi de réduction des émissions des autres polluants tels que les oxydes d'azote et les particules).

Les déchets collectés et/ou transportés sont orientés vers des unités de traitement :

- les déchets issus de la collecte sélective sont acheminés en centre de tri, puis dans les centres de valorisation appropriés. En 2016, le territoire du Plan compte 1 centre de tri accueillant des déchets ménagers et 3 centres de tri, transit, regroupement. Le verre est broyé sur une plateforme spécialisée et valorisé en sable pour utilisation en sous-couche routière et fabrication de béton.

**CHAPITRE III – EFFETS NOTABLES DE LA PREVENTION ET DE LA GESTION ACTUELLES DES DECHETS
SUR L'ENVIRONNEMENT**

- les ordures ménagères résiduelles sont dirigées vers l'UIOM de Fort-de-France ou vers l'ISDND de Ste Luce, en activité en 2016. Une part des OMr (17%) a été mise en balles en 2016 puis incinérée ou stockée en 2017. Au global, 21% des OMr produits en 2016 ont été stockés et 79% ont été incinérés (en 2016 ou en 2017).
- les DAE résiduels sont traités à 38% par l'UIOM et à 62% par l'ISDND.
- les biodéchets sont acheminés sur l'unité de méthanisation.
- les autres déchets organiques, dont les déchets verts, sont acheminés en centre de compostage, après un éventuel passage en plate-forme de broyage. En 2016, le territoire compte 1 plateforme de broyage et 4 plateformes de compostage.
- les encombrants et les déchets valorisables collectés en déchèterie sont acheminés en centres de traitement et en centres de valorisation, mais pour ces derniers, les données sur les destinations finales sont fragmentaires.

2.2.1.3 Impacts environnementaux de la collecte et du transport des DND

Le bilan de la collecte et du transport de ces déchets en termes d'émissions atmosphériques et de consommation d'énergie (consommation de carburant) est le suivant :

	Energie		GES		Dioxines
	ktep	kgep/hab	ktéq CO2	kgéqCO2/hab	mg ITEQ
Collecte	2,7	6,9	9,3	24,1	0,1
Transport	0,7	1,9	2,1	5,4	0,3
Total	3,4	8,8	11,4	29,6	0,4

Tableau 4 : Les émissions atmosphériques et la consommation de carburants dues à la collecte et aux transports des DND en 2016

Ce bilan correspond à la prise en compte des distances parcourues lors de la collecte et du transport des déchets ménagers, y compris les apports en déchèterie réalisés en véhicules légers.

Le volume de « collecte » est de 5 783 000 km en VL (véhicule léger) pour les apports en déchèteries et de 3 929 000 km en PL (poids lourd) pour la collecte des autres déchets.

La catégorie « transport » recouvre d'une part les trajets des déchets depuis les quais de transfert ou les déchèteries vers les installations de traitement, et d'autres part les trajets des sous-produits de traitement (refus de compostage, refus de tri, refus de TMB, REFIOM, mâchefers ...). Le transport maritime des déchets vers la Guadeloupe et l'hexagone est pris en compte quand il est connu. Le transport maritime correspond à 80% des émissions de GES liées au transport.

2.2.2 LES DECHETS ISSUS DU TRAITEMENT DES EAUX

L'état des lieux du Plan identifie pour 2016 :

- 750 tonnes de boues de potabilisation,
- 12 000 tonnes (gisement calculé) de boues de STEP, dont 8 700 tonnes traitées,
- 64 000 tonnes (gisement calculé) de matières de vidange, dont 10 000 t traitées,
- 425 tonnes de sables,
- 2 200 tonnes de graisses,

CHAPITRE III – EFFETS NOTABLES DE LA PREVENTION ET DE LA GESTION ACTUELLES DES DECHETS SUR L'ENVIRONNEMENT

- 126 t de refus de dégrillage.

Le transport de ce type de déchets n'est pas possible à calculer, car le taux de siccité des boues a un poids important dans le calcul (10 tonnes de boues à 80 % de matières sèches nécessitera moins d'allers-retours en camion qu'une tonne de boues à 20 % de matières sèches) et les informations disponibles ne permettent pas d'avoir une précision suffisante à ce niveau.

2.2.3 LES DECHETS INERTES

Le Plan estime à 228 000 tonnes la production de déchets inertes en 2016. Seules 82 000 tonnes ont pu être tracés, en termes de filières de destination et de répartition par flux, ce qui représente 35% du tonnage produit. Cette méconnaissance de la filière est trop importante pour pouvoir réaliser une évaluation environnementale quantitative.

Il est cependant établi que les émissions de GES et la consommation d'énergie liées au transport des déchets inertes sont importantes, car il s'agit de déchets pondéreux.

2.2.4 LES DECHETS DANGEREUX

De même que pour les déchets inertes, la connaissance des quantités et des filières suivies par les déchets dangereux n'est pas assez importante pour permettre la réalisation d'une évaluation environnementale quantitative.

Le transport de ces déchets entraîne également l'émission de GES, de poussières et de polluants atmosphériques, la consommation d'énergie et génère des nuisances. Ces impacts seront cependant moins importants que ceux dus aux déchets inertes, car les quantités transportées sont bien moins importantes. Les distances parcourues ne sont cependant pas les mêmes, les déchets inertes étant gérés sur le territoire, tandis que les déchets dangereux sont traités en partie à l'extérieur du territoire, voire en métropole. Il faut cependant noter que pour un transport équivalent en t.km, la consommation d'énergie (et par conséquent les émissions de GES) est 10 fois moindre en transport maritime qu'en transport routier.

2.3 TRAITEMENT

Le traitement des déchets impacte différentes dimensions de l'environnement, selon les types d'élimination mis en œuvre. Ainsi :

L'incinération des déchets impacte :

- la pollution et la qualité des milieux par l'émission de gaz à effet de serre et d'autres polluants atmosphériques (gaz acides, poussières, métaux, dioxines...) et par les retombées polluantes sur le sol ;
- les ressources naturelles, puisqu'elle permet une production d'énergie évitant la consommation d'énergie fossile (voir chapitre suivant « valorisation énergétique ») ;
- les risques sanitaires pour les travailleurs et les riverains (voir chapitre « enjeux sanitaires ») ;
- des nuisances (trafic et bruit associé).

Le stockage des déchets impacte :

- la qualité de l'air : émissions de gaz à effet de serre, particules solides, COV, bio-aérosols, dioxines... ;
- la qualité de l'eau, en cas de fuite ou de mauvais traitement des lixiviats ;

**CHAPITRE III – EFFETS NOTABLES DE LA PREVENTION ET DE LA GESTION ACTUELLES DES DECHETS
SUR L'ENVIRONNEMENT**

- les ressources locales : consommation d'espace ;
- les paysages : intégration paysagère du site.

Il présente également des nuisances (odeurs, trafic, bruit, envol de déchets, poussières...) et peut entraîner des risques sanitaires pour les riverains et les travailleurs sur le site.

Le traitement biologique est vecteur essentiellement de rejets atmosphériques tels que les gaz à effet de serre (GES), les Composés Organiques Volatils (COV), les bio-aérosols et les molécules odorantes. Comme toute installation de traitement, les nuisances et impacts liés aux transports et à l'exploitation de l'installation sont aussi à prendre en considération, notamment le risque de pollution des eaux.

Les émissions/évitements de GES et les consommations/non consommations énergétiques des différents types de traitement ont été évaluées à partir :

- des données transmises par les collectivités et les prestataires de traitement (bilans matière et énergétique),
- des fourchettes d'émissions communiquées par l'ADEME dans le "Guide de l'évaluation environnementale des plans d'élimination des déchets",
- de données propres à INDDIGO, permettant de compléter les facteurs d'émission : pour le stockage, les facteurs d'émission dépendent du potentiel méthanogène de chaque type de déchets et du taux de captage de biogaz des ISDND.

Les émissions de dioxines sont issues des facteurs d'émissions communiqués par le Programme des Nations Unies sur l'Environnement (PNUE) dans « l'outil spécialisé (Toolkit) pour l'identification et la quantification des rejets de dioxines et de furannes » et, le cas échéant, des données fournies par les exploitants d'usine d'incinération et de cimenterie.

2.3.1 LES DECHETS NON DANGEREUX NON INERTES

2.3.1.1 Le traitement thermique

En 2016, le territoire du Plan compte 1 usine d'incinération à Fort-de-France pour les déchets ménagers, les DAE et les DASRI.

102 000 tonnes de déchets du territoire, principalement des ordures ménagères résiduelles, des DAE et des refus ont été incinérés en 2016. 16kt d'OMr produits en 2016 ont été mis en balles et incinérés en 2017. L'évaluation environnementale portant sur la gestion des déchets produits en 2016, ces déchets ont été comptabilisés.

Près de 4 kt de pneus ont été traités en cimenterie en métropole. Il s'agit de combustibles solides de récupération (CSR).

Le bilan des émissions de gaz à effet de serre et de dioxines et de la consommation énergétique dues au traitement thermique de ces déchets est le suivant :

	Energie		GES		Dioxines
	ktep	kgep/hab	kteq. CO2	kgeq. CO2/hab	mg ITEQ
<i>Incineration</i>	0,1	0,4	39	101	13,8
<i>Cimenterie</i>	0,0	0,0	10	27	0,1
Total	0,2	0,4	49	128	13,8

Tableau 5 : Emissions de gaz à effet de serre et de dioxines et consommation d'énergie dues au traitement thermique des déchets non dangereux en 2016

**CHAPITRE III – EFFETS NOTABLES DE LA PREVENTION ET DE LA GESTION ACTUELLES DES DECHETS
SUR L'ENVIRONNEMENT**

Il s'agit d'émissions immédiates (sauf pour les déchets traités en 2017).

2.3.1.2 Stockage

En 2016, le territoire compte 1 installation de stockage à Ste Luce.

80 000 tonnes de déchets du territoire, principalement des encombrants, des DAE et des OMr, ont été stockés.

De la même façon que pour l'incinération, 4.6kt d'OMr produits en 2016 ont été mis en balles et stockées en 2017, dans le site de Petit Galion. L'évaluation environnementale portant sur la gestion des déchets produits en 2016, ces déchets ont été pris en compte.

Le bilan des émissions de gaz à effet de serre et de dioxines et de la consommation énergétique dues au stockage de ces déchets est le suivant :

	Energie		GES		Dioxines
	ktep	kgep/hab	kteq. CO2	kgeq. CO2/hab	mg ITEQ
<i>Stockage</i>	0,1	0,3	28	74	0,6

Tableau 6 : Emissions de gaz à effet de serre et de dioxines et consommation d'énergie dues au stockage des déchets non dangereux en 2016

Il s'agit d'émissions étalées sur la période d'évolutivité des déchets (25-30 ans environ).

Le stockage des déchets peut présenter un impact sur la qualité de l'eau, notamment au travers d'une production mal maîtrisée de lixiviats. Les lixiviats des installations de stockage de Céron à Ste Luce et de Petit Galion sont traités in situ par une STEP et rejetés dans le milieu naturel.

Les dispositions réglementaires actuelles visent à empêcher tout transfert de lixiviats vers les eaux souterraines et de surface, en additionnant un système de collecte sur site, une barrière active et une barrière passive. Les eaux souterraines, superficielles et les lixiviats font l'objet d'analyses pour un suivi par les exploitants et l'inspection des installations classées.

Les lixiviats des installations de stockage du territoire sont traités conformément aux réglementations en vigueur.

2.3.1.3 Traitements biologiques

En 2016, le territoire compte 1 installation de méthanisation, 1 plateforme de broyage de déchets verts (DV) et 4 plateformes de compostage.

5 000 tonnes de biodéchets ont été méthanisées.

Le compostage des déchets verts et des déchets organiques représente 59 000 tonnes.

En termes de rejets de gaz à effet de serre et de consommation énergétique, le bilan du traitement biologique en 2016 sur le territoire est le suivant :

	Energie		GES	
	ktep	kgep/hab	kteq. CO2	kgeq. CO2/hab
<i>Traitement biologique</i>	0,4	0,9	7	19

Tableau 7 : Emissions de GES et consommation d'énergie dues aux traitements biologiques en 2016

**CHAPITRE III – EFFETS NOTABLES DE LA PREVENTION ET DE LA GESTION ACTUELLES DES DECHETS
SUR L'ENVIRONNEMENT**

2.3.2 LES DECHETS ISSUS DU TRAITEMENT DES EAUX

Les boues produites ne sont pas épandues en direct, car les caractéristiques topographiques et pluviométriques limitent les sites d'épandage et car l'épandage de boues en direct n'est pas accepté localement.

2.3.2.1 Traitement biologique et valorisation agronomique

10 200 tonnes de boues (PB) et de graisses ont été compostés, entraînant l'émission de 200 téq CO₂.

2.3.2.2 Stockage

Le bilan des émissions de gaz à effet de serre dues au stockage des 1 300 t (PB) de déchets issus du traitement des eaux (boues, graisses, sables et refus de dégrillage) est le suivant :

	GES		Dioxines
	kteq. CO2	kgeq. CO2/hab	mg ITEQ
Stockage	0,4	1,0	0,007

Tableau 8 : Emissions de GES dues au stockage des déchets issus du traitement des eaux en 2016

2.3.3 LES DECHETS INERTES

Les déchets inertes sont traités par stockage, que ce soit en Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND) ou de Déchets Inertes (ISDI).

Le stockage des déchets inertes impacte l'environnement :

- sur la qualité de l'air : émissions de poussières et d'autres particules par les engins ;
- sur les ressources locales : occupation à long terme de terrain ;
- sur les paysages : intégration paysagère du site ;
- risques sanitaires pour les travailleurs, liés en particulier aux émissions de poussières.

Ce stockage peut également présenter des nuisances (trafic, bruit, ...) pour les riverains et les travailleurs sur les sites.

2.3.4 LES DECHETS DANGEREUX

Ces déchets bénéficient de traitements spécifiques en fonction de leurs types : filière pyrométallurgique pour les piles et accumulateurs, incinération et stockage dans des unités spécifiques, traitements, physico-chimiques, traitements biologiques, ...

Ces installations sont donc assez hétérogènes. Les impacts environnementaux communs à ces installations sont :

- émissions de poussières, d'autres particules par les engins et de polluants par les engins, qui contribuent à la pollution des milieux et aux risques sanitaires,
- consommation d'énergie,
- nuisances locales (bruit, trafic, voire odeurs).

Les impacts environnementaux des installations de stockage et d'incinération de déchets dangereux sont les mêmes que ceux des installations de déchets non dangereux, avec des risques plus importants en cas de

CHAPITRE III – EFFETS NOTABLES DE LA PREVENTION ET DE LA GESTION ACTUELLES DES DECHETS SUR L'ENVIRONNEMENT

dysfonctionnement (lixiviats chargés en matière polluante, ...). Les DASRI sont traités sur l'UIOM de Fort-de-France, qui est dimensionné pour traiter ce type de déchets.

Les DEEE et les VHU sont d'abord dépollués. Après cette étape, il s'agit de déchets non dangereux constitués majoritairement de plastiques et de métaux.

2.4 VALORISATION

La valorisation des déchets impacte différentes dimensions de l'environnement, selon le type de valorisation mis en œuvre.

Le **tri** des déchets permet de diminuer le recours aux ressources naturelles par recyclage de certains matériaux (ferreux, non ferreux, verre, papier, plastiques...) et d'économiser l'occupation du sol pour le stockage. Cependant, les installations de tri sont sources de nuisances (bruit, trafic...), de risques pour les travailleurs et d'impact sur les paysages et le patrimoine par leur construction. Le risque majeur pour les travailleurs des centres de tri est l'exposition aux micro-organismes et aux poussières organiques qui peuvent être à l'origine de troubles digestifs ou respiratoires. L'impact sur les milieux naturels est limité par le fait que les centres de tri sont situés en zone d'activités ou zone urbaine, secteurs à faible valeur biologique ou patrimoniale.

La **valorisation matière** est d'abord source d'économie en termes de matières premières. Elle permet notamment de réduire l'émission de gaz à effet de serre et autres polluants atmosphériques et diminue la consommation d'énergie (selon le matériau valorisé). Cependant, les différentes installations de valorisation (verrerie, papeterie, aciérie...) génèrent des impacts négatifs, comme toute implantation industrielle.

Concernant les déchets inertes, le remblaiement de carrières permet une valorisation matière. Il permet également un gain d'espace, qui est rendu au milieu naturel ou converti en espace agricole. Ce remblaiement nécessite cependant des engins, qui génèrent des émissions de GES, de poussières et de polluants, qui consomment de l'énergie et entraînent des nuisances. Le remblaiement de carrière peut aussi avoir un impact sur le « milieu naturel » qui a pu se constituer à l'issue de l'exploitation de la carrière.

La valorisation agronomique par épandage de compost ou par épandage direct des boues de stations d'épuration impacte divers aspects :

- la qualité des sols : amélioration par apport d'amendement (modifiant les caractéristiques du sol) et de matières fertilisantes mais risque de pollution en cas de présence de polluants, tels que des métaux lourds ;
- la qualité de l'eau par transfert du sol vers l'eau : risques de pollutions, si les normes ne sont pas respectées.

La valorisation énergétique par l'incinération, la thermolyse ou la valorisation du biogaz de centre de stockage et de méthanisation permet une économie des ressources énergétiques et évite certains rejets atmosphériques selon les performances de la valorisation. Cependant, les différentes installations de valorisation génèrent des impacts négatifs, comme vu précédemment.

**CHAPITRE III – EFFETS NOTABLES DE LA PREVENTION ET DE LA GESTION ACTUELLES DES DECHETS
SUR L'ENVIRONNEMENT**

2.4.1 LES DECHETS NON DANGEREUX

2.4.1.1 Tri et valorisation matière

Le tri des déchets permet de valoriser les matériaux par valorisation matière (recyclage) par réintroduction de matières premières secondaires dans les cycles de production. Il contribue également à diminuer le tonnage de résiduels à traiter.

Le territoire compte 1 centre de tri accueillant des déchets ménagers et 4 centres de tri, transit regroupement. Il est à noter que le verre est broyé et utilisée à la place du sable en sous couche routière et dans la fabrication de béton.

Les matériaux valorisés sont issus principalement des apports des professionnels, de la collecte sélective et des déchèteries.

Le bilan de la valorisation matière des déchets non dangereux est présenté dans le tableau suivant.

Il est à noter que, dans l'état actuel des connaissances, nous ne sommes pas en mesure d'apprécier les impacts environnementaux de la valorisation matière des DEEE (pour la partie non dangereuse), des textiles ou des pneus.

Il s'agit en effet soit de déchets constitués de différents matériaux (plastiques, métaux, ... pour les DEEE) soit de différents procédés de valorisation (textiles, pneus) pour lesquelles la bibliographie ne contient pas de valeurs consensuelles en termes d'impacts environnementaux évités.

Type	Tonnage total	GES (téq CO2)	Energie (tep)	Matières premières économisées (t)
Papier	2 293	- 459	- 573	- 2 293
Cartons	3 932	- 786	- 118	- 3 932
Verre	3 670	- 228	- 1	- 3 670
Acier	9 080	- 16 344	- 4 540	- 15 436
Alu	1 690	- 15 210	- 4 056	- 5 577
Plastiques	1 770	- 4 071	- 1 770	- 1 239
DEEE	3 266	nc	nc	nc
Textiles	322	nc	nc	nc
Pneus	12	nc	nc	nc
Total	26 000	-37 100	-11 100	-32 100

Tableau 9 : Emissions de GES évitées et économie de matières premières et d'énergie réalisées grâce à la valorisation matière des déchets non dangereux en 2016

Le recyclage matière possède un fort potentiel au niveau de l'économie des ressources (économie de matières premières), mais également en ce qui concerne la réutilisation de ces matières premières secondaires (MPS) dans les industries manufacturières (impacts de la production de ces matières évitées, moindre impacts de l'utilisation de ces MPS en substitution des matières premières).

Les 37 100 tonnes de CO₂ évitées permettraient de faire 180 millions de kilomètres avec un véhicule émettant 200 g de CO₂/km (valeur moyenne pour un véhicule 5 places, en cycle mixte), soit 4 400 fois le tour de la Terre !

2.4.1.2 Valorisation agronomique des déchets compostés

61 000 tonnes de déchets verts et de déchets fermentescibles provenant du territoire ont été compostées. Ces déchets ont permis une valorisation agronomique sous la forme de compost.

Le bilan de la valorisation agronomique en termes d'émissions de gaz à effet de serre évitées et d'énergie produite est le suivant :

**CHAPITRE III – EFFETS NOTABLES DE LA PREVENTION ET DE LA GESTION ACTUELLES DES DECHETS
SUR L'ENVIRONNEMENT**

	Energie		GES	
	ktep/an	kgep/an/hab	kteq. CO2/an	kgeq. CO2/an/hab
Valorisation agronomique	-0,3	-0,7	-1	-3

Tableau 10 : Production d'énergie et émissions de gaz à effet de serre évitées par la valorisation agronomique des déchets non dangereux

2.4.1.3 Valorisation énergétique

L'usine d'incinération du territoire valorise la vapeur produite par l'incinération des déchets en électricité, ce depuis sa construction en 2002. En 2016, ce sont plus de 37 813 MWh d'électricité qui ont été produits ; 30% de cette production est réservée à l'autoconsommation et 70% est vendue au gestionnaire du réseau EDF. L'évaluation environnementale considère la vente d'énergie, qui s'élève à **31 600 MWh pour les déchets produits en 2016** (et qui ont été incinérés en 2016 et 2017).

Concernant les installations de stockage des déchets :

- L'installation de stockage de la Trompeuse à Fort de France valorise depuis 2011 le biogaz produit par la décomposition des déchets. En 2016, 1 228 MWh d'électricité ont été produits et vendus au gestionnaire de réseau EDF.
- L'ISDND de Petit Galion, qui a ouvert en 2017, ne valorise actuellement pas le biogaz, mais il est envisagé de le valoriser dès que la production sera suffisante, d'ici 5 ou 7 ans.

Le biogaz est produit pendant toute la durée de la dégradation des déchets, soit 25 à 30 ans. L'énergie produite en 2016 provient donc de la dégradation de déchets enfouis des années auparavant. D'après l'état actuel de nos connaissances et les informations fournies par les prestataires, nous estimons que les déchets non dangereux du territoire enfouis en 2016 devraient permettre la production de **4 600 MWh électrique**. Cette production d'énergie, de même que l'émission de biogaz des déchets, est étalée dans le temps.

De plus, le traitement des pneus en cimenterie a permis une production d'énergie thermique.

Enfin, le méthaniseur a permis la vente de 231 MWh électrique.

Le bilan de la valorisation énergétique des déchets non dangereux de 2016 est le suivant :

Valorisation énergétique	Energie		GES	
	ktep/an	kgep/an/hab	kteq. CO2/an	kgeq. CO2/an/hab
Méthanisation	-0,02	-0,05	-0,1	-0,4
Cimenterie	-2	-5	-7	-19
Incineration	-3	-7	-20	-52
Stockage	-0,4	-1	-2,9	-8

Tableau 11 : Production d'énergie et émissions de gaz à effet de serre évitées par la valorisation énergétique des déchets non dangereux de 2016

2.4.2 LES DECHETS ISSUS DU TRAITEMENT DES EAUX

Les 10 200 t de boues compostées ont été épandues.

Cette valorisation agronomique a un impact positif, car elle permet de ne pas utiliser d'engrais chimiques, ce qui entraîne une économie d'énergie et évite l'émission de polluants.

Le bilan de la valorisation agronomique en termes d'émissions de gaz à effet de serre évitées et d'énergie non consommée est le suivant :

**CHAPITRE III – EFFETS NOTABLES DE LA PREVENTION ET DE LA GESTION ACTUELLES DES DECHETS
SUR L'ENVIRONNEMENT**

	Energie		GES	
	ktep/an	kgep/an/hab	kteq. CO2/an	kgeq. CO2/an/hab
Valorisation agronomique	-0,3	-0,8	-1,2	-3,1

Tableau 12 : Emissions de gaz à effet de serre évitées et énergie non consommée par la valorisation agronomique des déchets issus du traitement des eaux

Il est à noter que l'épandage non contrôlé de boues (sans plan d'épandage approuvé) présente de réels risques et peut être source d'une pollution des sols et des aquifères, notamment en éléments traces métalliques. Ces éléments peuvent alors être ingérés par l'homme et se révéler toxiques en cas de trop grande accumulation. Les événements passés montrent que la Martinique n'est pas dans ce cas de figure : les composts non conformes ont été stockés et non épandus.

2.4.3 LES DECHETS INERTES

2.4.3.1 Recyclage et réutilisation

Le tri des déchets permet de valoriser les matériaux inertes par valorisation matière (recyclage), par réutilisation sur d'autres chantiers ou d'autres projets d'aménagement.

Un concassage et un criblage des matériaux est nécessaire avant recyclage. Cependant, certains déchets inertes sont réutilisés directement sur d'autres chantiers, sans subir de concassage préalable.

Par rapport à l'utilisation de roches brutes (matière première vierge), le recyclage permet d'éviter de consommer de l'énergie (et donc d'émettre des gaz à effet de serre) concernant les postes « décapage et remise en état de la carrière » et « extraction des matières ». Le recyclage des terres n'est pas pris en compte, car les évitements de consommation d'énergie et d'émissions de GES ne sont pas connus. Le recyclage des enrobés permet principalement une économie de bitume, qui est issu directement du pétrole.

L'impact sur l'environnement est donc positif en termes de GES car le recyclage et la réutilisation permettent un évitement d'émissions et une économie d'énergie. Ils contribuent également à diminuer le tonnage d'inertes à stocker et permettent une utilisation plus faible des ressources en matières premières.

Cependant, le tri et la valorisation matière entraînent des impacts négatifs sur l'environnement, au travers des émissions de poussières dues au concassage, à la consommation d'énergie des machines et aux émissions de polluants.

2.4.3.2 Remblaiement de carrières

Le remblaiement de carrière permet un gain d'espace, qui est rendu au milieu naturel ou converti en espace agricole.

Ce remblaiement nécessite cependant des engins, qui génèrent des émissions de GES, de poussières et de polluants, qui consomment de l'énergie et entraînent des nuisances.

2.4.4 LES DECHETS DANGEREUX

2.4.4.1 Valorisation matière

Certains déchets dangereux peuvent être recyclés. Il s'agit notamment :

- des piles, dans lesquelles les métaux lourds sont récupérés et réutilisés,
- des DEEE et VHU, pour lesquels, après dépollution, les différents constituants (plastiques, métaux, verre, ...) sont séparés et recyclés,

CHAPITRE III – EFFETS NOTABLES DE LA PREVENTION ET DE LA GESTION ACTUELLES DES DECHETS SUR L'ENVIRONNEMENT

- des peintures, dont les différents constituants (le liant, la résine, les charges et les pigments) sont séparés grâce à des traitements physico-chimiques, puis utilisés dans la fabrication de nouvelles peintures,
- des solvants, qui, s'ils contiennent moins de 30% d'impuretés, peuvent faire l'objet d'une régénération.

Ce recyclage est d'abord source d'économie en termes de matières premières. Il permet notamment de réduire l'émission de gaz à effet de serre et autres polluants atmosphériques et diminue la consommation d'énergie (selon le matériau valorisé). Cependant, les différentes installations de valorisation (usine de régénération, filière pyrométallurgique, ...) génèrent des impacts négatifs, comme toute implantation industrielle.

2.4.4.2 Valorisation énergétique

Les cimenteries et les usines d'incinération autorisées traitent des déchets dangereux qui permettent une production d'énergie. Il s'agit le plus souvent de DASRI, d'huiles et de peintures.

Cette valorisation permet une économie des ressources énergétiques et évite certains rejets atmosphériques selon les performances de la valorisation. Cependant, les différentes installations de valorisation génèrent des impacts négatifs, comme vu précédemment.

2.5 DECHARGES NON REGLEMENTAIRES ET DEPOTS SAUVAGES

2.5.1 DEFINITION DES SITES CONCERNES

Sont considérées comme décharges non réglementaires (ou brutes), les installations non autorisées faisant l'objet d'apports réguliers de déchets.

Il convient par ailleurs de rappeler la distinction à faire avec les dépôts sauvages, qui résultent le plus souvent d'apports diffus clandestins réalisés par les particuliers ou les entreprises pour se débarrasser de déchets.

Il n'y pas de décharges non réglementaires actuellement recensées sur le territoire de la Martinique.

Le site Arété sa <https://www.aretesa.fr/> donne la possibilité à tout un chacun de signaler un dépôt sauvage. Ces données ne constituent cependant pas un recensement exhaustif et présentent le risque de signaler plusieurs fois un même dépôt. En 2016, environ 1 700 signalements de dépôts sauvages ont été géolocalisés (hors doublons, estimés à 10% du total). Il est à préciser que l'organisation de la collecte des déchets et son optimisation à venir ne permettent pas de quantifier de manière pertinente et séparée les volumes de déchets collectés sur les sites dits « sauvages ».

2.5.2 EFFETS SUR L'ENVIRONNEMENT

Les impacts environnementaux des décharges brutes non réhabilitées sont : la pollution de l'air, la pollution des eaux (souterraines et superficielles), les nuisances pour les riverains et la dégradation du milieu naturel et des paysages.

En effet, en l'absence de contrôle lors de son utilisation et de suivi, ces décharges ne présentent aucune garantie d'une décharge contrôlée au titre des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les impacts sur l'air et l'eau donnés ci-dessous concernent le cas de dépôts de déchets dangereux ou de déchets non dangereux non inertes, mélangés ou non avec des déchets inertes.

**CHAPITRE III – EFFETS NOTABLES DE LA PREVENTION ET DE LA GESTION ACTUELLES DES DECHETS
SUR L'ENVIRONNEMENT**

2.5.2.1 Impacts sur l'air

Les émissions de gaz à effet de serre sont dues à la formation de biogaz, lorsque les déchets ont été recouverts et se dégradent. Ces émissions connaissent un pic, environ dix années après le recouvrement du site, puis diminuent.

La pratique du brûlage entraîne également des émissions de gaz nocifs, tels les dioxines et les furanes, très importantes. Ainsi, d'après le PNUE, le brûlage de déchets domestiques non contrôlés émet 300 µg I-TEQ/tonne brûlée (500 fois plus que le seuil réglementaire autorisé). L'incinération à l'air libre d'un kilo de déchets ménagers pollue autant que le traitement de 500 kg à 1 tonne dans un incinérateur répondant aux exigences réglementaires. D'après l'INERIS, le brûlage de déchets végétaux émet 10,5 µg I-TEQ/tonne brûlée, soit près de 20 fois plus que dans un UVE.

L'incinération à l'air libre des déchets ménagers et des déchets verts est donc une source ponctuelle très importante de production de dioxines et de furanes.

2.5.2.2 Impacts sur les eaux

Les décharges brutes sont sources de lixiviats, d'autant plus si le site n'est pas recouvert. Selon la composition et l'âge des déchets, ces lixiviats seront plus ou moins biodégradables et chargés en polluants (métaux lourds notamment). En n'étant pas collectés (au contraire de ce qui est réalisé en centre de stockage), ces lixiviats vont polluer les milieux récepteurs que sont les eaux superficielles et souterraines. Ce phénomène est d'autant plus inquiétant que des captages d'eau potable peuvent se trouver à proximité.

Sur la base des connaissances actuelles, la composition type de lixiviats selon l'âge des déchets est la suivante :

		Décharges brutes		
		jeunes <5 ans déchets frais dépôts récents à actuels	intermédiaires 5 à 10 ans déchets anciens plus de dépôts	stabilisés >10 ans déchets très anciens plus de dépôts
pH	acidité ou basicité	<7	=7	>7
DCO g O ₂ /l	demande chimique en oxygène	>20	3 à 15	<2
DBO ₅ /DCO	biodégradabilité	>0,3	0,1 à 0,3	<0,1
métaux g/l		2	-	<0,050

Tableau 13 : Compositions types de lixiviats – source étude bibliographique sur les lixiviats de décharges d'ordures ménagères - Revue francophone d'écologie industrielle 2e trimestre 2001

La réglementation française impose des concentrations limites en certains éléments avant le rejet en milieu aqueux :

- moins de 300 mg/l de DCO, pour un flux journalier inférieur à 100 kg/jour ; moins de 125 mg/l de DCO lorsque le flux est supérieur,
- moins de 15 mg/l de métaux.

On constate que ces valeurs réglementaires sont toujours dépassées dans les lixiviats types.

2.5.3 ENJEUX SANITAIRES

L'importance des déchets comme cause directe de maladies n'a pas encore été formellement établie. Néanmoins, concomitant avec d'autres facteurs, on leur reproche de transmettre certaines maladies par voie indirecte.

Lors d'une mauvaise gestion des déchets, les risques indirects proviennent de la prolifération de vecteurs de maladies comme les moustiques, les rats et les blattes, qui trouvent dans les déchets de la nourriture et de bonnes conditions pour se reproduire.

**CHAPITRE III – EFFETS NOTABLES DE LA PREVENTION ET DE LA GESTION ACTUELLES DES DECHETS
SUR L'ENVIRONNEMENT**

Voici quelques exemples de maladies provoquées par ces vecteurs :

VECTEUR	MALADIE	VECTEUR	MALADIE
Mouches	Fièvre typhoïde Salmonellose Dysenterie Diarrhée infantile Autres infections	Moustiques	Paludisme Fièvre jaune Dengue Encéphalite virale
Blattes	Fièvre typhoïde Gastro-entérite Infections intestinales Dysenterie Diarrhée Lèpre Empoisonnement de la nourriture	Rats	Peste bubonique Typhus murin Leptospiroses (maladie de Weil) Fièvre de Haverhill Rickettsiose vésiculaire Diarrhées Dysenterie Rage

Tableau 14 : Exemples de maladies provoquées par différents nuisibles

2.6 BILAN

Le bilan des gaz à effet de serre émis et évités, des émissions de dioxines, ainsi que celui de l'énergie consommée et économisée par les différents aspects de la gestion des déchets sur le territoire du Plan est présenté dans le tableau ci-après.

**CHAPITRE III – EFFETS NOTABLES DE LA PREVENTION ET DE LA GESTION ACTUELLES DES DECHETS
SUR L'ENVIRONNEMENT**

Bilan GES	Déchets non dangereux		Déchets de l'assainissement	
	ktéq CO2	kgéqCO2/hab	ktéq CO2	kgéqCO2/hab
Collecte	9	24,1	-	-
Transport	2	5,4	-	-
Valorisation matière	- 37	- 96,2	-	-
Traitement biologique	7	19,0	0,2	0,4
Valorisation agronomique	- 1	- 3,0	- 0,7	- 1,9
Valorisation énergétique	- 30	- 78,6	-	-
Traitement thermique	50	128,6	-	-
ISDND	28	73,9	0,4	1,0
Synthèse	28	73,2	- 0,2	- 0

Bilan énergétique	Déchets non dangereux	
	ktep	kgep/hab
Collecte	3	6,9
Transport	1	1,9
Valorisation matière	- 11	- 28,7
Traitement biologique	0,4	0,9
Valorisation agronomique	- 0,3	- 0,8
Valorisation énergétique	- 5	- 12,8
Synthèse	- 12	- 31,4

Bilan dioxines (mg ITEQ)	Déchets non dangereux
Collecte	0,1
Transport	0,3
Traitement thermique	13,8
ISDND	0,6
Synthèse	14,9

Tableau 15 : Bilans GES, dioxines et énergétique de la gestion des déchets du territoire de 2016

Ce bilan est présenté de façon plus visuelle dans les graphiques suivants :

**CHAPITRE III – EFFETS NOTABLES DE LA PREVENTION ET DE LA GESTION ACTUELLES DES DECHETS
SUR L'ENVIRONNEMENT**

2.6.1.1 Bilan GES

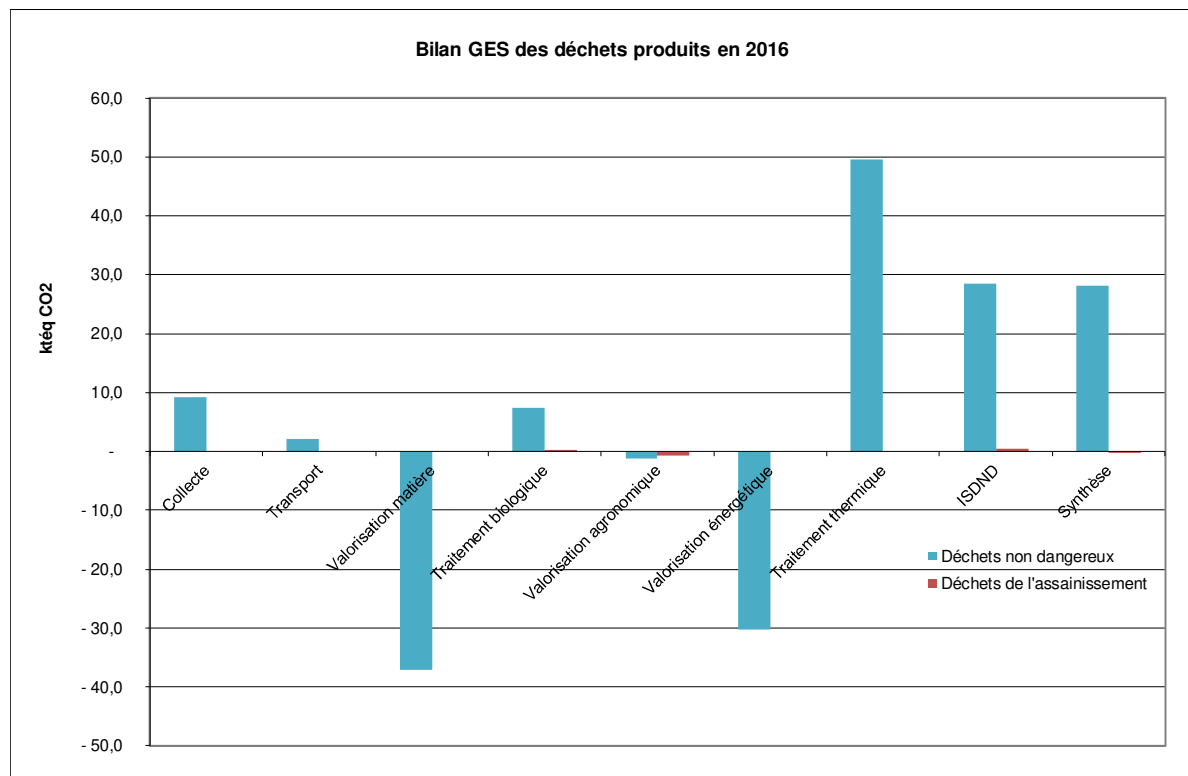


Figure 33 : Bilan des émissions de GES dues à la gestion de l'ensemble des déchets non dangereux du territoire en 2016

Nous constatons que, malgré les évitements réalisés par les différents types de valorisation, le bilan des émissions de GES dues à la gestion des déchets non dangereux est négatif, avec 28 000 téq CO₂ émises. Les émissions sont principalement dues à l'incinération, au stockage et, dans une moindre mesure, à la collecte. Enfin, la gestion des déchets issus du traitement des eaux entraîne un faible évitement d'émissions de GES.

**CHAPITRE III – EFFETS NOTABLES DE LA PREVENTION ET DE LA GESTION ACTUELLES DES DECHETS
SUR L'ENVIRONNEMENT**

2.6.1.2 Bilan énergétique

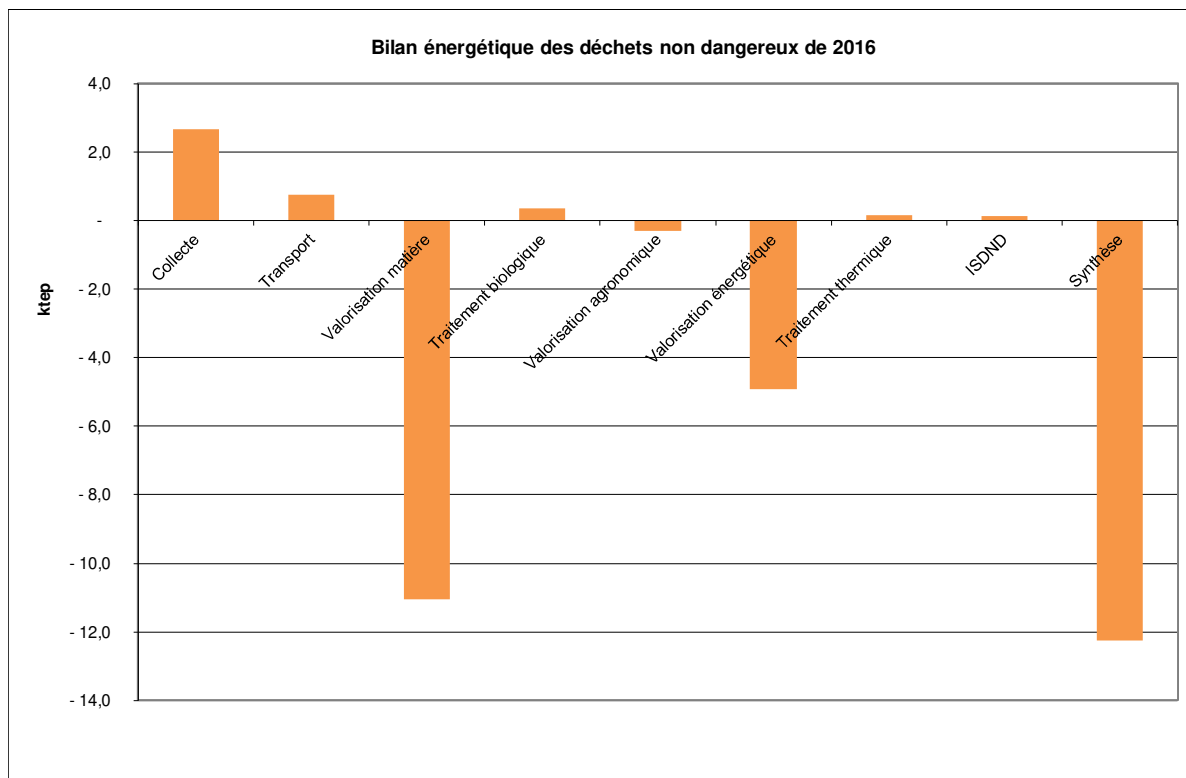


Figure 34 : Bilan énergétique de la gestion de l'ensemble des déchets non dangereux du territoire de 2016

Le bilan de la consommation d'énergie due à la gestion des déchets non dangereux est positif, avec environ 12 000 tep économisées, essentiellement grâce à la valorisation matière (recyclage) et à la valorisation énergétique.

CHAPITRE III – EFFETS NOTABLES DE LA PREVENTION ET DE LA GESTION ACTUELLES DES DECHETS SUR L'ENVIRONNEMENT

2.6.1.3 Bilan dioxines

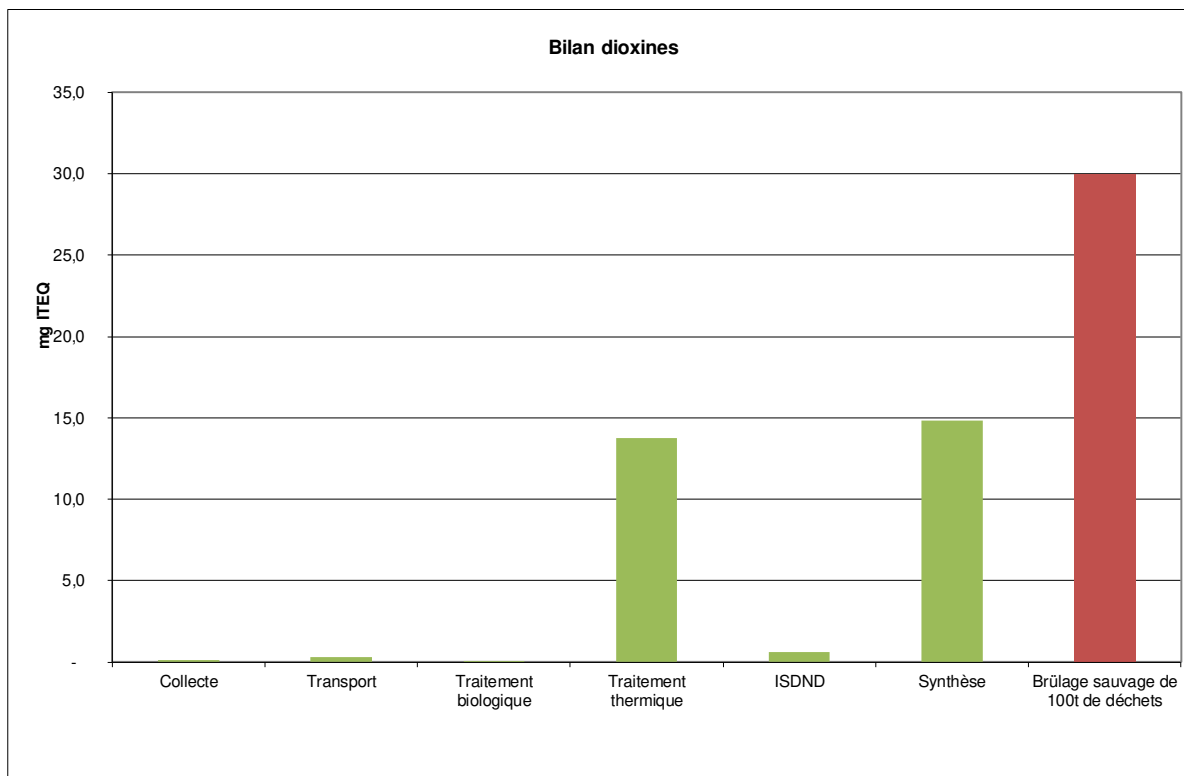


Figure 35 : Bilan des émissions de dioxines par la gestion de l'ensemble des déchets non dangereux du territoire de 2016

On constate que la gestion des déchets ménagers entraîne l'émission de près de 15 mg ITEQ de dioxines, liée principalement au traitement thermique.

A titre de comparaison, le brûlage sauvage de 100 tonnes de déchets entraîne des émissions de l'ordre de 2 fois celles liées à la gestion des déchets non dangereux de 2016 !

2.7 LES PRINCIPAUX RISQUES ET ENJEUX SANITAIRES

2.7.1 LES PRINCIPAUX ENJEUX SANITAIRES

Du fait de l'activité de gestion des déchets (collecte, transport, traitements...), les populations (travailleurs, riverains) sont susceptibles d'être exposées à diverses substances dangereuses et nuisances et par là même d'être confrontées à des risques potentiels.

Il ressort des études menées sur cette question que les niveaux de risques auxquels sont susceptibles d'être exposées les populations, sont très variables et dépendent de nombreux paramètres tels que :

- la nature des déchets concernés,
- la nature des pratiques et des traitements mis en œuvre ainsi que des substances émises,
- les performances techniques des installations,
- les contextes d'implantation des installations (usage des terrains),
- le comportement de la population,

**CHAPITRE III – EFFETS NOTABLES DE LA PREVENTION ET DE LA GESTION ACTUELLES DES DECHETS
SUR L'ENVIRONNEMENT**

- la vulnérabilité des populations exposées.

En ce qui concerne l'organisation de la gestion des déchets et les équipements qui en découlent, les principaux enjeux sanitaires sont les suivants :

- Pour la collecte, le transport et le tri des déchets, les enjeux se situent :
 - au niveau de la population du fait de la dégradation de la qualité de l'air ;
 - au niveau des travailleurs lors de la collecte, du transport, du transfert et du tri des déchets (accidents, émissions de poussières lors du chargement, déchargement).

La qualité de l'air a été évaluée dans le chapitre relatif à la description de l'état initial.

Au niveau des travailleurs, différents types de problèmes potentiels ont été identifiés (accidents, troubles digestifs ou respiratoires...). L'exposition aux micro-organismes et poussières organiques apparaît aujourd'hui comme une cause probable de nombre de ces problèmes. La présence de déchets d'activité de soins à risques infectieux (DASRI) des particuliers dans les ordures ménagères, s'ils ne sont pas triés à la source, constitue un facteur de risque important.

- Pour la gestion biologique des déchets (c'est-à-dire le retour au sol des déchets organiques avec ou sans traitement) :

Les investigations menées concernent également essentiellement les travailleurs (en usine de compostage notamment, ainsi que les utilisateurs pratiquant les épandages). Les troubles identifiés semblent essentiellement respiratoires et digestifs. Les enjeux semblent liés majoritairement aux micro-organismes, et à certaines substances chimiques (métaux, composés organiques).

- pour le recyclage, les risques concernent en particulier les travailleurs et sont liés :
 - à la présence de déchets dangereux en mélange lors du tri,
 - aux émissions de poussières lors du concassage et de la manipulation des inertes,
 - aux brûlures, aux émissions de COV et d'autres particules irritantes et au contact avec les bitumes lors du recyclage des enrobés.

Des mesures de prévention sont en général mises en œuvre :

- abattement des poussières, systèmes par aspiration et/ou système utilisant l'eau pour capter les poussières lors des opérations de concassage,
- recyclage des enrobés à basse température.
- pour le remblaiement de carrières, les risques concernent en particulier les travailleurs et sont liés :
 - aux émissions de poussières,
 - aux émissions gazeuses des engins.

- Pour le stockage :

Les enjeux peuvent être liés aux substances chimiques ou aux micro-organismes, émis sous forme liquide ou atmosphérique dans le cadre des ISDND et aux poussières dans le cadre des ISDI.

Les niveaux de risques pour les riverains dépendent de la nature des déchets enfouis et des pratiques d'exploitation. Dès lors que les règles de conception et que les pratiques d'exploitation sont conformes aux réglementations désormais en vigueur, les niveaux de risques apparaissent très faibles.

- Pour l'incinération :

Les enjeux sont liés aux émissions atmosphériques et concernent essentiellement les riverains et la population en général. Les niveaux de risques apparaissent très dépendants des niveaux de performances des installations et très faibles pour les installations récentes et conformes aux réglementations en vigueur.

**CHAPITRE III – EFFETS NOTABLES DE LA PREVENTION ET DE LA GESTION ACTUELLES DES DECHETS
SUR L'ENVIRONNEMENT**

2.7.2 LES RISQUES SANITAIRES LIES AU COMPOSTAGE DES DECHETS

Une étude de l'Association scientifique et technique pour l'eau et l'environnement (ASTEE) a analysé l'impact de ces installations sur les populations riveraines et leur exposition chronique, c'est-à-dire à long terme. Cet impact se traduit essentiellement par les rejets atmosphériques :

- les rejets canalisés : cheminée, biofiltre, ...
- les rejets diffus : aire de réception, broyage, andains, aire de stockage, etc.

La voie de transfert la plus significative est l'inhalation des rejets atmosphériques sous forme gazeuse ou particulaire. L'ingestion n'est pas considérée ici car elle représente un moindre risque dans l'état actuel des connaissances.

Les différents types de substances concernés sont :

- Les agents biologiques : ce sont principalement les agents biologiques d'origine fécale venant du produit brut qui sont à l'origine des risques sanitaires. On les retrouve sous forme particulaire dans le produit brut, leur concentration diminue plus ou moins au cours du procédé de fermentation en fonction de la fréquence de retournement et de la température. Pendant cette phase, les agents biologiques responsables du compostage se développent. Si le compostage est correctement mené, les agents biologiques d'origine fécale auront totalement disparu dans le produit fini et les agents biologiques responsables du compostage seront en faible quantité. La zone d'influence du site pour les agents biologiques est globalement de 200 m autour de l'installation.
- Les éléments traces métalliques : ils sont présents tout au long du procédé sous forme particulaire, le compostage ne permet pas de les détruire.
- Les composés traces organiques : ils sont susceptibles de se dégrader au cours du procédé de compostage en fonction de leurs propriétés physico-chimiques et de leur sensibilité aux microorganismes.

Chacun de ces types de polluants peut induire :

- Un risque cancérigène par inhalation : pulmonaire, sanguin, hépatique...
- Un risque non cancérigène par inhalation dont notamment des troubles respiratoires, rénaux, hépatiques...

Le respect de la réglementation actuelle réduit considérablement les émissions de ces polluants et donc les risques potentiels. D'après un article de l'Ordif réalisé pour « Environnement, Risques et Santé » de janvier-février 2008, les rares études menées autour des sites de compostage indiquent qu'au-delà de 200 mètres, les concentrations seraient de l'ordre des niveaux de fond dans l'environnement. Il n'y aurait donc **pas de risque pour la population**.

L'ASTEE a publié en juin 2006 un guide pour l'évaluation des risques sanitaires dans le cadre de l'étude d'impact d'une installation de compostage soumise à autorisation. Ce guide a été rédigé par un large groupe de travail : ADEME, MEDD, Ministère de la santé, INERIS, INRS, FEDEREC, FNADE... C'est un document de référence.

Il est à noter que certains types de déchets verts, notamment ceux connus pour être allergènes, doivent pouvoir être traités spécifiquement. Cette question est abordée dans le PRSE 3, en cours d'élaboration.

**CHAPITRE III – EFFETS NOTABLES DE LA PREVENTION ET DE LA GESTION ACTUELLES DES DECHETS
SUR L'ENVIRONNEMENT**

2.7.3 LES RISQUES SANITAIRES LIES AU STOCKAGE DES DECHETS INERTES

De par la nature des déchets entrants en ISDI, ces installations n'ont pas fait l'objet d'études de risques sanitaires très poussées.

Les risques sont surtout liés aux émissions de poussières.

De manière générale, les poussières sont considérées comme gênantes ou dangereuses pour la santé, elles ont pour effet :

- Une gêne respiratoire : poussières dites inertes, c'est-à-dire sans toxicité particulière,
- Des lésions au niveau du nez : rhinites, perforations de la cloison nasale, cancer de l'ethmoïde,
- Des effets fibrogènes : prolifération de tissus conjonctifs au niveau des poumons (silicose, sidérose...).

Il existe également des risques liés aux déchets non inertes : présence de déchets dangereux, de déchets évolutifs, ...

Les risques sont les mêmes lors du remblaiement de carrières. Il est à noter que, concernant les carrières, la réglementation impose des contrôles périodiques pour déterminer les concentrations, les débits et les flux de poussières des émissions gazeuses. Pour les carrières de roches massives dont la production annuelle est supérieure à 150 000 tonnes, la réglementation impose la mise en place d'un réseau approprié de mesure des retombées de poussières dans l'environnement. Concrètement, cela se traduit par des analyses des retombées de poussières et de matières en suspension réalisées en carrières, à proximité, voire sur les travailleurs, afin d'évaluer leur taux d'exposition.

Les risques liés à la présence de déchets non inertes (déchets dangereux et non dangereux) sont d'autant plus prégnants dans le cas du remblaiement de gravières en lien avec un captage d'eau potable : il y a alors un risque de contamination de l'eau potable. Le respect de la réglementation et des types de matériaux et déchets autorisés dans le cadre du remblaiement de gravières permet d'éviter ce risque.

2.7.4 LES RISQUES SANITAIRES LIES AU STOCKAGE DES DECHETS NON DANGEREUX NON INERTES

Les connaissances des risques sanitaires liés aux installations de stockage de déchets sont encore très parcellaires. Il n'existe pas d'études épidémiologiques. Cependant, la FNADE suit depuis plus de 20 ans la santé des travailleurs de ces installations. Les statistiques observées sont les mêmes que celles de la population française.

L'ASTEE a publié en février 2005 un guide pour l'évaluation des risques sanitaires dans le cadre de l'étude d'impact d'une installation de stockage de déchets ménagers et assimilés. Ce guide a été réalisé avec le soutien de l'ADEME et de la FNADE et sa rédaction a réuni un large groupe de travail : ADEME, MEDD-DPPR, Ministère de la santé, INERIS, Ecole nationale de la santé publique (ENSP), BRGM, FEDEREC, FNADE, France Nature Environnement (FNE). C'est un document de référence. Il s'appuie notamment sur une étude de l'Institut de Veille Sanitaire d'évaluation des risques sanitaires liés aux installations de stockage de déchets.

L'analyse de la bibliographie existante, en particulier des travaux de l'Institut de Veille Sanitaire, met en évidence les éléments suivants :

- La voie de transfert conduisant à des expositions chroniques les plus significatives sur le plan sanitaire est la voie hydrique, dans le cas d'une contamination de ressources aquifères utilisées pour l'alimentation en eau potable.

**CHAPITRE III – EFFETS NOTABLES DE LA PREVENTION ET DE LA GESTION ACTUELLES DES DECHETS
SUR L'ENVIRONNEMENT**

- Les dispositions réglementaires actuelles visent à empêcher tout transfert de lixiviats vers les eaux souterraines et de surface, en additionnant barrière active et barrière passive, et limitent très fortement ces risques.
- La voie de transfert « air » est également à prendre en compte à travers deux types de sources :
 - les sources canalisées : torchères pour la combustion du biogaz, chaudières, moteurs et turbines pour sa valorisation ;
 - les sources diffuses : fuites de couverture et de réseau de biogaz, manutention des déchets dans le casier ouvert en exploitation, travaux d'aménagements, traitements des lixiviats et gaz d'échappement produits par les véhicules du site.

Le principal polluant à travers la voie « air » est l'hydrogène sulfuré (H₂S), spécifique à cette activité, dont l'effet critique est l'irritation de la muqueuse nasale. Les polluants odorants du biogaz (H₂S et mercaptans) sont également susceptibles d'entraîner des troubles organiques (maux de tête, nausées...) et psychosomatiques (anxiété - « si cela sent mauvais, c'est qu'il y a quelque chose de dangereux », insomnie, malaise général...).

L'émission de ces polluants par la voie « air » peut constituer un problème sanitaire de 2 manières :

- Par l'exposition continue à des teneurs élevées en H₂S, dont le pouvoir irritant peut se manifester sur le site ou dans son voisinage immédiat, dans des conditions d'exploitation maximisant les pollutions.
- Par l'exposition aux polluants odorants du biogaz, qui peut occasionner des nuisances olfactives jusqu'à des distances de 1 000 m pour des sites importants, également dans des conditions d'exploitation maximisant les pollutions. Il faut bien préciser qu'il n'existe pas de liens systématiques entre la perception d'une odeur et un risque sanitaire.

L'étanchéité des casiers, le captage et le traitement des biogaz, exigés par la réglementation actuelle des conditions d'exploitation, réduisent considérablement les émissions de ces polluants et donc les risques potentiels.

Le respect de la réglementation actuelle réduit considérablement les émissions de ces polluants et donc les risques potentiels.

2.7.5 LES RISQUES SANITAIRES LIES A L'INCINERATION DES DECHETS

L'impact sanitaire de l'incinération a fait l'objet de nombreuses études en Europe comme aux États-Unis. L'incinération de déchets produit de très nombreuses substances. Parmi celles-ci, seul un petit nombre présentent, du fait de leur dangerosité ou des fortes quantités émises, un risque sanitaire potentiel ; on les appelle les « traceurs de risque ».

L'exposition à ces substances peut se produire directement par inhalation des polluants transférés dans l'air ou par ingestion de poussières par voie directe ou voie indirecte (via la chaîne alimentaire).

- **Exposition par inhalation** : Cette voie d'exposition dépend, pour chaque polluant, de la localisation de l'incinérateur par rapport aux habitations, d'une part, et de la direction des vents dominants, d'autre part.
- **Exposition par ingestion** : Cette voie correspond notamment à l'ingestion de retombées polluantes sur le sol par voie directe ou par le biais de la chaîne alimentaire. Le risque d'ingestion directe est plus élevé chez les enfants.

L'exposition à ces substances peut conduire à 2 grands types d'effets toxiques :

- Les effets cancérogènes qui sont de deux types :

**CHAPITRE III – EFFETS NOTABLES DE LA PREVENTION ET DE LA GESTION ACTUELLES DES DECHETS
SUR L'ENVIRONNEMENT**

- Les effets cancérogènes génotoxiques qui altèrent les gènes, et pour lesquels une dose très faible peut provoquer un effet à long terme. Il n'y a pas de seuil à partir duquel la substance produit des effets toxiques,
- Les effets cancérogènes non génotoxiques pour lesquels on admet un effet de seuil. Le produit toxique manifeste ses effets au-delà d'un certain niveau d'exposition.
- Les effets non cancérogènes (dermatites, irritations bronchiques...) pour lesquels il existe également un effet de seuil.

Pour chaque substance, on définit une Valeur Toxicologique de Référence (VTR) qui permet d'estimer le risque de survenue d'un effet indésirable dû à l'exposition. Pour les effets sans seuil, la VTR exprime la probabilité supplémentaire qu'un individu contracte un cancer, par rapport à quelqu'un de non exposé. Pour les effets avec seuil, la VTR représente le seuil en dessous duquel l'exposition est censée ne provoquer aucun effet durant toute une vie.

L'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), l'Union Européenne et le Conseil Supérieur d'Hygiène Publique de France (CSHPF) publient des valeurs de références pour les principaux polluants.

Le cas particulier des dioxines : Les dioxines sont les plus médiatisées des substances émises par l'incinération. C'est une famille de composés organiques chlorés. Elles se forment lors de la combustion d'éléments chlorés lors d'activités industrielles (fonderies, métallurgie, incinération), domestiques (feux de cheminée, brûlages sauvages) ou lors d'événements naturels (feux de forêts, éruptions volcaniques...). Les dioxines sont très stables et ont la capacité de rester pendant des années dans un milieu (sol, végétaux) sans se dégrader. Une fois absorbées par les ruminants ou les volailles, elles se fixent dans les graisses animales et se retrouvent dans le lait et les œufs. Elles peuvent alors pénétrer le corps humain par l'alimentation.

Les effets sur l'homme ont fait l'objet de nombreuses études. Une exposition massive peut conduire à des lésions cutanées, voire à une altération de la fonction hépatique. À plus long terme, elle peut entraîner des perturbations du système immunitaire et du développement du système nerveux, des troubles du système endocrinien et de la fonction de reproduction. Enfin, la dioxine 2,3,7,8 - TCDD est reconnue comme agent promoteur cancérogène, c'est-à-dire qu'elle favorise les risques de cancer, sans le déclencher pour autant à elle seule. L'exposition à faible dose est moins bien connue. Elle fait l'objet d'une divergence de vue entre l'Agence pour l'Environnement Américaine (EPA) qui considère les dioxines comme toxiques sans seuil et les autres organisations (OMS, UE) qui considèrent les dioxines comme toxiques au-delà d'un certain seuil.

Le tableau suivant présente les principaux polluants ayant un impact sanitaire et leur effet.

Polluant	Effet sans seuil		Effet avec seuil	
	Risques par inhalation	Risques par ingestion	Risques par inhalation	Risques par ingestion
Dioxines	oui (EPA)	oui (EPA)	oui (UE)	oui (UE)
Particules (PM10 ou PM2,5)	oui	-	-	-
Plomb	-	-	oui	oui
Arsenic	oui	oui	oui	oui
Cadmium	oui	-	oui	oui
Nickel	oui	-	-	-
Chrome	oui	-	-	-
Mercur	-	-	oui	oui

Tableau 16 : Effets des principaux polluants ayant un impact sanitaire - source Institut Universitaire d'Hygiène et de Santé Publique

**CHAPITRE III – EFFETS NOTABLES DE LA PREVENTION ET DE LA GESTION ACTUELLES DES DECHETS
SUR L'ENVIRONNEMENT**

Les études de modélisation réalisées à partir des émissions conformes aux nouvelles limites concluent que les risques chroniques liés à l'ingestion ou à l'inhalation de polluant d'incinération sont inférieurs aux valeurs repères de risque habituellement établies par les organismes internationaux (OMS, EU, EPA).

L'évaluation de l'impact sanitaire des usines d'incinération sur la santé des populations vivant à proximité de ces usines peut se faire de trois manières différentes :

- **La première approche est l'étude épidémiologique.** Elle consiste à analyser statistiquement la fréquence d'apparition des maladies (et particulièrement des cancers) au sein des populations potentiellement impactées par les rejets (soit par inhalation directe de polluant, soit par consommation d'aliments pouvant être contaminés par les retombées) ainsi que sur des populations « témoins », c'est-à-dire éloignées de toute usine. L'étude de ce type, la plus complète est celle menée par l'institut de veille sanitaire (Ivs) et l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments (AFFSA) (« *Étude d'incidence des cancers à proximité des usines d'incinération d'ordures ménagères* » -Mars 2008). Cette étude, menée sur une population importante en Isère, dans le Tarn et dans le Bas et le Haut-Rhin a mis en évidence des relations significatives entre l'exposition des populations aux rejets des incinérateurs ayant fonctionné entre 1972 et 1990 et le risque de développer certaines formes de cancers (notamment du cancer du sein, des lymphomes malins non hodgkiniens et des myélomes multiples).

Les limites de cette approche sont de trois ordres :

- *La première est d'ordre temporel.* En effet, l'étude portant sur une situation passée, ses résultats ne peuvent pas être transposés aux situations actuelles (les normes de rejets actuelles sont beaucoup plus contraignantes que celles des années 70 à 90). Compte tenu des temps de latence importants, le risque éventuel en lien avec les émissions actuelles ne pourra pas être évalué avant 10 ou 20 ans.
 - *La seconde est d'ordre géographique.* La comparaison entre les cas de cancers et l'exposition a été réalisée sur la base d'une modélisation des retombées atmosphériques, avec une incertitude sur la validité des hypothèses prises. La mise en œuvre d'une étude étiologique, de type cas-témoins, associée à des dosages de bio marqueurs et comprenant le recueil d'informations précises sur l'histoire résidentielle et les facteurs de risque de chaque sujet permettrait d'affiner l'analyse.
 - *La troisième est d'ordre statistique.* Il est nécessaire d'avoir une forte population à étudier pour pouvoir mettre en évidence un risque et avoir des résultats significatifs.
- **La seconde approche est celle de l'Évaluation des Risques Sanitaires.** Elle consiste à modéliser le niveau d'exposition des populations aux polluants et de calculer un excès de risque en comparant les valeurs d'exposition simulées aux VTR. Les études de modélisation réalisées à partir des émissions conformes aux nouvelles limites concluent que les risques chroniques liés à l'ingestion ou à l'inhalation de polluants d'incinération sont inférieurs aux valeurs repères de risque habituellement établies par les organismes internationaux (OMS, UE, EPA).
- **La troisième approche est celle des études d'imprégnation.** Complémentaires des deux premières approches, l'étude d'imprégnation consiste à rechercher la présence d'un traceur de risque directement dans l'organisme des personnes exposées. Ces études sont longues et coûteuses (travail de terrain important). L'InVS a publié en 2009 une étude d'imprégnation par les dioxines des populations résidant à proximité d'unité d'incinération d'ordures ménagères (UIOM). Cette étude a montré que le fait de résider à proximité d'une UIOM n'a pas de répercussion sensible sur les niveaux sériques de dioxines, excepté pour les consommateurs de produits animaux d'origine locale (notamment les produits laitiers et les œufs), et en particulier pour ceux ayant résidé auprès d'anciens incinérateurs ayant pollué par le passé.

Les limites de cette approche sont de trois ordres :

- l'analyse se concentre sur un nombre limité de polluants, les traceurs de risque mais il y a toujours un risque de passer à côté d'un autre composé présent dans l'organisme et pouvant entraîner un risque sanitaire ;

**CHAPITRE III – EFFETS NOTABLES DE LA PREVENTION ET DE LA GESTION ACTUELLES DES DECHETS
SUR L'ENVIRONNEMENT**

- la concentration des composés toxiques dans l'organisme varie au cours du temps et une analyse à un instant t ne permet pas de s'assurer qu'il n'y a pas eu contamination plusieurs années auparavant qui pourraient avec un temps de latence être à l'origine d'effets sanitaires ;
- le mode de vie et les habitudes alimentaires doivent être connus précisément pour se soustraire aux risques de biais.

Dans l'état actuel des connaissances, on peut considérer que les valeurs limites d'émissions atmosphériques des UIOM adoptées par l'Union Européenne permettent d'atteindre des niveaux de risques très faibles.

2.7.6 LES RISQUES SANITAIRES SPECIFIQUES LIES AUX DECHETS DANGEREUX

• Cas particulier des déchets amiantés

L'amiante est une roche fibreuse, de la famille des silicates. Elle n'est pas directement dangereuse mais en se désagrégeant (par effritement ou lors de la transformation du produit amianté), elle libère des fibres microscopiques qui restent en suspension dans l'air ambiant et qui, lorsqu'elles sont inhalées, peuvent atteindre les alvéoles pulmonaires.

Les fibres d'amiante présentent donc des risques en cas d'inhalation, dépendants de la durée ou de l'intensité de l'exposition. Cela peut conduire à l'apparition de plusieurs maladies :

- l'asbestose, maladie pulmonaire analogue à la silicose des mineurs, des lésions bénignes de la plèvre,
- le cancer du poumon (risques accrus s'il y a association avec le tabac),
- des mésothéliomes, cancers rares mais graves de la plèvre et du péritoine.

Les déchets amiantés sont classés en tant que déchets dangereux et à ce titre, les travailleurs susceptibles d'être exposés à des fibres d'amiante volatiles doivent être formés et protégés.

Le risque d'inhalation de fibres d'amiante ne doit pas être négligé lors des opérations de collecte ou de traitement de ces déchets. Les mesures préventives qui s'appliquent sont :

- la mise en œuvre des mesures réglementaires lors des opérations de collecte et de traitement,
- le stockage dans des installations autorisées pour recevoir ce type de déchets,
- la formation des personnels sur les précautions de manipulation.

En conditions normales d'exploitation, et conformément à la réglementation, le risque sanitaire lié à la manipulation des déchets amiantés est donc extrêmement réduit.

Selon le type d'amiante (lié ou non et selon le type de matériau auquel l'amiante est lié), le déchet sera stocké en alvéoles spécifiques dans une installation de stockage de déchets dangereux ou de déchets non dangereux. Le stockage en installation de déchets inertes est interdit depuis juillet 2012.

Les déchets d'amiante sont soumis à de nombreuses dispositions et font notamment l'objet d'un bordereau de suivi des déchets contenant de l'amiante (BDSA).

Dans l'état actuel des connaissances et dans le cas d'une gestion suivant la réglementation, il apparaît que le stockage des déchets d'amiante n'entraîne pas de risques sanitaires notables.

• Cas particuliers des DASRI

Les DASRI présentent un risque sanitaire d'un point de vue mécanique et biologique.

CHAPITRE III – EFFETS NOTABLES DE LA PREVENTION ET DE LA GESTION ACTUELLES DES DECHETS SUR L'ENVIRONNEMENT

Le risque mécanique est la probabilité de subir une effraction cutanée sur le lieu de travail. Il provient de la manipulation d'objets piquants, coupants, tranchants dont l'usage est fréquent dans le milieu médical.

La filière déchets de soins se distingue par un type de risque plus spécifique : le risque infectieux, auquel on associe souvent le risque ressenti ou psycho-émotionnel, qui correspond à la crainte ressentie par la population ou les intervenants de la filière face à la vue de déchets d'activités de soins reconnaissables (seringues, poches de sang...), fortement évocateurs de certaines pathologies dans la représentation collective (VIH, hépatite). Il ne doit pas être négligé car il peut conduire à des réactions disproportionnées et des chocs émotionnels importants, a fortiori en cas de contact ou d'effraction cutanée.

Si l'ensemble de la population est susceptible d'être concernée, les enjeux principaux concernent les travailleurs (secteur du soin ou de l'élimination des déchets). L'exposition est possible tout au long de la filière, dès lors qu'il y a absence ou non-respect des procédures et mesures préventives (mauvaise filière, utilisation d'emballage non adapté...) qui conduisent à une manipulation non ou mal sécurisée des déchets.

Le risque le plus important est celui lié aux déchets piquants-coupants-tranchants.

2.7.7 LES RISQUES SANITAIRES LIES AUX PRATIQUES NON AUTORISEES

De façon générale, ces pratiques sont dangereuses pour la santé.

Le brûlage sauvage de déchets, outre les risques liés à un feu non maîtrisé, entraîne l'émission de composés toxiques, notamment de dioxines. En effet, d'après le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), le brûlage de :

- câbles entraîne des émissions de l'ordre de 12 000 µg ITEQ/t brûlée,
- déchets ménagers entraîne des émissions de l'ordre de 300 µg ITEQ/t.

à comparer avec les émissions maximales produites par une UIOM aux normes : moins de 0,58 µg ITEQ/t.

Le brûlage de déchets entraîne également l'émission de métaux lourds, de composés volatils organiques, ..., qui sont toxiques. Les déchets dangereux (peinture, huiles, solvants, ...) et les plastiques contiennent de nombreux composés toxiques.

Ces polluants se retrouvent également dans les sols, au travers des cendres, puis dans les eaux.

Les décharges brutes sont également à l'origine de lixiviats, plus ou moins biodégradables et chargés en métaux selon le type de déchets, qui sont susceptibles de polluer les eaux. Ces décharges émettront également du biogaz, potentiellement chargé en hydroxyde sulfuré et en mercaptans.

Enfin, comme indiqué au paragraphe 2.2.4.2 du chapitre II, les décharges brutes entraînent la prolifération de nuisibles (rats, moustiques) vecteurs de maladies telles que la dengue, le paludisme, le zika et le chikungunia.

2.8 LES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES

Les risques types sont locaux et ont été décrits dans le 2.2.4 du chapitre relatif à la description de l'état initial. Au vu des connaissances actuelles, les liens entre risques naturels et technologiques et gestion des déchets n'ont pu être mesurés.

Il est cependant à souligner que de nombreux accidents et incidents peuvent survenir dans les centres de traitement de déchets, en particulier le risque d'incendie : feux de fosses en usine d'incinération, incendie dans les installations de stockage ou dans les centres de tri...

CHAPITRE III – EFFETS NOTABLES DE LA PREVENTION ET DE LA GESTION ACTUELLES DES DECHETS SUR L'ENVIRONNEMENT

Le transport des flux de matières dangereuses représente une faible partie du trafic, mais peut présenter des risques importants pour les populations et l'environnement. En termes d'accidentologie (nombre de morts par an), le transport des matières dangereuses est insignifiant dans les accidents de la circulation ; par contre il représente un potentiel catastrophique important (accident à faible probabilité, mais à fort impact).

2.9 LES NUISANCES

Les nuisances types sont locales et ont été décrites dans le 2.2.5 du chapitre relatif à la description de l'état initial.

Elles n'ont pu être mesurées, car il n'existe pas de suivi à l'échelle de la zone du plan.

Pour mémoire, le suivi des nuisances est effectué dans le cadre de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement au niveau de chaque installation. De plus, sont prévues à l'article R 125-5 du code de l'environnement, les Commissions de Suivi de Site (CSS), qui sont des instances de concertation ayant pour but d'informer le public sur les effets des activités d'installations de traitement de déchets sur la santé et l'environnement. Elles sont un lieu d'échanges, de débat, d'information permettant un suivi transparent des installations relevant de leur champ de compétences.

2.10 LA DEGRADATION DES MILIEUX NATURELS, SITES ET PAYSAGES

La dégradation des milieux naturels, sites et paysages a été décrite dans le paragraphe 2.2.3 du chapitre relatif à la description de l'état initial.

Elle n'a pu être mesurée, car il n'existe pas de suivi à l'échelle de la zone du Plan.

**CHAPITRE III – EFFETS NOTABLES DE LA PREVENTION ET DE LA GESTION ACTUELLES DES DECHETS
SUR L'ENVIRONNEMENT**

3. SYNTHESE DES EFFETS DE LA GESTION DES DECHETS SUR L'ENVIRONNEMENT

Les tableaux suivants présentent l'impact des différentes étapes de gestion des déchets pour chaque sous-domaine des dimensions environnementales de référence (pollution et qualité des milieux, nuisances, ressources naturelles, risques sanitaires et milieux naturels, sites et paysages).

Les valeurs indiquées correspondent à la somme des valeurs calculées pour les DND et les déchets issus du traitement des eaux.

À chaque tableau correspond une dimension environnementale de référence. La couleur attribuée à cette dimension environnementale se retrouvera dans la suite du rapport.

CHAPITRE III – EFFETS NOTABLES DE LA PREVENTION ET DE LA GESTION ACTUELLES DES DECHETS SUR L'ENVIRONNEMENT

Tableau 18 : Impacts de la gestion des déchets (Pollution et qualité des milieux) - données 2016

Catégorie		Pollution et qualité des milieux			
		Effet de serre	Air	Eau	Sols
Prévention des déchets		Emissions évitées grâce au réemploi des excédents inertes sur chantier et à la diminution du tonnage de DMA	Positif mais non quantifiable		
Collecte et transports		11 ktéq CO ₂	Emissions de dioxines Particules, gaz précurseurs d'acidification, COV, NOx	Acidification par retombée des gaz dissous par la pluie	
Valorisation	Valorisation matière	- 37 ktéq CO ₂	Pollution évitée		Pas d'impacts notables
	Traitement biologique	7 ktéq CO ₂	Emissions de dioxines Particules, gaz précurseurs d'acidification	Pas d'impacts notables (installations conformes à la réglementation)	
	Valorisation énergétique	- 30 ktéq CO ₂ , évitées par la production d'énergie de l'UVE, de l'ISDND et de la méthanisation		Pas d'impacts notables	
	Valorisation agronomique	- 1 ktéq CO ₂ (engrais substitués)	Pas d'impacts notables	Pas d'impacts notables pour les épandages contrôlés	Amélioration de la qualité organique des sols pour des épandages contrôlés
Traitement des résiduels	Traitement thermique	50 ktéq CO ₂	Émissions de dioxines, de particules, de gaz précurseurs d'acidification	Acidification par retombée des gaz dissous par la pluie	
	Stockage en ISDI et ISDND	29 ktéq CO ₂	Émissions de dioxines par les torchères ; émissions de COV, bio aérosols, particules de poussières sur alvéole non couverte	Pas d'impact notable dans le cas d'installations conformes à la réglementation	
	Anciennes décharges	Rejets non quantifiés			
Impact déchets		Fort	Fort	Modéré	Modéré

CHAPITRE III – EFFETS NOTABLES DE LA PREVENTION ET DE LA GESTION ACTUELLES DES DECHETS SUR L'ENVIRONNEMENT

Tableau 19 : Impact globaux de la gestion des déchets (Ressources naturelles) - données 2016

Catégorie		Ressources naturelles		
		Matières premières	Energie	Ressources locales
Prévention des déchets		Pas de résultats mesurés à l'heure actuelle		
Collecte et transports		Pas d'impacts notables	Consommation de 3 ktep	Pas d'impacts notables
Valorisation	Valorisation matière	Économie par le recyclage et la réutilisation de 32 kt de matières premières	Économie de 11 ktep	Pas d'impacts notables
	Traitement biologique	Pas d'impacts notables	Consommation de 400 tep	Pas d'impacts notables
	Valorisation énergétique	Pas d'impacts notables	Production de 58 GWh	Pas d'impacts notables
	Valorisation agronomique	Production d'engrais chimiques évitée	Économie de 300 tep	Pas d'impacts notables dans le cas d'épandage contrôlé (respect du plan d'épandage)
Traitement des résiduels	Incinération	Perte de matières recyclables	Consommation de 200 tep	Consommation d'espace, occupation à long terme
	Stockage en ISDI et ISDND		Consommations de 100 tep	
	Anciennes décharges		Pas d'impacts notables	
Impact déchets		Fort	Fort	Faible

CHAPITRE III – EFFETS NOTABLES DE LA PREVENTION ET DE LA GESTION ACTUELLES DES DECHETS SUR L'ENVIRONNEMENT

Tableau 20 : Impact globaux de la gestion des déchets (Risques) - données 2016

Catégorie		Risques	
		Naturels et technologiques	Sanitaires
Prévention des déchets		Pas de résultats notables et mesurés	
Collecte et transports		Pas d'impacts notables	Pollution de l'air due à la collecte et au transport des déchets Risques travailleurs : contamination par les DASRI, accidents, pénibilité travail, exposition aux dioxines
Valorisation	Valorisation matière	Pas d'impacts notables	Exposition aux poussières des travailleurs et riverains
	Traitement biologique	Pas d'impacts notables	Risques travailleurs : Exposition aux poussières organiques Exposition aux dioxines
	Valorisation énergétique	Pas d'impacts notables	Pas d'impacts notables
	Valorisation agronomique	Pas d'impacts notables	Risques non identifiés
Traitement des résiduels	Traitement thermique	Pas d'impacts notables	Travailleurs/riverains : Risques faibles Exposition aux dioxines
	Stockage en ISDI et ISDND	Pas d'impacts notables	Travailleurs/riverains : risques faibles (rejets atmosphériques pour les personnes sensibles) Exposition aux dioxines
	Anciennes décharges	Risques non identifiés sur les décharges non identifiées et non réhabilitées	
Impact déchets		Faible	Fort

CHAPITRE III – EFFETS NOTABLES DE LA PREVENTION ET DE LA GESTION ACTUELLES DES DECHETS SUR L'ENVIRONNEMENT

Tableau 21 : Impact globaux de la gestion des déchets (nuisances) - données 2016

Catégorie		Nuisances			
		Bruit	Trafic	Odeurs	Nuisances visuelles
Prévention des déchets		Pas de résultats notables et mesurés à l'heure actuelle			
Collecte et transports		Bruit généré par les poids lourds	Contribution de la collecte et des transports au trafic PL	Pas d'impacts notables	Pas d'impacts notables
Valorisation	Tri et valorisation matière	Bruit généré par le trafic sur le site	Trafic aux alentours des installations et sur les axes qui y amènent	Pas d'impacts notables	
	Traitement biologique			Risque d'odeurs (process et exploitation)	Pas d'impacts notables
	Valorisation énergétique	Pas d'impacts notables			
	Valorisation agronomique	Pas d'impacts notables		Impacts locaux lors de l'épandage de boues brutes	Pas d'impacts notables
Traitement des résiduels	Traitement thermique	Bruit généré par le trafic sur le site	Trafic aux alentours des installations et sur les axes qui y amènent	Pas d'impacts notables	
	Stockage en ISD			Odeurs (fermentation déchets et bassin lixiviats)	Envols de déchets
	Anciennes décharges	Pas d'impacts notables		Impact non connu	Contribue aux nuisances visuelles
Impact déchets		Modéré	Fort	Modéré	Faible

CHAPITRE III – EFFETS NOTABLES DE LA PREVENTION ET DE LA GESTION ACTUELLES DES DECHETS SUR L'ENVIRONNEMENT

Tableau 22 : Impact globaux de la gestion des déchets (milieux naturels, sites et paysages) - données 2015

Catégorie		Milieux naturels, sites et paysages		
		Biodiversité et milieux naturels	Paysages	Patrimoine et culture
Prévention des déchets		Pas de résultats notables et mesurés à l'heure actuelle		
Collecte et transports		Pas d'impacts notables		
Valorisation	Valorisation matière	Pas d'impacts notables		Implantation dans des zones à faible valeur patrimoniale
	Traitement biologique			
	Valorisation énergétique	Pas d'impacts notables		
	Valorisation agronomique	Pas d'impacts notables		
Traitement des résiduels	Incinération	Pas d'impacts notables		Implantation dans des zones à faible valeur patrimoniale
	Stockage en ISD			
	Anciennes décharges	Différents impacts maîtrisés par la réhabilitation des décharges brutes		
Impact déchets		Faible	Faible	Faible

**CHAPITRE III – EFFETS NOTABLES DE LA PREVENTION ET DE LA GESTION ACTUELLES DES DECHETS
SUR L'ENVIRONNEMENT**

La gestion de l'ensemble des déchets non dangereux (hors valorisations) représente 0,7 % de la consommation d'énergie par habitant (moyenne martiniquaise) et 0.44 % de la consommation moyenne nationale d'un habitant.

Les émissions de gaz à effet de serre de la filière de gestion des déchets non dangereux (hors évitements dues aux valorisations) représentent 3.7 % des émissions totales par habitant (en moyenne régionale et nationale).

	Unité	Filière déchets Martinique	Martinique	France métropolitaine	Pourcentage / Martinique	Pourcentage/ France
Consommation d'énergie	kgep/an/hab	10	1 390	2 292	0,73%	0,44%
Emission de GES	kgeq. CO2/an/hab	251	6 886	6 844	3,65%	3,67%
Emission de dioxines	µg/an/hab	0,04	nc	1,8	nc	2,2%

Tableau 23 : Impact relatif de la gestion des déchets non dangereux

**CHAPITRE III – EFFETS NOTABLES DE LA PREVENTION ET DE LA GESTION ACTUELLES DES DECHETS
SUR L'ENVIRONNEMENT**

4. DIAGNOSTIC INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

Le croisement de la sensibilité de l'environnement, synthétisée au paragraphe 2.3 du chapitre II, et des impacts de la gestion des déchets sur l'environnement, présentés dans les tableaux précédents, permet d'obtenir la hiérarchisation des enjeux environnementaux de la gestion des déchets, de la façon suivante :

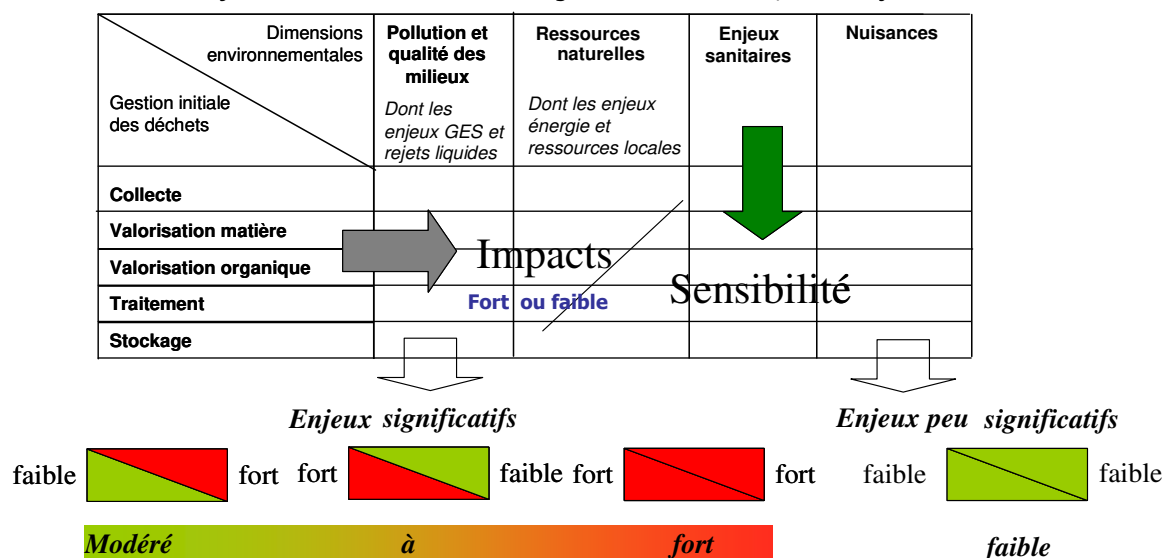


Figure 36 : Méthodologie d'analyse des enjeux environnementaux

La caractérisation des enjeux est la suivante :

Dimensions de l'environnement	Sous-domaine	Sensibilité du territoire	Impact de la gestion des déchets	Enjeu
Pollutions et qualité des milieux	GES	forte	fort	fort
	Air	forte	fort	fort
	Eau	forte	modérée	modéré à fort
	Sol et sous-sols	forte	modéré	modéré à fort
Ressources naturelles	Matières premières	modérée	fort	modéré à fort
	Ressources locales	forte	faible	modéré
	Energie	forte	fort	fort
Milieux naturels, sites et paysages	Biodiversité et milieux naturels	forte	faible	modéré
	Paysages	faible	faible	faible
	Patrimoine culturel	faible	faible	faible
Risques	Risques naturels et technologiques	forte	faible	modéré
	Risques sanitaires	forte	fort	fort
Nuisances	Bruit	modérée	modérée	modéré
	Trafic	forte	fort	fort
	Odeurs	faible	modérée	faible à modéré
	Visuelles	faible	faible	faible

Tableau 24 : Caractérisation des enjeux de la gestion des déchets du territoire du Plan

Il est rappelé que la définition du niveau d'impact de la gestion des déchets (modéré, fort, faible) ne donne pas d'indication sur le caractère « bénéfique » ou « défavorable » de cette gestion sur la dimension

**CHAPITRE III – EFFETS NOTABLES DE LA PREVENTION ET DE LA GESTION ACTUELLES DES DECHETS
SUR L'ENVIRONNEMENT**

environnementale considérée. Il s'agit d'identifier le niveau d'impact de cette gestion, qui détermine s'il y a ou non un enjeu à considérer, qui nécessitera une orientation ou des mesures spécifiques du plan.

Les enjeux significatifs (enjeux « modérés à forts » et enjeux « forts ») sont donc :

- les émissions de Gaz à Effet de Serre (GES),
- la pollution de l'air,
- la pollution de l'eau,
- la pollution des sols,
- les matières premières,
- l'énergie,
- les risques sanitaires,
- le trafic.

Ils portent sur 4 des 5 composantes environnementales :

- pollution et qualité des milieux,
- ressources naturelles,
- risques,
- nuisances.

**CHAPITRE III – EFFETS NOTABLES DE LA PREVENTION ET DE LA GESTION ACTUELLES DES DECHETS
SUR L'ENVIRONNEMENT**

5. INDICATEURS DE COMPARAISON DES SCENARIOS

Afin de caractériser les enjeux, il a été retenu des indicateurs chiffrés, dans la mesure du possible. Ces indicateurs ont été construits afin d'envisager une analyse relative entre :

- le scénario tendanciel et un scénario donné,
- les scénarios entre eux.

Les différents indicateurs choisis figurent dans le tableau ci-dessous. Ces indicateurs concernent la gestion des déchets non dangereux non inertes. La gestion des déchets dangereux, celle des déchets issus du traitement des eaux et celle des déchets inertes font l'objet d'une évaluation qualitative.

Dimensions concernées		Indicateur	Unité	2016
Toutes les dimensions		Tonnage total collecté	t	298 000
			t/hab.	0,77
Ressources naturelles (Economie matière et énergie)	Pollution et qualité des milieux	Tonnage valorisation matière	t	22 000
Pollution et qualité des milieux (Emissions de GES évitées) (Enrichissement des sols)		Tonnage valorisation organique	t	64 000
Ressources naturelles	Pollution et qualité des milieux	Taux valorisation matière et organique	%	29%
Pollution et qualité des milieux		Tonnage enfouis	t	86 000
Pollution et qualité des milieux		Tonnage incinéré	t	123 000
Pollution et qualité des milieux		Evolution DNDNI partant en incinération et en stockage (par rapport à 2016)	%	so
Pollution et qualité des milieux		Emissions totale de GES	ktéq. CO2	28
			kgéq. CO2/hab.	73
Ressources naturelles		Bilan énergie	ktep	-12
			kgep/hab.	-31
Risques sanitaires		Emissions de dioxines	mg ITEQ	14,9
Nuisances (Trafic)	Pollution et qualité des milieux	Tonnage x kilométrage (transports)	t.km	159 572 900

Tableau 25 : Les indicateurs environnementaux de la filière de gestion des déchets non dangereux

Ces différents indicateurs sont définis comme suit :

- Le tonnage collecté comprend :
 - Le tonnage de la collecte traditionnelle d'ordures ménagères résiduelles et de déchets non ménagers collectés par le service public,
 - Le tonnage de DAE collecté,
 - Le tonnage de la collecte sélective (verre, emballages, journaux et magazines) et des déchets collectés au porte-à-porte,
 - Le tonnage d'encombrants et autres déchets non dangereux de déchèteries (hors inertes).
- Le tonnage de valorisation matière comprend :
 - Le tonnage à valoriser sortant des centres de tri et des quais de transfert (hors refus),
 - Le tonnage de verre valorisé en sous-couche routière,

**CHAPITRE III – EFFETS NOTABLES DE LA PREVENTION ET DE LA GESTION ACTUELLES DES DECHETS
SUR L'ENVIRONNEMENT**

- Le tonnage de valorisation organique correspond au tonnage de déchets compostés et méthanisés,
- Le taux de valorisation matière et organique permet de se situer par rapport aux objectifs de valorisation inscrits dans la loi Grenelle (45% de valorisation matière et organique en 2015), la directive européenne du 19 novembre 2008 (50% de valorisation matière et organique en 2020) et la loi de Transition énergétique pour une croissance verte (65% en 2025),
- Le taux d'évolution des tonnages résiduels stockés et incinérés permet de suivre les déchets à traiter, les plus impactant sur l'environnement,
- Le calcul des émissions de gaz à effet de serre (GES) a été effectué pour l'ensemble de la filière et correspond à la production de gaz à effet de serre due à la collecte, aux transports, au traitement biologique, à l'incinération et au stockage, moins les émissions évitées par la valorisation matière, la valorisation agronomique et la valorisation énergétique,
- Le bilan énergétique correspond à la consommation en carburants par la collecte et les transports, moins la consommation évitée par la valorisation matière (substitution de procédés) et la valorisation énergétique,
- Les émissions de dioxines correspondent à la somme des émissions dues à la collecte, au transport, au stockage et à l'incinération des déchets.

CHAPITRE IV – ÉVOLUTION PROBABLE DE L'ENVIRONNEMENT DANS LE CAS OU LE PLAN NE SERAIT PAS MIS EN ŒUVRE

● CHAPITRE IV : ÉVOLUTION PROBABLE DE L'ENVIRONNEMENT DANS LE CAS OU LE PLAN NE SERAIT PAS MIS EN ŒUVRE

Ce chapitre considère l'évolution probable des quantités par typologie de déchets, si les mesures de prévention et valorisation prévues dans le cadre du plan régional de prévention et de gestion des déchets **n'étaient pas mises en œuvre**. Cette hypothèse correspond au **scénario 0 « laisser-faire »**, encore appelé **scénario tendanciel**, à horizon 2025 (6 ans) et 2031 (12 ans), qui tient compte des hypothèses d'évolution probable du gisement retenues par le Plan, et applique des modalités de gestion régionale identiques à celle de l'état des lieux (2016).

La population retenue pour 2031 est de 344 119 habitants, suivant le modèle Omphale de l'INSEE et ce quel que soit le scénario.

1. PRESENTATION GENERALE DU SCENARIO TENDANCIEL

Afin d'évaluer l'impact environnemental de ce scénario tendanciel, plusieurs hypothèses d'évolution des tonnages et d'organisation ont été retenues dans le cadre du plan :

- Pour les DND non inertes :
 - Evolution du gisement de déchets ménagers et assimilés : le gisement de DMA reste stable en kg/hab. Cela se traduit par une diminution des tonnages globaux collectés, en lien avec la diminution de la population de -0.73%/an jusqu'en 2025, puis de -0.79%/an jusqu'en 2031.
 - Les gisements de DAE augmentent suivant l'évolution du PIB : +0.64%/an.
 - Les gisements de déchets de collectivités non inertes sont identiques à 2016.
 - Les modes de traitement pour les DND non inertes sont identiques à l'état des lieux, avec la prise en compte de la nouvelle ISDND.
- Les gisements de déchets inertes évoluent selon la valeur ajoutée de la construction, soit +0.11%/an
- Les déchets issus du traitement des eaux évoluent de 1%/an, leurs destinations sont les mêmes que pour l'état des lieux,
- Les déchets dangereux évoluent, selon leur provenance, selon la population ou selon le PIB. Seuls les VHU et les DASRI connaissent une évolution particulière :
 - +2.63%/an pour les DASRI, au vu du vieillissement de la population,
 - une augmentation des VHU, liée à la prise en compte de l'augmentation des importations de véhicules et un meilleur traitement des VHU.

CHAPITRE IV – EVOLUTION PROBABLE DE L'ENVIRONNEMENT DANS LE CAS OU LE PLAN NE SERAIT PAS MIS EN ŒUVRE

2. ANALYSE DU SCENARIO TENDANCIEL

2.1 LES DECHETS NON DANGEREUX

Le tableau suivant montre l'évolution des indicateurs environnementaux pour la filière de gestion des déchets non dangereux non inertes, si la filière de gestion des déchets de 2016 est projetée à 2031. **On constate une stabilisation, voire une amélioration de l'ensemble des indicateurs.** Ceci s'explique par le fait que le gisement global évolue peu par rapport à 2016 : la diminution des DMA est compensée par l'augmentation des DAE.

La diminution importante des émissions de GES est liée principalement à l'utilisation d'une ISDND récente, sur laquelle un meilleur captage de biogaz est réalisé.

Dimensions concernées		Indicateur	Unité	2016	Sc tendanciel
Toutes les dimensions		Tonnage total collecté	t	298 000	322 000
			t/hab.	0,77	0,94
Ressources naturelles (Economie matière et énergie)	Pollution et qualité des milieux	Tonnage valorisation matière	t	22 000	27 000
Pollution et qualité des milieux (Emissions de GES évitées)		Tonnage valorisation organique	t	64 000	79 000
Ressources naturelles	Pollution et qualité des milieux	Taux valorisation matière et organique	%	29%	33%
Pollution et qualité des milieux		Tonnage enfouis	t	86 000	89 000
Pollution et qualité des milieux		Tonnage incinéré	t	123 000	123 000
Pollution et qualité des milieux		Evolution DND partant en incinération et en stockage (par rapport à 2016)	%	so	1%
Pollution et qualité des milieux		Emissions totale de GES	ktéq. CO2	28	21
			kgéq. CO2/hab.	73	61
Ressources naturelles		Bilan énergie	ktep	-12	-13
			kgep/hab.	-31	-38
Risques sanitaires		Emissions de dioxines	mg ITEQ	15	15
Nuisances (Trafic)	Pollution et qualité des milieux	Tonnage x kilométrage (transports)	t.km	159 572 900	154 111 700

Tableau 26 : les indicateurs environnementaux de la filière DND en l'absence de plan en 2031

Ce scénario sert de base de comparaison avec les autres scénarios étudiés par la suite.

2.2 LES DECHETS ISSUS DU TRAITEMENT DES EAUX

Comme indiqué précédemment, les quantités de ces déchets augmentent et les destinations restent les mêmes qu'en 2016. Au global, les impacts environnementaux sont moindres qu'actuellement car une meilleure prise en charge des déchets produits est prévue.

Les impacts environnementaux sont indiqués selon les enjeux environnementaux identifiés comme « fort » ou « modéré à fort » :

CHAPITRE IV – ÉVOLUTION PROBABLE DE L'ENVIRONNEMENT DANS LE CAS OU LE PLAN NE SERAIT PAS MIS EN ŒUVRE

Dimensions de l'environnement	Sous-domaine	Déchets de l'assainissement
Pollutions et qualité des milieux	GES	neutre
	Air	neutre
	Eau	positif : meilleure prise en charge
	Sol et sous-sols	positif : meilleure prise en charge
Ressources naturelles	Matières premières	positif : plus de tonnage à recycler
	Energie	neutre
Risques	Risques sanitaires	neutre
Nuisances	Trafic	négalif : plus de tonnages à transporter

Tableau 27 : les impacts environnementaux de la gestion des déchets issus du traitement des eaux dans le scénario tendanciel

2.3 LES DECHETS INERTES

Comme indiqué précédemment, il a été retenu une augmentation des tonnages de déchets inertes. Les impacts environnementaux liés à la gestion de ces déchets seront donc plus importants qu'en 2016 :

- Emissions de poussières et de polluants lors de leur collecte et de leur traitement par stockage, mais aussi lors du concassage et du remblaiement de carrières. Ces émissions entraînent une mauvaise qualité de l'air et des risques pour la santé des travailleurs,
- Economie de matières premières et d'impacts grâce à leur recyclage et réutilisation,
- Nuisances liées au trafic.

Ces impacts sont détaillés selon les enjeux environnementaux prépondérants dans le tableau suivant :

Dimensions de l'environnement	Sous-domaine	Déchets inertes
Pollutions et qualité des milieux	GES	négalif : plus de tonnages à transporter et traiter
	Air	négalif : plus de tonnages à transporter et traiter
	Eau	neutre si gestion dans des installations conformes à la réglementation
	Sol et sous-sols	neutre si gestion dans des installations conformes à la réglementation
Ressources naturelles	Matières premières	positif : plus de tonnages à recycler/réutiliser
	Energie	neutre
Risques	Risques sanitaires	négalif : plus de tonnages à transporter et traiter
Nuisances	Trafic	négalif : plus de tonnages à transporter et traiter

Tableau 28 : les impacts environnementaux de la gestion des déchets inertes dans le scénario tendanciel

CHAPITRE IV – ÉVOLUTION PROBABLE DE L'ENVIRONNEMENT DANS LE CAS OU LE PLAN NE SERAIT PAS MIS EN ŒUVRE

2.4 LES DECHETS DANGEREUX

Au global, les tonnages de déchets dangereux augmentent dans le scénario tendanciel, par rapport à l'état des lieux. Les impacts environnementaux sont les suivants :

Dimensions de l'environnement	Sous-domaine	Déchets dangereux
Pollutions et qualité des milieux	GES	négatif : plus de tonnages à transporter et traiter
	Air	négatif : plus de tonnages à transporter et traiter
	Eau	neutre si gestion dans des installations conformes à la réglementation
	Sol et sous-sols	neutre si gestion dans des installations conformes à la réglementation
Ressources naturelles	Matières premières	positif : plus de tonnages à recycler
	Energie	neutre
Risques	Risques sanitaires	négatif : plus de tonnages à transporter et traiter
Nuisances	Trafic	négatif : plus de tonnages à transporter et traiter

Tableau 29 : les impacts environnementaux de la gestion des déchets dangereux dans le scénario tendanciel

CHAPITRE V : COMPARAISON DES SCENARIOS

1. DESCRIPTION DES SCENARIOS ENVISAGES

Les scénarios ont été élaborés dans le cadre du Plan sur la base de :

- La situation actuelle de la gestion des déchets telle qu'elle a été décrite dans l'état des lieux du Plan.
- Des échanges réalisés en concertation avec les acteurs lors :
 - des réunions de travail,
 - des ateliers thématiques,
 - des commissions consultatives,
- Des interventions des acteurs lors de ces réunions,
- Des objectifs réglementaires, notamment la prise en compte des objectifs de la loi de transition énergétique et ceux du paquet économie circulaire européen,
- Des évolutions attendues des installations.

Deux scénarios ont été étudiés afin de définir les capacités du territoire et les moyens à mobiliser pour respecter :

- D'une part les objectifs de la réglementation en vigueur à l'approbation du Plan : scénario 1,
- d'autre part ceux du Paquet Economie circulaire récemment approuvé par l'Union européenne : scénario 2.

Les scénarios sont étudiés pour l'année 2031, qui est l'échéance finale du Plan.

1.1 OBJECTIFS DE PREVENTION

Pour les déchets ménagers et assimilés, le scénario 1 fixe un objectif de -44 000 tonnes en 2031 et le scénario 2 un objectif de -47 000 tonnes.

Les 2 scénarios limitent la progression tendancielle des déchets d'activités économiques.

Pour les déchets dangereux, les 2 scénarios augmentent de 94% les quantités collectées entre 2016 et 2031.

Pour les déchets inertes, les 2 scénarios visent une stabilisation de la progression des tonnages.

Les actions de prévention prévues sont détaillées dans le Plan.

1.2 OBJECTIFS DE VALORISATION

Concernant les déchets non dangereux non inertes, le scénario 1 fixe un objectif de + 77 000 tonnes de déchets non dangereux non inertes à valoriser d'ici 2025. Ce scénario permet l'atteinte des objectifs de la LTECV.

CHAPITRE V – COMPARAISON DES SCENARIOS

Le scénario 2 fixe un objectif concernant les déchets municipaux de plus 50 000 tonnes de déchets à recycler d'ici 2025. Cependant, dans le contexte local, les objectifs de recyclage tels que définis par le Paquet économie circulaire ne peuvent pas être atteints.

Pour les déchets issus de chantiers BTP, les 2 scénarios permettent l'atteinte des objectifs de la LTECV, en multipliant par 3,2 des quantités de déchets issus des chantiers orientés vers la valorisation d'ici 2025.

Les actions de valorisation prévues sont détaillées dans le Plan.

1.3 OBJECTIFS DE GESTION DES RESIDUELS

Concernant les déchets non dangereux non inertes, les besoins en traitement de résiduels (incinération et stockage) à l'horizon 2031 sont de l'ordre de 101 000 tonnes pour le scénario 1 et de 78 000 tonnes pour le scénario 2. Les capacités actuelles de traitement (incinération et stockage) sont de 205 000 tonnes par an.

Pour les déchets inertes du BTP, le besoin en traitement s'élève à 52 000 tonnes en 2031. L'installation de stockage des déchets inertes (ISDI) de Batimat Recyclage risque de ne pas être suffisante, le Plan laisse ouvert la possibilité de création d'autres ISDI, ou d'autoriser des remblaiements de carrières.

1.4 FOCUS SUR LES DECHETS ISSUS DU TRAITEMENT DES EAUX

Les tonnages à gérer augmentent de façon conséquente du fait de :

- L'amélioration de la collecte des boues de l'assainissement non collectif
- L'augmentation des raccordements aux réseaux
- L'amélioration de la collecte des graisses et des autres sous-produits de l'assainissement

Le Plan prévoit à terme (pas de différences entre les scénarios) :

- Le maintien de l'élimination pour les boues issues de la potabilisation,
- Le maintien de l'objectif du PPGDND de valorisation énergétique pour 3 000 t de boues après déshydratation,
- La valorisation organique pour les graisses et les autres boues,
- L'élimination pour les refus de dégrillages et les sables,
- L'amélioration du traitement des déchets issus de l'assainissement non collectif.

2. COMPARAISON ENVIRONNEMENTALE DES SCENARIOS

Les scénarios sont comparés avec le scénario tendanciel, qui est une projection (en tonnage et en répartition des flux) de la situation 2016 et qui ne prend en compte que les évolutions tangibles de la gestion des déchets depuis cette même année.

La comparaison environnementale des scénarios a été effectuée en prenant en compte que les tonnages indiqués par le Plan comme traités par « valorisation énergétique » sont incinérés dans une unité affichant une performance de vente d'électricité à hauteur de 450 MWh/t de déchets traités. Dans le cas où une unité de CSR traiterait une partie de ce flux, les bilans énergétiques et GES en seraient améliorés (la performance énergétique d'une telle unité à la Martinique ayant été estimée à 1 GWh/t traitée).

2.1 LES DECHETS NON DANGEREUX NON INERTES

De manière générale, les 2 scénarios étudiés sont moins impactants que le scénario tendanciel. Cela se vérifie pour quasi tous les indicateurs, qui évoluent de manière favorable, sauf l'indicateur de transport, qui augmente fortement, du fait de l'export des matières à valoriser.

De même, le scénario 2 est moins impactant que le scénario 1, sauf pour l'indicateur de transport.

Le tableau suivant souligne l'évolution des indicateurs environnementaux en 2031, pour les déchets non dangereux non inertes :

Dimensions concernées		Indicateur	Unité	Sc tendanciel	Sc 1	Sc 2
Toutes les dimensions		Tonnage total collecté	t	322 000	291 000	287 000
			t/hab.	0,94	0,85	0,83
Ressources naturelles (Economie matière et énergie)	Pollution et qualité des milieux	Tonnage valorisation matière	t	27 000	62 000	76 000
Pollution et qualité des milieux (Emissions de GES évitées)		Tonnage valorisation organique	t	79 000	119 000	124 000
Ressources naturelles	Pollution et qualité des milieux	Taux valorisation matière et organique	%	33%	62%	70%
Pollution et qualité des milieux		Tonnage enfouis	t	89 000	21 000	24 000
Pollution et qualité des milieux		Tonnage incinéré	t	123 000	88 000	62 000
Pollution et qualité des milieux		Evolution DND NI partant en incinération et en stockage (par rapport à 2016)	%	1%	-48%	-59%
Pollution et qualité des milieux		Emissions totale de GES	ktéq. CO2	21	-22	-24
			kgéq. CO2/hab.	61	-65	-69
Ressources naturelles		Bilan énergie	ktep	-13	-17	-17
			kgep/hab.	-38	-50	-51
Risques sanitaires		Emissions de dioxines	mg ITEQ	15	11	8
Nuisances (Trafic)	Pollution et qualité des milieux	Tonnage x kilométrage (transports)	t.km	154 111 700	274 761 600	375 036 800

Tableau 30 : comparaison des indicateurs environnementaux à l'horizon 2031 pour les différents scénarios

CHAPITRE V – COMPARAISON DES SCENARIOS

On retiendra :

- Par rapport au scénario tendanciel, **une réduction des tonnages totaux collectés de 11 %**, grâce au développement des gestes de prévention, ce qui induit un impact positif sur toutes les dimensions de l'environnement (baisse des émissions de gaz à effet de serre, réduction des émissions polluantes atmosphériques, baisse de la consommation d'énergie, risques sanitaires amoindris, baisse du bruit et du trafic au niveau local, ...),
- **L'augmentation par rapport au scénario tendanciel entre 29 et 37 points (selon le scénario) du tonnage valorisé** (matière et organique), qui souligne des impacts positifs en termes d'économie de matières premières et d'énergie, mais aussi d'émissions de GES évitées par le recyclage,
- **La baisse par rapport à 2016 entre 48% et 59% des tonnages de déchets résiduels** (destinés à l'enfouissement ou à l'incinération), avec des impacts très positifs en termes d'émissions de GES,
- **Les évitements d'émissions de GES**, grâce principalement à l'amélioration des valorisations énergétique et matière et à la diminution des résiduels,
- **Le bilan énergétique qui évolue positivement** (entre 33 et 34 % de consommation évitée en plus par rapport au scénario tendanciel), grâce à la hausse des tonnages de déchets faisant l'objet d'un recyclage matière et à la meilleure valorisation énergétique,
- **La diminution entre 27 et 47 % des émissions de dioxines**, liée à la diminution des tonnages incinérés,
- **L'augmentation du volume de transport** des déchets non dangereux par rapport au scénario tendanciel, multipliée entre 1.8 et 2.4, qui induit des impacts négatifs sur la pollution des milieux (plus de rejet de particules polluantes de l'air et émissions de GES). Ce transport permet cependant de valoriser des tonnages conséquents de déchets, ce qui induit des impacts très positifs sur l'environnement.

Ces indicateurs sont repris de manière détaillée dans les paragraphes suivants.

2.1.1 POINT SUR LE BILAN ENERGETIQUE

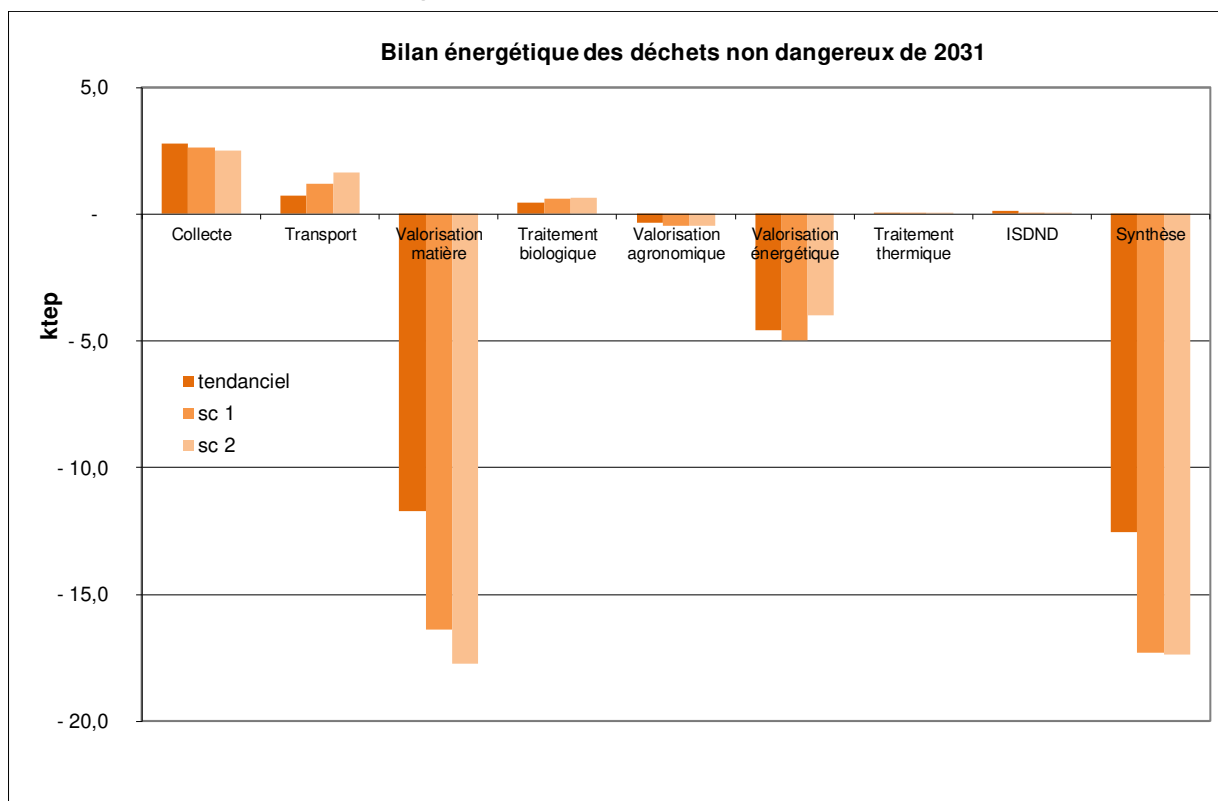


Figure 37 : Bilan énergétique de la filière déchets non dangereux à l'horizon 2031 selon les scénarios

Les scénarios étudiés entraînent un gain énergétique de 33 % pour le scénario 1 et de 34% pour le scénario 2, par rapport au scénario tendanciel. Globalement, la filière de gestion des déchets évite une consommation d'énergie.

Les postes collecte, transport et traitement biologique sont consommateurs d'énergie, alors que les valorisations matière ou énergétique permettent d'éviter une consommation d'énergie.

En ce qui concerne la valorisation matière, l'augmentation des tonnages de matériaux recyclés dans les scénarios 1 et 2 par rapport au scénario tendanciel contribue favorablement à la synthèse générale.

L'énergie produite par la valorisation énergétique augmente entre le scénario tendanciel et le scénario 1 (de par l'augmentation des performances énergétiques de l'UIOM), mais diminue entre les scénarios 1 et 2, du fait d'une diminution des tonnages à traiter.

2.1.2 POINT SUR LE BILAN GES

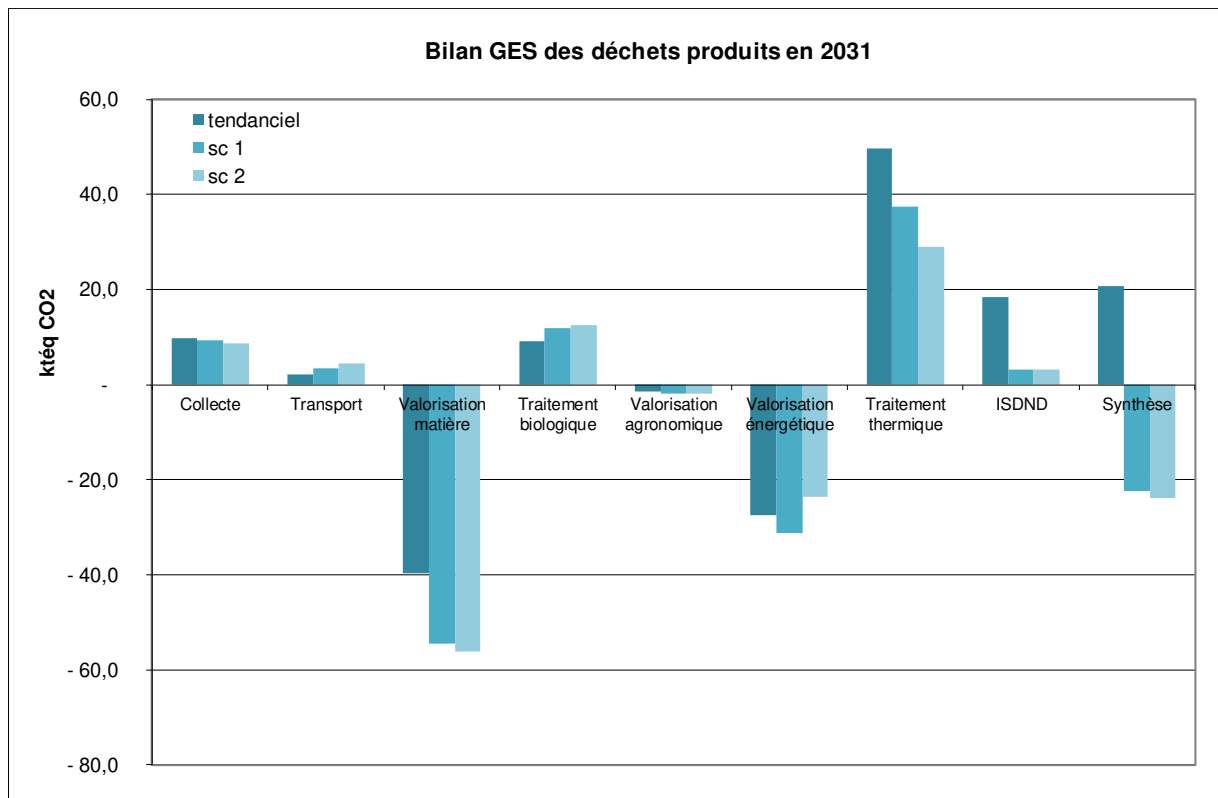


Figure 38 : Bilan GES de la filière des déchets non dangereux à l'horizon 2031 selon les scénarios

Les scénarios 1 et 2 permettent un évitement de GES, au contraire du scénario tendanciel qui en émet.

Ce sont toujours les compartiments relatifs au traitement des déchets résiduels qui contribuent le plus aux émissions de GES. La diminution des tonnages entrants en stockage et en incinération permet cependant une diminution des émissions de GES.

Les émissions liées à la collecte diminuent légèrement, tandis que celles liées au transport augmentent.

L'augmentation de la part de la valorisation matière avec les scénarios 1 et 2 permet d'éviter plus d'émissions de GES.

Enfin, comme pour le bilan énergétique, les émissions évitées par la valorisation énergétique augmentent entre le scénario tendanciel et le scénario 1 (de par l'augmentation des performances énergétiques de l'UIOM), mais diminuent entre les scénarios 1 et 2, du fait d'une diminution des tonnages à traiter.

2.1.3 POINT SUR LES EMISSIONS DE DIOXINES

Les émissions de dioxines font partie des risques sanitaires et sont les seuls impacts assez facilement quantifiables pour chaque étape de la gestion des déchets.

Ces émissions ont été évaluées pour chacun des scénarios proposés. Il faut cependant garder à l'esprit que les dioxines sont loin d'être les seuls polluants émis par la gestion des déchets et que l'enjeu « risques sanitaires » est vaste et complexe.

CHAPITRE V – COMPARAISON DES SCÉNARIOS

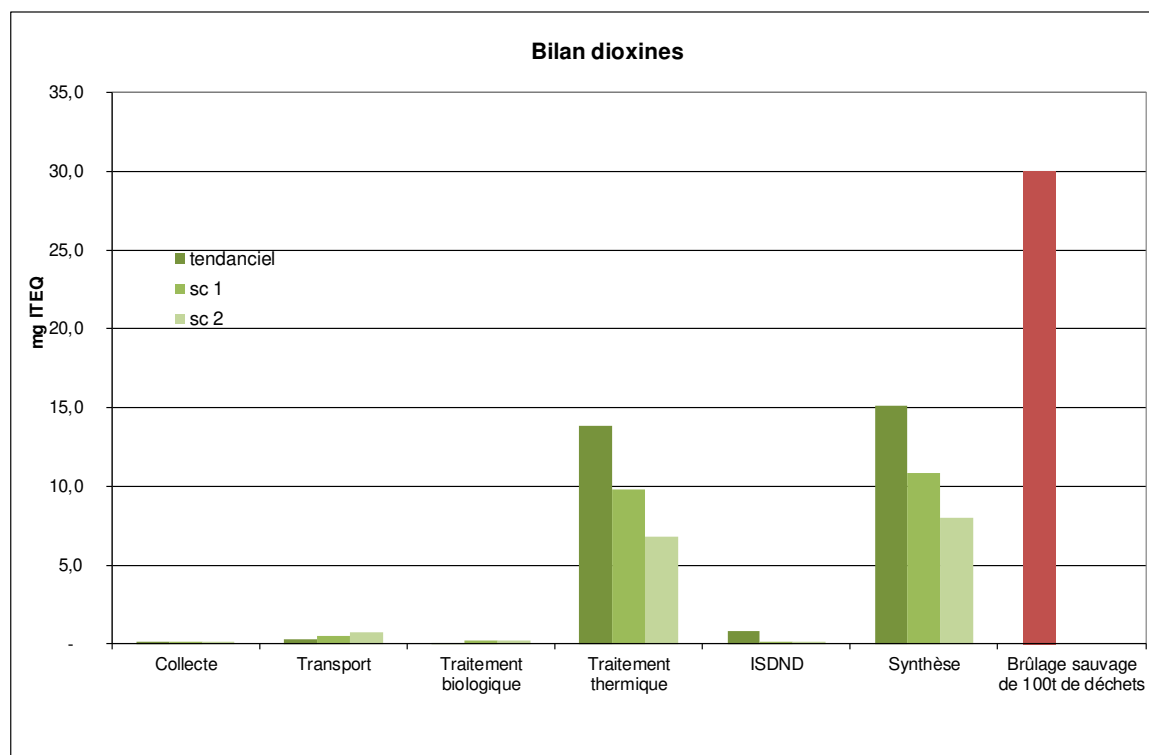


Figure 39 : Bilan des émissions de dioxines à l'horizon 2031 selon les scénarios

La gestion des déchets non dangereux en 2031 émet des dioxines, dues pour la majeure partie au traitement thermique. Les scénarios 1 et 2 permettent cependant une diminution de 27 à 47 % des émissions de dioxines par rapport au scénario tendanciel.

Les émissions de dioxines liées au brûlage sauvage de 100 t de déchets sont indiquées afin de relativiser les émissions liées à la gestion des déchets.

2.2 LES DECHETS ISSUS DU TRAITEMENT DES EAUX

Les scénarios 1 et 2 sont identiques pour les déchets issus du traitement des eaux. Les impacts de ces scénarios par rapport au scénario tendanciel sont présentés ci-dessous :

CHAPITRE V – COMPARAISON DES SCÉNARIOS

Dimensions de l'environnement	Sous-domaine	Sc 1	Sc 2
Pollutions et qualité des milieux	GES	neutre : bilan équilibré de la filière	
	Air	neutre	
	Eau	neutre si gestion dans des installations conformes à la réglementation	
	Sol et sous-sols	neutre si gestion dans des installations conformes à la réglementation	
Ressources naturelles	Matières premières	positif : plus de tonnages épandus après compostage	
	Energie	neutre	
Risques	Risques sanitaires	positif : lutte contre les pratiques illégales	
Nuisances	Trafic	négatif : plus de tonnages que le tendanciel	

Tableau 31 : les impacts environnementaux de la gestion des déchets issus du traitement des eaux dans les scénarios 1 et 2 par rapport au scénario tendanciel

Les impacts des scénarios sont donc plus positifs que le scénario tendanciel.

2.3 LES DECHETS INERTES

Les scénarios 1 et 2 sont identiques pour les déchets inertes. Les impacts de ces scénarios par rapport au scénario tendanciel sont présentés ci-dessous :

Dimensions de l'environnement	Sous-domaine	Sc 1	Sc 2
Pollutions et qualité des milieux	GES	positif : moins de tonnages à transporter et à traiter	
	Air	positif : moins de tonnages à transporter et à traiter	
	Eau	neutre si gestion dans des installations conformes à la réglementation	
	Sol et sous-sols	neutre si gestion dans des installations conformes à la réglementation	
Ressources naturelles	Matières premières	positif : plus de tonnages recyclés	
	Energie	positif : moins de tonnages à transporter et à traiter	
Risques	Risques sanitaires	neutre	
Nuisances	Trafic	positif : moins de tonnages à transporter	

Tableau 32 : les impacts environnementaux de la gestion des déchets inertes dans les scénarios 1 et 2 par rapport au scénario tendanciel

Les impacts des scénarios sont donc plus positifs que le scénario tendanciel.

2.4 LES DECHETS DANGEREUX

Les scénarios 1 et 2 sont identiques pour les déchets dangereux. Les impacts de ces scénarios par rapport au scénario tendanciel sont présentés ci-dessous :

CHAPITRE V – COMPARAISON DES SCENARIOS

Dimensions de l'environnement	Sous-domaine	Sc 1	Sc 2
Pollutions et qualité des milieux	GES	neutre	
	Air	neutre	
	Eau	neutre si gestion dans des installations conformes à la réglementation	
	Sol et sous-sols	neutre si gestion dans des installations conformes à la réglementation	
Ressources naturelles	Matières premières	positif	
	Energie	neutre	
Risques	Risques sanitaires	positif : lutte contre les pratiques illégales	
Nuisances	Trafic	neutre	

Tableau 33 : les impacts environnementaux de la gestion des déchets dangereux dans les scénarios 1 et 2 par rapport au scénario tendanciel

Les impacts des scénarios sont donc plus positifs que le scénario tendanciel.

3. CHOIX DU SCENARIO

Le tableau ci-dessous compare les deux scénarios étudiés. Il a fait l'objet d'une présentation détaillée lors de la CCES du 20 novembre 2018 :











	Scénario 1 – respect LTECV	Scénario 2- respect PEC
Atteinte des objectifs	 Respect de la LTECV et de certains objectifs du PEC	 Rapprochement mais pas d'atteinte des objectifs du Paquet Economie Circulaire Européen
- Taux de valorisation/ recyclage	 Respect LTECV (65 % en 2025 et 71 % en 2031)	 Pas de possibilité d'atteinte dans le contexte local (52 % en 2025 et 54 % en 2031)
- Valorisation énergétique des déchets	 	
- Traitement des déchets résiduels en ISDND	 Respect des limitations des capacités de stockage pour la LTECV et le PEC Pas d'ordures ménagères brutes en ISDND	 Respect des limitations des capacités de stockage pour le PEC Pas d'ordures ménagères brutes en ISDND
Moyens à déployer pour atteindre les objectifs	64 800 000 €	76 300 000 €
Impact environnemental	 Diminution de 190 % des émissions de GES (passage d'émission à économie de GES) et augmentation de 32 % de l'énergie économisée	 Diminution de 200 % des émissions de GES (passage d'émission à économie de GES) et augmentation de 49 % de l'énergie économisée

Figure 40 : Synthèse des scénarios étudiés

Après cette présentation détaillée des scénarii, des actions à mettre en œuvre, de leurs impacts sur les tonnages et sur l'environnement, la Commission Consultative du 20 novembre 2018 a choisi de retenir le scénario 1. Ce scénario est très ambitieux pour le territoire et le seul réaliste pour respecter aux échéances du Plan, les objectifs réglementaires en vigueur à son approbation.

En effet, le scénario 2 montre que, même avec mise en place d'une tarification incitative et une collecte des biodéchets sur la totalité de la Martinique, il ne sera pas possible d'atteindre l'objectif de recyclage du Paquet Economie Circulaire Européen (en présumant des modalités de sa transcription en droit français). Pour la Martinique, les taux de recyclages sont amoindris par rapport à ce qui est possible sur le reste du territoire français pour les raisons suivantes :

- de nombreux gisements recyclables dans l'hexagone ne sont pas toujours mobilisables en Martinique (ex Déchets d'éléments d'ameublement, ...) car certains Eco-Organismes disposent de clauses dans

CHAPITRE V – COMPARAISON DES SCENARIOS

leurs agréments leur permettant d'effectuer de la valorisation énergétique au détriment du recyclage. Et le Plan ne peut pas juridiquement fixer des objectifs aux éco-organismes plus contraignants que leurs agréments ;

- le verre est actuellement valorisé par intégration dans des couches de voiries. Cette utilisation, approuvée par l'éco-organisme en charge des emballages ménagers, ne constitue pas du recyclage. A la vue du principe de proximité et des enjeux locaux, il semble difficilement envisageable de remettre en cause cette filière de valorisation locale pérenne pour un renvoi du verre vers l'hexagone. La seule possibilité pour considérer que le verre relève de la définition du recyclage est ouverte par le considérant n°12 de la directive 2018/851 du parlement européen et du conseil. Elle consiste en la mise en place d'un contrôle qualitatif et d'une analyse en matière de protection de l'environnement et de la santé. Ces démarches ont été prévues dans le scénario 2, mais elles ne suffisent pas à l'atteinte des objectifs du Paquet Economie Circulaire ;
- les mâchefers ne peuvent être considérés comme étant recyclés que s'ils sont utilisés en sous-couche routière. Cependant, au vu des contraintes du territoire Martiniquais qui présente des risques sismiques, des risques en termes d'inondation et de submersion, et la topographie du réseau routier avec de fortes déclivités, cette utilisation semble complexe. Leur maintien en couche de recouvrement intermédiaire de casier en ISDND semble la seule solution de valorisation, excluant les possibilités de recyclage.

L'ensemble de ces problématiques représente à l'échéance du Plan un enjeu de l'ordre de 30 000 t qui sont valorisées énergétiquement ou en matière mais qui ne peuvent pas être prises en compte dans les taux de recyclage tels que définis par le Paquet Economie Circulaire.

Le Scénario 1 permet le recyclage de 35 000 t de déchets municipaux supplémentaires en 2025 par rapport à 2016 (au sens de la définition du recyclage de l'union européenne), ce qui est déjà très ambitieux (+ 89 %). Il respecte la réglementation en vigueur et l'objectif du PEC de limitation des quantités de déchets municipaux orientés vers le stockage et requiert des investissements conséquents (64,8 millions d'euros environ) pour la Martinique. Il inclut également des études de faisabilité pour le recyclage des mâchefers, du verre et la mise en place de la tarification incitative.

Ce scénario est très ambitieux pour la Martinique en termes d'objectifs de réduction et de valorisation des déchets et le seul réaliste. Il permet le respect des obligations réglementaires, notamment les objectifs de diminution et de valorisation des DMA fixés par la loi de transition énergétique pour une croissance verte. De plus, ce scénario a un impact environnemental plus faible que le scénario tendanciel.

La moindre consommation d'énergie constatée (-33 % au global) par rapport au scénario tendanciel concourt à l'atteinte des objectifs d'économie d'énergie fixés par les Plans climat énergie territoriaux et les agendas 21. Les évitements d'émissions de GES du Plan, par rapport aux émissions induites par le scénario tendanciel, concourent à l'atteinte des objectifs de diminution des émissions de GES fixés par le Schéma Régional Climat Air Energie et contribue au respect de la convention de Kyoto.

La meilleure prise en charge des déchets produits, et notamment ceux issus du traitement des eaux, est en cohérence avec les objectifs du SDAGE car cela concourt à la diminution des dépôts sauvages et des rejets dans les milieux naturels.

CHAPITRE VI – EFFETS NOTABLES PROBABLES DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN

CHAPITRE VI : EFFETS NOTABLES PROBABLES DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN

Les paragraphes suivants présentent les effets de la mise en œuvre du Plan sur l'environnement en 2031, en étudiant chaque étape de la gestion des déchets, comme cela a été réalisé pour la gestion des déchets en 2016.

Le tableau suivant permet de comparer les impacts du Plan et ceux du scénario tendanciel en 2031, pour les déchets non dangereux non inertes :

Dimensions concernées		Indicateur	Unité	Sc tendanciel	Sc Plan
Toutes les dimensions		Tonnage total collecté	t	322 000	291 000
			t/hab.	0,94	0,85
Ressources naturelles (Economie matière et énergie)	Pollution et qualité des milieux	Tonnage valorisation matière	t	27 000	62 000
Pollution et qualité des milieux (Emissions de GES évitées)		Tonnage valorisation organique	t	79 000	119 000
Ressources naturelles	Pollution et qualité des milieux	Taux valorisation matière et organique	%	33%	62%
Pollution et qualité des milieux		Tonnage enfouis	t	89 000	21 000
Pollution et qualité des milieux		Tonnage incinéré	t	123 000	88 000
Pollution et qualité des milieux		Evolution DND NI partant en incinération et en stockage (par rapport à 2016)	%	1%	-48%
Pollution et qualité des milieux		Emissions totale de GES	ktéq. CO2	21	-22
			kgéq. CO2/hab.	61	-65
Ressources naturelles		Bilan énergie	ktep	-13	-17
			kgep/hab.	-38	-50
Risques sanitaires		Emissions de dioxines	mg ITEQ	15	11
Nuisances (Trafic)	Pollution et qualité des milieux	Tonnage x kilométrage (transports)	t.km	154 111 700	274 761 600

Tableau 34 : comparaison des indicateurs environnementaux à l'horizon 2031 pour le scénario tendanciel et le Plan

1. EFFETS NOTABLES PROBABLES DE LA REDUCTION DE LA PRODUCTION DE DECHETS

La prévention va permettre d'éviter la collecte, le transport et le traitement d'environ 17 000 tonnes de déchets au global, et donc les impacts environnementaux liés à ces différentes étapes de gestion.

En l'absence de prévention, ces déchets auraient été collectés et transportés vers différentes destinations : traitement par recyclage matière ou organique, incinération ou stockage. Ces opérations de gestion et de traitement auraient émis des gaz à effet de serre et consommé de l'énergie, qui vont donc être économisés.

CHAPITRE VI – EFFETS NOTABLES PROBABLES DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN

La prévention réduit les transports et cette diminution du volume de transport a des impacts positifs sur l'environnement en termes de réduction du bruit, du trafic et d'émissions évitées.

La prévention permet également des bénéfices environnementaux sur d'autres filières (industries et distribution de biens de consommation), notamment en termes d'économies de matières premières et d'énergie, d'émissions de gaz à effet de serre et de polluants atmosphériques évitées. Ces impacts ne sont pas pris en compte dans l'analyse environnementale, car ils sortent du périmètre d'analyse du Plan.

Bien que les impacts dus à la prévention soient encore difficiles à quantifier (prise en compte des effets de la non-consommation de biens, et par là même, de leur non-production), certains distributeurs commencent à communiquer sur les aspects environnementaux de leurs produits (produits alimentaires, boissons, ...). Une approche a été ciblée sur l'impact, en termes de gaz à effet de serre, de quelques gestes de prévention, qu'on retrouve dans le Plan, tels que :

- le stop-pub sur la boîte aux lettres,
- la lutte contre le gaspillage alimentaire.

Dans le graphique suivant, le bilan GES des déchets non dangereux non inertes du territoire produits en 2031 est donné par habitant. Afin de relativiser ces valeurs, la production totale de GES par habitant en 1 an (6 800 kg éq CO₂/an, en moyenne française) et les impacts potentiels des quelques actions de prévention précédentes (également par habitant) ont été indiqués. Il s'agit d'ordres de grandeur, car les sources de données fournissent des fourchettes larges, mais néanmoins suffisantes pour situer les enjeux. A titre d'exemple, pour les bouteilles d'eau, les émissions de CO₂ par litre d'eau sont très variables selon la taille du contenant (25 cl ou 1,5 l par exemple).

(Source: Environnement et Technique n° 292 - Décembre 2009)

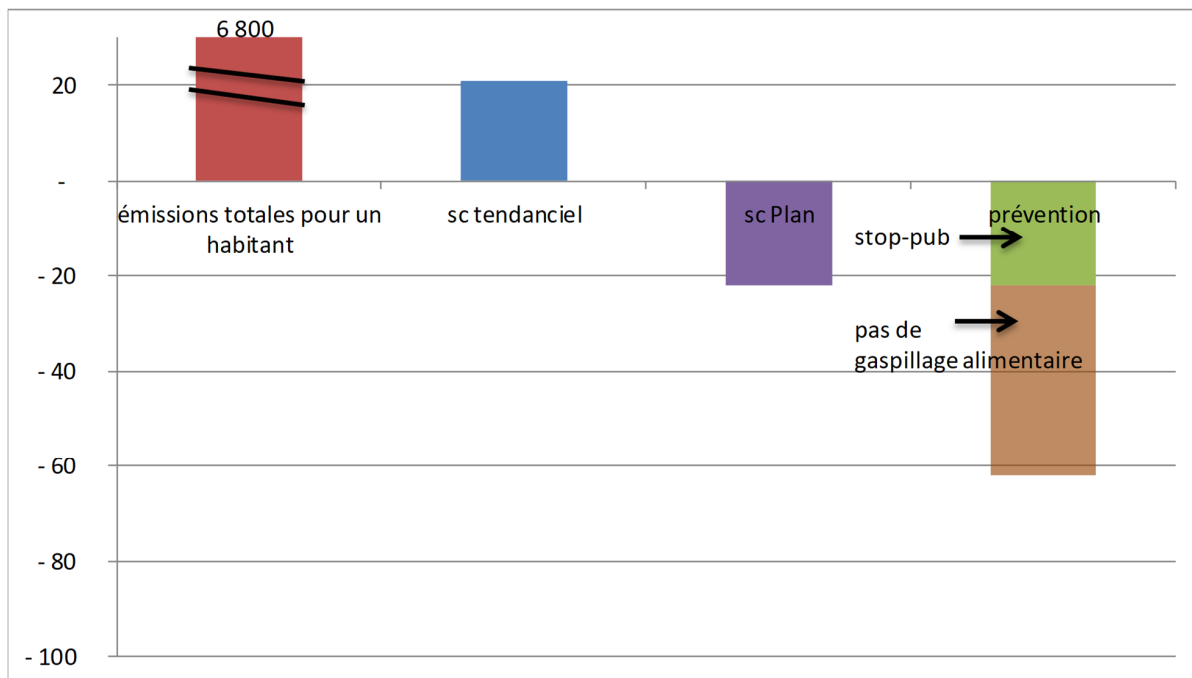


Figure 41 : Emission moyenne de GES d'un Français, bilan GES par habitant des déchets non dangereux non inertes de 2031 du territoire et impact GES de quelques actions de prévention

On constate en 1^{ère} approche que l'impact des 2 mesures ci-dessus sur les gaz à effet de serre est potentiellement 3 fois plus important que l'impact de la gestion globale des déchets non dangereux non inertes. Il s'agit d'impacts évités en amont des déchets générés, liés à la non consommation des biens : pas de

CHAPITRE VI – EFFETS NOTABLES PROBABLES DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN

fabrication, pas de transport... **La consommation responsable représente donc un enjeu environnemental majeur.**

Le Plan détaille les objectifs de prévention et les actions à mettre en œuvre pour y parvenir.

2. EFFETS NOTABLES PROBABLES DE LA COLLECTE ET DES TRANSPORTS

2.1 LES DECHETS NON DANGEREUX NON INERTES

Les actions de prévention retenues par le Plan devraient permettre une diminution du gisement global à collecter et donc des nuisances (trafic, bruit, ...) et des risques sanitaires liés, globalement et en particulier pour les professionnels intervenant dans la collecte des déchets.

L'amélioration du tri réduirait également les risques de coupures/piqûres par des DASRI ou des morceaux de verre.

Si les impacts liés à la collecte vont être diminués, le transport, principalement maritime, va être augmenté, de par les tonnages supplémentaires à valoriser et traiter à l'export.

	Plan			Pour mémoire, sc tendanciel		
	Energie	GES	Dioxines	Energie	GES	Dioxines
	ktep/an	kteq. CO2/an	mg ITEQ	ktep/an	kteq. CO2/an	mg ITEQ
Collecte	3	9	0,1	3	10	0,1
Transport	1	3	0,5	1	2	0,3

Tableau 35 : Emissions atmosphériques et consommation de carburants liés à la collecte et au transport des déchets non dangereux du territoire en 2031, pour le Plan et le scénario tendanciel

La collecte et le transport des déchets non dangereux non inertes ont globalement des impacts négatifs sur l'environnement à travers :

- L'émission de gaz à effet de serre : 12 000 téq CO₂ en 2031 (équivalent au scénario tendanciel) ;
- L'émission de polluants dans l'air tels que particules, gaz précurseurs d'acidification, COV, CO, NO_x et dioxines (0.6 mg en 2031) et leurs impacts sanitaires ;
- L'acidification des eaux et des sols par retombées de gaz dissous par la pluie ;
- La consommation de carburant à hauteur de 4 000 tep en 2031 (équivalent au scénario tendanciel) ;
- Des risques sanitaires pour les agents de collecte (contamination par les déchets dangereux des ménages, accidents, pénibilité travail, exposition à la poussière) ;
- Du bruit et du trafic liés au transport (environ 274 762 000 tonnes.kilomètres, soit 1.8 fois plus que le scénario tendanciel) et aux collectes.

2.2 LES DECHETS ISSUS DU TRAITEMENT DES EAUX

Le Plan prévoit une augmentation des quantités à traiter : + 4 600 tonnes de déchets issus du traitement des eaux par rapport au scénario tendanciel. Les tonnages à transporter seront donc plus importants, mais l'impact global des eaux usées sur les milieux récepteurs va diminuer, de par l'amélioration du réseau d'assainissement.

CHAPITRE VI – EFFETS NOTABLES PROBABLES DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN

2.3 LES DECHETS INERTES

Le Plan prévoit une stabilisation de la production de déchets inertes, et donc une stabilisation des impacts liées à leur collecte et transport. Une analyse des sédiments dragués paraîtrait pertinente afin d'orienter au mieux ces déchets.

2.4 LES DECHETS DANGEREUX

Le Plan prévoit une augmentation de 94% du tonnage des déchets dangereux collectés et donc une augmentation des impacts liés à leur collecte et transport.

Cependant, cela signifie également que ces déchets ne seront plus mélangés à des déchets inertes ou non dangereux, ou jetés dans la nature. **L'impact global sur l'environnement des déchets dangereux sera donc beaucoup moins important que dans le scénario tendanciel.**

3. EFFETS NOTABLES DES VALORISATIONS MATIERE ET ENERGETIQUE

3.1 LE RECYCLAGE

3.1.1 LES DECHETS NON DANGEREUX NON INERTES

Ce recyclage concerne les matériaux issus de la collecte sélective, ceux collectés dans les déchèteries, ceux apportés par les professionnels, ainsi que les ferrailles issues des mâchefers de l'incinérateur et du CVO.

Type	Tonnage (t)	Emissions évitées (téq CO ₂)	Energie économisée (tep)	Matières premières économisées (t)
JMR	3 504	- 701	- 876	- 3 504
Cartons	8 051	- 1 610	- 242	- 8 051
Verre	10 672	- 662	- 2	- 10 672
Acier	15 072	- 27 129	- 7 536	- 25 622
Alu	1 894	- 17 047	- 4 546	- 6 251
Plastiques	3 170	- 7 291	- 3 170	- 2 219
Plâtre	413	- 9	- 6	- 372
DAE en mélange	8 702	nc	nc	nc
Total	51 478	- 54 449	- 16 377	- 56 690

Tableau 36 : Economies liées au recyclage matière en 2025 sur le territoire selon le Plan

De façon générale, l'état actuel des connaissances ne permet pas d'évaluer les impacts environnementaux du recyclage de certains matériaux, tel que le bois, les encombrants, ...

Le recyclage matière permettrait d'économiser environ 56 700 tonnes de matières premières (73 % de plus que dans le scénario tendanciel), environ 16 400 tep (30 % de plus que le scénario tendanciel) et éviterait des émissions de gaz à effet de serre estimées à environ 54 400 téq CO₂ (35 % d'émissions évitées en plus par rapport au scénario tendanciel).

CHAPITRE VI – EFFETS NOTABLES PROBABLES DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN

3.1.2 LES DECHETS INERTES

Le Plan prévoit une multiplication par 4 des tonnages de déchets inertes orientés vers de la valorisation matière, ce qui induit un impact positif sur l'environnement, en particulier lorsqu'il s'agit de recyclage.

3.1.3 LES DECHETS NON DANGEREUX

L'augmentation de 94% des tonnages collectés entraînent une augmentation de la valorisation de ces déchets, et donc un impact positif sur l'environnement.

3.2 LA VALORISATION AGRONOMIQUE

La valorisation agronomique des déchets fermentescibles, par substitution à des engrais chimiques, permet d'éviter des émissions de gaz à effet de serre, des consommations d'énergie et des consommations de matière. Le recyclage organique améliore la qualité agronomique des sols dans le cadre d'un contrôle et d'un suivi des épandages.

En 2031, la valorisation agronomique permettrait d'éviter 1 800 téq CO₂. Cet évitement est supérieur de 29% au scénario tendanciel. Les déchets issus du traitement des eaux seraient en grande partie compostés avant épandage.

Une mauvaise maîtrise des conditions d'exploitation des unités de recyclage organique ou d'épandage des amendements organiques pourrait en revanche induire des risques d'odeurs, de pollutions des eaux et des sols.

3.3 LA VALORISATION ENERGETIQUE

Dans le scénario retenu, l'énergie est produite par les déchets incinérés et méthanisés.

La valorisation énergétique des déchets traités en 2031 permettrait une production d'énergie de 5 000 tep (9% de plus que le scénario tendanciel) et contribuerait ainsi à éviter des émissions de gaz à effet de serre à hauteur de 31 200 téq CO₂ (15% de plus que le scénario tendanciel).

Dans le cas de la réalisation d'une unité de CSR, l'impact énergétique serait encore plus important.

4. EFFETS NOTABLES DU TRAITEMENT DES DECHETS

4.1 LES TRAITEMENTS BIOLOGIQUES

La méthanisation et le compostage entraînent des émissions de poussières.

Le compostage permet une production d'amendements améliorant la qualité des sols et se substituant à des engrais chimiques.

Les différents traitements biologiques des déchets non dangereux et non inertes prévus par le Plan (compostage et méthanisation) émettraient des gaz à effet de serre estimés à environ 11 800 téq CO₂ en 2031 (hors valorisations agronomique et énergétique : voir paragraphes précédents). Ces émissions sont supérieures de 30% à celles du scénario tendanciel, du fait de tonnages plus importants.

Comme indiqué précédemment, les déchets issus du traitement des eaux seraient en grande partie compostés avant épandage.

CHAPITRE VI – EFFETS NOTABLES PROBABLES DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN

4.2 L'INCINERATION

L'incinération génère des émissions maîtrisées, en particulier de gaz acides, de poussières, de métaux et de dioxines.

La valorisation matière des mâchefers issus des unités d'incinération contribue à économiser des matières premières et à réduire les consommations d'énergie.

L'incinération des déchets non dangereux et des DASRI du territoire à l'UIOM de Fort-de-France émettrait des gaz à effet de serre estimés à environ 37 500 téq CO₂ en 2031 (hors valorisation énergétique : voir paragraphe précédent) et des dioxines estimées à 9.8 mg ITEQ. Ces émissions sont inférieures de 25 % à celles du scénario tendanciel.

Au global, en prenant en compte les émissions évitées par la valorisation énergétique, les émissions de gaz à effet de serre dues à l'incinération sont d'environ 7 000 téq CO₂ en 2031.

4.3 LE STOCKAGE

L'enfouissement en installation de stockage, que ce soit en ISDI ou en ISDND, contribue à la perte de matières recyclables, ainsi qu'à la consommation et à l'occupation à long terme d'espace, mais limitées au regard de la surface agricole utile de la Martinique.

La nature des déchets qui seront admis en ISDND (matière organique stabilisée, moins de fermentescibles) contribue à une plus faible production de biogaz. Il faudra cependant veiller à ce que les futures installations de stockage utilisent des technologies innovantes et adaptées afin de pouvoir capter au maximum les quantités de biogaz produites, afin d'assurer leur combustion. En effet, le biogaz est constitué en grande partie de méthane, qui a un pouvoir de réchauffement climatique 21 fois supérieur à celui du CO₂. Il est donc indispensable de le capter au mieux et de brûler le maximum de biogaz qui sera émis par les ISDND de nouvelle génération, afin de réduire au maximum les « fuites » de méthane dans l'atmosphère.

L'enfouissement des déchets ultimes produits en 2031 en ISDND, tel que prévu par le Plan, émettrait des gaz à effet de serre estimés à environ 3 100 téq CO₂, ainsi que 0,1 mg ITEQ de dioxines, des COV et des particules de poussières sur les alvéoles en exploitation (non couvertes). Ces émissions sont inférieures de 83% par rapport au scénario tendanciel, du fait d'une diminution des tonnages entrants et de leur pouvoir méthanogène.

5. SYNTHÈSE GLOBALE DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX

La synthèse des impacts du Plan figure dans les tableaux suivants. Cette synthèse permet de dégager les principaux enjeux relatifs à la gestion des déchets prévue par le Plan.

Comme précédemment (paragraphe 6.2), la colonne « catégorie » reprend les différentes étapes de la gestion des déchets, de la prévention de leur production aux différents traitements.

Les caractéristiques des effets du Plan sont indiquées au global dans la dernière ligne de chaque tableau.

CHAPITRE VI – EFFETS NOTABLES PROBABLES DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN

Les effets du Plan sont considérés comme permanents, dans la mesure où ils découlent de la mise en application du Plan (et non pas de travaux, dont les effets ont un caractère temporaire). De même, les effets sont considérés comme ayant lieu sur la durée du Plan, soit à long terme.

Les effets indirects sont liés aux cas de substitution (par exemple, celui des engrais substitués par du compost, les effets en découlant sont des effets indirects).

A la suite des tableaux récapitulatifs, des focus concernant les déchets non dangereux non inertes sont réalisés sur le bilan énergétique, le bilan GES et les émissions de dioxines, afin d'illustrer de façon plus visuelle les évolutions entre le scénario tendanciel et le Plan.

CHAPITRE VI – EFFETS NOTABLES PROBABLES DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN

Tableau 37 : Impacts du Plan sur la pollution et la qualité des milieux

Catégorie		Pollution et qualité des milieux			
		Effet de serre	Air	Eau	Sols
Prévention des déchets		Emission de GES et de polluants évités			
Collecte et transports		12 600 téq CO ₂ émises en 2031 <i>sc tendanciel : 11 900 téq CO₂</i>	Particules, gaz précurseurs d'acidification, COV, CO, NOx, émissions de 0.6 mg ITEQ de dioxines	Acidification par retombée des gaz dissous par la pluie	
Recyclages/Valorisation	Tri	Le tri va permettre différents recyclages et donc la réduction des pollutions en aval			
	Recyclage matière	- 54 000 téq CO ₂ évitées <i>sc tendanciel : - 39 600 téq CO₂</i>	Pollution évitée		Pas d'impacts notables
	Valorisation énergétique	- 31 000 téq CO ₂ , évitées par la production d'énergie de l'UIOM, du méthaniseur et du bois énergie <i>sc tendanciel : -27 500 téq CO₂</i>		Pas d'impacts notables (effet indirect par substitution d'énergie)	
	Valorisation organique	- 1 800 téq CO ₂ (engrais substitué) <i>sc tendanciel : -1 400 téq CO₂</i>	Pas d'impacts notables	Pas d'impacts notables si épandages contrôlés	Amélioration qualité organique sols
Traitement	Traitements biologiques	11 800 téq CO ₂ émis <i>sc tendanciel : 9 100 téq CO₂</i>		Pas d'impacts notables si conception et exploitation des installations conformes à la réglementation	
	Stockage en ISDND	Émission de 3 100 téq CO ₂ <i>sc tendanciel : 18 500 téq CO₂</i>	Émissions de COV, bio aérosols, particules de poussières et 0,1 mg ITEQ de dioxines sur alvéole non couverte <i>sc tendanciel : 0,8 mg ITEQ</i>	Pas d'impacts notables si conception et exploitation des installations conformes à la réglementation	
	Incinération	Émission de 37 500 téq CO ₂ <i>sc tendanciel : 49 700 téq CO₂</i>	Particules, gaz précurseurs d'acidification, COV, 9.8 mg ITEQ de dioxines <i>sc tendanciel : 13,8 mg ITEQ</i>	Acidification par retombée des gaz dissous par la pluie	
Caractéristiques des effets notables probables du Plan		Impact positif du Plan, effet direct et indirect (cas des substitutions)	Impact positif du Plan, effet direct	Impact positif du Plan, effet direct et indirect (cas des substitutions)	

CHAPITRE VI – EFFETS NOTABLES PROBABLES DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN

Tableau 38 : Impacts du Plan sur les ressources naturelles

Catégorie		Ressources naturelles		
		Matières premières	Energie	Ressources locales
Prévention des déchets		Economie de matières premières	Economie d'énergie	Pas d'impacts notables
Collecte et transports		Pas d'impacts notables	Consommation de 3 900 tep <i>sc tendanciel : 3 500 tep</i>	Pas d'impacts notables
Recyclages/Valorisation	Tri	Le tri va permettre différents recyclages et donc l'économie de ressources en aval		
	Recyclage matière	Economie par recyclage de 57 000 t de matières première et de matériaux inertes (non quantifiés) <i>sc tendanciel : 33 000 t de matières premières</i>	Economie de 16 400 tep par substitution de procédé <i>sc tendanciel : économie de 11 700 tep</i>	Pas d'impacts notables
	Valorisation énergétique	Pas d'impacts notables	Production de 5 000 tep <i>sc tendanciel : 4 600 tep</i>	Pas d'impacts notables
	Valorisation organique	Production d'engrais chimiques évitée	Economie d'énergie	Pas d'impacts notables
Traitement	Traitements biologiques	Pas d'impacts notables	Consommation d'énergie et valorisation énergétique par le méthaniseur	Pas d'impacts notables
	Incinération	Valorisation matière des mâchefers	Valorisation énergétique sur l'UIOM	Pas d'impacts notables
	Stockage en ISDND	Perte de matières recyclables	Pas d'impacts notables	Consommation d'espace, occupation à long terme mais limitée au regard de la SAU
Caractéristiques des effets notables probables du Plan		Impact positif du Plan, effet direct	Impact positif, effet direct et indirect (cas des substitutions)	Impact négatif direct (localisé)

CHAPITRE VI – EFFETS NOTABLES PROBABLES DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN

Tableau 39 : Impacts du Plan sur les risques sanitaires

Catégorie		Risques naturels et technologiques	Risques sanitaires
Prévention des déchets		Pas d'impacts notables	Pas de résultats notables et mesurés
Collecte et transports			Risques travailleurs (contamination par les DASRI, accidents, pénibilité travail) atténués par la réduction des collectes et transports par rapport au scénario tendanciel
Recyclages/Valorisation	Tri		Risques travailleurs (contamination par les DASRI, accidents, pénibilité travail, exposition aux poussières des travailleurs) augmentés par la hausse de l'activité
	Recyclage matière		Risques travailleurs liés aux manipulations et fonction des conditions de travail, risques riverains faibles
	Valorisation énergétique		Pas d'impacts notables
	Valorisation organique		Risques travailleurs : Exposition aux poussières organiques
Traitement	Traitements biologiques		Risques travailleurs : Exposition aux poussières organiques
	Stockage en ISDND		Travailleurs / riverains : Risques faibles
	Incinération		Travailleurs / riverains : Risques faibles
Caractéristiques des effets notables probables du Plan			

CHAPITRE VI – EFFETS NOTABLES PROBABLES DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN

Tableau 40 : Impacts du Plan sur les nuisances

Catégorie		Nuisances			
		Bruit	Trafic	Odeurs	Nuisances visuelles
Prévention des déchets		Transport évité		Risques d'odeurs liées à une mauvaise gestion du compostage domestique	Pas d'impacts notables
Collecte et transports		Contribution de la collecte et des transports au trafic et au bruit		Pas d'impacts notables	Pas d'impacts notables
Recyclages/Valorisation	Tri	Bruit généré par le trafic sur le site	Trafic aux alentours des installations et sur les axes qui y amènent	Pas d'impacts notables	Pas d'impacts notables si intégration paysagère
	Recyclage matière				
	Valorisation énergétique	Pas d'impacts notables			
	Valorisation organique	Pas d'impacts notables		Impacts locaux si mauvaise stabilisation de l'amendement organique	
Traitement	Traitements biologiques	Bruit généré par le trafic sur le site	Trafic aux alentours des installations et sur les axes qui y amènent	Risque d'odeurs (process et exploitation)	
	Stockage en ISDND			Odeurs (fermentation déchets et bassin lixiviats)	
	Incinération			Pas d'impacts notables si conception et exploitation des unités conformes à la réglementation	
Caractéristiques des effets notables probables du Plan		Impact positif (moins de transport) direct		Pas d'impact négatif dans le cas du respect de la réglementation	

CHAPITRE VI – EFFETS NOTABLES PROBABLES DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN

Tableau 41 : Impacts du Plan sur les milieux naturels, les sites et les paysages

Catégorie		Milieux naturels, sites et paysages		
		Biodiversité et milieux naturels	Paysages	Patrimoine et culture
Prévention des déchets		Pas de résultats notables et mesurés		
Collecte et transports		Pas d'impacts notables		
Recyclages/Valorisation	Tri	Pas d'impacts notables		Implantation dans des zones à faible valeur patrimoniale
	Recyclage matière			
	Valorisation énergétique	Pas d'impacts notables		
	Valorisation organique	Pas d'impacts notables		
Traitement	Traitements biologiques	Pas d'impacts notables		Implantation dans des zones à faible valeur patrimoniale
	Incinération	Pas d'impacts notables		
	Stockage en ISDND	Prolifération des oiseaux et des rongeurs sur casier en exploitation non connue	Modification de la topographie sur le site de l'ISD	
Caractéristiques des effets notables probables du Plan		Effets négatifs directs limités par les mesures compensatoires prises suite aux études d'impact et l'évitement de certaines zones à fort enjeux		

CHAPITRE VI – EFFETS NOTABLES PROBABLES DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN

5.1.1 POINT SUR LE BILAN ENERGETIQUE (DECHETS NON DANGEREUX NON INERTES)

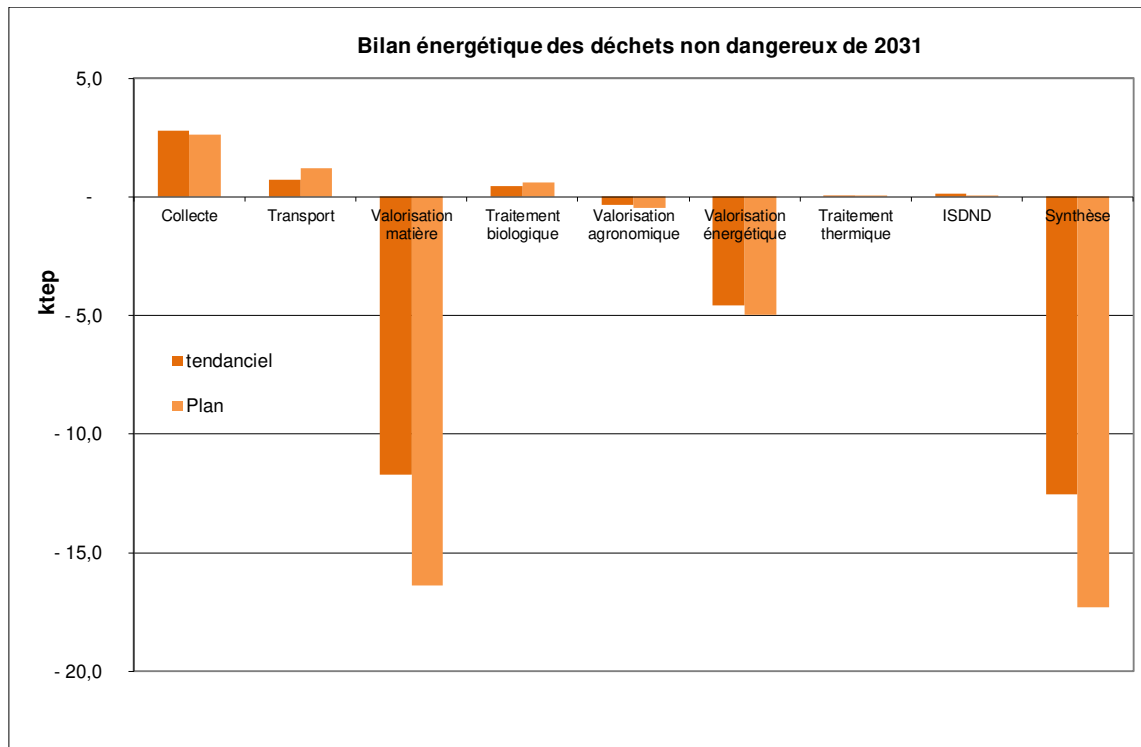


Figure 42 : Bilan énergétique de la filière déchets non dangereux à l'horizon 2031 par rapport au scénario tendanciel

Le Plan entraîne un gain énergétique de 33 % par rapport au scénario tendanciel. Globalement, la filière de gestion des déchets évite une consommation d'énergie.

Les postes collecte, transport et traitement biologique sont consommateurs d'énergie, alors que les valorisations matière ou énergétique permettent d'éviter une consommation d'énergie. On constate cependant que l'énergie liée aux transports supplémentaires pour valoriser à l'export de la matière est faible par rapport à l'énergie non consommée permise par cette valorisation matière.

En ce qui concerne la valorisation matière, l'augmentation des tonnages de matériaux recyclés dans le Plan par rapport au scénario tendanciel contribue favorablement à la synthèse générale.

L'énergie produite par la valorisation énergétique augmente entre le scénario tendanciel et le Plan (de par l'augmentation des performances énergétiques de l'UIOM).

CHAPITRE VI – EFFETS NOTABLES PROBABLES DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN

5.1.2 POINT SUR LE BILAN GES

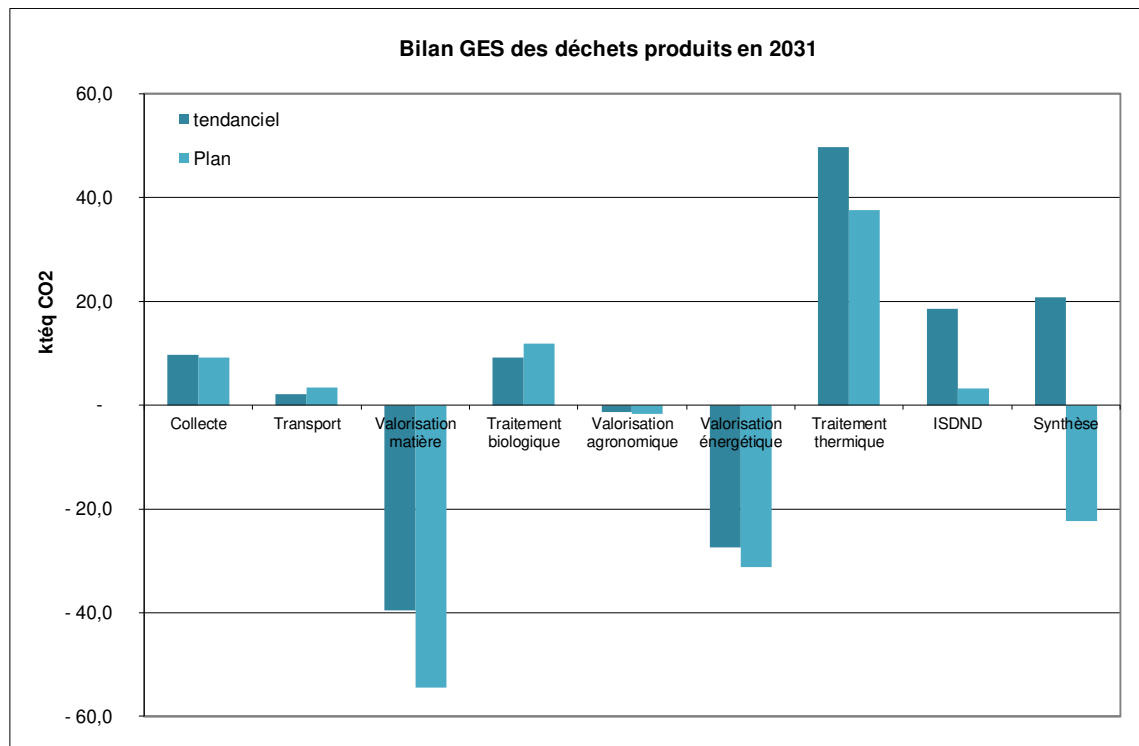


Figure 43 : Bilan GES de la filière des déchets non dangereux à l'horizon 2031 par rapport au scénario tendanciel

Le Plan permet un évitement de GES, au contraire du scénario tendanciel qui en émet.

Ce sont toujours les compartiments relatifs au traitement des déchets résiduels qui contribuent le plus aux émissions de GES. La diminution des tonnages entrants en stockage et en incinération permet cependant une diminution des émissions de GES.

Les émissions liées à la collecte diminuent légèrement, tandis que celles liées au transport augmentent. On constate cependant que l'impact de ce transport supplémentaire pour valoriser plus de matières est très faible par rapport aux gains liés à la valorisation matière supplémentaire induite.

L'augmentation de la part de la valorisation matière avec le Plan permet d'éviter plus d'émissions de GES.

Enfin, comme pour le bilan énergétique, les émissions évitées par la valorisation énergétique augmentent entre le scénario tendanciel et le Plan (de par l'augmentation des performances énergétiques de l'UIOM).

5.1.3 POINT SUR LES EMISSIONS DE DIOXINES

Les émissions de dioxines font partie des risques sanitaires et sont les seuls impacts assez facilement quantifiables pour chaque étape de la gestion des déchets. Il faut cependant garder à l'esprit que les dioxines sont loin d'être les seuls polluants émis par la gestion des déchets et que l'enjeu « risques sanitaires » est vaste et complexe.

CHAPITRE VI – EFFETS NOTABLES PROBABLES DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN

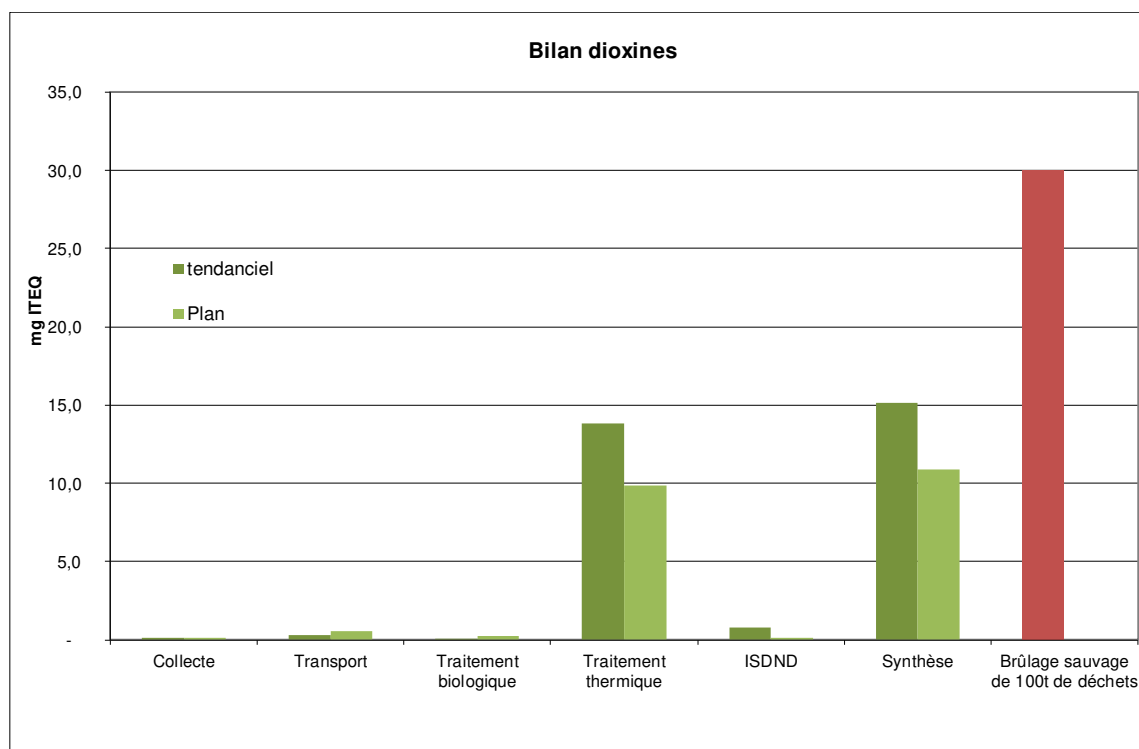


Figure 44 : Bilan des émissions de dioxines à l'horizon 2031 par rapport au scénario tendanciel

La gestion des déchets non dangereux en 2031 émet des dioxines, dues pour la majeure partie au traitement thermique. Le Plan permet cependant une diminution de 27 % des émissions de dioxines par rapport au scénario tendanciel.

Les émissions de dioxines liées au brûlage sauvage de 100 t de déchets sont indiquées afin de relativiser les émissions liées à la gestion des déchets.

CHAPITRE VII – MESURES REDUCTRICES OU COMPENSATOIRES RETENUES

CHAPITRE VII : MESURES REDUCTRICES OU COMPENSATOIRES RETENUES

La caractérisation des effets notables du scénario retenu par le Plan doit conduire également à une recherche de mesures réductrices adaptées, susceptibles d'éviter, de réduire ou si possible de compenser les conséquences dommageables sur l'environnement identifiées. Dans la mesure où le Plan de prévention et de gestion des déchets de la Martinique s'inscrit dans un objectif d'amélioration de l'environnement, les mesures identifiées ont plus pour effet d'en accentuer les effets positifs que d'en corriger les impacts négatifs : ces mesures s'attachent donc à limiter les impacts inhérents à une gestion de déchets dont le Plan ne peut s'affranchir (collecte et transport, sites de traitements en fonctionnement, ...).

Tout d'abord, il faut noter que toute installation doit être conforme aux réglementations en vigueur s'y appliquant (réglementation ICPE, loi sur l'eau, ...).

Les acteurs à qui sont destinées ces mesures sont la CTM, les collectivités territoriales à compétence collecte ou traitement des déchets et les prestataires de collecte et traitement.

1. LES MESURES D'EVITEMENT DES INCIDENCES NEGATIVES

Le meilleur déchet étant celui qui n'est pas produit, il est préconisé de privilégier la prévention quantitative et qualitative.

Outre les autres actions présentées dans le cadre de l'exercice de la compétence, l'évaluation environnementale préconise d'éviter la production de déchets liés au pilotage du Plan ou des actions liées à la compétence gestion des déchets, dans une perspective d'exemplarité :

- dématérialiser la communication : éviter la production de support papier,
- recourir à des objets ou service éco-labellisés ou équivalents,
- engager une gestion éco responsable des espaces publics (gestion des déchets verts, raisonnement de l'arrosage, de l'utilisation des produits phytosanitaires, de la fauche des bords de voirie, du choix des espèces végétales).

Dans le cas des chantiers du BTP, il est également rappelé que la mesure permettant un évitement des incidences négatives est le réemploi sur place des excédents inertes en premier lieu. En effet, le déchet ne sort pas du site et n'entraîne donc pas d'effets négatifs liés à son transport et son traitement. Il est donc préconisé de réemployer les déchets inertes au maximum sur site.

CHAPITRE VII – MESURES REDUCTRICES OU COMPENSATOIRES RETENUES

2. LES MESURES REDUISANT L'IMPACT DES INCIDENCES

2.1 LES MESURES VISANT LA COLLECTE ET LE TRANSPORT DES DECHETS

Bien qu'arrivant après le traitement des déchets en termes d'impact environnemental, la collecte et le transport routier des déchets ont des impacts négatifs sur l'environnement. Les mesures suivantes pourraient participer à la réduction de cet impact sur l'environnement :

- privilégier les transports alternatifs à la route (maritime...) lorsque c'est pertinent. Par exemple, le transport maritime des inertes pourrait diminuer les nuisances de bruit et poussières subies par les populations des bourgs du Nord Caraïbe traversées par les camions, une forte activité de carrières se trouvant entre prêcheur et Saint Pierre,
- privilégier la mutualisation des sites et des installations par la reconversion ou la création de sites multifonctionnels (ex : carrières avec partie de tri-valorisation), à l'instar de Batimat recyclage qui concilie sur un même site recyclage et ISDI,
- privilégier les techniques ayant un moindre impact lors d'achat de véhicules. Le choix de solutions techniques alternatives (propulsion électrique, gaz naturel pour véhicules, hybride ou autre, pneus basse consommation, améliorations mécaniques...). Il conviendra de prendre en compte les bilans environnementaux globaux (filière de production du carburant utilisé, énergie grise mise en œuvre dans l'équipement, gestion des batteries éventuelles...),
- privilégier les sites de proximité et la limitation des transports. Le maillage des installations se renforce avec notamment la création d'unité de traitement au Marigot pour les matières de vidanges et de plateforme de tri sur Céron. Ce maillage sera complété par les projets à venir,
- privilégier le double fret, permettant par exemple de livrer des matériaux recyclés et de repartir charger de déchets et ainsi d'éviter le transport à vide,
- privilégier la réutilisation sur site des déblais et remblais,
- former les chauffeurs à l'éco-conduite,
- mener une réflexion sur l'optimisation des fréquences de collecte, afin d'adapter les circuits aux besoins des ménages, et de conduire à maîtriser les distances parcourues,
- les transports de déchets risquant de s'envoler devront systématiquement se faire avec des moyens empêchant les envols (capotage de benne, filet etc...).

Le transport maritime présentant un impact non négligeable (même s'il reste très inférieur à celui des traitements), les mesures suivantes permettraient de le réduire :

- Aider et promouvoir des solutions de recyclage locales et pérennes,
- S'assurer de réaliser le transport des déchets dans des navires respectant les réglementations sur les émissions dans l'air et dans l'eau.

2.1.1 RISQUES SANITAIRES

L'évaluation environnementale préconise de s'appuyer sur les démarches évitant les risques pour les travailleurs de la filière déchets. Ainsi, les appels d'offres pour les prestations de collecte pourront intégrer les recommandations de la CRAM (R437). Pour les collectes en régie, un niveau équivalent pourrait être attendu.

CHAPITRE VII – MESURES REDUCTRICES OU COMPENSATOIRES RETENUES

Il est à souligner que les EPCI ont l'obligation d'informer les usagers sur le non mélange des déchets dangereux et non dangereux, notamment au travers du règlement de collecte.

2.1.2 BRUIT ET NUISANCES

La diminution des quantités à collecter permettra de réduire les tournées de collecte et ainsi de diminuer les nuisances sonores chroniques ressenties.

Lors de l'implantation des points de regroupement, l'évaluation environnementale préconise de porter une attention particulière aux points suivants :

- préservation du voisinage dans le choix du lieu d'implantation,
- mise en place de colonnes insonorisées pour le verre.

2.2 LES MESURES VISANT LA VALORISATION ET LE TRAITEMENT DES DECHETS

2.2.1 POLLUTION DES MILIEUX ET RISQUES SANITAIRES

Afin de limiter les rejets en particules des unités traitant des déchets et plus particulièrement des déchets inertes, il est préconisé de mettre en œuvre des procédés d'abattement de poussières. Ces procédés seront adaptés à la technique émettrice de poussière (concasseur, unité de tri, ...). Il pourra s'agir :

- De mettre les bâtiments de traitement de la matière organique en dépression pour éviter les envois à l'extérieur ou la dissémination d'odeurs,
- De matériels équipés d'aspirateur de poussière ou de brumisateurs. Dans ce dernier cas, en lien avec le point suivant, les machines consommant le moins d'eau (mais permettant un abattement de poussières suffisant) sont à privilégier,
- De capotage des machines ou de confinement de l'espace, afin d'isoler la production de poussière. Cette limitation sera bénéfique d'un point de vue « pollution des milieux » et « risques sanitaires » des travailleurs principalement.

2.2.2 RESSOURCES NATURELLES ET ENERGETIQUES

Afin de limiter au maximum la dépendance énergétique au niveau du territoire, mais également de préserver les ressources naturelles non renouvelables, le rapport environnemental préconise :

- d'optimiser au maximum les process de valorisation des déchets (performances des chaînes de tri des déchets...),
- d'intégrer les possibilités locales d'utilisation de l'énergie (cogénération, réseaux de froid...),
- de limiter les consommations de ressources lors de la création des installations (bâtiments à empreinte carbone faible...), mais également de l'exploitation (eaux, électricité, gaz, fioul...).

2.2.3 RISQUES ET NUISANCES

Afin de réduire les risques, ainsi que les nuisances ressenties, l'évaluation environnementale préconise de :

- améliorer le suivi de la qualité de l'air ambiant en proximité des sites,

CHAPITRE VII – MESURES REDUCTRICES OU COMPENSATOIRES RETENUES

- penser l'intégration paysagère des unités permettant d'amoindrir l'impact visuel,
- maintenir les voies de circulations, les aires de stockage et les conduits d'évacuation dans un état propre à l'évitement d'amas de matières polluantes ou dangereuses, aux envols de poussière susceptible de contaminer l'air ambiant et à la délocalisation de la nuisance.

2.3 LES MESURES CONCERNANT SPECIFIQUEMENT LES INSTALLATIONS DE GESTION DES DECHETS

2.3.1 MESURES CONCERNANT LES INSTALLATIONS A CREER

Les installations qui seront créées devront s'engager dans les démarches suivantes :

- anticipation des risques naturels et technologiques dans le choix de leur implantation,
- intégration paysagère,
- certification environnementale.

Le choix d'un site doit satisfaire à la réglementation en vigueur dont il relève et en particulier aux documents d'urbanisme. Toutefois devront être pris en compte les critères suivants :

- privilégier la mutualisation des sites par l'installation ou la reconversion de sites de nuisances historiques en sites multifonctionnels (ex : carrières avec partie de tri-valorisation),
- rechercher à couvrir des zones sans installations de valorisation afin d'aboutir à un maillage territorial de l'offre de collecte et de valorisation des déchets,
- privilégier les secteurs sans enjeux environnementaux majeurs directs (en termes de biodiversité notamment),
- privilégier les zones d'activités économiques, industrielles et portuaires,
- privilégier le principe de proximité et la limitation des transports,
- privilégier les transports alternatifs à la route.

Compte tenu du fait que les impacts environnementaux et paysagers d'une installation sont fortement dépendants de son implantation et de ses caractéristiques, la minimisation de ces impacts devra être recherchée à l'échelle de chaque projet.

2.3.2 MESURES CONCERNANT L'EXPLOITATION DES INSTALLATIONS EXISTANTES ET A VENIR

Afin de réduire les impacts des installations sur leur environnement immédiat et en particulier les nuisances qu'elles peuvent générer, le rapport environnemental préconise que l'exploitation de ces sites mette en œuvre les moyens nécessaires afin de :

- privilégier la mutualisation des sites et des installations par la reconversion de sites de nuisances historiques en sites multifonctionnels (ex : carrières avec partie de tri-valorisation),
- éviter les nuisances sonores et les émissions de poussières (respect des horaires, systèmes d'aspersion...),

CHAPITRE VII – MESURES REDUCTRICES OU COMPENSATOIRES RETENUES

- éviter les envois de déchets (en particulier non dangereux) lors du tri et des stockages définitifs et temporaires,
- communiquer auprès des riverains, sur le même mode que les Commissions de Suivi de Site. La création de cette Commission permet notamment une dynamique globale d'amélioration de la gestion des installations basée sur la communication et sur la concertation,
- s'engager dans une démarche d'amélioration continue de l'impact environnemental des activités. Il peut s'agir d'une certification ISO 14001 ou équivalente. Cette démarche vise à limiter les impacts sur l'environnement d'une activité. Elle s'impose naturellement lorsque cette activité elle-même intervient en faveur de l'environnement. Elle contribue au respect de la réglementation mais s'inscrit surtout dans une démarche d'amélioration continue visant à réduire les impacts environnementaux de l'activité grâce au suivi d'indicateurs judicieusement choisis. Il serait intéressant que l'ensemble des sites de tri, de traitement et de recyclage soient certifiés afin de garantir l'« excellence » de la filière,
- dans le cas d'installations productrices de biogaz (méthaniseur ou ISDND) de chercher à capter au maximum ce biogaz, les fuites de biogaz émettant des quantités non négligeables de gaz à effet de serre.

2.3.3 MESURES VISANT A LIMITER LES DECHARGES, LES DEPOTS ILLEGAUX DE DECHETS ET LES PRATIQUES ILLEGALES

Afin de limiter les impacts sur environnement induits par les décharges illégales potentielles, le rapport environnemental préconise que les moyens suivant soient mis en œuvre par les acteurs concernés :

- adapter les horaires des installations réceptionnant des déchets (plateformes, déchèteries...), aux nouveaux modes de vie, de travail et de consommation et ce pour l'ensemble des intercommunalités ;
- renforcer le maillage d'installations afin d'aboutir à un équilibre territorial (cette prise en charge des déchets doit se faire prioritairement dans le sens d'un retraitement en vue du réemploi) ;
- harmoniser les modalités financières de collecte et d'accueil des professionnels par les installations spécialisées ;
- renforcer les moyens communaux de police de l'environnement ;
- poursuivre les efforts de contrôle par la DEAL.

Enfin, concernant spécifiquement le brûlage des câbles électriques, cette pratique illégale génère des risques sanitaires (production de dioxine par tonne de câble du même ordre que la production annuelle de l'UIOM). Le Plan et le rapport environnemental soulignent l'importance de la lutte contre cette pratique illégale, qui doit passer par l'amélioration de la connaissance des pratiques, le renforcement des contrôles et la concertation entre les acteurs de l'export du cuivre et des autres produits issus d'un démantèlement en vue d'aboutir à une charte des repreneurs les engageant à s'assurer de la traçabilité des produits cuivrés achetés.

● CHAPITRE VIII : SUIVI ENVIRONNEMENTAL DU PLAN

1. PROPOSITION D'INDICATEURS DE SUIVI ENVIRONNEMENTAL

Le suivi environnemental du Plan consiste à vérifier si les effets de la mise en place du plan sont conformes à ceux prévus. Il est donc, le cas échéant, un outil décisionnel permettant de réorienter les objectifs du Plan. Il nécessite d'identifier des indicateurs pertinents et d'établir un protocole pour leur suivi.

Les critères de choix des indicateurs sont multiples :

- les indicateurs doivent être assez **pertinents** pour pouvoir représenter au mieux l'impact du plan vis-à-vis de l'ensemble des dimensions environnementales retenues ;
- ils doivent cependant être suffisamment **faciles à renseigner** pour que leur suivi puisse être régulier ;
- enfin, ils doivent représenter l'impact de chaque grande orientation du plan mais également refléter sa mise en œuvre globale.

Il est à souligner que **ces indicateurs diffèrent des indicateurs de comparaison utilisés lors de l'étude des scénarios**. Par exemple, il n'est pas proposé d'indicateurs GES ou énergie, car il n'est pas possible de « mesurer » aisément ces indicateurs et donc de les suivre. Ce type d'indicateurs nécessite en effet de compiler de nombreuses données afin de réaliser des calculs complexes, procédure dispendieuse qui ne peut être réalisée annuellement par la collectivité territoriale dans le cadre du suivi. D'autant plus que la méthodologie et les ratios évoluent rapidement. Les impacts environnementaux sont donc approchés de manière indirecte : le bilan environnemental sera meilleur si les tonnages collectés diminuent, les tonnages valorisés augmentent, les tonnages de résiduels diminuent. Afin d'aller plus loin dans cette approche, un suivi des différents types de flux entrants en enfouissement est proposé : les flux les plus méthanogènes (OMr sans stabilisation préalable, refus de tri de collecte sélective et boues) sont ceux ayant le plus d'impacts sur les GES, en diminuant leur enfouissement, on diminue également les impacts environnementaux. Les impacts environnementaux sont également approchés par un suivi des rejets et des incidents des installations de traitement.

Le tableau ci-après présente les indicateurs retenus, leurs valeurs en 2016 ainsi que leurs impacts potentiels sur les dimensions environnementales.

CHAPITRE VIII – SUIVI ENVIRONNEMENTAL DU PLAN

Indicateur de suivi	Lien avec l'environnement	Unité	Fréquence	Dimensions environnementales concernées		Rappel : valeurs 2016
Tonnage total collecté de déchets - dont non dangereux - dont inertes - dont dangereux - dont issu assainissement	suivi des différents impacts de la collecte, du transport et du traitement de ces déchets : si le tonnage diminue, ces impacts sont plus faibles	t	annuelle	Toutes les dimensions		Non dangereux : 302 kt Inertes : 82 kt tracés Dangereux : nc Assainissement : 11,5 kt MB
Nombre de décharges sauvages	suivi des différents impacts négatifs des décharges sauvages sur l'environnement		à définir	Toutes les dimensions		nc
Taux valorisation matière et organique - déchets non dangereux - déchets inertes	suivi des différents impacts positifs du recyclage et de la valorisation agricole : économie de matières premières, d'énergie et évitement de GES	%	annuelle	Ressources naturelles	Pollution et qualité des milieux	DND : 29% Inertes :
Tonnage enfouis - dont Omr non stabilisées - dont refus de tri - dont boues	suivi du potentiel méthanogène des déchets enfouis : les Omr non stabilisées, les refus de tri de CS et surtout les boues ont un pouvoir méthanogène élevé; à l'inverse, celui des DAE (sans carton) et des Omr stabilisées est beaucoup plus faible. L'évolution des différents flux traduit donc l'évolution des émissions de GES des ISDND	t	annuelle	Pollutions des milieux		85 kt dont - 27 kt OM non stabilisées - 847 t boues (MB)
Evolution déchets résiduels partant en incinération et en stockage	Suive l'évolution du traitement des déchets résiduels	%	annuelle	Pollutions des milieux (Emission de GES)		so
Suivi des émissions de polluants atmosphériques des installations de traitement	suivi des dépassements éventuels par rapport aux normes de rejet		à définir	Pollution des milieux		nc
Suivi des incidents et des rejets non conformes des installations de traitement	suivi des nuisances et pollutions liées aux installations		à définir	Pollution des milieux	Nuisances	nc
Consommation d'espace - dont terres agricoles, - dont espaces naturels	permet de situer la consommation de terres agricoles et naturelles	ha	annuelle	Ressources naturelles		nc

Tableau 42 : Indicateurs de suivi environnementaux

CHAPITRE VIII – SUIVI ENVIRONNEMENTAL DU PLAN

La collecte des données nécessaires passe par un travail à réaliser en concertation avec les différents acteurs : EPCI, prestataires de traitement et DEAL, et en s'appuyant sur les outils existants, notamment l'observatoire des déchets de la Martinique.

Comme indiqué à l'article R 541-26 du code de l'environnement, « le Plan fait l'objet d'une évaluation par l'autorité compétente au moins tous les six ans ».

2. PROPOSITION D'UN PROTOCOLE DE SUIVI

Les indicateurs présentés précédemment sont à la fois des indicateurs environnementaux et des indicateurs de performance du Plan et ils feront l'objet d'un suivi par la Commission consultative.

Le suivi consistera à comparer les réalisations aux prévisions, à mesurer les écarts et à apporter les correctifs nécessaires. Le suivi comportera des aspects quantitatifs et qualitatifs, avec comparaison aux objectifs fixés. Les étapes de réalisation seront bien entendu comparées au calendrier prévisionnel. Tous les écarts devront pouvoir être identifiés, expliqués et réajustés.

Une réunion annuelle de la Commission Consultative évaluera l'avancement des projets et vérifiera si l'évolution des indicateurs environnementaux est conforme aux prévisions.

Suivant les résultats et les analyses des rapports annuels, l'évolution des structures administratives, l'évolution des techniques et de leurs coûts, ainsi que l'évolution de la réglementation, la mise en œuvre du Plan pourra être infléchie.

● CHAPITRE IX – DESCRIPTION DE LA MANIERE DONT L'ÉVALUATION A ÉTÉ MENÉE

La méthodologie retenue pour l'élaboration de ce document s'appuie sur celle proposée par le Ministère de l'Ecologie, du Développement et de l'Aménagement durables (MEDD) et l'ADEME dans le « Guide de l'évaluation environnementale des plans d'élimination des déchets » publié en 2006.

Les données relatives à l'état initial du département ont été collectées auprès de différents organismes : Collectivité Territoriale, Préfecture, DDT, ADEME, Agence de l'Eau, SOeS, ARS, DEAL, ...

L'analyse a été uniquement effectuée sur un plan environnemental, sans tenir compte des aspects techniques et économiques (faisabilité, seuil de rentabilité, ...).

La démarche d'évaluation environnementale a été réalisée conjointement à l'élaboration du Plan. L'historique de cette élaboration est développé dans le Plan.

1. METHODOLOGIE UTILISEE

Nous avons retenu comme indicateurs majeurs les impacts en matière d'énergie consommée ou évitée et en matière de contributions aux émissions de Gaz à Effet de Serre, en cohérence avec le guide méthodologique de l'ADEME et du MEDD. Il s'agit en effet des seuls paramètres pour lesquels il est possible d'avoir des valeurs quantitatives pour chaque étape de la gestion des déchets. Les autres paramètres sont soit d'ordre qualitatif, soit non disponibles ou non calculables pour chaque étape de gestion.

Concernant les émissions de GES, il faut distinguer le CO₂ d'origine fossile (cycle long) de celui d'origine biogénique (cycle court) :

- le CO₂ biogénique (cycle court) est présent naturellement dans l'atmosphère du fait de la respiration des êtres vivants et de la décomposition des êtres morts. Dans le cas de déchets putrescibles, le carbone provient du CO₂ atmosphérique absorbé par les végétaux lors de la photosynthèse. Quand ce carbone est réémis sous forme de CO₂ pendant le traitement des déchets, il réintègre le cycle naturel du carbone (cycle court). Ce cycle garantit une quantité de CO₂ biogénique dans l'atmosphère relativement stable à l'échelle d'un siècle et ne joue pas de rôle dans le réchauffement climatique.
- le CO₂ d'origine fossile participe lui à un cycle beaucoup plus long (processus géologique permettant de transformer des matières organiques en combustibles fossiles, tel que le pétrole). L'émission de ce CO₂ du fait des activités humaines perturbe l'équilibre naturel du cycle long du carbone, puisque des quantités très importantes sont émises dans l'atmosphère dans des délais très courts, bien inférieurs au temps nécessaire à l'absorption du carbone par les processus géologiques.

Par conséquent, le CO₂ comptabilisé dans l'évaluation environnementale est celui d'origine fossile, suivant les préconisations du GIEC (Groupe d'expert Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat). Par contre, le méthane (CH₄) et le peroxyde d'azote (N₂O) biogéniques sont comptabilisés, car leur potentiel de réchauffement global (PRG) est important et que ces gaz sont attribuables à des activités humaines.

CHAPITRE IX – DESCRIPTION DE LA MANIERE DONT L'ÉVALUATION A ÉTÉ MENÉE

Le Potentiel de Réchauffement Global d'un gaz, ou équivalent CO₂, vaut 1 pour le dioxyde de carbone qui sert de référence. Il s'agit du facteur par lequel il faut multiplier la masse d'un gaz pour obtenir une masse de CO₂ qui produirait un impact équivalent sur l'effet de serre. Par exemple, pour le méthane, le PRG est de 21, ce qui signifie qu'il a un pouvoir de réchauffement 21 fois supérieur au dioxyde de carbone (pour une même quantité de carbone), sur 100 ans, d'après le 2^{ème} rapport du GIEC. Il faut cependant avoir à l'esprit que les PRG sont plus ou moins importants selon l'horizon temporel retenu : à horizon temporel 20 ans, le PRG du méthane est de 56.

Le carbone séquestré en ISDND n'est pas pris en compte.

Les hypothèses suivantes ont été retenues pour estimer les émissions de gaz à effet de serre et la consommation énergétique, aussi bien pour évaluer les impacts de la gestion des déchets en 2016, que pour les effets du scénario tendanciel, ainsi que des différents scénarios étudiés :

- Collecte et transport :
 - Calcul de la consommation en carburants lors des différents types de collecte en fonction des kilomètres parcourus par type de milieu pour collecter les tonnages associés (milieu rural et milieu urbain), à partir d'une évaluation des distances parcourues selon les typologies d'habitats et les flux de déchets;
 - Calcul de la consommation en carburants lors des transports en fonction des kilomètres entre les points de départ (quai de transfert, déchèteries...) et le lieu de traitement, à partir des données transmises dans les rapports annuels des collectivités ;
 - Les déplacements des véhicules de particuliers du domicile au point d'apport volontaire (sauf apport en déchèteries) n'ont pas été pris en compte, car statistiquement non associés à un déplacement spécifique (contrairement aux déchèteries) ;
 - Les émissions relatives à la collecte et aux transports ont été établies par rapport aux carburants consommés calculés pour le bilan énergétique.
- Stockage :
 - Production de méthane (CH₄), gaz à effet de serre 21 fois supérieur à celui du CO₂ (sur la base du protocole de Kyoto), qui est fonction :
 - Du potentiel méthanogène du déchet enfoui, d'après des données transmises dans les rapports annuels des collectivités (tonnages et destinations) ;
 - Du taux de captage du biogaz en décharge ;
 - Economie de CO₂ liée à la valorisation énergétique, d'après les informations fournies par les exploitants ;
 - Consommation d'énergie des engins.
- Incinération :
 - Emission de CO₂ issu de la combustion des déchets, d'après des données transmises dans les rapports annuels des collectivités et des exploitants (tonnages et destinations) :
 - CO₂ issu du cycle long du carbone (plastiques) intervient en tant que GES ;
 - CO₂ issu du cycle court du carbone (matières organiques non synthétiques) n'intervient pas en tant que GES ;
 - Economie de CO₂ liée au recyclage des métaux issus des mâchefers, d'après des données transmises dans les rapports annuels des collectivités (tonnages et destinations) ;
 - Economie de CO₂ liée à la valorisation énergétique, d'après les informations fournies par les exploitants ;
 - Consommation d'énergie liée au process, d'après les informations fournies par les exploitants.

2. LIMITES DE L’EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

Il faut garder à l’esprit que l’évaluation environnementale présente plusieurs limites :

- L’évaluation environnementale est un concept assez récent, dont la méthodologie évolue rapidement, en fonction des avancées réalisées en R&D et de leur transcription dans la bibliographie (comme par exemple la prise en compte des dernières données du GIEC ou de ratios faisant consensus). De plus, le périmètre des Plans de prévention et de gestion des déchets a fortement évolué : tous les déchets (hors déchets radioactifs) sont à présent traités par un seul document. Une comparaison à l’évaluation précédente paraît donc malaisée.
- Les impacts environnementaux sont appréciés dans le cadre de filière déchets bien gérées.
- L’analyse environnementale prend en compte les différentes étapes de la gestion des déchets ménagers (la collecte, le transport, le recyclage, la valorisation, le traitement et le stockage des déchets) ; elle ne tient pas compte des impacts environnementaux évités par la prévention : non-consommation de biens et d’équipement, non-production. En effet, ces impacts environnementaux évités sont en dehors du périmètre d’évaluation de la gestion des déchets, mais sont à rapprocher de la mise en place de programmes locaux de prévention.
- L’ensemble du bénéfice environnemental des valorisations issues des tonnages collectés sur le territoire a été comptabilisé, quel que soit l’allocataire possible de ce bénéfice (l’EPCI, le recycleur ou le producteur d’énergie, le distributeur de matériaux recyclés).
- Le Plan a retenu l’année 2016 comme année de référence, qui a servi de base pour une projection à 2031. Lorsque des écarts par rapport à la moyenne ont été constatés (suite à des dysfonctionnements d’unités de traitement par exemple), ils ont été pris en compte dans la projection réalisée afin que celle-ci soit la plus cohérente possible.

Enfin, l’évaluation environnementale ne peut s’effectuer qu’à partir de données connues : ainsi, le transport des matériaux triés, dont la destination n’est pas connue et varie chaque mois en fonction du marché économique n’a pas pu être intégré à l’évaluation environnementale. De même, les impacts du transport des déchets issus du traitement des eaux n’ont pas pu être pris en compte, par manque de données sur ce sujet (les flux avec les trajets associés ne sont pas connus).

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20191126-19-519-1-DE
Date de télétransmission : 16/12/2019
Date de réception préfecture : 16/12/2019



RESUME NON TECHNIQUE

Novembre 2019



SOMMAIRE

1.	QU'EST-CE QUE L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE ?.....	5
2.	PRESENTATION SUCCINCTE DU PLAN EVALUE	5
3.	ARTICULATION DU PLAN AVEC LES AUTRES DOCUMENTS DE PLANIFICATION ET DE PROGRAMMATION	6
4.	ETAT INITIAL DU TERRITOIRE	7
5.	LES EFFETS DE LA FILIERE ACTUELLE DE GESTION DES DECHETS SUR SON ENVIRONNEMENT	11
6.	PERSPECTIVES D'EVOLUTION DE L'ETAT DE L'ENVIRONNEMENT : SCENARIO TENDANCIEL	14
6.1	Déchets non dangereux	14
6.2	Déchets de l'assainissement	15
6.3	Déchets inertes	15
6.4	Déchets dangereux	15
7.	ETUDE DES SCENARIOS	16
7.1	Description des scénarios envisagés	16
7.1.1	Objectifs de prévention	16
7.1.2	Objectifs de valorisation.....	16
7.1.3	Objectifs de gestion des résiduels.....	17
7.1.4	Focus sur les déchets de l'assainissement	17
7.2	Comparaison environnementale des scénarios envisagés	17
7.2.1	Les déchets non dangereux non inertes	18
7.2.2	Les déchets de l'assainissement	19
7.2.3	Les déchets inertes.....	19
7.2.4	Les déchets dangereux	20
8.	JUSTIFICATION DU CHOIX DU SCENARIO RETENU	21
9.	LES EFFETS NOTABLES PROBABLES DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN SUR L'ENVIRONNEMENT	23
10.	LES MESURES D'EVITEMENT, DE REDUCTION OU DE COMPENSATION	24
11.	SUIVI ENVIRONNEMENTAL.....	26
12.	LA METHODOLOGIE UTILISEE.....	27

LEXIQUE

ARS : Agence Régionale de Santé
AVAP : Aire de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine
<p>Bilan énergétique : le bilan énergétique (Be) de la gestion des déchets est calculé de la façon suivante :</p> $Be = \text{somme des énergies consommées (en K Tonne équivalent Pétrole)} - \text{somme des énergies évitées}$ <p>Les énergies consommées sont essentiellement des carburants pour la collecte et le transport. Les énergies évitées le sont par la valorisation matière et la valorisation énergétique.</p>
CSR : Combustible Solide de Récupération
COV : Composé Organique Volatil
DDT : Direction Départementale du Territoire
DREAL : Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
DCE : Directive Cadre sur l'Eau
EnR : Energie Renouvelable
<p>Gaz à Effet de Serre (GES) : la convention de Kyoto a retenu 6 gaz à effet de serre direct (CO₂, CH₄, N₂O, HFC, PFC et SF₆) ; l'impact des déchets en termes d'émission de GES est exprimé en tonne d'équivalent CO₂ (téq CO₂), à partir de l'évaluation sommaire des émissions de CO₂ et de CH₄, et des émissions évitées par le recyclage et la valorisation énergétique.</p>
ITEQ : International Toxic Equivalent Quantity , utilisé pour mesurer les quantités de dioxines et furanes.
IFEN : Institut Français de l'Environnement , remplacé à présent par le SOeS (Service de l'Observation et des Statistiques)
ONF : Office National des Forêts
PPR : Plan de Prévention des Risques
PPA : Plan de Protection de l'Atmosphère
PRQA : Plan Régional pour la Qualité de l'Air
PRSE : Plan Régional Santé Environnement
PER : Profil Environnemental Régional
SAGE : Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux
SDAGE : Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux
SRADT : Schéma Régional d'Aménagement et de Développement du Territoire
SIC : Site d'Importance Communautaire

SAU : Surface Agricole Utile
<p>Valorisation énergétique : récupération de la chaleur émise lors de l'incinération, lors d'un autre traitement thermique ou lors d'une stabilisation biologique (stockage ou méthanisation), et valorisation de celle-ci pour des applications directes ou pour produire de l'électricité. L'énergie produite est exprimée en MWh utilisés en autoconsommation, MWh vendus sous forme de chaleur et/ou d'électricité et MWh dissipés ou en tep, tonne équivalent pétrole.</p> <p><i>Tonnage valorisé sous forme d'énergie = tonnage incinéré</i></p>
<p>Valorisation matière : opération visant à introduire aux fins de leur fonction initiale ou à d'autres fins les matériaux provenant de déchets dans un cycle de production en remplacement total ou partiel d'une matière première vierge.</p> <p><i>Tonnage valorisé = tonnage entrant en centre de tri – refus non valorisés sous forme de matière</i></p>
<p>Valorisation organique : opération visant à transformer la fraction fermentescible des déchets en compost. La valorisation organique est définie sur la base des tonnages de matières organiques entrants en centre de traitement biologique (et non sur les tonnages de compost).</p> <p><i>Tonnage valorisé = tonnage entrant – refus de compostage</i></p>
ZICO : Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux
ZNIEFF : Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique
ZPPAUP : Zone de Protection du Patrimoine Architectural Urbain et Paysager
ZPS : Zone de Protection Spéciale

1. QU'EST-CE QUE L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE ?

L'évaluation environnementale s'inscrit dans le cadre de la réalisation du Plan de Prévention et de Gestion des Déchets (appelé par la suite Plan), conformément à la directive européenne du 27 juin 2001 et à sa transcription en droit français.

Elle identifie, décrit et évalue les effets que peut avoir la filière de gestion des déchets sur l'environnement du territoire concerné par le Plan.

Le résumé non technique de l'Évaluation Environnementale aborde différents aspects :

- L'articulation du Plan avec les autres documents de planification,
- L'état initial du territoire : c'est un bilan du territoire concerné par le Plan suivant 5 dimensions de l'environnement (la pollution et la qualité des milieux, les ressources naturelles, les risques sanitaires, les nuisances, les milieux naturels, sites et paysages),
- Les effets de la filière de gestion des déchets actuelle sur l'environnement, en tenant compte des sensibilités du territoire dégagées dans la première partie,
- Les perspectives d'évolution de l'état de l'environnement, si le Plan n'était pas mis en œuvre,
- Une description du scénario retenu par le Plan,
- Les effets probables de la mise en œuvre du Plan sur l'environnement,
- Des préconisations pour diminuer certains impacts en allant au-delà de la réglementation,
- La mise en place d'un suivi environnemental.

2. PRESENTATION SUCCINCTE DU PLAN EVALUE

Le Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de Martinique a pour objectif de coordonner à l'échelle du territoire les actions entreprises par l'ensemble des parties prenantes concernées par la prévention et la gestion des déchets. Il couvre la totalité du territoire de la Martinique.

Tous les types de déchets produits ou gérés en Martinique, quels que soient leur nature (non dangereux non inertes, les déchets inertes et les déchets dangereux) **et leur producteur** (à l'exception des déchets dont la gestion relève de l'Etat : déchets nucléaires) sont concernés par le Plan et son évaluation environnementale.

Le Plan fixe des objectifs de prévention, de gestion et de traitement pour tous les types de déchets à des échéances de 6 et 12 ans.

L'année de référence du Plan est 2016.

L'adoption du Plan étant prévue pour 2019, les échéances à 6 et 12 ans sont donc fixées à 2025 et 2031.

3. ARTICULATION DU PLAN AVEC LES AUTRES DOCUMENTS DE PLANIFICATION ET DE PROGRAMMATION

Le rôle du Plan est de s'assurer de l'articulation entre la politique de gestion des déchets et les autres documents de planifications applicables sur le territoire.

Le tableau suivant présente succinctement ces différents documents. Le signe « / » signifie que plusieurs documents existent sur le territoire, les différentes dates d'approbation n'ont pas été indiquées.

Document de planification	Date d'approbation/ parution	A fait l'objet d'une évaluation environnementale	Articulation avec le Plan de prévention et de gestion des déchets
Programme national de prévention des déchets	août-14	oui	traduction des orientations
Plan national de réduction et de valorisation des déchets	nov-14	oui	traduction des orientations
Le plan régional d'élimination des déchets spéciaux	déc-98	non	complémentarité
Le Plan de prévention et de gestion des déchets non dangereux	oct-15	oui	complémentarité
Le Plan de prévention et de gestion des déchets du BTP	oct-06	non	complémentarité
Schéma Régional climat air énergie	juin-13	oui	cohérence
Plan de Protection de l'Atmosphère	août-14	non	cohérence
Stratégie Nationale Bas Carbone	nov-15	non	cohérence
Programmation pluriannuelle de l'énergie	oct-18	non	cohérence
Plans Climats Territoriaux	/	non	cohérence
Schéma Directeur d'aménagement et de gestion de l'eau	nov-15	oui	cohérence
Contrats de milieu	/	non	cohérence
Stratégie nationale pour la gestion durable des granulats terrestres et marins	2012	non	cohérence
Schéma régional des carrières	2006	non	cohérence
Schéma régional biomasse	en cours	oui	cohérence
Plan Régional Santé Environnement	oct-18	non	cohérence
Contrat de plan état-région, prochainement remplacé par le contrat de convergence et de transformation	2014	non	cohérence
Schéma d'aménagement régional	2012	oui	cohérence
Schémas de Cohérence Territoriale	/	oui	cohérence
Plans Locaux d'Urbanisme	/	oui depuis juin 2012	cohérence
Agendas 21	/	oui	cohérence

Tableau 1 : Articulation du Plan avec les autres documents de planification

4. ETAT INITIAL DU TERRITOIRE

L'analyse environnementale du territoire est basée sur un ensemble de données provenant de différents organismes : la Collectivité Territoriale de Martinique, la Préfecture, l'ADEME, le SOeS, la DEAL, le CITEPA, AGRESTE et Madininair.

La synthèse de cette analyse peut être présentée en termes de richesses et/ou de faiblesses du territoire, ce qui permet de définir la sensibilité du territoire dans des domaines environnementaux spécifiques.

Le tableau ci-après présente une synthèse, par dimension de l'environnement et sous-domaine de :

- les forces et faiblesses du territoire,
- la localisation territoriale des enjeux,
- les objectifs de référence,
- la sensibilité du territoire. Cette dernière s'apprécie par rapport à des référentiels nationaux (comment se positionne le territoire vis-à-vis de moyennes nationales) et/ou par rapport à l'importance des forces et faiblesses et/ou le nombre d'objectifs de référence.

Dimensions de l'environnement	Sous-domaine	Etat de l'environnement		Localisation des enjeux	Politique d'amélioration	Proposition de sensibilité
		Les richesses	Les faiblesses			
Pollutions et qualité des milieux	GES	Légère tendance à la baisse des émissions depuis 2010.	Emissions supérieures à la moyenne de l'outre-mer et de la métropole.	Global/Local	Kyoto, facteur 4, SRCAE, PCT	forte
	Air	Un réseau de surveillance permettant un suivi des émissions. Qualité de l'air globalement satisfaisante (indice ATMO).	Pollution aux oxydes d'azote et aux poussières (liée au trafic automobile et aux brumes de sable), avec dépassements récurrents des seuils réglementaires. 1 PPA en place sur le territoire.	Local	SCRAE, PPA	forte
	Eau	Très grande diversité de milieux aquatiques terrestres.	Etat des masses d'eau insatisfaisant : pollutions agricoles (pesticides dont chlordécone) et domestiques (faible rendement des systèmes épuratoires). Envasement des baies lié aux activités humaines. Pression anthropique forte sur la mangrove et les milieux marins.	Local	SDAGE, contrat de milieu	forte
	Sol et sous-sols		Pollution des sols par la chlordécone. 46 sites pollués ou potentiellement pollués.	Global/local		forte

Ressources naturelles	Matières premières	Grande diversité géologique.	Pression sur les ressources naturelles (carrières).	Local	SDC/SRC	modérée
	Ressources locales : eau, sol et espace	Bonne qualité de l'eau potable. Forêt martiniquaise jouant un rôle écologique clé (biodiversité, prévention des risques naturels...).	Vulnérabilité de la ressource en eau lors de la saison sèche. Forêts subissant des pressions anthropiques fortes. Niveau d'artificialisation des sols élevé et en progression continue.	Local	Périmètres de protection, SDAGE, contrats de milieux	forte
	Energie	Des atouts pour développer les énergies renouvelables (bagasse, photovoltaïque, éolien, déchets...).	Recours massif aux énergies fossiles et faible part de la production d'origine renouvelable. Très fort taux de dépendance énergétique. Consommation en hausse, liée principalement aux transports.	Global/Local	SRCAE, PCT	forte
Milieux naturels, sites et paysages	Biodiversité et milieux naturels	Ecosystèmes exceptionnellement riches (zone tropicale, endémisme). Des mesures de connaissance et de protection des milieux : près de 16 000 ha de ZNIEFF, 1 site Ramsar, 1 PNR, 1 PNM, 3 RN, 3 RBI, 23 APPB.	Milieux fragiles, fortes pressions (tourisme, pollutions...) Dégradation des habitats naturels due à l'urbanisation croissante.	Local	SRCE, politique ENS, ZNIEFF, ...	forte
	Paysages	Diversité de paysages caractéristiques des îles volcaniques	Risque de banalisation par artificialisation	Local	Atlas des Paysages	faible
	Patrimoine culturel	4 sites classés et 10 inscrits, 23 monuments classés et 81 inscrits.		Local		faible

Risques	Risques naturels et technologiques	Intégralité du territoire couvert par un PPRN. Faible risque industriel.	Territoire fortement exposé aux risques de : séismes, mouvements de terrains, inondations, cyclones, volcanisme. Vulnérabilité aggravée par l'urbanisation.	Global/Local	PPR, PPRT	forte
	Risques sanitaires		Risques liés à l'usage des pesticides (restriction de la pêche) et à la pollution atmosphérique (problèmes respiratoires). Risques sanitaires liés à la décomposition des sargasses	Global/Local	PRQA et PRSE 2	forte
Nuisances	Bruit	Classement sonore des voies réalisé par la CTM. CBS et PPE approuvés pour l'agglomération de Fort-de-France.	Nuisances liées aux grands axes routiers.	Local	CBS, PPBE	modérée
	Trafic		Nuisances près des grands axes de transport. Forte utilisation de la voiture individuelle, concentration du trafic sur les grands axes.	Local	PLU, PDU, SCOT, SRIT	forte
	Visuelles et olfactives		Risques locaux liés aux zones industrielles, aux élevages et aux épandages agricoles.	Local		faible

Tableau 2 : Récapitulatif des forces et faiblesses du territoire

On constate que le territoire présente une forte sensibilité au niveau :

- de la pollution par les GES,
- de la pollution de l'air,
- de la pollution de l'eau,
- de la pollution des sols,
- de l'énergie,
- des ressources naturelles locales,
- des milieux naturels,
- des risques naturels et technologiques,
- des risques sanitaires,
- du trafic.

5. LES EFFETS DE LA FILIERE ACTUELLE DE GESTION DES DECHETS SUR SON ENVIRONNEMENT

La filière de gestion des déchets en 2016 a été analysée pour chaque étape de gestion :

- Collecte,
- Transport,
- Traitements (incinération, stockage, compostage),
- Valorisations (énergétique, agronomique et recyclage).

Cette analyse a permis d'identifier les effets de la filière déchets sur les 5 dimensions environnementales étudiées (pollution et qualité des milieux ; ressources naturelles ; milieux naturels, sites et paysages ; risques ; nuisances). Le croisement de la sensibilité du territoire et des impacts de la filière de gestion des déchets permet de dégager les enjeux majeurs qui feront l'objet d'un suivi ou d'une attention particulière. Ce croisement est le suivant :

Dimensions de l'environnement	Sous-domaine	Sensibilité du territoire	Impact de la gestion des déchets	Enjeu
Pollutions et qualité des milieux	GES	forte	fort	fort
	Air	forte	fort	fort
	Eau	forte	modérée	modéré à fort
	Sol et sous-sols	forte	modéré	modéré à fort
Ressources naturelles	Matières premières	modérée	fort	modéré à fort
	Ressources locales	forte	faible	modéré
	Energie	forte	fort	fort
Milieux naturels, sites et paysages	Biodiversité et milieux naturels	forte	faible	modéré
	Paysages	faible	faible	faible
	Patrimoine culturel	faible	faible	faible
Risques	Risques naturels et technologiques	forte	faible	modéré
	Risques sanitaires	forte	fort	fort
Nuisances	Bruit	modérée	modérée	modéré
	Trafic	forte	fort	fort
	Olfactives	faible	modérée	faible à modéré
	Visuelles	faible	faible	faible

Tableau 2 : Synthèse des enjeux environnementaux de la gestion des déchets de 2016

Les enjeux significatifs (enjeux modérés à forts et enjeux forts) sont donc :

- les émissions de Gaz à Effet de Serre,
- la pollution de l'air,
- la pollution de l'eau,
- la pollution des sols,
- les matières premières,
- l'énergie,
- les risques sanitaires,
- le trafic.

Ils portent sur 4 des 5 composantes environnementales :

- pollution et qualité des milieux,
- ressources naturelles,
- risques,
- nuisances.

Afin de caractériser les enjeux, il a été retenu des indicateurs chiffrés, dans la mesure du possible. Ces indicateurs ont été construits afin d'envisager une analyse relative entre :

- le scénario tendanciel et un scénario donné,
- les scénarios entre eux.

Les différents indicateurs choisis figurent dans le tableau ci-dessous. Ces indicateurs concernent la gestion des déchets non dangereux non inertes. La gestion des déchets dangereux, des déchets de l'assainissement et des déchets inertes fait l'objet d'une évaluation qualitative.

Dimensions concernées		Indicateur	Unité	2016
Toutes les dimensions		Tonnage total collecté	t	298 000
			t/hab.	0,77
Ressources naturelles (Economie matière et énergie)	Pollution et qualité des milieux	Tonnage valorisation matière	t	22 000
Pollution et qualité des milieux (Emissions de GES évitées) (Enrichissement des sols)		Tonnage valorisation organique	t	64 000
Ressources naturelles	Pollution et qualité des milieux	Taux valorisation matière et organique	%	29%
Pollution et qualité des milieux		Tonnage enfoui	t	86 000
Pollution et qualité des milieux		Tonnage incinéré	t	123 000
Pollution et qualité des milieux		Evolution DNDNI partant en incinération et en stockage (par rapport à 2016)	%	so
Pollution et qualité des milieux		Emissions totales de GES	ktéq. CO2	28
			kgéq. CO2/hab.	73
Ressources naturelles		Bilan énergie	ktep	-12
			kgep/hab.	-31
Risques sanitaires		Emissions de dioxines	mg ITEQ	14,9
Nuisances (Trafic)	Pollution et qualité des milieux	Tonnage x kilométrage (transports)	t.km	159 572 900

Tableau 3 : Les indicateurs environnementaux de la filière de gestion des déchets non dangereux

Ces différents indicateurs sont définis comme suit :

- Le tonnage collecté comprend :
 - Le tonnage de la collecte traditionnelle d'ordures ménagères résiduelles et de déchets non ménagers collectés par le service public,
 - Le tonnage de DAE collectés,
 - Le tonnage de la collecte sélective (verre, emballages, journaux et magazines) et des déchets collectés au porte-à-porte,
 - Le tonnage d'encombrants et autres déchets non dangereux de déchèteries (hors inertes).
- Le tonnage de valorisation matière comprend :
 - Le tonnage à valoriser sortant des centres de tri et des quais de transfert (hors refus),
 - Le tonnage de verre valorisé en sous-couche routière.
- Le tonnage de valorisation organique correspond au tonnage de déchets compostés et méthanisés.
- Le taux de valorisation matière et organique permet de se situer par rapport aux objectifs de valorisation inscrits dans la loi Grenelle (45 % de valorisation matière et organique en 2015), la directive européenne du 19 novembre 2008 (50 % de valorisation matière et organique en 2020) et la loi de Transition énergétique pour une croissance verte (65 % en 2025).
- Le taux d'évolution des tonnages résiduels stockés et incinérés permet de suivre les déchets à traiter, les plus impactants sur l'environnement.
- Le calcul des émissions de gaz à effet de serre (GES) a été effectué pour l'ensemble de la filière et correspond à la production de gaz à effet de serre due à la collecte, aux transports, au traitement biologique, à l'incinération et au stockage, moins les émissions évitées par la valorisation matière, la valorisation agronomique et la valorisation énergétique.
- Le bilan énergétique correspond à la consommation en carburants par la collecte et les transports, moins la consommation évitée par la valorisation matière (substitution de procédés) et la valorisation énergétique.
- Les émissions de dioxines correspondent à la somme des émissions dues à la collecte, au transport, au stockage et à l'incinération des déchets.

6. PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION DE L'ÉTAT DE L'ENVIRONNEMENT : SCENARIO TENDANCIEL

Ce chapitre considère l'évolution probable des quantités par typologie de déchets si les mesures de prévention et valorisation prévues dans le cadre du plan régional de prévention et de gestion des déchets n'étaient pas mises en œuvre. Cette hypothèse correspond au scénario 0 « laisser-faire » encore appelé scénario tendanciel, à horizon 2025 (6 ans) et 2031 (12 ans), qui tient compte des hypothèses d'évolution probable du gisement retenues par le Plan, et applique des modalités de gestion régionale identiques à celles de l'état des lieux (2016).

La population retenue pour 2031 est de 344 119 habitants, suivant le modèle Omphale de l'INSEE et ce quel que soit le scénario.

Afin d'évaluer l'impact environnemental de ce scénario tendanciel, plusieurs hypothèses d'évolution des tonnages et d'organisation ont été retenues dans le cadre du plan :

- Pour les DND non inertes :
 - Evolution du gisement de déchets ménagers et assimilés : le gisement de DMA reste stable en kg/hab. Cela se traduit par une diminution des tonnages globaux collectés, en lien avec la diminution de la population de -0.73 %/an jusqu'en 2025, puis de - 0.79 %/an jusqu'en 2031,
 - Les gisements de DAE augmentent suivant l'évolution du PIB : + 0.64 %/an,
 - Les gisements de déchets de collectivités non inertes sont identiques à 2016,
 - Les modes de traitement pour les DND non inertes sont identiques à l'état des lieux, avec la prise en compte de la nouvelle ISDND.
- Les gisements de déchets inertes évoluent selon la valeur ajoutée de la construction, soit + 0.11 %/an,
- Les déchets d'assainissement évoluent de 1 %/an, leurs destinations sont les mêmes que pour l'état des lieux,
- Les déchets dangereux évoluent, selon leur provenance, selon la population ou selon le PIB. Seuls les VHU et les DASRI connaissent une évolution particulière :
 - + 2.63 %/an pour les DASRI, au vu du vieillissement de la population,
 - une augmentation des VHU, liée à la prise en compte de l'augmentation des importations de véhicules et un meilleur traitement des VHU.

6.1 DECHETS NON DANGEREUX

En l'absence de mise en œuvre des préconisations du Plan, on constate **une stabilisation, voire une amélioration de l'ensemble des indicateurs**. Ceci s'explique par le fait que le gisement global évolue peu par rapport à 2016 : la diminution des DMA est compensée par l'augmentation des DAE.

La diminution importante des émissions de GES est liée principalement à l'utilisation de l'ISDND de Petit Galion, qui est une installation récente et sur laquelle un meilleur captage de biogaz est réalisé.

6.2 DECHETS DE L'ASSAINISSEMENT

En l'absence de mise en œuvre du Plan, les impacts environnementaux sont moindres qu'actuellement car une amélioration de l'exploitation est prévue avec une meilleure prise en charge des déchets produits.

6.3 DECHETS INERTES

Les impacts environnementaux liés à la gestion de ces déchets seront plus importants qu'en 2016 :

- Emissions de poussières et de polluants lors de leur collecte et de leur traitement par stockage, mais aussi lors du concassage et du remblaiement de carrières. Ces émissions entraînent une mauvaise qualité de l'air et des risques pour la santé des travailleurs,
- Economie de matières premières et d'impacts grâce à leur recyclage et réutilisation,
- Nuisances liées au trafic.

6.4 DECHETS DANGEREUX

Dans le scénario tendanciel, les impacts environnementaux liés à la gestion des déchets dangereux sont globalement négatifs car le tonnage produit augmente.

7. ETUDE DES SCENARIOS

7.1 DESCRIPTION DES SCENARIOS ENVISAGES

Les scénarios ont été élaborés dans le cadre du Plan sur la base de :

- La situation actuelle de la gestion des déchets telle qu'elle a été décrite dans l'état des lieux du Plan,
- Des échanges réalisés en concertation avec les acteurs lors :
 - des réunions de travail,
 - des ateliers thématiques,
 - des réunions de la Commission Consultative (CCES),
- Des interventions des acteurs lors de ces réunions,
- Des objectifs réglementaires, notamment la prise en compte des objectifs de la loi de transition énergétique et ceux du paquet économie circulaire européen,
- Des évolutions attendues des installations.

Deux scénarios ont été étudiés afin de définir les capacités du territoire et les moyens à mobiliser pour respecter :

- D'une part les objectifs de la réglementation concernant les déchets et l'économie circulaire en vigueur à l'approbation du Plan : scénario 1,
- d'autre part ceux du Paquet Economie circulaire récemment approuvé par l'Union européenne : scénario 2.

Les scénarii sont étudiés pour l'année 2031, qui est l'échéance finale du Plan.

7.1.1 OBJECTIFS DE PREVENTION

Pour les déchets ménagers et assimilés, le scénario 1 fixe un objectif de - 44 000 tonnes en 2031 et le scénario 2 un objectif de - 47 000 tonnes.

Les 2 scénarios limitent la progression tendancielle des déchets d'activités économiques.

Pour les déchets dangereux, les 2 scénarios augmentent de 94 % les quantités collectées entre 2016 et 2031.

Pour les déchets inertes, les 2 scénarios visent une stabilisation de la progression des tonnages.

Les actions de prévention prévues sont détaillées dans le Plan.

7.1.2 OBJECTIFS DE VALORISATION

Concernant les déchets non dangereux non inertes, le scénario 1 fixe un objectif de + 77 000 tonnes de déchets non dangereux non inertes à valoriser d'ici 2025. Ce scénario permet l'atteinte des objectifs de la LTECV.

Le scénario 2 fixe un objectif concernant les déchets municipaux de plus 50 000 tonnes de déchets à recycler d'ici 2025. Cependant, dans le contexte local, les objectifs de recyclage tels que définis par le Paquet économie circulaire ne peuvent pas être atteints. Pour les déchets issus de chantiers BTP, les 2 scénarios permettent l'atteinte des objectifs de la LTECV, en multipliant par 3,2 des quantités de déchets issus des chantiers orientés vers la valorisation d'ici 2025.

Les actions de valorisation prévues sont détaillées dans le Plan.

7.1.3 OBJECTIFS DE GESTION DES RESIDUELS

Concernant les déchets non dangereux non inertes, les besoins en traitement de résiduels (incinération et stockage) à l'horizon 2031 sont de l'ordre de 101 000 tonnes pour le scénario 1 et de 78 000 tonnes pour le scénario 2. Les capacités actuelles de traitement (incinération et stockage) sont de 205 000 tonnes par an.

Pour les déchets inertes du BTP, le besoin en traitement s'élève à 52 000 tonnes en 2031. L'Installation de Stockage des Déchets Inertes (ISDI) existante risque de ne pas être suffisante, le Plan laisse ouvert la possibilité de création d'autres ISDI, ou d'autoriser des remblaiements de carrières.

7.1.4 FOCUS SUR LES DECHETS DE L'ASSAINISSEMENT

Les tonnages à gérer augmentent de façon conséquente.

Le Plan prévoit à terme (pas de différences entre les scénarios) :

- Le maintien de l'élimination pour les boues issues de la potabilisation,
- Le maintien de l'objectif du PPGDND de valorisation énergétique pour 3 000 t de boues après déshydratation,
- La valorisation organique pour les graisses et les autres boues,
- L'élimination pour les refus de dégrillages et les sables,
- L'amélioration du traitement des déchets issus de l'assainissement non collectif.

7.2 COMPARAISON ENVIRONNEMENTALE DES SCENARIOS ENVISAGES

Les scénarios sont comparés avec le scénario tendanciel, qui est une projection (en tonnage et en répartition des flux) de la situation 2016 et qui ne prend en compte que les évolutions tangibles de la gestion des déchets depuis cette même année.

La comparaison environnementale des scénarios a été effectuée en prenant en compte que les tonnages indiqués par le Plan comme traités par « valorisation énergétique » sont incinérés dans une unité affichant une performance de vente d'électricité à hauteur de 450 MWh/t de déchets traités. Dans le cas où une unité de CSR traiterait une partie de ce flux, les bilans énergétiques et GES en seraient améliorés (la performance énergétique d'une telle unité à la Martinique ayant été estimée à 1 GWh/t traitée).

7.2.1 LES DECHETS NON DANGEREUX NON INERTES

De manière générale, les 2 scénarios étudiés sont moins impactants que le scénario tendanciel. Cela se vérifie pour quasiment tous les indicateurs qui évoluent de manière favorable, sauf l'indicateur de transport qui augmente fortement du fait de l'export des matières à valoriser.

De même, le scénario 2 est moins impactant que le scénario 1, sauf pour l'indicateur de transport.

Le tableau suivant souligne l'évolution des indicateurs environnementaux en 2031 pour les déchets non dangereux non inertes :

Dimensions concernées		Indicateur	Unité	Sc tendanciel	Sc 1	Sc 2
Toutes les dimensions		Tonnage total collecté	t	322 000	291 000	287 000
			t/hab.	0,94	0,85	0,83
Ressources naturelles (Economie matière et énergie)	Pollution et qualité des milieux	Tonnage valorisation matière	t	27 000	62 000	76 000
Pollution et qualité des milieux (Emissions de GES évitées)		Tonnage valorisation organique	t	79 000	119 000	124 000
Ressources naturelles	Pollution et qualité des milieux	Taux valorisation matière et organique	%	33%	62%	70%
Pollution et qualité des milieux		Tonnage enfoui	t	89 000	21 000	24 000
Pollution et qualité des milieux		Tonnage incinéré	t	123 000	88 000	62 000
Pollution et qualité des milieux		Evolution DND NI partant en incinération et en stockage (par rapport à 2016)	%	1%	-48%	-59%
Pollution et qualité des milieux		Emissions totale de GES	ktéq. CO2	21	-22	-24
			kgéq. CO2/hab.	61	-65	-69
Ressources naturelles		Bilan énergie	ktep	-13	-17	-17
			kgep/hab.	-38	-50	-51
Risques sanitaires		Emissions de dioxines	mg ITEQ	15	11	8
Nuisances (Trafic)	Pollution et qualité des milieux	Tonnage x kilométrage (transports)	t.km	154 111 700	274 761 600	375 036 800

Tableau 5 : Comparaison des indicateurs environnementaux à l'horizon 2031 pour les différents scénarios

On retiendra :

- Par rapport au scénario tendanciel, **une réduction des tonnages totaux collectés de 11 %**, grâce au développement des gestes de prévention, ce qui induit un impact positif sur toutes les dimensions de l'environnement (baisse des émissions de gaz à effet de serre, réduction des émissions polluantes atmosphériques, baisse de la consommation d'énergie, risques sanitaires amoindris, baisse du bruit et du trafic au niveau local, ...),
- **L'augmentation par rapport au scénario tendanciel entre 29 et 37 points (selon le scénario) du tonnage valorisé** (matière et organique), qui souligne des impacts positifs en termes d'économie de matières premières et d'énergie, mais aussi d'émissions de GES évitées par le recyclage,

- **La baisse par rapport à 2016 entre 48 % et 59 % des tonnages de déchets résiduels** (destinés à l'enfouissement ou à l'incinération), avec des impacts très positifs en termes d'émissions de GES,
- **Les évitements d'émissions de GES**, grâce principalement à l'amélioration des valorisations énergétique et matière et à la diminution des résiduels,
- **Le bilan énergétique qui évolue positivement** (entre 33 et 34 % de consommation évitée en plus par rapport au scénario tendanciel), grâce à la hausse des tonnages de déchets faisant l'objet d'un recyclage matière et à la meilleure valorisation énergétique,
- **La diminution entre 27 et 47 % des émissions de dioxines**, liée à la diminution des tonnages incinérés,
- **L'augmentation du volume de transport** des déchets non dangereux par rapport au scénario tendanciel, multipliée entre 1.8 et 2.4, qui induit des impacts négatifs sur la pollution des milieux (plus de rejet de particules polluantes de l'air et émissions de GES). Ce transport permet cependant de valoriser des tonnages conséquents de déchets, ce qui induit des impacts très positifs sur l'environnement.

7.2.2 LES DECHETS DE L'ASSAINISSEMENT

Les scénarios 1 et 2 sont identiques pour les déchets de l'assainissement. Les impacts de ces scénarios par rapport au scénario tendanciel sont présentés ci-dessous :

Dimensions de l'environnement	Sous-domaine	Sc 1	Sc 2
Pollutions et qualité des milieux	GES	neutre : bilan équilibré de la filière	
	Air	neutre	
	Eau	neutre si gestion dans des installations conformes à la réglementation	
	Sol et sous-sols	neutre si gestion dans des installations conformes à la réglementation	
Ressources naturelles	Matières premières	positif : plus de tonnages épandus après compostage	
	Energie	neutre	
Risques	Risques sanitaires	positif : lutte contre les pratiques illégales	
Nuisances	Trafic	négatif : plus de tonnages que le tendanciel	

Tableau 6 : Les impacts environnementaux de la gestion des déchets de l'assainissement dans les scénarios 1 et 2 par rapport au scénario tendanciel

Les impacts des scénarios sont donc plus positifs que le scénario tendanciel.

7.2.3 LES DECHETS INERTES

Les scénarios 1 et 2 sont identiques pour les déchets inertes. Les impacts de ces scénarios par rapport au scénario tendanciel sont présentés ci-dessous :

Dimensions de l'environnement	Sous-domaine	Sc 1	Sc 2
Pollutions et qualité des milieux	GES	positif : moins de tonnages à transporter et à traiter	
	Air	positif : moins de tonnages à transporter et à traiter	
	Eau	neutre si gestion dans des installations conformes à la réglementation	
	Sol et sous-sols	neutre si gestion dans des installations conformes à la réglementation	
Ressources naturelles	Matières premières	positif : plus de tonnages recyclés	
	Energie	positif : moins de tonnages à transporter et à traiter	
Risques	Risques sanitaires	neutre	
Nuisances	Trafic	positif : moins de tonnages à transporter	

Tableau 4 : Les impacts environnementaux de la gestion des déchets inertes dans les scénarios 1 et 2 par rapport au scénario tendanciel

Les impacts des scénarios sont donc plus positifs que le scénario tendanciel.

7.2.4 LES DECHETS DANGEREUX

Les scénarios 1 et 2 sont identiques pour les déchets dangereux. Les impacts de ces scénarios par rapport au scénario tendanciel sont présentés ci-dessous :

Dimensions de l'environnement	Sous-domaine	Sc 1	Sc 2
Pollutions et qualité des milieux	GES	neutre	
	Air	neutre	
	Eau	neutre si gestion dans des installations conformes à la réglementation	
	Sol et sous-sols	neutre si gestion dans des installations conformes à la réglementation	
Ressources naturelles	Matières premières	positif	
	Energie	neutre	
Risques	Risques sanitaires	positif : lutte contre les pratiques illégales	
Nuisances	Trafic	neutre	

Tableau 8 : Les impacts environnementaux de la gestion des déchets dangereux dans les scénarios 1 et 2 par rapport au scénario tendanciel

Les impacts des scénarios sont donc plus positifs que le scénario tendanciel.

8. JUSTIFICATION DU CHOIX DU SCENARIO RETENU

Le tableau ci-dessous compare les deux scénarios étudiés. Il a fait l'objet d'une présentation détaillée lors de la CCES du 20 novembre 2018 :











	Scénario 1 – respect LTECV	Scénario 2- respect PEC
Atteinte des objectifs	 Respect de la LTECV et de certains objectifs du PEC	 Rapprochement mais pas d'atteinte des objectifs du Paquet Economie Circulaire Européen
- Taux de valorisation/ recyclage	 Respect LTECV (65 % en 2025 et 71 % en 2031)	 Pas de possibilité d'atteinte dans le contexte local (52 % en 2025 et 54 % en 2031)
- Valorisation énergétique des déchets		
- Traitement des déchets résiduels en ISDND	 Respect des limitations des capacités de stockage pour la LTECV et le PEC Pas d'ordures ménagères brutes en ISDND	 Respect des limitations des capacités de stockage pour le PEC Pas d'ordures ménagères brutes en ISDND
Moyens à déployer pour atteindre les objectifs	64 800 000 €	76 300 000 €
Impact environnemental	 Diminution de 190 % des émissions de GES (passage d'émission à économie de GES) et augmentation de 32 % de l'énergie économisée	 Diminution de 200 % des émissions de GES (passage d'émission à économie de GES) et augmentation de 49 % de l'énergie économisée

Figure 1 : Synthèse des scénarios étudiés

Après cette présentation détaillée des scénarii, des actions à mettre en œuvre, de leurs impacts sur les tonnages et sur l'environnement, la Commission Consultative du 20 novembre 2018 a choisi de retenir le scénario 1.

Ce scénario est très ambitieux pour la Martinique en termes d'objectifs de réduction et de valorisation des déchets et le seul réaliste dans le contexte local. Il permet le respect des obligations réglementaires, notamment les objectifs de diminution et de valorisation des DMA fixés par la loi de transition énergétique pour une croissance verte. De plus, ce scénario a un impact environnemental plus faible que le scénario tendanciel. La moindre consommation d'énergie constatée (- 33 % au global) par rapport au scénario tendanciel concourt à l'atteinte des objectifs d'économie d'énergie fixés par les Plans climat énergie territoriaux et les agendas 21.

Les évitements d'émissions de GES du Plan, par rapport aux émissions induites par le scénario tendanciel, concourent à l'atteinte des objectifs de diminution des émissions de GES fixés par le Schéma Régional Climat Air Energie et contribue au respect de la convention de Kyoto.

La meilleure prise en charge des déchets produits, et notamment ceux issus du traitement des eaux, est en cohérence avec les objectifs du SDAGE car cela concourt à la diminution des dépôts sauvages et des rejets dans les milieux naturels.

9. LES EFFETS NOTABLES PROBABLES DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN SUR L'ENVIRONNEMENT

Catégorie		Impacts positifs sur l'environnement du scénario retenu	Impacts négatifs sur l'environnement du scénario retenu
Prévention des déchets		Réduction de la pollution des milieux, des risques sanitaires, du bruit et du trafic, des impacts sur la biodiversité et milieux naturels, économie de matières premières	
Collecte et transports		Dépôts sauvages évités et donc diminution des risques sanitaires liés à ces dépôts	Impacts sur la pollution (effet de serre, air, eau, sol), la consommation d'énergie, les risques sanitaires travailleurs, le bruit et le trafic, le patrimoine culturel (acidification)
Valorisation/Recyclage	Tri	Le tri va permettre différents recyclages et donc la réduction des pollutions et l'économie de ressources en aval	Risques travailleurs (contamination par les DDM, accidents, pénibilité travail, exposition à la poussière) augmentés par la hausse de l'activité
	Recyclage matière	Réduction de la pollution des milieux (effet de serre, air et eau), économie de matières premières et d'énergie	Risques travailleurs et riverains selon l'installation de recyclage et le matériau recyclé
	Valorisation énergétique	Réduction de la pollution des milieux (effet de serre et air) et production d'énergie	
	Recyclage organique	Emissions de gaz à effet de serre évitées (engrais substitués), production d'engrais chimique évitée, économie d'énergie, enrichissement des sols	Odeur si mauvaise stabilisation de l'amendement organique
Traitement des résiduels	Traitement biologique	Production d'amendement et d'énergie	Impacts sur la pollution (effet de serre, air), le risque d'odeurs (process et exploitation), les risques travailleurs (exposition aux micro-organismes et à certaines substances chimiques)
	Incinération	Production d'énergie, réduction des émissions de dioxines, de gaz à effet de serre, de COV et de particules	Emission de GES, de particules, de COV, de dioxines, acidification par retombées des gaz dissous par la pluie, consommation d'espace mais limitée au regard de la SAU
	Stockage en ISD	Fortes diminutions des émissions de gaz à effet de serre, de COV, de bioaérosols par rapport au scénario tendanciel	Emissions de gaz à effet de serre, de COV, bio aérosols, particules de poussières sur alvéole en exploitation (non couverte), consommation d'espace, occupation à long terme mais limitée au regard de la SAU, risque d'envols

Tableau 9 : Synthèse des impacts du scénario retenu sur l'environnement

10. LES MESURES D'ÉVITEMENT, DE RÉDUCTION OU DE COMPENSATION

La caractérisation des effets notables du scénario retenu par le Plan doit conduire également à une recherche de mesures réductrices adaptées, susceptibles d'éviter, de réduire ou si possible de compenser les conséquences dommageables sur l'environnement identifiées. Dans la mesure où le Plan de prévention et de gestion des déchets s'inscrit dans un objectif d'amélioration de l'environnement, les mesures identifiées ont plus pour effet d'en accentuer les effets positifs que d'en corriger les impacts négatifs.

Tout d'abord, il faut noter que toute installation doit être conforme aux réglementations en vigueur s'y appliquant (réglementation ICPE, loi sur l'eau, ...).

Les acteurs à qui sont destinées ces mesures sont la CTM, les collectivités territoriales à compétence collecte ou traitement des déchets et les prestataires de collecte et traitement.

Dimensions de l'environnement	prévention	collecte / transport	traitement / valorisation
toutes les dimensions	Réemploi sur les chantiers BTP Exemplarité des collectivités territoriales	Privilégier les techniques de collecte et de transport ayant un moindre impact environnemental S'engager dans des démarches d'optimisation de la collecte et du transport des déchets Privilégier la mutualisation des sites et les sites de proximité Privilégier le double fret	Privilégier les démarches à haute performance énergétique Des critères de localisation des équipements à créer satisfaisant les exigences environnementales Pour mémoire, le choix des sites doit satisfaire aux exigences - des règles d'urbanismes - du code de l'environnement (notamment installations classées)
Pollutions et qualité des milieux			Recours à des techniques d'exploitation maximisant le captage du biogaz Limitation des surfaces exploitées et captage du biogaz dès le début de l'exploitation Mise en œuvre de procédés d'abattement de poussières
Ressources naturelles			Rechercher la valorisation énergétique maximale : - lors du renouvellement des installations, envisager les moyens d'améliorer les bénéfices environnementaux - intégrer les possibilités locales d'utilisation de l'énergie Choix de procédés peu ou pas consommateurs d'eau
Milieux naturels, sites et paysages			Privilégier la réutilisation d'anciens sites industriels dépollués

Dimensions de l'environnement	prévention	collecte / transport	traitement / valorisation
Risques		Démarches évitant les risques pour les travailleurs de la filière déchets Les appels d'offres pourront intégrer les recommandations de la CRAM R437. Niveau d'exigence équivalent pour les collectes en régie Information sur les collectes de déchets dangereux et de DASRI	Améliorer le suivi de la qualité de l'air ambiant Penser l'intégration paysagère des unités permettant d'amoindrir l'impact visuel Mise en œuvre de procédés d'abattement de poussières Confiner les postes présentant des risques de nuisance olfactive Moderniser le parc de déchèteries afin d'améliorer la gestion de nouveaux flux
Nuisances		La diminution des quantités à collecter permettra de réduire les nuisances sonores chroniques ressenties Préservation du voisinage dans le choix du lieu d'implantation des points d'apports Usage recommandé des colonnes insonorisées pour le verre	Les établissements accueillants du public devront mettre en œuvre les moyens permettant d'éviter tous risques (signalétique, plan de circulation) Les voies de circulation, les aires de stockage, les conduits d'évacuation devront être maintenus dans un état propre à l'évitement d'amas de matière polluante ou dangereuse, et d'envols de poussière susceptible de contaminer l'air ambiant et la délocalisation de la nuisance Gabarit routier adapté aux véhicules et à la fréquence de passage en proximité du site

Les mesures présentées sont des mesures de réduction de l'impact des incidences négatives, sauf les mesures de prévention qui sont des mesures d'évitement des incidences négatives.

11. SUIVI ENVIRONNEMENTAL

Le suivi environnemental peut s'effectuer en même temps que le suivi du Plan à l'aide des indicateurs ci-dessous.

Indicateur de suivi	Lien avec l'environnement	Unité	Fréquence	Dimensions environnementales concernées	Rappel : valeurs 2016
Tonnage total collecté de déchets - dont non dangereux - dont inertes - dont dangereux - dont issu assainissement	suivi des différents impacts de la collecte, du transport et du traitement de ces déchets : si le tonnage diminue, ces impacts sont plus faibles	t	annuelle	Toutes les dimensions	Non dangereux : 302 kt Inertes : 82 kt tracés Dangereux : nc Assainissement : 11,5 kt MB
Nombre de décharges sauvages	suivi des différents impacts négatifs des décharges sauvages sur l'environnement		à définir	Toutes les dimensions	nc
Taux valorisation matière et organique - déchets non dangereux - déchets inertes	suivi des différents impacts positifs du recyclage et de la valorisation agronomique : économie de matières premières, d'énergie et évitement de GES	%	annuelle	Ressources naturelles Pollution et qualité des milieux	DND : 29% Inertes :
Tonnage enfouis - dont Omr non stabilisées - dont refus de tri - dont boues	suivi du potentiel méthanogène des déchets enfouis : les Omr non stabilisées, les refus de tri de CS et surtout les boues ont un pouvoir méthanogène élevé; à l'inverse, celui des DAE (sans carton) et des Omr stabilisées est beaucoup plus faible. L'évolution des différents flux traduit donc l'évolution des émissions de GES des ISDND	t	annuelle	Pollutions des milieux	85 kt dont - 27 kt OM non stabilisées - 847 t boues (MB)
Evolution déchets résiduels partant en incinération et en stockage	Suivre l'évolution du traitement des déchets résiduels	%	annuelle	Pollutions des milieux (Emission de GES)	so
Suivi des émissions de polluants atmosphériques des installations de traitement	suivi des dépassements éventuels par rapport aux normes de rejet		à définir	Pollution des milieux	nc
Suivi des incidents et des rejets non conformes des installations de traitement	suivi des nuisances et pollutions liées aux installations		à définir	Pollution des milieux Nuisances	nc
Consommation d'espace - dont terres agricoles, - dont espaces naturels	permet de situer la consommation de terres agricoles et naturelles	ha	annuelle	Ressources naturelles	nc

Tableau 10 : Les indicateurs environnementaux de suivi

Une réunion sera tenue annuellement pour évaluer l'avancement des projets et pour vérifier si l'évolution des indicateurs est conforme aux prévisions.

12. LA METHODOLOGIE UTILISEE

Nous avons retenu comme indicateurs majeurs les impacts en matière d'énergie consommée ou évitée et en matière de contributions aux émissions de Gaz à Effet de Serre, en cohérence avec le guide méthodologique de l'ADEME et du MEDD. Il s'agit en effet des seuls paramètres pour lesquels il est possible d'avoir des valeurs quantitatives pour chaque étape de la gestion des déchets. Les autres paramètres sont soit d'ordre qualitatif, soit non disponibles ou non calculables pour chaque étape de gestion.

Concernant les émissions de GES, il faut distinguer le CO₂ d'origine fossile (cycle long) de celui d'origine biogénique (cycle court) :

- Le CO₂ biogénique (cycle court) est présent naturellement dans l'atmosphère du fait de la respiration des êtres vivants et de la décomposition des êtres morts. Dans le cas de déchets putrescibles, le carbone provient du CO₂ atmosphérique absorbé par les végétaux lors de la photosynthèse. Quand ce carbone est réémis sous forme de CO₂ pendant le traitement des déchets, il réintègre le cycle naturel du carbone (cycle court). Ce cycle garantit une quantité de CO₂ biogénique dans l'atmosphère relativement stable à l'échelle d'un siècle et ne joue pas de rôle dans le réchauffement climatique.
- Le CO₂ d'origine fossile participe lui à un cycle beaucoup plus long (processus géologique permettant de transformer des matières organiques en combustibles fossiles, tel que le pétrole). L'émission de ce CO₂ du fait des activités humaines perturbe l'équilibre naturel du cycle long du carbone, puisque des quantités très importantes sont émises dans l'atmosphère dans des délais très courts, bien inférieurs au temps nécessaire à l'absorption du carbone par les processus géologiques.

Par conséquent, le CO₂ comptabilisé dans l'évaluation environnementale est celui d'origine fossile, suivant les préconisations du GIEC (Groupe d'expert Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat). Par contre, le méthane (CH₄) et le peroxyde d'azote (N₂O) biogéniques sont comptabilisés, car leur potentiel de réchauffement global (PRG) est important et que ces gaz sont attribuables à des activités humaines.

Le Potentiel de Réchauffement Global d'un gaz, ou équivalent CO₂, vaut 1 pour le dioxyde de carbone qui sert de référence. Il s'agit du facteur par lequel il faut multiplier la masse d'un gaz pour obtenir une masse de CO₂ qui produirait un impact équivalent sur l'effet de serre. Par exemple, pour le méthane, le PRG est de 21, ce qui signifie qu'il a un pouvoir de réchauffement 21 fois supérieur au dioxyde de carbone (pour une même quantité de carbone), sur 100 ans, d'après le 2^{ème} rapport du GIEC. Il faut cependant avoir à l'esprit que les PRG sont plus ou moins importants selon l'horizon temporel retenu : à horizon temporel 20 ans, le PRG du méthane est de 56.

Le carbone séquestré en ISDND n'est pas pris en compte.

Les hypothèses suivantes ont été retenues pour estimer les émissions de gaz à effet de serre et la consommation énergétique, aussi bien pour évaluer les impacts de la gestion des déchets en 2009, que pour les effets du scénario « laisser faire », ainsi que des différents scénarios étudiés :

- Collecte et transport :
 - Calcul de la consommation en carburants lors des différents types de collecte en fonction des kilomètres parcourus par type de milieu pour collecter les tonnages associés (milieu rural et milieu urbain), à partir d'une évaluation des distances parcourues selon les typologies d'habitats et les flux de déchets ;

- Calcul de la consommation en carburants lors des transports en fonction des kilomètres entre les points de départ (quai de transfert, déchèteries...) et le lieu de traitement, à partir des données transmises dans les rapports annuels des collectivités ;
 - Les déplacements des véhicules de particuliers du domicile au point d'apport volontaire (sauf apport en déchèteries) n'ont pas été pris en compte, car statistiquement non associés à un déplacement spécifique (contrairement aux déchèteries) ;
 - Les émissions relatives à la collecte et aux transports ont été établies par rapport aux carburants consommés calculés pour le bilan énergétique.
- Stockage :
 - Production de méthane (CH_4), gaz à effet de serre 21 fois supérieur à celui du CO_2 (sur la base du protocole de Kyoto), qui est fonction :
 - du potentiel méthanogène du déchet enfoui, d'après des données transmises dans les rapports annuels des collectivités (tonnages et destinations) ;
 - du taux de captage du biogaz en décharge ;
 - Economie de CO_2 liée à la valorisation énergétique, d'après les informations fournies par les exploitants ;
 - Consommation d'énergie des engins.
- Incinération :
 - Emission de CO_2 issu de la combustion des déchets, d'après des données transmises dans les rapports annuels des collectivités et des exploitants (tonnages et destinations):
 - CO_2 issu du cycle long du carbone (plastiques) intervient en tant que GES ;
 - CO_2 issu du cycle court du carbone (matières organiques non synthétiques) n'intervient pas en tant que GES ;
 - Economie de CO_2 liée au recyclage des métaux issus des mâchefers, d'après des données transmises dans les rapports annuels des collectivités (tonnages et destinations) ;
 - Economie de CO_2 liée à la valorisation énergétique, d'après les informations fournies par les exploitants ;
 - Consommation d'énergie liée au process, d'après les informations fournies par les exploitants.

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20191126-19-519-1-DE
Date de télétransmission : 16/12/2019
Date de réception préfecture : 16/12/2019



PLAN DE PREVENTION ET DE GESTION DES DECHETS



Annexes

Juin 2019

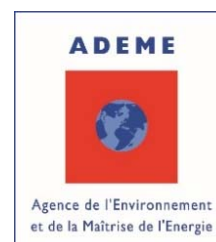


SIÈGE SOCIAL - 367, avenue du Grand Ariétaz
73024 CHAMBERY CEDEX
INDDIGO SAS au capital de 1 500 000 €
RCS CHAMBERY - APE 7112B
SIRET 402 250 427 00026

Inddigo
367, avenue du Grand Ariétaz
CS 52401
73024 CHAMBERY CEDEX

Tél. : 04 79 69 89 69
Fax : 04 79 69 06 00
E-mail : inddigo@inddigo.com

www.inddigo.com



SOMMAIRE

- **ANNEXE 1 : GLOSSAIRE**
- **ANNEXE 2 : SYNTHÈSE DES POLITIQUES DE PRÉVENTION DES DÉCHETS EN MARTINIQUE, ADEME, NOVEMBRE 2018.**
- **ANNEXE 3 : MODALITÉS DE CALCUL DU TAUX DE VALORISATION DES DÉCHETS**
- **ANNEXE 4 : HYPOTHÈSES DE CALCUL DU TAUX DE RECYCLAGE**
- **ANNEXE 5 : DIAGNOSTIC PROSPECTIF ET PROPOSITION DE FEUILLE DE ROUTE RELATIFS AU DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE EN MARTINIQUE, ADEME, SEPTEMBRE 2017**
- **ANNEXE 6 : COMPTES RENDUS DES ATELIERS DE CONCERTATIONS DU PPDGM**
- **ANNEXE 7 : FICHES ACTIONS PRÉVENTION**
- **ANNEXE 8 : ADDENDUM**
- **ANNEXE 9 : CONFORMITÉ À L'ARTICLE 28 DE LA DIRECTIVE 2008/98/CE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL**

ANNEXE 1 : GLOSSAIRE

Achat éco-responsable : l'achat éco-responsable consiste à intégrer l'environnement dans les décisions liées au processus d'achat. Cette démarche vise à recourir à des approvisionnements (produits et prestations) plus respectueux de l'environnement. Elle va dans le sens d'une gestion responsable et citoyenne des achats.

Amendement organique : matières fertilisantes composées principalement de combinaisons carbonées d'origine végétale, fermentées ou fermentescibles, destinées à l'entretien ou à la reconstitution du stock de la matière organique du sol. Les amendements organiques sont actuellement définis par la norme AFNOR NFU 44051 (en cours de révision).

Biodéchets : la définition des biodéchets est précisée à l'article 8 du décret n° 2011-828 du 11 juillet 2011 portant diverses dispositions relatives à la prévention et à la gestion des déchets. Ainsi, le terme biodéchet concerne « tout déchet non dangereux biodégradable de jardin ou de parc, tout déchet non dangereux alimentaire ou de cuisine issu notamment des ménages, des restaurants, des traiteurs ou des magasins de vente au détail, ainsi que tout déchet comparable provenant des établissements de production ou de transformation de denrées alimentaires. »

Biogaz : gaz produit par la dégradation de la matière organique en absence d'oxygène (anaérobiose) ; il comprend du méthane, du gaz carbonique et d'autres gaz à l'état de traces (notamment malodorants à base de soufre et mercaptan).

Boues de stations d'épuration dénommées aussi **boues de l'assainissement** (urbaines ou industrielles) : déchets résultant du fonctionnement des dispositifs collectifs d'épuration des eaux usées.

Combustibles solides de récupération (CSR) : Extraction des déchets à fort pouvoir calorifique intérieur (PCI) afin de les valoriser énergétiquement (industriels).

Co-compostage : compostage en mélange de différents types de déchets organiques dont les caractéristiques sont complémentaires (teneurs en eau, en azote et carbone, porosité).

Collecte : toute opération de ramassage des déchets en vue de leur transport vers une installation de traitement des déchets.

Collecte en porte-à-porte : mode d'organisation de la collecte dans lequel le contenant est affecté à un groupe d'usagers nommément identifiables ; le point d'enlèvement est situé à proximité immédiate du domicile de l'utilisateur ou du lieu de production des déchets.

Collecte par apport volontaire : mode d'organisation de la collecte dans lequel un contenant de collecte est mis à la disposition du public.

Collecte sélective ou séparative : collecte de certains flux de déchets (recyclables secs et fermentescibles), que les ménages n'ont pas mélangé aux ordures ménagères résiduelles, en vue d'un recyclage matière ou organique.

Compostage : procédé de traitement biologique aérobie, dans des conditions contrôlées, des déchets exclusivement ou majoritairement composés de déchets fermentescibles et permettant la production de compost.

Compostage domestique : compostage par les particuliers de leurs propres déchets organiques (déchets verts, déchets de cuisine, de potager, etc.). Le compostage à domicile peut être réalisé soit en tas, soit dans des bacs spécifiques appelés composteurs.

Compost : amendement organique résultant d'un traitement par compostage (voie aérobie) ou par méthanisation (voie anaérobie), deux techniques complémentaires ou alternatives permettant le traitement des matières organiques, telles que les déchets verts, les biodéchets, les boues voire certains déchets agricoles et agro-alimentaires.

Déchet : toute substance ou tout objet, ou plus généralement tout bien meuble, dont le détenteur se défait ou dont il a l'intention ou l'obligation de se défaire.

Déchets d'activités économiques (DAE) : On appelle communément DAE tous les déchets qui ne sont pas des déchets ménagers.

Ceci inclut notamment les déchets provenant des entreprises industrielles, des artisans, commerçants, écoles, services publics, hôpitaux, services tertiaires et les déchets produits par les particuliers hors de leurs domiciles. Ces déchets peuvent être dangereux ou non.

Déchets d'Activités de Soins à Risques Infectieux (DASRI) : selon l'article R1335-1 du Code de la santé publique, il s'agit de déchets issus des activités de diagnostic, de suivi et de traitement préventif, curatif ou palliatif, dans les domaines de la médecine humaine et vétérinaire. Ils présentent un risque infectieux du fait qu'ils contiennent des microorganismes ou leurs toxines pouvant causer la maladie chez l'homme ou chez d'autres organismes vivants.

Déchets Dangereux (DD) : regroupent les déchets dangereux des entreprises en grandes quantités, les déchets toxiques en quantités dispersées des entreprises (DDQD), les déchets dangereux des ménages (DDM) et les déchets d'activités de soins à risques infectieux (DASRI).

Déchets Dangereux des Ménages (DDM appelés aussi DMS) : déchets des ménages qui ne peuvent être pris en compte par la collecte usuelle des ordures ménagères ou des encombrants, sans créer de risques pour les personnes ou pour l'environnement. Ces déchets peuvent être explosifs, corrosifs, nocifs, toxiques, irritants, comburants, facilement inflammables ou d'une façon générale dommageables pour l'environnement, (exemple : les insecticides, produits de jardinage, piles, huiles de moteur usagées, acides, ...).

Déchets dangereux en quantité dispersée (DDQD) : déchets des activités qui ne peuvent être pris en compte par la collecte usuelle des déchets des activités, sans créer de risques pour les personnes ou pour l'environnement. Ces déchets peuvent être explosifs, corrosifs, nocifs, toxiques, irritants, comburants, facilement inflammables ou d'une façon générale dommageables pour l'environnement, (exemple : les insecticides, produits phytosanitaires, piles, huiles de moteur usagées, acides, ...). De même nature que les DDM, ils s'en différencient uniquement par leur détenteur.

Déchets d'emballages : emballages, matériaux d'emballages dont le détenteur, qui sépare l'emballage du produit qu'il contenait, se défait, à l'exclusion des résidus de production d'emballages.

Déchets de l'assainissement collectif : déchets résultant du fonctionnement des dispositifs d'épuration et de l'entretien des réseaux d'évacuation des eaux usées et pluviales.

Déchets encombrants des ménages : déchets de l'activité domestique des ménages qui, en raison de leur volume ou de leur poids, ne peuvent être pris en compte par la collecte usuelle des ordures. Ils comprennent notamment : des biens d'équipement ménagers usagés, des déblais, des déchets inertes, des déchets verts des ménages...

Déchets fermentescibles ou organiques : déchets composés exclusivement de matière organique biodégradable. Ils sont susceptibles d'être traités par compostage ou méthanisation.

Déchets inertes : composés de gravats et déblais, déchets qui ne subissent aucune modification physique, chimique ou biologique. Les déchets inertes ne se décomposent pas, ne brûlent pas et ne produisent aucune réaction physique ou chimique, ne sont pas biodégradables et n'ont aucun effet dommageable sur d'autres matières avec lesquelles ils entrent en contact, d'une manière susceptible d'entraîner une pollution de l'environnement ou de nuire à la santé humaine.

Déchets assimilés : déchets provenant des entreprises industrielles, des artisans, commerçants, écoles, services publics, hôpitaux, services tertiaires et collectés dans les mêmes conditions que les déchets ménagers.

Déchets municipaux : ensemble des déchets dont l'élimination relève de la compétence des communes. Parmi les déchets municipaux, on peut distinguer les catégories suivantes : les ordures ménagères, les déchets encombrants des ménages, les déchets ménagers spéciaux, les déchets de nettoyage, les déchets de l'assainissement collectif, les déchets verts des collectivités locales.

Déchets Non Dangereux (DND) : est non dangereux (ou banal) un déchet qui n'appartient à aucune des catégories suivantes : déchets dangereux, déchets inertes, déchets radioactifs.

<ul style="list-style-type: none"> - Déchets Non Ménagers (appelés aussi DIB ou DAE) : produits par les entreprises et les administrations.
<ul style="list-style-type: none"> - Déchets recyclables secs : dénommés ainsi par opposition aux déchets putrescibles, ils intègrent les déchets d'emballages ménagers et les journaux-revues-magazines, matériaux qui sont très souvent collectés dans le cadre du dispositif de la collecte sélective des déchets d'emballages ménagers. Voir EJM.
<p>Déchets résiduels : ils sont ainsi dénommés lorsqu'ils sont diminués des matériaux recyclables ou des matières fermentescibles pris en compte par les collectes sélectives. Ces déchets sont dirigés vers des filières d'éliminations, avec ou sans valorisation de l'énergie qu'ils contiennent.</p>
<p>Déchets spécifiques : ils sont ainsi dénommés par opposition aux déchets dits banals, que l'on retrouve de manière transversale dans pratiquement toutes les activités économiques, comme le papier, le carton, le bois, les métaux, etc.</p> <p>Il s'agit de déchets particulier par leur nature voire leur quantités, et qui suivent des filières de valorisation particulières, qui leurs sont propres.</p>
<p>Déchets ultimes : Depuis le 1er juillet 2002, « les installations d'élimination des déchets par stockage ne seront autorisées à accueillir que des déchets ultimes ». Le Code de l'Environnement précise leur définition : « est ultime un déchet, résultant ou non du traitement d'un déchet, qui n'est plus susceptible d'être réutilisé ou valorisé dans les conditions techniques et économiques du moment, notamment par extraction de la part valorisable ou par réduction de son caractère polluant ou dangereux ».</p> <ul style="list-style-type: none"> - Telle qu'elle est présentée dans la loi de juillet 1992 et le Code de l'Environnement, la définition du déchet ultime se veut avant tout évolutive. Elle est adaptable dans le temps, puisqu'elle varie en fonction de l'avancée des progrès techniques réalisés en matière de traitement des déchets. Elle est aussi adaptable dans l'espace, et s'interprète différemment selon le contexte et la spécificité territoriale.
<p>Déchèterie : espace aménagé, gardienné, clôturé, où le particulier et dans certaines conditions les entreprises peuvent apporter leurs déchets encombrants et d'autres déchets triés en les répartissant dans des contenants distincts en vue de valoriser, traiter ou stocker au mieux les matériaux qui les constituent.</p>
<ul style="list-style-type: none"> - Dépôt sauvage : dépôt clandestin de déchets réalisé par des particuliers ou des entreprises sans autorisation communale et sans autorisation préfectorale au titre de la législation sur les installations classées.
<ul style="list-style-type: none"> - Déchets verts ou déchets végétaux (DV): résidus végétaux de l'entretien et du renouvellement des espaces verts publics et privés (parcs et jardins, terrains de sports, espaces verts des collectivités territoriales, des organismes publics et parapublics, des sociétés privées et des particuliers).
<ul style="list-style-type: none"> - Elimination : toute opération qui n'est pas de la valorisation même lorsque ladite opération a comme conséquence secondaire la récupération de substances, matières, produits ou d'énergie.
<p>Fraction Fermentescible des Ordures Ménagères (FFOM) : elle comprend la fraction putrescible des ordures ménagères (déchets de cuisine et la part des déchets verts des ménages jetés avec les ordures dans la poubelle) et éventuellement les papiers-cartons.</p>
<ul style="list-style-type: none"> - Gestion des déchets : la collecte, le transport, la valorisation, l'élimination des déchets et plus largement, toute activité participant de l'organisation de la prise en charge des déchets depuis leur production jusqu'à leur traitement final, y compris les activités de négoce ou de courtage et la supervision de l'ensemble de ces opérations.
<p>Incinération : combustion des déchets dans un four adapté aux caractéristiques de ceux-ci.</p>
<p>Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) : installations dont l'exploitation peut être source de dangers ou de pollutions et est réglementée. On distingue celles soumises à déclaration à la préfecture, à enregistrement et celles soumises à autorisation préfectorale après enquête publique.</p>

Installation de Stockage des Déchets (ISD) : lieu de stockage permanent des déchets, appelé autrefois centre d'enfouissement technique (CET) ou Centre de Stockage de Déchets Ultimes (CSDU). On distingue :

- l'installation de stockage des déchets dangereux (ISDD), recevant des déchets dangereux, ultimes et stabilisés,
- l'installation de stockage des déchets non dangereux (ISDND), recevant les déchets ménagers et assimilés non dangereux,
- l'installation de stockage des déchets inertes (ISDI), recevant les déchets inertes.

- **Mâchefers** : ce sont les résidus solides résultant de la combustion des déchets. Ces résidus contiennent d'une part, certains éléments métalliques qui peuvent être retirés dans un but de recyclage et d'autre part, un certain taux de minéraux (silice) leur permettant une utilisation comme matériau de substitution en techniques routières. En outre, la présence de polluants (métaux lourds) peut être relevée.

- **Méthanisation** : procédé de traitement biologique par voie anaérobie, dans des conditions contrôlées, de déchets exclusivement ou majoritairement composés de matériaux fermentescibles et permettant la production de biogaz et de digestat.

- **Ordures Ménagères (OM)** : déchets issus de l'activité domestique des ménages, pris en compte par les collectes usuelles.

- **Ordures Ménagères et Assimilés (OMA)** : par analogie aux Déchets Ménagers et Assimilés, il s'agit des ordures provenant des ménages (ordures ménagères au sens strict) mais également des entreprises industrielles, des artisans, commerçants, écoles, services publics, hôpitaux, services tertiaires et collectées dans les mêmes conditions que les ordures ménagères au sens strict.

- **Ordures Ménagères Résiduelles (OMr)** : elles sont ainsi dénommées lorsqu'elles sont diminuées des matériaux recyclables ou des matières fermentescibles pris en compte par les collectes sélectives.

- **Point d'apport volontaire (PAV)** : emplacement en accès libre équipé d'un ou de plusieurs contenants permettant de déposer volontairement des déchets préalablement séparés par leurs producteurs.

- **Pré-collecte** : ensemble des opérations d'évacuation des déchets depuis leur lieu de production jusqu'au lieu de prise en charge par le service de collecte.

Préparation en vue de la réutilisation : toute opération de contrôle, de nettoyage ou de réparation en vue de la valorisation par laquelle des substances, matières ou produits qui sont devenus des déchets sont préparés de manière à être réutilisés sans autre opération de prétraitement.

Prévention : toutes mesures prises avant qu'une substance, une matière ou un produit ne devienne un déchet, lorsque ces mesures concourent à la réduction d'au moins un des items suivants :

- la quantité de déchets générés, y compris par l'intermédiaire du réemploi ou de la prolongation de la durée d'usage des substances, matières ou produits ;
- les effets nocifs des déchets produits sur l'environnement et la santé humaine ;
- la teneur en substances nocives pour l'environnement et la santé humaine dans les substances, matières ou produits.

- **Recyclage** : toute opération de valorisation par laquelle les déchets, y compris les déchets organiques, sont retraités en substances, matières ou produits aux fins de leur fonction initiale ou à d'autres fins. Les opérations de valorisation énergétique des déchets, celles relatives à la conversion des déchets en combustible et les opérations de remblaiement ne peuvent pas être qualifiées d'opérations de recyclage.

Recyclage matière : opération visant à introduire aux fins de leur fonction initiale ou à d'autres fins les matériaux provenant de déchets dans un cycle de production en remplacement total ou partiel d'une matière première vierge.

Recyclage organique : traitement aérobie ou anaérobie par des micro-organismes et dans des conditions contrôlées des parties biodégradables de déchets avec production d'amendements organiques

(ou autres produits) stabilisés ou de méthane, ou épandage direct de ces déchets pour permettre leur retour au sol. L'enfouissement ne peut être considéré comme une forme de recyclage organique.
<ul style="list-style-type: none"> • Recyclerie / ressourcerie : centre dédié au réemploi et notamment à des activités de récupération, de réparation, de valorisation, de revente et de sensibilisation du public à l'acquisition de comportements respectueux de l'environnement.
<ul style="list-style-type: none"> • Réemploi : toute opération par laquelle des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont utilisés de nouveau pour un usage identique à celui pour lequel ils avaient été conçus.
<ul style="list-style-type: none"> • Redevance incitative (RI) : il s'agit d'une REOM dont le montant varie en fonction de l'utilisation réelle du service par l'usager.
<p>Redevance spéciale (RS) : redevance pour l'enlèvement des déchets non ménagers (ne provenant pas des ménages). La loi n° 92-646 du 13 juillet 1992, reprise dans l'article L2333-78 du Code général des collectivités territoriales, rend l'institution de la redevance spéciale obligatoire à compter du 1er janvier 1993, pour toutes les collectivités prenant en charge les déchets non ménagers et n'ayant pas instauré la Redevance d'Enlèvement des Ordures Ménagères (REOM).</p> <p>La loi de Finances rectificatives pour 2015 du 17 décembre 2015 est venue bousculer les conclusions liées à l'arrêt Auchan :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Elle modifie l'article L 2333-78 du CGCT : la mise en place de la redevance spéciale est désormais une possibilité et non plus une obligation pour les collectivités finançant le service via la TEOM. L'obligation reste d'actualité uniquement pour les collectivités finançant le service déchets par le budget général. • La TEOM devient en outre l'instrument de financement des déchets ménagers <u>ET assimilés</u> : il ne pourra plus être reproché à la collectivité de calculer son taux de TEOM à partir du coût global de collecte et traitement des déchets collectés par le service public (ménagers + assimilés). <p>La loi vise à sécuriser les délibérations fixant les taux de TEOM, ceux-ci étant concrètement calculés par les collectivités à partir du coût global.</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Résidus d'Épuration des Fumées d'Incinération des Ordures Ménagères (REFIOM) : résidus issus du dépoussiérage et de la neutralisation des fumées des incinérateurs.
<ul style="list-style-type: none"> • Résidus d'assainissement : déchets résultant du fonctionnement des dispositifs collectifs d'épuration (à l'exception des boues de station) et de l'entretien des réseaux d'évacuation des eaux usées.
<ul style="list-style-type: none"> • Réutilisation : toute opération par laquelle des substances, matières ou produits qui sont devenus des déchets sont utilisés de nouveau.
<ul style="list-style-type: none"> • Système de management environnemental (SME) : composante du système de management global qui inclut la structure organisationnelle, les activités de planification, les responsabilités, les pratiques, les procédures, les procédés et les ressources pour élaborer, mettre en œuvre, réaliser, réviser et maintenir la politique environnementale d'une entreprise
<ul style="list-style-type: none"> • Tarification incitative : suite au Grenelle Environnement, le mode de financement du service de collecte et d'élimination des déchets ménagers devra inclure une part incitative dans un délai de cinq ans, à compter de la date de publication de la loi n° 2009-967 du 3 août 2009. L'instauration d'une tarification incitative permet l'application du principe pollueur – payeur aux usagers du service. Elle doit intégrer le niveau de production de déchets pour facturer l'usager.
<ul style="list-style-type: none"> • Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM) : taxe prélevée par la collectivité auprès des ménages, calculée en fonction de la surface bâtie et non du service rendu de ramassage des ordures ménagères.
<ul style="list-style-type: none"> • Taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) : instituée par la loi de finances de 1999, elle est constituée du regroupement de plusieurs taxes liées à l'environnement.
<ul style="list-style-type: none"> • Technologie propre : mode de fabrication intrinsèquement moins polluant qu'un procédé ancien, soit quantitativement, soit qualitativement, soit en adaptant une modification au niveau du procédé

telle qu'elle permette de minimiser les pertes et les rejets, voire d'améliorer le fonctionnement du mode épuratoire aval
<ul style="list-style-type: none"> • Tout-venant : c'est la catégorie "par défaut" qui regroupe tous les déchets encombrants non triés collectés généralement en déchèterie. Elle est traitée en installation de stockage des déchets non dangereux ou en incinération.
<ul style="list-style-type: none"> • Traitement : ensemble de procédés visant à transformer les déchets pour notamment en réduire dans des conditions contrôlées le potentiel polluant initial, la quantité ou le volume, et le cas échéant assurer leur recyclage ou leur valorisation.
<ul style="list-style-type: none"> • Traitement biologique : procédé de transformation contrôlée de matières fermentescibles produisant un résidu organique plus stable susceptible d'être utilisé en tant qu'amendement organique ou support de culture.
<ul style="list-style-type: none"> • Traitement mécano-biologique (TMB) : ce traitement comporte 3 étapes : <ul style="list-style-type: none"> • Une étape « mécanique » de séparation, isolation des flux et préparation de la matière organique ; • Une étape « biologique » de dégradation de la matière organique, à l'issue de laquelle, est produit un stabilisât ; • Une étape « d'affinage » permettant la production d'un amendement organique de qualité.
<ul style="list-style-type: none"> • Tri à la source : opération de séparation des différents flux de déchets par les producteurs. Dans le cas des matériaux recyclables des ménages il s'agit plutôt de non mélange que de tri à la source.
Valorisation : toute opération dont le résultat principal est que des déchets servent à des fins utiles en substitution à d'autres substances, matières ou produits qui auraient été utilisés à une fin particulière, ou que des déchets soient préparés pour être utilisés à cette fin, y compris par le producteur de déchets
<p>Valorisation énergétique : elle est définie par la directive 2008/98/CE du Parlement Européen et du Conseil du 19 novembre 2008, relative aux déchets et abrogeant certaines directives.</p> <p>« L'opération de valorisation inclut les installations d'incinération dont l'activité principale consiste à traiter les déchets municipaux solides pour autant que leur rendement énergétique soit égal ou supérieur :</p> <ul style="list-style-type: none"> • à 0,60 pour les installations en fonctionnement et autorisées conformément à la législation communautaire applicable avant le 1er janvier 2009, • à 0,65 pour les installations autorisées après le 31 décembre 2008, <p>calculé selon la formule suivante :</p> $\text{rendement énergétique} = (E_p - (E_f + E_i)) / (0,97 \times (E_w + E_f)), \text{ où :}$ <ul style="list-style-type: none"> - E_p représente la production annuelle d'énergie sous forme de chaleur ou d'électricité. Elle est calculée en multipliant par 2,6 l'énergie produite sous forme d'électricité et par 1,1 l'énergie produite sous forme de chaleur pour une exploitation commerciale (GJ/an) ; - E_f représente l'apport énergétique annuel du système en combustibles servant à la production de vapeur (GJ/an) ; - E_i représente la quantité annuelle d'énergie importée, hors E_w et E_f (GJ/an) ; - E_w représente la quantité annuelle d'énergie contenue dans les déchets traités, calculée sur la base du pouvoir calorifique inférieur des déchets (GJ/an) ; - 0,97 est un coefficient prenant en compte les déperditions d'énergie dues aux mâchefers d'incinération et au rayonnement. <p>Cette formule est appliquée conformément au document de référence sur les meilleures techniques disponibles en matière d'incinération de déchets (BREF Incinération). »</p>
Vitrification : procédé de stabilisation des déchets ultimes à haute température (1500°C 2300°C) afin d'oxyder les matières combustibles résiduelles et de permettre leur fusion. Le produit final est une masse vitreuse qui piège les polluants. Ce procédé est onéreux en raison de l'énergie qu'il nécessite.

ANNEXE 2 : SYNTHÈSE DES POLITIQUES DE PRÉVENTION DES DÉCHETS EN MARTINIQUE, ADEME, NOVEMBRE 2018

SYNTHÈSE DES **POLITIQUES DE PRÉVENTION** EN **MARTINIQUE**



Remerciements : les auteurs tiennent à remercier la CACEM, Cap Nord Martinique, l'Espace Sud, la CTM, Eco-Mobil, l'ACISE, pour leurs contributions à la préparation de cette synthèse.

Ce document est édité par l'ADEME

ADEME

7.Zone d'Activité de Manhity
Four à Chaux Sud – Immeuble EXODOM
97232 LE LAMENTIN

Coordination technique : Charlotte Gully

Rédacteurs : RDC Environnement (Isabelle Descos, Frédéric Michel) et Moins c'est Plus (Francis Chalot) pour le compte de l'ADEME

Crédits photo : CACEM, Cap Nord Martinique, Eco-Mobil, ADEME Martinique, Eco-Mobil, CTM, Fotolia

Création graphique et illustrations : PietW

Impression : AZ Print, B-4460 Grâce-Hollogne
Imprimerie certifiée FSC - n°A000351
Encre végétale



Référence Ademe : 010685

ISBN web : 979-10-297-1205-0

ISBN Print : 979-10-297-1206-7

Dépôt légal : ©ADEME Éditions, Novembre 1018

Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite selon le Code de la propriété intellectuelle (Art L 122-4) et constitue une contrefaçon réprimée par le Code pénal. Seules sont autorisées (Art L 122-5) les copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective, ainsi que les analyses et courtes citations justifiées par le caractère critique, pédagogique ou d'information de l'oeuvre à laquelle elles sont incorporées, sous réserve, toutefois, du respect des dispositions des articles L 122-10 à L 122-12 du même Code, relatives à la reproduction par reprographie.

L'ADEME EN BREF

L'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) participe à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de l'environnement, de l'énergie et du développement durable. Elle met ses capacités d'expertise et de conseil à disposition des entreprises, des collectivités locales, des pouvoirs publics et du grand public, afin de leur permettre de progresser dans leur démarche environnementale.

L'Agence aide en outre au financement de projets, de la recherche à la mise en œuvre et ce, dans les domaines suivants : la gestion des déchets, la préservation des sols, l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables, les économies de matières premières, la qualité de l'air, la lutte contre le bruit, la transition vers l'économie circulaire et la lutte contre le gaspillage alimentaire.

L'ADEME est un établissement public sous la tutelle conjointe du ministère de la Transition écologique et solidaire et du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.



Table des matières








Introduction	6
Le contexte de la Martinique	8
1. La gestion des déchets en Martinique	8
2. La prévention des déchets en Martinique	10
Les résultats des politiques de prévention en Martinique	11
1. Les actions réalisées	11
1.1. Bilan global des actions	11
 1.2. Sensibilisation	12
 1.3. Actions éco-exemplaires	17
 1.4. Gestion de proximité des biodéchets	18
 1.5. Actions emblématiques et autres actions d'évitement	20
 1.6. Réemploi – Réparation	21
 1.7. Déchets dangereux	23
 1.8. Déchets des entreprises	24
2. La mobilisation des acteurs du territoire	25
2.1. Partenariats	25
2.2. Relais	25
3. Les moyens mobilisés	26
3.1. Budget	26
3.2. Moyens humains	26
3.3. Aides ADEME	26
4. L'évolution de la production de déchets	27
Conclusion	29
La Martinique se mobilise autour de la prévention	29
Il existe des potentialités de prévention à explorer	29
Les collectivités sont motivées et planifient d'autres actions	29
Enseignements et recommandations	30
Réinterroger les actions susceptibles de réduire les plus gros gisements	30
Prévoir des outils et moyens d'évaluation	30
S'appuyer sur la dynamique territoriale et les relais	30
Poursuivre la sensibilisation	30
Contacts	31

Table des figures

Figure 1 : Définition de la prévention	7
Figure 2 : Définition de la terminologie déchets	7
Figure 3 : Caractéristiques des trois Communautés d'Agglomération de la Martinique	8
Figure 4 : Les installations de traitement des déchets en Martinique	9
Figure 5 : Les services de gestion des déchets dans les trois Communautés d'agglomération	9
Figure 5 bis : Les tonnages et coûts des déchets en Martinique, dans les Départements français d'Amérique (DFA) et en métropole	9
Figure 6 : Composition des Ordures Ménagères et assimilées (tous flux confondus) en Martinique	10
Figure 7 : Les différents contrats des programmes locaux de prévention et leur durée	10
Figure 8 : Liste des actions prévues dans les Programmes Locaux de prévention déchets (PLPD)	11
Figure 9 : Lien entre les actions de prévention prévues et les flux de déchets concernés4	12
Figure 10 : Exemple de supports de communications généraux	13
Figure 11 : Animations en magasins sur l'éco-consommation	13
Figure 12 : Illustration de la formation des foyers témoins sur la Communauté d'agglomération Espace Sud	14
Figure 13 : Exemple d'intervention en milieu scolaire (Le Carbet des Sciences)	15
Figure 13 bis : le logo Eco-Ecole	15
Figure 14 : Exemple de sensibilisation à la Pointe Marin : fourniture de gobelets réutilisables et de boîte à sandwiches.	16
Figure 15 : Sensibilisation d'élus lors d'une journée de réseau Prévention	16
Figure 16 : Charte de l'agent éco-responsable	17
Figure 17 : Sensibilisation et Charte d'engagement du compostage individuel (Cap Nord)	19
Figure 18 : Site de compostage collectif, Résidence Eucalyptus, Fort-de-France	19
Figure 19 : Sensibilisation au Robert	19
Figure 20 : Exposition proposée par Cap Nord	20
Figure 21 : Exemple de communication associée à l'opération Stop Pub (CTM et CACEM)	20
Figure 22 : Signature de la charte d'engagement dans une crèche pilote	21
Figure 22 bis : Exemple de communication associée à l'opération Stop Pub (CTM et CACEM)	21
Figure 23 : Sensibilisation du grand public au Salon Ti Moun Expo	21
Figure 24 : Visuel de la charte d'engagement de l'opération Bébé Témoins	21
Figure 25 : Cartographie des équipements de réemploi réparation	21
Figure 26 : Les ateliers de réparation d'Ecomobil	22
Figure 27 : Animation par les équipes des collectivités sur la réparation	22
Figure 28 : Cartographie des bornes d'apport volontaire installées par l'ACISE	23
Figure 29 : Exemple de plaquette de sensibilisation à réduire les produits dangereux (CACEM)	23
Figure 30 : Evolution des DMA sur l'ensemble la Martinique depuis 2010 (kg/hab/an)	27
Figure 31 : Evolution des OMA sur l'ensemble la Martinique depuis 2010 (kg/hab/an)	27
Figure 32 : Evolution des déchets occasionnels sur l'ensemble la Martinique depuis 2010 (kg/hab/an)	28



INTRODUCTION

Dès 2004, la France s'est dotée d'un Plan d'actions de prévention de la production de déchets, puis d'un Programme national de soutien au compostage domestique en 2006. La 1ère loi Grenelle d'août 2009 est venue renforcer cette volonté politique en définissant des mesures de prévention complémentaires et en fixant un objectif de réduction de 7 % des quantités annuelles d'ordures ménagères et assimilées (OMA) par habitant entre 2008 et 2013.

La Loi Grenelle 2 introduit dans le Code de l'Environnement l'obligation des Programmes Locaux de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA) pour les collectivités à compétence collecte à compter du 1er janvier 2012.

Parallèlement, et dès 2008, l'ADEME avait mobilisé des territoires qui se sont emparés de ces objectifs de réduction des déchets, en contractualisant localement et se fixant :

• UN OBJECTIF DE RÉDUCTION DE 7% DES OMA EN KG/HAB/AN EN 5 ANS

par rapport à une année de référence (généralement l'année précédant le contrat avec l'ADEME).

En Martinique, chacun des territoires concernés s'est ainsi engagé, selon son propre rythme, à l'atteinte de cet objectif, avec en premier lieu la réalisation d'une caractérisation des déchets et l'identification des gisements d'évitements prioritaires.

• DES PROGRAMMES D'ACTIONS SUR DIFFÉRENTS AXES

Pour atteindre un tel objectif, les contractualisations avec l'ADEME impliquent le développement d'actions selon différents axes :

- **La sensibilisation des publics** : l'ambition est de faire prendre conscience à différents publics producteurs de déchets de leurs impacts (quantitatifs et qualitatifs) et des possibilités qui s'offrent à eux pour les réduire. Elle constitue la clé de voûte des changements de comportement et peut revêtir de nombreuses formes.

- **L'éco-exemplarité des collectivités** : Il est nécessaire que les collectivités s'engagent elles-mêmes à développer des actions de réduction des déchets car elles sont de gros producteurs de déchets ; de plus, elles doivent être cohérentes avec les messages qu'elles prônent pour mobiliser d'autres acteurs à réduire leur déchets.

- **Des actions dites « emblématiques » nationales** : l'Etat a lancé, en 2004 et 2017 des opérations d'envergure nationale comme la lutte contre les imprimés non sollicités (INS), par l'apposition d'autocollants Stop Pub. Les collectivités ont un rôle décisif pour inciter la population ne souhaitant pas d'INS à coller leur autocollant et faire s'engager les annonceurs à respecter le message.

En 2017, l'Etat a lancé le Pacte national de lutte contre le gaspillage alimentaire visant une réduction de 50 % d'ici à 2025. Les collectivités, gros producteurs via les cantines collectives, ont un rôle exemplaire à jouer.

- **La prévention et la gestion de proximité des biodéchets**

La gestion de proximité des biodéchets permet d'éviter d'évacuer une partie de ces déchets (déchets végétaux, déchets d'alimentation...) via les poubelles ou les déchèteries, en les transformant plutôt en produits utiles : compost pour les espaces verts publics ou des particuliers, aliments pour les poules...

- **La réparation et le réemploi** : de nombreux produits/objets (encore en état de fonctionnement) sont dirigés vers des filières de gestion des déchets alors qu'ils pourraient être réparés ou réemployés par d'autres utilisateurs. Prolonger la durée de vie de ces produits permet d'éviter d'importantes quantités de déchets. Le développement de recycleries, le recensement des structures, le partenariat et la promotion des acteurs de la réparation, sont des actions capitales.

- **D'autres actions d'évitement de déchets** peuvent être développées comme l'utilisation de couches lavables plutôt que jetables ; la consigne d'emballages, permettant leur réemploi local et donc la réduction des quantités d'emballages jetables...

- **Les entreprises sont de gros producteurs de déchets**, directement ou indirectement. Elles ont donc leur rôle à jouer : d'une part en veillant à produire elles-mêmes moins de déchets par leur activité ; d'autre part, pour les entreprises productrices de biens, en entrant dans des démarches d'éco-conception permettant de réduire, tout au long de la vie de ces produits, leurs impacts dont la production de déchets. Enfin la distribution peut collaborer aux démarches de sensibilisations à la consommation responsable.

- **Certains produits sont dangereux pour la santé et les écosystèmes**. Réduire les quantités utilisées, leur substituer d'autres produits moins nocifs et plus durables (rechargeables...), adopter les gestes permettant de les séparer des déchets ménagers et les orienter vers les bonnes filières contribuent à la prévention qualitative des déchets.

• DES MOYENS BUDGÉTAIRES ET HUMAINS

L'ADEME Martinique a contribué au financement de Programmes Locaux de Prévention pour les 3 collectivités à compétence collecte des déchets ménagers et assimilés (DMA), et d'un Plan de Prévention à l'échelle de la Martinique (Département puis Collectivité Territoriale de la Martinique).

Pour mettre en œuvre ces plans et programmes, chaque collectivité a créé un poste de chargé de mission prévention, financé par contrat avec l'ADEME, ainsi qu'un programme d'actions avec un budget prévisionnel sur 5 ans.

Ce document a pour but de présenter en Martinique, le résultat de ces démarches de prévention des déchets entre 2010 et 2017.

Figure 1 Définition de la prévention

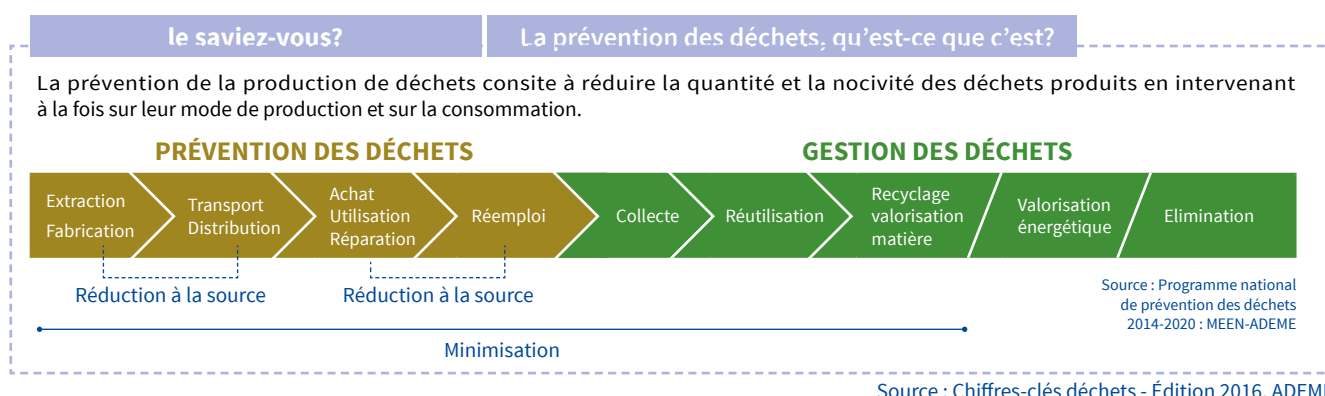


Figure 2 Définition de la terminologie déchets

le saviez-vous? DMA, OMA... : de quoi parle-t-on ?

Déchets ménagers et assimilés (DMA) : déchets produits par les ménages et les activités économiques collectés par le service public d'élimination des déchets

Déchets occasionnels (DO)

Encombrants
déchets verts,
déblais
et gravats

Déchets de routine = ordures ménagères et assimilées (OMA)

Déchets collectés en mélange (poubelles ordinaires)

= **ordures ménagères résiduelles (OMR)**

Déchets collectés sélectivement, soit en porte-à-porte, soit en apport volontaire

(emballages, déchets fermentescibles, verre...)

Les déchets ménagers et assimilés (DMA) sont constitués à 69 %¹ environ de déchets ménagers, les déchets « assimilés » étant des déchets de petites entreprises ou d'administrations, collectés en même temps que les déchets ménagers.

Ils sont composés des ordures ménagères (OM), collectées auprès des ménages, en porte-à-porte ou en apport volontaire, en mélange ou en collecte séparée et des déchets collectés en déchèterie ou par des collectes spécifiques d'encombrants.

Source : Chiffres-clés déchets - Modecom 2011

¹ Source : ADEME Martinique



LE CONTEXTE DE LA MARTINIQUE

1. LA GESTION DES DÉCHETS EN MARTINIQUE

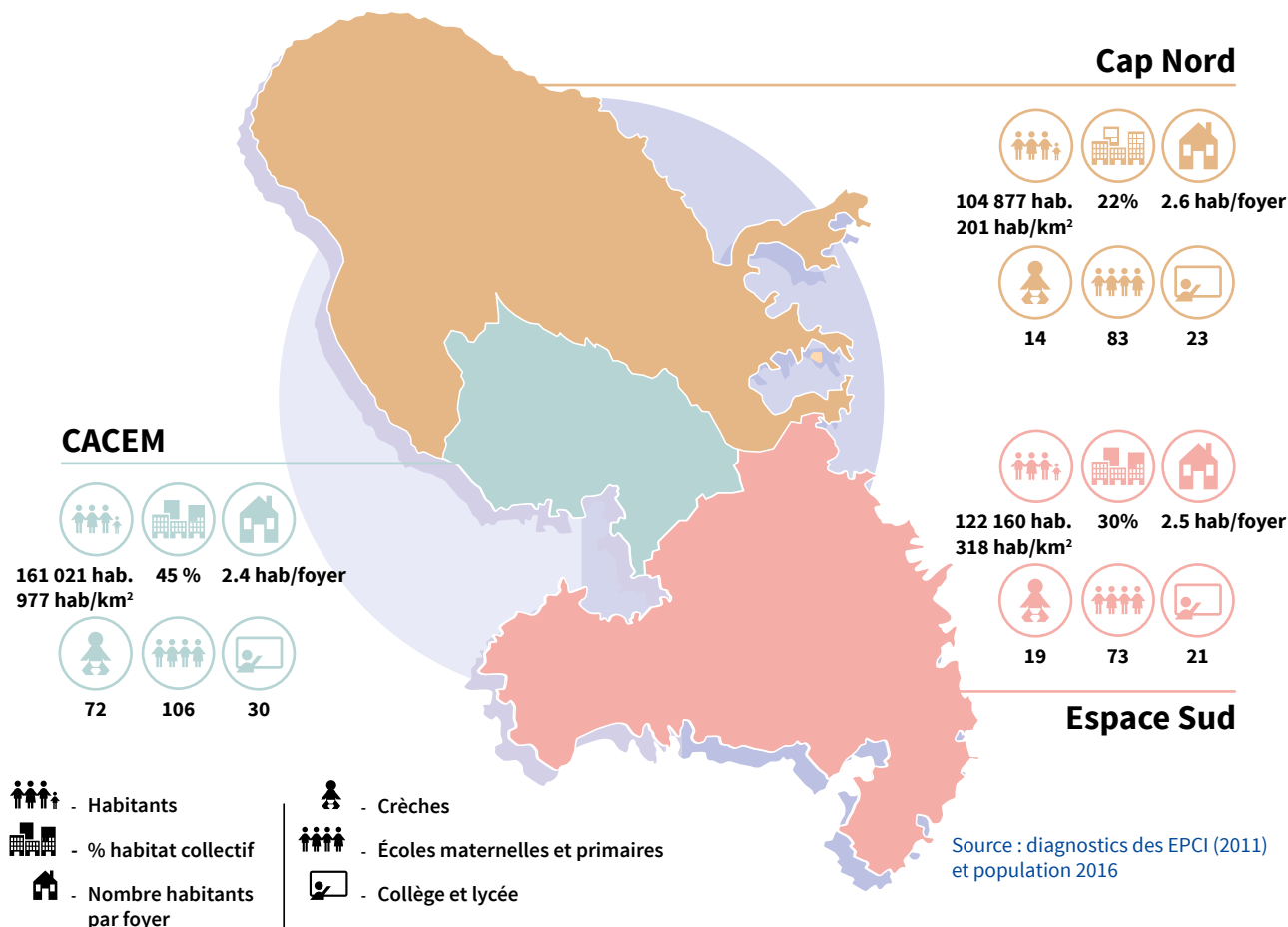
La Martinique est un territoire contrasté, tantôt dense et tantôt rural, qui recouvre une population de 388 058 habitants², sur 3 intercommunalités (EPCI) ayant une compétence collecte et traitement des déchets :

- La Communauté d'Agglomération du Centre de la Martinique (CACEM)
- La Communauté d'Agglomération de l'Espace Sud (CAESM)
- La Communauté d'Agglomération du Pays Nord Martinique (CAP Nord)

Le territoire martiniquais est caractérisé par des contraintes géophysiques fortes avec une zone montagneuse qui a une conséquence sur l'habitat (répartition en îlets reculés). La population la plus dense se concentre au centre, proche de Fort-de-France. Le climat tropical induit le développement d'une végétation abondante.

Le tissu économique en Martinique se caractérise par une prépondérance des entreprises de moins de 50 salariés, avec des disparités entre les territoires : le Sud est caractérisé par une dominance des entreprises liées au tourisme, le Centre a la plus importante densité d'entreprises et d'industries, et le Nord a un tissu plus diffus et rural avec principalement des TPE.

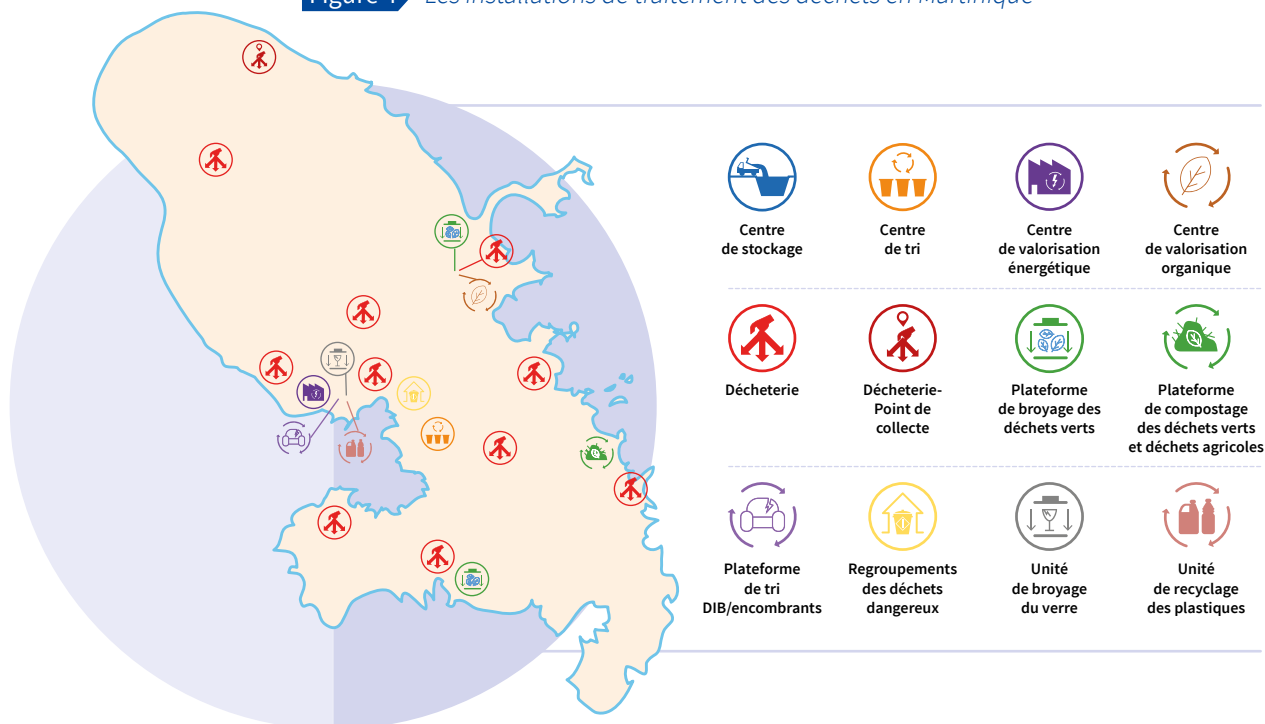
Figure 3 Caractéristiques des trois Communautés d'Agglomération de la Martinique



Ces trois EPCI ont transféré leur compétence Traitement des déchets au Syndicat Martiniquais de Traitement et de Valorisation Déchets (SMTVD) créé en 2014, qui assure le tri des recyclables secs (à Ducos), la valorisation organique (au Robert), l'incinération (à Fort de France) et le stockage des déchets ultimes (au Robert). Le syndicat a également en charge la gestion du réseau de 11 déchèteries (objectif de 21).








² Source : données des collectivités, année 2016

Figure 4 Les installations de traitement des déchets en Martinique



Les services de collecte des déchets ménagers et assimilés sont plutôt pratiqués en porte à porte et avec un niveau de service élevé en fréquence. Les collectes sélectives de recyclables ont été mises en place relativement tardivement par rapport à la métropole (de 2000 à 2013). La collecte sélective de biodéchets existe depuis 2004.

Figure 5 Les services de gestion des déchets dans les trois Communautés d'agglomération

							
	OMR	Emballages	Verre	Biodéchets	Déchets verts	Encombrants	Déchè-teries
CACEM	C2 à C6	C0.5	AV (433)		C0.5-C1	C0.5-C1	2
ESPACE SUD	C1 à C2	C0.5	AV (280)	C0.5 à C1	C0.5-C1	C0.5-C1	5
CAP NORD	C1 à C6	C1	AV (138)	4 communes	C0.5	C0.5	4

Légende : C1 : une fois par semaine, C0.5 : 1 fois par quinzaine - AV : apport volontaire

Figure 5 bis Les tonnages et coûts des déchets en Martinique, dans les Départements français d'Amérique (DFA) et en métropole

	OMR	Emballages	Verre	Biodéchets	Déchets verts	Encombrants	Déchè-teries	Total
Tonnages Martinique 2016 (kg/hab/an) ¹	317	13	10	7	34	60	79	520
Tonnages métropole ²	269	47	29	18		11	144	517
Tonnages DFA ²	319	8	6	44		70	51	498
Coût (€/hab/an) ²	93	22	0.9	26		19	19	179.9
Coûts métropole ²	56	9	1.7	6		2	20	94.7
Coûts DFA ²	89	13	2.1	11		23	16	154.1

¹ Source : tableaux des indicateurs des collectivités et données de tonnages

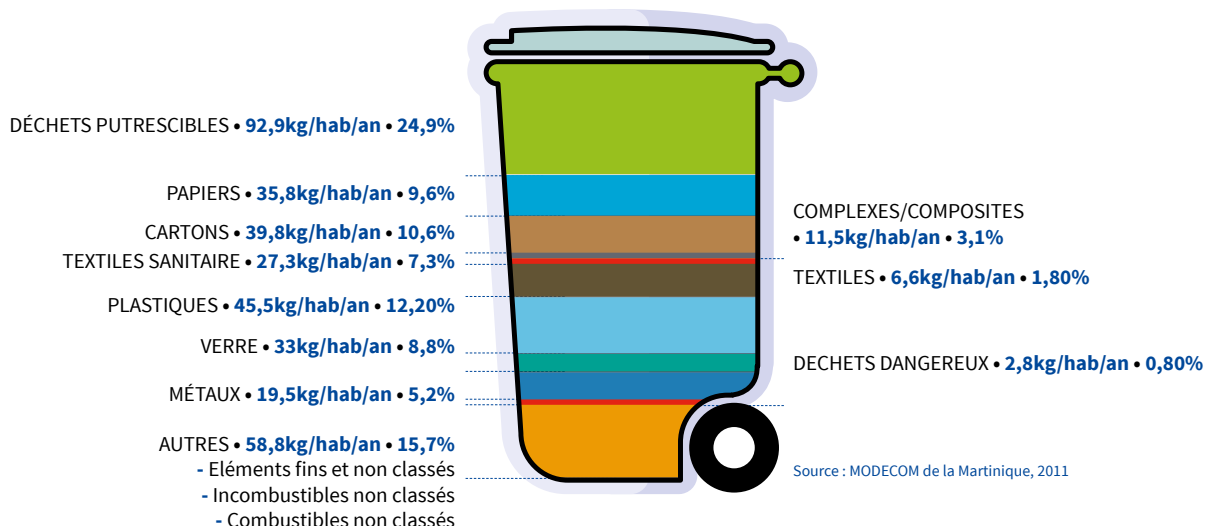
² Source : Etude sur les coûts DOM et DFA, ADEKWA, 2017

Le niveau de service se traduit par des coûts de la gestion des déchets élevés par rapport à la métropole et aux collectivités françaises d'Amérique (Guadeloupe, Guyane, Martinique).

Les tonnages sont sensiblement équivalents à ceux de la métropole mais répartis différemment, ce qui témoigne de la différence de maturité des services : plus d'ordures ménagères résiduelles, moins de déchets d'emballages ménagers et verre, des quantités de déchets encombrants et végétaux plus élevés, des tonnages en déchèterie plus faibles.

En 2011 l'ADEME a mené une caractérisation des ordures ménagères martiniquaises (MODECOM), le résultat est le suivant :

Figure 6 Composition des Ordures Ménagères et assimilées (tous flux confondus) en Martinique



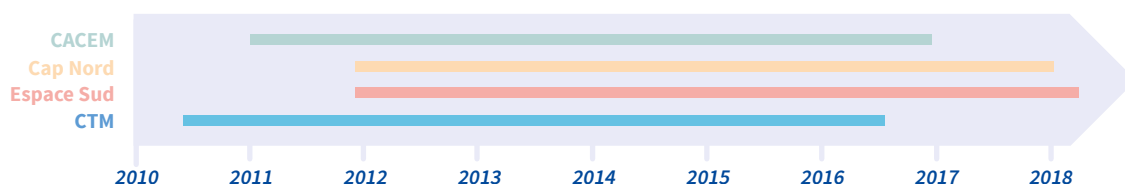
2.LA PRÉVENTION DES DÉCHETS EN MARTINIQUE

En Martinique, deux types de structures publiques ont pris des mesures de prévention des déchets :

- Le Plan de réduction des Déchets porté par le Conseil Général puis la CTM a fait l'objet d'un accord-cadre signé avec l'ADEME en 2010.
Ses principaux objectifs, sur 5 ans étaient :
 - animer un réseau pour fédérer les collectivités en charge de la prévention et de la gestion des déchets du département, et soutenir leurs actions ;
 - communiquer pour susciter l'engagement d'acteurs locaux privés ou publics, pour la réduction de la quantité et de la nocivité des déchets ;
 - faire preuve d'exemplarité en développant le programme de prévention des déchets au sein du Département de la Martinique, en cohérence avec l'Agenda 21 Martinique ;
 - transmettre un rapport annuel d'état d'avancement des actions.
- Les programmes locaux de prévention des déchets que les 3 EPCI ont démarré et terminé à des échéances légèrement différentes.

Leurs programmes d'actions couvraient les 5 thèmes décrits précédemment.

Figure 7 Les différents contrats des programmes locaux de prévention et leur durée



LES RÉSULTATS DES POLITIQUES DE PRÉVENTION EN MARTINIQUE

1. LES ACTIONS RÉALISÉES

1.1. BILAN GLOBAL DES ACTIONS










- Au total des 3 EPCI, 53 actions étaient prévues qui se répartissent de la façon suivante :

Figure 8 Liste des actions prévues dans les Programmes Locaux de Prévention Déchets (PLPD)



- L'ensemble de ces actions contribuent à la réduction de différents types de déchets :

Figure 9 Lien entre les actions de prévention prévues et les flux de déchets concernés

Types d'action	Flux considérés	Gisements d'évitement estimé (kg/hab/an)	Estimation du potentiel de réduction (kg/hab/an)
	Biodéchets, OMR ou DV	OMR : 60.2 DV : 28.8	OMR : 5.8 DV : 3
	OMR, encombrants	Textiles : 11.1 Meubles : 30.7	Textiles : 3.3 Meubles : 2.1
	Déchets dangereux, OMR	2.3	1.2
	OMR, Emballages, encombrants, déchets verts	Papiers : 10.3	0.3
	Emballages, OMR	8.6 - 10.2	2.6
	OMR, Biodéchets	4.8	
	OMR	38.3	1.1
	OMR, encombrants, Emballages	Non estimé	Non estimé
	Tous	Non estimé	Non estimé

Source : Plan de Réduction des Déchets pour la Martinique (PRDM), 2015-2019

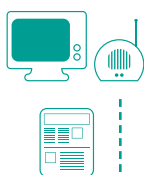
Les paragraphes suivants présentent, de façon non exhaustive, une synthèse des actions réalisées.

1.2. SENSIBILISATION

1.2.1 SENSIBILISATION GRAND PUBLIC

Les 3 EPCI ont développé une stratégie de communication pour sensibiliser les habitants à la prévention. Différents canaux de sensibilisation sont mobilisés :

COMMUNICATION GENERALE



Communication médiatique :

Les collectivités ont utilisé tous les médias locaux et notamment la télévision locale, qui permet toucher beaucoup de monde. Des campagnes ont parfois été mutualisées afin que les coûts soient partagés entre plusieurs collectivités (exemple : Compostage domestique...).

- **126 interventions** dans les médias locaux (fortement portées par la CACEM, par sa position géographique) ; les 3 types de médias (TV, radios, journaux) sont également mobilisés.



Réseaux sociaux/web :

Le site internet des collectivités et les réseaux sociaux associés (pages Facebook) : les collectivités ont toutes développé une partie de leur site sur la prévention, qu'elles alimentent avec des exemples d'actions, des informations de sensibilisation

- Fréquentation des pages internet : **12 490 / an** (CAESM, Page Facebook environnement) **743 / an** (CACEM)
- Création d'un **Serious Game Alterosion** (CTM) : 2000 connexions et 500 visites (2013).
- Développement de **petits films disponibles sur YouTube « Parlons déchets »** par le Conseil Général (Achat malin, gaspillage alimentaire, compostage ...) ³

³ https://www.youtube.com/watch?v=rd65qq_BRqM



Outils génériques parlant de la prévention : guides, stands

Ces outils nécessitent également un soutien « physique » via une animation, une remise en main propre. Les collectivités mobilisent généralement leur personnel (ambassadeurs de prévention notamment) mais peuvent aussi mobiliser des acteurs présents sur leurs territoires afin de dynamiser les actions.

- Stands régulièrement tenus lors de la Semaine de Réduction des Déchets (SERD)
- Développement de supports disponibles pour toutes les collectivités (CTM) : gestes qui sauvent, compostage individuel...



Figure 10

Exemple de supports de communications généraux



Eco-consommation

- Les opérations caddie malin visent à sensibiliser les consommateurs sur leur lieu d'achat à la réduction des déchets. Souvent situées à l'entrée des centres commerciaux, elles promeuvent des achats plus durables, plus écologiques.

Généralement les collectivités ont passé des accords avec la grande distribution au préalable pour pouvoir installer leur stand et sensibiliser les consommateurs.

OPÉRATION CADDIE MALIN (CACEM)

- **19** partenariats avec la grande distribution
- **18** interventions dans les grandes surfaces
- **5** interventions dans les quartiers
- **16** interventions dans les manifestations locales

Figure 11 Animations en magasins sur l'éco-consommation

- ▶ Exemple de sensibilisation par la CACEM autour du Caddie Malin (SERD 2016)



- ▶ Exemple de sensibilisation par la CAESM



Animation réalisée à l'entrée du magasin carrefour Dillon, avec 2 chariots exposés comportant des produits de la vie quotidienne préalablement sélectionnés dans les rayons (20 à 30 produits de 2 types et de même marque) et qui mettent en avant des produits moins générateurs de déchets.



AUTRES INTERVENTIONS :

- interventions dans les quartiers : sensibilisation sur les éco-gestes des publics précaires (CCAS), épicerie solidaire... (CACEM)
- interventions dans les manifestations locales : divers salons



Enquêtes sur la connaissance de la prévention par la population (CTM)

- **3** enquêtes sur des échantillons de 200 à 500 foyers pour connaître la sensibilisation de la population et de connaître leurs motivations à pratiquer les gestes de prévention.
- **1** enquête auprès des seniors à la Martinique en Mars 2011 ; quelques résultats utiles pour mettre en place des actions :
 - 40 % sont susceptibles de se passer d'Imprimés Non Sollicités (INS)
 - plus des ¾ souhaitent être informés, sensibilisés sur l'achat responsable
 - Ce public est intéressé par le développement d'actions sur l'eau du robinet (30%), le compostage domestique (30%), le gaspillage alimentaire (30%)
 - 47% sont prêts à participer à l'opération Foyers-témoins



Foyers témoins :

32 foyers engagés dans la pesée de leur déchets et la réduction sur le territoire martiniquais

- **2 opération Foyers Témoins de la CTM** : des foyers ont été formés puis invités à peser leurs déchets et mettre en place des nouveaux gestes de prévention en changeant de plus leurs habitudes de consommation. **26 foyers** ont au total participé à ces opérations.
- Sur la CAESM, **6 foyers** se sont engagés à réduire leurs déchets. Ils ont pu participer à des ateliers visant par exemple à fabriquer eux même certains produits, ou à des ateliers de réparation pour prolonger la durée de vie des biens. Cette opération a été conduite en partenariat avec les CCAS en 2017.

Figure 12 *Illustration de la formation des foyers témoins sur la Communauté d'agglomération Espace Sud*



- Fabrication de produits ménagers plus respectueux de la santé et de l'environnement Avec l'Association MADININAIR (20 Mai 2017)
- Atelier de couture au Repair - Café de l'association Ecomobil (27 Mai 2017)

1.2.2 SENSIBILISATION DES SCOLAIRES

Sensibiliser les scolaires prend un caractère indispensable à deux niveaux : d'une part, les scolaires sont les consommateurs de demain, d'autres part les écoles sont le lieu facile de la réduction de certains flux de déchets comme notamment le gaspillage alimentaire.

COMMUNICATION SCOLAIRE



- **141 établissements** ayant fait l'objet d'une sensibilisation en Martinique (**59%**)



- **6 266 élèves** touchés par des interventions dans des classes (CACEM et Cap Nord) (**14%**)

La sensibilisation des scolaires revêt plusieurs formes selon la disponibilité des équipes des collectivités :

• **Partenariat avec des associations pour transmettre/porter des messages de prévention (CACEM)**

La CACEM a lancé un appel à projet « Sensibilisation des scolaires à la prévention des déchets » à destination des associations pour soutenir l'émergence d'actions de sensibilisation du jeune public par le secteur associatif. Sur l'année 2016, les résultats sont les suivants :

- 69 établissements
- 212 classes
- 4606 enfants touchés (primaire et collège) dans les classes ou en périscolaire

3 associations ont été retenues dans le cadre de l'appel à projet :

- Carbet des Sciences
- OSL et la Troupe Pile Poil
- Entreprises et environnement



Figure 13

*Exemple d'intervention en milieu scolaire
(Le Carbet des Sciences)*



Figure 13bis

le logo Eco-Ecole

• **Partenariat avec les écoles dans un projet plus large de développement durable (Cap Nord)**

La Communauté d'agglomération s'est portée relais des écoles pour les projets éco-écoles (programme international d'éducation à développement durable). 35 écoles ont bénéficié de la fourniture de documents pédagogiques.

• **Intervention dans les écoles par les ambassadeurs de prévention des collectivités**

Ces actions mobilisent fortement les équipes des EPCI mais permettent un contact direct et plus personnalisé des élèves.



L'effet boule de neige :

Suite à ces sensibilisations, **18 écoles** se sont engagées sur la CACEM dans des actions de prévention. Exemple d'actions mises en place par les écoles⁴ :

- Collecte de vêtements
- Goûter Zéro Déchets
- Spectacle de fin d'année sur la prévention déchets
- Sketch sur le thème « ma poubelle à la diète ! »

1.2.3. SENSIBILISATION DES TOURISTES

Cette action a uniquement été portée par la CAESM, collectivité la plus touristique. En effet, le flux touristique porte de façon principale (75% des touristes) sur 3 communes : les Trois Ilets, le Diamant et Sainte Anne.

COMMUNICATION TOURISTES

Une communication vers la cible des touristes a été conduite. Elle a permis de sensibiliser des hôteliers restaurateurs pour eux-mêmes sensibiliser leurs clients à la prévention des déchets. La CAESM a proposé des outils qui ont été mis à disposition des relais.



• **36 relais mobilisés, hôtels et restaurants (5%)**

⁴Source : <http://optigede.ademe.fr/fiche/sensibilisation-des-scolaires-la-prevention-dechets>





- **790 touristes** ayant bénéficié d'une sensibilisation



- **21 campagnes mobiles** mises à disposition des hébergements



- **11% chambres d'hôtel** ayant bénéficié d'une action de sensibilisation

Figure 14 Exemple de sensibilisation à la Pointe Marin :
fourniture de gobelets réutilisables et de boîte à sandwiches.



1.2.4. SENSIBILISATION DES SPORTIFS

La Collectivité Territoriale de Martinique a mis en place avec le Comité de la Randonnée Pédestre des randonnées éco-citoyennes, visant à mettre en place des projets avec la commune d'accueil, en collaboration avec des agents communaux, sur les thématiques en lien avec la prévention des déchets (l'éco-citoyenneté, le compostage, le jardin créole, le gaspillage alimentaire, le réemploi...).

Depuis 2007, plus de **5 000 personnes** (scolaires, retraités, particuliers, randonneurs, touristes...) ont été touchées par l'action de sensibilisation.

1.2.5. SENSIBILISATION AU SEIN DES SERVICES DES COLLECTIVITÉS

Les 3 EPCI se sont investis dans la sensibilisation à l'éco exemplarité. Les agents de chacun d'entre eux connaissent les démarches de prévention engagées. Certaines collectivités se sont investies pour mobiliser leurs communes membres également dans les actions qu'elles conduisent (voir aussi p.24)

SENSIBILISATION DES ELUS



- L'ADEME a mis en place des réunions du réseau des acteurs de la prévention, auxquelles les élus se joignent régulièrement, en Martinique mais aussi dans les autres DOM et en France hexagonale.
- Par ailleurs, des formations ont été dispensées par Francis Chalot auprès d'élus de la CACEM et de la CTM.



Figure 15
Atelier de concertation lors d'une
rencontre du réseau Prévention,
avec élus, chargés de mission
des collectivités et acteurs de terrains



1.3. ACTIONS ÉCO-EXEMPLAIRES

Les collectivités se sont organisées pour pouvoir développer et démultiplier des actions sur l'éco-exemplarité : un bon nombre de ces actions concernent la sensibilisation.

- Charte des agents responsables :

CHARTRE DES AGENTS ECO-RESPONSABLES

La CACEM a défini une charte de l'agent éco-responsable qui reprend, en quelques points, les éléments clés d'actions possibles pour réduire les déchets.

- **360 agents** signataires d'une charte d'agent éco-responsable (CACEM) (**80 %**)



Figure 16

Charte de l'agent
éco-responsable

- **Charte d'entretien des espaces publics** : ces chartes, antérieures à la réglementation⁵, ont permis aux collectivités d'être innovantes en matière de gestion des espaces verts en réduisant les déchets dangereux utilisés d'une part et en développant des pratiques visant à réduire les déchets (gestion raisonnée) et à mieux les gérer (compostage...).

Certaines collectivités se sont également engagées dans un partenariat avec la FREDON (Fédération Régionale de Défense contre les Organismes Nuisibles) dans des démarches de formation (CACEM, Cap Nord), de labellisation Ecophyto (commune du Vauclin en 2015).

SENSIBILISATION : JARDINAGE AU NATUREL



- **3 formations** dispensées (Cap Nord)
- **4 services** formés / sensibilisés (CACEM)
- **2 services** signataires d'une Charte d'Entretien des Espaces Verts Publics (CACEM, Cap Nord)

⁵Depuis 2014 cependant, un arsenal réglementaire impose l'interdiction de produits phytosanitaires pour l'entretien des espaces verts promenades, forêts et voiries accessibles et ouverts au public à partir du 1/01/2017 (loi Labbé modifiée par l'article 68 de la LTE et loi Pothier). Les produits phytosanitaires de biocontrôle, à faibles risques et autorisés en agriculture biologique restent cependant utilisables, ainsi que tous les autres produits de protection des plantes (macro-organismes, substances de base). La lutte contre les organismes réglementés à l'aide de produits phytosanitaires reste autorisée.



- D'autres actions ont également été conduites :

- **la réduction des déchets de papier** : formations à l'utilisation du recto verso, dématérialisation comme les parapheurs électronique et la dotation en tablette des élus à la CAESM
- **l'utilisation de la grille d'analyse des critères environnementaux pour les marchés publics**,
- **l'achat de produits d'entretien éco-labellisés et en gros conditionnement**,
- **l'utilisation de vaisselle réutilisable** : achat de mugs réutilisables et utilisation d'eau du robinet,
- **la collecte des toners et cartouches d'encre**,
- **la lutte contre le gaspillage alimentaire**.



L'effet boule de neige :

Suite à ces sensibilisations, des administrations et communes se sont engagées dans des actions de prévention.

- **25 % des communes membres** de la CACEM se sont engagées dans des actions d'éco-exemplarité ;
- **25 % des communes membres** au sein de la CAESM engagées dans le jardinage au naturel ;
- **10 % des administrations** de la CACEM se sont engagées dans les actions d'éco-exemplarité .
- **Développement de partenariat avec la FREDON** pour les 3 collectivités, qui réalise la sensibilisation.
- **Développement d'autres activités de jardinage au naturel pour les particuliers via les associations** qui se sont emparées de la problématique comme CCPYPM, Bel Jaden, les Cols Verts.



1.4. GESTION DE PROXIMITÉ DES BIODÉCHETS

La gestion de proximité est montée en puissance selon le rythme et la densité des collectes de biodéchets. Ainsi, la Communauté d'Agglomération Espace Sud, qui a généralisé la collecte de biodéchets a davantage misé sur les messages liés à cette collecte qu'à ceux sur la réduction des déchets.

L'enjeu est de s'assurer que les outils distribués pour la gestion domestique sont bien utilisés et qu'ils concourent à la réduction des quantités mettre en place. En effet, une distribution sans formations et animations fait s'essouffler la dynamique. Ainsi, outre la distribution des composteurs les collectivités ont prévu :

- La formation de relais locaux
- Un suivi des foyers par téléphone
- Une évaluation des réductions de quantité de biodéchets dans les OMR et les déchèteries.

En fonction de la disponibilité des personnels dans les collectivités, les différentes actions de suivi ont été plus ou moins complètement mises en place.

Il est à noter qu'avant 2017, il n'existait aucun organisme de formation en Martinique habilité à former les relais et guides composteurs. L'ADEME a donc mis en place une formation de formateurs locaux en 2017. Depuis, certaines collectivités ont pu développer des relais.

RELAIS POUR LE COMPOSTAGE (CAP NORD)



- **2 relais** locaux
- **4 guides** composteurs soit 1 pour 375 foyers

COMPOSTAGE INDIVIDUEL



- **6 095 composteurs** distribués
- **8.5 % foyers pavillonnaires** équipés
- **61 % foyers équipés** ont fait l'objet d'un suivi téléphonique (CACEM)
- **Quantités évitées** (sur CACEM seule): 11 kg/hab/an



Figure 17 Sensibilisation et Charte d'engagement du compostage individuel (Cap Nord)

COMPOSTAGE COLLECTIF EN PIED D'IMMEUBLE SUR LA CACEM



- **3 résidences** ciblées
- **2 référents**
- **32 foyers** compostants

Figure 18

Site de compostage collectif,
Résidence Eucalyptus,
Fort-de-France



COMPOSTAGE EN ECOLES SUR LA CACEM ET CAP NORD



- **30 écoles** pratiquant le compostage (**10%**)

L'effet boule de neige :

Des jardins partagés se mettent à leur tour à sensibiliser les habitants sur les bonnes pratiques.



Figure 19

Visite du jardin partagé de l'association «Émergence des quartiers» au Robert, lors d'une rencontre du réseau Prévention.

ACQUISITION DE POULES POUR UNE GESTION DOMESTIQUE



Parallèlement aux actions mises en place par la CACEM, la Clinique Saint Paul à Fort de France a proposé des poules à ses salariés volontaires :

- **147 salariés sur 226 ont adopté 2 poules pondeuses** entre Septembre et Décembre 2015
- La valorisation de cette opération a donné lieu à des concours, un groupe WhatsApp et des animations dans le cadre de la clinique.





1.5. ACTIONS EMBLÉMATIQUES ET AUTRES ACTIONS D'ÉVITEMENT

1.5.1 GASPILLAGE ALIMENTAIRE

GASPILLAGE ALIMENTAIRE



- **14 cantines** ayant fait l'objet d'une sensibilisation (2%) (CACEM et CAESM)
- **14 établissements** ayant fait l'objet d'opérations test :
 - La CTM a lancé en 2016 une étude pour mieux comprendre les raisons de gaspillage alimentaire dans les cantines scolaires du secondaire (collèges et lycées) : 2 collèges et 2 cités scolaires.
 - Cap Nord a été lauréat du programme national pour l'alimentation sur son projet de réduction du gaspillage alimentaire. Les objectifs : sensibiliser, accompagner les acteurs et mettre en place des actions de prévention.
 - **10 restaurants scolaires** témoins (6 caisses des écoles, 4 collèges et lycées)
 - **40 agents mobilisés**
 - **-38 % production** de déchets alimentaires en période d'effort
 - **-14 % réduction** des coûts liés au gaspillage alimentaire



Figure 20 Exposition proposée par Cap Nord

1.5.2. STOP PUB

Le visuel du Stop Pub a été réalisé par le Conseil Général de Martinique en 2014. Chaque collectivité s'est ensuite chargée de la diffusion et de la réimpression.

STOP PUB



- **11 875 autocollants** distribués (CACEM, CAESM)
- **10 à 13 % des boîtes aux lettres** équipées (CACEM, CAESM) (% établi par la Poste et transmis chaque année)
- **1,77 kg/hab/an** évités (CACEM, CAESM)



Figure 21 Exemple de communication associée à l'opération Stop Pub (CTM et CACEM)

1.5.3. COUCHES LAVABLES

L'objectif de ces actions était de tester la faisabilité du dispositif.

Les objectifs des collectivités ont été dépassés, et les propositions ont connu un accueil favorable dans les structures de petite enfance. A la CACEM, il y a eu une poursuite de l'opération dans une crèche.

COUCHES LAVABLES EN STRUCTURE COLLECTIVES



- **8 sensibilisations** dans les structures d'accueil (CACEM)
- **5 structures d'accueil** engagées (CACEM, CAESM) (**10%**)



Figure 22

Signature de la charte d'engagement dans une crèche pilote



Figure 22 bis

Affiche d'appel à candidature

COUCHES LAVABLES DANS LES FOYERS



- **Sensibilisations** CACEM sur le Salon Ti Moun Expo
- **15 foyers témoins** (CACEM)
Résultat sur 16 semaines : 3485 changes lavables, 850 kg de déchets évités
- **1 entreprise créée** (Start-up) : Bulle d'Air



Figure 23

Sensibilisation du grand public au Salon Ti Moun Expo



Figure 24

Visuel de la charte d'engagement de l'opération Bébés Témoins



1.6. RÉEMPLOI – RÉPARATION

Les actions autour du réemploi ont visé 3 types d'opération :

STRUCTURATION ET MISE EN RÉSEAU DES ÉQUIPEMENTS NÉCESSAIRES AU RÉEMPLOI

RÉEMPLOI : SITES



- **1 recyclerie** (Cap Nord)
- **11 boutiques de réemploi**
- **1 Repair café**
- **2 ateliers meubles**



Boutique



Boutique ACISE



Repair café



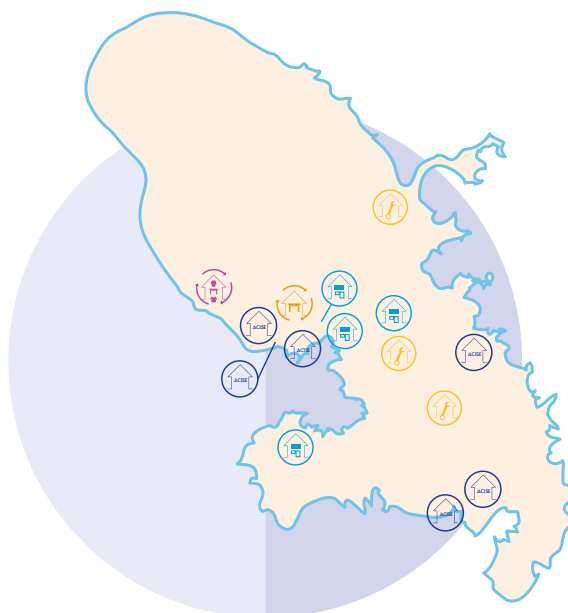
Ressourcerie



Ateliers meubles

Figure 25

Cartographie des équipements de réemploi réparation



REEMPLOI : ACTEURS

L'ADEME et la Chambre des métiers et de l'artisanat travaillent actuellement à la mise à disposition des coordonnées des réparateurs de la Martinique dans l'annuaire national⁶.

Parmi ces acteurs, certains sont de réels partenaires qui développent une activité de réemploi, comme :



L'ACISE (Association Citoyenne pour l'Insertion Solidaire et Economique) : ayant pour objectif d'allier prévention des déchets et insertion économique, elle est devenue partenaire privilégié des collectivités en créant en 2007 la Boutik Foyal, qui deviendra la Ressourcerie, et la Ferme les Nuages à Balata, sous la forme d'ateliers chantiers d'insertion par l'activité économique autour de 2 activités : la couture et le maraîchage.

La Ressourcerie en parallèle ouvre des boutiques solidaires dans les communes du Sud, puis du Nord de la Martinique.



Eco-Mobil : association d'abord à vocation de promotion des moyens de transports écologiques, Eco-mobil a développé des activités de réparation, d'abord sur les vélos (ateliers...) puis a ouvert un Repair Café qui vise à accompagner les particuliers pour réparer leurs propres appareils. Un poste de chargé de mission réparation est d'ailleurs financé par l'ADEME pour développer des actions sur 3 ans : création de zones de réemploi en déchèterie, annuaire de la réparation, développement de réseaux.



Foyer de l'espérance Patronage Saint-Louis : fin 2016, cette association a ouvert une boutique solidaire, permettant aux personnes qui en ont besoin d'accéder à des produits à bas prix.

Par ailleurs, début 2018, en lien avec l'atelier de Menuiserie de son CAP, le foyer de l'Espérance a développé un atelier de réparation de meubles et le réemploi de bois.

SENSIBILISATION

REEMPLOI : SENSIBILISATION



- **17** ateliers d'autoréparation itinérants par Ecomobil

Figure 26 Les ateliers de réparation d'Ecomobil



Figure 27 Animation par les équipes des collectivités sur la réparation



COLLECTE ET DU RÉEMPLOI DES TEXTILES

En 2015, l'ACISE décide de créer un Atelier Chantier d'Insertion dédié à la collecte et au tri des vêtements (Martinique TLC) et signe des conventions avec la plupart des communes de Martinique pour y implanter des bornes de collecte de vêtements.

⁶ Source : <https://www.annuaire-reparation.fr/>

REEMPLOI : FOCUS SUR LES TEXTILES

- 79 points d'apport volontaires
- 980 tonnes collectées en 2016



Figure 28 Cartographie des bornes d'apport volontaire installées par l'ACISE

Source : site internet ACISE



1.7. DÉCHETS DANGEREUX

SENSIBILISATION AUX DECHETS DANGEREUX



• 12 sensibilisations sur les Déchets dangereux (CACEM)

Ces événements se déroulent généralement dans différents lieux associés au jardinage comme les jardinerie (Gamm Vert, Villa Verde, M. Bricolage, CASE de Pelletier) où les ambassadeurs de prévention tiennent des stands de sensibilisation aux alternatives aux pesticides.

Les salons ont également été investis (Foire aux plantes, Madin Expo, Salon du Bien-être).



Figure 29 exemple de plaquette de sensibilisation à réduire les produits dangereux (CACEM)



Les actions d'éco-exemplarité, avec la charte d'entretien des espaces publics (cf. page 17)



1.8. DÉCHETS DES ENTREPRISES



La quantité de déchets issue des activités économiques représente 30% de la quantité totale des ordures ménagères résiduelles (source MODECOM). Ce ratio est supérieur à la moyenne nationale.

L'objectif des opérations Entreprises Témoins est de démontrer par l'exemple, les possibilités de réaliser des économies en mettant en œuvre des gestes simples de réduction des déchets, et de mettre en avant la faisabilité de telles actions dans tout le territoire.

Les appels à projets comprennent :

- La mise en place d'un diagnostic initial (pesée hebdomadaire pendant 1 mois avant la signature de la charte)
- La signature d'une charte
- Le suivi de la pesée des déchets résiduels de façon hebdomadaire pendant 4 mois et un accompagnement

OPERATION ENTREPRISES TEMOINS



- **2 opérations entreprises témoins (2013 et 2015)**
- **50 entreprises participant** jusqu'au bout
- **53 diagnostics réalisés**
- **51 chartes signées**

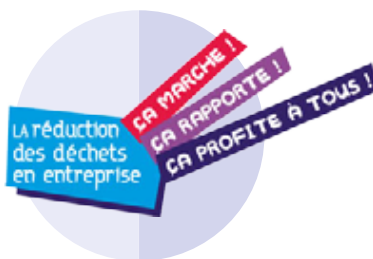
SENSIBILISATION



- **5 mini-vidéos** tournées au sein des entreprises : commerce, hôtels, industrie, restaurants, tertiaire

ACTEURS RELAIS

- **5 partenaires impliqués** (hors entreprises) : Chambre de Commerce et d'Industrie de la Martinique (CCIM), Chambre des Métiers et de l'Artisanat de Région Martinique (CMARM), Association martiniquaise pour l'Industrie (AMPI), le SDCG, la CGPME, des associations d'entreprises et le Conseil Général 972.



L'effet boule de neige :

3 entreprises se sont manifestées et ont fait réaliser un diagnostic et proposé des actions, hors Opération Entreprises Témoins. (CACEM)

Certains outils transversaux peuvent également guider les entreprises vers une meilleure prise en compte de la prévention des déchets.

La Communauté d'agglomération de Cap Nord a lancé une étude sur la redevance spéciale, visant à facturer le service Déchets au plus juste de son prix. Cette étude est en cours de finalisation. L'approche comprend la prévention des déchets, car un déchet non produit ne coûte pas !

2.LA MOBILISATION DES ACTEURS DU TERRITOIRE



2.1. PARTENARIATS

DÉFINITION

Un partenaire est un acteur qui réalise de façon volontaire, en lien avec la collectivité à une action. Sa participation est technique et/ou financière. Sans ce partenaire l'action ne pourrait pas se réaliser.

RÉSULTATS

Le nombre de partenaires mobilisés par les collectivités durant leurs contrats de PLPD a été **au total⁷ de 139**.

Il est à noter que certains partenaires n'étaient pas identifiés en début de programme de prévention et se sont avérés particulièrement constructifs et volontaires.

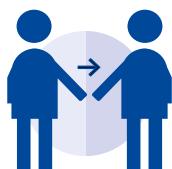
Notons que certains partenaires sont communs pour les 3 EPCI :

- La collectivité territoriale de Martinique
- Les autres collectivités à compétence déchets
- Les associations liées au réemploi (ACISE, Ecomobil, Foyer de l'Espérance)
- La CCIM pour les actions entreprises témoins
- La FREDON pour les actions de réduction des produits phytosanitaires dans les activités de jardinage
- La Poste dans les opérations stop PUB

Le lancement par les collectivités d'appel à projets, permet de mobiliser de potentiels partenaires dans un cadre temporel, budgétaire. Si les actions sont pertinentes et efficaces elles peuvent par la suite être reconduites.

Exemples de partenariats dans le cadre d'appels à projets :

- Les crèches pour les opérations bébés témoins
- Les associations de sensibilisation des scolaires
- Les CCI, CMA et l'association des Industrie de la Martinique pour les opérations Entreprises témoins



2.2. RELAIS

DÉFINITION

Un relais est un acteur qui participe aux actions du plan ou programme de prévention sans rémunération, sans accord formel avec la collectivité mettant en œuvre le programme.

RÉSULTATS

Le nombre de relais mobilisés par les collectivités durant leurs contrats de PLPD a été au **total⁷ de 342**.

⁷Source : tableaux des indicateurs des EPCI



3. LES MOYENS MOBILISÉS



3.1. BUDGET

Les collectivités martiniquaises ont toutes mobilisé des moyens conséquents pour réaliser leurs actions, sur le plan humain et matériel. **Au total⁸, 4 191 458 €** ont été dépensés par les collectivités pour la prévention sur la période des contrats.

Il est à noter que certaines actions ont fait l'objet de travaux collectifs, dans la mesure où les actions étaient communes. Ainsi des campagnes de communication concernant la gestion domestique s'est faite en collaboration entre la CACEM et la Communauté d'Agglomération Cap Nord.

De même l'opération Stop Pub a été en partie animée par la Collectivité Territoriale de Martinique qui a conçu des autocollants à destination des collectivités.



3.2. MOYENS HUMAINS

Les moyens humains mobilisés dans les collectivités ont été **au total⁸ de 58 ETP⁹** sur la durée des contrats de prévention.

La Collectivité Territoriale de Martinique et l'ADEME ont de plus animé le réseau départemental des acteurs en charges de la prévention déchets, en réunissant près de 20 réunions de travail avec les chargés de missions prévention des collectivités sur les thèmes suivants :

- Rencontres réseau
- SERD
- Evénements locaux
- Opération Stop Pub
- Compostage partagé
- Opération caddie-malin

Par ailleurs, les actions de prévention ont permis le développement d'emplois notamment dans les structures de l'économie sociale et solidaire.



3.3. AIDES ADEME

Les aides apportées pour les collectivités ont été **au total de 1 678 364 €** dans le cadre des contractualisations.

Par ailleurs l'ADEME a engagé pas loin de 1,4M€ pour accompagner diverses actions (outils de communication, investissements ou équipement, aides d'autres acteurs...).



⁸ Source : tableaux des indicateurs des EPCI et rapport final de la CTM

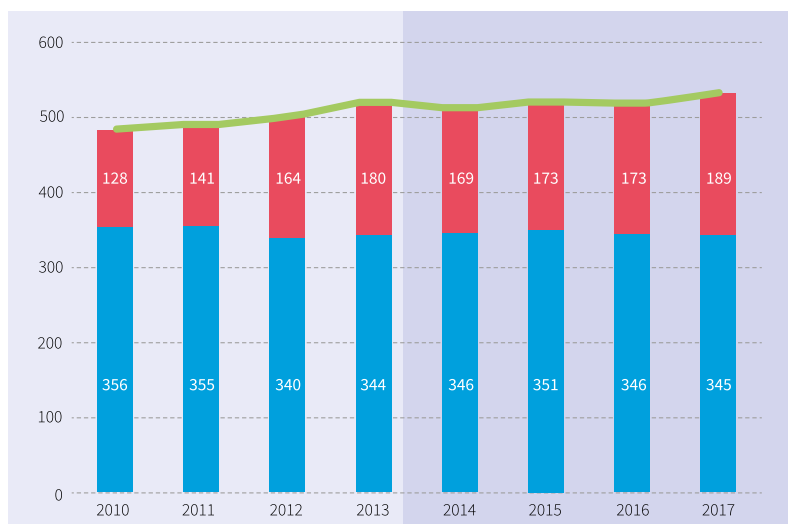
⁹ ETP : équivalent temps plein

4.L'ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION DE DÉCHETS

Au final, **la production des OMA en kg/hab/an a diminué de 3 % entre 2010 et 2017**, avec de forte disparités entre collectivités (-7 % à +1 % selon les collectivités) :

- La baisse la plus sensible se fait sur les OMR (-7 %).
- La montée en puissance des collectes sélectives d'emballages (+160%), de verre (+175%) et de biodéchets (+33%) génère une augmentation des tonnages de ces flux.
- En revanche les déchets occasionnels n'ont cessé de croître (+48%) en raison principalement de la montée en puissance des déchèteries.

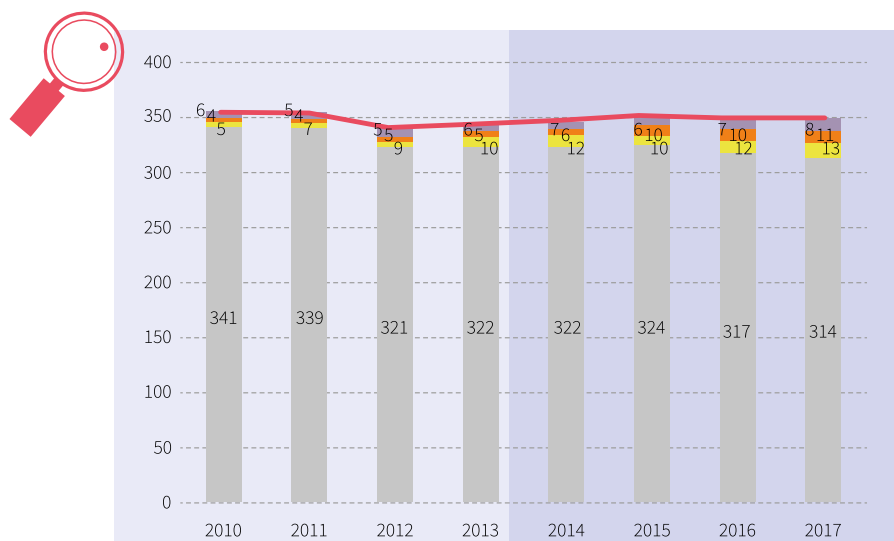
Figure 30 Evolution des DMA sur l'ensemble la Martinique depuis 2010 (kg/hab/an)



■ Déchets occasionnels
■ Ordures ménagères et assimilées

Source : Tonnages issus des tableaux des indicateurs des EPCI et des données de tonnages compilés et agrégés pour la Martinique

Figure 31 Evolution des OMA sur l'ensemble la Martinique depuis 2010 (kg/hab/an)



■ Biodéchets
■ Verre
■ Emballages
■ OMR

Source : Tonnages issus des tableaux des indicateurs des EPCI et des données de tonnages compilés et agrégés pour la Martinique

Figure 32 Evolution des déchets occasionnels sur l'ensemble la Martinique depuis 2010 (kg/hab/an)



Source : Tonnages issus des tableaux des indicateurs des EPCI et des données de tonnages compilés et agrégés pour la Martinique

Les actions réalisées n'ont pas bénéficié d'un suivi suffisamment précis pour corréler réductions engendrées et actions mises en œuvre. Cela s'explique par le travail très opérationnel et de terrain mené par les collectivités, qui n'ont pas pu consacrer le temps et les moyens nécessaires pour conduire ce suivi.

De plus, beaucoup d'actions relevaient du registre de la sensibilisation. Or, il est difficile de relier directement des réductions de flux de déchets à la progression de la compréhension des publics ou aux changements de comportement dont les effets sont à moyen-long terme.

Toutefois, il est possible d'établir des estimations « théoriques » à partir des hypothèses utilisées pour le calcul des gisements d'évitement. Ces résultats sont importants afin valoriser le travail indéniablement accompli et situer les enjeux en termes de tonnages.

Ainsi on peut estimer :

- **Les tonnages de textiles** désormais réemployés ou recyclés : **780 t soit 2 kg/hab/an** à l'échelle de la Martinique
- **Des tonnages de déchets** végétaux et alimentaires désormais traités à domicile : **11 kg/hab/an** (CACEM)
- **Des tonnages d'Imprimés Non Sollicités** non distribués estimés à **1.77 kg/hab/an** (CACEM)

CONCLUSION

La Martinique se mobilise autour de la prévention

La Martinique a vu tous ses territoires se mobiliser en matière de prévention. Toutes les collectivités ont signé des conventions avec l'ADEME en s'engageant à réduire leurs déchets et en mettant des moyens pour y parvenir.

Cette synthèse témoigne d'un foisonnement d'actions autour de la prévention et la construction de partenariats solides dans le temps. Des opérations de démonstration permettent de montrer qu'il est possible de réduire les déchets.

Les collectivités ont mobilisé des moyens budgétaires et humains, dans la mesure de leur possibilité, pour démarrer des actions et sensibiliser les acteurs des territoires. Certains se sont engagés, n'hésitant pas à investir y compris en infrastructures, devenant de vrais partenaires de la démarche. D'autres se sont impliqués plus ponctuellement devenant relais des messages des collectivités. De nouvelles structures d'économie sociale et solidaire se sont ainsi créés, œuvrant notamment dans le domaine du réemploi et de la réparation, du gaspillage alimentaire et du jardinage au naturel. L'émergence de ces structures montre les bénéfices en terme d'environnement mais aussi d'emplois, de réinsertion, de développement de lien social d'une politique active de prévention des déchets.

La société civile s'implique aussi, on assiste ainsi depuis quelques années à l'émergence d'initiatives participatives et citoyennes, qui sortent du cadre associatif, et innovent dans la mobilisation, la communication et la transmission de bonnes pratiques auprès du grand public (par exemple les collectifs lokal life et AlimenTerre, le SEL...)

Il existe des potentialités de prévention à explorer

Les résultats en matière de tonnages sont encore à consolider, et il est encore nécessaire de poursuivre les moyens mis en place. On constate malheureusement une tendance à la hausse de la production de déchets par habitant et une augmentation des coûts de la gestion de ces déchets.

Mais cela ne doit pas masquer l'effort des collectivités et des citoyens sur la prévention mais aussi le tri. Ainsi certaines actions n'ont pas pu, faute de temps, être mises en place dans le cadre de Programme Locaux mais sont depuis en cours de réalisation.

Par exemple :

- Cap Nord va poursuivre la lutte contre le gaspillage en travaillant sur la commande publique
- La CACEM poursuit certaines de ses actions comme le compostage collectif, le développement de recycleries
- La Communauté d'Agglomération d'Espace Sud envisage de poursuivre les actions sur les couches lavables, sur les éco-manifestation notamment
- Le SMTVD s'implique sur le développement de points de réemploi en déchèteries

Les collectivités sont motivées et planifient d'autres actions

Les collectivités restent motivées par les actions de prévention, tout en conservant une communication également sur le tri. Plusieurs s'engagent dans de nouvelles démarches qui leur permettront de structurer les actions de prévention tout en élargissant les objectifs à l'économie circulaire, mettant en mouvement des partenaires déjà mobilisés.

C'est le cas de :

- Toutes les collectivités, au travers de leur PLPDMA réglementaires
- La CACEM qui se lance dans un Contrat d'Objectifs Déchets Economie Circulaire
- La Collectivité Territoriale de Martinique qui élabore actuellement le plan unique déchets fixant le cap pour les prochaines années en matière de gestion des déchets et qui comprend un plan d'action en faveur de l'économie circulaire.

ENSEIGNEMENTS ET RECOMMANDATIONS

Au regard des résultats et des expériences des collectivités, différentes recommandations ont pu être formulées pour poursuivre et amplifier les actions de prévention et améliorer ainsi leur efficacité sur la réduction des tonnages.

Réinterroger les actions susceptibles de réduire les plus gros gisements

Les actions nombreuses et foisonnantes visaient à sensibiliser de façon globale tous les acteurs du territoire. Cependant, afin de garantir des baisses de tonnages, il est crucial de se focaliser sur les gisements aux potentiels de réductions les plus forts que sont, d'après les travaux conduits par la CTM et les EPCI : les déchets végétaux et alimentaires, les déchets des entreprises, les encombrants.

Une priorité doit donc être donnée aux actions de gestion domestique des biodéchets, de réduction des déchets d'entreprises et de réemploi ou réparation. Par exemple, pour les actions de gestion domestique des biodéchets, identifier et valoriser d'éventuelles pratiques déjà existantes (plus ou moins « traditionnelles ») sans l'utilisation des composteurs est intéressant et permettra de cibler davantage de foyers.

Prévoir des outils et moyens d'évaluation

Si des moyens d'évaluation ont été mis en place dans le cadre des contrats, leur mise en œuvre s'est avérée difficile à réaliser (manque de temps). Un travail de réflexion devrait être conduit à l'échelle régionale afin de définir un jeu d'indicateurs :

- Communs aux différentes collectivités, de façon à mesurer aisément les progrès à l'échelle de l'île
- Simples à renseigner ou établir
- Permettant d'établir le lien de cause à effet entre certaines actions et une réduction effective dans le gisement de déchets visé

S'appuyer sur les dynamiques territoriales et leurs relais

La période 2010 -2017 a permis de mettre en place des dialogues et partenariats avec de nombreux acteurs du territoire, en particulier sur :

- le réemploi, où des partenaires conduisent désormais de nombreuses actions,
- la sensibilisation scolaire où des relais peuvent assurer une partie de la communication sur la prévention des déchets et l'éco-consommation,
- le compostage domestique et de proximité ainsi que le jardinage pauvre en déchets où des acteurs prennent des initiatives dans des jardins partagés.

Cet ancrage solide doit être animé en s'appuyant sur des projets de plus long terme afin que la démarche entreprise soit pérennisée. Des partenariats pluri-annuels sont sans doute à prévoir entre les EPCI et les acteurs des territoires.

Poursuivre la sensibilisation

La communication des résultats, la mise en visibilité des acteurs impliqués et l'identification des effets des politiques de prévention sur les territoires doivent être régulièrement réaffirmées : elles permettent de démontrer les bénéfices obtenus par ces politiques, et les éventuelles synergies territoriales.

Mais la sensibilisation reste nécessaire pour entraîner des publics encore peu impliqués. Cela peut se faire par l'utilisation d'arguments mobilisateurs et spécifiques à l'île (comme les inquiétudes liées aux déchets dangereux, au chlorodécone, ou aux sargasses, et renvoyant à des urgences environnementales) et en mobilisant de nouveaux relais comme les bailleurs sociaux, la grande distribution...

Pour certaines actions, des opérations pilotes ou témoins ont été initiées. Elles doivent maintenant être déployées à grande échelle pour augmenter la réduction des quantités de déchets. Le développement d'actions collectives et l'utilisation de relais sont nécessaires pour toucher le plus grand nombre (par exemple les petits commerces).

CONTACTS

Ademe Martinique

Animatrice du pôle Economie Circulaire : **Charlotte GULLY**

Tel : 0596 63 51 42

charlotte.gully@ademe.fr

Cap Nord Martinique

Responsable Pôle Prévention & Éducation à l'Environnement : **Frantz SINSEAU**

Tel : 0596 59 79 53

frantz.sinseau@capnordmartinique.fr

Communauté d'Agglomération du Centre Martinique

Cheffe du Service Economie Circulaire et Déchets : **Hazel-Lee LAITUNG**

Tel : 0596 75 87 25

hazel.lee.laitung@cacem-mq.com

Communauté d'Agglomération de l'Espace Sud

Cheffe du service Prévention des déchets et Promotion du tri : **Mélanie LIKAO-GALILÉE**

Tel : 0596 62 53 53

melanie.likao-galilee@espacesud.fr

Collectivité Territoriale de Martinique

Directrice de la Direction de l'Environnement et de l'Energie : **Valérie MARINE POLETTI**

Tel : 0596 55 62 38

valerie.marine-poletti@collectivitedemartinique.mq

Chambre des Métiers et de l'Artisanat

Directrice Service Développement et Animation Economique : **Loren GALLONDE**

Tel : 0596 71 32 22

l.gallonde@cma-martinique.com

Chambre de Commerce et d'Industrie

Responsable Service Environnement et Développement Durable : **Isabelle LISE**

Tel : 0596 552 904

i.lise@martinique.cci.fr

Association Eco-Mobil

Tel : 0596 77 89 24

Chargé de mission réparation : **Jean-Philippe MAREL**

jp.marel@orange.fr



La prévention de la production des déchets représente un vrai enjeu de société. Réduire les déchets est de la responsabilité de chacun et nécessite l'adhésion et la mobilisation de tous.

L'ADEME a mobilisé les territoires en les accompagnant au travers de contractualisations visant à répondre à un objectif de réduction de -7 % des ordures ménagères et assimilées en 5 ans, par la mise en place de moyens budgétaires et humain et de programmes d'actions.

Cette synthèse présente le bilan des politiques de prévention des déchets mises en œuvre depuis 2010 dans les territoires par les collectivités et les acteurs locaux en Martinique.

“
Le meilleur
déchet est
celui que l'on
ne produit
pas !
”



ADEME
7.Zone d'Activité de Manhity
Four à Chaux Sud – Immeuble EXODOM
97232 LE LAMENTIN
www.martinique.ademe.fr



ANNEXE 3 : MODALITES DE CALCUL DU TAUX DE VALORISATION DES DECHETS

La LTECV fixe la quantité de déchets devant faire l'objet d'une valorisation sous forme matière, notamment organique, en orientant vers ces filières de valorisation, respectivement 55% en 2020 et 65% en 2025 des déchets non dangereux et non inertes mesurés en masse.

En l'absence de définition réglementaire des modalités de calculs pour cet objectif, des hypothèses de calculs, ont été prises en compte pour le territoire :

		Dénominateur	Numérateur	Remarques
Déchets ménagers et assimilés (DMA) non inertes et non dangereux	Ordures Ménagères Résiduelles	x	Partiel	Uniquement les valorisable de TMB (valo matière et organique)
	Biodéchets des ménages	x	Oui	
	Matériaux secs hors verre	x	Oui	
	Refus de tri	x	Non	
	Verre	x	Oui	
	Médicaments non utilisés	x	Non	
	Déchets verts des ménages pàp	x	Oui	
	Encombrants pàp	x	Partiel	Partie valorisée sur les installations de tri du SMTVD
	TLC	x	Oui	
	Déchets verts de déchèteries	x	Oui	
	Tout venant de déchèteries	x	Non	
	Métaux	x	Oui	
	Cartons de déchèteries	x	Oui	
	Pneus de déchèteries	x	Oui	Si valorisés
	DEA (déchets d'éléments d'ameublement)	x	Non	Valorisation énergétique prévue sur la totalité du gisement
Déchets des Collectivités non inertes et non dangereux	Déchets bio assimilés FFOM	x	Oui	
	Cartons	x	Oui	
	Nettoisement	x	Non	
	Déchets verts	x	Oui	
	Déchets de chantiers	x	Non	
	Équarrissage	x	Non	
	Terres	x	Non	
Déchets des activités économiques non inertes et non dangereux	Autres déchets d'activités économique non collecté en mélange dans les DMA	x	Partiel	Uniquement les valorisables prévus dans les scénarios
	Plâtre	x	Partiel	Selon scénario
	Meubles pro	x	Non	Orientés vers énergie

	Biodéchets	x	Oui	
	SPA	x	Oui	
	Déchets agricoles	x	Oui	
	Pneus	x	Oui	Si valorisés
	Déchets verts	x	Oui	
	Déchets du BTP	x	Partiel	Partie valorisée non inerte
	Verre	x	Oui	
	Papiers/cartons	x	Oui	
	Métaux	x	Oui	
	Plastiques	x	Oui	
	Bois	x	Oui	
Sous-produits de l'assainissement	Boues, refus de dégrillage, sables, graisses	x	Partiel	Uniquement pour les quantités valorisées
	Métaux issus de l'incinération		Oui	
	Mâchefers		Oui	En 2016 valorisation en matériaux de recouvrement intermédiaire des déchets en couverture dans d'ISDND

En suivant ces règles de calculs, la quantité de déchets non dangereux et non inertes orientés vers la valorisation sur la Martinique en 2016 était de 42% et sera de 65% en 2025 et 70% en 2031 :

	Etat des lieux	Scénario du Plan	
	2016	2025	2031
DMA à gérer	201 832 t	171 773 t	157 930 t
Valo matière et organique	42 685 t	74 123 t	76 315 t
Résiduel	159 147 t	97 650 t	81 614 t
Déchets des collectivités à gérer	4 412 t	3 092 t	3 030 t
Valo matière et organique	2 256 t	2 604 t	2 812 t
Résiduel	2 156 t	488 t	218 t
DAE à gérer	95 948 t	127 975 t	129 693 t
Valo matière et organique	52 420 t	95 166 t	102 923 t
Résiduel	43 528 t	32 809 t	26 770 t
Sous produits de l'assainissement à gérer	11 549 t	17 324 t	18 598 t
Valo matière et organique	10 114 t	12 218 t	13 174 t
Résiduel	1 435 t	5 106 t	5 423 t
Sous produits de l'UIOM (mâchefers et métaux)	23 748 t	24 683 t	21 413 t
Valorisé	23 748 t	23 103 t	20 043 t
TOTAL DNDNI à gérer	313 741 t	320 164 t	309 251 t
TOTAL DNDNI valo	131 223 t	207 214 t	215 268 t
Total DNDNI Résiduels	182 518 t	112 950 t	93 983 t
Taux de DNDNI orienté vers valo mat et orga y compris mâchefers	42%	65%	70%

ANNEXE 4 : HYPOTHESES DE CALCUL DU TAUX DE RECYCLAGE

L'Union Européenne a publié au journal officiel du 14 Juin 2018, 4 directives impactant les priorités et objectifs à prendre en compte dans la planification de la prévention et la gestion des déchets des états membres :

1. DIRECTIVE (UE) 2018/849 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL, du 30 mai 2018, modifiant la directive 2000/53/CE relative aux véhicules hors d'usage, la directive 2006/66/CE relative aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs, et la directive 2012/19/UE relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques
2. DIRECTIVE (UE) 2018/850 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL, du 30 mai 2018 modifiant la directive 1999/31/CE concernant la mise en décharge des déchets
3. DIRECTIVE (UE) 2018/851 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL, du 30 mai 2018, modifiant la directive 2008/98/CE relative aux déchets
4. DIRECTIVE (UE) 2018/852 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL, du 30 mai 2018, modifiant la directive 94/62/CE relative aux emballages et aux déchets d'emballages

1.1 PRISE EN COMPTE DU PAQUET ECONOMIE CIRCULAIRE (PEC)

Ces directives doivent être transcrites en droit français (loi et décrets d'application) avant le 5 Juillet 2020.

Le planning prévisionnel du Plan de la Martinique prévoit une adoption définitive dans le courant du second semestre 2019 période à laquelle la LTECV sera la base réglementaire applicable.

Sans préjuger des modalités effectives de transposition de ces directives, le Plan tend néanmoins vers les orientations futures de la réglementation européenne.

1.2 PRECISIONS DE DEFINITIONS

Le paquet économie circulaire (PEC) précise un certain nombre de définitions, dont notamment la valorisation matière qui comprend la préparation en vue du réemploi, le recyclage, le remblayage et d'autres formes de valorisation matière telles que le retraitement des déchets en matières premières secondaires à des fins d'ingénierie dans les travaux de construction de routes et d'autres infrastructures.

Ainsi les déchets de verre, actuellement broyés et mis en sous couche routière sont considérés comme du retraitement des déchets en matières premières secondaires et non du recyclage.

De même, les mâchefers de l'Usine d'Incinération des Ordures Ménagères (UIOM) utilisés à ce jour en couverture intermédiaire des déchets sur les installations de stockage de déchets non dangereux relèvent du remblayage (valorisation matière) et non du recyclage.

Par ailleurs, alors que la Loi de transition énergétique pour la croissance verte prend en considération les déchets non dangereux, non inertes pour la définition des objectifs de valorisation matière, le paquet économie circulaire prend en considération les déchets municipaux comme base pour ses objectifs de recyclage.

- Déchets Municipaux

La directive 2018/851 définit les contours des déchets municipaux dans son considérant 10 comme :
« Les déchets municipaux sont définis comme les déchets provenant des ménages et les déchets provenant d'autres sources, comme le commerce de détail, les administrations, l'éducation, les services de santé, les services d'hébergement et de restauration, et d'autres services et activités, qui sont similaires, par leur nature et leur composition, aux déchets provenant des ménages. En conséquence, les déchets municipaux englobent, entre autres, les déchets provenant de l'entretien des parcs et jardins, tels que les feuilles, les tontes de gazon et les tailles d'arbres, ainsi que les déchets de fin de marchés et les déchets des services de nettoyage des rues, tels que le contenu des poubelles publiques et les balayures de rues, à l'exception de matières telles que le sable, la pierre, la boue ou la poussière. Les États membres sont tenus de veiller à ce que les déchets provenant de grandes entités commerciales et industrielles qui ne sont pas similaires aux déchets provenant des ménages n'entrent pas dans la définition de déchets municipaux. Les déchets issus de la production, de l'agriculture, de la sylviculture, de la pêche, de la construction et de la démolition, des fosses septiques et des réseaux d'égouts et des stations d'épuration, ainsi que les véhicules hors d'usage sont exclus de la définition de déchets municipaux. » Ainsi que dans son article 3 : « a) les déchets en mélange et les déchets collectés séparément provenant des ménages, y compris le papier et le carton, le verre, les métaux, les matières plastiques, les biodéchets, le bois, les textiles, les emballages, les déchets d'équipements électriques et électroniques, les déchets de piles et d'accumulateurs, ainsi que les déchets encombrants, y compris les matelas et les meubles; b) les déchets en mélange et les déchets collectés séparément provenant d'autres sources lorsque ces déchets sont similaires par leur nature et leur composition aux déchets provenant des ménages; Les déchets municipaux n'incluent pas les déchets provenant de la production, de l'agriculture, de la sylviculture, de la pêche, des fosses septiques et des réseaux d'égouts et des stations d'épuration, y compris les boues d'épuration, les véhicules hors d'usage ou les déchets de construction et de démolition. Cette définition est sans préjudice de la répartition des compétences en matière de gestion des déchets entre les acteurs publics et privés »

1.3 HYPOTHESES DE CALCULS

En l'absence de transcription et de décret d'application définissant clairement les modalités de calculs des objectifs de la directive Européenne 2018/851, il a été retenu les hypothèses de calculs pour situer le Plan par rapport à l'objectif suivant :

- d'ici 2025, la préparation en vue du réemploi et le recyclage des déchets municipaux passent à un minimum de 55 % en poids ;
- d) d'ici 2030, la préparation en vue du réemploi et le recyclage des déchets municipaux passent à un minimum de 60 % en poids ;
- e) d'ici 2035, la préparation en vue du réemploi et le recyclage des déchets municipaux passent à un minimum de 65 % en poids.

Ces hypothèses sont les suivantes :

		Dénominateur	Numérateur	Hypothèses	Remarques
DMA	OMr	X	Partiel	Déchets sortants du TMB : 100% des métaux et 100% du compost produit	Paquet Economie Circulaire Européen "À compter du 1 ^{er} janvier 2027, les États membres ne peuvent considérer les biodéchets municipaux entrant dans un traitement aérobique ou anaérobique comme recyclés que si, conformément à l'article 22, ils ont été collectés séparément ou triés à la source."
	FFOM	X	Partiel	10% de refus	Actuellement il y a des refus (3000t au CVO pour 29985 t d'entrant = 10%) Prise en compte de 10% de refus sur la FFOM
	Matériaux secs hors verre	X	Partiel	98% des plastiques valorisés 0% des plastiques, ELA et refus orientés vers la valorisation énergétique 88% de l'acier 45% de l'alu 95% des papiers-cartons non complexé 97% sur flux papiers	Pris en compte des PTM des standards de déchets de CITEO
	Verre	X	non		Le verre est actuellement utilisé en sous-couche routière et n'est donc pas recyclé
	Refus de tri	X	Non		Élimination ou valorisation énergie
	MNU	X	Non		Incineration
	Déchets verts en Porte à Porte	X	Partiel	10% de refus	Actuellement il y a des refus (3000t au CVO pour 29985 t d'entrant = 10%) Prise en compte de 10% de refus sur les DV
	Encombrants Porte à porte	X	Partiel	Uniquement sur les DEEE et métaux extrait DEEE : voir ci-dessous Métaux : 100% pris en compte car pas d'affinage avant insertion dans les fours	
	TLC	X	Partiel	93,50%	Hypothèse de 93,5% de préparation en vue du réemploi ou de recyclage
	Déchets verts de déchèteries	X	Partiel	10% de refus	cf. ci-dessus

	Tout venant de déchèteries	X	Non		
	Métaux	X	Partiel	Métaux : 100% pris en compte car pas d'affinage avant insertion dans les fours	
	Cartons de déchèteries	X	Partiel	95% de pureté	Hypothèse basée sur le standard PCNC de CITEO
	Pneus de déchèteries	X	Partiel	78% des pneus orientés vers le recyclage	Valo énergie 78% des pneus dirigés vers le recyclage sont mis en granulation (rapport annuel ADEME 2016)
	DEA	X	Non	Orientés en valorisation énergétique	
	Métaux sur mâchefers		Partiel	55%, au prorata des déchets municipaux entrant (retrait des DAE)	55% d'acier valorisable dans les aciers de mâchefers (présence d'une gangue à retirer)
	Mâchefers		Non		
	REFIOM		Non		Stockés ou remblaiement
	DDS Ménagers y compris déchets pyrotechniques et extincteurs	X	Partiel	3% de recyclage	Donnée bilan ADEME 2016 (diagramme p9)
	Piles et accumulateurs (y compris batteries automobiles)	X	Partiel	81% de recyclage	Donnée bilan ADEME 2016 (tableau P61)
	DASRI PAT	X	Non		Orienté en élimination
	DEEE (y compris panneaux PV, tubes et lampes ménagers)	X	Partiel	82% des tonnages	DEEE ménagers : 80% en recyclage matière, 10% élimination, 8% valo énergétique, 2% réutilisation : source DEEE rapport annuel ADEME 2015, page 64

Déchets de collectivités	Déchets bio assimilés FFOM	X	Partiel	10% de refus	Actuellement il y a des refus (3000t au CVO pour 29985 t d'entrant = 10%) Prise en compte de 10% de refus sur les DV
	Cartons	X	Partiel	95% de pureté	Hypothèse basée sur le standard PCNC de CITEO
	Nettoisement	X	Non		Pas de valorisation matière ou organique
	Déchets verts	X	Partiel	10% de refus	Actuellement il y a des refus (3000t au CVO pour 29985 t d'entrant = 10%) Prise en compte de 10% de refus sur les DV

Selon ces hypothèses, le taux de recyclage des déchets municipaux en Martinique sur l'année 2016 est de 19%.

	Etat des lieux	Scénario du Plan	
	2016	2025	2031
DMA	210 604 t	187 156 t	175 137 t
réemploi ou recyclé	37 716 t	71 828 t	63 139 t
Déchets des collectivités	4 412 t	3 092 t	3 030 t
réemploi ou recyclé	2 031 t	2 344 t	2 532 t
Sous produit de UIOM	23 748 t	23 103 t	20 043 t
réemploi ou recyclé	53 t	869 t	869 t
Déchets municipaux préparé pour réemploi et recyclés	19%	39%	37%

 **ANNEXE 5 : DIAGNOSTIC PROSPECTIF
ET PROPOSITION DE FEUILLE DE
ROUTE RELATIFS AU DEVELOPPEMENT
DE L'ECONOMIE CIRCULAIRE EN
MARTINIQUE, ADEME, SEPTEMBRE
2017**

DIAGNOSTIC PROSPECTIF ET PROPOSITION DE FEUILLE DE ROUTE RELATIFS AU DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE CIRCULAIRE EN MARTINIQUE

Septembre 2017

Rapport réalisé pour le compte de l'ADEME par Deloitte Développement Durable (Manuel TRARIEUX, Marion SARTEEL, Camille BALDUYCK), Impact Mer (Jessica CRILLON, Adeline POUGET-CUVELIER) et OC2 Consultants (Carole COAT)

ADEME
Contrat n°16MAR000719

Coordination technique : Benoit Lacroix, ADEME
Opération cofinancée par la collectivité de Martinique et la Préfecture de Martinique



RAPPORT FINAL

Copyright :

Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite selon le Code de la propriété intellectuelle (art. L 122-4) et constitue une contrefaçon réprimée par le Code pénal. Seules sont autorisées (art. 122-5) les copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé de copiste et non destinées à une utilisation collective, ainsi que les analyses et courtes citations justifiées par la caractère critique, pédagogique ou d'information de l'œuvre à laquelle elles sont incorporées, sous réserve, toutefois, du respect des dispositions des articles L 122-10 à L 122-12 du même Code, relatives à la reproduction par reprographie.

septembre 2017

SOMMAIRE

SOMMAIRE 3

TABLE DES FIGURES	6
TABLE DES TABLEAUX.....	6

I. INTRODUCTION A L'ECONOMIE CIRCULAIRE 8

I.1. L'OBJECTIF PREMIER D'UN MEILLEUR USAGE DES RESSOURCES.....	8
I.2. UNE IMPULSION DE L'EUROPE ET UNE PRIORITE POLITIQUE NATIONALE	8
I.2.1. A l'échelle internationale et de l'Union Européenne	8
I.2.2. Aux échelles nationale et régionales	9
I.3. UNE APPROCHE AUX CONTOURS NON ENCORE STABILISES	10
I.4. OBJECTIFS ET PERIMETRE DE L'ETUDE.....	11

II. ECONOMIE MARTINICAISE ET ECONOMIE CIRCULAIRE : ETAT DES LIEUX 12

II.1. DESCRIPTION DE L'ECONOMIE DU TERRITOIRE	12
II.1.1. Une économie portée par le secteur tertiaire.....	12
II.1.2. Un secteur primaire dynamique basé sur la production de banane et de canne à sucre, malgré une baisse de la surface agricole ces dernières années.....	13
II.1.3. Le secteur secondaire est dominé par les filières énergies, agro-alimentaires et du BTP.....	14
II.1.4. Le secteur tertiaire, dominé par les services non marchands, avec un regain des filières en croissance telles que transport automobile et le tourisme.....	15
II.2. ANALYSE DES FLUX DE MATIERES ET DE PRODUITS.....	16
II.2.1. Pourquoi faire ?.....	16
II.2.2. Analyse des flux de matières et de produits	17
II.3. IDENTIFICATION DE SECTEURS ECONOMIQUES CLES, DES FLUX ET PRODUITS A ENJEUX AU REGARD DE L'ECONOMIE CIRCULAIRE	20
II.3.1. Enjeux relatifs au bouclage des flux et forces du territoire	20
II.3.2. Priorisation des secteurs clés au regard de l'économie circulaire et des enjeux en termes de ressources	23

III. ANALYSE PROSPECTIVE DES SECTEURS SELON LEUR CHAINE DE VALEUR 24

III.1. METHODOLOGIE	24
III.1.1. Structure d'une chaîne de valeur	24
III.1.2. Filières sélectionnées	26
III.2. CHAINE DE VALEUR « ECO-CONCEPTION ».....	27
III.2.1. Retours d'expériences territoriales et hors territoires possiblement reproductibles en Martinique	27
III.2.2. Filières agricoles, aquacoles, pêches et alimentation	33
III.2.3. Filières extraction: énergie, eau, minéraux (incl. btp)	38

septembre 2017

III.3. CHAÎNE DE VALEUR « ÉCONOMIE DE LA FONCTIONNALITÉ »	44
III.3.1. Retours d'expériences territoriales et hors territoires possiblement reproductibles en Martinique	44
III.3.2. Filière transport/mobilité.....	47
III.3.3. Filières énergie.....	51
III.3.4. Filières biens de consommation (usage non quotidien)	54
III.4. CHAÎNE DE VALEUR « CONSOMMATION COLLABORATIVE »	57
III.4.1. Retours d'expériences territoriales et hors territoires possiblement reproductibles en Martinique	57
III.4.2. Filière transport/mobilité.....	60
III.4.3. Filière agricoles, aquacoles, pêche et alimentation	63
III.5. CHAÎNE DE VALEUR « PRODUITS REEMPLOYES ET DÉCHETS REUTILISÉS »	66
III.5.1. Retours d'expériences territoriales et hors territoires possiblement reproductibles en Martinique	66
III.5.2. Filières bois/ameublement	69
III.5.3. Filière équipements électriques et électroniques (biens de consommation)	73
III.6. CHAÎNE DE VALEUR « PRÉVENTION ET VALORISATION DES DÉCHETS »	77
III.6.1. Retours d'expériences territoriales et hors territoires possiblement reproductibles en Martinique	77
III.6.2. Filières agricoles, aquacoles, pêche et alimentation	83
III.6.3. Filière BTP	87
III.6.4. Filière conditionnement.....	92
IV. ANALYSE DES DISPOSITIFS DE SOUTIEN À L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE	97
IV.1. ANALYSE DES DISPOSITIFS EXISTANTS.....	97
IV.1.1. Dispositifs de soutien par pilier de l'économie circulaire	100
IV.1.2. Types de projets soutenus par les dispositifs	101
IV.1.3. Aides proposées et organismes de soutien	101
IV.1.4. Les secteurs concernés	101
IV.2. BESOINS EN DISPOSITIFS	102
V. FEUILLE DE ROUTE PARTAGÉE	103
V.1. PRÉSENTATION DE LA FEUILLE DE ROUTE	103
V.2. AXE A : PILOTER LA STRATÉGIE GLOBALE D'ÉCONOMIE CIRCULAIRE EN MARTINIQUE... 104	
V.2.1. Objectif 1 : Piloter la stratégie territoriale d'économie circulaire	104
V.2.2. Objectif 2 : Adapter les instruments politiques existants et en créer de nouveaux	108
V.2.3. Objectif 3 : Agir de manière exemplaire.....	111
V.3. AXE B : COMPLÉTER LES CONNAISSANCES	116
V.3.1. Objectif 1 : Affiner la connaissance de certains sujets	116
V.3.2. Objectif 2 : Investir des sujets de niche et explorer des potentiels de développement	120
V.4. AXE C : MOBILISER ET MOTIVER LES ACTEURS.....	123
V.4.1. Objectif 1 : Communiquer sur les initiatives existantes	123
V.4.2. Objectif 2 : Sensibiliser les (potentielles) parties prenantes	125

septembre 2017

V.5. AXE D : ACCOMPAGNER ET SOUTENIR LES TERRITOIRES, LEURS ACTEURS, LEURS FILIERES 128

- V.5.1. Objectif 1 : Former les acteurs.....128
V.5.2. Objectif 2 : Renforcer la création de valeur ajoutée sur le territoire selon l'approche économie circulaire 129
V.5.3. Objectif 3 : Soutenir les initiatives collectives133

VI. SYNTHESE 135

VII. BIBLIOGRAPHIE 137

VIII. ANNEXES 139

VIII.1. DESCRIPTION DES ACTEURS140

VIII.2. SYNTHESE DES INITIATIVES EXISTANTES154

- VIII.2.1. Liste des initiatives identifiées sur le territoire154
VIII.2.2. Initiatives par secteur économique168
VIII.2.3. Initiatives par pilier de l'économie circulaire169

VIII.3. ANALYSE DES ACTEURS DE L'ECONOMIE CIRCULAIRE EN MARTINIQUE.....170

- VIII.3.1. Les acteurs recensés170
VIII.3.2. Les acteurs qui gagneraient à être inclus dans le développement de l'économie circulaire 176

VIII.4. DISPOSITIFS DE SOUTIEN EXISTANTS.....178

septembre 2017

TABLE DES FIGURES

Figure 1- Les 7 piliers de l'économie circulaire (source : ADEME).....	10
Figure 2 : Proposition de classification des différents concepts en lien avec l'économie circulaire et échelle d'application – Source Deloitte.....	11
Figure 3 Répartition de la valeur ajoutée en 2010.....	12
Figure 4 Production agricoles martiniquaise en 2013 (en tonnes)	13
Figure 5 Evolution du nombre de touristes en Martinique (en milliers).....	15
Figure 6 Importations en 2015, en valeur (millions d'euros).....	17
Figure 7 Exportations en 2015, en valeur (millions d'euros).....	19
Figure 8 Chaînes de valeur étudiées et articulation avec les piliers de l'économie circulaire.....	24
Figure 9 Répartition des initiatives du territoire par secteur	168
Figure 10 Répartition des initiatives du territoire par pilier de l'économie circulaire	169
Figure 11 Echelle d'action des acteurs parties prenantes de l'EC en Martinique (impliqués ou non)	171
Figure 12 Echelle d'action des acteurs impliqués dans l'EC en Martinique	172
Figure 13 Répartition des acteurs impliqués	173
Figure 14 Répartition des acteurs impliqués dans l'EC par secteur économique.....	174
Figure 15 Répartition des acteurs impliqués par chaînes de valeur	175

TABLE DES TABLEAUX

Tableau 1 Secteurs économiques concernés par les ressources présentant les enjeux les plus forts	23
Tableau 2 Acteurs institutionnels en Martinique.....	25
Tableau 3 Tableau synthétique d'analyse d'une filière pour une chaîne de valeur	26
Tableau 4 Liste des filières étudiées par chaîne de valeur.....	26
Tableau 5 Stratégies et initiatives en lien avec l'éco-conception.....	28
Tableau 6 Liste des acteurs de la chaîne de valeur « Eco-conception » pour les filières agricoles, aquacoles et pêche et alimentation.....	33
Tableau 7 Chaîne de valeur « Eco-conception » - Filières agricoles, aquacoles et pêche et alimentation	35
Tableau 8 Liste des acteurs de la chaîne de valeur « Eco-conception » pour les filières extraction : énergie, eau, minéraux (incl. BTP).....	38
Tableau 9 Chaîne de valeur « Eco-conception » - Filière extraction: énergie, eau, exploitation minière (incl. BTP)....	39
Tableau 10 Stratégies et initiatives en lien avec l'économie de la fonctionnalité.....	45
Tableau 11 Liste des acteurs de la chaîne de valeur « Economie de la fonctionnalité » pour la filière transport/mobilité.....	47
Tableau 12 Chaîne de valeur « Economie de la fonctionnalité » - Filière transport/mobilité.....	48
Tableau 13 Liste des acteurs de la chaîne de valeur « Economie de la fonctionnalité » pour la filière énergie	51
Tableau 14 Chaîne de valeur « Economie de la fonctionnalité » - Filière énergie.....	52
Tableau 15 Liste des acteurs de la chaîne de valeur « Economie de la fonctionnalité » pour les filières biens de consommation.....	54
Tableau 16 Chaîne de valeur « Economie de la fonctionnalité » - Filières biens de consommation (usage non quotidien)	55

septembre 2017

Tableau 17 Stratégies et initiatives en lien avec la consommation collaborative	58
Tableau 18 Liste des acteurs de la chaîne de valeur « Consommation collaborative » pour la filière transport/mobilité.....	60
Tableau 19 Chaîne de valeur « Consommation collaborative » - Filière transport/mobilité.....	61
Tableau 20 Liste des acteurs de la chaîne de valeur « Consommation collaborative » pour les filières agricoles, aquacoles, pêche et alimentation.....	63
Tableau 21 Chaîne de valeur « Consommation collaborative » - Filières agricoles, aquacoles, pêche et alimentation.....	64
Tableau 22 Stratégies et initiatives en lien avec les produits réemployés et les déchets réutilisés.....	67
Tableau 23 Liste des acteurs de la chaîne de valeur « produits réemployés et déchets réutilisés » pour les filières bois/ameublement.....	69
Tableau 24 Chaîne de valeur « Produits réemployés et réutilisés » - Filières bois/ameublement.....	70
Tableau 25 Liste des acteurs de la chaîne de valeur « produits réemployés et déchets réutilisés » pour la filière équipements électriques et électroniques	73
Tableau 26 Chaîne de valeur « Produits réemployés et réutilisés » - Filière équipements électriques et électroniques.....	74
Tableau 27 Stratégies et initiatives en lien avec la « prévention et la valorisation des déchets »	78
Tableau 28 Liste des acteurs de la chaîne de valeur « Prévention et valorisation des déchets » pour les filières agricoles, aquacoles, pêche et alimentation.....	83
Tableau 29 Chaîne de valeur « Prévention et valorisation des déchets » pour les filières agricoles, aquacoles, pêche et alimentation.....	84
Tableau 30 Liste des acteurs de la chaîne de valeur « Prévention et valorisation des déchets » pour la filière BTP	87
Tableau 31 Chaîne de valeur « Prévention et valorisation des déchets » pour la filière BTP	88
Tableau 32 Liste des acteurs de la chaîne de valeur « Prévention et valorisation des déchets » pour la filière conditionnement.....	92
Tableau 33 Chaîne de valeur « Prévention et valorisation des déchets » pour la filière conditionnement	93

I. INTRODUCTION A L'ECONOMIE CIRCULAIRE

I.1. L'OBJECTIF PREMIER D'UN MEILLEUR USAGE DES RESSOURCES

Extraire, produire, consommer ou utiliser, puis jeter : ce modèle économique, linéaire, doit être progressivement remplacé par une nouvelle approche permettant une croissance durable, allégée des pressions que nous exerçons sur les ressources et l'environnement. Assurément, les dynamiques de croissance économique à l'échelle mondiale conduisent à une compétition de plus en plus forte sur les ressources et à une détérioration progressive de leurs conditions d'accès (quantité, qualité, prix). Ainsi, le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) estime qu'un scénario tendanciel sur la croissance de la consommation mondiale conduirait à un triplement des besoins en matières premières entre 2000 et 2050, utilisées pour produire des aliments, construire des infrastructures, fabriquer les biens de consommation ou produire de l'énergie. En outre, chaque année dans l'Union Européenne, près de 15 tonnes de matières par personne sont utilisées et chaque citoyen génère plus de 4,5 tonnes de déchets par an dont près de la moitié est mise en décharge¹.

Une alternative est possible, et est de plus en plus expérimentée, par exemple dans le Nord-Pas-de-Calais, où la Vallée du Recyclage Textile regroupe des pôles d'excellence et de compétitivité pour développer des projets d'éco-conception et de recyclage dans la région. Ce modèle appelle une consommation sobre et responsable des ressources naturelles et des matières premières primaires, pour diminuer les effets de nos activités sur l'environnement et rendre ainsi indissociable la composante environnementale de la composante économique : c'est là toute l'ambition de l'économie circulaire. Aussi, une étude réalisée en 2012 par la Fondation Ellen Macarthur² précise que dans une première phase de transition, l'économie circulaire permettrait de réaliser une économie nette minimale de 380 milliards de dollars par an en matières premières en Europe, et jusqu'à 700 milliards de dollars par an dans sa phase d'adoption complète.

S'inspirant du fonctionnement des écosystèmes naturels, où « rien ne se perd, rien ne se crée, tout se transforme »³, le concept d'économie circulaire répond, notamment, aux enjeux d'utilisation efficace des ressources, compte tenu d'une part de leur raréfaction et d'autre part de leur consommation croissante. Dans un contexte où il apparaît plus intéressant pour les acteurs économiques d'optimiser leur utilisation des ressources et de sécuriser leur approvisionnement sur le long terme, le passage d'un modèle linéaire à un modèle fonctionnant en boucles fermées (autant que possible), rationalisant et optimisant le recours aux ressources naturelles et l'utilisation de matières et d'énergie, tend aujourd'hui à se déployer.

I.2. UNE IMPULSION DE L'EUROPE ET UNE PRIORITE POLITIQUE NATIONALE

À toutes les échelles géographiques, l'économie circulaire fait l'objet d'une attention grandissante de la part des pouvoirs publics, des acteurs économiques et des citoyens.

I.2.1. A L'ECHELLE INTERNATIONALE ET DE L'UNION EUROPEENNE

Tout d'abord, la notion d'économie circulaire s'inscrit dans la continuité des travaux initiés par de nombreux scientifiques et organisations, durant les cinquante dernières années, sur la question des limites d'un développement économique fondé sur la croissance du PIB, et cherchant à rendre compatible le fonctionnement des activités humaines avec celui de la biosphère.

Au niveau des organismes internationaux, l'International Resource Panel⁴ du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) a pour mission de rassembler et d'évaluer la littérature scientifique sur

¹ Eurostat

² Fondation Ellen Macarthur : Vers une économie circulaire (vol.2) : opportunités pour le secteur des biens de consommation

³ Selon la loi de Lavoisier.

⁴ www.unep.org/resourcepanel

septembre 2017

l'utilisation des ressources naturelles, dans l'objectif de contribuer au découplage absolu⁵ entre la croissance économique et la consommation de ressources. Par ailleurs, l'OCDE (Organisation pour la Coopération et le Développement Economique) exprime pour sa part l'objectif des « 3R », réduire (la consommation de ressources), réutiliser (les produits), recycler (les déchets), et celui de la Gestion Durables des Matières (GDM). Dès 2000, le Japon a publié la Loi de base pour la formation d'une société basée sur le recyclage, à l'origine des « 3R ». D'autres pays, moins attendus, agissent sur le sujet comme la Chine qui a promulgué sa Loi de promotion de l'Économie Circulaire en 2008. À l'échelle des villes, San Francisco s'est donnée comme ambition d'être « Zéro Déchets » à l'horizon 2020. Déjà en 2010, la Ville recyclait ou compostait 75 % de ses déchets.

Au niveau européen, la Commission Européenne dispose depuis 2011 d'une feuille de route sur l'utilisation efficace des ressources qui compte parmi les sept initiatives phares de la stratégie Europe 2020. Par ailleurs, le Parlement européen a amendé, ce 15 mars 2017, le Paquet européen de l'économie circulaire, présenté en décembre 2015 par la Commission européenne. Le Parlement a amendé les quatre propositions de modification des directives suivantes :

- La directive-cadre n° 2008/98/CE sur les déchets
- La directive n° 94/62/CE sur les déchets d' emballages
- La directive n° 1999/31/CE sur la mise en décharge
- La directive n° 2012/19/CE sur les déchets électriques et électroniques

Le Parlement européen a notamment fixé à 70 % l'objectif de recyclage ou de préparation en vue du réemploi des déchets municipaux, initialement fixé à 65 %. S'agissant des déchets d'emballages, les députés ont fixé un objectif de recyclage de 70 % d'ici décembre 2025 et 80 % à l'horizon 2030, contre un objectif de 75 % adopté par la Commission.

I.2.2. AUX ECHELLES NATIONALE ET REGIONALES

En France, la Conférence Environnementale de septembre 2013 a enclenché le développement de l'économie circulaire mobilisant l'ensemble des acteurs de la société. À la suite de cet événement, la conférence de mise en œuvre sur l'économie circulaire (décembre 2013) a marqué un nouveau niveau d'engagement, tout particulièrement puisqu'elle a prévu l'élaboration de « stratégies régionales d'économie circulaire », contexte d'élaboration de ces travaux de développement de l'économie circulaire en Martinique

Par la suite, la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte (loi n°2015-992 du 17 août 2015) a formalisé cet engagement, encourageant le développement de l'économie circulaire, en précisant la définition ainsi que les notions-clés associées. Consolidant le tout, la Stratégie nationale de transition écologique vers un développement durable (SNTEDD) 2014-2020 comporte également un axe consacré à l'économie circulaire. Plus largement, la réglementation environnementale présente différents objectifs chiffrés qui vont dans le sens d'une économie circulaire : diminution de 10 % de la production de déchets ménagers et assimilés (DMA) par habitant en 2020 par rapport au niveau de 2010 ; objectif de 70 % de valorisation matière des déchets du BTP d'ici 2020 ; obligation pour les gros producteurs de mettre en place un tri et une valorisation des biodéchets depuis 2012, etc.

L'économie circulaire ressort donc comme un des enjeux majeurs permettant la transition écologique et énergétique dans laquelle nous sommes engagés et dans le cadre de laquelle nous devons dorénavant agir. Les enjeux économiques sont forts sur ce sujet : environ 800 000 emplois équivalent temps plein seraient concernés par le champ de l'économie circulaire (au niveau national), et des transferts de nouveaux emplois vers ce champ sont attendus dans les années à venir⁶.

En changeant d'échelle géographique, des synergies et des compatibilités avec les lois de décentralisation ainsi qu'avec la réforme territoriale en cours mettent les Régions en première ligne sur ce sujet. En effet, avec

⁵ Le découplage, qu'il soit de ressource ou d'impact, peut être relatif ou absolu. Dans le premier cas, la quantité de matière utilisée augmente moins vite qu'un indice économique donné, par exemple le produit intérieur brut (PIB) par habitant. Dans le second cas, la quantité de matière diminue alors que cet indice économique augmente.

⁶ Commissaire général de France Stratégie, L'économie circulaire, combien d'emplois ? – note d'analyse, avril 2016. Le champ des emplois concernés couvre les secteurs des « éco-activités », la location, la réparation, le réemploi ou la réutilisation.

septembre 2017

la loi dite « NOTRe » (Nouvelle Organisation Territoriale de la République), l'ensemble des régions sont devenues compétentes en matière de planification de la prévention et de la gestion des déchets. Comme le souligne le guide stratégique sur l'économie circulaire à destination des Régions, publié par l'ADEME et l'ARF, la Région est un échelon d'action particulièrement pertinent puisqu'elle est compétente en matière de développement économique et d'innovation, de formation, de transport, d'aménagement, de gestion du bâti des lycées, de planification du traitement des déchets dangereux et agit de façon transversale pour l'environnement (agriculture, énergie, etc.)⁷. Aussi, plusieurs régions ont récemment lancé ou réalisé des travaux sur le sujet : Aquitaine, Rhône-Alpes et Basse-Normandie (feuille de route), Alsace, PACA et Ile-de-France (définition d'une stratégie), Bourgogne (organisation d'événements), Bretagne, Pays-de-la-Loire et Centre (appels à projets), Haute-Normandie (diagnostic), etc.

I.3. UNE APPROCHE AUX CONTOURS NON ENCORE STABILISES

Face à ces enjeux, l'économie circulaire apparaît comme une opportunité pour changer de modèle. Cette approche, en structurant des stratégies efficaces d'utilisation des ressources, apparaît comme une porte ouverte sur une société plus résiliente, tout en diminuant les impacts environnementaux, en réduisant les coûts et en développant le bien être des individus.

L'ADEME propose la définition suivante de l'économie circulaire : « L'économie circulaire est un système économique d'échange et de production qui, à tous les stades du cycle de vie des produits (bien et services), vise à augmenter l'efficacité de l'utilisation des ressources et à diminuer les effets sur l'environnement, tout en permettant le bien-être des individus ». Cette définition constitue notre référence dans le cadre de la réalisation de cette mission. Bien que non reprises ici, d'autres tentatives intéressantes de définition existent, l'essentiel étant que toutes font références aux ressources et à leur optimisation de manière générale.

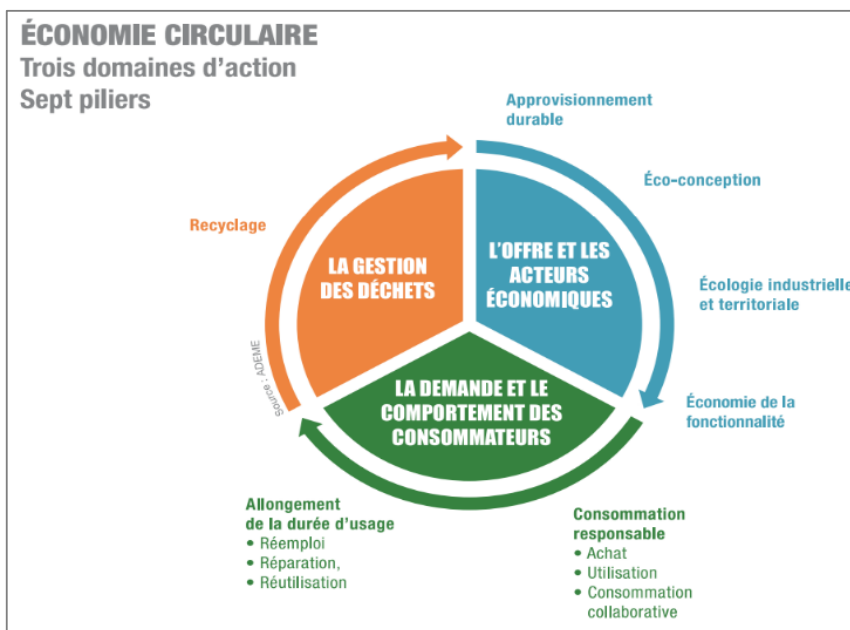


Figure 1- Les 7 piliers de l'économie circulaire (source : ADEME)

Sur cette base, la figure suivante propose une typologie des composantes de l'économie circulaire en regroupant une liste de différents concepts et les différentes échelles à laquelle ceux-ci peuvent s'appliquer. La figure précise également à quel niveau chaque acteur (entreprises, collectivités, citoyens) est le plus susceptible d'agir, le tout étant d'aboutir à un maximum d'actions convergentes.

⁷ Au sens de la Loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles promulguée et parue au JO (dite loi MAPAM).

septembre 2017

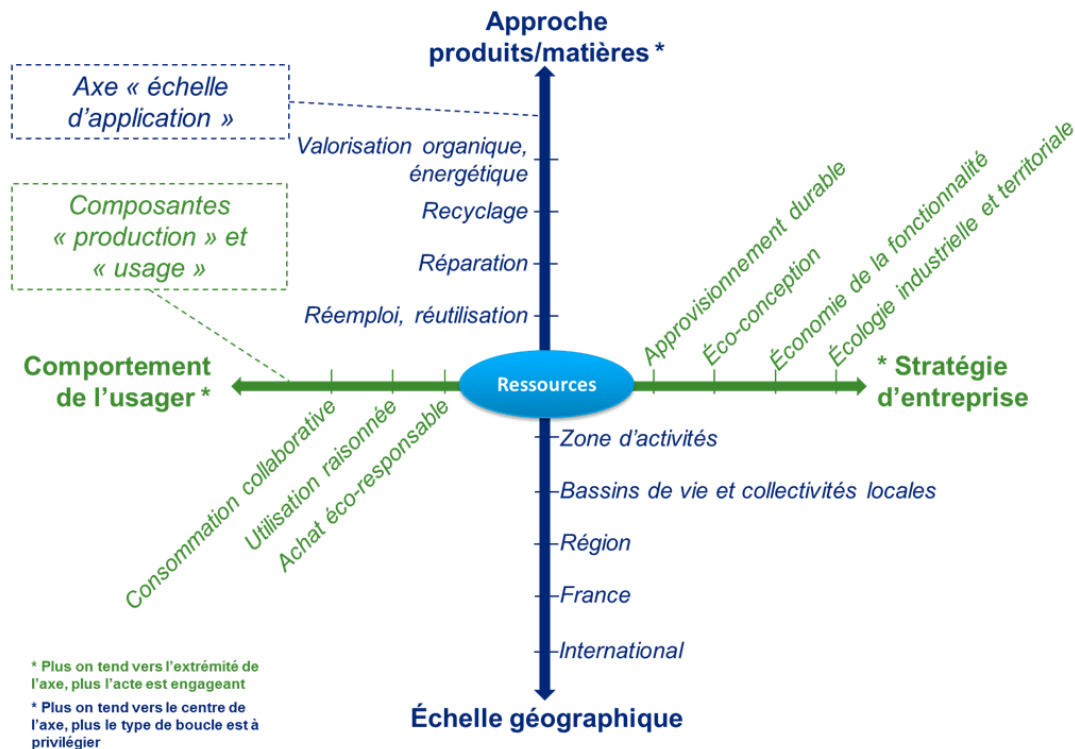


Figure 2 : Proposition de classification des différents concepts en lien avec l'économie circulaire et échelle d'application – Source Deloitte

I.4. OBJECTIFS ET PERIMETRE DE L'ETUDE

Consciente de l'opportunité que représente le développement de l'économie circulaire en Martinique, l'ADEME a souhaité conduire cette étude afin d'identifier les perspectives de développement de l'économie circulaire sur le territoire et de définir les priorités sur lesquelles mettre les efforts. Ce travail devra alimenter les travaux de la Collectivité Territoriale de Martinique pour qu'elle puisse finaliser sa stratégie d'économie circulaire et s'effectuer en cohérence avec les travaux lancés par les différentes instances de Martinique.

Les objectifs généraux sont les suivants :

- Fournir à l'ADEME et la Collectivité Territoriale de Martinique un diagnostic prospectif des enjeux et opportunités du territoire, qui passe par la compréhension des relations entre les acteurs et des ressources clés du territoire ;
- Faire émerger des propositions pour pouvoir alimenter la stratégie régionale, via un travail en concertation avec les acteurs du territoire.

septembre 2017

II. ECONOMIE MARTINICAISE ET ECONOMIE CIRCULAIRE : ETAT DES LIEUX

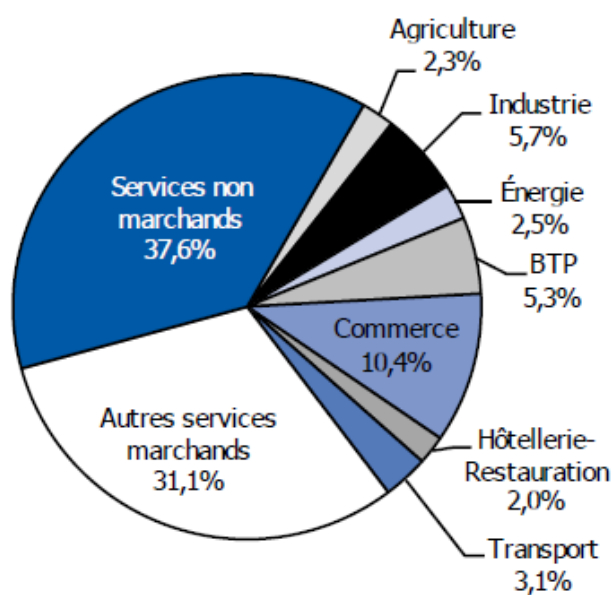
II.1. DESCRIPTION DE L'ECONOMIE DU TERRITOIRE

II.1.1. UNE ECONOMIE PORTEE PAR LE SECTEUR TERTIAIRE

La Martinique est une collectivité territoriale disposant d'atouts et de faiblesses liés à son positionnement géographique. Eloignée de plus de 7000 km de la France hexagonale, son intégration dans le bassin caribéen est source d'opportunités. Elle est aussi caractérisée par une petite taille (1 128 km², à laquelle s'ajoute la zone économique exclusive d'une superficie de 71 000 km²) et une forte densité de population (335 habitants par km² au 1^{er} janvier 2015 contre 118 habitants au km² en France métropolitaine hors outre-mer).

En 2015, le PIB de la Martinique était de 8,8 milliards d'euros [1]. L'économie martiniquaise a connu un rythme de croissance relativement soutenu entre 2004 et 2014 avec une augmentation du PIB de +2,5% en moyenne annuelle (en valeur).

L'économie martiniquaise est principalement basée sur le secteur tertiaire qui représente 84,2% de la valeur ajoutée et 83,8% des emplois avec le commerce, le tourisme, les transports, les services marchands et non-marchands. Le secteur primaire ne représente aujourd'hui que 2,5 % de la richesse créée. Le secteur secondaire représente 13,5% de la richesse produite, principalement par le secteur de la construction et l'industrie (autre que industrie agro-alimentaire).



[1]

Figure 3 Répartition de la valeur ajoutée en 2010

septembre 2017

II.1.2. UN SECTEUR PRIMAIRE DYNAMIQUE BASE SUR LA PRODUCTION DE BANANE ET DE CANNE A SUCRE, MALGRE UNE BAISSSE DE LA SURFACE AGRICOLE CES DERNIERES ANNEES

Les principales **productions agricoles** de Martinique sont la banane et la canne à sucre utilisée pour la fabrication du rhum.

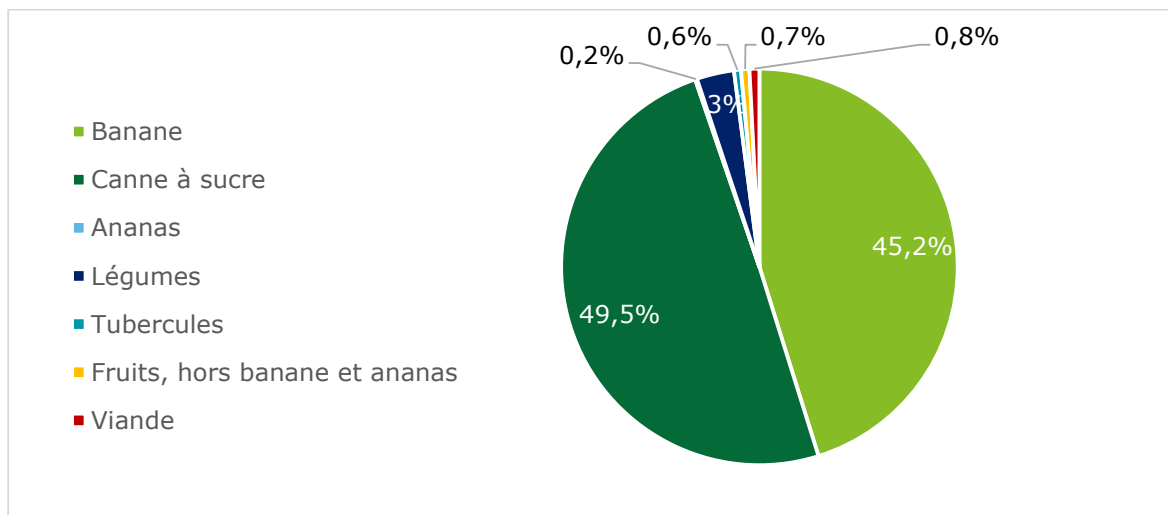
Source : [2]⁸

Figure 4 Production agricoles martiniquaise en 2013 (en tonnes)

Ces deux secteurs sont plutôt dynamiques. Les exportations de bananes sont en hausse depuis 2013 [1]. Quant à la filière canne à sucre, les bonnes conditions climatiques récentes ont permis une amélioration des rendements : +24,3% de canne broyée, +26,2% de rhum et +18,1% de sucre entre 2014 et 2015. Les exports de rhum sont également en augmentation depuis 2013 [1]. Ces deux filières traditionnelles représentent une part assez faible en terme de valeur ajoutée mais elles jouent néanmoins un rôle clé dans l'équilibre social et territorial de la Martinique. [1] : la filière banane engendre 12 000 emplois et représente 63% des salariés agricoles en Martinique [2], tandis que la filière canne-sucre-rhum engendre 3 700 emplois.

Globalement, une diminution des surfaces agricoles (diminution de 23% de la SAU (Surface Agricole Utile) en 10 ans) et une mutation des exploitations sont observées : le nombre d'exploitations est passé de 8 000 à 3 300 entre 2001 et 2011, avec une augmentation de la surface agricole moyenne par exploitation. Parmi les 2 994 exploitations recensées, 66% d'entre elles sont de petite taille (SAU < 5ha) [3].

En ce qui concerne la **pêche et l'aquaculture**, malgré des efforts de structuration et des aides publiques, la production est faible par rapport aux besoins de l'île. La production halieutique martiniquaise représente un peu plus de 1 200 tonnes par an et la production aquacole moins de 70 tonnes [1].

La quasi-totalité des navires (98%) exercent une « petite pêche », c'est-à-dire qu'ils ne s'absentent du port que pour une durée inférieure à 24h [1]. En 2014, 74% de la production halieutique étaient assurée par des navires de moins de 10 m (911 tonnes, estimations IFREMER). Le reste de la production correspond à la pêche dans la zone économique exclusive (ZEE) française (150 tonnes) et la pêche sur le plateau continental de la Guyane (180 tonnes). La direction de la mer estime que seul un tiers des patrons-armateurs tire son revenu principal de la pêche. En aquaculture, deux types de systèmes coexistent en Martinique depuis le début des années 1980 : l'aquaculture d'eau douce (6 fermes) et l'aquaculture d'eau marine (17 fermes).

⁸ A noter que 2013 était une année particulière suite à la tempête tropical Chantal ayant diminué possiblement les rendements de certaines productions.

septembre 2017

II.1.3. LE SECTEUR SECONDAIRE EST DOMINE PAR LES FILIERES ENERGIES, AGRO-ALIMENTAIRES ET DU BTP

Le secteur secondaire qui comprend les sous-secteurs de l'industrie, du BTP et de l'énergie représente 13,5% de la valeur ajoutée. En 2010, l'industrie génère une valeur ajoutée de 427 millions d'euros, le BTP 297 millions d'euros et les branches énergie et eau 183 millions d'euros [1].

Au sein de l'industrie, tant en termes de chiffres d'affaires que d'effectifs, le poids de l'énergie mais aussi des industries agroalimentaire est particulièrement important (le chiffre d'affaires de l'industrie de l'énergie était de 653 millions d'euros en 2013, suivi par l'industrie agro-alimentaire (IAA) avec 341 millions d'euros). L'industrie des matériaux de construction représentait 139 millions d'euros⁹. Pour le secteur artisanal, le bâtiment reste la première activité en regroupant 46% des entreprises en 2015. Les services, la fabrication et l'alimentation représentaient respectivement 30%, 17% et 7% des entreprises artisanales [1].

L'industrie agroalimentaire notamment représente 31% du total des emplois industriels [1]. En 2014, elle comptait 60 entreprises industrielles et 785 entreprises artisanales, la plupart étant des entreprises individuelles. Outre la production de rhum, la production agroalimentaire se limite à des petites industries de transformation et de conditionnement des produits régionaux. Composée essentiellement de PME, cette industrie souffre d'un problème de masse critique. Les volumes qu'elle génère sont insuffisants pour accéder à des économies d'échelles. Ainsi les prix de vente sont généralement peu compétitifs à la fois pour le marché local et pour l'export [4]. C'est donc un véritable enjeu économique pour la Martinique.

Pour les matériaux de construction, l'activité de carrières génère un chiffre d'affaires important et de nombreux emplois. Néanmoins, on constate que cette activité a tendance à se concentrer. En effet, en 2015 on ne comptait plus que 12 carrières en activité (9 de granulats et 3 d'argile)¹⁰ contre 23 sites encore exploités en 2000. Cette activité reste indispensable au maintien et au développement de la filière construction BTP [5]. La filière bois de première transformation a été mise en place depuis 25 ans. Aidée par les pouvoirs publics, elle représentait en 2006, 650 entreprises (1 700 employés) pour un chiffre d'affaires estimé à 122 millions d'euros [6]. En 2009, la filière est en déclin : 2 500m³ de bois d'œuvre ont été vendus cette année-là contre le double en 2002 [7].

En 2013, les branches **énergie et eau** employaient environ 2 % des effectifs salariés. L'électricité produite est majoritairement d'origine fossile (94 %), le reste étant produit à partir d'énergie renouvelable (6 %). Les transports représentent le secteur consommant le plus de ressources primaires avec plus de 48% contre un peu moins de 44% pour l'électricité [9]. A noter que l'énergie représente une part importante des échanges extérieurs de la Martinique : la Martinique importe des produits pétroliers bruts depuis la mer du Nord, la Norvège et l'Algérie [9] et exporte des produits raffinés à destination de la Guadeloupe et de la Guyane.

Le secteur du **BTP** quant à lui employait environ 6 500 salariés (5% des salariés) et rassemblait 5 100 entreprises en 2013 (14%). Le secteur est confronté à une crise importante depuis 2009 qui provient aussi en partie de la baisse de la population. Le nombre de constructions neuves diminue également comme en témoignent la diminution du nombre d'attestations de conformités électriques (-12,8% en 2015 par rapport à 2014 et de -42,5% par rapport à 2008) [1]. Ceci s'explique notamment par la remise en cause de la défiscalisation de 2008 pour la construction de logements libres qui a fait brutalement chuter le secteur de la construction privée sans que le logement social ou la commande publique ne prenne le relais. Etant en bonne partie dépendant de la commande publique, le secteur s'essouffle en 2015 du fait de l'absence de nouveaux projets structurants, notamment suite à l'achèvement du chantier de la phase actuelle du TCSP (Transport en Commun en Site Propre) qui a en partie porté ce secteur jusqu'alors. Pourtant, les infrastructures de santé, principalement publiques, ont connu dernièrement des avancées significatives avec la construction du plateau technique du Centre Hospitalier Universitaire de Martinique et les travaux de reconstruction de l'hôpital Saint Joseph. Par ailleurs, un projet d'agrandissement de l'aéroport Aimé Césaire, d'extension du port, ainsi que des travaux routiers ou encore la reconstruction du lycée Schœlcher pourraient favoriser la reprise de ce secteur.

⁹ Entreprises adhérentes à l'AMPI, Association Martiniquaise pour la Promotion de l'Industrie

¹⁰ Jean-Michel Poutier, DEAL. Communication personnelle, 2016.

septembre 2017

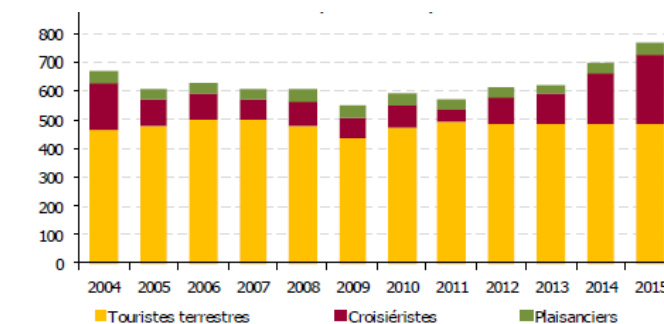
II.1.4. LE SECTEUR TERTIAIRE, DOMINE PAR LES SERVICES NON MARCHANDS, AVEC UN REGAIN DES FILIERES EN CROISSANCE TELLES QUE TRANSPORT AUTOMOBILE ET LE TOURISME

Les **services non marchands** représentaient 38% de la valeur ajoutée du territoire en 2010 et employaient 41% des salariés de l'île en 2013 (53 900 personnes) avec l'éducation, la santé et l'action sociale.

Concernant les services marchands, le **commerce** représentaient 10% de la valeur ajoutée du territoire. Tandis que le chiffre d'affaires de la grande distribution stagnait en 2015, le commerce automobile augmentait sensiblement avec une hausse de 14% des immatriculations de véhicules neufs en 2015 comparé à 2014.

En 2010, le **transport** générait 3,2% de la valeur ajoutée. En 2013, le secteur employait 4,6 % des effectifs salariés et rassemblait 6 % des entreprises. Malgré son potentiel insulaire, le transport routier est le mode de transport prédominant. En effet, on comptait, au 1^{er} janvier 2014, 537 véhicules particuliers et commerciaux pour 1 000 habitants contre 504 dans l'Hexagone. Pour les marchandises, le trafic est essentiellement lié au transport de matériaux pour le BTP, et donc très dépendant de la commande publique mais aussi des flux portuaires (import/export de conteneurs) [4]. Le Grand Port de Martinique joue un rôle essentiel dans les logiques d'approvisionnement et d'export et peut-être créateur de valeur dans son positionnement de hub caribéen. Concernant le transport aérien, l'aéroport international Aimé Césaire dispose d'une capacité d'accueil de 2,5 millions de passagers/an. En 2015, la fréquentation aérienne était en légère hausse (+0,6% sur un an) : la baisse du trafic avec la métropole (-2,2%) est compensée par l'augmentation du trafic international (+10,5%) et régional (+4,5%) grâce notamment à l'ouverture de nouvelles lignes entre les Antilles et la côte est des Etats-Unis. Concernant les marchandises, en 2015, le trafic portuaire s'était élevé à 3 405 kilotonnes tandis que plus de 10 000 tonnes étaient affrétées par avion (avec des exportations en hausse +19%). [1].

Avec presque 790 000 visiteurs en 2015, la Martinique se place au 19^{ième} rang (en termes de fréquentation) sur les 28 destinations caribéennes recensées. Le **tourisme** bénéficie d'une augmentation d'activité au cours des dernières années. Cette amélioration est principalement portée par le tourisme de croisière : +26 % sur un an qui retrouve ainsi des niveaux comparables à ceux du début des années 2000 ; et le tourisme de plaisance avec +18,5% sur un an.



Source : CMT

Figure 5 Evolution du nombre de touristes en Martinique (en milliers)

En 2013, les activités liées au tourisme employaient quasiment 9 000 salariés pour 3 244 entreprises, soit respectivement 7,2 % de l'emploi salarié total et 9,8 % des entreprises. Parmi les entreprises, 52% étaient dédiées à la restauration, 29% au transport, 9% à l'hébergement et 8% aux loisirs, les 2% restants regroupant d'autres activités [10]. La Martinique se fixe l'objectif d'atteindre le million de touristes (touristes de séjour + touristes de croisière) en 2020. En 1998, on comptait déjà environ 1 million de touristes sur l'île (600 000 touristes de séjour et 400 000 touristes de croisière). La crise du tourisme dans les années 2000, a fortement fait chuter le tourisme de croisière mais celui-ci est relancé depuis quelques années ce qui rend l'objectif du million de touristes à horizon 2020 tout à fait atteignable dans la mesure où les conditions nécessaires seront mises en place.

En vue d'atteindre cet objectif, un dispositif de rénovation des petites unités hôtelières est en place avec l'Agence française de développement permettant aux hôteliers de se désendetter et de rénover ainsi qu'un développement de nouvelles liaisons aériennes [1]. Néanmoins, la tendance actuelle est plutôt contraire : l'offre hôtelière continue de baisser : ces dernières années, une quinzaine d'établissements a fermé (dont deux en 2015) et une diminution du taux d'occupation et du nombre de nuits passées sur l'île a été observée

septembre 2017

[1]. Des alternatives à l'hébergement hôtelier, comme l'hébergement chez l'habitant sont aussi à prendre en considération. Ce type d'offre qui n'est pas toujours référencé sur les registres officiels a connu une croissance très accentuée ces dernières années et vient néanmoins gonfler le chiffre du nombre de touristes arrivant sur le territoire.

Par ailleurs, la candidature des aires volcaniques et forestières de la Martinique au patrimoine mondial de l'UNESCO constitue, si elle venait à aboutir favorablement, un formidable produit d'appel et une vitrine pour le territoire entraînant un afflux supplémentaire de touristes impactant ainsi les filières hôtelières, agricoles, agro-alimentaire, BTP, eau,...En effet, cette classification permettrait de « sanctuariser » un périmètre important du territoire martiniquais qui n'accueille pas, à ce jour, de nombreuses activités économiques mais qui pourrait de ce fait devenir un espace exploitable économiquement via le tourisme vert et patrimonial.

II.2. ANALYSE DES FLUX DE MATIERES ET DE PRODUITS

II.2.1. POURQUOI FAIRE ?

À l'échelle d'un territoire, il est pertinent d'étudier le « métabolisme territorial », c'est-à-dire l'ensemble des flux de matières et d'énergies qui entrent (importations) et sortent (exportations) du système, ainsi que l'activité locale. En effectuant un état des lieux quantitatif des interactions avec l'extérieur, il s'agit d'identifier les principaux flux pour lesquels il serait pertinent de « boucler la boucle », en optimisant leur utilisation, en réduisant les prélèvements dans l'environnement et la dépendance aux imports, et en éliminant les rejets non valorisés, voire polluants pour l'environnement local¹¹. Ceci est particulièrement pertinent pour l'économie martiniquaise, qui a une balance des flux déséquilibrée : elle importe cinq fois plus de biens qu'elle n'exporte.

L'équation économique pour substituer les importations par des productions locales est complexe (dépend du prix des biens importés, de l'importance des flux importés, de la disponibilité et du prix des ressources locales, etc.) et l'analyse des bénéfices éventuels pour le territoire doit prendre en compte les impacts éventuels sur ces activités d'importation.

Il n'est pas envisageable, ni même souhaitable, de substituer l'ensemble des importations actuelles par des productions locales. L'analyse ne vise donc pas cet objectif, mais peut permettre d'identifier certains biens et secteurs pour lesquels il existe un potentiel important de valeur ajoutée supplémentaire et locale, en mettant en place des actions d'économie circulaire.

Les enjeux de valorisation des déchets issus des flux de matières et produits entrants pose également question : pour de nombreux produits importés, il n'y a pas d'infrastructure de valorisation adéquate (par exemple pour les batteries). Réduire ces importations, en les remplaçant tant que possible par des productions locales durables, est également un enjeu pour le territoire.

Dans cette optique, il est pertinent d'identifier :

- Les flux de biens d'importation les plus importants en valeur, et donc les ressources non disponibles sur le territoire ou en quantité insuffisante ;
- Les flux d'exportation importants et donc les ressources du territoire à valoriser et/ou à protéger ;
- Le potentiel d'autonomie du territoire avec l'objectif de maximiser la valeur ajoutée des ressources produites sur le territoire, de limiter leur impact sur l'environnement et de limiter les importations.

Au-delà d'une première analyse des flux, indiquée dans ce rapport, la Préfecture de Martinique lance courant 2017 une étude de flux, réalisée par le CEREMA et pilotée par la DEAL. Ce travail permettra d'approfondir la réflexion locale sur certaines filières à développer.

¹¹ Voir Nicolas Buclet, Ecologie Industrielle et économie circulaire, définitions et principes, Economie Circulaire et Ecosystèmes Portuaires, 2015, Collection les Océanides. Disponible sur : http://www.port.fr/sites/default/files/fichiers/tomeiv_economie_circulaire_ports2015.pdf

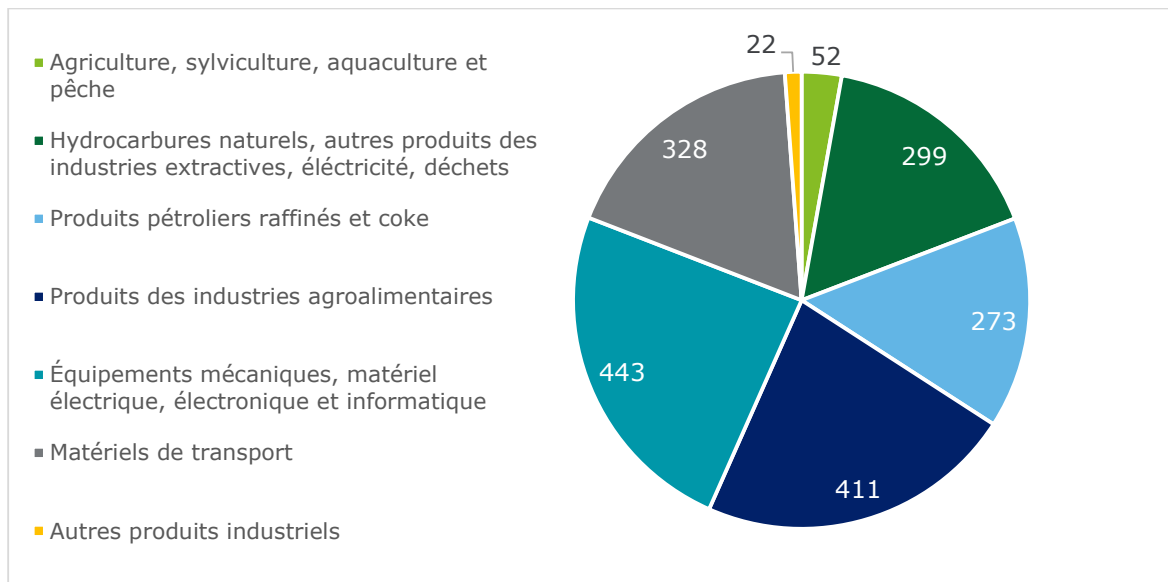
septembre 2017

II.2.2. ANALYSE DES FLUX DE MATIERES ET DE PRODUITS

II.2.2.1 POINTS DE DEPENDANCE

La Martinique apparaît comme un territoire très dépendant de l'extérieur et notamment de la métropole. Elle est soumise à des importations importantes pour son approvisionnement énergétique (pétrole brut et raffiné), en matériaux de construction (clinker et bois), en denrées alimentaires (céréales, viande) et en biens d'équipements et de consommation (produits électroménagers, produits pharmaceutiques, véhicules). Elle est aussi très liée à l'extérieur pour la gestion d'une partie de ses déchets qu'elle ne peut valoriser sur place faute de structures ou de viabilité de certaines filières (volumes restreints). Certains caractères intrinsèques de la Martinique tels que l'insularité, la topographie (limitant la surface de terres disponibles), l'éloignement de la métropole sont des facteurs qui entraînent cette dépendance forte.

En Martinique, les importations représentaient 2 700 millions d'euros en 2015. Les principales ressources importées sont les combustibles et autres matériaux liés à l'énergie (hydrocarbures naturels et produits pétroliers raffinés) avec 21% des produits importés en valeur. Les autres grandes catégories d'importations sont les biens de consommation et d'équipement (équipements mécaniques, matériels électriques, électronique et informatique, 16%), les produits agroalimentaires (15%) et le matériel de transport (12%).



Source : Douanes, calculs INSEE

Figure 6 Importations en 2015, en valeur (millions d'euros)

► BIENS ET RESSOURCES ABSENTS

La **production agricole** actuelle est insuffisante pour satisfaire la consommation locale [12]. Les ¾ de la SAU sont dédiés aux productions herbagères, bananières et cannières (données Agreste 2011). Sur l'île, il n'y a pas de production céréalière et en 2014, ce sont plus de 49 mille tonnes de céréales (blé, maïs, riz) qui ont dû être importées [13]. L'absence de production céréalière s'explique davantage par le manque de grandes surfaces agricoles disponibles du fait de la place occupée par les productions dominantes (banane, légumes, canne à sucre et ananas). Par ailleurs, l'offre légumière et fruitière locale se limite à une dizaine de catégories de produits et ne permet pas un approvisionnement régulier de la grande distribution que ce soit en termes de qualité que de quantité [1].

En ce qui concerne le **pétrole brut**, la SARA (Société Anonyme de la Raffinerie des Antilles) s'approvisionne majoritairement en mer du Nord malgré sa proximité avec d'autres pays producteurs dans la région. Ce choix est induit par l'obligation de satisfaire les normes européennes et françaises en termes de qualité et de préservation de l'environnement [14].

septembre 2017

Pour les **matériaux de construction**, la Martinique est totalement dépendante des produits de la métallurgie [5]. Les éléments en métal étaient importés à hauteur d'environ 6 500 t en 2015 [1].

En ce qui concerne les **biens de consommation courante, les biens d'équipement et les biens industriels**, les importations s'élevaient à 434 millions d'euros en 2015 pour les équipements mécaniques, électriques, électroniques et informatiques, tandis que l'importation de véhicules, principalement de France, représentaient 303 millions d'euros [1]. De même, les textiles, produits pharmaceutiques, machines industrielles et agricoles sont totalement importés.

► **BIENS ET RESSOURCES INSUFFISAMMENT DISPONIBLES**

En ce qui concerne l'**alimentation**, la Martinique dépend fortement des importations pour satisfaire sa demande locale de viande, bovine notamment, la production ne couvrant que 15% de la demande [13]. La Martinique est également quasi dépendante des territoires extérieurs pour le lait, le taux de couverture du marché étant de seulement 3% [15]. La production halieutique ne suffit pas non plus à couvrir les besoins locaux. En effet, en 2014, la production annuelle halieutique et aquacole représente un peu moins de 1 000 tonnes alors que la consommation de produits de la mer est estimée à 8 400 tonnes [1]. Dans l'industrie agroalimentaire, une majorité des entreprises ne génèrent pas des volumes suffisants pour couvrir les besoins locaux [4]. Par ailleurs, cela ne leur permet pas non plus d'obtenir des économies d'échelles et des prix compétitifs ce qui renforce le recours aux importations. Ainsi, l'importation de produits des industries agroalimentaires représentait 411 millions d'euros en 2015. [16].

Pour la **sylviculture**, le bois local martiniquais représentant 2500 m³, principalement de Mahogany (Acajou du Honduras) tandis que 60 000 m³ de bois sont importés [7].

La Martinique accuse aussi une très forte dépendance énergétique : la part des énergies fossiles importées dans la consommation d'énergie primaire s'élève à 98%. Les besoins en **pétrole raffiné** ne sont pas couverts par la production de la SARA et du pétrole raffiné est donc également importé en provenance des Etats-Unis, du Qatar et de l'Arabie Saoudite). Au total, la Martinique importe autant de pétrole brut que de pétrole déjà raffiné [17] ce qui représente plus de 20% de ses importations. Sa balance commerciale est donc très sensible à la variabilité des prix pétroliers : ceux-ci ayant chuté fortement en 2015, ses factures tant à l'importation qu'à l'exportation ont par conséquent accusé une forte diminution (respectivement -30% et -20%).

En ce qui concerne les **matériaux de construction**, la Martinique est dépendante de l'importation de ciment et surtout de clinker permettant de produire le ciment [5], la production locale en satisfaisant pas les besoins.

En ce qui concerne les biens d'équipement et de consommation, le système productif régional est encore loin de répondre aux besoins locaux : moins de 30% de l'industrie des biens de consommation courante (vêtements, produits d'entretien, d'hygiène), des biens d'équipements ou des biens industriels intermédiaires est issue de la production locale. Il est à noter que ce niveau de dépendance de la région n'a que très peu varié depuis les dix dernières années. [18].

► **SERVICES ABSENTS OU INSUFFISAMMENT DISPONIBLES**

Bien qu'elle se distingue des autres DROM-COM par un degré d'équipement relativement élevé, les infrastructures en place ne suffisent plus au traitement dans les normes de l'ensemble des gisements de déchets. Il y a donc une saturation des dispositifs actuels de traitement par enfouissement et par incinération [19]. A noter l'ouverture du centre d'enfouissement du Petit Galion en juin 2017 devrait réduire temporairement la saturation. Ainsi, la capacité totale d'enfouissement est de 100 000 tonnes. Par ailleurs, on assiste également à l'exportation de déchets vers la métropole pour lesquels il n'existe pas de filière de prétraitement ou de traitement locale [19] [1] [20]. La Martinique est ainsi dépendante de la métropole en ce qui concerne certaines filières de traitement des déchets. L'unité de stockage des déchets de Céron a en effet dû faire face à de nombreuses difficultés ces dernières années (pénurie d'exutoire) : incendies à répétition, limitation des apports, etc. A noter que le manque de surfaces constructibles et la forte pression foncière rendent difficile l'implantation de nouvelles unités voire l'agrandissement d'infrastructures existantes [20].

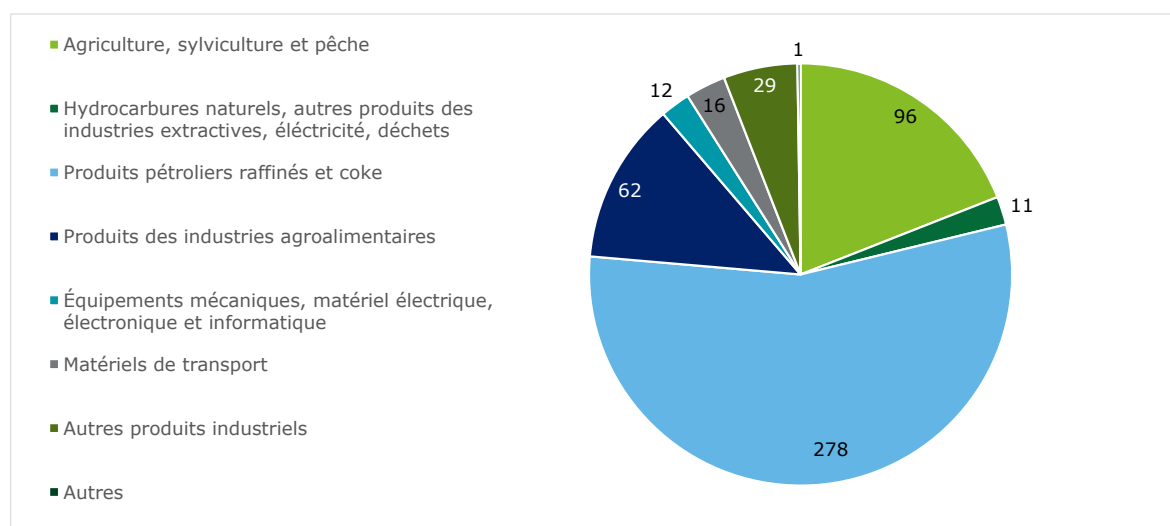
septembre 2017

II.2.2.2 POTENTIELS D'AUTONOMIE ET RESSOURCES LOCALES A PROTEGER ET VALORISER

Les principales exportations en Martinique concernent les produits pétroliers raffinés, à destination de la Guyane et de la Guadeloupe, et les produits agricoles et agro-alimentaires que sont la banane et le rhum.

La Martinique est également une productrice importante de granulats utilisés sur le territoire. Elle dispose aussi d'une quantité importante d'eau mais soumise à forte contrainte due à la saisonnalité pluviométrique. En quantité plus restreinte, le territoire produit des fruits et légumes spécifiques de la région, souvent consommés localement, et des énergies renouvelables, notamment l'énergie photovoltaïque et l'énergie produite à partir d'ordures ménagères et de biomasse.

Les exportations martiniquaises représentaient 500 millions d'euros en 2015. Les exportations sont principalement à destination de la métropole, de la Guadeloupe et de la Guyane [21]. Les flux d'exportations sont faibles en comparaison aux flux d'importations : la valeur de l'exportation représente 19 % de celle de l'import.



Source : Douanes, calculs INSEE

Figure 7 Exportations en 2015, en valeur (millions d'euros)

Les produits pétroliers raffinés sont les principaux produits exportés et représentaient 55% des exportations en 2015. Ces produits sont vendus à destination de la Guadeloupe et de la Guyane qui représentent 85% des volumes de ventes. Une campagne d'exploration pétrolière au large de la Martinique est également en cours. Les produits agricoles et agroalimentaires sont les seconds types de produits exportés, en particulier le rhum et la banane. Ils représentent 31% des exportations.

► **RESSOURCES ENDOGENES**

Les principales **productions agricoles** sont la banane (200 000 t de production en 2015) et la canne à sucre (208 000 t dont 78% utilisée en distillerie et 22% en sucrerie). Les produits issus de ces productions sont en grande partie exportés en métropole [1] : en 2015, 98,6% de la banane produite est destinée à l'exportation [14] tandis que 82% de rhum produit est exporté [1].

Pour les fruits et légumes, hors bananes, la Martinique produit principalement des concombres, des melons, des tomates et des laitues pour ce qui est des légumes, des goyaves, citrons et oranges pour ce qui est des fruits. Certaines productions sont en progression : canne à sucre; plantes aromatiques, à parfum, médicinales et condimentaires; agrumes et autres fruits. On relève également des productions de « niche » comme le café et le cacao qui ont un potentiel de développement. A noter que l'agriculture locale traditionnelle et les petits producteurs favorisent l'indépendance de l'île et l'écoulement local des produits puisque 50% des martiniquais

septembre 2017

disposent d'un jardin potager (jardin créole) [12]. Cela représente donc un potentiel important pour l'île en dehors des circuits conventionnels.

La filière **bois** en Martinique est réduite ; le Mahogany, est le principal bois de plantations ONF en Martinique utilisé pour le gros œuvre en construction. C'est une essence très précieuse, inscrite à l'annexe II de la CITES (convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction) qui ne représente aujourd'hui que 4% du bois utilisé. Les forêts de Martinique recouvrent 46 000 hectares dont 16 000 sont gérées par l'ONF. La forêt départementalo-domaniale des Pitons du Carbet (7 000 hectares) abrite une production forestière de 1 350 hectares quasi mono-spécifique Mahogany d'où provient presque exclusivement toute la production locale. Sur ces 1 350 d'hectares en production seuls 50% sont accessibles dans le cadre d'une exploitation forestière classique (tracteur). Plusieurs centaines d'hectares restent inaccessibles et seule l'exploitation par câble permettait de prélever cette ressource [7].

Du point de vue **énergétique**, l'énergie photovoltaïque, l'énergie produite à partir de déchets d'ordures ménagères et de biomasse sont les principales sources d'énergies renouvelables en Martinique. L'énergie photovoltaïque représentait 17% de la production d'énergie renouvelable en 2014 [22]. La Martinique compte début 2017 plus de 1000 installations photovoltaïques (exploitants multiples) d'une capacité globale de 64,8MW. En 2014, l'UTVD (Unité de Traitement et Valorisation des Déchets) avait produit 20.7 Ktep, représentant environ 49% de l'énergie renouvelable produite. La valorisation de la bagasse quant à elle représentait environ 9.3 Ktep en 2014 [9], non injectés dans le réseau électrique car utilisés directement dans les distilleries : en 2008, 208 000 t de cannes à sucre ont été broyées en Martinique générant 62 000 t de bagasse dont 53 000 t ont été utilisées pour la production d'énergie par les distilleries de l'île et la sucrerie du Galion. L'énergie éolienne est encore peu développée : la Martinique compte une seule ferme éolienne (exploitée par Quadran) située au Vauclin [14] En 2014, l'éolien représentait moins de 0,1% de la production globale (0.1 Ktep sur plus de 660 Ktep au total) [9].

En ce qui concerne la ressource en **eau**, la production d'eau potable provenait à 94 % d'eaux de surface en 2015, contrairement à l'hexagone. La ressource en eau (2 milliards de m³ par an) est abondante mais soumise à forte contrainte due à la saisonnalité pluviométrique. En période sèche, de décembre à avril, les ressources de l'île ne permettent pas de répondre au besoin journalier de la Martinique. Les particuliers et les touristes sont les principaux utilisateurs (96% des volumes) des services d'eau potable et d'assainissement collectif, les industriels n'utilisant que 4% du volume d'eau. Pour les services d'eau brute¹², les usages domestiques consomment 73% du volume d'eau tandis que les usages agricoles représentent 25% des volumes [22].

Il existe en Martinique une production de **granulats** provenant de matières premières présentes sur le sol ainsi qu'une fabrication de produits en terre cuite (tuiles et briques) à partir de carrières d'argile situées sur le territoire de la commune des Trois Îlets. La production des carrières de granulats martiniquaises était estimée en 2015 à 2,3 millions de tonnes¹³. Une partie de la production est exportée vers les îles voisines : Guadeloupe, Sainte Lucie, Saint Vincent, Saint Martin, Saint Chris et Nevis. [5].

II.3. IDENTIFICATION DE SECTEURS ECONOMIQUES CLES, DES FLUX ET PRODUITS A ENJEUX AU REGARD DE L'ECONOMIE CIRCULAIRE

II.3.1. ENJEUX RELATIFS AU BOUCLAGE DES FLUX ET FORCES DU TERRITOIRE

Le bouclage des flux peut être obtenu :

- En valorisant les déchets produits, qui deviennent alors à leur tour des ressources ;
- En diminuant les ressources utilisées provenant de territoires extérieurs et la production de déchets,

¹² eau qui alimente un dispositif ou une station de production d'eau potable. Il s'agit de l'eau captée, puisée ou recueillie qui est acheminée vers une station de traitement la rendant propre à la consommation humaine avant d'être distribuée dans le réseau d'adduction.

¹³ Jean-Michel Poutier, DEAL. Communication personnelle, 2016.

septembre 2017

- En valorisant davantage les ressources endogènes, notamment les ressources à forte valeur ajoutée.
- En préservant les ressources existantes à forte valeur ajoutée et en maintenant leur qualité, notamment en limitant les éventuelles pollutions pouvant les affecter : changement climatique, pollution de l'eau, de l'air, du sol, diminution de la biodiversité et des services écosystémiques, etc.

► **DECHETS A VALORISER**

La densité élevée de population (région la plus dense après l'Ile-de-France et Mayotte), l'exiguïté du territoire (plus petite région française, après Mayotte, et le caractère insulaire de la Martinique) font de la gestion des déchets un enjeu clé pour ce territoire. Certains déchets sortent du territoire pour y être traités ou ne sont simplement pas ou pas assez valorisés, privant ainsi la région d'une source potentielle de création de valeur.

Les **matériaux de démolition** peuvent être réutilisés en tant que granulats notamment les déchets inertes (bétons, fraisât d'enrobés) et permettraient d'alimenter les ressources locales ce qui favoriserait l'indépendance du territoire vis-à-vis de l'extérieur. Jusqu'à récemment, l'île ne disposait pas d'installation de stockage pour les déchets inertes comme c'est le cas aujourd'hui. Les déchets étaient soit stockés dans les installations de stockage des déchets non dangereux ou abandonnés dans des dépôts sauvages [23]. Aussi, une grande majorité de ces déchets sont toujours collectés en mélange et ne permettent donc pas un bouclage de flux car les matériaux ne sont pas recyclés [23]. Créée en 2008, Batimat Recyclage a pour vocation de récupérer les déchets de chantier de BTP et est donc un acteur important de l'enjeu du bouclage des flux de matériaux de construction [5]. L'entreprise gère également la seule installation de stockage de déchets inertes de l'île. En 2013, Batimat traitait 40 000 t de déchets ce qui correspond au régime normal de la plate-forme mais celle-ci serait capable de traiter jusqu'à 720 000t/an et serait donc en mesure de traiter l'ensemble des déchets du BTP soit 278 000 tonnes de déchets [30] [31]

Aujourd'hui, les **véhicules hors d'usages (VHU) ou les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE)** sont exportés en Métropole. En effet, la filière DEEE ne dispose que d'un tri pour export et malgré l'existence d'une unité de démantèlement des Véhicules Hors d'Usage au Lamentin, il n'existe pas à ce jour de filière complète de traitement locale [19] [1] [20] pour ce type de déchets. La filière est en partie structurée au travers d'un réseau de centre agréés VHU et d'un broyeur VHU. Cependant les VHU compressés et/ou les métaux sont exportés vers des broyeurs, des aciéries ou des fonderies. Ceci émane aussi des choix des éco-organismes en charge d'organiser les filières (représentés sur le territoire par Entreprise Environnement). Par ailleurs, les maires n'utilisent pas toujours leur pouvoir de police (code de la route, code des communes) pour verbaliser les derniers détenteurs de VHU, lesquels continuent d'abandonner leur véhicule en fin de vie en bord de route ou dans leur jardin. Néanmoins, il faut noter que dans le cadre de sa mission de veille, d'accompagnement et de communication sur la problématique des VHU, le Parc Naturel de la Martinique (PNM) étudiera l'opportunité d'une police de l'environnement inspirée de l'expérience innovante des gardiens de l'environnement qu'il a développée.

Le financement fluctuant de la filière locale dépend entièrement des cours mondiaux de l'acier. Ainsi, en phase de cours bas, les centres agréés de reprise n'accepteraient plus les VHU gratuitement. Ceux-ci seraient alors davantage laissés à l'abandon engendrant ainsi des pollutions portant préjudice aux habitants d'abord mais aussi au tourisme du fait de la dégradation du paysage.

Toutefois, le sujet des VHU d'importance majeure en Martinique a fait l'objet d'un travail spécifique duquel ont émané le décret du 28 avril 2017 relatif à la gestion des véhicules hors d'usage et son arrêté d'application du 28 avril 2017 qui définissent les modalités de mise en œuvre du plan d'actions des producteurs automobiles.

Concernant le **recyclage des déchets** il existe un décalage important entre la capacité potentielle des installations et les flux de collecte et de tri. D'après le Plan de prévention et de gestion des déchets non dangereux en Martinique, en 2012, sur 135 700 t d'ordures ménagères produites, 8 000 t était recyclées via la valorisation matière ou organique. Par ailleurs, sur l'ensemble des déchets non dangereux non inertes produits (285 000t), 32 700t étaient orientés vers le recyclage matière et organique ; 11 000t (soit 3,8%) étaient exportées en France hexagonale en vue d'une valorisation principalement matière. Il s'agit notamment des ferrailles/métaux, cartons, plastiques, journaux, revues, magazines et les pneus. Le territoire possède à ce jour 11 déchèteries et deux quais de transfert au Robert et au François. En 2015, le ratio de collecte sélective des matériaux hors verre s'élève à 16kg/hab. ce qui est très loin des 48kg/hab de la métropole. Pour autant, le centre de tri (Martinique Recyclage à Ducos) et le centre de valorisation organique (CVO au Robert) fonctionnent en sous-régime (excepté pour les déchets verts pour lesquels le CVO est saturé en 2017). Ainsi, pour les déchets recyclables, l'augmentation des taux de collecte notamment des collectes sélectives est un

septembre 2017

enjeu crucial qui permettra non seulement de réduire le flux destiné aux installations de stockage et d'alimenter les centres de tri. La sensibilisation des habitants au tri est également nécessaire : le taux de refus constaté est de l'ordre de 30%, ce qui est bien supérieur à la moyenne nationale de 23%. Néanmoins, ce taux a diminué en 2012 avec le déploiement de la collecte sélective en porte-à-porte. Il convient aussi de noter que les consignes de tri sont différentes de celles de la métropole, ce qui peut compliquer le geste de tri (dépendance aux critères de tri des éco-organismes qui sont eux, nationaux)

► **RESSOURCES IMPORTEES ET DECHETS A REDUIRE**

Le trafic routier de l'île est saturé, le transport représente le 3^{ème} poste de dépenses des ménages et il est admis par les décideurs politiques qu'il y a un véritable problème de transport sur l'île. La réduction du nombre de **véhicules**, menée en parallèle d'une réflexion sur la modernisation de ce secteur et notamment des transports publics a été engagée depuis une quinzaine d'année. Celle-ci devrait permettre de réduire les importations de véhicules et donc aussi par conséquent, le nombre de VHU. Aujourd'hui, le TCSP, géré par l'Autorité Unique de Transport, est en phase de lancement ; tandis que le transport maritime de passagers au sein de la Martinique s'étend avec de nouvelles dessertes vers Case-Pilote et Etangs Z'Abriocot. (Juin 2017).

L'amélioration du système de transport sur l'île est non seulement un enjeu majeur pour les résidents mais aussi un support de développement pour le tourisme ce qui en fait davantage un secteur clé du tertiaire.

Bien que l'on constate depuis 2007, une baisse de la production **d'ordures ménagères résiduelles (OMR)**, la quantité d'OMR produite par habitant et par an en Martinique (330 kg/hab/an*) est supérieure à la moyenne nationale (269 kg/hab/an*) ainsi qu'à la moyenne des DROM COM (308 kg/hab/an). Compte tenu de la saturation des structures de traitement des déchets, la réduction de la quantité de déchets ménagers et notamment d'ordures ménagères est d'autant plus importante à mettre en œuvre sur le territoire. (* chiffres clés SINOE données 2012)

► **RESSOURCES ENDOGENES A VALORISER**

Du point de vue énergétique, même si à ce jour le taux de dépendance est très élevé via l'importation de pétrole brut, le territoire présente un certain nombre d'atouts potentiels pour le développement de l'éolien, du photovoltaïque, de l'énergie produite à partir de biomasse, de la géothermie ou encore des énergies marines. Le développement des **énergies renouvelables** est d'autant plus important que la loi de transition énergétique fixe pour le territoire un objectif de 50% d'énergies renouvelables dans la consommation électrique finale en 2020 (en métropole, l'objectif est de 23%). Cette transition énergétique constitue d'ailleurs une véritable opportunité pour le développement de projets innovants et créateurs d'emplois. La Programmation Pluriannuelle de l'Energie encadrant cette transition a été élaborée en 2016 et adoptée en 2017.

Des solutions de collecte et de traitement des algues sargasses sont en cours d'expérimentation pour permettre une meilleure gestion des échouages, ceux-ci pouvant générer d'importantes gênes olfactives et visuelles.

La filière **bois** souffre aujourd'hui d'un manque de structuration et de la concurrence des bois brésiliens. Localement, le Mahogany, actuellement sous-exploité mais présent en quantité (forêt départementalo-domaniale des Pitons du Carbet notamment), présente un potentiel de développement économique local et une opportunité pour dynamiser la filière bois du territoire [7]. Le volume de ce bois disponible étant moindre (2 500m3/an), le FCBA¹⁴ préconise la mise en place d'un classement visuel en s'appuyant sur des classes mécaniques visuelles déjà existantes dans la norme NFB52 001, ce qui permet par la suite de définir les différents types d'usage possible.

Les enjeux principaux de l'**agriculture** en Martinique sont de produire plus et mieux, de se structurer, d'approvisionner l'ensemble des circuits de commercialisation et ainsi favoriser la consommation de produits locaux. Les circuits courts de distribution (vente à la ferme, sur les marchés et aux restaurants) permettent aujourd'hui d'écouler moins de 10 % de la production locale. A noter qu'une volonté politique forte a clairement été exprimée, aussi bien au niveau national que régional, pour que la production endogène de Martinique et de Guadeloupe permette de couvrir à court terme les besoins du marché local et touristique des îles. Certaines productions sont en progression : canne à sucre; plantes aromatiques, à parfum, médicinales et condimentaires; agrumes et autres fruits. On relève également des productions de « niche » comme le café et le cacao qui ont un potentiel de développement. Par ailleurs, la pollution au chlordécone résultant de l'utilisation massive de ce produit, il y a plus de 20 ans, pour lutter contre un insecte ravageur, le charançon

¹⁴ Institut Technique Forêt Cellulose Bois-Construction Ameublement

septembre 2017

des bananiers affecte l'environnement naturel en Martinique et alimente un sentiment de crainte par rapport à la sécurité alimentaire. Ce risque de pollution concerne près de deux cinquièmes de la surface agricole utile en Martinique [14] et offre un terrain favorable au développement du marché des produits biologiques. En effet, certains consommateurs recherchent des légumes dont la zone de production est susceptible d'être exempte de pollution (par exemple, Morne Vert plutôt que Sainte-Marie). Pour les sols et les eaux pollués (à la chlordécone notamment mais pas uniquement) une valorisation à des fins autres qu'alimentaires doit donc être envisagée.

► **RESSOURCES EXISTANTES A PROTEGER**

La Martinique héberge une **biodiversité** exceptionnelle, des paysages naturels variés et des sites patrimoniaux remarquables : site de l'Aïle de la Montagne Pelée (plus de 60 000 visiteurs/an), la réserve naturelle de la Caravelle (plus de 200 000 visiteurs/an), des aires volcaniques et forestières inscrites sur la liste indicative pour appartenir au patrimoine mondial de l'UNESCO (processus non abouti à date), des réserves marines. Tous ces éléments contribuent à favoriser le tourisme [24].

II.3.2. PRIORISATION DES SECTEURS CLES AU REGARD DE L'ECONOMIE CIRCULAIRE ET DES ENJEUX EN TERMES DE RESSOURCES

Les secteurs économiques concernés par les ressources présentant les enjeux les plus forts sont donc les suivants.

Tableau 1 Secteurs économiques concernés par les ressources présentant les enjeux les plus forts

Secteurs	Ressources à réduire/trouver une alternative	Produits à réemployer, à réutiliser	Déchets à réduire et à mieux valoriser	Ressources endogènes à valoriser	Ressources endogènes à protéger
PRIMAIRE Agriculture, pêche, aquaculture	✓		✓	✓	✓
SECONDAIRE Exploitation forestière				✓	✓
Exploitation minière, industrie extractive	✓				
Energie : <i>électricité, carburants</i>	✓			✓	✓
Eau					✓
Agro-alimentaire	✓		✓		
Automobile	✓	✓	✓		
BTP	✓	✓	✓		
Biens de consommation : <i>équipements électriques et électroniques (EEE) ; Textiles, Linge de maison, Chaussures (TLC) ; Éléments d'Ameublement (EA) ; livres, cassettes, CD, DVD, bibelots, vaisselle, décoration, équipements de loisirs, etc.</i>	✓	✓	✓		
TERTIAIRE Tourisme	✓	✓	✓		✓
Transport Intérieur : extérieur <i>énergies fossiles, énergies renouvelables</i>	✓			✓	

III. ANALYSE PROSPECTIVE DES SECTEURS SELON LEUR CHAÎNE DE VALEUR

Définie par le Guide ADEME – ARF du développement des stratégies régionales d'économie circulaire en France, la notion de chaîne de valeur désigne l'approche économique d'un territoire donné : elle vise à identifier les acteurs et les filières propices à un développement territorial.

Elle se compose d'une série d'activités, d'organismes qui interviennent à différents maillons de la chaîne (transformation, utilisation, approvisionnement, etc.) pour injecter de la valeur vers un objectif commun d'éco-conception, de consommation collaborative, etc., le tout dans un ensemble cohérent, coordonné et solidaire.

Dans le cadre du diagnostic territorial proposé, cinq **chaînes de valeur** ont été analysées, avec le souci constant de mettre en avant les spécificités de la Martinique. Ces chaînes de valeur, ainsi que leur articulation avec les piliers de l'économie circulaire, sont les suivantes :

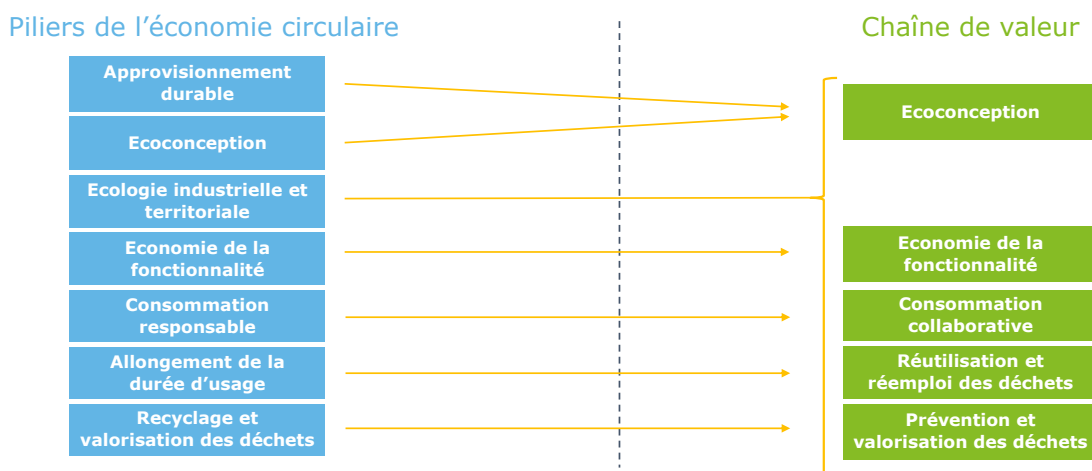


Figure 8 Chaînes de valeur étudiées et articulation avec les piliers de l'économie circulaire

III.1. METHODOLOGIE

III.1.1. STRUCTURE D'UNE CHAÎNE DE VALEUR

Pour chaque chaîne de valeur, sont analysés les éléments suivants :



► FOCUS SUR LA CARTOGRAPHIE DES ACTEURS

Les « acteurs et réseaux » spécifiques à chaque chaîne de valeur sont mentionnés dans les paragraphes ci-dessous. Le travail de cartographie des acteurs réalisé dans les chaînes de valeur vise trois objectifs :

- Mettre en évidence les acteurs incontournables, que la CTM doit associer pour la définition de sa stratégie d'économie circulaire ;

septembre 2017

- Identifier quelques porteurs d'initiatives concrètes dans différentes filières et différents territoires de la région, permettant d'illustrer les savoir-faire existants en Martinique, valorisables pour développer les maillons et filières de la chaîne de valeur considérées comme prioritaires¹⁵;
- Pointer les filières ou les maillons de filières où le nombre d'initiatives et d'acteurs porteurs est faible, et qu'il s'agirait de développer.

Les encadrés d'état des lieux transverse et les tableaux d'acteurs des filières sélectionnées intègrent des textes descriptifs des initiatives portées par les différents acteurs en Martinique.

On distingue trois types d'acteurs :

- Les **acteurs déjà impliqués dans une ou plusieurs initiatives d'économie circulaire, dont le rôle serait à renforcer** dans le cadre de l'élaboration de la stratégie régionale d'économie circulaire. Ces acteurs se distinguent par leur capacité à faire avancer les connaissances en matière d'économie circulaire, déployer et reproduire leur initiative sur le territoire et/ou à mobiliser d'autres acteurs (« Acteurs impliqués, à renforcer »);
- Les **acteurs déjà impliqués dans une ou plusieurs initiatives d'économie circulaire, sur lesquels capitaliser**. Leur rôle n'est pas à renforcer dans le cadre de l'élaboration de la stratégie régionale d'économie circulaire car ils ne remplissent pas les conditions mentionnés ci-dessus (« Acteurs impliqués, sur lesquels capitaliser »).
- Les **acteurs non impliqués dans une initiative d'économie circulaire à mobiliser** car pertinent pour le développement de la stratégie régionale d'économie circulaire (« Acteurs à mobiliser »).

Les acteurs institutionnels, souvent transverses à plusieurs chaînes de valeur, sont indiqués ci-dessous.

Tableau 2 Acteurs institutionnels en Martinique

Structure	Nom
ADEME Martinique	Benoit Lacroix Charlotte Gully Claire Chignoli Paul Courtiade Anabelle Vigilant Gilles Guerrin
DEAL	Jean-Michel Poutier Alexis Cefber
CTM	Lionel Quille Celia Morellon Valérie Marine-Poletti Arielle Priam Katherine Lecourt Murielle Alexandrine Marie-Claude Derne
CACEM	Hazel Lee Laitung
CAESM	Jocelyne Narfin Aude Brador
CAP NORD	Christian Verneuil
Préfecture	Odile Marajo-Virayie Audrey Monlouis-Banare

¹⁵ La liste des porteurs d'initiatives, à vocation illustrative, est nécessairement incomplète. Elle est appelée à être enrichie, afin de capitaliser au fur et à mesure les initiatives identifiées dans la région

septembre 2017

Structure	Nom
AMPI (Association Martiniquaise pour la Promotion de l'Industrie)	Richard Crestor

► FOCUS SUR L'ANALYSE DES FILIERES

Pour chaque chaîne de valeur, les filières seront analysées selon les éléments suivants :

Tableau 3 Tableau synthétique d'analyse d'une filière pour une chaîne de valeur

		Maillon n°1
	Eléments de contexte clés	Périmètre et contexte réglementaire.
	Acteurs et réseaux	Par type d'acteurs présents sur ce maillon de la chaîne.
	Enjeux territoriaux	Eléments de diagnostic en Martinique.
	Niveau d'intégration des enjeux d'économie circulaire à date	Évalué à partir des initiatives existantes.
	Points à développer sur le territoire – opportunités et besoins liés	Sous forme de recommandations ou pistes d'action.
	Potentiel de création de valeur sur le territoire en lien avec les points à développer	« Faible », « Moyen », « Fort ». Évaluée de façon qualitative, la création de valeur renvoie d'abord à l'apport économique de la filière. La création de valeur actuelle est évaluée, ainsi que la création de valeur potentielle, qui serait atteinte en suivant les « points à développer ».

III.1.2. FILIERES SELECTIONNEES

Pour chaque chaîne de valeur, plusieurs filières ont été pré-identifiées par l'équipe projet, sur la base de son expertise des différentes chaînes de valeur et de l'analyse des principaux enjeux de la Région Martinique en termes d'économie circulaire. La liste des filières a ensuite été proposée au comité de pilotage et validée. Les filières étudiées sont indiquées dans le Tableau 4.

Tableau 4 Liste des filières étudiées par chaîne de valeur

Chaîne de valeur	Secteurs	Justifications
Ecoconception	-Extraction de ressources: énergie, eau, exploitation minière -BTP (incl. tourisme) -Agriculture, pêche/aquaculture et alimentation	BTP : beaucoup de constructions, pas d'éco-conception (potentiel de réduction des consommations d'énergie important), constructions non adaptées aux problématiques climatiques de la région, nombre d'emplois importants, fort potentiel de réutilisation des matériaux de démolition. Agriculture : impacts environnementaux importants, dépendance de l'extérieur pour les intrants, nombre d'emplois élevés et valeur ajoutée forte, enjeux de santé publique, imports élevés de produits alimentaires
Economie de fonctionnalité	-Transport/Mobilité -Energie -Produits de consommation (utilisation peu fréquente) : bricolage, jardinage, cuisine, mobilier	Transport : engorgement des réseaux de transports, manque de transports en commun, suréquipement en voitures personnelles, dépendance forte de l'extérieur pour l'import de véhicules et l'export de VHU. Potentiel de développement des transports maritimes. Energie : dépendance de l'île via à vis de la production d'énergie, objectifs réglementaires fort en termes de production d'énergies renouvelables, initiatives existantes en économie de fonctionnalité.

septembre 2017

Chaîne de valeur	Secteurs	Justifications
		Produits de consommation : fort potentiel de développement
Consommation collaborative	-Transport -Agriculture, pêche/aquaculture et alimentation	Transport : en plus des éléments précités, fort potentiel non exploité Agriculture : en plus des éléments précités, fort potentiel, initiatives nombreuses et culture des jardins créoles
Produits réemployés et réutilisés	-Meubles/bois -Equipements électriques électroniques	BTP : fort potentiel de réutilisation des matériaux de démolition. Equipements électriques électroniques : gisement élevé et potentiel de recyclage élevé, existence d'une filière REP.
Prévention et valorisation des déchets	-Agriculture, pêche/aquaculture et alimentation -BTP -Conditionnement	Agriculture : quantité importante de déchets, notamment biodéchets, plastiques, suremballages des produits alimentaires BTP : en plus des éléments précités, fort potentiel non exploité Conditionnement : quantité importante de déchets générés, place importante de la vente à emporter (et donc quantité d'emballages utilisés élevées) dans les habitudes de consommation.

III.2. CHAÎNE DE VALEUR « ECO-CONCEPTION »

Selon l'Agence Française de Normalisation (AFNOR), « l'éco-conception consiste à intégrer l'environnement dès la conception d'un produit ou service, et lors de toutes les étapes de son cycle de vie ». **Error! Reference source not found.**

La structure de la chaîne de valeur a été revue par rapport à celle proposée dans le guide méthodologique du développement des stratégies régionales d'économie circulaire en France [25]. L'objectif est double : avoir une approche analyse de cycle de vie plus adaptée à l'éco-conception et identifier les acteurs intervenant à chaque étape de ce cycle de vie pour réduire l'impact sur l'environnement des produits. L'éco-conception n'est plus le premier maillon de cette chaîne de valeur, comme initialement proposé, mais intervient bien au sein de chaque maillon.

Les filières suivantes ont été choisies pour la chaîne de valeur « éco-conception » :

- Extraction de ressources: énergie, eau, exploitation minière (incl. BTP)
- Agriculture, pêche/aquaculture et alimentation. Pour ces filières le maillon « fin de vie » a été supprimé car la gestion des bio-déchets sera abordée dans la chaîne de valeur « prévention et valorisation des déchets ».

III.2.1. RETOURS D'EXPERIENCES TERRITORIALES ET HORS TERRITOIRES POSSIBLEMENT REPRODUCTIBLES EN MARTINIQUE

Les initiatives listées ci-dessous ne se limitent pas aux filières sélectionnées.

septembre 2017

Tableau 5 Stratégies et initiatives en lien avec l'éco-conception

Acteur	Description des stratégies et initiatives	Filières concernées	Résultats en termes de bouclage des flux
Initiatives sur le territoire			
AME ¹⁶ /CTM	Martinique île Durable : le document mentionne clairement la volonté du territoire d'encourager les initiatives d'éco-conception. Notamment : - Réflexions sur la transition énergétique sur le territoire et tout particulièrement sur le développement des énergies renouvelables, en particulier la filière de chauffe-eau solaire ; - Créer les conditions d'une gestion durable des services d'eau potable et d'assainissement des eaux usées ; - Réduire les fuites et augmenter de 10% les rendements des réseaux d'alimentation d'eau potable dans les secteurs urbains défaillants et pour les unités de distribution d'eau potable dépendantes de ressources ponctuellement déficitaires ; - Créer des filières de productions agricoles sécurisées « zéro chlordécone » ; - Expérimenter un transport par barge de matériaux de construction.	Transverse, notamment : agriculture, eau, énergie, transport	Réduction des quantités d'eau, d'énergie et d'intrants agricoles consommés
Ministère en charge de l'agriculture	Le plan ECOPHYTO est un plan interministériel datant de 2009 visant à réduire de 50 % l'usage des produits phytosanitaires, d'ici à 2018. Il s'agit à la fois de réduire l'usage de ces produits et de limiter l'impact (environnemental et santé humaine) de ceux qui resteront indispensables pour protéger les cultures. Ce plan est décliné à la Martinique, en 8 axes dont le 6ème est spécifique aux DOM.	Agriculture IAA Eau	Réduction de la consommation de phytosanitaires
DEAL ¹⁷ Martinique, AFB ¹⁸ , ODE ¹⁹ Martinique, FREDON ²⁰ , DAAF ²¹	Dans le cadre du plan Ecophyto : campagne de sensibilisation sur le territoire pour favoriser les jardins familiaux : ex : Petit Guide à l'attention des jardiniers amateurs	Agriculture Eau	Priorisation de la production de ressources locales, permettant indirectement de réduire les importations de produits agricoles
RITA ²²	- InnovEcoF&L pour la diversification végétale avec comme axes de travail : des essais de méthodes alternatives à l'usage de pesticides en verger, ananas et igname ; des engrais verts pour restaurer la fertilité biologique des sols et limiter l'utilisation d'azote ; des itinéraires techniques économes en intrants pour la culture des plantes médicinales ; l'adaptabilité de la technique du lombricompostage en Martinique ; la diversification fruitière. - Trans'Elevage pour la diversification animale avec comme axes de travail : l'alimentation animale chez les ruminants en particulier la gestion des ressources et la baisse des coûts	Agriculture	Réduction de la consommation de phytosanitaires et de fertilisants de synthèse Réduction des importations liées à l'alimentation animale

¹⁶ Agence martiniquaise de l'énergie

¹⁷ Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement

¹⁸ Agence française pour la biodiversité

¹⁹ Office de l'eau

²⁰ Fédération régionale de défense contre les organismes nuisibles

²¹ Direction de l'alimentation de l'agriculture et de la forêt

²² Réseau d'innovation et de transfert agricole

septembre 2017

Acteur	Description des stratégies et initiatives	Filières concernées	Résultats en termes de bouclage des flux
	et la réduction des incidences sanitaires sur les performances techniques des élevages de lapin.		
Banamart et UGPBAN, en partenariat avec IT2 et le CIRAD	Plan Banane Durable I et II, avec notamment : - Utilisation des pièges à charançons pour une lutte sans impact sur l'environnement. - Utilisation de couverts végétaux et de plantes de services - Effeillage sanitaire contre la cercosporiose noire	Agriculture	Réduction de 50% de l'usage des produits phyto. De 2006 à 2012
GIEE ²³	En Martinique 4 demandes de reconnaissance au titre de GIEE ont été acceptées en novembre 2015 : - le Groupement de Défense Sanitaire Apicole Martiniquais (GDSAM) pour un projet relatif à une démarche agro-écologique dans la filière apicole, - le Marché Agricole Nord Atlantique (MANA) pour accompagner les exploitations vers des pratiques agro-écologiques, - l'Association Martiniquaise pour la Production du Mouton Marqué (AMPMM) pour la mise en place de pratiques agro-écologiques et une meilleure valorisation de la viande d'agneau. - l'association VALCACO pour un projet de développement d'une filière d'excellence de cacao d'origine Martinique. Cela représente 53 exploitations engagées dans ces démarches collectives.	Agriculture / Industries Agroalimentaires	Parmi les différents objectifs visés, il y a la diminution de l'emploi des pesticides ou des produits pharmaceutiques.
Agence des aires marines protégées (intégrée depuis le 1 ^{er} janvier 2017 à l'Agence Française pour la Biodiversité)	Une étude pour la création d'un parc naturel marin en Martinique a été menée pour définir les orientations de gestion du futur parc naturel marin afin de parvenir à un développement équilibré de la mer. Le parc naturel marin a été créé (décret du 5 mai 2017) et un plan de gestion doit être élaboré dans les trois ans à venir.	Aquaculture et pêche	Protection de la ressource halieutique
SMT ²⁴ (ex SMITOM ²⁵ créé par les 3 communautés d'agglomérations de Martinique)	Mise en place de différents centres de traitement et valorisation des déchets. Exemple : le Centre de Valorisation Organique du Robert qui a pour objectif de valoriser 40 000 tonnes de biodéchets et déchets verts en compost et en électricité.	Alimentation Déchets verts	Réduction des quantités de déchets non valorisés
Goustavia	Fabrication de Bag In Box éco-conçu pour l'emballage du rhum.	Agriculture	Réduction des ressources fossiles utilisées et réduction des impacts associés
CTM	Dans le Contrat Plan Etat Région Martinique 2015-2020 concernant la section déchets, les signataires devront entre autres soutenir l'innovation par l'éco-conception de biens ou services.	Déchets	Réduction de la consommation de ressources
Les sablières de Fond Canonville de St Pierre.	Depuis 2014, les sablières de Fond Canonville de St Pierre sont officiellement reconnues par l'UNICEM pour leur implication environnementale (elles ont atteint le niveau 4/4 dans le cadre de la charte environnement des industries de carrières). Cette Charte Environnement des industries de carrières permet d'accompagner les industries de	BTP	Réduction des déchets issus de l'entreprise Réduction des énergies fossiles

²³ Groupements d'Intérêt Économique et Environnemental²⁴ Syndicat Martiniquais de traitement et de Valorisation des déchets²⁵ Syndicat Mixte pour le Traitement des Ordures Ménagères

septembre 2017

Acteur	Description des stratégies et initiatives	Filières concernées	Résultats en termes de bouclage des flux
	carrières et matériaux de construction dans l'amélioration de leurs pratiques. Le niveau 4/4 représente le meilleur niveau de performance environnementale. Les sablières souhaitent développer le transport maritime pour le transport de matériaux entre St Pierre et Fort-de-France, un projet est à l'étude en ce sens.		
ODE Martinique et l'Agence Française pour le Biodiversité	2 pilotes de taille réelle ont été construits par le SICSM et le programme « Attentive » : (traitement des eaux usées domestiques par des filtres plantés de macrophytes). Il est prévu de développer des alternatives au « tout béton » et de généraliser la stabilisation des berges par des techniques végétales lorsque le risque d'atteinte aux personnes par les inondations a pu être écarté	Eau	Réduction de la consommation de matériaux de construction par l'utilisation de végétaux
Comité de bassin (impulseur), ODE (ordonnateur) et collectivités organisatrices des services d'eau (MO)	Objectifs : réduction des dépenses énergétiques et des émissions carbonées/ performance écologique, réduction des pressions sur les milieux aquatiques et la ressource en eau. Le SDAGE préconise trois orientations : l'amélioration du rendement des réseaux de distribution (comptage, télégestion, recherche de fuites et télésurveillance des réservoirs), l'exploitation de nappes souterraines et le stockage de la ressource.	Eau	Réduction de la consommation d'énergie. Le rendement du réseau de distribution foyalais est ainsi passé de 49 % en 2009 à 59 % en 2011 et les objectifs de rendement à l'horizon 2015 et 2020 s'élèvent respectivement à 70 et 76 % pour l'agglomération de Fort-de-France
SAFEGE pour la CACEM	La CACEM a pour projet d'aménager la marina de Port Cohé selon les principes de l'éco-conception. La marina est nichée au cœur d'une mangrove formée d'un tissu végétal très dense, abritant une faune riche et diversifiée. Constatant son niveau de délabrement avancé, la Communauté d'Agglomération du Centre de la Martinique (CACEM) a décidé de transformer le site en marina publique, pouvant accueillir plus de 150 bateaux. Une démarche innovante d'éco-conception a été adoptée afin de favoriser la biodiversité locale et préserver la mangrove, écosystème essentiel au territoire. Les premiers travaux de nettoyage ont débuté en avril 2017, une marina toute neuve devrait voir le jour dans 4 ou 5 ans.	Transport	Résultats attendus : Réduction des déchets (BPHU notamment) Réduction de l'impact sur l'environnement pour favoriser la biodiversité locale .
Ecole des Ponts ParisTech	Réalisation d'une analyse de cycle de vie des transports à Fort de France.	Transport	Réduction de la consommation de ressources énergétiques.
Akuo Energy, DCNS	Une centrale pilote d'énergie thermique des mers (ETM) appelée NEMO (New Energy for Martinique and Overseas) sera localisée en Martinique, à 5 km des côtes de la commune de Bellefontaine. Lauréate du programme européen NER300 en juillet 2014, cette innovation s'appuie sur une technologie produisant de l'énergie grâce à la différence de températures entre les eaux de surface et celles des profondeurs, pour une puissance nette de 11 MW. Sa mise en place interviendra en 2019 pour une mise en service à l'été 2020 et la couverture des besoins électriques de 35 000 personnes.	Energie	Réduction de la consommation d'énergie d'origine fossile

septembre 2017

Acteur	Description des stratégies et initiatives	Filières concernées	Résultats en termes de bouclage des flux
Société anonyme de la raffinerie des Antilles (SARA)	Projet « Hydrogène » qui consiste à installer à côté d'un des postes électriques une pile à hydrogène alimentée par l'excédent d'hydrogène du reformeur épuré produit jusqu'à 1 MW d'électricité pour alimenter le réseau EDF de façon discontinue.	Energie	Réduction de la consommation d'énergie d'origine fossile
Société anonyme de la raffinerie des Antilles (SARA)	Projet Green Water qui consiste à remplacer l'eau potable prélevée au réseau public par de l'eau de mer, de toiture et des eaux de rejet du TER. Pour ce faire la SARA besoin d'une unité permettant de déminéraliser l'eau nécessaire au fonctionnement des chaudières.	Eau	Réduction de la consommation d'eau douce.
CAESM	Mise à disposition de véhicules électriques (se rechargeant via des stations EnR) auprès de ses salariés	Transport	Réduction de l'utilisation des ressources fossiles
La Poste	Mise à disposition de véhicules électriques (se rechargeant via des stations EnR) auprès de ses salariés	Transport	Réduction de l'utilisation des ressources fossiles
Vivre en Bois	Promotion et utilisation du bois dans les constructions d'habitat. Entreprise engagée pour le développement de la filière bois (importation).	BTP	Réduction de l'impact des produits utilisés.
ORGAPEYI	Association d'agriculteurs pratiquant une agriculture organique sans pesticides et engrais chimiques (non labellisée à ce jour)	Agriculture	Réduction des ressources fossiles utilisées et réduction des impacts associés (réduction conso produits phyto et fertilisants de synthèse et réduction des déchets d'emballages)
Association L'esprit Lasotè	Agriculture traditionnelle et ancestrale (non mécanisée) qui met l'accent sur la solidarité. Les récoltes sont souvent accompagnées d'un petit marché paysan.	Agriculture	Réduction des ressources fossiles utilisées et réduction des impacts associés.
La Box Nature	Livraison de produits agricoles pour les particuliers (sur le lieu de travail ou en point relais)	Agriculture	Limitation des importations et valorisation des produits locaux
MetaSystèmes	Accompagnement et éducation aux techniques de développement durable local (jardin créole, permaculture, culture hors sol,...)	Agriculture	Réduction des ressources fossiles utilisées et réduction des impacts associés
SDPI / SATRAP	Projet de recherche financé par l'ADEME sur une expérimentation visant à pour produire avec moins de ciments, de granulats	BTP	Réduction des ressources utilisées
Bienvenue à la Ferme / 200 km à la ronde	Application pour permettre aux restaurateurs locaux de s'approvisionner directement auprès des agriculteurs/producteurs locaux	Agriculture	Réduction des ressources fossiles utilisées, réduction des emballages et réduction des impacts associés
Initiatives hors du territoire			
Novamex	[Var] Conception et commercialisation de produits nettoyants ménagers respectueux de l'environnement sous la marque « L'arbre vert » (produits certifié Ecolabel Européen	Biens consommation Chimie	Réduction de l'impact des produits d'entretien
Association pour le Festival international d'art lyrique et l'Académie européenne de	[Bouches-du-Rhône] L'association a développé une démarche d'éco-conception des décors ; soutenue par l'ADEME et la Région et via l'accompagnement d'un consultant de l'Eco Design Center	Textile Tourisme	Réduction des consommations de ressources

septembre 2017

Acteur	Description des stratégies et initiatives	Filières concernées	Résultats en termes de bouclage des flux
musique d'Aix-en-Provence			
Association ORANE, organisatrice du Festival MARSATAC	[Bouches du Rhône] Mise en place de nombreuses actions visant l'éco-conception du festival et l'éco-communication autour de l'organisation et de l'animation du festival	Tourisme	Réduction des consommations de ressources
Entreprise H2X (construction et maintenance de yachts)	[National] Utilisation de matériaux naturels (chanvre, liège et lin) et d'une méthode innovante (l'infusion) pour la fabrication et l'entretien des coques de bateaux. Objectif : anticipation de la réglementation et image de marque + atout compétitif (coques plus légères, temps de fabrication plus court, réduction des besoins en ressources).	Tourisme	Réduction des consommations de ressources Réduction de l'impact des matériaux utilisés
Association FARRE	[National] Boite à outils de pratiques agricoles durables	Agriculture	Réduction des intrants
ARPE PACA	[National] Boite à outils « Rédiger un marché public de denrées alimentaires » : Faciliter les circuits courts et la prise en compte des enjeux de développement durable. Elle suggère notamment des critères en lien avec la réduction des distances d'approvisionnement (circuits courts et optimisation des chaînes logistiques), le mode de production des produits, la réduction des consommations d'eau, le réemploi et le recyclage des emballages, la réduction des déchets, etc.	Agriculture Bien de consommation	Réduction de l'utilisation des ressources Réduction de l'impact des produits utilisés
QUADRAN, CIRAD, INRA	[Guadeloupe] Projet pilote REBECCA d'exploitation de la canne-fibre ou canne électricité. L'objectif est de développer des variétés de canne-fibre à des fins de production d'énergie uniquement. Il s'agit de se limiter aux terres non exploitables pour d'autres productions, du fait de la présence de « chlordécone », et de s'interdire toute concurrence sur le foncier avec la filière « canne-sucre », mais aussi avec la filière « banane ».	Agriculture Energie	Réduction de l'utilisation des ressources fossiles Réduction de l'impact des produits utilisés
Biobagasse concept	[Guadeloupe] Vaisselle biodégradable et compostable en bagasse	Agriculture Biens de consommation	Réduction de l'impact des produits utilisés.

septembre 2017

III.2.2. FILIERES AGRICOLES, AQUACOLE, PECHE ET ALIMENTATION**III.2.2.1 LES ACTEURS DE CES FILIERES**

Trois types d'acteurs sont distingués :

- Acteurs déjà mobilisés dans une ou plusieurs initiatives d'éco-conception, dont le rôle est à renforcer
- Acteurs impliqués sur des initiatives à capitaliser
- Acteurs non impliqués à mobiliser

Les acteurs Martiniquais ayant ou pouvant avoir un rôle à jouer dans le développement de l'éco-conception sont les suivants. La description des acteurs est indiquée en Annexes I.1.

Tableau 6 Liste des acteurs de la chaîne de valeur « Eco-conception » pour les filières agricoles, aquacoles et pêche et alimentation

Acteurs impliqués, à renforcer	Acteurs impliqués, sur lesquels capitaliser	Acteurs a priori non mobilisés, à impliquer
RITA (Réseau d'Innovation et de Transfert Agricole)	Fariba	PARM
Institut technique : IT2	Organisation de producteurs bio : Paysans Bio Martinik	Observatoire coordonné par l'ANSES (Agence Nationale de Sécurité Sanitaire, de l'alimentation, de l'environnement et du travail)
Instituts de recherches : INRA, CIRAD, IRD, IRSTEA	Association Green'Symbioz	Interprofessions et coopératives agricoles :
FREDON	Association VALCACO	Parc naturel marin de la Martinique
AFBOM (Association des Fermiers et Producteurs Biologiques de la Martinique)	Association AMPMM ²⁶	ADAM ²⁷
UGPBAN	GDSAM (Groupement de Défense Sanitaire Apicole Martiniquais)	Groupe Créo (distributeur)
GRAB ²⁸ Martinique	Lasotè	IMALFHOR
MANA ²⁹	ORGAPEYI (Association d'agriculteurs et de producteurs martiniquais qui œuvrent pour une production saine)	Fruidor Bananes : réseau français de mûrissières avec 160 000 tonnes de bananes mûries chaque année
Banque alimentaire de Martinique	La Box Nature	AMIV ³⁰
Sucrierie du Galion	INNOVAGRO	Coopératives : Coopérative multi-élevage: MADIVIAL Coopérative volaille: SCAM Coopérative ovins-caprins: SCACOM Coopératives porcs: COOPMAR et SOCOPORC Coopérative des producteurs de lait: COOPROLAM

²⁶ Association Martiniquaise pour la Production du Mouton Marqué

²⁷ Association pour le développement de l'aquaculture en Martinique

²⁸ Groupement régional d'agriculture biologique

²⁹ Marché Agricole Nord Atlantique

³⁰ Association Martiniquaise Interprofessionnelle de Viande

septembre 2017

Acteurs impliqués, à renforcer	Acteurs impliqués, sur lesquels capitaliser	Acteurs a priori non mobilisés, à impliquer
	Parc Naturel de la Martinique (PNM)	
Banamart ³¹ et UGPBAN ³²	Réseau rural de Martinique (priorité donnée aux jardins partagés)	Coopérative aquacole : COOPAQUAM
Chambre d'agriculture		Distilleries : Clément, Habitation Saint-Etienne, JM, Depaz, Lamauny, Dillon, la Favorite, Saint-James, etc.
		Marin pêche
		Groupe Créo

³¹ Union des producteurs de banane de la Martinique

³² Union des groupements de producteurs de bananes de Guadeloupe et de Martinique

septembre 2017

III.2.2.2 ANALYSE ET PERSPECTIVES

Tableau 7 Chaîne de valeur « Eco-conception » - Filières agricoles, aquacoles et pêche et alimentation

	Approvisionnement durable	Transformation	Utilisation
	Production des matières premières	Transformations en produits semi-finis ou finis	Distribution, consommation
Eléments de diagnostic territorial			
Elément de contexte clé	<p>L'éco-conception est étudiée ici pour la filière agriculture, aquaculture, pêche et alimentation et sur un périmètre s'étendant de la production des matières premières jusqu'à l'utilisation. La gestion des déchets organiques et des emballages ne sont pas inclus dans le périmètre et abordés dans la chaîne de valeur « prévention et valorisation des déchets ».</p> <p>Plusieurs réglementations constituent un levier pour le développement de l'éco-conception dans la filière :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'article 204 de la loi Grenelle 2 impose aujourd'hui aux entreprises et collectivités produisant des quantités importantes de biodéchets de les trier et de les valoriser. Tri des biodéchets obligatoire à partir des seuils suivants : 2015 - 20 t/an / 2016 - 10 t/an ; - La prévention des déchets induits par les emballages des produits commercialisés est une obligation réglementaire pour la conception d'un emballage ; - La loi de transition énergétique du 17 août 2015 annonce la mise en place, avant le 1er septembre 2016 et par l'État et ses établissements publics ainsi que les collectivités territoriales, d'une démarche de lutte contre le gaspillage alimentaire au sein des services de restauration collective dont ils assurent la gestion. - Les obligations en matière d'utilisation de produits phytosanitaires dans l'agriculture (ECOPHYTO) vise à réduire de 50 % l'usage des produits phytosanitaires, d'ici à 2018. 		
Acteurs et réseaux	<ul style="list-style-type: none"> - Agriculteurs, aquaculteurs, pisciculteurs - Organisations professionnelles agricoles, aquacoles et piscicoles - Coopératives ou négociants agricoles, aquacoles et piscicoles - Centrales d'achat (à impliquer) 	<ul style="list-style-type: none"> - Industriels de l'agroalimentaire (à impliquer) - Distilleries - Agriculteurs ou particuliers disposant d'ateliers de transformations : confitures, poissons fumés, fromages (à impliquer) 	<ul style="list-style-type: none"> - Distribution généraliste et spécialisée - Restauration collective et commerciale - Particuliers - Associations. Ex : AMAP.
Enjeux	<ul style="list-style-type: none"> - Importations élevées de nombreux produits agricoles - Intensification de l'agriculture se traduisant par une baisse du nombre d'exploitations et une utilisation importante de produits phytosanitaires - Coûts de production élevés : prédominance des petites exploitations et possibilités réduites d'économies d'échelles, coûts de récolte élevés due à l'isolement de certains opérateurs, etc. 	<ul style="list-style-type: none"> - Santé publique et santé des sols (par rapport aux pesticides et aux engrais) 	<ul style="list-style-type: none"> - Importations élevées de nombreux produits agroalimentaires - Une quinzaine de magasins bio sont présents sur l'île mais proposent presque exclusivement des produits importés - Forte dépendance de la grande distribution qui impose ses conditions économiques et logistiques. Forte dépendance vis-à-vis des ports

septembre 2017

	Approvisionnement durable	Transformation	Utilisation
	Production des matières premières	Transformations en produits semi-finis ou finis	Distribution, consommation
	<ul style="list-style-type: none"> - Foncier limité pour développer une agriculture durable et intégrée et réduire les importations de produits agricoles : surfaces insuffisantes ou non utilisables car polluées par la chlordécone par exemple - Pêche mise en difficultés par les aléas environnementaux : tempêtes, sargasse - Recours important aux plastiques pour le paillage, tuyaux (pour les fertilisants) 		<ul style="list-style-type: none"> - Transport par bateau (par containers) nécessitant des volumes très importants et parfois incompatible avec la durée de vie des produits.
Niveau d'intégration des enjeux d'économie circulaire à date	<p>Moyen :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réduction de l'utilisation des intrants de synthèse (fertilisants et pesticides) via la pratique de l'agriculture biologique : fruits et légumes notamment - Mise en place de pratiques agricoles permettant de limiter l'utilisation des produits phytosanitaires, notamment pour la banane - Regroupement - Développement d'initiatives pour la mise en place de pratiques agro-écologiques pour diminuer la consommation d'intrants et maintenir/accroître les services écosystémiques rendus par l'agriculture (notamment secteur de l'apiculture, production d'agneau). - Développement ponctuel de filières agricoles en accord avec l'agroécologie et à haute valeur ajoutée : cacao, café (projet PNRM café robusta) 	<p>Nul ou très faible :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Quelques certifications ISO 14001 ayant permis de réduire les consommations d'énergie et d'eau 	<p>Faible :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Existence d'AMAP commercialisant des produits locaux issus de l'agriculture biologique
Eléments prospectifs			
Opportunités de développement territorial à étudier	<ul style="list-style-type: none"> - Continuer à améliorer les connaissances sur les pratiques agricoles durables à mettre en place dans un contexte tropical, via le RITA ; - Etendre l'action de la FREDON auprès des agriculteurs et lycéens à d'autres 	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre en place des démarches d'éco-conception dans les processus industriels et notamment développer les évaluations environnementales de type analyse de cycle de vie : réutilisation des déchets, réduction des consommables, 	<ul style="list-style-type: none"> - Identifier clairement et valoriser les plateformes et outils favorisant le développement des circuits courts ; - Favoriser l'émergence de forme de consommation sans emballage : vrac, distribution de paniers/sacs réutilisables ;

septembre 2017

	Approvisionnement durable	Transformation	Utilisation
	Production des matières premières	Transformations en produits semi-finis ou finis	Distribution, consommation
	<p>pratiques agricoles durables (ou créer un organisme similaire) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Diffuser les résultats des projets de recherche menés, via les coopératives par exemple ; - Communiquer (davantage) sur les initiatives. Ex : mise en place de trophées de la PARM, visites touristiques de fermes exemplaires ; - Apporter un soutien financier aux éventuels investissements nécessaires aux changements de pratiques ; - Développer d'autres filières durables à haute valeur ajoutée. Ex : plantes médicinales et aromatiques, poissons fumés, viande de mouton de race « Martinik » ; - Développer l'aquaponie - Utiliser des sols laissés aujourd'hui en friche pour développer la production locale 	<p>traitement effectif des eaux usées et réutilisation, etc.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Favoriser l'innovation pour la valorisation des espèces de poissons invasives (ex : poisson lion) - Inciter les industriels à s'engager dans des démarches de certification iso 14001 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser les particuliers et restaurateurs à la consommation de produits locaux et/ou issus de l'agriculture, aquaculture et pêche durable (et non importée) - Création d'un label « écoresponsable », « fruits pays »
Potentiel de création de valeur sur le territoire en lien avec les points à développer	Fort	Fort	Moyen

septembre 2017

III.2.3. FILIERES EXTRACTION: ENERGIE, EAU, MINERAUX (INCL. BTP)

III.2.3.1 LES ACTEURS DE CES FILIERES

Les acteurs Martiniquais ayant ou pouvant avoir un rôle à jouer dans le développement de l'éco-conception sont les suivants. La description des acteurs est indiquée en Annexe I.1. .

Tableau 8 Liste des acteurs de la chaîne de valeur « Eco-conception » pour les filières extraction : énergie, eau, minéraux (incl. BTP)

Acteurs impliqués, à renforcer	Acteurs impliqués, sur lesquels capitaliser	Acteurs a priori non mobilisés, à impliquer
Agence Martiniquaise de l'énergie (AME)	Ministère en charge de l'agriculture	Société Martiniquaise des Eaux (filiale SUEZ), SMDS (Société Martiniquaise de Distribution et de Services), ODYSSI
Comité de bassin de la Martinique	Office de l'eau Martinique	SPL Martinique Energies Nouvelles
Akuo Energy	Observatoire de l'eau de la Martinique	Dom High Tech
AFB	Les Sablières de Fond Canonville de Saint Pierre	BRGM ³³
DEAL Martinique	TransOcéanic Wind Transport	Direction de la Mer
DAAF Martinique	Syndicat mixte d'électricité de la Martinique	Carrières de Martinique : Société Martiniquaise de granulat, Centrale des carrières, West Indies Quarries, Blanchard, etc
SARA	EDF Martinique	
Vivre en bois	Parc Naturel de la Martinique	
SDPI / SATRAP		
ADEME		
CTM		

³³ Bureau de Recherches Géologiques et Minières

septembre 2017

III.2.3.2 ANALYSE ET PERSPECTIVES

Tableau 9 Chaîne de valeur « Eco-conception » - Filière extraction: énergie, eau, exploitation minière (incl. BTP)

	Approvisionnement durable	Transformation	Utilisation	Fin de vie
	Production des matières premières	Transformations en produits semi-finis ou finis	Distribution, consommation	Gestion des déchets
Éléments de diagnostic territorial				
Élément de contexte clé	<p>L'éco-conception est étudiée ici pour les filières relatives à l'extraction des ressources (énergie, eau, exploitation minière) et le secteur du BTP, de leur extraction jusqu'à la gestion des déchets. La gestion des déchets du BTP n'est pas incluse dans le périmètre et est abordée dans la chaîne de valeur « prévention et valorisation des déchets ».</p> <p>Plusieurs réglementations constituent un levier pour le développement de l'éco-conception sur ces sujets :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'activité de carrières est soumise au régime des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et la remise en état des carrières après exploitation est une obligation. - Les représentativités locales de l'UNICEM³⁴ (UNICEM outre-mer Martinique), l'UNPG³⁵ (les collèges granulats) et le SNBPE³⁶ (via les collèges granulats régionaux) ont signé en 2016 « l'Engagement pour la croissance verte relatif à la valorisation et au recyclage des déchets inertes du BTP » (valorisation sous forme de matière de 70% des déchets du secteur du bâtiments et des travaux publics d'ici 2020, augmentation de 50% de la quantité de granulats et matériaux recyclés à l'horizon 2020 par rapport à 2014, développement de la valorisation de la fraction non recyclable des déchets inertes en réaménagement de carrières) - L'article 14 de la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte prévoit l'obligation de renforcer l'isolation thermique, elle s'applique aux logements, bureaux, bâtiments d'enseignement, bâtiments commerciaux et hôtels. - L'article 56 de la Loi Grenelle 2 spécifiques aux territoires d'Outre-Mer spécifie pour objectif 50% d'énergie renouvelable dans la consommation finale d'énergie pour la Martinique dès 2020 et l'autonomie énergétique à l'horizon 2030. 			
	<p>Transverses :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM) - L'Observatoire de l'Eau Martinique - Le Comité de Bassin de la Martinique - La Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DEAL) - La Direction de la Mer (DM) - L'Office de l'Eau (ODE) - L'Agence Française pour la Biodiversité (AFB) - SME, SMDS, ODYSSEI - L'Agence Martiniquaise de l'Energie 			

³⁴ Union Nationale des Industries de Carrières et des Matériaux de construction

³⁵ Union Nationale des Producteurs de Granulats

³⁶ Syndicat National du Béton Prêt à l'Emploi

septembre 2017

	Approvisionnement durable	Transformation	Utilisation	Fin de vie
	Production des matières premières	Transformations en produits semi-finis ou finis	Distribution, consommation	Gestion des déchets
	<ul style="list-style-type: none"> - Industriels de l'extraction des minéraux (carrières) - EDF - SMDS - SMEM - ODYSSI 	<ul style="list-style-type: none"> - Producteurs de sables et de granulats -Briqueterie des 3 Ilets -Centrales à béton -Centrales d'enrobage -Centrales thermiques - Unités de production de chaleur (issue de biomasse, ordures ménagères), ferme éolienne, parcs photovoltaïques - Raffinerie (SARA) - La mise en bouteille se fait localement pour les sources locales (Didier, Chanflor, Lafort et Mabelo). Les bouteilles plastiques sont soufflées sur place avec des préformes fabriquées (Société MPM : la résine brute pour les préformes est importée), la filière plastique est organisée pour le recyclage localement (usine traitement Sidrep) et le verre est lui recyclé sur place par Martinique Recyclage sous forme de sables de verre et aussi dans des usages pour le BTP (ex : fabrication de dalles décoratives béton de verre) 	<ul style="list-style-type: none"> - Transporteurs de matériaux - Entreprises de travaux publics - EDF - La SME³⁷ - La SMDS³⁸ - Le SMEM³⁹ - ODYSSI - Les communautés d'agglomération (CACEM, CAESM, CAP Nord) - Particuliers 	<ul style="list-style-type: none"> -Déchèteries - Stations d'épuration
Enjeux territoriaux	<ul style="list-style-type: none"> - Forte dépendance vis-à-vis des importations d'énergies fossiles - Faible disponibilité de certaines énergies renouvelables. Ex : identification de gisements géothermiques à confirmer par forages - Limitation de 30% de la puissance maximale globale 	<ul style="list-style-type: none"> - L'industrie agro-alimentaire est responsable de deux-tiers des matières organiques du secteur industriel à traiter par les STEP [29] - Faible rendement des réseaux d'eau (moins de 65% en moyenne sur l'île). Pour près d'un tiers, 	<ul style="list-style-type: none"> -Peu d'utilisation des matériaux recyclés dans le BTP et faible production d'agrégat recyclés -Pas d'éco-conception pour la rénovation des bâtiments/logements - Peu de projets éco-quartiers en Martinique (Ex : projet d'écoquartier à Bon air, Opération 	<ul style="list-style-type: none"> - 90% des installations d'assainissement non collectif sont non conformes. Elles peuvent engendrer des pollutions ponctuelles notamment au niveau des zones de baignades (rivières, mer). Parmi les installations défectueuses, un tiers n'utilise aucun moyen d'assainissement

³⁷ Société Martiniquaise des Eaux

³⁸ Société Martiniquaise de Distribution et de Services

³⁹ Syndicat Mixte d'Electricité de la Martinique

septembre 2017

	Approvisionnement durable	Transformation	Utilisation	Fin de vie
	Production des matières premières	Transformations en produits semi-finis ou finis	Distribution, consommation	Gestion des déchets
	<p>injectée dans le réseau pour les énergies renouvelables intermittentes (photovoltaïque, éolien sans système de stockage)</p> <p>- Biomasse majoritairement importée (granulés de bois des Etats-Unis) pour la centrale biomasse Albioma (consommation d'énergie pour le transport, information à obtenir concernant les conditions de production du bois (Ex : PEFC, FSC)</p> <p>- Malgré son abondance, en période sèche (de décembre à avril), les ressources en eau ne permettent pas de répondre au besoin journalier de la Martinique ;</p> <p>- Le réseau d'eau est fragile en raison de sa vétusté et des fuites qui en découlent, ainsi que des contraintes liées au relief et à l'agressivité des sols. Le réseau est sensible aux intempéries, susceptibles de causer des interruptions de distribution d'eau et vulnérable aux risques sismiques et cycloniques ;</p> <p>- Ressources en matériaux et minéraux naturels limitées en Martinique, du fait de la taille réduite du territoire, de la pression foncière et de la réglementation qui interdit l'exploitation de carrières à proximité de zones habitées.</p>	<p>l'énergie consommée l'est en pure perte ;</p> <p>- Les usines de potabilisation affichent des dépenses énergétiques conséquentes. La consommation d'énergie représente 8 à 12% des charges d'exploitation des services d'eau.</p>	<p>de Rénovation Urbaine à Fort de France, livraison prévue pour 2020).</p> <p>- Consommation d'énergies fossiles pour le transport d'une majorité des produits (panneaux solaires, éoliennes...) et matériaux nécessaires au développement des énergies renouvelables qui sont importés en Martinique (à l'exception de quelques chauffe-eau solaires)</p>	<p>des eaux usées, un tiers est relié à une fosse septique sans épandage et un tiers utilise un épandage non conforme. Les filières de traitement et de valorisation nécessitent des investissements parfois lourds qui ne peuvent être supportés par les seules recettes des services d'eau et d'assainissement. [29]</p>
Niveau d'intégration des enjeux d'économie circulaire à date	<p>Faible :</p> <p>-Les sablières de Fond Canonville sont reconnues pour leur implication environnementale</p>	<p>Faible :</p> <p>Pas d'initiative identifiée</p>	<p>Faible :</p> <p>Pas d'initiative identifiée</p>	<p>Faible :</p> <p>- Initiative pour une meilleure communication auprès des fournisseurs de déchets pour un</p>

septembre 2017

	Approvisionnement durable	Transformation	Utilisation	Fin de vie
	Production des matières premières	Transformations en produits semi-finis ou finis	Distribution, consommation	Gestion des déchets
	(niveau 4/4 de la charte environnement des industries de carrières de l'UNICEM ²⁰) -Réflexion en cours dans le cadre du SDAGE pour la réduction des dépenses énergétiques et des émissions carbonées/ performance écologique, réduction des pressions sur les milieux aquatiques et la ressource en eau, notamment via la rénovation du réseau d'alimentation en eau.			tri au préalable du déchet (Batimat) - Utilisations de granulats issus de concassage de béton par quelques industriels et usage en sable de verre - Une réflexion doit être menée sur l'adaptation au contexte local de filières classiques (épuration pour le sol) et extensives (filtre planté de végétaux) (SDAGE) ;
Éléments prospectifs				
Opportunités de développement territorial à étudier	<ul style="list-style-type: none"> -Renforcer les connaissances sur les ressources exploitables, les potentiels gisements énergétiques, les coûts et impacts de leurs exploitations - Assurer l'approvisionnement en matériaux de carrières en favorisant une utilisation économe des matériaux (ajuster les seuils de production autorisée aux quantités de ressources disponibles et des besoins) - Créer une dynamique de développement régional des ENR en adoptant des modes de production industrielle -Améliorer le rendement (recherches de fuites) et sécuriser le réseau de distribution de l'eau (en créant des forages de secours en eau souterraine, en renforçant la résistance physique des canalisations, en favorisant l'interconnexion des différents réseaux et en stockant la ressource en réservoirs) ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Développer l'ensemble des énergies renouvelables utilisables en Martinique que ce soit les énergies intermittentes (éolienne, solaire) ou les énergies stables qui sont à favoriser en priorité (biomasse, géothermie, photovoltaïque avec stockage, marine, hydraulique) pour réduire l'utilisation d'énergie fossile importée. 	<ul style="list-style-type: none"> - Minimiser les transports de matériaux et favoriser le transport maritime au transport routier pour réduire les consommations d'énergies fossiles; -Poursuivre l'information et l'accompagnement des différents acteurs quant à l'efficacité énergétique (aide au montage de projets, soutiens financiers pour les industriels, mise en place de compteurs numériques chez les particuliers pour les aider à modifier leurs comportements, développement des chauffe-eau solaires) -Accompagner les particuliers dans la rénovation énergétique de leur logement / avec prise en compte des risques sismiques et cycloniques naturels (ex : développement de maisons bioclimatiques) -Encourager à la baisse de consommation et à l'usage de ressources alternatives en promouvant les -systèmes de 	<ul style="list-style-type: none"> - Promouvoir des filières de production issues du recyclage des matériaux de démolition (ex : production de granulats à partir de béton issu de démolition) -Privilégier l'utilisation de mâchefers d'incinération dans les sous-couches routières (aujourd'hui insuffisamment utilisés) -Développer la collecte des fractions fermentescibles des OM, et des biodéchets autre que des déchets verts (déjà collectés en quantité suffisante) afin d'alimenter le centre de valorisation du SMTVD - Tester des pilotes pour la récupération de chaleur des boues et pour la récupération de l'énergie ; -Mettre en œuvre des dispositifs plus économes lors du renouvellement des infrastructures (ex : micro bullage dans les bassins d'aération des

septembre 2017

	Approvisionnement durable	Transformation	Utilisation	Fin de vie
	Production des matières premières	Transformations en produits semi-finis ou finis	Distribution, consommation	Gestion des déchets
	<ul style="list-style-type: none"> -Favoriser l'utilisation de matériaux recyclés en incluant des seuils minimaux à atteindre pour les nouvelles constructions (marchés publics par exemple) - Inclure dans les paramètres de la commande publique pour le BTP l'utilisation de produits recyclés (drain issus de broyage de pneu (en prenant garde au phénomène de relargage dans l'environnement), sable, gravillons issus de recyclage de verre...) ou favoriser à prix équivalent le postulant utilisant des matériaux recyclés dans sa réponse ; - Fabrication de matériaux en verre broyé. Colas, Caraib Moter et Préfa Kit vont utiliser le verre broyé dans le BTP - Développer la géothermie 		<p>récupération des eaux de pluie notamment pour des usages domestiques tels que lessives, toilettes.</p>	<p>STEP au lieu des aérateurs classiques.)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Développer une filière de réutilisation du bois de chantier : un bois traité qui serait soit recyclé en panneau de particules soit valorisé en énergie (vapeur électricité) sous condition de pouvoir l'incinérer dans une installation de traitement de déchets dangereux.
Potentiel de création de valeur sur le territoire en lien avec les points à développer	Fort	Moyen	Moyen	Fort

septembre 2017

III.3. CHAÎNE DE VALEUR « ÉCONOMIE DE LA FONCTIONNALITÉ »

L'économie de la fonctionnalité vise à substituer à la vente d'un bien ou d'un service la mise à disposition d'une solution intégrée de biens et de services remplissant les mêmes fonctions que l'offre initiale, voire des fonctions élargies, tout en consommant moins de ressources et d'énergie, en créant des impacts environnementaux et sociaux positifs et/ou en réduisant les impacts négatifs.

Elle se traduit par deux caractéristiques :

- L'absence de transfert de la propriété du bien, qui est simplement mis à disposition du client (logique de location) ;
- Une tarification proportionnelle à l'usage

Le Guide ADEME-ARF indique pour la chaîne de valeur « Économie de la fonctionnalité » les maillons distincts: conception / design du service et du modèle économique ; fournisseurs de biens et équipements éco-conçus ; vente prestation de service ; SAV et évaluation. Pour garder une certaine cohérence avec la chaîne de valeur consommation collaborative, les quatre maillons suivants sont finalement retenus pour l'analyse de cette chaîne de valeur :

- Recueil des besoins et étude des solutions ;
- Offre de biens ou de services ;
- Demande de biens ou de services ;
- Service après-vente.

Les filières suivantes ont été choisies pour la chaîne de valeur « économie de la fonctionnalité » afin de les étudier plus en profondeur du fait des enjeux locaux sur le sujet :

- Transport/mobilité
- Énergie
- Agriculture, pêche/aquaculture et alimentation

III.3.1. RETOURS D'EXPERIENCES TERRITORIALES ET HORS TERRITOIRES POSSIBLEMENT REPRODUCTIBLES EN MARTINIQUE

Les initiatives listées ci-dessous ne se limitent pas aux filières sélectionnées.

septembre 2017

Tableau 10 Stratégies et initiatives en lien avec l'économie de la fonctionnalité

Acteur	Description des stratégies et initiatives	Filières concernées	Résultats en termes de bouclage des flux
Initiatives sur le territoire			
DIECCTE Martinique (Direction des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi)	Des appels à projets expérimentaux consacrés à l'économie sociale et solidaire (ESS). Parmi les thématiques financées, on observe : la mobilité durable, l'économie circulaire, l'environnement et les économies d'énergie. La DIECCTE pourrait être plus directement impliquée dans les problématiques liées à l'économie de la fonctionnalité.	Transport Energie Biens consommation de	Réduction de la consommation de ressources
Caribloc	Location de matériel de BTP en Martinique	BTP	Réduction de la consommation de ressources
BBlou	Location de matériel et articles de puériculture en Guadeloupe et en Martinique	Biens consommation de	Réduction de la consommation de ressources
Fournisseur de chauffe-eaux solaires : Solar Electric	Fournisseur en solutions d'énergies renouvelables. Solar Electric propose des offres avec abonnement pour la fourniture d'eau chaude, via des chauffe-eaux solaires, incluant l'entretien et l'assurance anti-cyclone. Sauf erreur, les autres fournisseurs ne proposent pas ce type de service.	Energie	Réduction de la consommation de ressources en matériel pour la production d'énergies. Allongement de la durée de vie des chauffe-eaux
Bulles d'air	Blanchisserie écologique qui propose une solution complète et personnalisée de couches lavables.	Biens consommation de	Réduction de la consommation de ressources Réduction des déchets.
Martinique Transport-CTM/Compagnie Martiniquaise de Navigation SAS	Délégation de service public de transport maritime dans la baie de Fort de France (3 lignes desservant les Trois Ilets et une ligne desservant Case Pilote au départ de Fort de France)	Transport	Réduction de la consommation de ressources
BlueCar, BlueUtility	Mise à disposition en libre-service de citadines (BlueCar) et utilitaires (BlueUtility) par la société Sodiva (identique au système d'Autolib' en métropole)	Transport	Réduction de la consommation de ressources
Initiatives hors du territoire			
Autolib, Vélib	[France Métropolitaine] Mise à disposition de voitures et de vélos en libre-service	Transport	Réduction de la consommation de ressources
UBEEQO	[International] Mise à disposition de voitures et de vélos en libre-service pour les entreprises	Transport	Réduction de la consommation de ressources
SEB	[Côte d'Or] Eurêcook : service de location d'appareil culinaire	Biens consommation de	Réduction de la consommation de ressources
MICHELIN	[National] Michelin ne vend plus les pneus aux professionnels, mais prend en charge le cycle de vie chez le client utilisateur. Le client n'achète donc plus des pneus, mais un nombre de kilomètres parcourus.	Biens consommation de	Réduction de la consommation de ressources

septembre 2017

Acteur	Description des stratégies et initiatives	Filières concernées	Résultats en termes de bouclage des flux
Recyclordi	[National] Recycl'ordi : service de mise à disposition d'un ordinateur de seconde main (location). Après avoir débuté par la vente des ordinateurs de seconde main reconfigurés garantis 3 mois à un public défavorisé, la structure fonctionne désormais en location de matériel accompagné d'un service après-vente inclus, aux particuliers, associations et entreprises. La structure a ainsi évolué vers un modèle d'économie de la fonctionnalité (service = disposer d'un ordinateur). Ce modèle a poussé l'entreprise à proposer d'autres services pour faciliter l'accès au numérique : ouverture de cybercafé, cours d'informatique.	Biens de consommation	Réduction de la consommation de ressources
« Pitchou'net »	[Rhone-Alpes] Pitchou'Net est un site de location de vêtements pour bébé en ligne. Il propose de livrer à domicile une sélection de vêtements pour les enfants. Ceci permet d'adapter la garde-robe de l'enfant à son âge, car le besoin de renouvellement est très fréquent. Une fois le linge trop petit, les parents qui ont loué un lot de vêtements reçoivent un bon de retour Colissimo pour renvoyer le lot précédent, ainsi que le lot suivant. Le linge est lavé par l'entreprise avec une lessive écologique.	Textile	Réduction de la consommation de ressource.

septembre 2017

III.3.2. FILIERE TRANSPORT/MOBILITE

III.3.2.1 LES ACTEURS DE CES FILIERES

Les acteurs à impliquer sont les suivants. La description des acteurs est indiquée en Annexe I.1. .

Tableau 11 Liste des acteurs de la chaîne de valeur « Economie de la fonctionnalité » pour la filière transport/mobilité

Acteurs impliqués, à renforcer	Acteurs impliqués, sur lesquels capitaliser	Acteurs a priori non mobilisés, à impliquer
DIECCTE	<i>Non identifié</i>	Entreprises proposant un service de mise à disposition de vélo en livre-service : Cyclocity* ; Smoove*, SmartBike*
Autorité unique des Transport : Martinique Transport		Entreprises proposant un service de mise à disposition de véhicule en libre-service : Bluecar, Blueutility (actuellement distribué en Martinique par Sodeva)
CTM		Union des transports publics et ferroviaire
		Mobilicités*
		AVEM (Association pour l'Avenir du Véhicule Electro-Mobile)
		Réseau citiz*
		CCI
		CACEM, CAESM, CAP NORD
		Importateurs de véhicules, notamment de véhicules électriques

* Réseau/organisme national non implanté actuellement en Martinique

septembre 2017

III.3.2.2 ANALYSE ET PERSPECTIVES

Tableau 12 Chaîne de valeur « Economie de la fonctionnalité » - Filière transport/mobilité

	Recueil des besoins et étude de solutions	Offre de biens ou de services	Demande de biens ou de services	Service après-vente
Éléments de diagnostic territorial				
Élément de contexte clé	La filière de la mobilité, au sein de la chaîne de valeur d'économie de la fonctionnalité, regroupe toutes les initiatives remplaçant la possession d'un moyen de transport par son seul usage. Une enquête a été commandée récemment par l'ADEME, sur une offre d'autopartage en libre-service (sans obligation de réserver une voiture ni de prévoir le temps de la location) et en trace directe (sans obligation de remettre le véhicule à la station de départ ni de payer le temps de stationnement). Cette enquête renseigne sur la dimension sociologique de la demande : aujourd'hui par exemple, les inscrits à Autolib' sont plus diplômés que la moyenne : 72 % ont au moins un niveau bac+4 contre seulement 13 % des français et 23 % des franciliens. On apprend de plus qu'un véhicule Autolib' remplace 3 voitures particulières et libère 2 places de stationnement ; un véhicule Mobizen remplace 7 voitures particulières et libère 6 places de stationnement 40.			
Acteurs et réseaux	<ul style="list-style-type: none"> - Instituts de recherche - Bureaux d'étude - CACEM, CAESM, CAP NORD - CTM - TCSP 	<ul style="list-style-type: none"> - DIECCTE - Entreprises de mise à disposition de voitures et de vélos en libre-service ; - Distributeurs de véhicules utilisés pour le libre-service comme Sodeva - CACEM, CAESM, CAP NORD 	<ul style="list-style-type: none"> - Entreprises (tout type) - Particuliers 	<ul style="list-style-type: none"> - Importateurs et constructeurs de véhicules, bateau, vélo, etc.
Enjeux	<ul style="list-style-type: none"> - La concentration des zones d'emploi dans le centre de l'île et l'urbanisation autour de Fort-de-France entraînent la saturation du réseau routier en période de pointe. Ainsi, on compte plus de 120 000 véhicules par jour à l'entrée de l'échangeur Dillon, 76 000 à l'entrée de l'aéroport sur la RN5 et 43 000 sur la RN1 entre Fort-de-France et Basse-Pointe ; - Recours quasi-exclusif au transport routier pour le transport des personnes et marchandises ; 	<ul style="list-style-type: none"> - L'offre de transports en commun à la Martinique est en faible adéquation par rapport à la demande. Tant par les itinéraires que par les horaires, bien souvent aléatoires et peu prévisibles. Cette offre ne correspond pas aux attentes des différents publics et se caractérise à la fois par sa surcapacité, et le manque d'organisation du secteur essentiellement composé de TPE artisanales. 	<ul style="list-style-type: none"> - Les martiniquais considèrent, d'après l'enquête d'opinion du Conseil Général de 2005 (CTM), que les difficultés de transport représentent l'une des principales contraintes identifiées sur le territoire. Les problèmes de congestion, de qualité des transports en commun, et d'accessibilité de certaines zones, représentent des difficultés pour chacun des habitants du département. 	-

⁴⁰ ADEME (2014), Enquête sur l'autopartage en trace directe. L'autopartage en trace directe : Quelle alternative à la voiture particulière ?

septembre 2017

	Recueil des besoins et étude de solutions	Offre de biens ou de services	Demande de biens ou de services	Service après-vente
	<ul style="list-style-type: none"> - Bien qu'en progrès lent, une offre trop marginale de transports en commun ; - Dispersion de l'habitat. 			
Niveau d'intégration des enjeux d'économie circulaire à date	<p>Faible</p> <p>La DIECCTE a lancé plusieurs appels à projets expérimentaux consacrés à l'économie sociale et solidaire (ESS). La mobilité durable figure parmi la thématique néanmoins il n'y a pas eu de lauréat dans cette catégorie</p>	<p>Nul</p> <p>Pas d'initiatives recensées</p>	<p>Nul</p> <p>Pas d'initiatives recensées</p>	Nul
Éléments prospectifs				
Opportunités de développement territorial à étudier	<ul style="list-style-type: none"> - Diffuser les retours d'expérience des grandes villes métropolitaines ; - Inciter la DIECCTE à lancer des appels à projets concernant l'économie de fonctionnalité. - Favoriser la décentralisation des lieux de travail et promouvoir des modes de travail à distance (co-working, télétravail,...) 	<ul style="list-style-type: none"> - Développer un service (public ?) de mise à disposition de voitures et de vélo en libre-service ; - Encourager l'utilisation de véhicules ayant un faible impact sur l'environnement pour le libre-service (ex : véhicules électriques) - Développer les lignes de transport maritimes existantes. Déployer de nouvelles lignes maritimes là où le transport maritime constitue une alternative efficiente à un coût maîtrisé. - Déployer un réseau de transport multimodal coordonné sur tout le territoire grâce à l'AOT unique Martinique Transport à partir du TCSP et des extensions projetées - Développer le réseau de pistes cyclables 	<ul style="list-style-type: none"> - Favoriser l'utilisation de ces services dans les entreprises et dans les ZAC, par exemple via les Plans de Déplacements d'Entreprise (PDE) et les Plans de Déplacements Inter-Entreprises et les Plans de Déplacements des Administrations (PDA) ; - Aider les usagers à se regrouper par localités, par besoins, pour faire émerger des solutions collectives. 	

septembre 2017

	Recueil des besoins et étude de solutions	Offre de biens ou de services	Demande de biens ou de services	Service après-vente
		- Digitaliser les informations relatives aux réseaux de transport -Développer des transports alternatifs (ex : transport par câble)		
Potentiel de création de valeur sur le territoire en lien avec les points à développer	Fort	Fort	Fort	Moyen

septembre 2017

III.3.3. FILIERES ENERGIE

III.3.3.1 LES ACTEURS DE CETTE FILIERE

Trois types d'acteurs sont distingués :

- Acteurs déjà mobilisés dans une ou plusieurs initiatives d'économie de fonctionnalité, dont le rôle est à renforcer
- Acteurs impliqués sur des initiatives à capitaliser
- Acteurs non impliqués à mobiliser

Les acteurs à impliquer sont les suivants. La description des acteurs est indiquée en Annexe I.1. .

Tableau 13 Liste des acteurs de la chaîne de valeur « Economie de la fonctionnalité » pour la filière énergie

Acteurs impliqués, à renforcer	Acteurs impliqués, sur lesquels capitaliser	Acteurs a priori non mobilisés, à impliquer
Solar Electric	DIECCTE	K'Loué
	Eco-Mobil, Repair Café	Fournisseurs de matériels pour la production d'énergies renouvelables (Escot Caraïbe ; Solaris Store) et de location de chauffe-eaux solaires et panneaux photovoltaïques en sites isolés
		Syndicat mixte d'électricité de la Martinique
		EDF Martinique
		SPL Martinique Energies Nouvelles
		Agence Martiniquaise de l'énergie (Observatoire OMEGA)
		Energie de Martinique ⁴¹

⁴¹ La société d'économie mixte Energie Martinique a pour mission de contribuer au développement de la filière « énergies renouvelables » en Martinique

septembre 2017

III.3.3.2 ANALYSE ET PERSPECTIVES

Tableau 14 Chaîne de valeur « Economie de la fonctionnalité » - Filière énergie

	Recueil des besoins et étude de solutions	Offre de biens ou de services	Demande de biens ou de services	Service après-vente
Éléments de diagnostic territorial				
Élément de contexte clé	<p>L'économie de fonctionnalité est étudiée ici pour la filière énergie et vise notamment les économies d'énergies et l'économie des ressources (matériaux) permettant de produire de l'énergie.</p> <p>La Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) est destinée à préciser les objectifs de politique énergétique, identifier les enjeux et les risques dans ce domaine, et orienter les travaux des acteurs publics. La PPE Martinique a été élaborée en 2016.</p> <p>L'article 56 de la Loi Grenelle 2 spécifiques aux territoires d'Outre-Mer a pour objectif 50% d'énergie renouvelable dans la consommation finale d'énergie pour la Martinique dès 2020 et l'autonomie énergétique à l'horizon 2030.</p>			
Acteurs et réseaux	<ul style="list-style-type: none"> - Instituts de recherche - Bureaux d'étude - Espaces info-énergie - Conseils d'Architecture d'Urbanisme et de l'environnement de la Martinique (CAUE) - CTM - AME - ADEME 	<ul style="list-style-type: none"> - Fournisseurs d'énergies, notamment électricité - Producteurs d'énergies renouvelables - Installateurs de panneaux solaires et autres sources d'énergie renouvelables 	<ul style="list-style-type: none"> - Particuliers - Entreprises - Réseaux et associations 	<ul style="list-style-type: none"> - Fournisseurs d'énergies, notamment électricité - Producteurs d'énergies renouvelables - Fournisseurs de matériels pour la production d'énergies renouvelables - Plombiers
Enjeux	<ul style="list-style-type: none"> - Il existe d'importants gisements d'économie d'énergie à la Martinique, tant au niveau des comportements individuels et de consommation qu'au niveau des équipements industriels et domestiques ; - Qualification des acteurs intervenant dans le champ de l'énergie, de l'environnement à améliorer 			
Niveau d'intégration des enjeux d'économie circulaire à date	Approche non étudiée	<p>Faible</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une offre recensée pour la fourniture d'eau chaude : incluant la location du chauffe-eau, l'entretien et les assurances. Cette offre, qui était courante il y 	Nul Pas de demande a priori	Moyen Nombreux réparateurs/plombiers.

septembre 2017

	Recueil des besoins et étude de solutions	Offre de biens ou de services	Demande de biens ou de services	Service après-vente
		a quelques années, a été concurrencée par le prix des chauffe-eau solaire, abaissé par les primes à l'achat associées.		
Eléments prospectifs				
Opportunités de développement territorial à étudier	<ul style="list-style-type: none"> - Diffuser les retours d'expérience des autres territoires; - Etudier les possibilités de développement de l'économie de fonctionnalité sur tout type d'énergie 	<ul style="list-style-type: none"> - Soutenir les entreprises développant ce type de service ; 		<ul style="list-style-type: none"> - Internaliser la réparation des équipements énergétiques au sein de l'ensemble des entreprises de fournitures ; - Proposer des formations pour la réparation des chauffe-eaux solaires
Potentiel de création de valeur sur le territoire en lien avec les points à développer	Moyen	Fort	Moyen	Fort

septembre 2017

III.3.4. FILIERES BIENS DE CONSOMMATION (USAGE NON QUOTIDIEN)

III.3.4.1 LES ACTEURS DE CETTE FILIERE

Les acteurs à impliquer sont les suivants. La description des acteurs est indiquée en Annexe I.1. .

Tableau 15 Liste des acteurs de la chaîne de valeur « Economie de la fonctionnalité » pour les filières biens de consommation

Acteurs impliqués, à renforcer	Acteurs impliqués, sur lesquels capitaliser	Acteurs a priori non mobilisés, à impliquer
CRESS	DIECCTE	K'Loué ; Loxam Martinique
	Réparateurs de biens de consommation	Vendeurs d'appareils électroniques : Eden Phone, Bureau Vallée ; Digital Group...
		Importateurs et distributeurs de biens de consommation

III.3.4.2 ANALYSE ET PERSPECTIVES

septembre 2017

Tableau 16 Chaîne de valeur « Economie de la fonctionnalité » - Filières biens de consommation (usage non quotidien)

	Recueil des besoins et étude de solutions	Offre de biens ou de services	Demande de biens ou de services	Service après-vente
Eléments de diagnostic territorial				
Elément de contexte clé	<p>L'économie de fonctionnalité est étudiée ici pour la filière des biens de consommation à usage non quotidien tels que le matériels de petit bricolage, de jardinerie, matériels de DIY (Do It Yourself)</p> <p>En métropole, un nombre croissant de distributeurs d'équipements physiques ou en ligne proposent des services de location. Des sites Internet proposent de louer de l'électroménager (comme lokeo.fr ou La petite cuisine) ou des meubles (comme homat.fr) de courte ou longue durée. Le système UZ'it permet de louer de l'électroménager et des TIC, avec une option d'achat (leasing) et est proposé par de nombreuses enseignes de grande distribution, notamment Intermarché, Système U, FNAC, Géant.</p> <p>Les enjeux résident dans l'établissement d'un cadre législatif ou contractuel pour faciliter la mise en place de solutions relevant de l'économie de la fonctionnalité (clarifier les rôles et les responsabilités de chaque partie).</p> <p>En Martinique, les importations de biens de consommation sont en légère augmentation en 2015 (+0,8%, après +2,6% en 2014), les importations de biens de consommation durables (équipements de la maison) progressent (+2,3%) alors que celles des biens de consommation non durables (alimentation et habillement) enregistrent une croissance beaucoup plus modérée (+0,5%).</p>			
Acteurs et réseaux	<ul style="list-style-type: none"> -Bureaux d'études -Industriels metteurs sur le marché -Ecoles/Universités 	<ul style="list-style-type: none"> -Industriels -Distributeurs (K'Loué, Bricosoleil) -Particuliers -Plateforme de mise en relation (PAP.fr, click&boat) -Collectivités - Sites internet « La Jah Familia » « Le bon coin » 	<ul style="list-style-type: none"> -Entreprises -Collectivités -Particuliers 	<ul style="list-style-type: none"> -Industriels metteurs sur le marché -Prestataire de services
Enjeux	<ul style="list-style-type: none"> - Moins de 30% de l'industrie des biens de consommation courante (vêtements, produits d'entretien, d'hygiène), des biens d'équipements ou des biens industriels intermédiaires est issue de la production locale ; 			
Niveau d'intégration des enjeux d'économie circulaire à date	-	Nul Pas d'offre recensée sur le territoire	Moyen Les martiniquais semblent être demandeurs de ce type de services	Faible Peu de distributeurs de petits matériels proposent un service de réparation.
Eléments prospectifs				
Opportunités de développement territorial à étudier	-Faire travailler des acteurs économiques avec des instituts de recherche pour développer des nouveaux modèles économiques	-Sensibiliser les industriels, entreprises au concept de l'économie de la fonctionnalité -Accompagner les industriels ou PME à développer des services	-Sensibiliser les ménages à l'économie de la fonctionnalité afin de faire naître une demande (via des incitations fiscales et réglementaires par exemple)	- Développer les services de réparation du petit matériel (réparateurs indépendant ou au sein des enseignes de distribution) ;

septembre 2017

	Recueil des besoins et étude de solutions	Offre de biens ou de services	Demande de biens ou de services	Service après-vente
	-Promouvoir des formations à l'économie de fonctionnalité auprès des étudiants et des industriels	innovants (via des incitations fiscales et réglementaires par exemple) - Travailler avec des entreprises qui fournissent des services de location (telle que Lokéo : location d'électroménager) pour rendre leur service disponible en Martinique - Développer une plateforme recensant les industriels fournissant ces services	- Inclure ces services dans les commandes publiques.	- Créer un annuaire de professionnels spécialisés - Favoriser l'importation d'équipements dont les pièces de réparation sont facilement accessibles aux réparateurs.
Potentiel de création de valeur sur le territoire en lien avec les points à développer	Faible	Fort	Fort	Fort

septembre 2017

III.4. CHAÎNE DE VALEUR « CONSOMMATION COLLABORATIVE »

Au sens strict, la consommation collaborative peut être définie comme un échange, entre particuliers et à des fins d'usage, d'un bien ou d'un service. Fondée sur l'aspect d'échange de particulier à particulier, cette définition de la consommation collaborative exclut les modèles de location où une dimension de « partage » est présente, mais la logique horizontale absente : par exemple les modèles de location de biens partagés, comme des voitures (Autolib'), des vélos (Vélib') ou des livres (bibliothèques).

Le Guide ADEME-ARF indique pour la chaîne de valeur « Consommation collaborative » trois maillons distincts : recueil des besoins et étude des solutions ; conception du service ; exécution de la prestation de service. Le premier maillon renvoie notamment à l'enjeu de « mieux comprendre les besoins des usagers et le potentiel de marché, en collaborant avec les acteurs de la recherche (sociologie, pratiques de consommation, etc.) » ; les deux maillons suivants apparaissent cependant moins opérationnels, et moins adaptés à l'étude de la chaîne de valeur en Martinique. Les trois maillons suivants sont donc retenus pour l'analyse de cette chaîne de valeur :

- Recueil des besoins et étude des solutions ;
- Offre de biens ou de services ;
- Demande de biens ou de services.

L'analyse offre / demande s'attachera à mettre en évidence les disparités qui peuvent exister entre les deux parties : le propriétaire d'un logement sur AirBnB (offreur) n'a pas les mêmes motivations qu'un locataire (demandeur) ; le conducteur d'un véhicule (offreur) n'a pas le même profil sociologique que ses passagers en covoiturage (demandeurs) ; l'agriculteur participant à une AMAP (offreur) n'a pas les mêmes problématiques que les citoyens adhérents (demandeurs).

Les filières suivantes ont été choisies pour la chaîne de valeur « consommation collaborative » :

- Transport/mobilité
- Agriculture, pêche/aquaculture et alimentation

III.4.1. RETOURS D'EXPERIENCES TERRITORIALES ET HORS TERRITOIRES POSSIBLEMENT REPRODUCTIBLES EN MARTINIQUE

Les initiatives listées ci-dessous ne se limitent pas aux filières sélectionnées.

septembre 2017

Tableau 17 Stratégies et initiatives en lien avec la consommation collaborative

Acteur	Description des stratégies et initiatives	Filières concernées	Résultats en termes de bouclage des flux
Initiatives sur le territoire			
covoiturage-martinique.com ; blablacar.fr	Des initiatives de covoiturage à différentes échelles mais avec un développement encore relativement faible en Martinique	Transport	
ADEME	Réalisation d'un guide covoiturage courte distance	Transport	
ADEME	Plan de Déplacements Inter-Entreprises (PDIE) a été mis en place sur la Zone d'Activités Étang Z'abricot afin de favoriser le covoiturage.	Transport	
carlok.fr ; carfully.fr	Location de voiture entre particuliers	Transport	
Petit Cocotier ; Le Tray Caraïbe ; Bio Peyi Nou ; Réseau Rural de Martinique ; Orgapéyi ; Le Jardin de santé ; Les Saveurs de Waël ; Fariba	Mise en place de réseau d'exploitants agricoles et de groupe de consommateurs pour obtenir une consommation collaborative optimale des ressources agricoles locales. Certaines initiatives peuvent faire partie du réseau AMAP (Associations pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne).	Agriculture, Pêche, Alimentation	
Jardin partagé de Trenelle Citron ; Jardins partagés de l'anse gaïac Jardin partagé de Terreville (financé par la CACEM)	Mutualisation de ressources foncières pour une production agricole commune innovante et une valorisation du patrimoine.	Agriculture, Alimentation	
Smiile (ancien "Mon p'ti voisinage")	Un réseau national, également développé en Martinique, pour tout partager près de chez soi : objet, entraide, achat groupé, covoiturage, consommer local.	Transport Biens de consommation Agriculture, Pêche, Alimentation	
Green Technologie	Startup proposant des solutions de véhicules électriques et ayant pour projet de mettre en place un réseau collaboratif de bornes de recharge de véhicules électriques	Transport Energie	
Vogavecmoi.com, sharemysea.fr	Service de co-navigation (mise en relation de particuliers pour la navigation)	Transport	
Click&Boat	Partage de bateau entre particulier	Transport	
SEL de Martinique	Système d'Échanges Locaux (SEL) : marché mensuel au cours duquel les adhérents de l'association échangent des biens et actualisent une liste des offres et demandes (objets et services) proposées.	Biens de consommation	
Initiatives hors du territoire			

septembre 2017

Acteur	Description des stratégies et initiatives	Filières concernées	Résultats en termes de bouclage des flux
An Sav Fé Sa	[Guadeloupe] Projet Carter : application mobile de covoiturage et de service de chauffeur privé	Transport	Réduction de la consommation de ressources
La ruche qui dit Oui !	[National] Coopérative d'acheteurs de produits agricoles locaux et issus de l'agriculture raisonnée ou bio)	Agriculture	Réduction de la consommation de ressources (intrants agricoles)
La Louve	[National] Supermarché coopératif dans lequel les adhérents travaillent bénévolement (à raison de 3h/semaine toute les 4 semaines minimum) ce qui permet de pratiquer des prix raisonnables tout en rémunérant correctement les producteurs. Ce modèle de supermarché favorise le soutien d'une agriculture durable (bio et/ou locale) et vise également à sensibiliser ses adhérents aux enjeux alimentaires en devenant un lieu d'échange et de partage.	Agriculture	Réduction de la consommation de ressources (intrants agricoles)

septembre 2017

III.4.2. FILIERE TRANSPORT/MOBILITE

III.4.2.1 LES ACTEURS DE CES FILIERES

Les acteurs à impliquer sont les suivants. La description des acteurs est indiquée en Annexe I.1. .

Tableau 18 Liste des acteurs de la chaîne de valeur « Consommation collaborative » pour la filière transport/mobilité

Acteurs impliqués, à renforcer	Acteurs impliqués, sur lesquels capitaliser	Acteurs a priori non mobilisés, à impliquer
Smiile	ZAC Etangs Z'Abricot	DEAL Martinique
Green Technologie	CTM	
Entreprises de mises en relations pour la location de véhicules : blablacar.fr, carfully.fr, carlok.fr		
covoiturage-martinique.com		

septembre 2017

III.4.2.2 ANALYSE ET PERSPECTIVES

Tableau 19 Chaîne de valeur « Consommation collaborative » - Filière transport/mobilité

	Recueil des besoins et étude de solutions	Offre de biens ou de services	Demande de biens ou de services
Eléments de diagnostic territorial			
Elément de contexte clé	<p>La « mobilité partagée » se développe de plus en plus : location de voiture entre particuliers (type Drivy), covoiturage ponctuel (type BlaBlaCar), location de véhicules avec chauffeur non professionnel, covoiturage domicile-travail, etc.</p> <p>Les freins réglementaires apparaissent relativement peu nombreux, mais ils peuvent être médiatiques : ainsi le service UberPop a été interdit en France en juillet 2015, sous la pression des compagnies de taxi.</p>		
Acteurs et réseaux	<ul style="list-style-type: none"> - Instituts de recherche - Bureau d'étude 	<ul style="list-style-type: none"> - Particuliers - Plateforme collaboratives 	<ul style="list-style-type: none"> - Particuliers - Notamment, salariés d'entreprises
Enjeux	<ul style="list-style-type: none"> - La concentration des zones d'emploi dans le centre de l'île et l'urbanisation autour de Fort-de-France entraînent la saturation du réseau routier en période de pointe. Ainsi, on compte plus de 120 000 véhicules par jour à l'entrée de l'échangeur Dillon, 76 000 à l'entrée de l'aéroport sur la RN5 et 43 000 sur la RN1 entre Fort-de-France et Basse-Pointe ; - Recours quasi-exclusif au transport routier pour le transport des personnes et marchandises ; - Une offre trop marginale de transports en commun ; - Dispersion de l'habitat. 		<ul style="list-style-type: none"> - Les martiniquais considèrent, d'après l'enquête d'opinion du Conseil Général (CTM) de 2005, que les difficultés de transport représentent l'une des principales contraintes identifiées sur le territoire ; - Dans le cadre du projet pilote de Plan de Déplacements Inter-Entreprises de la zone Etang Z'abricots à Fort de France, l'enquête mobilité a montré que 3% des personnes covoituraient déjà et que 68% étaient prêtes à s'organiser pour covoiturer si le PDIE apportait des améliorations (ADEME) ; - Une opération de covoiturage expérimentale a été menée dans la zone Etang Z'abricots sur 3 mois de novembre 2014 à février 2015. 38 personnes ont participé à un forum « speed dating covoiturage » et 35 personnes se sont inscrites soit 9% des 400 salariés concernés (ADEME)

septembre 2017

	Recueil des besoins et étude de solutions	Offre de biens ou de services	Demande de biens ou de services
Niveau d'intégration des enjeux d'économie circulaire à date	Faible - Speed dating de covoiturage entre salariés d'entreprises de la même ZAC (ADEME)	Moyen - Quelques initiatives de covoiturage.	Moyen - Seuls de petits groupes s'organisent, la demande d'une offre en transport en commun est davantage importante qu'au niveau du co-voiturage.
Éléments prospectifs			
Opportunités de développement territorial à étudier	- Analyser les freins au covoiturage, notamment pour les trajets domicile-travail	- Aide au développement des plateformes de covoiturage, de partage de véhicules et de bateaux tout au long de l'année (pas uniquement à visée touristique) ; - Développer des aires de covoiturage ou de location de véhicules entre particuliers	- Informer et sensibiliser les particuliers (locaux et touristes) sur l'existence de ces modes de transport ; - Encourager les entreprises à favoriser le covoiturage / l'autopartage - Favoriser l'autopartage en habitat collectif (ex : mettre en commun un véhicule pour un immeuble, un lotissement,...)
Potentiel de création de valeur sur le territoire en lien avec les points à développer	Moyen	Fort	Fort

septembre 2017

III.4.3. FILIERE AGRICOLES, AQUACOLE, PECHE ET ALIMENTATION**III.4.3.1 LES ACTEURS DE CES FILIERES**

Les acteurs à impliquer sont les suivants. La description des acteurs est indiquée en Annexe I.1. .

Tableau 20 Liste des acteurs de la chaîne de valeur « Consommation collaborative » pour les filières agricoles, aquacoles, pêche et alimentation

Acteurs impliqués, à renforcer	Acteurs impliqués, sur lesquels capitaliser	Acteurs a priori non mobilisés, à impliquer
Smiile	Petit Cocotier	Mon panier bio (annuaire)
	Le Tray Caraïbe	La ruche qui dit Oui !*
	Bio Peyi Nou	Le réseau du jardin dans tous ses états
	Réseau Rural de Martinique	Chambre d'Agriculture de la Martinique
	Les Saveurs de Waël	Comité Régional des Pêches Maritimes et des Elevages Marins Martinique (CRPMEM)
	Fariba	RITA (Réseau d'Innovation et de Transfert Agricole)
	Orgapéyi	Institut technique : IT2
	Le Jardin de santé	AFBOM (Association des Fermiers et Producteurs Biologiques de la Martinique)
	Jardin partagé de Trenelle Citron	PARM
	Jardins partagés de l'anse gaïac	Réseau rural de Martinique
	CACEM	ADAM ⁴²
	Comité Régional pour l'Alimentation (CRALIM)	IMALFHOR
	Organisation de producteurs bio : Paysans Bio Martinik	Coopératives : Coopérative multi-élevage: MADIVIAL Coopérative volaille: SCAM Coopérative ovins-caprins: SCACOM Coopératives porcs: COOPMAR et SOCOPORC Coopérative des producteurs de lait: COOPROLAM
		Coopérative aquacole : COOPAQUAM

* Réseau/organisme national non implanté actuellement en Martinique

⁴² Association pour le développement de l'aquaculture en Martinique
Rapport final

septembre 2017

III.4.3.2 ANALYSE ET PERSPECTIVES

Tableau 21 Chaîne de valeur « Consommation collaborative » - Filières agricoles, aquacoles, pêche et alimentation

	Recueil des besoins et étude de solutions	Offre de biens ou de services	Demande de biens ou de services
Eléments de diagnostic territorial			
Elément de contexte clé	De nombreux acteurs sont déjà en place. Par ailleurs, la pollution par la chlordécone est un élément important à prendre en considération dans le développement de la consommation collaborative sur ces filières alimentaires.		
Acteurs et réseaux	<ul style="list-style-type: none"> - Instituts de recherche (ex : IT2) - Bureaux d'étude - Chambre d'agriculture - DAAF - RITA 	<ul style="list-style-type: none"> - Réseau type AMAP - Jardins partagés - Coopérative agricoles - Plateforme de partage de plats cuisinés 	<ul style="list-style-type: none"> - Particuliers - Réseau type AMAP - Coopérative de consommateurs pour l'achat de produits agricoles
Enjeux		<ul style="list-style-type: none"> - La production actuelle reste largement insuffisante pour compenser la consommation locale. - Une quinzaine de magasins bio sont présents sur l'île mais proposent presque exclusivement des produits importés. - Moins de 20 % de la production agricole végétale transiterait par les coopératives. Le reste est commercialisé par d'autres circuits sans qu'il y ait de suivi particulier relatif aux volumes de produits concernés. ; - Le développement des circuits courts permet la relocalisation des flux économiques liés à l'agriculture, voir au tourisme, l'amélioration de la captation de la valeur en faveur du producteur et a un impact positif sur les liens sociaux. 	<ul style="list-style-type: none"> - Demande des consommateurs en termes de qualité de l'alimentation (point de vue gustatif et nutritif) - Responsabilisation du consommateur lors de l'acte d'achat

septembre 2017

	Recueil des besoins et étude de solutions	Offre de biens ou de services	Demande de biens ou de services
Niveau d'intégration des enjeux d'économie circulaire à date	<p>Faible</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une étude réalisée par la DAAF sur les petits agriculteurs met en lumière que 750 exploitations seraient non professionnelles. 	<p>Fort</p> <ul style="list-style-type: none"> - Quelques producteurs proposent un système de vente à la ferme et même, exceptionnellement, de vente de paniers à la demande des consommateurs. Ce type d'initiative se développe. - La Chambre d'Agriculture souhaite développer les marchés de proximité type « marché des producteurs de pays » (label Chambre d'Agriculture) afin de permettre aux agriculteurs commercialisant leurs produits dans des organisations différentes des organisations professionnelles (OP), de pouvoir être reconnus et bénéficier de mesures de soutien adaptées à leur situation. - Echange de fruits et légumes entre voisins. - Fruits et légumes : Les circuits courts de distribution (vente à la ferme, sur les marchés et aux restaurants) permettent d'écouler moins de 10 % de la production locale. 	<p>Moyen</p> <ul style="list-style-type: none"> - D'autres canaux de distribution, hors GMS et coopératives, s'organisent. De plus en plus de lieux de vente informels en parallèle des marchés plus officiels se développent.
Eléments prospectifs			
Opportunités de développement territorial à étudier	<ul style="list-style-type: none"> - Recensement des initiatives existantes ; - Etude des freins à l'émergence des circuits courts sur un territoire insulaire. - Cibler les besoins des particuliers, restaurateurs de tout ordre et agriculteurs en terme de : gouvernance des structures coopératives ; calibrage l'offre en fonction de la localisation, du mode de distribution, quantité, diversité des produits ; et aide à la digitalisation de l'offre 	<ul style="list-style-type: none"> - Développer une plateforme d'échanges de plats cuisinés entre particuliers ; - Développement d'un label « Circuits courts » pour valoriser les aliments produits localement. - Soutenir le développement de réseau de type AMAP 	<ul style="list-style-type: none"> - (Mieux) informer les locaux et touristes de l'existence et de la localisation des initiatives ; - Développer le tourisme vert autour des coopératives agricoles ; - Sensibiliser des populations à la consommation de produits locaux ; - Développement d'un label « Circuits courts » pour valoriser les aliments produits localement.
Potentiel de création de valeur sur le territoire en lien avec les points à développer	Moyen	Fort	Moyen

septembre 2017

III.5. CHAÎNE DE VALEUR « PRODUITS REEMPLOYES ET DECHETS REUTILISES »

Selon le guide méthodologique du développement des stratégies régionales d'économie circulaire en France [25], cette chaîne de valeur regroupe l'ensemble des activités liées au réemploi de produits et à la réutilisation de déchets à l'échelle d'un territoire. Ainsi elle concerne les acteurs de la collecte, de leur remise en état/réparation, de la distribution et de la réutilisation. Les secteurs de l'artisanat et de l'économie sociale et solidaire y sont particulièrement représentés.

Les filières suivantes ont été choisies pour une analyse approfondie selon la chaîne de valeur « produits réemployés et déchets réutilisés » :

- Bois/Ameublement
- Equipements électriques et électroniques

III.5.1. RETOURS D'EXPERIENCES TERRITORIALES ET HORS TERRITOIRES POSSIBLEMENT REPRODUCTIBLES EN MARTINIQUE

Les initiatives listées ci-dessous ne se limitent pas aux filières sélectionnées.

septembre 2017

Tableau 22 Stratégies et initiatives en lien avec les produits réemployés et les déchets réutilisés

Acteur	Description des stratégies et initiatives	Filières concernées	Résultats en termes de bouclage des flux
Initiatives sur le territoire			
Eco Mobil	Promotion de la réparation des objets du quotidien (petits électroménagers, informatique, vélos, ...) via la création d'un Repair Café. Organisation d'ateliers de réparation (ex : Petit Dej' de la Réparation)	Biens de consommation (équipements électriques et électroniques notamment)	Allongement de la durée de vie des produits via la réparation et la réutilisation.
ACISE ⁴³ samu social Martinique ; Secours catholique ; Eco TLC	Ouverture de la Ressourcerie Nord Caraïbe à Case-Pilote regroupant sur un même lieu : la collecte des objets, leur valorisation, le réemploi et la sensibilisation du grand public. Collaboration avec l'éco-organisme de la filière textile, linges et chaussures.	Biens de Consommation (ameublement, équipements électriques et électroniques, équipements de la maison, petit mobilier, bricolage, textile,...)	Allongement de la durée de vie des produits via le réemploi et la réutilisation Réduction des quantités de déchets générées
Vide greniers / Brocantes	Événement favorisant l'échange ou l'achat d'objets d'occasion	Ameublement, Equipements du jardin, Décoration, Equipements sportifs, Textiles, Equipements Electriques et Electroniques	Allongement de la durée de vie des produits via le réemploi.
CACEM	Constitution d'un annuaire des réparateurs présents sur le territoire centre (en cours de rédaction)	Biens de consommation	Allongement de la durée de vie des produits via la réparation et la réutilisation.
SEL Martinique (Système d'échange local)	Echange de biens et de compétences en Martinique sans argent. Près d'une cinquantaine de services sont déjà proposées sur de nombreuses communes.	Biens de consommation Services	Allongement de la durée de vie des produits via le réemploi et la réparation pour la réutilisation.
Milfey association recyclage	Association de recyclage et de réutilisation de déchets végétaux pour faire des meubles ou créations artistiques. But : favoriser l'impulsion et accompagner les projets de création artistique et artisanale basés sur le recyclage et la valorisation des matériaux locaux (issu des déchets comme le: bois de palettes, tôles, etc. ou issu des ressources naturelles locale (calebasses, bambou, galets,...)	Bois/Ameublement	Réutilisation de « déchets » en bois/métaux/matériaux divers. Réduction de la consommation en ressource naturelle.
Groupe Seen	Entreprises de recyclage	Conditionnement Industrie EEE	Valorisation des déchets industriels (ferrailles, verre, papiers-cartons, textiles, plastiques, bois) et des DEEE.
MetaSystemes	Vente d'écomeubles en palette, cours et stage de fabrication.	Biens de consommation	Réemploi de déchets en matériaux. Réduction de la consommation en ressource naturelle

⁴³ Association Citoyenne pour l'Insertion Solidaire et Economique
Rapport final

septembre 2017

Acteur	Description des stratégies et initiatives	Filières concernées	Résultats en termes de bouclage des flux
Cash Express	Magasin spécialisé dans le rachat et la vente de produits d'occasion aux particuliers (produits hi-fi, vidéo, électroménager, bibelots, informatique, téléphonie,...)	Biens de consommation	Allongement de la durée de vie des produits via le réemploi.
Patronage Saint-Louis	Atelier chantier d'insertion de menuiserie pour remettre des meubles en état ou fabriquer d'autres objets à partir de meubles	Bois/Ameublement	Allongement de la durée de vie des produits via le réemploi.
Initiatives hors du territoire			
Hesus (prestataire de gestion de terres polluées)	[National] Plate-forme d'échange de déblais et remblais de terres inertes entre chantiers. La plateforme web Soldating, créée en 2015 par Hesus, permet de centraliser les besoins d'échanges entre les demandeurs et émetteurs de terres inertes pour l'Île de France. Les acteurs doivent s'entendre sur le prix des matériaux puis l'échange peut se faire. SolTracing permet d'assurer la traçabilité et le suivi de conformité des terres concernées, afin de permettre aux acteurs d'attester de la bonne gestion des matériaux.	BTP	Réemploi des matériaux de construction
EcoDec	[Guadeloupe] dalles de caoutchouc fabriqué à partir de pneus usagés d'Ecodec	BTP	Réemploi des matériaux de construction
C reparable	[Vendée] Mutualisation de 5 réparateurs (dans des métiers complémentaires) à la Roche-sur-Yon, au sein d'un guichet unique. Le particulier se rend à ce guichet pour confier son appareil : il est ensuite redirigé vers le réparateur le plus compétent. Le site permet d'accueillir les clients, de faire un diagnostic, et de faire de la vente d'occasion.	Biens de consommation	Réutilisation de produits Réduction de la consommation en ressource naturelle.
Kaz A Moun	Réalisation de mobilier de jardin, de maisons, de commerces ou restaurants en bois de palettes	Conditionnement Biens de consommation –(ameublement)	Réutilisation de « déchets » en bois. Réduction de la consommation en ressource naturelle
« Ne plus jeter »	[Guyane] « Ne plus jeter » est la première recyclerie qui a ouvert dans les DOM (Guyane). Le site dispose d'une zone de stockage importante où sont triés les biens (vêtements, livres, jouets) et d'une zone de vente où les biens sont mis en valeur. La structure réalise également quelques créations artistiques de couture (vêtements, hamacs, sacs) à partir de textiles récupérés, grâce à une bénévole couturière qui forme les employés en insertion. Elle a également démarré une activité de création de chiffons de plusieurs qualité à partir de T-shirt après avoir identifié que les chiffons étaient jusqu'à présent tous importés.	Textile	Réutilisation de produits Réduction de la consommation en ressource naturelle.

septembre 2017

III.5.2. FILIERES BOIS/AMEUBLEMENT

III.5.2.1 LES ACTEURS DE CES FILIERES

Les acteurs à impliquer sont les suivants. La description des acteurs est indiquée en Annexe I.1. .

Tableau 23 Liste des acteurs de la chaîne de valeur « produits réemployés et déchets réutilisés » pour les filières bois/ameublement

Acteurs impliqués, à renforcer	Acteurs impliqués, sur lesquels capitaliser	Acteurs a priori non mobilisés, à impliquer
Kaz A Moun	Organisateurs de vide greniers / Brocantes	Créateurs et importateurs de mobiliers (ex : Colibri Spirit, Bois Nature, Arts & Confort Mobilier)
CACEM	MetaSystemes	Eco-mobilier
SEL Martinique	Eco-organismes : Valdelia,, Ecologic	
Milfey association recyclage		
ACISE Samu social		
Patronage Saint Louis		

septembre 2017

III.5.2.2 ANALYSE ET PERSPECTIVES

L'analyse par chaîne de valeur pour les biens d'ameublement et les biens électriques et électroniques présente de nombreuses similitudes. Afin de faciliter la lecture, sont mis en avant ici en noir les éléments de diagnostic spécifiques aux filières bois/ameublement et en gris les éléments communs avec la filière équipements électriques et électroniques.

Tableau 24 Chaîne de valeur « Produits réemployés et réutilisés » - Filières bois/ameublement

	Collecte des biens usagés	Transformation / Réparation	Distribution / Utilisation
Eléments de diagnostic territorial			
Élément de contexte clé	<p>En Martinique, une famille de quatre personnes jette près de 100 kg de déchets de meubles chaque année⁴⁴.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Depuis 2013, une filière à responsabilité élargie des producteurs (REP) pour les Déchets d'Ameublement (DEA) existe. Trois éco-organismes sont agréés par l'Etat : Valdelia pour les meubles de professionnels, Eco-mobilier pour les meubles de particuliers et Ecologic pour les meubles de cuisines. Le cahier des charges de cette filière incite les acteurs de l'ameublement à réaliser des actions d'éco-conception via la mise en place d'une bonus si les produits répondent aux critères suivants : les éléments d'ameublement constitués à plus de 95% de bois massif et certifiés (PEFC, FSC) ; les éléments d'ameublement constitués à plus de 95% de métal ; les éléments d'ameublement évolutifs (produits dont la dimension peut être adaptée à la taille de l'utilisateur au cours de sa croissance ; produits pouvant changer de fonction principale). - La directive cadre européenne 2008/98/CE hiérarchisant les modes de gestion des déchets privilégie le réemploi devant le recyclage et la valorisation énergétique - La directive du 2 décembre 2015 comporte des exigences proportionnées en matière de disponibilité de pièces détachées et d'informations concernant la réparation. - Le Plan National de Prévention des Déchets 2014-2020 comporte un objectif visant à soutenir le développement et la professionnalisation de réseaux de réemploi, réutilisation et réparation 		
Acteurs et réseaux	<ul style="list-style-type: none"> -Ressourceries -Dépôts-vente -Déchèteries -Magasins d'occasion - Acise samu social 	<ul style="list-style-type: none"> -Ressourceries -Artisans / réparateurs -ESAT -Fabricants -Menuiseries -Ebénisteries 	<ul style="list-style-type: none"> -Ressourceries -Dépôts-vente -Sites en ligne de troc, dons, revente -Gratifierias -Vide-greniers, brocantes -Magasins d'occasion
Enjeux	<p>La filière déchets DEA bien que mise en place depuis 2013 peine à se développer. Cela représente donc un potentiel de développement pour l'ACISE ou le Patronage Saint-Louis</p>	<ul style="list-style-type: none"> - La filière est à structurer : depuis la collecte, la réparation/transformation, revente. - La réparation peut permettre la conservation et/ou le développement d'emploi localement. 	<p>-Favoriser l'accès aux produits d'occasion et notamment aux meubles afin de diminuer les déchets associés et la dépendance par rapport aux importations.</p>

⁴⁴ <http://www.martinique.developpement-durable.gouv.fr/une-nouvelle-filiere-pour-les-dechets-d-a399.html>

septembre 2017

	Collecte des biens usagés	Transformation / Réparation	Distribution / Utilisation
	pour l'approvisionnement des ressourceries. En effet, sur 35 tonnes collectées hors textile, 78% sont des meubles. - Limiter les dépôts sauvages - Difficultés de stockage et de conservation en bon état des meubles composés de panneau de particules par rapport au bois massif compte tenu du climat tropical	- Absence de valorisation du panneau de particules (actuellement) par rapport au réemploi, réutilisation possible avec bois massif.	
Niveau d'intégration des enjeux d'économie circulaire à date	Faible : Encore peu de collecte préservante	Faible : - Les structures de réemploi/réutilisation concernant les meubles ne sont bien identifiées - Développement en cours d'un annuaire des réparateurs présents sur le territoire (CACEM)	Faible à Moyen : L'ACISE a créé 8 points de vente pour sa ressourcerie. Ceux-ci sont complétés par des boutiques résultant d'initiatives d'associations religieuses.
Éléments prospectifs			
Opportunités de développement territorial à étudier	- Optimiser la collecte de biens usagés via une sensibilisation des citoyens. - Développer en partenariat avec les éco-organismes des campagnes de communication pour sensibiliser les citoyens à rapporter leurs biens usagés - Développer la collecte dite « préservante » des encombrants pour récupérer des meubles qui pourront être réemployés ou réutilisés (sans devenir des déchets) ; - Identifier les capacités de stockage des meubles sur le territoire proposant des conditions préservantes : volume important, protection contre l'humidité - Créer des opérations spéciales temporaires pour collecter les biens usagés aux abords des quartiers résidentiels ; - Détourner des déchèteries (via des opérateurs formés) les biens usagés	- Sensibiliser les réparateurs à l'utilisation des ER pièces détachées/d'occasion - Promouvoir les acteurs de la réparation auprès des citoyens et notamment des étudiants (formations qualifiantes et filières d'études associées) - Accompagner les acteurs de la réparation, du réemploi et de la réutilisation vers la professionnalisation (développer des formations, favoriser l'échange de savoir-faire et la qualification des compétences nécessaires. - Développer le 1% déchet (sur le modèle du 1% eau (1% du budget de la commune est alloué au développement de projet liée à la réparation, réemploi,...))	- Créer une cartographie des sites de reventes de mobilier d'occasion - Promouvoir l'intérêt de la réutilisation / emploi du mobilier (réduction de la consommation des ressources, promotion du Do It Yourself, promotion de l'échange entre particuliers) - Développer des modes de réutilisation innovants pour les meubles ne pouvant pas être réemployés (notamment les panneaux de particules et de MDF (Medium Density Fiberboard)) - Etendre le principe censé être appliqué aux DEEEs : pour chaque meuble acheté, reprise de l'ancien.

septembre 2017

	Collecte des biens usagés	Transformation / Réparation	Distribution / Utilisation
	pouvant faire l'objet de réemploi ou de réutilisation, ou mieux intégrer des caissons de réemploi en déchèterie ; - Harmoniser les modalités de collecte sur l'ensemble du territoire, qui reste de la compétence des EPCI (CACEM, Cap Nord et CAESM		
Potentiel de création de valeur sur le territoire en lien avec les points à développer	Moyen	Moyen	Moyen

septembre 2017

III.5.3. FILIERE EQUIPEMENTS ELECTRIQUES ET ELECTRONIQUES (BIENS DE CONSOMMATION)

III.5.3.1 LES ACTEURS DE CES FILIERES

Les acteurs à impliquer sont les suivants. La description des acteurs est indiquée en Annexe I.1. .

Tableau 25 Liste des acteurs de la chaîne de valeur « produits réemployés et déchets réutilisés » pour la filière équipements électriques et électroniques

Acteurs impliqués, à renforcer	Acteurs impliqués, sur lesquels capitaliser	Acteurs a priori non mobilisés, à impliquer
ACISE Martinique (Samu social)	Hay bibi	toutdonner.com
Eco-Systèmes	CACEM	myrecyclestuff.com
Ecologic	Réseaux sociaux populaires (Jah Familia, Réseau parallèle, Végétroc)	yakasaider.fr
Repair Café	SEL Martinique (Système d'échange local)	mytroc.fr
Martinique Recyclage	Vide greniers / Brocantes	Cash Express
Entreprise Environnement	Hay bibi	
	Gratiféria	
	Vide greniers / Brocantes	

septembre 2017

III.5.3.2 ANALYSE ET PERSPECTIVES

Tableau 26 Chaîne de valeur « Produits réemployés et réutilisés » - Filière équipements électriques et électroniques

	Collecte des biens usagés	Transformation / Réparation	Distribution / Utilisation
Eléments de diagnostic territorial			
Elément de contexte clé	<p>La catégorie des Equipements Electriques et Electroniques (EEE) regroupe les produits suivants : gros électroménagers (GEM) froid et hors froid, petits électroménagers (PEM), écrans, équipements audiovisuels et informatiques.</p> <p>Les industries des biens d'équipements prennent la troisième place en termes de chiffre d'affaires. En 2015, les importations d'équipements mécaniques, électriques, électroniques et informatiques étaient de 434 millions d'euros.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les EEE sont soumis à une filière REP pour laquelle il existe plusieurs éco-organismes (Ecologic, Eco-systèmes, Recyclum, PV cycle) - La directive cadre européenne 2008/98/CE hiérarchisant les modes de gestion des déchets privilégie le réemploi devant le recyclage et la valorisation énergétique - La directive du 2 décembre 2015 comporte un projet de propositions d'exigences pour faciliter le démontage, le réemploi et le recyclage des écrans d'affichage électronique, exigences proportionnées en matière de disponibilité de pièces détachées et d'informations concernant la réparation. - La Directive européenne 2012/19/EU rend obligatoire l'éco-conception des EEE, l'instauration d'une collecte sélective des DEEE, et d'un registre par producteurs d'EEE) qui favorise le réemploi et la réutilisation des EEE. - Le décret °2014-928 du 19 août 2014 instaure dans le cadre réglementaire français notamment la fixation d'objectifs de taux de réutilisation et recyclage plus ambitieux et un renforcement des contrôles dans le cas d'export d'EEE pour réemploi - La préparation en vue de la réutilisation a été intégrée, suite à un arrêté paru en 2014 au cahier des charges d'agrément spécifique à la filière REP DEEE - Le distributeur est tenu à la reprise 1 pour 1 et 1 pour 0 s'il a une surface de vente consacrée aux EEE> 400m2 (pour les EEE usagés dont toutes les dimensions extérieures sont inférieures à 25 cm) - Le Plan National de Prévention des Déchets 2014-2020 comporte un objectif visant à soutenir le développement et la professionnalisation de réseaux de réemploi, réutilisation et réparation 		
Acteurs et réseaux	<ul style="list-style-type: none"> -Ressourceries -Dépôts-vente -Déchèteries -Magasins d'occasion -Eco-organismes 	<ul style="list-style-type: none"> -Ressourceries -Artisans / réparateurs -ESAT -Fabricants -Repair Cafés/ Eco-Mobil -Martinique Recyclage 	<ul style="list-style-type: none"> --Ressourceries -Dépôts-vente -Sites en ligne de troc, dons, revente -Gratifierias -Vide-greniers,brocantes -Magasins d'occasion
Enjeux	- La reprise gratuite des DEEE en cas de livraison à domicile n'est pas	- La réparation peut permettre la conservation et/ou le développement d'emploi localement.	-Favoriser l'accès aux produits d'occasion et notamment aux EEE afin de diminuer les déchets

Rapport final

74/183

septembre 2017

	Collecte des biens usagés	Transformation / Réparation	Distribution / Utilisation
	systématiquement assurée par les distributeurs		associés et la dépendance par rapport aux importations.
Niveau d'intégration des enjeux d'économie circulaire à date	Faible - Pas de collecte spécifique. Les particuliers peuvent amener leurs DEEE dans des centres de trocs ou de réparation. (sauf territoire CACEM collecte en PAP des DEEE sur certains secteurs)	Faible : - Peu de producteurs/fabricants sur l'île - Développement en cours d'un annuaire des réparateurs présents sur le territoire (CACEM) - Réparation d'articles par l'ACISE	Faible Les centres de troc et de réparation mettent à disposition, gratuitement ou pas, des appareils réparés.
Éléments prospectifs			
Opportunités de développement territorial à étudier	<ul style="list-style-type: none"> - Développer en partenariat avec les éco-organismes des campagnes de communication pour sensibiliser les citoyens à rapporter leurs biens usagés - Développer la collecte dite « préservante » des encombrants pour récupérer les EEE qui pourront être réemployés ou réutilisés (sans devenir des déchets) - Créer des opérations spéciales temporaires pour collecter les biens usagés aux abords des supermarchés, des marchés, des places publiques, ... - Détourner des déchèteries (via des opérateurs formés) les biens usagés pouvant faire l'objet de réemploi ou de réutilisation, ou systématiser la mise à disposition de caisson de réemploi en déchèterie ; - Harmoniser les modalités de collecte sur l'ensemble du territoire, qui reste de la compétence des EPCI (CACEM, Cap Nord et CAESM) 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser les fabricants à la réparabilité des produits et au développement de pièces détachées/d'occasion - Promouvoir les acteurs de la réparation auprès des citoyens et notamment des étudiants (formations qualifiantes et filières d'études associées) - Accompagner les acteurs de la réparation, du réemploi et de la réutilisation vers la professionnalisation (développer des formations, favoriser l'échange de savoir-faire et la qualification des compétences nécessaires) - Informer les concepteurs et futurs exploitants des centres de tri de préserver l'intégrité des DEEE (par exemple remplacement des pinces à grappins par des pinces de préhension) - Mettre en œuvre d'un label "réparable localement" en partenariats avec les réparateurs et les importateurs. Le logo figurerait sur l'emballage du produit. Le client serait assuré que son bien soit réparé dans un délai correct compte tenu de la disponibilité des pièces/outils de diagnostic/compétences sur place. 	<ul style="list-style-type: none"> - S'assurer que la reprise gratuite des EEE usagés en cas de livraison à domicile est respectée (comme imposé par la réglementation) - Promouvoir l'utilisation d'EEE d'occasion en mettant en place un label/des garanties sur ces produits - Favoriser l'importation d'équipements dont les pièces de réparation sont facilement accessibles aux réparateurs - Mieux faire connaître le réseau de distribution d'EEE de seconde main

Rapport final

75/183

septembre 2017

	Collecte des biens usagés	Transformation / Réparation	Distribution / Utilisation
Potentiel de création de valeur sur le territoire en lien avec les points à développer	Moyen	Fort	Moyen

septembre 2017

III.6. CHAÎNE DE VALEUR « PREVENTION ET VALORISATION DES DÉCHETS »

La chaîne de valeur du marché de la valorisation des déchets comme présentée dans le guide ADEME/ARF présente initialement les maillons suivants : collecte des déchets, transport et acheminement, tri recyclage et valorisation et distribution (qui signifie ici les débouchés). Les débouchés étant souvent confondus avec les unités de recyclage/valorisation, les deux derniers maillons peuvent être fusionnés. Egalement, il semble opportun d'ajouter à cette chaîne de valeur un maillon essentiel qui est celui de la prévention. Ainsi la chaîne de valeur « prévention et valorisation des déchets » comporte les maillons suivants : prévention, tri et collecte, transport et acheminement, valorisation.

Quelle est l'articulation entre la chaîne de valeur « prévention et valorisation des déchets » et « produits réemployés et réutilisés » ? Au sens strict, la réutilisation n'est pas de la prévention des déchets, c'est un débouché alternatif à la valorisation via des installations de traitement. En effet, la réutilisation s'adresse aux substances/produits qui sont devenus à un moment des déchets alors que le réemploi s'applique aux substances/produits qui ne sont pas devenus des déchets. Par conséquent, il n'y a pas de chevauchement entre ces deux chaînes de valeurs.

Les filières suivantes ont été choisies pour une analyse approfondie selon la chaîne de valeur « prévention et valorisation des déchets » :

- Agriculture, pêche/aquaculture et alimentation
- BTP
- Conditionnement

III.6.1. RETOURS D'EXPERIENCES TERRITORIALES ET HORS TERRITOIRES POSSIBLEMENT REPRODUCTIBLES EN MARTINIQUE

Les initiatives listées ci-dessous ne se limitent pas aux filières sélectionnées

septembre 2017

Tableau 27 Stratégies et initiatives en lien avec la « prévention et la valorisation des déchets »

Acteur	Description des stratégies et initiatives	Filières concernées	Résultats en termes de bouclage des flux
Initiatives sur le territoire			
Communauté d'Agglomération du Centre de la Martinique, ADEME, Cap Nord	Valorisation des biodéchets via la distribution de composteurs individuels	Alimentation	Valorisation des bio-déchets ménagers en fertilisants
Communautés d'Agglomération de l'Espace Sud Martinique, ADEME, Cap Nord	Collecte sélective des bio-déchets en porte-à-porte	Alimentation	Valorisation des bio-déchets
Cap Nord	CAP Nord Martinique s'est engagée, par la signature d'un accord-cadre avec l'ADEME en 2011, dans la mise en place d'un Programme Local de Prévention des déchets dont l'une des 18 actions vise à réduire le gaspillage alimentaire sur le territoire.	Alimentation	Prévention du gaspillage via la valorisation d'aliments invendus pour diminuer l'utilisation de ressources agricoles
Cap Nord	A travers son opération « Agissons autrement, Gaspillons moins », la Communauté d'Agglomération s'engage à réduire le gaspillage alimentaire en milieu scolaire.	Alimentation	Prévention du gaspillage via la valorisation d'aliments invendus pour diminuer l'utilisation de ressources agricoles
Syndicat Mixte pour le Traitement des Ordures Ménagères, Communauté des Communes du Nord de la Martinique, Communauté d'Agglomération de l'Espace Sud de la Martinique	Centre de Valorisation Organique du Robert. Objectif : valoriser 40 000 tonnes de biodéchets et déchets verts en compost et en électricité	Alimentation Déchets verts	Réduction et valorisation des quantités de déchets et création d'énergie utilisable
Association FAIRES (commune du Robert)	De nombreux fruits ne sont pas cueillis sur le territoire. Plusieurs projets sont en cours de développement pour tenter de valoriser ces fruits perdus (mangues, fruits à pain ...).	Agriculture Déchets	Valorisation des ressources locales pour diminuer les importations d'aliments
Habitation Chalvet	L'habitation Chalvet est une habitation productrice de bananes qui pratique le compostage depuis 2002.	Agriculture	Valorisation de déchets organiques agricoles pour réduire l'importation de fertilisants
Distilleries	Valorisation des bagasses comme combustible pour l'alimentation des chaudières sur les distilleries	Agriculture	Valorisation des sous-produits d'industries agro-alimentaires pour la production de l'énergie

septembre 2017

Acteur	Description des stratégies et initiatives	Filières concernées	Résultats en termes de bouclage des flux
La champignonnière des Antilles	Unique producteur de champignons dans la Caraïbe, Jacky Pascault commercialise des pleurotes frais et déshydratés. Le processus de production est certifié Agriculture Biologique par Ecocert depuis 2004 et intègre la valorisation des déchets de la canne à sucre tout au long du cycle de culture : 150 tonnes de bagasses servent ainsi de terre d'accueil à la semence des champignons.	Agriculture	Valorisation des sous-produits d'industries agro-alimentaires comme substrat d'une autre culture
Caisse des Ecoles de Fort de France	Projet de lutte contre le gaspillage alimentaire, sensibilisation du personnel et des élèves (modification grammage du pain, opération de pesées des restes, menu spécial zéro gaspi)	Alimentation	Prévention du gaspillage
DiscoSoupe Martinique	Sensibilisation du grand public au gaspillage alimentaire via la préparation de repas distribués gratuitement à partir de fruits et légumes invendus	Alimentation	Réduction du gaspillage via la valorisation d'aliments invendus pour diminuer l'utilisation de ressources agricoles
Société Industrielle de Recyclage et de Production	Recyclage de bouteilles en plastique usagées via un processus spécifique permettant de récupérer comme produit des billes de polyéthylène téréphtalate.	Conditionnement	Valorisation de déchets
SOCAPAL (Société Caraïbe de Palettisation)	Recyclage des palettes en bois qui ne peuvent être réutilisées. Elles sont broyées en copeaux de bois qui sont ensuite utilisées dans des applications telles que les revêtements d'aires de jeux, des litières pour animaux ou le paillage de sols floraux	Conditionnement	Valorisation de déchet et limitation des consommations des ressources
Groupe Seen	Entreprises de recyclage (broyage et recyclage du verre en sable de verre et granulats de verre)	Conditionnement Industrie EEE	Valorisation des déchets industriels (ferrailles, verre, papiers-cartons, textiles, plastiques, bois) et des DEEE.
CACEM	Opération caddie malin : opération de sensibilisation à la réduction des emballages et notamment au suremballage	Conditionnement	Réduction des emballages utilisés
CACEM, CAESM, ADEME, CTM	Opérations Entreprises Témoins (2015) : 23 entreprises ont été accompagnées pour réduire leurs déchets pendant quatre mois, et notamment les emballages utilisés	Conditionnement	Réduction des emballages utilisés
Espace Sud Martinique	Top Chef s'Top Restes. Retour d'expérience sur un concours de cuisine de reste à destination des agents durant la SERD. L'objectif est de sensibiliser en interne et de tester l'opération avant de la généraliser.	Alimentation	Réduction du gaspillage, valorisation des bio-déchets
CCI Martinique, ADEME, CTM	En 2014, la CCI Martinique, l'ADEME régionale et la Région Martinique ont publié un guide des déchets à destination des entreprises, dans l'objectif d'augmenter le recyclage des portions valorisables et d'améliorer la gestion des déchets dangereux. Ce livret renseigne les entreprises sur les différents types de déchets, les réglementations qui s'appliquent, les bonnes pratiques de gestion et comporte	Alimentation Toutes filières industrielles	Réduction du gaspillage, valorisation des déchets

septembre 2017

Acteur	Description des stratégies et initiatives	Filières concernées	Résultats en termes de bouclage des flux
	une partie annuaire des prestataires déchets (collecte, traitement) et des bureaux d'étude spécialisés.		
ACISE	L'ACISE est une association qui vise à développer la filière de réutilisation du textile en Martinique : mise à disposition de points d'apport volontaire sur le territoire, collecte, tri, export, revente, réutilisation (avec l'atelier de confection à partir de tissus)	Textile	Réduction des déchets, Allongement de la durée de vie
Boutik Foyal	Vente de vêtements d'occasion (chantier d'insertion mis en œuvre par l'ACISE)	Textile	Réduction des déchets, Allongement de la durée de vie
Entreprises Environnement &	Création d'un site de bourse aux déchets pour les entreprises	Conditionnement	Valorisation des déchets
BRGM, CCI	Organisation d'une matinée d'échange entre les professionnels du secteur de la construction et du BTP, les acteurs de la gestion des déchets et des sols pollués, et les acteurs de l'aménagement du territoire publics et privés	BTP	Réduction et meilleure valorisation des déchets
CTM	Jardinage au naturel : formation des agents et usagers sur le jardinage et le compostage et projet de réseau de compostage	Agriculture	Valorisation des ressources locales et des bio-déchets □
CTM	Vidéo d'un atelier jardinage en Martinique	Agriculture	Valorisation des ressources locales et des bio-déchets
CTM	Vidéo de publicité (spot) sur le compostage en Martinique	Agriculture	Valorisation des bio-déchets
Bag In	Emballages navettes pour les livraisons (cagettes plastifiées et consignées à la place de carton de livraison)	Conditionnement	Réduction des déchets
Eco-Mobill	Fabrication de cabas réversibles avec des kakemonos et des supports de communication en fin de vie	Conditionnement	Réduction des déchets. Réutilisation de déchets
Pharmacies	Livraison de médicaments avec des bacs réutilisables	Conditionnement	Réduction des déchets
Suez – Projet Reco	Projet Reco : mise en place de kiosque de collecte et bouteilles et flacons plastiques sur le parking de grande surface avec un système incitatif de bons d'achat à utiliser en magasin	Conditionnement	Valorisation matière de déchets recyclables
APROMAR	Travail sur la mise en place d'une REP locale de gestion des déchets phytosanitaires agricoles	Agriculture	Réduction et meilleur traitement des déchets phytosanitaires agricoles
Initiatives hors du territoire			

septembre 2017

Acteur	Description des stratégies et initiatives	Filières concernées	Résultats en termes de bouclage des flux
ADEME	[National] Boîte à outils Optigede visant à aider les porteurs de projets (collectivités, associations, entreprises de restaurations) à organiser des actions visant notamment à limiter le gaspillage alimentaire au niveau de la consommation finale des ménages dans et hors foyers. Le site présente également une rubrique consacrée à la gestion des déchets organiques sur les territoires, notamment gestion de proximité, compostage, méthanisation et utilisation comme engrais	Alimentation	Réduction du gaspillage alimentaire
Association Passerelles	[National] Module d'éducation à destination des enseignants : réduire mes déchets, nourrir la terre. Après avoir abordé en détail le tri sélectif, les élèves étudient la part biodégradable des déchets (biodéchets). Ils découvrent l'intérêt écologique et économique du compostage comme du lombricompostage	Alimentation	Réduction du gaspillage alimentaire
DRAAF Rhône-Alpes	[Rhône-Alpes] Guide réglementaire et pratiques des dons de produits agricoles à des associations d'aide alimentaire. Le site propose également une cartographie interactive des associations d'aide alimentaire en recherche de dons.	Alimentation	Réduction des déchets alimentaires via le don
« Love Food, Hate Waste »	[Royaume-Uni] Ce site web apprend aux consommateurs à réduire le gaspillage en leur donnant des astuces pour adapter les portions et mieux planifier leurs repas. Le site propose également une large palette de recettes permettant de réutiliser des produits qui seraient autrement jetés. https://www.lovefoodhatewaste.com/	Alimentation	Réduction des déchets alimentaires
Zero Waste France	[Ile de France et PACA] « Mon commerçant m'emballer durablement » : mise en place notamment dans le 11ème arrondissement de Paris et en PACA, le projet vise le commerce alimentaire de proximité, et plus particulièrement ceux pratiquant la vente à emporter. Il a pour objectif de favoriser le réemploi et le recyclage des emballages, de diminuer la quantité de ressources utilisés et de déchets générés via l'utilisation d'emballages réutilisables et la réintroduction de la consigne	Conditionnement	Réduction des déchets d'emballages
Grand Moulin des Antilles	[Guadeloupe] Importante IAA impliquée dans l'étude de l'INRA sur la valorisation des co-produits du bananier en alimentation animale	Agriculture Alimentation	Réduction des déchets des IAA
Distrimatic Caraïbes	[Guadeloupe] Etude menée en 2013 pour la mise en place de la consigne pour les bouteilles de Rhum	Alimentation Conditionnement	Réduction des ressources (emballages) et réduction des déchets associés
Damoiseau	[Guadeloupe] Une étude de faisabilité d'un méthaniseur est en cours	Agriculture Energie	Valorisation des déchets de distillerie pour la production d'énergie et d'engrais
Associations MonBazin, ATUSS, TRIVALDEC, VERNATURE, Marie-Galante	[Guadeloupe] Promotion du compostage domestique	Agriculture	Valorisation des déchets de distillerie pour la production d'engrais

septembre 2017

Acteur	Description des stratégies et initiatives	Filières concernées	Résultats en termes de bouclage des flux
SITA Verde	[Guadeloupe] Campagne de récupération du sirop de vinasses méthanisées a été initiée en 2009 par SITA Verde pour sa valorisation par compostage (8 000T collectées actuellement).	Agriculture	Valorisation des déchets de méthanisation pour la production d'énergie et d'engrais
Communauté d'agglomération du Nord Grande Terre	[Guadeloupe] Action labellisée SERD 2014 sur le gaspillage alimentaire. Pesée des aliments jetés par les élèves, enquête qualitative sur le comportement alimentaire des élèves, recherche de solutions, actions de sensibilisation sur la santé et l'éducation alimentaire destinées aux parents et élèves, sensibilisation du personnel de la restauration scolaire	Alimentation	Réduction du gaspillage alimentaire
BRGM	[Réunion] Guide d'utilisation pour les déchets du BTP à la Réunion	BTP	Réduction et valorisation des déchets du BTP
Pôle Textile Alsace	Le Pôle propose la mise à disposition d'un salarié, mutualisé entre plusieurs entreprises, pour les aider à progresser vers l'économie circulaire, notamment via la valorisation des produits textiles.	Textile	Réduction des déchets

septembre 2017

III.6.2. FILIERES AGRICOLES, AQUACOLE, PECHE ET ALIMENTATION

III.6.2.1 LES ACTEURS DE CES FILIERES

Les acteurs à impliquer sont les suivants. La description des acteurs est indiquée en Annexe I.1. .

Tableau 28 Liste des acteurs de la chaîne de valeur « Prévention et valorisation des déchets » pour les filières agricoles, aquacoles, pêche et alimentation

Acteurs impliqués, à renforcer	Acteurs impliqués, sur lesquels capitaliser	Acteurs a priori non mobilisés, à impliquer
	EPCI : Cap Nord, CAESM, CACEM	Chambre d'Agriculture de la Martinique
SMTVD (ex SMITOM)		Comité Régional des Pêches Maritimes et des Elevages Marins Martinique (CRPMEM)
Disco Soupe Martinique		
Distilleries : Neisson, Clément, Habitation Saint-Etienne, JM, Depaz, Lamauny, Dillon, la Favorite, Saint-James, etc.		
Caisse des Ecoles de Fort-de-France		
Préfecture de la Martinique		
Association Entreprises & Environnement		
CCI Martinique		
CTM		

septembre 2017

III.6.2.2 ANALYSE ET PERSPECTIVES

Tableau 29 Chaîne de valeur « Prévention et valorisation des déchets » pour les filières agricoles, aquacoles, pêche et alimentation

	Prévention	Tri et collecte	Transport et acheminement	Valorisation
Eléments de diagnostic territorial				
Elément de contexte clé	<p>La prévention et la valorisation des déchets concernent ici les déchets organiques issus de l'agriculture, aquaculture, pêche et alimentation. Les emballages d'intrants agricoles et d'aliments ne sont pas inclus dans le périmètre et abordés via la filière conditionnement dans la chaîne de valeur « prévention et valorisation des déchets ».</p> <p>Au niveau national :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Loi n° 2016-138 du 11 février 2016 relative à la lutte contre le gaspillage alimentaire - Pacte de lutte contre le gaspillage alimentaire a été signé en 2013 avec pour objectif de réduire le gaspillage alimentaire de 50% d'ici 2025. <p>L'ADEME et la DAAF de Martinique ont lancé en 2015 un appel à projets dans le cadre du Comité Régional pour l'Alimentation (CRALIM) et de la déclinaison régionale du Pacte de lutte contre le gaspillage alimentaire, pour jouer un rôle actif dans le développement et le soutien d'actions innovantes de lutte contre le gaspillage alimentaire. Cet appel à projets concerne tous types de porteurs de projets (sauf particuliers) ayant un projet de prévention ou de réduction du gaspillage alimentaire sur la région Martinique.</p> <p>Par ailleurs, les gros producteurs de biodéchets et d'Huiles Alimentaires Usagées (HAU) sont soumis depuis le 1er janvier 2012 à une obligation de tri et de valorisation. Au 1er janvier 2016, un établissement est considéré comme gros producteur s'il génère plus de 10 tonnes de biodéchets ou plus de 60 litres d'huiles alimentaires usagées par an.</p>			
Acteurs et réseaux	<ul style="list-style-type: none"> - Particuliers - Agriculteurs, aquaculteur, pêcheurs - Marchés - Transformateurs - Distributeurs - Acteurs privés et publics de la restauration - Préfecture - DRAAF - EPCI - SMTVD - CCI 	<ul style="list-style-type: none"> - Particuliers - CTM -Service public des gestions des déchets au sein des EPCI -Prestataires privés de collecte - SMTVD -APROMAR -ADIVALOR 	<ul style="list-style-type: none"> - Service public des gestions des déchets au sein des EPCI (CACEM, Cap Nord, CAESM) - Prestataires privés de collecte (Figueres Services, Martinique Recyclage (Groupe SEEN)) - SMITOM 	<ul style="list-style-type: none"> - Utilisateur de biomasse à des fins de combustion - Recycleurs de biodéchets et producteurs de méthanés (à impliquer) - DRAAF - SMITOM
Enjeux	<ul style="list-style-type: none"> - En Martinique, les déchets alimentaires et les aliments non consommés représentent 29 210 tonnes, soit 30% des déchets 	<ul style="list-style-type: none"> - A ce jour, les taux de collecte sont relativement pour la collecte sélective des biodéchets ce qui entraîne une sous-alimentation du CVO 	<ul style="list-style-type: none"> - Les contraintes en matières de coût de transport lié à l'exiguïté du territoire rendent difficile la mise en place de filières locales et 	<ul style="list-style-type: none"> - L'agriculture produit plusieurs types de déchets : les déchets organiques et les déchets liés à la production (contenants de produits phyto-sanitaires...). Les

septembre 2017

	Prévention	Tri et collecte	Transport et acheminement	Valorisation
	pouvant faire l'objet d'une action de prévention ⁴⁵ .		rentables de valorisation pour certains déchets	déchets organiques agricoles sont généralement valorisés comme amendements ou aliments pour le bétail.
Niveau d'intégration des enjeux d'économie circulaire à date	<p>Moyen</p> <ul style="list-style-type: none"> - Déclinaison régionale du Plan de lutte contre le gaspillage alimentaire ; - Initiatives prises par les EPCI pour la lutte contre le gaspillage en restauration collective ; - Plusieurs appels à projets pour la réduction du gaspillage. Ex : AAP National Zéro Déchets Zéro Gaspillage porté par la CTM ou l'AAP régional porté par CapNord (voir initiatives) - Développement de quelques initiatives ayant pour but de réduire le gaspillage alimentaire 	Faible	<p>Nul</p> <p>Pas d'initiative identifiée</p>	<p>Moyen :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Bagasse bien valorisée : utilisation de la bagasse comme combustible pour les chaudières des distilleries et la centrale thermique d'Albioma - Biodéchets issus des IAA peu valorisés, excepté une partie via le Centre de valorisation organique de biodéchets par méthanisation/compostage - Soutien technique et financier aux exploitants et organismes agricoles pour la réalisation d'études et la construction ou l'optimisation d'équipements de valorisation des déchets agricoles, par compostage ou méthanisation (ADEME) - Installation de traitement biologique : un centre de valorisation organique (au Robert) réalisant de la méthanisation et du compostage d'une capacité de 23 000 tonnes/an, une plateforme de compostage (plateforme d'Holdex sur la commune du François) qui traite près de 17 000t de déchets verts et agricoles /an
Opportunités de développement territorial à étudier	- Décliner au niveau régional les mesures du Pacte national de	- Faciliter et massifier la collecte de bio-déchets ;	- Mutualiser le transport des biodéchets avec ceux d'autres types de déchets ;	- Développer des filières de valorisation des déchets organiques agricoles, issus de

⁴⁵ http://daaf.martinique.agriculture.gouv.fr/IMG/pdf/CRALIM_cle47932d.pdf

septembre 2017

	Prévention	Tri et collecte	Transport et acheminement	Valorisation
	<p>lutte contre le gaspillage alimentaire ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Massifier la lutte contre le gaspillage alimentaire avec tous les acteurs (RHD, restaurateurs privés, IAA, habitants, etc.) et développer les initiatives existantes ; - Favoriser l'utilisation de doggy bag en restauration (projet Gourmet Bag déployé uniquement en métropole pour le moment : http://gourmetbag.fr/) - Sensibiliser le personnel des cantines scolaires et restaurations collectives à adapter la taille des portions au consommateur ; - Proposer plusieurs tailles de plats (et donc de portions) en restauration privée et publiques. 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser les populations et restaurateurs au tri des déchets organiques ; - Généraliser la fourniture en poubelles spécifiques pour les déchets organiques (EPCI et/ou prestataires privés) ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Faciliter la gestion des biodéchets sur site afin de limiter les impacts du transport. 	<p>l'élevage et de l'industrie agro-alimentaire et notamment de poissonnerie : micro-unités de méthanisation, alimentation animale, appât de pêche</p> <ul style="list-style-type: none"> - créer et faciliter l'accès à des particuliers à des plateformes de compostage ou proposer une distribution de composteurs individuels/collectifs pouvant alimenter les jardins créoles. Ex : composteurs proposés par la CACEM et CAP Nord
Potentiel de création de valeur sur le territoire en lien avec les points à développer	Moyen	Moyen	Moyen	Fort

septembre 2017

III.6.3. FILIERE BTP

III.6.3.1 LES ACTEURS DE CES FILIERES

Les acteurs à impliquer sont les suivants. La description des acteurs est indiquée en Annexe I.1. .

Tableau 30 Liste des acteurs de la chaîne de valeur « Prévention et valorisation des déchets » pour la filière BTP

Acteurs impliqués, à renforcer	Acteurs impliqués, sur lesquels capitaliser	Acteurs a priori non mobilisés, à impliquer
BRGM	<i>Non identifié</i>	Cimenterie
CCI		Entreprises BTP (TCR BAT, IEES, Sibat...)
Martinique Recyclage		Prestataires de services opérant pour l'élimination des déchets en Martinique Monplaisir, Figueres, Plastic Omnium, Metal Dom, Metal-Caraïbes, E-compagnie, Martinique Recyclage (Groupe Seen), Tri Ethik
		Acheteurs publics

septembre 2017

III.6.3.2 ANALYSE ET PERSPECTIVES

Tableau 31 Chaîne de valeur « Prévention et valorisation des déchets » pour la filière BTP

	Prévention	Tri et collecte	Transport et acheminement	Valorisation
Eléments de diagnostic territorial				
Elément de contexte clé	<ul style="list-style-type: none"> - L'article R. 541-43 du Code de l'environnement modifié par le décret n°2011-828 du 11 juillet 2011 et par l'arrêté ministériel du 27 juillet 2012 fixe les règles inhérentes au registre de suivi des déchets. Ce registre chronologique de la production, l'expédition, la réception et le traitement des déchets doit être tenu par tous les exploitants d'établissements produisant ou expédiant des déchets. - Le décret n°2016-288 du 10 mars 2016 portant diverses dispositions d'adaptation et de simplification dans le domaine de la prévention et de la gestion des déchets concernent les producteurs et détenteurs de déchets de papiers, de métal, de plastique, de verre et de bois qui n'ont pas recours au service assuré par les collectivités territoriales ou qui produisent plus de 1100 litres de déchets par semaine doivent trier leurs déchets en organisant leur collecte séparément des autres déchets pour permettre leur tri ultérieur et leur valorisation - La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 (loi NOTRe) étend le champ de compétences des Régions en matière de prévention et de gestion des déchets par la définition d'un plan régional unique (Art. 8). - L'article 93 de la loi de transition énergétique instaure l'obligation pour tous les distributeurs de matériaux, produits et équipements de construction à destination des professionnels, de s'organiser pour reprendre les déchets issus des matériaux ; produits et équipements du même type. Le décret n°2016-288 du 10 mars 2016 précise cette obligation : au 1^{er} janvier 2017, les enseignes destinées aux professionnels de la construction ayant une surface > 400 m², un CA > 1M€ sont concernés pour les déchets issus de matériaux, produits et équipements qu'ils distribuent. Pour les déchets du secteur de la construction, l'obligation de reprise doit se faire sur site ou sur un site dans un périmètre de 10km autour du magasin pour l'ensemble des déchets que ceux que le distributeur vend. Si la reprise se réalise sur un autre site que l'unité de distribution, délocalisation possible sur déchèteries professionnelles ou site de recyclage des déchets du BTP - Règlementation spécifique des déchets contenant de l'amiante 			
Acteurs et réseaux	<ul style="list-style-type: none"> - Maîtres d'œuvre et maîtres d'ouvrage publics et privés -Bureaux d'études - Architectes - Entreprises du BTP (TCR Bat, IEES, Sibat) - Producteurs de matériaux (Lafarge) - CCI 	<ul style="list-style-type: none"> - Service public des gestions des déchets - Prestataires privés de collecte - Déchèteries professionnelles - Entreprises du bâtiment 	<ul style="list-style-type: none"> - Service public de gestion des déchets - Prestataires privés de collecte (Ex : Figueres Services, Groupe Seen) 	<ul style="list-style-type: none"> - Unités de traitement et valorisation (ex usine de recyclage de Batimat, cimenteries pour la valorisation en CSR) - Producteurs de matériaux -Déchèteries -Batimat Recyclage - CCI

septembre 2017

	Prévention	Tri et collecte	Transport et acheminement	Valorisation
Enjeux	<ul style="list-style-type: none"> - Les ressources en matériaux sont limitées en Martinique et beaucoup doivent être importées (ex : ciment, bois) - Une grande majorité des déchets du BTP est collectée en mélange ; - Avant 2016, ces déchets étaient stockés dans les installations de stockage, dont celle de la Trompeuse à Fort-de-France notamment. Aujourd'hui, ces installations sont fermées. 	<ul style="list-style-type: none"> - La déconstruction (démolition sélective) est très peu pratiquée 	<ul style="list-style-type: none"> - Le coût du transport maritime est un frein - Fret inter-île limité car offre insuffisante en régularité 	<ul style="list-style-type: none"> - La Martinique produit une grande quantité de déchets du BTP (PVC, bois, plastique etc.) qui ne sont pas recyclés, faute d'infrastructures adaptées. Ces déchets sont soit stockés en installation de stockage pour déchets non dangereux soit déposés de manière illégale dans le milieu naturel. - il n'y a pas de filière de recyclage pour le plâtre (matériau non inerte) n Martinique : coût de gestion de ce déchet très important pour la collectivité en l'absence de filière rentable localement - Aujourd'hui, Batimat ne fait pas payer les fournisseurs de déchets inertes à l'entrée de l'usine de recyclage, ce qui est un modèle économique différent de la métropole (business model en métropole : le fournisseur paye pour le traitement du déchet, le client paye pour le granulats recyclé). - L'outil industriel de Batimat Recyclage est sous-utilisé : il broie 20 à 30 kt/an alors qu'il pourrait broyer jusqu'à 100 kt/an
Niveau d'intégration des enjeux d'économie circulaire à date	Très faible Quelques actions de réemploi de matériaux sur chantiers (terres, etc.)	Faible - Quelques actions de sensibilisation à la gestion des déchets (BRGM, CCI)	Nul Pas d'action identifiée	Moyen - Créé en 2008 Batimat Recyclage a vocation à récupérer les déchets de

septembre 2017

	Prévention	Tri et collecte	Transport et acheminement	Valorisation
				chantier de BTP et de les stocker. - Batimat entreprend une meilleure communication auprès des fournisseurs de déchets pour un tri au préalable du déchet
Eléments prospectifs				
Opportunités de développement territorial à étudier	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser l'ensemble des acteurs du secteur de la construction à l'EC et plus particulièrement à la prévention des déchets - Prévoir des procédés permettant une moindre production de déchets (ex : mise en place de système de consigne des emballages avec les fournisseurs des chantiers) - Réemployer au maximum les produits en interne - Développer un système de reprise des matériaux non utilisés ou restants à la fin du chantier afin de diminuer les déchets produits 	<ul style="list-style-type: none"> - Faire respecter la réglementation en vigueur sur l'obligation de reprise des matériaux du secteur de la construction ; - Mettre en place un tri le plus fin possible sur les chantiers de construction/démolition/réhabilitation en vue d'envoyer chaque flux vers la filière de valorisation adaptée (ceci a aussi pour avantage de réduire la facture déchets) ; - Actuellement les déchets captés sont surtout ceux de la région centre. Afin de récupérer les déchets du nord et du sud, une zone tampon de collecte des déchets pourrait être créée. Le broyeur de granulats étant un outil de production mobile, il se déplacerait afin de valoriser les gisements du nord et du sud de la Martinique. 	<ul style="list-style-type: none"> - Mutualiser les coûts de transport des déchets en mettant en contact les prestataires de collecte avec les différents chantiers en cours - Favoriser les modes de transports maritimes au sein de l'île. 	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre en place un meilleur maillage sur la récupération des déchets du BTP et leur stockage (si non valorisables); - Dimensionner au plus juste les installations de traitement dans les documents de planification ; - Communiquer davantage sur l'utilisation de granulats recyclés pour développer son utilisation et assurer des débouchés - Définir des seuils minimaux de produits recyclés dans les constructions (proposer des formations aux techniciens des marchés publics pour améliorer leur connaissance à ce sujet) - Inclure dans les critères de la commande publique l'utilisation de matériaux recyclés - Construire une filière de recyclage des bétons déconstruits (en suivant notamment les travaux du

septembre 2017

	Prévention	Tri et collecte	Transport et acheminement	Valorisation
				<p>programme de recherche Recybeton)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Développer une filière de valorisation du bois de chantier (bois traité) en le valorisant énergétiquement - Développer une filière de démantèlement et de valorisation de la menuiserie et des huisseries - Favoriser l'utilisation de granulats recyclés issus du concassage de béton dans le BTP au même titre que les granulats issus de carrières.
Potentiel de création de valeur sur le territoire en lien avec les points à développer	Fort	Fort	Faible	Fort

septembre 2017

III.6.4. FILIERE CONDITIONNEMENT

III.6.4.1 LES ACTEURS DE CES FILIERES

Les acteurs à impliquer sont les suivants. La description des acteurs est indiquée en Annexe I.1. .

Tableau 32 Liste des acteurs de la chaîne de valeur « Prévention et valorisation des déchets » pour la filière conditionnement

Acteurs impliqués, à renforcer	Acteurs impliqués, sur lesquels capitaliser	Acteurs a priori non mobilisés, à impliquer
Ecoemballages	EPCI : Cap Nord, CAESM, CACEM	Grande distribution en Martinique (Carrefour, Leclerc, Système U...)
Syndicat de traitement et valorisation des déchets : SMTVD	SIDREP	Entreprises d'emballage présentes en Martinique (Martinique Hygiène Emballage, Equipe Commerce...)
Centre de tri de Ducos		
Martinique Recyclage		Importateurs d'intrants agricoles
		Les enseignes développant la vente en vrac (Naturalia, ...)

septembre 2017

III.6.4.2 ANALYSE ET PERSPECTIVES

Tableau 33 Chaîne de valeur « Prévention et valorisation des déchets » pour la filière conditionnement

	Prévention	Tri et collecte	Transport et acheminement	Valorisation
Eléments de diagnostic territorial				
Elément de contexte clé	<ul style="list-style-type: none"> - Le décret n°2016-288 du 10 mars 2016 portant diverses dispositions d'adaptation et de simplification dans le domaine de la prévention et de la gestion des déchets concernent les producteurs et détenteurs de déchets de papiers, de métal, de plastique, de verre et de bois qui n'ont pas recours au service assuré par les collectivités territoriales ou qui produisent plus de 1100 litres de déchets par semaine doivent trier leurs déchets en organisant leur collecte séparément des autres déchets pour permettre leur tri ultérieur et leur valorisation - La loi I n° 2015-991 du 7 août 2015 (loi NOTRe) étend le champ de compétences des régions en matière de prévention et de gestion des déchets par la définition d'un plan régional unique (Art. 5). Elle prévoit la création d'un plan régional de prévention et de gestion des déchets et d'un schéma régional d'aménagement et de développement durable et d'égalité du territoire (SRADDET). Elle donne également la compétence déchets aux EPCI, et les renforce en instituant une population minimale de 15 000 habitants. - L'article L.541-10 du Code de l'environnement précise qu'en application du principe de responsabilité élargie du producteur, il est fait obligation aux producteurs, importateurs et distributeurs de ces produits ou des éléments et matériaux entrants dans leur fabrication de pourvoir ou de contribuer à la prévention et à la gestion des déchets qui en proviennent. (Les emballages sont donc soumis au principe de la REP Emballages) - Directive Cadre 2008/98/CE établit un ordre de préférence des modes de gestion des déchets : prévention, préparation pour la réutilisation, recyclage, autres modes de valorisation et, en dernier recours, "élimination sans risque et compatible avec l'environnement" - En application de la Loi de Transition Energétique et du décret du 30 mars 2016, il est mis fin à la mise à disposition à titre onéreux ou gratuit, de sacs plastiques. <ul style="list-style-type: none"> • A compter du 1^{er} juillet 2016 pour les sacs de caisses en matières plastiques à usage unique destinés à l'emballage de marchandises au point de vente. • A compter du 1^{er} janvier 2017 pour les sacs en matières plastiques à usage unique destinés à l'emballage de marchandises au point de vente autres que les sacs de caisse, sauf pour les sacs compostables en compostage domestique et constitués pour tout ou partie de matière biosourcée. <p>En Martinique, l'objectif des Programmes Locaux de Prévention des Déchets est, depuis 2011, de diminuer de 7% la quantité d'ordures ménagères et de 15% les tonnages de déchets stockés et incinérés</p>			
Acteurs et réseaux	<ul style="list-style-type: none"> - Metteurs sur le marché des emballages (industriels, artisans...) - Entreprises de distribution - Fournisseur d'emballages (Martinique Hygiène Emballage, Equipe Commerce) - Syndicat Mixte de Traitement et de Valorisation des Déchets (SMTVD) 	<ul style="list-style-type: none"> - Service public des gestions des déchets - Prestataires privés de collecte - Déchèteries professionnelles - Syndicat Martiniquais de Traitement et de Valorisation des Déchets (SMTVD) 	<ul style="list-style-type: none"> - Service public des gestions des déchets (CACEM, Cap Nord, CAESM) - Syndicat Martiniquais de Traitement et de Valorisation des Déchets (SMTVD) - Prestataires privés de collecte (Figueres Services, Martinique Recyclage (Groupe SEEN)) 	<ul style="list-style-type: none"> - Centre de tri de Ducos - Unité de broyage du verre (Martinique Recyclage) - SIDREP (Société Industrielle de Recyclage et de Production) - Syndicat Martiniquais de Traitement et de Valorisation des Déchets (SMTVD)

Rapport final

93/183

septembre 2017

	Prévention	Tri et collecte	Transport et acheminement	Valorisation
	- Eco-organismes (Ecoemballages)			
Enjeux	<ul style="list-style-type: none"> - Quantité élevée de plastiques utilisés en agriculture, notamment pour la production de la banane ; - Quantité élevés d'emballages pour les intrants qui sont majoritairement importés ; - Suremballage des produits alimentaires, notamment en grande distribution (ex : yaourt avec emballage secondaire carton et film plastique) - Place importante de la vente à emporter dans les habitudes des martiniquais impliquant une consommation élevée d'emballages. 	<ul style="list-style-type: none"> - La Martinique possède un centre de tri à Ducos d'une capacité nominale de 12500t/an. - Les matériaux hors verre sont acheminés sur le centre de tri. Le taux de refus constaté est de l'ordre de 30%, ce qui est bien supérieur à la moyenne nationale de 23%. (améliorer le geste de tri) 	<ul style="list-style-type: none"> - Les contraintes en matières de coût de transport lié à l'exiguïté du territoire rendent difficile la mise en place de filières locales et rentables de valorisation pour certains déchets. Ils sont donc prétraités et conditionnés en vue d'être acheminés en métropole. - En 2012, sur 194 400t de déchets ménagers non dangereux non inertes produits, 20 000t sont recyclées et 11 000t (soit 3,8%) ont été exportées en France hexagonale en vue d'une valorisation principalement matière. Il s'agit notamment des ferrailles/métaux, cartons, plastiques, verre, journaux, revues, magazines et les pneus. 	<ul style="list-style-type: none"> - La Martinique se distingue des autres DROM COM par un degré d'équipement relativement élevé.
Niveau d'intégration des enjeux d'économie circulaire à date	<p>Moyen</p> <ul style="list-style-type: none"> - Opération de sensibilisation à la réduction des emballages et notamment au suremballage (CACEM) - Engagement d'entreprises témoins pour la réduction des emballages 	<p>Faible</p> <ul style="list-style-type: none"> - En 2015, le ratio de collecte sélective des matériaux hors verre s'élève à 16kh/hab. ce qui est très loin des 48kg/hab. de la métropole. 	<p>Nul</p> <p>Pas d'initiative recensée</p>	<p>Moyen</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une unité de recyclage des bouteilles plastiques portée par la Société Industrielle de Recyclage et de Production (à Fort de France) recycle des bouteilles en billes de PET qui deviendront des préformes. - Recyclage des palettes en bois qui ne peuvent être réutilisées. Elles sont broyées en copeaux de bois qui sont ensuite utilisés dans des applications telles que les revêtements d'aires de jeux, des litières pour animaux ou le paillage de sols floraux (SOCAPAL)
Eléments prospectifs				

septembre 2017

	Prévention	Tri et collecte	Transport et acheminement	Valorisation
Opportunités de développement territorial à étudier	<ul style="list-style-type: none"> - Augmenter la durée de vie des emballages : développer le système de consigne (ou de location) des emballages secondaires et tertiaires (fûts, caisse palette, palettes, caisses, cagettes plastiques,...) auprès des acteurs concernés (fabricants, distributeurs, artisans,...) développer les emballages réutilisables - Développer l'utilisation d'emballages secondaires/tertiaires réutilisables (caisse de livraison en plastique à la place des cagettes en bois ou des cartons) - Promouvoir l'éco-conception auprès des fabricants d'emballages afin de limiter leur nombre et leurs impacts environnementaux (via des APP par exemple) - Promouvoir l'utilisation de matériaux locaux (fibres de banane, de coco...) - Favoriser l'émergence de forme de consommation sans emballage : vrac, distribution de paniers/sacs réutilisables ; - Taxer l'importation de produits sur emballés et ceux dont l'emballage n'a pas de filière de valorisation sur place - Augmenter l'éco-contribution des emballages - Mettre en place la Redevance Incitative 	<ul style="list-style-type: none"> - Harmoniser les consignes/couleurs de bacs sur le territoire pour favoriser l'efficacité du tri et les quantités d'emballages collectés - Etendre les consignes de tri à l'ensemble des emballages en plastiques (dans la mesure où le CDT dispose des équipements adaptés) (travail à faire sur le cahier des charges des éco-organismes dans les DROM COM) - Promouvoir le geste de tri de l'habitant - Développer le tri sélectif dans les établissements scolaires et les administrations 	<ul style="list-style-type: none"> - S'assurer de l'optimisation des tournées de collecte des différents prestataires (publics notamment) et densifier le maillage des points d'apports - Développer la logistique inverse auprès des fournisseurs de la grande distribution par exemple pour diminuer le retour à vide des camions de livraison et profiter de ces trajets pour récupérer des flux d'emballages et les acheminer sur les sites adaptés. 	<ul style="list-style-type: none"> - Moderniser le centre de tri pour permettre l'extension des consignes de tri et ainsi la valorisation d'un nombre plus important d'emballages (films et emballages en plastiques) - Favoriser l'utilisation des emballages compostables. - Favoriser les importations de produits ayant des emballages valorisables sur le territoire

septembre 2017

	Prévention	Tri et collecte	Transport et acheminement	Valorisation
Potentiel de création de valeur sur le territoire en lien avec les points à développer	Fort	Fort	Moyen	Fort

septembre 2017

IV. ANALYSE DES DISPOSITIFS DE SOUTIEN A L'ECONOMIE CIRCULAIRE

Même si les dispositifs de soutiens identifiés se concentrent sur trois piliers en particulier, il s'avère qu'un grand nombre d'entre eux ne sont pas spécifiques à l'un ou l'autre de ces piliers et couvrent plutôt des périmètres assez larges (plusieurs secteurs et/ou plusieurs piliers). Pour autant, il ressort des entretiens réalisés un manque de soutien ciblé sur certain pilier très peu adressé aujourd'hui en Martinique (ex : éco-conception et écologie industrielle) ainsi qu'une nécessité d'adapter ces soutiens au contexte local (taille des exploitations, taille du marché, volume des flux de déchets...) pour qu'ils soient pleinement efficaces.

IV.1. ANALYSE DES DISPOSITIFS EXISTANTS

Les dispositifs de soutien existants au niveau local, national et européen sont répertoriés dans le tableau suivant (liste non exhaustive). Les objectifs et la nature de ces dispositifs sont précisés en Annexe VIII.4.

Il convient de préciser que certains des dispositifs mentionnés sont dorénavant clôturés et qu'ils ne seront pas obligatoirement reconduits sous la même forme.

Légende:

Dispositifs réglementaires

Dispositifs économiques

Dispositifs volontaires : développement de compétences (information, formation), communication (label, certification)

* Dispositifs régionaux

septembre 2017

	Approvisionnement Durable	Eco-conception	Ecologie industrielle et territoriale	Economie de la fonctionnalité	Consommation Responsable	Allongement de la durée d'usage	Recyclage
Projets de recherche	AAP- Energies Renouvelables	AMI - Véhicule routier et mobilité du futur	Aide à la recherche et développement et à l'innovation en environnement	AMI - Véhicule routier et mobilité du futur	Aide à la recherche et développement et à l'innovation en environnement	Aide à la recherche et développement et à l'innovation en environnement	Aide à la recherche et développement et à l'innovation en environnement
	Aide à la recherche et développement et à l'innovation en environnement	AAP PERFECTO		Aide à la recherche et développement et à l'innovation en environnement	AAP -Expérimentation de services de transport maritime		
	AAP -Expérimentation de services de transport maritime	Aide à la recherche et développement et à l'innovation en environnement					
	AAP Eff. Énerg. et économie de ressources dans le bâtiment, l'industrie et l'agriculture	AAP Eff. Énerg. et économie de ressources dans le bâtiment, l'industrie et l'agriculture					
Projets individuels d'entreprise - investissements	Prêt Vert	Prêt Vert	Aide aux études générales pour l'acquisition de connaissances en environnement	Réduction d'impôt pour mise à disposition d'une flotte de vélos	Prêt Eco-Energie	Aide aux études générales pour l'acquisition de connaissances en environnement	AAP 1500 méthaniseurs
	Prêt Eco-Energie	Aide aux études générales pour l'acquisition de connaissances en environnement	Aide aux investissements pour la protection de l'environnement *	Aide aux études générales pour l'acquisition de connaissances en environnement	Aide aux études générales pour l'acquisition de connaissances en environnement		Aide aux investissements pour la protection de l'environnement
	Fonds direct "Emertec 5"	Fonds direct "Emertec 5"	AAP - 1500 méthaniseurs -				Fonds direct "Emertec 5"
	AAP - Economie circulaire, recyclage et valorisation des déchets	AAP - Economie circulaire, recyclage et valorisation des déchets	Aide aux études générales pour l'acquisition de connaissances en environnement				AAP - Economie circulaire, recyclage et valorisation des déchets
	AAP- initiative PME Eaux et milieux aquatiques	Aide à la réalisation - mise en œuvre des projets environnementaux	Appel à projets Biomasse Energie et Entreprises				Aide à la collecte des huiles usagées dans les DOM-COM *
	AAP BCIAT 2017						
	Aide à la réalisation - mise en œuvre des projets environnementaux						Aide à la réalisation - mise en œuvre des projets environnementaux
	Aide aux études générales pour l'acquisition de connaissances en environnement						Aide aux études générales pour l'acquisition de connaissances en environnement
	Prêt pour les investissements de transition énergétique						Appel à projets Biomasse Energie et Entreprises
	Appel à projets Biomasse Energie et Entreprises						
	Aide aux investissements pour la protection de l'environnement						
	Crédit d'impôt pour dépenses de certification en agriculture biologique					98/183	

septembre 2017

Projet individuels d'entreprise - recrutements							
Projets collaboratifs innovants	IT2 - Dispositif d'appui et de recherche pour développer une agriculture durable *	IT2 - Dispositif d'appui et de recherche pour développer une agriculture durable *					
	AAP - Innover dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie pour une meilleure durabilité et une meilleure productivité *	AAP Eco-TLC					
Actions collectives	AAP - Territoires à énergie positive pour la croissance verte	Accompagnement des acteurs industriels par l'ODE *			AAP- TZDZG		AAP- TZDZG
Formations / sensibilisation	SEDD	SEDD	SEDD	SEDD	SEDD	SEDD	SEDD
	123 Environnement	123 Environnement			AAP DEAL		123 Environnement
	AAP DEAL				Accompagnement et développement des marchés de proximité et circuits courts *		
	Aide au changement de comportement pour la protection de l'environnement	Aide au changement de comportement pour la protection de l'environnement	Aide au changement de comportement pour la protection de l'environnement	Aide au changement de comportement pour la protection de l'environnement	Aide au changement de comportement pour la protection de l'environnement	Aide au changement de comportement pour la protection de l'environnement	Aide au changement de comportement pour la protection de l'environnement
Projets de clusters PTCE		Aide au dvpt d'activité innovantes - Technopole *	Aide au dvpt d'activité innovantes - Technopole *	Aide au dvpt d'activité innovantes - Technopole *	Aide au dvpt d'activité innovantes - Technopole *	Aide au dvpt d'activité innovantes - Technopole *	Aide au dvpt d'activité innovantes - Technopole *
Création d'entreprises ou nouvelles	Aide à la conversion à l'agriculture biologique *	Accompagnement aux porteurs de projet- CRESS *	Accompagnement aux porteurs de projet- CRESS *	Accompagnement aux porteurs de projet- CRESS *	Accompagnement aux porteurs de projet- CRESS *	Accompagnement aux porteurs de projet- CRESS *	Accompagnement aux porteurs de projet- CRESS *
	DLA - Martinique *	DLA - Martinique *	DLA - Martinique *	DLA - Martinique *	DLA - Martinique *	DLA - Martinique *	DLA - Martinique *
	Accompagnement aux porteurs de projet- CRESS *	Aide au dvpt d'activité innovantes - Technopole *	Aide au dvpt d'activité innovantes - Technopole *	Aide au dvpt d'activité innovantes - Technopole *	Aide au dvpt d'activité innovantes - Technopole *	Aide au dvpt d'activité innovantes - Technopole *	Aide au dvpt d'activité innovantes - Technopole *
	Aide au dvpt d'activité innovantes - Technopole *						
	AAP - Solutions intégrées de mobilité GNV						
Equipements structurants							Kit de compostage - Cap Nord*
Démonstrateurs	AMI- Indus et agri. éco- efficientes	AAP -Chimie du végétal et matériaux biosourcés	AMI- Indus et agri. éco- efficientes				AMI- Indus et agri. éco- efficientes

septembre 2017

IV.1.1. DISPOSITIFS DE SOUTIEN PAR PILIER DE L'ECONOMIE CIRCULAIRE

Parmi l'ensemble des dispositifs identifiés, notamment au niveau européen ou national, la majeure partie est concentrée sur les trois piliers de l'économie circulaire (EC) suivants : l'approvisionnement durable, l'éco-conception et la prévention et la valorisation des déchets via le recyclage. L'approvisionnement durable et le recyclage sont aussi les piliers les plus visibles, ceux sur lesquels le champ d'action apparaît plus facile à appréhender au premier abord.

Parmi les dispositifs identifiés, aucun n'adresse très spécifiquement les piliers de l'écologie industrielle⁴⁶ et territoriale, l'économie de la fonctionnalité, la consommation responsable ou l'allongement de la durée de vie mais ils sont toutefois concernés par certains dispositifs aux périmètres larges (« Aide à la recherche et développement et à l'innovation en environnement », « Aide aux études générales pour l'acquisition de connaissances en environnement »).

Au niveau régional, les dispositifs d'aides identifiés couvrent des périmètres plus larges et peuvent donc concerner l'ensemble des piliers. Par exemple, l'aide au développement d'activité innovante de la Technopole de Martinique qui accompagne les porteurs de projets à la création d'entreprise ou d'une nouvelle activité est ouverte à l'ensemble des secteurs et de ce fait peut concerner chacun des piliers de l'EC sans pour autant les cibler directement.

IV.1.1.1 DISPOSITIFS EN LIEN AVEC L'APPROVISIONNEMENT DURABLE

L'approvisionnement durable est un pilier très large de l'économie circulaire. Il concerne le mode d'extraction et d'exploitation des ressources qui vise à une exploitation efficace limitant l'impact sur l'environnement (pour les matières et énergies renouvelables et non renouvelables). Ce pilier touche tant aux matières énergétiques et minérales qu'aux exploitations agricoles, forestières et halieutiques. Ceci explique en partie la multitude des dispositifs d'aides qui y sont rattachés.

A l'instar des prêts de la Caisse des dépôts qui financent les investissements matériels et/ou immatériels liés à des projets de réduction de la consommation énergétique locale, ou liés au recours aux énergies renouvelables ou aux dispositifs de récupération d'énergie ou encore l'AAP « Territoires à énergie positive pour la croissance verte » ; l'ensemble des aides relatives à l'amélioration de la performance énergétique et le développement des énergies renouvelables se concentre sur ce pilier. Les dispositifs de soutien à un approvisionnement durable se traduisent aussi en termes d'aides au développement d'une agriculture biologique (« Crédit d'impôt pour dépenses de certification en agriculture biologique »(DDFIP)), d'une agriculture durable (AAP « Innover dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie pour une meilleure durabilité et une meilleure productivité » (CTM-FEADER) »).

IV.1.1.2 DISPOSITIFS EN LIEN AVEC L'ECO-CONCEPTION

L'éco-conception est aussi un pilier phare de l'économie circulaire. S'attaquant à l'ensemble du cycle de vie d'un produit ou d'un service en vue de réduire et limiter ses impacts sur l'environnement à chaque étape de sa vie, il favorise le changement de mode de pensée (et de conception) du modèle linéaire vers le modèle circulaire. Par exemple, l'AAP PERFECTO lancé par l'ADEME en 2015, visait à faire émerger des solutions innovantes permettant de diminuer l'impact environnemental de la fin de vie des produits sans les reporter sur les autres étapes du cycle de vie.

IV.1.1.3 DISPOSITIFS EN LIEN AVEC LA PREVENTION ET LA VALORISATION DES DECHETS

Il existe des aides favorisant la prévention mais aussi la valorisation des déchets. A titre d'exemple, l'AAP « Territoires zéro déchet zéro gaspillage » visant à engager les territoires dans une démarche de prévention, de réduction, de réutilisation et de recyclage de leurs déchets (dont le Conseil Régional de la Martinique (CTM) a été lauréat en 2014) ou encore l'AAP « Economie circulaire, recyclage et valorisation des déchets » qui finance des projets innovants dans le domaine du recyclage et de la valorisation des déchets.

⁴⁶ Qui peut par ailleurs être abordé via une approche environnementale de l'urbanisme. <http://www.ademe.fr/expertises/urbanisme-amenagement/passer-a-l'action/approche-environnementale-lurbanisme-2>

septembre 2017

De plus, certains soutiens à la mise en place de filières de recyclage ou des aides au développement de structures de traitement des déchets (Fonds Emertec 5 soutenant le développement de certaines filières de recyclage ou l'AAP « 1500 méthaniseurs » visant à soutenir et accélérer le développement de la méthanisation) viennent alimenter les dispositifs relatifs à ce pilier.

Globalement, une majorité des acteurs du secteur interrogés (dont le groupe SEEN, Casse Auto Nouvelle Formule, Batimat Recyclage, ...) s'accordent à dire que l'aide publique autour de la gestion des déchets est plutôt développée.

IV.1.2. TYPES DE PROJETS SOUTENUS PAR LES DISPOSITIFS

Sur l'ensemble des sept piliers de l'économie circulaire, deux grandes typologies de projets bénéficient de dispositifs de soutien : les projets individuels d'entreprises axés sur de l'investissement et les projets de recherche. Ces dispositifs ont pour objectifs d'encourager les études prospectives, le développement d'outils et de méthodes, l'évaluation, l'innovation ainsi que le soutien des opérations exemplaires ou de diffusion de technologie qui ont pu être éprouvées.

Sur chacun des trois piliers sur lesquels les dispositifs sont majoritaires, presque tous les types de projets sont représentés : projet de recherche, projet individuel d'entreprise-investissement, projet collaboratif innovant, actions collectives, formations/sensibilisation, création d'entreprise ou nouvelle activité et démonstrateurs.

La catégorie des projets de création d'entreprise ou de nouvelle activité contient un certain nombre de dispositifs qui ne sont pas spécifiques à l'économie circulaire mais qui, par leur nature (aide à la consolidation des structures d'utilité sociale de la Martinique (DLA), aide au développement d'activités innovantes (Technopole), accompagnement aux porteurs de projet dans le domaine de l'économie sociale et solidaire (ESS)), s'appliquent particulièrement bien aux projets d'économie circulaire. Il en va de même pour les actions de formations/sensibilisation telles que l'aide au changement de comportement pour la protection de l'environnement de l'ADEME.

IV.1.3. AIDES PROPOSEES ET ORGANISMES DE SOUTIEN

La majeure partie des dispositifs repose sur des aides financières accordées aux porteurs de projets. Celles-ci interviennent principalement sous forme de subventions ou d'avances remboursables qui sont allouées à des projets privés ou des projets de recherche. Dans une moindre mesure, des aides sous forme de prêts ou de crédit d'impôts sont aussi proposées. Des financements sont également proposés pour accompagner des initiatives telles que la mise en réseau, la formation et la sensibilisation (ADEME, DEAL), l'information et la communication (SEDD, AAP DEAL, ...) ou à la réalisation d'études (études d'aide à la décision, études de type benchmark,...).

Des actions de conseils sont également apportées par des structures telles que l'ADEME (Appel à projet Territoires zéro déchets, zéro gaspillage ; appui technique divers) ou encore Martinique Développement.

La plupart des dispositifs identifiés sont des dispositifs nationaux portés par le Ministère en charge de l'environnement et l'ADEME. Au niveau régional, d'autres structures telles que l'ODE, la CRESS, la CTM apportent aussi leur soutien. Les dispositifs alors soutenus par ces structures sont davantage axés sur l'accompagnement à la création d'entreprise ou de nouvelle activité. Il existe également des dispositifs qui sont cofinancés par plusieurs organismes. Par exemple, l'appel à projet « Innover dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie pour une meilleure durabilité et une meilleure productivité » est soutenu à la fois par la CTM, le Réseau Rural Martinique et le FEDER.

IV.1.4. LES SECTEURS CONCERNES

Tous les secteurs sont concernés par un ou plusieurs dispositifs de soutiens. Certains dispositifs ayant des périmètres très large, couvrent plusieurs secteurs. C'est le cas par exemple des « Aide à la recherche et développement et à l'innovation en environnement » ou des « Etudes générales pour l'acquisition de connaissance en environnement » de l'ADEME qui peuvent porter sur tous les secteurs ou encore de « l'Aide à la réalisation et mise en œuvre des projets environnementaux » (ADEME) qui peut concerner des projets du secteur agricole, de l'énergie ou encore des déchets.

A l'opposé, certains dispositifs aux périmètres plus réduit, couvrent uniquement certains secteurs. Par exemple, l'« Aide à la conversion de l'agriculture biologique » s'applique par nature spécifiquement au secteur

septembre 2017

agricole. L'«Aide à la collecte des huiles usagées dans les DOM COM » porte exclusivement sur le secteur de la gestion des déchets. Le prêt Eco-énergie visant à améliorer la compétitivité des entreprises et leur efficacité énergétique porte principalement sur le secteur de l'énergie. Dans le secteur du transport, plusieurs dispositifs ont été identifiés (AAP Expérimentation de services de transport maritime, AMI Véhicule routier et mobilité du futur, Réduction d'impôt pour mise à disposition d'une flotte de vélos).

IV.2. BESOINS EN DISPOSITIFS

IV.2.1.1 BESOINS IDENTIFIES PAR PILIER

Concernant l'**approvisionnement durable**, les aides ciblent majoritairement les grosses installations et productions. Aussi, les petits agriculteurs éprouvent un besoin d'accompagnement et de financement adaptés à la taille de leurs structures. Un manque d'impulsion politique à l'accompagnement au développement de filières de valorisation de la biomasse locale a également été mentionné par certains acteurs du territoire.

Il y a peu de projets d'**éco-conception** en Martinique et un besoin de soutien financier spécifique ou de nouveaux appels à projet (AAP) a été identifié lors des entretiens c'est pourquoi il faut s'attacher à développer davantage d'aides sur ce pilier.

En ce qui concerne la **valorisation des déchets**, la faiblesse des résultats en termes de déchets triés par les habitants, notamment par rapport à la métropole, illustre le faible geste de tri réalisé par l'ensemble de la population. Il apparaît donc que les dispositifs de soutien visant à la sensibilisation et la prévention ainsi que la promotion du geste de tri sont encore aujourd'hui nécessaires. L'enjeu de la miniaturisation des outils pour les besoins de l'île et de la limitation du foncier disponible sont aussi des freins limitant le développement de certaines filières de recyclage qu'il convient de prendre en compte dans les dispositifs d'aides.

Pour favoriser le développement de l'écologie industrielle en Martinique, toujours selon les acteurs interrogés, des dispositifs de soutien visant à aider à la réalisation de diagnostics seraient nécessaires. Ces diagnostics permettraient, dans un premier temps, d'avoir une vision des zones dans lesquelles mettre en œuvre ce type d'actions (quelles ZAC seraient les plus propices au déploiement de démarche d'écologie industrielle ?).

IV.2.1.1 BESOINS IDENTIFIES PAR TYPE D'AIDE

Les parties prenantes interrogées s'accordent à dire que les projets d'économie circulaire en Martinique ne sont pas suffisamment mis en valeur et que la communication à ce sujet est trop faible pour susciter un fort engouement. A cela s'ajoute aussi le constat d'un manque de sensibilisation de certains acteurs (structures d'accompagnement notamment comme la Technopole ou le Pôle Agroalimentaire Régional de Martinique) et donc de connaissances concrètes du concept de l'économie circulaire. Dans les communications existantes, l'accent est plutôt mis sur l'innovation sans pour autant mentionner l'économie circulaire en tant que telle.

Par ailleurs, la réglementation peut parfois être source de blocage pour les démarches d'économie circulaire et une adaptation de celle-ci pourrait être nécessaire. Par exemple, la réglementation permet le transport des déchets en Europe mais pas dans la zone Caribéenne ou vers le continent américain. Or pour la Martinique, il apparaît plus cohérent de trouver des débouchés sur ces territoires plutôt qu'en Métropole, ou tout du moins en complémentarité.

Pour le transport spécifiquement, certains acteurs interrogés mentionnent l'insuffisante efficacité des dispositifs existants permettant de diversifier et de développer les transports en commun, sans pour autant spécifier la nature de ce manque.

Certaines aides sont dédiées à des projets d'envergure financière (notamment) très importante, or cela peut constituer un frein en Martinique compte tenu de la petitesse du territoire. Ainsi un besoin d'adaptation des dispositifs d'aides en vue d'un dimensionnement plus cohérent avec le territoire se fait ressentir.

Il existe aussi beaucoup d'autres dispositifs, permettant d'aider les entreprises, associations, collectivités, ne prenant pas en compte les aspects environnementaux. Par exemple, l'aide au développement économique permet à une entreprise d'investir dans du matériel sans que pour autant celui-ci soit bénéfique sur le plan environnemental ou en lien avec l'économie circulaire. C'est pour cela qu'il apparaît important de développer l'éco-conditionnalité des aides sur le territoire.

septembre 2017

V. FEUILLE DE ROUTE PARTAGEE

V.1. PRESENTATION DE LA FEUILLE DE ROUTE

La feuille de route proposée ici a pour objectif de structurer la stratégie d'économie circulaire sur le territoire de la Martinique et d'accompagner les différents acteurs dans sa mise en place. Elle est un support de référence devant permettre d'orienter l'écriture d'autres documents stratégiques tels que les documents de planification et tout particulièrement le plan de prévention et de gestion des déchets. Cette feuille de route ne se veut pas exhaustive, elle exploite les résultats de la phase précédente et traite des enjeux identifiés comme prioritaires suite au diagnostic territorial qui a été effectué, ainsi que par les acteurs du territoire interrogés. S'inspirant d'actions déjà réalisées ou en cours de réalisation, il ne s'agit pas d'un prérequis mais d'un ensemble de pistes d'actions à mettre en œuvre pour tendre vers une économie plus circulaire. Cette feuille de route, enrichie par les ateliers réalisés avec les acteurs du territoire, reprend les orientations majoritairement partagées mais doit cependant faire l'objet d'une appropriation plus personnelle de chacun des acteurs en vue de transposer les pistes d'actions à leurs domaines d'activités respectifs. Elle ne doit pas rester figée et elle a vocation à devenir un document évolutif qui sera amendé, enrichi au fil du temps par l'ensemble des acteurs.

Comme précisé dans le guide stratégique sur l'économie circulaire à destination des régions, publié par l'ADEME et l'ARF, le niveau d'action de la CTM semble très pertinent pour déployer une stratégie d'économie circulaire puisqu'elle est compétente en matière de planification du traitement des déchets, d'aménagement, de construction des lycées, de transport, de développement économique et de formation. En outre, elle agit de manière transversale pour l'environnement (agriculture, énergie,...) ainsi qu'en matière de construction et de rénovation des logements. La CTM agit à des échelles clés pour associer, piloter et mobiliser tous les acteurs du territoire, néanmoins la mise en place des actions nécessite une forte implication, une proactivité et une coopération de l'ensemble des acteurs.

Cette feuille de route s'articule donc autour de 4 axes thématiques :

- AXE A : Piloter la stratégie globale d'économie circulaire en Martinique
- AXE B : Compléter les connaissances
- AXE C : Mobiliser et motiver les acteurs
- AXE D : Accompagner et soutenir les territoires, leurs acteurs, leurs filières.

Pour chaque axe, des objectifs particuliers ont été formulés. Chaque objectif a ensuite été approfondi afin de donner un cadre d'action précis et offrir des recommandations. Les indicateurs de suivi à mettre en place ou les livrables à élaborer en vue de l'atteinte de l'objectif précisent la façon dont l'atteinte de l'objectif pourra être mesurée ou pilotée. Le planning à envisager, les partenaires à impliquer et les conditions favorables à réunir ont aussi été listés pour chaque objectif en vue d'éclairer au maximum le périmètre d'action. Le degré de priorisation ainsi que les impacts attendus sur le territoire viennent compléter ces éléments. Enfin, une liste de pistes d'actions relatives à chaque objectif a été élaborée.

septembre 2017

V.2. AXE A : PILOTER LA STRATEGIE GLOBALE D'ECONOMIE CIRCULAIRE EN MARTINIQUE



Enjeux clés

L'objectif de la stratégie d'économie circulaire est très ambitieux : il s'agit de transformer le modèle économique à l'échelle de la Martinique. La CTM, seule, ne dispose pas aujourd'hui de tous les moyens ni de toutes les compétences pour transformer l'économie territoriale. La définition et le pilotage de la stratégie d'économie circulaire doit donc associer d'autres acteurs régionaux, la CTM ayant une fonction première de gouvernance et d'animation territoriale (au-delà de l'exemplarité).



Objectifs

Objectif 1 : Piloter la stratégie territoriale d'économie circulaire

Objectif 2 : Adapter les instruments politiques existants et en créer de nouveaux

Objectif 3 : Agir de manière exemplaire

V.2.1. OBJECTIF 1 : PILOTER LA STRATEGIE TERRITORIALE D'ECONOMIE CIRCULAIRE



Indicateurs de suivi/ Livrables

- Tenue d'au moins 4 réunions par an planifiées en anticipation d'une année à l'autre
- Existence d'une plate-forme documentaire pérenne et à jour
- Minutes des réunions disponibles sur la plate-forme d'échanges, avec relevé de décisions
- Fichier de suivi des initiatives existantes tenues à jour



Planning

Réunion du comité (partenarial ou de pilotage) tous les trimestres avec un ordre du jour détaillé.



Cibles / Partenaires

Le comité réunira à minima :

- les Directions de la CTM en charge du développement économique et du développement durable (directeurs et élus référents et chargés de mission économie circulaire)
- Les partenaires privilégiés de la CTM sur le sujet pourront également y être associés, à commencer par l'ADEME, les membres du comité partenarial mis en place dans le cadre de l'élaboration de cette feuille de route et les EPCI.



Conditions de réussite

- La priorité sera tout d'abord donnée à la pérennisation du comité partenarial mis en place dans le cadre de cette feuille de route. Le rôle et les missions de ce comité devront être précisés : il pourra être consultatif ou décisionnel ;
- Le suivi des actions d'économie circulaire sera un point d'attention du comité.

septembre 2017

Impacts sur le territoire

Les impacts seront indirects mais essentiel aux atteintes des objectifs puisque ce comité sera la pierre angulaire, l'organe de suivi de la mise en place de la stratégie économie circulaire.



Fort

Niveau de priorité

V.2.1.1 ACTION 1 : CREER UN COMITE DE PILOTAGE PERENNE

Il s'agit de créer un comité de pilotage (ou comité partenarial) qui soit établi de manière pérenne. Il aura pour but de rassembler les responsables et acteurs clés de l'économie circulaire en incluant au moins la direction du développement durable et du développement économique de la CTM, des élus référents, le chargé de mission économie circulaire, l'ADEME, la préfecture, les services de l'Etat (DEAL, DIRECCTE, Douanes,...) et les EPCI. Son rôle est de porter politiquement la démarche d'élaboration et de mise en œuvre de la stratégie d'économie circulaire, tout en jouant un rôle de validation. L'appropriation du sujet par la CTM est donc primordiale.

Ce comité de pilotage aura vocation à se réunir entre 2 et 4 fois par an.



Détail de l'action

Exemples :

- La Basse Normandie a mis en place un comité régional de développement de l'économie circulaire qui a pour objectif la définition, l'évaluation et le suivi de la mise en œuvre de la feuille de route ainsi que son actualisation (http://www.normandie.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/EC_feuille_de_route_BasseNormandie.pdf).
- L'ex Région Poitou-Charentes a mis en place un comité de pilotage composé en grande partie des membres du groupe de travail économie verte (DREAL, DIRECCTE, DRAAF, Conseil Régional Poitou-Charentes, Pôle des éco-industries, ADEME et CRCI). Celui-ci s'est réuni en avril 2015 pour lancer la démarche de stratégie régionale d'économie circulaire. (<http://www.nouvelle-aquitaine.developpement-durable.gouv.fr/strategie-regionale-d-economie-circulaire-en-a907.html>)

septembre 2017

V.2.1.2 ACTION 2 : METTRE EN PLACE DES INDICATEURS DE SUIVI PERMETTANT D'OBSERVER L'EVOLUTION DE L'ECONOMIE CIRCULAIRE SUR LE TERRITOIRE

Afin de pouvoir observer les résultats obtenus, il convient de sélectionner et définir dès à présent des indicateurs de suivi qui permettront de faire une comparaison avant/ après la mise en place des différentes actions. Le service de l'observation et des statistiques, en partenariat avec l'ADEME, le MEEM (Ministère de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer), des associations et des industriels, a listé 10 indicateurs clés (http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/fileadmin/documents/Produits_editoriaux/Publications/Datalab/2017/datalab-18-economie-circulaire-edition-2017-c.pdf) dont les suivants semblent être les plus pertinents pour le territoire martiniquais.



Détail de
l'action

- **La consommation intérieure de matières par habitants** (DMC, Domestic Material Consumption). Cet indicateur illustre de manière quantitative une des pressions exercées sur l'environnement et permet de mettre en avant un comportement plus économe en ressources. (Attention toutefois à cet indicateur qui ne couvre que les flux directs et exclut les flux indirects c'est-à-dire toutes les matières consommées à l'étranger pour fabriquer les biens importés)
- **La productivité matières**. Ce ratio entre le produit intérieur brut (PIB) et la consommation intérieure de matière (DMC) permet de mesurer le découplage entre la consommation de matières et la croissance économique
- **Nombre de projets d'écologie industrielle et territoriale**. Cet indicateur permet de comptabiliser les projets visant à optimiser les modes de production réduisant ainsi la pression sur les ressources
- **Fréquence du covoiturage**
- **Gaspillage alimentaire** sur toutes les étapes de la chaîne alimentaire (production, transformation, distribution et consommation.
- **Dépenses des ménages consacrées à l'entretien et à la réparation des produits**. Cet indicateur met en avant l'évolution des pratiques des ménages en ce qui concerne l'allongement de la durée de vie des produits.
- **Evolution des tonnages de déchets mis en décharge/mis en incinération**
- **Emplois de l'économie circulaire**. Cet indicateur permet de quantifier les emplois associés aux activités économiques relevant de l'EC.

D'autres indicateurs pertinents non cités dans le document du MEEM :

- **Emissions de GES évitées liées au recyclage matière et organique et à la valorisation énergétique**
- **Consommation énergétique évitées liées au recyclage**
(Voir l'étude ADEME/FEDEREC « Evaluation environnementale du recyclage en France, selon la méthodologie de l'analyse de cycle de vie » qui s'accompagne d'une « calculatrice environnementale des impacts » qui permettra aux adhérents de FEDEREC d'évaluer leurs impacts, les coûts/bénéfices environnementaux, ...)

septembre 2017

V.2.1.3 ACTION 3 : ORGANISER UN EVENEMENT ANNUEL SUR L'ECONOMIE CIRCULAIRE

Cet évènement annuel doit permettre de mobiliser de manière élargie l'ensemble des acteurs liés à l'économie circulaire ou ceux qui souhaitent s'y impliquer (des plus novices aux plus experts), dans une dynamique de partage de connaissances, d'expériences et d'échanges de bonnes pratiques et de réflexions communes.

La tenue de cet événement sera aussi une bonne opportunité pour mettre en avant les initiatives exemplaires en les récompensant via une remise de trophées qui fera suite à un concours préalablement lancé chaque année.

Il est recommandé de tenir cet évènement dans un lieu qui fait sens au regard de la thématique abordée : ressourceries, locaux d'une association, etc.

Exemples :

- Les 1ères assises normandes de l'économie circulaire se tiendront le 17 novembre 2017 à Gruchet-le-Valasse organisées par le Comité Régional de l'Economie Circulaire en partenariat avec la Communauté d'Agglomération Caux Vallée de Seine, Caux Seine Développement, l'Institut Régional du Développement Durable (IRD2) et la Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire (CRESS) (<http://normandie.directe.gouv.fr/17-novembre-2017-1eres-assises-normandes-de-l-economie-circulaire>)
- Les Etats Généraux de l'économie circulaire organisés par Paris et des collectivités partenaires en 2015 (<https://www.paris.fr/economiecirculaire>)
- Demi-journée d'information et de sensibilisation sur l'économie circulaire organisée par l'ADEME Bourgogne en partenariat avec la DREAL et le Conseil Régional de Bourgogne le 14 avril 2015 (<http://www.bourgogne-franche-comte.developpement-durable.gouv.fr/demi-journee-sur-l-economie-circulaire-avril-2015-a6328.html>)



Détail de l'action

V.2.1.4 ACTION 4 : CREER UN CENTRE DE RESSOURCES REGIONAL SUR L'ECONOMIE CIRCULAIRE

Offrir à tous les acteurs du territoire (entreprises, associations, citoyens,...) un lieu accessible gratuitement permettant de s'informer sur le sujet de l'économie circulaire.

Un poste d'animateur, financé par l'ADEME pourra faire vivre ce centre en organisant par exemples des conférences, ateliers, petits déjeuners, débats sur des thématiques en lien avec l'économie circulaire. Ce centre servira aussi de plateforme (possiblement dématérialisée) pour recenser les différents projets et dispositifs de soutiens existants et permettra ainsi le partage et la diffusion des connaissances.

Il apparaît judicieux de déployer ce centre au sein d'un organe déjà existant et dont les compétences permettent son déploiement (ex : la CCI)

Exemple :

- L'ARE (Agence Régionale de l'Environnement) Normandie qui contribue à la sensibilisation, la diffusion d'information, l'organisation d'événements, la réalisation de publications, l'élaboration d'outils d'accompagnements et de suivi ainsi que l'animation et la coordination de réseaux sur les bonnes pratiques environnementales est un exemple intéressant duquel il est pertinent de s'inspirer (<http://www.are-normandie.fr/>).



Détail de l'action

septembre 2017

V.2.2. OBJECTIF 2 : ADAPTER LES INSTRUMENTS POLITIQUES EXISTANTS ET EN CREER DE NOUVEAUX



Indicateurs de suivi/ Livrables

- Dispositifs de soutien dédiés à l'économie circulaire et présentant un taux de pénétration significatif au sein des entreprises
- Existence d'une fiscalité incitative pour le territoire
- Rattrapage du retard pris sur le niveau de performance de certaines filières REP
- Mise en place d'une coopération déchets/ressources avec d'autres territoires de la zone caribéenne, dont la Guadeloupe



Planning

Les enjeux liés à la planification déchets sont, en termes de planning, fortement liés au calendrier du Plan de Prévention et de Gestion des Déchets non Dangereux dont le dernier a été établi pour la période 2015-2019 (remplacement à venir par le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets) ainsi qu'au Programme National de Prévention des Déchets 2014-2020.

Les autres points peuvent être réfléchis sur un horizon de temps d'1 à 2 ans.



Cibles / Partenaires

- La CTM
- l'Etat
- l'ADEME
- Les 3 communautés d'agglomérations sont des partenaires essentiels sur les différents éléments permettant d'atteindre ces objectifs.

D'autres organismes tels que

- l'agence de l'eau
- Le SMTVD
- BPI France
- la caisse des dépôts,
- la CCI
- la CMA ou la Commission européenne

peuvent être mobilisés pour ce qui relève des dispositifs de soutien.



Conditions de réussite

- Avoir des ambitions franches et les porter pour certaines politiquement à l'échelle extraterritoriale
- Vouloir expérimenter et possiblement essayer les plâtres pour tenir certaines positions de précurseur, véritablement différenciantes pour le territoire

Impacts sur le territoire

- Augmentation des synergies et des partenariats avec les territoires voisins
- Relocalisation de la valeur ajoutée de certaines filières de gestion des déchets sur le territoire

septembre 2017



Niveau de priorité

Moyen
Fort en ce qui concerne la planification et la gestion des déchets

V.2.2.1 ACTION 5 : INTEGRER L'ECONOMIE CIRCULAIRE DANS LES DOCUMENTS DE PLANIFICATION ET LES DEMARCHES REGIONALES



Utiliser les documents de planification comme des outils pour diffuser l'économie circulaire sur le territoire. En effet, les exercices de planification permettant de structurer diverses politiques régionales sont des outils privilégiés de mobilisation mais aussi d'animation et d'accompagnement des acteurs locaux. L'étude réalisée par Auxilia pour le compte de l'ADEME en juin 2016 et intitulée « Intégration de l'économie circulaire dans la planification régionale et les démarches territoriales » (<http://www.ademe.fr/integration-leconomie-circulaire-planification-regionale-demarches-territoriales>) est une boîte à outil pour mettre en œuvre cette action. Elle reprend les différentes étapes nécessaires à ce travail dont en voici un résumé :

- 1) Identifier les plans prioritaires
- 2) S'insérer dans les échéances de révision ou d'élaboration
- 3) Identifier les liens entre les axes de la stratégie et les différents schémas de planification
- 4) Inscrire des objectifs d'EC dans les documents

Détail de l'action

Des fiches de recommandations opérationnelles ont été créées. Par ailleurs, l'ADEME peut aussi apporter un soutien technique et financier (via le CODREC ou des aides à la réalisation des plans et à leur mise en œuvre ou des aides à l'observation territoriale).

Exemples :

- Dans le PRGD : en collaboration avec les éco-organismes, insérer des objectifs territoriaux spécifiques à certaines filières REP et aux acteurs de l'économie sociale et solidaire pour réduire le retard par rapport à la situation métropolitaine sur certaines filières (ex DEEE). Ces objectifs peuvent porter sur les performances de collecte par habitant, le taux de recyclage, les tonnes réemployées ou réutilisées, le nombre d'installations de valorisation sur le territoire, etc.
- Dans la Réglementation thermique de Martinique : insérer des obligations ou des incitations au réemploi, à l'utilisation de l'énergie grise à la gestion des déchets dans le BTP.

septembre 2017

V.2.2.2 ACTION 6 : ETUDIER DE NOUVELLES POSSIBILITES D'IMPORT/EXPORT DE DECHETS



Approfondir les opportunités réglementaires permettant l'import et l'export de déchets vers des pays de l'UE ou non (dans la zone caribéenne) en vue de leur valorisation. Il s'agit ici de tendre vers une exploitation plus efficace et une amélioration des rendements des équipements déjà existants. Un travail de recensement des études déjà menées et un état des lieux des différentes filières seront un préalable nécessaire. Il serait pertinent de mutualiser cette étude avec d'autres DROM – COM (Guyane et Guadeloupe notamment) afin d'y apporter une dimension régionale et pousser la réflexion à un niveau plus global jusqu'à celui des outre-mer.

V.2.2.3 ACTION 7 : AGIR SUR LA FISCALITE



Mettre en place un groupe de travail ayant pour mission de développer une fiscalité incitative pour favoriser les importations en phase avec les enjeux de l'économie circulaire.

Exemples :

- via une différenciation de l'octroi de mer selon des critères d'éco-conception, la possibilité de valorisation sur place ou le niveau de consommation d'énergie des produits, etc.
- via la mise en place d'une redevance incitative

V.2.2.4 ACTION 8 : FAVORISER LA RENOVATION DES BATIMENTS PUBLICS ET PRIVES



Inciter à la rénovation et la réutilisation des bâtiments publics plutôt que la construction de nouveaux bâtiments (en intégrant la conformité au risques sismiques à la réflexion) en :

- en intégrant des clauses de rénovation dans la commande publique (pour les bâtiments publics)
- en intégrant la rénovation au programme de Développement et de Renouvellement Urbain (PDRU)
- en mettant en place des crédits d'impôts (pour les bâtiments/constructions privées)

Pour les bâtiments privés, travailler à l'assouplissement des règles liées à l'indivision permettrait de lever certains blocages de partage, d'héritage et d'indivision sur des bâtiments laissés à l'abandon.

septembre 2017

V.2.2.5 ACTION 9 : PROPOSER DE NOUVEAUX DISPOSITIFS DE SOUTIEN



Proposer de nouveaux dispositifs de soutien :

- à l'accompagnement au développement de filières de valorisation de la biomasse locale
- à l'éco-conception de produits en Martinique
- au développement de l'écologie industrielle, notamment pour mener des études de diagnostics et de potentiel de développement

Exemples :

- Appel à projets « Economie circulaire » de la Région Occitanie (<https://www.laregion.fr/Appel-a-projets-Economie-Circulaire>)
 - Appel à projet « Economie circulaire » de la Région Grand Est (<http://www.alsacechampagneardennelorraine.eu/7933-2/>)
- Appel à projet FILIDECHET lancé par le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur et l'ADEME dans le cadre du Contrat de Plan Etat-Région (http://www.institut-economie-circulaire.fr/Lancement-Appel-a-projets-FILIDECHET-2017_a1275.html)

V.2.3. OBJECTIF 3 : AGIR DE MANIERE EXEMPLAIRE



- Suivi des indicateurs de l'économie circulaire annuellement. Ex : nombre d'initiatives existantes et soutenues, quantité de déchets produit, de déchets recyclés, nombre de sites nouvellement équipés pour le tri à la source des papiers, etc.
- Elaboration d'un rapport développement durable chaque année
- Elaboration des documents opérationnels tels que le plan d'alimentation durable et de lutte contre le gaspillage alimentaire au sein des écoles, collèges, lycées et des EPCI



- ⇒ Mise en place dès aujourd'hui des indicateurs de suivi de la stratégie
- Elaboration d'un rapport développement durable chaque année



- Sensibilisation de l'ensemble du personnel de la CTM ;
- Constitution d'un groupe de travail avec acheteurs, juristes et gestionnaires de la CTM, voire identification de référents économie circulaire au sein des différentes directions de la CTM ;
- Les cibles sont principalement les particuliers, les entreprises et les employés de la CTM.



- Porter le sujet de manière claire et visible au sein de la CTM
- Raisonner investissement et retour sur investissement pour légitimer les coûts à moyen terme

septembre 2017

Impacts sur le territoire

Les impacts doivent pouvoir être visibles rapidement qu'il s'agisse de l'amélioration du taux de tri, de la réduction du gaspillage ou la réduction de la consommation de ressources en lien avec la commande publique notamment.



Niveau de priorité

Fort : il est important de montrer l'exemple pour montrer que cela fonctionne et cela fait sens, pour pouvoir agir en tant que catalyseur du territoire auprès des autres acteurs.

V.2.3.1 ACTION 10 : CONDITIONNER LES AIDES A DES CRITERES LIES A L'ECONOMIE CIRCULAIRE



Détail de l'action

Analyser la possibilité de conditionner l'obtention des aides et des subventions de la CTM (notamment mais pas seulement) à la prise en considération des enjeux liés à l'économie circulaire et notamment aux ressources (tout ce qui relève de l'approvisionnement durable), via la mise en place de critères à remplir, de seuils minimaux à respecter voire de garanties à apporter. Puis tester et expérimenter en intégrant cela dans les dossiers de demandes d'aides et de subventions. Ceci nécessite en amont de déterminer les critères, seuils et garanties à appliquer.

V.2.3.2 ACTION 11 : INTRODUIRE L'ECONOMIE CIRCULAIRE DANS LES APPELS D'OFFRES PUBLICS

Il s'agit de définir des critères pertinents pour favoriser dans les appels d'offres publics le réemploi, la réutilisation des matériaux de construction et l'utilisation de matières premières de recyclage, l'utilisation de matériaux éco-conçus ou encore, dans un autre registre, l'utilisation d'aliments issus de l'agriculture biologique ou raisonnée. L'ensemble doit être construit entre les directions achats, juridique et environnement afin de saisir les tenants et aboutissants d'ordre technique, mais aussi juridique. La CTM peut lancer une expérimentation à ce sujet.



Détail de l'action

Exemples :

- L'économie circulaire dans les marchés publics à Paris (http://www.marchespublicspme.com/avant-la-reponse/les-procedures-de-marches-publics/actualites/2017/07/04/les-marches-publics-dans-l-economie-circulaire-a-paris_12692.html)
- Focus – « Vers une commande publique circulaire ». Ce document résulte des travaux de la Commission économie circulaire et commande publique qui vise à faciliter la prise en compte de l'économie circulaire dans la commande publique (http://www.institut-economie-circulaire.fr/Focus--Vers-une-commande-publique-circulaire_a1310.html)

septembre 2017

V.2.3.3 ACTION 12: RENFORCER L'EQUIPEMENT DU SERVICE PUBLIC EN VOITURE ELECTRIQUE

A ce jour il existe une flotte de véhicules électriques dans le service public qui mériterait d'être davantage développée.

En parallèle du développement de la voiture électrique en Martinique, il est nécessaire de développer le réseau de recharge solaire sur le territoire (avec, par exemple, la mise en place de panneaux solaires sur les toits des parkings).



Exemple :

Détail de l'action

- La poste Guadeloupe dispose d'un quadricycle électrique (<http://www.domactu.com/actualite/151121497265625/guadeloupe-la-poste-a-son-quadricycle-leger-electrique/>)

V.2.3.4 ACTION 13 : FAIRE NAITRE DES ECO-QUARTIERS

Identifier des territoires pertinents pour la création d'éco-quartiers. Ces aménagements urbains respectant les principes du développement durable doivent aussi s'adapter aux caractéristiques du territoire. Pour promouvoir ce type d'aménagement, l'Etat a lancé dès 2008, la démarche EcoQuartiers qui s'est concrétisée en décembre 2012 par la création du label national EcoQuartiers. Cette démarche concerne tous les types de projets neufs ou de renouvellement urbain, rénovation de quartiers sensibles, opérations dans de grandes agglomérations ou dans des contextes périurbains et ruraux, en France métropolitaine comme à l'Outre-mer. Il est donc pertinent de s'appuyer sur cette démarche et ce label pour développer un ou plusieurs éco-quartiers en Martinique comme c'est le cas actuellement pour l'éco-quartier Bon Air situé à Fort-de-France qui sera livré dans sa totalité en 2022.



Détail de l'action

D'autres exemples d'éco-quartier livrés à ce jour :

- Un exemple sur une zone urbaine contrainte : la ZAC de Bonne à Grenoble (38) (prix écoQuartier en 2009). (<http://www.ecoquartiers.logement.gouv.fr/?vue=list&etape=3&page=2&sens=desc&tri=etape>)
- Un exemple sur une zone à forte dimension écologique : Le quartier Bel Air à Montreuil (93) (<http://www.ecoquartiers.logement.gouv.fr/?vue=list&etape=3&page=4&sens=desc&tri=etape>)

Plus d'informations sur les éco-quartiers en projet, en chantier et livrés ici : <http://www.ecoquartiers.logement.gouv.fr/>

V.2.3.5 ACTION 14 : HARMONISER LES SYSTEMES DE TRI ET DE COLLECTE DES ORDURES MENAGERES

Harmoniser les couleurs des bacs et les consignes de tri sur l'ensemble du territoire de la Martinique et avec la métropole est une condition primordiale à la bonne compréhension et assimilation de la consigne de tri par les habitants. Ceci entraînera une simplification des pratiques et encouragera les citoyens à trier davantage et réduirait les erreurs de tri et donc aussi les coûts associés en centre de tri. Cela pourra se faire au fur et à mesure du renouvellement des marchés de gestion des déchets au sein des EPCI. Ce type d'action devrait être soutenu dans le cadre de la nouvelle planification déchets. Au préalable une étude sur les freins au geste de tri semble intéressante à réaliser afin de mieux les adresser dans le cadre de la mise en place de nouvelles consignes.



Détail de l'action

septembre 2017

V.2.3.1 ACTION 15 : DEVELOPPER L'OFFRE DE TRI DANS LES ESPACES ET ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC

Mettre en place des stations de tri dans les espaces publics et les espaces privés type distributeurs, notamment ceux qui sont très fréquentés par la population afin de diffuser les consignes de tri en dehors de la maison. Cela permettra aussi de renforcer la sensibilisation au geste de tri et l'ancrage du geste de tri dans le quotidien des habitants.



Détail de l'action

Exemple :

- Trilib', espace de tri complémentaire à la collecte en porte-à-porte, mis en place fin 2015 à Paris et permettant aux habitants de trier plus et mieux. Ce projet a été initié par Eco-Emballages en partenariat avec la Mairie de Paris. (<http://www.ecoemballages.fr/actualite/trilib-le-prototype-dapport-volontaire-innovant-qui-met-le-tri-au-coeur-de-la-ville>)

V.2.3.2 ACTION 16 : SYSTEMATISER LE TRI A LA SOURCE DANS LE SERVICE PUBLIC

Systématiser le tri des papiers/cartons et emballages à la source dans l'ensemble des administrations et institutions publiques (et ce même lorsque le nombre d'employés n'entraîne pas une application de la réglementation relative au décret 5 flux) et notamment au travers de partenariats avec des entreprises locales (entreprises adaptées, d'insertion,...). Ceci impactera aussi de manière positive les taux de recyclage de ces matières. Pour cela, il sera pertinent de se baser sur la démarche globale d'éco-exemplarité structurée dans le cadre des plans ministériels « administration exemplaire » (PAE). On y retrouve notamment les obligations de la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte qui s'imposent aux administrations en matière de prévention et de gestion des déchets. (<https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/cadre-general-prevention-des-dechets#e6>)



Détail de l'action

septembre 2017

V.2.3.3 ACTION 17 : LUTTER CONTRE LE GASPILLAGE ALIMENTAIRE

Prévention en milieu scolaire :

Etablir un « Plan d'alimentation durable et de lutte contre le gaspillage alimentaire » pour les lycées et collèges de l'île, voire les écoles maternelles et primaires gérées par les mairies. La mise en place, lorsque cela est possible d'un plan de valorisation des biodéchets in situ (compost par exemple) est idéale en vue d'aller jusqu'au bout de la démarche pédagogique (par exemple en s'associant avec un jardin partagé)

Exemple : A travers son opération « Agissons autrement, Gaspillons moins », CAP Nord Martinique fait partie des 18 lauréats de l'appel à projet national PNA 2014 relatif à la lutte contre le gaspillage alimentaire. Durant toute l'année scolaire 2016-2017, CAP Nord Martinique accompagnera 10 restaurants scolaires témoins dans la mise en place d'un plan de réduction du gaspillage alimentaire, allant de la commande des denrées au service en salle.

De nombreuses initiatives sur des actions (animations, expositions, atelier de sensibilisation) sur le gaspillage alimentaire en milieu scolaire sont recensées sur la plateforme Optigede⁴⁷ (<http://www.optigede.ademe.fr/>) :



- Actions contre le gaspillage alimentaire dans les restaurants scolaires – C.C de Miribel et du Plateau (01) (<http://www.optigede.ademe.fr/fiche/actions-contre-le-gaspillage-alimentaire-dans-les-restaurants-scolaires>)
- Animation gaspillage alimentaire au collège - Courville sur Eure (28) (<http://www.optigede.ademe.fr/fiche/animation-gaspillage-alimentaire-college-courville-sur-eure-28>)
- Opération Stop au gaspillage alimentaire au collège – Collège Pierre Dubois Laval (53) (<http://www.optigede.ademe.fr/fiche/operation-stop-au-gaspillage-alimentaire-au-college-pierre-dubois-laval>)

Prévention auprès des gros producteurs : (IAA, restauration collective)

Au-delà de la réglementation imposant l'obligation de tri à la source des biodéchets par les gros producteurs (article L541-21-1 du code de l'environnement), il faut intégrer ces gros producteurs de biodéchets dans les campagnes de sensibilisation afin de les impliquer sur le sujet. Par exemple, en mettant en place des partenariats avec la grande distribution dans le but d'organiser des actions de sensibilisation en magasins et/ou de favoriser le don de denrées alimentaires. Par ailleurs, ces activités sont aussi source de création d'emplois.

Exemple :

- travail réalisé par l'ADEME Picardie avec plusieurs grandes surfaces (les fiches seront disponibles prochainement sur Optigede)

⁴⁷ Destiné aux collectivités et aux entreprises, OPTIGEDE est une plate-forme d'échanges et de diffusion d'outils et de retours d'expérience sur la prévention et la gestion des déchets.

septembre 2017

V.3. AXE B : COMPLETER LES CONNAISSANCES



Enjeux clés

- Mieux connaître son territoire et ses spécificités que ce soit en termes de ressources et de besoins pour tendre vers une plus grande autonomie et une gestion pérenne des ressources et des matières premières territoriales.
- S'appuyer sur les expertises en lien avec les filières, ressources, matériaux locaux et les aider à se développer.



Objectifs

- Objectif 1 : Affiner les connaissances de certains sujets
- Objectif 2 : Investir des sujets de niche et explorer des potentiels de développement

V.3.1. OBJECTIF 1 : AFFINER LA CONNAISSANCE DE CERTAINS SUJETS



Indicateurs de suivi/ livrables

- Etudes/benchmark sur les ressources et besoins locaux
- Etude sur l'éco-conception dans le BTP dans le cadre d'un climat tropical
- Etats des lieux des filières actuelles de recyclage présentes sur le territoire (points forts/points faibles/ axes de travail prioritaires/...)
- Evaluation sur les enjeux de développement de filières de recyclage avec les territoires voisins.



Planning

Cet objectif doit être traité à court terme (sous 1 à 1,5 an) afin de combler le manque de connaissance qui est un frein au développement de certains piliers de l'économie circulaire (filières de recyclage, éco-conception en milieu tropical, nouveaux modes de transports de marchandises, etc.). Mais il doit aussi être traité de manière continue pour s'assurer du maintien d'un niveau de connaissance à jour.



Cibles / Partenaires


- Industriels, entreprises et associations œuvrant déjà dans le champ de l'économie circulaire ou non et pouvant apporter la connaissance d'un secteur, d'un procédé, d'une ressource, d'une problématique locale et des initiatives déjà existantes sur le sujet. (Syndicat des producteurs de granulats, Batimat Recyclage, SIDREP,...)
- Organismes de recherche et d'accompagnement (BRGM, PARM, ...)
- Centres techniques industriels et d'innovation (Institut Technique Tropical, Centre Technique de la Canne et du Sucre, ...), bureaux d'études locaux
- Gouvernance : ADEME, CTM




Conditions de réussite

- Rassembler les acteurs du territoire autour du thème de l'économie circulaire
- Favoriser l'accès à l'information au plus grand nombre et favoriser les échanges avec la métropole ainsi que les territoires pionniers sur ces sujets


septembre 2017

	<ul style="list-style-type: none"> • Partager et diffuser les connaissances à l'ensemble des acteurs concernés en vue de capitalisation • Prioriser les travaux, les mener un à un
Impacts sur le territoire	<ul style="list-style-type: none"> • Création d'emploi via l'émergence d'expertises locales (ressources, matériaux, climat,...) • Meilleure valorisation des déchets sur le territoire • Amélioration des connaissances sur les ressources locales et optimisation de celles-ci • Mise en place d'initiatives ou de filières suite à la réalisation de travaux précis (analyse de potentiels, puis étude de faisabilité), donnant aux projets une légitimité renforcée
 Niveau de priorité	<p>Fort.</p> <p>En effet, la connaissance à la fois du territoire et des enjeux d'économie circulaire sont une condition sine qua none à l'accompagnement de projets sur ces sujets. Afin de développer l'économie circulaire en Martinique, il faut que l'ensemble du territoire (quel que soit la typologie d'acteur) se saisisse du sujet et cela passe par une montée en compétences et une capitalisation des connaissances sur les différents piliers de l'économie circulaire et leurs applications concrètes.</p>

V.3.1.1 ACTION 18 : FAVORISER LE REEMPLOI DANS LE SECTEUR DU BTP

 Détail de l'action	<p>Mettre en place les conditions nécessaires au réemploi dans le bâtiment et les travaux publics.</p> <p>Pour cela, il est nécessaire, en amont, d'identifier les freins actuels et de rechercher les solutions pour les lever. L'étude « identification des freins et des leviers au réemploi de produits et matériaux de construction » réalisée par RDC Environnement, éco BTP et I Care&Consult en avril 2016 est une source majeure d'information à ce sujet. Des fiches « freins » descriptives ont été rédigées et mettent en lumière les principaux enseignements (leviers et pistes d'action associés). (voir les annexes 5 à 8 du rapport final : http://www.ademe.fr/sites/default/files/assets/documents/identification-freins-reemploi-btp-201604-rapport.pdf)</p> <p>Pour favoriser le réemploi, il sera aussi pertinent de profiter de la révision de la réglementation thermique de Martinique pour y intégrer des obligations/incitations sur le réemploi</p>
--	--

V.3.1.1 ACTION 19 : MENER UNE ETUDE SUR L'ECO-CONCEPTION DANS LE SECTEUR DU BTP

 Détail de l'action	<p>Mener une étude sur l'éco-conception des matériaux de construction en considérant les spécificités climatiques, géologiques et topographiques caractéristiques de la zone tropicale et prévoyant des analyses de cycle de vie précises sur les différents matériaux locaux, biosourcés ou importés permettant de faire des choix notamment en terme d'impacts environnementaux des matériaux.</p>
--	--

septembre 2017

V.3.1.2 ACTION 20 : ETUDIER LA MISE EN PLACE DE NOUVELLES FILIERES DE VALORISATION DES DECHETS



Détail de l'action

Evaluer le potentiel de valorisation matière et énergétique de certains déchets n'ayant pas de filière de traitement actuellement, que ce soit sur le territoire ou en coopération avec d'autres territoires comme la Guadeloupe ou la Guyane (voire le reste de la Caraïbe, où il y faudra néanmoins intégrer les contraintes liées à la réglementation sur le transport de déchets).

Des études consacrées à la valorisation en filière courte des Huiles Alimentaires Usagées (HAU) ou encore au recyclage de bétons déconstruits pourraient par exemple être réalisées. Ces points peuvent constituer des analyses focus de la nouvelle planification des déchets.

V.3.1.3 ACTION 21 : REALISER UN ETAT DES LIEUX SUR LA REPRISE ET LA PRISE EN CHARGE DES DECHETS



Détail de l'action

Réaliser un état des lieux sur la reprise (essentiellement pour les DEEE et les déchets issus du BTP) et la prise en charge (deux flux ont des enjeux forts : VHU, emballages en grande surface) des déchets en pointant les problématiques rencontrées sur ces différentes filières pour faire émerger ensuite des solutions.

V.3.1.4 ACTION 22 : FAVORISER L'INSTALLATION DE PANNEAUX SOLAIRES PHOTOVOLTAÏQUES ET/OU DE CHAUFFE-EAU SOLAIRES



Détail de l'action

Profiter de la révision de la Réglementation Thermique de Martinique pour étudier la faisabilité de mise en place d'une obligation d'installations de panneaux solaires photovoltaïques lors de la rénovation de bâtiments ou de la construction de nouveaux bâtiments. (sur le modèle de ce qui est fait sur le solaire thermique dans la construction de nouvelles habitations (Réglementation Thermique des DOM))

V.3.1.5 ACTION 23 : DEVELOPPER LES MODES DE TRANSPORT NON ROUTIERS POUR LE TRANSPORT INTERIEUR DE MARCHANDISE



Détail de l'action

Etudier la faisabilité (ainsi que la pertinence économique et environnementale) du transport de marchandises (notamment lié à la production en provenance des carrières) par la mer pour désengorger le réseau routier, tout particulièrement sur la liaison Fort de France - Trois îlets notamment mais aussi Fort-de-France vers St Pierre, autres,....

V.3.1.6 ACTION 24 : CARTOGRAPHIER LE FONCIER DISPONIBLE



Détail de l'action

Dans un contexte de disponibilité foncière très limitée, il s'agit ici de réaliser une cartographie du foncier disponible sur le territoire (friches agricoles, friches industrielles, ...) en mettant en lumière les lots et les superficies associées qui pourraient faire l'objet d'une restauration ou d'une revalorisation. Cette cartographie intégrera une dimension environnementale permettant de mettre en avant la préservation des espèces animales et végétales, du sol, des forêts, des eaux marines, terrestres et souterraines, des mangroves, étangs, marais et autres zones humides de la Martinique.

septembre 2017

V.3.1.7 ACTION 25 : MIEUX APPREHENDER LES BESOINS ET LE POTENTIEL EN MATERIAUX BIOSOURCES

Il s'agit d'approfondir les connaissances sur le potentiel local en matériaux biosourcés (bois, paille, lin, etc.) et de le mettre en parallèle avec les besoins locaux en :

- étudiant les besoins en matériaux biosourcés selon les filières
- étudiant la possibilité de développer une filière d'utilisation du bois issus des chantiers du bâtiment à des fins de valorisation matière ou énergétique
- étudiant le potentiel de développement de la construction / rénovation avec des matériaux biosourcés

Exemples :

- La valorisation des produits et co-produits agricoles et sylvicoles en Île-de-France. Le Pass'Filières, mis en place par la Région, doit permettre la structuration des filières de proximité dans l'agriculture, la sylviculture et l'agro-alimentaire. La filière francilienne forêt bois en bénéficie déjà pour réaliser un état des lieux, construire un plan d'actions et assurer sa mise en œuvre opérationnelle.

- La rénovation comme levier de développement des matériaux biosourcés locaux. A Epinal, le Programme d'intérêt général (PIG) cible les problèmes sociaux ou techniques dans l'habitat existant sur le territoire, notamment au moyen de rénovations. La communauté d'agglomération d'Epinal a choisi de coupler le PIG avec une prime pour l'utilisation de matériaux biosourcés de 8 € à 10 €/m². Le territoire est en effet un lieu de production, puisqu'un fabricant d'isolants en fibres de bois y est installé depuis plusieurs années. Il fonctionne en synergie avec la papèterie toute proche, en utilisant de la vapeur excédentaire due à la fabrication du papier pour alimenter la ligne en énergie thermique.



Détail de l'action

Pour information :

- Les matériaux biosourcés, une réponse aux enjeux d'économie circulaire <http://www.batiweb.com/actualites/vie-des-societes/les-materiaux-biosources-une-reponse-aux-enjeux-deconomie-circulaire-10-01-2017-29660.html>
- Matériaux biosourcés & économie circulaire : un duo performant <http://www.karibati.fr/wp-content/uploads/2016/09/161207-Avis-expert-materiaux-biosources-et-economie-circulaire.pdf>

septembre 2017

V.3.2. OBJECTIF 2 : INVESTIR DES SUJETS DE NICHE ET EXPLORER DES POTENTIELS DE DEVELOPPEMENT



Indicateurs de suivi / Livrables

- Appels à projets sur des sujets de niche
- Nombre de projets/zones d'expérimentation relative à des sujets innovants, de niche sur le territoire
- Lieux d'expérimentations de nouvelles formes de travail et de mises en relations (Tiers-lieux⁴⁸, FabLab⁴⁹, ...)



Planning

C'est un objectif à horizon moyen-terme. Il s'inscrit dans la durée étant entendu que l'expérimentation nécessaire à l'étude des potentiels de développement se fait sur un temps plutôt long.



Cibles / Partenaires

- Industriels, entreprises et associations travaillant déjà sur des sujets de niche ou détenant une expertise sur un pilier de l'économie circulaire
- Organismes de recherche et d'accompagnement
- Centres techniques industriels et d'innovation, bureaux d'études locaux
- Universités (enseignants-chercheurs, étudiants en thèse, ...)
- Gouvernance : ADEME, CTM



Conditions de réussite

- Travailler en collaboration avec les experts identifiés sur le sujet
- S'entourer d'acteurs volontaires et mobilisés pour gagner en efficacité
- Autoriser un champ d'expérimentation le plus large possible en vue de faire naître de nouvelles opportunités de développement.

Impacts sur le territoire

- Développement d'une expertise en locale
- Emergence d'activités innovantes et créatrices de valeur



Niveau de priorité

Moyen

A ce stade de développement de l'économie circulaire sur le territoire, cet objectif apparaît moins prioritaire que l'objectif 1 « *affiner la connaissance de certains sujets* ». Néanmoins c'est un objectif à prendre en considération en vue de faire déployer une dynamique d'innovation et de différenciation au sein de la stratégie d'économie circulaire qui sera mise en place.

⁴⁸ Tiers lieu : lieu ne relevant ni du domicile ni du travail permettant des rencontres dans un cadre convivial et accessible (cafés, librairies, bars, etc.). Les FabLabs et les hackerspaces sont considérés comme des tiers-lieux

⁴⁹ FabLab : espace de fabrication numérique qui adhère à la Charte des FabLabs définie par le MIT (Massachusetts Institute of Technology). Cette charte pose un certain nombre d'orientations et notamment la mutualisation des ressources et la diffusion des connaissances, savoir-faire et projets. Par abus de langage, ce terme est également couramment employé pour désigner tous les espaces de fabrication numérique.

septembre 2017

V.3.2.1 ACTION 26 : DEVELOPPER L'ECONOMIE DE FONCTIONNALITE

- Imaginer des aides publiques orientées vers l'usage. (cf. note d'orientation de l'institut de l'économie circulaire parue en 2015 : <https://www.google.fr/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=13&ved=0ahUKEwjQm-zA6N3VAhVL1hoKHRG-APM4ChAWCDMwAg&url=http%3A%2F%2Fwww.institut-economie-circulaire.fr%2Fattachment%2F572443%2F&usq=AFQjCNFaMx78DkYbyCGrVpzDAO8nobvOeQ>)
- Mettre en place un club sur l'économie de la fonctionnalité (exemples de club créés : <https://www.economiecirculaire.org/static/h/economie-de-fonctionnalite.html#page1:local>)
- Intégrer l'économie de fonctionnalité dans la commande publique (cf. la présentation de l'Agence Régionale Pour l'Environnement de la région Provence Alpe Côte d'Azur sur l'économie de fonctionnalité dans la commande publique, mai 2014 : <http://languedoc-roussillon.ademe.fr/sites/default/files/files/Domaines-intervention/Economie-circulaire/economie-fonctionnalite-commande-publique.pdf>)
- Créer des événements de type « hackathon » (processus créatif majoritairement utilisé dans le domaine de l'innovation mais qui s'est aujourd'hui étendu à d'autres secteurs). Ce type d'événement doit permettre non seulement de créer une émulation autour de l'économie de fonctionnalité mais il vise aussi à regrouper des personnes d'horizons divers en vue de rassembler les connaissances et compétences permettant de faire naître des nouvelles idées de business model. Créer des partenariats entre les organismes de recherches, d'accompagnement et les étudiants permettra l'approfondissement des projets qui auront vu le jour lors des brainstormings réalisés pendant ces événements.



Détail
de
l'action

septembre 2017

V.3.2.2 ACTION 27 : DEVELOPPER L'ÉCOLOGIE INDUSTRIELLE ET TERRITORIALE (EIT)

- Identifier des territoires propices à la mise en place de l'écologie industrielle et/ou faire émerger des zones d'activités en déclin en y intégrant comme principe de base l'EIT territoriale (via un AAP par exemple)

- Créer un poste ETP pour l'animation durable d'une démarche d'EIT sur le territoire.

- Créer une base de données territoriales des flux et mettre à disposition des acteurs économiques et des collectivités un outil de quantification et de géolocalisation des flux de ressources. (voir la plateforme web Act'IF développée par la CCI de Montauban et de Tarn-et-Garonne : <http://actif.cci.fr/#tab58>)

Par ailleurs, le référentiel Elipse développé par Orée en partenariat avec des universités et des experts (Auxilia, EcoRES, Inddigo) (<http://www.referentiel-elipse-eit.org/>) propose un cadre commun pour les porteurs de projet pour co-évaluer leurs initiatives avec les acteurs du territoire. Il fournit aussi un catalogue d'indicateurs et de projets qu'il est possible de consulter (<http://www.referentiel-elipse-eit.org/>).

-Mobiliser de nouveaux modèles de financement pour développer les démarches d'EIT et mobiliser les parties prenantes (livrets citoyens fléchés, financement participatif sur des sujets impliquant les riverains, du tiers financement). Au-delà des outils financiers disponibles au niveau régional et des possibilités de financement via les appels à projet, ces nouveaux modèles de financement pourraient s'appuyer sur une approche multi partenariale avec des formes juridiques comme la Société d'Economie Mixte.



Détail de l'action

V.3.2.3 ACTION 28 : METTRE EN PLACE UNE ALIMENTATION ANIMALE DURABLE BASEE SUR LA VALORISATION DES CO-PRODUITS

Favoriser la valorisation des coproduits d'origine agricole ou agro-industrielle via la filière alimentation animale et notamment auprès des élevages bovins. Par exemple, les écarts de triage qui concerne les fruits et légumes non compatibles avec les cahiers des charges des circuits de commercialisation en alimentation humaine et qui ne peuvent pas faire l'objet d'un processus de transformation leur permettant d'être valorisé sous une autre forme (compote, restauration collective, ...) doivent être destinés à l'alimentation animale. Cette filière de valorisation des coproduits est une filière noble qui permet d'éviter de nombreux impacts environnementaux si toutefois les distances parcourues entre les zones sources de coproduits et les fermes d'élevage restent raisonnables. Ce qui, vu la taille du territoire, reste cohérent en Martinique.

Pour plus d'information, voir la fiche technique de l'ADEME « Alimentation animale » de de février 2014 mise à jour en août 2016 (<http://www.ademe.fr/sites/default/files/assets/documents/fiche-technique-alimentation-animale-201608.pdf>)



Détail de l'action

V.3.2.4 ACTION 29 : STRUCTURER LA FILIERE DE DEMANTELEMENT DES BATEAUX DE PLAISANCE HORS D'USAGE (BPHU)

La filière REP des BPHU doit démarrer au 1er janvier 2018 mais, à ce jour, aucun éco-organisme n'a encore été agréé par les pouvoirs publics. Néanmoins, fort de constat qui ont été faits sur le territoire martiniquais, il est important de poursuivre la structuration et le déploiement de la filière sur le terrain en :



Détail de l'action

septembre 2017

- Identifiant les quelques acteurs potentiels de la collecte et (le cas échéant) du traitement des BPHU
- Etudiant les mutualisations possibles avec les îles voisines (Guadeloupe notamment)
- Organisant les premiers points de collecte, notamment avec les acteurs portuaires et les bases nautiques. En effet, l'enjeu est bien de regrouper les BPHU (notamment de petite taille) dans des points de collecte stratégiquement placés, pour réduire les coûts de transport (qui représentent la majorité des coûts de la fin de vie).
- Incitant les centres de traitement VHU agréés à obtenir l'agrément des BPHU .

Pour information :

- Le rapport de Serge Letchimy « Accélérer la transition vers l'économie circulaire des départements d'outre-mer, 2ième phase »
- L'étude réalisée par Deloitte pour le compte de l'ADEME « Etude préalable à la mise en place de la filière de collecte et de traitement des navires de plaisance ou de sport hors d'usage sous la responsabilité des producteurs REP » (<http://www.ademe.fr/etude-prealable-a-mise-place-filiere-collecte-traitement-navires-plaisance-sport-hors-dusage-sous-responsabilite-producteurs-rep>)

V.4. AXE C : MOBILISER ET MOTIVER LES ACTEURS



Enjeux clés

- Faciliter et permettre les échanges d'informations, de matières, d'énergies et de services entre les acteurs économiques locaux
- Fédérer les acteurs autour d'une vision commune et partagée et favoriser les synergies entre actions citoyennes et collectives, les initiatives des collectivités et les projets d'entreprises
- Susciter de l'engouement et une dynamique collective sur le sujet de l'économie circulaire



Objectifs

- Objectif 1 : Communiquer sur les initiatives existantes
- Objectif 2 : Sensibiliser les (potentielles) parties prenantes

V.4.1. OBJECTIF 1 : COMMUNIQUER SUR LES INITIATIVES EXISTANTES



Indicateurs de suivi / Livrables

- Conférences, présentations, rencontres, ateliers, visites de sites permettant de présenter et d'échanger sur les initiatives existantes
- Outils de recensement des initiatives (catalogue en ligne, journal dédié, reportages/documentaires, ...)
- Concours, remise de trophées mettant en avant des initiatives exemplaires, remarquables, duplicables sur le territoire

septembre 2017



Planning

Dès à présent (en parallèle de la publication de ce rapport par exemple) et par la suite de manière continue avec a minima une communication globale par an.



Cibles / Partenaires

- Industriels, entreprises ou associations concernées
- Structures d'accompagnement (exemple : Martinique Développement)
- Fédérations, syndicats
- Collectivités
- Médias (affiche, presse, radio, télévision, mailing, Internet)



Conditions de réussite

- Adapter le message et les outils à la cible de communication choisie
- Définir et mettre en place des moyens de communication adaptés
- Expliquer le contexte de l'initiative et dans quelle mesure elle s'inscrit dans une démarche d'économie circulaire, quels sont le(s) pilier(s) concerné(s), le(s) secteur(s) touché(s) (donner la définition de l'économie circulaire)

Impacts sur le territoire

- Rayonnement des acteurs mobilisés et augmentation de l'attractivité du territoire
- Duplication et démultiplication attendues des initiatives d'économie circulaire



Niveau de priorité

Fort.

La communication sur les initiatives déjà existantes que ce soit sur le territoire ou au –delà est un levier important pour motiver et mobiliser de nouveaux acteurs. Communiquer sur les initiatives existantes favorise la reproduction d'initiatives fructueuses, le partage d'expérience et l'émergence de nouvelles idées qui deviendront à leur tour des initiatives. Cette communication montre aussi le dynamisme du territoire en la matière et favorise son attractivité.

septembre 2017

V.4.1.1 ACTION 30 : COMMUNIQUER SUR LES PROJETS EXEMPLAIRES EXISTANTS



Détail de l'action

Communiquer sur les projets existants est une source à la fois de sensibilisation, d'information et d'inspiration. Il s'agit donc de rassembler l'ensemble (ou une grande variété) des initiatives du territoire sur un site Internet (relié à la plateforme de la CTM par exemple), un catalogue ou sous formes de documents promotionnels. Ce recueil mettra en lumière les initiatives du type jardins partagés, fermes durables, les plateformes de covoiturage locales et favorisera alors l'essaimage des bonnes pratiques. Cette communication pourra être découpée en plusieurs séquences (d'une durée de 6 mois par exemple). Chaque séquence mettant en avant une thématique de l'économie circulaire en particulier (que ce soit sur un pilier, un secteur ou une typologie d'acteurs)

Exemples de plateforme régionale :

- Réseau d'économie circulaire et d'innovation dans les territoires aquitains (RECITA : <https://www.recita.org/>)
- Réseau de l'économie circulaire en Auvergne-Rhône-Alpes (ECLAIRA : <https://www.eclaira.org/>)

V.4.1.2 ACTION 31 : CREER UN "ANNUAIRE" DU REEMPLOI ET DE LA REPARATION



Détail de l'action

Constituer un annuaire des structures œuvrant dans le secteur du réemploi et de la réparation. Dans un premier temps il s'agit de compiler les différents documents des collectivités (à noter que la CACEM est en cours d'élaboration de cet annuaire sur son territoire) et de le compléter le cas échéant.

Exemples :

- Plateforme du réemploi porté par le Sycotm et le Conseil Régional île-de France (<http://www.recup-id.fr/>)
- Annuaire de la réparation et du réemploi du Grand Nancy (<http://www.grandnancy.eu/vie-quotidienne/dechets/guide-et-annuaire-de-la-reparation-et-du-reemploi/>)

V.4.2. OBJECTIF 2 : SENSIBILISER LES (POTENTIELLES) PARTIES PRENANTES



Indicateurs de suivi / Livrables

- Evènements sur le sujet de l'économie circulaire
- Niveau de connaissance du concept d'économie circulaire par les acteurs du territoire et niveau d'appropriation de ce concept pour leur activité.
- Formations disponibles sur le sujet



Planning

Dès à présent et de manière continue ou du moins à échéances planifiées dans le temps et qui perdurent.

septembre 2017



Cibles / Partenaires

- Tous les acteurs du territoire en commençant par les acteurs du type tête de réseau ou dont les périmètres de compétences couvrent une large partie du territoire (exemple : le Parc Naturel de la Martinique qui a, entre autre, une fonction de veille et d'animation)
- Les organismes de conseil et d'accompagnement qui, de par, leurs activités sont en contact avec un grand nombre d'acteurs (exemple : Martinique Développement, le Réseau Graine Martinique)
- Les organismes de formation
- Les scolaires, étudiants, enseignants
- Les citoyens



Conditions de réussite

- Diffuser la définition de l'économie circulaire et les enjeux pour la Martinique
- Donner une dimension participative et collaborative aux projets/démarches
- Impliquer et responsabiliser les acteurs
- Définir des objectifs réalistes, mesurables, ambitieux, temporels

Impacts sur le territoire

- Fédérer les différentes parties prenantes autour d'un objectif commun, créer des liens, de nouvelles passerelles entre les acteurs
- Ouvrir un nouveau périmètre d'action propice au développement de nouvelles activités



Niveau de priorité

Fort

Première étape préalable au développement de l'économie circulaire, la sensibilisation de l'ensemble des parties prenantes est primordiale. La stratégie d'économie circulaire est d'autant plus efficace que le nombre d'acteurs du territoire impliqués est important et que les synergies entre eux se multiplient. La sensibilisation est le premier pas vers le changement des comportements (et des modes de pensée) nécessaire au développement de l'économie circulaire.

septembre 2017

V.4.2.1 ACTION 32 : PROMOUVOIR L'ECONOMIE CIRCULAIRE AUPRES DU GRAND PUBLIC



Promouvoir l'économie circulaire auprès du grand public en le sensibilisant et en l'informant sur les sujets suivants :

- la prévention des déchets
- la réduction de la consommation énergétique
- les circuits courts
- les achats responsables
- le compostage individuel ou de proximité
- l'économie collaborative : autopartage, location, partage de services en mutualisant l'espace (garde d'enfants au sein d'une copropriété, conciergerie partagée, etc.) ou les biens (petits matériels de bricolage, électroménager occasionnel, etc...)
- le réemploi, la réparation, les recycleries, ressourceries
- le tri
- le gaspillage alimentaire

Cette promotion peut se faire au travers de différents canaux :

- un événement annuel mettant une thématique à l'honneur chaque année
- un kit de communication sur l'économie circulaire à diffuser auprès des associations qui en feront ensuite le relais

Voir aussi les outils mis à disposition par l'ADEME :

<http://www.ademe.fr/collectivites-secteur-public/animer-territoire/mobiliser-acteurs-territoire/mobiliser-grand-public-lademe-cotes-collectivites-territoriales>

V.4.2.2 ACTION 33 : SENSIBILISER LES ETUDIANTS ET LES SCOLAIRES



Développer un programme de sensibilisation et d'information à destination des scolaires et étudiants sur les enjeux de l'économie circulaire en l'intégrant aux programmes scolaires existants en coopération avec les équipes éducatives et de manière uniforme sur l'ensemble du territoire. Ce programme pourra être formalisé par la vulgarisation du concept d'économie circulaire au sein des matières les plus propices (sciences de la vie et de la terre, géographie, éducation civique) mais aussi via des interventions de professionnels sur le sujet, l'animation d'événements de communication ponctuels au sein des établissements (sur le même modèle que ce qui existe aujourd'hui avec les ambassadeurs du tri) ou des visites de site emblématique (centre de tri, ressourceries, plateforme de compostage,...)

Voir les outils mis à disposition par l'ADEME pour sensibiliser les élèves et les étudiants :

<http://www.ademe.fr/expertises/developpement-durable/education-developpement-durable/sensibiliser-eleves-etudiants>

V.4.2.3 ACTION 34 : ACCOMPAGNER LES ENTREPRISES ET PARTICULIEREMENT LES STRUCTURES DU BTP









Aider les entreprises à mieux comprendre et intégrer les principes de l'économie circulaire dans leurs stratégies et à former leurs collaborateurs. Pour les entreprises du secteur du BTP, étendre la charte « Chantier vert » au territoire martiniquais. La charte chantier vert, dédiée aux professionnels du BTP, intègre une gestion des nuisances environnementales que le chantier engendre par ses différentes activités : bruit, salissures, circulations, stationnements, gestion des déchets, limitation des pollutions. Cette charte aujourd'hui en œuvre dans différentes régions françaises doit s'étendre sur la Martinique.

Exemple d'actions par nuisances : http://www.chantiervert.fr/10.exemples_actions.html

septembre 2017

V.5. AXE D : ACCOMPAGNER ET SOUTENIR LES TERRITOIRES, LEURS ACTEURS, LEURS FILIERES

 Enjeux clés	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer l'engagement des filières économiques de la Martinique dans des démarches d'économie circulaire • Favoriser les acteurs à engager des démarches d'économie circulaire en offrant des conditions préférentielles
 Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> • Objectif 1 : Former les acteurs • Objectif 2 : Renforcer la création de valeur ajoutée sur le territoire selon l'approche économie circulaire • Objectif 3 : Soutenir les initiatives collectives
 Indicateurs de suivi / Livrables	<ul style="list-style-type: none"> • Formations sur le concept de l'économie circulaire • Formations plus spécifiques sur les différents piliers de l'économie circulaire • Interventions d'experts sur ce sujet
 Planning	<p>Former dès à présent le plus grand nombre d'acteurs au concept de l'économie circulaire (les différents piliers notamment) et ensuite prévoir des formations plus approfondies, spécifiques à certains secteurs d'activités, type d'acteurs ou sur certains piliers. L'économie circulaire étant un concept encore jeune, une formation de base doit rester accessible en continue.</p>
 Cibles / Partenaires	<ul style="list-style-type: none"> • Les organismes de conseil et d'accompagnement qui, de par, leurs activités sont en contact avec un grand nombre d'acteurs (exemple : Martinique Développement, le Réseau Graine Martinique) • Les organismes de formation • Les fédérations, les syndicats • Les industriels, les entreprises (PME, TPE) et les associations
 Conditions de réussite	<ul style="list-style-type: none"> • Une bonne connaissance des acteurs, de leur environnement et des interactions immédiates qu'ils ont entre eux • Cibler et orienter les formations en fonction de la typologie d'acteurs : intégrer l'économie circulaire dans le cadre des activités des acteurs pour associer plus aisément le concept (les différents piliers notamment) aux actions concrètes envisageables
Impacts sur le territoire	<ul style="list-style-type: none"> • Augmenter le niveau de connaissance des acteurs sur le sujet de l'économie circulaire en général et sur des thématiques plus spécifiques (éco-conception, approvisionnement durable, éco-construction)

septembre 2017

- Favoriser le développement de nouvelles activités et donc la création d'emplois notamment sur le secteur du réemploi et de la réparation



Niveau de priorité

Fort

Cet objectif s'inscrit dans la continuité de la sensibilisation (évoquée dans l'axe précédent). En effet, en vue de déployer la stratégie d'économie circulaire sur le territoire, il est important de pouvoir accompagner les différents acteurs au-delà de la simple sensibilisation pour les aider à acquérir les connaissances et compétences qui leur permettront de devenir autonomes et participer activement au déploiement de cette stratégie.

V.5.1.1 ACTION 35 : REALISER UNE "BOITE A OUTILS" POUR LES AGRICULTEURS



Détail de l'action

Réaliser et mettre à disposition des agriculteurs une boîte à outils réunissant un ensemble de fiches techniques et de témoignages sur des problématiques telles que l'économie d'intrants ou la réduction et la valorisation des déchets. Il pourra être pertinent de s'inspirer de celle mise en place par le FARRE (Forum des Agriculteurs Responsables Respectueux de l'Environnement, <http://www.boitagri.com>) qui devra être adaptée aux spécificités de la Martinique. Il s'agit d'accompagner les agriculteurs vers une modification de leurs pratiques agricoles pour aller vers des pratiques plus économes et respectueuses de l'environnement.

V.5.1.2 ACTION 36 : SOUTENIR LES ACTEURS DU REEMPLOI ET DE LA REPARATION



Détail de l'action

Apporter à ces acteurs des outils pour monter en compétences et les accompagner dans la mise en place de filières qui soient adaptées aux problématiques et aux besoins de la Martinique. Exemples : faire intervenir des experts des éco-organismes, organiser des visites de sites, offrir des formations sur des thématiques précises (DEEE, VHU). Ex : création d'un annuaire des acteurs du réemploi et de la réparation sur l'île de la Réunion.

V.5.1.3 ACTION 37 : METTRE EN PLACE UNE FORMATION A L'ECO-CONSTRUCTION



Détail de l'action

Former l'ensemble des acteurs de la filière BTP à l'éco-construction. Il s'agit de mettre en avant la prise en compte de l'impact environnemental de la construction (qu'il s'agisse de construction nouvelle, restauration, rénovation ou réhabilitation d'un bâtiment) à chaque étape de la construction mais aussi dans son utilisation future (consommation d'énergie, rejet des divers flux : eau, déchets...). Le but est par exemple de tendre vers la neutralité ou positivité énergétique des bâtiments, via la réduction de la consommation d'énergie (améliorer l'isolation, la ventilation) ou l'utilisation de l'énergie renouvelable disponible sur le territoire (solaire notamment).

V.5.2. OBJECTIF 2 : RENFORCER LA CREATION DE VALEUR AJOUTEE SUR LE TERRITOIRE SELON L'APPROCHE ECONOMIE CIRCULAIRE



Indicateurs de suivi / Livrables

- Soutien à la création et au développement d'entreprises locales (exemple : start-up ou nouvelles branches d'activités basés sur un ou plusieurs piliers de l'économie circulaire)
- Aide à la réorientation de business models existants pour les transformer dans une logique d'économie circulaire

septembre 2017



Planning

Objectif à court terme qui doit être traité de manière continue



Cibles / Partenaires

Tous les acteurs du territoire



Conditions de réussite

- Mobiliser, dans un premier temps, les filières économiques prioritaires (IAA, Energie, Transport, BTP)
- Identifier et accompagner les porteurs de projets stratégiques

Impacts sur le territoire

- Optimisation de l'aménagement du territoire et amélioration du niveau de vie
- Réduction des impacts environnementaux sur le territoire grâce en particulier au développement d'une consommation plus responsable et à une réduction du trafic routier (transports de marchandises et trajets domicile-travail)
- Amélioration des services de collecte, traitement et réemploi des déchets avec un potentiel de création d'emplois notamment dans le domaine de l'ESS et plus particulièrement dans les secteurs du réemploi et de la réparation



Niveau de priorité

Fort

L'économie circulaire n'est pas une démarche déconnectée de l'économie « classique » du territoire. Il s'agit bien ici de renforcer la valeur ajoutée créée sur le territoire en profitant des nouveaux champs d'investigation ou d'application offerts par l'économie circulaire. Ainsi la création de valeur ajoutée, même au travers l'économie circulaire, reste un objectif prioritaire pour le territoire.

V.5.2.1 ACTION 38 : FOURNIR LES SERVICES DE COLLECTE ET TRAITEMENT DE L'ENSEMBLE DES FILIERES REP



Détail de l'action

Encourager la mutualisation des actions menées individuellement par les éco-organismes dans les différentes filières de collecte et de traitement, pour faire face notamment au manque de rentabilité des installations de retraitement, lié aux quantités insuffisantes de matières.

La création de plateforme inter-acteurs permettant le partage d'expérience, l'échange d'information, la veille innovation et technique, la capitalisation semble pertinente.

septembre 2017

V.5.2.2 ACTION 39 : CREER DES LABELS POUR L'ECONOMIE CIRCULAIRE



Détail de l'action

Encourager à la création de label de l'économie circulaire. Il existe à ce jour plusieurs labels environnementaux officiels garants de l'éco-conception des produits comme NF Environnement en France ou l'écolabel européen. Pour informer les consommateurs et les orienter vers les « bons produits » la création de label du type « produits locaux » (ex : label « Produit de l'Industrie Locale » de l'AMPI), « éco-conception locale » ou encore des labels sur les produits de seconde main garantissant leurs qualités sont à développer.

A titre d'exemple, l'association RCube porte le 1^{er} référentiel européen (<http://label.rcube.org/#label>) qui garantit la qualité des téléphones portables d'occasion, reconditionnées par des professionnels. Rcube.org, la Fédération professionnelle des acteurs de l'occasion, de la Réparation, du Reconditionnement et de la Réutilisation, avec ce label « Mobile Certifié Reconditionné » a ouvert la voie à la création d'un système de labellisation des produits d'occasion dont la méthodologie de certification peut être reproduite sur d'autres produits et dont il serait pertinent de s'inspirer.

V.5.2.3 ACTION 40 : OPTIMISER LA LOGISTIQUE DE TRANSPORT



Détail de l'action

Développer le co-transport

Exemples :

- la start-up française Converso a créé une plate-forme pour mettre en relation en temps réel les transporteurs routiers et les expéditeurs et permet l'optimisation du remplissage des camions (<https://www.lesechos-etudes.fr/news/2017/03/09/luberisation-du-transport-de-marchandises/>)
- développement du transport de colis par des coursiers ou des particuliers (<http://www.lefigaro.fr/secteur/high-tech/start-up/2016/06/15/32004-20160615ARTFIG00209-ces-start-up-veulent-uberiser-le-transport-d-objets.php> , <https://bring4you.com/>)

Réduire voire supprimer les retours à vide des camions. Identifier les potentialités de logistique inverse sur les flux de marchandises les plus importants (que ce soit au sein d'un même transporteur ou parmi des flottes de véhicules appartenant à différentes entreprises)

V.5.2.4 ACTION 41 : ANALYSER L'EFFICACITE D'ENTRETIEN DU RESEAU DE DISTRIBUTION DE L'EAU



Détail de l'action

Il s'agit de s'assurer que l'entretien et la maintenance du réseau d'eau est faite correctement et que le suivi est efficace. Pour rappel, depuis 2013, la loi Grenelle 2 impose aux services d'eau et d'assainissement de disposer d'un descriptif détaillé de leurs réseaux et un seuil pour le rendement du réseau variable selon s'il s'agit d'un réseau urbain ou rural.

V.5.2.5 ACTION 42 : REDUIRE LA CONSOMMATION D'EMBALLAGES DANS LA DISTRIBUTION



Détail de l'action

Favoriser des nouveaux modes de conditionnement ou de vente par exemple :

- expérimenter des dispositifs de consigne en commençant par celui du verre d'emballage
- développer la vente en vrac

septembre 2017

V.5.2.6 ACTION 43 : PROMOUVOIR DES CHANGEMENTS COMPORTEMENTAUX EN PHASE AVEC L'ECONOMIE CIRCULAIRE

S'appuyer sur le développement du THD (Très Haut Débit) en faveur duquel la CTM s'est engagée et qui permettra, dès lors qu'il sera pleinement opérationnel, une connectivité accrue des infrastructures et des équipements publics et privés et favorisera alors des modifications de comportements en phase avec l'économie circulaire :



- Développement du télétravail grâce à une meilleure connectivité (utilisation d'outils de téléconférences, de plateformes de réunion en ligne, ...). Ceci permettra de décongestionner le trafic en diminuant le nombre de trajets domicile-travail ainsi que les impacts environnementaux associés.
- Développement d'une consommation collaborative plus performante grâce à une meilleure couverture numérique et l'accès à des applications collaboratives et/ou communautaire (covoiturage, don d'objets, échange de service, prêt d'appartements, information en temps réel sur le trafic routier, ...)
- Expérimenter des nouveaux biens d'équipements et de consommations innovants, plus vertueux sur le plan environnemental (la démographie et le niveau de vie de la Martinique constitue un échantillon intéressant pour des multinationales souhaitant tester de nouveaux produits)

V.5.2.7 ACTION 44 : AMELIORER LE RESEAU DE TRANSPORT ET FAVORISER LES MODES DE TRANSPORT DOUX



- fluidifier les connections sur les différents réseaux de transport (notamment pour les transports en commun)
- créer des parkings en périphérie des centres urbains reliés aux centres par des systèmes de navette pour désengorger les centres-villes et réduire l'autosolisme
- créer des voies dédiées aux modes de transport doux (création de pistes cyclables et de trottoirs).

V.5.2.8 ACTION 45 : SENSIBILISER LA DISTRIBUTION A DES NOUVELLES PRATIQUES



Inciter les distributeurs à revoir les cahiers des charges afin d'éviter le triage avant ventre excluant les produits "hors calibres" ou "moches" des rayons.

Exemple :

Opération « les fruits et légumes moches » d'Intermarché en partenariat avec le collectif « Les Gueules cassées » (<https://www.lsa-conso.fr/les-queueles-cassees-ce-collectif-fournisseur-de-fruits-et-legumes-moches.174702>)

V.5.2.9 ACTION 46 : DEVELOPPER DES COLLECTES PERMETTANT LE RESPECT DE LA HIERARCHIE DES MODES DE TRAITEMENT








Il s'agit de sensibiliser et former le personnel en charge des collectes d'encombrants aux collectes dites « préservantes » (qui permettent d'exploiter et d'augmenter le potentiel de réemploi et réutilisation des biens collectés) notamment en partenariat avec les acteurs de l'ESS. La mise en place de zones de dépôts de déchets réutilisables en déchetterie ou d'autres biais permettant de collecter ce qui est valorisable est aussi une solution à envisager.


Exemple : le concept de « supermarché inversé » où chacun peut venir déposer et récupérer des objets/matériaux favorisant le réemploi (<http://www.smicval.fr/content/smicval-market>)

septembre 2017

V.5.3. OBJECTIF 3 : SOUTENIR LES INITIATIVES COLLECTIVES

 Indicateurs de suivi / Livrables	<ul style="list-style-type: none"> Projets pluridisciplinaires associant des acteurs d'horizon différents (monde entrepreneurial, associatif, de la recherche,...) et provenant de différents secteurs Emergence de nouvelles activités provenant de la collaboration de deux ou plusieurs acteurs
 Planning	<p>Ce soutien doit être apporté dans un premier temps aux initiatives existantes afin de favoriser et pérenniser la mobilisation des acteurs déjà impliqués et dans un second temps se tourner vers de nouveaux acteurs susceptibles de mettre en place à leur tour des initiatives collectives.</p>
 Cibles / Partenaires	<ul style="list-style-type: none"> Têtes de réseaux Regroupements d'industriels, d'entreprises, d'associations (fédérations, syndicats, CCI,...) Donneurs d'ordre (AAP, AO) (exemple : ADEME, CTM)
 Conditions de réussite	<ul style="list-style-type: none"> Faire rencontrer les acteurs autour de projets collaboratifs et pluridisciplinaires sur la thématique de l'économie circulaire Favoriser la mise en réseaux et les interactions entre les acteurs
Impacts sur le territoire	<ul style="list-style-type: none"> Meilleure connaissance des acteurs entre eux ce qui favorise le développement de nouvelles synergies Maillage du territoire plus complet notamment en termes de gestion des déchets Réduction des impacts environnementaux liés à la mutualisation des services notamment de transport (moins de camions sur les routes, optimisation des chargements, partage de véhicules,...)
 Niveau de priorité	<p>Moyen Bien que la dynamique collective reste un point clé du déploiement d'une stratégie d'économie circulaire, ce troisième objectif apparaît moins prioritaire au regard de la formation des acteurs et du renforcement de la création de valeur ajoutée sur le territoire. Ces derniers auront des impacts potentiellement plus rapides et plus long terme.</p>

V.5.3.1 ACTION 47 : CAPTER LES GISEMENTS DE DECHETS DIFFUS DU TERRITOIRE

 Détail de l'action	<p>Développer des projets collaboratifs permettant de capter les gisements de déchets diffus du territoire comme, par exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> les systèmes d'échanges/troc réalisés dans le cadre des bourses aux déchets entre professionnels et particuliers La promotion/création de plateformes en ligne L'organisation d'événements en partenariat avec les collectivités
--	--

septembre 2017

V.5.3.2 ACTION 48 : FAVORISER LA CREATION DE RESEAUX D'ACTEURS ET LEUR ANIMATION



Détail de l'action

Décloisonner les mondes industriels, de l'entreprise, associatif et académique en favorisant leur rencontre (autour d'événements par exemple) et en les incitant à travailler sur des sujets communs. Offrir une aide au financement d'une association, d'une coopérative ou de développement d'une tête de réseau permettra de les accompagner dans la création d'un réseau et son animation.

V.5.3.3 ACTION 49 : FAVORISER LA MUTUALISATION DE SERVICE ENTRE LES ENTREPRISES



Détail de l'action

Inciter les entreprises à se regrouper en vue de mutualiser des services tels que la restauration, les services de ménage, l'achat de fourniture ce qui permet une optimisation économique mais aussi environnementale.

Exemple : zone d'EIT telle que celle de Meyzieu en Auvergne Rhône-Alpes.

V.5.3.4 ACTION 50 : INCITER AU COVOITURAGE ET A L'AUTOPARTAGE POUR LES TRAJETS DOMICILE-TRAVAIL



Détail de l'action

Inciter au changement de comportements :

- en rendant gratuit certains parkings pour ces usagers,
- en appuyant à la création d'outils de mise en relation (applications),
- en soutenant des initiatives de la sorte dans les plans de déplacements des entreprises et entre les entreprises du même bassin d'activités
- en favorisant système du type Autolib'

VI. SYNTHÈSE

L'économie circulaire s'impose petit à petit comme une vraie nécessité en vue d'un développement durable du territoire martiniquais pour les années à venir. Bien qu'aujourd'hui des repères réglementaires viennent appuyer la logique d'économie circulaire (comme la Stratégie Nationale de Transition Ecologique vers un Développement Durable ou la Loi relative à la Transition Energétique pour la Croissance Verte) se saisir de cette démarche apparaît surtout comme une nouvelle opportunité de développement territorial, ouvrant la voie à de nouvelles synergies entre acteurs, à l'émergence de nouvelles filières de production de biens ou de gestion des déchets, et à la création de nouveaux emplois.

Le diagnostic prospectif réalisé sur le territoire martiniquais a mis en avant les acteurs et les ressources clés sur lesquels il convient de s'appuyer. La feuille de route émanant de la concertation des différents acteurs, a fait émerger des solutions qui forment des pistes d'action pour le territoire. Ces éléments doivent servir à alimenter les travaux de la CTM et d'autres parties prenantes de la Martinique sur les sujets relatifs à l'économie circulaire et servir de support à la mise en place d'actions par l'ensemble des acteurs du territoire.

De ce diagnostic ressort que la Martinique est, de par sa géographie et son histoire, un territoire très fortement dépendant de l'extérieur. Cela fait d'elle, une zone particulièrement propice au développement d'une démarche d'économie circulaire et ce, aussi bien sur le secteur primaire, secondaire que tertiaire. En effet, la Martinique doit notamment travailler au développement de son agriculture locale pour répondre, dans une logique d'approvisionnement durable, à ses besoins locaux et réduire ainsi les importations de denrées alimentaires. Afin de diminuer sa dépendance aux importations de pétrole, elle doit aussi accélérer le développement des énergies renouvelables pour lesquelles les caractéristiques du territoire offrent un potentiel intéressant. Un autre enjeu de taille pour le territoire martiniquais est celui du transport. Souffrant aujourd'hui d'une saturation importante de ses axes routiers, ce secteur se montre particulièrement propice au développement de l'économie de fonctionnalité et de la consommation collaborative. Ce développement sera toutefois d'autant plus efficace s'il est accompagné d'un changement de comportement des citoyens. Par ailleurs, la gestion des déchets reste aussi un défi majeur à relever sur l'île, défi pour lequel la sensibilisation des citoyens est aussi un facteur clé. C'est une source d'opportunités considérables pour développer le réemploi, la réutilisation, la réparation, le recyclage et plus largement toutes les filières favorisant le bouclage des flux qui est à la base même de l'économie circulaire.

La mise en place d'une stratégie d'économie circulaire sur un territoire est par nature complexe car elle concerne possiblement tous les acteurs et tous les secteurs d'activités. Il apparaît donc nécessaire, dans un premier temps, de prioriser les actions sur les secteurs aux enjeux les plus forts relativement à la question des ressources et des impacts environnementaux liés. C'est dans cette optique qu'une analyse par chaîne de valeur a été menée sur les secteurs clés du territoire. L'observation de ces secteurs via le prisme des chaînes de valeur a permis de mettre en avant non seulement les acteurs impliqués ou à impliquer, les initiatives existantes ainsi que les enjeux territoriaux et les opportunités de développement à étudier dans le cadre de la mise en place d'une stratégie d'économie circulaire.

Par ailleurs, il apparaît que le manque de dispositifs de soutien et en particulier de soutien spécifique (sur l'économie de la fonctionnalité ou l'écologie industrielle par exemple) ou correctement adapté au territoire (taille des exploitations, volumes traités, etc.) soit un frein au développement de l'économie circulaire en Martinique. Au-delà des aides financières qui peuvent être apportées, la sensibilisation et la formation de l'ensemble des acteurs (grand public y compris) apparaît comme primordiale.

Comme il a été détaillé dans la feuille de route, en vue de construire une stratégie durable, il est indispensable qu'un organe de pilotage et de gouvernance soit mis en place pour, valider la stratégie, élaborer de nouveaux objectifs au fur et à mesure du développement et montrer l'exemple. Il sera aussi nécessaire, d'approfondir en permanence les connaissances et pourquoi pas de se saisir d'ores et déjà de sujets de niches pour développer une expertise en particulier. Afin que la stratégie élaborée soit concrètement mise en œuvre, la mobilisation et la motivation du maximum d'acteurs du territoire est indispensable. Ceci passe dans un premier temps par une sensibilisation forte et bien ciblée au concept de l'économie circulaire, la promotion des initiatives existantes et des acteurs déjà engagés ainsi que par un accompagnement à la fois en termes de formation, de mise à disposition d'outils et d'aides financières.

septembre 2017

L'étude montre que de nombreuses initiatives sont déjà en cours et qu'un nombre satisfaisant d'acteurs sont déjà au travail sur les différentes dimensions de l'économie circulaire afin tout particulièrement de favoriser les circuits courts et la relocalisation d'activités économiques sur l'île dans la logique de préserver et de valoriser les ressources du territoire. Il reste dorénavant à donner une nouvelle impulsion collective à cet ensemble afin d'en faire une aventure collective décuplant les efforts jusqu'ici souvent individuels et de transformer les modèles économique et certaines pratiques des acteurs du territoire qui ont entre leurs mains un territoire unique, aux multiples potentiels, même si les dépendances ne pourront pas toutes disparaître. L'économie circulaire mérite un engagement fort des nombreuses parties prenantes du territoire qui mèneront à coup sûr vers un certain nombre de succès s'adossant aux multiples pistes d'amélioration et opportunités identifiées par les activateurs du territoire.

VII. BIBLIOGRAPHIE

- [1] IEDOM, "Martinique Rapport annuel 2015," juin 2016.
- [2] Chambre d'Agriculture Martinique, «L'agriculture martiniquaise en chiffres,» 2014.
- [3] d. l. e. d. l. F. Ministère de l'Agriculture, "Alim'Agri," Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt, 18 04 2016. [Online]. Available: <http://agriculture.gouv.fr/la-martinique-lessor-du-commerce-agricole>.
- [4] Région Martinique, «Etat des lieux du transport de marchandises et de la logistique en Martinique : synthèse du diagnostic,» 2015.
- [5] BRGM, "Schéma des carrières de Martinique," 2006.
- [6] ONF, "ONF en Martinique - Chiffres Clés," [Online]. Available: http://www.onf.fr/martinique/sommaire/onf/chiffres_cles/@@index.html.
- [7] Caraïbes Environnement et TransEnergie, «Etat des lieux des matériaux et écomatériaux, issus des matières premières locales, exploitables en Martinique. Rapport commandité par l'ADEME,» ADEME, 2012.
- [8] «Etat des lieux des matériaux et écomatériaux, issus des matières premières locales, exploitables en Martinique,» 2012.
- [9] Préfecture de la Martinique et Collectivité Territoriale de Martinique, «Programmation Pluriannuelle de l'Energie de la Martinique 2015/2018 - 2019/2023,» 2016.
- [10] IEDOM, «IEDOM, Agence de la Martinique,» janvier 2015. [En ligne]. Available: http://www.iedom.fr/IMG/pdf/ne307_eclairage_tourisme_martinique.pdf.
- [11] INSEE, «Agriculture,» 2014. [En ligne]. Available: http://www.insee.fr/fr/insee_regions/martinique/themes/insee-conjoncture/ma_inc_01/ma_inc_01_agriculture.pdf.
- [12] Chambre d'Agriculture Martinique, "Etude préalable en vue de la valorisation des pratiques et des productions traditionnelles," 2014.
- [13] d. l. e. d. l. F. Ministère de l'Agriculture, "Agreste Martinique," 10 2015. [Online]. Available: http://daaf.martinique.agriculture.gouv.fr/IMG/pdf/MEMENTO_2015_cle08da2c.pdf.
- [14] IEDOM, "Martinique Rapport Annuel 2014," juin 2015.
- [15] Agreste Martinique, «Face à une SAU tournée vers l'exportation, les filières hors sol répondent aux besoins en produits frais,» 2015.
- [16] INSEE, «INSEE Conjoncture Martinique, Le bilan économique 2015,» juin 2016.

septembre 2017

- [17] INSEE, "Insee Conjoncture Martinique," juin 2016. [Online]. Available: http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=23&ref_id=24454.
- [18] INSEE, IEDOM, AFD, "Les entreprises de Martinique".
- [19] ADEME, «Mission d'accompagnement du déploiement des filières dites à responsabilité élargie des producteurs dans les territoires d'outre-mer et de la promotion d'une économie circulaire de proximité,» 201
- [20] BRGM, Caractérisation des enjeux aux Antilles, mai 2007
- [21] INSEE, «Bilan économique 2015 - Martinique,» 2015. [En ligne]. Available: <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2018820?sommaire=2018821>.
- [22] DEAL, «Chiffres clés de l'environnement de Martinique 2016,» 2016.
- [23] BRGM, «Matières premières, terres excavées, recyclage et matériaux du BTP (Martinique),» 2014. [En ligne]. Available: <http://www.brgm.fr/evenement/matieres-premieres-terres-excavees-recyclage-matériaux-btp-martinique>.
- [24] Agence martiniquaise de l'énergie, «Martinique Ile Durable. Synthèse du dispositif,» 2015.
- [25] ADEME/ARF, «Guide méthodologique du développement des stratégies régionales d'économie circulaire en France,» 2014.
- [26] DEAL Martinique et Région Martinique, «Schéma Régionale Eolien Martinique,» 2013
- [27] DEAL Martinique et Région Martinique, «Schéma Régional Climat Air Energie Martinique. Rapport d'Etat des lieux,» 2013.
- [28] Office de l'Eau Martinique, "Analyse économique sur l'eau en Martinique - La récupération des coûts," 2013.
- [29] D. Martinique, Synthèse du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux 2009-2015, 20096.
- [30] Note exepresse n°58 : la gestion des déchets à la Martinique, avril 2009 [online] available: http://www.iedom.fr/IMG/pdf/ne58_eclairage_gestion_dechets_martinique_04.2009.pdf
- [31] Dossier d'enregistrement au titre des installations classées pour la protection de l'environnement, Batimat Recyclage, mars 2013 [Online]. Available : http://www.martinique.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/BATIMAT_presentation_cle718e4c.pdf

septembre 2017

VIII. ANNEXES

septembre 2017

VIII.1. DESCRIPTION DES ACTEURS

Acteurs du territoire

Acteur	Description/Initiatives	Filière(s)	Chaine(s) de valeur
ACISE (Samu social)	Association loi 1901 s'occupant initialement de la prise en charge des sans-abris puis s'étant rapprochée de la protection de l'environnement, notamment dans le cadre du développement des filières textiles et bien de consommation/ameublement. Ils ont mis en place des points d'apport volontaire, les collectes, le tri, l'export, la revente et la réutilisation de textile usagés. http://acisesamusocial.org/	Bien de consommation	Produits réemployés et déchets réutilisés
ADAM ⁵⁰	Association pour le développement de l'aquaculture en Martinique	Pêche et aquaculture	Eco-conception
Agence Française de la Biodiversité/ Parc naturel marin	Le Parc naturel marin, créé depuis le 5 mai 2017 a pour objectifs de connaître et de protéger le milieu marin, tout en soutenant le développement durable des activités maritimes qui en dépendent. Il est en charge de l'élaboration d'un plan de gestion d'ici 2020.	Pêche et aquaculture	Eco-conception
Agence Martiniquaise de l'énergie ; Observatoire OMEGA	La vocation de l'AME est de mettre en synergie les stratégies, les moyens et les actions des acteurs pour assurer la transition énergétique de la Martinique. Son équipe, constituée principalement d'ingénieurs, de chercheurs et de techniciens veille à la réalisation du SRCAE (Schéma Régional du Climat de l'Air et de l'énergie). Elle travaille à la mise en place d'un Observatoire de l'énergie en partenariat avec les acteurs du secteur, conduit des programmes de Recherche avec les instituts spécialisés (INES, CEA, universités, ...) et accompagne les acteurs économiques dans leurs projets innovants et leurs démarches énergétiques.	Energie	Economie de la fonctionnalité
AMIV ⁵¹	Interprofession de la filière viande	Agriculture (élevage)	Eco-conception

⁵⁰ Association pour le développement de l'aquaculture en Martinique⁵¹ Association Martiniquaise Interprofessionnelle de Viande

septembre 2017

Acteur	Description/Initiatives	Filière(s)	Chaine(s) de valeur
Association AFPBM ⁵²	L'AFPBM rassemble la moitié des producteurs certifiés biologiques de la Martinique (soit une vingtaine d'agriculteurs). L'objectif est de définir une stratégie collective pour augmenter la production et viser le marché local. Cela devrait passer par la création de marchés de grande proximité, par une meilleure formation des agriculteurs et par la réalisation de plans de sols.	Agriculture	Eco-conception
Association AMPMM ⁵³	Porteur du projet « Des pratiques innovantes et agro-écologiques pour une meilleure qualité de la viande d'agneau marquée, valorisée dans des circuits de proximité ». Reconnu au titre de GIEE en 2015.	Agriculture (élevage)	Eco-conception
Association Green' Symbio z	L'association Green' Symbioz veut préserver le patrimoine du vivant en s'appuyant sur le savoir-faire agricole caribéen. Les graines sont proposées aux agriculteurs.	Agriculture	Eco-conception
Association VALCACO	Porteur du projet « Structuration et développement d'une filière d'excellence de cacao d'origine Martinique ». Reconnu au titre de GIEE en 2015.	Agriculture (productions végétales)	Eco-conception
Banamart ⁵⁴ et UGPBAN ⁵⁵	Banamart et l'UGPBAN ont signé le Plan Banane Durable I et II. La filière banane regroupe 60% des salariés agricole en Martinique.	Agriculture (productions végétales)	Eco-conception
Banque alimentaire de Martinique	Lutte contre le gaspillage alimentaire : banque alimentaire établi depuis de nombreuses années des partenariats avec les Grandes et Moyennes surfaces afin qu'elles fassent dons de leurs produits invendus. Leader Price et les magasins Hyper U ont ainsi signé une convention de partenariat avec la BAM.	Agriculture	Eco-conception
Bio Peyi Nou	Exploitation agricole biologique qui fait des paniers bio	Agriculture, Pêche, Alimentation	Consommation collaborative
Caisse des Ecoles de Fort de France	Etablissement public local intervenant en faveur des enfants dans tous les domaines de la vie scolaire (social, culturel, éducatif, sanitaire,...)	Agriculture, Pêche, Alimentation	Prévention et valorisation des déchets ; Produits réemployés et déchets réutilisés

⁵² Association des Fermiers et Producteurs Biologiques de la Martinique

⁵³ Association Martiniquaise pour la Production du Mouton Marqué

⁵⁴ Union des producteurs de banane de la Martinique

⁵⁵ Union des groupements de producteurs de bananes de Guadeloupe et Martinique

septembre 2017

Acteur	Description/Initiatives	Filière(s)	Chaine(s) de valeur
CAP NORD ⁵⁶ , CACEM ⁵⁷ , CAESM ⁵⁸	Les trois EPCI ⁵⁹ martiniquais en charge de la collecte et du traitement des déchets ménagers et assimilés sont impliqués individuellement et collectivement sur les thématiques de la valorisation des déchets avec notamment l'ADEME et le SMTDV.	Transversal	Produits réemployés et déchets réutilisés ; Prévention et valorisation des déchets
carfully.fr	Site dédié au covoiturage ou location entre particuliers en Martinique	Transport	Consommation collaborative
carlok.fr	Site dédié au covoiturage ou location entre particuliers en Martinique	Transport	Consommation collaborative
Groupe GBH	Grande distribution en Martinique (plusieurs enseignes)	Conditionnement	Prévention et valorisation des déchets
CCI Martinique ⁶⁰	Les CCI sont les interlocuteurs privilégiés des acteurs publics et de l'Etat. Elles sont régulièrement consultées pour leur expertise et leur relation privilégiée avec les entreprises. La CCI Martinique représente plus de 28 000 commerçants, industriels et entreprises de services.	Transversal	Prévention et valorisation des déchets ; Produits réemployés et déchets réutilisés
Chambre d'Agriculture de la Martinique	Organisme consulaire représentant les différents acteurs de l'agriculture et aidant à son développement	Agriculture, Alimentation	Produits réemployés et déchets réutilisés ; Consommation collaborative ; Prévention et valorisation des déchets
Chambre des métiers et de l'artisanat	Organisme consulaire représentant les différents acteurs de l'artisanat et aidant à son développement	Transversal	Eco-conception, Produits réemployés et

⁵⁶ Communauté d'agglomération du Pays Nord Martinique

⁵⁷ Communauté d'agglomération du Centre de la Martinique

⁵⁸ Communauté d'agglomération du Pays Nord Martinique

⁵⁹ Établissement public de coopération intercommunale

⁶⁰ Chambre de Commerce et d'industrie

septembre 2017

Acteur	Description/Initiatives	Filière(s)	Chaine(s) de valeur
			déchets réutilisés
Coopérative aquacole : COOPAQUAM	société coopérative agricole est active depuis 12 ans. Localisée à LE LAMENTIN (97232), elle est spécialisée dans le secteur d'activité de l'aquaculture en mer.	Pêche et aquaculture	Eco-conception
Coopératives : Coopérative multi-élevage: MADIVIAL Coopérative volaille: SCAM Coopérative ovins-caprins: SCACOM Coopératives porcs: COOPMAR et SOCOPORC Coopérative des producteurs de lait: COOPROLAM	MADIVIAL : La coopérative agricole regroupe près de 90 éleveurs dans les domaines de la cuniculture, aviculture, élevage porcin et bovin.	Agriculture (élevage)	Eco-conception
covoiturage-martinique.com	Site dédié au covoiturage ou location entre particuliers	Transport	Consommation collaborative
CRPMEM Martinique ⁶¹	Regroupe tous les professionnels des pêches maritimes et des élevages marins qui se livrent aux activités de production des produits des pêches maritimes et des élevages marins	Pêche	Produits réemployés et déchets réutilisés ; Consommation collaborative ; Prévention et valorisation des déchets

⁶¹ Comité Régional des Pêches Maritimes et des Elevages Marins
Rapport final

septembre 2017

Acteur	Description/Initiatives	Filière(s)	Chaine(s) de valeur
Démolisseur de VHU ⁶² et BPHU ⁶³	Les démolisseurs agréés pour la Martinique d'après la préfecture sont : Casse Auto Nouvelle Formule, Beral Auto, Centrale Cass'Auto, SN METALDOM, Métal CARAIB <i>(il existe une liste de centres agréés de démolition des VHU. Il n'y a pas de réglementation ciblée pour les BPHU, mais celle liée aux déchets dangereux s'applique. La filière REP concernant les BPHU devrait être opérationnelle d'ici janvier 2018)</i>	Bien de consommation, Pêche	Produits réemployés et déchets réutilisés
DIECCTE ⁶⁴ Martinique	Service déconcentré de l'Etat en charge de tout ce qui a trait aux entreprises, la concurrence, la consommation, le travail et l'emploi.	Transversal	Economie de la fonctionnalité
Disco soupe Martinique	Association de lutte contre le gaspillage alimentaire : valorisation des fruits et légumes invendus dans les grandes surfaces et autres espaces de commercialisation (grossistes...).	Alimentation Agriculture	Eco-conception
Distilleries : Neisson, Clément, Habitation Saint-Etienne, JM, Depaz, Lamauny, Dillon, la Favorite, Saint-James, etc.	En 2015, la production de rhum enregistre une hausse de 26 %, à 98 700 hectolitres d'alcool pur (HAP). Les distilleries valorisent les déchets issus de la production de rhum pour l'alimentation animale et comme combustible pour les chaudières sur les sites.	Agriculture (productions végétales)	Eco-conception
Eco Mobil	Une association ayant ouvert un Repair café en Martinique. ECO MOBIL a été créée en 2008 dans le but de vulgariser en Martinique des comportements citoyens et s'est fixé les objectifs suivants: <ul style="list-style-type: none"> • De promouvoir les moyens de transport écologique auprès de la population et des collectivités locales, • D'encourager et d'aider sur le plan local toutes initiatives destinées à promouvoir et à développer les moyens de transport écologique, • De mettre en place des actions écotouristiques et culturelles, • De gérer les équipements propriétés ou confiés à l'association. 	Bien de consommation	Produits réemployés et déchets réutilisés
E-compagnie	Prestataire de services opérant pour l'élimination des déchets dangereux en Martinique	BTP	Prévention et valorisation des déchets

⁶² Véhicules Hors d'Usage⁶³ bateaux de plaisance hors d'usage⁶⁴ Direction des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Economie de la fonctionnalité

septembre 2017

Acteur	Description/Initiatives	Filière(s)	Chaine(s) de valeur
Eden Phone, Bureau Vallée ; Digital Group, Connexion, Darty...	Vendeurs d'appareils électroniques	Bien de consommation	Economie de la fonctionnalité
EDF Martinique	Entreprise productrice et distributrice d'énergie	Energie	Economie de la fonctionnalité
Energie de Martinique	Société anonyme d'économie mixte locale dont la mission est de contribuer au développement de la filière « énergies renouvelables » en Martinique.	Energie	Economie de la fonctionnalité
Entreprises & Environnement	Entreprises & Environnement est une association à but non lucratif déclarée, agréée et reconnue d'intérêt général dont les membres sont des entreprises martiniquaises. Elle a été créée en mai 1994. Elle rassemble aujourd'hui près de 80 entreprises qui mènent en son sein des actions concrètes en faveur de l'environnement et du patrimoine martiniquais. Elle a un rôle de représentation des éco-organismes sur le territoire.	Transversal	Produits réemployés et déchets réutilisés ; Prévention et valorisation des déchets
Equipe Commerce	Entreprise d'emballage présente en Martinique	Conditionnement	Prévention et valorisation des déchets
Escot Caraïbe ; Solar Electric ; Solaris Store	Fabricants et installateurs de solution solaires	Energie	Economie de la fonctionnalité
Fariba	Valorisation de produits alimentaires locaux : bananes et manioc. Depuis une vingtaine d'année FARIBA s'emploie à proposer les meilleurs produits issus du terroir Martiniquais.	Agriculture	Eco-conception
Figueres	Prestataire de services opérant pour la collecte des déchets en Martinique	BTP	Prévention et valorisation des déchets
Fruidor Bananes	1 ^{er} réseau français de mûrisseries avec 160 000 tonnes de bananes mûries chaque année	Agriculture (productions végétales)	Eco-conception
GDSAM ⁶⁵	Porteur du projet « Une démarche agro-écologique de la filière apicole par la santé des abeilles et leurs caractéristiques entomophiles ». Reconnu au titre de GIEE en 2015.	Agriculture	Eco-conception

⁶⁵ Groupement de Défense Sanitaire Apicole Martiniquais

septembre 2017

Acteur	Description/Initiatives	Filière(s)	Chaine(s) de valeur
GRAB Martinique ⁶⁶	Son rôle 1er est de fédérer l'ensemble des acteurs de la filière Bio de Martinique afin de peser efficacement et durablement sur l'Agriculture positive du territoire martiniquais. Ils ont mis en place le marché bio de la ferme de Perrine 2 fois par mois.	Agriculture	Eco-conception
Gratiféria	L'association Gratiféria promeut les zones de gratuité, sorte de brocante où tout est gratuit. Chacun amène ce dont il n'a plus besoin. Chacun pourra choisir (parmi les objets proposés en don) ce dont il a besoin	Bien de consommation	Produits réemployés et déchets réutilisés
Groupe Créo	Fondé en 1992 à la Martinique par Patrick Fabre, le Groupe CréO regroupe 500 collaborateurs, répartis en 3 pôles d'activités et présents sur 5 territoires, sur les domaines de la distribution alimentaire, l'approvisionnement logistique et les ressources humaines.	Agriculture Grande distribution	Eco-conception
IEESS	Entreprise du secteur BTP : location de matériel pour les entrepreneurs (échafaudage notamment)	BTP	Prévention et valorisation des déchets
Iléco	Création d'une application mobile permettant de remplacer les prospectus déposés dans les boîtes aux lettres	Bien de consommation	Economie de la fonctionnalité
IMALFHOR	Créée en 2010, l'interprofession martiniquaise des fruits, légumes et produits horticoles regroupe les organisations interprofessionnelles de la production à la distribution, en passant par l'agro-transformation et les approvisionneurs.	Agriculture (productions végétales)	Eco-conception
Instituts de recherches : INRA, CIRAD, IRD, IRSTEA	Principaux acteurs de la recherche agronomique dans la Zone Caraïbe, ces organismes contribuent par leurs recherches sur l'agriculture, l'alimentation et l'environnement au développement durable de l'agriculture, en offrant notamment des réponses aux nouveaux défis de l'agriculteur dans un milieu insulaire sous fortes contraintes.	Agriculture	Eco-conception
Instituts techniques IT2	L'IT2 regroupe des organisations de producteurs de diversification végétale, de banane de Guadeloupe et Martinique et 2 organismes de producteurs de banane de République Dominicaine et des îles Windwards. Il est adossé à l'ACTA, réseau des instituts techniques agricoles français. Il contribue à mettre en place des pratiques agro-écologiques et évalue l'impact environnemental des productions.	Agriculture	Eco-conception
Jah Familia, Réseau parallèle,	Réseaux sociaux populaires (troc, vente, don d'objets d'occasion, échanges de services)	Transversal	Produits réemployés et déchets réutilisés

⁶⁶ Groupement régional d'agriculture biologique
Rapport final

septembre 2017

Acteur	Description/Initiatives	Filière(s)	Chaîne(s) de valeur
Jardin partagé de Terreille (financé par la CACEM ⁶⁷)	Association de jardins collaboratifs	Agriculture, Pêche, Alimentation	Consommation collaborative
Jardin partagé de Trenelle Citron	Association de jardins collaboratifs	Agriculture, Pêche, Alimentation	Consommation collaborative
Jardins partagés de l'anse gaïac	Association de jardins collaboratifs	Agriculture, Pêche, Alimentation	Consommation collaborative
K'Loué ; Loxam Martinique	Location de matériel (BTP notamment) ou d'énergie	Energie ; Bien de consommation	Economie de la fonctionnalité
Le Jardin de santé	Commerçants ou associations mettant en place des réseaux d'exploitant agricole et de groupe de consommateurs pour obtenir une consommation collaborative optimale des ressources agricoles locales Situé à Sainte-Anne, L'Association Sud Nature Complice, sur un espace de 6 hectares, cultive les grandes familles végétales qui constituent le "Jardin Créole": *Culture Maraîchère, *Cultures Médicinales et Aromatique, *Culture Fruitière, *Culture Vivrière, *Cultures Florale et Ornementale. Le "Jardin de la Santé" produits issus de l'agriculture organique te convie à son marché tous les samedis de 8h00 à 13h00.	Agriculture, Pêche, Alimentation	Consommation collaborative
Le Tray Caraïbe	Commerçants ou associations mettant en place des réseaux d'exploitant agricole et de groupe de consommateurs pour obtenir une consommation collaborative optimale des ressources agricoles locales	Agriculture, Pêche, Alimentation	Consommation collaborative
Géant	Grande distribution en Martinique	Conditionnement	Prévention et valorisation des déchets
Les Saveurs de Waël	Commerçants ou associations mettant en place des réseaux d'exploitant agricole et de groupe de consommateurs pour obtenir une consommation collaborative optimale des ressources agricoles locales	Agriculture, Pêche, Alimentation	Consommation collaborative
MANA ⁶⁸	Porteur d'un projet intitulé « consolider et accompagner les exploitations dans des pratiques et des systèmes de production traditionnelle agro-écologiques par la mutualisation des moyens (travail et matériel) et les marchés de proximité ». Reconnu au titre de GIEE en 2015.	Agriculture	Eco-conception

⁶⁷ Communauté Agglomération Centre Martinique

⁶⁸ Marché Agricole Nord Atlantique

septembre 2017

Acteur	Description/Initiatives	Filière(s)	Chaine(s) de valeur
Marin pêche	Transformation locale des produits de la pêche/ restauration collective	Pêche, Alimentation	Eco-conception
Martinique Hygiène Emballage	Entreprise d'emballage présente en Martinique	Conditionnement	Prévention et valorisation des déchets
Martinique Recyclage (Groupe Seen)	Prestataire de services opérant pour l'élimination des déchets en Martinique	BTP	Prévention et valorisation des déchets
Metal Dom	Prestataire de services opérant pour l'élimination des déchets en Martinique	BTP	Prévention et valorisation des déchets
Groupe Seen	Prestataire de services opérant pour l'élimination des déchets en Martinique	BTP	Prévention et valorisation des déchets
Organisation de producteurs bio : Paysans Bio Martinik	Producteurs de produits agricoles issus de l'agriculture biologique.	Agriculture	Eco-conception
Orgapéyi	Commerçants ou associations mettant en place des réseaux d'exploitant agricole et de groupe de consommateurs pour obtenir une consommation collaborative optimale des ressources agricoles locales	Agriculture, Pêche, Alimentation	Consommation collaborative
PARM	Le Pôle Agroalimentaire Régional de la Martinique est un outil scientifique et technique créée à l'initiative du Conseil Régional (CTM) pour assurer des missions de recherche, de développement, d'assistance et de conseil aux professionnels de l'ensemble du secteur agroalimentaire	Agriculture	Eco-conception
Parc Naturel de la Martinique (PNM)	Le Parc Naturel de la Martinique, dont le périmètre de compétences couvre les deux tiers de l'île exercent différents types de missions favorisant le développement économique de l'île et la préservation de ses richesses naturelles et culturelles. Il exerce des missions de police de la nature et des territoires des réserves qu'il gère	Agriculture, Tourisme	Prévention et valorisation des déchets, Eco-conception
Petit Cocotier	Commerçants ou associations mettant en place des réseaux d'exploitant agricole et de groupe de consommateurs pour obtenir une consommation collaborative optimale des ressources agricoles locales	Agriculture, Pêche, Alimentation	Consommation collaborative
Plastic Omnium	Prestataire de services opérant pour la fourniture et le lavage de bacs à ordures	BTP	Prévention et valorisation des déchets
Réseau Envie	Réseau axé autour de la rénovation d'appareils électroménagers par des personnes éloignées de l'emploi et la revente de ces équipements à bas prix	Bien de consommation	Produits réemployés et déchets réutilisés

septembre 2017

Acteur	Description/Initiatives	Filière(s)	Chaine(s) de valeur
Réseau Rural de Martinique	Plateforme d'échanges proposée à l'ensemble des acteurs du développement rural. Le réseau a notamment pour thématiques : les circuits alimentaires de proximité. Plusieurs volets sont développés : la valorisation des marchés de producteurs, la valorisation des produits locaux pour les restaurations professionnelle et collective. Un appel à projet sera prochainement lancé sur la valorisation des circuits courts (Financement FEADER).	Agriculture	Eco-conception ; Consommation collaborative
RITA	Dans le cadre du Réseau d'Innovation et de Transfert Agricole, le RITA, l'ensemble des acteurs de la recherche-développement se mobilise dans l'expérimentation et le transfert des innovations, pour permettre aux agriculteurs d'améliorer leurs pratiques et leurs productions. Organismes membres du RITA : - Campus Agro-Environnemental Caraïbe (CAEC) : Université des Antilles et de la Guyane (UAG), CIRAD ⁶⁹ , IRD ⁷⁰ , IRSTEA ⁷¹ - INRA ⁷² - Instituts techniques : IT2 ⁷³ et IKARE ⁷⁴ - SEA ⁷⁵ - FREDON - Chambre d'Agriculture de la Martinique - PARM ⁷⁶	Agriculture	Eco-conception
SEL Martinique ⁷⁷	Communauté de citoyens qui échangent entre eux des biens et des services de façon conviviale, éthique et solidaire, sans dépenser d'euros	Bien de consommation	Produits réemployés et déchets réutilisés
Sibat	Entreprise du secteur BTP : construction de maisons individuelles	BTP	Prévention et valorisation des déchets
SIDREP ⁷⁸	Entreprise spécialisée dans le recyclage de bouteilles en plastique usagées pour produire des billes de P.E.T (polyéthylène téréphtalate), qui serviront à produire à nouveau des préformes (puis bouteilles) en P.E.T.	Conditionnement	Prévention et valorisation des déchets

⁶⁹ Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement

⁷⁰ Institut de recherche pour le développement

⁷¹ Institut de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture

⁷² Institut National de la Recherche Agronomique Antilles-Guyane

⁷³ Institut Technique Tropical

⁷⁴ Institut KARibéen et amazonien de l'Elevage

⁷⁵ Service d'Expérimentation en Agro-écologie du Conseil Général

⁷⁶ Pôle Agroalimentaire Régional de la Martinique

⁷⁷ Système d'échange local

⁷⁸ Société Industrielle de Recyclage et de Production

septembre 2017

Acteur	Description/Initiatives	Filière(s)	Chaine(s) de valeur
SMTVD ⁷⁹	Anciennement SMITOM ⁸⁰ , syndicat composé des trois EPCI martiniquais dédié à la gestion, le traitement et la valorisation de déchets non dangereux (déchets ménagers et assimilés), la sensibilisation et l'information sur les déchets.	Conditionnement, Alimentation	Produits réemployés et déchets réutilisés ; Prévention et valorisation des déchets
SPL Martinique Energies Nouvelles	Agence liée à l'énergie au niveau martiniquais	Energie	Economie de la fonctionnalité
Sucrerie du Galion	En 2015, la filière compte 193 planteurs dont 65 livrant la sucrerie du Galion. Le chiffre d'affaire moyen de la sucrerie était de 9,5 millions d'euros, dont 2/3 lié au sucre et 1/3 au rhum (de sucrerie). La sucrerie appartient à 55,5% à la CTM.	Agriculture (productions végétales)	Eco-conception
Syndicat mixte d'électricité de la Martinique	Réseau de distribution d'électricité	Energie	Economie de la fonctionnalité
Groupes locaux propriétaires de grandes surfaces	Grande distribution en Martinique	Conditionnement	Prévention et valorisation des déchets
TCR BAT	Entreprise du secteur BTP : construction, rénovation de bâtiment, terrassement	BTP	Prévention et valorisation des déchets
toutdonner.com ; myrecyclestuff.com ; yakasaider.fr ; mytroc.fr	Sites d'échange/troc/réutilisation de biens de consommation, à échelle nationale	Bien de consommation	Produits réemployés et déchets réutilisés
Union des transports publics et ferroviaire	syndicat professionnel regroupant les entreprises de transport public urbain de voyageurs en France	Transport, Mobilité	Economie de la fonctionnalité

⁷⁹ Syndicat Martiniquais de Traitement et de Valorisation des Déchets

⁸⁰ Syndicat Mixte pour le Traitement des Ordures Ménagères

septembre 2017

Acteur	Description/Initiatives	Filière(s)	Chaine(s) de valeur
Vide greniers / Brocantes	Initiatives d'associations ou de particuliers favorisant la vente d'objet/vêtements d'occasion	Bien de consommation	Produits réemployés et déchets réutilisés
Kay bibi	Boutique solidaire de Récupération de vêtements et accessoires à Rivière Salée	Bien de consommation	Produits réemployés et déchets réutilisés

septembre 2017

Acteurs hors territoire

Acteur	Description/Initiatives	Filière(s)	Chaine(s) de valeur
Association Green'Symbioz	L'association Green' Symbioz veut préserver le patrimoine du vivant en s'appuyant sur le savoir-faire agricole caribéen. Les graines sont proposées aux agriculteurs.	Agriculture	Eco-conception
AVEM (Avenir du Véhicule Electro-Mobile)	Site d'information sur le véhicule électrique et hybride. EDF, Espaces pour demain et le Centre International d'Evaluation du Véhicule Electrique (CIEVE) se sont rapproché en 1998 pour fonder l'Association pour l'Avenir du Véhicule Electro-Mobile (AVEM). http://www.avem.fr/	Transport, Mobilité	Economie de la fonctionnalité
Blablacar.fr	Site dédié au covoiturage ou location entre particuliers	Transport	Consommation collaborative
Eco TLC	Eco-organisme, société privée, à but non-lucratif ayant pour but d'organiser le tri et recyclage entre différents acteurs dans la filière TLC ⁸¹	Bien de consommation (Textiles)	Produits réemployés et déchets réutilisés
Eco-emballages	Eco-organisme agréé par l'état spécialisé dans le recyclage des emballages ménagers	Conditionnement	Prévention et valorisation des déchets
Eco-Systèmes	Eco-organisme, société privée, à but non-lucratif ayant pour but d'organiser le tri et recyclage entre différents acteurs dans la filière DEEE ⁸²	Bien de consommation (Electriques et électroniques)	Produits réemployés et déchets réutilisés
Emmaüs	Réutilisation, vente solidaire de biens de consommation	Bien de consommation	Produits réemployés et déchets réutilisés
FREDON	La FREDON accompagne techniquement des producteurs, des lycées agricoles et des jardiniers amateurs pour limiter l'utilisation des produits phytosanitaires.	Agriculture	Eco-conception
Gratiféria	La Gratiféria est une zone de gratuité, une brocante où tout est gratuit. Chacun amène ce dont il n'a plus besoin. Chacun pourra choisir (parmi les objets proposés en don) ce dont il a besoin	Bien de consommation	Produits réemployés et déchets réutilisés

⁸¹ Textiles, Linge de maison, Chaussures

⁸² Déchets d'équipements électriques et électroniques

septembre 2017

Acteur	Description/Initiatives	Filière(s)	Chaine(s) de valeur
La ruche qui dit Oui !	Réseau d'initiatives type AMAP. Commandez en ligne ce que vous voulez, quand vous le voulez. Chaque semaine, la Ruche vous donne rendez-vous dans votre quartier. Venez retirer votre commande et rencontrer les Producteurs.	Agriculture, Pêche, Alimentation	Consommation collaborative
Le réseau du jardin dans tous ses états	Réseau national d'initiatives de mise en place de jardins collaboratifs	Agriculture, Pêche, Alimentation	Consommation collaborative
Mobilicités	Site national d'information sur la mobilité et les transports publics	Transport, Mobilité	Economie de la fonctionnalité
Réseau citiz	Réseau d'autopartage en métropole	Transport, Mobilité	Economie de la fonctionnalité
Réseau Envie	Réseau axé autour de la rénovation d'appareils électroménagers par des personnes éloignées de l'emploi et la revente de ces équipements à bas prix	Bien de consommation	Produits réemployés et déchets réutilisés
Smiile	Un réseau (national) pour tout partager près de chez soi : objet, entraide, achat groupé, covoiturage, consommer local (initié en Martinique)	Transversal	Consommation collaborative
TCR BAT	Entreprise du secteur BTP : construction, rénovation bâtiment, terrassement	BTP	Prévention et valorisation des déchets
toutdonner.com ; myrecyclestuff.com ; yakasaider.fr ; mytroc.fr	Sites d'échange/troc/réutilisation de biens de consommation, à échelle nationale	Bien de consommation	Produits réemployés et déchets réutilisés
Union des transports publics et ferroviaire	syndicat professionnel regroupant les entreprises de transport public urbain de voyageurs en France	Transport, Mobilité	Economie de la fonctionnalité

septembre 2017

VIII.2. SYNTHÈSE DES INITIATIVES EXISTANTES

VIII.2.1. LISTE DES INITIATIVES IDENTIFIÉES SUR LE TERRITOIRE

Nom de l'initiative	Description synthétique de l'initiative	Champ principal de l'économie circulaire	Secteur économique principal
Accord-cadre ODYSSEA « Croissance et Tourisme Bleu Caraïbes »	Cet accord vise le développement d'un nouveau modèle de tourisme durable et innovant de « Destinations d'Excellence Bleue ». Un objectif qui propose aux partenaires de s'engager dans des opérations exemplaires de promotion et de structuration de la navigation « plaisance et croisière », avec un concept de ports exemplaires du XXI ^e siècle.	Ecologie Industrielle	Transversal
ACISE	Récupération de vêtements, chaussures et accessoires.	Allongement de la durée de vie	Bien de consommation
AFBPM (Association des Fermiers et Producteurs Biologiques de la Martinique)	Organisation de la filière Bio : L'AFBPM rassemble la moitié des producteurs certifiés biologiques de la Martinique (soit une vingtaine d'agriculteurs). L'objectif est de définir une stratégie collective pour augmenter la production et viser le marché local. Cela devrait passer par la création de marchés de grande proximité, par une meilleure formation des agriculteurs et par la réalisation de plans de sols.	Eco-conception	Agriculture, Pêche, Alimentation
Agroécologie	Des associations comme Orgapéyi ou le Jardin de santé en Martinique, comme EcoBio et Gwad'Amap en Guadeloupe, organisent leurs propres réseaux de distribution avec des marchés ou des abonnements à des paniers de fruits et de légumes.	Consommation Responsable	Agriculture, Pêche, Alimentation
Appel à projets Martinique sur l'économie sociale et solidaire porté par la DIECCTE	La Ministre des Outre-mer a lancé le 21 avril 2016 un appel à projet expérimental consacré à l'économie sociale et solidaire (ESS). Parmi les thématiques financées, on observe : la mobilité durable, l'économie circulaire, l'environnement et les économies d'énergie.	Approvisionnement Durable	Transversal

septembre 2017

Arété sa !	"Arété sa !" est un site Internet de signalement des lieux de dépôts de déchets. Ce site permet de sensibiliser et de limiter les dépôts sauvages.	Recyclage	Transversal
Association Afibad	Créée en 2008, l'AFIBAD s'est donnée la mission de valoriser en filières d'activités porteuses d'emplois, les ressources végétales locales, d'impulser leur exploitation dans divers domaines. Les principales essences concernées sont : le bambou, le réseau, le mahault, les lianes, bois secs, le vétiver etc. Les applications visées sont diverses: la construction, l'agriculture, l'assainissement, l'énergie, l'aménagement, l'agencement, l'art-déco, etc.	Recyclage	Transversal
Banque alimentaire de Martinique	La banque alimentaire établit depuis de nombreuses années des partenariats avec les grandes et moyennes surfaces afin qu'elles fassent dons de leurs produits invendus.	Consommation Responsable	Agriculture, Pêche, Alimentation
BBLOU	Location de matériel et articles de puériculture en Guadeloupe et en Martinique	Economie de la fonctionnalité	Agriculture, Pêche, Alimentation
Cap Nord : Appel d'Offres - valorisation des ressources naturelles	Cap Nord lance un marché sur la valorisation des ressources naturelles locales.	Approvisionnement Durable	Energie
Carfully	Carfully est un service de location de voiture entre particuliers assurance incluse en Martinique , Guadeloupe y compris Marie-Galante.	Economie de la fonctionnalité	Transport
CARIBLOC	Location de matériel de BTP en Martinique	Economie de la fonctionnalité	BTP
Covoiturage	Afin de mettre en relation les personnes intéressées par le covoiturage, le premier site Internet www.covoiturage-martinique.com a été lancé au milieu de l'année 2009 par un bénévole. L'ADEME a réalisé un guide covoiturage courte distance. Un Plan de Déplacements Inter-Entreprises (PDIE) a été mis en place sur la Zone d'Activités Étang Z'abricot afin de favoriser le covoiturage.	Economie de la fonctionnalité	Transport

septembre 2017

Création locale à base de produits locaux : bijoux	Plusieurs créateurs travaillent sur la base de produits locaux naturels. Ex : Les bijoux 100% local de Stella Walters avec des plantes locales et des fruits à pain.	Eco-conception	Bien de consommation
Disco soupe Martinique	Lutte contre le gaspillage alimentaire : valorisation des fruits et légumes invendus dans les grandes surfaces et autres espaces de commercialisation (grossistes, etc.). L'antenne disco soupe Martinique a été créée en 2014 par une dizaine de bénévoles.	Consommation Responsable	Agriculture, Pêche, Alimentation
Domaine de Fond Moulin	Depuis 2011, 6 agriculteurs en COT pratiquent une agriculture de type familial pour du maraîchage et de l'arboriculture. Ils ont effectué plusieurs travaux collaboratifs avec le Conservatoire du Littoral et la FREDON afin de donner des conseils en matière de limitation de l'usage de produits phytosanitaires.	Eco-conception	Agriculture, Pêche, Alimentation
Eco Mobil	Initiative de réduction des consommations d'essences/ promotion de modes de transport doux.	Approvisionnement Durable	Transport
Eco Systèmes	Recyclage et valorisation de déchets issus des équipements électriques et électroniques	Recyclage	Bien de consommation
Eco TLC	Recyclage et valorisation de vêtements	Recyclage	Bien de consommation
Econav	En Martinique, une entreprise de tourisme est actuellement membre d'Econav : Denebola au Robert. Econav est un réseau qui promeut le développement durable des activités maritimes (éco-conception, fin de vie des bateaux...).	Consommation Responsable	Transport
Emmanuel Sarotte : eco-designer du réemploi	Depuis 2003, cet éco-designer travaille à développer en Martinique des objets à partir de matériaux récupérés. Emmanuel forme des professeurs des écoles à l'utilisation de sa valise pédagogique grâce à Canopé Martinique (l'ex CRDP).	Recyclage	Bien de consommation
Entreprise Bulles d'air :	Bulles d'air "blanchisserie écologique" propose une solution complète et personnalisée pour couches lavables. Un projet de crèches pilotes a été lancé par la CACEM.	Allongement de la durée de vie	Bien de consommation

septembre 2017

Fabrication de produits de consommation à partir de ressources locales	Fabrication artisanale de tapis en vétiver - Angie à Trinité - Fait aussi de la formation pour transmettre ce savoir-faire.	Approvisionnement Durable	Bien de consommation
Fariba, Sainte-marie	Valorisation de produits alimentaires locaux : bananes et manioc. Depuis une vingtaine d'année FARIBA s'emploie à proposer les meilleurs produits issus du terroir Martiniquais.	Consommation Responsable	Agriculture, Pêche, Alimentation
Fédération des acteurs de la filière Bio de Martinique	Le GRAB Martinique (Groupement régional d'agriculture biologique) a pour rôle premier de fédérer l'ensemble des acteurs de la filière Bio.	Eco-conception	Agriculture, Pêche, Alimentation
FIB & C. SAS et NV TECH	Fabrication de papier à partir du tronc de bananier. Ce projet a pour objet de promouvoir et industrialiser une technique encore expérimentale consistant à produire de la pâte à papier à partir du tronc du bananier. Deux entreprises, FIB ET CO SAS et NV TECH, ont uni leurs forces pour transformer des troncs de bananier en vue de fabriquer d'autres produits tels que du bois de placage et des fibres naturelles.	Approvisionnement Durable	Agriculture, Pêche, Alimentation
FREDON : limiter l'utilisation des produits phytosanitaires.	La FREDON (Fédération Régionale de Défense contre les Organismes Nuisibles) accompagne techniquement des producteurs, des lycées agricoles et des jardiniers amateurs pour limiter l'utilisation des produits phytosanitaires.	Approvisionnement Durable	Agriculture, Pêche, Alimentation
Gratiféria	La Gratiféria est une zone de gratuité, une brocante où tout est gratuit. Chacun amène ce dont il n'a plus besoin. Chacun pourra choisir (parmi les objets proposés en don) ce dont il a besoin. La Gratiféria a été créée en 2010 par l'Argentin Ariel Rodriguez Bosio, dans une situation d'encombrement par des objets devenus inutiles. Il s'agit d'une façon de consommer qui s'inscrit dans l'économie circulaire et permet de réutiliser les déchets.	Allongement de la durée de vie	Bien de consommation
Hay bibi	Récupération de vêtements et accessoires	Allongement de la durée de vie	Bien de consommation

septembre 2017

ILECO : Iléco, ou quand les prospectus aux Antilles se digitalisent. Par Momentum Média	Un catalogue digital qui remplace les prospectus dans les boîtes aux lettres. Concept apparu en Martinique en décembre 2015 qui offre l'accès à une version numérique des dépliants publicitaires.	Economie de la fonctionnalité	Transversal
Jardin partagé de Trenelle Citron, Fort-de-France	Des jeunes du quartier de Trénelle-Citron à Fort-de-France ont créé de toutes pièces un jardin partagé et entièrement écologique. Il se trouve sur le site de l'ancienne carrière de Grosse Roche, en pleine zone urbanisée. Il y a un projet de créer un parcours pédagogique de sensibilisation à l'environnement et d'encourager la création de nouveaux jardins de quartier.	Eco-conception	Agriculture, Pêche, Alimentation
Jardins partagés de l'anse gaïac, Prêcheur	Les Jardins Partagés de l'anse Gaïac, proposent de créer un site culturel à portées multiples : il s'agit de mettre en valeur un patrimoine délaissé du Nord de la Martinique tout en mettant en place des solutions concrètes pour préserver la biodiversité.	Eco-conception	Agriculture, Pêche, Alimentation
Kaz A Moun : les meubles en palettes made in Les Abymes	Confection de meubles à base de palettes récupérées.	Recyclage	Bien de consommation
Kaz Zéro Gaspi - La semaine de l'éco consommation	La semaine de l'éco consommation a eu lieu sur la place de la Savane, du 19 au 26 Novembre 2016. La manifestation avait pour but de réunir tous les acteurs d'une meilleure consommation, plus respectueuse de l'environnement.	Consommation Responsable	Bien de consommation
Kits de compostage	La Cacem et l'espace sud tiennent à disposition des particuliers des kits de compostages.	Recyclage	Agriculture, Pêche, Alimentation
L'Opération Pays Propre AVEC Entreprise Environnement	L'Opération Pays Propre rassemble des particuliers, des associations, des écoles, des entreprises (chefs d'entreprise et salariés) et des collectivités pour une opération de nettoyage de sites remarquables et de plages en Martinique. L'objectif de cette action est de sensibiliser à la réduction de déchets et à leur impact environnemental et touristique pour la Martinique.	Recyclage	Transversal
La champignonnière des Antilles	Unique producteur de champignons dans la Caraïbe, Jacky Pascault commercialise des pleurotes frais et déshydratés. Le processus de production est certifié Agriculture Biologique par Ecocert depuis 2004 et intègre la valorisation des déchets de la canne à sucre tout au long du cycle de culture. 150 tonnes de bagasses servent ainsi de terre d'accueil à la semence des champignons.	Eco-conception	Agriculture, Pêche, Alimentation

septembre 2017

La charte du PNRM	La charte est le contrat d'objectifs qui concrétise le projet de protection et de développement durable du territoire du Parc. Elle fixe, en concertation, les objectifs à atteindre, les orientations de protection, de mise en valeur et de développement du Parc ainsi que les mesures qui lui permettent de les mettre en œuvre.	Recyclage	Transversal
Le passeport vert	Le passeport vert promeut le fait de voyager de manière responsable en Outre-Mer. Il s'agit de valoriser la biodiversité locale et valoriser le tourisme durable. C'est un projet international (PNUE), porté par l'ANEL (Association des Elus du Littoral). L'Espace Sud est la première institution d'OM à s'engager dans cette démarche.	Consommation Responsable	Transversal
Le projet de rénovation urbaine du quartier Bon-Air	Projet qui prévoit notamment de : - Minimiser de façon significative l'impact environnemental du quartier, viser une dépendance énergétique réduite et proposer des espaces publics de qualité. - Intégrer les principes de l'architecture écologique lors de la conception du projet dans l'objectif de réduire les dépenses énergétiques et de diminuer la production des gaz à effet de serre.	Eco-conception	BTP
Le SEL, Système d'échange local	Echange de biens et de compétences en Martinique sans argent, il s'agit d'un troc amélioré. Près d'une cinquantaine de services sont déjà proposées sur de nombreuses communes.	Allongement de la durée de vie	Bien de consommation
Location de voiture et bateaux entre particuliers	400 véhicules en location sur le site PAP des voitures.	Economie de la fonctionnalité	Transport
MBDÉcoration	Mobilier en carton compressé	Recyclage	Bien de consommation
MilFey : recyclage et réduction des déchets	MilFey est une association de type loi 1901 créée en octobre 2015 en Martinique. Elle a pour but d'impulser et accompagner des projets de créations artistiques et artisanales tous supports et multimédia autour des principes du recyclage, de la réduction des déchets, de la lutte contre le gaspillage et de la valorisation des matériaux naturels régionaux. Travail avec des palettes en partenariat avec les fournisseurs, bambous, calebasses ...	Recyclage	Bien de consommation
Mise en place de marchés bio	Les acteurs du GRAB (Groupement régional d'agriculture biologique) ont mis en place le marché bio de la ferme 2 fois par mois. Sur le marché du 4 septembre 2016, 12 producteurs bio étaient présents.	Consommation Responsable	Agriculture, Pêche, Alimentation

septembre 2017

Panier bio	Une dizaine d'organisations et de producteurs proposent des paniers issus de l'agriculture biologique ou raisonnée.	Eco-conception	Agriculture, Pêche, Alimentation
Plan local de prévention des déchets : Sensibilisation des scolaires	Projet de la Caisse des Ecoles de Fort de France: Lutter contre le gaspillage alimentaire dans les restaurants scolaires de la ville.	Consommation Responsable	Agriculture, Pêche, Alimentation
Recyclage PLV	La CACEM a lancé un appel d'offres pour la confection de sacs réutilisables à destination des petits commerçants suite à l'interdiction des sacs plastiques jetables. L'ACISE y a répondu par la confection de sac en jean. Eco Mobil par la réalisation de sac cabas à partir de la récupération de sac cabas usagés	Recyclage	Conditionnement
Repair café	Le « REPAIR CAFE » est un lieu participatif de formation et d'échange de savoir, sans client ni marchand, dont le but est de s'entraider en mettant en commun des moyens matériels et humains pour réparer des objets de la vie quotidienne. Repair Café tous les 1ers samedi du mois à Saint Joseph + réparation vélo, informatique, vêtements	Allongement de la durée de vie	Transversal
Réseau Education à l'environnement	La sensibilisation à l'environnement (biodiversité, recyclage, gestion durable des ressources...) fait partie des initiatives locales favorisant l'économie circulaire. Plusieurs réseaux d'associations existent, le Réseau GRAINE, notamment. Il existe aussi des dispositifs d'éducation à l'environnement sur le territoire, ou encore des outils pédagogiques nationaux disponibles via internet comme "mtaterre.fr". Plusieurs manifestations locales et nationales permettent aussi de sensibiliser et favoriser les réseaux : la fête de l'environnement, la journée mondiale des zones humides, Bodlanmé, notamment.	Recyclage	Transversal
Réseau GRAINE	Réseau Martiniquais d'acteurs de l'éducation à l'environnement et au développement durable.	Consommation Responsable	Transversal
Réseau Rural de Martinique	Plateforme d'échanges proposée à l'ensemble des acteurs du développement rural. Le réseau a notamment pour thématiques les circuits alimentaires de proximité. Plusieurs volets sont développés : la valorisation des marchés de producteurs, la valorisation des produits locaux pour les restaurations professionnelle et collective. Un appel à projet sera prochainement lancé sur la valorisation des circuits courts (Financement FEADER).	Ecologie Industrielle	Agriculture, Pêche, Alimentation

septembre 2017

Réseaux sociaux populaires	L'existence de réseaux sociaux populaires permet de favoriser les échanges de services, la réduction des déchets, les échanges d'objets, le troc de végétaux, de graines.... Plusieurs réseaux fonctionnent très bien en Martinique via les plateformes facebook: Jah Familia (environ 6000 membres...), Réseau parallèle (165 membres), Végétroc (125 membres)	Allongement de la durée de vie	Bien de consommation
SIDREP	Fabrication de bouteilles locales. L'activité de SIDREP (Société Industrielle de Recyclage et de Production) repose sur le recyclage de bouteilles en plastique usagées, lesquelles après un process spécifique de traitement (lavage, désinfection, extrusion...) deviendront des billes de P.E.T (polyéthylène téréphtalate), qui serviront à produire à nouveau des préformes (puis bouteilles) en P.E.T.	Recyclage	Conditionnement
Système de récupération de l'eau de pluie	Utilisation de l'eau pluviale pour l'ensemble des besoins d'un foyer. La collectivité territoriale de Martinique encourage l'acquisition et l'installation de systèmes de récupération d'eau de pluie (SREP), en accord avec sa politique de Développement Durable en octroyant une subvention de l'ordre de 50%, 80% ou 90% (sous réserve de critères sociaux) à tout résident souhaitant s'équiper.	Consommation Responsable	Agriculture, Pêche, Alimentation
TDA traitement déchets auto (batteries et pneus)	Association de professionnels de l'automobile (concessionnaires et pièces détachés) ayant pour objectif d'améliorer le recyclage des déchets auto et faire la chasse aux voleurs de batteries.	Recyclage	Transport
Utilisation de graines locales	L'association Green' Symbioz veut préserver le patrimoine du vivant en s'appuyant sur le savoir-faire agricole caribéen. Des graines sont proposées aux agriculteurs.	Eco-conception	Agriculture, Pêche, Alimentation
Valorisation des bio-déchets	Les poubelles des ménages de la Martinique sont composées d'un quart de déchets fermentescibles. Les Communautés d'Agglomération de l'Espace Sud Martinique et Cap Nord Martinique réalisent la collecte sélective des bio-déchets en porte à porte. La Communauté d'Agglomération du Centre de la Martinique distribue des composteurs individuels. L'ADEME accompagne la collecte sélective des bio-déchets.	Recyclage	Agriculture, Pêche, Alimentation
Valorisation des bio-déchets et production d'énergie	Le Centre de Valorisation Organique du Robert est conçu pour produire de l'électricité (méthanisation) et du compost à partir de biodéchets. Le CVO réceptionne les biodéchets des particuliers et des gros producteurs et cantines scolaires.	Recyclage	Agriculture, Pêche, Alimentation
Vides greniers CACEM	Organisation de vides greniers	Allongement de la durée de vie	Bien de consommation

septembre 2017

Voiture électrique à recharge solaire	La première voiture électrique de la Martinique a été livrée à la mairie du Diamant. D'autres communes souhaitent en commander. La première centrale pour recharger des minibus électriques à Fort-de-France a été installée sur la place de la Savane. EDF a réalisé trois stations de recharge solaire de véhicules électriques (centrale Bellefontaine, Centrale Pointe des Carrières).	Approvisionnement Durable	Transport
Martinique île Durable	Le document "Martinique île Durable" produit par l'AME (Agence Martiniquaise de l'énergie) mentionne clairement la volonté du territoire d'encourager les initiatives d'éco-conception. Notamment : - Réflexions sur la transition énergétique sur le territoire et tout particulièrement sur le développement des énergies renouvelables, en particulier la filière de chauffe-eau solaire ; - Créer les conditions d'une gestion durable des services d'eau potable et d'assainissement des eaux usées ; - Réduire les fuites et augmenter de 10% les rendements des réseaux d'alimentation d'eau potable dans les secteurs urbains défaillants et pour les unités de distribution d'eau potable dépendantes de ressources ponctuellement déficitaires ; - Créer des filières de productions agricoles sécurisées « zéro chlordécone » ; - Expérimenter un transport par barge de matériaux de construction.	Ecoconception	Energie
Plan ECOPHYTO	Le plan ECOPHYTO est un plan interministériel datant de 2009 visant à réduire de 50 % l'usage des produits phytosanitaires, d'ici à 2018. Il s'agit à la fois de réduire l'usage de ces produits et de limiter l'impact (environnemental et santé humaine) de ceux qui resteront indispensables pour protéger les cultures. Ce plan est décliné à la Martinique, en 8 axes dont le 6ème est spécifique aux DOM.	Eco-conception	Agriculture, Pêche, Alimentation
InnovEcoF&L	Programme du Réseau d'Innovation et de Transfert Agricole pour la diversification végétale avec comme axes de travail : des essais de méthodes alternatives à l'usage de pesticides en verger, ananas et igname ; des engrais verts pour restaurer la fertilité biologique des sols et limiter l'utilisation d'azote ; des itinéraires techniques économes en intrants pour la culture des plantes médicinales ; l'adaptabilité de la technique du lombricompostage en Martinique ; la diversification fruitière.	Eco-conception	Agriculture, Pêche, Alimentation
Trans'Elevage	Programme du Réseau d'Innovation et de Transfert Agricole pour la diversification animale avec comme axes de travail : l'alimentation animale chez les ruminants en particulier la gestion des ressources et la baisse des coûts et la réduction des incidences sanitaires sur les performances techniques des élevages de lapin.	Eco-conception	Elevage

septembre 2017

Plan Banane Durable I et II	Banamart et UGPBAN, en partenariat avec IT2 et le CIRAD, ont notamment mis en place une : - Utilisation des pièges à charançons pour une lutte sans impact sur l'environnement. - Utilisation de couverts végétaux et de plantes de services - Effeuvillage sanitaire contre la cercosporiose noire	Eco-conception	Agriculture, Pêche, Alimentation
Groupements d'Intérêt Économique et Environnemental (GIGE)	En Martinique 4 demandes de reconnaissance au titre de GIEE ont été acceptées en novembre 2015 : - le Groupement de Défense Sanitaire Apicole Martiniquais (GDSAM) pour un projet relatif à une démarche agro-écologique dans la filière apicole, - le Marché Agricole Nord Atlantique (MANA) pour accompagner les exploitations vers des pratiques agro-écologiques, - l'Association Martiniquaise pour la Production du Mouton Marqué (AMPM) pour la mise en place de pratiques agro-écologiques et une meilleure valorisation de la viande d'agneau. - l'association VALCACO pour un projet de développement d'une filière d'excellence de cacao d'origine Martinique. Cela représente 53 exploitations engagées dans ces démarches collectives.	Eco-conception	Agriculture, Pêche, Alimentation
Mission d'étude pour la création d'un parc naturel marin en Martinique	L'objectif de cette mission est de définir les orientations de gestion du futur parc naturel marin afin de parvenir à un développement équilibré de la mer.	Eco-conception	Agriculture, Pêche, Alimentation
Goustavia	Fabrication de Bag In Box éco-conçu pour l'emballage du rhum.	Eco-conception	Agriculture, Pêche, Alimentation
Les sablières de Fond Canonville de St Pierre.	Depuis 2014, les sablières de Fond Canonville de St Pierre sont officiellement reconnues par l'UNICEM pour leur implication environnementale (elles ont atteint le niveau 4/4 dans le cadre de la charte environnement des industries de carrières). Cette Charte Environnement des industries de carrières permet d'accompagner les industries de carrières et matériaux de construction dans l'amélioration de leurs pratiques. Le niveau 4/4 représente le meilleur niveau de performance environnementale. Les sablières souhaitent développer le transport maritime pour le transport de matériaux entre St Pierre et Fort-de-France, un projet est à l'étude en ce sens.	Eco-conception	BTP

septembre 2017

ODE Martinique et AFB	2 pilotes de taille réelle ont été construits par le SICSM et le programme « ATTENTIVE ». Il est prévu de développer des alternatives au « tout béton » et de généraliser la stabilisation des berges par des techniques végétales lorsque le risque d'atteinte aux personnes par les inondations a pu être écarté	Eco-conception	BTP
Aménagement du Port Cohé	La CACEM a pour projet d'aménager la marina de Port Cohé selon les principes de l'éco-conception (2013 - 2016). La marina est nichée au cœur d'une mangrove formée d'un tissu végétal très dense, abritant une faune riche et diversifiée. Constatant son niveau de délabrement avancé, la Communauté d'Agglomération du Centre de la Martinique (CACEM) a décidé de transformer le site en marina publique, pouvant accueillir plus de 150 bateaux. Une démarche innovante d'éco-conception a été adoptée afin de favoriser la biodiversité locale et préserver la mangrove, écosystème essentiel au territoire	Eco-conception	Transport
Analyse de cycle de vie des transports à Fort de France	Réalisation d'une analyse de cycle de vie des transports à Fort de France par l'école des Ponts ParisTech.	Eco-conception	Transport
Centrale pilote d'énergie thermique des mers	Une centrale pilote d'énergie thermique des mers (ETM) appelée NEMO (New Energy for Martinique and Overseas) sera localisée en Martinique, à 5 km des côtes de la commune de Bellefontaine. Lauréate du programme européen NER300 en juillet 2014, cette innovation s'appuie sur une technologie produisant de l'énergie grâce à la différence de températures entre les eaux de surface et celles des profondeurs, pour une puissance nette de 11 MW. Sa mise en place interviendra en 2019 pour une mise en service à l'été 2020 et la couverture des besoins électriques de 35 000 personnes.	Eco-conception	Energie
Projet Green Water	Projet Green Water qui consiste à remplacer l'eau potable prélevée au réseau public par de l'eau de mer, de toiture et des eaux de rejet du TER. Pour ce faire la SARA (Société anonyme de la raffinerie des Antilles) besoin d'une unité permettant de déminéraliser l'eau nécessaire au fonctionnement des chaudières.	Approvisionnement Durable	Energie
Projet « Hydrogène »	Projet « Hydrogène » porté par la SARA (Société anonyme de la raffinerie des Antilles) qui consiste à installer à côté d'un des postes électriques une pile à hydrogène alimentée par l'excédent d'hydrogène du reformeur épuré produit jusqu'à 1 MW d'électricité pour alimenter le réseau EDF de façon discontinue.	Approvisionnement Durable	Energie
La Box Nature	Livraison de produits agricoles chez les particuliers	Consommation Responsable	Agriculture, Pêche, Alimentation

septembre 2017

MetaSystèmes	Accompagnement et éducation aux techniques de développement durable local (jardin créole, permaculture, culture hors sol,...)	Eco-conception	Agriculture, Pêche, Alimentation
Produire avec moins de ciments dans le BTP	Projet de recherche financé par l'ADEME sur une expérimentation visant à produire avec moins de ciments, de granulats	Eco-conception	BTP
Bienvenue à la Ferme / 200 km à la rond	Application pour permettre aux restaurateurs locaux de s'approvisionner directement auprès des agriculteurs/producteurs locaux	Consommation Responsable	Agriculture, Pêche, Alimentation
Martinique Transport-CTM/ Vedettes Tropicales	Délégation de service public de transport maritime dans la baie de Fort-de-France (à destination des Trois Ilets et de Case Pilote)	Economie de la fonctionnalité	Transport
BlueCar, BlueUtility	Mise à disposition en libre-service de citadines (BlueCar) et utilitaires (BlueUtility) par la société Sodiva (identique au système d'Autolib' en métropole)	Economie de la fonctionnalité	Transport
Smille (ancien "Mon p'ti voisinage")	Un réseau national, également développé en Martinique, pour tout partager près de chez soi : objet, entraide, achat groupé, covoiturage, consommer local.	Consommation Responsable	Transversal
Green Technologie	Startup proposant des solutions de véhicules électriques et ayant pour projet de mettre en place un réseau collaboratif de bornes de recharge de véhicules électriques	Consommation Responsable	Transport
Vogavecmoi.com, sharemysea.fr	Service de co-navigation (mise en relation de particuliers pour la navigation)	Consommation Responsable	Transport
Click&Boat	Partage de bateau entre particulier	Consommation Responsable	Transport
Martinique Recyclage (Groupe Seen)	Entreprises de recyclage	Recyclage	Conditionnement

septembre 2017

Cash Express	Magasin spécialisé dans le rachat et la vente de produits d'occasion aux particuliers (produits hi-fi, vidéo, électroménager, bibelots, informatique, téléphonie,...)	Allongement de la durée de vie	Bien de consommation
Patronage Saint-Louis	Atelier chantier d'insertion de menuiserie pour remettre des meubles en état ou fabriquer d'autres objets à partir de meubles	Allongement de la durée de vie	Bien de consommation
Agissons autrement, Gaspillons moins	A travers son opération « Agissons autrement, Gaspillons moins », la Communauté d'Agglomération du cap nord s'engage à réduire le gaspillage alimentaire en milieu scolaire. La signature de la charte de mise en œuvre de plans d'actions aura lieu le jeudi 10 novembre 2016.	Recyclage	Agriculture, Pêche, Alimentation
Habitation Chalvet	L'habitation Chalvet est une habitation productrice de bananes qui pratique le compostage depuis 2002.	Recyclage	Agriculture, Pêche, Alimentation
Distilleries	Valorisation des bagasses comme combustible pour l'alimentation des chaudières sur les distilleries	Recyclage	Energie
SOCAPAL (Société Caraïbe de Palettisation)	Recyclage des palettes en bois qui ne peuvent être réutilisées. Elles sont broyées en copeaux de bois qui sont ensuite utilisées dans des applications telles que les revêtements d'aires de jeux, des litières pour animaux ou le paillage de sols floraux	Recyclage	Bien de consommation
Top Chef s'Top Restes	Concours de cuisine de reste à destination des agents durant la SERD. L'objectif est de sensibiliser en interne et de tester l'opération avant de la généraliser.	Recyclage	Agriculture, Pêche, Alimentation
Bourse des déchets	La CCI Martinique est associée au projet de création d'une bourse des déchets lancé par l'association Entreprises & Environnement, référente pour un grand nombre des dispositifs de responsabilité du producteur (REP) en Martinique. Cet outil en ligne qui vise à valoriser les déchets (don, revente pour réemploi, recyclage...) devrait être opérationnel en octobre 2014.	Recyclage	Transversal
Echange sur les déchets du BTP	Organisation d'une matinée d'échange entre les professionnels du secteur de la construction et du BTP, les acteurs de la gestion des déchets et des sols pollués, et les acteurs de l'aménagement du territoire publics et privés	Recyclage	BTP
Cabas réversibles	Fabrication de cabas réversibles avec des kakemonos et des supports de communication en fin de vie	Recyclage	Conditionnement

septembre 2017

Jardinage au naturel	Formation des agents et usagers sur le jardinage et le compostage et projet de réseau de compostage mis en place par la CTM	Recyclage	Agriculture, Pêche, Alimentation
Vidéo sur le jardinage	Vidéo d'un atelier jardinage en Martinique réalisée par la CTM	Recyclage	Agriculture, Pêche, Alimentation
Vidéo sur le compostage	Vidéo de publicité (spot) sur le compostage en Martinique réalisée par la CTM	Recyclage	Agriculture, Pêche, Alimentation
Bacs réutilisables	Livraison de médicaments avec des bacs réutilisables en pharmacie.	Recyclage	Conditionnement
Projet Reco	Mise en place de kiosque de collecte et bouteilles et flacons plastiques sur le parking de grande surface avec un système incitatif de bons d'achat à utiliser en magasin	Recyclage	Conditionnement
REP locale de gestion des déchets phytosanitaires agricoles	Travail sur la mise en place d'une REP locale de gestion des déchets phytosanitaires agricoles avec la Chambre d'agriculture	Recyclage	Agriculture, Pêche, Alimentation

VIII.2.2. INITIATIVES PAR SECTEUR ECONOMIQUE

Sur les différents secteurs qui ont été identifiés lors du recensement des initiatives liées à l'économie circulaire en Martinique, tous ne sont pas autant développés.

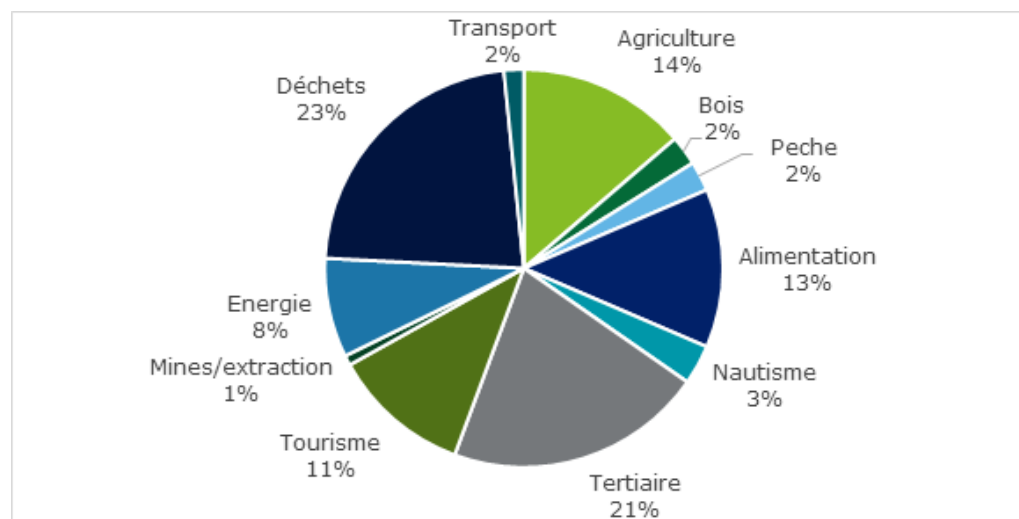


Figure 9 Répartition des initiatives du territoire par secteur

L'ensemble de secteurs regroupant l'agriculture, la pêche et l'alimentation rassemble un grand nombre d'initiatives (25), soit près d'un tiers des initiatives recensées. Celles-ci correspondent pour beaucoup à des projets locaux liés à l'approvisionnement durable, l'éco-conception et la consommation responsable. Plusieurs initiatives visant à réunir un mode de production agricole respectueux de l'environnement avec un réseau de consommateurs sensibilisés aux questions de durabilité sont par exemple recensées. Cela représente des initiatives de type « panier bio », ou encore de la mise en place de jardins partagés, entre autres.

Dans les secteurs des déchets et de l'énergie, qui représentent eux aussi presque un tiers des initiatives, des projets liés au recyclage, l'allongement de la durée d'usage et l'écologie industrielle sont surtout identifiés.

Un dernier ensemble d'initiatives liées aux secteurs du tourisme, du nautisme ou du tertiaire en général peut enfin être identifié (regroupant plus du tiers de l'ensemble). Celles-ci vont pour beaucoup être axées autour de la consommation responsable ou l'allongement de la durée d'usage, avec par exemple des projets visant à encourager un tourisme respectueux de l'environnement martiniquais ou encore des réseaux d'échange de services et de biens.

Mais si les différents secteurs économiques évoqués ci-avant sont en partie en bonne voie de développement sur les enjeux d'économie circulaire cela semble être moins le cas pour d'autres.

septembre 2017

Le secteur des transports par exemple n'est quasiment pas présent dans l'économie circulaire ou ne communique pas sur les initiatives à ce sujet (avec seulement une initiative sur les déchets automobiles et une autre sur la réduction de la consommation d'essence), alors qu'il y a sûrement un besoin en modes de transport alternatifs, que ce soit via des initiatives de consommation collaborative ou relevant de l'économie de la fonctionnalité.

De même dans le secteur du bois, beaucoup reste à faire, avec par exemple des initiatives d'exploitation durables des ressources en bois ou de développement de filières bois-énergie.

VIII.2.3. INITIATIVES PAR PILIER DE L'ECONOMIE CIRCULAIRE

Les initiatives sont réparties comme suit.

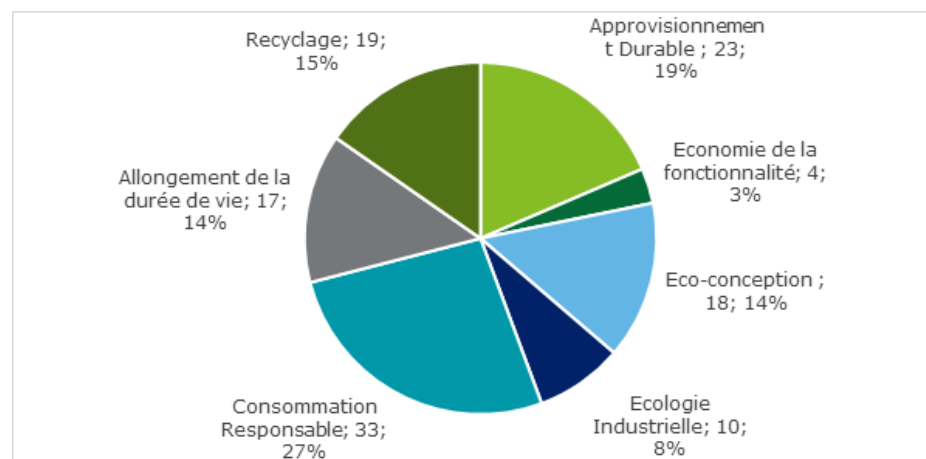


Figure 10 Répartition des initiatives du territoire par pilier de l'économie circulaire

Une légère surreprésentation des piliers en amont du cycle de vie apparaît, que ce soit l'approvisionnement durable et l'éco-conception (notamment via des initiatives liées à l'agriculture) ou encore la consommation responsable (dans les secteurs de l'alimentation, le tourisme ou le tertiaire notamment).

Si les piliers du recyclage et de l'allongement de la durée de vie sont quand même relativement développés (avec notamment la gestion des déchets et le réemploi d'objet), l'EIT (l'Ecologie Industrielle et Territoriale) n'apparaît pas comme un point fort à date du territoire.

D'autre part l'économie de la fonctionnalité n'est quasiment pas visible dans le référencement, nécessitant donc un développement.

VIII.3. ANALYSE DES ACTEURS DE L'ECONOMIE CIRCULAIRE EN MARTINIQUE

VIII.3.1. LES ACTEURS RECENSES

En tout 117 acteurs ont été recensés, dont 76 sont directement impliqués dans des initiatives liées à l'économie circulaire sur le territoire martiniquais et 51 bien que non impliqués qui nous ont semblé pouvoir ou devoir y jouer un rôle.

VIII.3.1.1 TYPES D'ACTEURS ENGAGES

► DES ACTEURS PRESENTS A DIFFERENTES ECHELLES GEOGRAPHIQUES

Les acteurs liés à l'Economie Circulaire (EC) opèrent à différentes échelles (Figure 1). Il est aussi intéressant de voir comment cette répartition entre échelles évolue quand on ne considère que les acteurs activement impliqués dans l'économie circulaire, excluant ceux dont l'action est possible est souhaitable mais non effective (Figure 2)

Ainsi plus de la moitié des acteurs agissent à un niveau départemental ou au niveau de « l'arc caribéen » qui l'entoure.

D'autre part presque un quart des acteurs travaillent à une échelle plus locale (communale ou intercommunale) et sont d'ailleurs tous directement impliqués dans l'EC en Martinique.

Pour ce qui est des acteurs non territoriaux (nationaux ou internationaux), ils représentent environ un tiers de l'ensemble mais ne sont pour la majorité pas impliqués directement en Martinique.

On remarquera toutefois que sur l'ensemble des 24 acteurs qui ont été identifiés comme leaders (déjà impliqués et sur lesquels capitaliser) dans le développement de l'EC en Martinique, 10 le sont à une échelle nationale (comme des éco-organismes ou centre de recherches), 13 à l'échelle du territoire (surtout des associations, comme l'ACISE⁸³ ou des groupements d'acteurs comme le GRAB⁸⁴).

⁸³ Association Citoyenne pour l'Insertion Solidaire et Economique

⁸⁴ Groupement Régional des Agriculteurs - producteurs Bio de la Martinique

septembre 2017

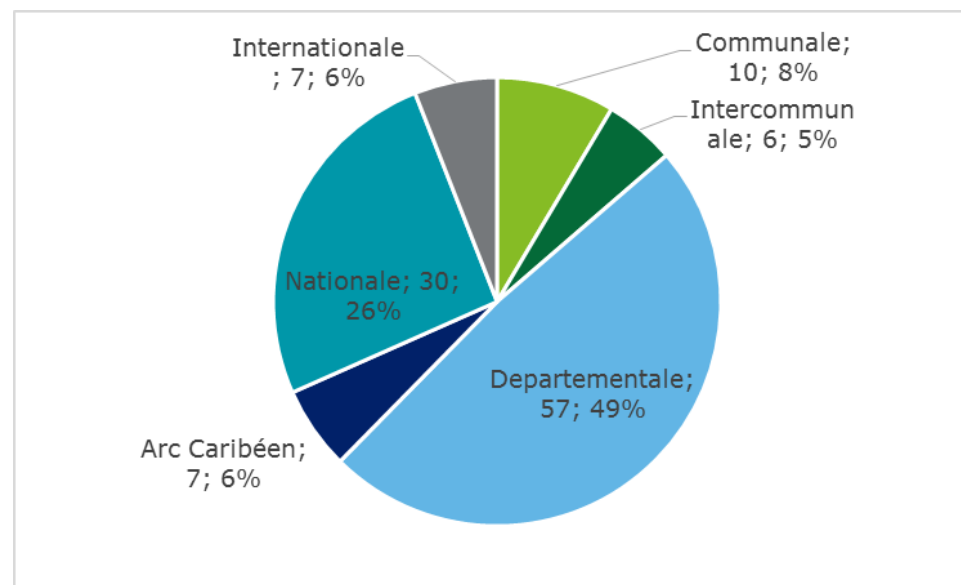


Figure 11 Echelle d'action des acteurs parties prenantes de l'EC en Martinique (impliqués ou non)

septembre 2017

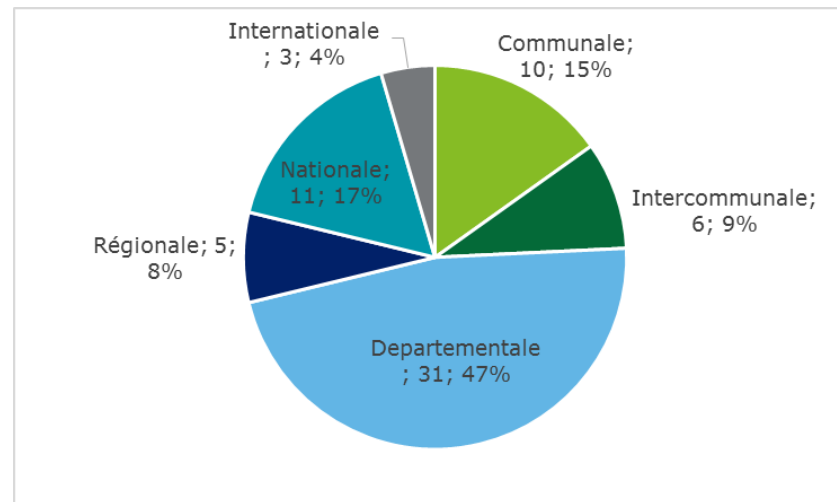


Figure 12 Echelle d'action des acteurs impliqués dans l'EC en Martinique

► **DES NATURES D'ACTEUR DIFFERENTES**

Il existe une forte hétérogénéité en termes de nature d'acteurs impliqués dans l'économie circulaire : des collectivités, des associations, des établissements d'enseignement ou de recherche et des entreprises de différentes tailles voire des groupements ou syndicats d'entreprises ont été identifiés.

La répartition est donc la suivante (où l'on ne considère que les acteurs directement impliqués) :

septembre 2017

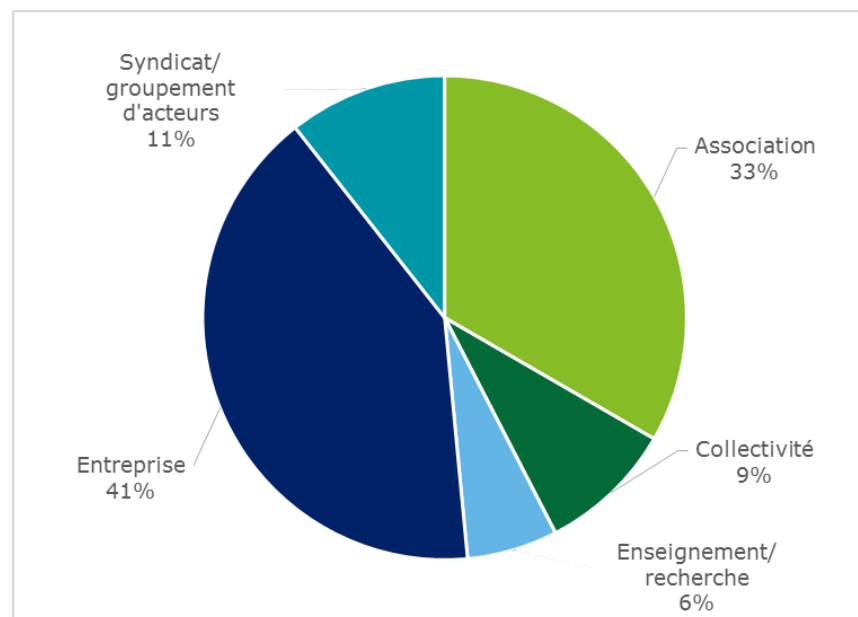


Figure 13 Répartition des acteurs impliqués

Il ressort de cette répartition une très forte implication des entreprises (aussi via des groupements d'entreprises) puis des associations.

Parmi ces entreprises (ou groupements d'entreprises) la plupart ont une activité exclusivement locale, comprise dans le rayon de la Martinique et ses alentours (44 sur 66). La proportion est la même si l'on regarde les associations (21 sur 32 sont aussi « locales »), ce qui en définitive montre bien que l'économie circulaire en Martinique est principalement structurée autour d'un ensemble local d'associations et d'entreprises.

Ces entreprises sont, en grande partie, des entreprises agricoles ayant des méthodes de production durables et s'investissant dans le commerce de proximité, étant parfois structurées autour de réseaux comme le GRAB⁸⁵ Martinique ou l'AFPBM⁸⁶.

Dans les associations on trouve notamment un bon nombre de réseau d'échange de biens ou services tels que l'ACISE⁸⁷ ou le SEL⁸⁸ de Martinique.

Le rôle de chaque acteur dans les initiatives où il est impliqué présente également une hétérogénéité :

⁸⁵ Groupement régional d'agriculture biologique

⁸⁶ Association des Fermiers et Producteurs Biologiques de la Martinique

⁸⁷ Association Citoyenne pour l'Insertion Solidaire et Economique

⁸⁸ Système d'Echange Local

septembre 2017

- Les associations, collectivités ou acteurs académiques, sont pour la plupart du temps dans un rôle de porteur de projet, de gouvernance, organisant directement l'action concrète ou, dans une moindre mesure, dans une démarche de sensibilisation, d'information ou de soutien technique.
- Les entreprises quant à elles s'investissent pour la plupart via des offres commerciales et, pour une minorité, via l'adhésion ou la collaboration à des chartes ou projets plus globaux.
- Les syndicats ou groupements d'acteurs quant à eux ont des rôles variés, plutôt équitablement réparti sur l'ensemble de ceux cités ci-dessus.

VIII.3.1.2 SECTEURS D'ACTIVITE DES ACTEURS IMPLIQUES

Différents secteurs d'activité dans lesquels sont répartis les acteurs ont pu être identifiés (Figure 4.). Ces secteurs sont aussi ceux qui ont été repris dans l'analyse par chaîne de valeur.

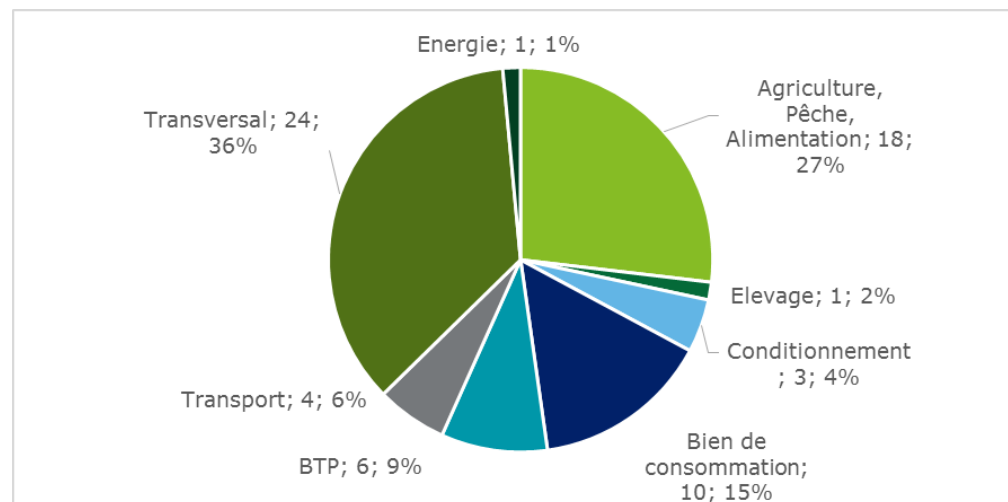


Figure 14 Répartition des acteurs impliqués dans l'EC par secteur économique

Une bonne représentativité de différents secteurs d'activité est observée. Le secteur agricole, de la pêche et de l'alimentation (dont on peut éventuellement aussi rapprocher celui de l'élevage) ressort tout particulièrement. Il représente notamment tous les agriculteurs ou pêcheurs s'étant regroupés pour favoriser l'éco-conception ou la consommation collaborative.

Le deuxième secteur le plus développé, celui des biens de consommation, représente en grande partie toutes les initiatives de réutilisation de produits ou matériaux, portées surtout par des associations (comme Eco Mobil ou l'ACISE⁸⁹), mais aussi quelques entreprises.

⁸⁹ Association Citoyenne pour l'Insertion Solidaire et Economique

VIII.3.1.3 CHAINES DE VALEUR REPRESENTÉES PAR LES ACTEURS IMPLIQUÉS

Chacun des acteurs observés a pu en fonction de ses initiatives être relié à une ou plusieurs chaînes de valeur (les collectivités par exemple sont souvent impliquées sur plusieurs chaînes de valeur) :

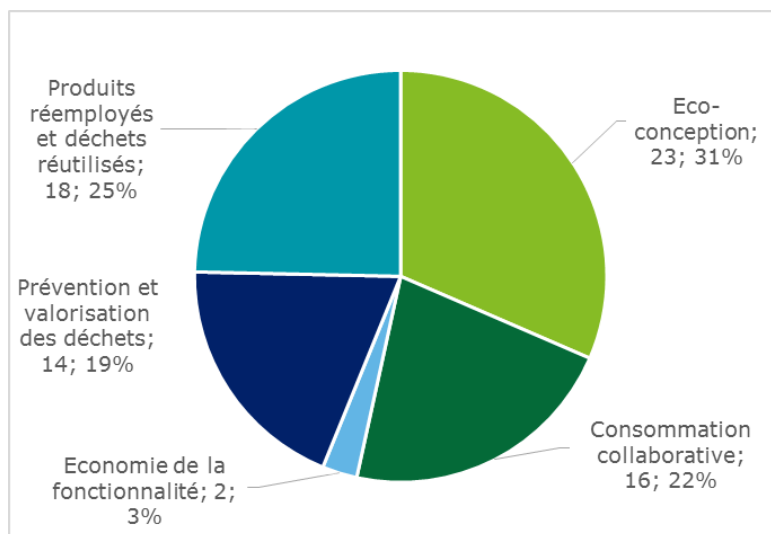


Figure 15 Répartition des acteurs impliqués par chaînes de valeur

L'éco-conception semble particulièrement développée, alors que les autres chaînes de valeur (à l'exception de l'économie de la fonctionnalité, sous-représentée) se répartissent une quantité semblable d'initiatives.

En regardant de plus près la chaîne de valeur de l'éco-conception il apparaît que plus de la moitié des acteurs recensés relevant de celle-ci sont en position de leader dans le développement de l'EC. L'éco-conception est donc réellement mise en avant en Martinique, notamment dans les secteurs de l'agriculture, pêche, alimentation et élevage, mais aussi de manière transversale.

Pour les autres chaînes de valeur, qui semblent assez équitablement développées, des acteurs assez différents y opèrent :

- Dans la prévention et valorisation des déchets, beaucoup d'entreprises impliquées au niveau du département travaillent dans les secteurs du BTP et du conditionnement.

septembre 2017

- Pour ce qui est des produits réemployés et déchets réutilisés, ce sont surtout des associations et collectivités (principalement locales) qui sont impliquées dans tout ce qui est bien de consommation (des TLC⁹⁰ aux équipements électroniques).
- Pour la consommation responsable, un mélange d'entreprises et d'associations agissant à différentes échelles et souvent en lien avec le secteur de l'alimentation ont été identifiées.

VIII.3.2. LES ACTEURS QUI GAGNERAIENT A ETRE INCLUS DANS LE DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE CIRCULAIRE

Si l'actuel réseau d'acteurs agissant pour le développement de l'EC en Martinique a pu être caractérisé, différentes catégories d'acteurs gagneraient à être nouvellement ou plus fortement impliquées à l'avenir.

En reprenant les chaînes de valeurs (CDV) il semble clair que l'économie de la fonctionnalité, de manière générale souvent en retrait par rapport aux autres chaînes, nécessiterait l'implication de plus d'acteurs. C'est en effet, la CDV pour laquelle nous avons recensés le plus d'acteurs n'étant pas encore impliqués mais pouvant l'être (notamment des entreprises des secteurs de l'énergie ou des transports).

Mais il faut toutefois noter que sur les autres chaînes de valeurs il manque encore beaucoup d'acteurs à mobiliser et notamment à faire émerger en tant que leaders.

D'autre part il y a beaucoup d'acteurs présents sur le territoire, mais non locaux, qui pourraient être inclus dans le développement de l'EC en Martinique, notamment des grandes entreprises ou groupes implantés dans le département (comme Carrefour ou Système U) ou encore des associations ayant pour vocation de fédérer au niveau national des initiatives liées à l'EC (comme « La ruche qui dit Oui ! » ou le réseau Envie).

Et si au niveau départemental la proportion d'acteurs à impliquer est moindre, il existe une série de collectivités ou groupement d'acteurs liés à un secteur où il y a des fortes possibilités de développement de l'EC et qui gagneraient tout de même à être impliqués.

En regardant d'autre part les différents secteurs économiques certains peuvent être identifiés comme ayant particulièrement besoin de plus d'acteurs impliqués : le secteur du bois, où tout reste encore à faire ; l'élevage, où les différentes coopératives ou groupements pourraient notamment être inclus dans des démarches d'éco-conception ; le secteur de l'énergie où différents acteurs pourraient par exemple être impliqués dans l'économie de la fonctionnalité ou la consommation collaborative

Pour résumer, on peut reprendre les enjeux au niveau des acteurs sur chaque CDV, en identifiant les acteurs ayant un rôle fort dans la chaîne et ceux qui au contraire gagneraient à être impliqués (à la fois ceux présents sur le territoire mais sans implication dans l'économie circulaire ou ceux non directement présents sur le territoire mais qui pourraient avoir un rôle dans l'EC)⁹¹, puis en voyant quels objectifs peuvent être mis en avant pour chaque filière.

⁹⁰ Textiles d'habillement, Linge de maison et Chaussures

⁹¹ Les acteurs n'étant pas ici évoqués de manière exhaustive, une liste complète pourra être trouvée en annexe

septembre 2017

	Eco- conception	Consommation responsable	Produits réemployés et déchets réutilisés	Prévention et valorisation des déchets	Economie de la fonctionnalité
Acteurs à Impliquer	ADAM , AMIV, IMAFHOR, PARM, COOPAQUAM	Mon panier bio, le réseau du jardin dans tous ses états, La ruche qui dit oui!, Blablacar.fr	CCI, Réseau Envie, Emmaüs, myrecyclestuff.com, mytroc.fr	CCI, Chambre d'Agriculture, grande distribution, entreprises du BTP (IEESS, Sibat,...), entreprises d'emballage (Equipe Commerce, Martinique Hygiène Emballage,...)	DIECCTE, vendeurs d'appareils électroniques (Eden Phone, Bureau Vallée,...), loueurs de matériel ou énergie (K'Loué, Loxam), structures liées à l'énergie ou au transport (EDF,SPL Martinique Energies Nouvelles, Mobilités,...)
Objectifs	Renforcer une CDV déjà bien développée en incluant les acteurs clés des filières concernées	Des acteurs locaux à mettre en réseau en s'inspirant d'initiatives à échelle nationale	Des initiatives locales à valoriser et des initiatives nationales à reprendre	Des acteurs locaux à mettre en avant et des acteurs clés des filières concernées à inclure dans l'EC	Une CDV en manque d'acteurs impliqués , une nécessité de sensibiliser les acteurs pouvant être concernés
Acteurs forts	RITA, GRAB, Banque alimentaire, IRSTEA, AFPBM,...	Smiile, Réseaux de consommateurs/producteurs dans l'alimentation (Fariba, Orgapéyi, Jardins partagés) et les transports (covoiturage-martinique.com, carfully.fr)	SMTVD, ACISE, les éco-organismes (Eco-TLC, Eco-Systèmes), réseaux d'échanges locaux (SEL, Hay bibi,...)	SMTVD, les éco-organismes (Eco-TLC, Eco-systèmes)	...

septembre 2017

VIII.4. DISPOSITIFS DE SOUTIEN EXISTANTS

Nom du dispositif	Porteur du dispositif	Nature de l'aide	Résumé du dispositif (en quoi consiste-il?)	A qui s'adresse-t-il ?	Types de projets soutenus
DISPOSITIFS EUROPEENS OU NATIONAUX					
Semaine Européenne du Développement Durable (SEDD) (2016)	Ministère de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer	Soutien à la promotion et visibilité de projet + aide à la communication (via un kit de communication téléchargeable)	Recenser et promouvoir (au niveau national et européen) les initiatives existantes pour sensibiliser aux enjeux du DD, apporter des solutions concrètes pour agir et inciter à l'adoption de comportements responsables	Collectivités, associations, entreprises, administrations, établissements d'enseignement, centres de recherches, établissements publics, musées, fondations, organismes de gestion....	formations / sensibilisations
AAP DEAL (2016)	DEAL	Subvention à hauteur maximale de 80% du coût total du projet et plafonné à 5000€	Encourager les nouvelles initiatives en sensibilisant, éduquant, formant les différents publics sur les thématiques du développement durable et la protection de l'environnement (une dizaine de projet ont été subventionnés en 2015)	Les associations à compétence environnementale, éducative, sportive, scientifique ou sociale	formations / sensibilisations
AAP 1500 méthaniseurs	Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie	- aide financière pour réaliser une étude de faisabilité de l'ADEME - aide au diagnostic territorial de l'ADEME - accompagnement des services de l'Etat pour la réalisation de leur projet par la DREAL ou la DDDT - engagement sur les délais d'autorisation et de raccordement	Soutenir et accélérer le développement de la méthanisation	Des porteurs de projet du monde agricole, de l'industrie ou de l'agroalimentaire ou des collectivités territoriales	projet individuel d'entreprise - investissement
AMI - Industrie et agriculture éco-efficientes	ADEME	Subvention ou avance remboursable d'un montant qui dépend de la qualité du projet, de la taille de l'entreprise, des types de dépenses (l'aide publique représentera au maximum 50% du financement du projet)	Soutenir des projets innovants permettant soit de produire en utilisant moins d'énergie et en rejetant moins de gaz à effet de serre, soit de produire en utilisant moins de matière et/ou d'eau	Des porteurs de projet exerçant une activité agricole, agroalimentaire, dans l'industrie du bois/papier, de la chimie, de la métallurgie, de la collecte et traitement des déchets ou dans l'industrie portuaire et maritime.	démonstrateurs
AMI - Véhicule routier et mobilité du futur	ADEME	Subvention ou avance remboursable. Son montant dépend de la taille de l'entreprise, du type de projet et du montant et du type des dépenses éligibles	Soutenir des projets de recherche industrielle sur les véhicules routiers et les systèmes de mobilité permettant le transport de personnes et/ou de marchandises (amélioration des performances du véhicule, expérimentation d'usages et de services innovants de mobilité et personnes comme de biens)	Des porteurs de projet exerçant dans les activités suivantes : 29 - Industrie automobile, 71 - Activités d'architecture et d'ingénierie ; activités de contrôle et analyses techniques, 72 - Recherche-développement scientifique	projet de recherche
AAP - Economie circulaire, recyclage et valorisation des déchets	ADEME	Les projets devront, pour être éligibles, avoir un budget total supérieur à 2 M€. Les entreprises dont le budget est supérieur à 1 M€ seront aidées partiellement ou uniquement en avances	Financer des projets innovants dans le domaine de l'économie circulaire, du recyclage et de la valorisation des déchets	Des entreprises exerçant une activité dans la production/distribution d'énergie, collecte et traitement eaux et déchets, agriculture, industrie extractives, industrie manufacturière,	projet individuel d'entreprise - investissement
AAP - Chimie du végétal et matériaux biosourcés	ADEME		financer des projets de démonstrateurs et briques technologiques dans le domaine de la chimie du végétal et des matériaux biosourcés (nouveaux produits biosourcés et écoconçus, valorisation de la biomasse) Une attention particulière sera portée sur les projets couvrant plusieurs étapes de la chaîne de valeur et s'inscrivant dans une logique territoriale	Les entreprises de la filière de la chimie du végétal et des matériaux biosourcés	démonstrateurs

septembre 2017

Nom du dispositif	Porteur du dispositif	Nature de l'aide	Résumé du dispositif (en quoi consiste-il?)	A qui s'adresse-t-il ?	Types de projets soutenus
AAP - Energies Renouvelables (édition décembre 2015)	ADEME	Cet AAP cible principalement des projets dont l'assiette globale est supérieure ou égale à 1,5 M€	accompagner le développement de projets dans le domaine des énergies renouvelables : photovoltaïque, solaire thermique, éolien ainsi que des projets d'hybridation des différentes sources renouvelables	pas de porteurs de projets ciblés en particulier	projet de recherche
AAP - Solutions intégrées de mobilité GNV	ADEME		faire émerger des offres innovantes de mobilité de gaz naturel véhicule qui traitent de manière innovante ces problématiques et permettant à des groupements d'acteurs de déployer simultanément sur des territoires des stations GNV et des flottes de véhicule s'y avitaillant. Les projets retenus doivent répondre à une exigence de protection de l'environnement	pas de porteurs de projets ciblés en particulier	création d'entreprise ou nouvelle activité
AAP Initiative PME -Eaux et milieux aquatiques	ADEME	Aide financière sous forme de subvention pouvant aller jusqu'à 200 000 € maximum par projet	cofinancer des projets d'innovation, portés par des PME (les associations non inscrites au RCS ne sont pas éligibles), contribuant à accélérer le développement et le déploiement de méthodologies, de technologies, de services et de solutions innovantes dans le domaine de la gestion durable du cycle de l'eau et des milieux aquatiques, ainsi que d'accompagner la capacité des PME à se positionner sur les marchés porteurs ou à s'adapter à de nouveaux marchés, notamment à l'export, par leur innovation. Ces projets contribuent à la réduction de l'empreinte environnementale et sont créateurs d'emplois.	PME exerçant une activité en lien avec la gestion de l'eau ou des milieux aquatiques	projet individuel d'entreprise - investissement
AAP -Initiative PME -Efficacité énergétique et économie de ressources dans le bâtiment, l'industrie et l'agriculture	ADEME	Subvention pouvant aller jusqu'à 200 000 € maximum par projet à laquelle peut s'ajouter une aide à la valorisation des résultats dans la limite de 5 000 €. Un retour financier vers l'Etat peut être demandé en fonction du succès technique et commercial du projet	Soutenir des projets de recherche et développement contribuant à accélérer le développement et la mise sur le marché de solutions innovantes dans les domaines de l'efficacité énergétique et de l'économie de ressources dans le bâtiment, l'industrie et l'agriculture.	PME immatriculée en France au registre du commerce et des sociétés (RCS). Les ETI sont exclues.	projet de recherche
AAP BCIAT 2017	ADEME		Soutenir des projets de production de chaleur à partir de biomasse, dans les secteurs de l'industrie, du tertiaire et de l'agriculture.	Installations industrielles, agricoles et tertiaires privés	projet individuel d'entreprise - investissement
Crédit d'impôt pour dépenses de certification en agriculture biologique	DDFIP	Le crédit d'impôt est égal à 2 500 € par an. Pour les entreprises bénéficiant d'une aide à la conversion en agriculture biologique, d'une aide au maintien de l'agriculture biologique ou d'une mesure de soutien pour production biologique, le total du crédit d'impôt et de la somme de ces aides et mesures de soutien ne doit pas dépasser 4 000 €. Dans le cas où ce total dépasse 4 000 €, le montant du crédit d'impôt est diminué du montant de ces aides et mesures excédant 1 500 €.	Les entreprises agricoles qui réalisent au moins 40% de leurs recettes des activités listées ci-dessous et qui font l'objet d'une certification en agriculture biologique peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt.	Entreprises agricoles dont les activités sont les suivantes: revenus tirés de l'exploitation de biens ruraux, production forestière, exploitation de champignonnières en galeries souterraines, exploitations apicoles, exploitations avicoles, exploitations piscicoles, exploitations ostréicoles, exploitations mytilicoles, obtention de nouvelles variétés végétales, préparation et entraînement des chevaux domestiques, en vue de leur exploitation dans les activités autres que celles du spectacle.	projet individuel d'entreprise - investissement

septembre 2017

Nom du dispositif	Porteur du dispositif	Nature de l'aide	Résumé du dispositif (en quoi consiste-il?)	A qui s'adresse-t-il ?	Types de projets soutenus
Prêt Vert	BPI France	Le montant du prêt vert est compris entre 100 000 € et 3 millions €, avec un encours maximum de prêt vert de 3 millions € par groupe bénéficiaire. Le prêt vert finance des investissements immatériels et corporels dans la limite de 40 % du programme global. Le prêt vert bénéficie d'un taux bonifié.	Ce prêt finance :des investissements compétitifs prenant en compte la protection de l'environnement, des projets de mise sur le marché de produits concernant la protection de l'environnement et la consommation d'énergie.	Pour des entreprises datant d'au moins 3 ans, ayant un effectif de moins de 5 000 salariés et exerçant une activité de la liste suivante: 01 - Culture et production animale, chasse et services annexes 021 - Sylviculture et autres activités forestières 023 - Récolte de produits forestiers non ligneux poussant à l'état sauvage 03 - Pêche et aquaculture 05 - Extraction de houille et de lignite K - Activités financières et d'assurance L - Activités immobilières	projet individuel d'entreprise - investissement
Prêt Eco-Energie	BPI France	Le prêt est compris entre 10 000€ et 100 000€	Le prêt vise à améliorer la compétitivité des entreprises et leur efficacité énergétique. L'investissement doit porter sur les équipements suivants : éclairage, froid, chauffage/climatisation, motorisation électrique	Micro-entreprises, TPE, PME créées depuis plus de 3 ans qui ont un projet d'investissement prenant en compte des enjeux de protection de l'environnement et d'économie d'énergie.	projet individuel d'entreprise - investissement
Aide à la réalisation - mise en œuvre des projets environnementaux (investissements)	ADEME	Subventions et avances remboursables dont le montant est modulable en fonction de la taille de l'entreprise dans le cadre d'une activité économique. Avec des bonus régionaux pour les DOM-COM (+ 15 points)	Soutenir la réalisation de projets environnementaux, principalement d'investissements, pour tout ou partie des différentes phases d'une opération	Personnes morales publiques (à l'exception des services de l'Etat) ou privées exerçant une activité économique ou non : - entreprises, - fondations et associations, - établissements publics, - collectivités.	projet individuel d'entreprise - investissement
Appel à projets Biomasse Energie et Entreprises	ADEME	Le montant de l'aide sera déterminé en fonction du projet	Favoriser les actions d'économie d'énergie et le développement des énergies renouvelables et de récupération. Par exemple : installations industrielles, agricoles et tertiaires privé assurant une production énergétique annuelle supérieure à 100 tep/an (1 163 MWh/an) à partir de biomasse, couplées ou non à d'autres énergies renouvelables ou de récupération	Entreprises du secteur industriel, agricole, et tertiaire privé. Les installations fournissant de la chaleur aux bâtiments tertiaires privés (bureaux, commerces, grandes surfaces de distribution, logistique, aéroports, etc.) sont éligibles	projet individuel d'entreprise - investissement
Aide au changement de comportement pour la protection de l'environnement	ADEME	Subvention pour les actions de sensibilisation, de communication, d'information, de conseil, d'animation et de formation.	Soutenir des opérations destinées à faire évoluer les mentalités et comportements, ainsi que les actes d'achats et d'investissement en matière environnementale. Il peut s'agir d'actions de sensibilisation, de communication, d'information, d'animation et de formation. L'aide peut également intervenir pour des investissements dans des équipements pédagogiques.	Entreprises	formations / sensibilisations
Fonds direct "Emertec 5"	BPI France	Intervention comprise entre 0,3 et 4 M€.	Investissement dans les premiers tours de financement d'entreprises à fort potentiel exerçant leurs activités dans les secteurs liés aux ecotechnologies et notamment dans les secteurs de l'énergie, de la « chimie verte », des matériaux de performance induisant des économies de matière et d'énergie, des biocarburants, du traitement de l'eau, de l'efficacité énergétique et de certaines filières de recyclage.	Entreprises du secteur de l'environnement et des énergies.	projet individuel d'entreprise - investissement
123 Environnement	CCI France	Accompagnement par un conseiller environnement ou un consultant pour la mise en place de la SME	1.2.3 Environnement est un dispositif facilitant la mise en œuvre de démarches de management environnemental selon le référentiel ISO 14001 et/ou EMAS dans les entreprises et en particulier auprès des PME/PMI.	PME	formations / sensibilisations
Réduction d'impôt pour mise à disposition d'une flotte de vélos	DDFIP	La réduction d'impôt correspond au montant des frais générés par cette mise à disposition gratuite, dans la limite de 25% du prix d'achat de cette flotte de vélos.	Aider les entreprises à promouvoir un mode de transport doux pour les déplacements domicile-travail des salariés	Société mettant à disposition gratuite de leur salariés une flotte de vélos.	projet individuel d'entreprise - investissement

septembre 2017

Nom du dispositif	Porteur du dispositif	Nature de l'aide	Résumé du dispositif (en quoi consiste-il?)	A qui s'adresse-t-il ?	Types de projets soutenus
AAP PERFECTO (2016)	ADEME	Aides financières sous formes de subventions ou d'avances remboursables	Faire émerger des solutions innovantes qui permettent de diminuer l'impact environnemental de la fin de vie des produits sans le reporter sur les autres étapes du cycle de vie.	Acteurs publics et privés de recherche et axu entreprises qui conçoivent et fabriquent des produits	projet de recherche
Prêt pour les investissements de transition énergétique	Caisse des Dépôts	Le prêt a un montant minimum de 300 000 €. Il représente au maximum 50% du besoin total de financement réalisé sous forme de prêt. Le financement sous forme de prêt du projet doit donc représenter au moins 600 000 €.	Favoriser la mise en place de projets exemplaires en termes d'innovations ou de performances énergétiques. Ces prêts financent les investissements matériels et/ou immatériels liés à des projets de réduction de la consommation énergétique locale, ou liés au recours aux énergies renouvelables ou aux dispositifs de récupération d'énergie.	PME de moins de 250 salariés, CA< 50ME	projet individuel d'entreprise - investissement
AAP- TZDZG (Territoires zéro déchet zéro gaspillage)	Ministère de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer - ADEME	Accompagnement par l'ADEME et soutien financier pour la réalisation d'une étude de faisabilité pour certains projets et pour la mise en place d'une animation territoriale pendant cette période	Engager des territoires dans une démarche de réduction, réutilisation et recyclage de leurs déchets. Cette démarche doit être exemplaire et comporter des objectifs ambitieux de prévention des gaspillages et de valorisation des déchets ne pouvant être évités. Elle doit être participative et associer les différents acteurs du territoire (citoyens, entreprises, associations) à l'élaboration des objectifs et à la mise en oeuvre des actions.	Collectivités	actions collectives
AAP - Territoires à énergie positive pour la croissance verte	Ministère de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer - ADEME		Accompagner les territoires qui visent l'objectif et se donnent les moyens de réduire leurs besoins d'énergie au maximum, par la sobriété et l'efficacité énergétique, et de les couvrir par les énergies renouvelables locales.	Collectivités, groupements intercommunaux	actions collectives
AAP Eco-TLC	Eco-TLC	Soutien à la R&D	Soutenir des projets innovants de réutilisation, de recyclage ou de valorisation matière des TLC faibles et viables tant en terme de produits qu'en terme de procédés. Les projets doivent donner lieu à une réalisation concrète	Entreprises, organisations professionnelles, associations, centres techniques industriel, organismes consulaires, agences de développement économique, pôles de compétitivité, établissements	projet collaboratif innovant
Aide à la recherche et développement et à l'innovation en environnement	ADEME				projet de recherche
Aide aux études générales pour l'acquisition de connaissances en environnement	ADEME				projet individuel d'entreprise - investissement

septembre 2017

Nom du dispositif	Porteur du dispositif	Nature de l'aide	Résumé du dispositif (en quoi consiste-il?)	A qui s'adresse-t-il ?	Types de projets soutenus
DISPOSITIFS REGIONAUX					
Aide à la conversion à l'agriculture biologique	Conseil Régional	L'aide intervient pour compenser les surcoûts et manques à gagner liés à ce mode de production. Elle est mise en place dans le cadre du FEADER. Le montant de l'aide est calculé en € par hectare et par an. Ce montant varie selon les catégories de couvert (landes, prairies, viticulture, culture légumière, maraîchage...)	Aider à la conversion en agriculture biologique visant à encourager les exploitations agricoles à introduire ou poursuivre le recours à des pratiques agricoles compatibles avec la protection de l'environnement, en agissant en particulier sur la ressource en eau, la biodiversité et la diversité génétique, la préservation du paysage et du sol, ou à convertir au mode de production biologique de nouvelles surfaces cultivées	Porteurs de projet exerçant une activité agricole (ex : 011 - Cultures non permanentes, 012 - Cultures permanentes)	création d'entreprise ou nouvelle activité
Aide aux investissements pour la protection de l'environnement	ADEME Martinique	L'aide intervient sous la forme d'une subvention ou d'une avance remboursable. Le taux d'intervention de l'aide dépend de l'investissement financé et de la taille de l'entreprise. En Martinique, les taux maximum d'intervention de l'aide de l'ADEME sont augmentés de 15 points.	Financer des travaux d'investissements de protection de l'environnement (investissement pour l'efficacité énergétique, investissements de promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables, investissements pour le recyclage et le réemploi des déchets générés par d'autres entreprises)		projet individuel d'entreprise - investissement
Accompagnement des acteurs industriels par l'ODE: - campagnes exceptionnelles de mesures - études globales sectorielles	ODE martinique	Convention de financement établie entre l'Office et le bénéficiaire de l'aide	Soutenir les actions de maîtrise de la pollution industrielle et artisanale conformément aux orientations stratégiques du 2ème Programme Pluriannuel d'Intervention	Industriels, artisans, PME/PMI, regroupements professionnels, collectivités (sous réserve).	formations / sensibilisations
Aide à la collecte des huiles usagées dans les DOM-COM	ADEME	Indemnité qui est calculée sur la base de l'écart entre le coût de référence du service optimisé de collecte et le prix de marché de référence. Elle peut être complétée par une indemnité couvrant le coût du transport maritime des huiles usagées (lorsqu'il n'existe pas d'installation de traitement sur le territoire).	Aider au développement de la collecte des huiles usagées	Les entreprises agréées pour le ramassage des huiles usagées et implantées dans les DOM	projet individuel d'entreprise - investissement
Accompagnement aux porteurs de projet- CRESS	CRESS			Porteurs de projet dans le domaine de l'ESS	création d'entreprise ou nouvelle activité
DLA - Martinique	DLA - Martinique	Accompagnement gratuit par des prestataires experts référencés pour répondre aux problématiques de développement et de consolidation	Développer et aider à la consolidation des structures d'utilité sociale de la Martinique	Associations, coopératives, fondations, mutuelles et structures qui relèvent du secteur de l'IAE – Insertion par l'Activité Economique,	création d'entreprise ou nouvelle activité
Kit de compostage - Cap Nord	CAP Nord Martinique			Aux foyers du territoire de CAP Nord Martinique	équipements structurants
AAP -Expérimentation de services de transport maritime	CAP Nord Martinique		Expérimenter des solutions permettant une utilisation du transport par voie maritime (passagers, marchandises ou de matériaux, touristique) en favorisant les projets axés sur l'efficacité énergétique et le développement des énergies renouvelables		projet de recherche
AAP - Innover dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie pour une meilleure durabilité et une meilleure productivité	CTM-FEADER				projet collaboratif innovant
IT2 (Institut Technique Tropical) - Dispositif d'appui et de recherche pour développer une agriculture durable	IT2				projet collaboratif innovant
Aide au développement d'activités innovantes via l'accompagnement de projet - Technopole	Technopole Martinique				création d'entreprise ou nouvelle activité

L'ADEME EN BREF

L'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME) participe à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de l'environnement, de l'énergie et du développement durable. Afin de leur permettre de progresser dans leur démarche environnementale, l'agence met à disposition des entreprises, des collectivités locales, des pouvoirs publics et du grand public, ses capacités d'expertise et de conseil. Elle aide en outre au financement de projets, de la recherche à la mise en œuvre et ce, dans les domaines suivants : la gestion des déchets, la préservation des sols, l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables, la qualité de l'air et la lutte contre le bruit.

L'ADEME est un établissement public sous la tutelle conjointe du ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie et du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.



ADEME
20, avenue du Grésillé
BP 90406 | 49004 Angers Cedex 01

www.ademe.fr

ANNEXE 6 : COMPTES RENDUS DES ATELIERS DE CONCERTATIONS DU PPDGM



PLAN DE PREVENTION ET DE GESTION DES DECHETS DE MARTINIQUE

SYNTHESE DES ATELIERS DE CONCERTATIONS

18, 19 & 20 avril 2018

CONTEXTE

Dans le cadre de l'élaboration du Plan de Prévention et de Gestion des Déchets (PPGD) de Martinique menée par la CTM, et suite à la réalisation de l'état des lieux, six ateliers se sont tenus du 18 au 20 avril 2018 sur les thématiques suivantes :

Le traitement des déchets résiduels

- La valorisation matière des déchets non dangereux et non inertes
- La prévention des déchets
- La gestion des déchets dangereux
- La valorisation organique déchets non dangereux et non inertes
- La gestion des déchets inertes.

118 acteurs, professionnels, associations, institutionnels, collectivités publiques y ont participé (liste en annexe).

OBJECTIFS

Ces ateliers avaient pour objectifs de :

- Partager un diagnostic commun, apporter des éventuels compléments identifiés par les parties prenantes
- Discuter des objectifs d'évolution de la prévention et de la gestion des déchets aux horizons du PPGD
- Décliner des propositions qui préfigurent les scénarii du Plan,
- Rapporter les opportunités et freins identifiés par les parties prenantes (techniques, organisationnels, comportementaux).
- Prendre en compte les projets déjà engagés, les expériences remarquables, les éclairages d'experts et étudier la duplication possible.

METHODOLOGIE

Une méthode World Café a été retenue afin de favoriser la discussion entre acteurs permettant, en intelligence collective, de faire émerger d'un groupe des propositions partagées par tous.

Pour chaque atelier, 3 à 4 tables (selon les problématiques) ont été formées avec un thème par table et des participants qui changent de table au bout de 30 min.

Pour cadrer les échanges et cibler les débats, pour chaque thème, des questions étaient posées aux participants.

Ainsi chacun a pu débattre et échanger sur les mêmes questions.

Sur chaque table, un animateur référent, qui en fin d'atelier, a restitué les échanges en plénière.

RESTITUTION

En premier lieu, il est ressorti de ces échanges que l'ensemble des acteurs ont bien conscience de l'urgence à changer les paradigmes, les modes de consommations et les mentalités.

Lors de ces ateliers, les points transversaux suivants ont été évoqués de manière récurrente:

- La nécessité de poursuivre, voire renforcer, la sensibilisation et de développer une communication pertinente, performante, répétitive et spécifique à destination des usagers particuliers, des chefs d'entreprises, des donneurs d'ordre, des professionnels et de la population en général, sur les bonnes pratiques, les installations existantes, l'impact des déchets sur la population, les responsabilités et obligations de chacun,
- L'importance d'une mise en cohérence des politiques menées et l'harmonisation des consignes et des pratiques en matière de prévention et de collecte à l'échelle de la Martinique,
- L'amélioration des performances de valorisation et l'augmentation de la valorisation énergétique
- Le besoin de maillage de territoire en équipements de tri, collecte, valorisation et traitement afin de réduire les transferts,
- La mise en œuvre simultanée des actions incitatives (adaptation de la fiscalité, tarification incitative à la place de la TEOM, consignation de certains déchets, Reverse Vending Machines qui donnent des bons de réduction dans les commerces en fonction des déchets rapportés, accompagnement des filières, ..) et des actions répressives (contrôles, sanctions et diffusion afin de modifier les pratiques),
- L'utilisation de la commande publique et l'exemplarité des administrations comme leviers pour développer de filières ou des installations de valorisation,
- Les problématiques de disponibilité du foncier et du coût de la gestion et du transport des déchets qui freine les possibilités de mutualisation de gisement entre les îles caribéennes.

Plus spécifiquement, les principaux points abordés dans chaque atelier sont résumés ci-après :

- ***Atelier 1 : Traitement des déchets résiduels***

Les participants ont exprimé leur souhait de voir le Plan donner une priorisation à la valorisation énergétique, via l'incinérateur (en rejetant la possibilité d'une troisième ligne de four) mais également via des projets en cours pour certains gisements. Ils ont également évoqué la nécessité d'adapter la fiscalité sur le transport des déchets afin de favoriser le transport inter-îles et donc de pouvoir massifier les gisements de déchets dans l'objectif de faire émerger des installations de valorisation pérennes.

Au-delà de la valorisation énergétique, les participants ont souhaité que la durée de vie de l'ISDND de Petit Galion soit maximale en favorisant les actions de prévention et valorisation visant à détourner les flux de l'enfouissement.

- **Atelier 2 : La valorisation matière des déchets non dangereux non inertes**

La communication autour de l'intérêt des gestes de tri, la mise en cohérence des pratiques de collecte et l'harmonisation des dispositifs ont été mis en exergue pour augmenter les performances de valorisation de l'île.

Le maillage du territoire en installations ou points de collecte semble insuffisant et doit être densifié pour améliorer les performances.

Il a été souhaité plus de contrôles et de sanctions pour les usagers ne respectant pas les consignes de tri, ainsi que les professionnels contrevenants à la loi.

Les participants ont également proposé de donner une valeur aux déchets via une tarification incitative, un système de consignation des déchets ou de gratification du geste de tri, pour améliorer les performances.

- **Atelier 3 : La prévention des déchets**

Lors de cet atelier, l'accent a été mis sur l'importance de la communication, et du maintien des actions liées à la réduction des déchets à la source, avec un engagement à long terme et dans une stratégie globale cohérente à l'ensemble de la Martinique

Le positionnement de l'économie sociale et solidaire dans la chaîne de valeur est nécessaire, notamment en créant des partenariats avec les entités publiques pour le développement du réemploi (collecte en déchèteries par exemple)

La tarification incitative et la redevance spéciale ont également été identifiées comme un levier de réduction des déchets, tout comme l'exemplarité des entités publiques.

- **Atelier 4 : La gestion des déchets dangereux**

Il a été noté la mauvaise connaissance des déchets dangereux par les citoyens et professionnels avec une nécessité de communiquer sur la thématique, et notamment les impacts du mauvais tri.

Des pratiques illégales sur certains déchets (VHU) sont évoquées avec un besoin de renforcement des contrôles et des sanctions.

Le transport des déchets dangereux engendre des coûts onéreux. Des aides pourraient être mises en œuvre pour améliorer la gestion de ces déchets, et permettre leur mutualisation avec les régions voisines.

- **Atelier 5 : La valorisation organique des déchets non dangereux non inertes**

Il n'y a pas de priorisation retenue entre le compostage in-situ et la collecte des déchets organiques concernant l'obligation de tri à la source des biodéchets. Cependant, la fréquence de collecte des biodéchets actuelle a été jugée insuffisante par les participants. Un manque de communication sur la thématique de la valorisation organique a été mis en avant.

Les participants ont évoqué l'exemplarité des entités publiques afin d'impulser une dynamique positive autour de la valorisation des déchets organiques (cantines scolaires, restaurants administratifs...).

Sur les déchets de l'assainissement, le contrôle des systèmes non collectif a été ciblé comme une démarche à mettre en œuvre pour améliorer leur gestion, tout comme le renforcement des contrôles sur les collecteurs (bordereau de suivi des déchets). La qualité du compost en sortie de station de compostage des boues doit être une priorité.

Concernant les graisses et huiles alimentaires, une cohérence peut être trouvée avec la méthanisation au CVO.

- **Atelier 6 : La gestion des déchets du BTP**

La force de la commande publique a été mise en avant pour faire bouger les pratiques en matière de réemploi et recyclage des matériaux en intégrant par exemple des critères imposants l'emploi de matériaux recyclés dans les marchés publics sera bénéfique pour l'émergence d'installations.

Le foncier a été identifié comme un problème, tout comme la mauvaise connaissance des acteurs sur les problématiques des déchets, donc un besoin de communication et de formations pour sensibiliser les acteurs du domaine.

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

Les diaporamas présentés sont en ligne sur le site de la CTM

<http://www.collectivitedemartinique.mq/gestion-des-dechets-suivez-les-etapes-de-lelaboration-du-plan-ppgd/>

L'ensemble des échanges et propositions qui ont émergés lors de ces ateliers sont joints à cette synthèse.

Ces éléments ont permis d'alimenter les réflexions afin de définir les orientations et proposer les actions les plus pertinentes et cohérentes pour la Martinique à retenir dans le PPGDG.



Mercredi 18 Avril 2018

Atelier de concertation N°1 : Quelles installations pour traiter les déchets résiduels non dangereux et non inertes ?



Table 1 : Quelle stratégie de traitement des déchets résiduels ?

Quelle priorité entre les deux types de traitement (ISDND/UIOM), des installations nouvelles sont -elles souhaitables ?

- La valorisation énergétique doit rester une priorité, notamment pour aider à l'atteinte de l'autonomie énergétique de la Martinique en 2030 et pour favoriser l'augmentation de la durée de vie de l'ISDND de Petit Galion.
 - Attention à la valorisation des mâchefers qu'il faut développer. L'impact des donneurs d'ordre publics sur ce sujet est fort (marchés de la CTM par exemple).
- La valorisation organique peut être une solution avec une optimisation du fonctionnement du CVO. Le TMB prévu permettra de séparer les déchets fermentescibles des autres déchets pour 20 000 t/an d'OMr entrantes. Il est également possible d'envisager une valorisation énergétique via CSR pour certains déchets sortants du TMB.
- Des solutions de valorisations énergétiques pour des gisements spécifiques peuvent permettre d'améliorer l'indépendance énergétique de la Martinique.
- L'ISDND doit perdurer le plus longtemps possible (voir table 2) et donc n'être qu'une solution pour les déchets sans autres types de valorisation possibles.
 - Améliorer la prévention et la réduction des déchets (réemploi, ressourceries, recycleries...)
 - Augmenter la valorisation matière
 - Augmenter le volume de la biomasse collectée avec une bonne qualité
 - Développer la tarification incitative
 - Développer les partenariats avec les îles voisines (Ste Lucie, Dominique, Guadeloupe...)

L'atteinte de la valorisation énergétique est-elle nécessaire ? Si oui, comment l'augmenter ?

- La valorisation énergétique doit rester une priorité sur la Martinique.
- La Martinique ne dispose que de besoins faibles en chaleur (blanchisserie). Les besoins sont plutôt en termes de climatisation, mais les échangeurs thermiques présentent des difficultés techniques (ammoniac, passage des réseaux...)
- Des installations annexes peuvent permettre d'améliorer la valorisation énergétique des déchets (CSR, Pyrolyse, Chaudière biomasse...)

Idées clés pour la rédaction du plan d'actions :

- L'UIOM de Morne Dillon est actuellement à saturation
- Il ne faut pas baisser la valorisation énergétique sur la Martinique
- Une troisième ligne de four n'est pas envisageable économiquement aujourd'hui
- Il sera nécessaire de laisser le Plan ouvert à d'autres formes de valorisations énergétiques, notamment pour des flux spécifiques
- Les mâchefers sont une problématique importante sur la Martinique, des solutions de valorisation doivent être envisagées
- Pour améliorer le traitement des déchets résiduels, il est nécessaire d'améliorer la valorisation matière et organique. La tarification incitative peut être un moyen pour cela.



Mercredi 18 Avril 2018

Atelier de concertation N°1 : Quelles installations pour traiter les déchets résiduels non dangereux et non inertes ?



Table 2 : Quelle place pour les autres déchets et autres types de traitement dans le Plan ?

• **Plâtre :**

- Les participants ont beaucoup insisté sur le fait que les distributeurs ont l'obligation de collecter les déchets des chantiers du bâtiment issus des produits qu'ils ont mis sur le marché.
- L'export du plâtre se chiffre à environ 8000€/T depuis la Martinique vers la métropole, mais il y a un besoin de collecter et massifier entre DFA le gisement de plâtre avant l'export vers la métropole
- Rappel qu'E-Compagnie assure l'export des déchets de plâtre depuis la Martinique vers la métropole
- Idée de prévoir un casier spécifique pour le plâtre en enfouissement dans un ISDD ou ISDND
- S'interroger sur l'opportunité de poursuivre l'import du placoplâtre dans les DFA vu les difficultés d'élimination des déchets de plâtre auxquelles sont confrontés les distributeurs locaux
- Il n'existe aucun chiffre qui permette de quantifier le gisement de plâtre en Martinique
- S'orienter vers une interdiction du plâtre dans les DFA en se basant sur les contraintes et risques sismiques ou cycloniques
- Interdire l'usage du plâtre dans les chantiers en tenant compte du risque lié aux perturbateurs endocriniens contenus dans le plâtre
- Privilégier des matériaux locaux à la place du plâtre (brique de la poterie) et qui ont de meilleures propriétés parasismiques que le plâtre
- Bâtimat Recyclage a une installation de classe 3 : déchets non dangereux et inertes, fait le tri des déchets réceptionnés et ne garde que le béton
- Bâtimat Recyclage signale que le tonnage de la déconstruction du Lycée Schoelcher permettrait de faire 8 plateformes de 2000 m² en matières premières économisées.

• **Combustibles Solides de Récupération (CSR)**

- Besoin d'assurer la qualité et la régularité des flux qui vont alimenter un four CSR
- Un projet de four CSR est à l'étude incluant les refus de tri des centres de tri d'encombrants, des DIB, du TMB, les déchets de pneus. Le total de ce gisement a été estimé à 30 000 T/an
- si les difficultés techniques liées au four CSR arrivent à être levées, il faut aussi lever les contraintes réglementaires (changement de rubrique ICPE)
- les 30 000 T de CSR identifiés pourraient se substituer à 30 000 T de biomasses (issues de l'importation)
- plusieurs projets de valorisation des CSR sont évoqués avec la possibilité d'avoir trois fours CSR sur toute la Martinique pour une capacité de 30 000 à 45 000T par unité
- Le gisement des DAE et des déchets dangereux serait admissible dans ces unités sous certaines conditions
- discussion sur la pyrogazéification qui présente l'avantage de ne générer aucune combustion et pourrait réduire le risque technologique en ayant trois unités de pyrogazéification
- Implantations suggérées pour le four CSR : le Parc Technologique et Environnemental de la Trompeuse, l'ancienne usine EDF de Bellefontaine

• **Amiante-ciment & Déchet d'assainissement**

- Rappel que l'amiante-ciment est un déchet dangereux
- Viser la mutualisation des gisements de déchets d'amiante entre DFA
- Déchets d'assainissement : problématique du traitement de la valorisation des déchets d'assainissement et du contrôle insuffisant de la collecte de l'assainissement non-collectif



Mercredi 18 Avril 2018

Atelier de concertation N°1 : Quelles installations pour traiter les déchets résiduels non dangereux et non inertes ?



Table 3 : Comment augmenter la durée de vie de l'ISDND de Petit Galion ?

Quelles actions mettre en œuvre ? notamment en termes de prévention et de gestions des déchets

De manière récurrente, poursuivre et améliorer la sensibilisation et la communication à destination des usagers particuliers et de la population en général

Volet Prévention :

- revoir les modes de consommation et les mentalités
- changer le paradigme des importations pour réduire les quantités de déchets produits
- favoriser le réemploi
- améliorer le geste de tri en harmonisant les consignes de tri et amplifiant la communication sur le devenir des déchets
- favoriser la communication de proximité (ambassadeurs, courriers dans boîtes aux lettres, ..)

Volet Financier :

- utiliser l'octroi de mer comme levier pour orienter le marché et la consommation vers les produits qui pourront être traités localement
- étudier la faisabilité de la mise en place de la redevance incitative et la généralisation de la redevance spéciale sur tout le territoire
- mettre en place la consigne (ex mise en place de « bornes de tri intelligentes »)

Volet Gestion :

- Identifier les déchets plus volumineux et les détourner
- Détourner les déchets verts, les biodéchets et les recyclables secs des privés en obligeant les gros producteurs trier
- Développer l'Economie Circulaire (EC) : soutenir les initiatives, prendre en compte l'EC dans les marchés publics, étudier les adaptations réglementaires si nécessaire
- Favoriser la valorisation énergétique
- Durcir les conditions d'accès à l'ISDND
- Valoriser les quantités de mâchefers produites par l'IUOM au lieu de les enfouir
- Réduire la fréquence des collectes des OM et augmenter celles de la collecte sélective des biodéchets et des emballages
- Augmenter la répression au travers des brigades de l'environnement

Quelles autres installations sont nécessaires pour réduire les quantités stockées ?

- Multiplier les zones de stockage et de tri pour mailler le territoire (pour les inertes, les déchets du BTP notamment)
- Augmenter les capacités de valorisation des biodéchets et des déchets verts
- Développer les ressourceries, recycleries, déchetteries y compris professionnelles et mobiles
- Augmenter les capacités de valorisation énergétique (installations de préparation et combustion des CSR)
- Mettre en place le PTMB



Atelier de concertation N°2 : Comment augmenter la quantité des déchets non dangereux non inertes des ménages et des entreprises orientés vers la valorisation matière



Table 1 : Comment augmenter les quantités de déchets ménagers et assimilés vers le recyclage matière : Freins /Leviers

Freins identifiés

- Communication sur les consignes de tri et les exutoires potentiels des déchets (Les ordures ménagères recyclables ne sont pas toujours précisément identifiées et différenciées)
- Manque d'harmonie dans les consignes entre les EPCI et les autres opérateurs en charge des déchets
- Conscientisation de la population sur les impacts des déchets et des exutoires
- Fréquences de collecte des OMR élevées et des déchets triés plus faible
- Maillage faible en bornes de collecte du verre et en déchèteries, nécessité de se déplacer loin pour avoir accès aux bornes de tri
- Besoin de place pour le stockage avant la collecte (verre des professionnels notamment)
- Mélange des déchets de collectes d'encombrants en porte à porte ou provenant de bennes en libre-service par les communes, qui ne favorise pas le tri et la valorisation
- La collecte des encombrants est pratique pour les usagers mais constitue un coût important pour les opérateurs publics
- Nécessité de payer pour la collecte des déchets dangereux
- Le coût réel du service n'est pas supporté par l'utilisateur ce qui entraîne une faible conscientisation
- Obligation de reprise du 1 pour 1 pas toujours respecté
- Obsolescence rapide de certains produits (meubles notamment) entraîne une grande quantité de déchets
- Interdiction de mettre des PAV verre autour des établissements scolaires
- Problèmes de foncier et de logistique pour multiplier les structures de valorisation matière

Leviers d'action

- Mise en place d'une tarification incitative sur les déchets non triés
- Mise en place d'une consignation de certains déchets (verre avec une bouteille unique imposée sur la Martinique)
- Développer et harmoniser la pédagogie, la communication et l'information sur les déchets en Martinique, entre autres :
 - Mener des études sur les freins et leviers liés au geste de tri et à la collecte des DMA
 - Mieux communiquer sur le fonctionnement et l'accessibilité des déchetteries gérées par le SMTVD et sur les consignes de tri et de collecte sur place
 - Digitaliser l'information liée au tri, à la collecte puis à la valorisation matière afin de mieux sensibiliser et toucher l'ensemble des administrés
 - Mettre en place une application pour la géolocalisation des équipements de collecte et améliorer leur taux de collecte/remplissage
 - Distribuer et actualiser un annuaire des déchets à orienter par filière, et par entreprise ou éco-organisme dédié à la collecte
- Harmoniser les consignes de tri, les fréquences de collecte et les pratiques des collectivités à l'échelle de la Martinique
 - Séparation de certains déchets dans les collectes en porte à porte (encombrants/DEEE)
 - Augmentation de la fréquence de collecte des recyclables
- Donner un sens à la collecte : démontrer l'utilité locale sociale, sanitaire ou environnementale du geste de tri (exemple de la collecte des textiles pour les personnes défavorisées)

- Améliorer les performances des filières REP sur la Martinique (ex améliorer la récupération des encombrants par les distributeurs au besoin en augmentant les contrôles et appliquant des sanctions contre les distributeurs qui ne respectent pas leurs obligations de collecte/récupération)
- Optimiser le maillage du territoire en colonnes à verre
- Mettre en place une incitation financière à la collecte (consigne pour le recyclage ou Reverse vending machines) qui permettra d'encourager au ramassage des déchets consignés
- Améliorer les conditions de collecte pour permettre d'orienter vers le réemploi les déchets pouvant être réutilisés
- Effectuer une meilleure communication sur les dates de ramassage des déchets verts et des encombrants
- Proposer des lieux de dépôts collectifs pour les habitats collectifs (encombrants)
- Mettre en œuvre le tri sur les espaces publics
- Développer les contrôles et les sanctions (Sanctionner davantage les administrés pollueurs en recrutant plus de personnel assermenté)

Idées clés pour la rédaction du plan d'actions (notamment pour le respect de l'objectif consignes de tri)

- Harmoniser des conditions de collecte et les consignes de collecte à l'échelle de la Martinique
- Améliorer la communication pour que les usagers bénéficient d'une meilleure connaissance des impacts de leurs gestes de tri (social et environnemental) et des modalités de collecte
- Densifier les moyens de collecte : Déchèteries, PAV verre
- Mettre en œuvre une incitation financière au tri des déchets (consigne, tarification incitative, RVM)
- Mettre en avant les structures vertueuses qui interviennent dans la valorisation des déchets ménagers recyclables
- Faire des campagnes chocs inspirées de celles sur la sécurité routière, en insistant sur les impacts de la pollution liée aux déchets ménagers,

Jeudi 19 Avril 2018

Atelier de concertation N°2 : Comment augmenter la quantité des déchets non dangereux non inertes des ménages et des entreprises orientés vers la valorisation matière



Comment augmenter les quantités de déchets d'activités économiques vers le recyclage matière

Freins identifiés

- Le rapport sur la situation du développement durable (SAR) n'intègre pas la biomasse.
- Coût d'envoi des déchets vers le recyclage n'est pas toujours répercuté sur le client de l'entreprise (maître d'ouvrage) > les clients choisissent en fonction du moins-disant et non du mieux-disant ce qui se répercute sur la prise en compte du coût de la gestion des déchets (et donc la recherche de la solution de gestion la moins coûteuse de ces déchets)
- De nouveaux types de déchets apparaissent et n'ont pas de solutions localement : plastiques, plâtre, vitres complexes, ...
- Les administrations ne mettent pas en place le tri des papiers et cartons par faute d'équipements en interne permettant le tri (investissements à faire et gestion des équipes d'entretien)
- Les entreprises manquent de place pour réaliser le tri, leurs flux sont faibles
- Manque de filières locales permettant d'avoir des solutions économiquement acceptables :
 - recours à des filières autres, en général d'élimination
 - n'incite pas à plus de tri par les entreprises
- Le développement de filières locales de recyclage sur la Caraïbe est limité de par :
 - la réglementation sur le transport-transfert des déchets
 - le coût du transport maritime des déchets (taxes douanières + faibles échanges inter-îles par rapport aux échanges avec la métropole / Aides au transport uniquement sur les DEEE ou les déchets hors REP)

Leviers d'actions - Idées clés pour la rédaction du plan d'actions

- La première action à mener est le développement de filières locales martiniquaises ou caribéennes. Pour ce développement, il convient de pouvoir lever les freins de la réglementation régissant le transfert des déchets et sur l'organisation et coût du transport des déchets (taxes, aides)
- Réunir et communiquer sur l'ensemble des solutions existantes
- Développer les déchèteries professionnelles ou ouvrir les déchèteries publiques aux professionnels / Développer les mini-déchèteries sur les ZAC (payantes et gardiennées)
- Développer l'éco-exemplarité des administrations
- Développer les actions de prévention :
 - Développer la réutilisation des matériels informatiques, des emballages : ressourceries et création d'activités de réparation-revente
 - Développer la vente en vrac
 - Développer les bourses aux déchets
- S'appuyer sur la redevance spéciale
- Appliquer le pouvoir de police du maire contre les dépôts sauvages

Jeudi 19 Avril 2018



Atelier de concertation N°2 : Comment augmenter la quantité des déchets non dangereux non inertes des ménages et des entreprises orientés vers la valorisation matière

Table 3 : Comment déployer des nouvelles filières de recyclage sur la Martinique et les Antilles

Freins

Principal frein lié à l'insularité

- Foncier peu disponible
- Difficultés de mise en place d'un modèle économique pérenne (gisement local insuffisant, économie d'échelle pas toujours réalisée, manque de débouché du produit recyclé...)
- Geste de tri non systématique
- Manque de communication et d'adhésion généralisée de la population à l'utilisation des produits recyclés
- Les quotas imposés par certaines filières pour l'obtention de financements nécessaires à la mise en place des équipements ne sont pas adaptés aux quantités de nos marchés (ex TLC)
- Faible volonté politique/ Incohérence des politiques d'actions publiques (exemple de la CAF dont l'aide aux ménages participe plus à l'achat neuf qu'à la promotion de la réparation)
- Coûts importants (investissements, transports, mise en place des collectes)
- Contraintes administratives, procédures douanières
- Accompagnement insuffisant pour le montage des filières (dossier de financement ...)
- Manque d'entreprenariat

Leviers :

Principal : implication de toute la population et volonté politique

- Etudes R&D adaptées au micro gisement, micro projet et insularité
- Adaptations réglementaires et techniques (lobbying Ministère & Eco organismes) pour permettre la coopération et la mise en place de structures sur l'île (adapter les statuts déchet, le fret inter îles ...)
- Mutualisation des gisements et équipements (coopération)
- Optimiser les collectes
- Augmentation de la fiscalité ou mise en place de taxe pour financement de filières
- Mise en place de dynamiques cohérentes et structurer des offres pertinentes, adaptées au territoire et abordables pour obtenir des filières pérennes :
 - Réalisation d'études prospectives
 - Sensibilisation de la population en amont (questionnaire)
 - Marketing du produit recyclé
 - Incitation financière pour encourager l'investissement (aide au démarrage, exonération de charges pour tout équipement lié aux filières de recyclage)
 - Assurer les débouchés via marchés publics
- Profiter de la vague du changement de mentalités, de paradigme mondial

Pistes de réflexion

Prioriser le développement local de filières dont l'export des déchets n'est pas rentable et qui ont un produit pertinent (favoriser les niches spécifiques avec une rentabilité même à faible gisement)

Améliorer la communication pour qu'elle soit systématique et adaptée



Jeudi 19 Avril 2018



Atelier de concertation n°3 : Quels leviers pour optimiser les résultats de la réduction des déchets à la source des ménages et des entreprises ?

Table 1 : Les freins et les leviers à la prévention des DMA ?

Freins

- Foncier
- Finances
- Communication
- Multiplicité des acteurs

Leviers

- Accompagnement des projets par les collectivités pour l'accès aux locaux
- Nécessité d'une communication large auprès de la population (permettant les changements de comportement) avec une stratégie de communication sur le long terme, une harmonisation sur l'ensemble du territoire, avec l'utilisation des réseaux sociaux
- Réunir l'ensemble des acteurs autour d'une stratégie globale pour le territoire

Comment développer le réemploi, la réparation et la réutilisation des objets ?

Réemploi – Réutilisation - Réparation : potentiel de détournement de 4000 tonnes hors textiles

Freins

- ESS rencontre des difficultés pour l'accès aux infrastructures nécessaires. Besoin identifié sur la Martinique de 3 lieux de 2000 m2 (aujourd'hui 400 m2 dans le Nord)
- Collecte des déchets pouvant être réemployés ou réutilisés

Leviers

- Investissement par une collectivité qui loue ensuite à une structure ESS
- Financements possibles via le CODEC des collectivités (durée courte de 3 ans)
- Ouverture des déchèteries publiques pour collecter en haut de quai aux ESS.
- Former les gardiens de déchèteries
- Inciter les particuliers et entreprises à la réparation de leurs DEEE (communication)
- Développer la collecte préservante en porte-à-porte

Lutte contre le gaspillage alimentaire - objectif réglementaire de -50% d'ici 2025 ?

- Toucher les écoles-cantines, hôpitaux, particuliers
- Education

- Campagnes de communication digitales pour donner les clefs
- Mettre en œuvre la tarification incitative et redevance spéciale

Compostage de proximité ?

Freins

- Nombre de foyers concernés et difficulté de développement du compostage en habitat vertical
- Règles différentes de tri d'un territoire à l'autre (compostage individuel, collecte en porte à porte)

Leviers

- Aller vers d'autres publics comme les petites copropriétés (de 2 à 6 logements), nombreuses sur le territoire
- Augmenter le compostage en habitat individuel
- Harmoniser les moyens mis en œuvre sur l'ensemble du territoire
- Poursuivre et renforcer la communication auprès de la population

Autres actions

- Développer le vrac, les échanges-trocs-bourses (des endroits existent), - Rechercher des solutions sur les suremballages, - Développer les alternatives (couches lavables, réutilisable)



Atelier de concertation n°3: Quels leviers pour optimiser les résultats de la réduction des déchets à la source des ménages et des entreprises ?



Table 2 : Les freins et les leviers à la prévention des DAE ?

Freins

- Absence de redevance spéciale / Financements
- Impacts financiers des bienfaits de la prévention pour les entreprises
- Peu d'informations aux entreprises
- Compétences cloisonnées
- Isolement du chef d'entreprise
- Manque de moyens techniques pour la mise en œuvre (équipements spécifiques)

Leviers

- Aides des collectivités dans l'organisation de la gestion des déchets des entreprises et communication sur les éco-gestes
- Eco-exemplarité des administrations, dont les collectivités
- Impacts via les appels d'offres (DCE) des collectivités
- Définition des assimilés
- Financements de postes prévention
- Diffusion des résultats obtenus par les entreprises engagées (campagne Ademe)
- Actions entreprises témoins
- Formation des personnels
- Observatoire de la production des DAE
- Déchets Dangereux : Opération garage propre, Plateforme SOS Déchets



Atelier de concertation n°4 : Comment améliorer la collecte et la gestion des déchets dangereux (VHU, DEEE, Déchets dangereux des particuliers et des entreprises) ?

Table 1 : Comment augmenter la collecte des déchets dangereux (DD) ?

Collecte en déchèterie pour les DD des ménages (Réseau > nb de déchèteries / Type de déchets collectés en déchèteries / Autres modes de collecte)

Cet atelier a mis en évidence les améliorations à apporter en matière d'information des administrés sur la nature et la gestion des déchets dangereux ménagers d'une part, mais aussi les obligations des distributeurs en la matière d'autre part. Enfin, il a également été question de l'action des pouvoirs publics en matière de gestion des DDM.

Administrés :

- Optimiser l'information sur la collecte des déchets dangereux ménagers
- Multiplier les campagnes de communication sur les déchets dangereux ménagers
- Sensibiliser sur les impacts des déchets dangereux ménagers sur les écosystèmes
- Mettre à disposition dans les foyers des contenants spécifiques pour les déchets dangereux ménagers, avant leur collecte par des opérateurs agréés
- Mieux communiquer sur les exutoires et l'élimination des déchets dangereux ménagers
- Pour les habitats collectifs, réfléchir aux possibilités de mutualisation et réemploi de certains déchets dangereux ménagers (peintures, vernis,) encore utilisables,

Distributeurs :

- Poursuivre le déploiement des filières pour optimiser la collecte des déchets dangereux ménagers
- Revoir les conditions et espaces de stockage des déchets dangereux ménagers repris par les distributeurs
- Veiller à une meilleure traçabilité des déchets dangereux ménagers pris en charge
- Systématiser l'aide au fret pour l'export de tous les déchets dangereux ménagers
- Amener au plus près des particuliers la déchetterie mobile pour la collecte des déchets dangereux ménagers
- Proposer aux éco-organismes et aux distributeurs de produits dangereux à usage domestique de développer une gratification du geste de tri et de collecte des DD ménagers

Pouvoirs publics :

- Mieux équiper les déchetteries pour faciliter la collecte des déchets dangereux ménagers
- Revoir la fiscalité des produits dangereux importés pour en diminuer l'import et financer l'export des déchets dangereux ménagers
- Développer des unités ou brigades de proximité agréées pour la collecte de certains déchets dangereux ménagers
- Avoir un poids politique et juridique plus significatif pour que nos élus locaux puissent influencer, au cas par cas, les décisions de l'Etat en matière de gestion des déchets
- Rappeler aux professionnels leurs obligations de récupérer les déchets dangereux ménagers commercialisés et augmenter les contrôles effectués



Jeudi 19 Avril 2018

Atelier de concertation n°4: Comment améliorer la collecte et la gestion des déchets dangereux (VHU, DEEE, Déchets dangereux des particuliers et des entreprises) ?



Table 2 : Comment augmenter la collecte des déchets dangereux des entreprises?

De l'avis général, l'augmentation de la collecte des DD passe par un changement des mentalités et donc par une sensibilisation / communication qui doit être pertinente, performante et répétitive, à destination des chefs d'entreprises et des donneurs d'ordre, sur la dangerosité des produits et les conditions de travail, leurs obligations et le rappel des sanctions

Deux axes d'actions : carotte et bâton= incitatives et répressives:

- **Incitatif**

- Améliorer le tri en amont pour diminuer les quantités et donc le coût
- Mutualiser la collecte, envisager une collecte mobile qui récupère les DD dans les entreprises/ ZAE (
- Valoriser financièrement les DD
- Inscrire la gestion des DD dans les marchés avec une obligation de tri et amélioration de la traçabilité en subordonnant le paiement des factures au retour des Bordereaux de Suivi des Déchets
- Valoriser les entreprises par des labels
- Accompagnement administratif des entreprises
- Intéressement financier des professionnels à l'atteinte des objectifs de la filière (fiscalité, réduction CGSS, ou autre)
- Optimiser les filières existantes
- Mettre en place des filières avec des collectes économiquement abordables (bien identifier les DD, structurer les filières de traitement même partiellement pour permettre de diminuer les coûts de collecte, soutien des filières,...)
- Maillage du territoire en déchetteries professionnelles

- **Répressif**

- Respect de la loi : obligation de reprise des distributeurs
- Augmenter la répression et le contrôle sur les entreprises non déclarées qui concurrencent déloyalement celles en règle
- Application effective du pouvoir de police ou transfert aux EPCI
- Sanctionner et mettre en lumière les sanctions pour qu'elles soient exemplaires
- Adaptations réglementaires pour optimiser le contrôle des entreprises

Pistes de réflexion

- Etudier les possibilités de réduire les emballages DD en les réutilisant (ex après rinçage)



Jeudi 19 Avril 2018

Atelier de concertation n°4 : Comment améliorer la collecte et la gestion des déchets dangereux (VHU, DEEE, Déchets dangereux des particuliers et des entreprises) ?



Table 3 : Une solution de proximité pour le traitement des déchets dangereux ? / Hors Amiante Lié > atelier BTP

Quelles solutions ? pour quels déchets ?

Les usagers ne savent parfois pas qu'ils sont en présence d'un déchet dangereux et ont des pratiques non conformes (déchets dangereux liquides dans les évier par exemple)

- Améliorer la communication
- La connaissance des pratiques permet également de faire baisser les coûts pour les entreprises produisant des déchets dangereux (pas de mélange des déchets dangereux différents, conteneurisation correcte...)

Il n'y a pas de collecte de déchets dangereux sur les déchèteries. La mise en œuvre du partenariat avec Eco-DDS va intervenir bientôt, elle sera l'occasion de communiquer sur le sujet.

Sédiments pollués

- Le SDAGE recommande la mise en place d'un schéma de gestion des sédiments
- Le traitement de ces déchets peut s'envisager selon le même mode que le traitement in-situ des terres polluées.

VHU

- Les installations agréées actuellement ont la capacité de traitement pour gérer tous les déchets sur l'île mais se heurtent aux pratiques illégales

Transport

- Le coût du transport est problématique (5 à 6 k€ pour envoyer 18t de déchets dangereux liquides en métropole)
- Des aides pour les transports permettraient de faire baisser les coûts et rendre plus abordable une bonne gestion des déchets dangereux

Mutualisation avec territoires voisins ?

Le coût du transport inter-île est très problématique : l'envoi d'un conteneur à la Guadeloupe coûte environ 2000 € contre 1500€ pour un envoi en Métropole.

- Nécessité de modifier les conditions de l'aide au transport ou de l'octroi de mer pour favoriser la mutualisation.

La massification des gisements est une possibilité pour rendre rentable l'apparition de filières de traitement locales.

- La Guadeloupe et la Martinique n'ont pas vocation à avoir le même type d'installations. Des coopérations peuvent voir le jour avec des flux aller/retours

Idées clés pour la rédaction du plan

- Mieux définir les gisements captibles afin de permettre à des projets d'émerger
- Axer plutôt le Plan sur le prétraitement (démantèlement, réduction de la nocivité) que sur le traitement des déchets dangereux
- Il perdure une problématique de massification des gisements afin de justifier la création d'une installation. La coopération inter-île, sur le modèle de ce qui est fait pour les DEEE peut être envisagée.
- L'absence de gisement ne permet pas d'estimer les seuils de rentabilités exacts des installations. La prise de risque est donc importante et ne permet pas l'émergence d'installations de traitement. La volonté politique (baisse de la taxation du traitement des déchets) et la prise en charge de ce risque peuvent être des solutions pour la mise en place d'installations
- La disponibilité en foncier pour la création d'activité de traitement des déchets est une réelle problématique. Certains terrains pourraient être orientés vers le traitement des déchets
- Sédiments pollués : des solutions de traitement in-situ, sur le même modèle que le traitement des terres polluées peut être envisagées.



Vendredi 20 Avril 2018

Atelier de concertation N°5 : Comment augmenter la valorisation organique pour les déchets fermentescibles



Table 1 : Quelle stratégie pour le Plan pour le développement du tri à la source des biodéchets des ménages et des professionnels

Freins identifiés

- Collecte des biodéchets en C1 trop faible pour le contexte tropical, notamment pour les professionnels de la restauration
- Pas d'exemplarité des collectivités sur la gestion des biodéchets dans les cantines
- Manque de suivi pour les composteurs distribués
- Complexité de la gestion des résidences collectives en compostage partagé
- Manque de connaissance des usagers sur les déchets à mettre dans le composteur pour son bon fonctionnement
- Pas de sanctions pour les particuliers (pas de contrôles par la police) : Le pouvoir de police n'a pas été transféré à l'intercommunalité
- La mise en œuvre d'un TMB fait que les coûts sont additionnés entre le compostage, la collecte et le TMB sur les secteurs envisagés pour aller au TMB (CAP Nord Atlantique)

Leviers d'action

- Lutter contre le gaspillage alimentaire
- Informer les usagers : Professionnels de la restauration (restaurants de taille intermédiaires notamment), Particuliers, Habitants des résidences collectives
- Mettre à disposition des usagers des sacs biodégradables plutôt que des bacs
- Mettre en œuvre des collectes de biodéchets sur les déchèteries
- Mettre en œuvre la tarification incitative
- Harmoniser les modalités de collecte et la communication autour des biodéchets à l'échelle de la Martinique
- Faire un réel bilan de la collecte des biodéchets et en fonction des résultats (coûts et perf) l'abandonner ou la généraliser
- Mettre en place des sanctions s'il y a un mauvais tri fait par les usagers de la collecte

Idées clés pour la rédaction du plan d'actions (notamment pour le respect de l'objectif de séparation du tri à la source)

- Améliorer la communication
 - La rendre plus cohérente aux contextes du territoire
 - Travailler sur la connaissance du compostage individuel et collectif
 - Pour les entreprises afin d'améliorer la gestion de leur biodéchets et leur rappeler les obligations
 - Sur la réduction du gaspillage alimentaire dès la cuisine
- Mettre en cohérence les politiques de gestion des déchets fermentescibles à l'échelle de la Martinique
- Valoriser les équipements existants fonctionnant en sous régime : Améliorer la collecte à la source
- Le traitement Mécano-biologique doit respecter la réglementation en vigueur, avoir un compost normé pour la qualité de l'amendement produit



Vendredi 20 Avril 2018

Atelier de concertation N°5 : Comment augmenter la valorisation organique pour les déchets fermentescibles



Table 2 : Quelle stratégie pour le Plan sur les déchets issus de l'assainissement des eaux

Quels manques sur la gestion actuelle ?

- Besoin récurrent de sensibilisation, information, communication à destination des professionnels et de la population sur leurs obligations (entretien; collecte), les sanctions et les impacts/formation des élus
- Méconnaissance du gisement réel en ANC et des quantités de sous - produits

Leviers d'actions

ANC

Augmenter :

- Le contrôle par les SPANC, l'Etat, et la répression,
- La périodicité des vidanges (coercition et incitation par les EPCI / incitation fiscale au client sur présentation du BSD)
- Le maillage du territoire pour le prétraitement (admission effective en stations d'épurations et unités spécifiques)
- Améliorer la transparence dans les informations récoltées pour un meilleur suivi

AC :

- Optimisation de l'exploitation sans augmentation réelle du gisement de boues (5 à 10%)
- Explorer des pistes de conceptions différentes pour les équipements

Sous-produits :

- Améliorer la collecte des graisses sur les restaurants et les hôtels, Bonnes pratiques à instaurer comme critères d'éligibilité aux aides
- Harmoniser les modes de collectes sur le territoire pour les refus de dégrillage

Idées clés pour la rédaction du plan d'actions notamment pour le respect de la norme NFU 44095

- Réflexion à mener sur la nécessité d'aller au-delà de la norme NFU (principe de précaution à envisager)
- Besoin d'une étude globale sur la valorisation organique et le produit « boue » en Martinique (acceptabilité des produits, cohérence avec les pratiques agricoles, valorisation énergétique en cas de non-conformité à la norme, ...)

Pistes de réflexion

Pour les matières de vidanges, le gisement à retenir pourrait être celui de la réalité économique du territoire : nombre de vidangeurs et de camions * nombre de jours travaillés par an * volumes des camions (voir DEAL pour Données si besoin). A corrélérer avec les quantités déclarées pour avoir une estimation plus précise du gisement réel.

Démonstration à faire de l'impact réel de l'ANC sur l'environnement: étude/diagnostic à faire sur la base des retours des SPANC avec une corrélation sur les zones polluées.

Diversification des procédés et techniques de valorisation:

- Incorporation des Matières de vidanges au process de méthanisation et compostage sous réserve des composants et en complément des biodéchets
- Procédé de valorisation par pyrolyse (biochar produit pourrait être réutilisé en dépollution des sols contaminés)
- Valorisation énergétique des boues ultra séchées (après séchage solaire) à étudier
- Diversification de la conception des équipements (filtres plantés de roseaux au cas par cas, ...), Appel à projets dédiés



Vendredi 20 Avril 2018

Atelier de concertation N°5 : Comment augmenter la valorisation organique pour les déchets fermentescibles



Table 3 : Quelles installations pour le traitement des déchets fermentescibles ?

Quels besoins selon vous ?

- Installation du CVO
 - SPA : Hygiéniseur nécessaire pour les SPA
 - Formation du monde agricole sur les bénéfices du compost produit
 - Diriger les déchets verts de bords de route des collectivités vers le CVO
 - Le compost produit est de bonne qualité, il est normé.
 - Le tri à la source influe sur la qualité du compost : Nécessité de travailler sur les apports afin de ne pas avoir de plastiques (sacs entourant les déchets verts des particuliers ou issus des plantations de bananes / a priori les entreprises passent plus souvent par une aspiration préalable des déchets plastiques) > joue sur l'image de qualité du compost
 - La chlordécone est bien contrôlée avec analyse 1 fois par an par lots.
- Installations de compostage
 - Intérêt à développer le compost local :
 - Communiquer sur la qualité du compost local
 - Réduire l'importation de compost chez les distributeurs : le compost importé est moins cher que le compost produit sur place. Sont-ils tous normés ? Levier avec la taxation ?
 - Même si surproduction, potentiel de vente à l'export
- Boues de STEP
 - Trouver d'autres solutions que la solution actuelle de Terraviva afin de disposer d'autres débouchés en cas d'arrêt technique par exemple
 - L'acceptation des boues au CVO est limitée du fait de la capacité de l'installation. Pas de problème pour la production d'un compost normé (norme différente du compost issus des déchets verts)
 - Autres solutions possibles à envisager :
 - La valorisation énergétique
 - Séchage performant des boues (trouver des procédés plus performants que les procédés actuels)
- Sables de curage et produits de dégrillage
 - Aujourd'hui, ils sont mélangés aux boues
 - Développer la R&D pour le traitement de ces micro-gisements. Il existe des installations de lavage des sables pour permettre une réutilisation de ces sables en techniques routières. Installations actuellement rentables pour des gisements conséquents.
- Graisses
 - Tous les restaurants ne sont pas encore équipés.
 - L'installation d'Odyssi ne peut les prendre en charge du fait de la saturation de Dillon.
 - Le CVO – Méthaniseur : Intérêt certain (graisses déjà acceptées) mais attention nécessité d'un tri de qualité
 - Autre solution : développement de biocarburants ? Débouchés pour le biocarburant suffisant ? Aides nécessaires pour la mise en place d'installations. La taxe sur les produits pétroliers (ttip) est-elle limitante ?
- Huiles de friture
 - Diriger vers le méthaniseur du CVO
 - Développer les biocarburants
- Autres projets à développer : Albioma (valorisation des fermentescibles comme les déchets verts, bois d'élagage de bords de route, les ligneux du CVO, les équipements mobiliers, ... afin de limiter les importations), CSR, autres valorisations énergétiques, ...
- Extension de la collecte des biodéchets provenant du Nord Martinique :
 - Quel modèle économique pour permettre un transit vers le CVO ?
 - Ou plus développer les solutions de proximité de type déshydrateur ?

Vendredi 20 Avril 2018

Atelier de concertation N°6 : La gestion des déchets du BTP. Comment réduire et améliorer la gestion des déchets de chantier ?**Table 1 : Bâtiment****Freins**

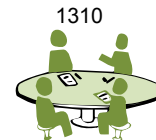
- Gisement faible et peu connu avec des pratiques illégales pour mettre en œuvre des installations
- Territoire ayant une réglementation de grande économie industrielle européenne alors qu'en réalité elle correspond à une économie insulaire
- Faible connaissance de la réglementation (amiante ciment / plâtre / Obligation de collecte pour les revendeurs)
- Mauvaise connaissance des ouvriers travaillant sur les chantiers ce qui rend difficile le tri
- Problématique sur le verre plat qui n'est pas systématiquement accepté sur le site de broyage de la Trompeuse à saturation
- Peu de foncier disponible pour mettre en œuvre des installations
- Verre feuilleté sans débouchés locaux
- Assurances ne couvrent que les travaux réalisés dans le respect de normes. Ces normes ne sont pas toujours adaptées au contexte tropical et insulaire, et qui ne prennent pas en compte la fin de vie des matériaux (RTa DOM / RT M)
- Certains matériaux développés par des pays à climat chaud hors Europe seraient mieux adaptés au contexte Martiniquais mais les taxes pour les produits non européens rendent leur importation non compétitive et leur homologation aux normes européennes est complexe et coûteuse.
- Peu de filières de valorisation locales ce qui entraîne des difficultés pour développer des chantiers exemplaires qui plafonnent à 20% de valorisation des déchets
- Déchets problématiques, car ne possédant pas de filières locales et ayant parfois des solutions métropolitaines très coûteuses : plâtre, bois, verre feuilleté, plastiques, ...

Leviers

- Mutualisation avec des territoires voisins
- Information des usagers et des travailleurs
- Favoriser l'innovation en local (utiliser les mâchefers sur l'hippodrome par exemple)
 - Importance de la commande publique pour ne pas freiner l'innovation
- Favoriser la bonne gestion des déchets dans la commande publique
 - Favoriser le réemploi
 - Favoriser les matériaux locaux (éviter le double vitrage ou le placoplâtre)
- Taxer les matériaux de carrières et les matériaux importés pour favoriser le réemploi des matériaux locaux (matériaux type briques, matériaux recyclés)
- Développer de nouvelles filières

Idées clés pour la rédaction du plan d'actions :

- Mieux et plus communiquer auprès des entreprises
- Prendre en compte dans la RT M, les enjeux locaux et la fin de vie des déchets générés par les bâtiments en fin de vie
- Favoriser les matériaux réemployés et les matériaux locaux dans la commande publique
- Ne pas freiner les innovations dans la commande publique (permettre les variantes libres proposées par les entreprises dans les marchés publics)

Vendredi 20 Avril 2018Atelier de concertation N°6 : La gestion des déchets du BTP. Comment réduire et améliorer la gestion des déchets de chantier ?**Table 2 : Travaux publics****Freins**

- Déchets problématiques identifiés :
 - Mâchefers : 22 500 tonnes en stock. L'utilisation des mâchefers en couverture d'ISDND est maintenant limitée suite à la fermeture de La Trompeuse et de Céron. 3 maîtres d'ouvrage sont engagés dans leur réutilisation dans le cadre de travaux routiers (SMTVD, Cacem, Espace Sud) mais ils ne représentent pas la majorité des travaux réalisés.
 - Sédiments de rivières sont potentiellement pollués au Cuivre et Zinc (pollution d'origine naturelle due à la composition des sols) : études en cours
 - Terres d'excavation (terrassements) : à l'heure actuelle aucune analyse des sols n'est menée sur les risques de pollution au chlordécone

Les déchets d'enrobés sont bien triés pour être réincorporés en centrale. Ces déchets ont de la valeur. Valorisation maximale atteinte.

- Utilisation faible des matériaux recyclés :
 - Les marchés publics font peu appel aux matériaux recyclés, a contrario des marchés privés.
 - Identification des caractéristiques et respect des normes des matériaux recyclés nécessaires

On peut noter en plus de l'installation de recyclage Bâtimat Recyclage, l'existence de 4 installations de concassage mobile utilisées par les entreprises pour leurs propres besoins. Les capacités de production de matériaux recyclés sont présentes.

- Réutilisation faible des terres :
 - Traitement des terres pour réutilisation (chaulage) pas utilisé à l'heure actuelle sur les chantiers publics. Machine existante sur la Martinique. Donc marge de manœuvre existante pour une augmentation de la réutilisation des terres
 - Pas de contrôle du respect de la réglementation sur l'utilisation des terres en projets d'aménagement
- Pratiques à améliorer :
 - Besoin de développer le tri sur chantier (à condition d'avoir des solutions locales de valorisation, limitées sur certains déchets)
 - Maîtres d'ouvrage et entreprises sont à sensibiliser
 - Nécessité de confier le suivi des déchets à un représentant sur le chantier comme le contrôleur technique
 - Pas de suivi et de contrôle de la part des maîtres d'ouvrage

ANNEXE 7 : FICHES ACTIONS PREVENTION



RENFORCER LA COMMUNICATION

ACTION 1 : Travailler à la cohérence des messages sur le territoire du Plan

○ OBJECTIF DE L'ACTION	Harmoniser la communication sur la prévention pour diffuser les mêmes messages et consignes sur toute la Martinique
○ ACTION A METTRE EN OEUVRE	Créer et animer une instance de mise en cohérence de la communication
○ ACTEUR VISES	Citoyens, professionnels, élus...
○ TYPE DE MATERIAUX	Tous
○ ACTEURS PARTENAIRES	EPCI, ADEME, CTM, Associations, Chambres consulaires
○ INDICATEUR DE SUIVI	Nombre de réunions de l'instance de mise en cohérence Nombre d'actions de communication Harmonisation des consignes
○ CALENDRIER	Sur toute la durée du Plan



RENFORCER LA COMMUNICATION

ACTION 2 : Communiquer efficacement

OBJECTIF DE L'ACTION	Optimiser l'efficacité de la communication autour de la prévention des déchets
ACTIONS A METTRE EN OEUVRE	Renouveler les efforts de communication Sensibiliser et éduquer Développer des outils et stratégies de communication Accompagner les changements de comportement Capitaliser les retours d'expériences qui fonctionnent Exemplarités des structures publiques
ACTEUR VISES	Citoyens, professionnels, élus...
TYPE DE MATERIAUX	Tous
ACTEURS PARTENAIRES	EPCI, ADEME, CTM, Associations, Chambres consulaires
INDICATEUR DE SUIVI	Nombre d'actions de communication
CALENDRIER	Sur toute la durée du Plan



**FAVORISER LA REPARATION, LE REEMPLOI ET LA
REUTILISATION**

ACTION 3 : Faire connaître les acteurs et opérateurs du réemploi et de la réparation

○ OBJECTIF DE L'ACTION	Améliorer la connaissance des habitants pour faciliter le recours à la réparation et au réemploi
○ ACTIONS A METTRE EN OEUVRE	S'appuyer sur les acteurs locaux pour développer la communication, et la montée en puissance des actions autour du réemploi
○ ACTEUR VISES	Citoyens, professionnels,
○ TYPE DE MATERIAUX	Tous
○ ACTEURS PARTENAIRES	CCI, CMA, CTM, EPCI, associations, ADEME
○ INDICATEUR DE SUIVI	Nombre d'actions de communication
○ CALENDRIER	Sur toute la durée du Plan



**FAVORISER LA REPARATION, LE REEMPLOI ET LA
REUTILISATION**

ACTION 4 : Communiquer autour du réemploi

○	OBJECTIF DE L'ACTION	Améliorer la connaissance des habitants pour faciliter le recours à la réparation et au réemploi
○	ACTIONS A METTRE EN OEUVRE	Réalisation d'un annuaire du réemploi, Valorisation des artisans de la réparation,
○	ACTEUR VISES	Usagers
○	TYPE DE MATERIAUX	Tous
○	ACTEURS PARTENAIRES	Associations, collectivités, CCI, CMA, ADEME
○	INDICATEUR DE SUIVI	Réalisation de l'annuaire Nombre d'actions de communication
○	CALENDRIER	Sur toute la durée du Plan



**FAVORISER LA REPARATION, LE REEMPLOI ET LA
REUTILISATION**

ACTION 5 : Réflexion autour de la place du réemploi dans les déchèteries

○	OBJECTIF DE L'ACTION	Permettre une optimisation du réemploi en multipliant les points de dépôts potentiels
○	ACTIONS A METTRE EN OEUVRE	Les déchèteries prévues dans le Plan devront prévoir l'intégration d'un local sécurisé pour les objets destinés au don à la réparation ou au réemploi, en lien avec les structures locale du réemploi
○	ACTEUR VISES	SMTVD
○	TYPE DE MATERIAUX	Déchets ménagers et assimilés
○	ACTEURS PARTENAIRES	SMTVD, Associations, ADEME
○	INDICATEUR DE SUIVI	Nombre de déchèteries avec un local sécurisé Tonnages détournés
○	CALENDRIER	Sur toute la durée du Plan



**FAVORISER LA REPARATION, LE REEMPLOI ET LA
REUTILISATION**

ACTION 6 : Coordonner la création de ressourceries/recycleries et accompagner les initiatives locales d'upcycling

OBJECTIF DE L'ACTION	Eviter la multiplication des structures pour permettre leur pérennité
ACTIONS A METTRE EN OEUVRE	Aider au développement de 3 recycleries Promotion de l'Upcycling
ACTEUR VISES	Associations
TYPE DE MATERIAUX	Déchets ménagers et assimilés DAE
ACTEURS PARTENAIRES	CTM, ADEME, DEAL, EPCI,
INDICATEUR DE SUIVI	Nombre de recycleries Tonnages détournés
CALENDRIER	Sur toute la durée du Plan



**FAVORISER LA REPARATION, LE REEMPLOI ET LA
REUTILISATION**

ACTION 7 : Développer des formations pour les filières du réemploi, tri et du recyclage des déchets

OBJECTIF DE L'ACTION	Développer les compétences locales pour bénéficier d'une main d'œuvre compétente
ACTIONS A METTRE EN OEUVRE	Accompagner cette création d'emploi par le développement d'une offre de formation adaptée aux besoins en compétences
ACTEUR VISES	Personnes en recherche d'emploi
TYPE DE MATERIAUX	Tous
ACTEURS PARTENAIRES	CTM, ADEME, CCI CMA, CFPPA
INDICATEUR DE SUIVI	Nombre de personnes formées
CALENDRIER	Sur toute la durée du Plan



**FAVORISER LA REPARATION, LE REEMPLOI ET LA
REUTILISATION**

ACTION 8 : Lutter contre l'obsolescence programmée

- | | |
|------------------------------|---|
| ○ OBJECTIF DE L'ACTION | Appliquer la loi, favoriser le réemploi |
| ○ ACTIONS A METTRE EN OEUVRE | Sensibiliser à l'achat durable
Favoriser la réparation et la réutilisation |
| ○ ACTEUR VISES | Entreprises, Grand public, collectivités, |
| ○ TYPE DE MATERIAUX | Tous |
| ○ ACTEURS PARTENAIRES | DGCCRF |
| ○ INDICATEUR DE SUIVI | Nombre d'entreprises ciblées |
| ○ CALENDRIER | Sur toute la durée du Plan |



DEVELOPPER LA PREVENTION DES BIODECHETS

ACTION 9 : Accompagner la prévention des biodéchets de communication

○	OBJECTIF DE L'ACTION	Augmenter le nombre de personnes sensibilisées à la prévention des biodéchets
○	ACTIONS A METTRE EN OEUVRE	Communication grand public
○	ACTEUR VISES	Grand public
○	TYPE DE MATERIAUX	Biodéchets
○	ACTEURS PARTENAIRES	Collectivités, ADEME, CCI, CMA
○	INDICATEUR DE SUIVI	Nombre d'actions de communications
○	CALENDRIER	Sur toute la durée du Plan



DEVELOPPER LA PREVENTION DES BIODECHETS

ACTION 10 : Lutter contre le gaspillage alimentaire

○ **OBJECTIF DE L'ACTION**

Limitier la quantité de biodéchets produit

○ **ACTIONS A METTRE EN OEUVRE**

Accompagner les magasins alimentaires de plus de 400 m² pour le respect de leur obligation de proposer une convention de don à des associations pour la reprise de leurs invendus alimentaires encore consommables

Mettre en œuvre dans les politiques locales des actions de sensibilisation et de formation de tous les acteurs

Informier et éduquer à la lutte contre le gaspillage alimentaire dans les établissements scolaires

Intégrer la lutte contre le gaspillage alimentaire dans le reporting social et environnemental des entreprises

Imposer aux opérateurs de la restauration collective la réalisation d'un diagnostic préalable à la démarche de lutte contre le gaspillage alimentaire ;

Inciter les opérateurs du secteur agroalimentaire à respecter l'obligation de rendre publics leurs engagements en faveur de la lutte contre le gaspillage alimentaire ;

Développer des modules éducatifs relatifs à l'alimentation durable et à la lutte contre le gaspillage alimentaire

Travailler sur la lutte contre le gaspillage alimentaire dans la restauration collective

○ **ACTEUR VISES**

Grande distribution
Entreprises de la restauration
Structures publiques
Grand public
Scolaires

○ **TYPE DE MATERIAUX**

Biodéchets

●	ACTEURS PARTENAIRES	Collectivités, CCI, CMA, associations de restaurateurs
●	INDICATEUR DE SUIVI	Nombres d'actions mises en œuvre
●	CALENDRIER	Sur toute la durée du Plan



DEVELOPPER LA PREVENTION DES BIODECHETS

ACTION 11 : Accompagner les usagers en proposant régulièrement des formations sur le jardinage, le paillage, le compostage ; des animations adaptées à différents publics

○ OBJECTIF DE L'ACTION	Développer le recours au compostage et au traitement in-situ par les habitants et les entreprises
○ ACTIONS A METTRE EN OEUVRE	Mise en œuvre de formations
○ ACTEUR VISES	Habitants Professionnels réalisant de la gestion de ses biodéchets in-situ
○ TYPE DE MATERIAUX	Biodéchets
○ ACTEURS PARTENAIRES	Collectivités, ADEME
○ INDICATEUR DE SUIVI	Nombre de formations réalisées
○ CALENDRIER	Sur toute la durée du Plan



DEVELOPPER LA PREVENTION DES BIODECHETS

ACTION 12 : Mettre en place un suivi des pratiques de gestion de proximité des biodéchets

○ OBJECTIF DE L'ACTION	Justifier le déploiement effectif du tri à la source des biodéchets par le compostage
○ ACTIONS A METTRE EN OEUVRE	Mise en place d'un suivi régulier et précis
○ ACTEUR VISES	Collectivités
○ TYPE DE MATERIAUX	Biodéchets
○ ACTEURS PARTENAIRES	Collectivités
○ INDICATEUR DE SUIVI	Estimation de détournement
○ CALENDRIER	Sur toute la durée du Plan



DEVELOPPER LA PREVENTION DES BIODECHETS

ACTION 13 : Développer le broyage et le paillage de certains biodéchets

OBJECTIF DE L'ACTION	Limiter la production de déchets verts
ACTIONS A METTRE EN OEUVRE	Sensibilisation, achat de broyeurs
ACTEUR VISES	Espace verts des collectivités Particuliers Professionnels
TYPE DE MATERIAUX	Déchets verts
ACTEURS PARTENAIRES	CTM, Communes, Collectivités, professionnels, CCI, CMA, Associations
INDICATEUR DE SUIVI	Nombre de communes ou collectivités ayant recours au paillage
CALENDRIER	Sur toute la durée du Plan



DEVELOPPER LA PREVENTION DES BIODECHETS

ACTION 14 : Travailler particulièrement sur la desserte en compostage de proximité des habitats collectifs

○ OBJECTIF DE L'ACTION	Toucher un public difficilement mobilisable
○ ACTIONS A METTRE EN OEUVRE	Renforcer les moyens mis en œuvre pour développer le compostage collectif
○ ACTEUR VISES	Habitants d'immeubles
○ TYPE DE MATERIAUX	Biodéchets
○ ACTEURS PARTENAIRES	Collectivités
○ INDICATEUR DE SUIVI	Nombre de composteurs collectifs installés
○ CALENDRIER	sur toute la durée du Plan



DEVELOPPER LA PREVENTION DES BIODECHETS

ACTION 15 : Mettre en œuvre des actions de prévention des déchets concernant le jardinage
0 déchet

○ OBJECTIF DE L'ACTION	Limiter la production de déchets verts
○ ACTIONS A METTRE EN OEUVRE	Planter des essences de végétaux en aménagement paysager pour limiter la production de déchets verts issus de tailles d'arbres ou de haies
○ ACTEUR VISES	Grand Public
○ TYPE DE MATERIAUX	Déchets verts
○ ACTEURS PARTENAIRES	ADEME, CTM, CCI, CMA, entreprises volontaires, collectivité,
○ INDICATEUR DE SUIVI	Nombre d'actions sur la thématique mise en place
○ CALENDRIER	sur toute la durée du Plan



DEVELOPPER LA PREVENTION DES BIODECHETS

ACTION 16 : Avoir des administrations publiques exemplaires, équipées de sites de compostage

○ OBJECTIF DE L'ACTION	Développer l'éco-exemplarité
○ ACTIONS A METTRE EN OEUVRE	Développer des composteurs dans les établissements publics
○ ACTEUR VISES	Restaurants scolaires et administratifs
○ TYPE DE MATERIAUX	Biodéchets
○ ACTEURS PARTENAIRES	Etablissements publics
○ INDICATEUR DE SUIVI	Nombre de composteurs installés sur restaurants scolaires et administratifs
○ CALENDRIER	Sur toute la durée du Plan



METTRE EN ŒUVRE LA CONSIGNE

ACTION 17 : Réaliser une étude de faisabilité locale pour développer ou améliorer la pratique de la consigne pour réemploi, réutilisation et le recyclage

○ OBJECTIF DE L'ACTION	Identifier les freins et les leviers pour la mise en œuvre d'une consignation de certains emballages
○ ACTIONS A METTRE EN ŒUVRE	Etude de faisabilité locale de la consigne
○ ACTEUR VISES	"Professionnels Grand public"
○ TYPE DE MATERIAUX	Emballages
○ ACTEURS PARTENAIRES	ADEME, CTM, CCI, CMA, entreprises volontaires, collectivité, filière REP
○ INDICATEUR DE SUIVI	Etude réalisée
○ CALENDRIER	Dès que possible



METTRE EN ŒUVRE LA CONSIGNE

ACTION 18 : Faciliter les développements de partenariats entre magasins et producteurs

○	OBJECTIF DE L'ACTION	Permettre le développement d'un système de consigne sur la Martinique
○	ACTIONS A METTRE EN OEUVRE	réunions d'informations
○	ACTEUR VISES	"Professionnels Grand public"
○	TYPE DE MATERIAUX	Emballages
○	ACTEURS PARTENAIRES	CCI, CMA, CTM, associations, ADEME, filière REP
○	INDICATEUR DE SUIVI	réunion effectuées
○	CALENDRIER	Dès que possible



METTRE EN ŒUVRE LA CONSIGNE

ACTION 19 : Inciter à la mutualisation pour l'installation de laveuses

○	OBJECTIF DE L'ACTION	Atteindre les seuils économiques de rentabilité pour permettre le lavage et donc le déploiement de la consigne en Martinique
○	ACTIONS A METTRE EN ŒUVRE	à définir
○	ACTEUR VISES	Professionnels
○	TYPE DE MATERIAUX	Emballages
○	ACTEURS PARTENAIRES	CCI, CMA, ADEME, filière REP
○	INDICATEUR DE SUIVI	Nombre de laveuses installées
○	CALENDRIER	Sur toute la durée du Plan



METTRE EN ŒUVRE LA CONSIGNE

ACTION 20 : Adapter la communication à la consigne

○	OBJECTIF DE L'ACTION	Développer l'utilisation de la consigne par les consommateurs
○	ACTIONS A METTRE EN ŒUVRE	Développer de la communication spécifique
○	ACTEUR VISES	Grand public
○	TYPE DE MATERIAUX	Emballages
○	ACTEURS PARTENAIRES	Collectivités, ADEME, filière REP
○	INDICATEUR DE SUIVI	nombre d'actions de communication sur la thématique
○	CALENDRIER	sur toute la durée du Plan



METTRE EN ŒUVRE LA CONSIGNE

ACTION 21 : Valoriser par des actions de communication les entreprises se lançant dans la démarche

○ OBJECTIF DE L'ACTION	Développer le recours à la consignation par les entreprises
○ ACTIONS A METTRE EN ŒUVRE	Développer une communication spécifique
○ ACTEUR VISES	Professionnels
○ TYPE DE MATERIAUX	Emballages
○ ACTEURS PARTENAIRES	Collectivités, ADEME, filière REP
○ INDICATEUR DE SUIVI	Nombre d'actions de communication
○ CALENDRIER	Sur toute la durée du Plan



AUTRES ACTIONS SPECIFIQUES

ACTION 22 : Promotion des couches lavables

○	OBJECTIF DE L'ACTION	Limitier le recours à des produits jetables et donc les quantités de déchets à gérer
○	ACTIONS A METTRE EN OEUVRE	A définir
○	ACTEUR VISES	Grand public Jeunes parents Maternités, PMI
○	TYPE DE MATERIAUX	Couches
○	ACTEURS PARTENAIRES	Collectivités, ADEME
○	INDICATEUR DE SUIVI	Nombre d'actions sur la thématique mise en place
○	CALENDRIER	sur toute la durée du Plan



AUTRES ACTIONS SPECIFIQUES

ACTION 23 : Promotion de la vaisselle consignée

○	OBJECTIF DE L'ACTION	Limitier le recours à des produits jetables et donc les quantités de déchets à gérer
○	ACTIONS A METTRE EN OEUVRE	Promotion de la consigne auprès des organisateurs
○	ACTEUR VISES	Organisateurs d'évènements
○	TYPE DE MATERIAUX	Vaisselle jetable
○	ACTEURS PARTENAIRES	Collectivités, ADEME, CCI, CMA
○	INDICATEUR DE SUIVI	Nombre d'évènements avec vaisselle consignée
○	CALENDRIER	sur toute la durée du Plan



AUTRES ACTIONS SPECIFIQUES

ACTION 24 : Promotion du vrac, des recharges, des produits réutilisables

○	OBJECTIF DE L'ACTION	Limitier le recours à des produits jetables et donc les quantités de déchets à gérer
○	ACTIONS A METTRE EN OEUVRE	Promotion auprès du Grand Public
○	ACTEUR VISES	Grand public
○	TYPE DE MATERIAUX	Déchets ménagers et assimilés
○	ACTEURS PARTENAIRES	Collectivités, ADEME
○	INDICATEUR DE SUIVI	Nombre d'actions sur la thématique mise en place
○	CALENDRIER	sur toute la durée du Plan



AUTRES ACTIONS SPECIFIQUES

ACTION 25 : Promotion du mouvement international DIY

○ OBJECTIF DE L'ACTION	Limitier les actes d'achats générateurs de déchets
○ ACTIONS A METTRE EN OEUVRE	customisation d'objets récupérés, de vêtements usagés, ..., fabrication de couches lavables , fabrication de produits lessiviels, de cosmétiques, ...
○ ACTEUR VISES	Grand public
○ TYPE DE MATERIAUX	Déchets ménagers et assimilés
○ ACTEURS PARTENAIRES	Collectivités, ADEME
○ INDICATEUR DE SUIVI	Nombre d'actions sur la thématique mise en place
○ CALENDRIER	sur toute la durée du Plan



AUTRES ACTIONS SPECIFIQUES

ACTION 26 : L'encouragement à l'adoption de poules

○	OBJECTIF DE L'ACTION	Limiter la production de biodéchets
○	ACTIONS A METTRE EN OEUVRE	Promotion auprès du Grand Public
○	ACTEUR VISES	Grand public
○	TYPE DE MATERIAUX	Biodéchets
○	ACTEURS PARTENAIRES	Collectivités, ADEME
○	INDICATEUR DE SUIVI	Nombre d'actions sur la thématique mise en place
○	CALENDRIER	sur toute la durée du Plan



AUTRES ACTIONS SPECIFIQUES

ACTION 27 : Incitation des consommateurs à « acheter mieux »

○ OBJECTIF DE L'ACTION	Limitier les actes d'achats générateurs de déchets
○ ACTIONS A METTRE EN OEUVRE	identification des produits à faible emballage, achats en plus grand contenant, vente de denrées alimentaires sèches « en vrac » en sac papier, opérations « caddie comparatif », stand en entrée de magasin, ...
○ ACTEUR VISES	Grand public
○ TYPE DE MATERIAUX	Déchets ménagers et assimilés
○ ACTEURS PARTENAIRES	Collectivités, ADEME
○ INDICATEUR DE SUIVI	Nombre d'actions sur la thématique mise en place
○ CALENDRIER	Sur toute la durée du Plan



AUTRES ACTIONS SPECIFIQUES

ACTION 28 : Travailler sur la prévention en habitat collectif

○ OBJECTIF DE L'ACTION	Toucher un public difficilement mobilisable
○ ACTIONS A METTRE EN OEUVRE	la sensibilisation des bailleurs à la problématique de la réduction et de la gestion des déchets, la mise en place d'une communication dédiée avec une identification personnalisée à l'échelle du quartier par exemple, le partage d'équipements dans les immeubles (troc, don, prêt, location...).
○ ACTEUR VISES	"Habitants d'immeubles Bailleurs"
○ TYPE DE MATERIAUX	Déchets ménagers et assimilés
○ ACTEURS PARTENAIRES	Collectivités, ADEME
○ INDICATEUR DE SUIVI	Nombre d'actions sur la thématique mise en place
○ CALENDRIER	Sur toute la durée du Plan



AUTRES ACTIONS SPECIFIQUES

ACTION 29 : Travailler à la reprise du 1 pour 1

○	OBJECTIF DE L'ACTION	Eviter le mélange de déchets dangereux avec les déchets résiduels
○	ACTIONS A METTRE EN OEUVRE	Communication
○	ACTEUR VISES	"Grand public Professionnels du secteur"
○	TYPE DE MATERIAUX	Déchets des filières ayant l'obligation du 1 pour 1 ou du 1 pour 0
○	ACTEURS PARTENAIRES	Collectivités, ADEME, filières REP
○	INDICATEUR DE SUIVI	Tonnages collectés
○	CALENDRIER	Sur toute la durée du Plan



AUTRES ACTIONS SPECIFIQUES

ACTION 30 : Développer l'exemplarités des structures publiques

○ OBJECTIF DE L'ACTION	Montrer l'exemple
○ ACTIONS A METTRE EN OEUVRE	<p>l'application dans toutes les collectivités et administrations des prescriptions du Plan "administration exemplaire"</p> <p>le don à des associations pour le mobilier des établissements publics (collèges,...),</p> <p>les impressions systématiques recto-verso et l'utilisation de papier brouillon,</p> <p>l'utilisation de produits d'entretien labellisés et de vaisselle réutilisable,</p> <p>les critères environnementaux pour le choix des traiteurs,</p> <p>la formation des agents territoriaux pour la dématérialisation.</p>
○ ACTEUR VISES	Etablissements publics
○ TYPE DE MATERIAUX	Tous
○ ACTEURS PARTENAIRES	Collectivités, structures publiques, ADEME
○ INDICATEUR DE SUIVI	Nombre de collectivités ou établissements exemplaires
○ CALENDRIER	sur toute la durée du Plan



**DEVELOPPER LA PREVENTION DES DECHET
DANGEREUX**

ACTION 31 : Améliorer la connaissance des gisements de déchets dangereux

○	OBJECTIF DE L'ACTION	Mieux connaître pour mieux gérer et anticiper
○	ACTIONS A METTRE EN OEUVRE	"Mise en place de la collecte en déchèteries Suivi des tonnages"
○	ACTEUR VISES	"Observatoire des déchets CTM, ADEME, Collectivités professionnels"
○	TYPE DE MATERIAUX	Déchets dangereux
○	ACTEURS PARTENAIRES	Observatoire des déchets de la Martinique
○	INDICATEUR DE SUIVI	Fiabilité des tonnages
○	CALENDRIER	Sur toute la durée du Plan



**DEVELOPPER LA PREVENTION DES DECHET
DANGEREUX**

ACTION 32 : Former et informer les usagers sur les déchets dangereux

○	OBJECTIF DE L'ACTION	Faire connaître les déchets dangereux pour que les personnes y étant confrontés puissent mieux gérer ce type de déchets
○	ACTIONS A METTRE EN OEUVRE	Communication aux usagers Sensibilisation et formation des professionnels
○	ACTEUR VISES	"Grand public Professionnels"
○	TYPE DE MATERIAUX	Déchets dangereux
○	ACTEURS PARTENAIRES	ODE, CCI, CMA, Chambre d'agriculture, APROMAR, filières REP, Collectivités, ADEME, SYRTA
○	INDICATEUR DE SUIVI	Nombre d'actions de communications
○	CALENDRIER	Sur toute la durée du Plan



**DEVELOPPER LA PREVENTION DES DECHET
DANGEREUX**

ACTION 33 : Augmenter les quantités de déchets dangereux détournées

○	OBJECTIF DE L'ACTION	Limitier la nocivité des déchets incinérés ou stockés
○	ACTIONS A METTRE EN OEUVRE	Mettre en œuvre des collectes en déchetteries, suivi des tonnages
○	ACTEUR VISES	Collectivités Professionnels
○	TYPE DE MATERIAUX	Déchets dangereux
○	ACTEURS PARTENAIRES	ODE, CCI, CMA, Chambre d'agriculture, APROMAR, filières REP, Collectivités, ADEME
○	INDICATEUR DE SUIVI	Tonnages collectés
○	CALENDRIER	Sur toute la durée du Plan



DECHET DU BTP

ACTION 34 : Sensibiliser et former les acteurs du BTP

○	OBJECTIF DE L'ACTION	Faire connaître les déchets pour que les personnes y étant confrontés puissent mieux gérer
○	ACTIONS A METTRE EN OEUVRE	"créer un guide régional des matériaux recyclés (caractéristiques basées sur des tests labo, utilisations possibles), communiquer sur les retours d'expériences, Chantiers exemplaires Eco-conception"
○	ACTEUR VISES	Professionnels du BTP
○	TYPE DE MATERIAUX	Déchets du BTP
○	ACTEURS PARTENAIRES	CCI, CMA, SEBTPAM, CAPEB, COBATY
○	INDICATEUR DE SUIVI	Nombre d'actions sur la thématique
○	CALENDRIER	sur toute la durée du Plan



DECHET DU BTP

ACTION 35 : Développer l'exemplarité des structures publiques sur les déchets du BTP

○ OBJECTIF DE L'ACTION	Augmenter les quantités de matériaux réemployés sur les chantiers sous maîtrise d'ouvrage publique
○ ACTIONS A METTRE EN OEUVRE	Intégrer des clauses dans les marchés publics pour favoriser le réemploi des matériaux et l'utilisation des matériaux recyclés locaux dans la commande publique
○ ACTEUR VISES	"Etablissements publics Professionnels du BTP"
○ TYPE DE MATERIAUX	Déchets du BTP
○ ACTEURS PARTENAIRES	Structures publiques
○ INDICATEUR DE SUIVI	Nombre de marchés avec des clauses spécifiques
○ CALENDRIER	Sur toute la durée du Plan

ANNEXE 8 : ADDENDUM

Suite à la remarque exprimée par Entreprises et Environnement, lors de la relecture finale du Plan, il a été porté à notre connaissance une erreur sur le paragraphe 3.6.3.2 et 3.6.3.4 du chapitre 1 de l'état des lieux.

En effet, les tonnages de tubes et lampes d'origines professionnels et de tubes et lampes d'origine ménagers sont confondus dans le suivi effectué par la filière REP. Le tonnage pour l'ensemble des tubes et lampes de la filière en Martinique en 2016 sont de 13,139 t.

ANNEXE 9 : CONFORMITE A L'ARTICLE 28 DE LA DIRECTIVE 2008/98/CE DU PARLEMENT EUROPEEN ET DU CONSEIL

La Directive 2018/851 du 30 mai 2018 a modifié l'article 28 de la directive 2008/98/CE ces modifications ont été prises en compte :

Article 28	Obligatoire / Facultatif	PPGDM
3) Les plans de gestion des déchets contiennent, selon les cas et compte tenu du niveau géographique et de la couverture de la zone de planification, au moins les éléments suivants:		
a) le type, la quantité et la source des déchets produits sur le territoire, les déchets susceptibles d'être transférés au départ ou à destination du territoire national et une évaluation de l'évolution future des flux de déchets;	Obligatoire	Chapitre I et Chapitre II
b) les principales installations d'élimination et de valorisation existantes, y compris toutes les dispositions particulières concernant les huiles usagées, les déchets dangereux, les déchets contenant des quantités non négligeables de matières premières critiques, ou les flux de déchets visés par des dispositions spécifiques de la législation de l'Union	Obligatoire	Chapitre I Les matières premières critiques sont contenues dans de nombreux DEEE (Gallium...), des déchets piles et accumulateurs (Antimoine...), Déchets dangereux (peinture : Bismuth)
c) une évaluation des besoins en matière de fermeture d'infrastructures de traitement des déchets existantes et en matière d'installations supplémentaires de traitement des déchets conformément à l'article 16. Les États membres veillent à la réalisation d'une évaluation des investissements et des autres moyens financiers, y compris pour les autorités locales, nécessaires pour satisfaire ces besoins. Cette évaluation est incluse dans les plans de gestion des déchets pertinents ou dans d'autres documents stratégiques couvrant l'ensemble du territoire de l'État membre concerné	Obligatoire	Chapitres V, XIII et focus spécifiques sur certains déchets dans les chapitres VI à XII Annexe 8
c bis) des informations sur les mesures à prendre pour atteindre les objectifs énoncés à l'article 5, paragraphe 3 bis, de la directive 1999/31/CE ou dans d'autres documents	Obligatoire	Chapitre V

stratégiques couvrant l'ensemble du territoire de l'État membre concerné;		
c ter) une évaluation des systèmes existants de collecte des déchets, y compris en ce qui concerne la couverture matérielle et territoriale de la collecte séparée et des mesures destinées à en améliorer le fonctionnement, de toute dérogation accordée conformément à l'article 10, paragraphe 3, et de la nécessité de nouveaux systèmes de collecte	Obligatoire	Chapitres V, VI, VII, VIII
d) des informations suffisantes sur les critères d'emplacement pour l'identification des sites et la capacité des futures installations d'élimination ou grandes installations de valorisation, si nécessaire;	Obligatoire	Chapitre V, paragraphe 9.2 et chapitre XIII
e) les grandes orientations en matière de gestion des déchets, y compris les méthodes et technologies de gestion des déchets prévues, ou des orientations en matière de gestion d'autres déchets posant des problèmes particuliers de gestion.	Obligatoire	Chapitres V et focus spécifiques sur certains déchets dans les chapitres VI à XII
4. Les plans de gestion des déchets <u>peuvent</u> contenir, compte tenu du niveau géographique et de la couverture de la zone de planification, les éléments suivants :		
a) les aspects organisationnels de la gestion des déchets, y compris une description de la répartition des compétences entre les acteurs publics et privés assurant la gestion des déchets;	Facultatif	Chapitre I et Chapitre V
b) une évaluation de l'utilité et de la validité de l'utilisation d'instruments économiques ou autres pour résoudre divers problèmes en matière de déchets, en tenant compte de la nécessité d'assurer le bon fonctionnement du marché intérieur;	Facultatif	Chapitre IX et annexe 8
c) la mise en œuvre de campagnes de sensibilisation et d'information à l'intention du grand public ou de catégories particulières de consommateurs;	Facultatif	Chapitre IV, paragraphe 1.1 Chapitre V paragraphe 1.3
d) les sites d'élimination de déchets contaminés de longue date et les mesures prises pour leur assainissement.	Facultatif	Pas de sites historiques de déchets contaminés répertoriés sur la Martinique Les 3 ISDND historiques (Poteau, Céron et Trompeuse) sont fermées et en cours de réhabilitation conformément à la réglementation en vigueur.

f) les mesures visant à empêcher et prévenir toute forme de dépôt sauvage de déchets et faire disparaître tous les types de déchets sauvages	Facultatif	Rappel des pouvoirs de police dans l'optique d'un renforcement des contrôles, Renforcement des collectes séparatives et des actions sur les VHU
g) des indicateurs et des objectifs qualitatifs ou quantitatifs appropriés, notamment en ce qui concerne la quantité de déchets produits et leur traitement ainsi que les déchets municipaux qui sont éliminés ou font l'objet d'une valorisation énergétique	Facultatif	Chapitre IV, paragraphe 4
5. Les plans de gestion des déchets respectent les exigences établies à l'article 14 de la directive 94/62/CE, les objectifs fixés à l'article 11, paragraphes 2 et 3, de la présente directive et les exigences établies à l'article 5 de la directive 1999/31/CE et, aux fins de la prévention des déchets sauvages, les dispositions de l'article 13 de la directive 2008/56/CE du Parlement européen et du Conseil et de l'article 11 de la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil.	Obligatoire	<ul style="list-style-type: none"> • article 14 de la directive 94/62/CE : chapitre VI, spécifique sur la gestion des emballages • article 11, de la directive 2008/98/CE : Chapitre III, paragraphe 2.1, en attente de définition des modalités de transposition en droit français. • l'article 5 de la directive 1999/31/CE : Chapitres III, paragraphe 3, V, et XIII • l'article 13 de la directive 2008/56/CE : la zone caraïbe n'est pas concernée, mais le SDAGE présente des actions sur le milieu marin : Voir Evaluation environnementale du Plan, chapitre I, paragraphe 2. • l'article 11 de la directive 2000/60/CE : Evaluation environnementale du Plan, chapitre I, paragraphe 2.



Novembre 2019



1. ANALYSE ECONOMIQUE

Ce chapitre situe les ordres de grandeur qui permettront de maîtriser au mieux les coûts et évalue les incidences financières des prescriptions du Plan.

Le Plan met principalement l'accent sur « l'investissement » :

- d'une part dans des infrastructures structurantes permettant à la fois de garantir une amélioration forte du recyclage des déchets (déploiement et renforcement des PAV pour la collecte séparée, déploiement du réseau de déchèteries, tri des encombrants, compostage,) et de garantir le traitement des déchets résiduels (capacités suffisantes, y compris en situations exceptionnelles)
- d'autre part dans le changement de comportement. Le Plan décline de nombreuses propositions d'actions, afin d'atteindre les objectifs fixés, ce qui va se traduire par une mobilisation de moyens financiers importants, notamment de moyens humains. Néanmoins, ces actions prévues dans le Plan, s'inscrivent à la fois dans une perspective d'augmentation de la valorisation (déchèterie et collectes séparées) mais aussi de diminution des quantités de déchets à la charge des collectivités, et par conséquent il est logique que la diminution des quantités se traduise par une maîtrise des coûts à la charge des collectivités, toutes choses étant égales par ailleurs.

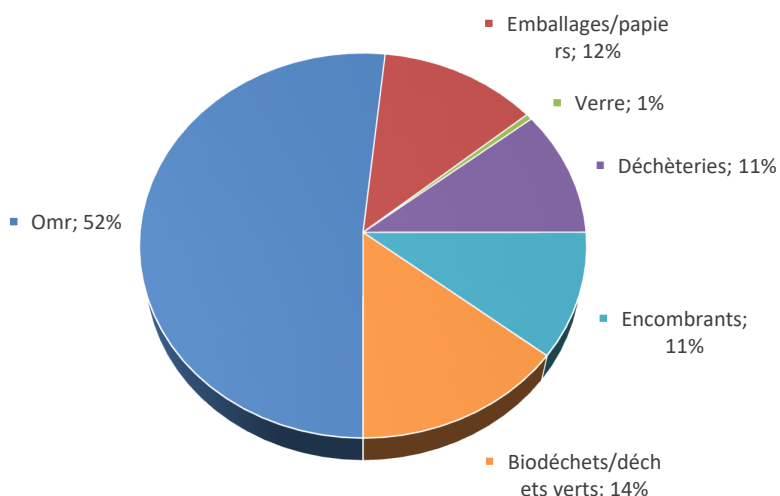
1.1 ETAT DES LIEUX ECONOMIQUE

1.1.1 DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES

Les déchets ménagers représentent 49% des tonnages de déchets identifiés sur la Martinique en 2016 et 31% de l'estimation du gisement de déchets.

La démarche Compta-Coût® dans laquelle se sont engagées les collectivités martiniquaises fait ressortir que le coût aidé de la gestion des déchets sur la Martinique est de 187 €/habitant/an (données matrices Compta-Coût® 2015 et 2014). Le coût aidé correspond à la totalité des coûts diminués des recettes et subventions.

Les coûts aidés sont répartis de la manière suivante :



Le Taux de couverture des coûts du service par la TEOM a été estimé à 71%. Le reste étant alimenté par le budget général.

Il est à noter que cette approche, même si elle reste la plus précise possible ne représente pas le coût réel des coûts générés par la collecte, le transport et le traitement des déchets ménagers. En effet, certains coûts relatifs aux déchets ménagers ne sont pas mesurables :

- Les coûts réels engagés par les éco-organismes pour la gestion des déchets ménagers en Martinique ne se réduisent pas aux financements versés par ces derniers aux collectivités, et les contributions versées par les entreprises ne peuvent être fléchées sur le lieu de consommation du produit.
- Les marges (positives ou négatives) des prestataires ne peuvent pas être identifiées.
- Le fait que les installations de traitement des déchets gèrent dans la plupart des cas des déchets d'activités économiques en plus de déchets ménagers fait que des équilibres économiques se créent sans qu'il ne puisse réellement être identifié la part liée aux déchets ménagers.
- Les coûts générés par le nettoyage ne rentrent pas dans la démarche Compta-Coût® alors qu'une partie de l'activité de ce service peut être liée à la gestion des déchets (collecte de dépôts sauvages).

1.1.2 DECHETS NON MENAGERS

Les déchets non ménagers représentent 51% des tonnages de déchets identifiés sur la Martinique en 2016 et 69% de l'estimation du gisement de déchets.

Les données précises sur les coûts de ces déchets sont difficilement identifiables par le Plan :

- D'une part, parce qu'il n'y a pas d'étude sur la thématique permettant d'identifier un pourcentage du PIB, un chiffre d'affaire ou tout autre indicateurs potentiels de la gestion des déchets non ménagers en Martinique,
- Et d'autre part, les entreprises, autres que les opérateurs de déchets, n'identifient pas systématiquement les coûts réels afférents à la gestion des déchets qu'elles génèrent.

1.2 BILAN

Il n'est donc pas aisé de déterminer avec précision le coût réel de la gestion globale des déchets (ménagers et non ménagers) en Martinique avec les données actuellement disponibles.

1.3 EVALUATION ECONOMIQUE DU PLAN

Dans ces conditions, l'évaluation économique du Plan ne peut que se limiter à des ordres de grandeurs de moyens à engager pour la mise en œuvre du Plan par les collectivités à compétence collecte et traitement.

1.3.1 EVALUATION ECONOMIQUE DES MOYENS A ENGAGER POUR LA PREVENTION ET LA COLLECTE

Ces investissements prévisionnels sont indicatifs, et à la limite entre investissement et frais de fonctionnement pour certains postes comme la communication. Néanmoins, ce poste sera déterminant dans les années à venir en Martinique, car seul le dialogue de proximité avec tous les usagers (ménages et entreprises) aura un véritable impact sur le changement de comportement pour faire baisser les tonnages de déchets résiduels.

La communication « de masse » atteint très vite ses limites dans ces domaines où le changement de comportement est déterminant : comment inciter l'utilisateur à séparer ses déchets de cuisine ? Pourquoi le faire ? Quels avantages ou « bénéfices » ?

Seule l'approche de type « one to one » donne des résultats, car elle permet d'être dans une dynamique « gagnant-gagnant ». Une meilleure compréhension de l'utilisateur du service public et connaissance de ses habitudes et ses préférences, permet à la collectivité d'adapter ses services avec des offres correspondant aux attentes.

Cette approche demande des moyens humains (donc financiers) conséquents, et donc de lourds moyens de communication sont prévus, considérés comme un réel investissement nécessaire pour atteindre les objectifs fixés dans le Plan.

	Montant des investissements 2019-2031 (€ HT)
Politique de prévention	8 400 000
Harmonisation et renforcement des collectes sélectives	2 000 000
Etudes	1 000 000
Communication	7 000 000
Total	18 400 000

Figure 1 : Investissement publics à programmer pour la prévention et la collecte

1.3.2 EVALUATION ECONOMIQUE POUR VALORISATION ET LE TRAITEMENT

Le tableau ci-dessous recense uniquement les investissements prévisionnels pour la réalisation des équipements publics (direct ou indirect). Les investissements prévus dans l'état des lieux qui sont déjà en cours de mise en place ne sont pas repris ici.

	Montant des investissements 2019-2031 (€ HT)
Réseau de déchèteries (9 sites)	16 400 000
Centre de tri en extension	15 000 000
Travaux valorisation énergétique UIOM	15 000 000
Total	46 400 000

Figure 2 : Investissements à financer direct ou indirect par le service public

D'autres ordres de grandeurs pour les CSR peuvent être données :

- Les coûts d'investissement sont en moyenne de 4,8 millions d'euros pour une unité de préparation de CSR de 100 000t.
- Pour une unité d'utilisation, ils sont de l'ordre de 2 millions d'euros par MW de puissance.

1.3.3 INVESTISSEMENTS DE LA PART DES AUTRES ACTEURS

A ces investissements publics s'ajoutent des investissements pouvant être portés par le secteur privé, si les conditions économiques le permettent, tels que :

- Les installations de traitement des matières de vidanges
- Les unités de préparation et de combustions des CDD et des CSR
- Les installations et actions émanant des milieux associatifs (recycleries...)

- Des installations de traitement privées.
- ...

L'avancement actuel des projets et les incertitudes liées aux évolutions tant économiques (fluctuations des coûts de l'énergie et de revente de l'énergie, prix de rachat des matières premières secondaires, technologiques, commerciales que foncières, ne permettent pas d'estimer de manière précise les montants totaux de ces installations et actions.

1.4 FINANCEMENTS

1.4.1 FONDS EUROPEENS

La Martinique bénéficie pour la période 2014-2020 de 857 millions d'euros de fonds européens. La contribution du FEDER (Fond Européen de Développement Régional) s'élève à 445,1 M€ et celle du Fond Social Européen (FSE)/CTM à 73,3 M€.

La stratégie et les objectifs visés par ces fonds sont détaillés dans le document intitulé Programme Opérationnel FEDER-FSE disponible sur le site internet de la CTM.

Parmi les axes du programme opérationnel, deux concernent notamment la gestion des déchets avec des seuils et des critères d'éligibilité adaptés :

Il est à noter que la réalisation d'un Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de la Martinique, conforme à la réglementation en vigueur est une condition ex-ante du versement de ces aides par l'Europe.

- Axe 5 : La Compensation des surcoûts liés à l'ultra périphéricité et aux autres handicaps structurels
 - Sous mesure 5.2.2 : transport de déchets / Export de matières premières secondaires issues de déchets couvrant jusqu'à 100% des coûts de transport du port ou aéroport du DOM concerné jusqu'au port ou aéroport européen, des déchets pour lesquels aucune filière de traitement et de valorisation n'existe en Martinique.
- Axe 6 : La Préservation et valorisation de l'environnement avec trois sous mesures
 - Sous mesure 6.1.1 : concerne les études, travaux et actions de communication visant à la prévention et la réduction des déchets
 - Sous mesure 6.1.2 : finançant les études et projets permettant d'augmenter les quantités valorisées
 - Sous mesure 6.3.1 relative à l'amélioration de la gestion des eaux usées et pluviales

1.4.2 CONTRAT DE CONVERGENCE ET DE TRANSFORMATION

Le contrat de convergence et de transformation (CCT), a été signé le 8 juillet 2019 au ministère des Outre-mer, en présence du Président de la République et du Premier Ministre, par l'État, la Collectivité Territoriale de la Martinique et les trois communautés d'agglomération (CACEM, CAESM et CAPNORD). Il est la traduction concrète des ambitions arrêtées dans le Livre Bleu Outre-Mer présenté le 28 juin 2018 au Palais de l'Élysée sur la base de projets des Assises des Outre-Mer conduites dans les territoires dès juillet 2017.

La concertation entre l'État, la Collectivité Territoriale de Martinique et les Établissements Publics de Coopération Intercommunale permet de contractualiser un engagement de 473,9 millions d'euros, État 182,4 M€, Collectivité Territoriale de Martinique 268,5 M€, EPCI 23 M€. Combiné aux crédits valorisés des signataires (État 103,3 M€, CTM 78,4 M€, EPCI 4,1 M€), des Fonds Européens (145,3 M€) et des autres partenaires (48,6 M€), cet effort permettra de financer 853,6 millions d'euros d'opérations sur la période 2019-2022

Le point 2 du CCT « Investir dans les filières porteuses » intègre le volet économie circulaire pour le lequel 13 M€ sont contractualisés et permettront de financer les projets de valorisation et traitement notamment retenus par le Plan, au travers d'un outil spécifique : le Programme Territorial de Maîtrise des Déchets (PTMD).

Ce PTMD est le fruit d'une démarche partenariale entre la Collectivité Territoriale de Martinique, l'État et l'ADEME visant à amplifier les actions de lutte contre le changement climatique, de protection de l'environnement et de développement durable en cohérence avec la Loi de Transition Énergétique pour une Croissance Verte (LTECV).

Le PTMD fixe les orientations et les moyens nécessaires à la politique locale de maîtrise des déchets, et de développement de l'économie circulaire en Martinique.

En 2018, le PTMD a mobilisé près de 5,3 M€ d'aide en soutien à 32 projets (moyenne de 165 k€ par projet).
Plan d'action territorialisé des filières REP.

Les Filières REP se sont regroupées pour mettre en œuvre des actions communes au sein de la Plateforme REP Caraïbes. Des plans d'actions territoriaux vont découler de cette démarche avec des possibilités de financement d'actions. Cette démarche est en cours de mise en œuvre actuellement.

1.4.3 FONDS DIVERS DE L'ÉTAT (FOND EXCEPTIONNEL D'INVESTISSEMENT, BANQUE PUBLIQUE D'INVESTISSEMENT, CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS...)

○ Fond exceptionnel d'investissement

Le Fonds Exceptionnel d'Investissement (FEI) est un dispositif de participation financière de l'État destiné à accélérer la réalisation d'investissements publics, à fort impact sur l'emploi et la commande publique, nécessaires au rattrapage du retard des outre-mer en matière d'équipements publics structurants.

Doté de 500 M€ sur le quinquennat pour l'ensemble des outre mers, le FEI est au service du développement local, du rattrapage en termes d'investissements structurants et du financement des projets indispensables à la vie des entreprises. Un appel à projet annuel est lancé par le Préfet au niveau régional selon les orientations arrêtées pour l'année. Ces orientations entrent dans les objectifs de la Transition Énergétique pour la Croissance Verte.

○ Caisse des dépôts et consignation, BPI

Sur l'ensemble du quinquennat, la Caisse des Dépôts apportera une contribution de 3 M€ de prêts et 100 M€ de fonds propres. La Banque des Territoires, l'Agence Française de Développement (AFD) et Bpifrance seront les acteurs clefs d'un nouveau dispositif d'intervention doté de 400 M€ destiné à soutenir le développement économique des territoires ultramarins.

○ Aides de l'AFD

40 M€ dédiés aux dispositifs de soutien aux collectivités des Outre-Mer sont mis en œuvre par l'AFD. Ces crédits financent des emprunts bonifiés, la mise en œuvre du « fonds vert » et un appui direct à la maîtrise d'ouvrage au profit des collectivités des Outre-Mer.

1.4.4 APPELS A PROJETS OU A MANIFESTATION PONCTUELS ET SPECIFIQUES

Des appels à projet ou à candidature sont lancés par les différents acteurs sur des thématiques ou déchets spécifiques (ex sur s CSR ou les biodéchets) et viennent en complément des financements et soutien des actions retenues par le Plan.

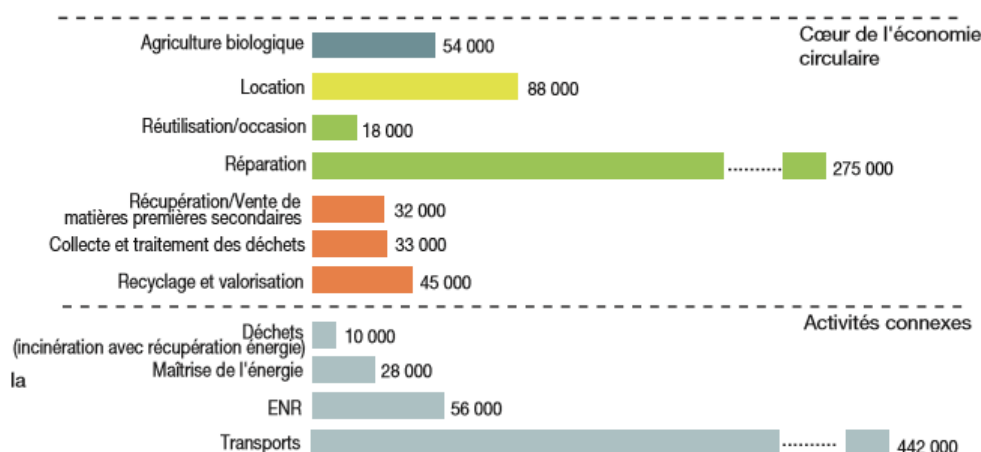
2. ANALYSE DE L'IMPACT DE LA GESTION DES DECHETS SUR L'EMPLOI

Au niveau national, en 2013, d'après le service statistique du ministère (SOeS), les activités « au cœur » de l'économie circulaire mobilisent 545 000 emplois en équivalent temps plein (ETP), représentant 2,1% de l'emploi intérieur. Les activités liées à la réparation sont les plus pourvoyeuses d'emplois : 275 000. Le secteur de l'occasion mobilise, quant à lui, 18 000 ETP, la quasi-totalité des services s'adressant aux particuliers. Le recyclage et la valorisation des déchets apparaissent comme le deuxième poste le plus important en termes d'emplois : 110 000 ETP y sont comptabilisés, suivis de la location : 88 000 ETP.

(En 2012, si l'on utilise comme ratio pour les emplois liés au recyclage le taux d'utilisation des matières issues du recyclage, 13 000 emplois de l'industrie sidérurgique et 6 000 emplois de l'industrie papetière peuvent également être considérés comme liés au recyclage).

Enfin, les activités liées à l'agriculture biologique rassemblent 54 000 ETP en 2013. Les activités relevant de l'éco-conception, de l'écologie industrielle et territoriale et de l'économie de la fonctionnalité n'ont pu être quantifiées faute de pouvoir les identifier dans les nomenclatures statistiques.

L'emploi dans l'économie circulaire a gagné près de 55 000 ETP entre 2008 et 2013, soit une progression de 11 %.



L'emploi dans l'économie circulaire Sources : Insee (EAP, Esane, Clap, base des non-salariés), Ademe, SOeS (emploi dans l'économie verte). Traitements : SOeS, 2016

D'après la prospective menée au niveau national par l'institut de l'économie circulaire, le potentiel de créations d'emplois est estimé entre 200 000 et 400 000 au niveau national à l'horizon 2030. Ramené au prorata de la population régionale, cette estimation représente **un potentiel de 1 000 à 2 000 emplois en 2030. Cette estimation est à prendre avec précaution étant donné qu'une partie de ces emplois ne seront pas localisés en Martinique à cause des effets d'échelle qui pénalisent la mise en place de filières locales de recyclage.**

La note d'analyse de France Stratégie menée en avril 2016 (n°46 – L'économie circulaire, combien d'emplois ?) retient également des réallocations sectorielles créatrices d'emplois, en liaison avec des activités de l'économie circulaire plus intensives en travail que les secteurs industriels classiques. Néanmoins, elle attire l'attention sur la qualité des emplois créés (conditions de travail, rémunération, qualification), qui devra être à minima équivalente à celle des emplois actuels.

2.1 EMPLOIS DIRECTS ET INDIRECTS DE LA GESTION DES DECHETS

Les enquêtes ADEME effectuées en 2016 recensent 524 emplois directs générés par les installations et entités de collecte des déchets en Martinique.

Cependant, ces données sont incomplètes car certaines entités ne sont pas enquêtées dans ce cadre. Il n'existe pas à ce jour de données exhaustives sur les emplois dans le secteur de la gestion et de la prévention des déchets en Martinique

L'étude ORDIF intitulée « Quel contenu en emploi direct et indirect dans le secteur des déchets en île de France » donne des indications sur le nombre d'emploi dans le secteur des déchets ménagers et assimilés. Elle estime en effet à 20 le nombre d'ETP direct et indirect pour 1 000 t de déchets ménagers et assimilés gérés par les collectivités d'île de France.

En appliquant ce ratio à la Martinique et aux évolutions de tonnages prévues dans le Plan, on estime que les emplois nécessaires à la gestion des déchets ménagers seront en baisse de 25%.

Ces baisses pourront être compensées par les évolutions de valorisation prévues sur les autres flux (déchets des activités économiques, déchets dangereux...).

Néanmoins cette approche présente de nombreuses limites, notamment dans la transposition de chiffres de l'île de France à la Martinique.

En conclusion face aux nombreuses incertitudes et données manquantes sur le nombre d'emplois réellement affectés à la gestion des déchets en Martinique, le Plan ne pourra être conclusif quant à l'impact du scénario retenu sur l'emploi dans le secteur des déchets en Martinique.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20191126-19-520-1-DE
Date de télétransmission : 23/12/2019
Date de réception préfecture : 23/12/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 23 DEC. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-520-1

ADHÉSION DE LA LIGUE DE FOOTBALL DE MARTINIQUE (LFM) A LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE DE FOOTBALL ASSOCIATION (FIFA)

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-six novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Félix CATHERINE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Eugène LARCHER (procuration à Joachim BOUQUETY), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Raphaël MARTINE), Charles-André MENCE, Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN (procuration à David ZOBDA), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Patricia TELLE (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT), notamment ses articles L. 1111-4 et L. 7252-1 ;
Vu l'article 11.6 des statuts de la Fédération Internationale de Football Association (FIFA) ;
Vu la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;
Vu la loi n° 2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;
Vu la loi n° 2017-256 du 28 février 2017 de programmation relative à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique, notamment son article 1 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et de l'énergie, de l'économie bleue (plaisance, métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture), des transports et des sports ;
Vu l'avis émis par la Commission Politique des Sports le 19 novembre 2019 ;

Considérant la demande d'adhésion de la Martinique à la Fédération Internationale de Football Association (FIFA), sollicitée par la Ligue de Football de Martinique (LFM) au Congrès FIFA des 28 et 29 mai 2015 ;

Considérant la saisine de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) par la Ligue de Football de Martinique (LFM), par un courrier du 26 août 2019 sur le sujet de son affiliation à la Fédération Internationale de Football Association (FIFA) ;

Considérant qu'en vertu de l'article L. 7252 du CGCT, l'Assemblée de Martinique peut présenter au Premier ministre des propositions de modification ou d'adaptation des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur ou en cours d'élaboration ainsi que toutes propositions relatives aux conditions du développement économique, social et culturel de la Collectivité Territoriale de Martinique ;

Considérant que l'article 11.6 des statuts de la Fédération Internationale de Football Association (FIFA) comporte une dérogation de nature à permettre l'adhésion de la Martinique à la FIFA sous réserve de l'accord de la Fédération Française de Football (FFF) : « 11.6 Avec l'autorisation de l'association membre du pays dont elle dépend, une association d'une région n'ayant pas encore obtenu l'indépendance peut également demander l'admission à la FIFA » ;

Considérant que la Polynésie et la Nouvelle-Calédonie ont pu bénéficier de ces dispositions, et que la Fédération Tahitienne de Football et la Fédération Calédonienne de Football ont pu adhérer à la FIFA respectivement en juin 1990 et en mai 2004 ;

Considérant le caractère très populaire du football à la Martinique ;

Considérant que les performances des équipes de Martinique impliquent un soutien financier de plus en plus conséquent de la CTM, très fortement sollicitée afin que celles-ci puissent participer aux compétitions internationales ;

Considérant que l'adhésion de la LFM à la FIFA doit contribuer au développement du football, et que la participation à des rencontres internationales permettra à l'équipe de Martinique d'obtenir des points dans le cadre du classement FIFA ;

Considérant que l'adhésion à la FIFA doit permettre à la LFM d'accéder aux ressources financières des programmes de la FIFA ;

Considérant que les ressources générées par une telle intégration à la FIFA :

- s'inscriraient dans une complémentarité avec l'action déjà menée par la Collectivité Territoriale de Martinique au titre du développement économique, social et culturel,
- permettraient la mise à niveau et la construction d'équipements nouveaux et l'amélioration des équipements sportifs vieillissants, particulièrement dans les communes rurales de la Martinique ;
- doteraient la LFM des moyens pour déployer des programmes sportifs, de formation, à destination des cadres et pratiquants, réduiraient les coûts et dépenses de la FFF elle-même ;

Considérant que l'adhésion de la LFM à la FIFA doit permettre d'assurer une équité et une égalité de traitement comparativement au traitement financier des pays membres de la Confédération de Football d'Amérique du Nord, d'Amérique Centrale et des Caraïbes (CONCACAF) ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique, sur le fondement de l'article L. 7252-1 du code général des collectivités territoriales, demande au Premier ministre de permettre à la Fédération Française de Football (FFF) d'accorder un avis favorable à l'affiliation de la Ligue de Football de Martinique (LFM) à la Fédération Internationale de Football Association (FIFA).

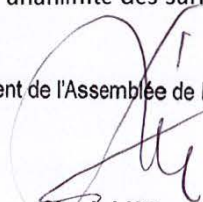
ARTICLE 2 : Dès réception de la présente délibération, le Premier ministre fixera dans les quinze jours le délai dans lequel il apportera une réponse au fond.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique est exécutoire dès sa publication ou son affichage, et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 25 et 26 novembre 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique


Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20191126-19-521-1-DE
Date de télétransmission : 29/01/2020
Date de réception préfecture : 29/01/2020

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : **29 JAN. 2020**

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-521-1

PORTANT APPROBATION DU PLAN DE FINANCEMENT CONCERNANT LA RÉALISATION DES TRAVAUX DE MISE EN CONFORMITÉ DU SYSTÈME DE SÉCURITÉ ET D'INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES À LA CITÉ SCOLAIRE FRANTZ FANON DE TRINITÉ, DANS LE CADRE DE LA MISE AUX NORMES ET LA SÉCURISATION DES ÉQUIPEMENTS PUBLICS

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-six novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Félix CATHERINE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Eugène LARCHER (procuration à Joachim BOUQUETY), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Raphaël MARTINE), Charles-André MENCE, Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN (procuration à David ZOBDA), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Patricia TELLE (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-3-1 portant délégation générale d'attributions de l'Assemblée de Martinique pour la prise de toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés publics et accords-cadres ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTE, Conseiller exécutif en charge des Infrastructures et Réseaux numériques et de la Formation professionnelle ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité, et la commission Développement économique et Tourisme le 19 novembre 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission BTP, Équipement, Réseaux numériques le 22 novembre 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Dans le cadre des travaux de mise en conformité du système de sécurité et d'installations électriques à la Cité scolaire Frantz Fanon de Trinité, d'un montant de 282 271 € HT, est approuvé le plan de financement prévisionnel suivant :

Co-financeurs	Quote-part	Montant (€ HT)
ÉTAT (DSID 2019)*	40,00 %	113 868
Collectivité Territoriale de Martinique (Fonds propres)	60,00 %	168 403
TOTAL	100,00 %	282 271

(*) DSID : Dotation de Soutien à l'Investissement des Départements.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 902 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique, ou toute autre personne habilitée, pour signer la convention financière et les actes administratifs (exemples : les éléments de remontées de dépenses, demande de paiement, avenants techniques, temporels et financiers, ...) avec l'Autorité en charge de la Gestion des Fonds Nationaux (Etat/DSID).

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 25 et 26 novembre 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20191126-19-522-1-DE
Date de télétransmission : 29/01/2020
Date de réception préfecture : 29/01/2020

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : **29 JAN. 2020**

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-522-1

PORTANT APPROBATION DU PLAN DE FINANCEMENT D'UNE OPÉRATION VISANT À LA MISE AUX NORMES D'ÉQUIPEMENTS PUBLICS APPARTENANT À LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE (CTM)

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-six novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Félix CATHERINE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Eugène LARCHER (procuration à Joachim BOUQUETY), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Raphaël MARTINE), Charles-André MENCE, Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN (procuration à David ZOBDA), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Patricia TELLE (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-3-1 portant délégation générale d'attributions de l'Assemblée de Martinique pour la prise de toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés publics et accords-cadres ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, Conseiller exécutif en charge des Infrastructures et Réseaux numériques et de la Formation professionnelle ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité, et la commission Développement économique et Tourisme le 19 novembre 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission BTP, Équipement, Réseaux numériques le 22 novembre 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Dans le cadre des travaux de mise aux normes des équipements publics appartenant à la Collectivité Territoriale de Martinique, d'un montant de 482 785 € HT, est approuvé le plan de financement prévisionnel suivant :

Co-financeurs	Quote-part	Montant (€ HT)
ETAT (DSID 2019)*	40,00 %	194 755
Collectivité Territoriale de Martinique (Fonds propres)	60,00 %	288 030
TOTAL	100,00 %	482 785

(*) DSID : Dotation de Soutien à l'Investissement des Départements.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 902 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique, ou toute autre personne habilitée, pour signer la convention financière et les actes administratifs (exemples : les éléments de remontées de dépenses, demande de paiement, avenants techniques, temporels et financiers, ...) avec l'Autorité en charge de la Gestion des Fonds Nationaux (Etat/DSID).

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 25 et 26 novembre 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20191126-19-523-1-DE
Date de télétransmission : 29/01/2020
Date de réception préfecture : 29/01/2020

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 29 JAN. 2020

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-523-1

PORTANT APPROBATION DU PLAN DE FINANCEMENT DE L'OPÉRATION DE FOURNITURE ET POSE DE SYSTÈMES DE GROUPES DE CLIMATISATION SUR LE BÂTI DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE, DANS LE CADRE DE LA « RÉNOVATION THERMIQUE, TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ET DU DÉVELOPPEMENT DES ÉNERGIES RENOUVELABLES »

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-six novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Félix CATHERINE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Eugène LARCHER (procuration à Joachim BOUQUETY), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Raphaël MARTINE), Charles-André MENCE, Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN (procuration à David ZOBDA), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Patricia TELLE (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-3-1 portant délégation générale d'attributions de l'Assemblée de Martinique pour la prise de toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés publics et accords-cadres ;


Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTE, Conseiller exécutif en charge des Infrastructures et Réseaux numériques et de la Formation professionnelle ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité, et la commission Développement économique et Tourisme le 19 novembre 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission BTP, Équipement, Réseaux numériques le 22 novembre 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

 COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX
Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Dans le cadre de l'opération de fourniture et pose de systèmes de groupes de climatisation sur le bâti de la Collectivité Territoriale de Martinique, d'un montant de 491 653 € HT, est approuvé le plan de financement prévisionnel suivant :

Co-financeurs	Quote-part	Montant (€ HT)
ETAT (DSID 2019)*	40,00 %	198 332
Collectivité Territoriale de Martinique (Fonds propres)	60,00 %	293 321
TOTAL	100,00 %	491 653

(*) DSID : Dotation de Soutien à l'Investissement des Départements.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 902 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique, ou toute autre personne habilitée, pour signer la convention financière et les actes administratifs (exemples : les éléments de remontées de dépenses, demande de paiement, avenants techniques, temporels et financiers, ...) avec l'Autorité en charge de la Gestion des Fonds Nationaux (Etat/DSID).

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 25 et 26 novembre 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20191126-19-524-1-DE
Date de télétransmission : 29/01/2020
Date de réception préfecture : 29/01/2020

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : **29 JAN. 2020**

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-524-1

PORTANT APPROBATION DU PLAN DE FINANCEMENT CONCERNANT LA RÉALISATION DE TRAVAUX DE RAVALEMENT D'ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES DANS LE CADRE DE LA RÉNOVATION DES BÂTIMENTS SCOLAIRES

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-six novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Félix CATHERINE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Eugène LARCHER (procuration à Joachim BOUQUETY), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Raphaël MARTINE), Charles-André MENCE, Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN (procuration à David ZOBDA), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Patricia TELLE (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-3-1 portant délégation générale d'attributions de l'Assemblée de Martinique pour la prise de toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés publics et accords-cadres ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTE, Conseiller exécutif en charge des Infrastructures et Réseaux numériques et de la Formation professionnelle ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité, et la commission Développement économique et Tourisme le 19 novembre 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, Équipement, Réseaux numériques le 22 novembre 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Dans le cadre des travaux de ravalement d'établissements scolaires, d'un montant de 2 080 000,00 € HT, est approuvé le plan de financement prévisionnel suivant :

Co-financeurs	Quote-part	Montant (€ HT)
ETAT (DSID 2019)*	40,00 %	839 047
Collectivité Territoriale de Martinique (Fonds propres)	60,00 %	1 240 953
TOTAL	100,00 %	2 080 000

(*) DSID : Dotation de Soutien à l'Investissement des Départements.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 902 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique, ou toute autre personne habilitée, pour signer la convention financière et les actes administratifs (exemples : les éléments de remontées de dépenses, demande de paiement, avenants techniques, temporels et financiers, ...) avec l'Autorité en charge de la Gestion des Fonds Nationaux (Etat/DSID).

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 25 et 26 novembre 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20191126-19-525-1-DE
Date de télétransmission : 30/01/2020
Date de réception préfecture : 30/01/2020

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 30 JAN. 2020

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-525-1

PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET L'OFFICE DE L'EAU MARTINIQUE (ODE) RELATIVE À L'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DANS LE CADRE DU PROJET « AMÉLIORATION DES PERFORMANCES DES INFRASTRUCTURES PUBLIQUES D'EAU POTABLE »

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-six novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Félix CATHERINE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Eugène LARCHER (procuration à Joachim BOUQUETY), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Raphaël MARTINE), Charles-André MENCE, Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN (procuration à David ZOBDA), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Patricia TELLE (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu la directive européenne n°2014/101 du 30 octobre 2014 modifiant la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Office De l'Eau Martinique n°CA 084-16 du 30 novembre 2016 adoptant le 3^{ème} programme Pluriannuel d'intervention ;

Vu la délibération de l'Office De l'Eau Martinique n°CA 25-06-2018/217 du 25 juin 2018 adoptant les règles générales d'attribution et de versement des aides aux personnes publiques et privées ;

Vu la délibération de l'Office De l'Eau Martinique n°CA 08-07-2019/066 du 8 juillet 2019 portant mise en place d'une convention cadre entre l'ODE et les Collectivités, relative à l'attribution d'une subvention dans le cadre du projet d'amélioration des performances des infrastructures d'eau potable et d'assainissement collectif ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, Conseiller exécutif en charge des Infrastructures et Réseaux numériques et de la Formation professionnelle;

Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité, la commission Développement économique et Tourisme le 19 novembre 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission BTP, Équipement, Réseaux numériques le 22 novembre 2019 ;

Considérant que le Président de l'Assemblée de Martinique, Président de l'Office De l'Eau Martinique, n'a pas participé au vote ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvée la passation d'une convention de partenariat entre la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) et l'Office De l'Eau Martinique (ODE), portant sur les modalités d'attribution d'une subvention de l'ODE dans le cadre du projet « amélioration des performances des infrastructures publiques d'eau potable » initié et conçu par la CTM.

ARTICLE 2 : Ladite convention est conclue pour une durée de trois (3) ans à compter de la date de sa notification.

ARTICLE 3 : L'ODE contribue financièrement pour un montant maximal de cinq cent mille euros (500 000 €) par an pendant trois (3) ans, soit un montant total d'un million cinq cent mille euros (1 500 000 €), aux projets de la CTM « amélioration des performances des infrastructures publiques d'eau potable », dont la liste prévisionnelle des projets est inscrite en annexe 1 à la convention.

ARTICLE 4 : La contribution financière de l'ODE est versée à la CTM selon les modalités ci-après :

- 30% du montant du premier projet, correspondant à un acompte, sur justification du commencement d'exécution de ce premier projet. 30% pourront être demandés à chaque commencement d'exécution des projets inscrits à la convention,
- 20% supplémentaires (50% si l'acompte n'est pas demandé) de l'aide sur justification d'au moins 50% de la dépense retenue pour chacun des projets,
- 30% de l'aide sur justification d'au moins 80 % de la dépense retenue pour chacun des projets,
- Le solde sur justification de l'achèvement de chacun des projets et des dépenses réalisées.

ARTICLE 5 : Les crédits correspondants seront inscrits en recette au chapitre 907 du budget de la CTM.

ARTICLE 6 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention d'application avec l'ODE, ainsi que les actes y afférents et pour prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 7 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 8 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 9 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 25 et 26 novembre 2019.



Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique

Yan MONPLAISIR



7 avenue Condorcet - BP 32
97201 Fort-de-France Cedex
Tél. 05 96 48 47 20
Fax : 05 96 63 23 67
Email : contact@eumartinique.fr
SIRET : 289 720 054 00013

PROJET

CONVENTION N°RELATIVE A L'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DANS LE CADRE DU PROJET « AMELIORATION DES PERFORMANCES DES INFRASTRUCTURES PUBLIQUES D'EAU POTABLE »

Entre

L'Office De l'Eau Martinique, établissement public local à caractère administratif situé au 7 avenue Condorcet – 97200 FORT-DE-FRANCE Martinique, représenté par sa Directrice Générale Mme Michéla ADIN, ci-après dénommé « ODE », d'une part

Et

La Collectivité Territoriale de Martinique situé rue Gaston Defferre – CS 30137 – 97 201 FORT DE France, n° SIRET 200 055 507 00012, représentée par son prédisent, ci-après dénommé « la CTM », d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

VU la délibération n° CA 084-16 de l'ODE du 30 novembre 2016 adoptant le 3^{ème} Programme Pluriannuel d'Intervention,
VU la délibération n° CA 25-06-2018/217 de l'ODE du 25 juin 2018 adoptant les règles générales d'attribution et de versement des aides aux personnes publiques et privées,
VU la délibération n° CA de l'ODE du, portant attribution d'une subvention à la Collectivité Territoriale de Martinique « »

Considérant le projet initié et conçu par la CTM ; Amélioration des performances des infrastructures publiques d'eau potable.

Considérant que ce projet concourt à l'accomplissement des missions de l'ODE et s'inscrit dans l'axe 3, satisfaire les usages de l'eau tout en préservant les milieux aquatiques, du 3^{ème} PPI intitulée.

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, la CTM s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre des projets de travaux qui visent à « l'Amélioration des performances des infrastructures publiques d'eau potable » et défini en annexe I de la présente convention.

L'ODE contribue financièrement à la mise en œuvre de ce projet d'intérêt général. Il n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

L'objet de cette convention n'est pas de financer des infrastructures lourdes, intégrant du génie civil par exemple, mais de mettre en place ou de finaliser plusieurs opérations qui visent à ;

- Répondre à des obligations réglementaires, non financées par ailleurs, ou nécessitant un complément de financement pour aboutir,
- Réduire les pressions sur les ressources en eau en améliorant les rendements de réseau ; mise en place de sectorisations des réseaux fines, capteurs de détection de fuite, modulation de pression, fiabilisation des macro-comptages, ...
- Résilience des infrastructures ; étude parasismique des infrastructures principales, renforcement de site dont les équipements vitaux ne sont pas secourus et détériorés, ...
- Réduction des consommations d'énergie, notamment fossile (en cohérence avec les aides de l'ADEME ; étude réduction empreinte carbone, équipements moins énergivore, mise en place de source d'énergie alternative (panneaux photovoltaïques, micro-turbine, ...),
- Réduction des interruptions de service ; doublement équipements sensibles, mise en place ou modernisation des télé-surveillances, supervision des installations, aménagement prise d'eau, ...
- Améliorer la qualité du patrimoine ; amélioration de la connaissance,

ARTICLE 2 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une durée de 3 ans à compter de la date de sa notification par l'ODE.

ARTICLE 3 – PARTICIPATION FINANCIERE DE L'ODE

L'ODE contribue financièrement pour un montant maximal de **500 000 €** par an pendant 3 ans soit un total de **1 500 000 €** sur la totalité de la période conformément à la décision prise en Conseil d'Administration, le n° CA....., ce montant constitue un plafond.

Cette subvention n'est acquise que sous réserve du respect, par le bénéficiaire, des obligations mentionnées aux articles 1^{er}, 5 et 6 et des décisions de l'ODE prises en application des articles 7 et 8 sans préjudice de l'application de l'article 10.

Le financement public n'excède pas les coûts liés à la mise en œuvre du projet, estimés en annexe II.

Le 1^{er} projet de travaux devra avoir commencé, au plus tard, 6 mois après la date de notification de la délibération attributive de la subvention. Les phases travaux des projets suivants devront être engagées l'année prévue dans le plan prévisionnel de l'annexe I sauf en cas de retard dûment justifié. Ce retard ne pourra excéder 12 mois.

Au-delà de ce terme, et à défaut de présentation par le bénéficiaire d'une pièce justificative du commencement de l'action, la subvention devient caduque et est annulée pour le projet concerné.

La présente convention couvre l'ensemble des projets inscrits en annexe I. Le Conseil d'Administration de l'ODE délibérera 1 seule fois pour l'approbation de la présente convention intégrant l'ensemble des projets inscrits. Cependant chaque projet devra être présenté avec sa fiche action FA3A pour son instruction et la libération des subventions correspondantes.

Page 3 sur 8

Ces opérations devront être à la charge du maître d'ouvrage et non de son délégataire le cas échéant. Cependant, des opérations pourront être menées conjointement entre la collectivité et son délégataire pour optimiser les coûts investissement et/ou d'exploitation.

La collectivité devra produire une note analysant l'efficacité coût/gain technique et/ou financière. Les coûts d'exploitation devront faire l'objet d'une attention particulière

ARTICLE 5 – JUSTIFICATIFS

Le bénéficiaire fournira à l'ODE une note sur l'exécution du projet ainsi que toutes les factures acquittées afférentes, détaillées dans un tableau récapitulatif des dépenses certifié par l'agent comptable. Seront également transmis le décompte général définitif (DGD), les PV de réception et le dossier des ouvrages exécutés (DOE) des travaux au format numérique.

Le technicien du service interventions, chargé des dossiers de subvention, procédera au contrôle sur pièces et sur place des travaux réalisés puis établira un rapport qui sera joint au dossier.

ARTICLE 6 – AUTRES ENGAGEMENTS

Le bénéficiaire s'engage à informer l'ODE dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou les personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, le bénéficiaire en informe l'ODE sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le bénéficiaire de l'aide doit être à jour de ses dettes vis-à-vis de l'Office De l'Eau. Par ailleurs, il s'engage à ce que l'opération pour laquelle l'aide lui a été attribuée soit en conformité avec les lois et règlements en vigueur. L'Office De l'Eau se réserve le droit de demander au bénéficiaire la présentation de toute pièce justifiant de cette situation de conformité.

Le bénéficiaire s'engage à faire apparaître et mentionner systématiquement le soutien de l'Office De l'Eau dans toutes les actions de communication relatives à l'opération pour laquelle elle bénéficie de la contribution financière y compris sur les panneaux de chantier et autres documents d'information à destination du public.

ARTICLE 7 – SANCTIONS

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard significatif des conditions d'exécution de la convention par le bénéficiaire sans l'accord écrit de l'ODE, ce dernier peut respectivement ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant,

après examen des justificatifs présentés par le bénéficiaire et avoir entendu ses représentants.

Tout refus de communication ou toute communication tardive des pièces justificatives réclamées par l'ODE entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 112 de la loi n°45-0195 du 31 décembre 1945. La non-utilisation de la subvention dans les règles fixées par la présente convention entraîne de plein droit la résiliation de la présente convention.

Toute somme indûment perçue par le bénéficiaire fera l'objet d'un remboursement à l'Office De l'Eau et ce même en cas de résiliation de la présente convention.

En cas d'utilisation de la subvention à d'autres fins que celles prévues à ladite convention, cette dernière sera intégralement reversée.

La mise en œuvre de ces dispositions est précédée d'une mise en demeure adressée par l'ODE au bénéficiaire de l'aide. Cette mise en demeure indique les manquements constatés et les délais impartis au bénéficiaire de l'aide, pour se conformer à ses obligations, ou présenter les motifs pour lesquels il a manqué à ses obligations.

ARTICLE 8 – CONTROLE DE L'ADMINISTRATION

Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par l'ODE. Le bénéficiaire s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938. Le technicien du service interventions, chargé des dossiers de subvention établira un rapport qui sera joint au dossier.

L'Administration contrôle à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, l'Administration peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

ARTICLE 9 – AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre précisant l'objet de la modification, sa cause et les toutes les conséquences qu'elle emporte.

Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit.

ARTICLE 10 - RÉSILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 11 - RECOURS

Tout litige résultant de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de la Martinique.

Fait à Fort-de-France, en 2 exemplaires, le

Pour l'ODE

Pour la CTM

La Directrice Générale

[TITRE]

ANNEXE I : FICHE PROJETS ET BUDGET PREVISIONNEL

Collectivité Territoriale de Martinique

Projet « Amélioration des infrastructures publiques d'eau potable »

Liste prévisionnelle des projets intégrés dans la présente convention

Intitulé Projet	Montant phase conception € H.T.	Montant phase travaux € H.T.	Axe + Fiche action	Montant des subventions accordées	Taux de financement
Réhabilitation et mise en conformité électrique de la station de traitement d'eau de la Capot	42 925 €	655 367 €	4 FA 3.a	352 198 €	53,7%
Modernisation et mise en conformité parasismique du dessableur de la Capot	48 708 €	347 802 €	4 FA 3.a	347 802 €	100%
Réalisation de travaux d'étanchéité sur les bâches lessiviellles et d'ultrafiltration de l'usine de Vivé	20 000 €	250 000 €	4 FA 3.a	250 000 €	100%
Réhabilitation et mise en conformité parasismique du dessableur de la Lézarde	77 150 €	550 000 €	4 FA 3.a	550 000 €	100%
Montant Total prévisionnel subventionné				1 500 000 €	

ANNEXE II : FICHE PROJET

Collectivité Territoriale de Martinique

Projet « Amélioration des infrastructures publiques d'eau potable »

Volet Administratif

- 1^{ère} demande : ☐ oui ☒ non
- Contact (s) : Valérie VEILLEUR
- Statut juridique / Activité : Collectivité Territoriale

Affectation PPI3 (2017-2022) :

Ligne	Axe 4 Fiche Action 3A
Taux global	83,2 %
Plafond	Déplafonné
Bonus	Sans objet

Description projet

Les 3 premiers projets intégrés dans cette convention ont pour but de sécuriser l'approvisionnement en eau potable à partir de l'usine de traitement d'eau de la Capot sur la commune du Lorrain en ;

- Réhabilitant et en remettant en conformité l'armoire électrique du site,
- Mettant aux normes parasismiques le dessableur d'eau brute à l'entrée de l'usine,
- Etanchant la bâche lessivielle et de rétrolavage.

Le dernier projet de cette convention permet de sécuriser l'approvisionnement en eau à partir de la prise d'eau de la rivière Lézarde. Cette prise d'eau alimente l'usine de traitement d'eau potable de Directoire (Le Lamentin). Le dessableur sera mis aux normes parasismiques.

Volet Financier

Plan de financement prévisionnel proposé par le porteur de projet :

ODE	1 500 000 €HT	83,2 %
Autofinancement	303 170 €HT	16,8 %
	1 803 170 €HT	100 %



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20191126-19-526-1-DE
Date de télétransmission : 14/01/2020
Date de réception préfecture : 14/01/2020

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : **14 JAN. 2020**

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-526-1

PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE AVEC L'ASSOCIATION MARTINICAISE POUR L'ÉDUCATION ET L'INSERTION DES SOURDS (AMEIS)

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-six novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGÉLIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Félix CATHERINE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Eugène LARCHER (procuration à Joachim BOUQUETY), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Raphaël MARTINE), Charles-André MENCE, Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN (procuration à David ZOBDA), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Patricia TELLE (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, Conseiller exécutif en charge des Infrastructures et Réseaux numériques et de la Formation professionnelle ;
Vu l'avis émis par la Commission d'Appels d'Offres le 11 septembre 2019 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité, la commission Développement économique et Tourisme le 19 novembre 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisé le règlement par convention transactionnelle d'une indemnisation au profit de l'Association Martiniquaise pour l'Éducation et l'Insertion des Sourds (AMEIS), d'un montant de cinq mille neuf cent soixante-quinze euros (5 975 €), pour les prestations de traduction en langue des signes réalisées pour le compte de la Collectivité Territoriale de Martinique de 2016 à 2019.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 930 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 25 et 26 novembre 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20191126-19-526-2-DE
Date de télétransmission : 14/01/2020
Date de réception préfecture : 14/01/2020

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 14 JAN. 2020

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-526-2

PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE AVEC L'ASSOCIATION ACCESSIBILITÉ À L'INFORMATION ET À LA COMMUNICATION (ACCINCOM)

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-six novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Félix CATHERINE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Eugène LARCHER (procuration à Joachim BOUQUETY), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Raphaël MARTINE), Charles-André MENCE, Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN (procuration à David ZOBDA), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Patricia TELLE (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, Conseiller exécutif en charge des Infrastructures et Réseaux numériques et de la Formation professionnelle ;
Vu l'avis émis par la Commission d'Appel d'Offre le 11 septembre 2019 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité, la commission Développement économique et Tourisme le 19 novembre 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est autorisé le règlement par convention transactionnelle d'une indemnisation au profit de l'association Accessibilité à l'Information et à la Communication (ACCINCOM), d'un montant de deux mille deux cent soixante-sept euros cinquante centimes (2 267,50 €), pour les prestations de traduction en langue des signes réalisées pour le compte de la Collectivité Territoriale de Martinique de 2016 à 2017.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 930 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 25 et 26 novembre 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20191126-19-527-1-DE
Date de télétransmission : 21/01/2020
Date de réception préfecture : 21/01/2020

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE :

21 JAN. 2020

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-527-1

PORTANT PRÉSENTATION DU COMPTE-RENDU DE L'EXERCICE DE LA DÉLÉGATION DONNÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF EN MATIÈRE DE MARCHÉS PUBLICS ET D'ACCORDS-CADRES POUR LA PÉRIODE ALLANT DU 1^{ER} JANVIER 2019 AU 31 OCTOBRE 2019

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-six novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Félix CATHERINE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Eugène LARCHER (procuration à Joachim BOUQUETY), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Raphaël MARTINE), Charles-André MENCE, Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN (procuration à David ZOBDA), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Patricia TELLE (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-3-1 du 05 janvier 2016, donnant délégation générale de l'Assemblée de Martinique au Président du Conseil Exécutif de Martinique, aux fins de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés publics et des accords-cadres, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget de la Collectivité Territoriale de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, Conseiller exécutif en charge des Infrastructures et Réseaux numériques et de la Formation professionnelle ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique prend acte de la présentation du compte-rendu de l'exercice de la délégation donnée au Président du Conseil Exécutif de Martinique en matière de marchés publics et d'accords-cadres, portant sur la période du 1^{er} Janvier 2019 au 31 octobre 2019.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 25 et 26 novembre 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20191126-19-528-1-DE
Date de télétransmission : 14/01/2020
Date de réception préfecture : 14/01/2020

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 14 JAN. 2020

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-528-1

PORTANT APPEL DE FONDS DU GROUPEMENT D'INTÉRÊT PUBLIC MAISON MARTINICAISE DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP (GIP MMPH) POUR LA PARTICIPATION DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AU FINANCEMENT DU FONDS TERRITORIAL DE COMPENSATION (FTC) POUR LES ANNÉES 2018 ET 2019

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-six novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Félix CATHERINE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Eugène LARCHER (procuration à Joachim BOUQUETY), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Raphaël MARTINE), Charles-André MENCE, Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN (procuration à David ZOBDA), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Patricia TELLE (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTE, Conseiller exécutif en charge des Infrastructures et réseaux numériques et de la Formation professionnelle ;

Vu l'avis émis par la commission Santé et Actions de prévention, PMI, ASE le 18 novembre 2019 ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité, la commission Développement économique et Tourisme le 19 novembre 2019 ;

Considérant que les conseillers à l'Assemblée de Martinique, administrateurs au sein de la Maison Martiniquaise des Personnes en situation de Handicap (MMPH), n'ont pas assisté au vote ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée la somme de deux cent soixante mille euros (260 000 €) au Groupement d'Intérêt Public Maison Martiniquaise des Personnes en situation de Handicap (GIP MMPH), au titre de la participation de la Collectivité Territoriale de Martinique au financement du Fonds Territorial de Compensation (FTC), pour les années 2018 et 2019.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Les modalités d'attribution et de versement de la subvention mentionnée à l'article 1 sont fixées par convention.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 25 et 26 novembre 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

